NATIONS UNIES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE DEPUIS LA GUERRE

1952

Etat des problèmes
et nouvel examen des perspectives

GENÈVE, 1953

BIBLIOTECA NAZIONALE
SALA
SCAFFALE
NUMERO D'ORDINE

NATIONS UNIES

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE DEPUIS LA GUERRE

Etat des problèmes et nouvel examen des perspectives

BIBLIOTECA

Préparé par la

DIVISION DES ÉTUDES ET DES PROGRAMMES
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

GENÈVE, 1953

E/ECE/157
Février 1953

Publication des Nations Unies

N° de vente : **1953.II.E.4.**

Prix : **3,50** dollars (E.-U.) ; **25/-** sterling ; **14,—** francs suisses
(ou l'équivalent en monnaie nationale)

NOTE LIMINAIRE

La présente ETUDE est le sixième rapport annuel de la série que publie le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe pour répondre aux besoins de la commission et pour contribuer à l'exécution de la tâche que le Conseil économique et social des Nations Unies a confiée au Département des questions économiques et qui consiste à présenter des rapports sur les conditions économiques mondiales.

Depuis le premier rapport, présenté en 1948 sous le titre « Etude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe », ces ETUDES ont surtout porté sur l'évolution de la situation économique au cours de l'année immédiatement précédente sans jamais perdre de vue, d'ailleurs, les problèmes à long terme qui se posent en Europe. Ainsi que son titre l'indique, le présent rapport replace l'accent sur un aspect différent et, s'appuyant sur l'expérience acquise pendant toute la période de l'après-guerre, dégage les conséquences qui en résultent pour l'avenir. Plus vaste et plus ambitieuse, cette nouvelle ETUDE continue néanmoins, comme les précédentes, à analyser surtout les grands problèmes et les politiques économiques suivies, sans revêtir le caractère d'une chronique détaillée des faits économiques. Comme l'ont souvent souligné les membres de la commission, le secrétariat ne peut mener à bien pareille entreprise qu'en faisant preuve de l'objectivité la plus grande et en s'acquittant de sa tâche en toute indépendance. Ce rapport est entièrement publié sous la responsabilité du secrétariat et les vues qui s'y trouvent exprimées ne doivent être attribuées ni à la Commission économique pour l'Europe, ni aux gouvernements des Etats qui en font partie.

Le plan adopté est le suivant. La première partie expose, dans ses caractéristiques essentielles, la place occupée par l'Europe dans l'économie mondiale au lendemain de la guerre et décrit les effets de la guerre sur le capital et sur la population, ainsi que la situation générale nouvelle dans laquelle se trouvent les pays européens pour obtenir les importations dont ils ont besoin.

La deuxième partie est consacrée aux objectifs et aux méthodes de la politique économique suivie dans différents pays et indique les résultats obtenus.

La troisième partie examine, du point de vue de leur ampleur et de leur nature, les progrès accomplis depuis la guerre en Europe occidentale dans l'application des mesures correctives rendues nécessaires du fait de sa situation en matière d'échanges et de paiements internationaux. On y examine également les modifications de structure qu'il y aura encore lieu d'introduire.

La quatrième partie s'ouvre par une analyse des mouvements de main-d'œuvre passés et futurs, envisagés du point de vue des effectifs, de la répartition géographique et de la répartition par secteurs d'activité; elle examine aussi les problèmes que posent ces changements. Ensuite, elle traite successivement, et dans le détail, de trois grands secteurs de l'activité économique — l'agriculture, les industries textiles et les industries lourdes. Une étude distincte consacrée aux problèmes d'un autre secteur — les ressources en bois et les industries du bois —, préparée conjointement par la CEE et la FAO, paraîtra incessamment sous le titre « Evolution et perspectives de la consommation, de la production et du commerce du bois en Europe ».

Enfin, l'ETUDE s'achève par un examen des efforts poursuivis dans la voie d'une intégration économique plus poussée en Europe et de la contribution que ces efforts pourront apporter à la solution des problèmes considérés dans les chapitres antérieurs.

Genève — Février 1953

SIGNES EMPLOYÉS

Les signes ci-après ont été employés dans la présente ÉTUDE :

.. = chiffre non disponible ou ne s'appliquant pas

— = zéro ou quantité négligeable

• = chiffre revisé

* = évaluation établie par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe

Lorsqu'il est fait mention de groupes d'années, la barre oblique qui réunit celles-ci — par exemple 1949/50 — signifie qu'il s'agit d'une période de douze mois (allant par exemple du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950). L'usage du trait d'union — par exemple 1948–1950 — signifie qu'il s'agit de la période entière s'étendant sur les années civiles indiquées (y compris les années initiale et finale).

Sauf indication contraire, l'unité de poids utilisée est la tonne métrique.

Les légers écarts qui peuvent apparaître dans les totaux et les pourcentages s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

Dans les tableaux, les pays sont classés dans le même ordre que dans l'édition anglaise ; les décimales sont précédées d'un point ; milliers et millions sont indiqués par un espace.

D'une façon générale, les renseignements qui figurent dans l'ÉTUDE ont été reçus avant le 1er janvier 1953.

TABLE DES MATIÈRES

Première partie

LA SITUATION GÉNÉRALE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Chapitre 1er. — LE CAPITAL ET LA POPULATION DE L'EUROPE APRÈS LA GUERRE — *Pages*

1. Les ressources matérielles de l'Europe 1
2. La population de l'Europe 7
3. Conclusions 8

Chapitre 2. — LA PLACE NOUVELLE DE L'EUROPE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

1. Les nouvelles charges extérieures qui pèsent sur l'Europe occidentale 12
2. Modifications de la production et du commerce dans le monde 15
3. La dislocation du système mondial de paiements 20

Deuxième partie

POLITIQUES ÉCONOMIQUES SUIVIES ET RÉSULTATS OBTENUS

Chapitre 3. — L'EUROPE ORIENTALE

1. La phase de reconstruction 25
2. Les plans de développement 31
3. Problèmes d'avenir 42

Chapitre 4. — L'UNION SOVIÉTIQUE

1. Le nouveau Plan quinquennal 45
2. L'industrie 48
3. L'agriculture 52
4. L'investissement 56

Chapitre 5. — L'EUROPE OCCIDENTALE

1. Introduction 60
2. Le développement de la production 62
3. La répartition des ressources 65
4. Nord-ouest de l'Europe 77
5. Allemagne occidentale 85
6. Italie 88
7. France 91
8. Conclusions 95

Troisième partie

LES PROBLÈMES DES ÉCHANGES ET DES PAIEMENTS EN EUROPE OCCIDENTALE

Chapitre 6. — L'INSUFFISANCE DES MESURES CORRECTIVES APPORTÉES A LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

Pages

1. Introduction 99
2. Réaménagement des importations et échec des efforts tentés pour développer les approvisionnements en provenance des pays n'appartenant pas à la zone dollar 100
3. Le volume et la structure des exportations 117
4. Le problème du développement des exportations vers la zone dollar 123
5. Le mouvement des exportations à destination des « tiers marchés » 130
6. Le commerce avec les territoires d'outre-mer rattachés aux zones monétaires européennes 133
7. Les échanges et les paiements à l'intérieur de l'Europe occidentale 142

Chapitre 7. — LES CONDITIONS DU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

1. La situation actuelle de la balance commerciale et de la balance des paiements de l'Europe occidentale 147
2. Le redressement intérieur n'a pas pu assurer l'équilibre vis-à-vis de l'étranger 156
3. Le problème que pose la mise au point d'un programme d'ensemble cohérent 159

Quatrième partie

PROBLÈMES QUE POSENT LE DÉVELOPPEMENT ET L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

Chapitre 8. — LA MAIN-D'ŒUVRE

1. Le niveau de l'emploi dans l'industrie 172
2. Conséquences des changements démographiques et du développement industriel sur la répartition de la population par branches d'activité dans les pays européens 177
3. Evolution de la main-d'œuvre au cours des dix prochaines années 186
4. Possibilités de migration entre les pays d'Europe 188
5. Conclusions 191

Chapitre 9. — L'AGRICULTURE

1. L'évolution de l'agriculture en Europe après la guerre 194
2. Les possibilités d'expansion de la production et les problèmes qu'elle soulève 202
3. Conclusions 211

Chapitre 10. — LES INDUSTRIES TEXTILES

1. La reprise d'après guerre 213
2. La crise des industries textiles 219
3. Perspectives d'avenir 221
4. Conclusions 228

Chapitre 11. — LES INDUSTRIES LOURDES

1. Les tendances de la production des industries mécaniques et sidérurgiques et de la production d'énergie après la guerre 232
2. Les possibilités d'expansion de la production et les problèmes qu'elle pose 241

Chapitre 12. — LES PROBLÈMES DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

		Pages
1.	Données historiques	250
2.	Problèmes d'intégration en Europe orientale	252
3.	Le problème général de l'intégration économique en Europe occidentale	255
4.	Mouvements internationaux de main-d'œuvre en Europe occidentale	257
5.	Mouvements de capitaux en Europe occidentale	259
6.	Tentatives en vue d'éliminer les obstacles aux échanges commerciaux en Europe occidentale	262
7.	La communauté du charbon et de l'acier	266
8.	Intégration dans le domaine des transports en Europe occidentale	271
9.	Le problème de l'intégration de l'agriculture en Europe occidentale	272
10.	Conclusions	274

INDEX DES TABLEAUX

PREMIÈRE PARTIE — LA SITUATION GÉNÉRALE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Chapitre 1. — LE CAPITAL ET LA POPULATION DE L'EUROPE APRÈS LA GUERRE

Tableaux		*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
1.	Force motrice installée dans l'industrie	2	*383*
2.	Nombre de machines-outils	3	*383*
3.	Cheptel	5	
4.	Population de l'Europe, non compris l'Union soviétique	7	

Chapitre 2. — LA PLACE NOUVELLE DE L'EUROPE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

5.	Principaux produits importés par les Etats-Unis de sources autres que l'Europe occidentale	19	
6.	Principaux facteurs ayant une influence sur le cours des rentrées d'or et de dollars des pays situés hors de l'Europe occidentale	20	*427*

DEUXIÈME PARTIE — LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET LEURS RÉSULTATS

Chapitre 3. — L'EUROPE ORIENTALE

7.	Le revenu national et l'investissement dans quatre pays de l'Europe orientale	28	*406*
8.	Produit national dans les pays de l'Europe orientale, par secteur d'origine	30	*404-406*
9.	Degré de nationalisation de l'industrie (non compris l'artisanat) en Europe orientale avant et pendant l'exécution des plans de reconstruction	32	
10.	Répartition des recettes et des dépenses dans les budgets d'Etat des pays de l'Europe orientale	33	*407*
11.	Programmes d'investissement prévus dans les plans à long terme des pays de l'Europe orientale — Versions initiale et revisée	35	*407*
12.	Emploi, salaires moyens et total des salaires payés dans les secteurs autres que l'agriculture de cinq pays de l'Europe orientale	39	*385-8,392*
13.	Degré de socialisation de l'économie dans les pays de l'Europe orientale en 1952	44	*428*

Chapitre 4. — L'UNION SOVIÉTIQUE

Tableaux	*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
14. Données sommaires relatives au développement économique de l'Union soviétique	46	
15. Evaluation de la population de l'Union soviétique par secteurs d'emploi (y compris les personnes à charge)	47	
16. Indices de production pour certains produits industriels dans l'Union soviétique	48	
17. La production industrielle de l'Union soviétique et les objectifs fixés pour 1955	50-51	*374*
18. Production d'énergie électrique en Union soviétique	52	*376*
19. Récoltes, rendements et superficie ensemencée en Union soviétique	53	*378-380*
20. La puissance de traction dans l'agriculture soviétique	54	*383*
21. Effectif du cheptel en Union soviétique	55	
22. Construction de logements en Union soviétique	58	
23. Population et production en Union soviétique et en Europe occidentale	59	*376*

Chapitre 5. — L'EUROPE OCCIDENTALE

24. Répartition des ressources nationales évaluées en prix de 1949	66	*395-400*
25. Dépenses de défense nationale dans les pays de l'Europe occidentale, aux prix courants	70	*355-401*
26. Répartition des investissements bruts en capital fixe	71	*395-400*
27. Dépenses par habitant, en biens de consommation et en services, calculées en prix constants	73	*395-400*
28. Indices du coût de la vie	74	*392*
29. Dépenses publiques, investissement et impôts	80	*395-400*
30. Changements survenus dans la répartition du revenu, avant déduction de l'impôt	83	*395-400*

TROISIÈME PARTIE — LES PROBLÈMES DES ÉCHANGES ET DES PAIEMENTS EN EUROPE OCCIDENTALE

Chapitre 6. — L'INSUFFISANCE DES MESURES CORRECTIVES APPORTÉES A LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

31. Importations de certaines denrées alimentaires et matières premières effectuées par six principaux pays de l'Europe occidentale en provenance de régions extérieures à l'Europe occidentale	103	*423-424*
32. Importations de produits pétroliers par certains pays de l'Europe occidentale	106	*423-424*
33. Importations d'articles manufacturés effectués par l'Europe occidentale en provenance de certains pays de cette région et des Etats-Unis	110	
34. Répartition des importations de l'Europe occidentale par pays importateurs	113	
35. Importations et exportations de l'Allemagne occidentale et du Royaume-Uni en 1951	115	
36. Exportations de divers pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, par principaux groupes de produits	120	
37. Exportations de denrées alimentaires et de matières premières des Etats-Unis à destination des pays situés hors d'Europe	121	
38. Exportations de certains produits de l'Europe occidentale à destination des Etats-Unis	123	
39. Exportations de huit pays de l'Europe occidentale à destination des Etats-Unis réparties en dix groupes de produits	124	
40. Exportations d'articles manufacturés en provenance des Etats-Unis et de l'Europe occidentale à destination de la zone dollar	128	
41. Exportations de l'Europe occidentale et des Etats-Unis à destination de l'Europe orientale	131	
42. Exportations d'articles manufacturés de l'Europe occidentale et des Etats-Unis vers les principaux marchés latino-américains ne faisant pas partie de la zone dollar	131	*422-423*

Tableaux	*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
43. Exportations d'articles manufacturés de l'Europe occidentale et des Etats-Unis vers certains marchés d'Asie et du Moyen-Orient ne faisant pas partie de la zone dollar	132	*422-423*
44. Commerce des pays de la zone sterling d'outre-mer avec d'importantes régions du monde	137	
45. Volume des exportations d'articles manufacturés des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de certains pays de l'Europe occidentale à destination de la zone sterling extra-européenne	138	
46. Changement en pourcentage du volume des exportations de neuf pays européens vers l'Europe occidentale, par groupes de produits	144	
Chapitre 7. — LES CONDITIONS DU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR		
47. Evolution des recettes en dollars dans le monde depuis le début de la guerre de Corée	150	
48. Importations européennes de certains produits en provenance des Etats-Unis	151	
QUATRIÈME PARTIE — PROBLÈMES QUE POSENT LE DÉVELOPPEMENT ET L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE		
Chapitre 8. — LA MAIN-D'ŒUVRE		
49. Evolution de l'emploi et comparaison des gains dans les industries mécaniques et dans l'industrie textile	175	*388-91,393*
50. Modifications survenues depuis vingt ans dans la répartition de la population active par branches d'activité	178	*385*
51. Evolution de l'emploi et comparaison des salaires dans l'agriculture et dans l'industrie, de 1938 à l'après-guerre	185	*388-91,394*
52. Accroissement de l'effectif de la main-d'œuvre avant et après 1950 et excédent de main-d'œuvre en 1950	187	*385-8,391-2*
53. Changements prévus dans la population de certains pays d'Europe, de 1950 à 1980	189	*388-391*
Chapitre 9. — L'AGRICULTURE		
54. Répartition de la superficie, de la production agricole et de la population en Europe en 1950	192	*383*
55. Indices de la production de huit cultures principales	196	
56. Production des principales denrées alimentaires	197	
57. Consommation et importations nettes de certains produits agricoles en Europe occidentale et méridionale	199	
58. Exportations de certains produits agricoles en provenance des principaux pays exportateurs de l'Europe occidentale et méridionale	200	
59. Evaluation de la consommation humaine totale des principales denrées alimentaires dans les pays de l'Europe occidentale et méridionale	201	
60. Comparaison entre les prix (en dollars) payés aux cultivateurs en 1951/52 et avant la guerre	205	
61. Comparaison entre les prix payés aux cultivateurs en 1951/52 dans quatre pays de l'Europe et les prix payés aux cultivateurs au Danemark	206	
62. Consommation d'engrais, effectif du cheptel en 1951, et rendement du froment en 1948-1952	206	
63. Collectivisation en Europe orientale et en Yougoslavie	210	*428*
64. Investissements consacrés à l'agriculture aux environs de 1950	211	*403*
Chapitre 10. — LES INDUSTRIES TEXTILES		
65. L'emploi dans les industries textiles	213	*388-391*
66. Disponibilités et demande « normale » d'articles textiles dans certains pays européens en 1950	227	*431*

Chapitre 11. — LES INDUSTRIES LOURDES

Tableaux		*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
67.	Production de charbon, d'acier et d'électricité	230	*368*
68.	Production et échanges de produits des industries mécaniques en Europe occidentale	232	*371-372*
69.	Importations de produits des industries mécaniques en 1951	233	*371-372*
70.	Investissements bruts consacrés à la production de charbon, d'acier et d'électricité	237	*396,402-3*
71.	Production réelle d'acier brut et objectifs prévus en Europe occidentale	238	*368*
72.	Consommation d'électricité dans l'industrie, par unité de force motrice installée	239	*368-369*
73.	Production de charbon, de lignite, d'acier, d'électricité et de produits des industries mécaniques, prévue dans les pays de l'Europe orientale	240	*376*
74.	Production de minerai de fer (teneur en métal)	243	*368*
75.	Production de minerai de fer (teneur en métal) en pourcentage de la production d'acier brut	244	*368*
76.	Répartition, par marchés, des ventes de produits des industries mécaniques	249	*371-372*

Chapitre 12. — LES PROBLÈMES DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

77.	Répartition en pourcentage, par grandes régions, de l'ensemble du commerce (importations *plus* exportations) des sept pays de l'Europe orientale et de l'Union soviétique	253	
78.	Importance relative du commerce entre l'Union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas	264	
79.	Coûts approximatifs de la main-d'œuvre et des principales matières premières pour la fabrication de l'acier en 1951	268	*430-431*

INDEX DES DIAGRAMMES

Diagrammes		*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
1.	Indices de la production industrielle dans certains pays européens	10	*357-364*
2.	Rapports d'échange des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de dix-neuf pays de l'Europe occidentale	13	*413*
3.	Modifications de la production et du commerce de certains produits dans les principales régions de 1934-1938 à 1949-1951	17	*377-378*
4.	Volume des importations aux Etats-Unis en provenance des principales régions	18	
5.	Indices de la production industrielle et agricole	64	*383*
6A.	Rapport entre le produit national brut, les exportations et les investissements, en prix constants	68	*395-400*
6B.	Rapport entre le produit national brut, les importations et la consommation, en prix constants	69	*395-400*
7.	Prix des produits importés, coût de la vie et salaires dans l'industrie	76	*392-393*
8.	Recettes et paiements en dollars des principales régions	148	*428*
9.	Production par heure-ouvrier et heures de travail effectuées dans l'industrie en 1951	173	*357-64,391*
10.	Population et emploi dans l'industrie	176	*391-392*
11.	Modifications de la répartition dans les genres d'activité de la population en âge de travailler	179	*385-388*
12.	Structure par âges et répartition de la population par genre d'activité dans les pays européens en 1950	181	*385-388*
13.	Indices de la production agricole	195	
14.	Prix et rendements du froment et du lait	203	
15.	Changements survenus entre 1937 et 1951 dans la production d'articles textiles en Europe occidentale	214	*357-60,366*
16.	Changements survenus entre 1938 et 1951 dans le volume des exportations d'articles textiles en provenance de certains pays d'Europe vers leurs principaux marchés	216	
17.	Production, exportations nettes et approvisionnements intérieurs d'articles textiles dans six pays d'Europe	219	*373-374*

Diagrammes	*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
18. Production, exportations et approvisionnements intérieurs de coton et de rayonne et de tissus de laine, dans trois pays d'Europe	220	*373-374*
19. Principaux marchés pour les tissus de coton et de rayonne et part des principaux pays exportateurs sur ces marchés en 1951	222	*423*
20. Produits des industries mécaniques : production, échanges et disponibilités	234	*371-372*

ANNEXES

Annexe A. — Statistiques supplémentaires

Tableaux			
I.	Indices de la production industrielle	279	*357-364*
II.	Indices de l'emploi dans l'industrie	280	*388-391*
III.	Indices de la production dans les industries mécaniques	281	*357-60,364-5*
IV.	Indices de la production dans l'industrie chimique	282	*357-60,365-6*
V.	Indices de la production dans les industries textiles	283	*357-60,366*
VI.	Production de houille	284	*366-367*
VII.	Production d'énergie électrique	285	*366-367*
VIII.	Production d'acier brut	286	*366-367*
IX.	Construction de logements et données sur l'activité d'ensemble du bâtiment	287	*366-367*
X.	Production de véhicules automobiles	288	*366-367*
XI.	Balance courante des paiements des pays de l'Europe occidentale	289	*426*
XII.	Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-à-vis des Etats-Unis	290-1	*427*
XIII.	Financement public destiné à remédier au déséquilibre des balances des paiements	292	
XIV.	Balance des paiements des pays membres de l'OECE vis-à-vis des autres pays du monde, de 1948 à 1951	293	*427*
XV.	Variations de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce de 19 pays de l'Europe occidentale	294	*413-414*
XVI.	Indices du volume des importations et des exportations de quatorze pays d'Europe	295	*411-412*
XVII.	Prix dérivés des importations et des exportations par principaux groupes de produits	296	*416-417*
XVIII.	Indices des prix dérivés des importations et des exportations et rapport d'échange pour les pays de l'Europe occidentale et les Etats-Unis	297	*412-413*
XIX.	Importations et exportations de dix-huit pays européens et des Etats-Unis par régions d'origine et de destination	298-301	*408-411*
XX.	Importations et exportations de denrées alimentaires et de produits d'affouragement	302-3	*425-426*
XXI.	Importations et exportations de certaines matières industrielles	304-5	*425-426*
XXII.	Produit national brut et impôts	306-7	*395-402*
XXIII.	Capacité de production de l'industrie lainière mondiale	308	
XXIV.	Activité de l'industrie textile dans divers pays pendant les années-records d'après guerre	309	*374*
XXV.	Capacité de production de l'industrie cotonnière mondiale	310	*384*
XXVI.	Superficie des terres cultivables et utilisation du sol, 1948/49–1951/52 et pourcentages par rapport à l'avant-guerre	311	*381*
XXVII.	Rendements moyens des céréales, des pommes de terre, des betteraves à sucre et de la production laitière	312	*381-383*
XXVIII.	Effectif du cheptel	313	*384-385*
XXIX.	Production, commerce et disponibilités en céréales panifiables	314	*377*
XXX.	Production, commerce et disponibilités en céréales secondaires	315	*377*

Tableaux		*Pages* (texte)	*Pages* (Ann. B)
XXXI.	Production, commerce et disponibilités en sucre	316	*377*
XXXII.	Production, commerce et disponibilités en lait et produits laitiers	317	*377*
XXXIII.	Production, commerce et approvisionnement en viande	318	*377*
XXXIV.	Composition, par catégories de marchandises, des exportations de l'Europe occidentale à destination des Etats-Unis	319	
XXXV.	Commerce des pays de l'Europe occidentale avec d'autres régions	320-1	*408-411*
XXXVI.	Exportations de certains articles en provenance des Etats-Unis à destination de l'Europe occidentale	322-3	
XXXVII.	Importations de froment dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	324	
XXXVIII.	Importations d'orge dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	325	
XXXIX.	Importations de maïs dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	326	
XL.	Importations de sucre de canne dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	327	
XLI.	Importations de café dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	328	
XLII.	Importations de fèves de cacao dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	329	
XLIII.	Importations de viande au Royaume-Uni et en Allemagne, par région d'origine	330	
XLIV.	Importations de beurre dans le Royaume-Uni par région d'origine	330	
XLV.	Importations de graisses et produits oléagineux dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	331	
XLVI.	Importations de tabac non manufacturé dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	332	*423-425*
XLVII.	Importations de laine crue dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	333	
XLVIII.	Importations de coton brut dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	334	
XLIX.	Importations de caoutchouc brut dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	335	
L.	Importations de cuivre brut dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	336	
LI.	Importations de plomb dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	337	
LII.	Importations d'aluminium au Royaume-Uni par région d'origine	337	
LIII.	Importations de pétrole brut dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	338	
LIV.	Importations de pétrole raffiné dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine	339	
LV.	Exportations de certains pays de l'Europe occidentale, des Etats-Unis et du Japon, par groupes de produits et destinations	340-55	*417-422*
LVI.	Production et commerce de la Communauté européenne du charbon et de l'acier	356	*372-373*

Annexe B. — NOTES RELATIVES AUX SOURCES ET MÉTHODES 357

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION GÉNÉRALE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Chapitre premier

LE CAPITAL ET LA POPULATION DE L'EUROPE APRÈS LA GUERRE

Dans les deux premiers chapitres de la présente ETUDE, on se propose d'examiner les principaux facteurs qui ont exercé une influence sur les efforts faits en vue de rétablir, dans les pays d'Europe pendant la période d'après guerre, les niveaux d'avant guerre de la production et du commerce et de poser les bases d'un développement futur. Ce premier chapitre est consacré à l'examen de la situation matérielle et démographique de l'Europe deux ans environ après la fin de la guerre, lorsque la plus grande partie des dommages de guerre avait pu être réparée et que les vastes mouvements de population dus à la guerre étaient dans une large mesure achevés. Le Chapitre 2 traite des changements survenus dans la situation extérieure de l'Europe.

On constate, dans le présent chapitre, qu'à la fin de 1947, l'effectif de la population active de l'Europe et son capital productif avaient retrouvé leur niveau d'avant guerre, bien que cette population et ces ressources se répartissent d'une façon différente entre les divers pays et entre les divers secteurs économiques. Il convient d'ajouter qu'avant la guerre une proportion considérable du capital et de la main-d'œuvre disponibles était utilisée. Les conditions d'un relèvement rapide de la production se trouvaient ainsi réunies, davantage même qu'on ne l'avait pensé à l'époque. Certes, de gros efforts étaient encore nécessaires pour reconstruire des maisons, reconstituer le cheptel et remettre en état les flottes marchandes et les autres moyens de transport, mais, dans chaque cas, les principaux obstacles qui restaient à surmonter étaient limités à quelques pays seulement.

En revanche, comme le montre le chapitre suivant, la situation extérieure de l'Europe était beaucoup moins favorable qu'avant la guerre et plus défavorable encore qu'on ne l'avait pensé il y a quelque cinq ans. Il a fallu beaucoup plus de temps pour rétablir les échanges commerciaux qu'il n'en a fallu pour relever la production et l'on peut dire que les difficultés commerciales ont constitué l'un des obstacles majeurs au développement harmonieux des économies européennes [1].

[1] Ce chapitre ne tient pas compte de l'Union soviétique. Les pertes de ce pays en hommes et en matériel ont été immenses, mais, comme ailleurs, le relèvement de la production industrielle fut rapide. Il y a lieu de penser que les pertes en vies humaines ont été, en Union soviétique, aussi grandes que dans tous les autres pays d'Europe réunis. On trouvera des renseignements sur les pertes matérielles dans le *Rapport de la Commission extraordinaire d'Etat sur les dommages matériels causés par les envahisseurs fascistes allemands aux entreprises et institutions d'Etat, aux exploitations agricoles collectives, aux organismes publics et aux citoyens de l'U.R.S.S.* (voir *Soviet Weekly*, N° 102, 20 septembre 1945, Londres). Toutefois, étant donné que l'on ne possède pas de renseignements sur les augmentations du capital, il n'est pas possible d'évaluer les changements nets survenus dans l'ensemble des ressources du pays.

1. LES RESSOURCES MATÉRIELLES DE L'EUROPE

Lorsque l'on cherche à faire le bilan des ressources matérielles de l'Europe au lendemain de la guerre, on insiste souvent trop sur les dommages de guerre et le manque d'entretien et de renouvellement et l'on ne tient pas assez compte du fait que, dans de nombreux pays et dans de nombreux secteurs de l'économie, la capacité de production a augmenté [2]. Les très gros efforts faits immédiatement après la fin de la guerre pour remettre l'équipement en bon état de

[2] Pour plusieurs raisons, les évaluations des effets des dommages de guerre sur le capital industriel, faites par les pays, ont eu tendance à être trop élevées. Ces évaluations ont souvent été établies en vue de justifier soit des demandes de réparation, soit des demandes d'assistance. Du premier point de vue, il était légitime de tenir compte des dommages qui avaient pu, en réalité, être réparés durant la guerre. Des deux points de vue, il n'était que naturel que les évaluations comportent des erreurs par excès. Les pertes résultant de démontages effectués par l'ennemi ont été surestimées pour la partie de l'outillage qui a été restituée par la suite et, de toute manière, des doubles emplois se sont produits entre les évaluations particulières à chaque pays. Il apparaît également que l'évaluation de l'équipement devenu inutilisable faute d'entretien et de renouvellement a été trop forte. De plus, il faut noter que, dans certaines évaluations (qui, d'habitude, tiennent compte également de l'épuisement des moyens d'exploitation), les normes de référence adoptées se rapportent au patrimoine actuel et non au patrimoine d'avant guerre, qui était plus faible.

marche furent assez rapidement couronnés de succès et des réparations importantes ou un renouvellement de l'outillage n'étaient plus nécessaires que pour une partie assez réduite de l'équipement de l'Europe. La principale conclusion qui se dégage d'une étude des faits est que, dans l'ensemble, la capacité de production industrielle de l'Europe était, à la fin de la guerre, supérieure à ce qu'elle avait été à l'ouverture des hostilités et qu'à bien des égards, elle convenait mieux aux besoins nouveaux de l'Europe. Par contre, les destructions causées aux transports et aux logements, ainsi que l'absence d'entretien dans ces deux secteurs, ont été plus graves et les progrès dans ces domaines ont nécessairement été plus lents.

Pendant la guerre, les industries lourdes, surtout les industries mécaniques, se sont développées. La production des biens de consommation ayant été restreinte, l'usure de l'équipement n'avait pas été considérable. D'une façon générale, l'outillage a été moins atteint par les destructions que les bâtiments, et c'est ce qui a permis de rétablir rapidement la production industrielle [1]. A la différence des machines, les bâtiments et les ouvrages d'art ont une durée normale de vie très longue, d'où il résulte que l'ampleur des industries de la construction est relativement faible; il s'ensuit qu'un grave problème d'investissements à long terme n'a pas manqué de se poser pour le logement, les transports et des industries comme celle de la production d'électricité, surtout lorsque la demande allait en augmentant, soit en raison de l'accroissement de la population (c'est le cas du logement), soit du fait de progrès techniques (c'est le cas de l'électricité).

Lorsqu'on juge de la facilité relative avec laquelle les niveaux de production d'avant guerre ont pu être atteints à nouveau, il ne faut pas perdre de vue aussi qu'avant la guerre — en particulier en 1938 qui est l'année de base habituelle pour les différentes statistiques — il existait, dans la plupart des industries et dans les transports, un suréquipement considérable : dans plusieurs pays, notamment en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie et en Italie, la production industrielle était inférieure à celle de 1929. L'excédent de capacité était particulièrement important dans les industries lourdes et dans les industries travaillant pour l'exportation [2]. Il n'existe guère d'industrie dont la production au lendemain de la guerre n'aurait pu atteindre au moins le niveau de 1938, si toutefois les approvisionnements en matières premières et les disponibilités de main-d'œuvre, ainsi que les possibilités commerciales, l'avaient permis.

Le patrimoine industriel

Bien qu'en matière d'équipement industriel les statistiques soient rares, toutes les indications que l'on possède montrent que cet élément du patrimoine s'est développé dans presque tous les pays. Ce développement n'a pas eu la même ampleur dans tous les pays ni dans toutes les industries, en partie à cause de l'intensité différente des destructions causées par la guerre, mais aussi et surtout, en Europe continentale, à cause du rôle différent joué par les divers pays dans l'économie de guerre de l'Allemagne. Pendant

Tableau 1

FORCE MOTRICE INSTALLÉE DANS L'INDUSTRIE

En fin d'année

Pays	En milliers de CV			Nombres-indices *1938 = 100*	
	1938	1945	1946	1945	1946
Danemark [a] . . .	555	712	749	128	135
Finlande [b]	1 110	1 198	1 259	108	113
Hongrie	991	..	1 187	..	120
Pays-Bas [c]	782	..	960	..	123
Norvège [d] (A) . .	1 095	1 248	1 275	114	116
(B) . .	2 159	2 367	2 535	110	117
Suède	2 782	3 785	3 843	136	138
Suisse [e]	917	1 362	..	149	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Avant guerre : 1939.

[b] Dans les limites territoriales du pays aux diverses années.

[c] Toutes les industries ne sont pas comprises, mais les industries considérées sont les mêmes pour les deux années.

[d] (A) non compris et (B) y compris les installations de fonderie, d'électrolyse, etc.

[e] Moteurs électriques en 1937 et en 1944. En 1949, la puissance installée était de 1.797.000 CV.

[1] En Allemagne, par exemple, les dommages causés aux machines ont été deux fois moins élevés que ceux qui ont atteint les bâtiments qui les abritaient (The United States Strategic Bombing Survey, *Overall Report*, 30 septembre 1945, page 92).

[2] En 1938, la durée légale du travail en France était de 40 heures par semaine, et la capacité de production était inutilisée à concurrence de 40 à 50% dans les industries suivantes : extraction de minerai, acier, plomb, zinc, matériaux de construction et industries connexes, certains produits chimiques de base et industrie de la laine (*Etudes et conjoncture*, septembre-novembre 1947, Titre VI, page 130-219). Dans certaines industries norvégiennes travaillant pour l'exportation, la capacité de production était inutilisée à concurrence de 40%. En Belgique et au Luxembourg, la production d'acier était en 1938 inférieure de deux cinquièmes à ce qu'elle avait été l'année précédente, et au Royaume-Uni la production de filés de coton avait diminué d'un quart par rapport à celle de 1937. Les industries de la verrerie et du bois en Tchécoslovaquie produisaient, en 1937, la moitié de ce qu'elles avaient produit en 1929.

la guerre, la production du Royaume-Uni et des pays neutres a augmenté et celle de l'Allemagne, avant l'effondrement de ce pays, dépassait des deux tiers le niveau de 1936. Les Allemands avaient développé la production dans des pays qui, comme l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, étaient soit incorporés au Reich, soit étroitement contrôlés par lui et mieux à l'abri des dangers des attaques aériennes [1]. Au contraire, ce qui restait de la Pologne et de la Yougoslavie fut maintenu dans la plus étroite sujétion; en Europe occidentale, la production fléchit et 7 millions et demi de travailleurs étrangers furent emmenés en Allemagne pour y contribuer à l'augmentation de la production. La France, en particulier, fut privée d'une partie importante de sa population active.

Le fait que la capacité de production s'était accrue ne peut être prouvé d'une façon générale que pour les petits pays d'Europe pour lesquels le Tableau 1 indique quel a été l'accroissement de la force motrice installée dans l'industrie. Les données moins complètes dont on dispose pour d'autres pays conduisent d'ailleurs à la même conclusion. Les industries mécaniques qui, en 1938, occupaient déjà près de 30 % du personnel employé dans les industries manufacturières, s'étaient sensiblement développées dans tous les pays. Les chiffres du parc des machines-outils donnés au Tableau 2 fournissent une indication de cette expansion dans les principaux pays. En Allemagne, le nombre des machines-outils servant au travail des métaux s'est accru de près des trois quarts entre 1938 et 1943, année jusqu'à laquelle le parc des machines-outils de l'Allemagne dépassait même en importance celui des Etats-Unis. Bien que les destructions dans les industries mécaniques aient été, en Allemagne, plus considérables que dans les autres pays, elles n'ont guère eu d'importance par rapport à l'accroissement de la capacité de production [2], qui, à la fin de la guerre, dépassait de beaucoup le niveau existant à l'ouverture des hostilités. Il en est de même, bien qu'à un degré moindre, pour les autres pays énumérés dans le tableau [3]; même en Union soviétique,

[1] Dans les territoires actuels de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, pendant la guerre, l'emploi dans l'industrie avait augmenté d'un tiers, et la consommation d'électricité de moitié.

[2] Au cours de 1944, année où les attaques aériennes ont été le plus violentes, 6½ % environ des machines-outils ont été endommagées ou détruites, mais la plupart d'entre elles ont pu être réparées au fur et à mesure. (*The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy*, The United States Strategic Bombing Survey, page 45.)

[3] Au Royaume-Uni les dommages de guerre ont été négligeables : d'août 1940 à décembre 1941, au moment où les raids aériens étaient le plus intenses, 1,7 % seulement des machines-outils ont été endommagées ou détruites. En France, les dommages bruts ont représenté 8½ %, en comprenant dans ce chiffre les machines-outils réparées ou restituées par la suite. (*Prélèvements et destructions de matériels industriels en France, 1939-1945*, Commission consultative des dommages et des réparations, page 103.)

Tableau 2

NOMBRE DE MACHINES-OUTILS

En milliers

	1938	1940	1945
Allemagne :			
Machines à découper les métaux	900 *	1 178	1 737–1 233 [a]
Machines à découper et à former les métaux	1 281	1 577	2 316–1 776 [a]
Total des machines servant au travail des métaux	1 614	..	2 594–2 143 [a]
Royaume-Uni :			
Machines à découper et à former les métaux	..	700	800
France :			
Total des machines servant au travail des métaux	550	..	600
Italie :			
Total des machines servant au travail des métaux	207 [b]	..	290
U.R.S.S. :			
Machines à découper les métaux	..	423	500 *
Total des machines servant au travail des métaux	..	710	..
Etats-Unis :			
Machines à découper les métaux	..	942	1 883

Sources : Voir Annexe B.

a Ces chiffres correspondent respectivement aux évaluations maximum et minimum. *b* 1939.

bien que le nombre des machines-outils y fût moindre à la fin de la guerre qu'en 1940, les restitutions et les réparations ont permis de rétablir, et au-delà, le niveau de 1940. Comme l'énorme capacité de production de l'Allemagne n'avait pas été soumise à une demande excessive pendant la guerre, ce pays a pu continuer à exporter des machines-outils vers l'Europe occupée et contribuer, dans cette région, au développement de la capacité de production des industries mécaniques [1].

Dans les industries de biens de consommation, les investissements étaient naturellement beaucoup plus faibles et l'entretien comme le renouvellement ont été bien plus négligés. Mais, dans les industries textiles par exemple, les dommages de guerre n'ont pas été importants et, du fait de la fermeture des fabriques d'articles en coton et en laine et de la concentration de la production autorisée dans les usines dont le rendement était le meilleur, l'usure et le vieillissement ne peuvent pas avoir été importants. A la fin de 1947, le nombre des broches et des métiers était en fait supérieur à ce qu'il était avant la guerre dans quelques-uns des petits pays comme le Danemark et la Norvège, et il n'avait diminué que d'un dixième en Autriche et en France. Si les pertes furent lourdes en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Pologne, elles ont été compensées, au moins en partie, par une augmentation de la capacité de production de rayonne. D'autres industries de biens de consommation réalisèrent même certains progrès; on relève, par exemple, dans les pays scandinaves, un accroissement de capacité dans les industries alimentaires, dans l'industrie des huiles et des graisses et dans l'industrie de l'ameublement.

Les progrès des industries fabriquant des produits destinés à remplacer des articles d'importation furent grandement stimulés du fait que l'Europe se trouvait coupée de ses fournisseurs extra-européens habituels, si bien que l'Europe se trouva en meilleure posture pour venir à bout de ses difficultés extérieures de la période d'après guerre. L'exemple le plus marquant est fourni par le développement de la capacité de production de rayonne, en particulier pour la fabrication de fibrane. Mais il y eut, en outre, une expansion importante et générale de l'activité minière, de la production pétrolière, ainsi que de la production de pétrole et de caoutchouc synthétiques. La production de pétrole synthétique et celle des produits chimiques tirés du lignite se sont développées en Tchécoslovaquie; la production de bauxite et la production de pétrole, en Hongrie; la production de minerai de fer, d'aluminium et de pétrole, en Autriche; la production de minerais et de produits électro-chimiques, en Norvège; la production de fibres artificielles, en Belgique.

Les effets de la guerre sur les industries du charbon et de l'acier ont été plus défavorables. En Allemagne et dans les pays assujettis par elle, on avait, en prévision d'une guerre courte, délibérément négligé le développement des industries de base; dans les mines de charbon, par exemple, l'extraction avait été poussée au maximum aux dépens de l'équipement. Au Royaume-Uni, pour des raisons différentes, il est vrai, l'extraction charbonnière avait diminué. Il n'est guère de pays où l'on se soit beaucoup préoccupé de développer la capacité des aciéries et, presque partout, la production d'acier du temps de guerre a été plus faible que pendant l'année-record d'avant guerre, 1937. La dégradation des industries de base coïncidant avec l'expansion, ou tout au moins avec la conservation, de la superstructure manufacturière qui reposait sur elles, a provoqué de graves goulots d'étranglement dans la période d'après guerre.

La capacité de production a augmenté pour ce qui est de l'électricité et du raffinage du pétrole. Les graves dégâts causés par les bombardements aux raffineries de pétrole ont été rapidement réparés et, en 1948, la capacité de raffinage de l'Europe dépassait d'un tiers ce qu'elle était en 1938, après avoir, dès 1947, dépassé le niveau d'avant guerre dans tous les pays, sauf en Allemagne et en France. La capacité de production d'énergie électrique en Autriche, en Bulgarie, en Irlande, en Norvège, au Royaume-Uni, en Tchécoslovaquie et en Turquie a augmenté de quelque 30 à 40% entre 1938 et 1947. Bien que la situation ait été moins favorable en France, en Italie et en Belgique, où l'on n'avait guère construit d'installations nouvelles pendant la guerre, et en Allemagne, où les dégâts survenus pendant la guerre ont été considérables, la puissance installée dans tous les pays était, à la fin de 1947, au moins égale à ce qu'elle était avant la guerre [2]. Néanmoins, dans ces deux industries, la capacité de production était encore loin d'être suffisante eu égard à la forte augmentation de la demande due au fait que l'on se servait de plus en plus de l'électricité et du pétrole comme sources

[1] La plus grande partie de l'industrie allemande avait conservé le régime de l'équipe unique. Pendant toute la guerre, le degré d'utilisation du parc des machines-outils avait été si faible que l'*Intelligence Service* britannique avait été conduit à évaluer, par voie d'estimations indirectes, l'importance de ce parc à moins de la moitié du chiffre réel. (*The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy*, The United States Strategic Bombing Survey, page 44.)

[2] Bien qu'en Allemagne occidentale les installations n'aient pas toutes été en bon état de marche, elles purent être remises en service au fur et à mesure des besoins et lorsque les quantités de charbon nécessaires devenaient disponibles. Il est intéressant de noter que c'est en 1947 que la capacité de production d'énergie électrique a augmenté le moins.

essentielles d'énergie; de surcroît, pour ce qui est du pétrole, il avait fallu réduire les importations de produits raffinés.

Au surplus, quel que soit l'état de choses du point de vue quantitatif, la qualité de l'équipement de nombreuses industries laissait beaucoup à désirer. Le niveau des investissements avait été faible pendant les années de dépression qui précédèrent la guerre. Pendant la guerre, l'Europe perdit davantage de terrain par rapport à son principal concurrent, les Etats-Unis, surtout parce qu'elle n'a pas pu créer les vastes moyens de production nécessaires pour fabriquer les produits nouveaux ou améliorés, tels que certains produits pharmaceutiques ou rayonne à grande résistance, qui sont apparus au cours de cette période.

Le patrimoine agricole

Le patrimoine agricole a souffert plus que le patrimoine industriel, surtout en Europe orientale [1]. Dans la plupart des pays, l'outillage agricole s'est accru pendant la guerre et d'autres accroissements ont été réalisés encore au lendemain de la guerre grâce aux livraisons que l'UNRRA a fournies — aux pays de l'Europe orientale en particulier [2]. Mais le cheptel a subi de lourdes pertes, qu'il s'agisse des animaux de trait ou des autres. Comme il ressort du Tableau 3, les pertes ont naturellement été plus lourdes dans les plaines de l'Europe orientale, où des opérations militaires prolongées ont donné lieu à des déplacements massifs de population. Les sécheresses de 1946 et de 1947 ont eu pour effet d'augmenter encore les abattages d'animaux imposés par la pénurie de produits d'affouragement. Comme on utilisait avant la guerre dans cette région beaucoup plus d'animaux de trait que de tracteurs, il en est résulté une pénurie de moyens de traction. En revanche, en Autriche et en Allemagne occidentale, la diminution numérique du cheptel a été faible, en partie à cause des prélèvements effectués dans l'Est, tandis qu'au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark, les troupeaux se sont maintenus ou accrus à cause de l'importance donnée dans ces pays à la production laitière. C'est le nombre des porcs qui, en raison du manque d'aliments, a subi partout les réductions les plus importantes, mais il convient de noter que l'on peut reconstituer relativement vite et facilement le cheptel porcin. La détérioration du sol due au manque de main-d'œuvre et d'engrais pendant la guerre a peut-être eu des effets plus durables.

Tableau 3

CHEPTEL

En millions de têtes

Pays	Bovins		Porcins	
	Avant guerre	1946/47	Avant guerre	1946/47
Allemagne orientale, Hongrie, Pologne, Roumanie	19.4	12.0	21.6	9.5
Autriche, Danemark, Allemagne occidentale, Irlande, Royaume-Uni	31.1	29.6	24.0	12.1
Reste de l'Europe [a]	51.4	48.3	34.4	30.0
Total pour l'Europe [a]	101.9	89.9	80.0	51.6

Sources : Annuaire statistique des Nations Unies, 1951, pages 110-112. Les chiffres relatifs à l'Allemagne orientale et à l'Allemagne occidentale sont tirés de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1949,* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Tome I, pages 127 et 131.

NOTE. — *Avant guerre :* En général, dénombrement de 1939. *1946/47 :* dénombrement pendant la campagne agricole, en général en décembre 1946. Autant que possible, les chiffres donnés pour l'avant-guerre et pour 1946/47 se rapportent au même mois.

[a] Non compris la Turquie et l'Union soviétique.

Les transports

En matière de transports, d'autre part, les destructions, l'insuffisance du renouvellement et de l'entretien durant la guerre ont été les causes principales des difficultés d'après guerre. Les objectifs choisis pour les attaques aériennes stratégiques furent surtout des points du réseau européen de transport, et l'effondrement de l'Allemagne doit même, dans une large mesure, être attribué à la dislocation de ses voies de communication. Bien que les armées alliées se soient efforcées méthodiquement de reconstituer un réseau en état de fonctionner, des destructions importantes subsistèrent, qui intéressaient les ports, les chemins de fer, les voies navigables et les routes. Le tableau suivant montre que, même à la fin de 1947, l'insuffi-

[1] Sauf indication contraire, l'expression « Europe orientale » s'entend de l'Albanie, de l'Allemagne orientale, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie.

[2] En 1947, le nombre des tracteurs avait plus que doublé par rapport à 1937 au Royaume-Uni et en Suède; il avait presque doublé en Tchécoslovaquie, en Autriche, au Danemark et en France. La mécanisation commençait dans des pays comme la Pologne et la Roumanie.

sance du matériel roulant ferroviaire restait encore très grande [1].

Matériel roulant ferroviaire en 1947
(Avant guerre=100)

	Locomotives	*Wagons*
France	75	80
Belgique	90	85
Italie	90	75
Pays-Bas	100	60
Grèce	60	55
Tchécoslovaquie	85	70
Hongrie	90	45
Roumanie [a]	90	125

[a] 1946.

En Belgique, en France, aux Pays-Bas et en Allemagne occidentale, la capacité de la flotte fluviale n'atteignait plus que les quatre cinquièmes de celle de l'avant-guerre; la flotte du Danube avait souffert également.

Les pertes en capital subies par le réseau ferroviaire et par les voies navigables intérieures étaient en partie compensées par un accroissement des transports routiers, facilité par les cessions de véhicules militaires en surplus consenties au lendemain de la guerre [2]. En outre, avant la guerre, la capacité des chemins de fer était excédentaire, et un volume de trafic accru a pu être transporté, sans augmentation du capital, aux dépens de la vitesse, du confort ou de la commodité [3]. Néanmoins, pour plusieurs années, la guerre laissait en héritage une menace de crise dans les transports intérieurs et obligeait divers pays à consacrer d'abondantes ressources aux réparations et aux reconstructions.

[1] L'Allemagne occidentale et l'Autriche faisaient exception et avaient plus de matériel roulant qu'avant la guerre. Ceci s'explique par le fait qu'une grande partie du matériel roulant enlevé à d'autres pays pendant la guerre ne fut pas restituée. Les pertes que fait ressortir le tableau ont pu être surévaluées en partie, étant donné que certains éléments du matériel roulant qui ne figurent pas dans ces chiffres ont été réparés par la suite. D'autre part, il y avait du matériel qui était suranné et qui fut mis à la ferraille aussitôt que possible. On sera surpris de voir qu'en Allemagne occidentale, le nombre des locomotives a augmenté à partir de 1947, certaines unités ayant été jugées réparables, tandis qu'il baissait en France où beaucoup d'engins de traction se révélèrent surannés; le parc français de locomotives, numériquement plus réduit, se composait toutefois de meilleurs éléments.

[2] L'accroissement du parc routier par rapport à l'avant-guerre a été général, mais particulièrement impressionnant en Hongrie, en Irlande, en Italie, en Pologne, en Turquie et en Yougoslavie.

[3] En France, en Italie et au Danemark, par exemple, la charge moyenne par train a augmenté de 30 à 65% de 1938 à 1947; une faible partie de cette augmentation est due à l'allongement des rames, une partie plus importante au chargement plus complet des wagons.

Les pertes de la marine marchande ont été plus lourdes encore; sur une flotte qui comptait, en 1939, 44 millions de tonneaux de jauge brute, l'Europe perdit 24 millions de tonneaux [4]. Si l'on tient compte à la fois des constructions du temps de guerre et des mises à la ferraille, l'Europe put compenser cette perte à concurrence de 7 millions de tonneaux environ, et l'Amérique du Nord prêta aux pays européens quelque 2 millions de tonneaux [5]. Dans ces conditions, l'Europe termina la guerre avec une flotte réduite aux deux tiers de celle de l'avant-guerre. Dans les premières années qui suivirent la guerre, le transfert, par les Etats-Unis, de plus de 5 millions de tonneaux améliora sensiblement la situation. Néanmoins, l'Europe se trouvait en face d'un immense problème de reconstruction; le poste « transports maritimes » de sa balance des paiements s'était beaucoup modifié à son détriment, d'une part à cause des pertes en tonnages, et, d'autre part, du fait que les Etats-Unis et divers pays extra-européens avaient acquis une place plus grande sur le marché du fret. Afin d'éviter des crises mondiales de transports maritimes, on dut périodiquement remployer la flotte américaine de réserve [6].

Le patrimoine immobilier et l'équipement social

Le tableau suivant fournit des évaluations approximatives quant aux destructions que la guerre a causées au patrimoine immobilier européen (en pourcentage des chiffres d'avant guerre) :

	Pour cent
Allemagne, Pologne, Grèce	20
Autriche, Belgique, Pays-Bas, France, Royaume-Uni	6-9
Italie	5
Tchécoslovaquie, Norvège, Hongrie	3-4

On peut penser que les édifices publics ont subi des destructions dans la même proportion. Comme le patrimoine immobilier représente une proportion très forte de l'ensemble des ressources en capital, on constate que c'est dans ce secteur que la guerre a laissé les traces les plus profondes. En outre, pendant la guerre, les construction neuves ont été pratiquement interrompues en Europe, sauf dans les pays neutres, ainsi qu'au Danemark, en Finlande et en Tchécoslovaquie. Par exemple, alors qu'avant la guerre les constructions annuelles de maisons en Europe dépassaient

[4] Non compris l'Union soviétique. Les chiffres se rapportent aux navires à vapeur et à moteur de plus de 100 tonneaux.

[5] Prêts des Etats-Unis au Royaume-Uni surtout. Il n'est pas tenu compte de transferts par les Etats-Unis à l'Union soviétique, qui s'élèvent à un demi-million de tonneaux.

[6] Entre 1939 et 1948, la flotte commerciale des Etats-Unis a triplé, passant de 9 à 27 millions de tonneaux. La flotte du Japon (seule autre grande puissance maritime) est tombée de 5 millions et demi de tonneaux à un million.

le million, le nombre total de logements construits pendant toute la période 1940–1947 n'a plus été que de 2 millions et demi environ. Il y a donc eu, en plus des dommages de guerre, que l'on évalue à 10 millions de logements [1], un manque à construire qui équivaut à 6 millions de logements environ; cela représente au total 16% environ du nombre global de maisons en Europe [2]. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ce sont les bâtiments qui ont souffert le plus de l'insuffisance des réparations et de l'entretien.

Comme les bâtiments ont normalement une durée de vie fort longue, la capacité de construction est faible par rapport à l'ensemble du patrimoine immobilier. Par suite, il était naturel que l'après-guerre fît peser sur l'industrie du bâtiment une demande abondante et persistante.

[1] Le nombre de logements détruits en Europe (non compris l'Union soviétique) est de 6 millions et demi; on y a ajouté 3 millions et demi pour tenir compte des destructions partielles.

[2] Non compris l'Union soviétique et la Turquie.

2. La population de l'Europe [3]

L'effet produit sur la population de l'Europe par la guerre, par les modifications territoriales, puis par les migrations de grande envergure qui ont suivi, ne serait pas mis en évidence si l'on se contentait d'examiner les chiffres d'ensemble : pour l'Europe en général, les pertes que l'on peut attribuer directement à la guerre, qui représentent 13 à 14 millions de personnes, soit 3½% environ du nombre total des habitants, ont été presque équilibrées par l'accroissement naturel de la population [4]. Mais les conséquences démographiques de la guerre ont été profondément différentes d'un pays à l'autre.

On peut voir d'après le Tableau 4 qu'en Europe occidentale et septentrionale, la population s'est sensiblement accrue. Les pertes de vies humaines y

[3] Pour les développements qui vont suivre, on a utilisé largement l'ouvrage de G. Frumkin, *Population Changes in Europe since 1939*, New-York, 1951. Pour l'appréciation de la nature et de la portée de l'évolution démographique de l'Europe à plus lointaine échéance, voir le Chapitre 8 de la présente Etude.

[4] Les évaluations se réfèrent à la population qui résidait avant la guerre dans le territoire déterminé par les frontières actuelles. Les chiffres des pertes de guerre comprennent les membres des forces armées (6 millions environ) et les civils tués du fait des opérations militaires, de la déportation ou des massacres perpétrés dans les territoires occupés par l'Allemagne.

Tableau 4

POPULATION DE L'EUROPE, NON COMPRIS L'UNION SOVIÉTIQUE

En millions

	Europe occidentale et septentrionale [a]	Europe du Sud-Est [b]	Allemagne et Autriche [c]	Pologne	Total [d]
Population à la fin de 1938 :					
Territoire actuel [e]	207.9	73.5	76.0	34.8	392.2
Territoire cédé à l'Union soviétique [f]	— 0.4	— 4.6	— 1.2	—11.6	17.8
Reste du territoire	207.5	68.9	74.8	23.2	374.4
Pertes du fait de la guerre [g]	— 1.8	— 3.0	— 4.5	— 4.3	—13.6
Excédent des naissances sur les décès « normaux » :					
1939–1945	6.6	3.4	2.1	0.2	12.3
1946–1947	4.1	1.1	0.4	0.6	6.2
Modifications territoriales [h]	— 0.7	+ 0.7	— 8.0	+ 8.0	—
Migrations nettes, 1939–1947	+ 1.3	— 3.4	+10.0	— 4.0	+ 3.9
Population à la fin de 1947	217.0	67.7	74.7 [i]	23.7	383.1 [j]

Source : G. Frumkin, *Population Changes in Europe since 1939*, New-York, 1951.

a Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Trieste.

b Bulgarie, Grèce, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

c Y compris la Sarre et (pour l'avant-guerre) Dantzig.

d Non compris l'Albanie, l'Estonie, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie et la Turquie.

e Pour l'Allemagne et l'Autriche : frontières de 1937.

f 1939 à 1945.

g Y compris les victimes civiles des opérations militaires ou de l'occupation.

h A l'exception des territoires cédés à l'Union soviétique.

i En outre, 1.500.000 prisonniers n'étaient pas encore rapatriés.

j A l'exclusion des prisonniers de guerre en captivité en Europe ou ailleurs.

ont été beaucoup plus faibles que dans le reste de l'Europe, bien qu'elles aient représenté 3% de la population en Finlande et aux Pays-Bas, et elles ont, en général, été largement dépassées par l'accroissement naturel de la population [1]. Comme la pyramide des âges ne s'est pas sensiblement modifiée dans cette région, les effectifs aptes au travail se sont accrus presque dans la même proportion. Toutefois, si la capacité de production de la région a ainsi augmenté, l'accroissement continu de la population au cours d'une période où l'activité de la construction a été pratiquement interrompue et où de nombreux bâtiments ont été détruits a posé, comme on l'a déjà signalé, un grave problème d'après guerre, celui de la nécessité d'accroître l'équipement social, en particulier le patrimoine immobilier. L'ampleur de ce problème est mise en évidence par les chiffres suivants :

Nombres-indices des personnes par logement en 1947
(1939=100)

Autriche, Belgique, Danemark, Royaume-Uni, Suisse	105
Finlande, France, Norvège	108
Italie, Pays-Bas	112

Les pertes en vies humaines ont été bien supérieures dans le sud-est de l'Europe (près de 5% de la population), à tel point qu'elles ont contrebalancé l'accroissement naturel de la population. Dans ces pays, par conséquent, le problème d'après guerre de l'amélioration de l'équipement social résulte seulement des destructions du temps de guerre et de l'exode rural qui a accompagné l'industrialisation [2].

C'est en Pologne et en Allemagne que les effets de la guerre et de ses suites se sont fait le plus profondément sentir et c'est dans ces pays également que les destructions de l'équipement social et du patrimoine immobilier ont été les plus fortes. En Pologne, les pertes par faits de guerre ont coûté la vie à près d'un cinquième de la population et, à la fin des hostilités, de vastes déplacements de population eurent lieu. Cent quatre-vingt mille kilomètres carrés de terres, principalement agricoles, ont été cédés à l'Union soviétique, et 4 millions d'habitants de cette région émigrèrent en Pologne. A l'ouest, le territoire de la Pologne s'est agrandi de 103.000 km², et notamment de la Silésie qui est une région industrialisée, et 7 millions d'Allemands en furent rapidement expulsés. C'est seulement au milieu de l'année 1947 que l'immigration vers les nouveaux territoires équilibra l'émigration venue des territoires anciens, et même au début de 1949 la population à l'intérieur des nouvelles frontières ne représentait encore que les deux tiers de celle de l'avant-guerre qui était de 9 millions.

Bien que les pertes en vies humaines de l'Allemagne et de l'Autriche pendant la guerre fussent égales à 6% environ de leur population et que l'accroissement naturel n'ait compensé que la moitié de ces pertes, l'immigration nette entre 1939 et 1947 a ajouté à la population de ces pays 10 millions d'habitants. A la fin de 1947, la population des zones occidentales d'Allemagne était supérieure de 17% à celle de l'avant-guerre, et celle de la zone orientale était supérieure de 20%, et, l'émigration de la zone orientale vers les zones occidentales se poursuivant, la population de celles-ci n'a cessé d'augmenter [3]. De ce fait, la tâche déjà lourde du remplacement des maisons et des autres éléments de l'équipement social détruits par la guerre se trouva énormément accrue [4].

[1] De la fin de 1938 à la fin de 1947, la population à l'intérieur des limites territoriales de la Finlande d'après guerre a augmenté de 19% — principalement à cause des migrations en provenance de Carélie après la cession de cette région à l'Union soviétique; celle du Danemark a augmenté de 12%, celle de la Suisse de 10% et celle des Pays-Bas de 11%.

[2] La population à l'intérieur des limites territoriales de la Tchécoslovaquie d'après guerre a diminué de près de 16% par rapport à 1938, par suite de l'expulsion des Allemands des Sudètes. Un problème local apparut ainsi du fait que le patrimoine immobilier devenait excédentaire. Par contre, en Bulgarie et en Grèce, la population s'est accrue de 6 à 8%.

[3] La composition de la population par âges et par sexes a changé dans toutes les zones; par rapport à l'avant-guerre, c'est surtout le groupe des hommes âgés de 25 à 40 ans qui a diminué.

[4] Dans les zones occidentales, le nombre des personnes par logement a augmenté de 45% entre 1938 et 1947.

3. Conclusions

Les effets de la guerre n'ayant pas été les mêmes dans tous les pays, il est difficile de généraliser. L'Allemagne est sortie de la guerre avec une capacité de production manufacturière plus grande qu'avant la guerre dans les mêmes limites territoriales, et les livraisons au titre des réparations n'ont pas profondément modifié la situation [5]. Bien que la population ait augmenté, il ne faut pas oublier qu'avant la guerre

[5] Dans les estimations les plus fortes, on a évalué les livraisons au titre des réparations à faire par les zones occidentales à 5% du total de leur capacité de production industrielle (A. Piettre, *L'économie allemande contemporaine en 1945-1952,*

une partie considérable de l'industrie travaillait pour la production d'armements. Dans l'agriculture et les transports, les pertes ont été réduites au minimum au moyen de prélèvements opérés dans d'autres pays sur le cheptel et le matériel roulant. En revanche, les dommages causés au patrimoine immobilier et à l'équipement social ont été considérables. La capacité de fabrication du Royaume-Uni, de l'Italie et de la France paraît s'être sensiblement élargie au total. En Italie, le quart environ des installations industrielles a été endommagé, mais les destructions totales ont été très faibles [1]. Cependant, en raison de l'évolution des hostilités, les dommages se sont surtout produits dans l'Italie du centre et du sud, si bien que l'écart s'est encore accentué entre le nord industrialisé et le reste du pays. En France, les destructions de guerre ont frappé surtout les transports et le patrimoine immobilier et elles n'ont atteint que peu l'industrie [2].

La Pologne est sortie de la guerre comme un nouveau pays industriel : son territoire s'est déplacé vers l'ouest et, alors que sa population s'est trouvée, tout compte fait, réduite du quart, son capital industriel s'est sensiblement accru. Dans les anciens territoires allemands qui font aujourd'hui partie de la Pologne, la production industrielle représentait, en 1938, les deux tiers de la production polonaise à la même date. Bien que les dommages causés par la guerre et les démontages aient été importants, aussi bien dans les territoires de l'ancienne Pologne que dans les territoires nouveaux, d'importantes additions furent apportées à la capacité des industries polonaises. Le capital par habitant s'est donc beaucoup accru dans l'industrie, et la demande pesant sur l'agriculture a eu tendance à régresser du fait de la forte diminution de la population.

Parmi les pays plus petits, dans les pays neutres, ainsi qu'en Bulgarie, au Danemark et en Tchécoslovaquie, le développement économique a été considérable et général. La disparition de la concurrence allemande y a stimulé le développement industriel et les pénuries ont rendu rentables les investissements dans certaines industries de base; les trois pays que l'on vient de citer n'ont subi pour ainsi dire aucun dommage, exception faite de la flotte marchande du Danemark et de certaines usines d'armements en Tchécoslovaquie. Si l'on tient compte de l'expulsion des Allemands, qui a réduit d'un cinquième la population de la Tchécoslovaquie, on constate que le capital par habitant a beaucoup augmenté [3]. Des opérations de guerre prolongées et la guerre civile ont causé de graves destructions en Grèce et en Yougoslavie. En revanche, l'Autriche et la Hongrie ont connu un développement industriel de grande envergure; des progrès marqués, quoique moins spectaculaires, ont été réalisés en Finlande, en Roumanie, en Belgique et aux Pays-Bas.

La situation relativement favorable de l'industrie dans son ensemble est confirmée par la rapidité avec laquelle la production industrielle a retrouvé ou dépassé les niveaux d'avant guerre, en dépit des difficultés engendrées par la pénurie de moyens d'exploitation ou par la répartition défectueuse de ceux-ci, ainsi que par l'insuffisante préparation du personnel de direction et par le caractère incertain du régime de propriété des entreprises, difficultés que la guerre et ses suites avaient laissé subsister dans certains pays. On peut voir, d'après le Diagramme 1, qu'en dépit du niveau très bas d'où certains pays étaient partis en 1945, ils avaient, pour la plupart, opéré leur « relèvement » (au sens étroit de ce terme) moins de deux ans après la fin de la guerre en Europe. Mais en Allemagne, le relèvement n'a commencé à se faire qu'à partir de 1948, à l'ouest, comme à l'est.

Le but poursuivi par les pays d'Europe n'était cependant pas seulement de retrouver les niveaux de production d'avant guerre, mais aussi de continuer à accroître la production, et cela à un rythme plus rapide qu'entre les deux guerres. Les pays de l'Europe orientale, qui étaient restés le plus en retard du point de vue de l'industrialisation depuis le début de ce siècle, ont subi une révolution politique et sociale : ils s'efforcent, depuis la fin de la guerre, de s'industrialiser rapidement sous un régime de planification économique centralisée. Dans les pays de l'Europe

page 130). Ces réparations ont pesé surtout sur les industries où existait un suréquipement par rapport à la production antérieure à la guerre, telles que l'industrie sidérurgique, les industries chimiques et les industries mécaniques. En fait, les réparations livrées par les zones occidentales n'ont atteint que le quart des quantités prévues et se sont étalées sur de nombreuses années, atteignant, ce qui est curieux, leur maximum en 1949. Jusqu'à la fin de 1946, 100 usines seulement, évaluées à 215 millions de RM aux prix d'avant guerre, avaient été démontées, et, à la fin de 1949, le total global des démontages atteignait 714 millions de RM. Il faut rapprocher ce chiffre de l'évaluation primitive de 3 milliards de RM (A. Piettre, *op. cit.*, page 110). Au total, le montant des réparations a représenté effectivement 3 à 4% des investissements nouveaux en capital fixe pour l'ensemble de l'économie en 1949.

Bien que, dans la zone orientale, les destructions de la guerre et les réparations aient été plus lourdes que dans l'ouest, leur somme n'y dépasse pas non plus les additions faites au patrimoine industriel depuis 1936. (Voir la déclaration faite par M. Rau, *Die Wirtschaft*, 1948, N° 7, page 212.)

[1] En particulier, les importantes centrales hydro-électriques des Alpes sont restées intactes.

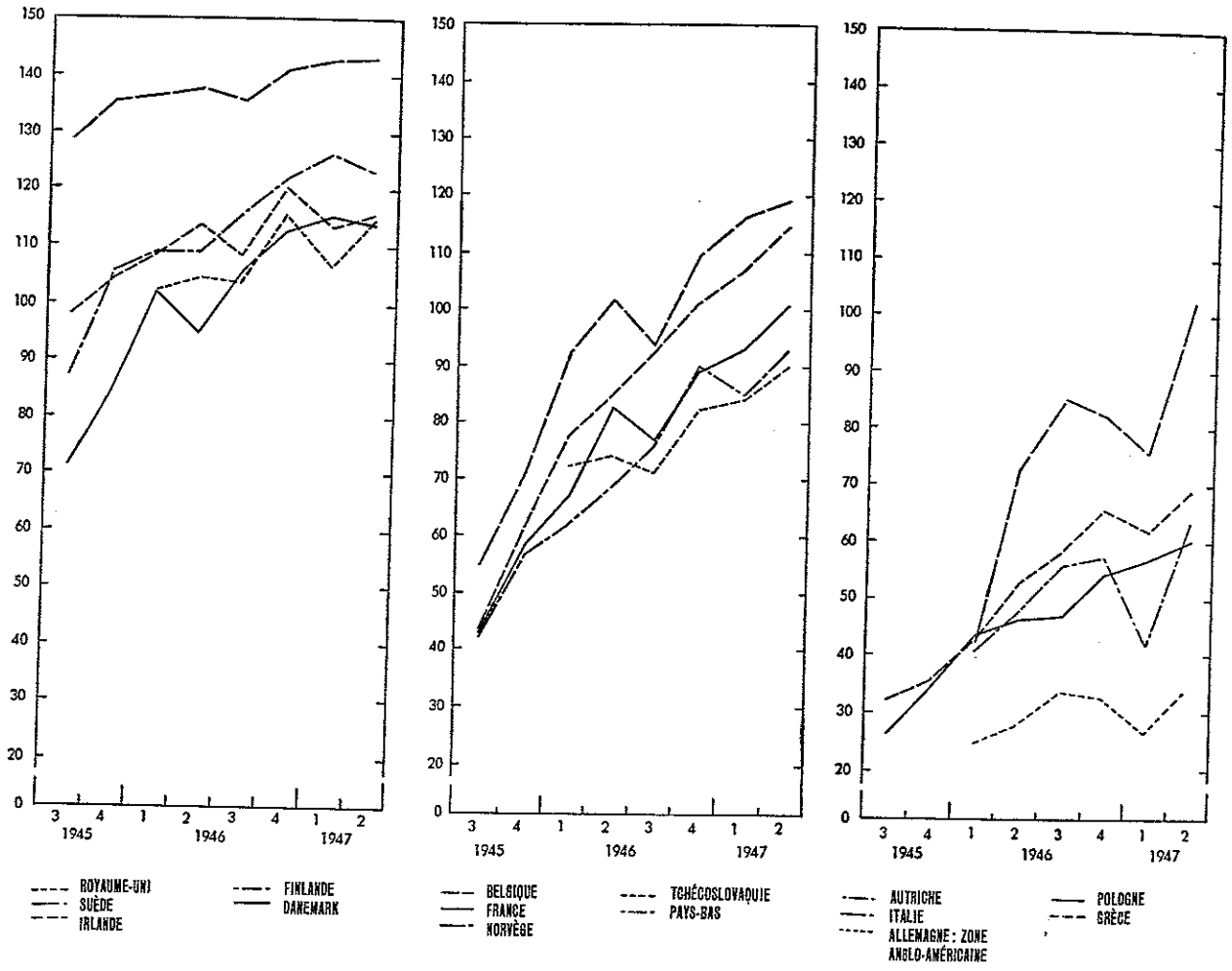
[2] Sur un total de 400 milliards de francs d'avant guerre, chiffre auquel on évalue les pertes en capital fixe, 40 milliards de francs seulement représentent les pertes d'outillage industriel et agricole.

[3] Dans la région des Sudètes, il a fallu fermer un quart des entreprises en 1946, faute de main-d'œuvre.

Diagramme 1

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DANS CERTAINS PAYS EUROPÉENS

1938 = 100



Sources : Voir Annexe B

occidentale, un certain nombre d'industries de base ont aussi été nationalisées et l'intervention de l'Etat dans l'économie s'est fortement accentuée. Tous les gouvernements ont cherché à accroître la production industrielle et agricole, car c'était là, pour eux, le seul moyen de rétablir l'équilibre de leur balance des paiements, ou parce que la population revendiquait un niveau de vie plus élevé, ou encore, tout simplement, pour ne pas se laisser trop dépasser par d'autres pays.

De cet état de choses, il est résulté une forte demande de biens d'équipement émanant en particulier des industries et des secteurs de l'économie qui avaient été le plus négligés avant et pendant la guerre, ou dans lesquels de nouvelles découvertes techniques avaient été réalisées. A moins d'être freinée par une politique de restriction, il ne pouvait manquer d'en résulter une nouvelle et importante augmentation de la production.

Chapitre 2

LA PLACE NOUVELLE DE L'EUROPE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Pour redonner à l'Europe une économie de temps de paix qui fonctionnât convenablement, il fallait avant tout que fussent rétablies aussi bien entre les pays européens qu'entre l'Europe et le reste du monde les relations commerciales sans lesquelles les importations indispensables ne peuvent se faire. Pendant la guerre, le commerce de l'Europe continentale et du Royaume-Uni avec les pays extra-européens était devenu négligeable, pour des raisons différentes d'ailleurs, et les courants normaux des échanges intereuropéens avaient été, eux aussi, interrompus. En tout état de cause et même dans les conditions les plus favorables, une reprise rapide du commerce eût été malaisée, mais le présent chapitre montre que, par suites des profondes modifications de structure qu'a subies l'économie mondiale au sein de laquelle l'Europe devait reprendre sa place, il devenait extrêmement ardu de réorganiser sur le plan mondial le commerce et les paiements en fonction d'échanges libres et multilatéraux et de réintégrer l'Europe dans cet ensemble.

Si l'on a parlé de modifications de *structure*, c'est pour faire comprendre qu'il s'agissait de courants nouveaux, importants, profonds et en général irréversibles. Ces changements rendaient impossible tout retour pur et simple au passé, qu'il s'agît de la structure ou du volume du commerce; il fallait, au contraire, procéder à de vastes et difficiles réaménagements des exportations et des importations aussi bien que de l'économie interne des divers pays européens.

Comme toujours dans ce cas, on risque, en jugeant et en distinguant de la sorte, de confondre cause et effet et d'accepter comme inéluctables des facteurs qui résultent eux-mêmes de l'insuffisance des politiques adoptées en Europe. C'est ainsi que l'inflation dans les pays européens et ailleurs, surtout au cours des premières années de l'après-guerre, a, sans doute possible, exercé une influence défavorable sur le volume de leurs importations et de leurs exportations et a eu pour effet de fausser dans ces pays la structure du commerce extérieur aussi bien que celle de la production et des investissements. Les diverses politiques économiques des pays européens ont donc beaucoup influé sur l'évolution des courants d'échanges internationaux, qui n'a pas uniquement résulté du jeu de forces immuables. Il semble cependant hors de doute que des circonstances qui échappent presque entièrement, voire complètement, à l'action des pays européens, telles que les fluctuations de leurs recettes invisibles et du rapport d'échange (*terms of trade*), ont causé dans l'économie mondiale des bouleversements qui ont tourné à leur désavantage et ont nécessité de leur part une profonde réadaptation, s'ils ne voulaient pas rester tributaires de l'aide financière extérieure.

L'Europe divisée

C'est en Europe occidentale que se sont fait sentir avec le plus de violence les effets défavorables des modifications subies par l'économie mondiale pendant et après la guerre. La situation des pays de l'Europe orientale [1] était tout à fait différente : comme ce fut le cas pour beaucoup de pays extra-européens, les pertes de l'Europe occidentale furent pour eux autant de gains. Ils étaient débiteurs et non créanciers, avant la guerre; or, les intérêts qu'ils paient sur les capitaux investis chez eux ont considérablement diminué en valeur réelle depuis lors. Comme ils étaient fournisseurs de l'Europe occidentale en produits de base, ils ne pouvaient que bénéficier de la hausse des prix dans ce secteur par rapport aux autres. En outre, du fait qu'avant la guerre le commerce extérieur ne jouait qu'un rôle secondaire dans leur vie économique, une réduction, même très importante, de ce commerce était loin de compromettre leurs approvisionnements en denrées alimentaires et en matières premières essentielles dans la même mesure qu'en Europe occidentale. De plus, ils étaient beaucoup mieux à même de négocier les prix et les livraisons de contrepartie, leur commerce extérieur étant tout entier entre les mains de monopoles d'Etat, ce qui leur évitait également d'avoir à résoudre un grand nombre de problèmes que pose la réglementation du commerce privé en Europe occidentale, et leur offrait en particulier des moyens plus directs d'assurer l'équilibre de leurs transactions avec l'extérieur. Pour les pays de l'Est, il ne peut guère exister de problème de la balance des paiements, sauf dans

[1] Dans le présent chapitre, comme dans les Chapitres 6 et 7, l'expression « Europe orientale » englobe l'Union Soviétique.

la mesure où ils doivent faire appel à des capitaux étrangers pour compléter l'épargne nationale, mais, en tout cas, il ne s'agit pas nécessairement, comme en Europe occidentale, d'un « problème du dollar ».

Tous les efforts tendant à une industrialisation rapide, il était sans doute inévitable que les pays de l'Europe orientale fussent moins à même d'exporter des denrées alimentaires et des matières premières et que leurs importations diminuassent aussi, sauf dans la mesure où cette tendance se trouvait atténuée par une amélioration de leur position quant au rapport d'échange et aux recettes invisibles. Au surplus, après l'expérience malheureuse qu'ils avaient faite pour leurs exportations pendant la grande crise économique, il était fort peu probable qu'aucun des pays de l'Europe orientale envisageât de développer largement sa production destinée à l'exportation, si ce n'est dans le cadre d'un accord général comportant des assurances pour l'avenir. Or, depuis la fin de la guerre, le courant politique y est diamétralement opposé et, après la division de l'Europe continentale, les chances et les possibilités de commercer sont encore plus faibles.

Cette scission et les obstacles rencontrés dans presque tous les autres domaines ont eu des effets très défavorables sur l'Europe occidentale, dont traitent le présent chapitre ainsi que les Chapitres 6 et 7. Sur les pays de l'Est, ces effets ont sans doute été moins graves et en tout cas moins apparents [1]. Leurs problèmes extérieurs semblent être relégués au second plan grâce aux plans ambitieux de développement industriel qu'ils ont conçus et à l'intensification de leurs relations commerciales avec l'Union soviétique, sujets traités dans les Chapitres 3, 4 et 12.

[1] Moins apparents, en partie, à cause de la rareté des renseignements publiés par les pays de l'Europe orientale sur leur commerce extérieur.

1. Les nouvelles charges extérieures qui pèsent sur l'Europe occidentale

La guerre et les modifications de la structure des prix sur les marchés mondiaux enregistrés pendant et après les hostilités ont eu d'abord pour effet de faire perdre à l'Europe occidentale une forte partie du revenu réel de ses capitaux, parce que sa position dans ce domaine était moins favorable et que le rapport d'échange avait empiré; de diminuer ses chances de recevoir des devises étrangères en paiement de ses services; et, en conséquence, de placer l'Europe occidentale dans la nécessité d'accroître très fortement ses exportations de produits et de réduire considérablement ses importations.

Il est difficile de dire avec précision quels furent les effets de la guerre et des fluctuations de prix sur la position de l'Europe occidentale en ce qui concerne ses investissements dans les pays extra-européens. Il ressort néanmoins de toute évaluation raisonnable que la perte de ces investissements et, par suite, la baisse en valeur réelle du revenu des avoirs européens outremer ont été pour beaucoup dans les difficultés extérieures de l'Europe après la guerre. D'après des estimations approchées, le revenu des investissements européens dans des pays d'outre-mer aurait diminué, même en valeur nominale [2], de plus de 500 millions de dollars de 1938 à 1950–1951. Mais on ne peut se fonder sur la variation du revenu en dollars courants, que l'Europe tire de ses investissements dans des pays extra-européens, pour déterminer à quel point ces investissements ont varié en valeur réelle; ce serait oublier que le niveau des prix a beaucoup changé depuis l'avant-guerre, ce qui a eu pour effet d'augmenter la valeur nominale du capital investi en valeurs à revenu variable et au contraire de réduire la valeur réelle des valeurs à revenu fixe. On pourrait dire que la valeur réelle des avoirs européens outre-mer s'est maintenue (en ce sens qu'il aurait été possible d'éviter des exportations supplémentaires) seulement si le revenu de ces investissements correspondait après la guerre au même volume d'exportations de produits qu'avant les hostilités. Or, en fait, en 1950–1951, ce revenu ne représentait que 9% du volume des exportations de 1938 au lieu de 32% avant la guerre. Cette différence permet de mesurer approximativement l'ampleur de la perte subie du fait de la guerre par l'Europe occidentale dans ses investissements en pays extra-européens.

Aux effets de cette perte sur le revenu européen, il faut ajouter la charge pour les pays de l'Europe occidentale du remboursement des dettes nouvelles

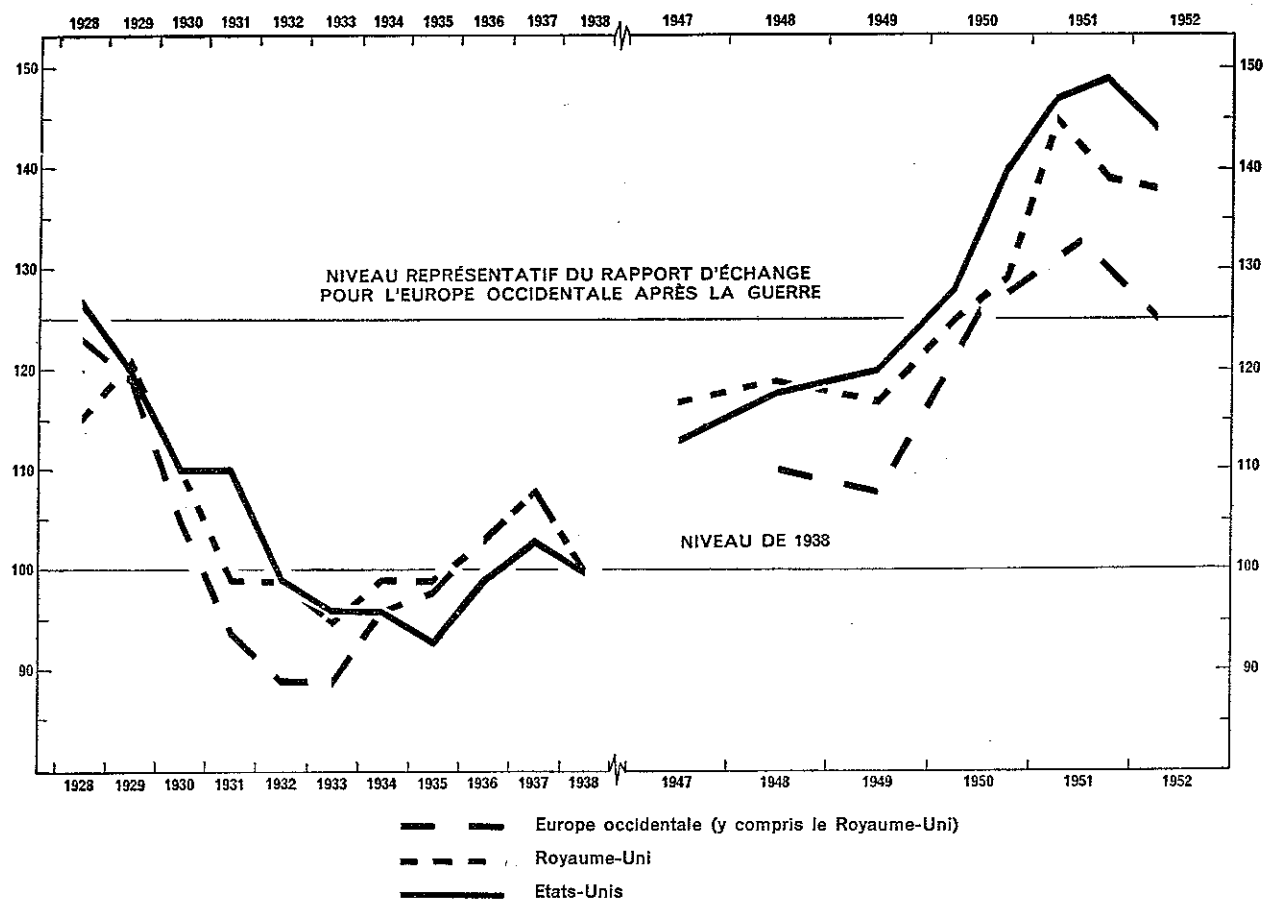
[2] En somme, c'est uniquement d'après les variations du revenu que l'on peut calculer dans quelle mesure s'est modifiée la valeur des avoirs de l'Europe dans les pays extra-européens. Il est difficile de savoir quelle période il convient de choisir pour établir la comparaison. La comparaison serait faussée si l'on prenait pour base les années qui ont immédiatement suivi la guerre, car, à cette époque, un grand nombre des entreprises dans les pays extra-européens n'avaient pas retrouvé leur activité civile normale, la propriété des entreprises donnait encore lieu à des contestations et les relations financières internationales étaient très confuses. D'autre part, il n'est pas non plus entièrement satisfaisant de se fonder sur les statistiques d'années plus récentes, car elles tiennent compte des capitaux assez considérables investis dans les pays d'outre-mer après la guerre, ainsi que des pertes supplémentaires infligées à l'Europe par suite de vente ou d'expropriation.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Diagramme 2

RAPPORTS D'ÉCHANGE *a* DES ÉTATS-UNIS, DU ROYAUME-UNI ET DE DIX-NEUF PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

1938 = 100



Sources : Annexe B

NOTE. — A partir de janvier 1950, les données relatives au Royaume-Uni et aux Etats-Unis sont semestrielles. Les statistiques concernant 1952 se rapportent uniquement à la période janvier-juin.

a Rapport de l'indice des prix à l'importation à l'indice des prix à l'exportation.

contractées pendant la guerre. Pendant cette période, le Royaume-Uni a augmenté son passif en livres sterlings vis-à-vis des pays extra-européens de plus de 2 milliards et demi de livres et a contracté des dettes auprès des Etats-Unis et du Canada pour un montant d'environ un milliard de dollars [1]. En 1946 et 1947, il a emprunté 4.400 millions de dollars aux Etats-Unis et 1.250 millions de dollars au Canada, et, au cours de cette période, la France empruntait 1.900 millions de dollars. La hausse continue des prix sur les marchés mondiaux réduirait la charge réelle que ces dettes représentent, mais le remboursement des emprunts libellés en dollars est régi par des accords contractuels et celui des soldes en sterling ne saurait être différé indéfiniment. Au total, pour que l'Europe occidentale pût assurer ce remboursement [2], il fallait que les recettes qu'elle tire de ses exportations augmentent de 6 à 7% environ par rapport au volume de ses exportations de produits en 1938.

Le changement considérable survenu dans la structure des prix sur le marché mondial a imposé à

[1] Principalement l'emprunt de 390 millions de dollars contracté en 1941 auprès de la « Reconstruction Finance Corporation » et la conversion en un prêt sans intérêt, opérée en 1943, des avoirs en sterling du Canada, soit 708 millions de dollars.

[2] Cette évaluation suppose le remboursement en vingt ans de la dette en sterling du Royaume-Uni, qui représente 2.200 millions de livres, et le remboursement de la dette en dollars, dans les conditions prévues dans les dispositions des accords contractuels.

l'Europe occidentale un fardeau plus lourd encore. On constatera, d'après le Diagramme 2, que le rapport d'échange n'a cessé d'être plus défavorable pour l'Europe occidentale qu'à n'importe quelle période de la décade 1930–1939. En raison des importantes fluctuations de ce rapport au cours de la période d'après guerre, comme pendant les années 1930–1939, il est impossible de déterminer de façon précise l'ampleur de cette modification structurelle des prix mondiaux. On peut faire valoir cependant que l'aggravation du rapport d'échange consécutive aux dévaluations de 1949 était nécessaire pour maintenir l'équilibre de la balance commerciale de l'Europe, alors que la nouvelle aggravation qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée avait des causes tout à fait spéciales et momentanées. On pourrait donc, dans ce cas, présumer que le rapport d'échange tel qu'il s'établissait vers le milieu de l'année 1950, et auquel on est maintenant revenu, correspond au rapport typique des prix que l'Europe occidentale devra adopter pour son commerce extérieur dans la période d'après guerre. Or, s'il n'avait empiré que légèrement par rapport à celui de 1928, l'aggravation était de 25% par rapport à 1938. Cette altération du rapport d'échange représente pour l'Europe occidentale une charge supplémentaire qui correspond à 44% du volume de ses exportations de 1938.

Enfin, la charge réelle des dépenses engagées hors d'Europe par les Gouvernements des pays de l'Europe occidentale a été beaucoup plus lourde que pendant la période d'avant guerre. Cette charge est constituée en grande partie par le financement d'opérations militaires spéciales, mais, pour l'instant, rien ne laisse prévoir que cette charge doive diminuer sensiblement. Au cours de ces dernières années, la France et le Royaume-Uni, à eux seuls, ont consacré à des dépenses de cet ordre des sommes qui représentent en gros 6% du volume des exportations de l'Europe occidentale en 1938.

En résumé, pour rétablir l'équilibre de sa balance extérieure dans la nouvelle économie mondiale, l'Europe occidentale était dans l'obligation de procéder à d'importants aménagements, soit en réduisant les importations, soit en intensifiant les exportations visibles ou invisibles.

En fait, de nouveaux changements survenus dans l'économie mondiale ont beaucoup limité les possibilités d'effectuer cet aménagement par un accroissement des recettes invisibles. A l'issue de la guerre, les Etats-Unis, qui possédaient une importante flotte marchande, ont cherché à maintenir un bon nombre d'unités en service[1], D'autres pays ont également réduit, pendant ou immédiatement après la guerre, leur dépendance à l'égard des marines étrangères[2]. Par conséquent, bien que les recettes provenant des transports maritimes aient pu jusqu'à un certain point être augmentées au fur et à mesure que se reconstituaient[3] les flottes des pays de l'Europe occidentale, elles ne pouvaient représenter, pour la balance des paiements de cette partie du monde, le même appoint qu'avant la guerre. En réalité, malgré la hausse considérable des tarifs de fret, il semble que les revenus nets des transports maritimes, en 1950–1951, n'aient dépassé que de 150 millions de dollars environ le chiffre de 1938. De même, l'Europe occidentale fut empêchée de parfaire ses recettes en fournissant des services aux autres pays, car, pendant et après la guerre, les pays extra-européens développèrent leurs propres services financiers et commerciaux et leurs propres assurances, ce qui fit baisser, même en valeur courante, les revenus provenant de ces diverses catégories de services. Le resserrement de ces possibilités ne fut compensé dans une certaine mesure que grâce aux recettes en dollars provenant de la présence des forces armées américaines en Europe. Tout compte fait, la fourniture de services de toutes sortes aux pays extra-européens n'apporte probablement pas à l'Europe des recettes nettes lui permettant de payer le même volume d'importations qu'en 1938.

Il fallait donc, de toute évidence, que pour s'adapter à la nouvelle position qu'elle occupait dans l'économie mondiale, l'Europe occidentale fît porter son effort avant tout sur son commerce extérieur[4]. L'exposé qui précède montre que si l'on voulait réaliser cette adaptation uniquement grâce aux exportations, il fallait que, pendant un certain nombre d'années, leur

---

[1] Les constructions navales et les transports maritimes bénéficient de subventions d'un montant suffisant pour permettre l'utilisation de la flotte américaine, à l'exclusion de la flotte de réserve dont le tonnage dépasse 10 millions de tonneaux.

[2] Le tonnage total naviguant sous pavillon des pays de l'Amérique latine, par exemple, est passé de 1.100.000 tonneaux de jauge brute en 1938 à 2.800.000 en 1951, sans compter la flotte marchande du Panama, dont une grande partie est, en réalité, propriété d'Européens.

[3] La flotte britannique, dont le tonnage atteignait 18 millions de tonneaux avant la guerre, fut reconstituée vers le milieu de l'année 1947, mais celle des autres pays qui possédaient d'importantes flottes marchandes ne le fut pas avant 1949, et même alors le tonnage de la flotte italienne était inférieur de près d'un million de tonneaux à celui d'avant guerre. Quant à celle de l'Allemagne, elle était réduite à des proportions négligeables : sur les 4.200.000 tonneaux qu'elle comptait avant la guerre, une grande partie avait été coulée et plus d'un million de tonneaux attribué à d'autres pays au titre des réparations.

[4] Bien entendu, les pays de l'Europe occidentale ont pu rétablir une partie des revenus qu'ils avaient perdus sur leurs avoirs dans des pays extra-européens en procédant à de nouveaux investissements. Comme on l'a signalé plus haut, les statistiques de 1950–1951 tiennent compte de ces nouveaux investissements. Mais ces pays n'ont pu y parvenir qu'en augmentant encore le volume de leurs exportations de produits.

volume se maintînt à 80% environ au-dessus du niveau de 1938 pour pouvoir assurer le paiement du même volume d'importations qu'au cours de cette année-là. Par contre, si les pays de l'Europe occidentale s'étaient contentés d'importer 10%, par exemple, de moins qu'en 1938, ils n'auraient dû accroître leurs exportations que d'environ 60% [1]. En d'autres termes, il fallait que, dans leur commerce avec le reste du monde, les pays de l'Europe occidentale réussissent à accroître leurs exportations ou à réduire leurs importations pour un montant total d'à peu près 8 milliards de dollars (aux prix actuels) par rapport à la valeur de leur commerce en 1938.

En fait, l'adaptation a dû se faire surtout grâce aux exportations. Avant la guerre, les importations européennes consistaient pour la moitié en denrées alimentaires et en produits d'affouragement, tandis qu'une grande partie du reste était composée de matières premières. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que, même à cette époque, les restrictions à l'importation existaient déjà, revêtant la forme soit de contingentements, soit d'une protection tarifaire, et qu'en 1938, les importations étaient relativement faibles en raison du ralentissement de l'activité économique. Si le niveau de la production industrielle devait augmenter dans les pays de l'Europe occidentale, les importations de matières premières accuseraient au moins une certaine tendance à augmenter, sans toutefois que l'augmentation soit nécessairement proportionnelle. Comme la production agricole ne peut augmenter que lentement et à longue échéance, il faudrait de toute nécessité importer de plus grandes quantités de denrées alimentaires pour faire face aux besoins d'une population croissante, ne fût-ce que pour maintenir le niveau de vie d'avant guerre. Pour s'adapter à sa nouvelle place dans l'économie mondiale, il fallait donc avant tout que l'Europe occidentale développât considérablement le volume de ses exportations vers le reste du monde.

[1] Puisque l'Europe occidentale importe beaucoup plus de produits qu'elle n'en exporte, elle améliore davantage sa position vis-à-vis de l'extérieur en réduisant ses importations d'un pourcentage donné qu'en augmentant ses exportations de ce même pourcentage.

2. Modifications de la production et du commerce dans le monde

La quantité de marchandises nécessaire pour développer les exportations ou pour remplacer les produits habituellement importés, dans les proportions indiquées, n'était pas extraordinairement élevée par rapport aux ressources globales dont disposent les pays de l'Europe occidentale : elle représentait moins de 5% de l'ensemble des revenus nationaux et était bien loin de correspondre à l'accroissement de ces revenus entre l'avant-guerre et l'après-guerre. Bien entendu, l'adaptation du commerce extérieur ne pouvait se faire qu'au détriment de la forte demande intérieure dont on a parlé dans le précédent chapitre et risquait de soulever des difficultés particulières pour les produits essentiels rares sur le marché. Toutefois, à la condition de recevoir une aide financière extérieure couvrant une partie de leurs besoins les plus urgents pendant la période de reconstruction, et de suivre, sur le plan intérieur, une politique efficace de lutte contre l'inflation, ces pays européens pouvaient opérer dans l'utilisation de leurs ressources les modifications qui s'imposaient sans se heurter à des obstacles insurmontables.

La plus grosse difficulté venait de ce que les conditions extérieures qui régissent et limitent les possibilités d'adaptation des exportations et des importations avaient changé, le problème se posant avec le plus d'acuité à propos du déficit de l'Europe occidentale vis-à-vis des Etats-Unis et des pays voisins qui forment ce qu'on appelle maintenant la « zone dollar » [2].

Ce déficit était déjà important avant la guerre, puisqu'il s'élevait, pour le compte des paiements courants et aux prix actuels, à quelque 2 milliards de dollars, voire davantage, dont la majeure partie vis-à-vis des Etats-Unis. Ce déficit indique, en premier lieu, l'importance traditionnelle des approvisionnements en denrées alimentaires et en matières premières fournies à l'Europe par l'Amérique du Nord et le rôle de plus en plus grand joué par les Etats-Unis comme exportateur d'articles manufacturés. De plus, ce déficit s'explique par la difficulté que rencontraient les exportateurs européens à soutenir la concurrence dans certains de ces pays, en particulier sur le marché américain protégé par de fortes barrières douanières, et par la possibilité pour eux de vendre les articles manufacturés plus facilement dans d'autres régions. En revanche, avant la guerre, le déficit de l'Europe

[2] La zone dollar, qui a pour centre les Etats-Unis, englobe les pays qui tirent la plus grande partie de leurs recettes en devises étrangères directement des Etats-Unis et dont les exportations se composent presque exclusivement de produits essentiels. Les principaux pays qui répondent à cette définition sont : le Canada, le Mexique, les Républiques de l'Amérique centrale et des Antilles, le Venezuela et la Colombie (ainsi que la République des Philippines en raison du lien spécial qui la rattache aux Etats-Unis).

vis-à-vis des pays de la zone dollar s'inscrivait dans tout un réseau de règlements multilatéraux qui rendait ce déficit possible, et grâce auquel l'Europe se procurait dans d'autres régions les dollars dont elle avait besoin pour ses règlements avec les Etats-Unis et les pays voisins. Au nombre des éléments particulièrement importants de ce réseau d'échanges, il faut citer des produits tels que le caoutchouc et l'étain achetés par les Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique et les ventes de l'or extrait des mines de l'Afrique du Sud ou d'ailleurs, dont le Trésor américain était toujours acheteur à prix fixe.

Pendant et après la guerre, tout a contribué à rendre les pays de l'Europe occidentale plus tributaires encore de la zone dollar pour leurs approvisionnements et à accentuer beaucoup la difficulté qu'ils avaient à se procurer dans d'autres pays les moyens de paiement nécessaires pour combler le déficit. Cette évolution provient, d'une part, de l'aggravation générale survenue, pour les raisons exposées dans la précédente section, dans la balance des paiements de l'Europe occidentale vis-à-vis d'autres régions, et, d'autre part, du fait que la structure géographique de la production mondiale de produits de base a considérablement changé de même que la répartition des paiements en dollars faits par les Etats-Unis au reste du monde.

Les sources d'approvisionnement ne sont plus les mêmes

Comme le montre le Diagramme 3, les sources d'approvisionnement se sont modifiées de façon particulièrement sensible pour les céréales panifiables, les céréales secondaires, les huiles et graisses végétales et le coton. Ces produits de base comptent, pour l'Europe occidentale, au nombre des importations les plus essentielles; leur production exige de vastes étendues de terre et, avant la guerre, ils représentaient un tiers des importations européennes. Or, pour chacun d'eux, l'Amérique du Nord a considérablement accru sa production, tandis que les excédents exportables des autres régions ont diminué dans des proportions assez sensibles.

L'évolution dans ce sens ne s'est d'ailleurs nullement limitée à ces seuls produits. Pour le pétrole et les métaux non ferreux également, l'Europe s'approvisionne davantage dans la zone dollar : les importations de pétrole en provenance de l'Europe orientale ont cessé, et les difficultés d'ordre politique surgies pendant et après la guerre ont touché surtout la production et le raffinage du pétrole dans les pays n'appartenant pas à la zone dollar [1]. En ce qui concerne les métaux, grâce aux progrès de la technique, l'aluminium, importé principalement du Canada, a supplanté l'étain et le plomb qui venaient surtout de la zone sterling et d'autres pays extérieurs à la zone dollar. Pour d'autres produits de base essentiels, les approvisionnements fournis par les sources traditionnelles ont eu tendance à diminuer après la guerre : c'est le cas notamment de la viande, des produits laitiers et des cuirs. Avant la guerre, le commerce mondial de ces denrées se composait en majeure partie de produits exportés vers l'Europe occidentale, notamment le Royaume-Uni, par des pays de l'hémisphère sud extérieurs à la zone dollar. Pour chacun de ces produits, les quantités disponibles pour l'exportation ont diminué chez un ou plusieurs des principaux fournisseurs, généralement l'Argentine ou l'Australie; l'Amérique du Nord, par contre, n'a pour ainsi dire pas accru, en compensation, ses exportations, non pas tant par manque de ces produits, mais surtout parce que les pays importateurs n'avaient pas suffisamment de devises pour les acheter.

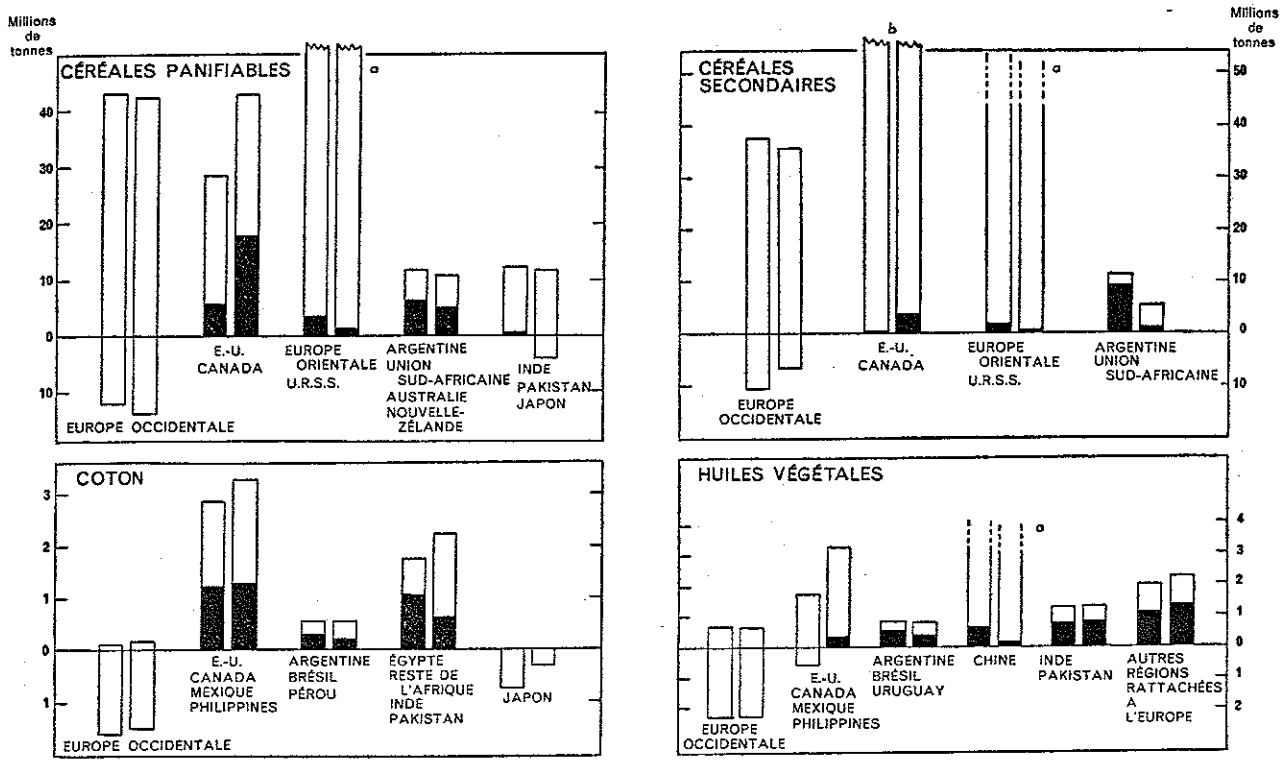
Diverses raisons, d'ordre politique, social et démographique notamment, expliquent cette évolution. On a déjà relevé les graves répercussions de la division politique de l'Europe. Dans certains pays, les effets de la guerre ont été de longue durée : c'est ainsi, par exemple, que les exportations de riz de la Birmanie ayant diminué, l'Inde a dû importer du blé. Par suite de l'accroissement de la population, les excédents exportables de denrées alimentaires ont diminué dans les pays peu peuplés et les pays dont la population est dense ont été amenés à augmenter les cultures vivrières. De plus, dans de nombreux pays, l'inflation et le contrôle des prix ont eu pour effet d'accroître la consommation intérieure au détriment des exportations.

Le facteur déterminant a sans doute été la volonté manifestée par nombre de pays insuffisamment développés de favoriser leur croissance économique en faisant porter tous leurs efforts sur l'industrialisation. Pour ce faire, certains ont délibérément consacré une partie des recettes provenant des exportations de produits de base non plus au développement de cette branche de la production, mais à celui de l'industrie. D'autres ont procédé à des investissements massifs, souvent accompagnés d'une politique monétaire et financière inappropriée, qui ont fait naître un courant d'inflation et encouragé de la sorte le développement des secteurs secondaires et tertiaires au détriment de la production de produits de base. L'Argentine et l'Australie offrent des exemples typiques de pays peu peuplés, producteurs de produits de base, dont la préoccupation essentielle est le développement industriel.

[1] Notamment la Birmanie, la Palestine et l'Iran.

Diagramme 3

MODIFICATIONS DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DE CERTAINS PRODUITS DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DE 1934-1938 A 1949-1951



NOTE. — Dans chaque cas, la colonne de gauche représente la moyenne de 1934-1938, et la colonne de droite celle de 1949-1951 (dans certains cas, c'est la moyenne des années agricoles 1949/50 à 1951/52). L'ensemble de la zone située au-dessus de la ligne zéro représente la production, la zone ombrée représente les exportations nettes, et la zone située au-dessous de la ligne zéro les importations nettes. La totalité de la zone claire indique donc la consommation apparente pour chaque région. La graduation est proportionnelle au prix représentatif de 1948, par tonne, de chacun des produits importés par l'Europe de toutes provenances; les graphiques indiquent donc la part relative que représentent les différents produits dans la totalité des importations de l'Europe occidentale. Pour plus amples détails et les sources utilisées, voir Annexe B.

a Pour l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine, les chiffres de production sont des évaluations approximatives, notamment pour la période d'après guerre. La production de céréales panifiables a été en moyenne de 85 millions de tonnes environ avant la guerre comme après la guerre. Pour les deux périodes, les chiffres des exportations de céréales sont tirés des statistiques d'importations de l'Europe occidentale.

b La production d'avant guerre a été de 79 millions de tonnes, et celle d'après guerre de 115 millions de tonnes.

Elles ont accéléré le rythme de leur industrialisation, car elles n'ont pas oublié les dures années qui ont suivi 1930; aussi l'inflation y a-t-elle sévi et les ressources n'ont-elles pas toujours été réparties de façon judicieuse. Il se peut que ces deux pays aient agi trop hâtivement, surtout si le rapport d'échange actuel devait rester ce qu'il est, mais il est bien difficile de faire marche arrière.

Indépendamment de l'opposition violente que marque l'évolution de la production primaire en Amérique du Nord et dans les autres régions, la guerre a exercé une égale influence dans les deux cas. Si, d'un côté, elle a coupé ou affaibli les liens qui unissaient l'Europe occidentale à un grand nombre de ses fournisseurs traditionnels, de l'autre, elle a stimulé considérablement la production de denrées alimentaires et de matières premières aux Etats-Unis, au Canada et dans d'autres pays de la zone dollar. Grâce à l'accroissement de la capacité de production et d'exportation de cette zone, certaines privations matérielles ont pu être épargnées à l'Europe occidentale. Il s'est donc agi d'une pénurie de dollars plutôt que de produits; on verra, en effet, que les mêmes circonstances qui ont mis l'Europe occidentale dans la nécessité de plus en plus aiguë de trouver des dollars ont, en même temps, singulièrement compliqué la difficulté qu'elle avait déjà à se procurer des dollars en commerçant avec des tiers pays.

Nouvelle répartition des recettes en dollars dans le monde

En valeur nominale, les versements effectués par les Etats-Unis aux autres pays en paiement de marchandises et de services, ainsi que les contributions et les investissements effectués par des particuliers américains à l'étranger, ont augmenté de façon impressionnante; mais, exprimée en dollars mesurés d'après un pouvoir d'achat constant d'exportations américaines, cette augmentation a été beaucoup plus limitée, surtout si l'on prend pour base de comparaison les années 1920 à 1929 et non la décade 1930 à 1939. Proportionnellement au produit national brut des Etats-Unis, les montants versés par eux à d'autres pays sur le compte des échanges et des investissements normaux sont beaucoup moins importants aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans.

Importations américaines de marchandises et de services et sorties de capitaux et de dons privés [a]

(Moyennes annuelles)

Périodes	*Aux prix courants*	*Aux prix de 1949–1951* [b]	*En pourcentage du produit national brut des Etats-Unis* [c]
	(En milliards de dollars)		
1925–1929 . . .	7,0	10,9	6,7
1932–1933 . . .	2,0	5,5	3,6
1935–1939 . . .	3,3	7,2	4,0
1949–1951 . . .	13,7	13,7	4,7

a Total des importations de marchandises et de services, augmenté du montant net des dons privés et du mouvement net de capitaux appartenant à des ressortissants des Etats-Unis.

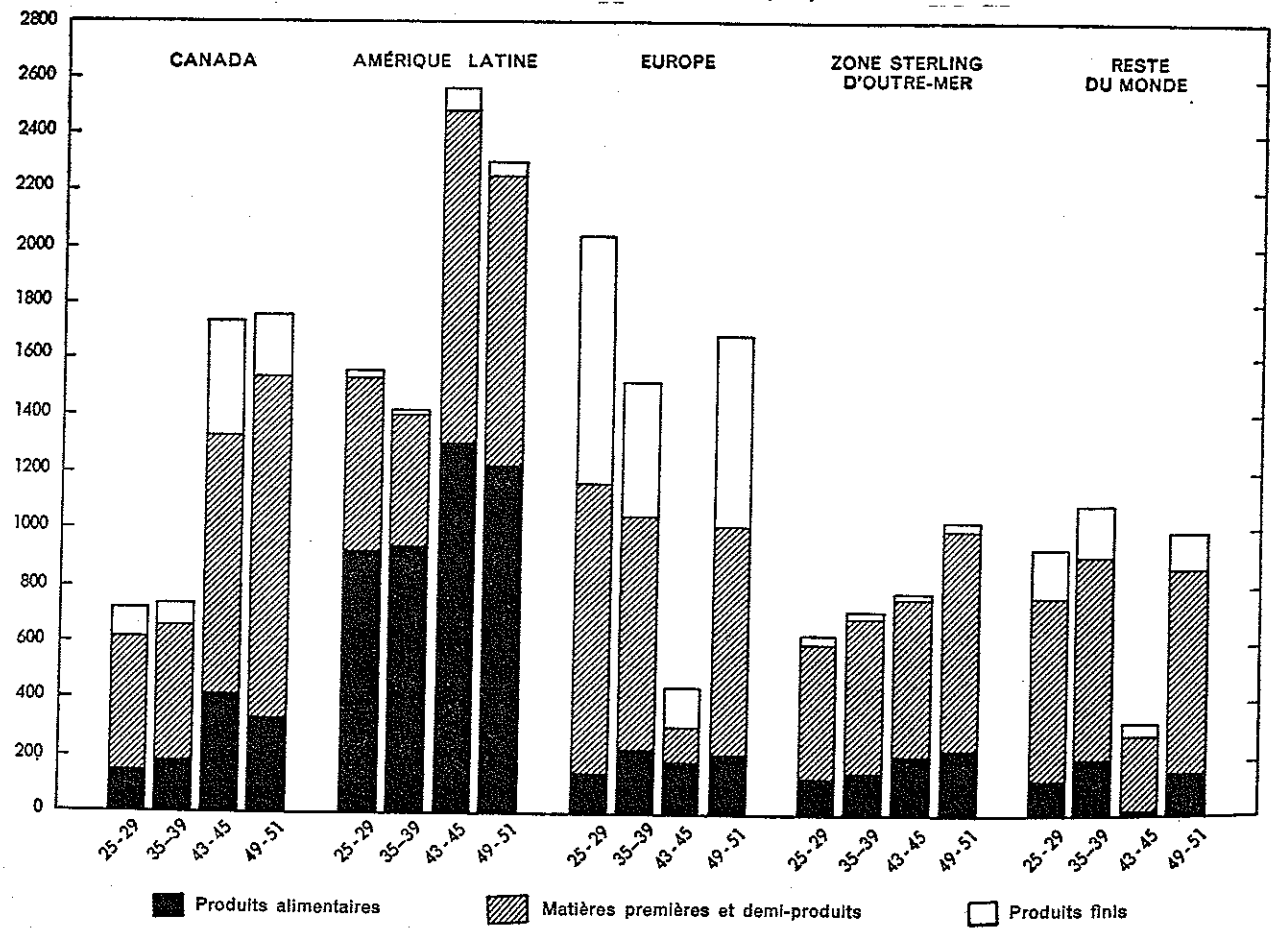
b Ajusté au moyen de l'indice des prix à l'exportation des Etats-Unis.

c Calculé aux prix courants.

Diagramme 4

VOLUME DES IMPORTATIONS AUX ÉTATS-UNIS EN PROVENANCE DES PRINCIPALES RÉGIONS

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948, moyennes annuelles



Sources : Chiffres calculés d'après *The Pattern of United States Import Trade since 1923*, Federal Reserve Bank of New York, 1952. Les données relatives à 1951 ont été communiquées directement par la Federal Reserve Bank.

Toutefois, ce qu'il y a de plus remarquable à propos du problème des paiements en Europe occidentale, c'est la nouvelle répartition géographique des sommes en dollars payées aux autres pays par les Etats-Unis. Il se trouve que les régions dont les recettes ont le plus augmenté sont celles vers lesquelles l'Europe a toujours exporté le moins comparativement aux exportations des Etats-Unis, tandis que, pour les autres régions, la situation a été beaucoup moins favorable. Il semble que la guerre, qui a faussé le cours des échanges et des paiements internationaux, soit aussi la principale cause de ce phénomène, comme le montrent les données du Diagramme 4 qui indique comment a varié le volume des importations américaines en provenance des différentes parties du monde. Il était inévitable, bien entendu, que, sous la pression de la guerre, les Etats-Unis fussent amenés à importer beaucoup de denrées alimentaires et de matières premières de pays voisins situés dans l'hémisphère occidental et dont la position stratégique pouvait être défendue; de même, son influence était plus puissante que n'importe quel tarif douanier pour encourager les Etats-Unis à produire des articles de remplacement pour les produits importés autrefois de régions occupées ou menacées, comme l'Europe et l'Extrême-Orient, ou, en tout cas, pour les inciter à une utilisation plus rationnelle de ces produits.

Le Tableau 5 montre avec plus de détails sur quels points s'est accrue la demande d'importation des Etats-Unis. Ce pays a consacré plus des trois quarts de l'accroissement de ses dépenses à l'achat des huit produits énumérés [1]. Parmi ceux-ci, seuls la laine, le caoutchouc et le cacao proviennent en majeure partie de pays situés hors de l'hémisphère occidental. Pour le café, c'est l'Amérique centrale et le Brésil qui ont bénéficié de l'accroissement considérable des dépenses; pour le bois et le papier, c'est le Canada; pour le pétrole, la zone des Antilles et pour les métaux, le Canada, la Bolivie et le Chili. Ce n'est pas par hasard que la quasi-totalité de l'accroissement des dépenses en dollars s'est manifestée dans l'hémisphère occidental. Ce n'est pas non plus par hasard que les produits de remplacement se substituaient surtout aux matières importées d'Extrême-Orient, région si vulnérable du point de vue stratégique. Dans le groupe des métaux non ferreux, l'augmentation a surtout porté sur l'aluminium acheté au Canada. Par contre, la consommation d'étain n'a pas augmenté, parce que de nouveaux procédés électrolytiques de fabrication du fer-blanc ont été mis au point, et les Etats-Unis ont eu tendance à faire venir l'étain de Bolivie plutôt que du Sud-Est asiatique, et sous forme de concentrés plutôt que d'étain métal, après la construction de la fonderie du Texas [2]. En outre,

Tableau 5

PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS PAR LES ÉTATS-UNIS DE SOURCES AUTRES QUE L'EUROPE OCCIDENTALE

En milliards de dollars aux prix à l'exportation pratiqués aux Etats-Unis dans la période 1949–1951

Produit	Chiffres pour 1937–1938 exprimés en prix à l'exportation des E.-U. en 1949–1951	1949–1951, prix courants
Café	0.27	1.08
Cacao	0.07	0.17
Métaux non ferreux	0.36	0.72
Pétrole et produits pétroliers	0.08	0.56
Laine brute	0.10	0.44
Bois, papier et produits du bois et du papier	0.35	0.92
Sucre	0.31	0.41
Caoutchouc	0.37	0.52
Total pour les produits ci-dessus	1.91	4.81
Tous autres produits	1.62	2.48
Total pour l'ensemble des produits	3.52	7.29

Sources : 1937–1938—*Foreign Commerce and Navigation of the United States;* 1949–1951—*Summary of Foreign Commerce of the United States,* Département du commerce des Etats-Unis.

la création aux Etats-Unis d'une industrie du caoutchouc synthétique qui continue à bénéficier de subventions a nui aux importations en provenance d'Extrême-Orient.

Toutefois, ce qui a le plus fortement causé préjudice aux pays extra-européens et, en particulier, à ceux n'appartenant pas à la zone dollar, dans leurs relations avec les Etats-Unis, c'est le fait que les prix à l'exportation des produits américains ont doublé, tandis que

[1] Dans les Tableaux 5 et 6, la valeur des importations américaines avant et après la guerre est exprimée en pouvoir d'achat de marchandises américaines aux prix moyens pratiqués pendant la période allant de 1949 à 1951. Les chiffres tiennent donc compte à la fois de l'augmentation du volume des importations américaines et de la modification du rapport d'échange. En fait, le rapport d'échange a suivi aux Etats-Unis une évolution parallèle à celle que l'on relève en Europe occidentale.

[2] Tout récemment encore, les effets de ces changements sur le chiffre total des importations des Etats-Unis (mais non sur la consommation courante) n'étaient pas très visibles en raison des quantités considérables de métal achetées en vue de constituer des stocks.

Tableau 6

PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INFLUENCE SUR LES RENTRÉES D'OR ET DE DOLLARS DES PAYS SITUÉS HORS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

En milliards de dollars, aux prix à l'exportation pratiqués aux Etats-Unis dans la période 1949–1951

Région	Importations américaines		Sorties de capitaux appartenant à des citoyens des Etats-Unis (chiffre net)		Production d'or		Total	
	1937–1938	1949–1951	1937–1938 [a]	1949–1951	1937–1938	1949–1951	1937–1938	1949–1951
Canada	0.6	1.9	..	0.4	0.3	0.2	0.9	2.5
Reste de la zone dollar	0.8	1.8	..	0.2	0.2	0.1	1.0	2.1
Amérique latine hors de la zone dollar	0.5	1.2	..	0.1	—	—	0.5	1.3
Zone sterling d'outre-mer	0.7	1.3	..	—	1.1	0.5	1.8	1.8
Reste du monde (moins l'Europe occidentale)	0.9	1.0	..	0.2 [b]	0.2	—	1.1	1.2 [b]
Total, non compris l'Europe occidentale	3.5	7.3	.. [a]	0.9	1.7	0.7	5.2	8.8

Sources : Voir Annexe B.

[a] En 1937–1938, le montant des capitaux américains rapatriés a dépassé de 300 millions de dollars, aux prix utilisés dans le tableau, le montant des sorties de capitaux. Comme on ignore de quelle région provenaient les capitaux rapatriés, ce poste n'a pas été compris dans le total relatif à 1937–1938.

[b] Sur ce chiffre, près de 200 millions de dollars représentent les capitaux investis au Moyen-Orient par des compagnies pétrolières américaines.

le prix de l'or, en dollars, est demeuré constant. Le Tableau 6 fait ressortir toute l'importance de ce facteur. Les pays tiers dont le pouvoir d'achat de produits exportés par les Etats-Unis a augmenté, appartiennent tous à l'hémisphère occidental et notamment à la région qui forme la zone dollar, tandis que le pouvoir d'achat des pays appartenant à d'autres régions n'a pour ainsi dire pas varié. Le fait que le Tableau 6 englobe les sorties de capitaux américains privés ne fausse guère le résultat, étant donné que ces capitaux se sont presque tous dirigés vers le Canada et l'Amérique latine, à l'exception des investissements dans l'industrie pétrolière au Moyen-Orient.

3. La dislocation du système mondial de paiements

La nouvelle répartition des recettes en dollars provenant des Etats-Unis, les modifications survenues dans la production mondiale de produits de base et l'aggravation générale de la position de l'Europe occidentale quant aux recettes invisibles et au rapport d'échange, telles sont les principales causes de la désagrégation continue du système mondial de paiements après les tensions extrêmes auxquelles il avait déjà été soumis pendant la crise économique des années qui ont suivi 1930. Cette dislocation se caractérise par deux traits principaux; tout d'abord, la position de plus en plus forte prise dans les relations internationales de paiements par les pays voisins des Etats-Unis qui constituent avec ceux-ci la zone dollar et, ensuite, les nouvelles difficultés auxquelles l'Europe occidentale se heurte lorsqu'elle cherche à se procurer des dollars auprès des pays sur lesquels elle comptait avant la guerre pour combler son déficit vis-à-vis du groupe dollar.

On prétend souvent que, contrastant avec la position difficile de l'Europe occidentale, la puissance des pays groupés autour des Etats-Unis au sein de la zone dollar provient de ce que leurs politiques économiques pendant la période qui a suivi la guerre ont été plus souples et mieux adaptées aux circonstances. Il peut y avoir une grande part de vérité dans cette assertion, mais il n'en est pas moins vrai, comme on l'a vu d'après le Diagramme 4, que, depuis la fin des hostilités, le Canada et l'Amérique latine n'ont fait guère plus, au maximum, que maintenir leurs exportations à destination des Etats-Unis au niveau très élevé qu'elles avaient atteint pendant la guerre, tandis que la plupart des autres pays ont dû regagner plus lentement leur position en surmontant de sérieuses difficultés.

Les mêmes circonstances qui contribuaient à accroître leurs recettes en dollars rendirent aussi le Canada et d'autres pays de la zone dollar de plus en plus tributaires des Etats-Unis pour leurs importations; en effet, pendant la guerre, ils étaient presque complètement coupés de l'Europe dont la capacité d'exportation resta forcément réduite encore pendant un certain temps, tandis que celle des Etats-Unis s'était accrue.

A l'issue de la guerre, les relations commerciales entre les membres de la zone dollar s'étaient donc considérablement intensifiées et cette zone était devenue beaucoup moins dépendante des autres sources d'approvisionnement, et pourtant infiniment mieux à même de fournir aux autres régions des produits essentiels à la consommation et à la production industrielle.

Le second trait mentionné plus haut vient de la difficulté croissante qu'éprouve l'Europe occidentale à gagner des dollars dans les pays qui lui en fournissaient avant la guerre. On a vu que les recettes en dollars des pays tiers situés hors de la zone dollar, mesurées en pouvoir d'achat d'exportations américaines, n'ont pas augmenté par rapport à ce qu'elles étaient avant la guerre. Pour se procurer auprès de ces pays tiers les montants supplémentaires de dollars nécessaires pour couvrir ses besoins accrus, l'Europe occidentale devait donc supplanter les exportations américaines vers ces pays, celles-ci devant ainsi se trouver ramenées à un niveau bien inférieur à celui qu'elles atteignaient avant 1939.

Toutefois, si les recettes en dollars des pays tiers n'étaient pas plus élevées qu'auparavant en valeur réelle, leur pouvoir d'achat total d'importations avait augmenté de façon très appréciable: les lourdes pertes subies par l'Europe occidentale en ce qui concerne le rapport d'échange, les recettes invisibles et le compte capital, tournèrent à l'avantage de ces pays tiers et, ainsi, le total des ressources qu'ils pouvaient consacrer aux dépenses extérieures augmenta. On devait donc s'attendre à voir cet accroissement de leur pouvoir d'achat se diriger non seulement vers l'Europe occidentale, mais aussi, et même probablement davantage, vers les Etats-Unis, pour autant que ces pays étaient à même de convertir en dollars les recettes obtenues. Indépendamment du fait que les relations commerciales de l'Europe occidentale avec les autres régions avaient été interrompues pendant la guerre et que les possibilités d'exportation de l'Europe étaient restées très limitées pendant les premières années de l'après-guerre, deux autres raisons expliquent une telle évolution. La première procède des modifications mentionnées ci-dessus, survenues dans la production mondiale de produits de base; elles ont eu pour effet d'accroître, non seulement en Europe mais aussi dans les autres régions, la demande de denrées alimentaires et de matières premières en provenance de la zone dollar. La seconde tient à ce que, grâce à leurs programmes d'industrialisation, nombre de pays extra-européens se sont affranchis dans une certaine mesure de la nécessité d'importer des produits des industries légères de biens de consommation, tels que ceux de l'industrie textile (qui comptaient pour beaucoup dans les exportations de l'Europe occidentale avant la guerre), et ont eu tendance à faire porter leur demande avant tout sur les biens d'équipement que les Etats-Unis étaient le mieux placés pour leur fournir.

Tous ces facteurs, on le voit, ont amené un renversement de la position traditionnelle de l'Europe occidentale dans le système des paiements internationaux. La dépendance croissante à l'égard de la zone dollar lui imposait plus que jamais de se procurer des dollars dans d'autres parties du monde; or, après la guerre, ces dernières se trouvaient dans une position qui leur permettait d'essayer d'exiger de l'Europe occidentale des paiements en dollars, et elles étaient d'autant plus incitées à le faire que leurs recettes directes en cette devise (de même que leur production d'or nouvellement extrait) n'avaient pas augmenté au même rythme que leur propension à acheter dans la zone dollar.

Dans ces conditions, le retour à la liberté des échanges et des paiements internationaux était impossible et il n'était pas question, par conséquent, de revenir au régime de la convertibilité des monnaies tant que l'Europe occidentale ne serait pas en mesure soit de réduire considérablement ses besoins en dollars en cherchant à s'approvisionner à d'autres sources, anciennes ou nouvelles, soit d'augmenter considérablement ses recettes directes en dollars provenant des Etats-Unis, soit encore de recouvrer le moyen de se procurer des dollars dans des pays tiers. En l'espèce, il est impossible de calculer avec précision l'aménagement total qui s'imposerait au compte dollars de l'Europe occidentale et il n'est guère facile non plus de déterminer même sur quelles bases établir un calcul valable. Si l'on ne tient pas compte des besoins d'importation purement momentanés ou exceptionnels, comme les œufs et les produits laitiers importés de la zone dollar immédiatement après la fin des hostilités, ou le charbon qu'il a fallu importer de temps à autre pour compenser les retards de la production européenne pendant les années d'après guerre, le problème du dollar, tel qu'il se pose en Europe occidentale après la guerre, présente un double aspect : en premier lieu, si l'on voulait maintenir les importations de l'Europe occidentale en provenance de la zone dollar à leur niveau d'avant guerre et porter les exportations à destination de cette zone au volume qu'elles atteignaient avant 1939,

il n'en restait pas moins, après la guerre, vis-à-vis de la zone dollar, un déficit de quelque 2 milliards de dollars par an, déficit que ne venaient plus combler, pour les raisons exposées ci-dessus, les recettes en dollars provenant de pays tiers. En second lieu, l'Europe devait procéder à des importations supplémentaires en provenance de la zone dollar pour une valeur guère inférieure sans doute au chiffre que l'on vient de citer, afin d'obtenir les marchandises essentielles qu'elle ne pouvait plus se procurer auprès des sources d'approvisionnement auxquelles elle s'adressait autrefois; elle devait, en outre, faire face à de nouveaux besoins plus importants en divers autres produits, notamment le pétrole, dont l'achat entraîne de fortes dépenses en dollars [1]. On peut donc évaluer très approximativement à 3 milliards et demi ou 4 milliards de dollars au minimum le montant supplémentaire qu'il lui faudrait soit gagner, directement ou indirectement, soit économiser, en remplaçant les importations anciennes ou nouvelles provenant de la zone dollar par des produits achetés à des pays situés hors de cette zone [2].

Considérés sous un angle moins restreint, les problèmes qui se sont posés à l'Europe occidentale après la guerre en matière de paiements, et en particulier le problème du dollar, apparaissent comme le résultat de changements importants, accentués, sinon provoqués, par la guerre, et qui se sont maintenus une fois les hostilités terminées. Il convient de citer notamment le fait que plusieurs des régions sur lesquelles l'Europe occidentale comptait autrefois pour s'approvisionner en produits dont elle avait besoin et pour se procurer des dollars, ont acquis plus d'indépendance, tant politique qu'économique. Le sentiment et les mouvements nationalistes se sont beaucoup développés dans les territoires dépendant de l'Europe occidentale. Certains de ces territoires ont ainsi réussi à conquérir leur autonomie totale, mais même les territoires qui demeurent rattachés à une métropole sont désormais en mesure de participer plus activement à la conduite de leurs affaires qu'ils ne le faisaient avant la guerre. Cette même évolution de l'opinion a amené d'autres pays producteurs de produits de base à chercher à s'assurer une plus grande indépendance économique, grâce à une intervention plus vigoureuse du gouvernement dans la vie économique; cette intervention s'est traduite, dans certains cas, par l'expropriation des capitaux étrangers et le retrait des concessions qui avaient été accordées à des entreprises étrangères, et, d'une façon plus générale, par le développement industriel et une tendance de plus en plus marquée à organiser leurs propres transports maritimes et autres services. Ces pays ne sont plus au même point débiteurs de l'Europe occidentale et il y a eu renversement du rapport d'échange en faveur des producteurs primaires : tels sont les principaux facteurs qui ont contribué à accroître cette indépendance économique et à créer des conditions propices à son épanouissement ultérieur.

Une telle évolution ne pouvait manquer de poser des problèmes ardus à l'Europe occidentale et, en particulier, au Royaume-Uni, qui en étaient venus, au cours des années, à compter beaucoup sur les fournitures de produits essentiels en provenance des autres régions et sur les recettes invisibles qui leur permettaient d'en payer une grande partie. La guerre n'avait pas compromis, dans l'ensemble, la capacité de production de l'Europe occidentale et, à condition de le vouloir, on pouvait encore développer cette capacité de façon suivie. Toutefois, pour établir un nouvel équilibre dans ses relations avec le reste du monde, il fallait, non seulement opérer un redressement et des progrès dans l'économie interne, mais aussi créer un nouvel ensemble de relations économiques faisant cadrer les besoins et les intérêts de l'Europe occidentale avec ceux des autres régions.

Pour renouveler ainsi la structure des échanges, il fallait, d'une part, prendre des mesures concrètes en vue d'augmenter les approvisionnements mondiaux en denrées alimentaires et en matières premières et, d'autre part, adapter la production et les exportations de l'Europe occidentale de manière que celle-ci puisse satisfaire, en concurrence avec les Etats-Unis, la demande des autres régions qui n'était plus la même qu'avant 1939. En d'autres termes, l'Europe occidentale devait chercher à rétablir et à développer le courant de ses importations en provenance de pays n'appartenant pas à la zone dollar et, en même temps, à accroître le volume et modifier la composition de ses exportations afin de supplanter les produits américains sur les marchés de ces pays et de gagner ainsi les dollars qui, autrement, seraient retournés directement aux Etats-Unis. Cela demandait un effort de volonté et du temps, mais cela exigeait aussi, de la part de l'Europe occidentale, tant en Europe même que dans d'autres régions, d'importants investissements nouveaux, ce qui ajoutait à l'ampleur de l'accroissement des exportations nécessaire pour lui permettre d'équilibrer sa balance des paiements extérieurs.

---

[1] On trouvera au Chapitre 6 des renseignements détaillés sur les changements survenus dans l'origine et la composition des importations de l'Europe occidentale.

[2] On constatera que cette estimation diffère de celles que l'on trouve à la section 1 du Chapitre 7, lesquelles se rapportent aux autres modifications fondamentales qui s'imposent, étant donné la situation actuelle en matière de dollars; de plus, le chiffre supérieur indiqué dans ces évaluations tient compte de la nécessité d'accroître les réserves en or et en dollars de l'Europe occidentale.

Il était possible d'alléger ces charges et de rendre moins indispensable la nécessité de ne plus s'approvisionner dans la zone dollar dans la mesure où l'Europe occidentale pouvait intensifier ses exportations d'articles manufacturés vers les Etats-Unis et les pays voisins. Mais — pour donner une idée de l'ampleur du problème — si l'on avait voulu le résoudre uniquement par ce moyen, il aurait fallu tripler, par rapport à l'avant-guerre, le volume des exportations vers une région capable plus que jamais de se suffire à elle-même et dont le principal marché, les Etats-Unis, admettait bien les produits de base qui ne faisaient pas concurrence à ceux qu'il possédait, mais opposait une protection des plus efficaces contre l'entrée de la plupart des articles que l'Europe occidentale pouvait offrir. Il y avait des chances pour que les possibilités d'un réaménagement du commerce dans ce sens restent assez limitées si les deux parties n'arrivaient pas d'abord à saisir clairement l'objectif à atteindre et les conséquences que cela entraînait pour elles et ensuite à les accepter.

Un autre moyen de résoudre partiellement le problème consistait à restreindre les importations en provenance de la zone dollar, en les limitant aux produits strictement indispensables. En l'occurrence, il fallut d'ailleurs en passer par là, puisque toutes les autres méthodes exigeaient nécessairement du temps pour produire leurs effets. Cependant, il était impossible de trouver dans cette voie la solution immédiate et totale du problème, car, pour cela, il aurait fallu ramener les importations en provenance de la zone dollar aux deux tiers seulement, et même moins, de leur volume d'avant guerre, à un moment où les approvisionnements que l'Europe occidentale recevait d'autres sources avaient diminué. Au surplus, imposer aux importations de la zone dollar des restrictions sévères n'allait pas sans dangers. Le plus grave — qui d'ailleurs a sans cesse gêné le commerce des pays de l'Europe occidentale depuis la guerre — tenait au fait que ces restrictions risquaient, par une sorte de contagion, de s'étendre aux échanges entre pays n'appartenant pas à la zone dollar, chacun d'entre eux s'efforçant de se procurer auprès des autres les dollars tant recherchés, ce qui n'amenait pas à une solution d'ensemble mais au contraire paralysait les échanges qui, autrement, auraient pu se développer à l'avantage mutuel des pays intéressés.

En attendant de trouver des solutions qui remédient plus complètement au profond déséquilibre entre ses besoins et ses recettes en dollars, l'Europe occidentale a pu éviter la pénurie grave et le marasme industriel dont elle était menacée grâce, comme on l'a vu, aux Etats-Unis qui ont bien voulu lui fournir l'aide financière dont elle avait besoin pour payer ses importations essentielles, et lui ont facilité également de la sorte le grand effort d'investissement qu'elle devait faire. Mais, ici encore, une assistance de ce genre comportait certains dangers, car le fait même de combler le déficit avait pour effet de masquer la nécessité d'une solution plus radicale et d'émousser la volonté de la trouver; on risquait, par conséquent, de voir le commerce mondial se figer dans une structure qui, pour durer, exigeait une aide. Pour éviter ce danger, il fallait que les deux parties se rendent très nettement compte de la nature des ajustements qui s'imposaient et des moyens qui permettraient de les opérer.

DEUXIÈME PARTIE
LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET LEURS RÉSULTATS

Chapitre 3

L'EUROPE ORIENTALE

La méthode qui consiste à examiner dans un chapitre distinct la situation des pays de l'Europe orientale, même pour une étude purement économique, s'impose d'elle-même : chacun de ces pays a, depuis la guerre, connu une révolution politique qui s'est accompagnée, parmi d'autres mutations, d'une transformation complète du régime de propriété; en outre, dans chacun de ces pays, le gouvernement s'est efforcé depuis peu d'opérer, dans la structure industrielle de l'économie, des changements beaucoup plus radicaux que ceux qui ont jamais été effectivement tentés dans les pays de l'Europe occidentale [1]. Pour atteindre l'objectif fixé de façon si résolue que constituait la révolution industrielle, et pour réaliser les ambitieux programmes d'investissements qu'elle postulait, les gouvernements étaient décidés à restreindre dans l'immédiat la consommation privée dans des proportions inégalées même dans les économies occidentales qui ont connu le développement le plus rapide; en centralisant sous une seule autorité la direction de l'économie, la révolution politique plaçait les gouvernements dans une situation particulièrement forte pour appliquer cette décision.

Au demeurant, les années d'après guerre sont loin de constituer, dans ces pays, une période homogène. Partout, l'on peut nettement distinguer deux phases successives : la phase de reconstruction, caractérisée par des compromis entre des intérêts et des points de vue opposés, puis la phase de planification à long terme nettement conçue en vue d'une transformation de toute la structure de l'économie. Ces deux phases ne se sont pas déroulées exactement au même moment dans tous ces pays : d'une façon générale, il semble que les années 1949 et 1950 aient marqué le moment où à un certain éclectisme dans les méthodes a succédé une politique plus uniforme et plus résolue d'investissements massifs visant à établir rapidement une économie mieux équilibrée et plus puissante.

[1] Jusqu'à une date récente, l'Allemagne orientale a fait en partie exception à cet égard, comme d'ailleurs pour la plupart des tendances générales constatées à propos de l'Europe orientale. Jusqu'en 1948, la politique pratiquée en Yougoslavie ne s'est guère distinguée de celle que les autres pays de l'Europe orientale ont commencé à suivre un peu plus tard. Depuis lors, la politique économique yougoslave a suivi d'autres voies, bien qu'un grand nombre des réformes de structure opérées aient été maintenues.

1. La phase de reconstruction

Il n'est nullement surprenant que l'on éprouve des difficultés à déceler en Europe orientale, au cours des premières années qui ont suivi la guerre, une tendance générale par rapport à laquelle on puisse mesurer les écarts accusés par tel ou tel pays. Avant la guerre, les différences de structure économique et sociale entre les divers pays étaient aussi grandes que celles que l'on peut constater dans d'autres parties de l'Europe. Ainsi, la Saxe, la Silésie, la Bohême et la Moravie étaient des régions très industrialisées, alors qu'ailleurs, en dehors de quelques îlots industriels tels que Budapest, Lodz et Ploesti-Bucarest, l'agriculture (généralement assez rudimentaire) et l'industrie forestière constituaient une source d'activité insuffisante pour de vastes populations. Dans les régions rurales de la Hongrie, de la Pologne et de la Roumanie, la concentration de la propriété d'un tiers ou de la moitié des terres entre les mains d'un groupe restreint de propriétaires allait de pair avec une exploitation insuffisante du sol, une répartition extrêmement inégale des revenus et de la fortune, et une attitude des classes dirigeantes à l'égard de la paysannerie, dont on n'a guère eu d'exemple en Europe occidentale depuis la Révolution française. S'il y a eu quelques grandes entreprises industrielles en Bulgarie et en Roumanie, elles furent créées par des capitaux étrangers, et même en Hongrie et en Pologne, la participation des capitaux étrangers dans l'industrie et dans la banque était très considérable. Au surplus, par suite du caractère trop peu diversifié de leur économie, la Bulgarie et la Roumanie étaient particulièrement mal placées pour résister à l'exploitation économique par des pays industriels, et notamment par l'Allemagne entre 1930 et 1939.

Pendant la guerre, si cet état de choses s'est modifié, c'est dans le sens d'une accentuation des différences qui séparaient les régions déjà industrialisées de celles qui ne l'étaient pas. En Hongrie, en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie, l'industrie se développa; dans la Pologne centrale et, après 1941, en Bulgarie, elle ne réalisa aucun progrès; en Roumanie, l'exploitation des ressources en matières premières fut intensifiée, mais l'industrie manufacturière ne subit aucun changement. Les modifications de frontières, puis l'expulsion des Allemands à la fin de la guerre créèrent de nouveaux problèmes et fournirent de nouvelles possibilités aux Polonais et aux Tchèques, mais ne modifièrent guère la situation des autres pays, exception faite, là encore, bien entendu, de l'Allemagne orientale. L'obligation où se trouvèrent l'Allemagne orientale et ses anciens alliés, la Hongrie et la Roumanie [1], de payer des réparations à l'Union soviétique leur imposa une charge supplémentaire; la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Albanie bénéficièrent grandement des livraisons qui leur furent fournies par l'UNRRA [2].

La situation et les possibilités étant, au départ, si différentes, la politique économique suivie dans les divers pays pour résoudre des problèmes délicats ne pouvait manquer de varier beaucoup d'un pays à l'autre, d'autant plus que l'équilibre des forces politiques ne se présentait pas de la même façon dans chacun d'entre eux. Aussi l'ampleur des premières mesures de nationalisation a-t-elle été fort différente suivant les pays. Partout le commerce extérieur devint un monopole de l'Etat, mais l'analogie s'arrête là. En Pologne, toute la grande industrie, ou peu s'en faut, fut rapidement nationalisée [3], ce qui était à peu près inévitable, puisqu'un grand nombre des anciens propriétaires des entreprises, ou leurs héritiers, avaient disparu sans laisser de trace, avaient volontairement quitté le pays, ou avaient été expulsés. De même, en Tchécoslovaquie, toutes les industries de base — mines, gaz et électricité, industrie métallurgique et industrie chimique — furent nationalisées dès 1945 en même temps que l'importante industrie de la verrerie, les grandes entreprises des autres industries manufacturières et les compagnies d'assurances (mais non pas les banques). Pourtant, même dans ces deux pays, toute une série de petites entreprises (et certaines plus importantes en Tchécoslovaquie [4]) de l'industrie manufacturière demeurèrent dans le secteur privé. Dans les autres pays [5], le secteur pris en charge par l'Etat était bien plus limité. En Hongrie, les premières mesures de nationalisation n'ont atteint que les charbonnages et, quelques mois plus tard, les entreprises d'électricité; les banques commerciales furent soumises à un contrôle fort étroit de la part de la Banque nationale, mais elles ne furent à proprement parler nationalisées qu'à la fin de 1947. En Bulgarie, le secteur nationalisé ne comprenait, jusqu'en 1947, que les assurances, certaines mines et les industries de l'alcool et du tabac [6], comme, bien entendu, les chemins de fer qui étaient devenus une entreprise d'Etat dans tous les pays de l'Europe orientale dès la première guerre mondiale ou même avant. En Roumanie, aucune loi de nationalisation ne fut promulguée jusqu'au milieu de 1948; toutefois, des sociétés mixtes soviéto-roumaines furent créées dans plusieurs secteurs de l'économie [7]. Mais il existait dès avant la guerre des entreprises d'Etat fort importantes dans la métallurgie, les industries mécaniques et les manufactures de tabac.

On constate des différences semblables dans les mesures prises pour modifier le régime foncier. En Hongrie et en Pologne, où l'on n'avait pour ainsi dire guère touché aux grands domaines après la première guerre mondiale, et en Roumanie, où les effets de la réforme agraire effectuée en 1918 avaient

[1] En 1946, les livraisons effectuées au titre des réparations par l'Allemagne orientale et par la Hongrie atteignaient peut-être respectivement jusqu'à un cinquième et un dixième du produit national de ces pays, qui était alors à un faible niveau. Indépendamment du fait que le montant des réparations a régulièrement diminué au cours des années suivantes, l'accroissement du produit national a eu pour effet de réduire de beaucoup le fardeau de ces réparations.

[2] La valeur totale des livraisons effectuées par l'UNRRA s'est chiffrée à 478 millions de dollars pour la Pologne, 261 millions de dollars pour la Tchécoslovaquie, et 26 millions de dollars pour l'Albanie. Dans le cas de la Pologne, par exemple, cette aide a représenté, en 1946, 11% du revenu national net de ce pays.

[3] Aux termes du décret polonais du 3 janvier 1946, furent nationalisés les mines, l'énergie, l'industrie aéronautique et celle des armements, les hauts fourneaux et les cokeries, les brasseries, les minoteries et les raffineries de sucre, ainsi que les entreprises industrielles et de transport, banques, compagnies d'assurances et entreprises commerciales appartenant au Reich allemand et à ses ressortissants.

[4] Les entreprises des industries mécaniques comptant moins de 500 ouvriers et employés n'avaient pas été nationalisées; le critère choisi était différent selon les industries : à la limite inférieure (dans l'industrie de la céramique), ce sont les entreprises comptant moins de 150 ouvriers qui restèrent dans le secteur privé.

[5] L'Albanie faisait exception, mais, en tout état de cause, l'industrie n'y revêtait qu'une importance négligeable, comme aujourd'hui encore d'ailleurs.

[6] Il est juste d'ajouter qu'en Bulgarie, l'industrie n'avait, de toute façon, qu'une importance relativement faible.

[7] C'est pour l'industrie du pétrole, les transports aériens et fluviaux, la banque et l'industrie du bois, que les premières de ces sociétés furent créées. Par la suite, des entreprises du même ordre furent créées dans les charbonnages, dans les industries métallurgiques et chimiques, dans l'industrie fabriquant du matériel pour la production du pétrole, dans l'industrie du gaz naturel, dans les constructions navales et dans l'industrie du bâtiment. Une société mixte créée dans l'industrie cinématographique a été dissoute depuis.

été, dans une certaine mesure, annulés par le rachat des terres, l'on procéda à des réformes agraires du type classique, mais sans que les propriétaires fonciers fussent indemnisés comme ils l'auraient été en des temps moins révolutionnaires; par contre, en Bulgarie, où une alliance politique de longue date, remontant à la révolution de 1924, unissait les paysans — presque tous petits exploitants [1] — et les ouvriers des villes, la redistribution des terres n'a forcément eu qu'une ampleur relativement faible, et les encouragements officiels donnés à la création de coopératives semblent avoir bénéficié, au début tout au moins, du plein appui des paysans eux-mêmes. En Tchécoslovaquie et en Pologne, un grand nombre de petits propriétaires s'installèrent dans les régions évacuées par les Allemands. Le Gouvernement polonais fit preuve de réalisme et comprit que seuls des paysans possédant leurs terres seraient prêts à travailler avec assez d'ardeur — avec un matériel des plus primitifs et des moyens de traction très restreints — pour mettre rapidement en culture les terres récemment acquises.

Les différences d'un pays à l'autre ont été également importantes, au début, en matière de politique monétaire. En Hongrie, ce n'est que vers le milieu de 1946, et en Roumanie vers le milieu de 1947, que l'hyperinflation a été arrêtée à la suite d'une réforme monétaire; en Pologne, on a laissé monter les prix de détail de 75 % pendant les deux années qui ont suivi la guerre; en Bulgarie, c'est dès 1946 que la masse de monnaie en circulation qui s'était accumulée pendant la guerre a été quelque peu réduite; enfin, le Gouvernement tchécoslovaque a procédé à une réforme monétaire immédiatement après la guerre, puis a laissé subsister, pendant plusieurs années, une inflation refoulée [2] caractérisée par l'accroissement de la monnaie en circulation et une hausse incessante du niveau des prix, freinée cependant par des mesures de répartition.

En matière de politique fiscale, on retrouve les mêmes différences qui existaient auparavant entre les régimes fiscaux des divers pays et il n'y a pas eu d'innovations importantes dans ce domaine [3]. En Hongrie et en Roumanie, on continuait à compter surtout sur certaines taxes indirectes spécifiques; en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Bulgarie, les impôts directs assuraient près de la moitié des recettes budgétaires.

Après une brève période [4] de confusion relative, des plans de reconstruction ont été publiés dans tous les pays de l'Europe orientale [5].

Les objectifs généraux visés par ces plans étaient, dans l'ensemble, les mêmes; reconstruction et pleine utilisation de la capacité de production et de la main-d'œuvre; toutefois, ces plans étaient loin d'accorder tous la même importance à certains objectifs. Par exemple, le plan triennal polonais donnait, par la force même des choses, la priorité à la remise en état des charbonnages et des moyens de transport et au rétablissement des communications; le plan biennal tchécoslovaque consacrait une attention particulière à l'industrialisation de la Slovaquie, qui était la région la moins développée du pays; le plan biennal bulgare faisait à l'agriculture une place plus grande que les autres plans. Tous les plans prévoyaient une expansion du commerce extérieur, tant avec les pays avec lesquels des relations commerciales suivies existaient depuis longtemps qu'avec l'Union soviétique, mais en Pologne et en Tchécoslovaquie, l'importance accordée aux exportations était plus grande qu'ailleurs. La proportion des ressources consacrées aux investissements devait augmenter, encore que ces ressources fussent appelées à rester insuffisantes, mais on mettait l'accent sur l'élévation des niveaux de vie que l'on se proposait d'obtenir pendant la période de planification. La proportion des ressources qui devaient être réservées aux investissements était loin d'être la même dans les divers pays : en Tchécoslovaquie, où le capital par habitant était déjà probablement plus élevé qu'avant la guerre [6], en raison du développement industriel effectué par les Allemands pendant la guerre et de l'exode des Allemands des Sudètes, la nécessité

[1] La Bulgarie apparaît comme le seul pays de l'Europe orientale où la violente campagne menée contre les *koulaks* n'ait pas eu une ampleur extrême.

[2] En fait, il semble probable que cette inflation n'a jamais cessé depuis; la Tchécoslovaquie est le seul pays de l'Europe orientale où aucune réforme monétaire n'ait eu lieu depuis 1945.

[3] L'Allemagne orientale fait exception. L'accise sur les alcools a atteint de telles proportions qu'elle est devenue — comme c'était le cas en Russie sous l'ancien régime — la source la plus importante des recettes de l'Etat; la plus grande partie du produit de cet impôt provient, sans aucun doute, des quantités considérables d'alcool sorties en contrebande d'Allemagne orientale et consommées en Allemagne occidentale. L'on peut se faire une idée de l'importance qu'avait acquise cet impôt dès 1949 d'après l'observation faite par un fonctionnaire du Ministère des finances (M. W. Georgino) au début de 1950 : « Tous les espoirs de nos ennemis ont été vains; la baisse des recettes provenant de la taxe sur les alcools, qui est une conséquence inévitable d'un meilleur approvisionnement en biens de consommation, n'a pas compromis l'équilibre financier » (*Deutsche Finanzwirtschaft*, Berlin, N° 4, 1950, page 146).

[4] A vrai dire, dans trois pays, cette période n'a pas été très brève. En Roumanie, en Allemagne orientale et en Albanie, il n'y a eu aucun plan officiel de reconstruction avant 1949; cependant, en Roumanie, deux plans fragmentaires avaient été publiés en 1948; en Albanie, un Bureau national de planification avait été créé dès 1946, et certains plans préliminaires furent élaborés sur les conseils d'experts yougoslaves.

[5] Les plans établis par les Gouvernements bulgare et tchécoslovaque portaient sur deux années (1947 et 1948), ceux des Gouvernements hongrois et polonais sur trois années (1947 à 1949). Les plans dont l'exécution commença en 1949 portaient sur deux années (en Allemagne orientale et en Roumanie, il y eut, à strictement parler, deux plans d'un an).

[6] Voir Chapitre 1, pages 3 et 4.

Tableau 7

LE REVENU NATIONAL ET L'INVESTISSEMENT DANS QUATRE PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

Pays	Année	Revenu national	Investissement [a]		Répartition des investissements, en pourcentages [a]						
						Industrie et bâtiment					
		En milliards d'unités de monnaie nationale [b]		En pourcentage	Agriculture et forêts	Industrie légère	Industrie lourde	Total	Transports	Logements nouveaux	Services publics et autres investissements
Pologne	1947	1 392	114	8.2	6.9	5.4	26.7	32.1	26.8	19.9	14.3
	1948	1 703	137	8.0	10.3	10.4	24.2	34.6	19.0	19.4	16.8
	1949	1 812	225	12.4	10.0	10.1	31.9	42.0	18.0	8.0	22.0
	1950	2 192	345	15.7	10.0	10.5	31.5	42.0	16.0	8.0	24.0
	1951	2 457	476	19.4	8.6	11.1	31.5	42.6	15.8	11.0	22.0
Tchécoslovaquie	1947	160	27.7	17.3	5.8	..	..	26.0	24.0 [c]	29.4	14.8 [c]
	1948	176	35.4	20.1	5.2	..	..	20.9	23.5 [c]	32.4	18.0 [c]
	1949	198	46.8	23.6	..	..	..	..	..	..	..
	1950	213	47.4	22.3	..	..	..	..	..	..	..
	1951	244	60.2	24.7	..	..	..	..	..	..	..
Allemagne orientale	1949	28.7	2.0	7.0	11.0	6.3	32.3	38.6	10.0	11.7	28.7
	1950	32.4	2.7	8.3	14.0	8.1	36.0	44.1	8.1	10.0	23.8
	1951	41.9	3.7	8.8	11.1	7.3	38.7	46.0	11.1	15.9	15.9
Hongrie	1938	22.9	3.16	13.8	15.2	9.2	18.6	27.9	11.0 [c]	23.1	22.8 [c]
	1946/47 [d]	13.9	0.50	3.6	..	..	..	..	..	..	..
	1947/48 [d]	18.8	2.00	10.6	4.5	6.5	32.0	38.5	19.0 [c]	9.0	29.0 [c]
	1949	25.0	4.47	17.9	6.9	..	..	38.0	16.1 [c]	10.3	28.6 [c]
	1950	28.5	6.00	21.0	10.5	4.2	40.5	44.7	21.6	14.7	8.4
	1951	34.3	8.75	24.5	10.3	3.6	48.0	51.6	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Formation de capital fixe (chiffres bruts).

[b] Aux prix constants; en Tchécoslovaquie et en Pologne, aux prix de 1947; en Hongrie, aux prix de janvier 1947 fixés dans le plan; en Allemagne orientale, aux prix de 1949 fixés dans le plan.

[c] Les routes et les voies navigables intérieures sont comprises dans la rubrique « Autres investissements ».

[d] Période allant d'août à juillet.

de procéder à de nouveaux investissements dans l'industrie était évidemment moins urgente que dans la plupart des autres pays; comme le montre d'ailleurs le Tableau 7, une part plus grande des sommes consacrées aux investissements a été affectée à la construction de logements.

Dans tous ces pays, les plans ne portaient que sur la grande industrie; les objectifs fixés pour les autres secteurs de l'économie constituaient plutôt des directives dont les gouvernements n'étaient pas en mesure d'imposer directement l'application [1]. Même dans le secteur de l'industrie, les pouvoirs des gouvernements étaient loin d'être absolus. Les « postes de commande de l'économie », pour reprendre l'expression de Lénine, c'est-à-dire la grande industrie, les transports, le commerce extérieur et certaines institutions de crédit — mais non pas toutes — furent nationalisés; toutefois, sauf en Pologne [2], une partie importante de

[1] Les objectifs fixés pour la petite industrie, le commerce et l'agriculture semblent, par leur nature, constituer à la fois des objectifs proprement dits et des prévisions, comme ce fut le cas dans tous les *Economic Surveys* publiés au Royaume-Uni pendant la même période. C'est ainsi que, traitant de « La planification de l'économie nationale dans les pays européens de démocratie populaire », dans *Planovoe Khoziaistvo*, Moscou, N° 4, 1952, P. Krylov écrit ce qui suit : « Les plans de relèvement de l'économie nationale revêtaient, dans une large mesure, le caractère de directives générales et ils n'étaient élaborés dans le détail que pour des secteurs économiques aussi importants que la grande industrie et les transports » (page 78).

[2] Même en Pologne, la loi de 1946, dite « loi de fer », garantissait que les entreprises créées après la promulgation de la loi « ne seraient pas nationalisées, même si elles se développaient au point d'employer plus de 50 ouvriers par équipe » (ce chiffre servait de critère pour décider quelles entreprises devaient être nationalisées); cette loi garantissait en outre à ces entreprises « la liberté de se développer et l'appui de l'Etat dans le cadre du plan économique national » (voir les articles 1 et 2 de la loi du 3 janvier 1946). Cette loi n'a jamais été abrogée : on peut néanmoins se rendre compte à quel point elle est devenue lettre morte en constatant que l'industrie, le commerce et les transports sont maintenant entièrement nationalisés en Pologne (voir Tableau 7).

l'industrie resta dans le secteur privé pendant la première phase de la période de reconstruction.

Quoi qu'il en soit, comme le montre le tableau ci-dessous, les objectifs prévus pour l'industrie dans son ensemble ont été atteints; en Pologne et en Hongrie, ils ont même été sensiblement dépassés. Comme l'on pouvait s'y attendre, il y eut, certes, quelques ombres au tableau, mais — sauf en Hongrie où la production des textiles et des engrais est restée inférieure de 10 à 15% aux objectifs, alors que pour certaines branches favorisées des industries mécaniques, les résultats obtenus ont au contraire largement dépassé les prévisions — ces insuffisances se retrouvent dans des proportions à peu près égales dans l'industrie légère et dans l'industrie lourde [1]. Pour l'agriculture, par suite des mauvaises conditions atmosphériques qui ont sévi dans l'Europe méridionale, le niveau fixé pour la production n'a pas pu être atteint en Bulgarie et en Roumanie, mais l'écart n'a cependant pas été tel que l'on puisse en déduire que ces niveaux avaient été fixés sans tenir compte des possibilités.

A la fin de la phase de reconstruction, la structure et les niveaux de la production furent donc, d'une manière générale, dans tous les pays de l'Europe orientale, très proches de ce que les gouvernements avaient désiré qu'ils fussent. A cet égard, la planification a incontestablement été couronnée de succès. Sur l'ampleur des progrès réalisés, par comparaison avec les années d'avant guerre, les indices ci-dessus ne sont pas significatifs, car il s'agit d'indices de la production *brute*, c'est-à-dire d'indices calculés d'après la production totale de toutes les entreprises industrielles et agricoles, sans qu'il soit tenu aucun compte du fait que la production d'une entreprise reparaît fréquemment comme élément de production dans une autre. Si la mesure dans laquelle on est ainsi amené à compter deux fois certains éléments était restée constante, cela n'aurait eu aucun inconvénient; mais, en fait, il n'est pas douteux que cette mesure a augmenté assez pour que ces indices perdent une grande partie de leur valeur si l'on veut s'en servir pour connaître la production finale [2]. Au surplus, l'accroissement de la production industrielle pendant la période considérée [3] a certainement été contrebalancé en partie par une régression de la production des secteurs artisanaux des divers pays qui, pour être importante, n'en échappaient pas moins presque entièrement aux efforts de planification, et pour lesquels les chiffres de production se trouvaient enregistrés de façon bien moins précise.

Les évaluations du revenu national donnent une indication plus exacte, car, en principe du moins, elles portent sur tous les secteurs productifs [4] d'une économie et éliminent les doubles emplois. A en juger d'après ce critère, les progrès réalisés ont été assez faibles, sauf dans un pays. Comme on peut le voir

Production brute prévue et effective [a]
au cours de la dernière année du plan de reconstruction
(En pourcentage du niveau d'avant guerre [b])

	Industrie		Agriculture	
	Objectifs	*Production effective* [c]	*Objectifs*	*Production effective* [d]
Pologne (1949) [e]	148	177	76	77
Tchécoslovaquie (1948) . .	110	111 [c]	100	90
Allemagne orientale (1950)	103	107 [c]	..	85
Hongrie (1949)	127	153	90	91
Roumanie (1949)	117	117	100	86
Bulgarie (1948)	167	170 [c]	134	115 [e]

Sources : Texte des plans et rapports sur l'état d'exécution des plans Voir Annexe B.

a Ainsi qu'on l'explique plus loin, les indices de la production brute qui figurent dans la deuxième et la quatrième colonne du tableau ne correspondent que très imparfaitement à ce qu'a été la production finale. On peut cependant les comparer utilement avec les indices prévus dans les plans, car ces derniers indices ont été calculés de la même façon.

b 1936 en Allemagne orientale, 1937 en Tchécoslovaquie, 1938 en Pologne, en Hongrie et en Roumanie, 1939 en Bulgarie.

c D'autres indices ont été publiés dans des documents officiels, à savoir : en Tchécoslovaquie, industrie — 100 ; en Allemagne orientale, industrie — 112 ; en Bulgarie, industrie — 185, agriculture — 99,7. Voir Annexe B.

d Les chiffres relatifs à l'agriculture diffèrent de ceux dont il est fait état au Chapitre 9 et qui reposent sur les évaluations, faites par la FAO, des changements survenus depuis 1934-1938 à l'intérieur des limites territoriales d'après guerre de chaque pays.

e Les chiffres indiquent la production brute dans les limites territoriales d'après guerre en pourcentage de la production brute dans les limites territoriales d'avant guerre.

[1] Ce dernier terme comprend les industries extractives, la production d'électricité et les industries fabriquant des biens de production, tels que les produits chimiques, ainsi que les industries de biens d'équipement.

[2] Par exemple, si le beurre, au lieu de continuer à être fabriqué dans des fermes, est fabriqué dans des usines, la production brute de l'industrie s'augmente de toute la valeur du beurre fabriqué, alors que la production brute de l'agriculture n'est diminuée que de la différence entre la valeur du beurre et celle du lait qui sert à le fabriquer. (Ce sont surtout des changements de ce genre qui expliquent les fortes augmentations constatées dans la production des industries alimentaires dans les pays de l'Europe orientale.) Si, comme cela a été le cas, l'élevage se développe aux dépens de la production de cultures vivrières, la production brute de l'agriculture augmente, parce que les récoltes utilisées pour nourrir les animaux sont comptées deux fois. Si, pour des raisons de contrôle administratif, la production d'une usine intégrée est enregistrée à plusieurs stades différents de fabrication, la production brute de cette usine devient fonction du nombre d'unités administratives que comprend l'usine.

[3] La distorsion par excès des indices de la production industrielle brute s'est encore accentuée après la phase de reconstruction. Voir Annexe B.

[4] Dans les pays de l'Europe orientale, les services qui ne sont pas directement liés à la production ou au transport des marchandises ne sont pas considérés comme productifs et l'on ne tient donc pas compte de la valeur qu'ils représentent pour calculer le revenu national. Pour un pays pauvre qui s'efforce de développer son industrie et de réduire l'excès de main-d'œuvre habituel dans les activités tertiaires, la définition marxiste du revenu national présente certains avantages évidents par rapport à la notion plus vaste qui convient aux riches pays industrialisés et qui est aussi généralement adoptée maintenant par les pays insuffisamment développés.

Tableau 8

PRODUIT NATIONAL DANS LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE, PAR SECTEUR D'ORIGINE

	En pourcentages		En milliards d'unités de monnaie nationale, aux prix constants du marché [a]					
	1948	1951	Avant-guerre [b]	1947 [c]	1948 [c]	1949	1950	1951
POLOGNE								
Agriculture	*24.0*	*19.6*	..	3.44	4.33	4.73	5.25	5.09
Industrie et artisanat : Biens de production	*16.7*	*22.4*	} ..	{ 2.31	3.00 }	7.80	10.45	{ 5.81
Biens de consommation	*27.3*	*27.3*		{ 4.12	4.91 }			{ 7.09
Construction	*3.7*	*8.5*	..	0.50	0.67	0.85	1.60	2.21
Transports et communications	*9.6*	*10.5*	..	1.35	1.74	2.00	2.40	2.74
Commerce et autre « production matérielle »	*18.7*	*11.7*	..	3.01	3.37	3.80	3.50	3.04
Total	*100.0*	*100.0*	..	14.73	18.02	19.18	23.20	25.98
TCHÉCOSLOVAQUIE								
Agriculture	*17.6*	*15.1*	13.1	..	9.9	10.6	11.1	11.8
Industrie et artisanat : Biens de production	*26.5*	*28.7*	} 30.0	{ ..	15.0 }	40.1	41.8	{ 22.4
Biens de consommation	*35.4*	*33.8*		{ ..	20.0 }			{ 26.4
Construction	*6.0*	*8.5*	3.5	..	3.4	4.0	5.4	6.6
Transports et communications	*4.7*	*4.6*	1.9	..	2.7	2.9	3.3	3.6
Commerce et alimentation	*9.8*	*9.3*	8.0	..	5.5	6.0	6.6	7.3
Total	*100.0*	*100.0*	56.5	51.4	56.5	63.6	68.2	78.1
ALLEMAGNE ORIENTALE (aux prix *courants*)			*Non compris Berlin-Est*			*Y compris Berlin-Est* [d]		
Agriculture	*16.2*	*13.0*	2.5	2.0	2.5	2.5	2.9	3.5
Industrie et artisanat	*46.2*	*46.5*	6.3	6.2	7.1	9.3	10.4	12.5
Logement	*3.2*	*3.0*	0.6	0.5	0.5	0.8	0.8	0.8
Autre construction	*5.2*	*7.4*	1.1	0.7	0.8	1.3	1.3	2.0
Transports et commerce	*18.8*	*20.1*	2.9	2.1	2.9	3.4	4.3	5.4
Services	*10.4*	*10.0*	1.6	1.4	1.6	2.7	2.7	2.7
Total	*100.0*	*100.0*	15.0	12.9	15.4	20.0	22.4	26.9
HONGRIE								
Agriculture	*26.7*	*20.1*	6.8	4.0	5.1	6.1	6.2	6.9
Industrie : Biens de production	*18.3*	*28.6*	3.0 }	4.9	{ 3.5	5.2	7.1	9.8
Biens de consommation	*19.9*	*19.0*	4.8 }		{ 3.8	5.1	5.8	6.5
Artisanat	*8.9*	*4.4*	2.0	1.4	1.7	2.0	1.7	1.5
Construction	*2.6*	*5.8*	1.1	0.4	0.5	1.0	1.4	2.0
Transports	*3.7*	*3.5*	0.8	0.5	0.7	0.9	1.0	1.2
Commerce et impôts indirects	*19.9*	*20.1*	4.6	2.8	3.8	5.0	5.8	6.9
Total	*100.0*	*100.0*	23.1	14.0	19.1	24.9	28.8	34.3
ROUMANIE								
Agriculture	*50*	*33*	..	..	..	..	..	..
Industrie	..	*52*	..	..	..	..	..	..
Autres	..	*15*	..	..	..	..	..	..
Total	*100*	*100*	626	..	380	..	600 [e]	..
BULGARIE								
Total	*100.0*	*100.0*	47.2	..	49.1	50.0	57.4	77.9

Sources : Voir Annexe B.

[a] Bases choisies pour les prix : pour la Pologne et la Tchécoslovaquie, prix de 1937; pour l'Allemagne orientale, prix courants; pour la Hongrie, prix du Plan de 1947; pour la Roumanie, prix au 31 décembre 1948; pour la Bulgarie, prix de 1939.

[b] 1936 pour l'Allemagne orientale; 1937 pour la Tchécoslovaquie; 1938 pour la Hongrie et la Roumanie; 1939 pour la Bulgarie. Il ne ressort pas clairement des sources utilisées si les chiffres d'avant guerre pour la Roumanie et la Bulgarie ont ou n'ont pas été corrigés pour tenir compte des modifications territoriales intervenues par la suite.

[c] 1946/47 et 1947/48 pour la Hongrie.

[d] Chiffres correspondants pour 1949, *non compris* Berlin-Est :

Agriculture	2,5	Autre construction	1,0
Industrie et artisanat	8,5	Transports et commerce	3,0
Logement	0,5	Services	2,0
		Total	17,5

[e] Plan.

au Tableau 8, le produit national de la Tchécoslovaquie avait retrouvé, en 1948, le niveau de 1937, lui-même inférieur cependant à celui de 1928 : ceci implique une augmentation du revenu réel par habitant de près de 20%. Au cours de la dernière année du plan de reconstruction, le revenu national ne dépassait, en Hongrie, que de 8% et, en Bulgarie, de 5% seulement, les niveaux atteints vers 1939, niveaux qui ont été quelque peu dépassés pendant la guerre. En Roumanie, le produit national n'atteignait même pas, en 1948, les deux tiers de ce qu'il était avant la guerre, et cela surtout parce que la production agricole avait peu augmenté, et même à la fin du plan de reconstruction qui avait été élaboré par la suite [1], le produit national n'avait fait qu'atteindre à peine le niveau de 1938, lui-même inférieur à celui de 1928, année record. L'Allemagne orientale n'a également entrepris l'exécution de son plan de reconstruction qu'en 1949 et, en 1950, le produit national y était encore légèrement inférieur à ce qu'il était en 1936, dans les mêmes limites territoriales.

Les changements intervenus dans l'effectif de la population des différents pays pendant la guerre ont eu pour effet d'accentuer davantage encore les différences entre les divers pays constatées à la fin de la phase de reconstruction pour ce qui est des niveaux de consommation. On a déjà fait état de l'augmentation du revenu par habitant en Tchécoslovaquie; l'approvisionnement en denrées alimentaires par habitant a augmenté de 8%, peut-être, par rapport à 1937, malgré une diminution de la production agricole totale. Les populations hongroise et bulgare, dont le nombre a été peu modifié par la guerre [2], se trouvaient dans une situation meilleure qu'avant la guerre, alors qu'en Pologne, la population, fortement réduite [3], a probablement vu son sort s'améliorer légèrement dans l'ensemble, car, bien que la production agricole par habitant ait été à peu près la même, la production industrielle a beaucoup augmenté grâce au fait que la Pologne s'est agrandie du territoire de la Silésie. Par contre, en Roumanie et en Allemagne orientale, où la population s'est accrue, les niveaux de vie marquèrent de ce fait un recul par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre; en Roumanie, l'accroissement de la population, par rapport à l'avant-guerre, avait été inversement proportionnel à la diminution de la production, alors qu'en Allemagne orientale, une population accrue d'environ 2 millions et demi d'habitants [4] devait se contenter d'une production totale moindre.

Les groupes de la population dont le revenu était le plus faible ont évidemment bénéficié de l'état de choses qui a régné dans toute cette partie de l'Europe, dans la mesure où les inégalités qui existaient avant la guerre dans les niveaux de consommation ont été fortement réduites tant par le rationnement que par l'élimination des écarts importants de revenus supplémentaires dont profitaient les classes plus aisées [5].

[1] Comme on l'a indiqué plus haut, la Roumanie et l'Allemagne orientale avaient eu deux plans annuels, en 1949 et en 1950, et non pas, comme dans la plupart des autres pays, un plan biennal ou triennal de reconstruction.

[2] En Bulgarie, l'apport de la population de la province de Dobroudja a été compensé et au-delà par la production agricole de cette région. Les efforts particuliers faits depuis la guerre pour développer l'agriculture dans cette région, y compris un plan régional de développement à long terme mis à exécution en 1951, ont déjà commencé à donner des résultats. C'est seulement en Bulgarie qu'à la fin de la phase de reconstruction, la production agricole a été supérieure ou au moins égale au niveau d'avant guerre (voir page 29).

[3] 24 millions d'habitants, au lieu de 34 millions dans les limites territoriales d'avant guerre.

[4] Après 1949, la population de l'Allemagne orientale a diminué du fait des migrations vers l'Allemagne occidentale. Il ressort du recensement de septembre 1950 que le nombre des ouvriers et employés dans l'ensemble de l'économie nationale était inférieur de 430.000, soit d'environ 6½%, à celui qui avait été prévu dans le plan quinquennal original (*Statistische Praxis*, Berlin, N° 10, Karteiblatt, 1950, et N° 11, Karteiblatt, 1951).

[5] D'après des évaluations officielles hongroises, le revenu « des capitalistes, des propriétaires fonciers, des *koulaks*, des employés ayant des revenus élevés et des membres des professions libérales » représentait, en 1938/39, 37% du revenu personnel total, alors que ces personnes comptaient, en nombre, pour 9% dans l'effectif total de la population; mais en 1949 (sans compter les employés), leur revenu était égal à 12% du revenu personnel total et ils comptaient, au début de cette année, pour 8% dans l'effectif total de la population.

2. Les plans de développement

La phase de reconstruction achevée, les gouvernements se trouvèrent en mesure d'élaborer des plans plus ambitieux et plus vastes qu'auparavant, et cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, l'offensive plus vigoureuse lancée contre les entreprises privées, qui a coïncidé avec l'aggravation de la tension entre l'Est et l'Ouest, a eu pour résultat, excepté en Allemagne orientale, d'étendre le secteur socialisé de toutes les économies des pays de l'Europe orientale, de manière à y faire entrer toutes les banques et compagnies d'assurances, tout le commerce de gros, une partie importante du commerce de détail et toutes les entreprises industrielles, à l'exception des plus petites. Le Tableau 9 montre quelle a été l'ampleur du changement ainsi opéré dans l'industrie.

Tableau 9

DEGRÉ DE NATIONALISATION [a] DE L'INDUSTRIE (NON COMPRIS L'ARTISANAT) EN EUROPE ORIENTALE AVANT ET PENDANT L'EXÉCUTION DES PLANS DE RECONSTRUCTION

	Fin de l'année	Part du secteur socialisé en pourcentage	Fin de l'année	Part du secteur socialisé en pourcentage
Pologne : valeur de la production brute . . .	1947	80		
Tchécoslovaquie : emploi	1947	80	1948	96
entreprises	1947	47	1948	69
Allemagne orientale	1949	69	1950	71
Hongrie : emploi	1947 [b]	45 [c]	1949	..
valeur de la production brute . . .	1947	..	1949	81
Roumanie : valeur de la production brute . . .	1947	11 [c]	1948	95
Bulgarie : valeur de la production brute . . .	1947	..	1948	98
propriété des entreprises	1947 [d]	16	1948	95

Sources : Dochód Narodowy Polski 1947, Varsovie, 1949 : *Prumyšlovny Vestnik*, Prague, nº 18, 1949, pages 353, 354; *Die Wirtschaft*, Berlin, nº 31, 1950, page 3; *Gazdaságstatisztikai Tajékoztató*, Budapest, nº 5, 1947, pages 245, 246; *Szabad Nép*, Budapest, 1er mars 1951; *Pour une paix durable*, Bucarest, 26 septembre 1952; *Romanian News*, Légation de Roumanie, Washington, 22 juin 1952; *Drzhaven Vestnik*, Sofia, 18 janvier 1949; et *Free Bulgaria*, Sofia, 15 janvier 1949.

[a] Entreprises d'Etat, entreprises coopératives et entreprises municipales, entreprises appartenant à l'Union soviétique et sociétés mixtes.

[b] Avril 1947.

[c] A l'exclusion des entreprises appartenant à l'Union soviétique et des sociétés mixtes.

[d] 23 décembre 1947, c'est-à-dire à la veille de la nationalisation.

Dans presque tous les domaines, la diminution ou l'élimination du secteur privé a été obtenue par une deuxième vague de mesures de nationalisation [1]. Toutefois, pour le commerce de détail, il n'y a guère eu de mesures de nationalisation proprement dites ; l'on s'est contenté de réduire peu à peu les entreprises privées à l'inactivité en les empêchant de recevoir des approvisionnements, qui étaient dirigés vers les magasins et les coopératives d'Etat. Ce procédé a eu l'avantage de libérer, pour un travail plus productif dans l'industrie, une main-d'œuvre insuffisamment employée.

En deuxième lieu, la transformation progressive de la structure des systèmes fiscaux, pour les aligner sur le système en vigueur en Union soviétique, a mis à la disposition des gouvernements, sous la forme de l'impôt sur le chiffre d'affaires, un instrument fiscal d'une extrême souplesse. Ainsi qu'il ressort du Tableau 10, la part de l'impôt sur le chiffre d'affaires a augmenté dans tous les pays [2], encore que les chiffres indiqués dans ce tableau tendent à sous-estimer la mesure dans laquelle cet impôt est devenu le principal instrument de la redistribution du revenu national ; en effet, dans les budgets précédents, à la différence de ce qui se fait maintenant, ne figuraient ni la majeure partie de l'investissement brut, ni, dans le cas de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, les comptes des autorités locales et des fonds de sécurité sociale. L'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sont la source principale de financement des investissements (ainsi

[1] En 1948, en Tchécoslovaquie, toutes les entreprises qui employaient plus de 50 ouvriers et qui avaient jusqu'alors échappé à la nationalisation, furent prises en main par l'Etat, ainsi que les stations de radiodiffusion et l'industrie cinématographique. Aux termes d'un décret promulgué en Hongrie la même année pendant les fêtes de Pâques, toutes les entreprises employant plus de 100 ouvriers furent nationalisées; ce décret donnait en outre au gouvernement le pouvoir, dont il a fait usage par la suite, de nationaliser les entreprises moins importantes. En Roumanie, presque toute l'industrie, les transports, les banques et les compagnies d'assurances ont été nationalisés au mois de juin 1948. Les entreprises industrielles qui se trouvaient encore dans le secteur privé en Bulgarie ont été nationalisées au moment des fêtes de Noël de 1947, ainsi que les transports, les banques, le commerce de gros, le commerce d'alimentation et une grande partie du commerce de détail. Les compagnies de navigation furent nationalisées en Bulgarie en 1948 et les maisons d'édition, en Tchécoslovaquie, en 1949. Depuis lors, il n'y a guère eu d'autres mesures importantes de nationalisation si ce n'est que la propriété privée des immeubles autres que les maisons individuelles d'habitation a été abolie en Roumanie (en 1950) et en Hongrie (en 1952).

[2] L'évolution du budget hongrois, par exemple, permet de se rendre compte de l'importance prise par l'impôt sur le chiffre d'affaires. Le budget de stabilisation d'août 1946 à juillet 1947 comportait un impôt général sur le chiffre d'affaires de 3% (qui a été supprimé par la suite) et une taxe à la production de 10% (15% à partir de septembre 1948 et 20% à partir de juillet 1949). Un impôt unique sur le chiffre d'affaires opérant une forte discrimination entre les biens de consommation essentiels et les biens de consommation de luxe a été créé en 1950; l'impôt sur le chiffre d'affaires frappant les biens d'équipement a été aboli en 1951. Les taux de l'impôt unique sur le chiffre d'affaires ont encore été sensiblement augmentés en 1951 et en 1952.

Tableau 10

RÉPARTITION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DANS LES BUDGETS D'ÉTAT DES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

En pourcentages

	Pologne		Tchéco-slovaquie		Allemagne orientale		Hongrie		Roumanie		Bulgarie	
	1947	1952	1947	1952	1949 [a]	1952	1947/48	1952	1946/47	1952/53	1946	1952
Recettes												
Impôt sur le chiffre d'affaires	39	70	32	87	14 [b]	12 [b]	61	62	40	43	35	47
Prélèvements sur les bénéfices	17		13		7	14	1	12	22	15	18	18
Impôt personnel	25	28	20	6	79	64	28	11	9	9	25	7
Emprunts de l'Etat	[c]	2	[c]	—			—	2	17 [d]	33	1 [d]	3
Recettes diverses	19	—	35	7			10	13	12		21	25
Dépenses afférentes à l'économie nationale												
En pourcentage du total	39	42	16	67	43	18	27	62	10	53	22	53
Autres dépenses												
En pourcentage du total, déduction faite des dépenses afférentes à l'économie nationale :												
Mesures d'ordre social et culturel	56	44	34	56	28	41	27	50	25	37	32	48
Défense nationale	13	20	15	21	21	12	4	36	12	35	26	24
Administration	30	18	17	19			34	8	19	28 [e]	17	9
Dépenses diverses	1	18	34	4	51	46	35	6	44 [e]		25	19
Excédent ou déficit												
En pourcentage des dépenses totales	−15	+1	−14	+0.2	+11	+0.6	+0.4	+0.7	−29	+5	+1	+8

Sources : Voir Annexe B.

[a] Avril–décembre 1949. Premier budget centralisé.

[b] Impôts sur le chiffre d'affaires payés par l'Organisation du commerce d'Etat *(Handelsorganisation)*.

[c] Déficit financé par un prêt de la Banque centrale.

[d] Ce chiffre ne comprend pas tous les emprunts du gouvernement.

[e] Y compris les versements effectués au titre des réparations. En 1946/47, les réparations ont représenté 42% des dépenses autres que les dépenses afférentes à l'économie nationale, et en 1951 7%.

que les provisions d'amortissement) et constituent aussi la part principale des revenus de l'Etat ; ils se substituent ainsi à l'épargne que constituent ailleurs les bénéfices non distribués des sociétés.

En troisième lieu, dans le domaine technique, les gouvernements ont pu obtenir, grâce à des statistiques toujours plus nombreuses, une masse de renseignements sur les coefficients techniques indiquant le rapport entre la consommation de matières premières et la production de produits finis, sur l'utilisation de la capacité de production des usines, ainsi que sur les différences de rendement des ouvriers par rapport à la moyenne. Ils se trouvèrent alors bien mieux armés du point de vue technique, pour entreprendre une planification de la production industrielle de façon beaucoup plus détaillée qu'auparavant. D'ailleurs, le plan quinquennal publié en Tchécoslovaquie en 1949 ne fixait pas seulement des objectifs de production pour chaque branche d'activité, mais aussi des « normes » pour la productivité de la main-d'œuvre et pour les rapports de conversion des matières premières en produits finis. Le taux des salaires et les attributions de matières premières devaient être fixés en fonction de ces normes. Ce procédé a été repris dans tous les plans élaborés par la suite dans tous les pays de l'Europe orientale [1].

De la sorte, non seulement les gouvernements se trouvaient mieux équipés pour élaborer des plans plus détaillés au lieu de se borner à fixer les programmes de production dans leurs grandes lignes, mais encore ils jouissaient en outre d'une plus grande liberté de choix pour déterminer la répartition des augmentations ultérieures du produit national, maintenant que leurs économies étaient à nouveau en état de marche satisfaisant et que les niveaux de vie étaient, malgré des résultats médiocres dans l'agri-

[1] Des normes de cette nature avaient été mises en œuvre en Yougoslavie dès 1947, mais ce procédé y fut abandonné par la suite.

culture, bien supérieurs aux niveaux de vie très bas de la période qui avait immédiatement suivi la guerre.

Finalement, tous les gouvernements firent des choix analogues : dans les plans à long terme actuellement en cours d'exécution, tant dans les pays industrialisés que dans les pays insuffisamment développés, l'accent est surtout placé sur les investissements destinés à favoriser un accroissement rapide de l'industrialisation. C'est ainsi qu'il est stipulé dans le plan sexennal actuellement en voie d'exécution en Pologne que les investissements devraient être de l'ordre de 20 à 25% du produit national [1] ; en Tchécoslovaquie, les investissements ont représenté de 20 à 25% du revenu national pendant les années 1949 à 1951 ; en Roumanie, où les investissements ne représentaient en 1948 que 8% du revenu national, leur part devra s'élever à 27% en 1955 ; en Bulgarie, on envisage 19% d'investissements pour 1953 ; en Hongrie, leur part a, semble-t-il, nettement dépassé 25% en 1951. Ces pourcentages seraient un peu moins élevés si on les calculait d'après les définitions occidentales du revenu national ; mais, même alors, ils seraient au moins aussi grands que ceux que l'on pourrait trouver en Europe occidentale, où le revenu national est bien plus élevé, et nettement plus important que dans la plupart des pays de l'Europe méridionale [2] dont la situation ressemble davantage à la leur.

Toutefois, ce n'est pas en soi l'ampleur des programmes d'investissements qui constitue la caractéristique essentielle des plans. C'est plutôt le fait qu'une partie importante de ces investissements est consacrée à l'accroissement de la capacité des industries lourdes, accroissement qui ne pourra donner lieu à une augmentation des approvisionnements en biens de consommation que dans plusieurs années.

En Hongrie, par exemple, il est prévu que le montant des investissements dans l'aciérie « Staline » devra dépasser l'ensemble de tous les investissements effectués dans l'industrie légère pendant la durée d'exécution du plan quinquennal. De même, en Allemagne orientale, le plan quinquennal ne prévoit pas d'investissements importants dans l'industrie légère pendant les trois premières années d'exécution du plan, alors que l'industrie lourde est appelée à bénéficier d'un développement très considérable [3]. Si l'on peut faire aux gouvernements de l'Europe occidentale le reproche de trop disséminer les sommes consacrées aux investissements sur l'ensemble de leur économie, il semble que les gouvernements des pays de l'Europe orientale aient peut-être poussé les choses trop loin dans le sens opposé. (Voir le Tableau 7.)

Un autre aspect de cette concentration ressort du contraste frappant constaté dans les plans de chaque pays entre les augmentations de production prévues pour les industries lourdes et celles qui sont prévues pour les industries légères et l'agriculture.

Augmentations prévues de la production brute par rapport à l'année qui a précédé la mise en œuvre des plans

	Biens de production	*Biens de consommation*	*Agriculture*
Plan sexennal polonais .	154	111	50
Plan quinquennal tchécoslovaque [a]	130	70	53
Plan quinquennal hongrois [a]	280	145	54
Plan quinquennal roumain	..	..	88
Plan quinquennal bulgare	226	173	37
Plan quinquennal albanais	286	224	71

Sources : Lois relatives aux plans dans les divers pays.
a Après revision.

Les décisions en vertu desquelles tout devait être mis en jeu pour obtenir un développement rapide de l'industrie lourde semblent avoir été prises en 1950, après la détérioration générale des relations entre l'Est et l'Ouest et le renforcement des liens entre les gouvernements des pays de l'Europe orientale, qui s'est traduit par la création, en 1949, du Conseil d'assistance économique mutuelle dont le siège est à Moscou. C'est cette même année que les gouvernements des pays de l'Europe orientale ont, pour la première fois, consacré des sommes considérables à la défense nationale [4]. Les Gouvernements de la Pologne,

[1] Il s'agit de l'investissement brut en pourcentage du revenu national (définition marxiste). Voir la note au bas de la page 29.

[2] La Yougoslavie fait exception.

[3] Pendant les cinq années du plan, la capacité de production devra augmenter de 220% dans la métallurgie, de 180% dans l'industrie chimique, de 200% dans les constructions navales, etc. (*Gesetz über den Fünfjahrplan, Schriftenreihe der Deutschen demokratischen Republik*, N° 8, 1951).

[4] Il est difficile de comparer la charge que représentent les dépenses consacrées à la défense nationale dans les pays de l'Europe orientale avec la charge que ces dépenses représentent dans les autres pays, et même de comparer ces dépenses pour un seul pays d'une année à l'autre. Les statistiques publiées ne révèlent pas quelle est la proportion du produit national qui est consacrée à la défense. Les estimations du produit national ne sont publiées qu'aux prix en vigueur au cours d'une année de base, laquelle varie suivant les pays (cf. Tableau 8) ; les seuls chiffres donnés pour les dépenses consacrées à la défense nationale sont ceux qui figurent au budget au début de chaque année ; or, ces chiffres sont, bien entendu, indiqués sur la base des prix courants. D'autre part, eu égard à l'ampleur très grande et variable des budgets des pays de l'Europe orientale, la proportion des dépenses consacrées à la défense nationale, dans l'ensemble du budget, ne donne pas non plus des indications très nettes. Le seul élément possible de comparaison est fourni par le rapport existant entre les dépenses effectuées directement pour la défense nationale et le montant des dépenses consacrées aux investissements (cf. Chapitre 4, page 56, où l'on a procédé à la même comparaison pour l'Union soviétique, le Royaume-Uni et les Etats-Unis). Il paraît ressortir des évaluations publiées dans les budgets des Etats qu'en 1952 ce rapport a été d'un quart environ en Tchécoslovaquie, d'un tiers en Pologne et en Hongrie, et de près de la moitié en Bulgarie.

Tableau 11

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PRÉVUS DANS LES PLANS A LONG TERME DES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE — VERSIONS INITIALE ET REVISÉE

Pays	Plan	Total des investissements prévus dans le plan	Répartition des investissements en pourcentages									
		En milliards d'unités de monnaie nationale	Agriculture et industrie forestière	Industrie et bâtiment			Transports et communications	Logement	Investissements d'ordre social et culturel	Services de l'Etat et autres services publics	Commerce	Divers
				Industrie lourde	Industrie légère	Total						
Pologne	1950 à 1955 Plan définitif	6 123	11.9	34.5	10.9	45.4	14.9	8.3	8.8	3.2	4.2	3.3
Tchécoslovaquie . .	1949 à 1953											
	Plan initial	336.2	8.0	31.7	8.9	40.6	15.7 [a]	11.7	8.5	14.0 [a]	1.5	—
	Plan revisé	504.3	..	37.0	..	..	..	..	..	..	..	—
Allemagne orientale	1951 à 1955											
	Plan initial	26.9	5.2	..	..	52.4	7.5	19.0 [b]	5.9	8.9	1.1	—
	Plan revisé	28.6	6.3	..	..	53.9	9.4	15.0 [b]	8.4	5.2	1.8	—
Hongrie	1950 à 1954											
	Plan initial	50.9	15.7	35.9	5.9	41.8	14.8	10.0	4.5	6.5 [c]	1.7	5.0 [d]
	Plan revisé	85.0	12.9	47.6	4.1	51.7	11.8	7.6	3.0	5.9 [c]	1.2	5.9 [d]
Roumanie	1951 à 1955 Plan définitif	1 330	10.0	44.1	9.3	53.4	16.2	3.2 [e]	10.2 [e]	2.0	2.2	2.8
Bulgarie	1949 à 1953 Plan initial [f]	425	17.9	36.0	7.1	43.1	18.8 [a]	4.5	5.2	13.6 [a]	0.7	2.6

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — L'ampleur des programmes d'investissement est mesurée d'après les prix en vigueur au cours de l'année précédant la première année du plan, c'est-à-dire : pour la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, aux prix de 1948; pour la Hongrie et la Pologne, aux prix de 1949; et pour l'Allemagne orientale et la Roumanie, aux prix de 1950.

[a] Les routes, les ponts, les travaux hydrauliques et les autres travaux publics sont compris dans la colonne « Services de l'Etat et autres services publics ».

[b] Y compris les services communaux.

[c] Y compris les investissements non spécifiés.

[d] Réserve pour des projets non encore prévus.

[e] Seuls les logements ouvriers figurent dans la colonne « Logement »; les autres investissements consacrés à la construction de logements sont compris dans la colonne « Investissements d'ordre social et culturel ».

Les détails du plan revisé n'ont pas été publiés.

de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie avaient déjà élaboré des plans à long terme qui étaient à la fois moins ambitieux et relativement plus généreux à l'égard des consommateurs ; or, les plans de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie furent radicalement modifiés au cours de l'année 1950. Le tableau ci-après montre quelle a été l'ampleur des changements apportés aux objectifs de production de ces deux pays; on trouvera au Tableau 11 l'indication des modifications apportées au même moment aux plans d'investissement.

Production brute
au cours de la dernière année du plan

	Plan original	*Plan revisé*
Tchécoslovaquie (1948 = 100) :		
Biens de production	170	230
Biens de consommation	150	170
Ensemble de l'industrie	157	198
Hongrie (1949 = 100) :		
Biens de production	204	380
Biens de consommation	173	245
Ensemble de l'industrie	186	310

Sources : Voir Annexe B.

L'objectif prévu pour la production industrielle au cours de la dernière année du plan tchécoslovaque (1953) a été relevé de 26% par rapport à la première prévision ; mais, alors que l'objectif prévu pour la production de l'industrie lourde était relevé de 35%, le chiffre revisé pour la production de l'industrie légère marquait seulement une augmentation de 13% [1]. Le plan quinquennal bulgare élaboré en 1948 a également été revisé, les objectifs annuels de la production annuelle ayant été relevés, bien que l'on n'ait pas publié officiellement de série nouvelle pour les objectifs prévus pour 1953. L'objectif de la production industrielle brute pour 1951 a été porté à 97,3% de l'objectif de 1953 [2].

Par suite de la décision d'accélérer l'industrialisation aux dépens de l'agriculture, le consommateur ne pouvait manquer de rester le dernier servi pendant plusieurs années encore, et l'on avait certainement tenu compte à l'avance des conséquences de cet état de choses [3]. Les chiffres publiés ne permettent pas de dire quel niveau de consommation était prévu dans les plans, ni quel niveau a, en fait, été atteint au cours de leur exécution.

Le problème de l'inflation

Par contre, il est facile de formuler le problème devant lequel se trouvèrent placés les gouvernements qui prirent une telle décision. Il s'agissait de réduire la part que représentait la consommation personnelle dans le revenu national, dans des circonstances où les revenus supplémentaires provenant d'une industrialisation intensifiée devaient tout naturellement aller aux travailleurs industriels nouvellement recrutés dont la propension marginale à consommer était forte, en raison de leur pauvreté antérieure. C'est là le problème classique auquel se heurtent toutes les économies en période de développement, lorsqu'elles ne peuvent compter sur des ressources extérieures pour financer leurs investissements initiaux : ce problème est souvent résolu en pratique par l'inflation.

Pendant la phase de reconstruction, alors qu'une partie importante de l'économie dans les pays de l'Europe orientale se trouvait encore, du moins dans une certaine mesure, dans le secteur privé, l'inflation a incontestablement rendu service en ce sens qu'elle a favorisé les investissements à un moment où l'on avait besoin, au même titre ou presque, de tous les investissements, qu'il s'agisse de la reconstruction des usines et des maisons ou de la reconstitution des stocks.

Mais, maintenant que l'Etat a pris lui-même en mains la direction d'un vaste secteur de l'économie, le montant total de la demande d'investissements et sa répartition entre les différents secteurs peuvent être fixés par une décision du gouvernement, sans qu'il y ait aucun besoin de stimuler ces investissements au moyen d'une hausse des prix. Une inflation des prix dans le secteur privé ne peut exercer qu'une faible action sur la demande de biens d'investissement, car les vestiges du secteur privé sont réduits à très peu de chose et ils peuvent être aisément soumis

[1] Le contraste entre les modifications des objectifs fixés à l'industrie légère et celles qui ont affecté l'industrie lourde est plus grand encore qu'il n'apparaît dans le tableau. Il n'est guère douteux que le relèvement sensible des objectifs indiqués pour l'industrie de l'habillement et pour les industries alimentaires (deux branches de l'industrie légère) traduit surtout une extension du champ des indices, étant donné que le travail effectué précédemment dans les ateliers artisanaux et dans les fermes est maintenant exécuté dans les usines.

[2] *Nouvelles bulgares*, Sofia, 20 janvier 1951.

[3] C'est ainsi que M. Zápotocký, Président du Conseil de Tchécoslovaquie, s'est attaché, lorsqu'il a présenté le plan quinquennal original à l'Assemblée nationale, en 1949, à dissiper dès l'abord « toute illusion et à démontrer qu'il ne fallait pas considérer qu'une élévation du niveau de vie était une conséquence automatique d'une exécution satisfaisante du plan, encore moins qu'elle devrait la précéder. C'est exactement le contraire qui est vrai : pour qu'il soit possible d'améliorer notre niveau matériel et culturel, il faut d'abord exécuter le plan... afin que nous puissions ensuite vivre mieux, de façon plus satisfaisante et plus heureuse ». L'on se rappellera que ce plan prévoyait un rapport sensiblement plus faible entre l'épargne et le revenu que le plan revisé publié deux ans plus tard.

à l'action des pouvoirs publics [1]. Même dans le domaine de la consommation, la pression exercée par une demande dépassant le niveau prévu dans le plan, pourrait difficilement avoir pour effet de distraire de la production d'autres marchandises, des ressources destinées à la production industrielle. L'ensemble du système est en fait contrôlé de si près qu'une spirale inflationniste des prix et des salaires serait à la fois superflue en tant que moyen permettant de modifier la répartition des ressources et impossible étant donné qu'il n'existe pour ainsi dire plus aucun lien entre les revenus des particuliers et les décisions relatives à la production [2].

Néanmoins, bien que la pression inflationniste ait été limitée à un secteur étroit de l'économie, l'existence de cette pression ne pourrait manquer de gêner les gouvernements si elle venait à se manifester soit par une hausse des prix dans le secteur privé de l'économie (c'est-à-dire en fait dans l'agriculture), ce qui pourrait susciter des troubles sociaux, soit par l'accumulation d'une masse excessive de numéraire. Au surplus, la répartition des revenus qui s'ensuivrait risquerait, dans des cas extrêmes, de ralentir le rythme même du développement économique, si l'inflation devait amener les paysans à conserver par devers eux ou à consommer leur propre production, voire ce qui serait pire encore, à rester en dehors du circuit industriel.

Il fallait donc s'attendre que les gouvernements s'efforcent d'empêcher par avance la pression inflationniste inhérente aux décisions prises en matière d'investissements, même si cette pression ne pouvait avoir que des répercussions limitées sur l'exécution de leurs programmes industriels.

Ils disposaient pour ce faire d'un grand nombre de moyens. En premier lieu, ils pouvaient se servir du pouvoir fiscal que possèdent tous les gouvernements; en particulier, en manipulant les taux des contributions indirectes et des subventions, ils pouvaient modifier le rapport des prix. Il y a tout lieu de croire que les différents gouvernements ont eu largement recours à cette politique, comme le prouve le fait qu'en 1949, ils ont modifié le régime fiscal en s'inspirant de près de celui qui est en vigueur en Union soviétique où l'impôt sur le chiffre d'affaires joue un rôle prépondérant [3] (cf. Tableau 10). Les gouvernements pouvaient aussi — et ils n'ont pas manqué de le faire — rationner certains produits et en vendre d'autres (au besoin même des quantités marginales des mêmes produits) à des prix élevés, sans augmenter pour autant — le commerce privé ayant été réduit à peu de chose — les revenus d'un autre groupe de la collectivité qu'il est toujours difficile de soumettre à l'impôt [4]. Mais l'une et l'autre de ces méthodes ne sont que des procédés destinés à résorber le pouvoir d'achat excédentaire déjà créé dont disposent les consommateurs. Or, le principal avantage dont jouissent les gouvernements des pays de l'Europe orientale par rapport à ceux des pays de l'Europe occidentale, tient au fait qu'ils sont mieux armés pour empêcher la création d'un pouvoir d'achat excédentaire. Les salaires sont fixés à l'avance [5] et, dans les villes, il n'existe pratiquement pas d'autre source de revenus que les salaires.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que l'établissement des barèmes de salaires ait été l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics. Ils se sont efforcés de faire en sorte que les différences entre les

[1] Un volume considérable d'investissements est encore financé par des entreprises industrielles sur leurs propres bénéfices, mais les travaux envisagés doivent être approuvés par l'autorité centrale. Les travaux de construction non prévus dans le plan, qui avaient pris une grande ampleur pendant la phase de reconstruction, ont cessé à peu près complètement. Toutefois, en 1951 encore, il devait y avoir des « fuites » en Bulgarie par exemple ; en effet, cette année-là, un décret a été publié, aux termes duquel il était interdit d'entreprendre, sans une autorisation expresse des pouvoirs publics, l'exécution de nouveaux projets de construction qui n'avaient pas été prévus dans le plan de l'Etat. Ce décret précisait qu'aucun crédit ne serait accordé ni aucun permis délivré pour l'obtention de matériaux de construction destinés à des bâtiments dont l'édification n'aurait pas été prévue dans le plan d'investissement.

[2] Le fait que les effets nocifs de l'inflation peuvent ainsi être circonscrits de façon très rigoureuse encourage assurément les auteurs des plans à faire preuve de plus d'audace dans leurs projets que cela ne serait possible dans d'autres pays.

[3] L'expérience récente de la Roumanie montre combien l'incidence de l'impôt sur le chiffre d'affaires sur les prix de détail a augmenté.

Année	*Chiffre d'affaires du secteur socialisé*	*Part de ce secteur en pourcentage du total*	*Chiffre d'affaires global*	*Recettes provenant de l'impôt sur le chiffre d'affaires*	*Taux de l'impôt, en pourcentage*
	(En milliards de lei anciens (d'avant janvier 1952) aux prix courants)				
1948 . . .	88	25	352	..	..
1949 . . .	159	50	318	125	39
1950 . . .	230	60	383	170	44
1951 . . .	296	76	389	220	57

Sources : La Roumanie nouvelle, Bucarest, 20 janvier 1949, 1er et 16 janvier 1951 et 16 avril 1951, *Viața Sindicală*, 1er février 1951 et 28 mars 1952.

[4] En Allemagne orientale, de façon quelque peu paradoxale, des marchandises rationnées — pour lesquelles le profit marginal est faible — ont été vendues par des négociants privés, alors que les contingents marginaux vendus à des prix élevés n'ont pu être obtenus — réserve faite de quelques quantités insignifiantes — que dans les magasins de l'Etat.

[5] Dans les années qui ont immédiatement suivi la fin de la guerre, les taux des salaires furent fixés en vertu de contrats collectifs conclus entre employeurs et employés ; plus tard, les contrats collectifs n'entrèrent en vigueur que s'ils étaient approuvés par un bureau central des salaires ; à un dernier stade, ce sont les gouvernements eux-mêmes qui fixèrent les taux des salaires, les syndicats étant appelés à les approuver.

gains des travailleurs effectuant la même tâche traduisent des différences de rendement, tout en empêchant une augmentation du rendement moyen de provoquer un accroissement des gains, si ce n'est pendant très peu de temps. Il en est résulté de fréquents relèvements des normes de salaires, c'est-à-dire de fréquentes réductions du salaire aux pièces, le rendement moyen ayant beaucoup progressé grâce aux efforts des stakhanovistes [1]. En Hongrie, par exemple, les normes de salaires ont été redéfinies en juillet 1949 en fonction du rendement moyen des travailleurs pendant sept semaines de la fin de 1948; un an plus tard, ces normes ont à nouveau été modifiées pour être fixées cette fois en fonction du rendement moyen (plus élevé) pendant quatre semaines du printemps de 1950; en 1951, il n'a pas été nécessaire d'abaisser le taux de salaires, les prix ayant monté, mais en juin 1952, le taux des salaires aux pièces fut réduit une nouvelle fois.

En Union soviétique, on justifie cette pression sur le taux des salaires par l'application de la doctrine classique suivant laquelle les résultats d'un accroissement du rendement doivent profiter à l'ensemble des consommateurs sous la forme d'un abaissement des prix et non être répartis, sous la forme de revenus nominaux accrus, entre les travailleurs des industries obtenant les meilleurs résultats. Mais, dans les pays de l'Europe orientale, l'on n'a pas appliqué le second élément de l'opération [2] : loin de baisser, les prix de détail ont même augmenté. Aucun des gouvernements considérés n'est parvenu à éviter ni une certaine inflation déclarée, ni une certaine inflation refoulée. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : les erreurs sont inévitables dans l'établissement des prévisions et, si elles n'affectent pas de façon sensiblement égale les industries lourdes et les autres secteurs de l'économie, une poussée, soit déflationniste soit inflationniste ne peut manquer de se produire dans le secteur des biens de consommation. Autrement dit, si les plans élaborés sont ordonnés les uns par rapport aux autres de telle manière que les revenus individuels prévus équilibrent la masse des biens de consommation prévue aux prix prévus [3], un dépassement des objectifs dans le secteur des biens de production, ou le fait de ne pas atteindre les objectifs dans le secteur des biens de consommation, (ou encore un dépassement des objectifs plus accentué dans le premier secteur et moindre dans le second) provoquera, à moins qu'il n'existe un volant de stocks, une demande excessive de biens de consommation. Il est, en réalité, normal qu'il en soit ainsi, car les objectifs dans le domaine agricole sont en général fixés en fonction du beau temps, si bien qu'une mauvaise récolte peut entraîner un manque d'approvisionnements sérieux, et, partant, un écart inflationniste.

Lorsqu'un pareil écart se produit à la suite d'une mauvaise récolte, il se traduit habituellement par un relèvement des prix agricoles moyens [4], suffisant pour augmenter les revenus des agriculteurs. Dans plusieurs cas, ce relèvement a été tel qu'il a rendu nécessaire une réforme monétaire en vue d'éponger l'excédent de pouvoir d'achat du secteur agricole. C'est ainsi qu'en Pologne, en 1950, en Roumanie et en Bulgarie, en 1952, les avoirs en espèces des agriculteurs ont été ramenés respectivement au tiers, au cinquième et au quart de leur valeur initiale — le taux de conversion étant, dans chaque cas, fonction du montant des avoirs liquides existants : en Roumanie, ces avoirs étaient plus importants que dans les deux autres pays. Les travailleurs urbains n'ont guère été atteints par ces réformes, sauf lorsqu'ils avaient conservé leur épargne en numéraire et ne l'avaient pas remise, comme il est courant dans les villes, à une caisse d'épargne, les dépôts de ces caisses ayant bénéficié d'un taux de conversion plus favorable.

Nombre d'unités de la monnaie nouvelle reçu en échange de 100 unités de la monnaie ancienne en application de la réforme monétaire

	Pologne (1950)	*Roumanie* (1952)	*Bulgarie* (1952)
Prix, salaires et fonds d'Etat .	3	5	4
Numéraire — tranche inférieure	1	1	1
Numéraire — tranche supérieure	1	¼	1
Dépôts d'épargne — tranche inférieure	3	2	3
Dépôts d'épargne — tranche supérieure.	3	½	1

Toutefois, même lorsque les récoltes sont mauvaises, il n'y a pas grand risque que la hausse des prix

[1] Le stakhanoviste se trouve donc à certains égards dans la situation de l'entrepreneur de Schumpeter qui bénéficie d'une rente d'aptitude tant qu'il fait œuvre de novateur — rente qu'il perd dès qu'il a montré la voie aux autres.

[2] Ce second élément a cependant été appliqué en Allemagne orientale jusqu'à la fin de 1951, puisque les prix de détail ont été régulièrement réduits, tandis que les salaires nominaux sont restés stables. Alors que, d'après le rapport sur l'état d'exécution du plan en 1951, l'ensemble des baisses de prix en 1951 s'est chiffré en valeur à 2.170 millions de DM, les baisses de prix opérées pendant le premier semestre de 1952 n'ont représenté en valeur que 130 millions de DM, d'après une déclaration faite par M. Ulbricht, l'un des Vice-présidents du Conseil des ministres.

[3] On peut admettre, sans risque d'erreur, qu'en dehors de la participation semi-obligatoire aux emprunts d'Etat, l'épargne individuelle volontaire est très réduite.

[4] Ce relèvement se traduit par l'élargissement de l'écart entre les prix « libres » des excédents conservés par les agriculteurs après exécution des livraisons réglementaires, d'une part, et les prix payés par l'Etat pour ces livraisons, d'autre part.

Tableau 12

EMPLOI, SALAIRES MOYENS ET TOTAL DES SALAIRES PAYÉS DANS LES SECTEURS AUTRES QUE L'AGRICULTURE DE CINQ PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

Indices : année précédente = 100

Pays	Année	Emploi	Salaire moyen en espèces	Total des salaires payés
Pologne	1949	117	122 [a]	143
	1950	108	117	126 [a]
	1951	112	..	..
Tchécoslovaquie .	1949	102 [a]	110	112
	1950	108 [a]	118	127
	1951	103	108	111 [a]
Hongrie	1949	112*	117	131 [a]
	1950	113*	114	129
	1951	111	110 [a]	122
Roumanie	1949 [b]	118	130	153 [a]
	1950	124	111 [b]	138 [a]
	1951	109	..	..
Bulgarie	1949	110	108	119 [a]
	1950	108 [a]	106	114
	1951	106 [a]	107	113

Sources : Voir Annexe B.

[a] Ces chiffres ont été calculés à partir de ceux qui sont indiqués dans les deux autres colonnes.

[b] Ces chiffres s'appliquent uniquement à l'industrie.

moyens des denrées alimentaires qui en résulte déclenche, par un relèvement des barèmes de salaires qu'elle aurait provoqué, une spirale d'inflation telle qu'il s'en forme couramment là où la centralisation de l'économie est moins accentuée. Ce qui peut arriver de pire, c'est qu'en présence d'une hausse des prix de détail, les directions des entreprises éprouvent des difficultés à abaisser les salaires aux pièces aussi vite que la productivité s'accroît, si bien que la masse des gains nominaux aura tendance à s'enfler quelque peu [1]. Comme le montre le Tableau 12, c'est ce qui est arrivé en réalité chaque année de 1949 à 1951 dans tous les pays pour lesquels des chiffres sont disponibles. Toutefois, cela n'a guère compromis la bonne exécution des plans des gouvernements, l'accroissement des gains nominaux n'ayant pu contrarier que dans une mesure très réduite les décisions prises en matière de production.

On est donc amené à conclure qu'il est peu probable que la poussée inflationniste puisse compromettre gravement l'exécution des plans établis par les gouvernements pour la production industrielle.

Les résultats de la production

Les faits confirment cette affirmation. D'une manière générale, les objectifs ont été atteints dans l'industrie et, plus encore que durant la phase de reconstruction, les résultats obtenus dans la répartition des ressources ont répondu aux intentions des auteurs des plans. En réalité, une transformation radicale de la structure de l'industrie a été opérée : de vaste perspectives d'expansion se sont ouvertes et de nombreuses causes de friction tenant aux institutions ou à la structure de l'économie, qui auraient pu empêcher cette évolution, ont été éliminées. Les programmes immédiats de production de biens d'équipement, de la réalisation desquels dépend en grande partie l'expansion de la production au cours de la prochaine décade, paraissent bien devoir être exécutés dans des délais plus courts que ceux qui sont prévus [2].

Les ressources en énergie sur lesquelles peut compter l'économie se sont largement accrues depuis 1937. Dans les mines de charbon [3], déjà soumises à une exploitation intensive avant la guerre, l'extraction a augmenté de plus du quart et la mécanisation a réalisé des progrès sensibles : la production d'énergie électrique [4] a presque doublé et la consommation d'électricité hydraulique s'est accrue, encore que la quasi-totalité de l'électricité produite reste d'origine thermique et que l'on augmente beaucoup la puissance installée des centrales thermiques [5]. La production de pétrole brut est supérieure d'un huitième environ à celle de l'avant-guerre; la réduction de la production polonaise, due à la cession à l'Union soviétique des

[1] On freine cette tendance par le moyen classique du contrôle du crédit. En Hongrie, par exemple, les directions d'entreprises ne sont pas autorisées à prélever pendant plus de trois mois, pour le paiement des salaires, des sommes dépassant le montant du fonds de salaires auquel elles ont droit.

[2] Parmi les pays où l'exécution du plan de modernisation et d'équipement en cours doit se terminer en 1953 ou en 1954, en Bulgarie, la production industrielle a dépassé, dès 1952, les objectifs du plan ; en Tchécoslovaquie, et en Hongrie, les objectifs primitifs, mais, il est vrai, non les objectifs revisés, ont été dépassés en 1952 (voir Tableau I de l'Annexe A). Ailleurs, les pouvoirs publics se déclarent convaincus que les objectifs fixés à l'industrie pour 1955 pourront être atteints dès la fin de 1954.

[3] Voir Tableau VI de l'Annexe A.

[4] Voir Tableau VII de l'Annexe A.

[5] Certains des grands ouvrages construits pendant la période, surtout dans les Balkans, sont des centrales hydrauliques, comme, par exemple, la centrale de la Bistritza (430 millions de kWh par an) et la centrale Moroeni (150 millions de kWh) en Roumanie ; le barrage sur l'Isker (57.000 kWh de puissance) en Bulgarie ; une série de centrales sur le Vag (totalisant 4 milliards de kWh) et la centrale de Slapy (1 milliard de kWh) en Tchécoslovaquie ; et la centrale Dychów en Pologne.

BIBLIOTECA

deux tiers environ des gisements de pétrole de Galicie, a été compensée et au-delà par le maintien de la production hongroise développée pendant la guerre et par l'expansion de la production en Tchécoslovaquie et en Albanie [1]. Il a été mis fin à la diminution sérieuse de la production pétrolière roumaine qui avait commencé à se faire sentir en 1937; alors qu'elle n'était que de 3.800.000 tonnes en 1948, elle avait légèrement dépassé en 1951 le niveau de 1938, qui était de 6.700.000 tonnes, et elle devrait, à brève échéance, atteindre le maximum obtenu en 1936, soit 8.700.000 tonnes [2]. L'exploitation des réserves de gaz naturel, limitée avant la guerre à la Transylvanie et à la Galicie, a été activement poursuivie en Hongrie et développée davantage en Roumanie; la consommation de gaz naturel a ainsi à peu près doublé par rapport à l'avant-guerre.

La production d'acier a presque doublé; dans le même temps, de nouvelles installations de laminage ont été créées [3], et l'on s'est attaché à développer et à diversifier la production des industries mécaniques. Les industries chimiques de la Pologne, de l'Allemagne orientale et de la Roumanie [4] ont connu une expansion similaire : en Pologne, la production a plus que sextuplé [5] et en Roumanie, la production est plus de deux fois et demie plus forte qu'avant la guerre. Il est évident que ces trois pays sont déjà devenus les principaux fournisseurs de l'ensemble de la région.

L'industrie du bâtiment qui était, dans l'ensemble, aussi fragmentée et aussi peu efficace qu'en toute autre région d'Europe, donne aujourd'hui probablement des résultats égaux sinon supérieurs à la moyenne des pays les plus avancés de l'Europe occidentale. Cette transformation radicale a été obtenue essentiellement grâce à l'amalgamation des très petites entreprises qui existaient précédemment [6] en de vastes ensembles au sein desquels ont été introduites et développées, selon les méthodes soviétiques, la mécanisation, l'étude des temps et des mouvements, et la préfabrication. Toutefois, l'opération n'a pas été aisée; pour la réaliser, il n'a pas fallu moins de cinq années [7], au cours desquelles on a débarrassé ce secteur de l'industrie de tout ce qui en ralentissait le rendement avec une rudesse qui serait inconcevable dans un pays de l'Europe occidentale [8].

L'effort de construction ainsi organisé s'est surtout porté sur la construction de nouveaux moyens de production de biens d'équipement en négligeant quelque peu les logements individuels. Comme le montre le Tableau 7, le secteur de l'industrie a absorbé pendant les quatre dernières années entre 40 et 50% des investissements totaux, et, sur cette proportion, les industries des biens de production en ont toujours reçu au moins les trois quarts et, parfois même, les

---

[1] Néanmoins, le pétrole brut tchèque et albanais ne donne pas des quantités importantes de produits légers de raffinage et n'est pas rigoureusement interchangeable avec le pétrole produit ailleurs en Europe orientale. La Tchécoslovaquie fait plus que compenser cette insuffisance qualitative par sa production de pétrole synthétique qui a été entreprise pour la première fois pendant la guerre.

[2] Le plan pour 1955 prévoit une production de 10 millions de tonnes. L'augmentation obtenue après la guerre constitue une réussite remarquable, puisque les gisements exploités avant la guerre approchaient de l'épuisement ; elle est due à la persévérance des efforts et à la chance, éléments dont la conjonction est toujours nécessaire pour que la prospection géologique donne de bons résultats.

[3] On n'a pas perdu de vue les dangers de non-rentabilité inhérents à cette rapide création de nouveaux laminoirs, comme le prouve un accord signé en 1952 par tous les Etats intéressés et déterminent, pays par pays, les types de produits laminés dont ils doivent se réserver la production.

[4] Les industries chimiques roumaines offrent, en Europe orientale, l'exemple principal d'une exploitation concertée des ressources naturelles sous le régime de l'« entreprise mixte ». Il existe deux entreprises à participation soviétique, Sovromchim et Sovrompetrol ; une société à participation hongroise, Romagchim ; une autre à participation de l'Allemagne orientale, tandis que les établissements Carbochim (électrodes et meules à polir) ont été édifiés par l'entreprise mixte roumano-soviétique Sovromconstructii.

[5] Grâce surtout à la construction de nouvelles usines et aussi, dans une moindre mesure, au fait que la Pologne s'est agrandie de la Silésie.

[6] Par exemple, en Roumanie, avant la guerre, 90% des entreprises de construction employaient 4 travailleurs au plus et 60% d'entre elles ne comptaient qu'un seul travailleur.

[7] Dans les débuts, il a été très difficile d'exercer un contrôle effectif sur l'industrie du bâtiment. *L'Exposé des motifs de la Loi relative au plan quinquennal tchécoslovaque* (Ministère tchécoslovaque de l'information, Prague, 1949) relève que, « à l'époque du plan biennal, de nombreuses constructions illicites ou de marché noir ont été effectuées, représentant quelque 3 milliards de couronnes... pour assurer à quelques égoïstes un confort dont la nécessité ne se justifie nullement. Si, dans le domaine du bâtiment les objectifs n'ont pas été atteints, ce retard n'est aucunement dû au hasard... L'expérience a montré que les constructeurs privés ne se sont jamais laissé guider que par la recherche du profit, sans tenir aucun compte des exigences du plan biennal... Outre les constructions immobilières illicites dont il est question plus haut, de vastes investissements ont été consacrés au secteur privé de l'industrie, aux installations commerciales et autres, ce qui ressort du fait qu'en 1947 les investissements totaux par habitant dans le secteur privé dépassaient de 50% environ ceux du secteur nationalisé, ce qui est absolument contraire aux directives données » (pages 34-39).

[8] L'un des exemples les plus graves est fourni par l'affaire du Canal de la mer Noire, en Roumanie : en l'espace de trois semaines, dans le courant du mois d'août 1952, les chefs de la Division du plan, de la Division de l'exécution technique, de la Division de la production, le chef des ateliers centraux et le chef du chantier de construction ainsi que cinq autres ingénieurs attachés à l'ouvrage, soit 10 personnes au total, furent arrêtés sous divers chefs d'inculpation qu'on peut ramener essentiellement à l'accusation de négligence et d'incapacité. Quatre d'entre elles furent exécutées immédiatement après le procès, les autres condamnées à des peines d'emprisonnement allant de 50 ans à la réclusion à vie.

neuf dixièmes. Sauf depuis peu, en Allemagne orientale et en Hongrie, où la part des investissements totaux qui leur a été consacrée a été portée à un septième, les logements se sont vus, en général, attribuer un dixième du total ou moins encore, et les installations commerciales n'ont, bien entendu, bénéficié en général d'aucune aide financière. Les transports et les communications qui, dans l'état de désorganisation où ils se trouvaient dans la période qui a suivi immédiatement la guerre, avaient besoin d'une large part des investissements — en Pologne jusqu'à 40% en 1946 — n'ont pas gardé ce caractère prioritaire et se voient maintenant attribuer 20% environ, ou moins, du total. Les investissements profitant directement aux consommateurs — que l'on consacre aux écoles, aux bibliothèques, aux « palais de la culture », aux hôpitaux, aux sanatoriums, etc. — ont représenté, dans le cadre des plans actuellement en cours d'exécution, une fraction des investissements totaux assez régulièrement égale à 8%, conformément à la politique officielle qui vise à fournir aux particuliers des services communautaires plutôt qu'à améliorer substantiellement l'approvisionnement en biens de consommation [1].

Les niveaux de consommation

En raison de l'insuffisance des statistiques en la matière [2], il est impossible de se faire une idée tant soit peu précise de l'évolution de la consommation individuelle dans son ensemble. De toute manière, il s'agit là d'un domaine où l'évolution des moyennes ne serait pas toujours d'un très grand intérêt. Pendant la guerre, on a pu constater dans les pays de l'Europe orientale, comme dans ceux de l'Europe occidentale, une tendance au nivellement des taux des salaires [3]. Dans les premières années d'après guerre, les barèmes de salaires devinrent très mobiles et varièrent profondément selon le lieu ou selon l'entreprise. Par la suite, on eut nettement tendance à abandonner le salaire au temps pour le remplacer par le salaire aux pièces, selon une évolution qu'il n'est toutefois possible de suivre par les statistiques que jusqu'en 1949. Plus récemment, les industries ont été classées en groupes d'après l'importance qu'elles revêtent pour le plan et dans chaque industrie (voire dans chaque usine), les travailleurs ont été classés en huit échelons d'aptitude et de qualifications, les salaires prévus pour l'échelon le plus haut étant en général trois fois environ plus élevés que ceux de l'échelon le plus bas [4].

Au total, cette systématisation des barèmes de salaires a incontestablement eu pour résultat pratique d'augmenter le zèle des travailleurs, et, partant, le rendement. Par voie de conséquence, cela a eu pour effet, aussi, d'élargir (comme on cherchait à le faire) l'éventail des revenus du travail [5], alors qu'au lendemain de l'abolition à peu près générale des revenus autres que ceux du travail, l'échelle des salaires était devenue relativement égalitaire. De ce fait, la condition des travailleurs pendant la période de transition est devenue très différente suivant l'échelon auquel ils appartiennent, encore que tous les travailleurs aient bénéficié du développement donné aux assurances sociales et aux services communautaires. Il est permis, d'ailleurs, d'affirmer que les travailleurs énergiques et intelligents employés dans des entreprises obtenant les résultats les meilleurs ont pu améliorer leur niveau de vie pendant la durée d'exécution des plans de développement, tandis que les travailleurs non qualifiés des industries non prioritaires sont ceux qui ont le plus souffert de la stagnation persistante de l'agriculture. En Roumanie, par exemple, les prix des articles de consommation manufacturés sont restés assez stables dans l'ensemble entre 1948 et 1951 — l'abaissement des prix décidé en 1949 ayant été compensé par des hausses ultérieures — mais, sur le marché libre, les prix des denrées alimentaires ont triplé. Les gains nominaux moyens n'ont pas augmenté assez pour suivre cette hausse. En Bulgarie, une augmentation générale des salaires de l'ordre de 12 à 13% n'a compensé qu'en partie la hausse rapide des prix qui a accompagné la réforme monétaire du mois de mai 1952, lorsque les prix des marchandises primitivement rationnées furent relevés de 70% environ (c'est-à-dire à un niveau un peu inférieur aux prix précédemment

[1] Selon une évaluation officielle, en Roumanie, la valeur monétaire de ces services sociaux et autres commodités pour le travailleur moyen représentait, en 1951, l'équivalant de 26% de son salaire en espèces. Ces investissements communautaires procurent des résultats tangibles pour la masse des consommateurs moyennant un coût moindre en ressources matérielles que la construction d'usines de biens de consommation ou que des investissements agricoles.

[2] Aucune des statistiques suivantes n'est publiée de façon régulière : total de la consommation individuelle en nature ; proportion du revenu national représentée par la consommation individuelle en prix courants ou en prix rapportés à une année de base ; budgets familiaux de groupes représentatifs de travailleurs ; prix de détail, à l'exception des renseignements fournis dans les communiqués publiés de temps à autre à l'occasion de réformes monétaires ou de décrets sur les prix de détail. Les statistiques de la production industrielle elles-mêmes sont sporadiques, car il est d'usage de n'en publier les indices (dans les rapports annuels ou trimestriels sur l'état d'exécution du plan) que lorsqu'ils font apparaître une augmentation.

[3] Voir « Modifications de la structure des salaires dans les pays européens », *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 2, N° 2, 1950, pages 60-69.

[4] Le nouveau système a été appliqué petit à petit dans l'ensemble de la région, c'est ainsi qu'il est entré en vigueur en Roumanie dès le mois de janvier 1949, en Pologne au cours du second semestre de 1950 et en Bulgarie un an plus tard.

[5] Voir, par exemple, « Contre un nivellement inéquitable des salaires », *Gospodarka Planowa*, Varsovie, N° 9, 1952.

en vigueur sur le marché libre). Au cours des trois années précédentes, les salaires nominaux moyens n'avaient augmenté que de 20%. En Pologne, une comparaison entre les prix de détail en vigueur en décembre 1949 [1] et les prix annoncés en janvier 1953, au moment où le rationnement fut à nouveau supprimé, donne à penser que les prix de détail ont plus que doublé dans l'intervalle. Le salaire-type d'un travailleur qualifié avait augmenté des deux tiers environ. Lorsque le rationnement fut supprimé, les salaires furent relevés, mais dans une proportion variant entre 12 à 40%, si bien que certaines catégories de travailleurs ont été particulièrement touchées. En Tchécoslovaquie et en Hongrie, l'évolution est la même depuis deux ans : en Hongrie, par exemple, le coût de la vie a augmenté de près de 75% entre juin 1950 et décembre 1951 [2], mais, dans le même temps, les salaires n'ont augmenté que de 25% [3]. Toutefois, ces faits ne permettent pas d'en conclure qu'au cours des deux dernières années, l'ensemble des approvisionnements en biens de consommation a diminué : l'explication la plus plausible de la pression accrue de la demande sur l'offre au cours de ces deux ans, réside dans le fait que la demande de la population urbaine, qui est en voie d'augmentation, s'est accrue plus vite que l'offre. En revanche, la population rurale a sans doute pu maintenir sa consommation moyenne aux niveaux plus élevés qui avaient été atteints à la fin de la phase de reconstruction : le grand propriétaire foncier d'avant guerre vendait une part plus grande de sa production que le petit propriétaire d'après guerre, et les livraisons obligatoires à l'Etat n'ont rien changé à cet état de choses [4].

[1] En l'occurrence, il s'agit des prix convertis en monnaie nouvelle, au taux en vigueur au lendemain de la réforme monétaire.

[2] En Hongrie et en Pologne, les événements se sont déroulés dans le même ordre : une mauvaise récolte, rétablissement du rationnement et hausse des prix des denrées alimentaires échappant au rationnement, puis rétablissement d'un marché unique avec de nouveaux prix, plus élevés que précédemment pour les articles rationnés, mais inférieurs aux prix libres. La Hongrie a connu cette succession de mesures entre janvier et décembre 1951, la Pologne entre février 1952 et janvier 1953. Dans les deux pays, le cycle s'est déroulé en onze mois exactement. La Bulgarie a adopté les mêmes modalités de suppression du rationnement en mai 1952.

[3] On trouvera à l'Annexe B l'indication des sources des données relatives au coût de la vie et aux salaires.

[4] C'est ainsi qu'en Hongrie, où la réforme agraire a été particulièrement radicale — car avant la guerre le régime foncier était caractérisé par le fait qu'il existait à la fois de très grands domaines et des propriétés minuscules — la quantité de viande vendue sur le marché en 1949-1951 ne représentait que 43% de la production totale, contre 60% en 1925–1935 (István Friss, « La suppression du rationnement en Hongrie », *Társadalmi Szemle*, N° 2-3, 1952), bien que le volume total de la production ait été sensiblement le même.

3. Problèmes d'avenir

Les résultats obtenus pendant la période d'après guerre ont démontré que les gouvernements de l'Europe orientale ont, dans l'ensemble, vu juste lorsqu'ils ont établi leurs plans, compte tenu des priorités qu'ils avaient fixées et qui, du moins dans les premières phases du développement, réservaient une large place à l'expansion de l'industrie lourde, même s'il a fallu, pour cela, négliger dans une certaine mesure l'agriculture [5] et, dans le cas de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne orientale, renverser le cours antérieur de l'évolution. Les difficultés qui ont pesé à divers moments sur certaines industries déterminées ne doivent pas masquer ce résultat. A la vérité, la formation, à intervalles plus ou moins réguliers, de goulots d'étranglements est une conséquence inévitable des efforts faits pour maintenir au minimum les stocks [6] : de plus en plus, on considère que les plans trop « prudents » sont de mauvais plans [7].

Les méthodes adoptées pour la rémunération des travailleurs, qui sont caractérisées par le désir de stimuler le plus possible le zèle des intéressés, ont incontestablement contribué à augmenter le rendement de chaque ouvrier. Le parti que l'on a su tirer des « économies extérieures » qu'il est possible de

[5] Cela ne signifie évidemment pas, pour autant, que la production agricole n'ait pas augmenté, ni qu'aucun investissement n'ait été effectué dans l'agriculture. Mais, dans la mesure où de tels investissements ont eu lieu, ce sont exclusivement les exploitations agricoles appartenant à l'Etat et aux coopératives qui en ont bénéficié : les propriétés moyennes, où les investissements peuvent donner des résultats rapides, n'ont pas reçu de capitaux du tout.

[6] Le but visé en fixant la plupart des « normes économiques techniques » dont il a été fait état plus haut (page 33) est de faire dépendre étroitement de la production de chaque usine la quantité de matières premières qu'elle peut utiliser.

[7] Un commentateur soviétique critiquait les premiers plans polonais, hongrois et bulgare à long terme (remaniés depuis) dans les termes suivants : « La raison de ce niveau trop bas des objectifs ne tenait pas seulement au manque d'expérience des auteurs des plans qui n'avaient pas su faire apparaître toutes les réserves internes, mais aussi aux théories hostiles des éléments bourgeois et opportunistes de droite, qui invoquent la nécessité d'une « planification prudente », la réduction inévitable du rythme de production, une fois écoulée la période de reconstruction, et ainsi de suite. Les partis communistes et ouvriers des pays de démocratie populaire ont mis en pièce ces théories hostiles et ont fait introduire des améliorations décisives lors de l'élaboration des plans des Etats. » (P. Krylov, *Planovoe Khosiaistvo*, N° 4, 1952, page 75.)

réaliser lorsque la production d'une branche d'industrie tout entière, voire de tout un pays, peut faire l'objet d'un plan unique, a permis d'accroître dans ces pays la productivité des différentes entreprises. Certaines de ces économies — normalisation des produits et spécialisation par entreprise — ne sont extérieures que par rapport à telle ou telle entreprise déterminée. D'autres économies — la coordination des plans de production de branches d'industrie à des stades successifs de production [1] — sont aussi extérieures par rapport à telle ou telle branche d'industrie. D'autres encore — l'adoption de plus en plus généralisée, dans l'ensemble de la région, des normes soviétiques [2], le libre échange des brevets — sont même extérieures par rapport à tel ou tel pays [3]. Du fait que le commerce extérieur est devenu un monopole de l'Etat et qu'au demeurant, il ne revêt qu'une faible importance dans la plupart des pays de l'Europe orientale, leurs économies se trouvent ainsi mises à l'abri des influences extérieures à cette région. La centralisation des décisions prises en matière d'investissements a pour effet d'empêcher une insuffisance de la demande pour tel ou tel produit d'avoir des répercussions sur l'ensemble de l'activité économique, si bien qu'en 1952, alors que l'on notait un ralentissement de l'activité économique en Europe occidentale, la production a continué d'augmenter dans les pays de l'Europe orientale. L'intervention de l'Etat se fait sentir sur tant de points que les difficultés qu'éprouvent les économies moins centralisées à maintenir l'équilibre entre l'expansion et la poussée inflationniste, ont été réduites à relativement peu de chose.

A presque tous les égards, cette intervention de l'Etat a sans cesse gagné en étendue et en efficacité. Ainsi, comme le montre le Tableau 13, sauf en Allemagne orientale, l'entreprise privée ne survivait plus en 1952 qu'à l'état de vestige dans l'industrie et même dans le commerce de détail. Les investissements ne rentrant pas dans le cadre du plan n'étaient plus autorisés. Les normes de salaires de certains pays ne correspondaient plus aux moyennes statistiques des résultats obtenus antérieurement, et elles étaient déterminées scientifiquement. L'intervention peut désormais être poussée si loin dans les détails que, pour chaque entreprise, on a mesuré le degré d'exécution du plan [4], non pas seulement en comparant la production effective à la production prévue, mais aussi en tenant compte du succès ou des échecs rencontrés dans l'exécution du plan par rapport aux diverses « normes de productivité ».

Néanmoins, une faiblesse sérieuse subsiste, à savoir : l'incapacité où sont encore les gouvernements d'équilibrer la balance des paiements entre l'industrie et l'agriculture. L'analogie avec la balance des paiements entre l'ensemble d'une économie nationale et le monde extérieur est très grande : les agriculteurs appartiennent à un secteur qui, à certains égards, échappe presque autant que les étrangers à l'action de l'Etat. On a relevé plus haut que les revenus des exploitations agricoles ont eu tendance à dépasser les prévisions faites dans le plan lorsque les récoltes étaient mauvaises. Pour étrange que soit à première vue cette constatation, il en serait de même dans les années où les récoltes sont exceptionnellement bonnes, parce que les prix des produits agricoles soumis aux livraisons obligatoires sont établis avant la récolte.

A la longue, les gouvernements seront donc nécessairement amenés à essayer d'accroître leur intervention dans l'agriculture [5], à la fois pour combler cette lacune du système et pour créer un état de choses permettant d'attirer vers l'industrie l'excédent de main-d'œuvre rurale [6]. Jusqu'ici, il a été possible d'augmenter sensiblement les effectifs de l'industrie en détournant d'occupations considérées comme parasitaires des travailleurs habitant déjà les villes, et les transferts proprement dits de l'agriculture à l'industrie

[1] Les « bilans matériels » dont il est souvent question dans les publications techniques qui paraissent dans les pays de l'Europe orientale expriment le rapport qui existe entre la quantité des matériaux et des capitaux utilisés et la production de produits finis. Il est difficile de dire si les gouvernements de ces pays se servent en fait d'un tableau intégral des entrées et des sorties (*input-output*) analogue à celui qui est connu dans les pays occidentaux sous le nom de tableau de Leontief.

[2] Toutefois, la normalisation intégrale n'est pas nécessairement toujours avantageuse pour chacune des économies intéressées. Par exemple, l'application des normes soviétiques dans l'industrie textile — qui est si répandue que les nouveaux prix cités dans le décret relatif à la réforme monétaire en Roumanie (*Scanteia*, 28 janvier 1952) sont indiqués pour les qualités-types soviétiques — a entraîné un abaissement sensible de la qualité de différents articles : en Tchécoslovaquie, le poids moyen d'un mètre de tissu de coton — 170 grammes en 1949 — va être ramené, d'après le plan, à 125 grammes en 1953 pour se rapprocher ainsi de la moyenne soviétique de 120 grammes (*Plánované Hospodářstvi*, Prague, N° 10, 1952, pages 888-890).

[3] Voir Chapitre 12.

[4] Dont dépendent les primes et les versements au « fonds du directeur » qui sert à financer les services mis à la disposition du personnel.

[5] La méthode employée pour déterminer les quantités devant faire l'objet des livraisons obligatoires par les agriculteurs a d'ores et déjà été mise au point et rationalisée. Dans les premières années qui ont suivi la fin de la guerre, le montant des livraisons de chaque agriculteur était déterminé de façon assez arbitraire. Par la suite, en Tchécoslovaquie, on a négocié les quantités à livrer sur une base contractuelle. Plus récemment (en 1952), en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale, on a fixé pour chaque exploitation prise séparément la quantité à livrer en s'inspirant de règles générales adoptées pour calculer le rendement du sol suivant sa qualité et ses caractéristiques. Ce système vise très nettement à socialiser les rentes économiques.

[6] Le retrait de main-d'œuvre du secteur agricole surpeuplé aboutit évidemment à augmenter aussi le rendement dans ce secteur (cf. Chapitre 8).

Tableau 13

DEGRÉ DE SOCIALISATION DE L'ÉCONOMIE DANS LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE EN 1952

En pourcentages

	Pologne	Tchécoslovaquie	Allemagne orientale	Hongrie	Roumanie	Bulgarie	Albanie
Industrie : valeur de la production brute — *a* Entreprises de l'Etat	99	98	77	97	97	95	99
Industrie : valeur de la production brute — *b* Coopératives						5	
Commerce de détail : Montant du chiffre d'affaires global — *a* Entreprises de l'Etat	93	97	36	82	76	51	..
Commerce de détail : Montant du chiffre d'affaires global — *b* Coopératives			18			47	..
Transport : Nombre de tonnes-kilomètres — Entreprises de l'Etat et coopératives	100	96	100	100	85	..	..
Agriculture : Superficie des terres arables — *a* Exploitations de l'Etat	12 *a*	14 *a*	5 *a*	9	9	2	2
Agriculture : Superficie des terres arables — *b* Coopératives	3 *a*	29 *a*	2	18	7	51	7
Revenu national — Entreprises de l'Etat et coopératives	73	88	..	76	..	77	..

Sources : Voir Annexe B.

a Pourcentage de la superficie des terres cultivables.

ont été en réalité assez faibles [1]. Mais cette réserve de main-d'œuvre urbaine est probablement presque épuisée maintenant et il est naturel, dans ces conditions, qu'au cours des trois dernières années, l'accent ait été mis sur la collectivisation que tous les gouvernements intéressés envisagent de pousser plus loin dans l'avenir. Sauf en Bulgarie, où la campagne de collectivisation a pris dès 1947 des proportions importantes, et sauf en Allemagne orientale, où cette campagne n'a commencé qu'en été 1952, le nombre des exploitations agricoles collectivisées n'a augmenté beaucoup que depuis 1949 [2].

Nombre d'exploitations agricoles collectives

	Fin de 1949	*Milieu de 1952*
Pologne	802	4 215
Hongrie	1 367	4 900
Roumanie	100 *	1 400
Bulgarie	1 600	2 738

Source : Voir Annexe B.

C'est la Bulgarie qui, en 1952, grâce à un démarrage plus rapide et aux dispositions plus favorables des paysans, était allée le plus loin dans cette voie — plus de la moitié de la superficie cultivable y était organisée en exploitations collectives — tandis qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie, la collectivisation ne touchait qu'un quart environ des terres arables (cf. Tableau 13).

La collectivisation répond au double dessein de diriger la main-d'œuvre vers l'industrie et de créer un état de choses permettant d'augmenter le rendement à l'hectare et par homme. Toutefois, pour être efficace, elle paraît devoir exiger l'augmentation substantielle de deux types d'investissements négligés jusqu'ici : d'une part, les investissements dans la construction, l'outillage agricole et les engrais pour l'agriculture elle-même, et, d'autre part, les investissements dans le logement urbain pour les nouveaux migrants venus des régions rurales.

Aujourd'hui, où quelques-uns des grands programmes d'investissement [3] compris dans les plans actuellement en voie d'exécution sont achevés ou près de l'être, rien ne devrait empêcher les gouvernements, s'ils le désirent, d'accroître les investissements dans le secteur du logement et dans celui de l'agriculture, sans qu'il faille, pour autant, les réduire ailleurs. Il y a, jusqu'ici, peu d'indications qu'ils veuillent agir ainsi. Au contraire, lorsque les plans sont remaniés, il est courant — l'Allemagne orientale vient d'en fournir l'exemple le plus récent — que les objectifs de l'industrie lourde soient relevés ; en revanche, les programmes agricoles demeurent relativement modestes [4]. Tant qu'il en sera ainsi, les possibilités d'un relèvement rapide et général du niveau de vie resteront nécessairement assez précaires.

[1] Voir Chapitre 8.

[2] Voir Chapitre 9.

[3] C'est une caractéristique de la politique de planification en Europe orientale qu'une grande partie de l'effort d'investissement s'est portée sur un petit nombre d'ouvrages gigantesques dont la réalisation demande beaucoup de temps. Par exemple, parmi les grands travaux qui sont encore à terminer, figurent : en Pologne, le combinat sidérurgique de Nowa Huta (Cracovie) qui produira 1.500.000 tonnes d'acier, commencé en 1949 et dont l'achèvement est prévu pour 1955, et l'usine de produits chimiques de Kedzierzyn (1952-1957) ; en Tchécoslovaquie, le centre métallurgique Hugo à Košice (1951-1956) et l'aciérie Gottwald à Kunčice près d'Ostrava (1951-1955) ; en Hongrie, l'aciérie Staline qui pourra produire 1 million de tonnes d'acier (1950-1954) ; en Roumanie, le canal Danube-mer Noire (1949-1955) ; et en Bulgarie, la centrale hydraulique Staline sur l'Isker (1950-1955).

[4] Etant donné que ces plans paraissent toujours compter sur une bonne récolte — et non sur une récolte moyenne — il peut arriver qu'à la suite de conditions atmosphériques défavorables, les résultats soient très inférieurs aux prévisions établies.

Chapitre 4

L'UNION SOVIÉTIQUE

L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951* [1] contenait une analyse de l'évolution de la situation économique en Union soviétique depuis la fin de la guerre. Il y était indiqué que la production en Union soviétique avait marqué de très grands progrès et qu'en 1950, le chiffre du revenu national dépassait sensiblement celui d'avant guerre, même si l'on tient compte de l'erreur systématique dans le sens d'une surestimation que comportaient les indices soviétiques, notamment ceux du revenu national et de la production industrielle [2]. Par suite de la reconstruction rapide des régions dévastées et du développement ininterrompu et rapide de la production industrielle dans les régions qui avaient été épargnées par la guerre, l'industrie lourde a largement dépassé l'objectif qui lui avait été assigné dans le quatrième Plan quinquennal (1946–1950) et c'est surtout grâce aux progrès enregistrés dans ce secteur que le revenu national a augmenté. L'agriculture a subi, du fait de la guerre, des pertes particulièrement lourdes et, en 1950, le niveau de la production agricole n'a été que légèrement supérieur à ce qu'il était avant la guerre ; l'agriculture, de même que l'industrie légère, n'est pas parvenue à atteindre les objectifs qui avaient été prévus dans le quatrième Plan quinquennal; cependant, le relèvement de ces deux secteurs de l'économie constitue déjà en soi un résultat remarquable. La plus grande partie de l'augmentation du revenu national par rapport à l'avant-guerre a été consacrée aux investissements et à la défense nationale, mais une très faible partie seulement a été utilisée pour accroître la consommation. En 1950, les niveaux de consommation ont rejoint ceux d'avant guerre : les augmentations de la consommation de biens durables ont été plus ou moins contrebalancées par de légères baisses dans la consommation de certaines denrées alimentaires et de vêtements. Il était inévitable que l'accroissement de la production industrielle de l'Union soviétique se ralentît un peu une fois achevée la phase de reconstruction rapide, mais, à la fin du quatrième Plan quinquennal, l'industrialisation de l'Union soviétique se poursuivait à une cadence plus vive que dans aucun pays de l'Europe occidentale [3].

[1] Voir Chapitre 5, « L'évolution de la situation économique dans l'Union soviétique ».

[2] Cette surestimation, ainsi que l'ont fait observer les économistes soviétiques (voir l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951*, page 150), était surtout due au système périmé de l'emploi, comme base, des prix de 1926/27 qui, depuis, a été presque entièrement abandonné. Le Plan quinquennal actuel a été établi d'après les prix pratiqués en 1952 et il y est indiqué que les séries de prix utilisées pour le choix des coefficients de pondération seront revisées tous les cinq ans.

[3] En Allemagne occidentale, la production industrielle a également augmenté rapidement pendant cette même période, mais cette augmentation était due au redressement plus tardif du pays et non à une industrialisation plus poussée.

1. Le nouveau Plan quinquennal

Le cinquième Plan quinquennal, pour les années 1951–1955, a été publié au mois d'août 1952 et approuvé en octobre, avec de très légères modifications, par le 19e Congrès du parti communiste. Ce plan n'a donc été rendu public que lorsqu'un tiers de la période sur laquelle il porte était déjà écoulé [4].

En prévoyant une augmentation de 70% de la production industrielle et de 40 à 50% de la production agricole, le cinquième Plan quinquennal vise à accroître le revenu national de 60% [5]. Il serait sans intérêt de comparer la portée et la structure du Plan quinquennal actuel à celles du Plan précédent; en effet, pour celui-ci, on s'était trouvé dans l'obligation de prendre, comme point de départ, le niveau fort bas de production qui existait immédiatement après la guerre. Les conséquences de la guerre, pour l'Union soviétique, ont été assez semblables à ce qu'elles ont été pour les pays de l'Europe orientale où se sont déroulés de

[4] Il s'agit là d'un retour à la méthode d'avant guerre qui avait été abandonnée en 1946, année où le quatrième Plan quinquennal fut publié dès sa mise à exécution.

[5] Les chiffres cités dans le présent chapitre sont soit des chiffres tirés directement du Plan quinquennal, soit des évaluations faites d'après diverses communications ou déclarations officielles. Pour les sources et méthodes utilisées, voir l'Annexe B.

Tableau 14

DONNÉES SOMMAIRES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

	1942 (Chiffre du Plan)	1950		1952	1955
		Chiffre du Plan	Chiffre réel	Chiffre réel	(Chiffre du Plan)
	1937 = 100	*1940 = 100*		*1950 = 100*	
Revenu national	180	138	164	124	160
Production industrielle brute	188	148	173	129	170
Biens d'équipement	203	161	205	130 [a]	180
Biens de consommation	169	130	123	128 [a]	165
Productivité dans l'industrie	165	136	137	118	150
Emploi dans l'industrie [b]	114	109	126	109	113
Productivité dans le bâtiment	175	140	123	117	155
Emploi dans l'économie nationale [c]	119	106	124	106	115
Transport de marchandises :					
Chemin de fer	144	128	145	122	140
Route	460	..	230	138	185
Voies navigables intérieures	177	138	126	127	160
Production agricole brute	152	127	107 *	..	140-150 *
Végétale	137	..	113 *	105 [d]	155 *
Animale [e]	196	110 *	95 *	..	126 *
Superficie ensemencée	109	105	97	107	116

Sources : Textes des Plans : *Izvestia*, 16 mars 1946, 17 avril 1951, 29 janvier et 7 novembre 1952, et 23 janvier 1953; *Pravda*, 6 octobre 1952.

[a] Estimations provisoires faites en novembre.

[b] Indice calculé d'après les indices de la population et de la productivité.

[c] Industrie, construction, transport, commerce et services d'Etat, fermes d'Etat.

[d] Céréales seulement.

[e] Excepté pour l'année 1942, on a calculé ces chiffres d'après l'effectif du cheptel en utilisant les facteurs de conversion indiqués dans *Slovar spravotchnik po sotsial'no-ekonomitcheskoi statistike*, Moscou, 1948, page 218.

violents combats terrestres, mais, d'une manière générale, elles ont été beaucoup plus graves que dans les pays de l'Europe occidentale. Le cheptel a été très durement éprouvé et l'agriculture, complètement désorganisée, a subi des dommages extrêmement graves. Bien que l'industrie se soit trouvée située pour un tiers dans les régions dévastées par la guerre et qu'elle ait, de ce fait, subi des pertes importantes, elle s'est, comme dans d'autres pays, relevée plus vite que l'agriculture. Dans l'ensemble, on a estimé que la guerre avait retardé le développement économique de l'Union soviétique de huit à neuf ans [1]. Il semble cependant que le retard causé au développement de l'industrie ait été moindre et que, pendant les dix années qui se sont écoulées entre 1940 et 1950, le rythme d'accroissement de la production ait été à peu près du même ordre que pendant les Plans quinquennaux d'avant guerre ou le Plan quinquennal actuel.

Par ses caractéristiques générales, le cinquième Plan quinquennal actuel ressemble le plus au troisième dont l'exécution avait commencé en 1938, mais avait été interrompue par la guerre. Les deux premiers Plans quinquennaux partaient en effet d'un niveau d'industrialisation moins élevé et leur exécution s'est heurtée à de grosses difficultés en raison des changements apportés à l'organisation de l'agriculture aux environs de 1930–1932; une comparaison du Plan actuel avec ces deux Plans ne serait donc peut-être pas tout à fait valable. Le troisième Plan a, en outre, ceci de commun avec le Plan actuel, qu'au début, les dépenses consacrées à la défense nationale absorbaient une proportion importante et croissante des ressources.

Le Tableau 14 fait apparaître les ressemblances qui existent dans la structure du troisième Plan quinquennal et du cinquième. Le but officiellement déclaré des deux Plans est d'accroître très sensiblement la production des industries lourdes, des industries légères et de l'agriculture, et ceci dans l'ordre indiqué. Si le troisième Plan quinquennal prévoyait des accroissements de production un peu plus élevés, cela s'explique dans une large mesure par le fait que les indices étaient à l'époque soumis à une distorsion plus grande, qui, depuis, a été fortement atténuée. Les deux Plans reposent sur cette hypothèse que, pour la plus grande part, l'accroissement de la production industrielle résulterait d'une augmentation

[1] C'est ce qu'a dit M. Malenkov, Vice-Président du Conseil des ministres (*Pravda*, 6 octobre 1952).

Tableau 15

ÉVALUATION DE LA POPULATION DE L'UNION SOVIÉTIQUE PAR SECTEURS D'EMPLOI (Y COMPRIS LES PERSONNES A CHARGE)

Fin de l'année — En millions

	Limites territoriales d'avant guerre		Limites territoriales d'après guerre		
	1926	1938	1940	1950	1955
Industrie, transports et services	19	60 ± 2	76 ± 2	84 ± 4	96 ± 4
Agriculture	114	94 ± 2			
Artisanat	5	8	123 ± 2	119 ± 7	124 ± 7
Armée, sans emploi, emploi non spécifié	9	8			
Population totale	147	170	199	203 ± 5	220 ± 5

Sources : Limites territoriales d'avant guerre : F. Lorimer, *The population of the Soviet Union* (Société des Nations, 1946).

Limites territoriales d'après guerre : Pour la population totale en 1940 et en 1950, voir *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951*, page 153. L'augmentation entre 1949 et 1951 a été indiquée comme étant de 9,5 millions (M. Malenkov, *Pravda*, 6 octobre 1952); pour 1955, le chiffre a été obtenu par extrapolation. Les chiffres de la population occupée dans l'industrie, etc., ont été calculés par voie d'évaluation à partir des chiffres de l'emploi dans l'économie nationale, dont on a retranché un chiffre, obtenu également par voie d'évaluation, représentant la main-d'œuvre employée par l'Etat dans l'agriculture; en outre, on a admis que la proportion des personnes à charge par rapport à la population active était la même qu'en 1939. Pour les autres secteurs, les chiffres constituent des évaluations obtenues par élimination.

de la productivité davantage que d'un accroissement des effectifs de main-d'œuvre employés [1].

De même, pour l'agriculture, les deux Plans supposent que la plus grande partie de l'accroissement de la production sera due à l'augmentation du rendement à l'hectare plutôt qu'à l'extension de la superficie des terres cultivées. La principale différence entre les deux Plans, pour ce qui est de l'agriculture, tient au fait que le premier prévoyait des objectifs très ambitieux pour l'élevage, et le second pour les cultures : mais, une fois écoulée la première moitié de la période d'exécution du troisième Plan quinquennal, on devait constater qu'il y avait de fortes chances pour que les objectifs concernant le cheptel ne soient pas atteints; de même, tout porte à croire dès maintenant que si les tendances actuelles se maintiennent, il ne sera pas possible non plus d'atteindre les nouveaux objectifs fixés pour la production des récoltes. Toutefois, ainsi qu'on le verra plus loin, il est probable que la production industrielle atteindra et même dépassera les objectifs qui lui ont été assignés et compensera ainsi les effets que pourrait avoir une insuffisance de la production agricole sur le revenu national, mais non ceux qu'elle pourrait avoir sur la consommation.

[1] L'indice de productivité, tel qu'il est défini dans les statistiques soviétiques, n'est pas nécessairement égal au quotient de l'indice global de la production par l'indice global de l'emploi. L'indice de l'emploi reproduit au Tableau 14, qui est calculé à partir des deux autres indices, comporte donc une certaine marge d'erreur et constitue probablement une sous-estimation.

D'après ce qui avait été envisagé à l'origine dans le quatrième Plan quinquennal, des modifications analogues à celles qui viennent d'être indiquées pour les troisième et cinquième Plans quinquennaux auraient dû apparaître dans la structure de la production en 1950, par rapport à celle de 1940. En fait, les modifications qui sont intervenues ont été différentes : comme on l'a déjà indiqué, les objectifs prévus pour l'agriculture et les biens de consommation n'ont pas été atteints, mais ceux qui avaient été fixés pour la production des biens d'équipement ont été sensiblement dépassés. Il semble que la différence frappante que l'on constate entre les objectifs indiqués dans le Plan et les résultats effectivement obtenus, provienne essentiellement du fait qu'une main-d'œuvre beaucoup plus importante qu'il n'avait été prévu primitivement a été employée dans les secteurs industriels de l'économie. Différents moyens ont été utilisés pour attirer le supplément de main-d'œuvre dans l'industrie lourde.

Les statistiques de la main-d'œuvre dont on dispose pour la période d'après guerre sont très sommaires, mais il ressort des données rassemblées au Tableau 15 que l'augmentation de la main-d'œuvre industrielle prévue pour 1955 et l'accroissement des effectifs employés dans les transports et les services représentera, au total, depuis 1940, une augmentation de la main-d'œuvre non agricole à peu près égale à l'accroissement de la population active. L'augmentation extrêmement forte de la main-d'œuvre industrielle entre 1926 et 1938 — période pendant laquelle a commencé l'industrialisation rapide du pays — a

fait baisser d'un sixième le nombre des travailleurs de l'agriculture. Cette tendance s'est toutefois arrêtée par la suite, malgré les lourdes pertes en vies humaines provoquées par la guerre. La population agricole semble avoir quelque peu diminué pendant et immédiatement après la guerre, mais elle aura plutôt tendance à augmenter légèrement pendant la période sur laquelle porte le Plan quinquennal actuel [1].

Alors que, pendant la première phase de l'industrialisation, les services administratifs et sociaux ont vu leur personnel s'accroître dans les mêmes proportions que la main-d'œuvre industrielle, entre 1940 et 1949, c'est l'industrie qui a absorbé presque intégralement l'augmentation de la main-d'œuvre non agricole. Dans le cadre du Plan quinquennal actuel, l'emploi s'accroît légèrement plus vite dans l'industrie et la construction que dans les services. Il est probable que la proportion de la population totale employée dans les services autres que les transports sera, en 1955, la même qu'avant la guerre et que le nombre des travailleurs occupés dans les industries extractives et manufacturières atteindra quelque 17 millions, c'est-à-dire 15 à 20% environ de l'effectif total de main-d'œuvre.

[1] En fait, celui-ci prévoit une augmentation de la production agricole un peu plus forte que celle de la productivité de la main-d'œuvre agricole.

2. L'INDUSTRIE

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-après, le rythme officiellement indiqué de l'accroissement de la production industrielle s'est ralenti au cours des dernières années :

Production industrielle brute
(Année précédente = 100)

1947	122	1950	123
1948	127	1951	116
1949	120	1952	111

Ce ralentissement est imputable en partie, comme on l'a exposé dans l'ETUDE de l'année dernière, à l'atténuation de l'erreur systématique que comportaient les statistiques, mais il s'explique aussi par le fait que les possibilités d'augmentation rapide de la production, qui existaient immédiatement après la guerre, ont été épuisées. Cependant, à moins que le taux de l'accroissement ne tombe à 9% pendant le reste de la période d'exécution du Plan, les objectifs fixés pour la production industrielle seront dépassés. Les résultats obtenus pendant les deux premières années d'exécution du Plan permettent de penser que la productivité s'accroîtra conformément aux prévisions, mais que l'effectif de la main-d'œuvre employée atteindra le chiffre fixé dans trois ans environ au lieu de cinq. Il est donc probable que le rythme de l'accroissement de la production cessera de se ralentir et que les objectifs du Plan quinquennal seront dépassés.

De grands efforts sont faits actuellement pour augmenter la productivité de moitié en cinq ans, comme prévu. L'ampleur considérable des investissements nouveaux ne peut manquer de provoquer un accroissement de la productivité moyenne, étant donné surtout que, dans le même temps, l'augmentation de la main-d'œuvre industrielle est relativement faible. On espère que le développement de l'enseignement technique, qui est prévu dans le Plan, et l'amélioration générale de l'organisation industrielle, permettront d'utiliser davantage la capacité de production existante, notamment dans les industries-clés.

Le Tableau 16 indique le rapport qui existe entre l'indice de production et les principaux produits

Tableau 16

INDICES DE PRODUCTION
POUR CERTAINS PRODUITS INDUSTRIELS
DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

	1942 Chiffres du Plan *(1937 = 100)*	1950 Chiffres réels *(1940 = 100)*	1955 Chiffres du Plan *(1950 = 100)*
Biens d'équipement :			
Indices de production	*203*	*205*	*180*
Charbon et lignite	181	157	143
Electricité	206	187	180
Pétrole	174	122	185
Acier brut	156	149	162
Aluminium	346	..	260 [a]
Cuivre	..	158	190
Equipement métallurgique	300 [b]	479	185
Tracteurs	178	348	119
Biens de consommation :			
Indices de production	*169*	*123*	*165*
Cotonnades	142	98	161
Lainages	167	139	154
Chaussures de cuir	143	100	155
Papier	156	147	146
Beurre	159	157	172
Sucre	145 [c]	117	170

Sources : Textes du Plan, *Izvestia*, 17 avril 1951, et *Pravda*, 6 octobre 1952.
[a] Minimum. [b] Equipement de laminoirs seulement [c] Sucre cristallisé seulement.

dont il est tenu compte pour le calcul de cet indice; ce tableau fournit en même temps des renseignements analogues sur le troisième Plan quinquennal et sur les modifications qui sont intervenues au cours des dix dernières années. L'uniformité plus grande qui semble exister maintenant entre les indices de la production totale et les chiffres relatifs à chacun des produits, qu'il s'agisse de l'industrie lourde ou de l'industrie légère, est une autre preuve de l'amélioration des statistiques et de leur caractère désormais plus sûr.

Le Tableau 17 contient plus de détails sur les objectifs fixés pour 1955. Pour la première fois, on s'attend que la production de pétrole augmente plus vite que celle du charbon. La production de pétrole, qui doublera presque en cinq ans, sera de 70 millions de tonnes et dépassera aussi l'objectif de 60 millions de tonnes fixé en 1946 par M. Staline pour 1960 environ. Les découvertes que l'on ne cesse de faire dans la région pétrolifère du bassin de la Volga et de l'Oural [1] ont permis des prévisions plus optimistes; ce sont surtout ces découvertes qui ont contribué à faire passer à 4 milliards et demi de tonnes les réserves connues de l'Union soviétique qui étaient de moins d'un milliard de tonnes avant la guerre. Dans cette région, la production a augmenté considérablement au cours des cinq dernières années, alors que, dans le bassin pétrolier de Bakou, la production, qui avait très fortement diminué pendant la guerre, n'a pas dépassé encore les deux tiers de son niveau d'avant guerre. La capacité des installations de raffinage de pétrole est appelée à devenir double de ce qu'elle était, et celle des installations de *cracking* par catalyse fera plus que doubler. Comme dans les pays de l'Europe occidentale, on a changé de doctrine au sujet de l'emplacement des installations de raffinage, qui seront désormais situées près des centres de consommation. Le transport du pétrole par pipe-lines sera cinq fois plus important.

Pour ce qui est de la production charbonnière, le Plan (indépendamment de l'importance qu'il attache au charbon à coke) vise moins à accroître la production dans les mines principales du Donbass, du Kouzbas et de Karaganda, où l'extraction du charbon est relativement facile, qu'à mettre en exploitation de nombreux gisements situés près des centres de consommation [2], mais où l'extraction du charbon présente plus de difficultés. Là aussi, comme pour la production d'autres matières premières, la tendance est de réduire les transports entre les centres de production et les centres de consommation, même s'il faut pour cela remplacer les anciennes sources d'approvisionnement par des sources nouvelles où le rendement par ouvrier est plus faible [3]. Dans d'autres cas, cependant, on procède de la façon inverse en construisant les usines près des centres de production de matières premières [4].

Le Plan prévoit que la production d'électricité augmentera dans la proportion de 80% environ, ce qui implique un développement impressionnant. Au total, la production des centrales hydro-électriques doit presque tripler [5], et, ainsi qu'il est indiqué au Tableau 18, représenter plus d'un cinquième de la production totale d'énergie électrique. La proportion prévue pour la production d'énergie hydro-électrique, ainsi que les emplacements des centrales à construire, sont presque les mêmes que dans le troisième Plan quinquennal, dont l'exécution a été interrompue par la guerre.

La production d'acier doit augmenter de 60% environ, et l'on prévoit des augmentations plus importantes encore pour la production des métaux non ferreux. Mais le Plan ne spécifie pas les utilisations finales auxquelles sont destinées les quantités considé-

[1] Cette région particulièrement riche en gisements de pétrole a produit 18 millions de tonnes en 1952, soit 40% de la production soviétique totale. On peut à juste titre la comparer, aussi bien du point de vue des réserves que de l'accroissement rapide de la production, aux champs pétrolifères de Kuweit, sur le golfe Persique, dont l'exploitation a commencé en 1945, et qui produisent maintenant 30 millions de tonnes par an.

[2] Un exemple typique est l'emploi toujours plus grand, par les usines métallurgiques de Nijny Taghil, de Sverdlovsk et de la région environnante, du charbon de Kizel, malgré son pouvoir calorifique moindre, pour éviter les 2.500 km de transport depuis Kouznetsk (voir *Za Ekonomiyu Topliva*, N° 5, 1952, pages 11-12). Cette nouvelle orientation s'est heurtée à l'opposition des régions où l'on peut extraire facilement le charbon, mais qui se trouvent éloignées des centres industriels; c'est ainsi que M. Razzako, Président du Conseil des Ministres de la République socialiste soviétique de Kirghizie, a formulé au Congrès du parti communiste, des critiques à l'égard du Gosplan et du Ministère de l'industrie charbonnière auxquels il a reproché de ne pas faire exploiter le charbon à coke du bassin d'Ouzghen (*Pravda*, 11 octobre 1952).

[3] Cette nouvelle tendance a pris naissance à la suite d'une étude effectuée dans les périodiques économiques soviétiques où l'on montrait qu'il n'avait pas été suffisamment tenu compte auparavant des frais de transport pour l'établissement des prix. (La question a été étudiée d'une manière générale par Tchernomordik « Contribution à la théorie des tarifs de chemins de fer », *Voprossy Ekonomiki*, N° 9, 1948, et par Taranov, « Progrès à réaliser dans l'utilisation des transports routiers », *Planovoe Khosiaistvo*, N° 5, 1951, et pour certaines applications d'ordre pratique par Ponomarenko, *Pravda*, 12 octobre 1952, dans l'éditorial de la revue *Miasnaia Indoustria S.S.S.R.*, N° 4, 1952, et par Kostygov, *Molotchnaia Promychlennost*, N° 5, 1952.)

[4] C'est ainsi, par exemple, qu'on a installé d'importantes usines d'aviation à Votkinsk. L'énergie électrique produite par les centrales hydro-électriques installées sur la Kama est utilisée pour transformer en aluminium la bauxite qui est extraite dans les mines voisines de Krasnaia Chapotchka.

[5] La centrale de Kouibychev fournira à elle seule plus de la moitié de l'augmentation prévue.

BIBLIOTEC UNIVERSITA

Tableau 17. — LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'UNION SOVIÉTIQUE ET LES OBJECTIFS FIXÉS POUR 1955

Article	Unité	1937	1940	1946	1950		1951	1952	1955	*Chiffres prévus pour 1955*
		Chiffres réels	Chiffres réels	Chiffres réels	*Chiffres du Plan*	Chiffres réels	Chiffres réels	Chiffres réels ou *chiffres du Plan*	*Chiffres du Plan*	*1950 = 100*
Energie :										
Charbon et lignite	Million de tonnes	127	166	162	*250*	260	281	300.7	*372*	143
Pétrole brut	Million de tonnes	28.5	31.0	21.8	*35.4*	37.8	42.3	47.4	*69.9*	185
Gaz de houille et gaz de schiste	Million de mètres cubes	..	..	..	*1 900*	..	..	..	..	230 [a]
Gaz naturel	Million de mètres cubes	..	..	..	*8 400*	..	..	..	..	180
Energie électrique	Milliard de kWh	36.4	48.3	49.5	*82*	90.3	103	116.4	*162.5*	180
Tourbe	Million de tonnes	23.8	32.1	28	*44.3*	42.4	..	..	*53.8*	127
Métaux :										
Fonte	Million de tonnes	14.5	15.0	10.0	*19.5*	19.4	22.1	25.2	*34.1*	176
Acier brut	Million de tonnes	17.7	18.3	13.3	*25.4*	27.3	31.4	34.5	*44.2*	162
Produits en acier laminé	Million de tonnes	12.9	13.1	9.4	*17.8*	20.8	23.9	26.8	*34.1*	164
Cuivre	Millier de tonnes	97.5	161	148	*225*	255	290	334	*485*	190
Aluminium	Millier de tonnes	46.8	74.4	107 [b]	*214*	..	..	..	..	260
Plomb	Millier de tonnes	..	..	..	..	..	..	..	..	270
Zinc	Millier de tonnes	..	..	..	..	..	..	..	..	250
Nickel	Millier de tonnes	..	..	..	..	..	..	..	..	153
Etain	Millier de tonnes	..	..	..	..	..	..	..	..	180
Industries mécaniques :										
Constructions navales :										
Bâtiments de haute mer [c]	—	..	..	..	..	..	..	..	..	290
Bateaux de voyageurs, navig. fluviale	—	..	..	..	..	..	..	..	..	260
Bateaux de pêche	—	..	..	..	..	..	..	..	..	380
Equipement pour l'industrie chimique	—	..	..	..	..	..	..	..	..	330
Equipement pour laminoirs de fer et d'acier	Millier de tonnes	17 [d]	28	..	*102.9*	134	..	..	*248*	185
Chaudières à vapeur	Millier de mètres carrés	170	240 [d]	..	*540*	..	..	..	..	270
Turbines à vapeur	Millier de kW	..	1 447	..	*2 906*	..	..	..	..	230
Turbines hydrauliques : à grande puissance	Millier de kW	..		..	*372*	..	..	..	..	780
à moyenne puissance	Millier de kW	..		..	*150*	..	..	..	..	
à faible puissance	Millier de kW	..		..	*500*	..	..	..	..	
Moteurs électriques : jusqu'à 100 kW	Millier	..	..	..	*624*	..	..	..	..	..
de plus de 100 kW	Millier	..	..	..	*9*	..	..	..	..	..
Machines-outils pour le travail des métaux	Millier	36	50	..	*74*	..	..	..	..	260 [e]
Métiers à filer	Milliers de broches	..	..	..	*1 400*	..	..	..	..	..
Métiers à tisser	Millier	4	..	..	*25*	..	..	..	..	..
Locomotives à vapeur de grand parcours	Unité	1 581	917	..	*2 200*	..	..	..	..	..
Locomotives Diesel	Unité	..	..	..	*300*	..	..	..	..	..
Locomotives électriques	Unité	..	..	..	*220*	..	..	..	..	..
Wagons de marchandises (à deux essieux)	Millier de wagons	59	47	..	*146*	..	..	..	..	..
Voitures de voyageurs	Unité	912	..	..	*2 600*	..	..	..	..	..
Voitures de tourisme	Millier	18.2	147.0	120.8	*428*	..	..	..	..	..
Camions	Millier				*65.6*	..	..	..	..	120
Autocars	Millier	181.8	..	..	..	..	..	..	..	..
Tracteurs	Millier	51	31.1	..	*112*	..	..	..	..	..
Tracteurs (15 CV)	Millier	79	..	..	..	180 [f]	137 [f]	131 [f]	*200* [f]	119
Charrues à tracteur	Millier	72.8 [d]	..	..	*110*	..	..	..	..	..
Motoculteurs	Millier	64.8 [d]	..	..	*82.3*	..	..	..	..	..
Semoirs à tracteur	Millier	51.9 [g]	..	..	*83.3*	..	..	..	..	..
Moissonneuses-batteuses	Millier	22.9 [d]	13	..	..	46	53 [f]	..	..	..
Batteuses mécaniques	Millier	12.9 [h]	..	..	*18.3*	..	..	..	..	..
Machines à coudre	Millier	510 [i]	..	..	*450*	..	..	..	..	240 [i]
Pendules et montres	Millier	524.8 [k]	..	..	*7 400*	..	..	..	..	*220*
Phonographes	Millier	675.8	..	..	*1 000*	..	..	..	..	..
Appareils de radio	Millier	194 [l]	..	..	*925*	..	..	..	..	200 [l]
Appareils de télévision	Millier	—	—	..	*85*	..	..	..	..	
Motocycles	Millier	..	..	..	*135*	..	..	..	..	..
Bicyclettes	Millier	351 [j]	..	..	*1 050*	..	..	..	..	*350* [j]
Fusils de chasse	Millier	..	..	..	*350*	..	..	..	..	..
Appareils photographiques	Millier	..	..	..	*530*	..	..	..	..	..
Produits chimiques et produits apparentés :										
Soude caustique	Millier de tonnes	..	..	..	*390*	..	..	..	..	179
Cendre de soude	Millier de tonnes	517	..	..	*800*	..	..	..	..	184
Engrais minéraux	Millier de tonnes	2 494 [f]	2 608	..	*5 100*	5 100	5 450	5 890	*9 590*	188
Colorants synthétiques	Millier de tonnes	35 [d]	35	21.9	*43*	51.8	59.6	64.4	..	..
Savon	Millier de tonnes	495	747	245	*870*	866	..	..	..	..
Caoutchouc synthétique	—	..	..	..	..	..	..	..	..	182
Equipement pharmaceutique et médical	Million de roubles	..	650	..	*1 200*	..	..	..	..	350
Matériaux de construction :										
Ciment	Million de tonnes	5.5	5.8	3.3	*10.5*	10.3	12.3	14.1	*22.7*	220
Ardoises	Million de feuilles	186.9	205	140	*410*	440	560	706	*1 140*	260
Verre à vitre	Million de mètres carrés	60 [d]	44.4	46.7	*80*	84.3	..	..	..	..
Briques	Milliard d'unités	8.9	..	..	..	..	..	..	..	230
Bois et papier :										
Bois d'œuvre transporté	Million de mètres cubes	111.3	119	80	*190*	162	190	..	*253*	156
Sciages	Million de mètres cubes	28.8	..	10.7	*39*	..	..	..	..	150
Papier	Millier de tonnes	831	812	556	*1 340*	1 194	1 337	1 457	*1 740*	146
Textiles et autres produits de l'industrie légère :										
Cotonnades	Million de mètres	3 442	3 886	1 878	*4 686*	3 815	4 654	4 933	*6 142*	161
Lainages	Million de mètres	105	120	79	*159.4*	167	189	204	*257*	154
Soieries	Million de mètres	57.9	77	45	*141*	134	180	232	*348* [m]	..
Toile	Million de mètres	278	272 [d]	..	*420*	..	..	..	..	176
Chaussures de cuir	Million de paires	164	205	78	*240*	205	240	*250*	*318*	155
Chaussures de caoutchouc	Million de paires	84.6	68	80	*88.6*	105	117	*125*	..	..
Bas et chaussettes	Million de paires	401	..	..	*580*	..	..	..	..	*200* [l]
Sous-vêtements tricotés	Million d'unités	102.6	..	..	..	..	..	..	..	160
Vêtements en tricot	Million d'unités	39.7	..	..	..	..	..	..	..	
Ustensiles [n]	Million	..	..	..	*260*	..	..	..	..	*250*
Samovars	Millier	..	..	..	*200*	..	..	..	..	..
Gobelets	Million	..	..	..	*160*	..	..	..	..	..
Allumettes	Milliard de paq. de boîtes	7.1	..	2.4	*9.9*	..	..	..	..	..
Denrées alimentaires :										
Margarine	Millier de tonnes	..	118	..	*250*	192	..	*248*	*350*	182
Beurre	Millier de tonnes	185	206	185	*275*	322	341	355	*554*	172
Huiles végétales	Millier de tonnes	495	724	312	*880*	775	868	946	*1 372*	177
Poisson [o]	Million de tonnes	1.6	1.4	1.1	*2.2*	1.8	2.2	*2.4*	*2.8*	158
Viande	Million de tonnes	797.2	1 184	..	*1 300*	1 267	1 419	1 632	*2 433*	192
Farine	Million de tonnes	15	..	..	*19*	..	..	..	..	..
Alcool	Million de litres	763	..	..	*1 008*	..	..	..	..	..
Sucre	Million de tonnes	2 421 [p]	2 150	467	*2 400*	2 522	2 976	3 065	*4 300*	170
Conserves alimentaires	Milliard de boîtes	0.9	1	0.5	..	1.5	1.7	1.9	*3.1*	210

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Pour 1952, lorsque l'on ne disposait pas des chiffres réels, on a indiqué (en italique) les chiffres prévus dans le Plan pour la production.

[a] Production de gaz de schiste (tonnes). [b] 1945. [c] Cargos et pétroliers seulement. [d] 1938. [e] Outils de grandes dimensions seulement.

[f] Les chiffres se rapportent uniquement aux livraisons de tracteurs à l'agriculture. Les livraisons de tracteurs à l'agriculture pour 1955 ont été calculées en appliquant au nombre de tracteurs livrés à l'agriculture en 1950 le pourcentage prévu d'augmentation de la production. [g] Semoirs à céréales seulement. [h] 1935. [i] Ventes au détail.

[j] Ce chiffre représente uniquement la production des entreprises dépendant du Commissariat du peuple aux constructions mécaniques générales. [k] Montres seulement. [l] Postes de radio à lampes seulement.

[m] Chiffre prévu dans le Plan pour 1953.

[n] Ustensiles en aluminium, en émail, en porcelaine, et vaisselle de porcelaine, excepté pour les objectifs prévus pour 1955 qui ne concernent que les ustensiles en métal.

[o] Prises. [p] Sucre cristallisé seulement.

Tableau 18

PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

En millions de MWh

Année	Centrales		Total	Production hydraulique en pourcentage de la production totale
	Thermiques	Hydrauliques		
1940 Chiffres réels .	43.2	5.1	48.3	10.5
1950 *Chiffres du Plan*	*69.5*	*12.5*	*82.0*	*15.2*
1950 Chiffres réels . .	77.6	12.7	90.3	14.0
1955 *Chiffres du Plan*	127.0	*35.0*	*162.0*	*21.6*

Sources : Voir Annexe B.

rables de métaux que l'on obtiendra ainsi : il met l'accent sur l'équipement industriel, notamment celui de l'industrie chimique, de l'industrie pétrolière et les turbines hydrauliques, mais, pour la fabrication de véhicules automobiles et de tracteurs, il prévoit une augmentation d'un cinquième seulement. D'habitude, on indique surtout dans les Plans les objectifs fixés pour les articles dont la production doit s'accroître de façon particulièrement marquée [1].

Il se peut donc que l'absence d'objectifs pour certains articles, qui figuraient en bonne place dans les Plans précédents, signifie que la production de ces articles marquera un progrès plus faible, sinon un recul. Il s'agit notamment du matériel roulant des chemins de fer, des machines-outils, des moteurs électriques, des machines textiles et des machines agricoles autres que les tracteurs. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en 1952 l'objectif prévu dans le Plan pour la production de machines agricoles et de matériel de transport n'a pas été atteint, mais que l'objectif prévu pour la production de matériel de génie civil a été dépassé tant en 1951 qu'en 1952.

Le Plan prévoit une augmentation des deux tiers de la production industrielle de biens de consommation pendant la période quinquennale, et des objectifs du même ordre sont fixés pour un certain nombre de produits importants, mais aucun chiffre n'est indiqué ni pour les tissus de soie ou de rayonne, ni pour les chaussures de caoutchouc [2]. L'exécution des plans fixés pour l'industrie des biens de consommation dépend dans une large mesure des approvisionnements en denrées alimentaires et en fibres textiles que l'agriculture peut lui fournir.

[1] C'est ainsi que le Plan actuel indique seulement les objectifs concernant les articles d'acier laminé dont l'augmentation de la production doit dépasser la moyenne, par exemple, les tôles fortes (augmentation de 80%), les barres marchandes (110%) et les tôles d'acier inoxydables (210%). Dans l'ensemble, l'augmentation prévue pour la production d'acier laminé est toutefois de 64%.

[2] Après les tissus de coton ou de laine et les chaussures en cuir, ces articles sont les plus importants des produits de l'industrie textile et de l'industrie du vêtement.

3. L'AGRICULTURE

Compte tenu de l'agrandissement du territoire et de l'accroissement de la population, la production agricole a été à peu près la même en 1950 qu'en 1937; mais l'on prévoit maintenant, pour la production des récoltes, des augmentations beaucoup plus importantes. Ce qui distingue surtout le nouveau Plan de celui de 1937, c'est que les prévisions sont plus optimistes en ce qui concerne l'augmentation des rendements à l'hectare, notamment pour les céréales [3].

La tendance a été, pendant longtemps, d'accroître la superficie des terres ensemencées, mais pendant la guerre, d'immenses étendues de terrain n'ont plus été cultivées et en 1950, tous ces terrains n'avaient pas encore été remis en culture, comme on peut le voir d'après le Tableau 19. Dans les Plans précédents, on insistait sur la nécessité de consacrer une superficie plus étendue aux cultures fourragères et l'on s'attendait à voir légèrement diminuer d'autant les superficies ensemencées en céréales. En fait, pendant la période d'exécution du dernier Plan, la superficie des terres consacrées aux cultures fourragères n'a pu être accrue — tant s'en faut — et l'objectif fixé pour les superficies ensemencées en céréales n'a pas, lui non plus, été atteint. D'après le Plan actuel, l'ensemble de la superficie ensemencée devrait s'accroître d'un sixième, ce qui permettrait non seulement d'augmenter considérablement la superficie des cultures fourra-

[3] Les objectifs de rendement des récoltes prévus par le Plan pour 1955 sont publiés sous forme de maxima et de minima pour chaque zone de culture (sans doute pour tenir compte des variations des conditions atmosphériques). Le Plan n'indique pas de rendement moyen à atteindre dans l'ensemble du pays, ni de superficie à ensemencer, mais les renseignements dont on dispose ont été suffisants pour permettre de déterminer ces chiffres par extrapolation (les méthodes utilisées à cet effet sont exposées à l'Annexe B).

Tableau 19

RÉCOLTES, RENDEMENTS ET SUPERFICIE ENSEMENCÉE EN UNION SOVIÉTIQUE

Récolte en millions de tonnes ; rendement en quintaux à l'hectare ; superficie ensemencée en millions d'hectares

	1937 (Dans les limites territoriales d'avant guerre)	1942 (Chiffres du Plan) (Dans les limites territoriales d'avant guerre)	1940	1950 (Chiffres du Plan)	1950	1951	1952	1955 (Chiffres du Plan) [a]
Céréales :								
Récolte	120.3	*132.7*	118.8	*127.0*	125.2	121.2	131.0	*181.6*
Rendement	11.5	*13.0*	10.7	*12.0*	12.2	..	12.1	*16.9*
Superficie ensemencée	104.4	*102.0*	111.1	*105.8*	102.5	..	108.0	*107.1*
Cultures industrielles :								
Superficie ensemencée	11.2	*11.5*	11.8	*11.8*	12.1	..	..	*13.9*
dont :								
Betterave sucrière :								
Récolte	21.9	*30.0*	21.0	*26.0*	23.5	27.5	..	*39.4*
Rendement	183.1	*250.0*	171.0	*193.0*	193.0	..	..	*254.5*
Superficie ensemencée	1.19	*1.20*	1.23	*1.35*	1.22	..	..	*1.55*
Coton :								
Récolte	2.58	*3.29*	2.7	*3.1*	3.75	4.0	..	*6.0*
Rendement	12.3	*15.6*	13.0	*18.4*	16.4	15.0 [b]	..	*20.2* [b]
Superficie ensemencée	2.09	*2.12*	2.08	*1.68*	2.28	2.68	..	*2.97*
Lin :								
Récolte	0.57	*0.85*	0.58	*0.80*	0.8	..	..	*1.16*
Rendement	2.7	*4.6*	2.7	*4.0*	4.0	..	..	*4.9*
Superficie ensemencée	2.13	*1.84*	2.11	*2.0*	1.96	..	..	*2.38*
Graines de tournesol :								
Récolte	2.08	*2.83*	3.3	*3.7*	3.1	..	..	*4.75*
Rendement	6.4	*9.0*	9.3	*10.0*	8.7	..	..	*13.7*
Superficie ensemencée	3.25	*3.15*	3.54	*3.7*	3.55	..	..	*3.5*
Légumes :								
Superficie ensemencée	9.0	*10.3*	10.1	*12.6*	10.6	..	..	*13.0*
dont :								
Pommes de terre :								
Récolte	65.6	*100.0*	72.0	..	87.0	..	..	*148.0*
Rendement	95.6	*125.0*	91.0	..	101.0	..	..	*148.0*
Superficie ensemencée	6.9	*8.0*	7.9	*9.8*	8.6	..	..	*10.0*
Cultures fourragères :								
Superficie ensemencée	10.6	*23.6*	18.1	*28.3*	20.8	..	..	*35.0*
Superficie ensemencée totale	135.3	*147.4*	151.1	*158.5*	146.0	152.7	155.5	*169.0*

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — En Union soviétique, les chiffres ont été calculés sur la base des rendements biologiques pour les récoltes et les rendements à partir de 1933 pour les céréales et à partir de 1939 pour les autres cultures. La mise en application de ces méthodes et des modifications qui leur ont été apportées par la suite sont indiquées par des traits verticaux gras.

[a] Moyenne des maxima et minima prévus pour les récoltes.

[b] On trouvera à l'Annexe B des évaluations différentes, sensiblement plus élevées.

gères, mais encore d'étendre dans une certaine mesure celle des cultures de céréales.

On envisage aussi, conformément à une autre tendance qui se manifeste depuis longtemps, d'accroître la superficie des terres consacrées aux cultures industrielles et aux légumes. La superficie des cultures de coton, qui avait beaucoup diminué pendant la guerre, était redevenue en 1950 supérieure à ce qu'elle était avant, dépassant de loin l'objectif prévu par le Plan. La superficie des terres consacrées aux cul-

tures industrielles et aux légumes est peu importante par rapport à l'ensemble des terres cultivées ; aussi est-il relativement facile d'atteindre les objectifs fixés dans les plans pour la superficie réservée à ces cultures.

Cependant, une analyse des changements intervenus au cours d'une longue période permet de penser que les augmentations de rendement prévues peuvent se révéler trop ambitieuses. Certes, l'on pouvait reprocher aux séries statistiques établies pour les années précédentes de n'être guère comparables entre elles, par suite du passage progressif de l'ancien mode de calcul au nouveau, qui repose sur les rendements dits biologiques; mais cette critique n'est plus valable pour le Plan actuel, puisque la nouvelle méthode est maintenant intégralement appliquée. Bien entendu, si les règles fixées pour le calcul des rendements sont rendues plus strictes encore, les chiffres risquent de comporter une nouvelle erreur systématique, mais cette réserve s'applique le moins aux céréales. A vrai dire, c'est surtout en ce qui concerne les rendements de céréales que le Plan soulève des questions auxquelles les renseignements dont on dispose ne permettent pas de répondre. La culture des céréales couvre une superficie très étendue et les conditions de climat et de culture varient beaucoup suivant les différentes régions : il serait surprenant que le rendement moyen pour l'ensemble du pays augmentât en cinq ans des deux cinquièmes [1]. On a montré [2] qu'en 1950 les rendements dépassaient d'un quart à un tiers ce qu'ils étaient sous l'ancien régime, compte tenu des modifications intervenues dans les méthodes de calcul; pendant les deux premières années d'exécution du Plan actuel, le rendement des céréales a été du même ordre que celui de 1950, ou légèrement inférieur. Il n'y a pas de précédent en Union soviétique (ni dans aucun autre pays) qui permette de croire que les rendements pourront, au cours des trois dernières années d'exécution du Plan, s'accroître à un taux annuel de 12%.

Les progrès accomplis jusqu'ici par l'agriculture soviétique ont consisté à rendre moins pénible le travail de la main-d'œuvre agricole plutôt qu'ils ne se sont traduits par une augmentation de la production. De grands progrès ont été réalisés dans la mécanisation, l'emploi des engrais, la sélection des semences, l'irrigation, l'organisation de l'agriculture et l'enseignement agricole, mais des difficultés considérables en ont compromis les effets : on a employé des tracteurs dans l'agriculture, mais le nombre des animaux de trait a diminué et l'effectif du cheptel avait encore à peine été reconstitué au moment où la dernière guerre a éclaté. Le temps viendra où tous les progrès techniques réalisés au cours des dernières années porteront leurs fruits; mais l'on ne peut raisonnablement penser, en se fondant sur ces seuls motifs, que les changements immédiats seront aussi importants que ceux prévus dans le Plan actuel [3].

Tableau 20

PUISSANCE DE TRACTION
DANS L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

Année	Tracteurs (*Puissance à la barre, en millions de CV*)	Chevaux (*En millions de têtes*)	Pour 100 hectares de superficie ensemencée		
			Puissance à la barre en CV	Chevaux	Total [a] (*En quantités équivalentes de CV*)
1928	0.4	33.5	0.3	29.6	25.6
1940	10.4	20.5	6.9	13.6	18.4
1950	13.4	13.7	9.2	9.4	17.7
1952	16.5	14.6 [b]	10.6	9.6 [b]	19.2 [b]
1955	20.1	15.2	11.9	9.0	20.2

Sources : Voir Annexe B.

[a] Y compris les bœufs.

[b] Chiffres pour 1951 comprenant les chevaux et les bœufs.

[1] Les objectifs fixés pour les rendements des céréales en 1955 sont les suivants :

Région	*Rendement* (en quintaux à l'hectare)
Ukraine du Sud et Caucase du Nord . .	20–22
Volga	14–15
Région du centre recouverte de tchernoziom	16–18
Terres sans tchernoziom.	17–19
Oural, Sibérie, Nord-Est du Kazakhstan .	15–16
Transcaucasie	20–22

Dans les régions irriguées, il est prévu que le rendement du riz sera de 40 à 50 quintaux à l'hectare et celui des autres céréales de 24 à 34 quintaux à l'hectare, suivant les régions. Ces chiffres sont à rapprocher d'un rendement moyen, pour l'ensemble du pays et pour toutes les céréales, de 12 quintaux à l'hectare en 1950–1952; or, même pour les régions les plus pauvres, le Plan prévoit un rendement bien supérieur à ce chiffres.

[2] Voir *Bulletin économique pour l'Europe*, Volume 3, N° 2, « Tendances à long terme de l'agriculture européenne », page 34.

[3] En admettant que les objectifs fixés dans le Plan soient atteints, la production de céréales serait, par habitant, à peu près la même qu'en Bulgarie avant la guerre et le double de ce qu'elle est en France ou en Italie; mais, par rapport aux Etats-Unis, elle n'équivaudrait qu'à la moitié par habitant et qu'au cinquième par travailleur agricole de ce qu'elle est dans ce pays. Evidemment, aux Etats-Unis, une proportion bien plus grande des céréales est destinée à l'alimentation du bétail ou à l'exportation.

Tableau 21

EFFECTIF DU CHEPTEL EN UNION SOVIÉTIQUE

En millions de têtes en fin d'année

	Dans les limites territoriales d'avant guerre		Dans les limites territoriales actuelles				
	1937	1942 *(Chiffres du Plan)*	1937	1950	1951	Chiffres du Plan pour 1955 Minimum	Maximum
Bovins	51.0	71.5	54.1	57.2	58.8	67.5	68.6
Porcins	25.8	51.5	29.3	24.1	26.7	34.9	36.2
Ovins et caprins . . .	66.6	140.0	72.2	99.0	107.5	158.4	160.4
Chevaux	16.2	22.0	18.8	13.7	14.6	15.1	15.3

Sources : Les sources sont les mêmes que celles indiquées pour le Tableau 61 dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951 ; Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva Soyouza S.S.R.* Moscou 1939, *Izvestia*, 29 janvier 1952, et *Pravda*, 12 octobre 1952.

Le Plan prévoit encore d'autres progrès dans la la mécanisation et l'emploi des engrais. Une nouvelle augmentation importante du nombre des tracteurs devrait permettre, à la fin de la période d'exécution du Plan quinquennal, de porter le chiffre de la force de traction mécanique au double de celui de 1940. Comme le nombre de chevaux ne diminue plus, l'agriculture aura à sa disposition, ainsi qu'on peut le voir dans le Tableau 20, une force de traction sensiblement plus grande, et l'on envisage en même temps d'utiliser davantage les tracteurs [1]. On espère que, d'ici la fin de la période d'exécution du Plan quinquennal, le labourage et les semailles seront mécanisés jusqu'à concurrence de 90 à 95% et le moissonnage dans la proportion de 60 à 95%, suivant les cultures.

On envisage d'augmenter la production d'engrais de 88% en cinq ans. Mais les chiffres soviétiques s'appliquent au poids brut des engrais minéraux et non à leur teneur nette en produits chimiques; d'autre part, on ne connaît pas la répartition du total entre les divers types d'engrais. Il est donc difficile de savoir ce que représente au juste une telle augmentation de la production d'engrais. Cependant un calcul très approximatif semble indiquer que l'augmentation de la consommation d'engrais naturels et artificiels sera de l'ordre d'un tiers environ, ce qui équivaudrait à une augmentation de 15% environ par hectare de terre ensemencée [2]. Il n'est pas certain que ce chiffre sera atteint : il avait été prévu que la production d'engrais minéraux augmenterait de 14% en moyenne par an pendant la période d'exécution du Plan; or, en 1951 et en 1952, elle n'a augmenté que de 7 à 8%.

Les objectifs fixés dans le Plan pour le cheptel semblent modestes si on les compare à ceux qui ont été prévus pour les récoltes. Ils marquent peu de progrès par rapport aux chiffres d'avant guerre eu égard à l'accroissement de la population, et les augmentations indiquées dans le Tableau 21 n'auront pas pour effet de porter l'effectif du cheptel aux chiffres envisagés pour 1942.

A vrai dire, il est difficile de voir comment s'accordent les prévisions relatives aux céréales avec celles qui concernent le cheptel. L'accroissement du nombre des moutons dépendra des pâturages dont on disposera, y compris ceux situés dans les régions arrosées par le canal navigable de la Volga au Don, par le canal de l'Ukraine du Sud et par le grand canal du Turkménistan. L'accroissement prévu de la superficie des terres consacrées aux cultures fourragères, déjà mentionné, doit permettre de développer l'approvisionnement en foin et en racines fourragères. La consommation de céréales par le bétail devrait donc diminuer et non augmenter. Ceci implique, par conséquent, que les quantités de céréales destinées à la consomma-

[1] Il est prévu que la quantité de travail exécuté par jour par tracteur devrait être, en 1955, de 50% supérieure à ce qu'elle était en 1950. Cette quantité de travail n'est pas strictement proportionnelle au temps pendant lequel le tracteur est utilisé; la nature du travail exécuté entre également en ligne de compte. C'est ainsi que pour la culture des légumes, le coefficient est plus élevé que pour le labourage des champs à ensemencer en céréales.

[2] En 1950, la plus grande partie, et de loin, des approvisionnements en engrais provenait des engrais naturels. Pour calculer l'augmentation de la consommation totale d'engrais, il a été tenu compte des augmentations prévues aussi bien pour l'effectif du cheptel que pour la production d'engrais minéraux.

tion humaine, à la constitution de stocks ou aux exportations augmenteront de 45 à 50 millions de tonnes environ [1]. Mais, exception faite de quelques rares régions, la consommation de céréales de la population soviétique semble être suffisante et le régime alimentaire souffre plutôt d'un excès de féculents et d'une insuffisance de produits animaux que d'un manque de calories. La solution serait d'exporter les quantités excédentaires, mais il n'a pas été question d'exportations aussi importantes à la Conférence économique internationale qui s'est tenue à Moscou en avril 1952, alors que les objectifs pour 1955 avaient certainement déjà été fixés; d'autre part, le transport de telles quantités de céréales en dehors de l'Union soviétique, poserait un sérieux problème. C'est en comparant l'augmentation prévue pour la production de céréales en Union soviétique au commerce international de céréales que l'on apprécie le mieux l'ampleur de l'augmentation prévue dans le Plan : elle équivaut à peu près au triple du volume des importations en Europe occidentale et elle est supérieure au volume total du commerce mondial de céréales.

[1] Ce chiffre s'entend de la récolte engrangée.

4. L'INVESTISSEMENT

Etant donné que, d'après le Plan actuel, comme ce fut le cas dans tous les Plans précédents, la production de l'industrie lourde, ainsi que l'activité de l'industrie du bâtiment, doivent s'accroître à une cadence plus rapide que celle de l'industrie légère et de l'agriculture, la part du revenu national consacrée aux investissements et à la défense nationale continuera d'augmenter. Cette tendance ira en s'accentuant si la production industrielle dépasse les objectifs fixés et si, en même temps, la production agricole reste en deçà des niveaux prévus.

Dans la situation internationale actuelle, c'est surtout la défense nationale qui, pour les produits de l'industrie lourde et les travaux de construction, vient en concurrence avec les investissements; en effet, alors que dans le budget de l'Etat la part de l'investissement a baissé légèrement de 1950 à 1952, celle de la défense nationale est passée de 20 à 24% [2]. Les dépenses effectuées au titre de la défense nationale représentaient déjà en 1950, 58% des investissements bruts en capital fixe, et ce pourcentage atteignait 72% en 1952 [3]. L'accroissement prévu dans le Plan pour la production des industries lourdes paraît tenir suffisamment compte d'une nouvelle et rapide augmentation des investissements comme des dépenses consacrées à la défense nationale [4].

On envisage que le volume des investissements effectués par l'Etat pendant toute la durée d'exécution du Plan quinquennal actuel sera supérieure de 90% au volume des investissements effectués pendant les cinq années 1946 à 1950 [5]. L'augmentation des investissements est surtout le fait des investissements effectués dans l'industrie, qui sont appelés à doubler [6], puisque aussi bien l'industrie compte pour les deux tiers dans le montant total des investissements de l'Etat [7]. Comme dans d'autres pays, les investissements industriels sont consacrés surtout à la production d'énergie électrique et à l'industrie lourde [8]. Les

[2] De 1950 à 1952, le revenu national et les investissements ont augmenté dans la même proportion. Ceci signifie que la part du revenu national consacrée aux investissements est restée la même, mais que celle de la défense nationale s'est accrue, puisque la production des biens d'équipement s'est développée plus rapidement que celle des biens de consommation.

[3] Aux fins de ce calcul, on suppose que les investissements autres que ceux qui sont effectués par l'Etat (lesquels comprennent les investissements de l'Etat et des entreprises d'Etat) représentent, comme dans le quatrième Plan quinquennal, une majoration d'un cinquième par rapport aux prévisions de l'Etat. On ne peut calculer ni la proportion des investissements, ni la proportion des dépenses consacrées à la défense nationale par rapport au revenu national (comme on l'a fait dans la présente ETUDE pour les pays de l'Europe occidentale), car, en Union soviétique, le chiffre du revenu national n'est pas indiqué en prix courants. Ce n'est pas manquer à la logique que de comparer les dépenses consacrées à la défense nationale avec celles qui sont consacrées aux investissements, puisque, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'un prélèvement sur les ressources disponibles pour la consommation. En 1952, le rapport entre les dépenses consacrées à la défense nationale et les investissements bruts en capital fixe était de 80 à 85% aux Etats-Unis, et de près de 70% au Royaume-Uni, alors qu'en 1949, ce rapport avait été dans chacun de ces pays respectivement de 31% et de 45%.

[4] La production des biens d'équipement est appelée à augmenter plus vite que le volume des investissements.

[5] Cela équivaut, pour les cinq années, à une moyenne supérieure d'un tiers au volume de 1950.

[6] On peut rapprocher ce chiffre de l'augmentation de 76% qui avait été prévue dans le troisième Plan quinquennal.

[7] Si l'industrie occupe une place si grande dans les investissements de l'Etat, cela s'explique en partie par le fait que les deux tiers environ des investissements affectés à l'agriculture et une part considérable des investissements consacrés à la construction de logements ne sont pas effectués par l'Etat. La majeure partie des investissements agricoles et des investissements consacrés à l'habitat rural est financée par les kolkhozes, tandis qu'une certaine proportion des constructions de maisons dans les villes fait l'objet d'un financement privé avec l'aide de prêts accordés par l'Etat. Au surplus, les investissements industriels comprennent aussi des projets dont l'agriculture tire profit directement ou indirectement.

[8] Ainsi qu'à l'industrie de la rayonne. La capacité de production de cette industrie est appelée à être 4,7 fois plus élevée qu'en 1950.

plans impressionnants de construction de centrales hydro-électriques et de travaux d'irrigation, bien qu'extrêmement précieux pour les régions qu'ils intéressent, représentent une proportion relativement faible du total [1].

Le Plan prévoit la création d'une certaine capacité de production excédentaire, par rapport au taux actuel d'utilisation, pour la production d'électricité, le raffinage du pétrole, la métallurgie et la fabrication d'huile végétale; cependant, d'une manière générale, la capacité de production existante sera plus complètement utilisée [2].

Le volume des investissements consacrés aux transports et aux communications doit être supérieur des deux tiers à ce qu'il a été les cinq années précédentes. Toutes proportions gardées, les transports routiers sont, d'après le Plan, appelés à recevoir un grand développement; cependant, le plan d'investissements met surtout l'accent sur les chemins de fer qui ont besoin, à la fois, d'être développés et modernisés.

D'après les prévisions, le volume des investissements agricoles effectués par l'Etat et par les kolkhozes pendant les années 1951 à 1955, représentera plus du double de ce qu'il a été pendant les années 1946 à 1950, et ce sont les travaux d'irrigation et d'amélioration qui absorberont la plus grande part de cette augmentation. Certaines modifications ont déjà été apportées à l'organisation financière des kolkhozes en vue d'obtenir un accroissement des ressources destinées à l'épargne.

Pour les services publics et les projets de caractère social et culturel, l'augmentation du volume des investissements doit être de 50% par rapport à la période de 1946-1950 et cette augmentation est impressionnante si l'on songe aux services sanitaires et éducatifs qu'elle représente. Le Plan prévoit des développements importants, eu égard à l'accroissement de la population, dans les services hospitaliers et les autres services médicaux, ainsi que dans le domaine de l'enseignement, où la durée de la scolarité a été prolongée. Il est prévu que le nombre des médecins et des membres du personnel enseignant augmentera sensiblement et que l'équipement nécessaire s'accroîtra en conséquence [3].

La surface utile des nouvelles constructions urbaines financées par l'Etat est appelée, au cours des cinq années d'exécution du Plan, à dépasser d'un cinquième ce qu'elle a été pendant les cinq années précédentes, ainsi que le montre le Tableau 22 [4]. A supposer que les investissements privés consacrés à la construction de logements dans les zones urbaines s'accroissent dans les mêmes proportions, c'est 120 millions de mètres carrés environ de surface utile qui seront construits. Ceci permettra de loger l'excédent de la population urbaine en accordant à chaque personne une moyenne de 6 mètres carrés [5]; et il sera possible également (si l'on ne tient pas compte de la vétusté des maisons) d'accorder un demi-mètre carré supplémentaire par personne pour la population déjà installée dans les villes [6]. En revanche, on s'attend à un ralentissement du rythme de la construction de logements dans les régions rurales, pour lesquelles les objectifs fixés dans le dernier Plan n'ont pas été atteints au cours des cinq années précédentes. Ce ralentissement est dû, d'une part, à l'achèvement de la réfection des immeubles endommagés du fait de la guerre, et d'autre part, dans une très large mesure, à la politique exposée récemment par M. Malenkov, laquelle a pour objet d'orienter les ressources financières des agriculteurs vers des investissements consacrés à la construction de bâtiments agricoles ou vers d'autres investissements agricoles productifs plutôt que vers la construction d'habitations rurales ou l'aménagement des maisons existantes. Pour les habitations rurales, le taux de reconstruction n'a guère dépassé, en 1951 et en 1952, le taux normal de remplacement.

Bien qu'il soit prévu que la productivité de la main-d'œuvre augmentera de moitié environ pendant

[1] Il a été indiqué que les besoins afférents aux « projets de construction du communisme » seraient de 30 millions de mètres cubes de béton (*Bulletin d'informations* de la Légation de l'U.R.S.S. à Berne, 28 juin 1952), ce qui représente environ 6 millions de tonnes de ciment, soit 7% de la production globale de ciment pendant les années 1951–1955.

[2] Proportion de la production et de la capacité prévues pour 1955 par rapport à 1950 :

	Production	*Capacité*
Electricité	1,8	2,0
Raffinage du pétrole	1,85	2,0
Fabrication d'huile végétale	1,8	2,5
Ciment	2,2	2,1
Cotonnades	1,6	1,3
Sucre cristallisé	1,8	1,25
Beurre	1,7	1,35

[3] La construction des écoles doit marquer un progrès de 70%.

[4] Le volume des investissements consacrés par l'Etat à la construction de logements doit doubler. Le Plan actuel ne prévoit probablement que des constructions nouvelles, alors que le Plan précédent, qui portait sur les années 1946 à 1950, prévoyait aussi des réfections d'immeubles, qui reviennent moins cher; mais l'écart entre les chiffres des investissements et ceux de la surface utile s'explique surtout par la hausse des coûts de construction qui ont augmenté des deux tiers environ entre 1945 et 1950.

[5] C'est ce qu'a déclaré M. Semionov, membre de la Commission d'Etat de la construction, à la radio de Moscou, le 19 mars 1952.

[6] A l'heure actuelle, la moyenne de la surface habitable est de 5 mètres carrés environ par personne.

Tableau 22

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

	Période de cinq ans			Période de deux ans
	1946–1950 (Y compris les réfections d'immeubles)		1951–1955	1951 à 1952
	Chiffres du Plan	Chiffres réels	*Chiffres du Plan*	Chiffres réels
Zones urbaines (en millions de mètres carrés)				
Par les organismes de l'Etat	72.4	87.5	105	..
Par les entreprises privées	12.0	12.5	..	..
Total	84.4	100.0	..	54
Régions rurales (en milliers de maisons) . . .	3 400	2 700	..	770

Sources : Textes du Plan; les chiffres réels pour 1950 sont tirés du numéro du 17 avril 1951 des *Izvestia*, sauf en ce qui concerne la construction privée (chiffres publiés par *Tass*, 23 septembre 1952); les chiffres réels pour la période 1951 à 1952 sont tirés du numéro du 23 janvier 1953 des *Izvestia*.

la période quinquennale, tant dans l'industrie que dans le bâtiment, la réduction envisagée dans les dépenses réelles d'investissements n'est que de 20 à 25%. Cet écart est dû, d'une part, au fait que l'on ne peut, en matière de frais généraux — qui sont cependant appelés à être réduits — espérer des progrès analogues à ceux qui seront obtenus dans la productivité de la main-d'œuvre, et, d'autre part, au fait que l'équipement représente, par ouvrier, une dépense en capital toujours plus grande.

* * *

Par suite du développement de l'industrie, la production de l'Union soviétique est maintenant, pour certains produits industriels importants, comparable à celle de sept pays de l'Europe occidentale dont la population totale est à peu près la même que celle de l'Union soviétique. Ainsi qu'on peut le voir au Tableau 23, pour le charbon, l'électricité et l'acier, la production de l'Union soviétique représente la moitié environ de celle de l'Europe occidentale [1], et elle augmente à un rythme beaucoup plus rapide que celui qui est à prévoir en Europe occidentale. Grâce à l'augmentation prévue pour la production du pétrole, l'Union soviétique disposera en 1955 de plus de pétrole que n'en consomme maintenant l'Europe occidentale, bien que, dans cette région aussi, le taux de la consommation de pétrole augmente rapidement. On a des raisons de penser que si le développement continue à se poursuivre au rythme actuel, la production et la consommation des principales matières premières industrielles seront, en Union soviétique, d'ici une dizaine d'années, égales ou supérieures à celles des sept pays les plus industrialisés de l'Europe occidentale.

Cette comparaison porte sur les principales matières premières industrielles pour lesquelles il est probable que la position de l'Union soviétique est, au stade actuel de son développement, relativement favorable. Mais le niveau de vie moyen y est encore très inférieur à celui des pays de l'Europe occidentale; aussi une proportion plus grande de la consommation personnelle est-elle, en Union soviétique, consacrée à l'alimentation; en outre, dans les villes, les logements sont surpeuplés d'une façon excessive.

Le Plan quinquennal actuel vise à accroître les revenus réels de 35% environ, mais les augmentations prévues pour la consommation de produits animaux par habitant et pour les normes de logement dans les villes semblent n'être que de 15% environ. Certes, si ce dernier objectif est atteint, les conditions de vie s'en trouveront considérablement améliorées. L'élévation des niveaux de consommation, sous forme de meilleurs services sociaux et communautaires et d'une abondance plus grande de biens de consommation durables, jouera aussi un rôle important, mais il n'en reste pas moins qu'il faudrait accomplir des

[1] Les chiffres indiqués pour l'Union soviétique et pour l'Europe occidentale ne sont pas rigoureusement comparables. Dans le cas de la production charbonnière soviétique, le lignite, dont le pouvoir calorifique est moins élevé que celui de la houille, représente une proportion plus importante de l'extraction. Pour tous les produits, on peut utiliser des définitions différentes de la production et l'on ne sait pas quelle est celle qui est utilisée en Union soviétique.

Tableau 23

POPULATION ET PRODUCTION EN UNION SOVIÉTIQUE ET EN EUROPE OCCIDENTALE

	Unité	Union soviétique		Europe occidentale [a]
		1951	1955 *(Chiffres du Plan)*	1951
Population (en fin d'année)	Million	207	220	207
Production de charbon et de lignite [b]	Million de tonnes	281	372	530
Production d'énergie électrique	Milliard de kWh	103	163	196
Consommation de pétrole [c]	Million de tonnes	42	70	56
Production d'acier brut	Million de tonnes	31	44	51
Production de ciment	Million de tonnes	12	23	41
Tissus de coton	Millier de tonnes	558 [d]	737 [d]	987
Sucre raffiné	Million de tonnes	3.0	4.3	4.3 [e]

Sources : Pour l'Union soviétique, voir les Tableaux 15 et 17; pour l'Europe occidentale, voir l'Annexe B.

[a] Allemagne occidentale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni.

[b] Chiffres calculés tonne pour tonne : le lignite, dont le pouvoir thermique est approximativement trois fois moins grand que celui de la houille, représente le quart environ de la production charbonnière totale en Union soviétique, contre un sixième de la production totale en Europe occidentale.

[c] La consommation de pétrole est calculée d'après les quantités équivalentes de pétrole brut : pour l'Union soviétique, on a supposé que la consommation était égale à la production; pour l'Europe occidentale, on a calculé le chiffre des importations nettes, lorsqu'il s'agissait de pétrole raffiné, sur la base d'une tonne de produits de raffinage pour 1,11 tonne de pétrole brut.

[d] On a calculé ces chiffres sur la base de 120 grammes de poids pour un mètre de longueur de tissu (*Plánované Hospodářství*, Prague, n° 10, 1952, page 888).

[e] 1950/51.

progrès bien plus remarquables encore pour que le niveau de vie des ouvriers soviétiques soit équivalent à celui des ouvriers des pays de l'Europe occidentale. D'après la répartition des ressources telle qu'elle est envisagée dans le Plan actuel, l'élévation des niveaux de consommation paraît encore modeste par rapport aux moyens dont dispose l'économie soviétique. Etant donné le développement continu de la base industrielle de l'Union soviétique, il devrait sans aucun doute être possible, à l'avenir, de modifier la structure de la production, de manière à favoriser davantage les consommateurs.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Chapitre 5

L'EUROPE OCCIDENTALE

1. Introduction

L'essor de la production après la guerre

A quelques exceptions près, qui, d'ailleurs, n'eurent qu'un caractère temporaire, la production n'a pas cessé de se développer en Europe occidentale pendant les six années qui ont suivi la fin de la guerre. Cette expansion répondait aux promesses que les gouvernements avaient faites pendant la guerre de maintenir l'emploi à un taux élevé et stable, mais il apparaît maintenant qu'en fait, leurs politiques économiques ont, pendant ces quelques années, moins contribué au développement de la production qu'on ne l'avait parfois pensé à l'époque. Rétrospectivement, on se rend compte que cette période prolongée d'activité intense a été rendue possible par toute une série de stimulants extérieurs qui ont permis au mouvement d'expansion de se poursuivre chaque fois qu'il était menacé, soit par diverses pénuries, soit par l'insuffisance de la demande.

Pendant les premières années qui ont suivi la guerre et jusqu'en 1949, les progrès de la production n'ont été, en aucune manière, entravés par l'insuffisance de la demande. Au sortir de la guerre, tous les pays — qu'ils aient été neutres ou belligérants — devaient faire face à une importante demande accumulée, tant de biens d'équipement que de biens de consommation, et l'inflation, sous ses diverses formes, sévissait presque partout.

Dans tous les pays, la principale difficulté a été de se procurer les matières premières et les combustibles nécessaires à l'industrie, et, pour de nombreuses matières premières essentielles, il s'est produit de graves goulots d'étranglement. Dans certains pays, un autre obstacle à l'organisation de la production a été la pénurie aiguë de denrées alimentaires et d'autres biens de consommation. On a pu atténuer ces difficultés, qui tenaient au volume insuffisant de l'offre, grâce aux livraisons de l'UNRRA, à une aide temporaire accordée sous d'autres formes, et aux importations exceptionnelles en provenance des Etats-Unis, financées par des prêts dont ont bénéficié principalement le Royaume-Uni et la France. Plus tard lorsque les crédits aussi bien que les réserves d'or et de dollars furent presque épuisés, l'aide étrangère est intervenue, d'abord dans le cadre du Programme de relèvement européen, puis dans le cadre du Programme de sécurité mutuelle. Sous ces diverses formes, cette aide n'a cessé d'améliorer les approvisionnements, mais on s'attend à la voir désormais diminuer.

Une atténuation graduelle mais progressive des pressions inflationnistes est allée de pair avec cette aide extérieure. Cette atténuation provenait, à des degrés divers, de mesures anti-inflationnistes appliquées de propos délibéré par les gouvernements, d'une amélioration de l'offre de biens de consommation, ainsi que de la réduction, due à de gros excédents d'importations et à une situation budgétaire meilleure, d'un excès de monnaie en circulation. Le premier semestre de l'année 1949 a, en un sens, marqué un tournant décisif. Il sembla alors que l'inflation allait prendre fin, et les exportations européennes, pour lesquelles la demande avait diminué, subirent le contrecoup de la récession passagère qui s'était produite aux Etats-Unis. Dans un petit nombre de pays, on enregistra une certaine baisse de la production provoquée par l'insuffisance de la demande. Mais, avant même que ces tendances nouvelles aient pu se préciser, les dévaluations de septembre 1949 donnèrent en Europe occidentale une nouvelle impulsion aux affaires et aux prix, en raison, cette fois, de l'activité de la demande. Le déclenchement de la guerre de Corée, qui a provoqué, au cours du second semestre de 1950, une poussée violente de la demande à des fins de spéculation, a apporté de l'extérieur, moins d'un an après, un nouveau stimulant au développement de l'activité économique. Enfin, au moment où s'atténuait cette vague de spéculation, un troisième facteur qui est entré en jeu a été l'accroissement de la demande de matériel militaire de la part des gouvernements, en 1951.

Sous l'effet de ces influences, les prix montèrent et la production continua d'augmenter au cours de 1951.

Mais il apparaissait dès cette année-là que l'espoir d'un développement continu reposait sur des bases précaires : en effet, même sous la pression de besoins militaires fortement accrus, la situation ne présentait nullement en 1951 les caractères d'une phase de prospérité générale, et en 1952, les tendances à la dépression, qui s'étaient déjà manifestées dans les industries de biens de consommation, s'étendirent à d'autres branches d'activité.

Il semble donc que la situation économique en Europe occidentale soit, à l'heure actuelle, tout à fait anormale, car cette période de marasme relatif coïncide avec un accroissement continu des dépenses d'armement et avec une période prolongée de prospérité économique aux Etats-Unis.

Arrêt du développement en 1952

Les mesures prises par les gouvernements pour neutraliser les effets de la montée des prix de 1951 et remédier aux difficultés qui s'ensuivaient pour la balance des paiements commencèrent à porter leurs fruits au cours du premier semestre de 1952. Des politiques fiscales et monétaires plus restrictives, une certaine baisse de l'emploi (prenant souvent la forme d'une diminution de la durée du travail) et des réductions opérées directement sur les importations déclenchèrent à peu près partout une tendance au fléchissement de la consommation et des importations. La baisse continue des prix des matières premières et un marché de plus en plus favorable aux acheteurs eurent finalement pour effet de faire diminuer les prix des produits manufacturés et, bien qu'un certain retard ait été apporté à l'ajustement des salaires et que les prix des denrées alimentaires aient augmenté à la suite de la suppression des subventions, le coût de la vie est resté à peu près stationnaire dans presque tous les pays.

Les divergences entre les différents secteurs de l'économie qui avaient caractérisé l'année précédente n'en continuèrent pas moins à se faire sentir et même à s'accentuer pendant le premier semestre de l'année 1952. La production et la vente, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, de produits textiles et d'autres biens de consommation continuèrent à décroître, et les prix de la plupart des matières premières utilisées par les industries de biens de consommation firent de même. En revanche, la production de charbon et d'acier continua à augmenter, et l'amélioration de l'approvisionnement en matières premières essentielles permit un nouvel accroissement de la production des industries mécaniques pour les produits desquelles la demande n'avait cessé jusque-là de se faire plus active.

Ces divergences ne pouvaient manquer de disparaître et, en fait, la situation est devenue plus homogène pendant le second semestre de l'année.

Production industrielle en Europe occidentale
(Moyenne 1951 = 100)

		Trimestres			
	Année	*I*	*II*	*III*	*IV*
Production industrielle	1951	99	102	95	104
	1952	102	102	95	..
dont : Produits des industries mécaniques . .	1951	98	105	94	103
	1952	106	108	98	..

Sources : Tableaux I et III de l'Annexe A.

Dans les industries textiles, certains signes semblèrent indiquer que la crise avait atteint son point culminant, malgré les effets qu'entraîne une baisse de l'emploi sur les revenus et la consommation. Si, au cours des mois précédents, la production a été très faible, cela s'explique dans une large mesure par le fait que l'on a puisé dans les stocks, et l'augmentation des ventes, à l'automne, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, a été beaucoup plus importante que n'auraient pu le laisser supposer les seuls facteurs saisonniers. Dans le même temps, l'intense activité qui se manifestait depuis longtemps dans les industries mécaniques a commencé à faiblir. Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, à l'exception — importante d'ailleurs — de l'Allemagne occidentale, de la France et de l'Italie, la production des industries mécaniques a été, pendant le troisième trimestre de 1952, moins élevée qu'un an auparavant et, malgré un accroissement continu de l'approvisionnement d'acier, la production a marqué, pendant les mois d'octobre et de novembre, dans presque tous les pays, une augmentation moins importante qu'habituellement à cette époque de l'année. Certes, le ralentissement de l'exécution des programmes d'armement a contribué aux changements survenus dans la situation des industries de l'acier et des industries mécaniques, mais la baisse de leur production s'explique surtout par un fléchissement de la demande de produits d'investissements pour les secteurs civils en Europe et par la contraction des commandes d'importation passées par les pays extra-européens, dont les ressources en devises avaient diminué du fait de la régression des prix et des ventes de leurs matières premières. Dans certains pays, l'exécution d'ordres antérieurs — par exemple pour les navires et les automobiles — a empêché la production de baisser malgré la contraction des commandes. Dans d'autres pays, la production et l'emploi ont effectivement marqué un recul.

A la différence des investissements industriels, la construction de maisons d'habitation, qui avait été

précédemment restreinte de propos délibéré dans certains pays, n'a pas diminué. En France, cependant, le nombre de logements mis en chantier a diminué en raison de la réduction des crédits publics.

Les tendances au ralentissement de l'activité économique n'ont pas incité les gouvernements à modifier beaucoup leurs politiques fiscales et financières, mais ils ont malgré tout pris certaines mesures en vue de faciliter le crédit et d'en rendre les conditions moins onéreuses. La satisfaction de voir s'améliorer la balance des comptes avec l'étranger, grâce à la baisse des prix des produits importés et aux prélèvements effectués sur les stocks de matières premières, a contribué, dans l'ensemble, à faire oublier dans les débats publics que cette amélioration était le résultat d'une contraction générale du commerce. On ne s'est pas pleinement rendu compte des effets que cette contraction aurait immanquablement sur les exportations européennes, d'abord sur les exportations destinées à l'Europe elle-même, puis sur les exportations destinées à des pays extra-européens qui (à l'exception des Etats-Unis et de quelques autres pays) se trouveraient dans l'obligation de réduire le volume de leurs importations dans la mesure où s'amoindriraient leurs recettes d'exportation.

Bien que l'évolution ait été à peu près la même dans toute l'Europe occidentale en 1952, il y a eu, bien entendu, des différences très sensibles entre les divers pays. D'une manière générale, les pays du Bénélux, les pays scandinaves et le Royaume-Uni ont été les premiers touchés par la récession. En France et en Allemagne occidentale, le changement de conjoncture est intervenu plus tard. En France, la crise du textile a été moins grave que dans d'autres pays, et des commandes d'armement particulièrement importantes ont permis à la production des industries mécaniques de se maintenir, mais des signes de fléchissement se manifestaient déjà à la fin de l'année. Pour l'Allemagne occidentale, 1952 a été, dans l'ensemble, une année de très grande activité qui a été marquée notamment par une augmentation considérable des importations, mais la crise du textile a sévi particulièrement au printemps et en été, et, dans les industries mécaniques, les commandes — surtout de machines — ont baissé au cours de l'automne. Au second semestre de 1952, le mouvement prolongé de progression des exportations de l'Allemagne occidentale prit également fin : de mai à décembre, leur volume n'a, en effet, pour ainsi dire, pas changé.

Ainsi, au début de 1953, la production avait cessé d'augmenter, et le commerce était en régression en Europe occidentale; on était donc bien loin de la résolution qu'avaient prise un an et demi plus tôt les pays de l'OECE d'accroître leur production de 25 % en cinq ans. Il serait téméraire de vouloir prévoir les mouvements cycliques même dans un proche avenir : l'évolution qui s'est poursuivie pendant les sept années d'après guerre, et qui vient d'être résumée avant d'être examinée en détail plus loin, fait ressortir l'influence qu'exercent sur l'économie de l'Europe occidentale les changements politiques intervenus en Europe et ailleurs.

2. Le développement de la production

Dans le Chapitre 1, on a décrit les conditions qui ont rendu possible le relèvement rapide de la production industrielle après la guerre et qui ont permis de retrouver dès 1947, dans la plupart des pays, les niveaux de production d'avant guerre. Au cours des cinq années suivantes, la production industrielle a dépassé le niveau de 1938 de 20% en Allemagne occidentale et de 50% environ dans les autres pays de l'Europe occidentale. Même s'il n'y avait pas eu la guerre, on aurait pu considérer ce résultat, obtenu en quatorze ans, de 1938 à 1952, comme remarquable au regard de ceux qu'avait enregistrés l'industrie de l'Europe occidentale entre les deux guerres. Mais, pour juger de l'effort des différents pays, il faut tenir compte de l'état où se trouvait leur industrie à la fin de la guerre, ainsi que de la cadence à laquelle elle se développe maintenant.

Parmi les pays sur lesquels porte le Diagramme 5, c'est dans les huit plus petits pays industriels qui étaient restés neutres ou qui, ayant pris part à la guerre, ont connu pendant celle-ci, comme on l'indique au Chapitre 1, le développement industriel le plus grand, que l'on enregistre la plus forte augmentation de la production — 60 à 80 % — depuis 1938. Le développement industriel des quatre pays de l'Europe septentrionale et de l'Irlande est la continuation, mais à un rythme accéléré, d'une tendance qui se manifestait déjà entre les deux guerres. Le développement industriel tout aussi important de la Suisse et de l'Autriche est dû davantage à une augmentation massive de l'effectif de la main-d'œuvre employée dans une industrie élargie; en outre, dans l'année d'avant guerre choisie comme année de référence, il existait dans ces pays un excédent considérable de capacité de production.

La similitude des résultats obtenus au Royaume-Uni, en France, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas est plus apparente que réelle : dans ces pays, la capacité de production industrielle s'est accrue à un rythme modéré pendant les hostilités, malgré les dommages causés par la guerre, mais le niveau de production d'après guerre est comparé à un niveau d'avant guerre qui est loin d'avoir été le même dans chaque pays. En France, en Italie et en Belgique, la production était en 1938 égale ou inférieure à celle de 1929, alors qu'au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, elle s'était relevée relativement vite après la crise survenue vers 1930. A vrai dire, les progrès accomplis en quatorze ans par ces deux derniers pays ont été au moins aussi importants que les progrès accomplis en vingt-trois ans par les pays du premier groupe. En Allemagne, par contre, la capacité de production était utilisée presque complètement en 1938 et les investissements furent peu élevés immédiatement après la guerre : ces circonstances suffisent à expliquer l'accroissement plus faible de la production par rapport à l'avant-guerre.

Par comparaison avec les progrès accomplis au cours de périodes analogues pendant les décades précédentes, le développement de la production industrielle semble avoir été à peu près ininterrompu. Les récessions qui se sont produites en Italie, en Belgique et en France à diverses reprises de 1947 à 1949, ont provoqué un arrêt passager de l'augmentation de la production, plutôt qu'un recul effectif; d'autre part, le rythme irrégulier auquel l'activité économique s'est développée en Allemagne occidentale n'apparaît nullement dans un diagramme indiquant les changements survenus d'année en année. Il est cependant évident que les baisses de la production constatées de 1951 à 1952 ont été, comme on l'explique dans la section précédente, plus générales et plus graves qu'aucune autre depuis la guerre. Cependant, elles sont bénignes et limitées par rapport aux fortes baisses à effets cumulatifs qui ont été parfois enregistrées au cours des cycles plus anciens de production. On n'a pas encore assisté jusqu'ici au renouvellement de la crise importante qui s'est manifestée lorsque s'est brusquement terminée, dix-huit mois environ après la fin de la première guerre mondiale, la période de grande activité qui avait suivi la fin des hostilités.

L'accroissement de la production ne pouvait manquer de se ralentir après les premières années d'après guerre, lorsque l'on eut tiré tout le parti possible des avantages qu'offraient une fois pour toutes la réorganisation de la production et l'utilisation plus complète de la capacité de production disponible. En réalité, jusqu'en 1951, la production industrielle de l'ensemble de l'Europe occidentale s'est accrue à un rythme annuel à peu près uniforme de 13% environ, bien qu'il y ait eu de grandes différences d'un pays à l'autre. En particulier, le retard du relèvement en Allemagne occidentale et en Autriche a fait augmenter le volume total de la production à un moment où l'accroissement de celle-ci se ralentissait dans d'autres pays qui utilisaient alors presque entièrement leur capacité. En outre, les récessions qui ont précédé celle de 1952 ne se sont pas toutes produites en même temps dans les quelques pays mentionnés, mais sont intervenues l'une après l'autre, contrairement à ce que l'on aurait pu prévoir compte tenu de l'expérience du passé. L'état général de la demande, ainsi que les stimulants extérieurs mentionnés précédemment, étaient alors suffisants pour circonscrire les effets de toute politique anti-inflationniste. Il était toujours possible de diriger le volume croissant des exportations vers des marchés encore non satisfaits. Mais, en 1952, les gouvernements appliquèrent de plus en plus une politique de lutte contre l'inflation, et des restrictions furent à nouveau imposées au commerce.

Sauf au Royaume-Uni, la production agricole a moins augmenté par rapport à l'avant-guerre que la production industrielle, et en Autriche, en Grèce et en Irlande, elle n'a même pas regagné son niveau antérieur [1]. Les données du Diagramme 5 appellent peu de commentaires. Dans les pays qui ont souffert de la guerre, les dommages causés se sont traduits surtout par une réduction du cheptel porcin et par une diminution de la fertilité du sol. Excepté en Grèce, où la guerre civile s'est poursuivie jusqu'en 1949, on a pu aisément y remédier partout.

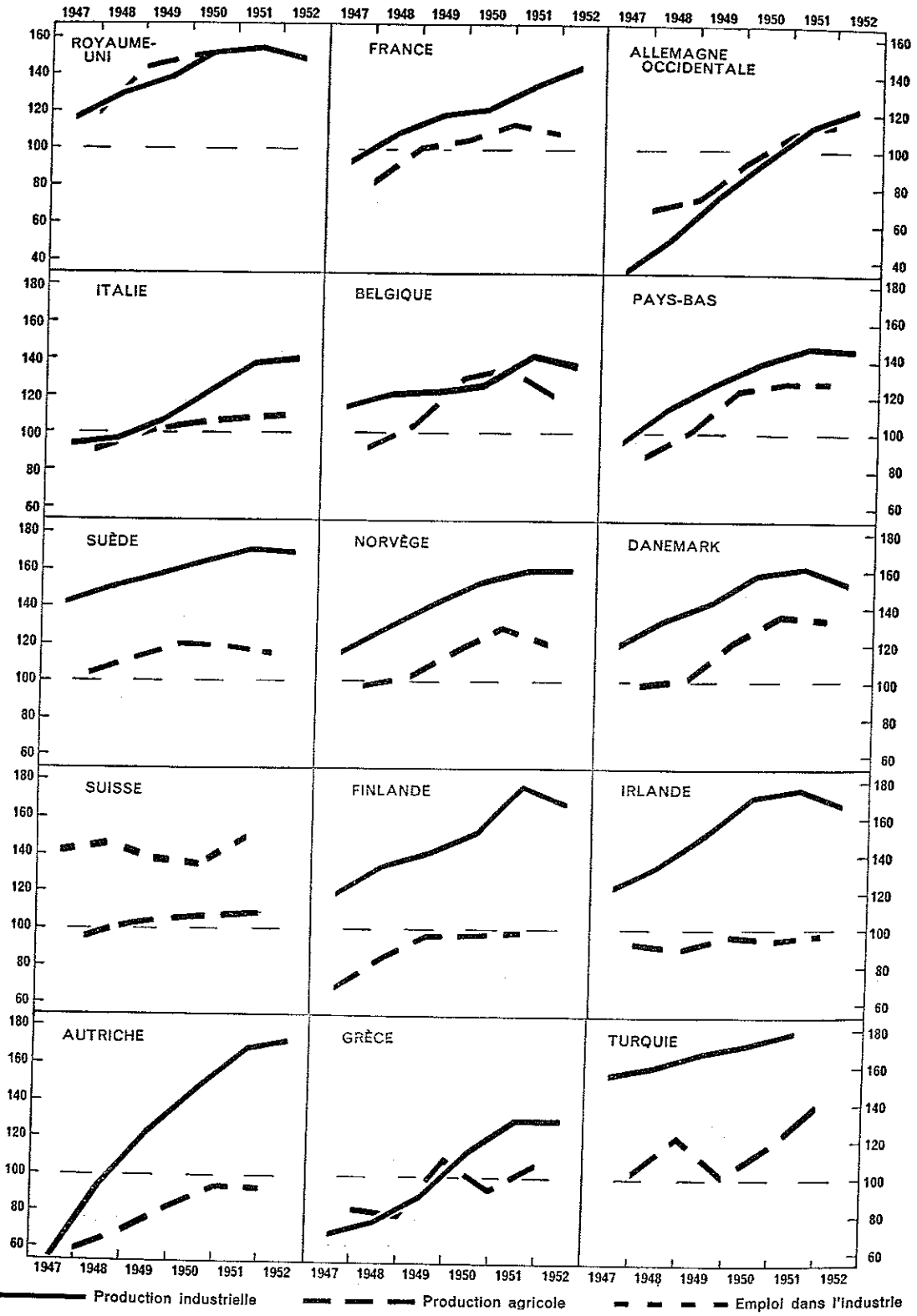
Il convient d'établir une distinction entre les pays exportateurs et les pays importateurs de denrées alimentaires. Parmi les premiers, l'absence d'accroissement de la production agricole en Irlande et les restrictions sévères imposées à la production au Danemark et aux Pays-Bas ont été dues, en partie, à la politique d'achats pratiquée par le Gouvernement britannique et à la pénurie de produits d'affouragement importés. La forte augmentation de la production agricole britannique, qui a été provoquée par un changement radical dans la politique du gouvernement, fait contraste avec les résultats obtenus dans les pays qui sont ou qui pourraient être les fournisseurs du Royaume-Uni, résultats auxquels l'influence du Royaume-Uni n'a pas été entièrement étrangère.

[1] Le territoire de la Finlande a été réduit et, de ce fait, les résultats obtenus dans l'agriculture finlandaise sont sous-estimés dans le Diagramme 5.

Diagramme 5

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE

Production industrielle : 1938 = 100 ; production agricole : 1934–1938 = 100



Sources : Production industrielle ; Tableau I de l'Annexe ; Niveau de l'emploi en Suisse, Tableau II de l'Annexe ; Production agricole : Tableau II-1 — « Production totale de denrées agricoles destinées à la consommation humaine, déduction faite des fourrages importés », *Statistiques générales, OECE, Bulletin statistique*, novembre 1952.

L'augmentation de la production agricole a été si faible en Italie, en France et en Allemagne occidentale qu'il n'y a pas eu augmentation de la production par habitant, et en Autriche, elle a même effectivement baissé. Le danger d'inflation qui résultait du retard de la production agricole a été évité en Italie par la déflation, laquelle a provoqué un ralentissement de l'essor de la production industrielle. En Allemagne occidentale, des importations considérables de denrées alimentaires, financées par une aide extérieure, ont permis de poursuivre le développement industriel, malgré l'insuffisance de la production agricole. Mais en France et en Autriche, l'inflation a suivi une courbe plus ou moins continue.

3. La répartition des ressources

Les accroissements de la production industrielle et de la production agricole ont été les facteurs principaux de l'augmentation du produit national; comme les prestations de services semblent s'être moins accrues que la production, l'augmentation du produit national a été quelque peu inférieure à ce que l'on pourrait croire d'après les indices de la production agricole et industrielle [1].

En 1947, le produit national réel était encore, en Italie, en France et en Autriche, inférieur de 5 à 15% à ce qu'il était en 1938; en Allemagne occidentale et en Grèce, la différence était même plus accentuée. Pour les autres pays, les augmentations varient d'un léger excédent par rapport au niveau d'avant guerre aux Pays-Bas et en Finlande, à un accroissement de près d'un quart en Suisse et en Suède. Entre 1947 et 1951, c'est dans les pays où les niveaux de production étaient les plus bas en 1947 par rapport à ceux d'avant guerre que les augmentations ont été les plus fortes : l'ordre dans lequel les pays se rangent selon les changements intervenus entre ces deux années est presque exactement inverse de celui où ils se présentaient selon les changements intervenus entre 1938 et 1947; la Suède et l'Irlande constituent (dans des sens opposés) des exceptions à cette règle générale. En 1951, le produit national était ainsi, en Allemagne occidentale et en Italie, supérieur d'un huitième environ à celui de 1938; en France, il le dépassait d'un cinquième; en Suisse, aux Pays-Bas, en Finlande, au Danemark, en Belgique, et au Royaume-Uni, d'un tiers environ, et en Suède, presque de la moitié.

Cependant, calculé en prix constants, le chiffre de l'augmentation du produit national tend à surestimer beaucoup l'amélioration des revenus réels par habitant dans les pays de l'Europe occidentale. Comme on l'a exposé dans la première Partie, certains revenus provenant des investissements effectués dans les pays extra-européens ont disparu, le rapport d'échange a évolué défavorablement et la population s'est accrue. La baisse des revenus provenant des pays extra-européens, qui représente environ 1% du produit total des pays considérés, a été surtout sensible pour les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la France, mais dans aucun pays la perte n'a dépassé 3% du produit national. L'aggravation du rapport d'échange, qui correspond à une perte de 3% environ du produit de la région considérée, a pris des proportions plus graves (allant jusqu'à 6%) au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Danemark. Par contre, en Suède, en Finlande, et en Belgique, le rapport d'échange s'est amélioré par suite de la structure favorable des exportations de ces pays.

Compte tenu des accroissements de la population, des changements intervenus dans le rapport d'échange et des pertes enregistrées dans les recettes invisibles, le revenu national réel par habitant était encore, en Allemagne occidentale, inférieur en 1951 à ce qu'il était avant la guerre, et, en Italie, il n'avait fait que rejoindre le niveau d'avant guerre. L'augmentation a été de moins de 10% aux Pays-Bas, de 10 à 15% au Royaume-Uni, en France et au Danemark, de 20% en Suisse, de 25% en Belgique et de plus de 30% en Suède.

Les changements survenus dans la proportion du produit national qui participe au commerce international et dans la répartition des ressources entre la consommation et les investissements, qui sont indiqués dans le Tableau 24 [2] ne résultent qu'en partie de

[1] Il convient, en outre, de faire observer que les données relatives au produit national peuvent ne pas correspondre à celles qui portent sur la production industrielle et agricole. En effet, dans certains cas, on obtient les premiers en convertissant en prix constants la valeur courante de la consommation, des investissements, etc., et les indices des prix utilisés à cet effet ne conviennent pas tout à fait à ce calcul. Il semblerait, par exemple, que l'augmentation du produit national au Royaume-Uni, telle qu'elle est indiquée dans les tableaux, soit peut-être sous-estimée.

[2] Dans ce domaine, les chiffres sont en général sujets à une plus grande marge d'erreur que la plupart des autres statistiques de la présente Etude. En outre, il n'est pas possible de recueillir des évaluations suffisamment sûres pour tous les pays : ceux qui figurent dans ce tableau et dans d'autres tableaux de ce chapitre ne constituent pas un choix représentatif de la région considérée dans son ensemble. Il existe en particulier une corrélation entre l'existence de statistiques suffisantes d'une part, et, de l'autre, le degré de développement économique et le genre de politique économique suivie.

Tableau 24. — RÉPARTITION DES RESSOURCES NATIONALES ÉVALUÉES EN PRIX DE 1949

Pays et monnaie	Année	Produit national brut aux prix du marché	Importations [a]	Total des disponibilités	Exportations [a]	Ressources utilisées dans le pays même				
						Total	Investissements fixes bruts	Accroissement des stocks	Consommation des particuliers	Consommation de l'Etat
Danemark	1938	16.9	4.0	20.9	4.6	16.3	3.0	—	11.5	1.7
(en milliards de couronnes)	1947	19.3	3.2	22.5	3.0	19.5	3.7	0.4	13.2	2.2
	1948	19.9	3.3	23.2	3.2	20.0	3.8	0.5	13.5	2.2
	1949	20.9	4.3	25.2	4.1	21.1	4.3	0.4	14.2	2.2
	1950	22.6	5.6	28.2	5.4	22.8	5.0	0.8	14.9	2.2
	1951	22.6	5.1	27.7	6.0	21.7	4.9	0.2	14.4	2.4
Finlande	1938	362	..	..	..	..	92	242		..
(en milliards de markaa)	1948	400	..	..	..	..	114	229		..
	1949	421	78	499	80	419	126	236		57 [d]
	1950	445	..	..	..	..	126	254		..
	1951	485	..	..	..	..	139	276		..
France	1938	7.5	0.8	8.3	0.6	7.7	1.1	5.8		0.8
(en milliers de milliards de francs)	1947	7.0	0.9	7.9	0.5	7.4	1.5	5.0		1.0
	1948	7.8	0.9	8.7	0.6	8.1	1.5	5.6		1.0
	1949	8.3	0.9	9.2	0.9	8.3	1.5	5.8		1.0
	1950	8.6	1.0	9.6	1.0	8.6	1.5	6.0		1.1
	1951	9.0	1.1	10.1	1.2	8.9	1.6	6.2		1.1
Allemagne occidentale [b]	1936	80	..	..	..	81	14	3	51	13
(en milliards de RM/DM)	1948 [c]	70	7	77	4	73	12	3	46	12
	1949	80	9	89	6	83	15	2	53	13
	1950	94	13	107	13	94	19	2	61	13
	1951	107	14	121	17	104	22	5	65	14
Grèce	1948	20.5	3.9	24.4	1.4	23.0	2.7	−0.5	17.5	2.9
(en milliers de milliards de drachmes)	1949	25.1	4.4	29.5	1.3	28.2	3.1	1.8	20.2	3.2
	1950	25.8	5.3	31.1	1.7	29.4	4.4	1.5	20.3	3.2
	1951	27.6	4.6	32.2	1.8	30.4	3.4	2.0	20.6	4.4
Irlande	1938	307	103	410	..	..	37	..	267	..
(en millions de livres sterling)	1947	343	127	470	..	..	35	..	288	..
	1948	350	131	481	..	..	43	..	298	..
	1949	365	130	495	95	400	46	−1	314	41
	1950	372	146	518	..	..	52	..	320	..
	1951	..	154	..	..	..	53	..	328	..
Pays-Bas	1938	12.5	6.6	19.1	5.6	13.5	2.1	0.1	10.3	1.0
(en milliards de florins)	1948	15.9	5.6	21.5	4.1	17.4	3.3	0.6	11.7	1.8
	1949	17.1	6.2	23.3	5.5	17.8	3.6	0.6	11.6	2.0
	1950	18.0	8.0	26.0	7.2	18.8	3.9	1.3	11.6	2.0
	1951	18.2	8.2	26.4	8.4	18.0	3.8	0.8	11.2	2.1
Norvège	1938	11.0	4.9	15.9	4.8	11.1	3.6	..	6.9	0.8
(en milliards de couronnes)	1947	13.4	5.5	18.9	3.7	15.2	4.9	..	8.3	1.4
	1948	14.0	5.1	19.1	4.3	14.8	4.9	..	8.4	1.4
	1949	14.9	5.8	20.7	4.6	16.1	5.2	0.3	9.1	1.4
	1950	15.6	6.0	21.6	5.3	16.3	5.3	..	9.8	1.4
	1951	16.0	6.6	22.6	5.9	16.7	5.3	..	9.3	1.7
Suède	1938/39	20.2	4.8	25.0	4.5	20.5	3.8	0.5	14.0	2.2
(en milliards de couronnes)	1947	24.6	5.5	30.1	3.8	26.3	5.2	0.3	17.5	3.3
	1948	26.0	5.0	31.0	4.2	26.8	4.9	0.4	18.0	3.5
	1949	27.2	4.3	31.5	4.8	26.7	4.7	0.1	18.2	3.7
	1950	28.8	5.4	34.2	6.0	28.2	5.3	−0.2	19.1	4.0
	1951	29.6	6.4	36.0	6.1	29.9	5.7	1.0	19.0	4.2
Royaume-Uni	1938	9.9	2.7	12.6	1.7	10.9	1.4	0.1	8.1	1.3
(en milliards de livres sterling)	1948	11.8	2.3	14.1	2.0	12.1	1.5	0.2	8.6	1.9
	1949	12.1	2.4	14.5	2.2	12.3	1.6	0.1	8.7	2.0
	1950	12.4	2.4	14.8	2.5	12.3	1.6	−0.2	8.9	2.0
	1951	12.6	2.8	15.4	2.6	12.8	1.6	0.3	8.9	2.1

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Y compris les services.

[b] Pour 1936, le coût de l'équipement et des travaux militaires est compris dans les investissements; pour les années d'après guerre, la totalité des frais d'occupation est comprise dans la rubrique « consommation de l'Etat ».

[c] Second semestre au taux annuel.

[d] Y compris les réparations de guerre.

la politique suivie par les gouvernements. Ces changements ont en effet été déterminés, dans une large mesure, par la structure préexistante de la production, par des facteurs extérieurs et, bien entendu, par d'autres événements échappant à l'action gouvernementale. Il faut cependant reconnaître que, d'une manière générale, on a déployé le plus souvent avec succès des efforts sérieux pour accroître les exportations et pour restreindre les importations, ainsi que pour accélérer le rythme de la formation de capital, tout en restreignant la part de la consommation. L'ordre dans lequel ces efforts sont examinés ci-après correspond plutôt, du reste, à une suite logique qu'à l'ordre de priorité selon lequel les ressources ont, en fait, été réparties.

Exportations et importations

C'est en examinant les changements intervenus dans le produit national que l'on peut le mieux apprécier les efforts qui ont été faits pour accroître les exportations et pour réduire les importations. Dans tous les pays, les exportations représentaient, en 1947, une faible proportion du produit national, mais, comme on peut le voir dans le Diagramme 6 [1], cette proportion a rapidement augmenté grâce à des progrès remarquables, et, dans la plupart des cas, elle est même plus élevée qu'avant la guerre. C'est dans la production industrielle que l'on a enregistré les plus fortes augmentations, alors que l'agriculture et l'industrie forestière ont progressé plus lentement; aussi n'est-il pas surprenant que ce soient les pays exportateurs de produits industriels qui aient le mieux réussi. C'est ainsi que la proportion des exportations par rapport au produit national a augmenté en Suisse et diminué en Irlande. Les changements les plus importants au point de vue quantitatif sont intervenus dans les quatre plus grands pays et, dans chacun d'eux, la part des exportations dans le revenu national est plus élevée qu'avant la guerre. L'avance très impressionnante réalisée en France (à partir d'un niveau d'avant guerre exceptionnellement bas, il est vrai) a été favorisée par des exportations de biens d'équipement dans le reste de l'Union française; par contre, l'absence relative de succès en Italie s'explique notamment, outre les difficultés que ce pays a éprouvées à développer ses exportations de produits agricoles, par la perte de ses colonies.

Il est plus difficile d'analyser les changements intervenus dans les importations, et cela en partie à cause des fortes fluctuations qui se produisent d'une année à l'autre; celles-ci sont plus particulièrement apparentes en Suisse et en Suède, les deux pays qui se trouvaient le mieux placés pour accumuler des stocks de produits importés. En l'absence de restrictions, les importations auraient eu tendance à augmenter en même temps que le produit national, mais dans des proportions moindres, du fait qu'elles consistent en denrées alimentaires et en fibres textiles et aussi parce que les prix des importations ont augmenté par rapport aux prix intérieurs. Le diagramme montre l'efficacité avec laquelle les restrictions imposées directement aux importations les ont maintenues à un niveau peu élevé au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Finlande [2]. En Italie, en revanche, la proportion des importations a augmenté; en 1938, du fait de la pénurie de devises, les importations italiennes étaient restées assez faibles, mais, après la guerre, l'aide étrangère a permis de les augmenter sensiblement. En Suisse, en Norvège et en Suède, la proportion des importations s'est accrue ou a diminué par rapport à ce qu'elle était avant la guerre de la même façon que la proportion des exportations et, dans une grande mesure, pour la même raison, à savoir le changement intervenu dans la structure de la production. Mais, en Irlande, l'écart entre les importations et les exportations s'est accentué par rapport à l'avant-guerre.

En raison des variations importantes du rapport d'échange et des recettes invisibles, l'effet net des changements de volume des exportations et des importations sur la balance des paiements n'apparaît pas immédiatement. Entre 1947 et 1949, l'altération du rapport d'échange a été compensée par l'augmentation des recettes invisibles. Mais, à partir de 1949, l'accentuation de l'aggravation est devenue le facteur dominant dans la plupart des pays. Bien qu'on ait pu remédier jusqu'à un certain point aux gros déficits de la balance des paiements [3], enregistrés dans la période

[1] Le diagramme groupe les indices du volume des exportations en regard des indices du produit national brut. Pour chaque année, de 1947 à 1951, les chiffres ont été calculés sur la base 1938 = 100, sauf pour l'Allemagne occidentale où aucun chiffre n'est indiqué pour 1947 et où l'année de référence d'avant guerre est 1936. La production ayant, dans l'ensemble, augmenté pendant toute la période d'après guerre, il est facile de déterminer la date à laquelle correspond chaque point des courbes du diagramme.

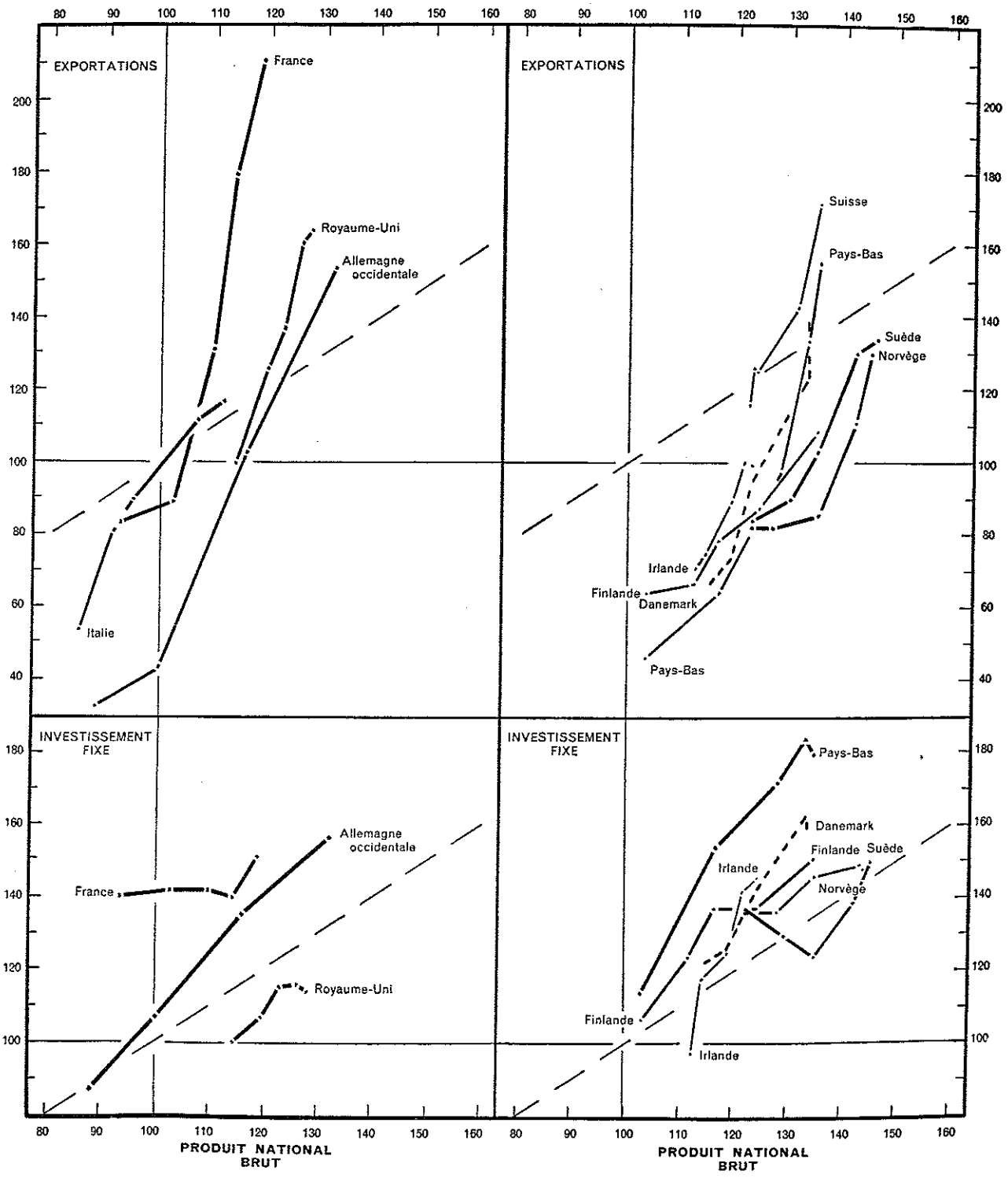
[2] Dans le cas de l'Allemagne occidentale, on a évalué le chiffre de base pour la période d'avant guerre d'après une certaine proportion du commerce extérieur de toute l'Allemagne. Mais le commerce entre l'Allemagne occidentale et le reste de l'Allemagne n'a été considéré comme extérieur ni pour la période d'avant guerre ni pour celle d'après guerre. Etant donné que ce commerce a nettement diminué, les efforts faits par l'Allemagne occidentale après la guerre pour développer ses exportations sont surestimés dans le diagramme et ceux qu'elle a faits pour réduire ses importations sont sous-estimés.

[3] Le Tableau XI de l'Annexe A montre les effets qu'ont eus sur la balance des paiements, chiffrée en dollars, les changements survenus dans le rapport d'échange et dans les recettes invisibles. Le Tableau XIII de l'Annexe A fait apparaître l'ampleur du financement public qui a été nécessaire pour couvrir les déficits de la balance des paiements, aussi bien au titre des paiements courants qu'au titre du compte capital.

Diagramme 6 A

RAPPORT ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES EXPORTATIONS ET LES INVESTISSEMENTS, EN PRIX CONSTANTS

(1938 = 100) (Pour l'Allemagne occidentale, 1936 = 100)



Sources : Voir Annexe B.

Diagramme 6B

RAPPORT ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES IMPORTATIONS ET LA CONSOMMATION, EN PRIX CONSTANTS

(1938 = 100) (Pour l'Allemagne occidentale, 1936 = 100)

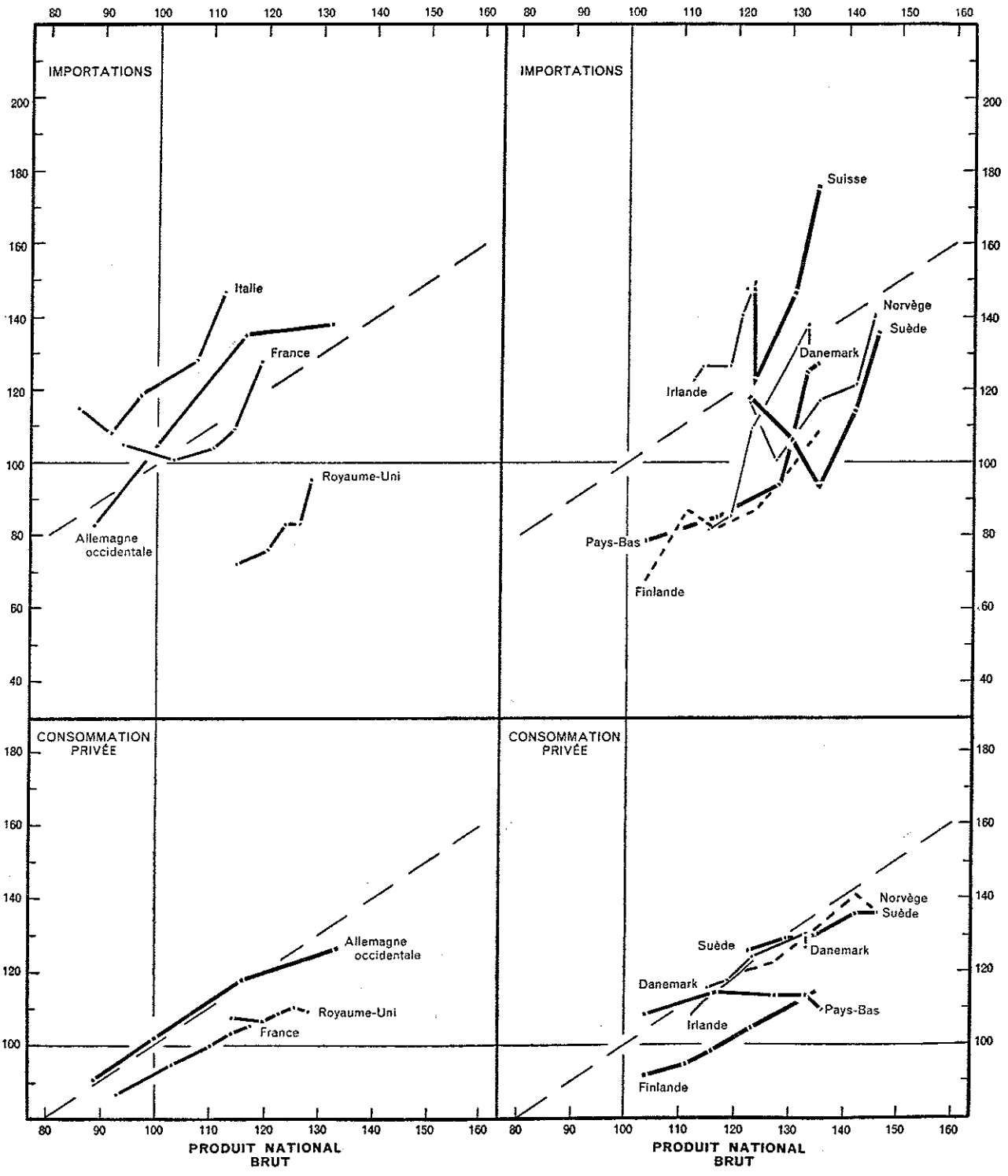


Tableau 25

DÉPENSES DE DÉFENSE NATIONALE DANS LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, AUX PRIX COURANTS

Pays et monnaie	Montants					Pourcentage par rapport au produit national brut [a]			
	1938	1949	1950	1951	1952	1938	1949	1950	1951
Royaume-Uni *(en millions de livres sterling)*	350	720	760	1 025	(1 200)	6.1	5.8	5.8	7.3
France *(en milliards de francs)*	30	375	465	805	(1 270)	6.9	4.6	5.0	6.9
Allemagne occidentale *(en milliards de DM)* [b]	..	4.5	4.2	5.9	(8)	..	5.6	4.6	5.2
Italie *(en milliards de lires)*	15	340	420	(520)	(560)	9.1	4.5	5.1	5.3
Pays-Bas *(en millions de florins)*	105	660	980	990	(1 400)	1.7	3.7	4.9	4.5
Belgique *(en milliards de fr. belges)*	2	9	10	18	(24)	2.5	2.9	3.1	4.9
Suisse *(en millions de fr. suisses)*	212	480	500	665	(815)	2.1	2.4	2.4	3.0
Suède *(en millions de couronnes)*	240	970	1 050	1 400	(1 800)	2.0	3.5	3.6	3.8
Norvège *(en millions de couronnes)*	57	360	350	645	(970)	1.0	2.7	2.3	3.5
Danemark *(en millions de couronnes)*	55	320	350	530	(750)	0.8	1.7	1.6	2.2
Grèce *(en milliards de drachmes)*	4.3	1 545	1 810	2 685	(2 820)	4.7	6.2	6.1	7.7
Turquie *(en millions de livres turques)*	105	485	450	480	(540)	5.5	6.0	4.8	4.9
Portugal *(en millions d'escudos)*	765	1 420	1 445	..	..	5.2	3.6	3.2	..
Espagne [c] *(en millions de pesetas)*	675	5 840	6 300	(6 600)	(8 100)	2.7	4.9	4.1	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres entre parenthèses indiquent les crédits ouverts dans les budgets (le plus souvent au début de l'année 1952); pour la Suède et l'Allemagne occidentale, les chiffres ont été calculés d'après les dépenses effectuées pendant le premier semestre de 1952.

[a] Tel qu'il est indiqué au Tableau XXII de l'Annexe A.

[b] Frais d'occupation.

[c] Année de référence pour la période d'avant guerre : 1935. Pour toutes les années, les chiffres ne comprennent pas les dépenses effectuées au titre de la « sécurité générale » et de la garde civile (évaluées à 1 % du produit national en 1950).

qui a immédiatement suivi la fin de la guerre, les fluctuations de courte durée des ressources en devises ont suscité de brusques revirements dans la politique d'importation — revirements qui apparaissent dans le diagramme, mais imparfaitement, car celui-ci n'indique que des chiffres annuels. Ces fluctuations correspondent souvent à des variations du volume des stocks.

Consommation de l'Etat

La part des ressources prélevée par les gouvernements [1] s'est accrue dans presque tous les pays, surtout en raison de l'augmentation des dépenses afférentes aux services sociaux et à la défense nationale. L'Allemagne occidentale et l'Italie font cependant exception, parce qu'en 1938 les dépenses militaires contribuaient à augmenter considérablement la consommation de l'Etat dans ces deux pays.

Bien que le produit national ait beaucoup augmenté depuis 1938, l'accroissement de la part des dépenses de l'Etat est encore considérable. C'est dans les pays du nord-ouest de l'Europe — dont la situation sera examinée plus en détail dans une section suivante du présent chapitre — que cette part a le plus augmenté. L'un des éléments qui ont contribué à faire monter la part des dépenses de l'Etat est l'accroissement, en pourcentage du revenu national, des dépenses consacrées à la défense nationale (voir Tableau 25). C'est seulement en 1951 que la proportion du revenu national affecté à la défense a atteint le niveau de 1938 en France, et l'a légèrement dépassé au Royaume-Uni. Mais, dans certains des pays qui figurent au Tableau 25, la proportion des dépenses consacrées à la défense nationale, qui était assez faible en 1938, a presque doublé.

Investissement fixe

L'un des résultats les plus importants du haut niveau d'activité de la période d'après guerre est le taux constamment élevé de la formation de capital fixe. Il se peut qu'au cours de telle ou telle année, la formation de capital ait été inférieure au maximum enregistré au cours des cycles économiques d'avant guerre, mais, pour l'ensemble des années 1947 à 1952, elle a certainement atteint un chiffre plus élevé que pendant n'importe quelle période correspondante d'entre les deux guerres. Le taux élevé de la formation

[1] Dans le Tableau 24, les effets de la redistribution des revenus résultant des dépenses de transfert et des subventions à la consommation sont inclus dans la consommation privée, alors que les chiffres relatifs à la consommation de l'Etat représentent exclusivement les achats de marchandises et de services effectués directement par les gouvernements.

Tableau 26

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS BRUTS EN CAPITAL FIXE

Pays et monnaie	Année	Total de l'investissement en capital fixe aux prix courants	Par branche d'activité							Par type d'investissement	
			Agriculture, forêts et pêche [a]	Mines et services publics	Industries manufacturières [b]	Transports et communications [c]	Logements	Services publics [d]	Autres investissements	Construction et travaux publics	Machines, outillages, véhicules, etc.
			Pourcentage de l'investissement total								
Belgique [e]	1948	42.9	3	10	16	40	17	12	2	..	..
(en milliards de francs belges)	1949	47.5	3	8	18	31	25	13	2	..	..
	1950	55.9	4	7	17	30	24	16	2	..	..
	1951	54.3	5	9	17	28	24	15	2	..	..
Danemark [f]	1948	2.10	8	5	17	12	23	9	26	..	..
(en milliards de couronnes)	1949	2.70	8	6	16	12	19	8	31	..	..
	1950	3.30	7	5	13	12	18	8	37	..	..
	1951	3.75	9	5	13	11	17	8	37	..	..
France [e g]	1949	1.51	8	14	..	13	18	9	..	48	52
(en milliers de milliards de francs français)	1950	1.60	9	15	..	10	19	8	..	..	..
	1951	2.08	9	12	..	10	22	8	..	..	..
Allemagne occidentale	1949	15.1	10	12	27	13	21	8	9	42	58
(en milliards de DM)	1950	18.3	8	13	27	13	24	8	7	43	57
	1951	22.9	8	14	28	13	23	7	7	44	56
Grèce	1948	2.22	7	16		35	32	3	7	63	37
(en milliers de milliards de drachmes)	1949	3.08	12	15		24	31	4	14	62	38
	1950	5.17	10	19		24	31	4	12	61	39
	1951	4.54	13	33		15	30	2	7	61	39
Italie	1948	1.17	10	39		24	22		5	..	..
(en milliers de milliards de lires)	1949	1.32	11	39		19	26		5	..	..
	1950	1.44	7	40		19	29		5	..	..
	1951	1.72	9	41		16	28		6	..	..
Pays-Bas	1948	3.18	7	7	23	26	15	14	8	40	60
(en milliards de florins)	1949	3.59	6	6	25	23	17	15	8	44	56
	1950	4.04	6	7	28	21	16	13	9	42	58
	1951	4.47	6	11	24	22	15	12	10	42	58
Norvège [h]	1948	4.62	12	6	20	32	16	8	6	48	52
(en milliards de couronnes)	1949	5.23	12	6	20	32	15	8	7	47	53
	1950	5.48	12	7	19	32	15	9	6	47	53
	1951	5.90	13	8	18	28	16	9	8	47	53
Suède	1948	4.60	8	9	27	18	23	13	2	58	42
(en milliards de couronnes)	1949	4.52	8	9	28	14	26	13	2	58	42
	1950	5.26	8	8	28	17	25	12	2	54	46
	1951	6.37	7	7	28	19	24	13	2	..	..
Royaume-Uni	1948	1.47	6	11	27	16	24	6	10	44	56
(en milliards de livres sterling)	1949	1.60	6	13	28	16	20	6	11	43	57
	1950	1.70	5	14	30	14	19	7	11	42	58
	1951	1.86	5	14	33	13	18	7	10	41	59

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les dépenses de réparation et d'entretien ne sont pas comprises dans l'investissement brut, sauf pour la France, l'Italie et la Norvège. Les dépenses consacrées à des fins militaires sont exclues dans tout le tableau.

[a] Non compris les variations du cheptel.

[b] Y compris les industries extractives autres que l'industrie charbonnière.

[c] Non compris le réseau routier.

[d] Y compris le réseau routier.

[e] Les logements des ouvriers mineurs sont compris dans les investissements de l'industrie charbonnière.

[f] Les pourcentages relatifs aux transports et aux communications comprennent les transports publics et les transports maritimes.

[g] La rubrique « agriculture » comprend l'industrie des produits alimentaires.

[h] Le chiffre porté sous la rubrique « mines et services d'utilité publique » se rapporte uniquement à l'électricité. La pêche (y compris la pêche à la baleine) a absorbé 5% du total des investissements en 1948, et 4% les autres années.

de capital s'est traduit par une expansion rapide de la production des industries mécaniques et du commerce des produits de ces industries. L'excès de la demande dans ce secteur a eu surtout pour résultat d'entraîner des retards dans les livraisons, alors que, dans l'industrie du bâtiment, l'excès de la demande par rapport à l'offre a engendré une hausse des coûts. Cet excès de la demande de main-d'œuvre et de matériaux dans l'industrie du bâtiment a été l'une des raisons importantes de la pression inflationniste.

Dès 1947, les investissements avaient retrouvé dans la plupart des pays leur volume d'avant la guerre et ils n'ont cessé de croître rapidement au cours des années suivantes [1]. Ce n'est qu'en France et en Suède — et probablement aussi en Suisse — que l'on ne décèle aucune tendance à l'accroissement des investissements. En France, cependant, le volume des investissements a été relativement important en 1947, à cause de la réparation des dommages causés par la guerre; pour les autres formes d'investissement, la tendance a également été à l'augmentation. En Suède et en Suisse, les investissements ont atteint un niveau élevé beaucoup plus tôt que dans les autres pays du fait que leur réduction pendant la guerre avait été beaucoup moins importante. Il n'y a qu'en Suède que le volume des investissements ait subi de fortes fluctuations; de 1947 à 1949, il a diminué de 10% environ par suite du renforcement des mesures de réglementation, mais, au cours des années suivantes, il s'est à nouveau accru.

Dans tous les pays, excepté au Royaume-Uni, les investissements ont représenté une proportion plus grande du produit national qu'avant la guerre (voir Diagramme 6). Le chiffre relativement faible cité pour le Royaume-Uni s'explique par la réduction importante de la construction, qui était très active à la veille de la guerre; mais, comme dans les autres pays, les investissements en biens d'équipement productifs se sont accrus.

Il y a une très grande similitude entre les pays énumérés au Tableau 26 pour ce qui est de la répartition des investissements entre les différents secteurs de l'économie [2]. La faible proportion des investissements consacrés à l'agriculture est due, jusqu'à un certain point, au fait qu'une grande partie des investissements agricoles n'est pas comprise dans la formation de capital fixe telle qu'elle est définie ici. Le tableau montre que la proportion des investissements affectés aux transports a diminué, une fois achevée la reconstruction du réseau de transport. Pendant la période considérée, la part du total des investissements consacrée à la construction de logements a augmenté dans les pays comme la Belgique, la France, et l'Italie où, dans ce domaine, les investissements avaient été, au début, peu importants, mais elle a diminué dans des pays comme le Royaume-Uni et le Danemark où des dépenses considérables avaient été faites immédiatement après la guerre pour effectuer les réparations différées jusqu'alors.

Consommation privée

Les changements intervenus dans le volume de la consommation privée entre 1938 et 1948 ont différé bien davantage, d'un pays à l'autre, que les changements intervenus dans le volume des investissements. D'un côté, dans des pays comme la Suède ou le Danemark, la consommation a dépassé de beaucoup le niveau d'avant guerre, mais, de l'autre, dans des pays comme l'Allemagne occidentale, la France, l'Autriche, la Finlande, et la Grèce, elle a été très inférieure à ce niveau. Au cours des années suivantes, le volume de la consommation s'est élevé dans tous les pays, excepté aux Pays-Bas. En France, la consommation totale par habitant n'a atteint son niveau d'avant guerre qu'en 1949, et, en Allemagne occidentale, elle ne l'avait pas encore atteint en 1951; aux Pays-Bas, bien que le niveau d'avant guerre ait été atteint en 1948 et en 1949, la consommation par habitant était à nouveau, en 1950-1952, inférieure à ce niveau.

Pour bien se rendre compte des changements intervenus dans les niveaux de consommation, il faut aussi examiner les divers éléments qui entrent dans la consommation totale et qui ont suivi des évolutions différentes, ainsi qu'il ressort du Tableau 27. En particulier, il a été beaucoup plus difficile de regagner les niveaux de consommation d'avant guerre en ce qui concerne les denrées alimentaires et le logement que d'augmenter la consommation de produits manufacturés. L'interprétation de ces données doit tenir compte des quatre observations suivantes. En premier lieu, certains achats (par exemple, les achats de vêtements) ont été effectués par les consommateurs, tant pendant les premières années qui ont suivi la guerre qu'après l'ouverture des hostilités en Corée, en vue de la constitution ou de la reconstitution de réserves, et ils ont été généralement suivis par une

[1] Pour l'Allemagne occidentale, le chiffre du second semestre de 1948 est inférieur à celui d'avant guerre, mais l'évaluation de ce dernier chiffre comprend l'équipement et les travaux militaires. Pour les autres investissements, le volume d'avant guerre a été probablement dépassé vers la fin de 1948.

[2] Les chiffres cités pour les divers pays ne sont pas strictement comparables entre eux en raison, d'une part, des différences de définition des secteurs et, de l'autre, du fait que, dans certains pays, les investissements comprennent les dépenses de réparation et d'entretien; or, ces dépenses ne sont pas réparties de la même manière que les investissements nouveaux.

Tableau 27

DÉPENSES PAR HABITANT, EN BIENS DE CONSOMMATION ET EN SERVICES, CALCULÉES EN PRIX CONSTANTS

Indices : 1947 = 100

	1938	1947	1948	1949	1950	1951
Royaume-Uni						
Alimentation, boissons et tabac	101	100	98	98	99	100
Vêtement	124	100	109	115	119	108
Articles de ménage durables	135	100	103	115	126	118
Loyer	89	100	101	102	103	104
Autres biens de consommation et services	79	100	95	93	93	95
Ensemble	96	100	98	99	101	100
France [a]						
Alimentation et boissons	122	100	106	117	121	122
Vêtement	115	100	113	99	101	110
Biens de consommation durables [b]	104	100	116	119	116	124
Loyer	113	100	101	100	99	98
Autres biens de consommation et services	100	100	107	111	113	116
Ensemble	112	100	107	112	114	117
Allemagne occidentale [c]						
Alimentation, boissons et tabac	123	..	92	100	103	114
Vêtement	138	..	74	100	138	137
Meubles et autres articles de ménage	115	..	76	100	139	155
Loyer	124	..	101	100	101	104
Autres biens de consommation et services	104	..	78	100	124	127
Ensemble	120	..	90	100	114	121
Suède						
Alimentation, boissons et tabac	..	100	97	99	100	97
Vêtement	..	100	109	102	106	93
Biens de consommation durables [b]	..	100	103	99	116	116
Loyer	..	100	105	109	113	117
Autres biens de consommation et services	..	100	103	105	108	111
Ensemble	87	100	102	102	106	104
Norvège						
Alimentation, boissons et tabac	94	100	102	109	111	106
Vêtement	91	100	90	100	122	111
Loyer	91	100	100	103	107	112
Autres biens de consommation et services	85	100	103	108	118	112
Ensemble	90	100	100	107	113	110
Irlande						
Alimentation, boissons et tabac	94	100	99	104	104	107
Vêtement	85	100	99	113	110	109
Loyer	95	100	100	100	100	100
Autres biens de consommation et services		100	110	116	123	127
Ensemble	94	100	103	109	111	114
Pays-Bas [d]						
Alimentation, boissons et tabac	..	100	102	97	94	92
Biens de consommation durables, articles de ménage et vêtement	..	100	116	113	111	97
Autres biens de consommation et services	..	100	107	100	96	94
Ensemble	103	100	106	102	99	93

Sources : Voir Annexe B.

[a] Y compris les achats de biens de consommation et de service effectués par l'Etat.

[b] Y compris l'achat et l'entretien de voitures automobiles en Suède, et l'achat seulement en France.

[c] Tous les indices sont calculés sur la base : 1949 = 100. Les chiffres indiqués pour 1938 concernent 1936, et ceux indiqués pour 1948 concernent le second semestre de cette même année.

[d] Par suite d'un changement apporté aux séries, les indices de 1951 ne sont pas rigoureusement comparables à ceux des années précédentes.

Tableau 28

INDICES DU COÛT DE LA VIE

Pays	*1938 = 100*	*1947 = 100*																							
		1947				1948				1949				1950				1951				1952			
	1947	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Autriche	211	67	76	138	144	148	146	144	174	173	205	208	226	215	215	218	241	256	263	303	335	331	337	328
Belgique	293	93	95	106	110	118	121	124	122	115	117	117	116	114	112	120	118	125	126	129	130	129	128	128
Danemark [a, g]	154	100	101	101	102	102	103	103	105	105	105	105	108	111	114	118	123	127	129	130	131	131	131	131
Finlande	567	99	105	112	136	136	138	140	150	146	148	154	157	161	178	181	188	202	207	214	214	217	216	217
France [c]	1 070 [d]	100	95	104	115	144	150	146	174	108	164	170	178	183	187	192	199	210	219	226	248	251	243	247
Allemagne occid. [e]	166 [f]	..	..	..	..	..	92	100	105	102	101	98	99	94	93	94	95	99	102	102	105	104	102	103
Grèce	17 500	92	96	101	124	140	139	144	152	166	169	164	162	172	169	179	186	201	197	194	204	212	207	208
Islande [g, h]	408 [i]	99	98	99	103	101	101	102	103	104	104	104	108	113	123	131	143	149	157	167	170	176	176	180
Irlande [b]	177	96	99	104	101	103	104	103	103	103	103	104	104	104	106	104	106	107	113	115	117	118	119	127
Italie	4 575	84	102	117	108	108	106	107	107	109	109	107	104	102	105	109	109	114	118	117	118	120	122	123
Luxembourg [g]	276	98	98	100	104	106	106	107	106	108	108	118	116	115	115	117	121	124	127	128	128	129	129	130
Pays-Bas [j]	199 [k]	101	102	100	102	102	104	104	108	109	112	109	114	118	119	122	124	129	133	133	131	132	131	132
Norvège [j]	160	101	102	99	99	100	100	99	98	99	99	100	100	100	104	108	111	114	123	125	126	130	131	135
Portugal	211 [l]	103	100	100	98	96	96	99	100	99	99	101	102	102	98	98	98	99	96	97	99	98	95	99
Espagne	424 [m]	98	99	101	105	108	105	106	109	110	111	113	118	123	123	126	132	138	136	136	136	135	132	133
Suède	147	99	99	101	101	104	105	106	106	106	106	107	106	107	107	108	110	121	125	128	131	133	137	137
Suisse [h]	158	98	100	100	103	103	103	103	103	102	102	102	102	100	100	101	102	103	105	107	108	108	108	108
Turquie	326	101	98	101	101	102	101	100	103	110	110	109	110	110	105	99	101	104	103	102	105	108	109	108
Royaume-Uni [n]	170	99	98	99	102	104	108	106	107	107	109	110	111	112	112	112	114	117	123	126	128	131	136	134

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — La période à laquelle se rapportent les indices est le début du mois pour le Danemark, l'Islande et le Luxembourg ; pour l'Espagne, la Grèce et la Turquie, la période n'est pas indiquée; pour d'autres pays, c'est le milieu du mois. Cependant, pour la Finlande, la France et l'Italie, le coût de certains groupes de produits entrant dans la composition de l'indice, notamment le coût des produits alimentaires, est calculé d'après les moyennes de prix relevées plus d'une fois par mois. Pour l'Autriche, la France, la Grèce, l'Islande, le Portugal et la Turquie, l'indice se rapporte uniquement aux capitales de ces pays.

a Série ajustée de manière à exclure les impôts directs.

b Les indices se rapportent aux mois de février, mai, août et novembre.

c Les indices trimestriels ont pour base : février 1947 = 100. Sauf pour décembre 1948, les indices relatifs à 1947 et à 1948 se rapportent au deuxième mois de chaque trimestre (octobre pour le 4e trimestre de 1947). Nouvelle série à partir de janvier 1949.

d Février 1947.

e Les indices trimestriels ont pour base a moyenne juin-décembre 1948 = 100.

f Moyenne de la période allant de juin à décembre 1948.

g L'indice se rapporte aux débuts des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

h Nouvelle série à partir de mars 1950.

i Premier trimestre de 1939 = 100.

j Nouvelle série à partir de janvier 1950. Pour les Pays-Bas, l'indice comprend, pour toutes les années, les impôts directs.

k 1938/39 = 100.

l Juillet 1938/juin 1939 = 100.

m Juillet 1936 = 100.

n Nouvelle série à partir de janvier 1952

diminution des achats. En second lieu, le choix des consommateurs était très limité pendant la période qui a suivi immédiatement la fin de la guerre. Lorsque les mesures de rationnement eurent été supprimées ou assouplies et qu'il n'y eut plus de pénurie dans les magasins, une grande amélioration se manifesta dans la composition de la consommation. Cette remarque s'applique surtout aux Pays-Bas et au Royaume-Uni où certaines des réductions apparues dans les statistiques de la consommation ont été compensées par le fait que le consommateur pouvait à nouveau choisir les articles qu'il désirait. En troisième lieu, des changements ont été apportés à la répartition des revenus, sous forme d'une plus grande égalité entre les salariés, due à la fois à la diminution du chômage et à une réduction des différences entre les salaires; en outre, le système des allocations familiales a été mis en application ou étendu. Enfin, par suite de leur développement (par exemple, la création d'un Service national de santé au Royaume-Uni), les services sociaux ont assumé des dépenses qui, avant la guerre, relevaient de la consommation privée.

Prix et salaires

La période d'après guerre est également caractérisée par une augmentation presque ininterrompue des prix et des salaires qui est allée de pair avec l'accroissement presque ininterrompu, lui aussi, de la production. De 1938 à 1947, les prix ont beaucoup monté dans tous les pays; comme on peut le voir dans le Tableau 28, l'augmentation du coût de la vie dépasse généralement 50 %, et, en France, en Italie et en Grèce, le niveau des prix a plus que décuplé. Au cours des années suivantes, le coût de la vie a augmenté dans tous les pays, sauf au Portugal.

La courbe des salaires a été, malgré certains décalages dans un sens ou dans l'autre, à peu près parallèle à celle des prix. Dans des pays comme la Suède ou la France, où le niveau général des salaires a connu des hausses considérables par paliers, la variation de l'écart entre les salaires et les prix est plus apparente que dans des pays comme le Royaume-Uni où l'ajustement des salaires s'est fait de façon continue.

Dans l'ensemble, les augmentations des prix à l'importation, indiquées dans le Diagramme 7, ont précédé les augmentations du coût de la vie et des salaires. Etant donné que chaque augmentation des prix était rapidement suivie d'une augmentation des salaires, il était peu probable que les prix pussent baisser ultérieurement. En fait, dans certains pays, comme l'Autriche et la Finlande, la hausse des prix intérieurs a donné lieu à plusieurs dévaluations successives et, par suite, à de nouvelles augmentations des prix d'importation. La hausse générale des prix ne s'est un peu atténuée qu'à la suite de la baisse des prix des matières premières importées, qui s'est produite une première fois en 1949, puis en 1952, mais la répercussion de cette baisse sur le coût de la vie n'a pas été très sensible [1].

* * *

Les sections suivantes de ce chapitre sont consacrées aux politiques économiques suivies par les différents pays de l'Europe occidentale. On peut ranger ces politiques dans deux groupes principaux. Comme on l'a déjà indiqué (voir en particulier les Diagrammes 5 et 6), les pays du nord-ouest de l'Europe ont réussi à accroître considérablement leur production industrielle et agricole par rapport à l'avant-guerre et n'ont eu que très peu de chômage pendant l'après-guerre. L'intervention de l'Etat dans l'économie de ces pays a été plus étendue qu'avant la guerre ou que dans les autres pays de l'Europe occidentale. Cependant, les pays du nord-ouest de l'Europe ne sont pas entièrement parvenus à assurer la stabilité monétaire en même temps que le plein emploi, et les prix ont augmenté pendant la période d'après guerre, mais cependant moins que dans certains autres pays européens. Dans les autres pays de l'Europe occidentale, la situation a été — d'une façon très générale — soit une situation de plein emploi accompagné d'une violente inflation des prix, comme en France et en Finlande, soit une situation de stabilité monétaire accompagnée de chômage, comme en Belgique, en Italie et en Allemagne occidentale. Seule, la Suisse est parvenue à maintenir simultanément un niveau à peu près stable des prix et le plein emploi; si elle est parvenue à ce résultat, c'est en partie parce qu'elle a fait varier suivant les circonstances le nombre des travailleurs étrangers.

Il n'est pas possible d'étudier à fond, dans le présent chapitre, la situation des pays de l'Europe méridionale [2] : Portugal, Espagne, Grèce et Turquie. Le problème auquel se heurtent ces pays est davantage un problème de développement à long terme qu'un problème lié à l'utilisation intégrale de la capacité industrielle, à l'équilibre de la balance des paiements et à la lutte contre l'inflation dans l'immédiat. Le

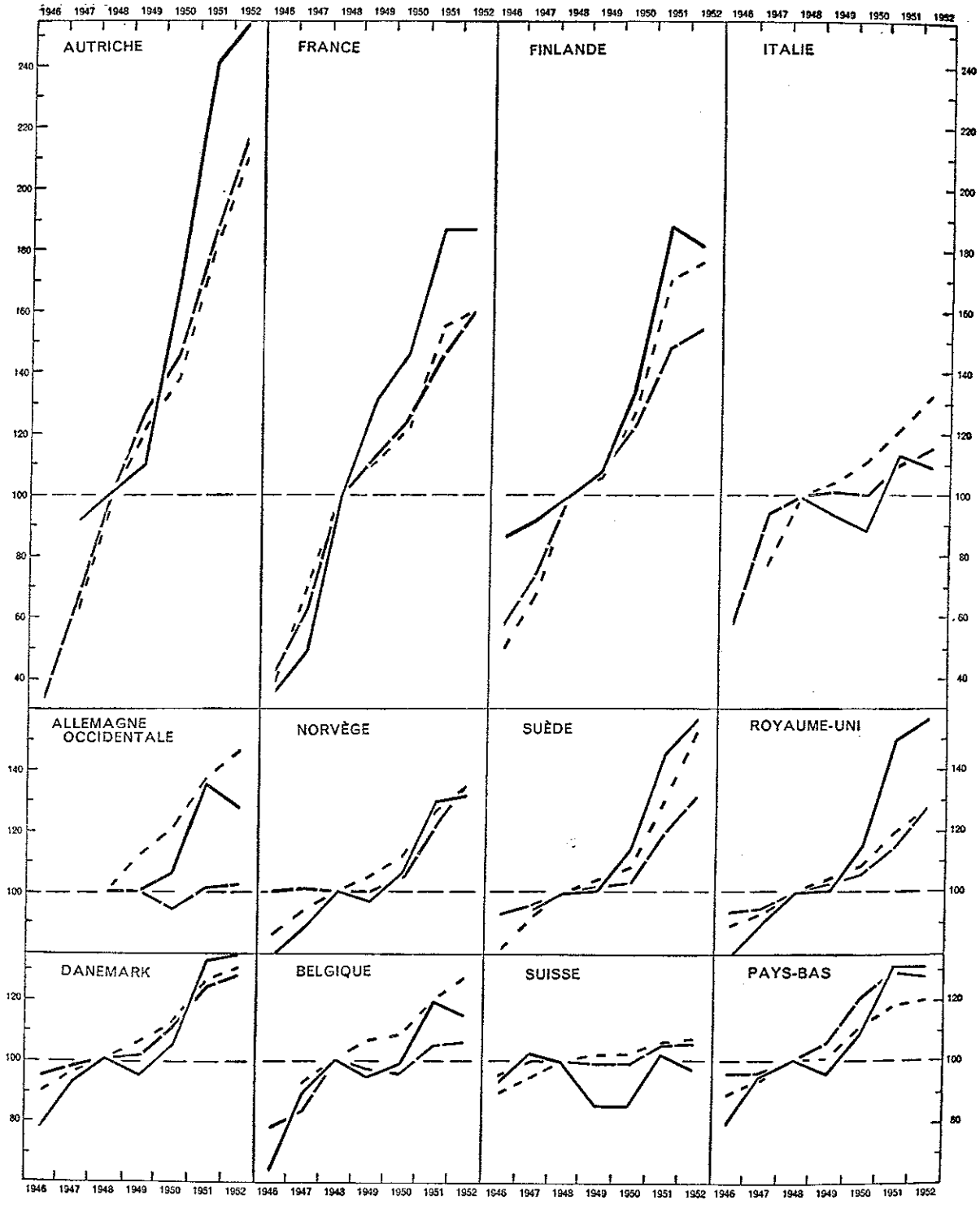
[1] Le mouvement des prix et des salaires, ainsi que l'inflation en général, ont été analysés dans les ETUDES précédentes. Voir les ETUDES relatives à : 1947, pages 79 à 92; 1948, pages 27 à 41; 1949, pages 58 à 68; 1950, pages 152 à 161 et 164 à 182, et l'ETUDE de 1951, pages 118 à 143.

[2] Certains aspects du problème du développement dans ces pays sont examinés aux Chapitres 8, 9 et 12. On espère pouvoir revenir de plus près sur ce problème dans de prochaines études.

Diagramme 7

PRIX DES PRODUITS IMPORTÉS, COÛT DE LA VIE ET SALAIRES DANS L'INDUSTRIE

Indices : 1948 = 100



Sources : Voir Annexe B.

revenu réel de ces pays est plus faible que celui de n'importe quel autre pays européen, à l'exception peut-être de la Bulgarie et, pour les trois raisons ci-après indiquées, le niveau de vie de leur population ne peut s'élever que lentement. Tout d'abord, alors que la majeure partie de la population travaille dans l'agriculture, la productivité agricole est faible et les conditions d'un accroissement de cette productivité sont beaucoup moins favorables qu'en Europe orientale, par exemple. Ensuite, l'industrie lourde n'est pas suffisamment développée dans ces pays pour qu'ils puissent procéder à une industrialisation relativement rapide sans importer des quantités considérables d'équipement. Enfin, l'absence relative d'industrie est à la fois la cause et la conséquence du souci qu'ont les milieux d'affaires de réaliser de gros bénéfices dans le commerce et de leur peu d'empressement à assumer des risques dans des entreprises industrielles.

La Yougoslavie, qui se heurte à la plupart des problèmes économiques fondamentaux en face desquels se trouvent placés les pays susmentionnés, a rompu avec sa politique économique d'avant guerre en adoptant, à la fin du conflit, un régime socialiste s'inspirant du régime soviétique. Un plan quinquennal très ambitieux a été mis à exécution en 1947. Il n'a pu être mené à bien, d'une part parce qu'il s'est avéré excessif par rapport aux ressources disponibles et, d'autre part, en raison de difficultés politiques qui ont abouti à la rupture des relations commerciales avec les autres pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique. A partir de 1949, la Yougoslavie a apporté un certain nombre de changements importants à ses méthodes de planification et de contrôle économique. Grâce à des dons et à des crédits accordés par les Etats-Unis et par certains pays de l'Europe occidentale, ainsi qu'à des prêts consentis par la Banque internationale, elle a pu poursuivre l'exécution de ses plans d'industrialisation, mais à un rythme un peu plus lent qu'il n'avait été prévu à l'origine. Les changements intervenus dans la politique économique n'ont pas constitué un abandon des principaux objectifs du plan quinquennal initial, mais l'on s'est attaché surtout aux projets d'investissements pouvant être rapidement menés à bien. Sans aucun doute, l'industrialisation de la Yougoslavie se poursuit à un rythme plus rapide que celle des autres pays de l'Europe méridionale et elle risque moins de subir des à-coups périodiques.

4. Nord-ouest de l'Europe

Au sortir de la guerre, dans les pays du nord-ouest de l'Europe — Danemark, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède — le plein emploi était réalisé, la capacité de production industrielle s'était accrue et un vaste ensemble de contrôles financiers et de restrictions quantitatives avait été mis au point pendant la guerre pour enrayer l'inflation et assurer la répartition des produits rares. Partout, la population réclamait énergiquement l'accroissement de la production et de la consommation et le maintien du plein emploi. De tous ces pays, ce sont les Pays-Bas qui se heurtèrent aux difficultés les plus graves en raison des énormes dégâts causés par les hostilités, de la lutte qu'ils avaient encore à soutenir en Indonésie, puis de la perte de la plupart de leurs colonies. Dans la métropole même, il fallait en outre développer l'équipement social et industriel pour répondre à l'augmentation rapide de la population.

Après avoir commencé dans un optimisme relatif, l'après-guerre vint buter contre quatre obstacles liés l'un à l'autre et dont l'effet conjugué se révéla très difficile à vaincre. En premier lieu, dans la plupart de ces pays, la situation de la balance des paiements était inquiétante et le demeura pendant toute cette période. Les fluctuations économiques internationales, qui avaient leur origine aux Etats-Unis, et la situation politique internationale qui amena les pays à accepter un énorme fardeau de dépenses militaires d'abord en 1946-1947, puis à partir de 1950, suscitèrent de nouvelles difficultés et provoquèrent de fortes vagues de spéculation surtout en 1950/51. En deuxième lieu, il ne fut pas facile de trouver un moyen d'arrêter les mouvements de spéculation à court terme qui causèrent des variations rapides du volume des stocks et, du même coup, de celui des importations. Troisièmement, la répartition équitable des revenus entre les différentes classes sociales : ouvriers, industriels et agriculteurs, pour ne mentionner que trois groupes, se révéla malaisée. Enfin, la poussée inflationniste persistante, résultat de l'action de tous ces facteurs, amena les pays à maintenir, voire à étendre, des mesures de dirigisme économique, jugées peu souhaitables en d'autres circonstances.

L'établissement de plans portant sur l'ensemble de l'économie fut, en un sens, plus difficile que dans les pays de l'Europe orientale. Les pays de l'Europe occidentale étaient plus étroitement liés à l'économie mondiale; aussi l'évolution de la situation dans les autres parties du globe limitait-elle davantage leur liberté d'action. D'autres facteurs qui n'entrent pas

en jeu en Europe orientale ont agi dans le même sens. En Europe occidentale, on répugnait bien davantage à agir par l'intermédiaire du mécanisme des prix; en dehors de la réglementation qui avait pour objet la stabilisation du niveau général des prix, des considérations d'ordre social empêchaient les gouvernements d'intervenir dans la structure des prix et des salaires pour apporter à la production des stimulants immédiats. On était peu enclin à modifier les prix par le moyen de l'impôt ou des subventions de manière à assainir le marché ou à combler l'écart entre la demande et l'offre [1]. Cette attitude s'est traduite de façon frappante dans le fait que tous les pays ont refusé de se servir du taux de l'intérêt comme moyen d'atteindre les objectifs de la politique d'investissement. De plus, contrairement à ce qui se passait dans les économies à direction fortement centralisée des pays de l'Est, la répartition du revenu et, en particulier, le rapport entre les salaires et les prix dépendaient non de la seule décision du pouvoir central, mais de négociations entre le gouvernement et les intéressés. Aussi n'était-il pas rare que les effets conjugués du relèvement des salaires des ouvriers et des revenus des agriculteurs provoquent de nouvelles hausses de prix. Devant de tels obstacles, les gouvernements, des pays du nord-ouest de l'Europe, n'ont jamais pris que des demi-mesures pour atteindre les principaux objectifs que se proposait leur politique économique. Il leur fallait d'abord faire face au jour le jour au problème des réserves de devises et à celui de l'inflation. Ils ont dû maintenir en vigueur les mesures exceptionnelles de restriction prises pendant la guerre : non pas pour modifier la structure de leur économie et améliorer la productivité de l'industrie, mais pour entraver la liberté des consommateurs et des producteurs, ce qui, à long terme, n'était d'ailleurs pas nécessaire. Cette obligation d'intervenir au gré des circonstances et sur des points de détail est pour beaucoup dans la baisse de la popularité des premiers gouvernements d'après guerre.

Pour plus de facilité, on peut examiner successivement quatre aspects de la ligne de conduite adoptée : premièrement, la politique de l'argent à bon marché qui, pendant la plus grande partie de cette période, a joué un rôle négatif; deuxièmement, la politique des investissements qui a joué un rôle de toute première importance dans la répartition des ressources disponibles; troisièmement, la politique fiscale, principal moyen qui s'offrait pour freiner la demande globale, et enfin le contrôle des prix, des salaires et des bénéfices qui permit de « refouler » l'inflation, faute d'une pleine application des autres mesures.

Politique de l'argent à bon marché

Immédiatement après la guerre, le niveau de la demande était exceptionnellement élevé et, ce qui en était en partie la cause, les banques, les milieux d'affaires et l'ensemble de la population disposaient de liquidités exceptionnelles; aussi la politique de l'argent à bon marché suivie à cette époque apparaît-elle rétrospectivement comme peu judicieuse, surtout si l'on tient compte du peu d'efficacité de l'application des mesures de contrôle direct, notamment sur l'investissement. Certes, les sommes déboursées pour le service de la dette étaient moins fortes, mais c'était là une bien mince économie si on la compare au tort causé à l'ensemble du pays par un surcroît d'inflation [2].

Pour pouvoir agir sur le développement économique par le seul jeu des taux d'intérêt, il eût naturellement fallu les fixer au-dessus de ce qui pouvait être toléré; d'ailleurs, on ne l'a jamais sérieusement envisagé. Lorsque la guerre se termina, les taux d'intérêt étaient bas, en raison surtout de l'intervention des pouvoirs publics. Néanmoins, en 1946 et 1947, on chercha activement à les abaisser encore. Dans les premières années de l'après-guerre, les effets du déficit du budget de l'Etat et, en Suède, de l'excédent de la balance des paiements n'ont pas été contrebalancés par un resserrement des restrictions monétaires. En Norvège, par suite d'opérations de conversion, le taux d'intérêt s'abaissa de 3½% à 2½% au cours de l'année 1946. Au Royaume-Uni, il tomba à 2½% en raison de l'accroissement exceptionnel de la masse monétaire; ce n'est qu'au printemps de 1947, après la crise des combustibles, qu'un relèvement fut possible.

De 1947 à 1950, le loyer de l'argent resta peu élevé dans tous ces pays, sans baisser par trop cependant, et sans subir trop fortement le contre-coup d'événements comme les dévaluations de 1949. Peu à peu, les excédents budgétaires et l'aide accordée au titre du programme de relèvement européen, ainsi que l'augmentation de la production, permirent de résorber l'excès de liquidités. Alors que, pour les crédits

[1] On estimait qu'il valait mieux maintenir le rationnement et voir les denrées manquer dans les magasins que supprimer la demande excédentaire en grevant les marchandises de taxes spécifiques à la consommation. Dans le même ordre d'idées, par exemple, le Gouvernement britannique a refusé en 1952 de céder à des demandes de réduction des taxes sur le chiffre d'affaires, réduction qui aurait fait augmenter la demande de certains produits.

[2] Indépendamment des considérations d'ordre fiscal, le désir d'empêcher la hausse des loyers des nouveaux logements et de ne pas aggraver l'endettement des agriculteurs, a été l'un des principaux motifs pour lesquels l'intérêt a été maintenu à un taux peu élevé.

à court terme, les taux d'intérêt restaient à peu près constants, un lent mouvement de hausse s'amorça et s'accentua après l'ouverture des hostilités en Corée pour les prêts à long terme. En 1951, tous les pays resserrèrent le crédit, le plus souvent en relevant les taux d'intérêt.

L'argent étant à bon marché, la fiscalité vit s'accroître son rôle et ne suffit plus à freiner efficacement la demande globale. Les effets de cette politique de l'argent à bon marché se propagèrent, car elle incitait à des prévisions optimistes et permettait de réaliser facilement en Bourse des opérations fructueuses qui faisaient à leur tour augmenter la demande de biens de consommation.

Politiques d'investissement

Dans les pays du nord-ouest de l'Europe, les gouvernements estimèrent qu'avant la guerre le volume total des investissements était trop faible, qu'il était instable et que la place des projets ayant une utilité sociale, mais n'offrant pas de possibilités de rendement financier immédiat, n'y était pas assez grande. Leur politique d'investissement après les hostilités tendit essentiellement à remédier à ces défauts.

Il était devenu plus facile d'agir sur l'investissement. Tout d'abord, l'Etat pouvait diriger les investissements du secteur public que les gouvernements considéraient peut-être plus favorablement qu'avant 1939. En outre, dans plusieurs pays, certaines industries furent nationalisées après la guerre, en grande partie parce qu'elles exigeaient de grandes dépenses d'équipement et qu'il paraissait souhaitable que l'Etat pût décider de leurs investissements [1]. Le logement est l'un des principaux domaines dans lesquels les investissements étaient le fait soit des autorités locales (au Royaume-Uni, par exemple), soit de l'initiative privée avec l'aide, et, partant, sous le contrôle, des pouvoirs publics qui accordaient des subventions et des facilités spéciales de crédit [2]. Le Tableau 29 montre quelle fut l'ampleur des investissements de ce genre par rapport à l'investissement total ; la part de l'investissement réalisé sous le contrôle de l'Etat représentait plus de 50% des autres investissements. En dehors des secteurs mentionnés, l'Etat n'accorda d'encouragements particuliers à l'investissement que dans un petit nombre de branches d'activité, comme l'agriculture [3] et, au Royaume-Uni, l'industrie cotonnière.

Toutefois, les principaux moyens employés pour stimuler l'investissement étaient non pas discriminatoires, mais d'ordre général : facilités de crédit et politique d'argent à bon marché; d'autre part, le régime fiscal encourageait les investissements grâce à des provisions d'amortissement plus larges et à la différence de traitement entre bénéfices réinvestis et bénéfices distribués. Mais, pendant toute cette période et dans tous ces pays, c'est certainement l'intensité de la demande de biens de consommation, la hausse des prix et, par suite, la possibilité de réaliser des gains en capital échappant à l'impôt qui eurent le plus d'influence, laquelle bien entendu, s'ajoutait à celle des autres sortes d'encouragements donnés à l'investissement.

En fait, la demande d'investissement fut si forte qu'une réglementation directe s'imposa. Cette réglementation subsista pendant toute la période considérée, sauf au Danemark et aux Pays-Bas où elle devint sans objet au cours des récents mouvements de déflation. Elle comprenait : pour le bâtiment, un système de permis de construire, qui était quantitativement la plus importante des mesures restrictives appliquées; la répartition des matières premières qui étaient rares sur le marché (comme l'acier et le bois d'œuvre au Royaume-Uni); les licences d'importation de machines (en Norvège, par exemple) ou encore les restrictions plus ou moins officielles qui limitaient la vente sur le marché intérieur de produits exportables (les automobiles en Grande-Bretagne, notamment). Ces mesures étaient prises au fur et à mesure que la nécessité s'en faisait sentir pour remédier à la pénurie de certains produits, de main-d'œuvre ou de devises ou, d'une manière générale, pour enrayer l'inflation. Elles avaient ainsi un caractère négatif, au lieu de découler d'un plan rationnel d'orientation de l'économie selon une conception préalable. Ces politiques d'investissement présentaient donc un caractère contradictoire : d'une part, elles incitaient généralement à investir [4], d'autre part, elles restreignaient l'investissement dans certains cas. Rien ne prouve que les gouvernements eussent réussi à orienter les investissements selon l'utilité sociale plus ou moins grande des projets si la demande de biens d'équipement ne s'était maintenue dans l'ensemble à un niveau très élevé; s'il n'en avait pas été ainsi, l'Etat aurait dû

[1] Ce fut la principale raison de la nationalisation (qui, en l'occurrence, ne fut que temporaire) de l'industrie sidérurgique britannique.

[2] Voir « Le problème du logement en Europe depuis la guerre », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 1.

[3] En acceptant que les investissements soient inclus dans les dépenses courantes lors de la fixation des prix.

[4] En Suède et au Royaume-Uni, c'est en 1952 seulement que l'on revint sur les dispositions fiscales destinées à encourager les investissements.

Tableau 29. — DÉPENSES PUBLIQUES, INVESTISSEMENT ET IMPÔTS

En pourcentages du produit national brut, aux prix courants du marché

Pays et année	Consommation de l'Etat	Investissements contrôlés par l'Etat			Investissement privé en capital fixe	Total (1 à 5)	Impôts et transferts						Montant brut de l'épargne privée	Déficit extérieur, déduction faite de l'accroissement des stocks
		Services publics	Logements neufs	Entreprises publiques			Impôts directs	Impôts indirects	Total des recettes publiques[a]	Subventions	Transferts	Revenu dont l'Etat dispose (9–10–11)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		(13)	(14)
Royaume-Uni. . . 1938	13	1		9		23	9	11	17	1	5	11	11	1
1946	24	1		8		33	19	16	31	4	8	20	7	6
1947	18	1	3	7		29	16	17	30	4	7	19	7	4
1948	15	1	3	2	6	28	16	17	32	5	6	21	8	−1
1949	16	1	3	3	6	29	18	16	32	4	6	22	7	—
1950	16	1	2	3	6	29	17	16	32	4	6	23	7	—
1951	17	2	2	3	6	30	17	16	32	3	6	23	6	1
Pays-Bas 1938	9	3	2	..	..	21	8	8	18	—	8	10	15	−4
1946	18	2	..	..	..	33	7	10	19	4	8	7	19	7
1947	14	2	..	..	..	31	12	11	24	4	8	11	13	7
1948	12	3	3	14		32	17	12	30	4	7	20	9	3
1949	11	3	3	14		32	15	12	28	2	6	20	14	−2
1950	11	3	3	15		32	13	12	26	1	6	19	16	−3
1951	12	2	3	15		32	13	13	28	1	6	21	15	−4
Suède 1938	9	3	5	3	13	33	7	7	18	1	3	14	20	−2
1946	11	2	5	4	13	35	10	9	23	2	3	19	16	—
1947	11	2	6	4	15	38	14	8	26	2	3	22	12	4
1948	11	2	4	4	15	36	13	8	26	1	6	19	17	—
1949	12	3	4	4	13	36	14	8	27	1	6	20	18	−2
1950	12	2	4	4	14	36	..	8	..	2	..	..	..	—
1951	12		11		14	37	..	7	..	1	..	..	..	−6
Danemark 1938	10	3	2	2	12	28	10	5	20	—	6	14	16	−1
1946	12	2	2	1	12	28	13	7	23	1	6	16	10	2
1947	11	1	2	2	13	30	13	8	23	2	5	16	13	1
1948	11	2	2	2	13	30	13	8	24	2	6	16	14	—
1949	11	2	2	2	15	31	12	8	23	1	6	16	16	−1
1950	10	2	3	2	15	31	10	7	20	1	5	15	17	—
1951	11	2	3	2	17	34	11	7	21	1	5	15	18	—
Norvège 1938	7	2	5	3	15	32	9	6	18	1	4	14	20	−2
1946	12	2	5	3	17	39	11	11	25	4	4	16	21	2
1947	10	3	6	4	21	44	13	12	28	5	4	18	19	6
1948	10	3	5	4	21	43	15	11	29	7	4	18	22	3
1949	10	3	5	4	23	45	15	11	28	6	4	18	21	6
1950	9	3	5	5	21	43	14	11	28	5	4	19	19	4
1951	9	3	5	4	18	39	13	11	27	4	4	20	23	−4

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Pour la Suède, la Norvège et le Danemark, le produit national brut englobe les réparations et l'entretien, ce qui tend à réduire les évaluations concernant la consommation de l'Etat, le logement et les transferts, et à augmenter le chiffre des autres dépenses. De plus, l'écart entre les impôts et le total des recettes publiques est plus important dans le cas de ces trois pays.

Lorsque le total ne correspond pas à la somme des divers éléments, c'est parce que les chiffres ont été arrondis, sauf toutefois pour l'écart entre les impôts et le total des recettes publiques.

Pour la Norvège, la rubrique « logement » comprend la réparation des immeubles ; pour les autres pays, elle comprend uniquement les logements neufs.

a Les recettes publiques totales comprennent, outre les deux colonnes précédentes, les postes suivants : i) recettes extra-fiscales ; ii) bénéfices ou déficit des entreprises publiques. En outre, l'intérêt de la dette publique a été déduit.

intervenir lui-même plus activement dans les investissements.

La principale critique que l'on puisse formuler contre ce système est qu'il allait à l'encontre des fins mêmes qu'il se proposait. Pour autant qu'il était nécessaire d'imposer des restrictions, il était parfois plus facile de limiter les investissements placés sous le contrôle direct de l'Etat et qui comprenaient quelques-uns des projets dont la réalisation était le plus hautement souhaitable du point de vue social, tels que la construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles. Dans la mesure où ils s'appliquaient à un ensemble de projets mineurs, les investissements secondaires échappaient à la réglementation. C'est en matière de construction que celle-ci fonctionna le mieux, mais son application fut moins étendue en ce qui concerne les machines et elle ne toucha absolument pas les stocks. En outre, les grandes entreprises étaient dans une position plus favorisée que celles qui étaient moins importantes ou de création récente, car les mesures de contrôle tendent toujours à avantager les affaires bien établies. Toutefois, à en juger par les résultats d'ensemble, il est indéniable que, d'une manière générale, l'investissement a été important et opéré de façon assez judicieuse. C'est en Norvège que le système fonctionna de la façon la plus satisfaisante, car les fins de la politique d'investissement y avaient été définies avec plus de précision qu'ailleurs.

Etablissement de budgets économiques nationaux

Le trait le plus significatif de la volonté d'établir une planification d'ensemble a été le recours à la méthode des budgets économiques nationaux. Conçue à l'origine pour aider à établir le plan d'une utilisation intégrale des ressources disponibles, cette méthode fut adoptée pendant la guerre pour lutter contre l'inflation. Par l'établissement des budgets économiques nationaux, on s'attache non pas à l'équilibre des finances publiques, mais à celui de l'économie dans son ensemble, et il fut communément admis que les excédents budgétaires devaient compenser l'insuffisance de l'épargne privée. Quelle que puisse être l'exactitude des prévisions elles-mêmes, les budgets économiques nationaux ont une grande importance du fait qu'ils mettent en lumière le problème capital de l'équilibre économique. Toutefois, ces dernières années, surtout au Danemark et aux Pays-Bas, la répartition des ressources disponibles ayant été de nouveau soumise à l'influence de la politique monétaire, il était de nouveau moins de mode de parler en termes généraux de consommation, d'investissements et d'épargne.

Exprimés en pourcentages du produit national brut, les excédents de recettes du budget ordinaire ont été les suivants pour les divers pays :

Année	*Royaume-Uni*	*Pays-Bas*	*Suède*	*Danemark*	*Norvège*
1946	−4	−11	8	4	4
1947	1	− 3	11	5	8
1948	6	8	8	5	8
1949	6	9	8	5	8
1950	7	8	6 [a]	5	10
1951	6	9	9 [a]	4	11

Sources : D'après les données du Tableau 29. Le signe *moins* (−) indique un déficit.

[a] Estimations approchées.

On voit que, sauf en 1946 et 1947 au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, des excédents assez importants furent réalisés, mais que c'est seulement en Norvège qu'ils ont eu tendance à progresser [1]. Toutefois, ces excédents se révélèrent trop faibles et trop stationnaires eu égard aux variations de la situation. L'insuffisance manifeste des excédents budgétaires venait de ce qu'il était difficile d'augmenter encore le taux déjà élevé de l'impôt. Les impôts directs et indirects (Tableau 29) absorbaient 20 à 25% du produit national brut dans les pays scandinaves et 33 % au Royaume-Uni où le service de la Dette et les dépenses militaires étaient proportionnellement plus importants que dans les autres pays. Les principales augmentations d'impôts eurent lieu pendant la guerre; ensuite, le recouvrement total resta à peu près inchangé, mais la structure de la fiscalité subit un certain nombre de modifications. Il y eut notamment, à peu près partout, un relèvement de l'impôt sur les sociétés et des taxes sur le chiffre d'affaires. En général, la répartition de l'impôt se trouva en outre modifiée du fait de son incidence plus grande sur la classe aisée, mais, avec le renforcement de la fiscalité, il était inévitable que la contribution des classes laborieuses fût également augmentée.

Etant donné l'état de la demande et les lourds impôts qui frappaient les classes épargnantes, l'insuffisance des excédents budgétaires fit naître un excédent de pouvoir d'achat qui pouvait être résorbé de l'une des trois manières suivantes : tout d'abord, par l'augmentation du déficit du compte des paiements extérieurs; en second lieu, en limitant les achats des consommateurs qui, faute d'occasions de dépense, faisaient davantage d'économies; et, enfin, en augmentant la part des bénéfices dans la répartition des revenus en même temps qu'en relevant le niveau général des prix. On recourut aux deux premières méthodes en

[1] Si le déficit initial a disparu, c'est, au Royaume-Uni, grâce à la réduction des dépenses de l'Etat (en pourcentage du produit national), et en Norvège, à cause de la réduction des dépenses ainsi que de l'augmentation des impôts.

[a] Les recettes publiques totales comprennent, outre les deux colonnes précédentes, les postes suivants : i) recettes extra-fiscales ; ii) bénéfices ou déficit des entreprises publiques. En outre, l'intérêt de la dette publique a été déduit.

Lorsque le total ne correspond pas à la somme des divers éléments, c'est parce que les chiffres ont été arrondis. Le plus, l'écart entre les impôts et le total des recettes publiques est plus important dans le cas de ces trois pays.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

1946 et 1947, mais, par la suite, la situation des diverses balances de paiements s'améliora sensiblement et les restrictions à la consommation furent supprimées [1]. Cependant, durant la plus grande partie de cette période, et notamment en 1950 et 1951, le facteur qui contribua à équilibrer la demande et l'offre fut la hausse des prix.

Contrôle des prix, des salaires et des bénéfices

Comme la concurrence est faible dans une économie où le plein emploi est réalisé, il se peut que l'on doive constamment recourir au contrôle des prix, des salaires et des bénéfices pour éviter qu'un groupe organisé, quel qu'il soit, use de l'avantage que lui confère son caractère de monopole pour amorcer un mouvement de hausse de nature à entraîner une augmentation générale des prix. Il se peut même que ces mesures s'imposent en un temps où la politique fiscale et la politique monétaire réussissent effectivement à freiner la demande globale. Mais, en l'occurrence, l'efficacité de ces deux politiques n'était pas absolue et le contrôle des prix, des salaires et des bénéfices avait pour objet de maintenir l'ampleur de l'inflation dans certaines limites. En ce sens, il eut un résultat assez satisfaisant. Toutefois, les principales limitations ne consistaient pas en des mesures précises, mais résultaient d'une part de la détermination prise en général par les syndicats de faire preuve de modération dans les revendications de salaires, et d'autre part du taux élevé des impôts qui frappaient les bénéfices.

Comme le montre le Tableau 30, la part de revenu du capitaliste « passif » avait généralement diminué, même avant l'imposition de ce revenu. Indépendamment des revenus fixes et des loyers, les dividendes étaient limités soit par l'effet de la réglementation, soit par voie d'accords. Dans tous les pays, l'agriculture connaissait une prospérité soudaine, tandis que, dans les autres branches d'activités, les bénéfices ne s'écartaient que peu du mouvement des salaires et des traitements [2]. Mais il faut aussi tenir compte du fait qu'une forte proportion des bénéfices était absorbée par l'impôt et qu'une grande partie du reste était réinvestie. Dans l'ensemble, on fit en sorte que l'inflation ne puisse entraver l'exécution du programme visant à atténuer l'inégalité des revenus. Ce n'est que dans certains cas, généralement dans les industries travaillant pour l'exportation, et surtout après la dévaluation de 1949, que des bénéfices exceptionnels furent obtenus. Même lorsque l'impôt absorbait la quasi-totalité de ces bénéfices, il était encore possible de réaliser d'importants gains en capital qui n'étaient pas taxés. Mais la situation diffère selon les pays. D'une part, la Norvège réussit le mieux à empêcher la réalisation de bénéfices excessifs et le Royaume-Uni parvint à en faire disparaître la plus grande partie par le jeu de l'impôt, après qu'ils fussent réalisés. D'autre part, aux Pays-Bas, l'adaptation d'après guerre se fit pour une large part grâce à la limitation de la consommation des classes laborieuses (mais non des classes les plus pauvres) et les bénéfices relativement élevés servirent à financer les investissements.

En restreignant les bénéfices, les mesures de contrôle exercèrent le plus souvent une pression suffisamment forte, à la fois directement et sur le plan psychologique, pour empêcher de rapides hausses des prix et permirent aux chefs syndicalistes de faire preuve de modération dans les négociations. Aux Pays-Bas, les augmentations de salaires furent freinées de façon tout à fait efficace grâce au contrôle exercé par le gouvernement depuis la fin de la guerre. Au début, au moment où la poussée inflationniste était très forte, l'inflation des salaires n'a guère été différente aux Pays-Bas de ce qu'elle était dans les autres pays, mais, depuis 1948, les mesures de contrôle des salaires sont devenues très efficaces et ont réduit de façon appréciable les salaires réels, dans le cadre de la politique déflationniste. Dans les autres pays, quand les mesures du temps de guerre furent rapportées, le contrôle des salaires ne prit nulle part la forme d'une surveillance directe des conventions de salaires par les pouvoirs publics. Mais les gouvernements travaillistes étaient généralement en mesure de faire quelque peu pression sur les syndicats, notamment en leur proposant soit un resserrement du contrôle des prix, soit des subventions économiques; ils pouvaient également compter sur la résistance que les employeurs opposeraient aux revendications des salariés. En fait, cette résistance des employeurs se manifesta avec une énergie surprenante si l'on considère que, pendant la majeure partie de cette période, ils n'auraient eu aucune difficulté à faire supporter cet accroissement des prix de revient par l'acheteur sur le marché intérieur ou à l'étranger.

La pression exercée sur les syndicats se fit particulièrement forte à l'automne de 1947, après la première série de difficultés relatives aux paiements extérieurs. En Suède, on rechercha alors la conclusion d'un accord de blocage des salaires, mais il fallut attendre une année encore pour parvenir à un résultat; la stabilisation ainsi réalisée dura jusqu'à la fin de 1950. Au

[1] Ce qui subsiste encore du système de rationnement au Royaume-Uni et en Norvège ne limite guère en réalité les dépenses des consommateurs, car ceux-ci ont la possibilité d'utiliser leur argent de bien d'autres manières.

[2] Les salaires et traitements représentent naturellement une part importante du revenu national et, à l'intérieur de ce groupe, la redistribution du revenu s'est nettement faite à l'avantage de ceux qui étaient le moins payés.

Tableau 30

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA RÉPARTITION DU REVENU, AVANT DÉDUCTION DE L'IMPÔT

En pourcentages et indices

Pays	Pourcentage du revenu total en 1938	Indices *(1938 = 100)*					
		1946	1947	1948	1949	1950	1951
Royaume-Uni							
(Revenu brut des entreprises et des particuliers provenant de la production et de la propriété)							
Salaires et traitements	55	169	192	214	225	239	264
Revenus agricoles	1	306	328	420	485	460	460
Bénéfices non agricoles	20	206	216	246	261	259	269
Intérêts, dividendes, loyers	24	103	106	108	111	115	108
Norvège [a]							
(Revenu net des entreprises et des particuliers provenant de la production et de la propriété)							
Salaires et traitements	48	194	230	256	276	295	337
Revenus provenant de l'agriculture, de l'industrie forestière et de la pêche	10	198	235	274	300	291	373
Bénéfices non agricoles	31	192	244	265	260	305	395
Intérêts, dividendes, loyers	11	74	77	77	75	80	75
Pays-Bas							
(Contribution des entreprises au produit national brut)							
Salaires et traitements	45	..	238	273	294	320	..
Bénéfices, intérêts et dividendes (bruts) provenant :							
de l'agriculture, de l'industrie forestière et de la pêche	5	..	400	480	625	635	..
des immeubles d'habitation et de biens fonciers	15	..	111	114	118	127	..
d'autres activités	35	..	268	324	352	410	..
Suède [b]							
(Contribution des entreprises au produit national brut)							
Salaires et traitements	44	..	..	..	250	260	320
Bénéfices, intérêts et dividendes (bruts) provenant :							
de l'agriculture et de l'industrie forestière	9	..	..	..	236	270	324
des immeubles d'habitation	9	..	..	..	155	162	171
d'autres activités	38	..	..	..	206	233	300
Danemark [b, c]							
(Contribution des entreprises au produit national brut)							
Salaires et traitements	39	..	236	255	268	293	320
Bénéfices, intérêts et dividendes (bruts) provenant :							
de l'agriculture	13	..	186	216	267	325	345
des immeubles d'habitation	9	..	120	125	130	138	149
d'autres activités	39	..	226	242	250	295	329

Sources : Voir Annexe B.

[a] Déduction faite des amortissements calculés au coût de remplacement.

[b] Les provisions pour entretien et réparations sont incluses dans les bénéfices bruts.

[c] Année de base 1939.

Royaume-Uni, un Livre blanc sur les revenus personnels fut publié au printemps de 1948, et les syndicats se conformèrent jusqu'à l'automne de 1950 aux limitations qu'il imposait. Au Danemark et en Norvège, il n'y eut pas véritablement d'accord de stabilisation des salaires, mais les accords « généraux » conclus entre salariés et employeurs portèrent sur d'assez longues périodes (deux ans le plus souvent) entre 1947 et 1950 [1].

Si la procédure varia selon les pays, c'est surtout en raison des différences de structure des mouvements syndicaux. Au Danemark, comme en Norvège, l'influence des centrales ouvrières est considérable et elles sont plus ou moins à même de fixer la ligne de conduite des divers syndicats qui leur sont affiliés. En Suède, et plus encore au Royaume-Uni, les organisations centrales ont des pouvoirs moins étendus et elles sont constamment prises entre la pression des syndicats qu'elles groupent et celle du gouvernement. Ceci est particulièrement vrai du Royaume-Uni où, au lieu de résulter de conventions collectives intéressant la majorité des travailleurs (comme dans les pays scandinaves), le relèvement des salaires se fait par une série d'augmentations qui touchent successivement les divers syndicats, de sorte qu'à tout moment il existe des groupes qui n'en ont pas encore bénéficié.

Autant que l'on puisse en juger, ces efforts ont effectivement contribué à limiter la hausse des salaires. Comme le montre le Diagramme 7, cette hausse a eu nettement tendance à marquer un palier en 1948 et 1949, tendance qui a subsisté dans une certaine mesure jusqu'en 1950. Mais les événements de 1950 et de 1951 ont démontré l'impossibilité de faire accepter aux travailleurs le blocage des salaires dans les périodes où les prix montent en flèche. Il est indéniable cependant qu'en raison de la position favorable où ils se trouvaient pour négocier, les syndicats auraient peut-être pu réclamer, et obtenir, des salaires encore plus élevés, sans toutefois être certains d'y gagner en valeur réelle. Considérée dans ce sens, la fixation de salaires maxima a eu des résultats certains.

Le Diagramme 7 fait néanmoins ressortir que, malgré la stabilité des taux de salaires, les gains effectifs des travailleurs ont augmenté. La différence entre l'évolution des taux de salaires et celle des gains, qui est commune à tous ces pays, fournit une utile indication sur le degré d'efficacité des maxima de salaires dans des périodes où il y a excès de demande de main-d'œuvre [2]. Les accords de salaires n'étaient opérants dans ces conditions que si les associations patronales étaient en mesure et avaient le moyen d'imposer une discipline à leurs membres; or, dans les années où la demande de main-d'œuvre fut la plus forte, elles ne s'en montrèrent guère capables. Cette espèce de « glissement des salaires » fut différent selon les industries et selon les périodes; il dépendit de la demande et, dans les pays scandinaves, il tendit à contrarier les effets de la politique générale suivie par les syndicats, qui visait à obtenir une amélioration uniforme des salaires des travailleurs. En d'autres termes, les syndicats puissants purent profiter de l'amélioration de la productivité dans certaines industries données.

Toutefois, il ne faut pas en exagérer les effets sur la structure générale des salaires. Les augmentations uniformes accordées à titre d'indemnité de cherté de vie et, dans les pays scandinaves, l'uniformité des majorations obtenues à la suite de négociations « d'ensemble » sont entrées pour une si grande part dans la hausse globale des salaires que, sauf dans les métiers où la rémunération des travailleurs est, par tradition, peu élevée, la structure générale des salaires dans diverses industries s'est très peu modifiée au cours de la période d'après guerre. La différence entre l'organisation syndicale au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves ne s'est pas traduite par des écarts importants sur ce point.

* * *

La structure sociale et politique de la Finlande se rapproche à beaucoup d'égards de celle du groupe de pays que l'on vient d'étudier. Mais, après la guerre, la reconstruction a dû se faire dans des conditions plus difficiles. Outre les pertes causées directement par la guerre, l'afflux de population venant des territoires cédés à l'U.R.S.S. a posé un grave problème de réinstallation [3]. Au surplus, les territoires perdus représentaient plus d'un dixième de la superficie cultivable et un huitième de la capacité industrielle du pays, avec une grosse partie de l'industrie du bois et des installations de production d'énergie électrique.

[1] Ces accords de plus longue durée contenaient généralement des dispositions permettant de procéder à des ajustements en cas de hausse de prix.

[2] Cette différence est due au fait que le système des salaires aux pièces se généralisa, de même que le recours aux heures supplémentaires et autres modalités de travail de ce genre, et aussi à l'influence exercée par la forte demande de main-d'œuvre qui incita les employeurs à faire une sorte de surenchère, à reclasser le personnel dans des catégories supérieures et à accorder des primes spéciales, etc.

[3] En 1947, le chiffre de la population sur le territoire actuel de la Finlande dépassait de 19% celui de 1938. Ceci correspond à peu près à l'accroissement de population qui s'est produit en Allemagne occidentale. Voir Chapitre 1.

Et tandis que les pays du nord-ouest de l'Europe recevaient tous de l'extérieur une aide financière considérable pour leur reconstruction, la Finlande, elle, devait supporter la lourde charge des réparations de guerre [1]. Le montant par habitant des versements à effectuer à ce titre correspondait approximativement à celui de l'aide fournie par les Etats-Unis aux autres pays de l'Europe occidentale.

En dépit de ces difficultés extraordinaires, la Finlande a réussi à accélérer rapidement le rythme de sa production et à maintenir l'épargne à un niveau réel très élevé, suffisant pour faire face non seulement à des investissements exceptionnels dans l'industrie mais aussi aux réparations de guerre dont la Finlande devait s'acquitter envers l'U.R.S.S., ainsi qu'aux dépenses sociales entraînées par la réinstallation des réfugiés. C'est la construction de logements urbains qui a le plus souffert du prélèvement ainsi opéré sur les ressources disponibles pour l'investissement, et la pénurie de logements continue de poser un grave problème.

Ce résultat remarquable n'alla pas sans une inflation assez sérieuse qui se manifestait encore ces dernières années sous la forme d'une course des salaires et des prix, et qui a persisté même quand la pénurie aiguë de biens de consommation et les déficits budgétaires considérables se furent atténués. En 1951, au moment où cessèrent les livraisons à l'U.R.S.S. au titre des réparations de guerre et où le rapport d'échange devint nettement favorable à la Finlande, les prix et les revenus furent stabilisés. On s'efforce actuellement d'assurer la stabilité monétaire grâce à la conclusion d'un accord à long terme qui interviendrait entre les groupes intéressés.

[1] Une faible partie seulement de cette charge a été compensée par des prêts étrangers qui se sont chiffrés par 200 millions de dollars pour l'ensemble de la période d'après guerre.

5. Allemagne occidentale

Dans les pays du nord-ouest de l'Europe, le recours aux restrictions quantitatives pour « refouler » l'inflation a, comme on l'a vu, réussi à des degrés divers selon la situation particulière de chaque pays. L'emploi de cette méthode présuppose, bien entendu, l'existence d'un appareil administratif doté de pouvoirs suffisants, consentis de bon gré ou imposés par la contrainte.

Les difficultés que l'Allemagne occidentale a connues dans les premières années qui ont suivi la guerre montrent de façon frappante les limites d'application d'une telle méthode. Dans ce pays, la lutte contre l'inflation a été poussée jusqu'à l'absurde, au point d'étouffer l'activité économique. Les administrations militaires avaient la conviction inébranlable que partout et toujours l'inflation est néfaste et anti-sociale. Mais la tentative qui a été faite en période de disette et en l'absence de rouages gouvernementaux bien établis, de diriger l'économie des différentes zones d'occupation par la voie d'ordonnances détaillées du Gouvernement militaire, n'a fait que maintenir l'économie dans l'état de paralysie où elle se trouvait. La monnaie cessa pour ainsi dire d'être un moyen d'échange et une unité de mesure pour les calculs d'ordre économique. Elle avait fait place au troc entre particuliers, au commerce par compensation, au paiement des salaires en nature et à d'autres formes primitives de relations économiques. Le résultat fut double : d'une part, le relèvement de la production industrielle fut extrêmement lent et, d'autre part, la facilité du ravitaillement dans les campagnes contrasta de façon profonde avec la disette qui régnait dans les villes. Les inégalités sociales créées par cette politique furent probablement plus cruelles encore que celles qu'aurait pu causer le mouvement inflationniste du mécanisme des prix.

La situation changea du tout au tout après la réforme monétaire de juin 1948. Ceux qui possédaient des stocks spéculatifs furent obligés de les vendre et l'accroissement des approvisionnements en matières premières permit un relèvement considérable de la production industrielle. Les agriculteurs furent plus disposés à vendre leurs produits, et l'offre plus abondante de denrées alimentaires et de produits industriels eut pour résultat d'inciter davantage la population à travailler. En revanche, le niveau de l'emploi baissa aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, car les employeurs ne voulaient plus payer de la main-d'œuvre inoccupée alors que la monnaie avait repris de la valeur.

Quant aux répercussions de la réforme sur la production industrielle, elles furent saisissantes. D'après les statistiques, cette production a augmenté de près de 50 % pendant le second semestre de l'année. Venant après trois ans de pénurie, de marché noir et de réglementations mal conçues, il n'est guère surprenant que la reprise soudaine de l'activité au cours de l'été 1948 ait été saluée comme un miracle prouvant l'efficacité d'un régime d'économie libérale lorsqu'on lui fournit un cadre approprié dans lequel il puisse fonctionner.

La première vague de prospérité consécutive à la réforme monétaire dura jusqu'au printemps de 1949. Depuis lors et jusqu'au printemps de 1950, l'industrie continua à se développer, mais à un rythme beaucoup plus lent. La mise en œuvre d'un programme officiel de construction de logements au début de l'année 1950 fit encore augmenter la production, et la vague de spéculation générale qui se produisit après l'ouverture des hostilités en Corée lui donna une nouvelle impulsion. Ce second mouvement d'expansion s'est poursuivi, bien qu'à une cadence peu à peu moins rapide, jusqu'à l'heure actuelle.

Le chômage n'en demeure pas moins très important, et cela pour des raisons qui ne sont pas difficiles à découvrir. D'une part, l'afflux continuel de réfugiés d'Allemagne orientale est sans cesse venu gonfler l'effectif de la main-d'œuvre, et pas toujours, d'ailleurs, dans les régions où il était facile de trouver un emploi. D'autre part, la politique économique suivie par l'Allemagne occidentale a visé un double but : maintenir la stabilité monétaire tout en encourageant les investissements.

La politique fiscale

Sans chercher à influer sur la demande globale en faisant varier la charge de la fiscalité, le gouvernement s'est montré fermement convaincu qu'il était possible de modifier, par des aménagements fiscaux, les habitudes de dépenses et d'épargne. C'est à cette fin que la progressivité de l'impôt sur le revenu a été fortement réduite en 1948, puis en 1950; en cas de renouvellement des éléments de l'actif des sociétés détruit au cours des hostilités, les provisions d'amortissement ont été beaucoup plus larges; le revenu des sommes prêtées aux sociétés immobilières et une certaine proportion des bénéfices « réinvestis » par les petites entreprises furent exonérés d'impôt; enfin, des allègements fiscaux à l'exportation ont été accordés. Pour compenser la perte de recettes entraînée pour le Trésor par toutes ces concessions, il a fallu accroître la part des impôts indirects dans les recettes publiques. Il n'est pas douteux que tout ceci a eu pour effet de réduire la progressivité du système fiscal aussi bien par rapport aux périodes antérieures que par rapport à celui de la plupart des pays européens; mais, que chacune des modifications opérées ait été en soi un échec ou un succès, dans l'ensemble elles ont eu pour résultat de favoriser les exportations et l'investissement au détriment de la consommation. Toutefois, pour la répartition des investissements, le critère adopté a été la rentabilité, et le gouvernement s'est le plus souvent abstenu d'intervenir pour orienter les investissements vers les domaines où il jugeait qu'ils étaient le plus nécessaires.

La répartition des revenus

Pour pratiquer cette politique d'investissement intense et de développement des exportations, il a fallu empêcher la consommation d'augmenter. Se refusant à recourir au rationnement et aux autres mesures de contrôle direct, le gouvernement fut amené à maintenir systématiquement bas les salaires et les traitements et, pour pouvoir y parvenir, à limiter également les gains des agriculteurs. La conséquence de cette politique fut de permettre la réalisation de bénéfices importants.

Au cours de l'exercice financier 1948/49, dans l'année qui suivit la réforme monétaire, les profits étaient déjà, par rapport aux salaires et aux traitements, supérieurs au niveau d'avant guerre, comme l'indiquent les chiffres ci-après, et les revenus des agriculteurs avaient marqué un recul aussi bien par rapport aux salaires que par rapport aux bénéfices [1]. Depuis, la régression des salaires au profit des bénéfices s'est accentuée, mais les revenus des agriculteurs ont regagné du terrain et, actuellement, le rapport entre les salaires et traitements et les revenus des agriculteurs est à peu près le même qu'avant la guerre. Mais comme le nombre des salariés et employés a sensiblement augmenté depuis 1939, alors que celui des agriculteurs est demeuré constant, le revenu par agriculteur s'est accru par rapport au revenu moyen des employés et salariés.

Evolution des revenus (impôts non déduits) en Allemagne occidentale

Indices 1936 = 100

	1948/49	*1951/52*
Salaires et traitements (à l'exclusion des administrations publiques)	150	225
Bénéfices nets, intérêts et dividendes :		
Agriculture	125	230
Propriétaires de locaux d'habitation .	90	105
Autres secteurs (à l'exclusion des administrations publiques)	175	315
Total	150	250

Sources : Voir Annexe B.

Le nombre considérable des chômeurs — dont les rangs, par suite de l'arrivée de nouveaux réfugiés de l'Est, se sont reformés aussi vite que l'expansion industrielle les absorbait — a affaibli à tel point la position des syndicats que la politique des bas salaires pouvait être appliquée sans se heurter à une forte résistance. Du côté des agriculteurs, la résistance fut

[1] Il ne faut pas oublier toutefois que l'agriculture était particulièrement favorisée sous le régime nazi.

plus difficile à vaincre et, comme on l'a dit plus haut, leur position s'est améliorée par rapport aux autres secteurs, bien que la production agricole, en Allemagne occidentale comme dans presque tous les autres pays, ait augmenté beaucoup moins rapidement que la production industrielle.

La politique gouvernementale qui visait à l'accroissement rapide des investissements et des exportations a atteint son but : le volume des investissements, dans l'industrie aussi bien que dans la construction d'habitations, est considérable et les exportations ont augmenté à un rythme accéléré jusqu'au moment où elles furent arrêtées par des difficultés de vente vers le milieu de l'année 1952. Néanmoins, si on les compare à ce qu'elles étaient avant la guerre, les exportations de l'Allemagne occidentale, aussi bien globalement qu'en ce qui concerne les biens d'équipement, sont encore très en retard sur celles des autres pays européens, car elles ont été gênées par le niveau encore relativement faible de la production industrielle et par l'importance des investissements.

S'il est vrai que la politique d'abaissement du salaire réel s'est révélée efficace pour intensifier les investissements, elle a eu cependant des conséquences moins heureuses. Elle a permis à un petit nombre de privilégiés de jouir d'une consommation de luxe inconnue dans la plupart des autres pays européens et contrastant singulièrement avec le bas niveau de vie des salariés, des chômeurs et des réfugiés. En outre, le marché des capitaux ayant pour ainsi dire disparu en Allemagne occidentale, les bénéfices ont été, pour la plupart, réinvestis par les entreprises qui les avaient réalisés et l'on estime que l'autofinancement représente environ 40% du total des investissements en capital fixe. Les industries les plus prospères n'ont pas toujours été celles dont l'expansion était le plus nécessaire; par contre, le contrôle des prix des produits de base a mis les industries-clés, — et notamment les houillères — qui en ont le plus grand besoin, dans l'impossibilité de procéder à des investissements à l'aide de leurs propres bénéfices. Au contraire, dans des secteurs moins essentiels tels que le commerce, l'alimentation et autres services de ce genre, les profits élevés ont favorisé les investissements et ont fait que l'on n'a pas hésité à consacrer sans compter des matériaux rares à des constructions luxueuses.

Le niveau des importations est resté faible, d'une part parce que l'on empêchait la consommation d'augmenter et, d'autre part, grâce à l'application de mesures directes de restriction. Si l'on tient compte de l'accroissement considérable de la population, de l'impossibilité où se trouve actuellement le pays de se ravitailler dans les territoires de l'Est et de l'aide extérieure importante qu'il a reçue, on est assez surpris de constater qu'en 1952, le volume des importations n'a dépassé que de 20% environ le niveau de 1937, époque où le stockage de matières premières d'intérêt stratégique avait à peine commencé et où les importations de produits moins essentiels étaient soumises à des restrictions sévères.

Grâce au faible volume des importations et à l'aide financière massive reçue de l'extérieur, le mark de l'Allemagne occidentale est devenu l'une des monnaies les plus fortes d'Europe. A l'automne de 1952, lorsque le marché devint favorable aux acheteurs et que l'expansion des exportations allemandes se trouva freinée, les pouvoirs publics essayèrent de soutenir les exportations non seulement, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, en facilitant le crédit, mais aussi en libérant du contrôle des changes les recettes d'exportation d'entreprises qui fondaient des succursales à l'étranger ou s'assuraient des participations dans des entreprises étrangères, à la condition toutefois que cela permît des exportations supplémentaires dans l'avenir.

* * *

Jusqu'en 1952, la politique suivie par l'Allemagne occidentale eut, en ce qui concerne la production, des résultats exceptionnellement satisfaisants. Les milieux d'affaires allemands firent preuve d'une confiance dans les possibilités d'expansion futures qui s'opposait nettement à l'attitude constatée dans plusieurs autres pays. Aussi ont-ils pu reconstruire dans l'Ouest une partie des industries de l'Allemagne orientale, de sorte qu'actuellement la capacité industrielle de l'Allemagne occidentale est probablement en meilleure voie qu'elle ne l'a jamais été, bien que les ressources pouvant être consacrées à l'investissement n'aient pas toujours été utilisées de la façon la plus judicieuse.

La politique économique actuelle de l'Allemagne occidentale indique que ce pays a conscience du problème le plus grave qu'il ait à résoudre, à savoir celui de son adaptation à sa nouvelle position dans l'économie mondiale, qui est très différente de l'ancienne depuis qu'il est coupé du reste de l'Allemagne et qu'il a perdu les marchés de l'Europe orientale. Cette politique a stimulé de diverses manières les exportations et maintenu les importations à un niveau peu élevé, bien que le pays soit actuellement un peu plus tributaire des importations qu'autrefois. Mais, en ceci, l'Allemagne a été considérablement favorisée jusqu'à maintenant par l'aide financière extérieure et par les recettes exceptionnelles en devises que lui a apportées l'occupation militaire.

BIBLIOTECA

6. Italie

La violente inflation des prix qui a commencé après la chute du gouvernement fasciste en 1943 s'est poursuivie avec plus ou moins de force jusqu'en 1947. Pendant cette période, le gouvernement prit un certain nombre de mesures sociales de caractère exceptionnel, telles que l'interdiction de licencier du personnel, la réorganisation du rationnement et des autres mesures de contrôle, et l'octroi de subventions économiques portant surtout sur le blé. En raison des dommages causés par la guerre et de la désorganisation de l'économie, notamment du niveau très bas de la production de denrées alimentaires et de la pénurie de matières premières nécessaires à l'industrie, il fut impossible de mettre un terme à l'inflation avant le milieu de 1947, époque à laquelle le gouvernement fut réorganisé sans la participation des partis de gauche et où il commença à pratiquer une politique de déflation.

Politiques monétaire et fiscale

La politique de déflation a été couronnée de succès en ce sens qu'elle a forcé ceux qui avaient stocké à des fins de spéculation à liquider leurs stocks et qu'elle a fait baisser les prix. Mais elle a aussi provoqué un arrêt passager de l'augmentation de la production industrielle qui avait été très rapide pendant les six derniers mois de la période d'inflation.

Depuis 1947, l'objectif principal de la politique économique poursuivie par le Gouvernement italien a été d'empêcher un retour de l'inflation, de rendre possible la suppression des mesures de contrôle, du rationnement et des subventions, et de réduire au minimum l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie. L'instrument principal utilisé pour assainir l'économie a été une politique de restriction du crédit imposant aux banques commerciales l'obligation de conserver des réserves importantes.

Dans le même temps, le gouvernement a pratiqué une politique assez prudente en matière de dépenses publiques. Pendant toute cette période, il a lutté pour maintenir le déficit budgétaire dans des limites aussi étroites que possible et, d'année en année, ce déficit a sensiblement diminué jusqu'en 1950/51. Depuis, il a recommencé à augmenter.

Les premières années, la réparation des dommages causés par la guerre, notamment au réseau de transports, a amené le gouvernement à engager des dépenses considérables; par la suite, les dépenses effectuées à ce titre diminuèrent, mais elles furent remplacées en partie par d'autres dépenses destinées à l'exécution de nouveaux projets de travaux publics en Italie méridionale et de programmes de mise en valeur des terres et de construction de maisons. Dans l'ensemble, le volume réel des dépenses publiques d'investissement n'a, semble-t-il, pas varié de 1945 à 1950; il a légèrement diminué par la suite, tandis que les dépenses militaires augmentaient considérablement.

Le fait que l'Etat contrôle une grande partie de la production industrielle [1] — situation qui remonte principalement à la période d'entre les deux guerres [2] — met le Gouvernement italien en mesure d'exercer une influence considérable sur le développement de l'industrie. Pour la sidérurgie et la production de gaz naturel, le gouvernement a, en fait, pris l'intiative d'une partie importante des investissements et, depuis 1950, la construction privée avec l'aide de fonds publics a atteint un niveau relativement élevé. Par contre, dans d'autres secteurs soumis au contrôle de l'Etat, tels que les transports maritimes, la construction navale, la fabrication de tracteurs, le développement de la production n'a pas été poussé [3]. Le gouvernement s'est montré assez peu enclin à intervenir et à faire usage du pouvoir de contrôle que lui conférait sa participation dans des entreprises. Les entreprises de l'Etat elles-mêmes sont gérées comme si elles étaient des entreprises privées. Afin de couvrir leurs frais, ces entreprises fixent les prix à un niveau trop élevé pour permettre une expansion de la production, et pourtant, étant donné l'ampleur du chômage, le coût social de cette expansion serait assez faible.

L'augmentation des investissements publics a été limitée non pas seulement par la modération qu'imposait le danger d'inflation, mais aussi par le retard qu'a apporté constamment l'administration à utiliser les crédits accordés. On peut voir, d'après le tableau ci-après, que les ministères économiques notamment n'ont pas utilisé complètement leurs crédits. A vrai dire, on a l'impression que ces ministères ne sont pas en mesure de dépenser plus de 250 milliards de lires environ par an, d'après le pouvoir d'achat de 1948/49. Ce n'est qu'à partir de 1949/50, époque à laquelle les crédits ont été progressivement ramenés

[1] L'Etat contrôle 80% de la construction navale, 40% de la production de matériel roulant, 60% de la production de fonte et 43% de la production d'acier.

[2] Pendant la grande crise, l'Etat a pris en charge un certain nombre d'entreprises industrielles en faillite. Après la guerre, l'Etat a acheté ou soutenu d'autres entreprises pour éviter une baisse de l'emploi.

[3] Depuis le milieu de 1952, on constate une augmentation sensible de la production de tracteurs et de la construction navale.

Montant des paiements de l'Etat

Exercice financier	Ministères économiques [a]			Ministères militaires [b]		
	Crédits votés	Paiements effectués	Rapport des paiements aux crédits	Crédits votés	Paiements effectués	Rapport des paiements aux crédits
	En milliards de lires			*En milliards de lires*		
1944/45	43	21	0,49	71	74	1,04
1945/46	125	58	0,46	127	117	0,92
1946/47	286	151	0,53	154	161	1,05
1947/48	345	266	0,77	273	247	0,90
1948/49	399	237	0,59	303	276	0,91
1949/50	236	251	1,06	333	310	0,93
1950/51	201	207	1,03	435	335	0,77
1951/52	355	220	0,61	465	450	0,97

[a] Comprenant les Ministères des travaux publics, des transports, des communications, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et de la marine marchande. Par contre, ne sont pas comprises dans cette rubrique les sommes versées directement par le Trésor, aux fins d'investissement, à des organismes publics tels que la *Cassa del Mezzogiorno*.

[b] Comprenant les Ministères de la guerre, de la marine et de l'air.

à ce montant ou même en-dessous, qu'ils ont été pleinement utilisés. En 1951/52, le montant des dépenses a été à nouveau inférieur à celui des crédits votés. En revanche, les ministères militaires ont su dépenser beaucoup plus facilement les crédits qui leur avaient été affectés au budget.

Depuis la guerre, le régime fiscal n'a subi aucune modification fondamentale en Italie, mais l'inflation a entraîné des changements importants dans la répartition des recettes d'après les divers impôts, ainsi qu'on peut le voir dans le tableau précédent. Les impôts indirects frappant les produits de première nécessité ont accusé une légère baisse et les impôts frappant les produits non essentiels ont augmenté, mais le changement important a été la diminution de la part des impôts sur le revenu et des impôts sur la fortune, tandis que s'accroissait la part des taxes sur le chiffre d'affaires, ce qui a contribué à augmenter les prix de revient. Une caractéristique particulière du régime fiscal italien est qu'il ne prévoit pas d'impôt distinct sur les bénéfices des sociétés.

Rendement des divers impôts
(En pourcentage du total des recettes fiscales)

	1938/39	*1951/52*
Impôts sur le revenu et sur la fortune.	32	23
Droits de mutation	10	8
Impôts sur les biens de consommation non essentiels (y compris les loteries organisées par l'Etat)	18	21
Total	60	52
Impôts sur les biens de consommation essentiels	12	10
Autres impôts sur les biens, les prestations de services et les transactions	28	38
Total	40	48
Total général . . .	100	100

Source : Ezio Vanoni, " Tax Reform ", *The Statist*, 25 octobre 1952.

Taux de change et politique commerciale

Conformément à l'attitude générale qu'il avait adoptée, le gouvernement a suivi, en matière de change, une politique tendant à se rapprocher d'un taux stable qui corresponde à l'équilibre entre la demande et l'offre sur le marché, et à maintenir ce taux. C'était là une politique souple qui a conduit à une dévaluation progressive de la lire jusqu'en 1950. Bien que les exportations n'aient retrouvé le niveau d'avant guerre qu'en 1950, l'aide accordée à l'Italie au titre du Programme de relèvement européen lui a permis de maintenir le volume de ses importations à un niveau beaucoup plus élevé qu'avant la guerre. Au moment du « boom » qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée, le gouvernement s'est lancé dans une politique de stockage; en matière d'importations, la politique suivie par lui a été, d'une manière générale, très libérale, bien que les importations de machines américaines, par exemple, aient contribué à la faible utilisation de la capacité de production dans les industries mécaniques italiennes. Par contre, les tarifs douaniers ont été relevés après l'inflation, lorsqu'on a abandonné le régime des droits spécifiques pour le remplacer par le régime des droits *ad valorem* et, dans l'ensemble, les tarifs semblent être maintenant au même niveau qu'avant la guerre.

L'Italie a été l'un des pays qui se sont montrés le plus disposés à répondre à l'appel lancé par l'OECE en faveur de la libération des échanges commerciaux, et presque toutes les importations en provenance des pays membres de l'OECE ont fait l'objet de mesures de libération, bien que les autres pays se soient montrés peu désireux de supprimer les restrictions quantitatives imposées aux produits qu'exporte l'Italie. Il est indiqué dans le Chapitre 12 que l'industrie italienne doit être protégée contre la concurrence étrangère pour qu'elle puisse se développer, et l'on fait observer, dans ce même chapitre, que des raisons impérieuses devraient amener les autres pays de l'Europe occiden-

tale à adopter une attitude plus libérale à l'égard des produits de l'agriculture italienne qui exigent beaucoup de main-d'œuvre.

Modifications de la répartition des revenus

Pendant la période d'après guerre, la rémunération des ouvriers industriels travaillant à horaire complet s'est considérablement améliorée. Les salaires réels ont augmenté et sont maintenant de 30 % environ supérieurs à ce qu'ils étaient en 1938 [1]. Etant donné que le revenu national n'a probablement augmenté, pendant cette période, que de 12% environ, et que le revenu national par habitant ne s'est pour ainsi dire pas accru, le gain relatif réalisé par les ouvriers employés dans l'industrie est certainement considérable. Ceux qui ont été défavorisés sont, outre la population agricole, les nombreux chômeurs, les fonctionnaires et les autres employés, qui n'ont jamais reçu de compensation suffisante pour les pertes que leur a causées l'inflation.

Pendant les années d'inflation, comme on peut le voir d'après le tableau ci-après, les revenus agricoles ont augmenté, à la fois en valeur absolue et en pourcentage du revenu national. Mais, depuis 1947, le revenu agricole total n'a guère augmenté, malgré l'accroissement de la production et de la population agricoles, et la part de l'agriculture dans le revenu national a diminué de 20% environ, retombant à peu près ainsi à la même proportion qu'avant la guerre. Ce résultat particulier de la politique monétaire restrictive suivie en Italie fait nettement contraste avec l'évolution constatée dans la plupart des autres pays de l'Europe, où la situation des agriculteurs est, en général, meilleure qu'avant la guerre.

Variations du pouvoir d'achat des différents secteurs de l'économie italienne

(En millions de lires d'après le pouvoir d'achat de 1951)

	Variations entre 1938 et 1947 dues aux changements intervenus dans		
	le volume de la production nette	*les prix relatifs*	*Total*
Agriculture	— 660	+ 800	+ 140
Industrie	— 150	— 120	— 270
Autres secteurs . . .	— 110	— 680	— 790
Total	— 920	—	— 920

	Variations entre 1947 et 1951 dues aux changements intervenus dans		
	le volume de la production nette	*les prix relatifs*	*Total*
Agriculture	+ 700	— 670	+ 30
Industrie	+ 900	+ 250	+ 1 150
Autres secteurs . . .	+ 50	+ 420	+ 470
Total	+ 1 650	—	+ 1 650

Source : Evaluations officielles du revenu national.

Pour autant que l'on puisse en juger d'après les renseignements dont on dispose, le revenu global net provenant de l'industrie est, en valeur réelle, de 40% environ supérieur à ce qu'il était avant la guerre. Etant donné que l'emploi n'a que peu augmenté (de 5% environ peut-être) et que les salaires réels, comme on l'a déjà indiqué, ont augmenté de 30% environ, il semble que les profits industriels soient quelque peu supérieurs à ce qu'ils étaient sous le régime fasciste.

* * *

Si l'on en juge d'après les objectifs que s'était fixés le Gouvernement italien, la politique qu'il a poursuivie depuis 1947 a amplement réussi. Il est peu de pays où les prix aient été plus stables; les mesures de contrôle ont été, en majeure partie, supprimées et les graves anomalies de la période d'inflation ont disparu; le revenu par habitant a retrouvé son niveau d'avant guerre. Mais ces résultats sont moins satisfaisants si l'on songe que le niveau des revenus était très bas en Italie avant la guerre par rapport aux autres pays européens et que le chômage, déclaré ou « dissimulé », ne cesse de s'accroître [2]. Le développement de la production d'énergie et de certaines industries de base, de même que les réformes entreprises récemment dans l'agriculture, permettent d'envisager une certaine amélioration pour l'avenir [3]. Sans aucun doute, l'Italie ne pourra échapper à la pauvreté qu'en développant bien davantage son industrie et en déployant des efforts énergiques pour faire sortir son agriculture de l'état de stagnation dans lequel elle se trouve. Par ailleurs, le commerce extérieur de l'Italie est particulièrement vulnérable, parce que la plupart de ses produits d'exportation, tant industriels qu'agricoles, ne sont pas des produits de première nécessité. Il est d'autant plus impossible de résoudre les problèmes que pose la structure de l'économie italienne sans

[1] Mais, au cours de l'année 1938, les salaires réels étaient peu élevés. Si l'on fait une comparaison avec les salaires réels moyens de 1919 à 1939, l'amélioration n'est, semble-t-il, que de 15% environ.

[2] Voir Chapitre 8.

[3] Voir Chapitre 8. Les autres problèmes de l'agriculture italienne sont examinés dans le Chapitre 9, et certains aspects internationaux du problème du développement de l'Italie sont étudiés dans le Chapitre 12.

avoir recours à une politique gouvernementale de grande envergure que le revenu est très inégalement réparti entre les diverses professions et les diverses régions du pays. L'écart entre les niveaux des revenus dans le nord industriel et dans le sud agricole n'a cessé de s'accentuer, et cette tendance ne pourra être renversée que si l'on adopte très résolument une politique de développement. La création, en 1949, de la *Cassa del Mezzogiorno*, organisme qui doit dépenser une somme globale de 1.280 milliards de lires pendant une période de douze ans pour le développement rural du sud de l'Italie, représente un premier pas dans cette direction. Mais ce développement s'est amorcé lentement et ce n'est qu'à la fin de 1952 que le rythme prévu d'utilisation des crédits paraît avoir été atteint. Même ainsi, la dépense annuelle (100 milliards de lires environ) ne représente pas plus de 5 % des dépenses totales de l'Etat.

7. France

La politique économique de la France a ceci de commun avec les politiques suivies en Italie et en Allemagne occidentale que, depuis 1947 tout au moins, le gouvernement n'exerce presque aucun contrôle sur la façon dont sont dépensés les revenus ni sur le détail de la répartition des ressources disponibles. Mais, à d'autres égards, la politique française diffère beaucoup des politiques suivies dans les deux autres pays. Un programme ambitieux d'investissements financés par l'Etat a été élaboré en vue de faire sortir l'économie française de l'état de stagnation dans lequel elle était tombée entre les deux guerres [1]. Cette politique positive d'investissement a peut-être eu une portée plus large qu'en aucun autre pays de l'Europe occidentale. Ainsi qu'on l'a vu, dans la plupart des économies dirigées de l'Europe occidentale, on a cherché surtout à encourager, d'une manière générale, les investissements privés de toutes sortes et, lorsque le gouvernement accordait la priorité à certains types d'investissement, c'était en vue de lutter contre l'inflation. En France, on s'est efforcé, dans le cadre du plan Monnet, d'orienter les ressources d'investissement de manière à créer les conditions nécessaires à un développement ultérieur de l'économie.

Comme on pouvait s'y attendre, l'effet conjugué des investissements importants effectués par l'Etat, du plein emploi de la main-d'œuvre industrielle, de l'absence de toute mesure de contrôle direct et — quatrième facteur découlant des mêmes causes que le précédent — de la répartition inéquitable de la charge fiscale, a engendré une inflation assez grave. A vrai dire, l'inflation était le seul moyen acceptable du point de vue politique de limiter la consommation et d'assurer aux investissements fixes une part des ressources totales plus grande que celle qu'ils représentaient généralement avant la guerre. Le crédit a été onéreux pendant la plus grande partie de la période d'après guerre; mais ceci n'est valable que si l'on se réfère à un niveau stable des prix; or, il n'en a généralement pas été ainsi. Certes, on a essayé à plusieurs reprises d'imposer des limites au crédit aux entreprises, mais, jusqu'en 1952, ces restrictions n'ont pas été appliquées très rigoureusement parce que l'on ne voulait pas créer du chômage.

De la fin de la guerre à l'automne de 1948, les prix de détail ont à peu près quadruplé. En 1948, grâce à une bonne récolte, la production de denrées alimentaires est devenue suffisante pour répondre à la demande. Depuis cette année-là jusqu'au milieu de 1950, les prix sont restés relativement stables; une nouvelle poussée d'inflation s'est déclenchée après l'ouverture des hostilités en Corée et s'est poursuivie jusqu'au début de 1952 où, malgré l'accroissement des dépenses d'armement, tout un ensemble de circonstances — la baisse des prix mondiaux, le ralentissement de l'activité dans certaines industries et l'adroite action morale exercée sur l'opinion publique par le gouvernement Pinay — a de nouveau permis d'enrayer la hausse des prix. Un trait frappant de l'histoire de l'inflation qui a sévi en France après la guerre est le suivant : chaque fois que les prix ont augmenté rapidement, la production industrielle s'est accrue relativement vite; par contre, pendant les périodes de stabilité monétaire, l'accroissement du rythme de la production industrielle a été plus faible et parfois même, comme en 1952, insignifiant [2]. En réalité, l'économie française n'a pas réussi aussi bien que les pays du nord-ouest de l'Europe à combiner le plein emploi et une expansion économique rapide avec la stabilité monétaire.

Facteurs d'inflation

Les deux traits les plus caractéristiques de l'économie française pendant toute la dernière génération ont été, d'une part, une stabilité peu commune de la répartition de la main-d'œuvre par activités professionnelles et, d'autre part, une instabilité tout aussi peu

[1] En 1938, la production industrielle (y compris le bâtiment) était inférieure de 25 % environ au niveau de 1929.

[2] Voir à cet égard l'Etude de 1950, pages 164 à 167.

commune des prix. La période d'après guerre n'a pas fait exception : même après 1947, les prix ont augmenté davantage en France que dans la plupart des autres pays. D'autre part, l'effectif employé dans l'industrie a augmenté, de 1938 à 1951, dans une proportion moins grande qu'en aucun des pays qui figurent au Tableau II de l'Annexe A (à la seule exception de l'Italie où la demande était très inférieure à la capacité de production).

Des facteurs démographiques défavorables ne suffisent pas à expliquer à eux seuls que cet accroissement ait été aussi limité : en effet, en 1929, année où la population en âge de travailler était à peu près la même qu'en 1951, les effectifs employés dans l'industrie étaient déjà plus élevés. Il existe une main-d'œuvre excédentaire nombreuse dans le commerce et les services (c'est-à-dire dans le secteur tertiaire), ainsi que dans l'agriculture [1].

Ces deux facteurs — instabilité des prix et stabilité de la répartition de la main-d'œuvre — sont étroitement liés : lorsque survient, pour un groupe particulier de produits, un accroissement de la demande, celui-ci provoque à son tour une hausse du prix de ces articles; or, au lieu d'avoir pour effet d'attirer de nouvelles ressources disponibles vers la production des articles en cause, cet accroissement de la demande dont ils sont l'objet et la hausse de leurs prix tendent trop souvent en France à engendrer, par ricochet (fréquemment par le fait des taux de salaire), une augmentation des autres prix qui annule, dans une large mesure, l'effet stimulant qu'aurait pu avoir la hausse initiale sur la production d'un article déterminé.

Partout où règnent des conditions de plein emploi, il peut arriver que le mécanisme des prix perde de son efficacité en tant que facteur de répartition des ressources; mais il en a été ainsi de façon particulièrement marquée en France, et cela pour trois raisons. Tout d'abord et surtout, quarante ans d'inflation ont appris aux Français à tirer, sur le plan individuel, le meilleur parti possible de l'inflation (ou à en réduire au minimum les inconvénients); aussi les réactions aux hausses de prix sont-elles plus rapides en France que dans les pays qui ont connu une évolution moins tourmentée des prix et où les consommateurs font encore preuve d'une certaine inertie. En second lieu, on n'a pas encore résolu le problème qui consiste à réduire la proportion de la population employée dans l'agriculture et les activités tertiaires. Au contraire, la politique de prix élevés et de subvention des produits agricoles suivie par les gouvernements a plutôt eu pour effet de freiner un mouvement éventuel de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, et, ce qui est plus grave, dans la mesure où ce mouvement s'est effectivement produit, il en est résulté une réduction des superficies cultivées et non pas un développement de la mécanisation. Quant au secteur tertiaire, le maintien des revenus aux niveaux actuels se trouve assuré par l'existence d'organisations à caractère de monopole. En troisième lieu, dans un pays où les salariés représentent une proportion relativement faible de la population totale, alors que les cultivateurs et les petits commerçants y occupent une place relativement importante, on hésite à limiter les droits que les petits propriétaires considèrent partout et toujours comme sacrés, c'est-à-dire le droit de dépenser leur argent comme ils l'entendent, le droit de jouir d'un revenu réel constant, qu'ils remplissent ou non un rôle utile dans l'économie, et cette hésitation est naturellement plus forte que dans les pays où les salariés industriels représentent une proportion plus élevée de la population. Il est un autre facteur d'instabilité, inhérent, celui-là, à la structure politique de la France : les prix des principaux produits agricoles et le mouvement des salaires tendent à être déterminés par des considérations politiques (comme d'ailleurs dans les autres pays où existe le plein emploi), mais, la classe ouvrière étant, d'un commun accord, tenue à l'écart du pouvoir, les hausses de salaires tendent à être retardées jusqu'au moment où elles deviennent inévitables. Lorsqu'on se décide à relever les salaires, l'augmentation nécessaire est généralement importante et elle est considérée comme le signal d'une nouvelle vague de hausse des prix.

Le premier des facteurs mentionnés ci-dessus explique pourquoi les prix augmentent rapidement à la première occasion; il explique aussi pourquoi les détenteurs de capitaux ne procèdent guère à des investissements qu'en période de hausse des prix, et pourquoi l'on tient tant à convertir le numéraire en marchandises ou en or lorsque les prix augmentent; le deuxième et le troisième facteurs expliquent la faible mobilité de la main-d'œuvre [2]; et le troisième facteur explique sans doute aussi pourquoi il est plus difficile en France que dans certains autres pays d'exercer des contrôles et de percevoir les impôts.

Ces facteurs, qui sont à l'origine de la lenteur avec laquelle les ressources s'adaptent à l'évolution des besoins et, par là-même, de l'existence d'une spirale inflationniste des prix et des salaires lorsque la

[1] Voir Chapitre 8.

[2] La pénurie aiguë de logements dans certaines régions contribue aussi fortement à réduire la mobilité de la main-d'œuvre.

demande s'intensifie, ont une action si puissante en France qu'il est douteux que ce pays eût évité l'inflation si l'on s'était abstenu d'essayer d'exécuter le plan Monnet. Le seul résultat eût été, sans doute, que la France aurait connu une inflation un peu moins violente, mais n'aurait bénéficié d'aucune des améliorations importantes que le plan Monnet a apportées à l'équipement des industries françaises de base.

Le plan Monnet

Les détracteurs du plan ont souvent raillé la légèreté qu'il y avait à se lancer dans des programmes d'équipement à long terme à un moment où les niveaux de la consommation étaient encore très inférieurs à ceux d'avant guerre; mieux valait, selon eux, répartir les fonds d'investissements sur une multitude de petits projets susceptibles de donner plus vite des résultats sous forme de biens de consommation et d'exportation. A cela, les auteurs du Plan répondaient que tous les efforts qui pourraient être faits pour assurer l'expansion de l'économie se heurteraient à des goulots d'étranglement tant que la base même de l'économie ne serait pas élargie et qu'il fallait, en conséquence, procéder en premier lieu à des investissements dans les secteurs de base [1]. Sans doute convient-il d'ajouter que les dépenses publiques d'équipement ont toujours été, du moins jusqu'en 1951, inférieures aux dépenses publiques d'un caractère moins essentiel consacrées à la réparation des dommages de guerre [2] et qu'elles n'ont jamais dépassé 16% de l'investissement fixe total, y compris les travaux de réparation et d'entretien, ou peut-être un cinquième de l'investissement total, non compris les réparations. Depuis le début de l'exécution du plan, l'importance des dépenses d'équipement effectuées dans le cadre de ce plan, par rapport à l'investissement total, est allée en diminuant. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'équipement et de modernisation sont restées à peu près constantes en valeur nominale pendant les trois années 1949 à 1951 et elles ont diminué en valeur réelle de 1950 à 1951, alors que l'investissement total, financé de plus en plus à l'aide des bénéfices non distribués, a augmenté en valeur réelle (voir Diagramme 6) [3].

De tous les objectifs de production assignés à l'origine pour 1950, dans le plan Monnet, aux industries de base, un seul — celui qui concerne le raffinage du pétrole — a été atteint : la capacité de production d'avant guerre a, en effet, été doublée. Dans tous les autres cas, de nouveaux objectifs pour 1952/53 — qui, en général, ne sont pas beaucoup plus élevés que les objectifs prévus tout d'abord pour 1950 — avaient été établis dès 1949, alors qu'il était évident que l'exécution du plan était en retard sur le programme prévu. En conséquence, la durée d'exécution du plan a été prolongée de deux ans.

Dans les domaines autres que les industries de base, les retards ont également été considérables. Alors que les auteurs du plan avaient primitivement prévu la construction de quelque 500.000 logements, de 1947 à 1950, et d'un million environ au cours des quatre années suivantes, 250.000 logements seulement ont en fait été construits au cours des cinq années et demie qui se sont écoulées entre la Libération et la fin de 1951 [4]. Le plan revisé publié à la fin de 1949 ne fixait aucun objectif pour la construction de maisons. Mais l'on devait constater un échec plus grave encore pour la production agricole, qui a été bien loin d'atteindre les objectifs prévus. La lenteur du relèvement de l'agriculture française a certainement été l'une des causes principales de l'inflation.

Certes, l'écart entre les objectifs prévus primitivement et les résultats obtenus s'explique sans aucun doute, dans une large mesure, par les dépenses importantes occasionnées par la guerre d'Indochine [5] (que l'on ne pouvait prévoir en 1946) et par le réarmement (que l'on ne pouvait pas non plus prévoir lorsque le plan a été revisé en 1949) et peut-être aussi par l'ampleur considérable des investissements effectués dans

[1] Sur ce point, le raisonnement des auteurs du plan Monnet ressemblait beaucoup à celui des gouvernements de l'Europe orientale.

[2] L'Etat a garanti l'indemnisation intégrale, en valeur réelle, des dommages subis pendant la guerre; l'application de cette règle est poussée si loin qu'en principe tout bien — si petit soit-il — qui a été endommagé ou détruit doit être remplacé par un bien identique, sous réserve seulement d'une faible déduction pour tenir compte de la vétusté. En outre, les usines détruites sont généralement reconstruites au même endroit, de sorte que l'on n'a pas profité de l'occasion qui s'offrait d'améliorer la répartition géographique des industries ou de supprimer les usines faisant double emploi avec d'autres.

[3] D'après le rapport le plus récent établi sur l'exécution du plan Monnet, la part actuelle de l'autofinancement n'est pas excessive. Par contre, le premier rapport (novembre 1946) était moins positif à ce sujet : « Bien entendu, ne devraient être incluses dans les prix ... que les sommes nécessaires au renouvellement normal du matériel existant, à l'intérêt et à l'amortissement des emprunts contractés pour l'extension et la modernisation. »

[4] A la fin de 1951, 230.000 logements étaient en construction. En France, il faut compter en moyenne plus de deux ans pour la construction d'un logement, temps qui est beaucoup plus long que dans d'autres pays.

[5] Les dépenses effectuées pour la guerre d'Indochine s'élevèrent à plus de 300 milliards de francs en 1951 et à 400 milliards en 1952 et les autres dépenses militaires à 531 et 869 milliards respectivement. Ces montants sont à rapprocher de celui des dépenses publiques d'équipement (non compris la construction de logements et la réparation des dommages de guerre), qui s'est élevé à 331 milliards de francs en 1951.

les territoires d'outre-mer de l'Union française. En 1952, les dépenses publiques d'équipement ont été à nouveau réduites, cette fois aux dépens du développement de la capacité de production d'énergie hydro-électrique et des crédits affectés à la construction de logements.

Problèmes budgétaires

Du fait que le montant des investissements nécessaires aux industries nationalisées et à la construction de logements par l'Etat dépend, dans une large mesure, des affectations de crédits ouverts tous les ans au budget, le ministre des finances est, chaque année, tenté d'améliorer la situation budgétaire sans imposer, dans l'immédiat, de sacrifices aux consommateurs ou aux contribuables, ce qui a pour résultat à peu près inévitable de réduire les investissements essentiels [1]. L'opinion selon laquelle, à montant égal, l'investissement public revêt en France plus d'importance pour l'ensemble de l'économie que l'investissement privé procède du fait qu'une plus grande proportion des dépenses publiques est consacrée aux secteurs de base de l'économie. L'investissement privé a été en grande partie financé par les bénéfices non distribués. En l'absence d'un marché des capitaux [2], la répartition des investissements privés dans l'industrie tend à se modeler sur la répartition des bénéfices industriels; or, cette répartition se trouve toujours faussée en période de hausse des prix au point de perdre presque tout rapport avec le degré relatif d'efficience. Il convient de mentionner un autre facteur qui agit sur la répartition des investissements : l'évasion fiscale, très répandue en France. C'est toujours dans le groupe des petits industriels et des petits commerçants que les possibilités d'évasion fiscale sont les plus grandes; quant aux agriculteurs, ils sont, dans une large mesure, exemptés de l'impôt; l'ensemble du régime fiscal tend ainsi, par sa structure même, à encourager le suréquipement dans les petites entreprises appartenant à des secteurs déjà pléthoriques, particulièrement dans le secteur tertiaire.

Eu égard à l'ampleur de l'évasion fiscale, il est d'autant plus remarquable que les recouvrements fiscaux représentent une part si grande du revenu total : l'ensemble des recettes publiques a dépassé les dépenses courantes, chaque année, depuis 1947, et le montant des recettes fiscales par rapport au produit national brut a été très élevé, qu'on le compare à ce qu'il a été dans d'autres pays ou antérieurement en France. Mais toutes les classes sociales ne pouvant recourir avec la même facilité à l'évasion fiscale, l'incidence des impôts qui sont, comme on l'a vu, fort élevés au total, a donc été très inégale : en particulier, les salariés, malgré l'augmentation sensible de leur revenu réel par comparaison avec le niveau très bas auquel il était tombé au lendemain de la guerre, ont été certainement défavorisés par rapport aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants. Non seulement ces trois groupes ont pu échapper, dans une large mesure, à l'impôt qu'ils auraient dû payer en principe, mais encore, grâce à la place de plus en plus large prise par les taxes sur le chiffre d'affaires, il leur a été de plus en plus facile de rejeter la charge fiscale sur les consommateurs. Ainsi l'importance même de la fiscalité, par la forme qu'elle revêt en France, a contribué à déclencher la spirale des prix et des salaires. Par conséquent, le fait statistique que les recettes fiscales représentent une proportion importante du revenu total n'infirme en rien la constatation, désormais banale, selon laquelle le régime fiscal français doit être réformé de façon radicale, si l'on veut que la France puisse mettre fin à l'inflation sans condamner pour autant son économie à demeurer en état de stagnation.

Toutefois, ce dont la France a le plus besoin dès maintenant, c'est assurément d'une politique agricole plus rationnelle. Cette question est examinée au Chapitre 9, et il suffit de dire ici que l'on pourrait sans doute à la fois augmenter la production agricole et réduire la main-d'œuvre rurale, si l'on parvenait à modifier l'attitude des paysans français à l'égard de la mécanisation et de l'emploi de méthodes modernes dans l'agriculture. Cela permettrait alors, peut-être, non seulement d'éliminer le déficit chronique de la balance des paiements, mais aussi d'accélérer le développement industriel du pays.

[1] La même tentation existe aussi dans d'autres pays et il arrive que les ministres des finances y succombent. Voir l'ETUDE de 1951.

[2] Au cours de ces dernières années, on a eu de plus en plus recours, pour les émissions nouvelles de capitaux, à la formule des emprunts indexés, c'est-à-dire que l'intérêt de l'argent prêté est exprimé en unités de production (en kilowatts-heure pour l'emprunt émis par l'Electricité de France, en kilomètres-voyageur pour l'emprunt émis par la Société nationale des chemins de fer français). Cette méthode témoigne d'une attitude défaitiste en ce sens que l'on paraît s'attendre à une persistance perpétuelle de l'inflation. En assurant les rentiers contre l'inflation, cette formule élimine le seul avantage réel que l'inflation ait toujours eu, celui de réduire, pour les capitalistes actifs et les consommateurs, la charge des dettes contractées dans le passé.

8. Conclusions

Au regard des espoirs ambitieux formulés à la fin de la guerre, le développement de l'économie de l'Europe occidentale n'a pas été, dans l'ensemble, absolument satisfaisant : l'augmentation de la production et de la consommation a, au total, été moins forte qu'on ne l'avait espéré. En revanche, on ne saurait oublier que cette augmentation a été à la fois plus rapide et, en fin de compte, plus importante que pendant les années correspondantes qui ont suivi la première guerre mondiale. En particulier, le développement réalisé pendant ces dernières années fait heureusement contraste avec le marasme et la stagnation qui avaient marqué la longue période de crise ayant précédé la seconde guerre mondiale.

Les progrès économiques des pays les plus industrialisés ont pu être réalisés grâce aux niveaux élevés de l'emploi et de l'investissement atteints et maintenus dans ces pays. Mais les pays plus pauvres du sud et du sud-est de l'Europe ne sont pas parvenus à obtenir des niveaux aussi élevés de l'emploi et de l'investissement et ils n'ont guère avancé dans la voie de la solution des problèmes à long terme que pose leur développement. D'une manière générale, les pays les plus riches et les plus industrialisés ont atteint assez rapidement des niveaux encore plus élevés de bien-être économique et de développement industriel, alors que les pays les plus pauvres et les moins développés sont restés dans un état de stagnation relative. Au nombre des efforts déployés dans le sens d'une coopération économique en Europe occidentale, qui comprend des pays appartenant à l'un ou l'autre de ces deux groupes, on ne relève jusqu'ici aucune tentative sérieuse de donner à chaque pays, dans l'intérêt de tous, des possibilités égales de développement et de progrès.

Sur le plan intérieur, c'est la forte pression de la demande qui, le plus souvent et dans la plupart des pays, a été le moteur du développement économique. La pression exercée par la demande a été très différente d'un pays à l'autre. Au début de la période considérée, l'étendue relative des dommages causés par la guerre et des retards apportés aux réparations et à l'entretien de l'équipement a joué probablement le rôle le plus important; par la suite, la force de la pression exercée par la demande a dépendu davantage de la politique suivie par les gouvernements. Dans tous les pays, à certains moments et, dans presque tous, pendant la plus grande partie de cette période, la demande, aux prix en vigueur, a dépassé l'offre, ce qui a entraîné une inflation déclarée ou refoulée. La pression inflationniste a été, en partie, à l'origine des difficultés soulevées par la pénurie de devises étrangères, difficultés qui, à leur tour, ont contraint presque tous les gouvernements de ces pays à imposer des restrictions draconiennes aux importations et, spécialement, aux importations en provenance de la zone dollar. Mais ces difficultés étaient dues aussi, dans une large mesure, à l'évolution très défavorable de certains facteurs extérieurs qui échappaient à l'action des gouvernements des pays européens. Ces problèmes ont été étudiés dans le Chapitre 2 et seront analysés à nouveau dans la troisième Partie. Même l'aide financière très importante accordée sous diverses formes par les Etats-Unis, à la plupart des pays de ce groupe n'a guère eu d'autres résultats, pendant toute cette période, que d'atténuer ces difficultés sans leur apporter un remède radical.

Placés devant les problèmes que soulevaient l'inflation à l'intérieur du pays et les déficits avec l'extérieur, les gouvernements ont réagi de façon assez différente aux avantages et aux dangers inhérents à cette situation. Certains gouvernements ont décidé de faire preuve de prudence dans leur politique financière, ce qui ne les a pas empêchés, pendant cette période d'expansion, de maintenir l'emploi et la production à des niveaux qui, tout en étant inférieurs à ce qu'ils auraient pu être étant donné les ressources en main-d'œuvre et en capacité de production, n'en ont pas moins été élevés par rapport à l'avant-guerre. D'autres gouvernements ont choisi une politique d'expansion, mais se sont trouvés dans l'impossibilité de prendre les mesures importantes et énergiques qui auraient pu empêcher le risque d'inflation, inhérent à cette politique, de devenir une réalité.

Ces deux méthodes sont, en un sens, classiques et n'appellent guère, par suite, de commentaires. Le trait nouveau qui caractérise la politique d'après guerre est que les pays du nord-ouest de l'Europe se sont efforcés d'atteindre à un haut degré de développement sans inflation (excessive) et sans déficits vis-à-vis de l'étranger, en appliquant une politique d'ensemble bien arrêtée. La mise à exécution d'une telle politique constitue la seule expérience vraiment nouvelle de politique économique tentée par les gouvernements pendant la période d'après guerre.

On ne peut guère dire que les efforts déployés pour faire fonctionner de cette façon des économies où le secteur privé prédomine aient entièrement échoué pendant la période qui a précédé 1950. Les niveaux de l'emploi et de l'investissement sont restés élevés; la production s'est accrue à un rythme satisfaisant; les prix ont été relativement stables et les déficits

BIBLIOTEC

extérieurs ont diminué graduellement. Mais tous ces résultats n'ont pu être obtenus qu'au prix de tout un ensemble de mesures de contrôle direct et d'une politique fiscale rigoureuse, qui n'ont pas contribué à rendre les gouvernements très populaires. Il a fallu renoncer peu à peu à tous les objectifs plus vastes de la planification économique, car il s'agissait de consacrer de plus en plus tous les efforts à la lutte contre l'inflation. Cette lutte impliquait une intervention directe de l'Etat, qui ne pouvait manquer d'avoir un certain nombre d'effets irrationnels et perturbateurs sur les mouvements de l'investissement, de la production et du commerce. Dans ce climat inflationniste, la répartition des revenus devint un sujet constant de préoccupation et ne cessa pas de menacer l'équilibre de l'économie. La forte pression autonome de la demande aboutissait avant tout à ce résultat que l'on ne pouvait réduire la marge élevée des bénéfices, et entraînait, par voie de conséquence, des revendications de salaires. Tous ces facteurs conjugués limitaient étroitement l'efficacité de toute politique fiscale et créaient en même temps une atmosphère psychologique qui ne favorisait guère la stabilité.

Dans ces conditions, il est apparu extrêmement difficile, tant du point de vue administratif que du point de vue politique, de maintenir des contrôles directs pendant une longue période, alors qu'on laissait la demande se développer fortement. Aussi, toute la structure de cette politique de contrôles directs était-elle déjà très affaiblie lorsqu'elle fut mise à l'épreuve par le déchaînement de la demande en 1950 et en 1951, dû à l'effet conjugué des dévaluations de l'automne de 1949 et du « boom » suscité par la spéculation après le déclenchement des hostilités en Corée. Une inflation assez sérieuse des prix fut alors tolérée et, dans certains pays, on laissa les prix de vente et les prix de revient dépasser sensiblement les niveaux qui existaient ailleurs [1].

Il n'est donc guère surprenant qu'assez vite, mais surtout après les fâcheuses expériences faites en 1950 et en 1951, l'on ait eu peu à peu, dans les pays du nord-ouest de l'Europe, la volonté de parvenir à une situation qui permette à l'économie de fonctionner en diminuant l'intervention de l'Etat sous la forme de mesures de contrôle très poussées. Mais, quand on examine rétrospectivement les choses, on est sans doute amené à constater qu'un grand nombre des conditions prévalant dans la période d'après guerre avaient un caractère tellement exceptionnel que l'on ne peut formuler aucune conclusion valable quant à la possibilité de procéder à une planification économique plus satisfaisante dans le cadre d'un régime de libre entreprise. Au nombre de ces circonstances exceptionnelles, il convient de ranger la longue et persistante phase de prospérité économique aux Etats-Unis, qui a eu pour effet de maintenir la poussée inflationniste en Europe occidentale ; un autre facteur exceptionnel a été l'octroi de l'aide financière accordée par ce pays. En outre, pendant toute cette période, les échanges et les paiements internationaux étaient désorganisés (question étudiée aux Chapitres 2, 6 et 7) alors que les gouvernements désiraient revenir à un système d'échanges multilatéraux et à la convertibilité monétaire. En l'absence de ces facteurs externes qui, par leur jeu combiné et complexe, ont rendu possible une période prolongée d'essor économique en Europe occidentale, certains gouvernements auraient peut-être été contraints d'exercer une pression générale sur la demande, ce qui aurait rendu superflus certains contrôles directs. Cependant, même dans les conditions qui ont effectivement prévalu pendant la période d'après guerre, on peut penser que la planification aurait donné de meilleurs résultats si les gouvernements avaient appliqué, plus qu'ils ne l'ont fait, certaines méthodes générales en vue de réduire l'excès de la demande, et avaient moins recouru à cet effet aux contrôles directs.

Les gouvernements des pays du nord-ouest de l'Europe ont maintenant décidé d'adopter également, dans une très large mesure, des méthodes plus générales pour maîtriser l'inflation. Cette nouvelle tendance politique est, avec d'autres raisons, à l'origine de l'état de stagnation dans lequel se trouve l'Europe occidentale depuis un an et demi environ. La demande a fléchi et les marges de bénéfices ont diminué. Le ralentissement de la production en Europe occidentale est d'autant plus surprenant que les Etats-Unis sont encore en pleine période de prospérité, qu'ils ont constamment soutenu l'économie de l'Europe occidentale en lui accordant une aide considérable, et que les dépenses militaires n'ont cessé de s'accroître en Europe occidentale pendant les deux dernières années, pour atteindre maintenant un niveau élevé.

On ne tentera pas ici de prévoir ce que sera l'avenir. Il n'est pas possible de dire si l'on pourra effectuer les investissements nécessaires pour maintenir la production à un niveau élevé sans susciter une nouvelle pression inflationniste. On ne peut, à cet égard, tirer aucune conclusion de ce qui s'est passé après la guerre, et il est plus difficile encore de prévoir dans quelle mesure les gouvernements seront à même d'assurer le maintien de la demande à un niveau élevé si, par suite de prévisions pessimistes quant à l'évolution de la conjoncture, le montant des investissements privés reste insuffisant.

[1] Voir le Chapitre 4 de l'ETUDE de 1951.

Il se pourrait que certains des problèmes de stabilité nationale et de répartition du revenu fussent plus faciles à résoudre si les gouvernements avaient à susciter une demande plus forte au lieu de devoir freiner une expansion trop violente. Les gouvernements auraient alors plus de liberté pour s'orienter vers les objectifs plus généraux de la planification économique. Mais l'on ne peut dire dès maintenant s'il serait possible d'obtenir, dans un régime de libre entreprise, que les investissements privés se maintiennent à un niveau permettant le plein emploi, sans provoquer une nouvelle poussée inflationniste. Les événements de 1951 et de 1952 permettent cependant de penser que ce problème, pour urgent qu'il soit, n'en conservera pas moins un caractère quelque peu théorique tant que les gouvernements auront à lutter pour surmonter les difficultés qui tiennent à l'état de leur balance des paiements.

TROISIÈME PARTIE - LES PROBLÈMES DES ÉCHANGES ET DES PAIEMENTS EN EUROPE OCCIDENTALE

Chapitre 6

L'INSUFFISANCE DES MESURES CORRECTIVES APPORTÉES A LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

1. — Introduction

Dans cette partie de l'Étude, on examinera de façon assez approfondie les mesures déjà prises et celles qui restent à prendre par les pays de l'Europe occidentale pour s'adapter aux modifications fondamentales, étudiées dans la première partie, qui sont survenues dans leur situation sur le plan international. On a vu que, du fait de ces modifications, les pays de l'Europe occidentale ont été obligés d'augmenter très sensiblement, dans leurs échanges avec d'autres régions, le volume de leurs exportations par rapport à celui de leurs importations, et qu'ils ont dû, en outre, prendre ces mesures de telle façon qu'elles permettent d'atténuer leur forte dépendance unilatérale vis-à-vis de la zone dollar. Tant que ce résultat n'était pas obtenu, il fallait aussi trouver le moyen d'éviter que la pénurie de dollars et les restrictions aux importations qui en découlent ne paralysent les échanges des pays de l'Europe occidentale entre eux et avec d'autres pays n'appartenant pas à la zone dollar.

Il est toujours très difficile d'essayer d'apprécier l'étendue des progrès réalisés dans la solution de ces problèmes. Les déficits ou les excédents enregistrés dans les statistiques du commerce et des paiements ne donnent pas la mesure du déséquilibre qui est à leur base et n'indiquent pas non plus jusqu'à quel point il s'est accentué ou atténué. Ils indiquent simplement le montant des ressources financières utilisées pour combler la différence entre les recettes et les paiements. Cette différence peut être, relativement, considérable ou de peu d'importance, car elle dépend en partie du montant total des ressources financières disponibles sous forme de réserves, de crédits ou de dons et, pour une autre part, des conséquences qu'ont, pour l'ensemble des pays, les politiques suivies par chacun d'eux, notamment l'institution de contrôles directs ou d'autres mesures destinées à maintenir la différence en question dans des limites n'excédant pas ce qu'il peut supporter.

Cette difficulté, présente à tout moment dans l'étude des problèmes qui se posent à propos de la balance des paiements, est encore aggravée par le fait que les échanges et les paiements internationaux ont subi depuis la guerre de telles fluctuations que la situation semble parfois beaucoup plus ou beaucoup moins favorable qu'elle ne l'est en réalité. Ces fluctuations ont été d'une intensité particulière pendant la période qui offre le plus d'intérêt du point de vue de la présente étude, c'est-à-dire pendant les années qui se sont écoulées depuis le début de la guerre de Corée. Comme on l'a vu dans l'Etude publiée l'an dernier [1], les amples et brusques variations de la demande de produits de base aux Etats-Unis et en Europe, allant de pair avec une hausse puis une baisse particulièrement marquées des prix de certaines des exportations les plus importantes de la zone sterling, expliquent en grande partie l'augmentation impressionnante des avoirs en or et en dollars du Royaume-Uni au cours de la première année qui a suivi la guerre de Corée, et la chute non moins impressionnante de ces avoirs pendant l'année suivante [2]. Ces fluctuations n'ont pas correspondu, tant s'en faut, à des modifications semblables du potentiel

[1] Pages 11 et 12.

[2] Les ressources en or et en dollars détenues par le Royaume-Uni (qui constituent les réserves centrales de l'ensemble de la zone sterling) sont tombées à 1.340 millions de dollars en septembre 1949. Elles ont commencé à se relever après la dévaluation intervenue à cette époque et étaient montées à 2.422 millions de dollars à la fin de juin 1950, pour atteindre rapidement le chiffre-record de 3.867 millions de dollars en juin 1951. Elles ont ensuite brusquement baissé et le niveau le plus bas a été enregistré au printemps de 1952, avec le chiffre de 1.662 millions de dollars en avril. A la fin de 1952, les réserves avaient remonté de nouveau et atteignaient 1.846 millions de dollars.

économique de base du Royaume-Uni ou d'autres pays. Pourtant, l'augmentation initiale des avoirs en or et en dollars du Royaume-Uni a provoqué un optimisme injustifié ainsi qu'un assouplissement général de la réglementation des importations de la zone sterling et a ainsi contribué, en même temps que le nouvel effondrement des prix des exportations de cette zone, à faire diminuer les réserves. Cette diminution a engendré à son tour un pessimisme excessif et donné lieu — jusqu'à ce que les mesures prises pour y porter remède aient commencé à prendre effet au cours de l'année 1952 — à une spéculation générale sur la baisse de la livre dans l'attente, qui devait être déçue, d'une nouvelle dévaluation.

Il se peut donc que, du fait d'une demande anormale et du jeu de la spéculation, les récentes variations des balances de paiements n'aient pas une signification déterminante, si ce n'est toutefois qu'elles constituent un avertissement contre le genre de perturbations auxquelles sont exposés les systèmes monétaires. Pour mieux se rendre compte des mesures correctives adoptées depuis la guerre, il est nécessaire d'examiner beaucoup plus à fond les modifications apportées à la répartition géographique et à la composition du commerce par groupes de produits. Là aussi, bien entendu, l'influence anormale de cette période se retrouve à la fois dans le niveau et dans la composition des échanges; par exemple, dans l'augmentation soudaine du volume des importations européennes en provenance des Etats-Unis pendant l'année 1951, dans la hausse rapide, au cours de cette même année, des prix et de la valeur des importations en provenance des pays producteurs de matières premières, dans l'accroissement de la part que prennent dans les exportations européennes à destination des Etats-Unis les articles dont la demande est sensible aux variations des besoins militaires, et dans les conséquences qu'a eues, sur les exportations en général, la vague de prospérité exceptionnelle des industries textiles après le début de la guerre de Corée. Certains de ces facteurs anormaux ont déjà perdu de leur force et les tensions qui ont récemment pesé sur les paiements internationaux ont été une fois de plus atténuées, mais il reste encore à essayer d'établir une distinction entre les phases transitoires, d'une part, et, de l'autre, les éléments de caractère plus permanent qui faussent les échanges internationaux, ainsi que les mesures correctives durables à y apporter.

L'analyse à laquelle on a procédé dans le présent chapitre et dans le suivant montre que si des progrès sensibles ont été réalisés, les mesures qui s'imposent sont de plus grande envergure, et les limitations et incertitudes engendrées par des facteurs extérieurs à l'Europe sont plus graves qu'on ne l'a cru en élaborant les politiques suivies jusqu'ici ou certaines des propositions courantes visant à chercher des solutions dans l'immédiat; elle indique aussi qu'il est encore nécessaire de prendre des mesures plus directes pour redresser le déséquilibre fondamental de la production et du commerce du monde.

2. Réaménagement des importations et échec des efforts tentés pour développer les approvisionnements en provenance de pays n'appartenant pas a la zone dollar

Il n'est jamais plus difficile de faire la distinction entre les fluctuations momentanées et les tendances fondamentales que lorsqu'il s'agit d'importations; et cela est particulièrement vrai dans le cas des importations en provenance de la zone dollar. Pour des raisons exposées plus loin, après avoir été excessivement faibles en 1950 et exceptionnellement abondantes en 1951, elles ont marqué, au cours de l'été 1952, un nouveau et violent recul dû à tout un ensemble de facteurs : variations saisonnières, meilleures récoltes, réduction voulue des stocks, un certain fléchissement de la demande de charbon et, enfin, mise en vigueur de restrictions aux importations. On ne peut trouver dans les derniers temps — et certainement pas, en tout cas, dans les derniers mois — aucune période fournissant une indication sur ce que sera à l'avenir le niveau normal ou probable des importations de l'Europe occidentale en provenance de la zone dollar.

Au cours des dernières années, les importations de l'Europe occidentale en provenance de sources d'approvisionnement autres que la zone dollar ont subi, elles aussi, en valeur courante, d'amples fluctuations où il faut voir surtout une conséquence du mouvement brusque de hausse violente, puis de chute, des prix des matières premières depuis le déclenchement de la guerre de Corée. Quant au volume de ces importations, il est demeuré plus stable et, surtout dans le cas de marchandises faisant concurrence à des produits que la zone dollar peut fournir, s'il a varié, c'est en fonction des quantités disponibles plutôt qu'en fonction de la capacité de paiement des pays de l'Europe occidentale. Ainsi donc, les variations du volume des importations en provenance de différentes sources permettent de se faire une idée de la mesure dans laquelle l'Europe occidentale a réussi à devenir moins tributaire de la zone dollar, bien

qu'il soit difficile de préciser ce que peut être le niveau minimum ou normal, voire probable, des importations en provenance de cette zone.

Modification des sources d'approvisionnement; objectifs et résultats

Considérés dans leur ensemble, les pays de l'Europe occidentale ont, pendant toutes ces années, importé du reste du monde un volume de marchandises inférieur à celui de 1938 qui était déjà relativement faible — la différence en moins atteignant 15% en 1950 et 10% l'année suivante encore, malgré la recrudescence de la demande à caractère de spéculation suscitée par l'ouverture des hostilités en Corée. Ces importations ont, de tout temps, consisté principalement en denrées alimentaires et en matières premières, auxquelles il a fallu exceptionnellement ajouter certains produits tels que le charbon. Il semblerait, néanmoins, à première vue, que l'on soit parvenu, en en réduisant le volume, à réaliser dans une mesure importante l'ajustement des échanges et des paiements qui s'imposait.

Malheureusement, le tableau est moins rassurant si l'on examine comment les importations se répartissent par régions. La réduction apparaît alors plutôt comme la conséquence de l'insuffisance des approvisionnements fournis par la plupart des régions du monde et des restrictions plus ou moins sévères, selon les pays et selon les époques, qui ont été imposées en Europe aux importations provenant de la zone dollar.

Importations de l'Europe occidentale en provenance d'autres régions

(En millions de dollars, aux prix c.a.f. de 1948)

Source d'approvisionnement	*1938*	*1948*	*1950*	*1951*
Zone dollar	5 200	6 200	4 900	6 700
Zone sterling d'outre-mer [a]	4 400	3 950	4 300	4 400
Territoires non autonomes	2 150	2 050	2 350	2 200
Pays de l'Amérique latine ne faisant pas partie de la zone dollar	2 100	2 000	1 700	1 400
Autres pays extra-européens	2 400	1 250	1 800	1 800
Europe orientale	3 150	1 150	1 000	850
Total	19 400	16 600	16 050	17 350

[a] Dans tout le présent chapitre, les territoires dépendant du Royaume-Uni sont compris dans la zone sterling d'outre-mer.

Ce sont les importations en provenance de l'Europe orientale [1] qui ont subi le fléchissement le plus marqué, mais celles qui proviennent des pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar — en particulier de l'Argentine — et d'autres pays extra-européens situés hors de la zone sterling et des territoires non autonomes ont également beaucoup diminué. En 1938, ces régions fournissaient ensemble 40% des marchandises que l'Europe occidentale importait du reste du monde, mais, en 1951, le volume des importations européennes en provenance de ces pays avait baissé de près de moitié, soit une diminution de près de 3 milliards et demi de dollars aux prix de 1948 [2]. Cette diminution, globalement tout au moins, n'a aucunement été compensée par des importations provenant soit de la zone sterling d'outre-mer, soit de territoires dépendant de pays autres que le Royaume-Uni; par contre, même en 1950, les importations en provenance de la zone dollar n'étaient inférieures que d'un pourcentage infime au volume qu'elles atteignaient en 1938 et, en 1951, elles l'ont dépassé de près de 30% [3].

Ces modifications principales survenues dans les sources d'approvisionnement de l'Europe occidentale ont été exactement l'opposé de ce qu'il aurait fallu pour équilibrer les comptes en dollars de cette partie du continent. Elles ont été très différentes aussi de ce qu'avait prévu le Programme de relèvement européen

[1] Dans le présent chapitre, comme dans les Chapitres 2 et 7, l'expression « Europe orientale » comprend aussi l'Union soviétique.

[2] Sauf indication contraire, toutes les données relatives aux importations et aux exportations fournies dans ce chapitre reposent sur des évaluations du commerce établies aux prix de 1948. Le choix d'une période de référence est nécessairement arbitraire à cause des larges fluctuations des prix depuis la guerre. Il est certain toutefois que le choix de l'année 1948 a pour conséquence d'exagérer un peu l'importance relative de la place occupée avant la guerre par l'Europe orientale dans les importations de l'Europe occidentale ainsi que son amoindrissement dans la suite, étant donné que les prix d'exportation de l'Europe orientale étaient exceptionnellement élevés en 1948 par rapport à ceux des autres sources d'approvisionnement. Pour le détail des évaluations, voir Annexe B.

[3] Toutefois, la situation a été très différente selon les divers pays de la zone dollar fournisseurs de l'Europe. Si, pour l'ensemble des deux années 1950 et 1951, le volume total des importations en provenance de la zone dollar a été, en moyenne, légèrement supérieur au niveau de 1938 (5,8 milliards de dollars aux prix de 1948, contre 5,2 milliards de dollars en 1938), la part des Etats-Unis était passée de 61 à 71%, tandis que celle du Canada tombait de 25 à 16% (celle des pays de l'Amérique latine appartenant à la zone dollar restait la même). Quant au Canada, il a été particulièrement frappé par le fléchissement de ses exportations de bois et, d'une manière plus générale, par le fait que ses exportations vers l'Europe sont presque toutes destinées au Royaume-Uni et que celui-ci a réduit le volume total de ses importations dans des proportions plus considérables que la plupart des autres pays européens. Un facteur qui a exercé une certaine influence aussi bien pour les pays de l'Amérique latine appartenant à la zone dollar que pour le Canada, c'est qu'une grande partie des importations européennes en provenance de la zone dollar était achetée grâce à l'aide américaine; or, à la suite du ralentissement de l'activité économique survenu en 1949 aux Etats-Unis, cette aide a été de plus en plus réservée à l'achat de marchandises en provenance de ce pays, de sorte que la fraction disponible pour les achats en tiers pays de marchandises destinées à être exportées en Europe s'est trouvée réduite.

mis au point par les membres de l'OECE en 1948. Si hâtives qu'aient été les prévisions faites alors [1] concernant les échanges futurs et si éloignées qu'elles aient pu être d'un véritable programme d'opérations, elles servent néanmoins à montrer approximativement combien l'évolution effective du commerce mondial a été différente de celle que l'on escomptait ou que l'on espérait. Telle qu'elle est employée dans le présent chapitre, l'expression « Europe occidentale » embrasse une région plus vaste que celle des pays de l'OECE; de même, les régions de provenance des importations sont en réalité différentes de celles qui sont indiquées plus haut, mais il est possible d'apporter aux résultats effectifs de 1951–1952 les rectifications nécessaires pour les rendre comparables aux objectifs prévus dans le programme d'importations pour 1952/53.

Importations des pays membres de l'OECE, en provenance d'autres régions

(En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948/49)

En provenance	*Importations effectives de 1951–1952*	*Importations prévues dans le programme pour 1952/53*
De pays non participants :		
Amérique du Nord et Amérique centrale	5 300	3 800
Amérique du Sud	1 200	2 100
Pays autonomes de la Zone sterling	2 300	3 300
Autres pays non participants	1 350	1 400
Europe orientale [a]	1 400	2 200
Total	11 550	12 800
De territoires d'outre-mer dépendant [b] :		
du Royaume-Uni	1 150	950
de la France	1 050	800
du Bénélux [c]	250	400
Total	2 450	2 150
Total des importations en provenance de l'ensemble de ces sources d'approvisionnement [b]	14 000	14 950

NOTE. — Les importations suisses ne sont pas comprises dans les chiffres.

a Y compris la Finlande et la Yougoslavie.

b Les importations en provenance de territoires dépendants désignent uniquement celles qui sont effectuées par la métropole.

c Y compris l'Indonésie.

Le fait qu'au total les importations n'ont pas atteint le chiffre prévu est, en réalité, le résultat de deux grandes différences dans l'un et l'autre sens : d'une part, les importations en provenance de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale ont dépassé d'un milliard et demi de dollars l'objectif fixé dans le programme et, d'autre part, il s'en faut de 2,7 milliards de dollars que, réunies, les importations provenant de l'Europe orientale, de l'Amérique du Sud et des pays de la zone sterling d'outre-mer ne faisant pas partie de l'OECE atteignent le chiffre prévu.

Si les derniers résultats que l'on possède pour 1952 sont, eux encore, différents, c'est surtout à cause de la diminution des importations en provenance de la zone dollar, et non parce que les approvisionnements provenant d'autres sources ont augmenté. Pour faire ressortir ces tendances récentes, on doit s'appuyer sur les statistiques commerciales, qui sont toujours établies en prix courants : la baisse des prix des produits de base influe donc sur la courbe aussi bien que la diminution du volume importé.

Importations de l'Europe occidentale en provenance d'autres régions au cours des derniers trimestres

(En millions de dollars courants, c.a.f. — Moyennes trimestrielles ou totaux trimestriels)

Région de provenance	*1951*	*1952*		
		Premier trimestre	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*
Zone dollar	1 629	1 912	1 723	1 380
Zone sterling d'outre-mer	1 579	1 643	1 562	1 443
Territoires dépendants extra-européens	562	599	592	493
Pays d'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar	426	372	299	260
Autres pays extra-européens	570	512	444	388
Europe orientale	231	246	227	201
Total	4 997	5 284	4 847	4 165

Source : Calculs établis d'après les données du Tableau XIX de l'Annexe A.

L'insuffisance des importations en provenance des sources traditionnelles d'approvisionnement

Si l'Europe occidentale est de plus en plus tributaire de la zone dollar, il faut en attribuer la cause aux changements survenus, ainsi qu'on l'a indiqué au Chapitre 2, dans la production et le commerce du monde, et à l'insuffisance d'excédents exportables dans des régions qui, avant la guerre, fournissaient aux pays de l'Europe occidentale une partie des produits alimentaires et des matières premières dont ils ont le plus besoin. Bien qu'il se rapporte à quelques-uns seulement des produits de base importés par six des principaux pays commerçants de l'Europe occi-

[1] Les prévisions avaient été établies, à l'origine, pour 1952/53 (aussi bien que pour 1948/49) qui devait être la première année suivant la fin du Programme de relèvement européen. Voir *Rapport intérimaire sur le Programme de relèvement européen*, O.E.C.E., 1948.

Tableau 31

IMPORTATIONS DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES ET MATIÈRES PREMIÈRES EFFECTUÉES PAR SIX PRINCIPAUX PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a] EN PROVENANCE DE RÉGIONS EXTÉRIEURES A L'EUROPE OCCIDENTALE

En millions de dollars aux prix représentatifs de 1948 [b] ; moyennes annuelles

Produit	Période	Zone dollar	Europe orientale et Chine [c]	Pays d'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar	Zone sterling et autres pays rattachés	Autres pays extra-européens	Total des importations provenant de régions autres que la zone dollar
Froment	1934–1938	350	190	187	166	—	543
	1949–1951	788	27	59	87	3	176
Maïs et orge	1934–1938	107	126	534	129	7	796
	1949–1951	192	74	90	131	11	306
Sucre de canne	1934–1938	143	—	21	167	5	193
	1949–1951	253	—	5	131	1	137
Graisses et huiles	1938	66	143	95	882	101	1 221
	1949–1951	204	35	152	655	171	1 013
Beurre	1934–1938	—	48	5	212	—	265
	1949–1951	—	—	—	179	—	179
Viande	1934–1938	35	63	243	149	—	455
	1949–1951	33	39	118	183	—	340
Graines de cacao	1934–1938	6	—	10	209	—	219
	1949–1951	3	—	19	211	—	230
Café	1934–1938	62	—	88	37	16	141
	1949–1951	13	—	58	58	3	119
Tabac brut	1934–1938	167	24	24	40	53	141
	1949–1951	179	1	13	82	7	103
Total, denrées alimentaires, boissons et tabac	1934–1938	936	594	1 207	1 991	182	3 974
	1949–1951	1 665	176	514	1 717	196	2 603
Coton brut	1934–1938	581	—	187	218	248	653
	1949–1951	591	—	113	150	200	463
Laine brute	1934–1938	2	—	166	625	—	791
	1949–1951	2	—	39	575	—	614
Caoutchouc brut	1935–1938	2	—	4	133	34	171
	1949–1951	11	—	—	258	40	298
Cuivre, plomb et aluminium	1934–1938	113	—	22	261	—	283
	1949–1951	114	—	17	241	1	259
Sciages résineux	1936–1938	101	217	—	—	—	217
	1949–1951	46	35	—	—	—	35
Total pour tous les produits ci-dessus	1934–1938	1 735	811	1 586	3 228	464	6 089
	1949–1951	2 429	211	683	2 941	437	4 272

Sources : Tableaux XXXVII à LII de l'Annexe A.

[a] Les pays de l'Europe occidentale auxquels se rapporte ce tableau sont : Allemagne (ensemble du territoire allemand pour l'avant-guerre), Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni. Pour tous les détails concernant les relations bilatérales dont il a été tenu compte dans ce tableau, voir Annexe B.

[b] Pour les détails des prix utilisés, voir Annexe B.

[c] La Chine est comprise dans cette colonne pour ce qui est du commerce de graisses et d'huiles car, avant la guerre, elle était un gros fournisseur de l'Europe occidentale en graines de soja. Les chiffres de cette colonne comprennent également les importations de froment effectuées avant la guerre par ce qui constitue maintenant l'Allemagne occidentale en provenance du reste de ce pays, et cela d'après des évaluations spéciales effectuées par les soins du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de l'Allemagne occidentale. D'après les renseignements dont on dispose, le commerce de froment entre les deux zones, après la guerre, est négligeable.

dentale [1], le Tableau 31 montre assez nettement quels sont les principaux secteurs pour lequels les fournitures ont été insuffisantes.

L'Europe occidentale reçoit de l'Europe orientale, d'une part, et de l'Argentine, du Brésil et des autres pays de l'Amérique latine qui n'appartiennent pas à la zone dollar, d'autre part, des quantités beaucoup moins importantes qu'avant la guerre de presque tous les produits énumérés dans le tableau. Si, dans certains cas, la réduction des approvisionnements en provenance de ces pays s'est trouvée compensée, ce fut grâce à une augmentation des quantités importées de la zone dollar et, en même temps, au maintien des achats traditionnels de produits de cette région, tels que le tabac et le coton [2]. Pour aucun, ou presque, des principaux produits que lui fournissait autrefois l'un ou l'autre de ces pays, l'Europe occidentale n'a réussi, en somme, à se procurer des quantités sensiblement plus considérables dans les territoires d'outre-mer qui lui sont rattachés, et, dans le cas de certains de ces produits, ses importations en provenance de ces territoires ont même diminué. De tous les produits énumérés dans le tableau, le caoutchouc est le seul pour lequel les importations en provenance de régions extra-européennes économiquement rattachées à des métropoles d'Europe occidentale aient sensiblement augmenté, ce qui ne signifie nullement, bien entendu, que ces achats de caoutchouc aient pris la place d'importations venant de la zone dollar [3]. Le résultat net de cette situation est que, malgré une réduction de leurs importations d'un certain nombre de produits de base, les pays de l'Europe occidentale restent dans l'obligation d'importer de la zone dollar beaucoup plus qu'avant la guerre. Le tableau suivant illustre de façon frappante cet état de choses :

Importations nettes de divers produits agricoles dans 19 pays européens et pourcentage de ces importations provenant de la zone dollar

Produit	*1934–1938*	*1949/50–1951/52*
Céréales panifiables :		
Total *(en millions de tonnes)* . .	12.0	13.1
Pourcentage provenant de la zone dollar	37	80
Céréales secondaires :		
Total *(en millions de tonnes)* . .	10.5	7.9
Pourcentage provenant de la zone dollar	8	47
Huiles et graisses :		
Total *(en millions de tonnes)* . .	2.6	2.7 *a*
Pourcentage provenant de la zone dollar	7	20 *a*
Sucre (en quantités équivalentes de sucre brut) *b*		
Total *(en millions de tonnes)* . .	3.2	3.1
Pourcentage provenant de la zone dollar	35–40	78 *c*
Tourteaux et farines :		
Total *(en millions de tonnes)* . .	5.1	3.4 *d*
Pourcentage provenant de la zone dollar	7	17 *d*

a Moyenne de 1949/50 et 1950/51 seulement.
b Sous déduction des quantités réexportées vers des pays non européens.
c Années civiles 1949–1951.
d Moyenne de 1950/51 et 1951/52 seulement.

On a indiqué au Chapitre 2 quelques-uns des facteurs qui ont contribué à empêcher l'Europe occidentale de trouver hors de la zone dollar les approvisionnements dont elle a besoin. Il y a lieu de faire observer qu'il a été d'autant moins facile de remédier à l'insuffisance des fournitures du reste du monde que les pays de la zone sterling d'outre-mer et les territoires dépendants où les pays européens peuvent le plus directement exercer une influence n'ont jamais été gros producteurs de certains des articles en question, dont le maïs et les bois résineux sont parmi les exemples les plus importants. Mais, d'une façon générale, la cause de cette difficulté est sans aucun doute qu'après la guerre, on s'attendait partout à voir, assez vite, la production de produits de base excéder la demande et provoquer des baisses

[1] La part de ces six pays réunis représente approximativement les quatre cinquièmes du total des importations effectuées par l'Europe occidentale en provenance du reste du monde. Les principaux produits de base qui ne sont pas compris dans le tableau sont les fromages, les œufs, le thé, les fruits et les noix, les cuirs et peaux, le bois de mine et les autres bois ronds, la pâte de bois, le papier-journal, l'étain, le charbon et les produits pétroliers. A l'exception — importante d'ailleurs — des deux derniers articles, dont le cas est examiné plus loin dans le texte, l'Europe occidentale n'est fortement tributaire ni de l'Europe orientale ni de l'hémisphère occidental pour ses approvisionnements en ces divers produits.

[2] En ce qui concerne le tabac, la difficulté qu'il y avait pour l'Europe occidentale à s'affranchir de l'obligation de s'adresser pour ses approvisionnements à la zone dollar s'est encore trouvée accrue du fait que, sous l'influence de l'occupation, les Allemands ont cessé de préférer le tabac grec et le tabac turc pour adopter les goûts américains. Au total, les importations de tabac américain se sont maintenues approximativement à leur niveau d'avant guerre, mais aux dépens des tabacs européens dont les stocks sont loin d'être totalement utilisés. L'augmentation du volume de tabac américain importé par l'Allemagne occidentale contraste singulièrement avec les droits élevés dont elle frappe le café et le niveau extrêmement bas de ses importations de ce produit en provenance du Brésil et d'autres pays de l'Amérique latine : cette augmentation s'explique en partie par l'aide financière dont l'Allemagne occidentale a bénéficié de la part des Etats-Unis pour ses importations de tabac; entre 1948 et juin 1952, les Etats-Unis ont exporté en Allemagne occidentale pour 122 millions de dollars de tabac, dont 75 millions semblent avoir été financés à l'aide de fonds américains.

[3] Pour plus de détails, voir les Tableaux XXXVII–LII de l'Annexe A.

de prix considérables, comme au lendemain de la première guerre mondiale. C'est parce qu'ils croyaient à une évolution dans ce sens que les pays importateurs, notamment le Royaume-Uni dans les contrats à long terme qu'il passait pour l'importation de denrées alimentaires, se sont bien gardés de s'engager pour l'avenir à payer des prix élevés et ont encouragé les pays producteurs à négliger l'agriculture dans leurs plans de développement économique pour suivre une politique d'investissements et de prix propre à orienter les ressources vers d'autres branches de la production.

La possibilité d'un échec de cette politique n'avait pourtant pas été méconnue. Passant en revue les plans des pays participants en 1948, le Conseil de l'OECE émettait l'avis que, dans leur ensemble, ces plans surestimaient beaucoup le volume des approvisionnements qu'il serait vraisemblablement possible d'obtenir de chacune des régions du monde autres que l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale, notamment en ce qui concerne les céréales et le bois de l'Europe orientale, le coton de l'Amérique du Sud et de la zone sterling, la laine de la zone sterling, les huiles et les graisses ainsi que les métaux non ferreux de toutes provenances. Le Conseil indiquait que les surestimations pourraient être de l'ordre d'un milliard de dollars; il soulignait cependant que l'évolution de la situation dépendait pour une large part des mesures que les pays participants prendraient en vue d'encourager la production dans le reste du monde. En réalité, cette opinion elle-même s'est avérée beaucoup trop optimiste, puisque, comme on l'a vu plus haut, en 1951, entre les prévisions et les importations effectives, en provenance de l'Europe orientale, des pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar, et des pays autonomes de la zone sterling, l'écart a été de 2,7 milliards de dollars. Le tableau de la colonne suivante met en parallèle les programmes et les résultats dans le cas de quatre produits principaux.

Dans ses premiers rapports déjà, le Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture signalait la nécessité de mesures énergiques en vue, notamment, d'accroître les approvisionnements en denrées alimentaires [1]. Mais les répercussions sur le plan de l'action collective et du financement international des mesures qui furent proposées dans ce sens dépassaient ce que les

Importations des pays membres de l'OECE en provenance de pays non participants

(En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948–49) [a]

Source d'approvisionnement	*Céréales*	*Graisses et huiles*	*Coton brut* [b]	*Bois*
Amérique du Nord et Amérique centrale :				
Programme 1952/53	740	110	435	100
Importations effectives en 1951	1 400	110	460	110
Amérique du Sud :				
Programme 1952/53	570	140	225	40
Importations effectives en 1951	175	170	120	10
Pays autonomes de la zone sterling :				
Programme 1952/53	155	305	120	30
Importations effectives en 1951	255	95	30	5
Europe orientale et autres pays non participants :				
Programme 1952/53	500	245	375	650
Importations effectives en 1951	250	75	310	260
Total pour les pays non participants :				
Programme 1952/53	1 965	800	1 155	820
Importations effectives en 1951	2 080	450	920	385

NOTE. — Non compris les importations suisses.

a Chiffres arrondis.

b Les chiffres relatifs aux importations effectives concernent les importations effectuées par le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie, l'Union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas seulement, tandis que les chiffres prévus dans les programmes se rapportent à tous les pays membres de l'OECE, sauf la Suisse.

gouvernements étaient alors disposés à accepter et ce fut, en somme, à chaque pays qu'il appartint de résoudre le problème, soit à l'intérieur de ses frontières, soit par voie d'accords bilatéraux. Pour ce qui est des mesures internationales efficaces, on en est encore en grande partie au stade de la recherche et de l'étude.

Les importations de pétrole et le « problème du dollar »

De prime abord, on pourrait croire que, pour le pétrole, les choses se sont passées tout autrement que pour l'un ou l'autre des principaux produits importés dont il a été question plus haut : c'est, en effet, le seul cas où l'Europe occidentale ait nettement changé ses sources d'approvisionnement et cessé de s'adresser à la zone dollar, au sens géographique de cette expression. Toutefois, étant donné le caractère particulier de la production et du commerce du pétrole et l'accroissement énorme de la consommation qui en est faite, cette atténuation de la dépense de l'Europe occidentale vis-à-vis de la zone dollar est plus apparente que réelle; le pétrole représente, en effet, actuellement, à lui seul, le poste le plus important de toutes les dépenses en dollars de l'Europe occidentale.

[1] Comme on l'a vu au Tableau 31, les importations de denrées alimentaires, de boissons et de tabac effectuées en provenance de la zone dollar par les six principaux pays importateurs de l'Europe occidentale pendant la période 1949–1951 ont dépassé en moyenne de 700 millions de dollars le chiffre qu'elles atteignaient avant la guerre.

Tableau 32

IMPORTATIONS DE PRODUITS PÉTROLIERS PAR CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En millions de tonnes (en quantité équivalente de pétrole brut) [b] ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Région d'origine	Année	Pétrole brut		Pétrole raffiné		Total	
		Quantité	Valeur	Quantité [b]	Valeur	Quantité	Valeur
Zone dollar	1938	5.7	79	5.6	124	11.3	203
	1948	2.8	83	4.2	200	7.0	283
	1951	3.3	84	4.1	200	7.4	284
Zone sterling d'outre-mer	1938	3.9	54	1.0	17	4.9	71
	1948	5.3	162	1.7	55	7.0	217
	1951	27.5	700	1.4	44	28.9	744
Territoires dépendants extra-européens	1938	0.8	9	6.1	101	6.9	110
	1948	1.2	32	7.9	250	9.1	282
	1951	1.1	26	5.0	168	6.1	194
Autres régions extra-européennes	1938	0.2	3	3.3	57	3.5	60
	1948	5.2	158	5.4	163	10.6	321
	1951	18.2	462	2.5	69	20.7	531
Europe orientale	1938	0.1	2	2.3	46	2.4	48
	1948	..	..	0.2	6	0.2	6
	1951	..	..	—	1	—	1
Total pour les pays situés hors de l'Europe occidentale	1938	10.7	147	18.3	345	29.0	492
	1948	14.5	435	19.4	674	33.9	1 109
	1951	50.1	1 272	13.0	482	63.1	1 754
Europe occidentale	1938	0.1	1	0.4	12	0.5	13
	1948	..	..	0.2	9	0.2	9
	1951	..	..	1.7	61	1.7	61
Provenance non spécifiée	1938	1.1	13	0.4	5	1.5	18
	1948	0.9	29	0.7	34	1.6	63
	1951	1.0	29	0.9	29	1.9	58
Total des importations de toutes provenances	1938	11.9	161	19.1	362	31.0	523
	1948	15.4	464	20.3	717	35.7	1 181
	1951	51.1	1 301	15.6	572	66.7	1 873

Sources : Tableaux LIII et LIV de l'Annexe A.

[a] Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour 1938), France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.

[b] On a converti les quantités de pétrole raffiné en quantités équivalentes de pétrole brut, sur la base d'une tonne de pétrole raffiné pour 1,11 tonne de brut.

Le Tableau 32 [1] montre qu'avant la guerre les Etats-Unis, le Venezuela, le Mexique et les autres pays qui font actuellement partie de la zone dollar comptaient pour près de 40% dans la valeur des importations totales de produits pétroliers de l'Europe occidentale, dont la plupart étaient des importations de produits raffinés. Depuis la guerre, la proportion fournie par la zone dollar n'est plus que de 11% et le volume de ces importations a diminué en chiffres absolus. En revanche, les quantités importées de la zone sterling d'outre-mer ont sextuplé jusqu'en 1951 [2]

[1] Le tableau porte sur le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse, dont les importations représentent environ 80% du tonnage total de pétrole importé de toutes provenances en 1951 par l'Europe occidentale.

[2] En fait, c'est surtout parce que le tonnage de pétrole importé de la zone sterling d'outre-mer a augmenté que le volume global des importations de marchandises de toutes sortes provenant de cette source est resté, ces dernières années, au niveau de 1938 malgré la diminution signalée plus haut, des importations de blé, de graisses, d'huiles, de coton et d'autres produits.

et les fournitures du groupe des « autres régions extra-européennes » (notamment l'Iran, l'Arabie séoudite et les autres pays du Moyen-Orient ne faisant pas partie de la zone sterling) ont augmenté dans cette même proportion, de sorte qu'au total la part de ces deux groupes, qui correspondait au quart du volume global des importations de l'Europe occidentale, en représente maintenant plus des deux tiers.

Dans le chiffre total des importations de pétrole, il entre actuellement une proportion beaucoup plus considérable de brut : la capacité de raffinage s'étant rapidement développée en Europe occidentale [1], le pétrole brut qui représentait, avant la guerre, un tiers environ du tonnage total importé en représentait les trois quarts en 1951, alors que le volume des produits raffinés avait diminué d'un quart.

L'augmentation considérable des importations totales de pétrole, à cause de laquelle l'abandon des fournisseurs situés dans la zone dollar n'a pu se traduire par une réduction plus appréciable, en chiffres absolus, des importations provenant de cette zone, est imputable en grande partie au Royaume-Uni et à la France. En 1951, ces deux pays comptaient, en effet, pour près des deux tiers dans l'accroissement enregistré depuis 1938 et leur part dans le tonnage global de pétrole et de produits pétroliers importé par l'ensemble des pays de l'Europe occidentale en provenance du reste du monde était à peu près la même. Cela tient avant tout au fait que la consommation intérieure de ces deux pays a énormément augmenté, bien que leurs importations comprennent aussi certaines quantités de pétrole brut qu'ils réexportent après raffinage. Au contraire, en Allemagne occidentale, où l'on compte bien davantage sur la production nationale de charbon comme source principale d'énergie, l'augmentation par rapport à l'avant guerre a été nulle et les importations de pétrole ne représentaient en 1951 qu'un cinquième de celles de la France et un septième de celles du Royaume-Uni [2].

L'étude de la provenance du pétrole importé par l'Europe ne suffit cependant pas à faire ressortir comment la question du pétrole est liée au problème du dollar. On sait que, dans toutes les principales régions du globe, la production et la distribution du pétrole sont entre les mains d'un réseau de sociétés internationales. Parmi celles de ces entreprises qui se trouvent situées en dehors de la zone dollar, quelques-unes des plus importantes sont constituées et exploitées par des Américains; elles ont donc tendance à exiger le paiement de leurs produits en dollars, quelle que soit la région d'origine de ces produits. En outre, même pour des sociétés britanniques, hollandaises ou françaises, l'extraction et la vente du pétrole entraînent des dépenses en dollars assez considérables, car plusieurs pays exigent que certaines redevances et les dépenses d'exploitation soient réglées dans cette monnaie, et il en va de même pour les achats de matériel et d'équipement ou pour l'affrètement de pétroliers loués par les Etats-Unis. D'un autre côté, les sociétés appartenant à des Européens ont aussi des intérêts dans la production et la distribution du pétrole de la zone dollar et elles sont en relations très étroites avec les sociétés américaines par le jeu des ventes entre compagnies, et aussi du fait que les unes et les autres sont représentées dans les même conseils d'administration et qu'elles possèdent ou contrôlent en commun les filiales; elles procèdent donc inévitablement à des transactions en dollars extrêmement importantes et jouissent d'une autonomie assez étendue dans les affaires qu'elles traitent en devises étrangères.

Quant au coût net en dollars du pétrole livré aux pays européens, les rares renseignements publiés dont on dispose ne permettent guère de s'en rendre compte [3]. Le plus gros poste de dépenses à cet égard est le coût en dollars des pétroles fournis par les sociétés américaines à la consommation européenne, qui s'est élevée (en prix c.a.f.) à environ 550 millions

---

[1] La capacité de raffinage de l'Europe occidentale est passée de 19 millions de tonnes par an en 1938 à 24 millions de tonnes à la fin de 1948. Les programmes à long terme actuellement en cours d'exécution prévoient que cette capacité sera portée à 65 millions de tonnes environ d'ici 1954.

[2] Pour le détail des chiffres, voir les Tableaux LIII et LIV de l'Annexe A. Le contraste frappant entre le Royaume-Uni et la France, d'une part, et l'Allemagne occidentale, d'autre part, provient en partie du fait que les deux premiers de ces pays ont besoin de quantités plus considérables de pétrole de soute (actuellement, l'Allemagne occidentale ne possède que peu de navires marchands) et il est dû aussi au fait qu'ils exportent des produits pétroliers dans d'autres pays. Mais il s'explique aussi par les différences considérables de la consommation intérieure de produits pétroliers dans chacun des trois pays : en 1951, cette consommation s'élevait à 4,3 millions de tonnes en Allemagne occidentale contre 10,6 millions de tonnes en France et 17,2 millions de tonnes au Royaume-Uni. Cette différence correspond, comme on le verra plus loin, à la moindre importance du rôle joué en Allemagne occidentale par les combustibles liquides dans l'industrie, l'agriculture et les transports; en 1949, sur la totalité de l'énergie utilisée, la proportion qui était tirée du pétrole était de 3% seulement en Allemagne occidentale, contre 10% au Royaume-Uni et 11% en France.

[3] Même les évaluations de la balance des paiements des divers pays européens n'indiquent pas habituellement le montant des paiements et des recettes directement afférents au compte pétrole; cependant, comme on le fera observer plus loin, ces paiements et ces recettes apparaissent indirectement, mais de façon assez nette, dans le mouvement de certains postes; d'autre part, il paraît de temps en temps des évaluations spéciales des transferts en dollars effectués au titre du pétrole.

de dollars en 1950 et atteindra probablement 670 millions de dollars en 1952 [1]. Ce montant n'est compensé qu'en faible partie par les dépenses faites par les sociétés américaines dans la zone monétaire européenne. Il y a lieu d'y ajouter les dollars dépensés pour les pétroles produits et vendus par des sociétés pétrolières européennes dans diverses parties du monde. On signalait qu'en 1949/50, 100 millions de dollars approximativement ont été consacrés par elles à l'achat d'équipement payable en dollars et au paiement de redevances. Il faut encore compter 200 millions de dollars représentant le montant net des sommes dépensées en dollars par les sociétés européennes pour toutes leurs autres opérations, compte tenu de leurs achats de pétrole payé en dollars et destiné à être vendu dans des pays n'appartenant pas à la zone dollar et sous déduction de la fraction de leur propre production vendue aux termes de contrats libellés en dollars. Tout compte fait, les sommes nettes actuellement dépensées en dollars par l'Europe au titre du pétrole paraissent atteindre au total près d'un milliard.

Les Etats de l'Europe occidentale ont cherché à réduire des dépenses aussi lourdes. Ils ont développé leur capacité de raffinage grâce à une aide financière assez importante des Etats-Unis. Ils se sont également efforcés de passer des accords aussi bien avec leurs propres sociétés pétrolières qu'avec les sociétés américaines, en vue de réduire la part payable en dollars de leurs importations y compris celles des régions d'outre-mer qui leur sont rattachées. On ne connaît pas en détail les efforts qu'ils ont faits dans ce sens, mais on sait que les négociations entreprises en 1950 [2] par le Royaume-Uni ont obtenu un certain succès. C'est en partie grâce à ces accords qu'en 1950, le montant des dépenses nettes en dollars de la zone sterling afférentes au pétrole est tombé au-dessous de 500 millions de dollars, soit 125 millions de moins que ce qui avait été prévu. A la suite de pourparlers avec les sociétés pétrolières américaines, en 1950, le Gouvernement français a réussi également à réduire son déficit en dollars en vertu d'arrangements aux termes desquels un quart des tonnages livrés à la France par ces sociétés serait payable en francs français [3].

Toutefois, ces arrangements visant à diminuer les sorties de dollars entraînées par l'achat de pétrole ont été conclus à un moment où la menace d'une grave pénurie de ce produit semblait s'être atténuée. La reprise brusque de la demande, consécutive au déclenchement des hostilités en Corée et à la fermeture de la raffinerie d'Abadan au milieu de l'année 1951, a eu pour effet de faire monter subitement de façon considérable la demande de pétrole provenant d'autres sources et d'aggraver sensiblement le déficit en dollars du compte pétrole [4].

Jusqu'à maintenant, les dépenses en dollars au titre du pétrole ont été, pour une large part, financées par le Gouvernement des Etats-Unis, grâce aux crédits fournis d'abord par l'Administration de coopération européenne et, plus récemment, par l'Agence

[1] D'après les statistiques de l'Agence de sécurité mutuelle des Etats-Unis, les quantités de pétrole et de produits pétroliers fournies aux pays de l'OECE par des sociétés américaines au cours des quatre années allant de juillet 1948 à juin 1952 ont atteint 2 milliards 100 millions de dollars. Sur ce montant, 100 millions seulement représentent des ventes libellées en monnaies autres que le dollar; la part de ces compagnies dans le total des importations de pétrole effectuées au cours de cette période a été de 40% environ.

[2] Le Gouvernement du Royaume-Uni a réussi à conclure avec les sociétés américaines un accord aux termes duquel la part payable en dollars des pétroles fournis par ces compagnies, qui était de 75 à 80% en 1949, ne serait plus que de 40% environ en 1951 et, diminuant peu à peu par la suite, ne représenterait plus que 30% en 1954. (Voir *The Sterling Area*, Administration de coopération économique, Londres, 1951, page 518.)

[3] A la suite de négociations avec l'*Iraq Petroleum Company*, au cours desquelles la société française actionnaire a réussi à faire presque doubler la part de la production à laquelle elle a droit, les sommes en dollars dépensées par la France pour ses importations de pétrole brut sont tombées de 43% environ du total en 1949 à 28% en 1951, encore que ce total ait beaucoup augmenté pendant ladite période.

[4] La répercussion n'a pas été très forte sur la provenance des approvisionnements en pétrole qui n'a guère changé. L'une des conséquences majeures a été de diminuer les quantités de pétrole dont disposaient les sociétés sous contrôle européen pour la vente dans les régions d'outre-mer rattachées aux métropoles européennes ou dans d'autres pays, et d'augmenter les achats en dollars qu'elles devaient effectuer pour satisfaire les clients qu'elles possèdent sur ces marchés. Au cours des douze mois qui ont suivi la fermeture des installations d'Abadan, on estime (*Petroleum Press Service*, Londres, juillet 1952, page 230) que le Royaume-Uni a dû acheter d'urgence à des sociétés américaines pour près de 300 millions de dollars de pétrole et que, malgré la diminution actuelle de ses achats à ces sociétés, il devra continuer à faire venir de pays de la zone dollar de l'essence d'aviation à haut indice d'octane, puisque les livraisons d'Abadan ne sont pas remplacées. On évalue qu'en 1952, la perte du pétrole iranien a encore coûté au Royaume-Uni des sommes représentant plus de 200 millions de dollars par an. Cette perte s'est traduite également dans la balance des paiements du Royaume-Uni par une aggravation, entre le premier et le second semestre de 1951, de 176 millions de dollars du déficit envers la zone dollar du poste « autres crédits » de cette balance. (Toutefois, il y a lieu d'ajouter que ce poste comprend, outre les revenus des capitaux investis dans les sociétés pétrolières et les recettes des transports par bateaux-citernes pour le compte de l'étranger, divers autres éléments, probablement plus stables, tels que : assurances, banques, compagnies de transport aérien, et une série d'autres services.) On peut également faire observer que, pour cette même période, on relève, sous cette rubrique, une aggravation de 92 millions de dollars de déficit dans les transactions avec des pays n'appartenant pas à la zone dollar. Cela représente peut-être, pour une part, les pertes subies dans les ventes de pétrole de la zone sterling à des pays ne faisant pas partie de la zone dollar. (Voir *United Kingdom Balance of Payments, 1949 to 1952*, Cmd. 8666, H.M.S.O., Londres.)

de sécurité mutuelle. Cette aide s'est chiffrée à un milliard et demi de dollars au cours des quatre années et demie qui ont suivi l'adoption du Programme de relèvement européen, ce qui représente approximativement les deux tiers de la valeur f.o.b. des tonnages de pétrole payables en dollars importés par l'Europe au cours de cette période [1]. Bien qu'encore appréciables, les crédits accordés sous cette forme tendent à diminuer et il semble qu'avec la réduction envisagée de l'aide économique américaine à l'Europe, ils s'amenuiseront encore davantage.

Lorsqu'on considère le déficit en dollars extrêmement important que les pays d'Europe connaissent actuellement en raison de leurs achats de pétrole et l'impossibilité où ils sont de réduire suffisamment pour d'autres articles la part de leurs importations payables en dollars, on est fondé, plus encore qu'auparavant, à se demander si l'on aurait dû laisser la consommation européenne de pétrole augmenter dans les proportions où elle l'a fait [2]. Les pénuries de charbon que l'Europe a périodiquement connues ont, naturellement, fortement contribué à l'inciter à remplacer ce combustible par le pétrole. Mais l'un et l'autre de ces problèmes auraient pu être réglés de façon plus satisfaisante, tout au moins du point de vue de la balance des paiements, si l'on avait intensifié les investissements consacrés à l'extraction de charbon et moins encouragé la consommation de pétrole. On a invoqué les avantages techniques et économiques qu'offre l'emploi du pétrole, mais il est pertinent, sinon nécessairement concluant, de faire observer que la large place encore faite à l'emploi du charbon par l'Allemagne occidentale ne semble avoir gêné en rien le relèvement de son industrie ni avoir affaibli sa capacité de concurrence sur les marchés mondiaux. Quels qu'en soient les avantages ou les inconvénients, c'est un fait que la consommation de pétrole en Europe occidentale s'est accrue à un rythme rapide et tout porte à croire que cela continuera. On examinera au Chapitre 7 les mesures qui pourraient, dans ces conditions, contribuer à réduire le coût en dollars, direct ou indirect, du pétrole consommé ou mis en vente en Europe occidentale par les sociétés européennes.

Importations d'articles manufacturés en provenance des Etats-Unis

Indépendamment des denrées alimentaires et des matières premières que l'Europe occidentale a toujours importées de la zone dollar, et des besoins supplémentaires entraînés par la défaillance d'autres sources d'approvisionnement, la demande des pays de cette région porte, depuis la guerre, sur des produits spéciaux que, seule, dans les conditions actuelles, l'Amérique du Nord peut leur fournir. Pour certains de ces produits, comme les œufs et les produits laitiers importés en grandes quantités des Etats-Unis immédiatement après la guerre, la demande était tout à fait momentanée et disparut rapidement quand la production agricole de l'Europe redevint normale. Pour d'autres, la demande était due au fait que les pays européens n'avaient pu résoudre assez vite et de façon satisfaisante certains des grands problèmes de leurs industries de base, en particulier de l'industrie charbonnière [3] et de l'industrie sidérurgique, ou bien à la nécessité où ils se trouvaient de reconstruire ou de développer leur outillage de provenance américaine. En d'autres cas encore, la demande résultait de l'avance des Etats-Unis en matière de progrès technique qui permettait à ce pays, grâce aux investissements énormes auxquels il pouvait procéder et à son vaste marché intérieur, d'utiliser des procédés nouveaux et de fabriquer des articles nouveaux bien avant les pays d'Europe. Pendant les premières années qui ont suivi la fin des hostilités, ces demandes ont été d'autant plus fortes que la reprise de la production et des exportations en Allemagne avait été longtemps retardée; et, plus récemment, les besoins nés des programmes de réarmement ont agi dans le même sens.

---

[1] Par l'intermédiaire de ces organismes, le Gouvernement des Etats-Unis a également assuré le financement d'une petite partie des achats d'équipement des sociétés pétrolières européennes et versé environ 200 millions de dollars, soit à peu près un tiers, pour couvrir les frais de transport payables en dollars pour les importations européennes de pétrole.

[2] Dans la première ETUDE parue dans cette série (*Etude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe*, Genève, 1948), on posait la question suivante : « On peut se demander s'il est de bonne politique économique qu'un continent riche en charbon et pauvre en pétrole continue, malgré des avantages techniques éventuels, à remplacer, dans des proportions aussi étendues, un combustible par un autre, étant donné que la pénurie de charbon est probablement un phénomène moins durable que la pénurie de devises étrangères. »

[3] De janvier 1948 à septembre 1952, les pays de l'Europe occidentale faisant partie de l'OECE ont importé des Etats-Unis environ 70 millions de tonnes de charbon et autres combustibles solides, se répartissant comme suit sur cette période (en millions de tonnes) : 1948, 16; 1949, 9; 1950, 1; 1951, 28; 1952 (janvier-septembre), 17. La valeur f.o.b. de ces importations a atteint 710 millions de dollars (dont un peu plus de 300 millions ont été payés grâce à l'aide du Gouvernement des Etats-Unis) et peut être estimée à 1.300.000.000 de dollars environ en prix c.a.f. Le prix du transport par mer a monté très vite, passant de 4 dollars la tonne environ au cours du premier semestre de 1950 au chiffre maximum de 14 dollars la tonne en mars 1951. Vers le milieu de l'année 1952, les frets étaient retombés à peu près au même niveau qu'avant l'ouverture des hostilités en Corée pour les bateaux européens, mais ils étaient restés légèrement plus élevés, s'établissant autour de 7 dollars la tonne, sur les bateaux américains.

BIBLIOTE

Tableau 33

IMPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS EFFECTUÉES PAR L'EUROPE OCCIDENTALE EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS DE CETTE RÉGION ET DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Pays d'origine et groupe de produits	Année	Pays importateurs								
		Royaume-Uni	France	Allemagne [a]	Italie	Belgique-Luxembourg et Suisse	Pays-Bas	Suède	Autres pays de l'Europe occidentale	Total pour l'Europe occidentale
Etats-Unis										
Machines et produits chimiques	1938	105.5	35.1	14.7	9.1	18.4	14.3	20.2	24.9	242.2
	1948	159.3	108.7	15.2	27.0	111,5	49.2	34.2	145.9	651.0
	1951	111.8	116.6	24.3	108.8	91.2	31.7	28.3	113.9	626.6
Autres articles manufacturés	1938	175.4	50.9	59.7	26.2	50.0	49.7	47.7	78.8	538.4
	1948	139.5	107.6	24.1	60.7	157.6	108.6	47.4	269.7	915.2
	1951	112.2	56.4	30.1	50.8	169.2	38.4	42.1	115.1	614.3
Royaume-Uni										
Machines et produits chimiques	1938		21.9	10.8	7.4	16.0	25.0	16.3	82.1	179.5
	1948		46.1	7.0	6.0	52.9	59.1	63.8	211.7	446.6
	1951		56.2	15.4	32.1	62.3	71.6	65.3	252.7	555.6
Autres articles manufacturés	1938		37.1	49.3	6.1	59.2	79.4	63.3	328.2	622.6
	1948		59.8	14.7	12.0	139.9	104.4	115.4	521.2	967.4
	1951		85.1	48.0	42.1	177.5	138.3	202.2	645.1	1 338.3
Allemagne occidentale [b]										
Machines et produits chimiques	1938	94.9	51.1		79.2	92.3	94.3	71.7	269.7	753.2
	1948	7.0	18.4		2.0	24.7	10.8	5.3	11.9	80.1
	1951	79.5	97.9		58.6	136.3	133.7	73.3	245.7	825.0
Autres articles manufacturés	1938	181.7	37.4		64.5	143.6	182.8	122.9	498.9	1 231.8
	1948	34.7	19.0		1.6	39.1	30.6	5.3	11.4	141.7
	1951	96.8	82.4		58.2	242.8	187.1	138.2	313.7	1 119.2
Six pays de l'Europe occidentale [c]										
Machines et produits chimiques	1938	84.3	58.7	71.8	25.0	81.3	64.8	20.7	103.6	510.2
	1948	50.0	99.1	36.2	26.2	117.2	111.1	52.6	208.4	700.8
	1951	135.9	120.9	96.1	51.1	146.3	127.1	54.2	288.6	1 020.2
Autres articles manufacturés	1938	510.5	153.9	336.4	57.5	268.5	230.6	92.5	358.7	2 008.6
	1948	257.7	144.6	85.7	49.8	324.2	275.3	174.0	447.0	1 758.3
	1951	543.6	290.6	326.8	120.0	475.9	458.7	233.9	683.2	3 132.7
Total pour les pays ci-dessus										
Machines et produits chimiques	1938	284.7	166.8	97.3	120.7	208.0	198.4	128.9	480.3	1 685.1
	1948	216.3	272.3	58.4	61.2	306.3	230.2	155.9	577.9	1 878.5
	1951	327.2	391.6	135.8	250.6	436.1	364.1	221.1	900.9	3 027.4
Autres articles manufacturés	1938	867.6	279.3	445.4	154.3	521.3	542.5	326.4	1 264.6	4 401.4
	1948	431.9	331.0	124.5	124.1	660.8	518.9	342.1	1 249.3	3 782.6
	1951	752.6	514.5	404.9	271.1	1 065.4	822.5	616.4	1 757.1	6 204.5

Sources : Chiffres tirés des statistiques des pays exportateurs ; voir Tableau LV de l'Annexe A.

NOTE. — La rubrique « Machines et produits chimiques » correspond aux groupes 4 et 7 et la rubrique « Autres articles manufacturés » correspond aux groupes 3, 5, 6, 8 et 9 de la classification par groupe de produits adoptée dans le Tableau LV. Pour plus de détails, voir Annexe B.

[a] Ensemble du territoire allemand.

[b] Ensemble du territoire allemand pour 1938.

[c] France, Belgique-Luxembourg, Italie, Pays-Bas, Suède et Suisse.

Comme le montre le Tableau 33, l'accroissement considérable des importations d'articles manufacturés en provenance des Etats-Unis a porté surtout sur les machines et les produits chimiques [1]. Les quantités d'articles textiles manufacturés importés des Etats-Unis ont également augmenté, surtout en ce qui concerne les nouveaux produits en fibres artificielles qui sont très demandés dans la plupart des pays de l'Europe occidentale; le nombre de voitures de tourisme et de pièces détachées pour automobiles a augmenté aussi, bien que, dans ce dernier cas, le marché soit restreint beaucoup plus aujourd'hui qu'auparavant à un petit nombre de pays, dont la Belgique en particulier [2].

L'importance de la demande entraînée par les besoins de la reconstruction économique, jointe aux progrès techniques réalisés par les Etats-Unis dans la production, ressort des chiffres suivants qui indiquent les importations de l'Europe occidentale pour plusieurs produits dans lesquels ces facteurs jouent un rôle essentiel :

Importations de divers produits effectuées par l'Europe occidentale en provenance des Etats-Unis [a]

(En millions de dollars courants f.o.b.)

Produits	*1938*	*1948*	*1950*	*1951*
Moteurs, matériel de construction, de transport minier et d'exploitation minière . . .	9	93	97	97
Machines textiles	5	35	56	45
Fibres artificielles et articles fabriqués avec ces fibres	2	19	43	49
Préparations médicinales et pharmaceutiques	3	38	33	53
Total	19	185	229	244

a D'après les statistiques d'exportations des Etats-Unis.

Avant la guerre, ces produits n'occupaient qu'une place négligeable dans les échanges et, même si l'on tient compte du fait que les prix ont approximativement doublé, ces articles comptent actuellement pour plus de 40% dans l'accroissement total, en valeur réelle, des quantités d'articles manufacturés importées des Etats-Unis par l'Europe occidentale. Il est normal que la demande de préparations pharmaceutiques, telles que la pénicilline et les autres antibiotiques, ait été importante et générale pendant la période où l'Europe ne possédait pas encore les installations nécessaires à leur production. D'autre part, si l'on considère l'ampleur des programmes d'équipement et de modernisation exécutés dans divers pays, on comprend que ceux-ci aient dû importer, par exemple, l'outillage lourd mis au point aux Etats-Unis pour les travaux de terrassement. L'Italie a surtout importé des chaudières puissantes et des génératrices afin d'augmenter sa capacité de production d'énergie, et, pour exécuter rapidement le plan de rééquipement de son industrie textile, le Royaume-Uni a eu besoin d'un grand nombre de machines américaines à grand rendement.

Cependant, cet accroissement des importations de produits fabriqués aux Etats-Unis a eu tendance à se limiter principalement à un assez petit nombre de pays, notamment la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse. Le Royaume-Uni qui continue à être le plus gros débouché d'Europe pour les produits manufacturés américains [3], importe cependant des Etats-Unis beaucoup moins qu'avant la guerre; quant à l'Allemagne occidentale, sa part est plus faible encore que celle des Pays-Bas ou de la Suède.

Bien que les exportations britanniques d'articles manufacturés à destination d'autres pays de l'Europe occidentale se soient considérablement développées après la guerre et malgré la reprise, plus tardive, des exportations allemandes, l'Europe occidentale dans son ensemble a continué d'importer des Etats-Unis une quantité beaucoup plus grande de ces articles qu'avant 1939 [4]. Au début, bien entendu, l'Europe en recevait une forte partie dans le cadre du Programme de relèvement européen, mais étant donné que les crédits accordés à ce titre ont diminué et que l'Europe occidentale n'est pas parvenue à procéder à d'autres aménagements, on peut se demander s'il lui sera possible de maintenir les importations d'articles manufacturés américains à un niveau voisin de celui où elles se situaient dernièrement.

[1] Toutefois, les données relatives aux exportations des Etats-Unis présentées dans ce tableau ne comprennent pas les exportations classées sous la rubrique « catégories spéciales » qui s'élevaient, au total, pour les seuls pays membres de l'OECE, à 1 milliard de dollars en 1951 et dont la plupart — qui ont vraisemblablement eu lieu au titre du programme d'aide militaire — se composent soit de marchandises nécessaires à l'armée, soit d'autres produits analogues sur lesquels aucun détail n'est publié.

[2] Pour plus de détails, voir le Tableau LV de l'Annexe A, qui indique le commerce en prix constants de dix groupes de produits, et le Tableau XXXVI qui indique, en prix courants, les exportations américaines de certains articles manufacturés à destination de divers marchés européens. Voir aussi Chapitre 10, Tableau 66.

[3] Ceci a été vrai non seulement en 1951, mais aussi en 1950 (voir Tableau XXXVI de l'Annexe A), bien que les importations du Royaume-Uni en provenance de la zone dollar aient été soumises cette année-là à des restrictions relativement plus sévères.

[4] Même pendant le troisième trimestre de 1952, comme on le verra plus loin au Chapitre 7, le fléchissement des importations de l'Europe occidentale en provenance des Etats-Unis a été beaucoup moins prononcé pour les articles manufacturés que pour les autres marchandises.

Le Royaume-Uni ayant réduit ses importations, tout comme l'Allemagne occidentale (le volume des importations de ce dernier pays est extraordinairement bas), et ces deux pays ayant développé encore leur capacité de production et d'exportation, il semble qu'il devrait maintenant être possible de procéder, le cas échéant, à une réduction générale des achats de produits manufacturés aux Etats-Unis sans qu'il en résulte des conséquences défavorables pour le développement industriel des autres pays d'Europe.

Répartition inégale, entre les pays et les produits, de la diminution des importations

Bien que leurs importations d'articles manufacturés et de pétrole aient augmenté et que celles de charbon aient été exceptionnellement élevées, les pays de l'Europe occidentale ont réussi à maintenir le volume global de leurs importations provenant d'autres régions à un niveau inférieur à celui d'avant guerre et à satisfaire, malgré cela, les besoins de consommation d'une population accrue et la demande de matières premières d'une industrie dont la production s'est considérablement développée. Cela tient au fait que la structure de la consommation s'est modifiée tout comme celle de la production.

Il est probable que s'il a pu en être ainsi, c'est avant tout parce que l'expansion de la production industrielle s'est localisée en majeure partie dans des secteurs, celui des constructions mécaniques notamment, où l'importation de matières premières ne joue qu'un rôle assez faible. Même dans l'industrie textile, la fabrication des fibres artificielles pour laquelle les matières premières principales sont la pâte de bois et le charbon s'est développée plus que celle des cotonnades et des tissus de laine. D'autre part, dans l'emploi des matières premières industrielles, on a réalisé des économies appréciables ou utilisé des produits de remplacement; c'est ainsi, par exemple, qu'actuellement la récupération des vieux métaux non ferreux est bien plus complète. De même, grâce à l'amélioration du mode d'alimentation du bétail et à l'extension de l'élevage en prairies, on a pu réduire sensiblement les importations de céréales secondaires. En ce qui concerne le bois, le fléchissement des importations, bien qu'il ait été en partie compensé par l'accroissement des approvisionnements provenant de l'Europe occidentale elle-même, s'est traduit par l'utilisation de matériaux de remplacement et par la diminution du nombre des logements construits. Enfin, la consommation de certaines denrées alimentaires qui entraient avant la guerre pour une très large part dans les produits que l'Europe occidentale importait du reste du monde a sensiblement baissé : on importe moins de viande d'Argentine faute d'approvisionnements dans ce pays et l'on fait venir moins de fruits des Etats-Unis et du Canada, pour économiser des dollars.

Toutefois, la courbe des importations de l'Europe occidentale en provenance d'autres régions a beaucoup varié d'un pays à l'autre. En réalité, le fléchissement enregistré depuis 1938 et indiqué dans le Tableau 34 semble imputable pour la plus grande partie aux importations du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale qui, avant la guerre, représentaient 60% des importations de l'Europe occidentale en provenance d'autres sources, tandis que, dans la plupart des cas, les autres pays ont au moins maintenu, et parfois même accru, le volume de leurs importations [1]. C'est dans le cas de l'Italie et de la France que l'accroissement a été le plus marqué; il a été un peu plus faible en Belgique et en Suisse, mais, comme on l'a vu plus haut, tous ces pays ont augmenté de façon massive, après la guerre, leurs importations de produits manufacturés en provenance des Etats-Unis. Fait plus important encore, l'Italie importe actuellement des quantités considérables de blé alors qu'avant la guerre, elle en importait très peu, car elle suivait une politique d'autarcie; de son côté, comme on l'a vu précédemment, la France, qui a développé sa capacité de raffinage, importe davantage de pétrole. Tous ces pays, sauf l'Italie, ont également accru la part que représente leur commerce dans le volume des échanges intereuropéens.

Le fléchissement des importations du Royaume-Uni en provenance de sources situées hors de l'Europe occidentale a peut-être été, en volume, de l'ordre de 10% de 1938 à 1951 [2] et il a été à peu près compensé par un accroissement des importations en provenance d'Europe. Les importations d'un certain nombre de produits essentiels, notamment le pétrole et le cuivre, ont effectivement augmenté de façon considérable. Mais cette augmentation a été contrebalancée par le fléchissement constaté pour d'autres produits. C'est

[1] Il y a lieu de relever cependant que les statistiques en pourcentages, établies d'après les valeurs courantes, ont tendance à exagérer le fléchissement des importations du Royaume-Uni, par conséquent à surestimer l'accroissement des importations d'autres pays européens. Les produits que le Royaume-Uni importe de pays autres que ceux de l'Europe occidentale sont, pour près d'un tiers, des denrées alimentaires dont les prix, surtout lorsque les marchés portent sur de grandes quantités, ont moins augmenté que les prix des matières premières dont se composent en majeure partie les importations des autres pays de l'Europe occidentale. Les parts des autres pays sont également influencées par la nette diminution du pourcentage des importations allemandes dont il est impossible, pour les raisons indiquées dans le texte, de tirer des conclusions absolues.

[2] La diminution est encore plus accentuée par rapport à l'année 1950 ou 1952.

Tableau 34

RÉPARTITION DES IMPORTATIONS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR PAYS IMPORTATEURS

	1938	1950	1951
I. VALEUR DES IMPORTATIONS TOTALES DE L'EUROPE OCCIDENTALE *(en milliards de dollars, aux prix c. a. f.)*			
A. *Aux prix de 1948*			
1. En provenance de l'Europe occidentale	12.3	13.4	15.5
2. En provenance d'autres sources	19.4	16.1	17.3
3. Total	31.7	29.5	32.8
B. *Aux prix courants*			
1. En provenance de l'Europe occidentale	5.5	10.9	14.9
2. En provenance d'autres sources	7.4	14.1	20.1
3. Total	12.9	25.0	35.0
II. RÉPARTITION EN POURCENTAGE PAR PAYS IMPORTATEURS (CHIFFRES ÉTABLIS D'APRÈS LES VALEURS COURANTES)			
Royaume-Uni [a]			
1. En provenance de l'Europe occidentale	22.1	18.2	21.0
2. En provenance d'autres sources	43.6	37.1	38.4
3. Total, toutes provenances	34.4	28.9	31.0
Allemagne occidentale [b]			
1. En provenance de l'Europe occidentale	16.9	13.0	10.6
2. En provenance d'autres sources	17.3	9.1	9.5
3. Total, toutes provenances	17.1	10.8	10.0
France			
1. En provenance de l'Europe occidentale	7.6	8.2	9.0
2. En provenance d'autres sources	12.2	15.2	16.1
3. Total, toutes provenances	10.2	12.1	13.1
Italie			
1. En provenance de l'Europe occidentale	5.6	4.8	4.7
2. En provenance d'autres sources	3.7	6.5	7.1
3. Total, toutes provenances	4.5	5.8	6.0
Pays-Bas			
1. En provenance de l'Europe occidentale	7.7	10.7	9.5
2. En provenance d'autres sources	4.7	6.2	5.6
3. Total, toutes provenances	6.0	8.2	7.3
Belgique-Luxembourg			
1. En provenance de l'Europe occidentale	7.2	9.1	8.5
2. En provenance d'autres sources	4.9	6.7	6.3
3. Total, toutes provenances	5.9	7.7	7.2
Suisse			
1. En provenance de l'Europe occidentale	4.3	5.2	5.5
2. En provenance d'autres sources	1.7	3.2	2.8
3. Total, toutes provenances	2.8	4.1	3.9
Suède			
1. En provenance de l'Europe occidentale	5.4	6.6	7.2
2. En provenance d'autres sources	3.0	3.3	3.5
3. Total, toutes provenances	4.1	4.7	5.1
Autres pays de l'Europe occidentale			
1. En provenance de l'Europe occidentale	23.2	24.2	24.0
2. En provenance d'autres sources	8.9	12.7	10.7
3. Total, toutes provenances	15.0	17.7	16.4
Total pour 19 pays de l'Europe occidentale			
1. En provenance de l'Europe occidentale	100	100	100
2. En provenance d'autres sources	100	100	100
3. Total, toutes provenances	100	100	100

Sources : Chiffres établis d'après les *valeurs courantes* : Pour 1938 : *Le réseau du commerce mondial*, Société des Nations, Genève, 1942; pour 1948, 1950 et 1951 : statistiques nationales des divers pays de l'Europe occidentale. Pour les chiffres indiquant le *volume* : Tableau XV de l'Annexe A.

[a] Importations générales. [b] 1938 : ensemble du territoire allemand.

ainsi que les importations de coton qui, dès avant la guerre, avaient eu tendance à diminuer, ont continué de le faire, et cela surtout parce que l'on exporte de moins en moins d'articles manufacturés en coton. Les tonnages de bois et de viande importés ont baissé surtout dans le Royaume-Uni, qui a également réduit ses importations de blé par rapport à l'avant-guerre; cependant, dans le cas de ce dernier produit, le fléchissement des importations a été compensé par un accroissement de la production nationale.

Le Tableau 34 rapproche les données relatives à l'Allemagne occidentale des statistiques qui, pour l'avant-guerre, se rapportaient à l'ensemble du territoire allemand. La différence de composition territoriale, bien que ne permettant pas de formuler de conclusions absolues quant à un changement dans le degré de dépendance vis-à-vis des importations, n'enlève pas cependant toute valeur à la comparaison, étant donné qu'en Allemagne occidentale, le chiffre de la population dépasse actuellement de 22% celui d'avant la guerre et qu'on y a implanté un grand nombre des industries situées en Allemagne orientale [1]. Sous réserve de ces considérations et d'autres aussi, le fléchissement du volume des importations porte surtout sur les produits suivants : le café, dont la consommation ne représente plus aujourd'hui que le quart de la quantité, déjà faible, consommée avant la guerre; les matières premières textiles, notamment la laine, pour laquelle la diminution provient en grande partie du fait qu'avant la guerre, 30% seulement des usines de filature et de tissage de laine se trouvaient en Allemagne occidentale; enfin les métaux communs dont il avait été importé avant la guerre des quantités énormes destinées au stockage et que l'industrie utilise maintenant en plus faible quantité par unité de production. En revanche, les importations de blé et de sucre, qui étaient insignifiantes avant la guerre, parce que l'Allemagne occidentale tirait une partie de ses approvisionnements de diverses régions de l'Allemagne orientale, se chiffrent maintenant à 300 millions de dollars par an [2], et représentent à peu près 10% du total des importations.

Mesure inégale dans laquelle le Royaume-Uni et l'Allemagne dépendent de leurs importations

La comparaison du niveau des importations au Royaume-Uni et en Allemagne occidentale fait ressortir certaines des possibilités de réduction des importations comme moyen de s'adapter aux changements des circonstances extérieures, ainsi que les conditions et les limitations auxquelles sont soumises ces possibilités. Les deux pays dépendent à des degrés très différents de leurs importations par suite d'une évolution s'étendant sur une longue période qui remonte bien avant la première guerre mondiale. A cette époque, les importations de l'Allemagne, telles qu'elles étaient alors composées, n'étaient inférieures que de 25% à celles du Royaume-Uni; en 1938, malgré le stockage auquel l'Allemagne procédait, elles n'en représentaient plus que la moitié et, en 1951, les importations de l'Allemagne occidentale n'ont atteint qu'un tiers de celles du Royaume-Uni, bien que le chiffre total de la population soit à peu près le même dans les deux pays et que leur économie présente encore d'autres traits communs [3].

Cette différence dans l'intensité des relations économiques que les deux pays entretiennent avec le reste du monde tient à la fois à des circonstances historiques et à une politique délibérée. La révolution industrielle, qui commença beaucoup plus tôt au Royaume-Uni, eut pour effet de développer la production et le commerce de textiles dans ce pays à un point qui n'a jamais été atteint en Allemagne. Bien que, à la longue, l'industrie textile britannique ait perdu de son importance, ce pays continue cependant d'importer pour cette industrie beaucoup plus de matières premières et d'exporter beaucoup plus d'articles textiles manufacturés que l'Allemagne. Le cas du Royaume-Uni, dont les forêts furent défrichées très tôt pour faire place à des pâturages et fournir le bois nécessaire à la construction des navires ainsi que le charbon de bois utilisé pour la sidérurgie, contraste singulièrement avec celui de l'Allemagne occidentale qui, actuellement encore, est presque en mesure de suffire à ses besoins en produits forestiers [4].

[1] Par ailleurs, il faut prendre en considération, dans une certaine mesure, le commerce interzones avant la guerre, dont il n'est habituellement pas tenu compte lorsqu'on estime que l'Allemagne occidentale comptait pour les deux tiers dans les importations totales de l'Allemagne d'avant guerre, en provenance de l'étranger. Ce commerce est maintenant devenu insignifiant. D'un autre côté, les importations de 1938 ont été exceptionnellement fortes à cause du stockage et des besoins de l'armement : les estimations mentionnées montrent en effet que les importations de l'Allemagne occidentale de source non allemande ont augmenté de 40% entre 1936 et 1938.

[2] Elles proviennent, pour une valeur de 250 millions de dollars, de pays situés en dehors de l'Europe occidentale, ce qui représente environ 13% du total des importations en provenance de ces sources.

[3] L'accroissement des importations ayant été relativement plus considérable en 1951 dans le Royaume-Uni, la différence entre les deux pays s'est trouvée légèrement accentuée cette année-là; mais, même en 1950, alors que le Royaume-Uni avait considérablement restreint ses importations, celles de l'Allemagne occidentale ne représentaient que 38% des importations du Royaume-Uni (7.050 millions de dollars dans le cas du Royaume-Uni et 2.700 millions pour l'Allemagne occidentale).

[4] La production de bois d'œuvre et de bois de pâte de l'Allemagne occidentale est plus de six fois plus grande que celle du Royaume-Uni; en 1951, celui-ci a importé, en bois d'œuvre et en pâte de bois seulement, pour 760 millions de dollars de plus que l'Allemagne occidentale.

Cependant, à ce facteur historique s'ajoutent des divergences profondes et séculaires dans le mode de vie de la population et la politique suivie par le gouvernement, qui ont abouti à des différences marquées dans la structure de la production et de la consommation des deux pays. Dès le début de son industrialisation, vers la seconde moitié du XIXe siècle, à une époque où le Royaume-Uni abandonnait le protectionnisme pour le régime du libre-échange, l'Allemagne s'efforça de vivre en économie fermée. Cette tendance fut encore renforcée, d'abord par la politique d'autarcie instaurée à la suite de l'effondrement des exportations allemandes pendant la grande crise économique et à laquelle se rallia le régime nazi avant la guerre, puis par la guerre elle-même qui vint ruiner le commerce extérieur. Malgré le tour que prirent les événements après les hostilités, le libre-échange est resté à la base de la structure économique du Royaume-Uni, tandis qu'en Allemagne occidentale, l'économie reste marquée par la politique d'autarcie suivie pendant tant d'années.

Tableau 35

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET DU ROYAUME-UNI EN 1951

En millions de dollars

Produit	Allemagne occidentale	Royaume-Uni
Importations spéciales (c.a.f.) :		
Denrées alimentaires, boissons et tabac	1 147.0	3 579.9
Céréales	432.2	684.6
Viande	88.9	664.9
Beurre, œufs et fromages	120.0	431.5
Sucre	100.0	350.4
Fruits et légumes	160.0	521.1
Tabac	52.5	224.4
Café, cacao, thé et boissons alcoolisées	131.9	429.5
Matières premières	1 372.0	3 995.5
Matières premières textiles	522.5	1 497.4
Métaux non ferreux	160.3	624.9
Bois d'œuvre et pâte de bois	169.0	934.5
Caoutchouc	104.8	371.9
Graisses et huiles	296.9	487.7
Pétrole et produits pétroliers	107.6	856.2
Pétrole brut	84.3	449.3
Pétrole raffiné	23.3	406.9
Articles manufacturés	566.8	1 626.0
Machines et matériel de transport	89.3	214.9
Produits chimiques	77.6	307.6
Papier et carton	33.9	217.5
Textiles	177.5	445.3
Total des importations, y compris divers	3 490.9	10 588.3
Exportations spéciales (f.o.b.) :		
Denrées alimentaires, boissons et tabac	101	441
Matières premières	154	285
Charbon et coke	384	96
Produits pétroliers	16	99
Produits chimiques	423	556
Articles textiles	210	1 306
Métaux et articles en métal	458	408
Machines et appareils électriques	157	448
Autres machines	573	965
Voitures de tourisme, bateaux et autres véhicules	217	1 073
Autres articles manufacturés	763	1 392
Total des exportations, y compris divers	3 458	7 212

NOTE. — Ce tableau a été établi d'après la Classification-type pour le commerce international (CTCI). La rubrique « Métaux non ferreux » comprend les minerais et les métaux non travaillés (283, 284, 682 à 689).

C'est dans le cas des denrées alimentaires que l'opposition est le plus frappante. La valeur des importations totales de denrées alimentaires, de boissons et de tabac du Royaume-Uni est, comme le montre le Tableau 35, trois fois plus élevée que celle des importations de l'Allemagne occidentale [1]. Le Royaume-Uni ne produit que 22% des céréales panifiables dont il a besoin, tandis que la production de l'Allemagne occidentale est deux fois et demie plus élevée et couvre 55% des besoins du pays [2]. Pour la viande, le contraste est plus prononcé encore : l'Allemagne occidentale produit 95% de la viande qu'elle consomme, tandis qu'au Royaume-Uni, les importations comptaient encore pendant les trois dernières années pour 50% dans le total des quantités disponibles sur le marché intérieur bien que l'Argentine ait considérablement réduit ses livraisons. Les Allemands se nourrissent moins bien que les Anglais, et consomment notamment peu d'aliments riches en protides qui sont particulièrement nutritifs [3]. Pour assurer la production agricole qui correspond à un tel régime alimentaire, il n'est donc pas nécessaire qu'un pays possède une superficie de terres labourables

[1] Les données relatives aux deux pays indiquent les « importations spéciales » (c'est-à-dire déduction faite des réexportations), mais il y a lieu de relever en outre qu'une part importante des importations de sucre brut du Royaume-Uni (104 millions de dollars environ en 1951) correspond à des exportations de sucre raffiné.

[2] Entre 1880 et 1889, la production de blé était à peu près égale dans les deux pays, mais, jusqu'en 1938, elle avait doublé en Allemagne occidentale, tandis que, au Royaume-Uni, elle avait à peine retrouvé son niveau antérieur après avoir énormément diminué à la suite des conséquences tardives de l'abrogation des *Corn Laws* en 1846 (L'abrogation des mesures de protection instituées par cette loi n'a eu son plein effet qu'après le développement pris par les transports transatlantiques et l'accroissement considérable de la culture des céréales aux Etats-Unis et dans d'autres pays d'outre-mer).

[3] Voir Chapitre 9.

aussi étendue ni, d'une manière générale, des ressources agricoles aussi abondantes que pour obtenir les denrées qui composent le régime alimentaire des Anglais. Il faut ajouter que, même en valeur, la production agricole de l'Allemagne occidentale est beaucoup plus élevée que celle du Royaume-Uni, bien que, dans ce dernier pays, la superficie des terres cultivables ne soit guère inférieure que d'un dixième à ce qu'elle est en Allemagne occidentale [1].

Le niveau plus élevé de la production agricole en Allemagne occidentale semble devoir être attribué surtout à l'importance beaucoup plus grande de l'élevage des porcs dans ce pays et à la différence des méthodes employées pour l'alimentation du bétail; la nature du sol et la tradition ne sont, en effet, pas les mêmes dans les deux pays et l'Allemagne occidentale recourt davantage aux betteraves fourragères et aux pommes de terre, tandis que le Royaume-Uni pratique l'élevage en pâturage. La différence de production ne semble guère pouvoir s'expliquer par l'effectif bien supérieur de main-d'œuvre employé dans l'agriculture en Allemagne occidentale, puisque la productivité de cette main-d'œuvre y est beaucoup plus faible qu'au Royaume-Uni [2]. En Allemagne les paysans n'ont pas abandonné la terre pour l'industrie et exploitent le plus souvent de petites propriétés, avec un rendement assez faible; en Grande-Bretagne, par contre, la renaissance de l'agriculture s'est opérée grâce à l'emploi des procédés modernes de culture, à une mécanisation intensive et à l'élévation notable du rendement individuel.

L'agriculture britannique occupe une fraction plus faible de l'effectif total de main-d'œuvre, ce qui libère un nombre d'autant plus grand de travailleurs pour d'autres emplois; cela explique pourquoi, bien que les textiles jouent dans l'économie du pays un rôle beaucoup plus important, la production des industries mécaniques du Royaume-Uni en 1951 a néanmoins représenté en valeur plus qu'en Allemagne occidentale. La différence entre les quantités de produits des industries mécaniques exportées par les deux pays est frappante, comme on peut le voir au Tableau 35.

Le niveau moins élevé de la consommation et la volonté d'autarcie font également sentir leurs effets de façon évidente dans le cas des importations de pétrole. Comme on l'a fait observer dans l'exposé du problème du pétrole, la différence entre les deux pays est frappante, les importations britanniques étant sept fois plus élevées que celles de l'Allemagne occidentale [3]. En Allemagne, les sociétés charbonnières ont toujours réussi à empêcher que le pétrole ne remplace la houille, et le pétrole continue à être frappé de taxes plus lourdes en Allemagne occidentale qu'au Royaume-Uni. En outre, dans les branches de l'industrie où le charbon ne peut être substitué au pétrole, les tonnages utilisés sont beaucoup moins élevés en Allemagne que dans le Royaume-Uni. Ainsi, la consommation allemande d'essence pour moteur et de carburant diesel ne représente que la moitié de celle du Royaume-Uni, ce qui correspond en gros à la différence entre les parcs automobiles des deux pays, d'une part, et à l'importance relativement plus grande des transports par chemins de fer en Allemagne occidentale, d'autre part. Au surplus, l'agriculture de ce dernier pays utilise beaucoup moins de produits pétroliers que celle du Royaume-Uni, puisque le nombre de tracteurs y est moitié moins élevé.

En ce qui concerne les articles manufacturés, le Royaume-Uni en importe trois fois plus que l'Allemagne occidentale. Même pour les textiles, malgré l'importance beaucoup plus grande de l'industrie britannique dans ce domaine, le Royaume-Uni importe des quantités beaucoup plus considérables que l'Allemagne occidentale, et une partie seulement de l'excédent importé se compose de tissus écrus destinés à être réexportés après traitement. Dans toutes les autres branches principales de l'industrie — machines, produits chimiques, papier et carton [4] — le Royaume-Uni importe de trois à six fois plus de marchandises que l'Allemagne occidentale.

---

[1] La superficie totale des « terres cultivables » est considérablement plus étendue au Royaume-Uni qu'en Allemagne occidentale, mais la différence provient de ce que, dans le premier de ces pays, la superficie consacrée aux prés permanents (qui n'entre pas dans la définition des « terres labourables ») est plus importante qu'en Allemagne, bien qu'elle ait été réduite par rapport à 1938 et que la superficie des terres ensemencées ait augmenté par suite de la politique agricole suivie pendant et après la guerre. Pour plus détails, voir l'article sur les « Tendances à long terme de l'agriculture européenne », paru dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, octobre 1951, pages 26 et 27 surtout.

[2] Si l'on se reporte au Diagramme 11 du Chapitre 8, on constate que l'agriculture, les forêts et la pêche occupent près d'un quart de la population active en Allemagne occidentale et moins d'un dixième au Royaume-Uni.

[3] L'écart provient pour une faible part de ce que la production intérieure, qui est négligeable au Royaume-Uni, assure près d'un tiers de la consommation en Allemagne. Il faut observer aussi qu'une proportion de 12% environ des importations de pétrole brut du Royaume-Uni est exportée après raffinage.

[4] Pour donner une idée de la différence des niveaux de consommation dans les deux pays, il suffit de rappeler que la production britannique de papier-journal (dont la quasi-totalité est fabriquée à partir de pâte de bois importée) est plus que double de celle de l'Allemagne occidentale; à ceci, il convient d'ajouter la différence déjà signalée entre les importations des deux pays en papier et produits dérivés.

On peut dire, en résumé, que le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale illustrent l'un et l'autre certains des avantages et des inconvénients respectifs de deux conceptions opposées des deux problèmes — liés l'un à l'autre — du commerce extérieur et de la politique économique interne suivie par un pays. Bien que d'autres facteurs aident également à expliquer les difficultés que le Royaume-Uni a connues depuis la guerre dans ses échanges avec l'étranger et les crises qu'il a traversées à plusieurs reprises du point de vue de ses paiements internationaux, il n'en offre pas moins l'exemple d'un pays qui, pendant de nombreuses années, a développé son commerce extérieur sans recourir à la protection douanière, ce qui a contribué à élever son niveau de vie, mais aussi à faire naître les problèmes auxquels il se heurte lorsque des perturbations extérieures, qu'elles soient fonctionnelles ou cycliques, viennent menacer son économie. Quant à l'Allemagne occidentale, qui subit elle aussi l'influence d'autres facteurs, favorables ou défavorables, elle offre, au contraire, l'exemple d'un commerce extérieur dont la solide structure actuelle, si on la compare aux difficultés dans lesquelles se débattent d'autres pays, est peut-être due beaucoup moins qu'on ne le suppose en général à l'application de mesures particulières adaptées à la situation du moment et beaucoup plus aux circonstances historiques et à la ligne de conduite résolument autarcique à laquelle elle se tient depuis de longues années. Elle a ainsi donné à ses importations et à ses exportations un caractère plus marginal et elles les a ramenées à des proportions plus restreintes et plus en rapport avec l'importance de son économie nationale, mais cela n'a pu se faire qu'aux dépens du niveau de vie qui est resté bien inférieur à ce qu'il aurait pu être autrement [1].

[1] A ce que l'on a dit au sujet de la consommation de denrées alimentaires, il faut ajouter que la consommation de textiles est également beaucoup plus faible en Allemagne occidentale qu'au Royaume-Uni. Le tableau suivant, extrait de la brochure intitulée *Niveau de la consommation de fibres par habitant* (Monographies de produits, Bulletin N° 21, FAO, Rome, janvier 1952), indique le chiffre de la consommation par habitant des principales fibres d'habillement.

	En kilogrammes			
Pays	*Coton*	*Laine*	*Rayonne*	*Total*
Allemagne 1938	3.4	1.4	3.2	8.0
Allemagne occidentale 1950	4.1	1.4	3.2	8.7
Royaume-Uni 1938	7.7	3.2	1.0	11.9
Royaume-Uni 1950	7.0	3.0	2.5	12.5

3. Le volume et la structure des exportations

Pour l'Europe occidentale, il ne s'agissait pas simplement, après la guerre, d'accroître considérablement le volume global de ses exportations. Puisqu'elle était déjà en déficit vis-à-vis de la zone dollar et que, comme on l'a exposé dans la précédente section, elle n'avait pas réussi à devenir moins tributaire de cette source d'approvisionnements pour ses importations, il fallait qu'elle développât ses exportations surtout vers cette zone et vers d'autres pays susceptibles de lui procurer des recettes en dollars. Les exportations qui ne servent pas directement au pays exportateur à payer les produits qu'il importe du pays auquel elles sont destinées ou qui ne lui permettent pas de régler ses importations d'autres sources n'améliorent en aucune manière sa balance des paiements courants, quelque utile qu'elles puissent être à cet effet à plus longue échéance; c'est là une constatation qui, pour être banale, n'en garde pas moins son importance.

Il ressort nettement du tableau suivant qu'en matière d'exportations, les résultats obtenus par l'Europe occidentale, s'ils ont été appréciables, n'ont cependant pas été suffisants pour répondre à ses besoins.

Exportations de l'Europe occidentale à destination d'autres régions

(En millions de dollars aux prix de 1948)

Région de destination	*1938*	*1948*	*1950*	*1951*
Zone dollar	2 000	1 700	2 750	3 300
Zone sterling d'outre-mer	2 650	3 350	4 450	4 650
Territoires dépendants	950	1 300	2 000	2 300
Pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar	1 200	1 000	1 350	1 650
Autres pays extra-européens	1 600	950	1 350	1 550
Europe orientale	1 600	800	750	700
Total	10 000	9 100	12 650	14 150

Bien que considérable, l'accroissement de 40% du volume global des exportations de l'Europe occidentale vers le reste du monde, de 1938 à 1951, n'a pas été assez important en soi pour compenser l'altération du rapport d'échange *(terms of trade)*, la baisse du revenu des capitaux investis et la réduction des possibilités de recettes invisibles [2], même en admettant

[2] Comme on l'a déjà vu, les importations de 1951 ont été inférieures à celles de 1938, de sorte qu'il n'était pas nécessaire — pour maintenir l'équilibre général — que le volume des exportations augmentât dans des proportions aussi fortes que celles indiquées par les calculs du Chapitre 2.

que le produit des exportations supplémentaires ait pu être intégralement affecté au règlement des engagements courants. Or, il est bien loin d'en avoir été ainsi en réalité. La part des exportations globales dirigée vers la zone dollar ne s'est que modérément accrue, et pourtant, comme on le fait observer plus loin, elle a bénéficié en 1951 des achats exceptionnels de cette année-là, alors qu'en 1938 elle avait été médiocre [1]. La répartition géographique des exportations s'est modifiée surtout en ce sens que les exportations destinées aux pays d'outre-mer rattachés à des métropoles européennes ont énormément augmenté, jusqu'à un certain point, au détriment des exportations vers les autres pays ne faisant pas partie de la zone dollar. Ainsi réparties, les exportations ne pouvaient assurer l'équilibre des comptes en dollars de l'Europe que si les pays d'outre-mer rattachés à l'Europe avaient eux-mêmes obtenu un excédent de dollars assez important. Or, comme on l'expose à la section 6, ce ne fut nullement le cas.

Exportations des pays membres de l'OECE vers d'autres régions [a]

(En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948/49)

Région de destination	*Résultats effectifs 1951–1952*	*Programme pour 1952/53*
Vers les pays non participants :		
Amérique du Nord et Amérique centrale	2 450	2 100
Amérique du Sud	1 600	2 000
Pays autonomes de la zone sterling	3 050	3 100
Autres pays non participants	1 400	1 400
Europe orientale	1 250	2 000
Total	9 750	10 600
Vers les territoires d'outre-mer dépendant [b] *:*		
du Royaume-Uni	1 200	1 000
de la France	1 700	950
du Bénélux [c]	250	250
Total	3 150	2 000
Total pour toutes les destinations ci-dessus	12 900	12 800

NOTE. — Les exportations de la Suisse ne sont pas comprises.

a Dans le présent tableau, les régions n'ont pas la même composition que dans le tableau précédent; elles correspondent aux régions figurant au tableau de la page 102 du présent chapitre relatif aux importations des pays membres de l'OECE en provenance du reste du monde.

b Les chiffres portent uniquement sur les exportations en provenance de la métropole.

c Y compris l'Indonésie.

[1] En 1938, le volume des importations américaines de produits de l'Europe occidentale avait diminué de 27% par rapport à l'année précédente et ne représentait plus que la moitié du volume importé en 1929.

La redistribution des exportations européennes qui s'imposait pour rétablir un équilibre normal vis-à-vis de la zone dollar aurait dû, en fait, être beaucoup plus radicale qu'on ne le pensait, même jusqu'en 1948. Ainsi, comme on en jugera d'après le tableau précédent, si les pays membres de l'OECE n'ont pas réalisé jusqu'à présent de progrès suffisants vers l'équilibre des paiements extérieurs recherché dans leurs programmes à long terme de 1948, ce n'est pas parce que globalement leurs exportations ne se sont pas développées dans les proportions fixées à l'époque. En 1951–1952, le volume global des exportations atteignait, en effet, le niveau prévu dans le programme pour 1952/53, que le Conseil de l'OECE lui-même considérait comme optimiste.

Certes, il est exact que le programme de développement des exportations était lui-même insuffisant; il n'aurait pas suffi à assurer entièrement l'équilibre de la balance des paiements courants [2], même en admettant que le rapport d'échange n'ait pas continué à s'aggraver après 1948 [3]. Mais le fait qu'il n'a pas été possible de rétablir un équilibre normal (bien que, globalement, les exportations aient atteint le niveau fixé et que les importations soient restées en deçà du volume prévu) fait ressortir les insuffisances — dont on peut aujourd'hui se rendre compte après coup — de la répartition géographique prévue par le programme. Si le courant d'exportations vers l'Amérique du Sud et l'Europe orientale ne s'est pas amplifié comme on l'avait espéré, c'est parce que ces régions n'ont pu elles-mêmes fournir, en remplacement des produits payables en dollars, les importations sur lesquelles on comptait tant. Cette déficience n'a pas été compensée, du point de vue de l'équilibre de la balance en dollars, par l'accélération correspondante

[2] Voir ETUDE de 1948, pages 214 et 217.

[3] Les prévisions escomptaient explicitement qu'il n'y aurait pas de nouvelle altération du rapport d'échange en comparaison de celui de 1948, que l'on estimait alors lui-même être plus défavorable de 10% environ que celui de 1938. Il était néanmoins reconnu que cette éventualité était assez improbable : « Les prix européens doivent baisser par rapport à ceux des importations à la fois parce que les produits manufacturés en Europe doivent être en mesure de concurrencer les produits d'Amérique et parce que l'apport accru de marchandises européennes sur les marchés mondiaux aurait pour effet d'abaisser les prix moyens des articles manufacturés. En tout cas, il pourrait se produire une modification défavorable à ces produits, étant donné la politique de plein emploi suivie partout, l'industrialisation généralisée et l'accroissement relativement faible de la production mondiale de denrées alimentaires par rapport à la population du globe. » (*Rapport intérimaire sur le programme de relèvement européen*, Vol. I, parag. 271, OECE, 1948.) En fait, comme on l'a déjà fait observer, le rapport d'échange de l'Europe occidentale s'est encore aggravé et, après avoir été extrêmement défavorable en 1951, il s'est amélioré vers le milieu de l'année 1952, mais reste cependant plus défavorable de 25% environ par rapport à celui de 1938.

du rythme des exportations vers les pays d'outre-mer rattachés à l'Europe occidentale, et c'est là qu'apparaît le second point faible du programme : l'impossibilité où se sont trouvés ces pays de se procurer les excédents escomptés en monnaies convertibles [1].

Etant donné la désagrégation continue du système mondial des paiements, il y a grand intérêt à examiner plus en détail et par région aussi bien les progrès réalisés que les difficultés auxquelles on se heurte en matière d'exportations. Les sections qui suivent seront donc consacrées à l'étude successive des relations avec la zone dollar, avec les pays qui ne font partie ni de la zone dollar ni des régions rattachées d'outre-mer, et enfin avec les pays d'outre-mer rattachés à des métropoles européennes. Mais il y a, du point de vue de l'Europe occidentale, certains traits plus ou moins communs à ces trois groupes de régions qu'il n'est sans doute pas inutile d'examiner d'abord.

Difficulté de supplanter les produits américains

Aucun pays ne disposant normalement d'un excédent de dollars, l'Europe occidentale ne peut accroître ses recettes en cette devise qu'en supplantant les produits américains soit aux Etats-Unis, soit sur des marchés tiers, soit encore en Europe même. Si un déséquilibre fondamental aussi grand persiste malgré le développement considérable des exportations de l'Europe occidentale, c'est avant tout parce que ce courant d'expansion ne se substitue pas, mais s'ajoute à l'afflux de marchandises américaines. Bien entendu, s'il en a été ainsi, c'est en partie parce que les pays de l'Europe occidentale n'ont pas suivi la politique commerciale qui convenait, mais cette situation procède aussi de certaines difficultés profondes auxquelles ces pays doivent faire face.

Le désavantage de l'Europe occidentale dans la concurrence avec les Etats-Unis résulte tout d'abord de la composition même des exportations américaines. On peut voir d'après le Tableau 37 qu'en 1950–1951, les exportations des Etats-Unis à destination de marchés autres que les marchés européens comprenaient plus d'un tiers de denrées alimentaires et de matières premières et que, depuis 1938, les exportations de ces produits ont suivi une courbe ascendante parallèle à celle du volume total des exportations américaines. Si les pays extra-européens sont de plus en plus tributaires des Etats-Unis pour leurs approvisionnements en denrées alimentaires et en matières premières, alors que d'autre part les importations européennes elles-mêmes se sont notablement accrues, la raison en est que, comme on l'a dit plus haut, les pays qui ne font pas partie de la zone dollar n'ont pas su veiller comme il aurait fallu à leur approvisionnement en ces deux sortes de produits. Cependant, l'Europe ayant elle-même, par la force des choses, une importation nette considérable de matières premières, il y a là un vaste secteur du commerce américain que l'Europe ne peut guère espérer concurrencer. Dans ces conditions, il est même assez remarquable que les exportations de matières premières et de produits alimentaires de l'Europe occidentale aient augmenté comme elles l'on fait [2].

De même, lorsqu'il s'agit de concurrencer les Etats-Unis dans le domaine des articles manufacturés, l'Europe se heurte à des difficultés spéciales. On l'a vu au Chapitre 2, la nature de la demande mondiale d'importations s'est considérablement modifiée par rapport à l'avant-guerre, les biens de consommation manufacturés cédant de plus en plus la place aux biens d'équipement et autres biens de production. L'Europe a donc dû modifier parallèlement la structure de ses exportations. Etant donné la proportion considérable de la production totale que représentent les articles manufacturés destinés à l'exportation, cette adaptation a entraîné à son tour une série de changements profonds dans la structure de la production européenne. De telles modifications ne peuvent jamais s'opérer rapidement, mais, depuis la fin de la guerre, le fait que la demande de biens d'investissement était très forte en Europe même a rendu d'autant plus difficile la modification de la structure des exportations et de la production et la mise sur pied des installations nécessaires à la fabrication des articles du genre de ceux qui ont été nouvellement produits ou perfectionnés pendant la guerre (surtout aux Etats-Unis) [3]. Cela ne veut pas dire que le processus d'adaptation n'ait pas été entravé aussi par des erreurs de politique économique, notamment par le fait que la capacité de production de l'acier n'ait pas été rétablie ni

[1] D'après les prévisions relatives aux recettes nettes en dollars, l'Europe occidentale devait recevoir en 1952/53, du fait du commerce avec la zone dollar des régions d'outre-mer qui lui sont rattachées (et de leur production d'or), plus de 500 millions de dollars, dont 250 millions provenant des colonies et territoires dépendant de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et du Portugal, et 300 millions de la zone sterling d'outre-mer (voir *Rapport intérimaire sur le programme de relèvement européen*, Vol. I, OECE, 1948, pages 77 et 82).

[2] Voir Tableau 36.

[3] On a signalé, dans l'exposé relatif aux importations d'articles manufacturés en Europe occidentale en provenance des Etats-Unis, que l'intensification des importations était due pour une part aux progrès techniques réalisés aux Etats-Unis pendant la guerre et à la mise au point de nouveaux produits. Ces articles tiennent également une place assez considérable dans les exportations vers d'autres régions.

Tableau 36

EXPORTATIONS DE DIVERS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS, PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS [a]

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Région importatrice et groupe de produits / Pays exportateur et année	A destination de l'Europe occidentale				A destination d'autres régions			
	Denrées alimentaires et matières premières	Textiles et articles manufacturés divers	Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques	Total pour tous les produits	Denrées alimentaires et matières premières	Textiles et articles manufacturés divers	Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques	Total pour tous les produits
Royaume-Uni . . 1938	816	440	362	1 618	600	1 570	1 396	3 566
1948	456	413	1 001	1 870	461	1 638	2 408	4 507
1950	446	540	1 037	2 023	565	1 438	2 934	4 937
1951	456	647	1 247	2 350	695	1 960	3 305	5 960
France 1938	563	305	289	1 157	396	409	318	1 123
1948	363	207	241	811	235	493	532	1 260
1950	873	380	486	1 739	500	799	1 045	2 344
1951	747	351	494	1 592	695	822	1 246	2 763
Allemagne occidentale [a] . 1938	696	643	1 342	2 681	161	356	1 211	1 728
1948	393	69	153	615	12	32	42	86
1950	565	191	1 267	2 023	50	76	720	846
1951	664	321	1 623	2 608	89	164	1 171	1 424
Italie 1938	373	144	57	574	237	393	154	784
1948	187	141	116	444	113	281	230	624
1950	359	289	130	778	143	301	220	664
1951	405	353	184	942	158	349	271	778
Belgique-Luxembourg . 1938	408	294	500	1 202	89	258	307	654
1948	219	213	607	1 039	73	167	405	645
1950	329	419	603	1 351	76	199	486	761
1951	298	456	783	1 537	66	216	639	921
Pays-Bas 1938	891	120	125	1 136	130	146	246	522
1948	424	108	154	686	115	93	110	318
1950	980	248	264	1 492	183	150	278	611
1951	1 092	250	333	1 675	274	176	341	791
Suisse 1938	54	189	174	417	17	134	106	257
1948	54	128	236	418	20	198	160	378
1950 [b]	54	178	245	477	17	199	158	374
1951	78	220	270	568	19	289	207	515
Suède 1938	517	80	243	840	203	60	140	403
1948	363	77	233	673	216	70	142	428
1950 [b]	698	115	268	1 081	281	91	203	575
1951	581	160	301	1 042	191	125	286	602
Danemark . . . 1938	483	11	70	564	22	10	27	59
1948	343	16	77	436	102	6	24	132
1950 [b]	651	23	80	754	79	13	40	132
1951	779	27	122	928	86	14	69	169
Total pour les pays ci-dessus . . . 1938	4 801	2 226	3 162	10 189	1 855	3 336	3 905	9 096
1948	2 802	1 372	2 818	6 992	1 347	2 978	4 053	8 378
1950	4 955	2 383	4 380	11 718	1 894	3 266	6 084	11 244
1951	5 100	2 785	5 357	13 242	2 273	4 115	7 535	13 923
Etats-Unis . . . 1938	1 956	191	590	2 737	1 853	348	1 606	3 807
1948	2 654	251	1 315	4 220	2 622	1 296	4 356	8 274
1950	2 081	159	1 029	3 269	2 991	1 027	3 508	7 526
1951	2 838	222	1 019	4 079	3 432	1 198	4 401	9 031

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

NOTE. — La rubrique « Denrées alimentaires et matières premières » correspond aux groupes 1, 2 et 10 (produits non spécifiés); la rubrique « Textiles et articles manufacturés divers » aux groupes 8 et 9; la rubrique « Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques » aux groupes 3 à 7; la rubrique « Total pour tous les produits », aux groupes 1 à 10 de la classification par groupes de produits adoptée dans le Tableau LV.

[a] 1938 : ensemble du territoire allemand.

[b] Taux annuel calculé d'après les chiffres des neuf premiers mois.

Tableau 37

EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE MATIÈRES PREMIÈRES [a] DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DES PAYS SITUÉS HORS D'EUROPE

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Destination	Denrées alimentaires, boissons et tabac		Matières premières		Total, pour tous les produits	
	1938	1950-1951	1938	1950-1951	1938	1950-1951
Zone dollar	296	602	354	768	1 414	4 068
Zone sterling et territoires dépendants	60	231	88	199	501	964
Autres pays extra-européens	57	365	397	420	1 120	2 100
Total	413	1 198	839	1 387	3 035	7 132

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

[a] Les chiffres indiqués dans ce tableau ne comprennent ni les exportations à destination de l'Europe orientale, ni les articles rangés dans la rubrique « Non spécifié », ni les exportations dont la destination vers les pays extra-européens n'est pas précisée; ces chiffres diffèrent donc à cet égard de ceux qui figurent dans le Tableau 36.

développée plus rapidement après la guerre [1]. Il était pourtant essentiel, aussi bien pour renforcer la puissance économique générale de l'Europe que pour mettre celle-ci en mesure d'exporter à l'avenir, de satisfaire pour une large part cette demande de biens d'investissement. Les difficultés particulières que l'on a éprouvées à modifier rapidement le réseau des exportations de façon qu'elles puissent supplanter de façon efficace les produits américains sur les marchés étaient en réalité inhérentes à la situation d'après guerre.

En revanche, dans le cas des Etats-Unis, les exportations ne représentent, pour la presque totalité des articles manufacturés, qu'une part infime de la production totale. Pour les automobiles, par exemple, la proportion destinée à l'exportation est de 3 à 4% aux Etats-Unis, contre 60% au Royaume-Uni; pour les locomotives, elle atteint au maximum 15% aux Etats-Unis contre 40% à 50% au Royaume-Uni; pour les textiles, elle est de 5 à 8% aux Etats-Unis contre 20 à 30% dans les pays européens gros exportateurs de ces produits. Les Etats-Unis peuvent donc évidemment adapter bien plus vite que leurs concurrents d'Europe occidentale leur production à l'évolution de la demande mondiale d'importations (et ils n'ont pas manqué de le faire). De plus, les Etats-Unis sont, à divers autres égards, encore avantagés du fait que, pour eux, les exportations d'articles manufacturés n'ont qu'un caractère marginal. Aussi bien lorsqu'ils pénètrent sur de nouveaux marchés que lorsqu'ils soutiennent la concurrence sur leurs marchés traditionnels, les fabricants américains peuvent, au prix de sacrifices relativement légers pour l'ensemble de leur position, offrir, en ce qui concerne les prix de vente, les délais de livraison ou les facilités de services, des conditions avantageuses avec lesquelles ne peuvent rivaliser que difficilement et sur un nombre restreint de marchés les pays dont une part considérable de la production est exportée.

Lenteur de la reprise des exportations allemandes

Malgré les difficultés exposées plus haut, les pays de l'Europe occidentale sont, en fait, parvenus à modifier de façon frappante la structure de leurs exportations. Sans compter celles de l'Allemagne occidentale, les exportations de biens d'équipement et d'autres biens de production ont, en 1951, dépassé de 125% le chiffre de 1938 et compté pour plus des deux tiers dans l'augmentation totale des exportations vers les pays extra-européens entre ces deux dates. C'est le Royaume-Uni qui a marqué l'avance la plus impressionnante, ses exportations de biens de production ayant augmenté au total de près de 3 milliards de dollars de 1938 à 1951 (900 millions de dollars pour les exportations vers l'Europe occidentale et près de 2 milliards de dollars pour les exportations vers le reste du monde), tandis que sa part dans les exportations totales de produits manufacturés passait de 47% à 63% (voir Tableau 36). Le tableau suivant montre dans quelle mesure la répartition des exportations de l'ensemble de l'Europe occidentale, moins l'Allemagne, a été modifiée.

[1] L'accroissement relativement faible de la production d'acier en Europe occidentale après la guerre semble avoir en grande partie pour cause, si l'on rapproche les statistiques d'avant guerre de celles d'après guerre, la décision de caractère politique prise à la fin des hostilités de limiter la production allemande. Cette limitation n'a pas été maintenue et cependant, il apparaît nettement aujourd'hui qu'en Europe occidentale d'autres pays ont évalué de façon beaucoup trop faible leurs besoins d'acier pour l'avenir. Voir Chapitre 11 où l'on trouvera un exposé plus détaillé de la question.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Exportations des pays de l'Europe occidentale [a] (moins l'Allemagne)

(En millions de dollars aux prix de 1948)

	Total	Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques	Autres articles manufacturés	Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques, en pourcentage du total des exportations d'articles manufacturés
A destination de l'Europe occidentale :				
1938	7 508	1 820	1 583	53
1948	6 377	2 665	1 303	67
1950	9 695	3 113	2 192	59
1951	10 634	3 734	2 464	60
A destination d'autres régions :				
1938	7 368	2 694	2 980	47
1948	8 292	4 011	2 946	58
1950	10 398	5 364	3 190	63
1951	12 499	6 364	3 951	62

Note. — La rubrique « Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques » correspond aux groupes 3 à 7 de la classification des produits figurant au Tableau LV. La rubrique « Autres articles manufacturés » correspond aux groupes 8 et 9 de cette même classification.

a Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Comme on l'a montré dans la section 2 du présent chapitre, le retard de la reprise économique de l'Allemagne occidentale a contribué à accentuer la dépendance des pays européens vis-à-vis des Etats-Unis pour leurs importations d'articles manufacturés. C'est également pour cette raison qu'il a été plus difficile à l'Europe occidentale d'accroître le volume de ses exportations à destination des pays extra-européens. Avant la guerre, les exportations de l'Allemagne correspondaient mieux que celles de la plupart des pays d'Europe à la structure de la demande mondiale d'après guerre et, comme on l'a vu au Chapitre premier, la capacité de ses industries mécaniques s'est encore développée pendant la guerre. Avant 1939, l'Allemagne fournissait presque 42% des produits des industries mécaniques, des métaux et des produits chimiques faisant l'objet d'échanges intereuropéens et 30% des produits exportés par l'Europe occidentale vers d'autres régions. L'Allemagne occidentale était donc particulièrement bien placée pour répondre à la nouvelle structure de la demande mondiale. Mais, en 1948, le volume de produits de ce genre exportés par l'Allemagne occidentale ne représentait plus qu'une fraction minime du chiffre d'avant guerre. Sans doute les exportations allemandes totales ont-elles augmenté rapidement depuis 1948, mais cet accroissement a été surtout marqué dans les exportations vers les autres pays de l'Europe occidentale.

Si, dans le commerce avec des pays n'appartenant pas à l'Europe occidentale, les exportations de l'Allemagne ne tiennent pas davantage de place, c'est surtout, semble-t-il, pour deux raisons. La première est qu'avant la guerre, une grande partie de ses échanges se faisaient avec l'Europe orientale. L'effondrement de ce marché, dont le tableau ci-dessous permet de se rendre compte, a placé l'Allemagne occidentale devant un problème particulièrement ardu de modifications de la structure géographique de son commerce [1].

Exportations de l'Allemagne en 1938 et de l'Allemagne occidentale en 1951

(En millions de dollars aux prix de 1948)

Définition	*1938 (Allemagne d'avant guerre)*	*1951 (Allemagne occidentale)*
Europe orientale, y compris l'U.R.S.S.	570	73
Zone dollar	253	416
Autres pays extra-européens	905	934
Total (non compris l'Europe occidentale)	1 728	1 423

La seconde raison est que la nécessité pour l'Allemagne occidentale d'opérer rapidement ce changement d'orientation a été atténuée par le fait qu'une part relativement considérable de ses importations a été réglée par des recettes exceptionnelles.

Origine des recettes extérieures exceptionnelles de l'Allemagne occidentale

(En millions de dollars)

	1948	*1949*	*1950*	*1951*
Fournitures civiles provenant des Etats-Unis et du Royaume-Uni	884	536	178	12
Dons de l'ECA	142	420	303	416
Dépenses militaires américaines	..	43	50	87
Total	1 026	999	531	515
Total en pourcentage de la valeur des importations provenant d'outre-mer	94	69	41	27

Bien que l'Allemagne occidentale semble devoir bénéficier pendant un certain temps encore de recettes exceptionnelles importantes, il se peut que le renforcement sensible de sa balance de paiements vis-à-vis de l'Europe l'incite à porter plus d'attention à l'avenir aux marchés extra-européens.

[1] Comme on l'a signalé à la section 2, toute comparaison entre l'Allemagne occidentale et l'ensemble du territoire allemand d'avant guerre est critiquable, mais elle n'est sans doute pas aussi dépourvue de valeur qu'on pourrait le croire à première vue, étant donné l'accroissement de la population et de la capacité industrielle de l'Allemagne occidentale depuis la guerre.

4. Le problème du développement des exportations vers la zone dollar

On examinera plus en détail dans cette section les résultats relativement modestes des efforts faits par les pays de l'Europe occidentale pour développer leurs exportations vers les Etats-Unis et d'autres pays de la zone dollar, et quelques-uns des obstacles particuliers auxquels ils se sont heurtés.

Exportations vers les Etats-Unis

En se reportant au Diagramme 4 du Chapitre 2, on peut constater que si les exportations de l'Europe occidentale vers les Etats-Unis dépassent le niveau qu'elles atteignaient dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre, les progrès ne sont pas encore suffisants même pour regagner le terrain perdu en 1930 et dans les années suivantes sous l'effet combiné de la crise économique et du tarif douanier américain de 1930. Au cours de la période 1949–1951, le volume moyen des exportations de l'Europe occidentale à destination des Etats-Unis a été inférieur de beaucoup à celui des années 1925–1929 et, même en 1951, année de loin la meilleure de l'après-guerre, ce volume est demeuré inférieur à celui de 1929, année-record de la période d'entre les deux guerres. En outre, l'examen de la composition par produits de l'augmentation des exportations de l'Europe occidentale en 1951, indiqué dans le Tableau 38, révèle qu'une proportion notable de cette augmentation présente un caractère particulier et temporaire, et résulte de la reprise aux Etats-Unis de la production destinée à la défense.

Par exemple, l'augmentation des exportations de métaux est due, avant tout, à un accroissement important du volume des exportations d'acier laminé et à une hausse des prix de ce produit, suivis, à partir de 1951, d'une augmentation soudaine et anormale des exportations d'étain, fournies en majeure partie par les Pays-Bas. Les exportations de diamants industriels, qui n'occupaient qu'une place insignifiante dans les exportations de « pierres précieuses », ont atteint au deuxième trimestre de 1952 30% du total de ce groupe [1] et, en ce qui concerne les machines, l'augmentation a porté pour moitié sur les machines servant au travail des métaux et les machines-outils dont les exportations étaient auparavant négligeables. Les exportations de produits chimiques ont bénéficié du fait qu'à un moment de pénurie mondiale, la France disposait (à cause de l'appui donné par le gouvernement à la production de betterave sucrière et de vin) d'un excédent d'alcool éthylique qui lui a permis de satisfaire la demande des producteurs de caoutchouc synthétique des Etats-Unis.

[1] Toutefois, une partie de l'augmentation de ce poste s'explique, spécialement pour le Royaume-Uni (voir Tableau XXXIV de l'Annexe A), par le changement de classification apporté aux statistiques américaines des importations depuis le début de 1951.

Tableau 38

EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DE L'EUROPE OCCIDENTALE A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants, f.o.b.

Produit	1950				1951				1952		
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Métaux et articles manufacturés en métal	30	51	69	116	131	130	125	101	100	123	105
Produits chimiques et articles connexes	10	12	17	32	50	51	43	33	42	28	23
Pierres et métaux précieux, bijoux, etc.	13	11	19	18	32	38	29	35	32	38	32
Machines	5	7	7	11	13	17	15	20	27	29	28
Textiles et articles manufacturés	52	48	61	80	89	80	76	64	71	62	71
Tous autres articles	142	135	184	219	211	209	198	212	212	192	220
Total	252	264	357	476	526	525	486	465	484	472	479

Source : Report No. F.T. 120, Département du commerce des Etats-Unis.

Note. — L'expression « Europe occidentale » s'entend des mêmes pays que dans le Tableau XXXIV de l'Annexe A.

Tableau 39

EXPORTATIONS DE HUIT PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a] A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS RÉPARTIES EN DIX GROUPES DE PRODUITS

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Groupe de produits	1938	1950 [b]	1951
Denrées alimentaires, boissons et tabac	148.6	139.8	182.9
Matières premières	241.3	207.7	159.1
Métaux et articles manufacturés en métal	71.0	318.4	476.8
Machines	23.6	42.4	79.4
Voitures de tourisme	0.2	46.0	26.9
Autre matériel de transport	9.9		28.6
Produits chimiques	79.9	71.5	172.6
Textiles	157.9	212.3	196.3
Autres articles manufacturés	172.1	250.6	290.4
Non spécifié	32.7	35.9	25.8
Total pour tous les produits	937.2	1 324.6	1 638.8

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

a Allemagne occidentale (pour 1938, ensemble du territoire allemand), Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

b Les chiffres relatifs à la Suède et à la Suisse sont établis d'après les statistiques relatives aux neuf premiers mois.

Tous ces articles ont, avec le réarmement, un rapport certain et direct, mais il peut y en avoir d'autres, comme les instruments de précision, par exemple, pour lesquels ce rapport, sans être aussi évident, n'en est pas moins étroit.

On peut déduire de ces circonstances particulières que, pour certains articles, il est plus sûr, si l'on veut apprécier les progrès réalisés depuis la guerre, de s'en tenir aux chiffres de 1950, plutôt qu'à ceux de 1951. Dans les produits chimiques en particulier, comme on le voit dans le Tableau 39, l'écart entre les deux années laisse supposer que le gain réalisé en 1951 n'a pas un caractère permanent. L'augmentation appréciable constatée en 1950 pour les métaux pourrait, elle-même, ne pas être très durable, car les importations de produits sidérurgiques de provenance européenne n'ont été nécessaires que pour satisfaire une demande marginale, et, avec le développement de la capacité de l'industrie sidérurgique des Etats-Unis, la production intérieure de ce pays pourrait dépasser la demande dès 1953. Il est significatif à cet égard que la grève des aciéries de l'été dernier n'ait entraîné qu'une faible augmentation des quantités importées d'Europe.

Parmi les autres groupes de produits, le trait le plus frappant est la diminition des exportations de matières premières qui est due surtout à l'exploitation des ressources en bois du Canada et au prix élevé des exportations de produits forestiers scandinaves. Malgré leur fléchissement de 1951, les exportations de textiles dépassent encore de 25% environ celles de 1938, cette augmentation étant surtout le fait du Royaume-Uni [1]. L'accroissement des exportations d'automobiles de tourisme a porté lui aussi presque entièrement sur les voitures d'origine britannique, et c'est encore au Royaume-Uni qu'est due la majeure partie de l'expansion des exportations constatée pour les autres éléments du poste transports (parmi lesquels les navires), alors que l'Allemagne a perdu dans ce domaine la place de premier rang qu'elle occupait avant la guerre. Les chiffres élevés et l'accroissement important des exportations du groupe « autres articles manufacturés » témoignent du caractère spécialisé de beaucoup d'exportations européennes à destination des Etats-Unis et de la place importante occupée par ces articles dans l'expansion des exportations depuis la guerre [2].

En dépit de ces larges différences entre les exportations des divers produits considérés, l'accroissement est réparti de façon assez égale entre les pays de l'Europe occidentale, si l'on en excepte le groupe des pays scandinaves exportateurs de bois [3]. Le Royaume-Uni a conservé, vis-à-vis des Etats-Unis, son rang de principal exportateur européen grâce à la fourniture de nombreux articles, tels que les voitures automobiles et différents types d'outillages, qui ne jouaient pas avant la guerre un grand rôle dans ses exportations. A la fin de 1951, l'élan avec lequel l'Allemagne était reparue sur ce marché avait perdu beaucoup de sa force; sans retrouver entièrement, pour certains articles, sa situation d'avant la guerre, ce pays avait cependant pris une large part à l'expansion des exportations de métaux et d'articles en métal. Les autres pays qui bénéficièrent particulièrement de l'augmentation des exportations de métaux de 1951 et de l'amélioration réalisée dans les premières années de l'après-guerre, furent la France et la Belgique; la France a toutefois vu diminuer sérieusement en 1952

[1] 1938 avait cependant été une mauvaise année pour les exportations de textiles vers les Etats-Unis, inférieure de près d'un tiers à celles de 1937.

[2] Les chiffres donnés ici en regard du groupe « denrées alimentaires, boissons et tabac » ne correspondent pas exactement à la place occupée en réalité par ce groupe dans l'ensemble des exportations européennes, car une proportion notable des articles dont il s'agit est fournie par de petits pays qui ne sont pas compris dans le tableau.

[3] Le Tableau XXXIV de l'Annexe A donne le détail des exportations de l'Europe occidentale vers les Etats-Unis en 1928, en 1938 et pendant la période 1948–1951, en prix courants; les totaux sont décomposés par pays et par articles.

l'ensemble de ses exportations vers les Etats-Unis, ce qui s'explique non seulement par la disparition d'une partie de la demande anormale de 1951, mais aussi par les prix élevés des autres produits qu'elle exporte dans ce pays, qui sont souvent spécialisés ou ont un caractère de luxe. Les Pays-Bas ont accru leurs exportations de produits laitiers, en 1951 surtout, mais les restrictions récemment imposées par le Département de l'agriculture des Etats-Unis à l'importation de ces produits semblent devoir nuire considérablement au commerce extérieur de ce pays. Parmi les autres pays, la Suisse a réalisé, entre 1938 et 1951, des progrès considérables dans ses exportations de textiles, d'outillage et de montres; l'Italie, de son côté, a augmenté ses exportations de machines.

Si l'on examine les exportations des divers pays vers les Etats-Unis, on constate leur diversité et leur caractère spécialisé. Il s'agit, dans beaucoup de cas, de produits pour lesquels les pays européens jouissent d'avantages naturels ou qui supposent une habileté très grande et des techniques de production mises au point depuis longtemps ou, encore, dont la fabrication exige une forte dépense en main-d'œuvre. C'est pour des produits de ce genre, plus que pour quelques-uns de ceux qui occupaient tout dernièrement encore une place prédominante dans les échanges, qu'il semblerait relativement le plus avantageux pour les pays européens de développer leurs ventes aux Etats-Unis, pourvu toutefois que cet avantage ne soit pas, dans une large mesure, annihilé par la politique commerciale américaine.

Obstacles à la concurrence européenne sur le marché des Etats-Unis

On poserait de façon plus nette et plus logique les problèmes actuels et l'on se rendrait mieux compte des solutions qu'ils appellent si, en soulignant la nécessité où se trouvent les pays européens d'accroître leurs recettes en dollars, on reconnaissait davantage l'importance des obstacles qu'ils rencontrent sur cette voie. Parmi ceux de ces obstacles qui ont les effets les plus sérieux pour les pays européens figurent les subventions, directes ou indirectes, accordées par les Etats-Unis aux transports maritimes, aux constructions navales, à la production du caoutchouc synthétique et, sous forme de tarification ou de réglementation douanière, à l'ensemble de l'industrie manufacturière ainsi qu'à diverses denrées ou matières premières agricoles exportées par les pays européens ou les territoires extra-européens qui leur sont associés. Ces subventions bénéficiant à des industries particulières et supportées par l'ensemble des contribuables ont chacune leurs origines et leur raison d'être. Historiquement, leur principal but semble avoir été comme à l'heure actuelle, dans la plupart des pays insuffisamment développés, de stimuler le développement industriel en le mettant à l'abri de la concurrence des industries bien établies dans d'autres pays, et c'est ainsi qu'aujourd'hui encore, le tarif douanier des Etats-Unis pèse particulièrement sur les exportations européennes. Dans de nombreux cas, l'importance des barrières ainsi élevées contre le commerce étranger s'explique simplement par l'influence d'un ensemble d'intérêts locaux, peu importants en eux-mêmes, mais s'appuyant les uns sur les autres. Depuis vingt ou trente ans, les considérations de défense nationale ont joué un rôle de plus en plus grand et sont quelquefois invoquées même quand leur rapport avec les mesures en question semble lointain.

Certaines de ces barrières sont de création relativement récente; c'est le cas notamment pour les restrictions quantitatives frappant les importations en vertu de la loi *Agricultural Adjustment Act* et de la clause spéciale qui accompagne le *Defence Production Act* de 1950. En revanche, le montant même des droits de douane a été progressivement abaissé au cours des dix-huit dernières années, en vertu du Programme d'accords commerciaux de réciprocité *(Reciprocal Trade Agreements Programme)* mis en œuvre par le Gouvernement des Etats-Unis en vue d'assouplir sa politique commerciale, et cet abaissement a, sans aucun doute, facilité jusqu'à un certain point la concurrence d'autres pays avec l'industrie américaine sur le marché des Etats-Unis. Il ne semble pas que l'on ait jamais beaucoup cherché à évaluer les effets de ces réductions de droits sur les quantités importées et ce que l'on peut savoir à ce sujet laisse supposer que les résultats qu'on peut leur attribuer ne sont pas très considérables en comparaison de l'ampleur du problème du dollar[1].

[1] On a estimé récemment que les concessions tarifaires sur les produits finis, consenties par les Etats-Unis à la conférence de Torquay des Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (1950/51) ne feraient augmenter que d'une valeur de 5,1 millions de dollars environ les importations de ces produits (*The Pattern of United States Import Trade since 1923*, Federal Reserve Bank de New-York, mai 1952, pages 54 et 55).

Il est certain que le chiffre de 12,5%, souvent cité comme exprimant le rapport entre les recettes douanières et la valeur totale des articles soumis aux droits d'entrée, ne saurait guère servir à mesurer soit l'effet protectionniste du tarif, soit la proportion dans laquelle cet effet a diminué par rapport à des périodes antérieures. En poussant le raisonnement à l'extrême, on peut dire que le pourcentage ainsi calculé et le volume total des importations pourraient être réduits l'un et l'autre si l'on relevait les droits d'entrée sur les marchandises dont la vente est très sensible aux fluctuations de prix et si on les abaissait sur les marchandises dont l'écoulement reste plus ou moins stable, quel que soit leur prix. Des études détaillées donnent à penser qu'en réalité, les droits sont relativement élevés sur les marchandises de la première catégorie (cf. l'article de Prest et de Roy paru dans le *London and Cambridge Economic Service Bulletin*, Vol. 28, N° 1, février 1950).

Le programme présente à cet égard une faiblesse grave, car, pour reprendre les termes d'une étude récente de la Federal Reserve Bank de New-York [1], « les concessions tarifaires consenties en application du Programme d'accords commerciaux semblent avoir été intentionnellement conçues de façon que leurs effets défavorables sur les producteurs nationaux soient réduits au minimum ».

On aurait tort de sous-estimer les raisons sur lesquelles se fonde cette préoccupation de ménager les intérêts privés nationaux. Ce serait également une erreur de ne pas tenir compte des limites qu'elle impose à la possibilité de modifier profondément le réseau des échanges internationaux.

Le principe selon lequel tout préjudice grave doit être évité à l'industrie des Etats-Unis a été explicitement incorporé en 1948 par un amendement au *Reciprocal Trade Agreements Act*; supprimée en 1949, cette clause a été rétablie en 1951. Elle oblige le gouvernement à motiver préalablement, à l'intention du Congrès, toute proposition d'abaissement des droits au-dessous des « *peril points* [2] » fixés *a priori* pour chaque cas par la *United States Tariff Commission* [3]. Auparavant, d'ailleurs, les divers accords commerciaux conclus par les Etats-Unis depuis 1943 contenaient une « clause de sauvegarde » [4] par laquelle chacune des parties se réservait le droit de retirer ou de modifier une concession tarifaire si celle-ci portait un préjudice grave à ses producteurs nationaux. Dans cette disposition, il s'agit de préjudices qui atteignent non pas l'industrie nationale en général, mais les intérêts particuliers de producteurs de marchandises semblables à celles qui sont importées en quantités accrues à la suite des concessions tarifaires consenties et de faits nouveaux imprévus, ou qui se trouvent directement concurrencées par elles. Les mesures que prévoit la clause sont prises indépendamment du rendement des industries nationales visées, du caractère plus ou moins essentiel de leur production, ou de l'importance relative de leurs intérêts [5].

Si le tarif douanier des Etats-Unis continue d'opposer un obstacle aussi redoutable au développement des ventes des autres pays sur le marché américain, c'est surtout, semble-t-il, en raison du soin que l'on prend d'éviter un accroissement des importations d'une ampleur inquiétante pour les producteurs nationaux, ainsi que des limites imposées par la loi aux réductions autorisées [6]. Ainsi, pour ne citer qu'un petit nombre d'exemples présentant de l'importance pour les producteurs européens, les droits *ad valorem* prévus au tarif sont en moyenne de 35% ou davantage pour les instruments médicaux, les articles en matière plastique, les soieries et les pipes; ils approchent de 50% ou même dépassent ce taux pour les verres d'optique bruts, les jouets, l'horlogerie, les colorants dérivés du goudron, les gants, les articles de joaillerie ou les métaux précieux. Il ne s'agit là que de moyennes pour des groupes de positions assez larges et le tarif est conçu de telle manière que, pour certaines de ces positions — en général celles qui supposent le plus de travail qualifié — les droits atteignent 60, 70 et 90% ou même davantage.

L'efficacité de l'obstacle que le tarif des Etats-Unis oppose aux importations ne tient d'ailleurs pas purement et simplement aux taux élevés des droits, mais aussi à l'incertitude qui caractérise la réglementation douanière. L'existence d'une « clause de sauvegarde » jette nécessairement un doute dans l'esprit de l'exportateur européen sur la stabilité des concessions tarifaires consenties par les Etats-Unis,

---

[1] *Op. cit.*, page 53.

[2] Points au-dessous desquels l'abaissement des droits de douane frappant un produit donné risque de mettre en péril le secteur de l'industrie nationale fabriquant le même produit.

[3] Pour s'opposer au rétablissement de la clause, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis avait fait valoir qu'elle n'était pas nécessaire puisque le gouvernement se ralliait à la doctrine selon laquelle « la loi ne doit porter aucun préjudice grave à une industrie ou branche d'industrie américaine quelconque ». Sur ce sujet et pour de plus amples renseignements sur la clause dite des « peril points », voir *Survey of United States International Finance — 1951*, publié par l'*International Finance Section*, Université de Princeton (pages 151–154), et les volumes antérieurs de la même publication.

[4] Ce principe a été également repris à l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

[5] Le principe dont procèdent la notion des *peril points* et la « clause de sauvegarde » est évidemment voisin de celui qui avait été introduit dans le *Tariff Act* de 1922, puis repris avec de légères modifications dans celui de 1930, qui laissait la possibilité de remanier le tarif, par modification unilatérale des droits, en vue de ramener les prix d'importation au même niveau que les coûts de production américains. Ce principe est la négation même des avantages du commerce international et, s'il était appliqué rigoureusement, il assurerait à l'industrie américaine une protection presque absolue contre les importations. C'est, semble-t-il, la situation privilégiée ainsi réservée à l'industrie nationale que le Président des Etats-Unis avait en vue en qualifiant la clause dont il s'agit, lorsqu'elle a été adoptée, de « plus grande contribution au progrès en matière de législation douanière depuis un siècle ». Aux termes du *Trade Agreements Act* de 1934, cette clause ne s'applique pas aux marchandises visées par les accords commerciaux conclus depuis cette date.

[6] De plus, la loi dite *Buy American Act* a frappé d'une sorte de supplément de droits les marchandises fournies au Gouvernement des Etats-Unis, en exigeant, selon l'interprétation qui lui est donnée dans la pratique, que dans les marchés de l'Etat, les soumissions d'origine étrangère ne soient acceptées que si leurs prix sont inférieurs de 25% à ceux des producteurs nationaux. Cette disposition est très strictement appliquée aux importations de nombreuses catégories de biens d'équipement pour lesquelles l'Europe est la seule concurrente.

et, par suite, l'amène à se demander s'il vaut la peine d'engager les lourdes dépenses qui, dans le cas de nombreux produits, sont indispensables pour en assurer ou pour en développer la vente sur le marché des Etats-Unis. Or, en vertu de la disposition mentionnée, plus une concession favorise l'augmentation des ventes des exportateurs européens, plus le risque est grand qu'elle soit rapportée [1].

En dehors du tarif lui-même, les formalités administratives et la procédure prévues par la réglementation douanière sont considérées par les exportateurs comme une source supplémentaire de frais et une cause d'incertitude. Il est fréquemment impossible de savoir à l'avance, même en s'appuyant sur des précédents, quel sera le montant des droits, parce que l'administration des douanes a la faculté de fixer à son gré la base d'évaluation qui peut être, par exemple, soit le prix dans le pays exportateur, soit le prix de la facture, soit encore le prix de vente aux Etats-Unis. Un grand nombre de formalités et de conditions exigées par la réglementation douanière frappent particulièrement les petits exportateurs et, d'une manière générale, les fabricants de produits spécialisés [2]. Aucun pays ne saurait, bien entendu, se dispenser d'un minimum de formalités douanières, mais une autorité américaine en matière de politique douanière reconnaissait officiellement, il y a longtemps déjà, dans les termes suivants, que les formalités douanières prévues par la réglementation constituent une barrière supplémentaire s'ajoutant au tarif lui-même : « En adoptant cette disposition, le Congrès a voulu rendre plus difficile et plus coûteuse la concurrence avec le producteur national, et si l'application de ces prescriptions devait rendre les articles importés moins désirables pour les acheteurs ou en rendre l'importation plus coûteuse et plus difficile, il ne faudrait pas considérer ce résultat comme allant à l'encontre de l'intention du Congrès qui est de réduire, sinon d'empêcher, la concurrence faite par les producteurs étrangers aux fabricants américains [3].» Bien que cette déclaration remonte à plus de 25 ans, c'est-à-dire à une époque où l'on reconnaissait à la politique d'importation des Etats-Unis un caractère plus protectionniste qu'aujourd'hui, il semble que les formalités douanières ne se sont guère assouplies jusqu'ici. Leur rôle de protection supplémentaire au profit des producteurs nationaux ressort avec évidence des arguments invoqués par certains d'entre eux contre le projet de loi tendant à simplifier la réglementation douanière, dont le Congrès a été saisi en 1951, mais sur lequel il ne s'est pas encore prononcé.

Exportations vers les autres grands marchés de la zone dollar

Bien que l'économie des Etats-Unis soit beaucoup plus développée que celle de leurs voisins du nord et du sud, plus petits et venus plus tard au commerce international et qu'elle semble pouvoir offrir aux marchandises européennes un débouché beaucoup plus vaste sous un régime d'importations moins restrictif, en fait, ces voisins importent au total, si on les considère ensemble, beaucoup plus de produits européens que les Etats-Unis. L'importance que présentent ces marchés pour l'Europe tient, comme on l'a vu au Chapitre 2, au fait que les recettes que les pays dont il s'agit tirent eux-mêmes de leurs exportations, du tourisme ou des investissements de capitaux étrangers consistent surtout en dollars et que, mis à part les Etats-Unis eux-mêmes, ils seraient mieux en mesure que tous les autres marchés extra-européens de régler, en cette monnaie, tout excédent éventuel de la balance commerciale de l'Europe à leur égard. Mais les raisons pour lesquelles ils ont réalisé des recettes en dollars sont en grande partie les mêmes que celles qui les ont conduits à faire venir des Etats-Unis la plus grande partie de leurs importations. Comme on peut le voir par le Tableau 40, les quantités de produits importés des Etats-Unis, tant par le Canada que par les quatre principaux pays latino-américains de la zone des « comptes américains », sont, à l'heure actuelle, à peu près trois fois plus fortes que les importations de ces mêmes produits qu'ils reçoivent de l'Europe occidentale.

Canada. — De 1938 à 1951, les exportations européennes vers le Canada ont augmenté proportionnellement autant que celles qui étaient destinées

[1] Les nombreuses réductions consenties par les Etats-Unis depuis l'adoption de la « clause de sauvegarde » n'ont, il est vrai, fait l'objet que d'un nombre limité de réclamations de la part des producteurs nationaux, et trois concessions tarifaires seulement ont été rapportées jusqu'ici (chapeaux en feutre, feutre de poil pour chapeaux, figues). Il n'en subsiste pas moins une menace pour l'exportateur qui a réussi à développer ses ventes et cet état de choses semblerait justifier le point de vue selon lequel la valeur réelle des concessions accordées a été gravement réduite par le souci d'éviter aux producteurs nationaux les inconvénients pouvant en résulter.

[2] Par exemple, en imposant des frais uniformes à toutes les expéditions quelle qu'en soit l'importance, et en exigeant l'emploi d'un outillage spécial sans intérêt du point de vue de la production, pour l'apposition de marques spéciales sur les pièces détachées d'horlogerie ou sur d'autres produits. On trouvera dans le récent rapport du Comité franc-dollar des exemples intéressants des obstacles créés par les formalités douanières des Etats-Unis. (*Les Exportations françaises aux Etats-Unis*, Paris, 1952.)

[3] Il s'agissait des règles exigeant la marque du pays d'origine sur les produits importés (cette prescription étant généralement considérée comme un obstacle sérieux au commerce). Voir Décision 40771 du Trésor des Etats-Unis — *General Appraisers' Order 8961* (rendue en 1925).

Tableau 40

EXPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS ET DE L'EUROPE OCCIDENTALE A DESTINATION DE LA ZONE DOLLAR

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Groupe de produits	Année	Vers le CANADA		Vers la COLOMBIE, CUBA, le MEXIQUE et le VENEZUELA	
		En provenance		En provenance	
		de l'Europe occidentale [a]	des Etats-Unis	de l'Europe occidentale [a]	des Etats-Unis
Produits des industries mécaniques . . .	1928	66.5	389.5	38.4	128.9
	1938	27.8	192.0	39.1	121.9
	1948	62.8	597.8	66.3	618.4
	1951	136.9	803.6	110.9	664.5
Métaux et produits chimiques	1928	64.2	204.6	63.8	105.7
	1938	55.3	111.8	66.0	87.3
	1948	34.5	325.7	54.8	341.7
	1951	150.3	432.9	175.8	366.6
Textiles et articles manufacturés divers .	1928	293.3	232.8	156.4	130.8
	1938	162.8	91.8	84.9	79.0
	1948	193.0	188.2	76.0	273.1
	1951	204.3	249.1	91.7	259.8
Total pour tous les articles manufacturés .	1928	424.0	826.9	258.6	365.4
	1938	245.9	395.6	190.0	288.2
	1948	290.3	1 111.7	197.1	1 233.2
	1951	491.5	1 485.6	378.4	1 290.9

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

NOTE. — Les chiffres sont tirés des statistiques des pays exportateurs. La rubrique « Produits des industries mécaniques » correspond aux groupes 4 à 6; la rubrique « Métaux et produits chimiques », aux groupes 3 et 7; la rubrique « Textiles et articles manufacturés divers », aux groupes 8 et 9; la rubrique « Total pour tous les produits manufacturés » aux groupes 3 à 9 de la classification par groupes de produits adoptée dans le Tableau LV.

[a] L'expression « Europe occidentale » comprend les pays suivants : Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour les années 1928 et 1938), Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

aux Etats-Unis. Il ne faut y voir, en partie, que la conséquence de l'accroissement énorme du commerce extérieur canadien pendant cette période, puisque la part de l'Europe dans les importations canadiennes est tombée de 23% de leur valeur totale en 1938 à 14% en 1951.

Deux circonstances empêchent le Canada de se comporter purement et simplement comme un nouveau secteur prospère du marché des Etats-Unis. Il en est tout d'abord ainsi en raison des liens traditionnels existant avec le Royaume-Uni, qui se traduisent sous une forme concrète par des préférences tarifaires. Le Royaume-Uni fournit au Canada plus de 70% de la valeur totale de ses importations d'origine européenne, la part de chacun des autres pays européens étant relativement faible.

La seconde circonstance déterminante est que le Canada, pays en plein essor, dont la population est beaucoup moins nombreuse que celle des Etats-Unis, importe plus de biens d'équipement proportionnellement à ses importations totales. L'absence de dispositions semblables à la loi dite *Buy American Act* permet aux pays européens de concurrencer librement, sur le marché canadien, les biens d'équipement produits par les Etats-Unis et, comme on vient de le rappeler, le Royaume-Uni bénéficie même de tarifs préférentiels. Pourtant, les Etats-Unis conservent nécessairement d'autres avantages dans ce domaine, en partie à cause du développement de leur industrie, et aussi parce que la proximité géographique des deux pays ajoute encore à la souplesse, normalement plus grande, avec laquelle les Etats-Unis peuvent fixer les délais de livraison. C'est moins à cause des prix que des délais de livraison que les produits exportés par l'Europe ont eu moins de faveur. Néanmoins, comme le montre le tableau, les ventes de biens d'équipement ont sensiblement augmenté, et, parmi les succès obtenus à cet égard, il faut signaler celui du Royaume-Uni dans ses exportations d'appa-

reillage électrique [1]. Si le volume des articles de même catégorie fournis par les Etats-Unis s'est accru, cela peut provenir, dans une certaine mesure, du développement des investissements américains au Canada qui ont augmenté en moyenne de 650 millions de dollars en chiffres ronds en 1950 et 1951. Toutefois, il ne faudrait pas exagérer l'influence de ce facteur, puisque le Canada finance, par lui-même, plus de 85% de l'ensemble de ses investissements.

S'il est vrai que c'est dans le secteur des biens d'équipement que les exportations de l'Europe vers le Canada ont réalisé les plus grands progrès, les ventes de biens de consommation à ce pays sont néanmoins comparables à celles des Etats-Unis. Pour plus de la moitié, elles se composent d'articles textiles, fournis surtout par le Royaume-Uni. Le succès avec lequel le Royaume-Uni parvient à soutenir la concurrence des Etats-Unis sur ce marché tient à ce qu'une forte proportion des importations canadiennes de textiles consiste en tissus de laine, le principal secteur de l'industrie textile où le Royaume-Uni reste encore nettement à l'avant-garde de la mode.

Amérique latine [2]. — A la différence du Canada, les pays latino-américains de la zone dollar ne sont pas rattachés aux grands pays européens exportateurs par des liens culturels ou politiques assez puissants pour faire équilibre à l'influence des Etats-Unis dont les capitaux représentent, dans ces régions, une proportion importante du total des investissements et favorisent largement les importations de biens d'équipement venus des Etats-Unis. En outre, les capitaux investis dans le circuit de la distribution— création de succursales de grands magasins des Etats-Unis au Mexique, par exemple — doivent avoir un effet durable sur les importations d'articles de consommation en provenance des Etats-Unis, sans compter le stimulant direct qu'ils apportent aussi aux importations pendant la période initiale des investissements. Ces raisons, et d'autres circonstances particulières, sont souvent invoquées pour expliquer l'impuissance de l'Europe à pénétrer davantage sur les marchés de ces pays, tenus par les produits américains. Toutefois, ces arguments s'appliquant à des cas d'espèce ne sont pas pleinement convaincants. Pendant la guerre, l'absence des marchandises européennes et la désorganisation des services de représentation commerciale ont pu jouer momentanément un rôle, mais on aurait pu penser que leur effet disparaîtrait progressivement. Bien que le traitement préférentiel accordé par Cuba aux marchandises des Etats-Unis ait eu une grande importance, l'accord conclu en août 1951 entre Cuba et le Royaume-Uni place ce dernier pays et, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, beaucoup d'autres, sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis pour toute une série d'articles manufacturés [3].

En réalité, on ne peut expliquer l'impuissance des pays européens à prendre plus pleinement leur part du développement considérable de ces marchés que par les facteurs d'ordre général intervenant dans la position des Etats-Unis au point de vue de leur capacité de concurrence, dont il a été question à la section 3, et par le puissant attrait qu'exercent sur l'Europe ses débouchés traditionnels dont il est question à la section 6.

Quoi qu'il en soit, les exportations de l'Europe vers les pays latino-américains de la zone dollar ont considérablement augmenté, sinon pour les textiles où la position des Etats-Unis est surtout solide pour les articles en coton et en fibres artificielles, du moins pour les produits des industries mécaniques et autres biens de production.

D'un pays européen à l'autre, la situation, sur ces marchés, varie beaucoup. La Belgique, la Suisse et, à un moindre degré, les Pays-Bas, ont grandement accru leurs exportations depuis 1938. Au cours de la même période, le Royaume-Uni, lui aussi, a amélioré sa situation, en particulier au Venezuela, où elle se ressent de l'influence exercée par les investissements des sociétés pétrolières britanniques. Quant à l'Allemagne, elle n'a pas retrouvé, sauf à Cuba, comme elle l'avait espéré, la forte situation qu'elle avait avant la guerre, malgré l'essor des exportations allemandes de métaux et articles en métal dans tous ces pays [4].

Sauf à Cuba et, jusqu'à une date récente, en Colombie — où les licences d'importation n'étaient délivrées qu'à concurrence du montant disponible de la devise nécessaire, ou conformément aux dispositions d'accords bilatéraux — on ne saurait dire que la réglementation des importations appliquée dans ces pays ait été dirigée contre l'Europe. La distinction habituellement faite entre les marchandises dans ces pays repose sur leur caractère plus ou moins essentiel, ce qui n'entraîne en réalité aucune discrimination géographique. En résumé, il semble vraiment que, par une campagne énergique de vente, les fabricants européens pourraient sensiblement élargir leur place sur ces marchés.

[1] La progression des exportations d'appareillage électrique du Royaume-Uni vers le Canada a été la suivante (en millions de dollars canadiens) : 1949, 5,8; 1950, 9,3; 1951, 14,6; 1952 (janvier à septembre), 13,2.

[2] Pour plus de détails, voir *A Study of Trade between Latin America and Europe*, Organisation des Nations Unies, Genève, janvier 1953.

[3] A l'exception d'un petit nombre d'articles peu importants, ce n'est toutefois pas le cas pour les textiles.

[4] Pour plus de détails, voir Tableau LV de l'Annexe A.

5. Le mouvement des exportations a destination des « tiers marchés [1] »

La possibilité et la nécessité, pour l'Europe occidentale, de développer ses exportations vers un certain nombre de pays ne faisant pas partie de la zone dollar se sont trouvées limitées par le fait que ces pays eux-mêmes ne sont parvenus ni à augmenter ni même à maintenir le volume de leurs exportations en Europe. Dans ces pays, l'Europe occidentale ne pouvait utilement accroître ses exportations que dans la mesure où celles-ci se substituaient à des marchandises américaines et lui rapportaient ainsi des dollars. Dans la pratique, l'occasion de reconstituer ou de mettre sur pied un tel système de règlements multilatéraux s'est bien rarement présentée. On a expliqué dans la section 3 combien il est, en général, difficile aux produits européens de prendre la place des marchandises américaines. Il faut se rappeler, en outre, que nombreux sont, parmi les pays en question, ceux dont les recettes directes en dollars sont relativement faibles, et qu'une partie notable des importations qu'ils reçoivent des Etats-Unis est financée par ce pays sous forme de dons, de prêts ou d'investissements directs, et imposée par lui à des degrés divers en contrepartie de ce financement. En outre, dans de nombreux cas, une inflation chronique a entraîné un gonflement excessif des importations de toutes provenances et provoqué une pénurie de dollars aussi bien que d'autres devises, de sorte que les pays dont il s'agit n'ont pas pu ou n'ont pas voulu régler en monnaies fortes leurs soldes débiteurs nets envers l'Europe. C'est pourquoi, dans la pratique, les échanges commerciaux des pays de l'Europe occidentale avec de nombreuses régions du monde se sont effectués selon un bilatéralisme assez rigoureux, accentué encore, dans certains cas, par des dispositions tendant spécialement à éviter ou à limiter dans un sens comme dans l'autre, les règlements en dollars.

Europe orientale

Les divergences d'ordre politique et, de part et d'autre, l'absence d'offre due soit à des mesures restrictives, soit à une réelle pénurie ou encore à un manque de confiance en la possibilité de maintenir un volume considérable d'échanges réciproquement avantageux pour les parties, ont eu pour résultat une forte contraction du commerce avec l'Europe orientale qui, avant la guerre, comptait pour un sixième environ dans les exportations des pays de l'Europe occidentale à destination du reste du monde. Le volume des importations de l'Europe occidentale en provenance de cette région est, comme on l'a relevé dans un autre chapitre, bien inférieur à ce qu'il était avant la guerre. L'Europe occidentale ne peut pas, d'autre part, augmenter ses recettes en dollars au moyen d'un excédent d'exportations vis-à-vis des pays de l'Est; la sévérité des contrôles auxquels les Etats-Unis ont soumis les exportations a, il est vrai, pour ainsi dire fait disparaître les marchandises américaines des marchés de cette région, mais les quantités de produits que les Etats-Unis en importent sont, elles aussi, devenues négligeables [2]. En l'absence des perspectives commerciales nouvelles qu'aurait pu ouvrir un large accord politique, tout ce que les pays de l'Europe occidentale ont pu faire a été d'exporter suffisamment pour éviter la formation de déficits qu'ils auraient à régler en monnaies fortes [3]. En réalité, les exportations de l'Europe occidentale, telles qu'elles apparaissent au Tableau 41, se sont contractées en même temps que ses importations, bien qu'à un degré moindre, parce qu'avant la guerre l'Ouest avait un déficit vis-à-vis de l'Est et que le rapport d'échange *(terms of trade)* s'est modifié profondément en faveur de l'Europe orientale [4].

Amérique latine

Sur les marchés latino-américains ne faisant pas partie de la zone dollar, l'évolution n'a pas été aussi défavorable; en 1950, les exportations de l'Europe occidentale y dépassaient légèrement le niveau de l'avant-guerre, et elles ont encore augmenté sensiblement en 1951. Cette augmentation est due en majeure partie aux exportations vers le Brésil. Quant à l'Argentine, naguère marché de cette région le plus largement ouvert à l'Europe occidentale, les exportations à destination de ce pays n'ont pas dépassé, en volume, en 1951, leur niveau de 1938; les exportations du Royaume-Uni et des autres pays européens, qui, après la guerre, avaient tout d'abord réussi à se rétablir sur ce marché, ont fléchi depuis, mais ce

[1] Par expression « tiers marchés » on désigne ici les pays qui n'appartiennent ni à la zone dollar ni à l'Europe occidentale ou aux zones monétaires qui lui sont rattachées.

[2] Au total, les importations des Etats-Unis en provenance de l'Europe orientale (y compris l'Union soviétique), pendant les neuf premiers mois de 1952, n'ont représenté que 30 millions de dollars.

[3] En l'espèce, c'est en sens contraire qu'un déséquilibre a semblé se produire; des soldes non transférables en monnaie locale de plusieurs des petits pays de l'Europe orientale ont eu tendance à s'accumuler à cause de l'impossibilité où se sont trouvés ces pays de fournir le volume d'exportations prévu dans les accords commerciaux.

[4] Pour plus de détails sur l'évolution récente des échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale et leurs perspectives d'avenir, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3, pages 39–83.

Tableau 41

EXPORTATIONS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DE L'EUROPE ORIENTALE

En millions de dollars, aux prix f.o.b. de 1948

Pays exportateur ou région exportatrice	Année	Machines	Autres articles manufacturés	Total pour tous les produits
Allemagne (d'avant guerre)	1938	145.4	343.4	569.6
Allemagne occidentale	1951	17.6	44.9	73.3
Autres pays de l'Europe occidentale [a]	1938	96.2	314.1	719.2
	1951 [b]	166.9	184.2	535.8
Etats-Unis	1938	82.8	89.8	251.0
	1951	0.3	0.5	2.3

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

[a] Belgique-Luxembourg, Danemark, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

[b] Non compris les livraisons faites par la Finlande à l'Union soviétique au titre des réparations.

fléchissement a été compensé par le développement considérable des exportations de la France, de l'Allemagne occidentale et des Pays-Bas [1].

Les exportations des Etats-Unis vers ce groupe de pays restent très supérieures à ce qu'elles étaient avant la guerre, mais, depuis 1948, les exportations européennes se sont substituées jusqu'à un certain point aux exportations américaines, si bien que, sur le marché argentin, le recul a été moindre pour l'Europe occidentale que pour les Etats-Unis et que, sur le marché du Brésil et des autres pays latino-américains ne faisant pas partie de la zone dollar, l'avance de l'Europe occidentale a été plus forte.

La position de l'Europe comme exportatrice dans cette région a été particulièrement affaiblie par le ralentissement des fournitures d'articles textiles pour lesquelles les pays européens occupaient avant la guerre une place de premier rang, en particulier sur le marché argentin. Même par rapport à 1938, la part de l'Europe occidentale a diminué, encore que les importations d'articles textiles dans la région aient, dans l'ensemble, accusé un recul considérable depuis 1928. Pour d'autres produits, en particulier ceux des industries mécaniques, les exportations européennes se sont beaucoup mieux comportées. Pour ces produits, de 1948 à 1950, les exportations des Etats-Unis dans cette région ont reculé d'un tiers environ, cédant la place à celles de l'Europe occidentale qui, il est vrai, ont reperdu du terrain en 1951 à cause de la souplesse plus grande de l'offre américaine face à une brusque augmentation de la demande.

Mais ces progrès dans les pays latino-américains ne faisant pas partie de la zone dollar n'ont pas eu pour effet de simplifier beaucoup le problème qui se pose pour l'Europe occidentale à l'égard de la zone dollar. Comme on l'a fait remarquer plus haut, le

[1] Pour le détail des chiffres, voir le Tableau LV de l'Annexe. Les résultats très différents obtenus par les divers exportateurs européens sur le marché argentin après la guerre ont fait l'objet d'une étude approfondie dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 3, pages 38–42.

Tableau 42

EXPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS VERS LES PRINCIPAUX MARCHÉS LATINO-AMÉRICAINS NE FAISANT PAS PARTIE DE LA ZONE DOLLAR [a]

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Année	Textiles et autres articles manufacturés divers		Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques	
	En provenance		En provenance	
	de l'Europe occidentale [b]	des Etats-Unis	de l'Europe occidentale [b]	des Etats-Unis
1928 . . .	711	102	556	344
1938 . . .	348	27	512	241
1948 . . .	230	81	588	855
1950 . . .	204	30	861	558
1951 . . .	240	68	1 061	952

Sources : Tableau LV de l'Annexe A; pour les relations bilatérales dont il a été tenu compte, voir Annexe B.

[a] Argentine, Brésil, Chili, Pérou et Uruguay.

[b] Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour 1938), Belgique-Luxembourg, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

volume des importations reçues de ces pays latino-américains par l'Europe a été, durant ces dernières années, très inférieur à ce qu'il était avant 1939, et l'augmentation des exportations européennes n'a guère fait que compenser l'altération du rapport d'échange par rapport à ce qu'il était à la veille de la guerre, et combler le déficit commercial de la période qui a immédiatement suivi la fin des hostilités. Au surplus, dans les cas où les pays européens ont effectivement réalisé un excédent, ils ont éprouvé de grandes difficultés à en obtenir le règlement en dollars. Il en a été ainsi même quand la situation de leurs clients latino-américains était relativement bonne du point de vue de leurs recettes courantes en dollars ou de leurs réserves en cette monnaie, et davantage encore lorsque, comme c'est le plus souvent le cas pour les principaux marchés de cette région, la situation se caractérisait par une pénurie générale de devises engendrée par de fortes poussées inflationnistes [1].

Asie et Moyen-Orient

Avec l'Asie et le Moyen-Orient [2], les pays de l'Europe occidentale ont aussi éprouvé de grandes difficultés à développer leur commerce. La hausse des prix des produits de base et la forte poussée de la demande dans les pays producteurs de matières premières, ont permis aux exportations de l'Europe occidentale à destination de ce large groupe de pays de retrouver, en 1951, à peu près leur volume de 1938, mais non sans de profonds changements par rapport à l'avant-guerre dans leur répartition géographique et leur composition [3].

C'est dans la situation de la Chine qu'est intervenu l'un des changements les plus importants. Les échanges directs de ce pays avec l'Europe occidentale ne représentent plus qu'une faible partie de ce qu'ils étaient avant la guerre et ses recettes en dollars sont aujourd'hui si peu importantes que, dans l'état actuel des choses, elles ne laissent aucune possibilité de règlements multilatéraux avec l'Europe occidentale.

Par ailleurs, dans nombre d'autres pays, les difficultés tiennent au fait qu'une grande partie de leurs importations en provenance des Etats-Unis se composent de denrées alimentaires et, dans certains cas, de matières premières; que leurs exportations vers les Etats-Unis sont relativement faibles; et que le financement en dollars dont ils ont bénéficié a été souvent assorti de telles conditions qu'il est étroitement lié à la fourniture de marchandises par les Etats-Unis. Par exemple, au Japon, les cinq sixièmes des importations reçues des Etats-Unis se composaient en 1951 de denrées alimentaires, de coton et d'autres matières premières que les pays européens n'étaient pas en mesure de lui fournir, et il s'y était formé, vis-à-vis de la zone dollar, un énorme déficit couvert par l'aide extraordinaire et les dépenses militaires des Etats-Unis [4]. Israël, également, a reçu des Etats-Unis un tiers de ses importations sous forme de denrées

Tableau 43

EXPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS VERS CERTAINS MARCHÉS D'ASIE ET DU MOYEN-ORIENT NE FAISANT PAS PARTIE DE LA ZONE DOLLAR

En millions de dollars aux prix f.o.b. de 1948

Pays importateur	Année	Textiles et articles manufacturés divers		Produits des industries mécaniques, métaux et produits chimiques	
		en provenance de		en provenance de	
		l'Europe occidentale [a]	des Etats-Unis	l'Europe occidentale [a]	des Etats-Unis
Egypte, Iran, Syrie et Liban [b]	1938	126	3	146	32
	1948	140	33	241	57
	1950	186	20	338	70
	1951	143	30	282	69
Indonésie et Thaïlande	1938	129	4	127	41
	1948	42	20	71	57
	1950 [c]	67	41	126	42
	1951	101	70	198	85

Sources : Tableau LV de l'Annexe A; pour les relations bilatérales dont il a été tenu compte, voir Annexe B.

a Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour 1938), Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

b En 1938, le Soudan anglo-égyptien est considéré comme faisant partie de l'Egypte dans les statistiques des pays suivants : Etats-Unis, France, Italie et Suisse.

c Taux annuel pour l'Europe occidentale, exception faite de la Suisse, d'après les chiffres des neuf premiers mois. Les exportations des Etats-Unis et de la Suisse portent sur l'année entière.

[1] Ce problème s'est posé au Brésil, par exemple, avant même que ce pays éprouvât de graves difficultés de change à l'égard de toutes les zones monétaires.

[2] Comme on l'a signalé plus haut, ces développements ne concernent pas les pays dont les monnaies sont rattachées à celles de l'Europe.

[3] Le tableau des exportations de l'Europe occidentale vers d'autres régions, page 117, donne le total global des exportations vers les « autres pays extra-européens ». Pour le détail de ces exportations par pays et par produits, voir le Tableau LV de l'Annexe. Voir aussi le Tableau XXXV de l'Annexe A.

[4] Pour plus de détails sur la situation du Japon, voir le Chapitre 7.

alimentaires et de matières premières et a dû recourir à l'aide du gouvernement ou d'institutions privées de ce pays pour combler le déficit de son compte des paiements courants, égal à 95% de ses importations totales. L'Egypte et la Syrie, bien qu'elles ne bénéficient pas d'une large assistance de la part des Etats-Unis, fournissent également la preuve de la difficulté qu'il y a à remplacer les exportations américaines par des exportations européennes; leurs importations totales en provenance des Etats-Unis se composaient de denrées alimentaires et de matières premières, à raison de 50% pour l'Egypte et de 35% pour la Syrie.

Néanmoins, dans plusieurs de ces pays, comme aussi en Indonésie [1] et en Thaïlande, pays dont la situation financière est plus solide, les exportations de l'Europe occidentale sont nettement plus élevées qu'avant la guerre et, comme le montre le Tableau 43, elles ont tendance, depuis la fin de celle-ci, à prendre la place des exportations de produits manufacturés des Etats-Unis.

En dépit de cette avance, les exportations de l'Europe occidentale vers un certain nombre de ces pays (et vers le Soudan anglo-égyptien également) n'ont pas suffi à empêcher, en 1951, l'apparition, dans sa balance commerciale, d'un déficit considérable dû à la hausse des prix et à l'augmentation du volume de ses importations de matières premières [2]. Ce déficit a donné lieu, à l'époque, à des règlements en dollars par des pays de l'Europe occidentale dans quelques cas et, dans d'autres, à l'accumulation de soldes débiteurs [3]. Néanmoins, ces déficits ont disparu depuis par suite de l'effondrement des prix des matières premières et de la réduction des importations européennes. La situation des comptes en sterling de l'Egypte est même devenue si tendue en 1952 qu'il lui a fallu convertir des dollars en sterling, pour un très faible montant il est vrai.

Si limitées qu'aient été dans le passé les possibilités de recevoir des dollars des pays considérés, il ne semble guère probable qu'elles puissent s'améliorer beaucoup dans l'avenir. Il y a tout lieu de prévoir que la partie du marché des textiles que les Etats-Unis ont approvisionnée dans ce groupe de pays depuis la guerre passera non pas aux producteurs de l'Europe occidentale, mais au Japon ou peut-être à l'Inde. Pour tous les articles manufacturés également, la concurrence des exportations japonaises semble devoir se faire sentir de plus en plus dans l'ensemble de cette région [4].

[1] Même en Indonésie, les exportations américaines de 1951, d'une valeur de 160 millions de dollars (aux prix de 1948), comprenaient 32 millions de dollars de denrées alimentaires, 8 millions de dollars de matières premières et 47 millions de dollars de textiles. Pour plus de la moitié, ces exportations se composaient donc de marchandises pour lesquelles l'Europe occidentale ne semble guère en mesure de fournir des produits de remplacement (si l'on admet, selon l'hypothèse que l'on propose de retenir dans le corps du texte, que, dans l'avenir, c'est, non pas l'Europe, mais plus probablement le Japon qui sera le fournisseur de l'Indonésie pour ses importations de textiles).

[2] Ces déficits se manifestaient notamment pour les importations de coton en provenance de l'Egypte et du Soudan anglo-égyptien, ainsi que de caoutchouc, d'étain et d'huiles végétales en provenance de l'Indonésie.

[3] L'état de la balance des paiements du Royaume-Uni fait apparaître, au cours du second semestre de 1951, un transfert de 89 millions de dollars (ou, pour l'ensemble de l'année, un transfert net de 54 millions de dollars) au profit « d'autres pays ne faisant pas partie de la zone sterling », groupe qui correspond à celui dont il s'agit ci-dessus. Une autre indication se dégage également du fait que les avoirs de l'Indonésie en devises autres que le dollar (y compris les soldes de ses comptes de compensation) ont augmenté au cours de l'année 1951 de la contre-valeur de 35 millions de dollars.

[4] Voir l'examen plus complet du problème des exportations de textiles qui est fait au Chapitre 10.

6. Le commerce avec les territoires d'outre-mer rattachés aux zones monétaires européennes [5]

Pour les raisons exposées plus haut, les exportations de l'Europe occidentale à destination d'un grand nombre de régions du globe se sont heurtées à des difficultés et des limitations de diverses sortes, mais on ne peut assurément pas en dire autant de ses ventes sur les marchés d'outre-mer faisant partie de la zone monétaire des pays européens. Les chiffres cités à la section 3 du présent chapitre [6] montrent que, sur ces marchés, le volume des exportations de l'Europe

[5] Cette expression désigne ici à la fois *a*) les territoires de la zone sterling d'outre-mer : colonies britanniques, pays autonomes membres du Commonwealth dont la monnaie est rattachée au sterling, enfin autres pays extra-européens, l'Irak par exemple, dont la monnaie est rattachée au sterling (on en trouvera une liste plus complète à l'Annexe B) ; et *b*) les territoires d'outre-mer dépendant de pays européens autres que le Royaume Uni, c'est-à-dire de la France, de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Espagne et du Portugal. Les développements consacrés à ce deuxième groupe se rapportent surtout aux territoires français d'outre-mer, les autres territoires dépendants (sauf les territoires britanniques) étant, du point de vue des relations commerciales, beaucoup moins importants. Afin d'assurer la comparabilité des données statistiques, on a laissé entièrement de côté, aussi bien dans le premier que dans le deuxième groupe, les chiffres se rapportant aux pays qui, comme l'Egypte et Israël, ont cessé de faire partie de la zone sterling ou qui, comme l'Indonésie, ne comptent plus parmi les territoires dépendant des Pays-Bas.

[6] Voir page 117.

BIBLIOTECA

occidentale s'est accru, entre 1938 et 1950–1951, de 85%, ce qui représente, aux prix de 1948, une augmentation de quelque 3 milliards de dollars. Ces exportations comptent pour 90% dans l'accroissement global du volume des exportations effectuées par l'Europe occidentale vers le reste du monde pendant cette période, et leur part du total de ce volume est passée de 36 à 50%.

En raison de leur volume, les exportations à destination de ces territoires ont donc revêtu une importance capitale du point de vue du redressement ou du déséquilibre de la balance du commerce et des paiements de l'Europe occidentale après la guerre. Pour qu'elles aient contribué à la solution des problèmes les plus pressants, il aurait fallu que l'Europe en tirât un profit en nature ou en monnaie convertible; autrement dit, il aurait fallu qu'elles procurent à l'Europe occidentale soit des marchandises réduisant sa dépendance unilatérale à l'égard des importations provenant de la zone dollar, soit de l'or ou des dollars pouvant servir à payer ces importations.

Jusqu'ici, la contribution fournie de ce chef par les territoires d'outre-mer rattachés à l'Europe est loin d'être à la mesure de l'augmentation des exportations de l'Europe occidentale vers ces territoires. Bien qu'ils soient pour elle des fournisseurs importants, puisque, dans l'ensemble de ses importations en provenance du reste du monde, leur part représentait 42% en 1950–1951, le volume des importations de cette provenance n'a cependant pas été supérieur à celui de 1938 [1]. Ces territoires n'ont pas fourni non plus à l'Europe occidentale, comme avant la guerre, la possibilité de se procurer de l'or ou des dollars en vue de règlements multilatéraux et ils ont plutôt été la cause de prélèvements nets sur les ressources en devises des métropoles.

Le financement par l'Europe des exportations sans contrepartie

La possibilité qu'ont eue les territoires d'outre-mer rattachés aux zones monétaires européennes de développer considérablement leurs importations en provenance de l'Europe occidentale sans exporter chez elle un volume de marchandises supérieur à celui de 1938, est en partie la conséquence de la modification sensible du rapport d'échange en leur faveur. De 1938 à 1950, cette amélioration a été d'un tiers ou même davantage pour la zone sterling d'outre-mer et d'un septième environ pour les autres territoires dépendants d'outre-mer (non britanniques); elle s'est accentuée encore avec la hausse des prix des matières premières de 1951, mais s'est atténuée depuis.

[1] Voir pages 101 à 103.

Toutefois, l'écart entre les courants d'échanges dans les deux sens s'explique aussi, dans une très large mesure, par le montant élevé des ressources financières que les métropoles ont mises à la disposition des territoires d'outre-mer qui leur sont rattachés, soit sous forme de mouvements de capitaux, soit au titre des dépenses militaires; au demeurant, ce courant de capitaux s'élargit aussi du fait de la nature spéciale des relations monétaires et politiques existant entre les pays intéressés.

Le tableau ci-après projette quelque clarté sur l'importance énorme que revêtent les dépenses militaires et les mouvements de capitaux dans les relations commerciales de la France avec les territoires d'outre-mer qui lui sont rattachés :

Balance des paiements de la zone Franc d'outre-mer
(En millions de dollars courants)

Poste	*1950*	*1951*
Transactions avec la Métropole :		
Importations en provenance de la France	1 109	1 557
Exportations vers la France	703	877
Solde	— 406	— 680
Balance des services (chiffre net) [a]	+ 281	+ 443
Balance des paiements courants	— 125	— 237
Balance des paiements courants vis-à-vis d'autres pays :		
Vis-à-vis de la zone dollar	— 108	— 127
Vis-à-vis d'autres pays	— 15	+ 39
Balance globale des paiements courants vis-à-vis de l'ensemble des pays	— 248	— 325

Sources : Perspectives d'économie européenne, Rapport de l'O.E.C.E., Paris, décembre 1952, page 280.

a Ce chiffre est établi par différence entre : 1) les sommes reçues par les territoires d'outre-mer au titre, par exemple, de la solde des troupes, d'autres dépenses des forces françaises stationnées aux colonies ou d'autres recettes invisibles provenant des pouvoirs publics ou de particuliers, et 2) les versements effectués par les territoires d'outre-mer tels que : envois de fonds à la métropole par des militaires ou des civils français, revenus des capitaux investis ou paiement de fret et d'assurances.

Les chiffres des recettes provenant de la France au titre des services, bien qu'ils soient seulement donnés nets, montrent dans quelle importante mesure les dépenses militaires sont à l'origine du large excédent d'exportations en provenance de la France que l'on constate dans les comptes de certains de ces pays, tels que, notamment mais certes pas exclusivement, l'Indochine [2]. Même en tenant compte de ces recettes

[2] En sont exceptés le financement du matériel pour l'armée expédié directement de France vers les territoires d'outre-mer et les autres dépenses connexes effectuées en France. En y comprenant ces autres catégories de dépenses, on a calculé que le chiffre brut des frais afférents au corps expéditionnaire français en Indochine s'élevait à lui seul, jusqu'à la fin de 1951, à environ 1.100 milliards de francs français (ou 3,1 milliards de dollars) aux prix de 1951, et qu'il a atteint, pour la seule année 1951, jusqu'à 308 milliards de francs (880 millions de dollars).

au titre des services, il subsistait encore, dans l'ensemble de la balance des paiements courants de la zone franc d'outre-mer, un déficit de l'ordre de 250 millions de dollars en 1950 et de plus de 300 millions de dollars en 1951, dont la majeure partie vis-à-vis de la France, et le reste principalement vis-à-vis de la zone dollar. Ce déficit témoigne de l'ampleur des investissements de capitaux publics effectués par la France dans ses territoires d'outre-mer où s'exécute, dans le cadre du plan Monnet, un vaste programme d'équipement. Bien que son exécution n'ait commencé à s'accélérer que deux ou trois ans après la guerre, ce programme a entraîné, ces dernières années, des dépenses annuelles de 300 à 400 millions de dollars, dont la moitié environ en Afrique du Nord [1].

Dans les relations entre le Royaume-Uni et la zone sterling d'outre-mer, les dépenses militaires britanniques n'ont pas joué un rôle tout à fait aussi important que dans les transactions entre la France et ses territoires d'outre-mer; néanmoins, ces dépenses se sont, semble-t-il, effectuées récemment à un chiffre de plus de 200 millions de dollars par an [2]. Les investissements directs effectués par le Gouvernement du Royaume-Uni dans ses territoires d'outre-mer paraissent également avoir été relativement faibles [3]. Cependant, dans les relations entre le Royaume-Uni et la zone sterling d'outre-mer, deux autres catégories de mouvements de capitaux présentent une très grande importance.

Ce sont, tout d'abord, les retraits que divers membres de la zone sterling d'outre-mer — Inde, Pakistan, Ceylan et Irak notamment — opèrent sur les vastes avoirs en sterling qu'ils ont accumulés pendant la guerre. Ces avoirs, ainsi que ceux de certains autres pays, ont été, il est vrai, « bloqués » d'un commun accord peu après la guerre [4], mais les déblocages autorisés par le Royaume-Uni ont été très importants. Au total, les prélèvements opérés entre la fin de l'année 1946 et le milieu de 1952 par les quatre pays précités se sont élevés à quelque 300 millions de livres sterling, ce qui représente la valeur du tiers environ des importations de ces pays en provenance du Royaume-Uni pendant la même période.

Soldes en sterling des membres de la zone sterling d'outre-mer

(En millions de livres sterling aux prix courants)

	Déc. 1946	*Juin 1950*	*Juin 1951*	*Juin 1952*
Pays à avoirs bloqués :				
Inde [a]	1 217	621	643	513
Pakistan [a]		159	206	208
Ceylan	73	52	74	68
Irak	60	49	49	46
Autres pays indépendants :				
Australie	168	489	639	249
Nouvelle-Zélande	88	93	127	84
Afrique du Sud	21	91	89	73
Territoires non autonomes.	495	645	908	1 042
Total pour l'ensemble des membres de la zone sterling d'outre-mer [b]	2 104	2 248	2 789	2 266
Contre-valeur en dollars [c]	8 749	6 294	7 809	6 345

NOTE. — Les chiffres indiqués en regard de chaque pays sont des évaluations qui ne sont pas empruntées aux mêmes sources que le chiffre total, si bien que les deux séries de chiffres ne sont pas absolument comparables.

a La diminution des soldes en sterling de l'Inde et du Pakistan est due en partie au déblocage de 160 millions de livres pour l'achat d'annuités viagères en faveur d'anciens fonctionnaires de l'*India Civil Service* et, à concurrence de 50 millions de livres, à l'achat, par l'Inde, de matériel et d'installations militaires.

b Y compris les pays de la zone sterling d'outre-mer qui ne sont pas énumérés ci-dessus (mais non compris l'Irlande).

c La contre-valeur en dollars a subi l'effet de la dévaluation de 1949, qui a ramené le cours de la livre sterling de 4,03 à 2,80 dollars.

[1] Dans ces totaux ne sont pas comprises les sommes réunies par les administrations des territoires d'outre-mer elles-mêmes au moyen d'appels de fonds sur le marché monétaire français. Les statistiques françaises disponibles renseignent peu sur les mouvements de capitaux privés; pourtant, des chiffres publiés pour 1949 il ressort que, durant cette année, un mouvement de l'ordre de 100 millions de dollars s'était produit des territoires d'outre-mer vers la France (voir *Les comptes économiques de la nation, 1949*, Paris, 1952). Comme il s'agit là d'un chiffre net (résiduel) dont la décomposition par territoires n'est pas donnée, il est difficile de bien saisir la nature de ce mouvement de fonds; mais sans doute peut-on l'expliquer par les rapatriements en France d'avoirs français privés venant d'Indochine, ce qui n'exclut d'ailleurs pas la possibilité de sorties de capitaux privés (de moindre importance) provenant de France et transférés dans les territoires français d'Afrique. Ce chiffre s'explique peut-être aussi par les bénéfices de change au marché noir (qui représentent, par suite, une perte pour les réserves françaises de devises), rendus possibles par le profond écart existant entre le cours officiel convenu par l'Etat de la piastre indochinoise et le cours de cette même monnaie au marché noir. C'est ainsi, par exemple, qu'il est possible de se servir successivement des mêmes fonds pour convertir des piastres en francs français au cours officiel, échanger illégalement ces francs contre d'autres monnaies, et revendre celles-ci pour des piastres au cours du marché noir.

[2] Quant aux Pays-Bas, leurs dépenses militaires en Indonésie ont été lourdes aussi dans les premières années critiques qui ont suivi la guerre; depuis que l'Indonésie a acquis l'indépendance, les dépenses néerlandaises en Extrême-Orient à ce titre sont évidemment devenues beaucoup plus faibles.

[3] Le financement des plans d'équipement établis par les autorités compétentes des colonies britanniques est en grande partie assuré par les gouvernements coloniaux eux-mêmes; il nécessite également une participation importante du marché des capitaux de Londres. C'est ainsi que, pour les dépenses d'exécution des plans approuvés jusqu'en mars 1952 et qui s'élevaient à 1,3 milliard de dollars, il était prévu que le financement devrait être assuré par les gouvernements coloniaux jusqu'à concurrence de 620 millions de dollars, par des emprunts pour 440 millions de dollars et par les *British Colonial Development and Welfare Funds* pour 220 millions de dollars. Les opérations de la *Colonial Development Corporation* sont d'assez faible ampleur; le capital avec lequel ces opérations sont effectuées à l'heure actuelle est de l'ordre de 80 millions de dollars.

[4] On trouvera un exposé sommaire de ces opérations dans *The Sterling Area — An American Analysis*, Administration de coopération économique, Mission spéciale au Royaume-Uni, Londres, 1951, pages 180-181.

L'autre grande catégorie de mouvements de capitaux est celle que constituent les envois de fonds privés dirigés du Royaume-Uni sur la zone sterling d'outre-mer, envois dont le total semble avoir presque atteint un milliard de livres sterling au cours des six années et demie ayant pris fin en juin 1952, ce qui représente approximativement un cinquième de la valeur totale des exportations britanniques à destination de la zone sterling pendant la même période [1].

Ces envois sont peut-être liés en partie à l'exécution de projets déterminés d'équipement, tels que production pétrolière et raffinage de pétrole à l'étranger; l'absence de renseignements détaillés sur la composition ou les buts de ces vastes mouvements est toutefois caractéristique de la liberté avec laquelle les capitaux privés peuvent se déplacer à l'intérieur de la zone sterling. Le chiffre total de ces sorties de capitaux, tel qu'il est évalué dans la balance des paiements du Royaume-Uni, semble même n'être établi qu'à titre de poste résiduel, après déduction d'autres opérations dont on connaît le montant, telles que : échanges commerciaux, services, retraits d'avoirs en sterling et mouvements de capitaux publiés [2]. Les chiffres résiduels établis selon le même procédé pour divers membres de la zone sterling d'outre-mer indiquent toutefois que la part de loin la plus importante de ces capitaux frais fournis par le Royaume-Uni est allée à l'Union Sud-Africaine et à l'Australie.

En millions de livres sterling aux prix courants

	1946–1948	*1949–1951*	*Total 1946–1951*	
	Moyenne annuelle		*Livres sterling*	*Estimation de la contre-valeur en dollars*
Sorties de capitaux privés du Royaume-Uni à destination du reste de la zone sterling	141	163	913	3 250
Entrées de capitaux privés : [a]				
Australie	39 [b]	116	465	1 600
Union Sud-Africaine	97	56	458	1 650
Rhodésie du Sud .	8	18	61	200
Inde	−29	— 8	−113	−440
Pakistan		1	4	10
Irak	6	9	46	150

a Ces chiffres expriment les mouvements *globaux* de capitaux privés, y compris les entrées en provenance des Etats-Unis et d'autres pays, qui, d'ailleurs, paraissent avoir été relativement faibles. Empruntés pour la plupart au « poste résiduel » des balances des paiements, ces chiffres ne constituent donc pas des évaluations exactes, mais représentent seulement des ordres de grandeur.

b Moyenne des exercices financiers se terminant au mois de juin des années 1946, 1947 et 1948.

[1] En Belgique, les envois de capitaux privés à destination des territoires belges d'outre-mer sont également considérables depuis la guerre, mais ils sont un peu moins importants que ceux du Royaume-Uni vers la Zone sterling d'outre-mer.

[2] Voir l'ETUDE de 1951, Tableau 5, page 22.

L'Union Sud-Africaine et l'Australie ont toutes deux réalisé de très importantes recettes à ce titre pendant toute la période, mais on peut remarquer que jusqu'en 1948, le courant se dirigeait surtout vers le premier de ces pays, tandis que, par la suite, c'est l'Australie qui en fut le principal bénéficiaire. Grâce à ces recettes, les deux pays dont il s'agit ont eu l'un et l'autre les moyens de financer d'abondantes importations tout en augmentant sensiblement leurs avoirs en sterling à Londres, du moins jusqu'à ce que la poussée exceptionnelle des importations australiennes en 1951, coïncidant avec une baisse des prix de ses exportations, l'eut amenée à faire de larges prélèvements sur les réserves qu'elle avait accumulées antérieurement et l'eut contrainte, en 1952, à restreindre sérieusement ses importations de toute provenance.

Les avoirs des colonies britanniques ont, eux aussi, beaucoup augmenté pendant l'après-guerre, comme le montre le tableau des soldes en sterling figurant plus haut; ils se sont, en effet, accrus de 550 millions de livres sterling environ entre la fin de 1946 et le milieu de 1952. En l'occurrence, l'augmentation ne s'explique pas simplement par l'afflux des capitaux frais venus du Royaume-Uni, mais plutôt par les excédents des comptes des paiements courants de ces colonies. A la différence de l'Union Sud-Africaine et de l'Australie, dont les économies sont plus avancées, les territoires non autonomes — si paradoxal que cela puisse paraître — ont fait figure, au sein de la zone sterling, non pas d'emprunteurs mais de prêteurs.

Augmentation de la demande d'importations dans les territoires rattachés aux zones monétaires européennes

Grâce à l'amélioration de leur rapport d'échange et aux ressources financières mises à leur disposition au titre des dépenses militaires et des investissements, les territoires rattachés aux zones monétaires européennes ont été en mesure d'importer beaucoup plus qu'ils n'auraient pu le faire dans d'autres circonstances, et la nécessité de développer leurs exportations s'est atténuée pour eux dans une certaine mesure. L'augmentation de la demande a été générale et a porté non seulement sur les importations en provenance des métropoles, mais aussi sur les marchandises importées des Etats-Unis ou d'ailleurs, à cause surtout des limites imposées, au début de la période d'après guerre, à la capacité d'exportation de l'Europe où la demande dépassait les approvisionnements disponibles.

Dans la mesure où la demande, émanant des territoires rattachés aux métropoles, d'importations

Tableau 44

COMMERCE DES PAYS DE LA ZONE STERLING D'OUTRE-MER AVEC D'IMPORTANTES RÉGIONS DU MONDE

En millions de dollars courants, f.o.b.

Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations	Année	Colonies britanniques			Pays indépendants de la zone sterling d'outre-mer		
		Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Etats-Unis et Canada	1937–1938	99	270	+171	278	185	− 93
	1948	403	536	+133	1 184	757	−427
	1949	352	472	+120	964	629	−335
	1950	241	652	+411	636	814	+178
	1951	264	854	+590	1 213	1 089	−124
Royaume-Uni	1937–1938	259	268	+ 9	728	954	+226
	1948	869	855	− 14	1 999	1 703	−296
	1949	965	895	− 70	2 218	1 768	−450
	1950	786	843	+ 57	1 883	1 491	−392
	1951	1 016	1 391	+375	2 394	1 927	−467
Europe occidentale (pays membres de l'OECE autres que le Royaume-Uni)	1937–1938	55	138	+ 83	233	421	+188
	1948	139	156	+ 17	457	783	+326
	1949	186	287	+101	474	854	+380
	1950	208	432	+224	489	984	+495
	1951	452	826	+374	959	1 511	+552
Total pour les régions ci-dessus	1937–1938	413	676	+263	1 239	1 560	+321
	1948	1 411	1 547	+136	3 640	3 243	−397
	1949	1 503	1 654	+151	3 656	3 251	−405
	1950	1 235	1 927	+692	3 008	3 289	+281
	1951	1 732	3 071	+1 339	4 566	4 527	− 39

Source : Annuaire statistique du commerce extérieur, 1937-1951, OECE, Paris.

NOTE. — Ces chiffres sont extraits des statistiques des Etats-Unis, du Canada et des pays de l'Europe occidentale. Les chiffres indiqués par le pays qui fournit les statistiques d'importations ont été réduits de 10% de manière à les ramener, par voie d'évaluation, à la base f.o.b., sauf dans le cas des Etats-Unis et du Canada où les importations sont indiquées en prix f.o.b.

accrues en provenance des pays de la zone dollar recevait satisfaction, il est évident que les réserves centrales des métropoles étaient mises à contribution [1]. Quant cette demande prend la forme d'importations accrues directement fournies par la métropole, le prélèvement effectué sur les réserves centrales est tellement moins évident qu'il est passé sous silence et parfois même nié. Il est clair néanmoins que l'aisance créée par l'extrême abondance des ressources financières mises à la disposition des territoires d'outre-mer rattachés, les liens traditionnels et les accords commerciaux préférentiels, enfin les restrictions nouvelles destinées à réduire les sorties directes de dollars, ont accru l'intensité de la demande de produits européens et moins incité ces territoires à développer leurs exportations vers d'autres marchés nouveaux et d'une pénétration plus difficile. Les difficultés et les limitations très réelles rencontrées sur ces autres marchés, ainsi que l'attirance accrue des marchés traditionnels, ont, par leur jeu combiné, contribué aux changements que l'on a pu constater dans la répartition géographique des exportations européennes.

A l'intérieur de la zone franc, où la demande accrue des territoires dépendants était étroitement canalisée par les préférences douanières et les contrôles directs des importations en provenance de tiers pays, cette demande s'est nettement orientée vers la métro-

[1] Il y a un autre cas de pression sur les réserves centrales dont les données numériques font nécessairement défaut par la nature même des choses : c'est celui des capitaux qui s'évadent de pays européens pour être thésaurisés sous forme d'or ou pour se réfugier dans la zone dollar après avoir transité par l'un des territoires d'outre-mer rattachés à ces pays. Cette évasion peut se produire à cause 1) de l'absence complète de réglementation des transferts de capitaux entre les métropoles et les territoires qui leur sont rattachés, et 2) du degré très variable de l'efficacité (et, dans certains cas, de la mollesse notoire) avec laquelle sont appliquées les règles du contrôle des changes dans les pays d'outre-mer faisant partie de la zone monétaire intéressée.

Tableau 45

VOLUME DES EXPORTATIONS D'ARTICLES MANUFACTURÉS DES ÉTATS-UNIS, DU ROYAUME-UNI ET DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE A DESTINATION DE LA ZONE STERLING EXTRA-EUROPÉENNE

En millions de dollars, aux prix f.o.b. de 1948

Exportations à destination de	Métaux, produits des industries mécaniques et produits chimiques			Textiles et articles manufacturés divers		
	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Australie						
dont : des Etats-Unis	63	62	95	9	14	13
du Royaume-Uni	186	278	601	195	277	401
de certains pays de l'Europe occidentale [a]	32	13	152	45	51	133
Total	281	353	848	249	342	547
Union Sud-Africaine						
dont : des Etats-Unis	89	295	108	20	140	86
du Royaume-Uni	198	272	296	174	188	213
de certains pays de l'Europe occidentale [a]	101	42	93	51	41	91
Total	388	609	497	245	369	390
Inde et Pakistan						
dont : des Etats-Unis	34	178	116	5	23	7
du Royaume-Uni	180	327	394	131	106	104
de certains pays de l'Europe occidentale [a] [b]	103	62	159	60	63	91
Total	317	567	669	196	192	202
Autres pays indépendants [c]						
dont : des Etats-Unis [e]	29	35	63	6	18	20
du Royaume-Uni	155	250	341	123	172	227
Total	184	285	404	129	190	247
Colonies britanniques [d]						
dont : des Etats-Unis [e]	54	97	49	14	89	33
du Royaume-Uni	153	304	473	125	177	295
Total	207	401	522	139	266	328
Total pour les pays ci-dessus						
dont : des Etats-Unis	269	667	431	54	284	159
du Royaume-Uni	872	1 431	2 105	748	920	1 240
de certains pays de l'Europe occidentale [a]	236	117	404	156	155	315
Total	1 377	2 215	2 940	958	1 359	1 714

Source : Tableau LV de l'Annexe.

NOTE. — La rubrique « Métaux, produits des industries mécaniques et produits chimiques » correspond aux groupes 3 à 7; et la rubrique « Textiles et articles manufacturés divers » aux groupes 8 et 9 de la classification par groupe de produits adoptée dans le Tableau LV.

[a] Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour 1938), Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Suède et Suisse.

[b] Pour 1938 et 1948, le chiffre des exportations suédoises à destination de l'Inde et du Pakistan comprend les marchandises destinées à Ceylan.

[c] Birmanie, Ceylan, Irak, Nouvelle-Zélande et Rhodésie du Sud.

[d] Afrique orientale britannique, Rhodésie du Nord, Afrique occidentale britannique, Antilles anglaises, Malaisie, Singapour et Hong-kong.

[e] Pour 1938 et 1948, la Rhodésie du Sud est comprise dans les colonies britanniques.

pole. C'est ainsi qu'en 1950–1951, les exportations de la France à destination de ses territoires d'outre-mer ont été supérieures d'un montant qui atteignait 750 millions de dollars à l'objectif fixé pour 1952–1953 dans le programme de l'OECE [1]. Parallèlement, la part de la France dans le total des importations effectuées par ses territoires d'outre-mer en provenance de l'Europe occidentale est passée de 78 % en 1937–1938 à 83 % en 1948–1951, et, pendant la même période, la part des territoires d'outre-mer dans l'ensemble des exportations de la France est passée de 27 à 39 %. L'augmentation a porté surtout sur les biens d'équipement et autres biens de production, dont les importations ont quadruplé en volume entre 1938 et 1951; il y a eu aussi une augmentation marquée des importations de ces produits en provenance des Etats-Unis, mais non de celles en provenance de pays de l'Europe occidentale autres que la France. Sous l'effet d'une augmentation de la demande de biens de consommation, engendrée par les investissements et par les dépenses militaires, les importations de textiles, d'articles manufacturés divers et de denrées alimentaires en provenance de la France ont doublé ou plus que doublé [2].

Dans les territoires de la zone sterling d'outre-mer, l'augmentation des importations n'a pas été tout à fait aussi impressionnante que dans les territoires de l'Union française, mais elle a néanmoins atteint, en volume, environ 80 % entre 1938 et 1951. Le Tableau 45 montre qu'ici, comme dans les territoires dépendants de la France, cette expansion a intéressé surtout les métaux, les machines et autres produits des industries mécaniques et les produits chimiques, dont les importations ont plus que doublé pendant la période dont il s'agit. En chiffres absolus, c'est dans les importations en provenance du Royaume-Uni [3] que l'augmentation a été de beaucoup la plus forte, mais il y a eu également accroissement sensible des importations en provenance d'autres pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis.

L'augmentation des importations d'articles manufacturés de la zone sterling d'outre-mer en provenance des Etats-Unis avait été très marquée dans les années qui avaient immédiatement suivi la guerre. Depuis, les articles manufacturés américains ont perdu du terrain [4], mais, en volume, ils restaient encore, en 1951, supérieurs de 80 % environ à ce qu'ils étaient avant la guerre. Les chiffres du Tableau 45 montrent que les membres indépendants de la zone sterling d'outre-mer ont suivi, pour l'octroi des licences d'importation de produits provenant de la zone dollar, une politique beaucoup plus libérale que les possessions coloniales. C'est particulièrement le cas pour l'Inde [5] et le Pakistan en ce qui concerne les importations de produits des industries mécaniques et autres biens de production, encore que, en 1951, le volume de ces importations fût sensiblement inférieur à ce qu'il avait été en 1948. En Afrique du Sud, les importations en provenance des Etats-Unis, qui avaient atteint après la guerre un niveau élevé, ont diminué également, mais ce pays constitue une exception importante par les importations considérables de biens de consommation qu'il reçoit de cette source. Cela tient à sa situation spéciale au sein de la zone sterling en tant que grand producteur d'or, qui lui permet de régler directement la majeure partie de son déficit en dollars envers les Etats-Unis [6].

Raisons pour lesquelles les territoires d'outre-mer rattachés à des pays d'Europe n'ont pu procurer à ceux-ci des marchandises ou des dollars

L'impossibilité où se sont trouvé les territoires d'outre-mer rattachés aux métropoles, malgré le large supplément de ressources financières mis à leur disposition, d'augmenter par rapport au niveau d'avant guerre le volume général de leurs exportations à destination de l'Europe, s'explique par l'effet conjugué de plusieurs circonstances. Dans les dépendances françaises, les deux tiers des dépenses faites, jusqu'ici, au titre du programme de développement économique ont été consacrés à des améliorations

[1] En prix de 1948/49, voir page 118 ci-dessus.

[2] Pour plus de détails, voir le Tableau LV de l'Annexe A.

[3] Dans le total des importations de la zone sterling d'outre-mer, la part du Royaume-Uni est restée, comme avant la guerre, de 60 % environ. Les chiffres du Tableau 45 (qui ne s'appliquent qu'aux articles manufacturés) ne donnent pas une idée exacte des parts relatives des différents fournisseurs, parce qu'ils ne portent pas sur tous les pays de l'Europe occidentale continentale, mais ils donnent une indication des changements qui se sont produits pendant la période considérée.

[4] Toutefois, il n'en a pas été ainsi en Australie, pendant la violente poussée de ses importations en 1951, ni dans le groupe des « autres pays indépendants »; en Irak, l'augmentation des importations a surtout porté sur les produits en acier destinés à la construction des nouveaux pipelines; en Nouvelle-Zélande, elle a intéressé principalement les machines agricoles.

[5] Dans l'Inde, indépendamment des importations d'articles manufacturés, les importations de blé, de céréales secondaires et de riz en provenance des Etats-Unis ont passé d'une valeur négligeable avant la guerre au chiffre-record de 205 millions de dollars en 1951, qui a été une année de famine. Une partie de ces importations a été financée par un prêt spécial de 190 millions de dollars, consenti par les Etats-Unis, sur lequel 106 millions de dollars ont été prélevés pendant l'année.

[6] Sous le régime actuel des licences « universelles » en vigueur pour les produits essentiels, l'importateur sud-africain peut acheter sur n'importe quel marché; le Royaume-Uni a donc ainsi une chance de se procurer de l'or si les conditions et les qualités qu'il propose répondent mieux aux désirs de l'importateur que celles des fabricants américains.

de l'équipement de base, spécialement dans le domaine des transports et des communications, tandis qu'un cinquième seulement a été affecté à des projets d'expansion de la production d'articles déterminés. Jusqu'en 1951, la réalisation de ces projets n'avait donné, du point de vue de l'accroissement des quantités exportables, que des résultats modestes [1]. Toutefois, d'après les objectifs primitivement fixés en 1947, le volume des marchandises disponibles dans les territoires français d'outre-mer pour l'exportation devrait être, en 1956, à peu près le double de celui de 1951, et les augmentations les plus fortes étaient prévues pour les huiles végétales et les graines oléagineuses, les fruits frais, le coton, le sisal, le bois et le minerai de fer [2]. A mesure que ces objectifs seront atteints, et même si leur réalisation doit être plus lente qu'on ne le prévoyait tout d'abord, le problème du dollar devrait commencer à devenir moins aigu pour la France. Pour ce qui est du coton, par exemple, les territoires français d'outre-mer n'ont fourni à la France, en 1951, que 14% de ses importations totales, mais on prévoit que leurs fournitures doubleront d'ici 1956, ce qui permettra, pour ce seul produit, une économie de 35 millions de dollars environ.

Dans les territoires français d'outre-mer, les investissements s'effectuent conformément à un plan, ce qui est la conséquence logique du fait qu'ils sont réalisés sur fonds publics. Ils diffèrent en cela du courant de capitaux beaucoup plus abondants, et principalement d'origine privée, qui s'écoule du Royaume-Uni vers la zone sterling d'outre-mer. Dans cette zone aussi, des progrès ont été réalisés en certains domaines : les importations de produits pétroliers effectuées par l'Europe occidentale en provenance de la zone sterling d'outre-mer ont beaucoup augmenté; il y a eu un léger accroissement des importations de graisses et d'huiles, de café et de sucre, en provenance de certaines parties de la zone, encore que l'avance réalisée pour ces produits agricoles ait été contrebalancée par le recul des livraisons fournies par d'autres membres et, surtout, par l'impossibilité où s'est trouvé le Royaume-Uni de se procurer dans la zone sterling de plus grandes quantités de céréales et de viande.

Il est caractéristique qu'en dehors des produits pétroliers, la principale augmentation des fournitures dispensant d'effectuer des règlements en dollars ait été réalisée dans les dépendances britanniques, où le Royaume-Uni a été plus libre de mener une politique déterminée, tandis que sont restées très insuffisantes les importations en provenance des membres indépendants de la zone sterling, eux-mêmes principaux bénéficiaires des capitaux britanniques [3]. Dans un pays comme l'Australie, qui est l'un des membres les plus importants de la zone, certaines circonstances plus ou moins inéluctables ont limité les livraisons de denrées alimentaires à l'Europe, par exemple : l'augmentation de la population qui s'est accrue d'un cinquième environ par rapport à l'avant-guerre, l'augmentation du revenu réel par habitant, le développement des exportations de blé à destination de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde. En outre, les intempéries y ont réduit récemment la production agricole. Néanmoins, les causes profondes semblent tenir à l'importance donnée au développement industriel et au niveau relativement peu élevé des prix des denrées alimentaires à la production par rapport à ceux des produits industriels et de la laine. Autant qu'on puisse en juger d'après les résultats obtenus jusqu'ici, les capitaux qui ont passé en Australie depuis la fin de la guerre semblent avoir contribué à une mise en valeur qui a, pour le Royaume-Uni, l'effet doublement désavantageux de distraire des ressources financières de la production de denrées dont il a besoin, et de les affecter à des secteurs dont les produits font concurrence à ses propres exportations. Reste à savoir dans quelle mesure cette évolution pourra être modifiée par le nouveau plan quinquennal australien de production agricole et par les engagements d'ordre général contractés à la conférence du Commonwealth de décembre 1952.

Dans les pays de la zone sterling d'outre-mer, l'évolution des exportations vers la zone dollar a été plus satisfaisante que celle des exportations vers l'Europe; en volume, l'augmentation a été de 40% environ de 1937–1938 à 1948–1951, et le rapport d'échange s'est amélioré vis-à-vis de la zone dollar comme vis-à-vis de l'Europe. Néanmoins, ces résultats ont été contrebalancés, et au-delà, par une augmentation des trois quarts environ des importations en provenance de la zone dollar et par la diminution du pouvoir d'achat de l'or, qui était avant la guerre

[1] Il ressort des chiffres disponibles pour les territoires français autres que ceux de l'Afrique du Nord que, pour les produits dont le programme prévoit l'expansion la plus forte, les exportations n'ont augmenté que de 10% environ de 1938 à 1951.

[2] Cette augmentation est calculée par évaluation d'après les données relatives à 17 produits dont l'exportation représentait en 1951 une valeur totale de 520 millions de dollars (voir *Revue d'économie politique*, Paris, septembre-octobre 1952, page 651). Les quantités indiquées dans la revue ont été réévaluées sur la base des prix dérivés *(unit values)* représentatifs des exportations de 1951.

[3] Comme on l'a vu à la section 2, les importations de l'Europe occidentale en provenance des membres indépendants de la zone sterling n'ont représenté en 1951–1952 que 2,3 milliards de dollars, alors que l'objectif du programme de l'OECE pour 1952/53 est de 3,3 milliards de dollars (aux prix de 1948/49).

l'une des forces principales dans les règlements triangulaires entre la zone sterling d'outre-mer, le Royaume-Uni et les Etats-Unis [1].

Comme le montre le tableau ci-après, les membres indépendants de la zone sterling d'outre-mer n'ont cessé d'effectuer des prélèvements très importants sur les réserves centrales de Londres pour régler leurs déficits vis-à-vis de la zone dollar, sauf en 1950 et 1951, où les prix de leurs exportations furent anormalement élevés. Pendant l'ensemble de la période d'après guerre, les membres indépendants de la zone sterling ont absorbé, à 300 millions de dollars près, la totalité de l'apport des territoires coloniaux aux réserves centrales. Si l'on tient compte des paiements en dollars du Royaume-Uni à des pays ne faisant pas partie de la zone dollar, en règlement des opérations des autres membres, la contribution nette en dollars de l'ensemble du groupe des pays de la zone sterling d'outre-mer aux réserves centrales a sans doute été négative. De même, depuis la fin de la guerre, la France a financé pour le compte de ses territoires d'outre-mer un déficit en dollars continu et important qui occupe une place de plus en plus grande dans le déficit en dollars de l'ensemble de la zone franc [2].

Déficits nets de la zone franc et de la zone sterling d'outre-mer vis-à-vis de la zone dollar
(En millions de dollars)

	Zone franc	*Zone sterling d'outre-mer*	
	d'outre-mer	*Membres indépendants* [a]	*Colonies*
1946	—256	— 46	+110
1947	—123	—766	+ 7
1948	—136	—252	+164
1949	—143	—276	+149
1950	—108	+340	+366
1951	—127	+ 29	+448
1952 [b]	—103	—318	+380

a Y compris l'or vendu au Royaume-Uni; en fait, les colonies ont fourni une faible partie de cet or.
b Premier semestre au taux annuel.

[1] Avant la guerre, l'or extrait annuellement dans la zone sterling représentait plus de 500 millions de dollars; depuis la guerre, ce chiffre a un peu diminué. Si, suivant la hausse générale des prix des produits de base, le prix de l'or avait doublé, la zone sterling d'outre-mer dans son ensemble n'aurait eu, compte tenu du volume et des prix de ses échanges, depuis la guerre, de déficit en dollars qu'en 1947, année exceptionnelle, et elle aurait bénéficié, pour l'ensemble de la période allant de 1946 à juin 1952, d'un excédent en dollars de plus de 2 milliards. Bien entendu, on ne saurait raisonnablement admettre que, dans cette hypothèse, le volume des échanges serait resté le même; cependant, les calculs donnent à penser que, dans son ensemble, la situation de la zone sterling, en matière de dollars, eût été sensiblement meilleure.

[2] Une part importante du déficit en dollars des territoires français d'outre-mer est imputable au Maroc où, pour des raisons historiques et politiques, le contrôle des dépenses en dollars est beaucoup moins rigoureux. Selon une source officielle, le Maroc a enregistré, pendant les neuf premiers mois de 1952, un déficit en dollars de 48 millions, soit un sixième du déficit total en dollars de la zone franc.

Le problème du multilatéralisme régional

Les développements qui précèdent ont montré qu'à l'intérieur de la zone franc, les lourdes dépenses engagées depuis la guerre dans les territoires d'outre-mer à l'aide des ressources financières françaises ont été faites surtout au titre des investissements sur fonds publics et à titre militaire. Le premier de ces emplois de fonds, bien qu'il ne donne encore, pour le moment, que de modestes résultats pour ce qui est de l'accroissement des quantités exportées, semble devoir assurer dans l'avenir une plus grande amélioration de la balance des paiements de l'ensemble de la zone. En revanche, le coût réel de ces investissements nouveaux et des investissements antérieurs est fortement accru par la lourde charge des dépenses militaires qui les accompagnent.

Au sein de la zone sterling, les problèmes sont assez différents et plus complexes, parce que cette zone se compose de membres plus nombreux et plus divers que la zone franc et qu'elle entretient avec le reste du monde des relations commerciales beaucoup plus étendues. On peut considérer la zone sterling comme une expérience continue en vue de résoudre le problème qui pose le maintien intégral des relations commerciales multilatérales et la liberté complète des mouvements de capitaux, au sein d'un groupe de pays qui, dans ses rapports avec le monde extérieur, doit faire face à une pénurie de dollars et restreindre ses paiements aussi bien au titre du compte des paiements courants que du compte capital. Il s'agit là d'une expérience qui n'est pas poursuivie selon un plan préconçu, mais qui est plutôt le résultat d'une évolution historique qui remonte fort loin et qui tient à trois sortes de facteurs : l'habitude prise depuis longtemps par un grand nombre de pays de la zone sterling d'outre-mer, notamment par les membres du Commonwealth autres que le Canada, de conserver leurs réserves de devises sous forme de soldes en sterling à Londres; la décision que ces pays ont prise de continuer à fixer les taux de change non pas d'après le dollar mais d'après la livre, lorsque, après 1931, le rapport fixe de conversion des deux monnaies fut abandonné; enfin, l'institution, au cours de la dernière guerre, d'un régime de contrôle des changes restreignant les paiements effectués hors de la zone sterling et groupant à Londres, dans un fonds commun, les avoirs en or et en dollars.

A l'intérieur de la zone sterling, chaque pays a pu continuer à disposer d'une grosse liquidité pour les opérations de compensation commerciale multilaté-

rale, d'une part, grâce à la bonne volonté avec laquelle les autres membres de la zone laissent s'accumuler leurs soldes au Royaume-Uni lorsque la situation de celui-ci est déficitaire vis-à-vis d'eux, et, d'autre part, grâce à la possibilité de disposer de ces avoirs accumulés, auxquels s'ajoutent de nouvelles recettes en capital en provenance du Royaume-Uni, pour couvrir les déficits envers le Royaume-Uni ou envers d'autres membres. Pour leurs règlements avec les pays ne faisant pas partie de la zone sterling, les différents membres de celle-ci sont libres, en principe, d'opérer des retraits sur le fonds central d'or et de dollars, à la condition toutefois que les mouvements de capitaux vers les pays non membres de la zone soient soumis à un contrôle et que la politique d'importation soit déterminée en fonction des disponibilités en devises de l'ensemble de la zone.

C'est la possibilité laissée aux membres de faire circuler librement entre eux les marchandises et les capitaux, jointe aux larges liquidités existantes à l'intérieur de la zone, qui constitue à la fois la force et la faiblesse du système. Sa force tient à l'existence de vastes courants d'échanges commerciaux soustraits jusqu'à un certain point à des restrictions quantitatives [1]. Sa faiblesse résulte du fait qu'à la faveur de ces mêmes circonstances, les membres de la zone sterling autres que le Royaume-Uni, se voient déchargés de toute responsabilité directe quant à l'état des ressources financières de la zone dans son ensemble et se trouvent même dans certains cas dispensés de se préoccuper vraiment de l'évolution de leurs importations, de leurs exportations ou de leur balance des paiements.

Si le système a fonctionné aussi bien malgré l'absence de toute coordination étroite des politiques économiques intérieures et extérieures, c'est, semble-t-il, en grande partie parce que les pays indépendants qui font partie de la zone ont été, en réalité, les principaux bénéficiaires des mouvements de capitaux à l'intérieur de celle-ci et qu'ils ont pu disposer assez librement de ses réserves en or et en dollars sans être soumis en retour à l'obligation de faire coïncider leur propre politique commerciale intérieure et extérieure avec les intérêts de l'ensemble du groupe. L'exercice de cette liberté a été respectée et rendu possible, parce que le Royaume-Uni s'est toujours montré prêt à laisser aller les capitaux vers ces pays, parce qu'il a observé lui-même, dans l'utilisation de ses propres ressources en dollars, des règles d'économie beaucoup plus strictes, parce que des excédents en dollars obtenus par les membres coloniaux de la zone se trouvaient disponibles, enfin parce que, jusqu'ici, les Etats-Unis ont fourni une aide en dollars au Royaume-Uni et même, en fait, à la zone sterling tout entière. Etant donné que les ressources de cette dernière origine sont appelées à diminuer, sinon à disparaître, la question se pose de savoir si le Royaume-Uni pourra continuer à mettre de vastes capitaux à la disposition des autres membres de la zone sterling sans avoir davantage l'assurance que ceux-ci développeront, en retour, une production permettant soit d'économiser des dollars, soit d'en gagner, et, d'une façon générale, de savoir si, à la longue, il sera possible d'assurer la gestion d'un fonds de réserves communes sans une autorité monétaire commune ou, tout au moins, sans une coordination plus étroite des politiques suivies.

[1] Il y a pourtant eu certaines exceptions : par exemple, dans le commerce entre l'Inde et le Pakistan ou l'Inde et l'Afrique du Sud, en raison de différends d'ordre politique; de leur côté, l'Australie et, à un degré beaucoup moindre, la Nouvelle-Zélande, ont imposé des restrictions aux importations en provenance du Royaume-Uni en mars 1952 après la forte diminution de leurs avoirs à Londres.

7. Les échanges et les paiements a l'intérieur de l'Europe occidentale [2]

La zone sterling constitue l'un des moyens employés pour créer les conditions propices au rétablissement du jeu normal des échanges entre les pays n'appartenant pas à la zone dollar, sans que des restrictions ne viennent s'opposer aux importations provenant de cette zone; et pourtant, comme on l'a montré dans la précédente section, le mécanisme de la zone sterling a fonctionné d'une manière qui n'a guère contribué à atténuer le problème du dollar et l'a peut-être même aggravé. La création de l'Union européenne de paiements entre les pays de l'Europe occidentale constitue un autre essai de solution, à certains égards plus étudié; l'UEP ne procède pas, en effet, de l'évo-

[2] La présente section traite uniquement des relations de commerce et de paiements entre les pays membres de l'OECE (et les pays d'outre-mer qui leur sont monétairement rattachés), en insistant particulièrement sur la forme que revêtent ces relations dans le cadre de l'UEP. Les problèmes que pose l'organisation du commerce par régions dans un monde où les monnaies sont inconvertibles ont été examinés à fond dans les précédentes Etudes de cette série, à commencer par la première, et l'on trouve sur l'UEP d'abondants renseignements statistiques et autres dans les rapports de cette institution ainsi que dans ceux de l'OECE et de la Banque des règlements internationaux; c'est donc à dessein que le présent exposé se limite aux traits essentiels et aux principaux problèmes, en négligeant les détails d'ordre technique ou historique.

lution historique, comme la zone sterling, mais, d'abord expérimentée dans la pratique pendant un certain temps, elle a été spécialement conçue en vue de poser les bases, au moins provisoires, de courants commerciaux multilatéraux entre ses membres en attendant le retour définitif à la convertibilité générale des monnaies et au multilatéralisme intégral des échanges.

En Europe occidentale, après la guerre, le problème appelait une solution de toute urgence. Alors que tous les pays, ou presque, souffraient d'une grave pénurie de dollars, il était naturel que chacun d'eux eût tendance à restreindre ses achats dans les autres pays de manière à ne pas débourser de dollars, ou, si possible, à en gagner. Ce régime de restrictions généralisées ne pouvait, tant qu'il dura, qu'abaisser le niveau de l'ensemble du commerce, sans atténuer pour autant le problème général du dollar; et, ce qui est plus grave encore, il encouragea à tort l'investissement de capitaux importants dans des industries nationales productrices d'articles qui, en temps normal, sont importés. Les accords bilatéraux de commerce et de paiements, ainsi que les facilités de crédit qui y étaient prévues, offraient un moyen de sortir de l'impasse et fournissaient la base principale d'une reprise des échanges intereuropéens dans les premières années qui suivirent la fin de la guerre. Toutefois, ce bilatéralisme avait inévitablement pour effet d'orienter les échanges ainsi que les investissements et la production dans des directions insolites; d'autre part, les pays se montrèrent moins disposés à accorder de nouveaux crédits pour compenser les excédents de marchandises intervenus dans le cadre de relations bilatérales, au fur et à mesure que les chances d'un redressement général de la balance des paiements et d'un rétablissement de la convertibilité monétaire commencèrent à paraître plus lointaines.

Dans un premier effort pour libérer les échanges des servitudes du bilatéralisme, les membres de l'OECE mirent au point, en 1948, avec l'appui des Etats-Unis, un plan régional de paiements, modifié et étendu en 1949, qui fournissait la possibilité d'une compensation multilatérale des excédents et des déficits bilatéraux ainsi que d'un règlement des soldes nets subsistants. Toutefois, ces premiers arrangements, qui s'avérèrent à la fois trop compliqués et peu efficaces, furent remplacés, vers le milieu de l'année 1950, par l'Union européenne de paiements, dispositif élaboré de façon plus subtile que les précédents, mais qui avait encore nettement le caractère d'une expérience.

Ce mécanisme de paiements entre les pays de l'Europe occidentale, comme la libération des importations qu'il avait rendue possible [1], contribua à une nouvelle reprise du commerce entre ces pays dont le volume, en 1951, dépassa de 30% environ le chiffre qu'il atteignait en 1938 et de 90% environ celui de 1948, comme le montre le Tableau 46 [2]. Les mesures de libération des importations ont, semble-t-il, eu une influence spécialement marquée sur l'accroissement du commerce des textiles et autres biens de consommation manufacturés. Il est vrai qu'au cours des dernières années, d'autres influences se sont exercées avec force, notamment la reprise tardive mais rapide des exportations de l'Allemagne occidentale (remarquable surtout en ce qui concerne les machines, le matériel de transport et autres biens d'équipement et les produits chimiques) et l'expansion générale de la production et du commerce qui a été stimulée par le déclenchement de la guerre de Corée.

Néanmoins, les échanges intereuropéens et le fonctionnement de l'Union européenne de paiements se sont heurtés à des obstacles. Au début, ce fut la situation de l'Allemagne qui donna lieu à des difficultés particulières. Depuis la fin de 1951, le volume du commerce entre les pays de l'Europe occidentale est presque retombé au niveau du milieu de l'année 1950; cela s'explique par deux raisons : d'une part, la tendance au ralentissement de l'activité économique dans nombre de pays, d'autre part et surtout, le rétablissement des restrictions à l'importation par le Royaume-Uni et la France, devenus débiteurs extrêmes au sein de l'UEP.

Cette régression met en lumière les insuffisances de la méthode appliquée en l'occurrence pour mettre au point un dispositif régional régissant le commerce et les paiements. Certes, tous les mécanismes de cette nature comportent forcément un traitement préférentiel en faveur des pays qui y participent. Ce qui distingue essentiellement les deux façons de résoudre le problème, c'est que dans un cas, mais non dans l'autre, le mécanisme envisagé permet de compenser, au sein du groupe, le déficit que peut avoir tel ou tel pays vis-à-vis de la zone dollar.

Vu sous sa forme extrême, l'une des solutions serait de créer une véritable union monétaire et économique, dont les membres constituent, avec leurs recettes et leurs ressources existantes d'or ou de dollars, un fonds commun sur lequel ils prélèvent les sommes nécessaires pour faire face à leurs besoins d'importations. L'on tiendrait ainsi compte de la

[1] On trouvera au Chapitre 12 un bref exposé du problème de la libération des importations.

[2] Ainsi que cela ressort du Tableau XV de l'Annexe A, le volume des échanges intereuropéens de 19 pays de l'Europe occidentale a augmenté de 80% environ entre 1948 et 1951 et de 30% environ entre 1938 et 1951.

Tableau 46

CHANGEMENTS EN POURCENTAGE DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE NEUF PAYS EUROPÉENS VERS L'EUROPE OCCIDENTALE, PAR GROUPES DE PRODUITS

Groupe de produits	Exportations de neuf pays [a]			A l'exclusion des exportations de l'Allemagne		
	Changement en pourcentage de			Changement en pourcentage de		
	1938 à 1948	1948 à 1951	1938 à 1951	1938 à 1948	1948 à 1951	1938 à 1951
Matières premières	− 50	+ 53	− 23	− 52	+ 56	− 25
Denrées alimentaires, boissons et tabac	− 36	+138	+ 52 [b]	− 36	+131	+ 48
Machines et produits chimiques	− 13	+ 94	+ 68	+ 66	+ 38	+130
Matériel de transport et autres biens d'équipement	− 9	+ 87	+ 71	+ 33	+ 42	+ 89
Textiles et autres biens de consommation	− 38	+102	+ 25	− 18	+ 88	+ 55
Total (y compris les articles non spécifiés)	− 31	+ 89	+ 30	− 15	+ 67	+ 41

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

[a] Allemagne occidentale (ensemble du territoire allemand pour 1938), Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

[b] Pour les exportations en provenance de l'ensemble de l'Europe occidentale, le changement en pourcentage intervenu de 1938 à 1951 aurait été : +37.

situation particulière de chaque pays membre quant au rapport existant entre ses recettes en dollars et ses besoins en cette devise, certains pays étant forcément soumis, de ce point de vue, à des tensions plus fortes que d'autres. Jusqu'à un certain point, et sous les réserves que l'on a déjà indiquées, c'est sur ce principe que repose la constitution de la zone sterling. Dans l'état actuel des choses en Europe occidentale, cette première possibilité n'existe pas, en tout cas certainement pas dans l'immédiat, et une telle solution serait même d'une réalisation plus difficile que les formes d'intégration économique plus limitée dont traite le Chapitre 12 de la présente ETUDE.

La solution opposée consiste à admettre simplement, comme règle pratique, que chaque membre se charge d'assurer de son mieux l'équilibre de ses paiements avec le reste du monde (compte tenu de l'aide que peuvent lui fournir les Etats-Unis), tandis que, dans ses relations avec les autres membres de l'Union, il ne doit s'attendre ni à recevoir ni à débourser régulièrement des dollars. Pour arbitraire qu'elle soit, cette règle a l'avantage de ne pas soulever la délicate question des priorités et elle semble reconnue — non sans quelque ambiguïté d'ailleurs — au sein de l'Union européenne de paiements, telle qu'elle est constituée aujourd'hui.

On ne pouvait naturellement pas espérer que chacun des membres de l'Union maintiendrait constamment, dans ses transactions avec l'ensemble des autres pays, un équilibre lui permettant de compenser totalement ses déficits vis-à-vis de certains membres au moyen de ses excédents vis-à-vis d'autres membres. Il a été reconnu, d'autre part, qu'un dispositif prévoyant le règlement intégral en or ou en dollars de tout déficit net éventuel paralyserait le fonctionnement de l'Union et empêcherait la création de libres courants d'échanges multilatéraux, car il est peu probable qu'un membre qui serait tenu de limiter ses importations en provenance de la zone dollar autoriserait la libre entrée sur son territoire d'importations provenant de pays voisins, ce qui lui vaudrait de contracter des déficits qu'il devrait ensuite régler en dollars. Ainsi, pour tenir compte des ruptures momentanées de l'équilibre des paiements, tout en cherchant néanmoins à faciliter la suppression des restrictions à l'importation, l'UEP a assuré une certaine souplesse au système en instituant le régime des quotas, selon lequel les règlements peuvent se faire partie en crédits et partie en or. Toutefois, des limites précises ont été fixées quant au montant du crédit que l'Union peut consentir à un débiteur [1] et, aux termes de l'accord, les débiteurs doivent régler leurs déficits par des versements d'or de plus en plus importants jusqu'au

[1] Au sens où l'entend l'UEP, le terme « débiteur » et le terme « créditeur » ne visent ni la position d'un pays quant à la balance globale de ses paiements ni le solde de ses dettes extérieures, mais simplement le déficit ou l'excédent net qu'accuse sa position au sein de l'Union à une date ou pendant une période quelconque.

moment où, leur quota ayant été dépassé, ils sont tenus de régler en or la totalité des nouveaux déficits encourus.

Au fond, les facilités de crédit ne devraient donc être accordées que pour permettre à un membre de l'Union de financer un débit temporaire vis-à-vis de l'ensemble de l'Union, et lui donner le temps de prendre les mesures propres à remédier à la situation.

Toutefois, malgré ces dispositions et d'autres analogues visant à empêcher que l'Union ne serve à des mouvements nets de dollars entre l'un de ses membres et un autre, l'accord prévoyait qu'il faudrait éviter de contrarier sans nécessité le cours traditionnel des échanges qui place certains pays en position excédentaire et d'autres en position déficitaire vis-à-vis de l'ensemble du groupe; il soulignait aussi que les pays ayant des excédents devraient pouvoir en convertir une partie en or ou en dollars. Ces objectifs, qui sont plutôt en contradiction avec ceux qui ont été énoncés au paragraphe précédent, procèdent du fait que l'on a considéré le système de l'UEP comme une solution de transition, conçue dans l'attente du retour au régime du multilatéralisme des échanges et de la convertibilité des monnaies dans le monde entier. Ils semblent indiquer également que certains membres comptaient enregistrer de façon plus ou moins constante dans leurs comptes un excédent vis-à-vis de l'Union et espéraient pouvoir se procurer ainsi de l'or qu'ils utiliseraient dans leurs transactions avec le reste du monde [1].

Cette dualité d'attitude, ainsi que les difficultés d'application du système, expliquent, d'une part, que l'on n'ait pas trouvé un moyen efficace d'éviter la formation de déficits ou d'excédents persistants et, d'autre part, qu'il soit si difficile, dans la pratique, de maintenir l'équilibre au sein de l'Union et de faire en sorte que les règlements en or et l'utilisation des crédits ne dépassent pas les limites prévues.

Ces difficultés sont en partie inhérentes à tout système dans lequel certains membres — surtout le Royaume-Uni et, à travers lui, la zone sterling — sont extrêmement sensibles aux effets des fluctuations qui se produisent dans le reste du monde. C'est ainsi que la hausse des prix à l'exportation des matières premières de la zone sterling, après l'ouverture des hostilités en Corée, donna pour un certain temps au Royaume-Uni une position extrêmement forte au sein de l'Union. Le brusque mouvement en sens opposé causé par l'effondrement des prix des matières premières de la zone sterling, coïncidant avec l'accroissement considérable des importations du Royaume-Uni, entraîna un renversement de la position de ce pays vis-à-vis de l'Europe occidentale (comme d'ailleurs vis-à-vis de la zone dollar) et ne tarda pas à provoquer un revirement complet, si bien que, devenu débiteur extrême, le Royaume-Uni dut régler intégralement ses déficits par des versements d'or jusqu'au moment où, par le jeu des restrictions à l'importation, le mouvement contraire fut de nouveau amorcé.

Mais les difficultés rencontrées font apparaître deux autres problèmes plus fondamentaux encore. En premier lieu, la politique économique générale suivie par un pays ne suffit pas nécessairement pour qu'il soit assuré de maintenir l'équilibre de ses paiements vis-à-vis d'une partie déterminée du monde, quand bien même elle embrasserait une zone d'échanges très étendue, comme c'est le cas pour l'Union européenne de paiements qui comprend non seulement l'Europe occidentale, mais encore les pays d'outre-mer qui lui sont rattachés. Pour que l'équilibre soit maintenu entre les pays de cette région, il faudrait probablement, en tout cas, encourager les exportations de façon spéciale et soumettre les importations à des limitations qui vont à l'encontre du but visé, à savoir la suppression de la discrimination et des restrictions aux échanges.

Le second problème est celui des tensions que suscite inévitablement toute tentative de maintenir les échanges libres de toutes restrictions entre des pays dont le niveau d'emploi et la politique monétaire intérieure diffèrent. Comme on l'a relevé à maintes reprises, les pays qui ont tendance à avoir le plus régulièrement une position créditrice au sein de l'Union — la Belgique, l'Italie et l'Allemagne occidentale [2] notamment — sont aussi ceux dont la politique monétaire a été la plus rigoureuse, et c'est avec le resserrement de leur politique monétaire, en 1951,

[1] Pour le règlement des excédents et des déficits nets, le quota d'un pays est divisé en cinq tranches. La première tranche d'un pays créditeur est intégralement réglée par des crédits, alors que les tranches suivantes sont toutes réglées moitié en or et moitié par des crédits. En revanche, pour le règlement des déficits, les versements d'or suivent une progression ascendante, allant de 10% pour la première tranche à 70% pour la dernière. Pour le règlement des excédents hors quota, le soin de résoudre chaque cas d'espèce était laissé à l'UEP; quant au règlement des déficits hors quota, il devait, en principe, être effectué intégralement en or. Voir, par exemple, la note 2. de la page 146.

[2] Il convient cependant d'observer qu'au cours des premiers mois de fonctionnement de l'UEP, les importations de l'Allemagne occidentale n'avaient pas tardé à dépasser ses exportations; son quota ayant été rapidement épuisé, il lui fallut conclure des accords de crédit spéciaux en attendant que les limitations apportées au crédit dans le pays même et les restrictions imposées à ses importations aient permis de redresser la situation.

que les Pays-Bas et le Danemark sont passés d'une position débitrice à une position créditrice.

Le Comité de direction de l'UEP s'est toujours efforcé de réduire les positions débitrices ou créditrices extrêmes et, par suite, les règlements obligatoirer en or, soit en invitant les pays déficitaires à adopter une politique monétaire plus rigoureuse ou à rétablis les restrictions à l'importation, soit en demandant aux pays excédentaires de prendre, dans leurs relations commerciales intrarégionales, des mesures destinées à encourager les importations ou à freiner les exportations. En fait, les mesures correctives auxquelles on a eu recours ont dérogé, dans certains cas, non seulement au principe de la libération des importations, mais parfois aussi à celui de la non-discrimination dans l'application des contrôles, afin d'en circonscrire et d'en atténuer les effets restrictifs [1]. Certains pays en position créditrice n'en ont pas moins dépassé leur quota et accumulé des excédents au-delà du montant dont ils pouvaient exiger le règlement en or. Dans les cas de ce genre, des arrangements spéciaux ont toujours été conclus, prévoyant des règlements partie en or et partie en crédits [2].

A moins que la solution du problème général du dollar, tel qu'il se pose en Europe occidentale, ne soit bien plus proche que l'exposé contenu dans le présent chapitre ne le laisse entrevoir, l'UEP ne demeurera vraisemblablement un instrument capable de favoriser efficacement les échanges intrarégionaux que si les questions évoquées plus haut sont tranchées avec plus de netteté. Il faut d'abord décider s'il y a lieu de reconnaître plus explicitement et d'observer avec plus de rigueur la règle selon laquelle les divers membres doivent maintenir l'équilibre de leur balance vis-à-vis de l'Union. Dans l'affirmative, il s'agira alors de savoir si le principe de la non-discrimination entre les membres est ou n'est pas compatible avec le maintien de cet équilibre et n'empêche pas d'atteindre le second objectif, à savoir le développement maximum des échanges entre les pays participants. En revanche, si l'on décide de ne pas s'en tenir au principe ci-dessus, il faudra établir des modalités fixes pour le règlement des déficits et des excédents. Si l'on ne réussit pas à donner à ces questions des réponses permettant de réduire sensiblement le risque d'importants transferts d'or au sein de l'Union ou la formation de déficits et d'excédents considérables, il semble que tout danger de retomber dans le système des accords bilatéraux de commerce et de paiements, qui a caractérisé les premières années de l'après-guerre, ne soit pas écarté.

[1] Pendant la crise que l'Allemagne traversa en 1951 à l'UEP, l'OECE recommanda à ce pays de déroger, dans ses importations, au principe de la non-discrimination, en faveur des pays que les restrictions allemandes imposées aux importations risquaient de frapper le plus durement et qui étaient eux-mêmes en position déficitaire vis-à-vis de l'Union. En 1951/52, lorsque la Belgique, qui accusait un excédent considérable, fut invitée à tenter de réduire ses exportations par voie de négociations bilatérales, il semble qu'elle ait également exercé une certaine discrimination.

[2] Des accords de ce genre ont été conclus jusqu'ici avec la Belgique, l'Italie et le Portugal, dans le cadre desquels chacun de ces pays créditeurs a consenti au règlement moitié en or et moitié en crédits d'une fraction déterminée d'avance de l'excédent accumulé en dépassement de son quota. Le système a pris un caractère plus permanent lorsque, à la fin du mois de juin 1952, ces trois pays et la Suisse ont accepté un relèvement exceptionnel de leurs quotas respectifs au cas où leur situation nécessiterait à nouveau le recours à des arrangements spéciaux. Cet accord prévoyait le règlement automatique, moitié en or et moitié en crédits, des excédents enregistrés au delà du quota, à concurrence de 250 millions de dollars pour la Belgique, de 125 millions de dollars pour la Suisse, de 100 millions de dollars pour l'Italie et de 55 millions pour le Portugal. Vers la fin de l'année 1952, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas ont conclu des accords prévoyant un système analogue de règlement au cas où leurs excédents cumulatifs dépasseraient les quotas fixés.

Chapitre 7

LES CONDITIONS DU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

1. La situation actuelle de la balance commerciale et de la balance des paiements de l'Europe occidentale

Atténuation du déficit en dollars

Dans le chapitre précédent, l'on a fait ressortir l'insuffisance des remaniements apportés jusqu'ici au commerce international pour remédier au déséquilibre de la situation extérieure des pays de l'Europe occidentale en matière de paiements. Malgré cette insuffisance, la troisième crise du dollar après la guerre qui avait commencé au milieu de l'année 1951 a été arrêtée et les pays de l'Europe occidentale ont même pu, pendant les deuxième et troisième trimestres de 1952, ajouter plus de 700 millions de dollars à leurs réserves en or et en dollars [1]. Ainsi que permet de le constater le Diagramme 8, cette amélioration se traduit aussi, par ailleurs, dans le mouvement de la balance des paiements des Etats-Unis avec l'Europe [2] et avec les autres pays. En même temps, la baisse des prix des matières premières par rapport au niveau record qu'ils avaient atteint au cours de la première année d'hostilités en Corée a permis une amélioration du rapport d'échange *(terms of trade)* de l'Europe vis-à-vis des régions productrices de matières premières, amélioration qui s'est surtout fait sentir dans ses échanges avec les pays ne faisant pas partie de la zone dollar.

Le renversement récent des comptes en dollars de pays européens a encouragé bien des espoirs et donné encore une fois l'impression grandissante que la solution des problèmes fondamentaux était en bonne voie. Toutefois, à examiner les choses de plus près, il semble que l'amélioration actuelle des réserves d'or et de dollars soit due, au premier chef, à des circonstances spéciales qui ne dureront vraisemblablement pas et que le déséquilibre de la balance des paiements extérieurs de l'Europe occidentale, moins accusé certes qu'au lendemain de la guerre, attende encore des solutions de caractère moins temporaire.

Comme le diagramme permet de le voir, la crise du dollar de 1951 s'explique en grande partie par une forte augmentation des importations de marchandises payées en dollars [3], conséquence tardive, particulièrement en Europe, des achats faits antérieurement à des fins de spéculation, ainsi que de la poussée des forces inflationnistes déclenchées par la guerre de Corée. Cette augmentation a coïncidé avec un recul des importations américaines, en provenance de la zone sterling d'outre-mer spécialement, et une diminution du montant total des dollars que les Etats-Unis fournissent au monde de cette façon ou par d'autres voies [4].

Dans l'amélioration qui a suivi, c'est encore l'évolution des importations en provenance des Etats-Unis qui fut le facteur décisif [5]. Au troisième

[1] Cette augmentation semble s'être poursuivie pendant le quatrième trimestre.

[2] Les chiffres extraits de la balance des paiements des Etats-Unis qui sont utilisés dans cette section se rapportent à l'ensemble de l'Europe, mais, étant donné le volume très faible des transactions des Etats-Unis avec l'Europe orientale, on peut les considérer comme s'appliquant en réalité à l'Europe occidentale seulement.

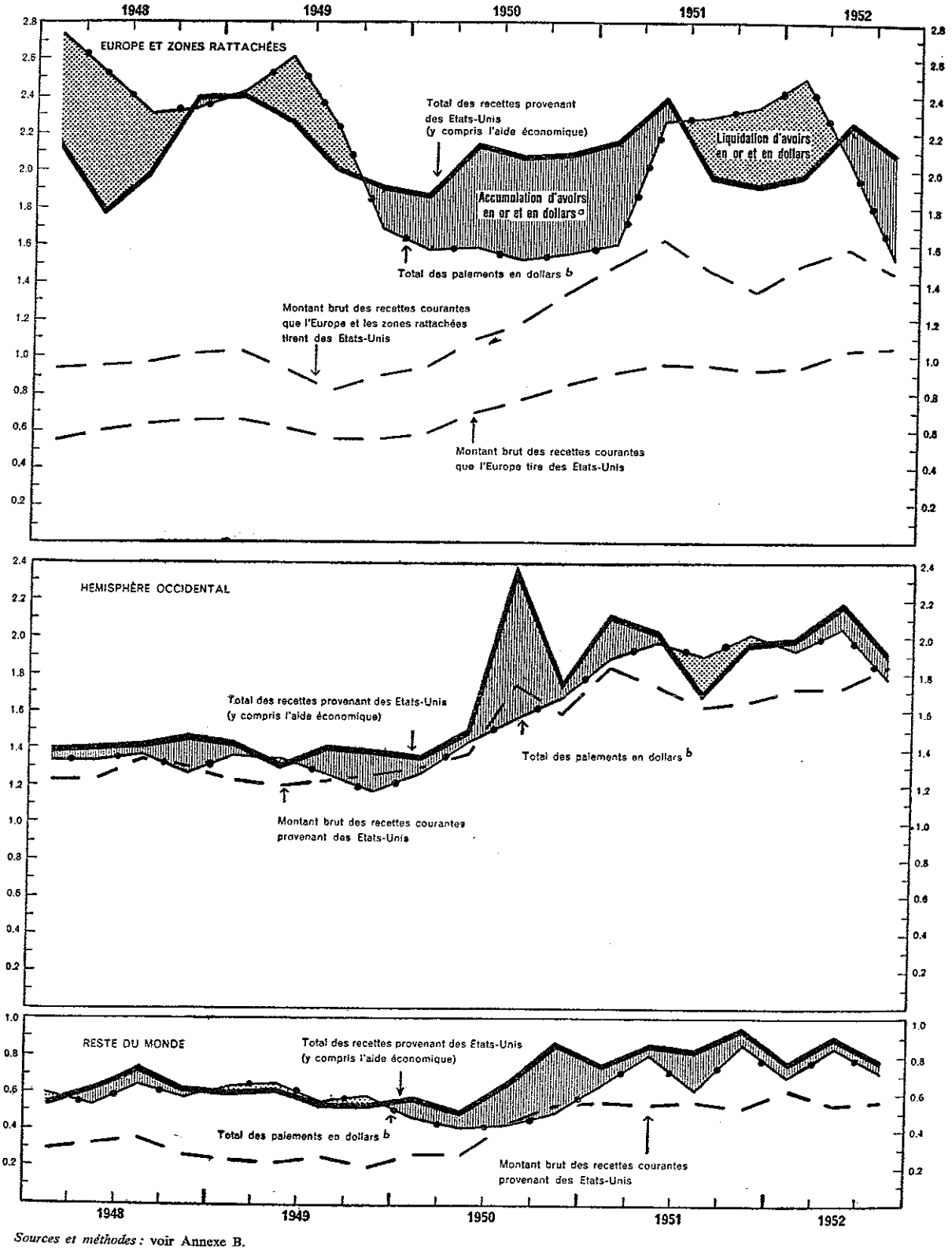
[3] Dans le diagramme, le terme « Total des paiements en dollars » englobe non seulement les importations courantes de marchandises et de services en provenance des Etats-Unis, mais aussi les règlements multilatéraux en dollars (chiffre net) entre les régions indiquées (ainsi que les erreurs et omissions). On aurait pu inclure les règlements multilatéraux dans ces recettes en dollars, dans le cas de l'hémisphère occidental qui semble avoir été la seule région à bénéficier de manière suivie de ces transferts. Cette modification toutefois ne changerait pas sensiblement la tendance indiquée dans le diagramme, mais elle élèverait le niveau des deux courbes des sommes reçues en dollars et des « Paiements en dollars » du montant des recettes multilatérales apparentes qui était généralement de 200 à 400 millions de dollars par trimestre.

[4] Dans le Diagramme 8, le montant toujours élevé des recettes en dollars obtenues des Etats-Unis par les pays du groupe « Reste du monde » est principalement le fait du Japon dont les réserves en dollars ont augmenté de 622 millions de dollars entre le début de 1949 et la fin de mai 1952, grâce à une aide en dollars qui dépasse le montant de ses importations courantes et de ses autres paiements et, depuis le commencement de la guerre de Corée, grâce à d'autres recettes extraordinaires en dollars, dont on parlera plus loin. L'Indonésie, qui fait également partie de ce groupe, a vu ses soldes en dollars augmenter de 128 millions pendant les deux années 1950 et 1951.

[5] Une autre action qui tend à renforcer les autres mouvements aussi bien lorsqu'ils prennent de l'intensité que lorsqu'ils faiblissent, est celle des capitaux employés à des fins de spéculation. On trouvera dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 2, août 1952, page 11, un exemple de cette influence qui a été tiré de statistiques des Etats-Unis.

Diagramme 8. — RECETTES ET PAIEMENTS EN DOLLARS DES PRINCIPALES RÉGIONS

Montants trimestriels en milliards de dollars courants



Sources et méthodes : voir Annexe B.

a Dans le cas des réserves d'or, il a été tenu compte uniquement des transactions avec les Etats-Unis ; c'est-à-dire que les variations des stocks d'or dues à des règlements directs entre les régions indiquées ou à la production intérieure n'ont pas été prises en considération.

b Y compris les paiements courants aux Etats-Unis, ainsi que les soldes nets des transferts interrégionaux de dollars et les erreurs et omissions.

trimestre de 1952, les importations de cette provenance reçues par l'Europe et les territoires d'outre-mer qui lui sont rattachés avaient, en effet, été ramenées à leur niveau relativement peu élevé d'avant la guerre de Corée, tandis que les importations d'autres pays de l'hémisphère occidental et du reste du monde, en provenance des Etats-Unis, restaient beaucoup plus fortes qu'auparavant. L'augmentation des paiements courants reçus des Etats-Unis [1] et l'intensification de l'aide économique à l'Europe, dont le niveau était assez bas au début de l'année [2], ont contribué pour une plus faible part à la reprise enregistrée en 1952.

Si toutefois l'on étend la comparaison à la période antérieure à la guerre de Corée, les importations des Etats-Unis en provenance de l'Europe et d'autres pays ont sensiblement augmenté en valeur et cette augmentation se situe, pendant les neuf premiers mois de 1952, à 40% environ par rapport au premier semestre de 1950. On constate ici l'effet conjugué d'un accroissement en volume total de 9% et du niveau élevé des prix des importations des Etats-Unis qui, malgré le renversement du mouvement ascendant depuis le milieu de 1951, restent encore bien au-dessus du niveau du premier semestre de 1950 [3]. On est amené à se demander pourquoi cette très sensible augmentation n'a pas suffi pour permettre, directement ou indirectement, aux pays européens de résoudre, sans être obligés de réduire aussi fortement leurs importations en provenance de la zone dollar, les problèmes que pose pour eux le manque de cette devise. Cette question s'éclaire si l'on examine le mouvement des sommes en dollars versées à divers titres par les Etats-Unis à l'Europe et à d'autres régions tel qu'il est indiqué au Tableau 47.

On remarquera que l'augmentation des exportations européennes (exprimées en chiffres annuels) entre le premier semestre de 1950 et les trois premiers trimestres de 1952 a été contrebalancée par un ralentissement de l'aide économique des Etats-Unis à l'Europe pendant cette période, et que, tout compte fait, c'est aux voisins des Etats-Unis dans l'hémisphère occidental et à d'autres pays ne faisant pas partie de la zone monétaire européenne qu'a profité, dans sa grande majorité, l'augmentation de l'approvisionnement du monde en dollars.

On aperçoit la difficulté beaucoup plus grande du problème lorsque l'on tient compte du fait que, pendant cette période, les prix ont monté, non seulement pour ce qui est des importations des Etats-Unis, mais aussi pour leurs exportations [4]. En valeur absolue, pendant l'année 1952, les recettes en dollars de l'Europe, aide économique comprise, ont accusé une diminution d'un milliard de dollars environ par rapport au chiffre annuel de ces mêmes recettes à la veille de la guerre de Corée, et la partie de cette diminution qui a été compensée par l'augmentation des recettes des régions monétaires d'outre-mer rattachées à l'Europe ne peut être évaluée qu'à un quart.

Mouvement des recettes en dollars provenant des Etats-Unis chiffres rectifiés pour tenir compte de la hausse des prix des exportations américaines [a]

(En millions de dollars)

Europe	−1.065
Régions d'outre-mer rattachées à l'Europe	+ 235
Hémisphère occidental	+1.305
Reste du monde	+ 615
Total	+1.090

[a] La variation est exprimée ici par la différence entre les recettes des six premiers mois de 1950 et celles des neuf premiers mois de 1952, calculées au taux annuel.

Sauf dans la mesure où ils pouvaient faire progresser rapidement la solution du problème à plus longue échéance consistant à prendre la place des Etats-Unis sur des tiers marchés d'exportation, les pays européens n'eurent donc d'autre ressource, pour résoudre rapidement la crise récente, que de réduire rigoureusement leurs importations en provenance des Etats-Unis ou d'autres pays de la zone dollar ainsi que les importations des régions d'outre-mer qui leur sont rattachées. Le Tableau 48 montre sur quels produits a principalement porté la réduction des importations en provenance des Etats-Unis [5]. Dans leur ensemble, les

[1] Dans le cas des pays européens, l'augmentation s'est produite non pas dans le compte des exportations de marchandises, mais tout entière dans le compte des services.

[2] Pendant le deuxième et le troisième trimestre, les versements de dollars au titre de l'aide ont été effectués à une cadence plus rapide que ne le permettent les limites des crédits ouverts (voir *Survey of Current Business*, septembre 1952, pages 6 et 7).

[3] Par rapport au premier semestre de 1950, la hausse des prix des importations des Etats-Unis, au cours des trois premiers trimestres de 1952, s'établit, en moyenne, à 29%, ou à 26% si l'on considère seulement le troisième trimestre.

[4] La hausse des prix des exportations des Etats-Unis entre le premier semestre de 1950 et les trois premiers trimestres de 1952 a été, en moyenne, de 17%.

[5] C'est surtout sur les achats à l'Amérique latine qu'a porté la diminution des importations en provenance d'autres pays de la zone dollar. Les importations en provenance du Canada, loin de diminuer, ont même augmenté, en partie parce que l'Allemagne occidentale, pour ses importations de blé, s'est brusquement adressée au Canada plutôt qu'aux Etats-Unis. La part du Canada dans ces importations est montée à 58% au troisième trimestre de 1952 alors qu'elle n'était que de 5% un an auparavant. Les importations de blé canadien en Allemagne occidentale ont atteint 33 millions de dollars au troisième trimestre de 1952; les importations de céréales secondaires et de certains métaux en provenance du Canada ont également accusé des augmentations, mais de moindre ampleur.

BIBLIOTEC UNI

Tableau 47

ÉVOLUTION DES RECETTES EN DOLLARS DANS LE MONDE DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE DE CORÉE

En millions de dollars courants (taux annuels)

Paiements effectués par les Etats-Unis	Montant des sommes en dollars versées en janvier–juin 1950					Augmentation ou diminution (—) des sommes en dollars versées en janvier–septembre 1952 par rapport à janvier–juin 1950				
	Europe	Régions d'outre-mer rattachées	Hémisphère occidental	Reste du monde	Total pour le monde	Europe	Régions d'outre-mer rattachées	Hémisphère occidental	Reste du monde	Total pour le monde
Importations de marchandises (après ajustements)	1 222	1 372	4 474	866	7 934	976	394	1 406	615	3 391
Paiements au titre des services rendus (chiffre total)	1 376	100	812	256	2 544	458	136	382	594	1 569
A l'Etat, y compris l'armée	262	18	62	182	524	297	105	66	553	1 021
Autres services	1 114	82	750	74	2 020	161	31	316	40	548
Dons de particuliers et mouvements des avoirs privés (chiffre net)	312	138	306	186	942	—72	—110	559	74	451
Total pour les postes ci-dessus	2 910	1 610	5 592	1 308	11 420	1 361	420	2 347	1 283	5 411
Dons et prêts de l'Etat (chiffre net)	3 452	10	38	810	4 310	—1 540	155	75	—85	—1 395
Montant total des dollars versés par les Etats-Unis	6 362	1 620	5 630	2 118	15 730	—179	575	2 423	1 198	4 016
A déduire : Revenus du capital payés au Etats-Unis	218	116	914	248	1 496	—13	—43	—83	—154	—293
Montant des dollars versés, déduction faite des revenus payés sur capitaux investis	6 144	1 504	4 716	1 870	14 234	—192	532	2 340	1 044	3 723

Sources : Balance of Payments of the United States, 1949–1951; Supplément au *Survey o Current Business*, et numéro de décembre 1952 du *Survey of Current Business*, Département du Commerce des Etats-Unis, Washington, D.C

Tableau 48

IMPORTATIONS EUROPÉENNES [a] DE CERTAINS PRODUITS [b] EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants, f.o.b.

Produits	1950		1951				1952		
	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Grains et céréales :									
Par le Royaume-Uni	—	15	49	51	19	19	55	15	2
Par le reste de l'Europe	87	101	160	207	117	123	158	139	71
Graisses et huiles d'origine animale :									
Par le Royaume-Uni	—	—	3	22	14	15	20	3	1
Par le reste de l'Europe	26	53	40	60	61	51	38	23	18
Tabac brut et manufacturé :									
Par le Royaume-Uni	38	44	8	6	49	82	11	1	10
Par le reste de l'Europe	35	35	25	32	27	35	26	29	41
Charbon et produits connexes :									
Par le Royaume-Uni	—	1	8	2	—	—	2	—	—
Par le reste de l'Europe	—	4	30	61	84	103	91	47	36
Pétrole et produits pétroliers :									
Par le Royaume-Uni	8	9	9	17	29	24	12	15	12
Par le reste de l'Europe	13	17	20	25	29	23	20	16	18
Produits sidérurgiques :									
Par le Royaume-Uni	2	2	2	1	2	3	12	26	14
Par le reste de l'Europe	22	20	21	18	20	23	31	26	15
Autres métaux :									
Par le Royaume-Uni	12	13	16	14	9	18	11	19	15
Par le reste de l'Europe	13	14	15	20	13	21	33	39	31
Bois et papier :									
Par le Royaume-Uni	3	5	8	11	18	16	9	8	4
Par le reste de l'Europe	5	7	8	11	10	17	15	13	6
Coton brut :									
Par le Royaume-Uni	28	21	9	4	24	63	45	5	11
Par le reste de l'Europe	47	115	118	175	54	219	161	100	29
Machines :									
Par le Royaume-Uni	16	15	14	17	17	22	29	29	30
Par le reste de l'Europe	101	109	97	101	96	86	98	102	90
Produits chimiques :									
Par le Royaume-Uni	9	8	9	12	15	14	10	7	5
Par le reste de l'Europe	28	29	34	43	46	47	43	27	25
Tous autres articles :									
Par le Royaume-Uni	8	20	24	33	47	22	23	23	12
Par le reste de l'Europe	103	115	129	146	120	124	127	111	89
Total importé : Par le Royaume-Uni	124	153	159	190	243	298	239	151	116
Par le reste de l'Europe	480	619	697	899	677	872	841	672	469

Sources : Report N° F.T. 420, Département du commerce des Etats-Unis.

[a] Tous les pays d'Europe, y compris l'Union soviétique.

[b] Non compris les « catégories spéciales » de produits qui ne sont pas indiqués par pays de destination dans les statistiques américaines à partir de juillet 1950.

importations de cette provenance, effectuées tant par le Royaume-Uni que par le reste de l'Europe, sont tombées, au troisième trimestre de 1952, à un niveau inférieur encore, en dollars courants, à celui du trimestre correspondant de 1950 et, si l'on tient compte de la hausse des prix des exportations des Etats-Unis, elles ont été en valeur absolue, plus faibles d'environ un sixième. Par rapport au volume des importations de l'Europe en provenance des Etats-Unis au plus fort de la crise des trois derniers mois de 1951, ce chiffre représente un recul d'environ 50% [1].

Bien que les statistiques des pays européens en matière de stocks soient très incomplètes, ces profondes variations des importations en provenance des Etats-Unis semblent étroitement liées au mouvement des stocks. C'est ainsi que, dans l'ensemble, 1950 a été une période de réduction des stocks, due en partie au climat général des affaires au début de l'année, et en partie aussi aux restrictions imposées par le Royaume-Uni (et par d'autres pays de la zone sterling) pendant la crise du dollar de 1949. Puis, cette tendance s'est renversée et la plupart des pays se sont efforcés durant l'année 1951 d'accumuler d'importants stocks de marchandises importées par crainte d'une extension de la guerre de Corée et de nouvelles hausses des prix des matières premières. Vers le milieu de l'année 1952, on revint à une situation plus voisine de celle qui existait deux ans auparavant, sous l'effet conjugué de rigoureuses mesures de restrictions des importations et d'un ralentissement de l'activité économique qui contribuèrent à diminuer les quantités de marchandises importées. Il faut également se rappeler qu'il est normal que les importations de produits agricoles, céréales et coton notamment, soient faibles au troisième trimestre, tant que la nouvelle récolte n'est pas mise sur le marché. Dans ces conditions, il est peu probable que les importations en provenance des Etats-Unis restent au faible niveau auquel elles sont tombées récemment, même si leur diminution a été due en partie à l'influence plus réelle d'autres facteurs [2], et si elles ne doivent pas nécessairement se rétablir au niveau élevé de 1951. Au surplus, à la différence de ce qui s'est produit pour les matières premières, on ne constate guère jusqu'ici de diminution des quantités d'autres articles essentiels tels que les machines, les métaux et produits en métal et les produits pétroliers, importés des Etats-Unis par l'Europe.

La tendance à l'augmentation des importations en provenance des Etats-Unis, allant de pair avec l'assouplissement des restrictions qui les frappent, se renforcera si les recettes en dollars de l'Europe s'accroissent encore comme elles pourraient bien le faire dans un proche avenir. Si la tendance actuelle des affaires à l'intérieur du pays se poursuit, les Etats-Unis pourront se trouver amenés à développer dans une certaine mesure leurs importations en provenance d'autres pays [3], et l'augmentation des dépenses militaires des forces américaines cantonnées en Europe, ainsi que les commandes *off-shore* (dans les pays tiers) pour l'armée passées par les Etats-Unis dans les pays européens, pourront compenser, et au-delà, de nouvelles diminutions du montant de l'aide fournie à titre économique. Les sommes déboursées en Europe occidentale par les Etats-Unis au seul titre militaire (y compris les achats *off-shore*) semblent devoir atteindre avant longtemps, si la courbe actuelle se maintient, un montant supérieur d'un milliard de dollars à celui de 1952 [4].

Eléments d'instabilité et causes d'incertitude dans la situation actuelle

Si, pour le proche avenir, on peut envisager une certaine augmentation de l'ensemble des recettes en dollars des pays de l'Europe occidentale — peut-être neutralisée, il est vrai, par un accroissement de leurs importations en provenance de la zone dollar — il n'est pas nécessaire de regarder beaucoup plus loin dans l'avenir pour prévoir des changements qui souligneront une fois de plus l'absence d'un remaniement plus profond des échanges et des paiements internationaux. Quelques-unes des grandes causes d'instabilité sont inhérentes à l'évolution exposée

[1] Les importations des territoires d'outre-mer rattachés à l'Europe en provenance des Etats-Unis ont, elles aussi, diminué de moitié environ au cours du troisième trimestre de 1952, par rapport au plus haut chiffre qu'elles avaient atteint précédemment — 254 millions de dollars contre 481 millions au quatrième trimestre de 1951 et 512 millions au premier trimestre de 1952 (en prix courants). Cette réduction s'explique, à concurrence de 140 millions de dollars, par la disparition à peu près complète des importations exceptionnelles de coton et de céréales auxquelles l'Inde procédait à elle seule.

[2] La diminution des importations de charbon en provenance des Etats-Unis, qui sont passées de 290 millions de dollars (f.o.b.) en 1951, à moins de 150 millions de dollars par an au troisième trimestre de 1952, peut s'expliquer en partie par l'accroissement de l'extraction en Europe, mais elle a été aussi profondément influencée par la stagnation de l'activité économique dans nombre de pays européens et elle pourrait ne pas subsister au cas où la demande deviendrait sensiblement plus active. Il semble également possible qu'en Europe les résultats de la dernière récolte, ainsi que l'augmentation de l'offre en Argentine et en Australie, contribuent à freiner la demande d'importations de céréales en provenance de l'Amérique du Nord.

[3] Toutefois, comme on l'indique plus loin, la diminution des exportations d'acier et d'autres exportations exceptionnelles de l'Europe vers les Etats-Unis dépassera vraisemblablement, un jour ou l'autre, cet accroissement.

[4] Il s'agit ici des sommes en dollars effectivement dépensées par les Etats-Unis en Europe et non des marchandises livrées par eux pour les besoins de l'armée, au titre du programme d'aide militaire.

plus haut, qui tient à la guerre de Corée et aux dépenses extraordinaires d'ordre militaire auxquelles cette guerre a donné lieu. On a déjà vu, à la section 4 du Chapitre 6, qu'une grande partie de l'expansion des exportations de l'Europe occidentale vers les Etats-Unis, au cours des deux ou trois dernières années, ne représente pas des transactions normales d'échanges, mais s'explique par la demande exceptionnelle née du programme de défense américain. Tant que les pays intéressés n'auront pas consacré au problème un examen plus approfondi, on ne saurait évaluer avec précision le montant des exportations européennes payables en dollars qui risquent de disparaître, mais il est très possible qu'il atteigne la moitié au moins de l'augmentation totale des exportations de l'Europe occidentale vers les Etats-Unis depuis le début de la guerre de Corée ou même davantage. On n'a en vue ici que la demande dérivant plus ou moins directement du programme de défense américain et non le ralentissement général de la demande qui pourrait se produire lorsque les dépenses militaires tomberont au dessous du niveau actuel.

Les dépenses en dollars faites en Europe à titre militaire, dans lesquelles de nombreux milieux voient avec satisfaction un début de solution du problème du dollar, font naître en réalité un risque encore plus grand de perturbations pour l'avenir. Selon la tournure des événements politiques, ce risque peut être faible ou éloigné en ce qui concerne les recettes en dollars directement liées à la présence de forces armées américaines en Europe, mais il est sans aucun doute très grand pour les dollars encaissés au titre des commandes *off-shore*. De toute façon, ces commandes diminueront lorsque les programmes européens de défense ne comprendront plus que des dépenses d'entretien; mais la concurrence des établissements industriels américains fournisseurs du Gouvernement des Etats-Unis, lorsque le programme de défense de ce pays se ralentira lui aussi, ne pourra que renforcer cette tendance [1]. On ne peut manquer de se rendre compte que les moyens de production actuellement utilisés en Europe pour la fourniture de marchandises répondant à des besoins temporaires ne pourront être convertis ni aisément ni rapidement pour la fabrication d'autres produits susceptibles d'être exportés contre des dollars, et la difficulté sera, bien entendu, plus grande encore dans le cas des services payables en dollars fournis aux forces armées.

La situation politique et militaire internationale de l'heure actuelle laisse aussi présager de sérieuses perturbations venant d'une autre source. Comme on l'a noté à la Section 5, le relèvement qui doit permettre un jour au Japon de se suffire à lui-même exigera une modification de son commerce extérieur qui doit nécessairement entrer en conflit avec les remaniements auxquels les pays européens ont encore à procéder. En 1951, malgré le faible volume actuel de ses échanges avec l'étranger [2], le Japon enregistre, dans le compte de ses échanges commerciaux ordinaires avec la zone dollar, un déficit de 500 millions de dollars, résultat de ses importations considérables de denrées alimentaires, de coton et autres matières premières, à quoi s'ajoute un déficit de 137 millions de dollars vis-à-vis de la zone dollar au titre du compte transports et assurances maritimes, conséquence de la destruction de la flotte japonaise pendant la guerre. Ce déficit a été compensé, et au-delà, par des versements exceptionnels reçus des Etats-Unis, d'un montant total de 775 millions de dollars environ, dont un quart sous forme d'aide économique directe, le reste représentant la contrepartie de fournitures spéciales de biens et des services aux forces armées des Nations Unies et d'autres dépenses effectuées par celles-ci au Japon.

Pour le Japon, le problème ne consiste d'ailleurs pas simplement à accroître suffisamment ses recettes pour combler le déficit actuel de ses paiements en dollars, mais à ramener ses échanges commerciaux avec l'extérieur à des niveaux plus normaux, ce qui exigera probablement un accroissement de ses importations de plus d'un milliard de dollars et une augmentation plus grande encore de ses exportations [3]. Comme les pays européens eux-mêmes, le Japon doit donc chercher à réduire si possible ses importations actuelles en provenance des Etats-Unis et à tirer

[1] A l'appui de cette observation, voir, dans le *New York Times* du 21 décembre 1952, l'article intitulé « Les achats *off-shore* sont tout à l'avantage des Etats-Unis et des Alliés », où il est dit : « Le problème changera d'aspect lorsque les dépenses au titre militaire aux Etats-Unis auront atteint leur maximum et lorsque la capacité de production inemployée posera un problème politique aussi bien qu'économique. On a suffisamment connu dans le passé ce que l'on a appelé « les sections atteintes par la crise économique » dans l'industrie de l'armement pour prévoir les hurlements qui s'élèveront au Congrès si des industriels étrangers continuent à ce moment-là à fabriquer pour l'oncle Sam. »

[2] En 1951, le volume des importations japonaises atteignait à peu près 80% de celui de 1934-1938 et les exportations ne s'étaient relevées que jusqu'à concurrence de 60% de leur volume d'avant guerre. La région avec laquelle les relations commerciales du Japon sont traditionnellement le plus développées — Corée, Mandchourie, Formose et Chine — lui fournissait 33% de ses importations et recevait 43% des produits qu'il exportait; en 1951, ces pourcentages étaient de 4 et de 5% respectivement. En revanche, le Japon a reçu de la zone dollar en 1951 la moitié environ de ses importations, contre 28% avant la guerre; la part des pays de la zone dollar dans les exportations japonaises (sans tenir compte des fournitures spéciales aux forces armées) est restée relativement stationnaire aux environs de 20%.

[3] Voir Jerome B. Cohen, *Economic Problems of Free Japan*, publié par le *Center of International Studies*, Université de Princeton, 22 septembre 1952, page 64.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

d'autres régions des approvisionnements considérablement accrus tout en s'efforçant en même temps de développer ses exportations payables en dollars. Toutefois, comme les débouchés qui s'offrent à lui sont indiscutablement beaucoup plus vastes dans la zone asiatico-africaine qu'aux Etats-Unis et dans d'autres pays de la zone dollar et — on le verra au Chapitre 10 — comme ces possibilités sont particulièrement étendues dans le domaine des textiles, le Japon aura tendance, pour faire face à une grande partie de ses besoins en dollars, à chercher à réaliser des excédents commerciaux avec la zone sterling et avec d'autres pays extra-européens où l'Europe cherche elle-même à gagner des dollars. Jusqu'ici, et peut-être pour quelque temps encore, les pays européens n'ont été dispensés de s'adapter aux conséquences inévitables d'un redressement japonais que parce que le Japon, lui aussi, reçoit des dollars dans des conditions exceptionnelles qui ne pourront guère se prolonger indéfiniment.

Le risque de perturbations cycliques

Il n'a été question jusqu'ici que des principaux éléments d'instabilité ou des grandes causes de perturbations inhérents à la situation anormale actuelle, sans égard aux variations du niveau général de l'activité économique qui peuvent se produire dans l'avenir. Mais pour apprécier valablement la situation actuelle des pays de l'Europe occidentale et aller au devant des contingences futures de la conjoncture, il faut compter aussi avec le risque de perturbations de caractère cyclique — risque qui a déjà préoccupé des milieux officiels et privés dans les pays européens aussi bien qu'aux Etats-Unis et qui a fait l'objet d'une étude spéciale d'un groupe d'experts désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Conseil économique et social [1]. Appréciant les conséquences d'une diminution ou même d'une stabilisation du réarmement, aux Etats-Unis particulièrement, ce groupe pouvait écrire dans son rapport : « Nous ne sommes pas en mesure de prédire la manière dont peut se produire une récession, son importance et sa date exacte. Cependant examiner cette question et prendre des mesures pour prévenir les effets d'une récession éventuelle, c'est payer une prime d'assurance minime par rapport aux intérêts nationaux et internationaux en cause. » Les auteurs du rapport estimaient qu'une dépression ne dépassant pas en gravité celle qu'ont connue les Etats-Unis entre 1937 et 1938 pourrait, sur la base des importations actuelles des Etats-Unis, entraîner, dans les autres pays, pour l'ensemble de la période de la dépression et de la reprise, une diminution des recettes en dollars, voisine de 10 milliards [2].

On peut supposer, d'après l'expérience passée, que ces fluctuations auraient des répercussions particulièrement graves pour la zone sterling et, par l'intermédiaire du sterling, pour les pays de l'Europe occidentale en général. Ceci est dû au fait que les importations des Etats-Unis en provenance de la zone sterling consistent surtout en matières premières qui, par comparaison avec les denrées alimentaires et les produits semi-manufacturés qui constituent la majeure partie des importations en provenance de l'hémisphère occidental, sont particulièrement sensibles aux modifications de la production industrielle et aux mouvements des stocks et des prix [3].

Plusieurs causes concourent à rendre les pays d'Europe occidentale, et d'autres pays également, beaucoup plus vulnérables aux perturbations cycliques ou autres, que durant les années précédentes. Dans beaucoup de pays, tout d'abord, on répugne à encourager ou à permettre, pour compenser la baisse des recettes en devises étrangères, des réductions importantes du revenu et du niveau de l'emploi, et par suite, de la demande d'importations [4]. Une autre cause de vulnérabilité, déjà apparente avant la guerre, est la tendance qu'ont les capitaux à se déplacer d'une manière qui, loin de les atténuer, aggrave plutôt les effets des perturbations extérieures. Un troisième élément enfin, qui renforce aussi cette tendance et

[1] Voir *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, Nations Unies, novembre 1951.

[2] On trouvera dans l'Annexe au rapport précité, page 51, une explication de cette évaluation. Les experts ont indiqué qu'ils avaient choisi les Etats-Unis pour illustrer leur propos, parce qu'ils estiment « que ce sont les récessions ayant leur origine aux Etats-Unis qui constitueront à l'avenir le danger véritable pour le reste du monde. Cela tient, d'une part, au fait que les Etats-Unis occupent une position dominante dans le commerce et les paiements internationaux et, d'autre part, à l'existence d'éléments structurels et économiques qui rendent l'économie des Etats-Unis plus sujette à des fluctuations intérieures que celles des autres nations qui occupent une place importante dans les échanges internationaux... Ce qui importe c'est de faire remarquer que tout système économique international viable doit prévoir, dans tous les cas, une garantie contre les fluctuations se produisant aux Etats-Unis. Si le système permet de faire face à ces fluctuations, on pourra se contenter d'une marge relativement étroite pour éliminer le risque de fluctuations indépendantes qui pourraient se produire dans d'autres parties du monde. »

[3] De 1923 à 1939, les fluctuations d'année en année des recettes de la zone sterling d'outre-mer dues à ses exportations aux Etats-Unis ont été en moyenne de 29%, alors qu'elles n'étaient que de 14% pour l'Amérique latine et de 16% pour les autres pays insuffisamment développés. Voir *Instabilité des marchés d'exportation des pays insuffisamment développés*, Nations Unies, New-York, septembre 1952, page 44.

[4] Comme on l'a déjà signalé, dans de nombreux cas, les importations de ces pays sont déjà soumises à de rigoureuses restrictions et la possibilité de renforcer celles-ci sans qu'il en résulte des conséquences graves pour la production et la consommation industrielles est très limitée.

explique la vulnérabilité de la plupart des pays de l'Europe occidentale, est le faible montant de leurs réserves d'or et de dollars. C'est une des dures réalités du temps présent, qu'à de rares exceptions près, ces pays ne soient en mesure de faire face, par leurs réserves actuelles, qu'à deux ou trois mois, tout au plus, de leurs importations courantes, même en consacrant leurs réserves tout entières au règlement de ces importations (sans tenir compte des soldes minima de roulement à conserver) et même si aucune partie desdites réserves n'est drainée à l'extérieur par une évasion de capitaux [1].

Le pire concours de circonstances, que l'on aurait tort de se refuser à envisager parce que ces circonstances sont les unes et les autres liées au vaste rôle joué aujourd'hui par les dépenses pour la défense dans les réactions économiques nationales et internationales, serait la coïncidence d'une perturbation cyclique avec une réduction des recettes exceptionnelles en dollars dont profitent provisoirement les pays de l'Europe occidentale.

L'ampleur des réaménagements qui restent à faire

L'étude des modifications de la production et des échanges mondiaux, effectuée dans les Chapitres 2 et 6, permet de comprendre comment, en Europe occidentale, le problème des paiements se pose surtout vis-à-vis de la zone dollar. Dans l'ensemble, les exportations de l'Europe occidentale vers les pays n'appartenant pas à la zone dollar semblent avoir atteint des niveaux qui, s'ils restent dans certains cas inférieurs à ceux des années d'avant guerre, sont au moins suffisants pour couvrir les importations qu'il est possible de se procurer en contrepartie, compte tenu du fait que le rapport d'échange et la balance des transactions invisibles sont maintenant défavorables à l'Europe occidentale. Il est bien évident qu'un nouvel accroissement des exportations vers les pays n'appartenant pas à la zone dollar ne sera utile, comme on l'a signalé, que dans la mesure où il permettra d'obtenir soit un supplément de biens essentiels en échange, soit des monnaies convertibles pour payer une partie des marchandises qu'il faudrait, sinon, importer de la zone dollar. C'est précisément parce que l'Europe occidentale n'a eu jusqu'ici que des possibilités limitées d'obtenir des contreparties, par l'une ou l'autre de ces deux manières, et cela s'ajoutant au fait que ses recettes directes en dollars sont insuffisantes, qu'elle a eu tant de difficultés, pendant toute l'après-guerre, à couvrir ses dépenses en dollars.

Il est extrêmement difficile de savoir quelle est encore l'ampleur du problème ou l'importance des mesures à prendre pour y faire face, en raison des éléments d'instabilité et d'incertitude examinés dans cette section-ci. Ce que l'on peut prévoir avec le plus de certitude, c'est que les pays de l'Europe occidentale doivent s'attendre, tôt ou tard, à voir diminuer de plus d'un milliard de dollars l'aide économique qu'ils reçoivent des Etats-Unis [2]. En outre, d'autres facteurs qui ont déjà été mentionnés peuvent entrer en jeu, bien que cela soit moins certain : en particulier, celles des exportations à destination des Etats-Unis qui ont été stimulées temporairement par le programme de défense américain vont inévitablement diminuer; il est possible que les dépenses militaires américaines et les achats *off-shore* en Europe soient réduits dans une certaine mesure, et il faut prévoir que la position anormale de la balance des paiements du Japon en dollars reviendra à l'équilibre, ce qui doit amener ce pays à faire une concurrence acharnée à l'Europe pour les approvisionnements venant des pays n'appartenant pas à la zone dollar et pour les recettes en dollars. Il est évidemment difficile de prévoir quels seront les effets de ces éléments supplémentaires de perturbation, mais il semblerait qu'en tenant compte de tous ces facteurs, et notamment de la suppression de l'aide économique, les remaniements à apporter aux autres postes de dépenses ou recettes en dollars, qu'elles soient directes ou indirectes, devraient porter au moins sur 2 à 2½ milliards de dollars [3].

Il faut considérer cette évaluation comme un minimum en ce sens que les pays gardent la possibilité, pour procéder à ces aménagements, de maintenir et, si besoin est, de renforcer les restrictions imposées à leurs importations de la zone dollar. Cette évaluation est aussi un minimum parce qu'il n'y est pas prévu d'augmentations appréciables des réserves en or ou

[1] Le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* déjà cité plus haut précise que «le Fonds monétaire international fournit un complément relativement insignifiant aux réserves nationales dans l'hypothèse où il n'est pas dérogé à la règle qui limite à 25% de leur quote-part les achats annuels de devises étrangères par les Etats membres. Ce maximum ne représente en moyenne que 2,5% des importations annuelles des membres du Fonds. » Le même rapport consacre également des développements plus détaillés à l'insuffisance des réserves nationales pour parer aux perturbations extérieures.

[2] Pendant les trois premiers trimestres de 1952, l'aide économique accordée par les Etats-Unis à l'Europe occidentale représentait un montant annuel de 1,6 milliard de dollars. Le chiffre cité dans ce texte tient compte de la possibilité pour les pays de l'Europe occidentale de continuer à recevoir une aide dans les cas de grave nécessité.

[3] Cette évaluation, comme le chiffre indiqué ci-dessous, s'applique au montant total des aménagements de compensation qu'il faut apporter au chiffre annuel des dépenses ou des recettes en dollars. En faisant cette estimation, on n'a tenu compte ni des accroissements récents des réserves en or et en dollars des pays de l'Europe occidentale, ni de l'épuisement de leurs stocks, qui se compenseraient approximativement.

en dollars, sans lesquelles les pays de l'Europe occidentale resteraient encore très vulnérables à des fluctuations, même de faible ampleur, des échanges internationaux et exposés aux risques de nouvelles difficultés si le manque de confiance devait provoquer l'évasion des capitaux. Si l'on veut obtenir un résultat plus complet, à savoir supprimer les mesures discriminatoires de contrôle à l'encontre des produits payables en dollars, et accroître les réserves de devises, il faut apporter à la structure des échanges des modifications bien plus considérables qui, au total porteraient probablement sur un montant plus proche de 4 milliards de dollars par an. Dans ce cas, non seulement le montant total, mais les méthodes à employer, deviennent différents, puisque cela suppose que les restrictions imposées aux importations payables en dollars sont non pas renforcées mais assouplies. En conséquence, lorsque les pays modifieront ainsi leurs échanges, il s'agira surtout de développer les exportations partout où elles peuvent procurer des dollars, et étant donné les limitations qui ont été exposées, l'on entend surtout par là la zone dollar elle-même.

Si approximatives que soient ces évaluations, elles indiquent cependant que les pays de l'Europe occidentale doivent encore procéder à des aménagements importants dans la structure de leurs comptes en dollars, pour être en mesure d'importer même le minimum de leurs besoins, et doivent apporter des modifications plus amples encore s'ils veulent prendre leur place dans un système plus libéral d'échanges et de paiements internationaux.

2. Le redressement intérieur n'a pas pu assurer l'équilibre vis-a-vis de l'étranger

Si la position des pays de l'Europe occidentale reste faible en matière de commerce et de paiements, et si ces pays sont vulnérables aux perturbations futures, c'est qu'ils n'ont pas su déterminer, avec un sens des réalités, les possibilités et les limites des diverses politiques qu'ils pouvaient adopter, compte tenu de la nature et de l'ampleur des forces en jeu. Il n'est pas facile de distinguer les principes dont se sont inspirés les pays depuis la guerre, alors que la pratique s'est écartée si souvent de la théorie. Il semblerait cependant que l'idée dominante ait été qu'il fallait chercher la solution des problèmes économiques extérieurs des pays européens en Europe même, par le rétablissement d'une économie interne forte et équilibrée. A cet effet, les pays qui avaient été isolés et dévastés pendant la guerre devaient recevoir, pendant un certain temps, une aide de l'extérieur à titre de secours et d'assistance pour la reconstruction. On reconnaissait également que la réglementation des échanges et des paiements avec l'étranger était inévitable pendant une période transitoire de plusieurs années. Par la suite, ayant rétabli leur capacité de production et recouvré leur stabilité financière intérieure, les pays européens devaient être en mesure de reprendre leur place dans un système mondial d'échanges multilatéraux et de monnaies convertibles, fonctionnant librement.

Le Programme de relèvement européen, mis en exécution en 1947, avait, comme son nom l'indique, été conçu à peu près dans le même esprit. Il avait été mis sur pied, parce que l'on se rendait compte que l'Europe avait besoin d'une aide en dollars beaucoup plus importante qu'on ne l'avait d'abord pensé, mais il devait encore être centré principalement sur l'Europe. Pas plus que pour les plans antérieurs, on n'avait compris qu'il s'agissait d'une véritable crise de structure de l'ensemble du système mondial de production et d'échanges [1]. On pensait que pour rendre « viable » l'économie européenne, il suffisait d'augmenter la productivité et la capacité de concurrence des pays de l'Europe occidentale par les investissements intérieurs, la stabilisation financière et l'intégration économique de cette région. C'est pourquoi l'on considérait comme une simple dérogation temporaire au principe de non-discrimination la création, dans le cadre de ce programme, de l'Union européenne de paiements dont le but était de permettre la reprise et le développement du commerce entre les pays membres en évitant, dans toute la mesure du possible, que leur commune pénurie de dollars vienne y porter obstacle. L'objectif officiel demeurait le rétablissement des échanges commerciaux multilatéraux et de la convertibilité des monnaies.

C'est parce que cet objectif semble encore lointain plus de sept ans après la fin de la guerre, bien que la production des pays de l'Europe occidentale soit revenue à un niveau généralement très supérieur à celui de l'avant-guerre, que les politiques poursuivies jusqu'ici ont donné lieu à un mécontentement et à une irritation bien compréhensibles et que l'on a cherché à aborder le problème d'une autre manière. Les tenants d'une thèse qui semble de plus en plus répandue mettent avant tout l'accent sur les politiques monétaires intérieures des pays européens, et soutiennent que le problème extérieur, quelles que soient ses

[1] Il faut noter toutefois que le Rapport intérimaire sur le programme de relèvement européen du Conseil de l'OECE (1948), et notamment le Chapitre 4, exprimait fermement des avertissements sérieux à cet égard.

causes primitives, est maintenant essentiellement la manifestation d'un déséquilibre intérieur persistant. Selon cette théorie, les difficultés en matière de balance des paiements sont, en soi, la preuve qu'il existe encore des conditions inflationnistes ou que les mesures de déflation n'ont pas été poussées assez loin. Les pays qui se heurtent à ces difficultés essaient, ainsi qu'on l'exprime parfois, « de vivre au-dessus de leurs moyens » et n'y parviennent qu'en recevant une aide continue des Etats-Unis ou en puisant dans leurs réserves. Aussi, les partisans de cette thèse, qui ne manquent pas d'ailleurs de souligner que les Etats-Unis doivent adopter une politique plus libérale en matière d'importations, affirment-ils communément qu'il n'existe pas à proprement parler de « problème du dollar », mais que l'on se trouve en présence d'une série de problèmes de finances extérieures particuliers à chaque pays, pour la solution desquels tous, en fin de compte, se tournent vers les Etats-Unis, parce que la plupart des autres pays sont eux-mêmes en difficulté. Ils considèrent les restrictions apportées aux échanges et aux paiements non pas comme les symptômes apparents de difficultés fondamentales, mais comme des causes accessoires, en ce sens qu'elles contrecarrent les aménagements que les pays cherchent à apporter, sur le plan intérieur, à la structure des prix et des revenus pour assurer l'équilibre vis-à-vis de l'étranger. La suppression de ces restrictions et le retour à la convertibilité des monnaies ne sont donc pas des fins en soi, mais bien plutôt des moyens permettant d'imposer la discipline voulue aux pays atteints par l'inflation et de les inciter à procéder aux modifications nécessaires de leur politique intérieure ou du taux de change de leur monnaie.

On ne saurait guère refuser d'admettre, avec les tenants de cette thèse, qu'il faut éviter l'inflation intérieure et que l'utilisation des ressources disponibles doit se faire avec plus de souplesse et des possibilités d'adaptation plus grandes. Il est à peu près hors de doute aussi que les contrôles quantitatifs imposés aux échanges commerciaux et aux paiements ont des effets néfastes sur la répartition des ressources, les éléments propres à stimuler la production et les échanges, les bénéfices des entreprises et la moralité [1]. A moins que les pays de l'Europe occidentale ne modifient radicalement leur structure et leur système économiques, et, à long terme, ne s'orientent davantage encore vers un renforcement de l'intervention de l'Etat, l'objectif doit rester le rétablissement d'un système d'échanges et de paiements internationaux fonctionnant plus librement.

En revanche, il faut encore se demander si les conditions indispensables pour atteindre cet objectif ont été créées ou non. Toute l'analyse effectuée dans l'ÉTUDE, conduit à penser que si les politiques suivies jusqu'ici n'ont pas permis aux pays de l'Europe occidentale de résoudre le problème de leurs échanges et de leurs paiements avec l'étranger, c'est dans une large mesure parce que la position qu'ils occupent dans l'économie mondiale s'est beaucoup plus affaiblie qu'on ne le pensait au moment où les plans de relèvement économique ont été élaborés après la guerre, et que les choses ont été en empirant graduellement depuis la fin des hostilités. Une partie des gains obtenus du fait de l'augmentation de la production et des exportations ont été annihilés par de nouvelles pertes, par exemple le rapport d'échange s'est encore aggravé et les approvisionnements fournis par les pays n'appartenant pas à la zone dollar ont continué à se raréfier, comme dans le cas du pétrole. Il serait chimérique, d'autre part, de supposer que ces difficultés ont disparu : les investissements, les sources d'approvisionnements, et les débouchés des pays de l'Europe occidentale restent menacés en de nombreuses régions du monde.

On a signalé aussi dans cette ÉTUDE les obstacles considérables qui sont venus s'opposer à ce que l'on avait coutume de considérer comme le fonctionnement normal du mécanisme des prix et, de ce fait, empêcher que les politiques monétaires traditionnelles ou les modifications du taux de change ne remplissent pleinement leur rôle habituel [2]. Ces obstacles, comme

[1] Le contingentement des importations implique que les approvisionnements sont à dessein maintenus au-dessous de la capacité d'absorption qu'aurait, dans le cas contraire, le marché intérieur; et à moins que le contrôle des prix ne soit effectif, il permet aux négociants d'augmenter leurs prix et de réaliser des bénéfices supérieurs à la normale. Les avantages spéciaux conférés, de ce fait, aux bénéficiaires de licences d'importation favorisent la corruption, ce qui n'a été que trop abondamment prouvé dans bon nombre de pays. Le contrôle des changes pose des problèmes analogues, bien que d'une façon différente.

[2] On reconnaît de plus en plus que ces barrières commerciales limitent l'efficacité d'une politique monétaire. Dans le dernier *Rapport annuel* du Fonds monétaire international (page 37 du texte anglais) le problème est posé avec force dans les termes suivants : « Les obstacles que les pays excédentaires opposent aux importations sous la forme d'un relèvement des tarifs douaniers, de contingents et d'interdictions à l'importation, de formalités douanières ou sous toute autre forme, peuvent anéantir les efforts même les plus énergiques que tentent les pays déficitaires pour assurer l'équilibre des échanges internationaux sans avoir recours aux restrictions. » De même, M. Per Jacobsson, Conseiller économique de la Banque des règlements internationaux, fait les remarques suivantes dans le numéro d'octobre 1952 de *Skandinaviska Banken* : « Un pays qui se donne la peine de produire un excédent de services et de denrées exportables peut fort bien se décourager s'il lui est impossible d'écouler immédiatement ces marchandises et ces services à l'étranger; il devrait pouvoir escompter qu'il s'assurera les débouchés nécessaires et trouvera des conditions d'échanges équitables... Il est assurément tout à fait nécessaire d'insister sur l'équilibre intérieur des différents pays; mais dans un monde où ce sont les réalités qui comptent, il faut également faire porter l'attention sur la *question des marchés* sur lesquels chaque pays devra écouler ses marchandises et ses services. »

on l'a vu dans la section 4 du précédent chapitre, s'appliquent surtout à ce qui constitue le centre du problème, étant donné sa nature — c'est-à-dire aux possibilités qu'ont les pays européens de soutenir la concurrence sur le marché américain. Dans un certain nombre d'autres pays, notamment l'Europe orientale et l'Argentine, la production et les exportations de produits agricoles sont déterminées, dans une large mesure, par des considérations autres que les prix, alors que les possibilités qu'a l'Europe de tirer de ces pays des recettes en dollars sont limitées, dans certains cas, par le bilatéralisme qui domine leur politique commerciale, et dans d'autres, par la nature de leurs demandes d'importations payables en dollars ou par l'insuffisance de leurs propres recettes en dollars. Les pays de l'Europe occidentale, pour leur part, importent des autres régions surtout des denrées alimentaires et des matières premières qu'ils doivent se procurer presque à n'importe quel prix, et l'essor qu'ils doivent donner à leur propre agriculture pour réduire leurs importations dépend surtout des méthodes directes examinées dans le Chapitre 9.

Il devient d'ailleurs de plus en plus évident que le système mondial dans lequel les pays de l'Europe occidentale doivent effectuer leurs échanges, diffère très sensiblement de celui qui avait été prévu dans les plans élaborés précédemment pour résoudre les problèmes de l'après-guerre. Ces plans étaient conçus pour un monde fonctionnant d'après les modèles théoriques des économistes classiques et composé d'un certain nombre d'Etats dont aucun ne disposait d'une puissance économique prépondérante et qui réagissaient tous aux forces du marché. C'était un monde dans lequel les échanges internationaux seraient parvenus à l'équilibre après une période consacrée à réparer les pertes causées par la guerre et où il était possible d'aboutir à un développement harmonieux du commerce par un système de concessions tarifaires mutuelles d'importance sensiblement égale. Les perturbations des échanges et des paiements internationaux auraient été des ruptures, isolées ou temporaires, d'un équilibre préexistant, dues aux erreurs ou aux vicissitudes de certains pays particuliers, ou bien à des mouvements cycliques communs à un certain nombre d'entre eux. Les pays dont la balance des paiements aurait été déficitaire, par suite de ces perturbations, auraient reçu l'aide temporaire qui leur était nécessaire pour compléter leurs propres réserves; mais, en revanche, on aurait attendu de chacun d'eux qu'ils prennent, en ce qui concerne la demande et les prix intérieurs, les mesures voulues pour rétablir l'équilibre. En résumé, ce n'était pas le système économique mondial qui existe depuis la guerre, et dans lequel de très nombreux pays, n'ayant plus la possibilité de s'approvisionner à d'autres sources, ont été de plus en plus contraints d'importer d'une seule grande région productrice bon nombre des produits essentiels dont ils ont besoin, et ont dû s'adresser à un marché mondial subissant les conséquences du retrait complet de certains de ses membres importants et de la naissance de forces puissantes qui s'opposent au libre jeu de l'offre et de la demande dans d'autres grands pays.

La création de fonds importants destinés à assurer la stabilité monétaire, mesure parfois préconisée pour faciliter un progrès rapide vers la convertibilité, ne permettrait pas en soi de résoudre ces difficultés. Il est vrai, sans doute, qu'actuellement ou dans l'avenir, tant que les réserves nationales resteront aussi dangereusement insuffisantes et que les échanges seront soumis à de larges fluctuations, ces fonds seront indispensables pour rétablir une plus grande liberté des échanges et des paiements. Cependant, la constitution de ressources supplémentaires de stabilisation ne peut être utile dans le cadre d'une réforme et d'un remaniement de structure que si ces ressources ne sont pas rapidement drainées hors du pays : ni le prêteur ni l'emprunteur n'auraient intérêt à faciliter simplement un nouvel et important accroissement de la dette internationale [1].

La tâche des pays de l'Europe occidentale et de leurs coéchangistes dans d'autres parties du monde ne s'est donc pas modifiée depuis la fin de la guerre, et reste celle qui a été définie dans la conclusion du Chapitre 2 : poser les bases d'un nouvel équilibre des échanges et des paiements internationaux, et apporter les modifications de structure nécessaires au fonctionnement plus régulier et plus normal du marché mondial. Comme l'a dit un de ceux qui ont étudié de près ce problème : « Plus que jamais dans l'histoire, le monde a besoin que tous les pays coopèrent étroitement en vue d'organiser consciemment un système d'échanges intégré [2]. »

---

[1] On ne voit pas non plus avec netteté quel intérêt présentent les suggestions préconisant l'introduction de taux de change « flottants » ou de toute autre forme de dévalorisation empirique qui permettrait d'abaisser le taux de change des monnaies jusqu'à un niveau où il serait possible de les défendre efficacement. On peut sérieusement douter qu'il soit réellement possible, en théorie, d'établir ainsi des taux de change d'équilibre, puisque des obstacles, dont il a été fait état ci-dessus, s'opposent au fonctionnement du mécanisme des prix (sans compter d'autres obstacles et l'inélasticité du système) et que, par conséquent, le rapport d'échange risque de s'aggraver très sensiblement, ce qui ne peut manquer de provoquer de graves perturbations.

[2] Conférence de M. John H. Williams, professeur à l'Université Harvard, faite à l'Université de Londres, le 11 novembre 1952 (Stamp Memorial Lecture).

3. Le problème que pose la mise au point d'un programme d'ensemble cohérent

Il ne servirait guère de tenter d'exposer ici dans les moindres détails les mesures à prendre dans l'avenir ni de proposer une série d'objectifs commerciaux qui ne pourraient avoir aucune signification pratique. Ce qu'il faut plutôt, en l'état actuel des choses, et comme prélude à une action plus précise et à une coopération suivie, c'est un accord général des milieux politiques responsables sur le caractère même du déséquilibre présent et sur la nature et l'ampleur des remèdes à chercher.

Cela étant, il est peut-être utile de rappeler les idées maîtresses, pour évidentes qu'elles puissent paraître, dont peuvent procéder ces mesures et d'étudier avec soin certaines de leurs incidences moins évidentes. Compte tenu des limites pratiques indiquées dans la présente analyse, il est possible de choisir entre les principales solutions suivantes :

1) Accroître les recettes en dollars des pays de l'Europe occidentale par la vente de marchandises et de services aux Etats-Unis et à d'autres pays de la zone dollar.

2) Augmenter la production de denrées alimentaires et de matières premières, tant en Europe occidentale que dans les autres pays n'appartenant pas à la zone dollar, à la fois pour faire face aux besoins d'une population croissante et d'une industrie en pleine expansion dans le monde entier, et pour rendre tous ces pays moins tributaires qu'ils ne le sont actuellement de la zone dollar.

3) Substituer des articles européens aux produits manufacturés que les Etats-Unis exportent en Europe occidentale ainsi que dans les pays d'outre-mer rattachés à l'Europe, grâce à une plus forte concurrence des producteurs européens, ou bien encore au moyen d'un renforcement des restrictions de caractère discriminatoire imposées à l'importation de marchandises payables en dollars.

4) Enfin (et c'est là une solution qui se superpose à chacune des trois autres), mieux utiliser les marchandises et les capitaux que l'Europe occidentale fournit en abondance aux pays d'outre-mer qui lui sont rattachés, afin d'en tirer meilleur parti sous forme d'importations de produits essentiels ou de recettes en dollars, et de diminuer les dépenses directes en dollars de ces pays.

Cette liste n'épuise pas toutes les possibilités qui s'offrent en théorie. Par exemple, elle ne fait pas expressément mention des exportations sur les marchés situés en dehors de la zone dollar ou des régions qui lui sont rattachées. Il se peut, en tout état de cause, que l'on puisse, dans une certaine mesure, trouver un remède aux difficultés, ici ou ailleurs, et il faut en chercher la possibilité partout où l'on peut (en Indonésie par exemple); mais, au cours de ces dernières années, l'expérience des échanges commerciaux avec l'Europe orientale, l'Argentine, le Brésil et divers pays du Moyen et de l'Extrême-Orient [1] prouve que rien d'important ne peut être tenté pour résoudre les problèmes de l'Europe occidentale par le développement de ces échanges si la production de produits de base dans ces pays tiers n'est pas largement accrue en vue de l'exportation en Europe et en Amérique du Nord et, par là même, si le deuxième objectif énoncé plus haut n'est pas atteint. Si l'on y parvient, l'Europe occidentale ne devrait, alors, avoir aucune difficulté à accroître à des prix concurrentiels les exportations vers ces pays grâce à l'augmentation considérable de sa capacité de production. Cet exposé du problème n'est valable que compte tenu, évidemment, de l'importante exception des échanges entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, où des difficultés d'ordre politique limitent également la possibilité de développer le commerce et pèsent lourdement sur ces deux groupes de pays.

La liste comporte une autre omission grave : elle ne tient pas compte du fait qu'un apport plus considérable de capitaux américains dans les pays tiers peut aider les pays de l'Europe occidentale à procéder aux aménagements de structure nécessaires. Comme on le souligne ci-dessous en examinant cette question plus en détail, cet accroissement est, sans aucun doute, étroitement lié au développement de la production et des échanges mondiaux en général, et son rôle est particulièrement important notamment lorsqu'il s'agit d'atteindre le deuxième objectif énuméré, l'accroissement de la production des produits de base. En ce sens, il contribuerait à créer les conditions nécessaires pour que les pays de l'Europe occidentale reprennent leur place dans le réseau du commerce mondial. En outre, un apport plus important de capitaux américains présenterait accessoirement l'avantage plus immédiat d'accroître, dans une certaine mesure, les possibilités qu'ont les pays de l'Europe occidentale de gagner dans les pays tiers une partie des dollars que les Etats-Unis y ont investis; toutefois, cette possibilité ne saurait être considérée comme la justification première d'une augmentation de ces investissements, pas plus qu'on ne peut tenir pour certain, comme on le signale ci-dessous, que l'accroissement immédiat

[1] Voir l'étude de ces échanges commerciaux dans la section 5 du Chapitre 6.

BIBLIOTECA

des recettes en dollars pour l'Europe serait considérable.

C'est en grande partie pour cette même raison que l'on n'a pas fait figurer dans les quatre points énumérés plus haut la question si souvent débattue du relèvement du prix de l'or. On a, dans cette ETUDE, insisté à plusieurs reprises[1] sur la grande importance de l'affaiblissement du pouvoir d'achat de l'or par rapport aux autres marchandises, où il faut voir l'une des caractéristiques qui distingue le déséquilibre actuel de l'ancien système des règlements internationaux; mais il ne s'ensuit pas pour autant qu'un relèvement du prix de l'or, destiné à établir plus ou moins la parité avec le prix des autres marchandises, serait très efficace ou pourrait se justifier comme moyen d'améliorer la position de l'Europe occidentale. La production d'or est, pour l'essentiel, localisée dans un très petit nombre de pays, et il se pourrait que l'augmentation du pouvoir d'achat de l'or par rapport au dollar, ne serve, au même titre que d'autres facteurs mentionnés au Chapitre 2, qu'à consolider la position financière de ces quelques pays et à les dispenser davantage encore de fournir les catégories de marchandises dont le monde a réellement besoin, sans accroître sensiblement les possibilités qu'a l'Europe occidentale d'obtenir de l'or ou des dollars de ces pays.

Les quatre grands principes d'action énumérés ci-dessus comme étant ceux dont pourraient s'inspirer les pays de l'Europe occidentale pour rétablir leur position en matière d'échanges et de paiements, ne s'excluent pas nécessairement mais sont, dans certaines limites, complémentaires, puisqu'il semble improbable qu'aucun d'entre eux puisse, à lui seul, fournir une solution satisfaisante pour l'ensemble du problème. Le relèvement et l'expansion de la production de denrées alimentaires et de matières premières dans les pays n'appartenant pas à la zone dollar, semblerait être une partie essentielle, probablement même la plus indispensable, de tout programme d'ensemble qui pourrait être envisagé. De même, les pays de l'Europe occidentale devront réaliser tous les gains possibles en augmentant leurs ventes dans la zone dollar et, concurremment, essayer de supplanter les produits manufacturés américains sur leurs marchés et ceux des pays d'outre-mer qui leur sont rattachés.

Il n'y a donc pas nécessairement conflit entre les efforts pour accroître les recettes en dollars et ceux qui visent à diminuer les dépenses en dollars. Il importe cependant, au premier chef, de comprendre que ces deux manières de procéder présupposent la conclusion d'arrangements relatifs aux échanges et aux paiements internationaux, très différents selon les méthodes employées pour apporter les aménagements voulus. Plus précisément, si, par des mesures d'une ampleur suffisante prises tant aux Etats-Unis que dans les pays de l'Europe occidentale, on réussit à renforcer la capacité de concurrence des producteurs européens par rapport aux producteurs américains, les résultats obtenus ne s'écarteront pas de l'objet du programme plus vaste exposé à la fin de la première section de ce chapitre, à savoir, rétablir les échanges multilatéraux et la convertibilité des monnaies. On avait indiqué alors que pour exécuter un tel programme le montant total du déficit actuel à éliminer serait probablement de l'ordre de 4 milliards de dollars (au taux annuel) et que ceci devrait être obtenu essentiellement par un accroissement des recettes en dollars provenant des exportations.

Si, par contre, on parvenait à l'équilibre en maintenant et en renforçant les mesures de caractère discriminatoire qui limitent les importations en provenance de la zone dollar, cette manière de procéder correspondrait davantage au minimum de réduction nécessaire du déficit, montant estimé à 2 ou 2½ milliards de dollars environ. Mais cela ne préparerait nullement, pour le proche avenir, le retour à une plus grande liberté du commerce et à la convertibilité des monnaies.

Si l'on veut sortir de l'impasse qu'ont créée les insuffisances des politiques suivies actuellement, il faut maintenant décider de l'importance relative à accorder aux mesures qui seront prises dans le sens de chacun des principes indiqués plus haut. L'une des raisons pour lesquelles il est urgent de prendre ces décisions, c'est qu'il importe de plus en plus de prévoir quel sera le genre du système d'échanges et de paiements dans le monde au cours des années qui viennent. Les gouvernements ont besoin de savoir s'ils peuvent, en toute confiance, tenter de supprimer les discriminations commerciales et les mesures de contrôle des changes ou si, pour éviter de courir un risque plus grave encore, il leur faut compter maintenir et renforcer leurs propres contrôles, en même temps qu'ils participeront à des arrangements internationaux analogues à ceux que constituent actuellement la zone sterling et l'Union européenne de paiements, destinés à permettre le développement du commerce entre les pays n'appartenant pas à la zone dollar sous la protection d'une barrière de restrictions dressée contre les pays de la zone dollar.

La seconde raison pour laquelle il importe de prendre des décisions, c'est qu'il faudra recourir à des mesures qui entraîneront nécessairement des modifications importantes dans la structure actuelle de la production et de l'emploi, et exigeront de nou-

[1] Voir section 2 du Chapitre 2 et section 6 du Chapitre 6.

veaux investissements d'une ampleur considérable. Il faut donc choisir entre les diverses méthodes possibles de répartition des ressources disponibles afin d'éviter soit le gaspillage des efforts, soit l'inaction.

Enfin, il est nécessaire de faire le point et de prendre des décisions, parce que, dans la plupart des cas, la nature des mesures qui peuvent être adoptées dépend, à des degrés divers, d'une entente entre les pays. C'est, bien entendu, aux pays de l'Europe occidentale qu'incombe, presque inéluctablement, la tâche de trouver des solutions, puisque ce sont toujours les pays déficitaires, et non les autres, qui voient leurs réserves s'épuiser ou qui risquent de ne pas être en mesure de payer leurs importations nécessaires. En fait, il est certains remèdes, comme d'assurer leurs propres besoins en charbon et d'accroître leur production agricole, que les pays de l'Europe occidentale doivent appliquer avec plus d'efficacité eux-mêmes, indépendamment de tous les autres aménagements qui peuvent être faits.

Cependant, ce n'est pas, à beaucoup près, aux seuls pays de l'Europe occidentale qu'il appartient de prendre la responsabilité de ces mesures, puisque le fait de résoudre le problème du dollar en modifiant soit les importations soit les exportations, a des répercussions inévitables sur les autres pays également, et que chaque pays doit choisir ses méthodes en fonction des politiques suivies par les autres. Ces politiques, si elles s'inscrivent dans un programme d'ensemble bien coordonné, peuvent rendre plus aisés les aménagements nécessaires ou, dans le cas contraire, en accroître la difficulté et le coût, et compromettre ainsi le résultat final.

Les limites tenant à la politique commerciale des Etats-Unis

Ce sont les Etats-Unis, principal pays excédentaire dans tous les secteurs, dont le commerce doit, en définitive, être le plus touché et dont les politiques commerciales jouent le rôle essentiel pour la détermination des limites dans lesquelles il est possible de procéder à ces aménagements. Sauf dans la mesure où une augmentation des investissements engagés par les Etats-Unis dans d'autres régions peut donner à l'Europe occidentale des possibilités accrues de se procurer des dollars, il faut, pour résoudre le problème du déficit en dollars en Europe, remplacer les produits américains, sur certains marchés du monde, par des articles européens. Ce résultat peut être obtenu soit par une augmentation des importations des Etats-Unis en provenance de l'Europe, soit par une réduction de leurs exportations à destination de l'Europe ou des pays tiers [1]. Dans la mesure où ces modifications correspondent à des décisions d'ordre politique prises en connaissance de cause, il ne s'agit pas pour les pays européens, non plus que pour les Etats-Unis, de déterminer s'ils procéderont à ces modifications, mais uniquement où, comment et quand ils les effectueront.

Pratiquement, tous les remèdes préconisés jusqu'ici, des deux côtés de l'Atlantique, pour rétablir l'équilibre des échanges internationaux ont souligné qu'il était indispensable de prendre des mesures concrètes pour augmenter les ventes européennes aux Etats-Unis. Le fait même que l'on ait insisté sur la nécessité de cette solution, et aussi le répit dont les pays ont bénéficié grâce à l'aide Marshall, peuvent fort bien expliquer en partie l'impasse actuelle, en ce sens qu'ils ont estompé et rendu moins urgente la nécessité de poursuivre d'autres politiques destinées à rendre l'Europe moins tributaire des importations en provenance de la zone dollar. Il devient donc d'autant plus essentiel d'apprécier à leur juste valeur les obstacles qui s'opposent à la concurrence européenne sur le marché américain et de déterminer s'il est possible d'abaisser suffisamment ces barrières pour que l'accroissement des exportations européennes qui en résultera ait quelque commune mesure avec le problème du dollar en Europe occidentale.

C'est avant tout par les répercussions qu'ils ont sur les prix [2] que ces obstacles empêchent les pays de l'Europe occidentale d'atteindre cet objectif : accroître leurs recettes directes en dollars. Les pays européens sont poussés, sous la pression des faits, et compte tenu des remèdes communément préconisés, à essayer de renforcer leur capacité de concurrence sur le marché américain soit en réduisant l'ensemble des prix de revient et des prix de vente intérieurs, soit même en dévalorisant encore leur monnaie. Il est évident, cependant, qu'il y a contradiction entre ces efforts pour abaisser les prix de revient en Europe et le maintien aux Etats-Unis de tarifs relevant les prix. La méthode la plus simple et la plus directe

[1] En principe, il serait possible, sans remplacer des produits américains, de procéder à cet aménagement en augmentant, d'une part, le volume des produits de base que les Etats-Unis importent des pays tiers, et d'autre part, les exportations de l'Europe occidentale dans ces pays tiers. Cependant, il est vraisemblable que cela nécessiterait de longues années, et s'effectuerait seulement dans le cadre de l'augmentation à long terme des besoins en matières premières des Etats-Unis; on ne peut donc guère compter que cette évolution puisse influer sur les aménagements auxquels il faut procéder dans un avenir immédiat.

[2] Cependant, il existe aussi d'autres limitations plus directes, à savoir des restrictions quantitatives aux importations et des dispositions imposant l'utilisation, dans une certaine proportion, des navires américains pour le transport des marchandises achetées avec l'aide financière des Etats-Unis.

consisterait à réduire ces tarifs, si l'objectif est, en tout état de cause, de développer les ventes européennes aux Etats-Unis. En définitive, le résultat est identique en ce qui concerne les répercussions sur le marché des Etats-Unis [1], à savoir une diminution du prix des produits européens pour le consommateur américain. D'ailleurs, tant que la structure et les principes du système tarifaire des Etats-Unis resteront ce qu'ils sont actuellement, il semble probable que les gains obtenus grâce aux autres méthodes utilisées pour abaisser le prix des exportations européennes, demeureront d'importance très secondaire si même ils existent. Compte tenu même des modifications apportées par le Programme d'accords commerciaux de réciprocité, l'objet explicite de la politique commerciale des Etats-Unis reste de limiter étroitement le champ dans lequel la concurrence peut jouer un rôle et de mettre tous les secteurs de la production américaine à l'abri de graves difficultés.

Si donc l'objectif admis est de faciliter la solution du problème du dollar par une augmentation des exportations de l'Europe occidentale vers les Etats-Unis, on pourrait envisager une méthode qui serait plus à même de donner des résultats positifs que les concessions faites au titre du Programme d'accords commerciaux de réciprocité, dont les avantages réels paraissent incertains. L'essentiel dans une telle méthode serait d'aboutir à un accord sur le montant minimum des modifications que les Etats-Unis accepteraient d'apporter à leur balance des paiements vis-à-vis de l'Europe sous forme d'un accroissement des importations de produits manufacturés ou d'autres marchandises et, à partir de cette base, de modifier en conséquence le système tarifaire. Cela ne signifierait pas que l'Amérique doive abandonner l'ensemble de son système tarifaire, mais bien plutôt qu'elle choisisse ceux des articles qui ont ou peuvent avoir de l'importance pour les exportations de l'Europe occidentale aux Etats-Unis et pour lesquels il serait le plus facile de modifier l'orientation des productions américaines correspondantes sans sacrifier aucun intérêt vital.

Poser le problème en ces termes ne signifie pas que l'on transfère la responsabilité du problème de l'Europe aux Etats-Unis, et encore moins, que l'on préconise l'octroi de nouveaux dons ou faveurs destinés à remplacer l'aide économique. C'est plutôt souligner simplement qu'il est souhaitable d'essayer de déterminer avec plus de précision — afin d'orienter les décisions que les deux parties doivent prendre pour leurs investissements et d'autres aspects de leurs politiques économiques — dans quelle proportion ces aménagements inévitables doivent porter, d'une part, sur les importations, et, d'autre part, sur les exportations des Etats-Unis. En ce sens, c'est un problème qui concerne tout autant les Etats-Unis que l'Europe.

Pour ce qui est de leurs répercussions sur l'économie intérieure des Etats-Unis, les aménagements ont des résultats identiques, qu'ils portent avant tout sur les importations ou sur les exportations : les secteurs particuliers de la production qui sont atteints ne sont évidemment pas les mêmes dans les deux cas, mais les aménagements impliquent toujours des modifications dans l'utilisation de la main-d'œuvre et des autres ressources. Du point de vue des autres pays du monde et de la politique économique internationale en général, ce choix a cependant des incidences extrêmement importantes. En premier lieu, la recherche de l'équilibre par des restrictions entraînerait une diminution des exportations de denrées alimentaires et de matières premières des Etats-Unis, et probablement aussi des autres pays de la zone dollar, à un moment où les besoins du monde ne sont pas satisfaits et continuent de croître. En second lieu, l'adoption de cette solution signifierait que le système des contrôles directs et des discriminations commerciales s'implante plus profondément en Europe occidentale, ce qui limiterait ou retarderait encore davantage la possibilité de rétablir les échanges multilatéraux et la convertibilité des monnaies. Etant donné les obstacles très réels qui, on l'a vu, s'opposent à une modification des échanges avec les autres régions, il est difficile d'imaginer qu'il serait possible d'atteindre ces objectifs sans un accroissement des achats des Etats-Unis en Europe représentant la plus grande partie du montant total du déséquilibre auquel on désire remédier.

Le problème actuel pour la politique commerciale des Etats-Unis dépasse donc largement le vieux dilemme « protectionnisme ou libre-échange ». Il s'agit plutôt de savoir si les importations des Etats-Unis peuvent ou non être amenées à jouer un rôle plus important dans les efforts faits pour atteindre l'objectif commun, à savoir, le retour à l'équilibre économique international.

En revanche, il serait utopique de ne pas reconnaître les difficultés extrêmes que rencontrerait un développement des ventes européennes aux Etats-Unis suffisamment important pour qu'il puisse fournir, avec

[1] Cependant, pour les pays européens le résultat est beaucoup plus différent qu'on ne semble le croire. Un abaissement général du niveau des prix intérieurs ou du taux de change des monnaies dans les pays européens a des répercussions non pas seulement sur leurs exportations aux Etats-Unis mais également sur leurs exportations — six fois plus importantes — à destination des autres pays, même là où actuellement leurs prix soutiennent très bien la concurrence; cela signifie donc que leur rapport général d'échange s'aggravera encore très sensiblement.

d'autres mesures, la solution la meilleure au problème du dollar de l'Europe occidentale. Il n'est simple pour aucun pays d'abaisser les tarifs ou toute autre sorte de subventions, à partir du moment où les secteurs particuliers de la production nationale et de l'emploi, qu'ils sont destinés à protéger, sont devenus réalité. Du point de vue des intérêts intérieurs mis en cause, le plus simple serait, sans aucun doute, de faire supporter les aménagements nécessaires surtout par les industries exportatrices des Etats-Unis, pour lesquelles ils peuvent paraître imputables à des facteurs purement extérieurs, alors même que la cause profonde réside dans la difficulté qu'éprouvent les pays européens à se procurer des dollars.

Production de produits de base et développement économique

L'analyse effectuée dans les Chapitres 2 et 6 de cette ETUDE a montré dans quelle mesure les difficultés qu'éprouvent les pays de l'Europe occidentale à équilibrer leurs comptes avec les pays de la zone dollar, tiennent au fait que d'autres sources, dont ils importaient autrefois des denrées alimentaires et des matières premières, ont disparu. Pour faire face à un nouvel accroissement de la population et de la production industrielle dans le monde, et pour mieux satisfaire aux besoins en denrées alimentaires de cette population, il semblerait nécessaire et urgent de faire plus d'efforts que ce n'a été le cas jusqu'à présent, en vue de créer des conditions favorables au développement de la production des produits de base. Du point de vue de l'Europe occidentale, cette expansion de la production dans les pays n'appartenant pas à la zone dollar deviendrait encore plus indispensable s'il se révélait impossible d'obtenir un accroissement vraiment substantiel des exportations vers les Etats-Unis.

Comme on le verra dans le Chapitre 9, il est possible d'accroître très sensiblement la production agricole de l'Europe occidentale elle-même, en employant des méthodes plus efficaces pour l'utilisation et l'exploitation des sols. L'une des conditions serait d'investir dans l'agriculture des capitaux importants dont une partie, comme il ressort du Chapitre 12, serait consacrée à la mise en valeur des régions les plus pauvres de l'Europe méridionale. Une autre condition, si l'on veut utiliser toutes les possibilités de développement de la production agricole, serait que les pays de l'Europe occidentale concluent des accords en vue de développer leurs échanges réciproques de produits agricoles et d'assurer la stabilité du marché.

De même, une augmentation de la production et des approvisionnements de denrées alimentaires et de matières premières dans d'autres régions, par exemple l'Europe orientale, l'Australie et l'Argentine, n'est probablement possible que dans le cadre d'accords généraux touchant des questions telles que les marchandises que les pays de l'Europe orientale fourniront en contrepartie, les modes de fixation des prix et le caractère permanent des débouchés. Là encore, pour développer la production de produits de base autant qu'il est nécessaire, il faudra effectuer des investissements considérables et affecter des capitaux à cet effet, en parfaite connaissance de cause et au détriment d'autres secteurs. Cela étant, il est naturel que la majeure partie de ces capitaux soit fournie par les pays importateurs intéressés.

Cette expansion devra pour une bonne part, voire pour la plus grande part, être assurée par des arrangements conclus directement entre les pays de l'Europe occidentale et leurs partenaires commerciaux des autres régions. L'initiative appartient, dans une grande mesure, aux pays de l'Europe occidentale eux-mêmes, parce qu'ils sont à même de conclure des contrats d'achats à long terme et de fournir une partie des capitaux à investir [1]. On a signalé, dans le chapitre précédent, le vaste programme d'équipement entrepris par la France dans ses territoires d'outre-mer. Il semblerait aussi qu'il soit possible d'exercer un contrôle plus rationnel sur le mouvement des capitaux britanniques vers d'autres membres de la zone sterling, afin d'assurer une utilisation plus efficace de ces fonds, destinée à mieux tenir compte des besoins du pays fournissant les capitaux et des pays qui en bénéficient.

A certains égards, les possibilités de rétablir et d'accroître la production de produits de base dans les pays qui furent autrefois des fournisseurs importants de l'Europe occidentale, sont peut-être aujourd'hui meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis la fin de la guerre. Les nouveaux plans quinquennaux de l'Argentine et de l'Australie accordent une importance accrue à la production agricole, ce qui donne à penser que ces pays eux-mêmes se sont peut-être rendu compte de l'inconvénient qu'il y a à trop disperser leurs ressources; d'autre part, les engagements généraux que l'Australie a contractés lors de la récente Conférence du Commonwealth, s'ils sont effectivement mis en pratique, montrent quels résultats il est possible d'obtenir par les consultations entre pays et la conclusion d'accords internationaux. Les pays de l'Europe orientale ont également fait savoir qu'ils désiraient, une fois encore, développer leurs échanges avec

[1] Voir également *A Study of Trade between Latin America and Europe*, Nations Unies, Genève 1953 (N° de vente 1952. II.G.2) et, notamment, le chapitre consacré aux mesures propres à favoriser la production de produits de base.

l'Occident, bien que les négociations menées à ce sujet n'aient encore donné aucun résultat appréciable, du fait de la tension politique.

Il est évident que l'on aurait beaucoup plus de chances d'élaborer un programme d'ensemble en vue de développer la production de denrées alimentaires et de matières premières, si l'on pouvait être assuré de la participation active non seulement des pays de l'Europe occidentale, mais aussi des Etats-Unis. Tout d'abord, de par la dualité qui caractérise leur économie, les Etats-Unis, qui se rangent parmi les gros exportateurs de certains produits de base et les principaux importateurs de bon nombre d'autres, sont inévitablement appelés à jouer un grand rôle dans tout programme de stabilisation et de développement de la production; c'est ce qui ressort du récent rapport de la *Materials Policy Commission* du Président. Pour bon nombre de produits, les plans de stabilisation et de développement dans lesquels les Etats-Unis ne figurent ni comme importateur ni comme exportateur n'inspireraient vraisemblablement pas aux producteurs de produits de base des autres régions la confiance qui leur est nécessaire pour entreprendre d'importants programmes d'expansion. En second lieu, il est évident que les Etats-Unis sont en mesure d'engager des investissements très supérieurs à ceux que peuvent fournir les pays de l'Europe occidentale, et leur participation financière sera nécessaire pour tout grand programme destiné à accroître la production de produits de base dans d'autres régions.

Certes, les investissements étrangers doivent avant tout se justifier par les besoins et les possibilités de développement économique des pays où sont engagés des capitaux et aussi par la demande, dans les autres pays, des produits dont l'exportation pourra être développée, mais un apport beaucoup plus important de capitaux américains aurait incidemment cet autre avantage de résoudre, en partie, les difficultés présentes en matière de paiements internationaux. Le problème se poserait avec moins d'acuité aux Etats-Unis qui, maintenant, se trouvent placés devant un dilemme : ouvrir leur marché à une plus forte concurrence des importations ou laisser décliner leurs grandes industries exportatrices, l'une et l'autre de ces solutions imposant des modifications difficiles dans l'utilisation de la main-d'œuvre et des autres ressources; l'Europe, de son côté, pourrait plus facilement se procurer des dollars sur les marchés tiers en vue de combler en partie son déficit vis-à-vis de la zone dollar.

Il faut reconnaître cependant que certains obstacles s'opposent à ce que l'investissement de capitaux américains dans les régions d'outre-mer remédie à la désorganisation actuelle des échanges et des paiements internationaux. Les investissements privés, auxquels la politique des Etats-Unis attribue couramment une place primordiale, réagiront encore, sans nul doute, aux risques de guerre et aux vicissitudes politiques et, du fait de la situation troublée dans le monde, on ne peut s'attendre raisonnablement à les voir reprendre leur rôle traditionnel. Indépendamment de l'exploitation des pétroles du Proche-Orient, les investissements américains, depuis la guerre, sont presque uniquement engagés dans des pays voisins de l'hémisphère occidental (là aussi, d'ailleurs, surtout dans l'exploitation des pétroles); en outre, ils sont, pour une part, étroitement liés à la fourniture de biens d'équipement ou d'autres marchandises par les Etats-Unis, sans que des dollars soient libérés pour les importations d'autres provenances.

En revanche, pour augmenter le montant des investissements publics des Etats-Unis, il faut que les crédits soient ouverts à titre régulier ou exceptionnel par le Congrès; et, bien que ce genre d'investissement n'entraîne pas pour l'économie des Etats-Unis une charge supérieure à celle qu'imposeraient des investissements privés de même volume, les courants d'opinion qui réclament la réduction des dépenses publiques sont inévitablement susceptibles d'exercer une influence sur la décision. C'est peut-être parce qu'une proportion si élevée des capitaux investis à l'étranger par les Etats-Unis provient des fonds publics et non pas privés que le public a communément l'impression que le total des investissements atteint un montant sans précédent. Cela est vrai sans aucun doute si ce montant est exprimé en dollars courants, mais si l'on tient compte de l'augmentation des prix et du revenu, les dons et crédits accordés par le gouvernement, et aussi les investissements privés à l'étranger, n'atteignent pas un total particulièrement élevé au regard des sommes consacrées à cet effet pendant les grandes époques d'investissements internationaux [1].

---

[1] Un spécialiste américain bien connu faisant autorité en la matière a déclaré que « si l'on met sur le même pied les prêts et les dons et si l'on tient compte également des investissements privés, l'aide actuellement accordée à l'étranger n'est pas sensiblement supérieure à ce qu'elle était autrefois. Avant la première guerre mondiale, l'Angleterre, qui était le principal prêteur international, engageait à l'étranger des investissements qui représentaient chaque année, en chiffre net, environ 8% de son revenu national et 50% de son épargne annuelle. Si nous voulions atteindre ces taux aujourd'hui, l'aide que nous accordons à l'étranger, sous forme de prêts privés, de prêts de l'Etat ou de dons, devrait être de plusieurs fois supérieure à celle qui est effectivement consentie aujourd'hui. » *Cf.* le chapitre intitulé « America's Aims and the Progress of Under-developed Countries » du Professeur Jacob Viner, figurant dans *The Progress of Under-developed Areas*, University of Chicago Press, 1952, page 181.

C'est pour une bonne partie en raison de ces éléments qui influent sur l'apport des capitaux privés ou publics qu'il est difficile de prévoir avec quelque précision le volume des investissements américains dans les pays d'outre-mer, mais il ne semble guère probable qu'il doive dépasser sensiblement les niveaux récemment atteints.

Il est difficile en outre, et c'est ce que soulignent les rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, d'obtenir des emprunteurs éventuels qu'ils soumettent des propositions bien conçues et suffisamment élaborées pour servir de base à l'octroi de prêts. Cependant, c'est là un problème qu'il devrait être possible de résoudre tout au moins dans le cas des projets de développement dans les territoires d'outre-mer dépendant des pays d'Europe et dans les territoires indépendants membres de la zone sterling. On ferait un grand pas en avant dans l'élaboration d'un système d'ensemble pour les échanges commerciaux, si les pays d'Europe, les pays d'outre-mer qui leur sont rattachés et les Etats-Unis pouvaient déterminer les grandes lignes et l'ampleur générale d'un programme de développement à long terme et ensuite établir des projets précis.

Pour répondre au but indiqué, un tel programme de développement devrait satisfaire à plusieurs critères : *a*) il devrait indiquer avec une précision suffisante le montant total des investissements envisagés et leur échelonnement au cours de la période considérée ; *b*) il devrait donner aux pays d'Europe la possibilité d'avoir à fournir les biens d'équipement et les autres marchandises qui pourraient être acquises grâce aux emprunts en dollars, en sorte qu'ils soient à leur tour mieux à même de payer leurs importations de la zone dollar; *c*) il devrait être coordonné avec d'autres programmes de développement tels que le Plan de Colombo et les investissements entrepris par la France et la Belgique dans leurs territoires dépendants; *d*) il devrait viser à établir un juste équilibre entre, d'une part, l'accroissement des exportations de denrées alimentaires et de matières premières des pays d'outre-mer, destinées à augmenter les recettes en dollars ou à économiser des dollars, et, d'autre part, l'essor industriel de ces pays.

Tout en établissant un programme d'investissement plus général, on pourrait rechercher des moyens de donner une nouvelle impulsion aux investissements privés dans les pays d'outre-mer. Une des caractéristiques de la situation actuelle, c'est que l'on en est venu, de plus en plus, à considérer les investissements internationaux comme une question relevant du gouvernement et à les associer par trop à la notion de l'aide économique. Etant donné que l'accroissement de la production de produits de base dans d'autres régions est particulièrement important pour l'Europe occidentale, on pourrait envisager d'unir les capitaux privés provenant de l'Europe occidentale et les ressources plus considérables fournies par les Etats-Unis, pour l'exécution en commun de projets dans lesquels les capitaux européens supporteraient les plus grands risques ou assureraient la garantie des prêts obtenus.

Les possibilités de réduire le coût en dollars des importations de pétrole

Outre le problème général que pose l'accroissement de la production de produits de base dans les régions n'appartenant pas à la zone dollar, les importations de pétrole soulèvent pour l'Europe occidentale des difficultés assez différentes. Cette question mérite en soi un examen tout spécial parce que (comme on l'a vu dans la section 2 du Chapitre 6) le pétrole est devenu à lui seul le poste le plus important des dépenses en dollars et que la production et les échanges de pétrole sont de nature particulière. Si l'on veut économiser des dollars sur ce poste, la solution qui vient immédiatement à l'esprit serait, semble-t-il, d'accroître la production des sociétés européennes ou autres dans des régions où le coût en dollars est peu élevé, bien que seul un spécialiste soit en mesure d'évaluer les possibilités qui s'offrent en pratique ; et il se trouve que, depuis la fin de la guerre, les événements politiques ont, comme on l'a vu dans le Chapitre 2, porté un coup sensible à la production et au raffinage du pétrole surtout dans les régions n'appartenant pas à la zone dollar.

Il existe d'autres possibilités, plus limitées certes, mais aussi plus précises, de réduire l'énorme coût en dollars des importations de pétrole de l'Europe occidentale. L'une serait d'accroître les ventes d'équipement ou de matériel d'exploitation aux sociétés pétrolières, tant européennes qu'américaines. S'il est difficile de supplanter les Etats-Unis dans ce domaine, c'est que leur industrie de fabrication de matériel pour l'exploitation pétrolière, largement développée pour faire face aux besoins de la très importante production intérieure, est très puissante [1]. D'autres produits sidérurgiques présentent également de l'importance pour l'industrie pétrolière, bien que, dans ce domaine aussi, les Etats-Unis aient pris une avance considérable, dans le cas par exemple de la

[1] Cette difficulté se trouve confirmée par le fait que, de tous les pays d'Europe, seul le Royaume-Uni accorde au poste de l'équipement pour l'exploitation pétrolière une importance suffisante pour le faire figurer séparément dans ses statistiques du commerce. Même dans ce cas, ces chiffres distincts ne sont fournis que depuis le début de 1950 et indiquent pour les exportations un montant de 12 à 16 millions de dollars par an, soit environ un sixième de celui enregistré par les Etats-Unis.

production de tuyaux lourds pour les pipe-lines. Des pays d'Europe ont néanmoins réussi dans une certaine mesure à fournir ces articles à des prix permettant de soutenir la concurrence [1]. En accroissant encore la capacité de production de leurs industries sidérurgiques et mécaniques, ils devraient pouvoir accentuer ces progrès, même si la concurrence américaine doit rester extrêmement difficile à vaincre, la capacité de production des Etats-Unis continuant à augmenter dans ces secteurs.

Il existe une autre possibilité encore, c'est d'accroître les ventes européennes de biens de consommation, ou d'autres articles, dans les régions où les compagnies pétrolières américaines versent des redevances et opèrent des dépenses d'exploitation ou sur ceux des marchés de la zone dollar où les compagnies européennes elles-mêmes ont à effectuer des paiements. Cette possibilité, qui s'inscrit dans le problème général de l'accroissement des exportations sur les marchés tiers, reste cependant assez limitée si l'on considère l'ampleur du déficit dû en Europe occidentale à l'achat de pétrole. Dans le Moyen-Orient, qui est de plus en plus la principale source d'approvisionnement pour l'Europe, les redevances atteignent seulement 20 à 60 cents des Etats-Unis par baril de pétrole brut (soit 10 à 30% du prix de vente f.o.b. dans le golfe Persique), et les autres frais de production représentent environ 20 cents en plus par baril. En d'autres termes, le revenu en dollars que les pays producteurs tirent de leur pétrole, s'il représente une partie appréciable, et de plus en plus importante, de leurs recettes en devises étrangères, est cependant trop limité pour donner aux pays européens de larges possibilités de se procurer des dollars en substituant leurs produits aux articles américains.

L'écart qui existe entre les dépenses locales de production des compagnies productrices et le prix du pétrole, payable en dollars, livré dans les ports européens, est composé de deux éléments très importants. D'une part, il y a les bénéfices des compagnies auxquels s'ajoutent les dépenses relativement faibles du siège central. D'autre part, il faut tenir compte des frais de transport des flottes pétrolières qui sont exploitées comme filiales des compagnies mères auxquelles elles procurent un bénéfice supplémentaire, bien que certains des bateaux soient affrêtés à long terme à des armateurs européens, en particulier norvégiens [2].

Il est possible de chercher à résoudre, en partie, le problème du dollar en abaissant le prix du pétrole payable en dollars, comme l'indique le fait que le Gouvernement des Etats-Unis, au cours de l'été de 1952, a bloqué les crédits d'aide destinés à régler les importations de pétrole fourni par les compagnies américaines dans le Moyen-Orient et qu'il a intenté des poursuites contre les compagnies pour recouvrer les sommes indues qu'elles avaient perçues pendant la période 1949–1951. Il a fait valoir que le prix de 1,75 dollar f.o.b. dans le golfe Persique était trop élevé et de beaucoup supérieur au prix réel auquel le pétrole est vendu aux Etats-Unis.

Il est difficile cependant de résoudre le problème du dollar de ces diverses manières, car les intérêts en cause sont à la fois très importants et divergents. Si le niveau des prix du pétrole a de grandes répercussions sur les dépenses nettes en dollars de l'Europe occidentale, les compagnies européennes elles-mêmes n'ont évidemment guère intérêt à une modification de la structure des prix qui les toucherait tout autant que les compagnies américaines, pas plus qu'elles n'ont nécessairement avantage à réduire leurs achats de pétrole payable en dollars en vue de la revente sur les marchés tiers. Il est évident aussi que les divers intérêts nationaux ne sont pas identiques et qu'il devient difficile d'entrevoir nettement une solution possible lorsque, dans les grands pays d'Europe qui investissent des capitaux dans l'exploitation du pétrole à l'étranger — en particulier le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la France — ces investissements constituent un poste très nettement excédentaire de la balance générale des paiements, même si la part que représente le pétrole dans le déficit de la balance avec la seule zone dollar est extrêmement lourde [3].

---

[1] La France, par exemple, a payé une partie de ses importations de pétrole en livrant des tuyaux aux compagnies pétrolières. Le total des commandes d'exportation que les compagnies pétrolières ont passées au Royaume-Uni pour tous les types de produits (à l'exclusion cependant des navires pétroliers) représentait 64 millions de livres en 1949, mais est tombé à 49 millions de livres au cours de l'année qui s'est terminée en juin 1951.

[2] On ne dispose d'aucun renseignement précis sur ces deux éléments du prix c.a.f. du pétrole, payable en dollars, livré à l'Europe, en particulier en ce qui concerne les bénéfices nets des filiales de navigation. Pour les profits des compagnies filiales de production, une étude préparée par la *United States Federal Trade Commission*, à l'intention d'une Commission du Congrès (*The International Petroleum Cartel*, page 377) donne à penser qu'en 1950, l'*Aramco and Bahrein Petroleum Co. Ltd.* a réalisé des bénéfices nets de 84,5 cents par baril, alors que le prix de vente f.o.b. dans le golfe Persique était de 1,75 dollar. Il apparaît aussi que les bénéfices nets des compagnies américaines du golfe Persique sont au total passés de 115 millions de dollars en 1947 à environ 300 millions de dollars en 1951 (y compris les bénéfices réinvestis) et ont représenté, pendant la période considérée, de 40 à 45% par an de la valeur comptable de leurs investissements (*Cf. The Balance of International Payments of the United States, 1946–48*, Département du Commerce des Etats-Unis, Washington, 1950, page 96, et dans le volume plus récent pour 1949–51, page 153).

[3] Là aussi, les données publiées sont insuffisantes car les recettes tirées du pétrole ne figurent pas séparément dans les balances des paiements et, tout au moins dans le cas du

La substitution des articles européens aux produits manufacturés exportés par les Etats-Unis

Comme on l'a vu, si les pays de l'Europe occidentale veulent devenir moins tributaires de la zone dollar pour leurs importations de denrées alimentaires et de matières premières, il faut essentiellement que leur propre production et celle des autres pays n'appartenant pas à la zone dollar augmentent; par contre, s'ils veulent supplanter les produits manufacturés américains, ils se trouvent devant des possibilités et des difficultés assez différentes. Certes, dans certains secteurs des industries européennes, en particulier dans l'industrie lourde, comme il est indiqué dans le Chapitre 11, il est nécessaire d'accroître encore la capacité de production pour permettre une expansion future, mais la question qui se pose dans l'immédiat pour les échanges commerciaux est bien plutôt d'utiliser plus totalement et plus efficacement la capacité actuelle de production et d'exportation.

En principe, il devrait être tout à fait possible de résoudre, en partie, le problème du dollar en supplantant les produits manufacturés américains, tant sur le marché de l'Europe occidentale que sur les autres marchés, étant donné le volume, indiqué dans les statistiques du Chapitre 6, des produits manufacturés exportés par les Etats-Unis dans toutes les parties du monde. On a vu dans ce même chapitre que les pays de l'Europe occidentale ont pu en fait, réaliser des progrès considérables depuis la guerre pour rétablir ou améliorer leur position par rapport à celle des Etats-Unis sur presque tous les marchés, bien que le volume total des produits manufacturés exportés par les Etats-Unis reste de beaucoup supérieur à ce qu'il était avant la guerre.

En ce qui concerne le système futur des échanges et des paiements internationaux, le problème essentiel est de savoir si les nouvelles modifications seront avant tout le fait du libre jeu de la concurrence, ou de la substitution de produits européens aux articles américains imposée grâce à un contrôle des échanges et des paiements. Pour répondre à cette question, il faut d'abord reconnaître l'ampleur des aménagements qui doivent être réalisés au moyen du remplacement des articles américains par les produits européens, indépendamment des autres possibilités examinées ci-dessus, et le rythme auquel ces aménagements devront être effectués. S'il faut prendre très rapidement des mesures de grande envergure, parce que le montant actuel des recettes exceptionnelles en dollars tend à diminuer et que l'on n'a pas procédé assez vite à d'autres aménagements, la solution viendra plus vraisemblablement d'une réduction générale du volume des produits manufacturés importés des Etats-Unis imposée par les gouvernements de l'Europe occidentale et des autres pays, et non pas du jeu de la concurrence directe.

On ne peut guère douter qu'il soit possible de renforcer la capacité de concurrence des industriels de l'Europe occidentale en organisant plus rationnellement leur production, ni que les restrictions actuellement imposées au commerce, tant à l'intérieur de l'Europe occidentale qu'entre ces pays et d'autres régions, tendent en soi à soutenir des positions faibles et à mobiliser des ressources qui ne peuvent donc être employées au mieux. L'exemple le plus évident est celui de l'industrie automobile; chacun des pays producteurs de l'Europe occidentale cherche encore, malgré la libération des échanges, à protéger son propre marché contre la concurrence extérieure et à maintenir en activité un nombre beaucoup trop important de petites entreprises peu rentables. Dans le Chapitre 12 de cette ÉTUDE, on examine l'ensemble du problème qui consiste à réaliser des économies dans la production par une intégration économique plus étroite et l'on indique dans quels secteurs il est possible, en pratique, d'obtenir cette coopération.

Cependant, pour ce qui est de l'espoir de supplanter les produits manufacturés exportés par les Etats-Unis, ce n'est pas envisager avec trop de pessimisme les possibilités de renforcer la capacité de concurrence des producteurs européens, que de signaler que, pour un certain nombre de raisons, il faut se garder d'un enthousiasme exagéré quant à l'ampleur et la rapidité des résultats que l'on peut

---

Royaume-Uni, ce poste est systématiquement exclu du chiffre des revenus des investissements à l'étranger (la rubrique « pétrole » étant comprise sous le poste « autres revenus » comme on l'a signalé ci-dessus). Cependant, on peut se rendre à peu près compte de l'importance que présentent les revenus du pétrole pour le Royaume-Uni en comparant le poste des revenus des investissements dans la balance des paiements (Cmd. 8666) aux chiffres plus complets relatifs aux « revenus du capital » reçus de l'étranger qui apparaissent dans les estimations du revenu national. Cependant, l'écart qui existe entre ces deux séries de chiffres ne porte pas seulement sur le revenu des opérations pétrolières, mais aussi sur certains autres postes tels que les impôts payés par des étrangers au Gouvernement du Royaume-Uni.

Revenu provenant des investissements à l'étranger :	(En millions de livres ou de dollars, suivant les indications)					
	1946	*1947*	*1948*	*1949*	*1950*	*1951*
Indiqué dans les estimations officielles du revenu national (en livres sterling)	217	302	401	418	603	526
Indiqué dans les estimations officielles de la balance des paiements (en livres sterling)	154	174	179	185	245	280
Différence :						
a) en livres sterling . .	63	128	222	233	358	246
b) exprimée en dollars .	254	516	895	..	1.002	689

(Le chiffre en dollars pour 1949 dans la dernière ligne ne peut pas être calculé exactement en raison de la modification du taux de change entre le dollar et la livre sterling intervenue au cours de l'année.)

escompter. On a déjà examiné dans le Chapitre 6 plusieurs problèmes qui se posent pour divers produits et qui sont propres à des marchés particuliers. Il convient également d'indiquer que rares ont été les plaintes, ou les preuves de tout autre ordre, qui puissent laisser penser que, depuis les dévaluations monétaires de 1949, les prix des produits manufacturés européens ne soutiennent pas déjà, en général, la concurrence avec les exportations américaines, partout où elle s'exerce librement; il faut cependant faire exception pour un ou deux pays européens, où, en raison de l'inflation consécutive à la guerre de Corée, les prix ont augmenté sensiblement plus qu'aux Etats-Unis. Cependant, quel que soit l'équilibre qu'on puisse imaginer, les exportateurs américains conserveront, sans nul doute, un avantage de prix dans bon nombre des secteurs de la production : à moins d'une énorme aggravation de leur rapport d'échange, les producteurs européens ne peuvent espérer vendre, dans tous les domaines, à meilleur marché que leurs concurrents des Etats-Unis. En outre, dans les secteurs où les prix européens soutiennent sous d'autres rapports la concurrence, on ne peut s'attendre que les fournisseurs américains voient leurs débouchés se restreindre sans abaisser leurs propres prix, étant donné les importants investissements qu'ils ont engagés pour établir des agences commerciales dans les divers pays et se créer une clientèle. Du fait qu'aux Etats-Unis les exportations ne représentent qu'une très faible partie de la production nationale, les industriels américains disposent, pour mener cette bataille des prix, d'une force que n'ont pas en général les producteurs de l'Europe occidentale pour lesquels les exportations constituent dans l'ensemble une part beaucoup plus importante de la production.

Enfin, il faut se rappeler qu'à l'heure actuelle, on part de la situation suivante : la plupart des pays, européens ou non, appliquent aujourd'hui des restrictions plus ou moins rigoureuses à l'importation des produits manufacturés venant des Etats-Unis. Si donc on doit atteindre l'équilibre en supprimant en même temps les mesures discriminatoires de contrôle des échanges et des paiements, l'on peut prévoir un certain accroissement de ces importations qui viendra contrebalancer les résultats que les pays d'Europe peuvent obtenir dans leurs efforts pour substituer leurs articles aux produits américains.

Comment favoriser la conclusion d'accords provisoires sur les échanges et les paiements

Les problèmes examinés dans les paragraphes précédents ont permis de souligner une fois de plus la nécessité de rétablir la position de l'Europe occidentale, et cela surtout par l'accroissement direct des exportations vers les Etats-Unis. Il existe une autre possibilité, aussi importante que la première et qui la compléterait plutôt qu'elle ne l'exclurait, d'arriver à une solution s'inscrivant dans le cadre du retour aux échanges multilatéraux et à la convertibilité des devises : ce serait d'augmenter sensiblement les investissements des Etats-Unis à l'étranger dans des conditions laissant la concurrence jouer librement sur les marchés où les pays européens, par leurs exportations, pourraient essayer de se procurer les dollars ainsi disponibles.

Si l'on ne peut vaincre les difficultés qui s'opposent à des solutions de cet ordre, il faudra, semble-t-il, procéder par d'autres moyens aux aménagements encore nécessaires pour permettre aux pays de l'Europe occidentale de ne plus avoir à recourir à l'aide régulière ou intermittente des Etats-Unis; il faudra notamment intensifier les efforts pour remplacer les denrées alimentaires et les matières premières venant actuellement de la zone dollar et continuer à imposer des contrôles discriminatoires pour réduire autant que possible les autres dépenses en dollars.

Si telles sont les perspectives, il s'ensuivra en outre qu'il faudra maintenir les accords ayant permis la création de systèmes régionaux, analogues à ceux que constituent la zone sterling et l'Union européenne de paiements, et remédier aux défauts, exposés dans le Chapitre 6, qui les empêchent aujourd'hui d'être pleinement efficaces. En d'autres termes, les institutions nationales et internationales, que l'on a jusqu'ici considérées comme des organismes purement transitoires destinés à permettre le développement de la production et des échanges jusqu'à ce qu'il soit possible de trouver des solutions meilleures, tendraient à prendre un caractère plus permanent.

* * *

La situation actuelle n'est pas très différente de celle qui prévalait il y a trois ans, à l'époque où les recettes en dollars des pays européens tendaient à augmenter, tandis que les importations en dollars avaient été sévèrement réduites. Comme on le déclarait alors dans l'ETUDE pour 1949, « ce qu'il faut craindre en Europe, dans les circonstances présentes, c'est que le répit actuel ne prenne fin, sans qu'intervienne un accord international sur des principes directeurs conformes à l'esprit de l'une ou de l'autre des deux grandes solutions que l'on vient d'esquisser. Ce risque est aggravé plutôt qu'amoindri par l'orientation plus favorable des événements qui a réduit le déséquilibre des échanges internationaux, car cette orientation nouvelle pourrait faire perdre de vue les aménagements restant à opérer.»

Parce que l'apparition de certains signes laisse entrevoir une nouvelle ère de prospérité pour les Etats-Unis et un accroissement possible de leur demande d'importations, que les diverses dépenses militaires engagées par les Etats-Unis en Europe augmentent au moment où l'aide économique disparaît graduellement, parce que l'Europe est en mesure — avantage très temporaire d'ailleurs — de réduire ses importations de la zone dollar grâce à des contrôles plus stricts et à des liquidations de stocks, il se peut que l'on oublie, une fois de plus, qu'il est nécessaire et souhaitable de procéder à des aménagements de structure plus profonds. Il suffit de se reporter à la presse quotidienne ou aux déclarations officielles pour comprendre l'importance qu'on attache couramment aux achats *off-shore* de matériel militaire, en tant que moyen permettant à l'Europe de se procurer des dollars. On semble oublier fréquemment que ces commandes, loin d'être un élément durable des paiements internationaux, donneront lieu, avant longtemps, à des offres concurrentes de l'industrie américaine, quand le programme de défense des Etats-Unis se ralentira, et l'on perd ainsi de vue que, dans l'intervalle, l'Europe n'aura pas eu besoin et, dans une certaine mesure, n'aura pas eu la possibilité d'accroître ses ventes, autant qu'elle aurait pu le faire autrement, sur les marchés étrangers qui sont ouverts à ses produits des industries mécaniques.

Si donc les circonstances de l'heure font oublier aux pays européens, une fois de plus, la nécessité de chercher des solutions plus radicales par leurs propres efforts et par la conclusion d'accords internationaux, ceci peut constituer le germe d'une nouvelle crise qui, dans ces pays eux-mêmes, ferait renaître les déceptions, et provoquerait le mécontentement de l'étranger qui s'étonnerait de voir que les pays de l'Europe occidentale ne peuvent résoudre le problème du dollar.

De cet examen, on peut conclure que si les pays veulent recréer un système d'échanges et de paiements internationaux fonctionnant plus librement, ils devront s'attaquer aux causes premières du déséquilibre actuel. Il s'ensuit également qu'aucun des remèdes fondamentaux qui ont été examinés, ne peut produire rapidement effet. Il faudra du temps pour prendre des mesures efficaces dans le sens de l'une ou l'autre des solutions indiquées, qu'il s'agisse de la revision de la politique commerciale des Etats-Unis, du développement de la production des produits de base ou de la substitution des articles européens aux produits manufacturés américains. En outre, tout programme d'ensemble destiné à résoudre le problème du dollar aura presque inévitablement comme conséquence première, avant que les pays de l'Europe occidentale puissent en ressentir les bienfaits, de les obliger à puiser plus largement dans leurs ressources en dollars, et non pas de diminuer leurs difficultés de ce côté; en effet, toutes les mesures considérées exigent un accroissement des investissements pour augmenter la production et ouvrir de nouveaux marchés. Mais ce n'est pas parce que l'on se rend compte qu'il faut apporter des modifications fondamentales qui demanderont du temps et des capitaux, que l'on doit retarder l'élaboration urgente et indispensable d'un programme complet et cohérent, à la mesure du problème; tout nouveau retard signifiera, en effet, que les échanges et les paiements internationaux seront de plus en plus soumis à des contrôles discriminatoires imposés par les gouvernements pour arriver coûte que coûte à équilibrer les dépenses et les recettes en dollars.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

PARTIE IV. — PROBLÈMES QUE POSENT LE DÉVELOPPEMENT ET L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

Chapitre 8

LA MAIN-D'ŒUVRE

Dans les jugements que l'on porte sur la situation de l'économie européenne dans l'après-guerre, nombreux sont ceux qui commencent par se féliciter du résultat que constitue, sauf quelques exceptions de peu d'importance, le maintien du plein emploi pendant cette période, par quoi elle se distingue nettement de l'avant-guerre, où le chômage massif était général.

Toutefois, si l'on examine de plus près les chiffres du chômage réel, on constate que cette impression de changement radical dans le degré d'utilisation de la main-d'œuvre en Europe procède, pour le moins, d'une vue par trop simpliste. Elle provient, pour une large part, de ce que l'attention se porte avant tout sur la situation bien connue de quelques pays très industrialisés (au nombre desquels plusieurs petits pays) qui, grâce à une politique habile ou à la faveur des circonstances, ont échappé au chômage massif. Mais, en réalité, de 1938 à 1952, le nombre global des chômeurs inscrits n'a guère diminué que d'un cinquième, comme le montrent les chiffres ci-dessous.

	Nombre de chômeurs [a] *(en millions)*	
	1938 [b]	1951 [b]
Nord-ouest de l'Europe [c] . . .	3.1	0.8
Europe centrale [d]	0.5	1.6
Europe méridionale [e]	1.4	2.0
Europe orientale	1.0	environ 0.3
Total	6.0	environ 4.7

a Nombre de chômeurs inscrits ou de demandes d'emploi.
b Moyenne annuelle.
c Royaume-Uni, pays scandinaves, France, Bénélux, Suisse.
d Allemagne occidentale, Autriche.
e Italie, Espagne, Portugal, Yougoslavie.

Cependant, si le nombre global des chômeurs n'a que peu varié, leur répartition entre les diverses régions s'est profondément modifiée. Avant la guerre, c'est dans le nord-ouest de l'Europe que le chômage était le plus important. Ces dernières années, par contre, c'est en Europe méridionale et centrale qu'il sévit avec le plus d'intensité alors que le nombre des chômeurs est peu élevé dans le nord-ouest de l'Europe et en Europe orientale.

En outre, pour déterminer jusqu'à quel point le « plein emploi » est réalisé en Europe, il faut encore tenir compte de l'existence du chômage « dissimulé » qui se présente principalement, sinon exclusivement, sous la forme d'un excédent de population agricole. De par sa nature même, cette forme de chômage ou de sous-emploi échappe à toute mesure précise, mais on peut dire sans risque d'erreur que dans les années 1930 à 1939 elle intéressait un nombre de travailleurs bien supérieur aux six millions de chômeurs inscrits, qui appartenaient surtout à l'industrie.

Si, dans le Royaume-Uni et les pays scandinaves, le chômage « dissimulé » a diminué en même temps que disparaissait dans une large mesure le chômage apparent, rien ne permet de penser que, dans l'ensemble de l'Europe, il soit moins important actuellement qu'il ne l'était avant la guerre.

En résumé, la situation d'après guerre est caractérisée, non pas par la suppression du chômage dans tous les pays, mais par la modification de sa répartition géographique et sa localisation dans certaines régions. Le marché du travail en Europe présente donc un aspect extrêmement varié selon les pays. D'une part, en Tchécoslovaquie et tout récemment encore au Royaume-Uni, un rapide essor de la production industrielle, joint à une baisse ou à une stagnation du chiffre de la population en âge de travailler, a provoqué une pénurie générale de main-d'œuvre qui contraste de façon frappante avec le chômage considérable qui sévissait dans ces pays avant la guerre. D'autre part, dans les pays méditerranéens, et notamment en Italie, l'emploi est demeuré stationnaire dans l'industrie, alors que la population a continué d'augmenter, ce qui a eu pour conséquence de porter le chômage, apparent ou dissimulé, à un niveau bien supérieur à celui d'avant guerre. Quant aux autres pays européens, ils occupent des positions intermédiaires entre ces deux extrêmes. Dans quelques-uns, l'industrie compte un certain nombre de chômeurs inscrits, tandis que dans d'autres, il persiste des îlots plus ou moins importants de chômage dissimulé dans des secteurs non industriels de l'activité, bien qu'il y ait encore pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie.

1. Le niveau de l'emploi dans l'industrie

Emploi et production par ouvrier

En 1948, alors que dans l'ensemble de l'Europe, la production européenne regagnait son niveau d'avant guerre, l'industrie européenne occupait près de 10% d'ouvriers de plus qu'en 1938, d'où l'on peut déduire que la production par ouvrier était faible. Or, ceci était incontestablement dû, dans une large mesure, au fait que de vastes secteurs de l'industrie européenne étaient loin de travailler à pleine capacité en raison de l'irrégularité des approvisionnements en matières premières et de divers autres obstacles. Dans presque tous les cas, la main-d'œuvre employée pour la fabrication d'un article est nécessairement beaucoup plus nombreuse lorsque l'usine travaille au-dessous du niveau optimum [1]. Le rendement par ouvrier étant aussi faible, la production devait normalement s'accroître dans une forte proportion, sans augmentation correspondante de la main-d'œuvre employée, au fur et à mesure que les goulots d'étranglement étaient éliminés. C'est, en effet, ce qui s'est produit. L'emploi n'a progressé que lentement après 1948 et, de 1948 à 1952, la production industrielle de l'Europe a augmenté de 50 % grâce à un accroissement de 40% du rendement et de 10% seulement des effectifs. Dans la plupart des pays européens, le niveau de l'emploi ne s'est élevé que de 5%, ou même moins, de 1948 à 1952 [2]. Les seuls pays où l'emploi ait fortement augmenté sont, d'une part, l'Allemagne et l'Autriche dont le relèvement économique avait été retardé au lendemain de la guerre, et d'autre part, les pays de l'Europe orientale, où l'industrialisation s'est effectuée à une cadence rapide après 1948 ; dans le cas des premiers, cet accroissement a été d'un quart environ et dans celui de l'Europe orientale, d'un tiers.

Il est malheureusement impossible de distinguer, d'après les statistiques, l'action qu'exercent respectivement sur le rendement par heure-ouvrier, l'extension de l'utilisation de la capacité de production et l'amélioration réelle de la productivité à degré égal d'utilisation. Ce n'est ni en comparant les données relatives aux divers pays, ni en procédant à une étude dans le temps pour tel ou tel pays, que l'on pourra chiffrer quantitativement cette influence.

En Europe orientale, chaque pays publie régulièrement des renseignements indiquant des accroissements annuels considérables aussi bien du niveau de l'emploi que du rendement par ouvrier. Si l'on relie ces chiffres des séries statistiques d'avant la guerre, à l'aide des données parues dans les premières années qui ont suivi la fin des hostilités, on constate que le rendement par ouvrier est actuellement supérieur au niveau d'avant 1939 de quelque 50 % en Pologne et en Tchécoslovaquie, et de 75 % environ en Hongrie, alors qu'en Allemagne orientale, il ne dépasse ce niveau que d'un faible pourcentage. Il est évident que ces chiffres résultent dans une large mesure de l'augmentation de la durée du travail (sur laquelle aucun renseignement n'est fourni) et de l'utilisation plus étendue de la capacité de production par rapport, soit aux années immédiatement consécutives à la guerre, pendant lesquelles l'industrie était complètement désorganisée, soit aux années 1930 à 1939, période de chômage généralisé, pendant laquelle bon nombre d'ouvriers travaillaient à horaire réduit. Il n'en reste pas moins que l'accroissement de la productivité par ouvrier est sans aucun doute due en grande partie aux larges progrès réalisés dans la technique, l'organisation et la normalisation industrielles en Europe orientale depuis la guerre.

On dispose de statistiques du rendement horaire par ouvrier pour plusieurs pays de l'Europe occidentale. Mais, là encore, il est difficile d'établir une comparaison avec l'avant-guerre, car la situation qui existait en 1938, année prise comme base, influe malheureusement beaucoup sur la vue d'ensemble que donne le Diagramme 9 [3]. Dans les comparaisons que l'on peut établir entre les divers pays pendant toute cette période, l'Allemagne occidentale se trouve désavantagée du fait que sa capacité de production était probablement utilisée plus complètement en 1938 qu'en 1952 [4], alors que c'était exactement le contraire pour la plupart des autres pays.

[1] En outre, lorsque, pour des raisons d'ordre social, on limite *de jure*, ou simplement *de facto*, les licenciements ou encore lorsque le travail doit être partagé entre un grand nombre d'ouvriers, la totalité ou tout au moins la plus grande partie du personnel est employée pendant un nombre d'heures inférieur à la durée normale et le rendement par heure-ouvrier tombe très bas.

[2] On trouvera au Tableau II de l'Annexe A les indices de l'emploi dans l'industrie pour les divers pays européens.

[3] La documentation statistique dont on dispose n'est pas assez complète pour qu'il soit possible d'établir des comparaisons, même entre un nombre limité de pays, en prenant pour base une année autre que 1938.

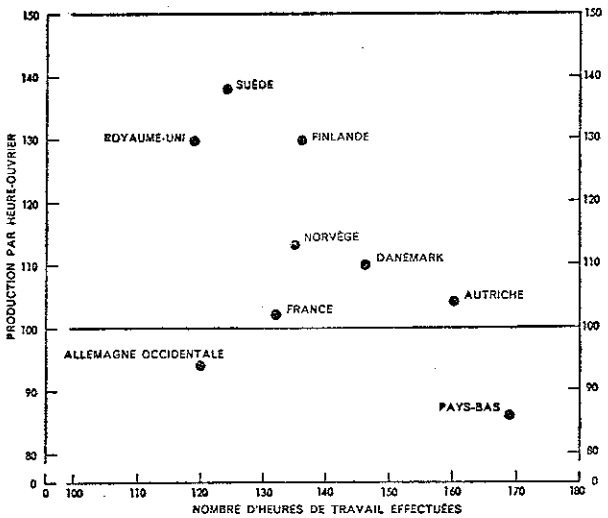
[4] Il en va de même pour l'Autriche. Au Danemark également le degré d'utilisation de la capacité de production était assez élevé en 1938, car le système des licences d'importation destinées à protéger l'industrie, mais qui ne devait être que momentané, était appliqué de telle manière que toute expansion de la capacité industrielle était rigoureusement limitée.

Aussi le pessimisme que l'on manifeste en Allemagne occidentale lorsque l'on compare le rendement par heure-ouvrier avec celui des autres pays européens paraît-il quelque peu excessif. De même, si l'on compare les changements survenus dans le rendement par heure-ouvrier dans les pays européens et ceux qui se sont produits aux Etats-Unis, l'avance de l'industrie américaine par rapport à celle de l'industrie européenne se trouve surestimée, car en 1938 la capacité de production était utilisée à un degré beaucoup moindre aux Etats-Unis qu'en Europe. Etant donné cette erreur systématique que comportent les chiffres, et les difficultés qu'il y a à mesurer les augmentations de production pendant un laps de temps assez long au cours duquel un grand nombre de produits nouveaux sont apparus, il faut donc faire preuve de beaucoup de circonspection dans l'interprétation du diagramme [1].

Diagramme 9

PRODUCTION PAR HEURE-OUVRIER ET HEURES DE TRAVAIL EFFECTUÉES DANS L'INDUSTRIE EN 1951

1938 = 100



Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les données relatives à la Norvège se rapportent à 1950; pour l'Autriche, l'année de base est 1937.

Il résulte du diagramme que l'accroissement du rendement horaire par ouvrier a été plus élevé dans des pays comme le Royaume-Uni et la Suède, où la pénurie de main-d'œuvre se faisait le plus vivement sentir et où, par conséquent, il y avait de fortes raisons de procéder à des investissements de nature à économiser la main-d'œuvre et de réorganiser la production à cette même fin. En Suède, il semble que l'accroissement du rendement par heure-ouvrier soit presque entièrement dû à de réels progrès de la productivité, étant donné qu'en 1938 le degré d'utilisation de la capacité de production était déjà élevé. Par contre, au Royaume-Uni, il se peut que l'accroissement soit dû pour une part au fait que l'appareil de production a été mieux utilisé en 1951 qu'il ne l'était en 1938. Dans les pays dont les ressources en main-d'œuvre sont plus abondantes, l'expansion de l'industrie s'est réalisée totalement ou en partie, grâce à l'absorption d'un plus grand nombre d'ouvriers par le secteur industriel, et les économies de main-d'œuvre réalisées grâce à une organisation plus perfectionnée, à un travail plus intensif et aux investissements n'ont été, semble-t-il, qu'assez peu importantes [2].

En résumé, on peut dire que le rapport entre l'évolution de l'emploi dans l'industrie et la production varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans presque tous les pays de l'Europe orientale et dans la majorité de ceux de l'Europe occidentale, le niveau de l'emploi dans l'industrie dépasse d'un tiers, ou même davantage, le chiffre de 1938. Dans les grands pays industriels de l'Europe occidentale, le nombre de travailleurs s'est toutefois accru dans des proportions beaucoup plus faibles : un peu moins de 30% en Allemagne occidentale, 20% au Royaume-Uni, 15% en France [3] et 5% environ en Italie.

Structure de l'emploi dans l'industrie européenne

Les chiffres indiqués ci-après démontrent à l'évidence la part importante de l'emploi industriel en Europe qui revient aux industries mécaniques. Au cours des vingt-trois dernières années, les constructions mécaniques ont absorbé plus de quatre millions de travailleurs sur les six millions dont s'est augmenté l'effectif de la main-d'œuvre industrielle et en 1952, elles employaient plus du tiers de la totalité des ouvriers de l'industrie.

[1] Le changement survenu dans la structure générale de la production de 1938 à 1952 a également influé sur des indices de production.

[2] Dans le cas des Pays-Bas, il est très difficile de trouver les raisons de la diminution en 1951, par rapport à 1938, année de marasme, du rendement par heure-ouvrier. Cependant, cette diminution s'explique peut-être en partie par la longue crise économique d'avant guerre qui avait amené l'industrie néerlandaise, fortement organisée, à ne faire fonctionner que les usines les plus productives, de sorte que, même en 1938, celles-ci marchaient pour ainsi dire à pleine capacité alors que les usines à rendement plus faible étaient fermées. Cette politique avait naturellement pour effet d'élever le niveau du rendement par heure-ouvrier.

[3] La France est le seul pays où la durée normale du travail ait notablement changé. Depuis 1938, le nombre de travailleurs employés dans l'industrie française a augmenté de 15% et le nombre total d'heures de travail effectuées, de plus de 30%.

Main-d'œuvre employée dans les industries manufacturières européennes [a]

(En millions et nombres-indices)

	1929	*1938*	*1948*	*1952*	*Indice 1952 1929=100*
Métaux	1.3	1.5	1.5	1.9	145
Industries mécaniques	5.8	6.7	8.7	10.0	171
Produits chimiques	1.0	1.2	1.5	1.7	159
Textiles	4.4	3.6	3.5	3.9	89
Vêtements	2.1	2.0	2.1	2.2	108
Bois, papier, impressions	3.0	2.9	3.1	3.3	111
Industries alimentaires	2.6	2.7	2.8	3.1	122
Divers	2.8	2.7	2.8	3.0	108
	23.0	23.3	26.0	29.1	127

[a] Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Allemagne occidentale, Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne (territoire d'avant guerre pour 1929 et 1938) et Yougoslavie.

Cette modification de la structure de l'industrie européenne (abandon de l'industrie légère, notamment des textiles, pour les constructions mécaniques), se poursuit depuis longtemps déjà. Elle résulte pour une part du changement survenu dans la composition de la consommation en Europe et, pour une autre part, d'une profonde modification de la demande d'exportations. Cette évolution, très marquée pendant les années 1930 et suivantes, a été encore accentuée par la guerre au cours de laquelle maints pays européens ont développé dans des proportions considérables la capacité de production de leurs industries mécaniques, tandis que les pays autrefois acheteurs des textiles européens se voyaient encore plus poussés à accroître leur production nationale. De 1948 à 1951, cependant, l'effectif des ouvriers du textile en Europe occidentale augmentait plus que celui des travailleurs des industries mécaniques; puis, pendant la crise des textiles, qui sévit de 1951 à 1952, le niveau de l'emploi baissa de 7% dans cette branche d'activité tandis qu'il augmentait de 2% dans les industries mécaniques. La lenteur relative avec laquelle la main-d'œuvre s'est portée vers les industries mécaniques a eu une influence regrettable, à la fois à court terme du point de vue de ses conséquences immédiates, puisque dans nombre de pays la production de ces industries était ralentie par le manque d'ouvriers, et à long terme, car les industries mécaniques sont, à n'en pas douter, en Europe, celles qui offrent les meilleures perspectives à la main-d'œuvre en quête d'emploi.

Ce résultat fâcheux est dû aussi, dans une certaine mesure, aux modifications subies par les salaires. Dans tous les pays de l'Europe occidentale, l'écart entre le salaire d'un ouvrier des industries mécaniques et celui d'un ouvrier du textile s'est atténué peu à peu depuis l'avant-guerre, pour ne plus être aujourd'hui, presque partout, que de 10 à 15%, au lieu de 20 à 30% précédemment (Tableau 49). L'atténuation de cet écart s'inscrit dans la ligne du mouvement général d'égalisation des salaires qui, en Europe occidentale, a tendu à rapprocher le salaire d'un travailleur non qualifié de celui d'un ouvrier spécialisé et le salaire des femmes de celui des hommes, à porter le salaire des ouvriers mineurs au-dessus des salaires payés dans l'industrie, et enfin à rapprocher les salaires de la main-d'œuvre agricole de ceux de la main-d'œuvre industrielle. Si souhaitable que puisse être, du point de vue social, cette égalisation des salaires, il vaudrait peut-être mieux, à la fois pour les travailleurs eux-mêmes et dans l'intérêt général, les différencier afin de favoriser à la longue une nouvelle répartition de la main-d'œuvre au lieu de recourir à la méthode dispendieuse qui consiste à créer du chômage dans les industries où l'on juge nécessaire de prendre du personnel pour le transférer dans d'autres branches de l'activité.

En Europe orientale, la proportion de la main-d'œuvre qui est passée de l'industrie légère dans l'industrie lourde a été extrêmement élevée pendant la période qui a suivi la guerre. Cependant, sauf en Tchécoslovaquie, l'industrie lourde était, avant la guerre, beaucoup moins importante dans cette partie du continent qu'en Europe occidentale. Alors qu'en 1938, dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, les industries mécaniques employaient de 20 à 30%, sinon davantage, de la totalité des travailleurs des industries manufacturières, en Pologne et en Hongrie, cette proportion n'était que de 15%.

		Nombre d'ouvriers travaillant dans : les industries métallurgiques et mécaniques	*toutes les autres industries manufacturières*
		(En millions)	
Europe occidentale et méridionale	1938	7.6	13.7
	1951	10.3	15.9
Europe orientale [a]	1938	0.6	1.5
	1951	1.2	1.7

[a] Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie.

Variations de la population et de l'emploi dans l'industrie dans les quatre principaux pays de l'Europe occidentale

Comme on l'a indiqué plus haut, de 1938 à 1952, l'accroissement en pourcentage du volume de l'emploi dans les industries manufacturières a été plus fort en Allemagne occidentale qu'au Royaume-Uni et, dans ces deux pays, sensiblement plus élevé qu'en France et en Italie. Toutefois, pour évaluer l'importance de cet accroissement, il faut le rapprocher des changements survenus dans les années 1930 à 1939 et le comparer avec l'accroissement dans ces pays de

Tableau 49

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET COMPARAISON DES GAINS DANS LES INDUSTRIES MÉCANIQUES ET DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

Pays	Nombre de travailleurs employés en 1952		En pourcentage de l'emploi total dans l'industrie manufacturière										Gains des travailleurs des industries mécaniques, exprimés en pourcentage de ceux de l'industrie textile *(main-d'œuvre masculine)*	
			Dans les industries mécaniques					Dans les industries textiles						
	Dans les industries mécaniques *(En milliers)*	Dans l'industrie textile *(En milliers)*	1929	1938	1947	1951	1952	1929	1938	1947	1951	1952	1938	1951
Royaume-Uni . .	3 440	875	28	33	41	39	41	22	15	11	12	11	121	107
Suède	295	63	26	30	35	37	..	10	9	8	8	..	125	116
Tchécoslovaquie .	490	220	19 *a*	26 *b*	31	35	36	24 *a*	21 *b*	17	16	16	..	..
Allemagne occident.	2 202	634	27	33	35	34	35	12	10	7	11	10	137	113
France	1 332	570	29 *c*	30	33	33	34	20 *c*	17	15	15	14	..	98
Pays-Bas *d*	337	101	24	23	28	33	34	12	12	11	11	10	..	..
Danemark	78	25	31	30	31	33	33	9	10	11	11	11	117	114
Suisse *e*	177	67	25	27	30	31	31	23	17	14	14	14	136	116
Hongrie	135	90	14	14	24	30	30	21	23	19	20	20	..	..
Norvège	91	21	22	27*	31	30	30	7	8*	7	8	7	114	110
Finlande	84 *f*	34 *f*	18	21	33	29 *f*	..	11	13	9	12 *f*	..	129 *g*	125
Belgique	260	175	22 *a*	22 *h*	26	26	27	21 *a*	20 *h*	19	20	18	123 *h*	123
Italie	677	600	22*	22	25 *i*	24	25*	25*	22	22 *i*	22	22	173 *j*	136 *j*
Pologne	289	343	17 *k*	18 *kb*	17	22	23	27 *k*	23 *kb*	29	28	28	..	..
Yougoslavie . . .	80	68	9	9	14	18	20	10	16	19	18	17	..	..
Irlande	15	12	12	11	12	13	12	9	10	11	11	10	165 *j*	146 *j*

Sources : Voir Annexe B.
a Mai 1930.
b 1937.
c Mars 1930.
d Années-ouvrier.
e Troisième trimestre.
f 1950.
g 1939.
h Février 1937.
i 1948.
j Gains moyens de la main-d'œuvre masculine et de la main-d'œuvre féminine.
k Territoire d'avant guerre.

l'effectif de la population en âge de travailler [1] (Voir Diagramme 10).

Depuis 1929, le nombre des personnes en âge de travailler a augmenté de 30% en Allemagne occidentale, de 20% en Italie, de 10% au Royaume-Uni et il est resté inchangé en France. Au Royaume-Uni, l'accroissement enregistré est intervenu avant et pendant la guerre; depuis la fin des hostilités, l'effectif de la population en âge de travailler a cessé d'augmenter. Après la guerre, la situation du Royaume-Uni en matière de main-d'œuvre était exactement l'opposé de ce qu'elle était avant. L'accroissement de la population et la stagnation du niveau de l'emploi dans l'industrie au cours des années 1930 et suivantes avaient porté le nombre des chômeurs, déjà élevé en 1929, à un chiffre de 60% plus élevé en 1938. Pendant l'après-guerre, l'augmentation considérable de l'emploi dans l'industrie, jointe à la stabilisation de l'effectif de la population active, a provoqué une pénurie de main-d'œuvre qui a gêné le développement de la production dans un certain nombre de secteurs tels que l'industrie charbonnière et l'industrie textile. La modification de la composition par âges de la population en âge de travailler a encore aggravé la situation, notamment en ce qui concerne les femmes. La plupart des femmes ne travaillent que pendant la période où elles font partie du groupe d'âge de 15 à 24 ans, avant d'être mariées; il est rare qu'elles reprennent un emploi une fois que leurs enfants sont élevés. Or, le nombre de femmes de 15 à 24 ans a baissé de près de 20% depuis 1930, alors que celui des femmes de 25 à 39 ans n'a pas varié, et que le nombre de celles qui sont âgées de 40 à 64 ans a augmenté de plus de 20%. Si, malgré de tels changements, l'afflux des femmes dans l'industrie n'a pas diminué, c'est parce qu'un grand nombre d'entre elles vont maintenant à l'usine au lieu de s'engager comme domestiques; aussi l'effectif des gens de maison a-t-il diminué des deux tiers depuis 1931. En fait, le nombre des femmes employées dans l'industrie a augmenté plus que celui des hommes, tant au cours de ces dernières années que depuis 1930.

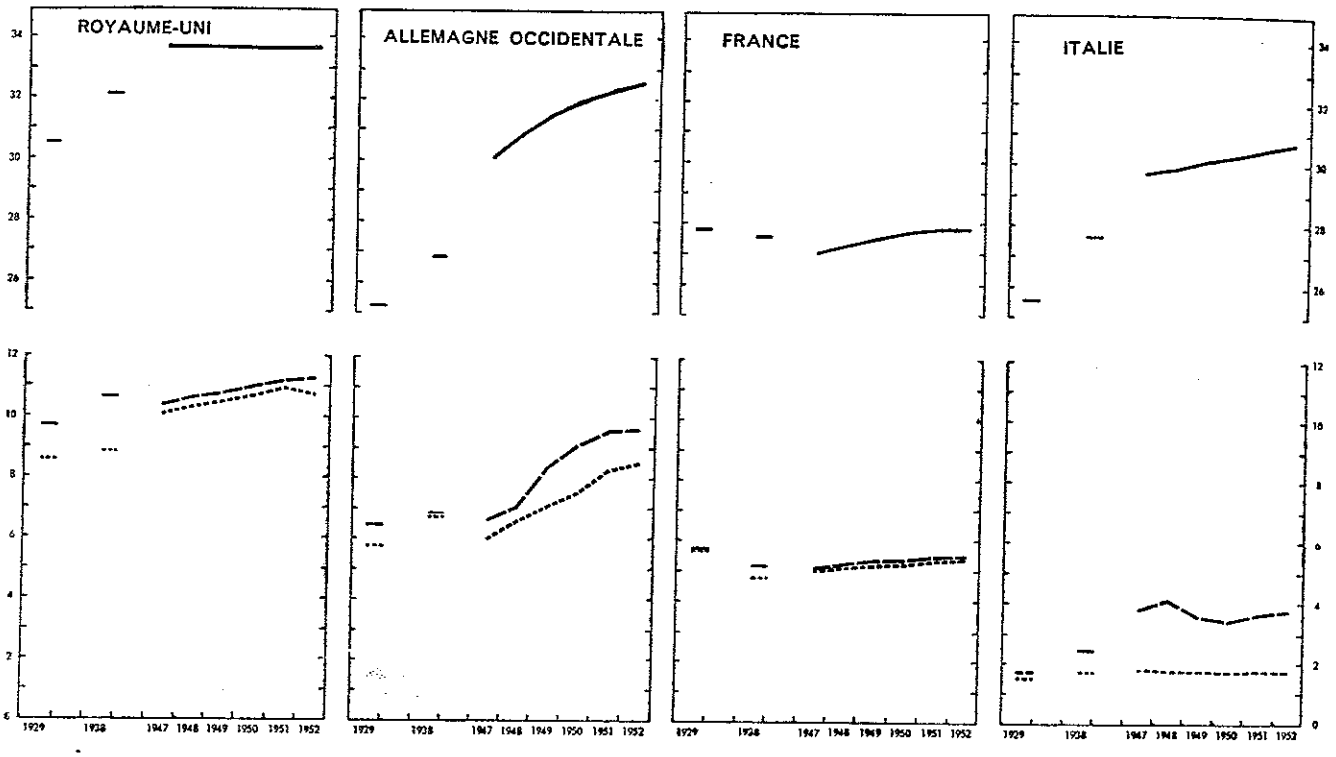
En Allemagne occidentale, entre 1930 et 1939, le chômage avait presque disparu sous l'influence de

[1] Par « personnes en âge de travailler », on entend toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans.

Diagramme 10

POPULATION ET EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

En millions



Sources : Voir Annexe B.

l'essor économique provoqué par le réarmement et de l'important accroissement des forces armées. Mais après la guerre, l'accroissement du volume de l'emploi dans l'industrie, bien que supérieur à ce qu'il a été au Royaume-Uni, n'a pas suffi à absorber les effectifs de main-d'œuvre que venait encore gonfler l'afflux considérable de réfugiés de l'Est; aussi le nombre des chômeurs est-il important.

En France, pendant toute cette période, le chiffre de la population et le niveau de l'emploi sont restés à peu près stationnaires. De 1929 à 1938, la main-d'œuvre employée dans l'industrie avait diminué beaucoup plus encore que la population; depuis la guerre, quand le nombre des personnes en âge de travailler commença à augmenter un peu, en partie grâce à l'immigration, l'emploi dans l'industrie demeura presque constant et, en 1952, le nombre de personnes occupées dans ce secteur de l'activité économique était encore inférieur de plus de 5% au chiffre de 1929. Comme on peut le voir d'après le diagramme, l'emploi dans l'industrie a varié, en France, plus que le chômage. Alors que de 1929 à 1938, le nombre de travailleurs employés dans l'industrie française a baissé d'un million environ, celui des chômeurs n'a augmenté que de 200.000. Après la fin des hostilités, bien que le niveau de l'emploi dans l'industrie se soit moins élevé que le chiffre de la population en âge de travailler, le chômage apparent n'a pas été très important. Cet état de choses s'explique en grande partie, comme on l'expose plus loin en détail, par le fait qu'une proportion croissante de la population française trouve une occupation dans le secteur tertiaire.

En Italie également, le nombre des chômeurs, quoique très élevé, est loin de donner une idée exacte de la situation en matière d'emploi. Les statistiques de l'emploi et du chômage dans ce pays ne portent que sur une partie des six millions et demi de personnes qui peuvent être rattachées à l'industrie (employeurs, travailleurs pourvus d'un emploi ou chômeurs). Au cours des années 1930 à 1939, le niveau de l'emploi dans l'industrie a augmenté beaucoup moins que le chiffre de la population en âge de travailler et le nombre des chômeurs inscrits a presque quadruplé.

Après la guerre, il semble que l'emploi dans l'industrie se soit à peine accru et il représente une fraction beaucoup plus faible qu'auparavant de la population totale. La diminution du nombre des chômeurs inscrits par rapport à 1948 que font ressortir les statistiques n'est qu'apparente. En Italie, en effet, la proportion des chômeurs inscrits comme tels est de plus en plus faible. Les chômeurs sont peu enclins à se faire inscrire, car ils ont peu d'espoir de se voir offrir un emploi, les allocations de chômage sont très peu élevées et ceux qui sont chômeurs depuis plus de six mois ne touchent pour ainsi dire pas d'indemnité. Ils doivent donc essayer de trouver une petite occupation, par exemple, aider des parents, devenir vendeurs ambulants, etc.[1].

[1] Les personnes qui ne fournissent pas périodiquement la preuve qu'elles sont sans travail sont rayées des registres du chômage.

2. Conséquences des changements démographiques et du développement industriel sur la répartition de la population par branches d'activité dans les pays européens

Les seuls renseignements dont on puisse disposer sur la répartition par branches d'activité de l'ensemble de la population de l'Europe sont fournis par les recensements, mais, dans la plupart des cas, ceux-ci n'ont lieu qu'à intervalles éloignés et ne sont pas effectués partout la même année. Cependant, dans la majorité des pays, la population a été recensée à des dates assez voisines de 1930 et de 1950, et l'exposé qui suit, ainsi que le Tableau 50 et les Diagrammes 11 et 12, font état des résultats de ces recensements [2]. La période considérée est longue et les événements qui s'y inscrivent très divers : grande crise des années 1930 et suivantes, deuxième guerre mondiale et période de reconstruction économique qui l'a suivie, et enfin grands bouleversements sociaux survenus en Europe orientale. Ces principaux événements ont eu des conséquences très différentes dans les diverses parties de l'Europe; il n'est donc pas surprenant que la situation, telle qu'elle apparaît au Tableau 50 et dans le Diagramme 11, accuse d'importantes divergences.

Depuis une vingtaine d'années, la fraction de la population active [3] qui travaille dans l'industrie manufacturière a sensiblement augmenté; cependant, il n'y a en réalité qu'au Danemark, en Norvège et en Suède, que le taux de l'accroissement annuel a atteint 2% au moins. Dans certains des pays où le pourcentage d'augmentation a été élevé, la proportion de la population totale qui appartenait à l'industrie en 1930 était minime [4]. L'augmentation en chiffres absolus des effectifs employés par l'industrie est donc faible, si on la compare à l'accroissement de l'effectif de la population active de ces pays. On s'en rend compte si l'on rapproche le Tableau 50 du Diagramme 11 qui indique les mêmes accroissements que le tableau, mais les exprime en pourcentage de la population totale en âge de travailler pendant l'année de base. On constatera que, pendant toute cette période, exception faite des trois pays scandinaves cités plus haut, c'est seulement en Allemagne occidentale et aux Pays-Bas que le rapport entre l'effectif de la population travaillant dans l'industrie (y compris les mines, la construction et les transports) et celui de la population en âge de travailler pendant l'année de base, a augmenté de plus de 5% pendant l'ensemble de la période envisagée. Dans la majorité des pays où le taux d'accroissement de la population a été relativement élevé, l'agriculture et le secteur tertiaire ont absorbé la plus grande partie de cet accroissement; mais dans les pays où le chiffre de la population est resté stationnaire ou a baissé, le nombre des travailleurs qui ont quitté l'agriculture ou le secteur tertiaire pour passer dans l'industrie est peu important.

La population active agricole [5] a diminué dans tous les pays de l'Europe occidentale sans exception, mais elle a augmenté dans tous ceux de l'Europe méridionale et orientale, sauf en Pologne et en Tchécoslovaquie, où l'effectif de la population totale a sensiblement baissé. Toutefois, les seuls pays où, depuis 1930, plus de 2% de la population en âge de

[2] Comme on ne possède pas encore pour tous les pays les résultats des recensements de 1950-1951, on a procédé par évaluation pour un certain nombre d'entre eux. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

[3] Le terme « population active » englobe les employeurs, les personnes qui ont un emploi et les chômeurs. Il est bien rare que les recensements distinguent entre les personnes pourvues d'un emploi et les chômeurs. Dans l'exposé qui suit, il ne faut donc pas perdre de vue que des pays comme l'Italie où le chômage était beaucoup plus important en 1949 qu'en 1931, l'accroissement de la population active est plus fort que celui du volume de l'emploi mais qu'il est plus faible dans les pays comme le Royaume-Uni où il y avait beaucoup moins de chômeurs en 1951 qu'en 1931.

[4] Pour plus de commodité, on établit, dans le présent exposé, une comparaison entre la situation de 1930 et celle de 1950, bien que, comme on l'a dit plus haut, tous les recensements ne se rapportent pas de façon précise à ces deux années en particulier.

[5] Afin d'assurer la comparabilité entre les pays, les femmes des exploitants agricoles ont été partout comprises dans les chiffres.

Tableau 50

MODIFICATIONS SURVENUES DEPUIS VINGT ANS DANS LA RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE PAR BRANCHES D'ACTIVITÉ

Indices — année d'avant guerre = 100

Pays	Période	Agriculture [a]	Industries extractives	Industries manufacturières	Construction	Transports	Commerce et banque	Autres services	Effectif total de la population active	Effectif total de la population en âge de travailler
Pologne [b]	1931 à 1947	70	163	72		155	96	113	78	81
Tchécoslovaquie	1930 à 1947	81	127	87		101	90	102	88	88
Autriche	1934 à 1951	88	160	109	138	111	100	96	99	100
Irlande	1936 à 1951	81	—	120	115	120	97	99	92	97
France	1931 à 1951	96	69	96	99	95	108		99	100
Royaume-Uni	1931 à 1951	89	66	121	117	111	95	109	107	106
Hongrie	1930 à 1948	105	183	107	97	150	106		107	108
Suisse	1930 à 1950	92	—	115		118	116	115	109	113
Suède	1930 à 1950	78	93	138	150	131	162	111	113	115
Yougoslavie	1931 à 1948	105	266	128	274	150	162	120	112	113
Allemagne orientale	1933 à 1950	105	112			81		144	110	117
Danemark	1930 à 1951	87	—	153		143	150	112	119	120
Italie	1931 à 1949	111		122		101	136	141	117	120
Allemagne occidentale	1933 à 1950	92	119	115	154	131	104	132	116	121
Roumanie	1930 à 1948	117	140	126	100	121			118	119
Norvège	1930 à 1951	92	—	145	236	144	128	102	116	122
Pays-Bas	1930 à 1950	99	104	129	180	125	135		127	127
Bulgarie	1934 à 1950	112	188			205	159	136	123	128

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les pays sont énumérés dans l'ordre d'importance de l'accroissement de la population en âge de travailler de 1930 à 1950. Les chômeurs sont compris dans le chiffre de la population active.

a Y compris les femmes des exploitants agricoles.

b Pour 1931 : territoire d'avant guerre; pour 1947 : territoire d'après guerre.

travailler ont quitté l'agriculture et trouvé une occupation dans d'autres branches d'activité sont l'Autriche, où la population totale est restée stationnaire, et les pays scandinaves dont on a déjà parlé [1]. Dans tous ces pays, le nombre d'habitants n'est pas très élevé, et dans les grands pays où la population agricole a diminué (Royaume-Uni, France et Allemagne occidentale), cette diminution ne représente que 1 % du nombre total de personnes en âge de travailler. L'accroissement considérable des grandes populations agricoles de l'Europe méridionale et orientale a compensé, et bien au-delà, ce recul, de sorte que, pour l'ensemble de l'Europe, tandis que la population active occupée dans l'industrie n'a augmenté que de 15% depuis 1930, la population active agricole a augmenté d'environ 5% [2].

Dans le cas de la plupart des pays de l'Europe orientale, les chiffres qui figurent dans le Tableau 50 et le Diagramme 11 se rapportent aux années 1947 ou 1948, tandis que presque tous les chiffres relatifs à l'Europe occidentale et méridionale se rapportent à 1950 ou 1951. Or, c'est pendant les dernières années de la décade 1940–1949 qu'ont commencé à être appliqués les plans économiques à long terme des pays de l'Europe orientale et le niveau de l'emploi dans les branches urbaines de l'activité s'est sans

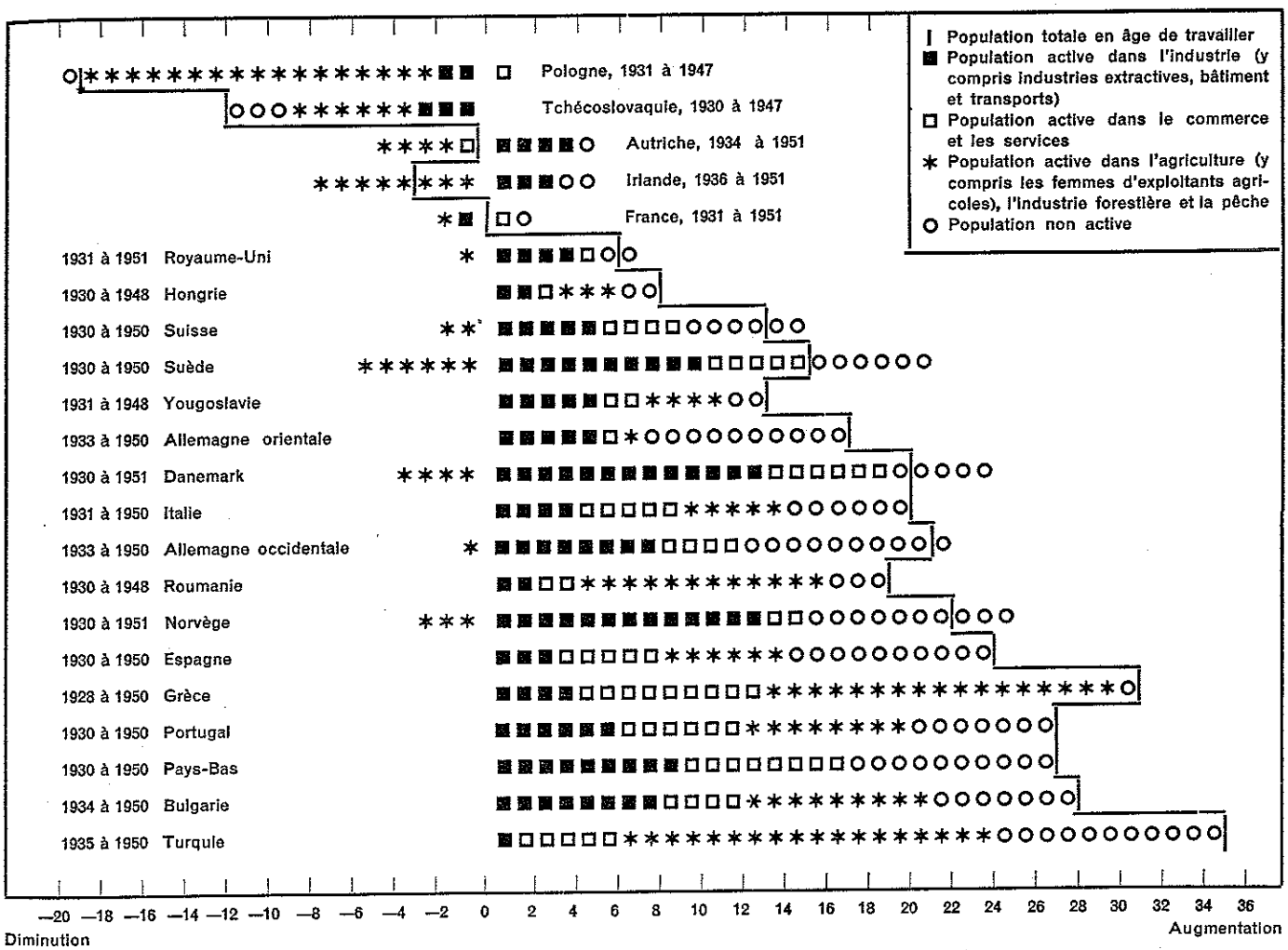
[1] En Irlande, si le chiffre de la population agricole a baissé, c'est surtout à cause de l'émigration, tandis qu'en Tchécoslovaquie, c'est par suite de l'expulsion des Allemands. Un grand nombre de ceux-ci étaient des ouvriers industriels, mais les emplois qu'ils occupaient ont été repourvus dans une large mesure à l'aide du transfert de travailleurs de l'agriculture dans l'industrie. Quant à la Pologne, les chiffres se rapportent à un territoire dont l'étendue a été modifiée; la superficie consacrée à l'agriculture et la population agricole ont diminué à peu près au même rythme.

[2] Cette observation ne s'applique pas à la Pologne, à cause de la modification de son territoire.

Diagramme 11

MODIFICATIONS DE LA RÉPARTITION PAR GENRES D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

En pourcentages de la population en âge de travailler vers 1930



Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Le diagramme indique, pour chaque pays, en pourcentage, les modifications survenues entre une année d'avant guerre voisine de 1930 et une année d'après guerre voisine de 1950. Chaque signe représente une variation de 1%.

Les pays sont rangés d'après le pourcentage d'accroissement de leur population en âge de travailler de 1930 à 1950.

Les données sont établies pour les limites territoriales de 1950, sauf dans le cas de la Pologne où les statistiques n'ont pas été corrigées pour tenir compte des modifications de frontières.

Comme on ne possède pas, pour la Belgique et la Finlande, de données comparables pour l'avant-guerre et l'après-guerre, ces deux pays ne figurent pas dans le diagramme. Pour les autres pays, notamment l'Espagne et le Portugal, on a complété les renseignements disponibles par des évaluations. Pour de plus amples détails, voir Annexe B.

aucun doute rapidement élevé depuis. En l'absence de tous renseignements autres que les chiffres de l'emploi dans la grande industrie, il est impossible de déterminer l'ampleur du changement survenu.

Toutefois, pour l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, la population active travaillant dans les villes s'est peut-être accrue de 15 à 20% entre 1947/48 et 1950, alors que l'effectif de la population agricole en âge de travailler a probablement baissé de moins de 5%. En Pologne, le changement a été un peu plus prononcé que dans les autres pays.

Tendances divergentes dans le secteur tertiaire

Etant donné que les définitions ne correspondent pas toujours ou ont été modifiées, il est difficile de comparer entre les pays ou entre diverses époques le niveau de l'emploi dans le commerce et les services. Au surplus, le groupe des services comprend lui-même des activités très hétérogènes [1].

[1] Ce groupe englobe non seulement les activités qui assurent des services, les services privés (y compris les services domestiques), les professions libérales et l'administration publique, mais aussi les militaires.

Au Royaume-Uni, l'agriculture n'a pas assez d'importance pour constituer une grande réserve de main-d'œuvre industrielle, de sorte que l'accroissement du personnel employé dans l'industrie s'opère aux dépens d'autres secteurs urbains de l'activité, tels que le commerce et les services, ou par l'absorption d'éléments de la population jusque là inactifs. La réglementation restreignant l'ouverture de nouveaux magasins ainsi que l'application du système de rationnement ont amené, pendant la guerre et au cours de la période qui l'a suivie, une partie de la population à abandonner le commerce pour d'autres occupations. En fait, le nombre des personnes employées dans le commerce a baissé de 5% entre 1931 et 1951, tandis que le nombre de celles qui travaillent dans l'industrie manufacturière a augmenté de 20%. Quant au personnel des services, son effectif s'est accru à un rythme deux fois moins rapide que celui des travailleurs de l'industrie; le nombre des fonctionnaires a sensiblement augmenté, tandis que celui des gens de maison a diminué dans des proportions considérables. Dans l'industrie elle-même, une grande partie de la main-d'œuvre s'est portée des industries minières, où l'effectif a diminué d'un tiers, vers les industries manufacturières, ce qui a contribué à ralentir la production charbonnière dans les années qui ont suivi la guerre, mais a par ailleurs poussé les houillères à moderniser leur équipement.

Dans les pays scandinaves, comme d'ailleurs au Royaume-Uni, le développement de l'industrie a attiré un si grand nombre de femmes que le personnel domestique s'en est trouvé considérablement réduit. En revanche, au Danemark et en Suède, le nombre de personnes occupées dans le commerce a augmenté sensiblement depuis 1930 et, en 1950, il était si important, par rapport à ce qu'il est dans d'autres pays de structure économique comparable, que l'on est amené à penser que, malgré la réalisation du plein emploi dans l'industrie, l'excédent de personnel dans le secteur de la distribution, dû au chômage entre 1930 et 1939, n'a pas encore été complètement résorbé.

Dans la plupart des pays dont on n'a pas encore parlé, l'insuffisance du développement industriel a causé un certain encombrement dans les professions commerciales et les services tout comme dans l'agriculture. Ce phénomène est particulièrement frappant dans le cas de la France [1]; c'est le seul pays d'Europe où le niveau de l'emploi dans l'industrie soit moins élevé qu'il y a vingt ans. Depuis une vingtaine d'années, la population active a diminué en chiffres absolus dans les industries manufacturières et extractives, la construction et les transports [2], ainsi que dans l'agriculture. Seul le secteur tertiaire s'est développé, de telle sorte qu'il absorbe maintenant une fraction plus importante de la population française stable. Ce secteur est si pléthorique que les nouveaux venus, au lieu de contribuer à augmenter la production totale des services, ne font que réduire la production moyenne de ceux qui font déjà partie de ces professions. L'accroissement de la productivité industrielle en France s'accompagne donc d'un fléchissement de la productivité dans le secteur tertiaire. L'interdiction, édictée pendant la guerre, d'ouvrir sans autorisation de nouveaux commerces a cessé d'être en vigueur en 1947 et, depuis lors, quelque 300.000 personnes sont entrées dans cette branche.

Ainsi, sauf dans un très petit nombre de pays, le mouvement de la population active occupée dans l'industrie, d'une part, et dans le secteur tertiaire, d'autre part, a tendu à s'opérer dans des directions opposées. Là où le niveau de l'emploi dans l'industrie s'est fortement élevé, l'effectif de la population occupée dans le secteur tertiaire ne s'est que modérément accru ou a même diminué, mais il a augmenté considérablement dans les pays où l'accroissement du volume de l'emploi dans l'industrie a été faible par rapport à celui de la population en âge de travailler. Cela ne veut pas dire que la demande de services n'augmente pas avec le développement de l'industrie et l'accroissement du revenu national, mais simplement que le nombre de personnes occupées dans le secteur tertiaire ne varie pas selon l'importance de la demande de marchandises et de services personnels. En période de faible expansion industrielle, les gens qui ne trouvent pas à s'employer ailleurs se dirigent vers ces branches d'activité qui exigent peu de capitaux, mais ils les abandonnent lorsque l'industrie est en voie de développement intense.

Facteurs influant sur le transfert des travailleurs de l'agriculture dans l'industrie

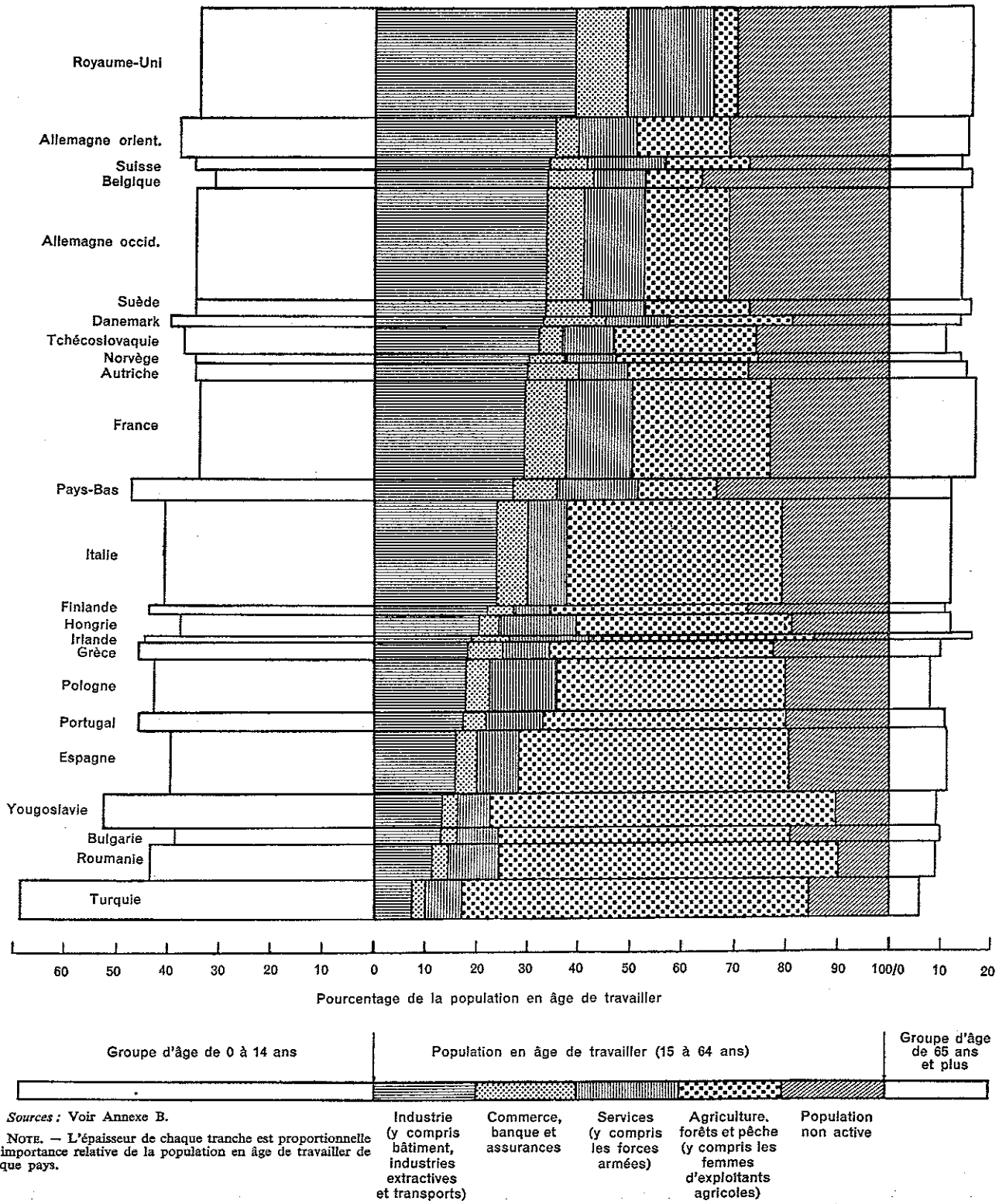
Il est intéressant de constater que la population agricole a diminué dans les pays du nord et de l'ouest dont l'économie était, en 1930 déjà, plus industrielle qu'agricole, tandis que le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture a continué d'augmenter dans tous les pays dont l'économie était alors surtout

[1] En Italie, le rapport entre l'accroissement de la population active occupée dans l'industrie et celui de la population occupée dans le secteur tertiaire, semble beaucoup plus favorable qu'en France. Il ne faut pas oublier, cependant, qu'en Italie, une part importante de la population active travaillant dans l'industrie est en chômage.

[2] La diminution du nombre des personnes employées dans les transports provient toutefois de la rationalisation des chemins de fer où le trafic, bien que plus important qu'en 1930, est actuellement assuré par un nombre d'employés beaucoup plus faible.

Diagramme 12

STRUCTURE PAR AGES ET RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GENRE D'ACTIVITÉ DANS LES PAYS EUROPÉENS EN 1950



Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — L'épaisseur de chaque tranche est proportionnelle à l'importance relative de la population en âge de travailler de chaque pays.

agricole [1]. Ce n'est pas là un résultat fortuit. En Europe septentrionale et occidentale, l'industrialisation étant plus poussée, le revenu national par habitant est beaucoup plus élevé et les possibilités de formation de capital et d'investissement dans l'industrie beaucoup plus grandes. L'industrie et les autres branches urbaines de l'activité peuvent donc connaître une expansion assez rapide pour absorber la totalité de l'accroissement de population qui, dans ces pays, n'est d'ailleurs pas considérable, surtout peut-être à cause de leur plus haut degré d'urbanisation. Au surplus, en raison du niveau de vie élevé de l'ouest et du nord de l'Europe, l'élasticité de la demande de denrées alimentaires en fonction du revenu est relativement faible, de sorte que l'accroissement du revenu national n'exerce pas une pression trop forte sur les approvisionnements en produits alimentaires qui, d'ailleurs, peuvent toujours être complétés par des importations dont le paiement est assuré par des exportations de produits industriels. L'expansion industrielle peut donc être assez rapide sans que la stabilité monétaire en soit gravement compromise.

Dans les pays méditerranéens, les investissements privés sont peu considérables, faute d'épargne et faute aussi d'esprit d'entreprise. Quant à l'action de l'Etat, elle est limitée par le danger d'inflation. Toute épargne nouvelle y sera probablement réalisée surtout au détriment de la consommation de produits manufacturés, alors que la majeure partie des revenus supplémentaires obtenus grâce à l'expansion économique sera consacrée à l'achat de biens de consommation, et en particulier de denrées alimentaires, notamment par les personnes qui étaient précédemment sans emploi ou n'étaient que partiellement occupées. Or, dans ces pays, l'offre de denrées alimentaires sur le marché intérieur manque d'élasticité et la demande est déjà très forte à cause de l'accroissement rapide de la population. Les approvisionnements ne peuvent pas non plus être complétés par des importations aussi facilement que dans les pays industrialisés. En effet, ces régions moins développées exportent principalement des matières premières et certaines denrées alimentaires qui ont souvent un caractère de luxe ; ce sont là des exportations difficiles à accroître. D'autre part, les produits industriels sont, en général, destinés presque exclusivement au marché intérieur et peu aptes à affronter la concurrence sur les marchés étrangers [2]. Par suite, une expansion industrielle, fût-elle financée par l'épargne courante, entraînera vraisemblablement une spirale inflationniste. Il y a donc là un cercle vicieux dont il est très difficile de sortir sans aide extérieure.

La crainte de l'inflation paralyse à tel point le développement industriel que l'accroissement de la population continue dans ces pays à provoquer une pléthore de main-d'œuvre dans l'agriculture et à empêcher tout progrès, de sorte que le niveau de vie ne s'élève guère, ou même s'abaisse, dans certains d'entre eux. Dans les pays méditerranéens, les capitaux fournis au titre de l'aide Marshall ont un peu amélioré la situation, mais celle-ci reste néanmoins très précaire, en particulier en Grèce où les dommages causés par les hostilités ont été exceptionnellement graves.

Conséquences des réformes agraires sur la population occupée dans l'agriculture

Les réformes agraires auxquelles on procède actuellement en Italie et en Grèce [3] constituent un essai de solution, ou tout au moins d'atténuation, des difficultés que l'on vient de signaler. Elles ont pour but d'accroître la production dans l'agriculture et, en même temps, de réduire le nombre des ouvriers agricoles en chômage, total ou partiel. Elles consistent à diviser un certain nombre de grands domaines et à en distribuer les terres aux ouvriers agricoles qui n'en ont pas ou aux paysans qui ne possèdent que de très petites exploitations. Bien souvent, les terres qui doivent être redistribuées étaient laissées totalement ou partiellement en friche par leurs anciens propriétaires, de sorte que leur répartition fera effectivement augmenter la production de denrées alimentaires. Cependant, dans certains cas, en Grèce par exemple, une partie des anciens propriétaires cultivaient déjà de façon assez productive les terres dont ils sont dépossédés, et il est possible que la redistribution de ces terres ne contribue guère à faire augmenter la production totale et qu'elle fasse même diminuer la quantité de denrées alimentaires dirigées sur les villes.

[1] Si l'on ne tient pas compte de l'évolution de la situation dans les pays de l'Europe orientale qui, d'ailleurs, ne figurent pas dans le tableau, l'Irlande est le seul pays qui fasse exception. Mais, dans ce cas, l'excédent de population a été absorbé, non pas par l'industrie, mais par l'émigration, attiré qu'il était par la pénurie de main-d'œuvre au Royaume-Uni (le nombre des émigrants irlandais partant pour les Etats-Unis n'atteint plus aujourd'hui le contingent prévu, parce que les Irlandais préfèrent se rendre au Royaume-Uni). Le nombre des travailleurs de l'agriculture a donc diminué rapidement, bien que l'industrie ne se soit que faiblement développée.

[2] Ceci ne s'applique pas à l'Italie dont l'industrie d'exportation est importante. On trouvera exposés au Chapitre 11 les facteurs qui ont gêné le développement des exportations italiennes de produits industriels pendant la période consécutive à la guerre.

[3] En Italie, le programme de la réforme, dont l'exécution a commencé en 1950, porte sur 712.000 hectares de terres. Au début de 1952/53, environ 60.000 hectares avaient été distribués entre 14.300 cultivateurs. En Grèce, la vaste réforme agraire de la période écoulée entre les deux guerres doit être complétée par la redistribution de plus de 200.000 hectares de terres arables et de 350.000 hectares de pâturages.

Pour des raisons d'ordre social, les terres doivent être attribuées à un nombre de travailleurs agricoles aussi grand que possible. En conséquence, les exploitations qui seront constituées en application de la réforme seront probablement d'une très faible étendue. En outre, les paysans qui en deviendront propriétaires auront à payer les intérêts des prêts que l'Etat leur aura consentis pour l'achat de leurs terres et à en assurer l'amortissement. Pendant vingt ans au moins, ils seront sans doute tellement endettés qu'ils ne pourront guère consacrer que des sommes infimes à l'amélioration de leurs très petites exploitations[1], et il suffira d'une mauvaise récolte pour qu'ils se trouvent dans une situation difficile. (En Grèce, les cultivateurs qui ne parviennent pas à payer les sommes qu'ils doivent à l'Etat au titre des intérêts ou de l'amortissement des prêts reçus, cessent d'être propriétaires de la terre et les versements par eux effectués jusque-là sont considérés simplement comme un fermage.)

De toute façon, une redistribution des terres, si souhaitable qu'elle puisse être du point de vue social, ne saurait résoudre les problèmes que posent la misère des populations rurales et le surpeuplement du sud de l'Europe. Les réformes envisagées feront diminuer le nombre des travailleurs qui ne possèdent pas de terre et n'ont d'emploi que pendant la courte saison des semailles et de la moisson, mais elles grossiront d'autant le nombre déjà considérable des petits propriétaires dont le domaine n'a pas une superficie suffisante pour les occuper pleinement, eux et leur famille[2], s'ils ne se spécialisent pas dans des cultures exigeant beaucoup de main-d'œuvre. Dans certaines régions, la réforme agraire pourra permettre ce genre de spécialisation, qui sera avantageuse à la fois du point de vue de l'emploi et du point de vue de la production. Mais, étant donné le climat et la nature du sol de maints pays méditerranéens et les difficultés d'écoulement de certains produits qui exigent beaucoup de main-d'œuvre (fruits, légumes, tabac et vin, par exemple), cette spécialisation ne saurait apporter qu'une solution tout à fait insuffisante au problème que pose le surpeuplement. Une réforme agraire qui n'augmente que faiblement le volume total de la production et qui a surtout pour résultat d'occuper plus de main-d'œuvre à la production de quantités pour ainsi dire inchangées de denrées alimentaires, ou qui multiplie les exploitations de trop peu d'étendue, ne peut guère remplacer dans ses effets le transfert dans l'industrie de l'excédent de population.

Mouvement de la population rurale vers les villes en Europe orientale

Jusqu'à présent, l'industrialisation de l'Europe orientale, après la guerre, n'a pas beaucoup contribué à atténuer le surpeuplement des campagnes. Sauf en Tchécoslovaquie, où le chiffre de la population totale a d'ailleurs baissé également, la densité de la population agricole a peu diminué. Si, malgré la demande considérablement accrue d'ouvriers de l'industrie, une faible partie seulement de la population a quitté les campagnes surpeuplées, c'est que, dans la plupart des pays de l'Europe orientale, les populations rurales se composaient en général, avant la guerre, de petits propriétaires. Le surpeuplement des campagnes ne consistait donc pas en un excédent de salariés en chômage pendant une grande partie de l'année, mais il se présentait sous la forme d'une quantité de petits exploitants possédant un domaine insuffisant pour assurer leur subsistance et celle de leur famille.

A la suite de la redistribution des terres opérée au lendemain de la guerre, le nombre des petites exploitations s'est multipliée aussi en Allemagne orientale et en Hongrie. Bien entendu, les petits propriétaires opposent toujours une vive résistance lorsqu'on veut leur faire abandonner leur exploitation, si mal qu'ils y vivent, pour émigrer dans les villes. Il faut reconnaître d'ailleurs que l'attrait de la ville n'était pas très grand dans ces pays depuis la fin des hostilités : la crise du logement y était aiguë et le ravitaillement beaucoup plus difficile qu'à la campagne. Au surplus, les professions urbaines offraient déjà d'abondantes réserves de main-d'œuvre à l'industrie. Au début, lorsque celle-ci a commencé à se développer, elle a pu résoudre ses difficultés de recrutement en employant les chômeurs, dont le nombre était élevé avant la guerre, et en attirant à elle la masse des personnes insuffisamment occupées jusque-là dans l'artisanat, le commerce, les services personnels ou le service domestique et dont la plupart vivaient déjà dans les villes.

Pendant une période assez longue, la demande d'ouvriers spécialisés de l'industrie a été très forte, mais jusqu'à ces derniers temps, ce n'est qu'en Tchécoslovaquie que l'offre de travailleurs non qualifiés a été inférieure à la demande. Il semble néanmoins que la main-d'œuvre disponible dans les villes ait maintenant été presque complètement absorbée par l'industrie et que l'on cherche plutôt actuellement à amener les femmes mariées et les gens des campagnes

[1] Cependant, en Italie, les cultivateurs qui apportent des améliorations à leur exploitation pendant les premières années bénéficient de subventions.

[2] En Italie, le problème de la main-d'œuvre incomplètement utilisée se pose également dans les grandes exploitations. Dans presque toutes les régions du pays, les autorités locales peuvent fixer le nombre d'ouvriers que les grands propriétaires doivent employer (par exemple, un ouvrier pour trois hectares de terres ou un ouvrier pour six vaches). (Voir René Dumont « Les excédents démographiques de l'agriculture méditerranéenne », *Population*, Paris, octobre 1951.)

à prendre un emploi dans les usines. C'est sur la collectivisation de l'agriculture, actuellement en cours de réalisation, que l'on compte surtout pour accélérer le transfert dans l'industrie des travailleurs agricoles [1]. En transformant les petites exploitations surpeuplées en exploitations collectives, qui peuvent être cultivées selon des procédés modernes et une mécanisation très poussée, on envisage non seulement d'intensifier la production agricole mais aussi de favoriser l'exode de la main-d'œuvre rurale vers les villes. La collectivisation ne constitue cependant qu'un premier pas dans cette voie et il peut se passer un certain temps avant que d'autres mesures soient prises dans ces pays fortement surpeuplés. En Yougoslavie, par exemple, le nombre des travailleurs occupés dans les exploitations collectives est encore beaucoup trop élevé et il en est certainement de même dans la plupart des autres pays, puisque l'effectif de la population agricole a peu diminué jusqu'ici.

Le problème de la main-d'œuvre agricole dans le nord et l'ouest de l'Europe

Dans le nord et l'ouest de l'Europe, sauf toutefois dans certaines régions de l'Allemagne occidentale qui connaissent un énorme afflux de réfugiés, il est rare que la cause du surpeuplement des campagnes soit l'existence d'un grand nombre d'ouvriers agricoles qui ne possèdent pas de terres et ne travaillent qu'une faible partie de l'année. Mais, dans certains pays, les familles continuent de rester dans les exploitations agricoles, bien que celles-ci ne fournissent pas de travail à tous leurs membres. Aux Pays-Bas, on évalue officiellement à 200.000 le nombre des personnes qui sont ainsi en excédent dans l'agriculture. Un excédent de main-d'œuvre existe également sous cette forme dans diverses parties de la France, alors que l'on manque de journaliers dans d'autres régions, et la crise du logement qui sévit dans les villes ne fait qu'aggraver la situation. Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, on trouve des petits agriculteurs dont les exploitations sont trop peu étendues pour leur fournir toute l'année un travail productif, alors que par ailleurs la demande de journaliers est peu considérable dans ces contrées [2]. Le résultats de cette forme de sous-emploi est que les gouvernements pratiquent une politique de soutien des prix des produits agricoles afin d'assurer un revenu raisonnable aux petits exploitants ou bien que les gains de ces derniers sont trop faibles pour leur permettre de recourir aux techniques modernes qui leur permettraient d'accroître leur production. Dans ce dernier cas, on assiste à un phénomène contraire aux principes d'une saine économie : le travail direct (des ouvriers agricoles) remplace les procédés indirects (emploi d'engrais, de graines sélectionnées, de machines, etc.), même dans des pays où, d'une manière générale, les capitaux ne font pas défaut.

Dans les pays du nord-ouest de l'Europe, le transfert des salariés de l'agriculture dans l'industrie a été en rapport étroit avec la situation du marché du travail dans les villes. Partout où le chômage apparent a disparu pendant ou après la guerre, la hausse des salaires a été beaucoup plus prononcée dans l'agriculture que dans l'industrie, mais, malgré cela, une partie assez nombreuse des salariés agricoles a quitté l'agriculture (Tableau 51). Par contre, dans les pays où l'on compte encore un assez grand nombre de chômeurs dans les villes — Allemagne occidentale et Belgique (et naturellement l'Italie) — les salaires agricoles n'ont que peu ou pas monté par rapport à ceux de l'industrie et le nombre des salariés employés dans l'agriculture n'a pas diminué. Dans les pays scandinaves où, récemment encore, l'industrie manquait de main-d'œuvre, le relèvement des salaires agricoles par rapport aux salaires industriels a été particulièrement marqué et cependant l'agriculture a été désertée par les paysans plus que dans d'autres pays [3]. Dans cette région, ainsi qu'au Royaume-Uni et aux Pays-Bas [4], les salaires agricoles sont actuellement à peine inférieurs aux salaires que gagnent les ouvriers non spécialisés de l'industrie en dehors des grandes villes [5]. Au Royaume-Uni, le nombre des

[1] Pour de plus amples détails, voir plus loin Chapitre 9.

[2] Une enquête faite en Allemagne occidentale (voir *Agrarwirtschaft*, octobre 1952) a montré que dans les exploitations de moins de 10 hectares, on compte en moyenne 40 ouvriers pour 100 hectares et que 2.100.000 ouvriers sur 3 millions et demi sont régulièrement employés dans l'année, tandis que les exploitations de 10 à 20 hectares n'occupent que 20 ouvriers pour 100 hectares. En Belgique, une enquête organisée par l'Institut agronomique de l'Etat a révélé que dans les exploitations considérées le nombre d'ouvriers employés est supérieur à l'effectif nécessaire, de 57 % dans le cas des exploitations de moins de 5 hectares, et de 33 % seulement dans celles qui ont de 5 à 10 hectares. Il convient de remarquer qu'en Belgique les exploitations de 1 à 10 hectares représentent 82 % de la superficie totale des exploitations agricoles et couvrent 40 % du territoire.

[3] En Suède, la hausse des salaires agricoles a été assez faible par rapport à celle des salaires dans l'industrie, mais le Tableau 51 en montre clairement la raison : la soudaine prospérité économique des années 1936-1939 avait déjà tellement fait monter le niveau des salaires que ceux-ci ne pouvaient guère s'élever davantage sans risquer de dépasser effectivement les salaires industriels.

[4] Aux Pays-Bas, le niveau très élevé des salaires de l'agriculture par rapport à ceux de l'industrie n'est pas dû à une pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, mais à la politique générale d'égalisation des salaires pratiquée par le Gouvernement qui fixe les salaires aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie.

[5] Le Tableau 51 établit une comparaison entre les salaires agricoles et les salaires payés aux ouvriers non spécialisés dans l'ensemble de l'industrie, y compris celle des grandes villes, où des salaires plus élevés compensent partiellement le niveau plus élevé du coût de la vie et en particulier du loyer.

Tableau 51

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET COMPARAISON DES SALAIRES DANS L'AGRICULTURE ET DANS L'INDUSTRIE, DE 1938 A L'APRÈS-GUERRE

Pays	Indice de l'emploi dans l'industrie [a] *1938 = 100*	Nombre de chômeurs, en pourcentage de la population en âge de travailler	Indice de l'emploi [d] dans l'agriculture *1938 = 100*	Pourcentage de salariés dans la population agricole totale	Rapport entre l'indice des salaires dans l'agriculture et l'indice des salaires dans l'industrie *1938 = 100*		Salaire horaire moyen des travailleurs agricoles, en pourcentage du salaire moyen de la main-d'œuvre masculine non spécialisée de l'industrie
	1951	1951	1951	Vers 1950	1947	1951	1951/52
Suède	135	0.4	60	10	116	123	80
Norvège	157	0.5	55	10	175	184 [b]	75
Royaume-Uni	120	0.8	110 [c]	45	150	148	75
Suisse	150 [d]	0.1	93*	..	113 [c]	122 [ce]	50
Pays-Bas	162	1.5	..	23	145 [f]	150 [f]	85
Danemark	155	2.3	65	22	220	183	75
Irlande	132	2.7	79	12	130	145	60
Autriche	169	2.5	79	18	..	..	45
France	114	0.4	65	15	150 [g]	140	60
Belgique	120	3.5	..	9	130	117	75
Allemagne occidentale	124	4.5	120	19	..	100	60
Italie	104	5.7	..	18	..	105	40–60

Sources : Voir Annexe B.
a Salariés et employés.
b 1950.
c 1939 = 100.
d Salariés.
e 1949.
f 1938/39 = 100.
g 1948.

salariés dans l'agriculture, tout en étant plus faible qu'en 1930, est encore, malgré le passage d'un certain nombre d'entre eux dans l'industrie pendant les années consécutives à la guerre, supérieur de 10% à ce qu'il était immédiatement avant les hostilités. Il y a lieu de relever cependant que, dans ce pays, pendant et immédiatement après la guerre, il était interdit à la main-d'œuvre de quitter l'agriculture.

La hausse importante des salaires agricoles par rapport aux salaires industriels a diminué l'intérêt qu'il y avait à employer de la main-d'œuvre au lieu de machines, et la mécanisation de l'agriculture s'est développée considérablement depuis la guerre dans les secteurs employant beaucoup d'ouvriers, ce qui a permis de réaliser un accroissement rapide de la production avec moins de main-d'œuvre qu'avant. Dans tous les pays scandinaves et aux Pays-Bas, la production agricole est sensiblement plus élevée qu'avant 1939, bien que le chiffre de la population agricole active ait diminué [1]. On se rend compte des progrès immenses que peut encore réaliser la productivité de la main-d'œuvre agricole en Europe lorsqu'on constate que deux des pays dans lesquels les salaires sont presque aussi élevés dans l'agriculture que dans l'industrie, à savoir le Danemark et les Pays-Bas, sont cependant ceux où les prix de revient sont le moins élevés d'Europe.

En Suisse, ces dernières années, l'abandon de l'agriculture, loin d'être une cause de satisfaction, a été une cause d'inquiétude pour le Gouvernement. Celui-ci tient, dans l'intérêt du pays en temps de guerre, à ce que la Confédération soit le plus possible en mesure de se suffire à elle-même et il soutient la population agricole, en laquelle il voit par ailleurs un élément de stabilité politique et sociale. Aussi s'efforce-t-il d'empêcher les petits exploitants de quitter la terre en leur assurant des prix élevés pour leurs produits. En Norvège et en Suède où, comme en Suisse, les conditions géographiques de certaines régions sont peu favorables pour l'agriculture, on s'est inquiété de l'ampleur que prend l'exode rural. Il faut dire cependant que les doléances viennent surtout des milieux agricoles qui ont intérêt à voir monter les prix des denrées.

[1] Le nombre de personnes qui travaillent à temps réduit dans l'agriculture est si élevé, en particulier parmi les membres des familles des cultivateurs, qu'il est difficile d'établir, d'après les statistiques, si la productivité de la main-d'œuvre agricole s'est accrue de façon absolue ou par rapport au capital investi par ouvrier. Par exemple, si le chiffre total de la population agricole active a diminué et que, par contre, l'effectif des ouvriers salariés a augmenté — comme c'est le cas en Allemagne occidentale — ce phénomène s'explique peut-être par le fait que les membres des familles des cultivateurs partiellement occupés ont été remplacés par des ouvriers travaillant régulièrement dans l'année, sans que la productivité ait changé pour autant.

3. Evolution de la main-d'œuvre au cours des dix prochaines années

On a déjà signalé l'écart de plus en plus considérable constaté entre le développement des régions industrialisées de la partie septentrionale du continent — où l'expansion industrielle a été plus rapide et où le chômage et le sous-emploi ont peu à peu disparu — et celui des pays méditerranéens où la misère et la pression démographique ont gêné le processus d'industrialisation et où le chômage, apparent ou dissimulé, est encore très important. Quant aux pays de l'Europe orientale (à l'exception de la Tchécoslovaquie, dont le cas est particulier), leur développement économique était resté stationnaire et ils avaient connu une situation très voisine de celle qui règne encore dans une grande partie de l'Europe méridionale, mais ils redoublent actuellement d'efforts pour éviter la stagnation grâce à une industrialisation très rapide. Ils ont ainsi supprimé le chômage et le sous-emploi sans réussir pourtant jusqu'ici à attirer beaucoup vers l'industrie la main-d'œuvre excédentaire des campagnes.

Les tendances démographiques qui se dessinent pour les dix prochaines années semblent indiquer que l'écart entre le développement économique du nord de l'Europe et celui du sud ne fera que s'accentuer. En Europe méridionale, le taux d'accroissement de la population en âge de travailler ne baissera que faiblement et, comme le montre clairement le Tableau 52, l'expansion industrielle qui serait nécessaire pour faire disparaître le chômage, apparent ou dissimulé, dans cette partie du continent, ou même pour l'empêcher de gagner en ampleur, dépasse considérablement ce que pourraient réaliser les pays de cette région avec leurs seules ressources financières et sans recourir à des mesures aussi rigoureuses qu'en Europe orientale.

En revanche, dans les pays fortement industrialisés de l'Europe occidentale, le taux d'accroissement de la population en âge de travailler, qui est déjà beaucoup plus faible que dans le Sud, diminuera au point de ne représenter même plus la moitié de la moyenne atteinte au cours des vingt dernières années : en France, dans les dix années à venir, la population en âge de travailler restera stationnaire et l'effet du relèvement du taux de natalité enregistré depuis 1946 ne se fera sentir qu'après 1960. Au Royaume-Uni, le chiffre de la population en âge de travailler deviendra aussi stationnaire qu'en France [1] et, en Allemagne occidentale, à moins d'une nouvelle vague d'immigration venant de l'Est, la population augmentera beaucoup moins qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant.

L'expansion industrielle que le Royaume-Uni a connue pendant et depuis la guerre a déjà attiré vers l'industrie presque toute la main-d'œuvre disponible dans d'autres secteurs de l'économie, et il ne semble guère possible de voir s'intensifier le transfert de main-d'œuvre féminine occupée dans les services domestiques. Il ne faut donc pas s'attendre à une nouvelle augmentation de l'emploi dans l'industrie. La pression démographique n'agira pas non plus dans ce sens; il se pourrait néanmoins qu'un relèvement de la productivité entraînât une augmentation de la production, mais à un rythme certainement beaucoup plus lent que dans les années qui ont précédé 1951. En Allemagne occidentale, étant donné que le rythme d'accroissement de la population ira en se ralentissant, il devrait être possible de résorber le chômage et même d'attirer vers l'industrie une certaine proportion de la population agricole, à la condition que la politique économique suivie par ce pays favorise le développement industriel. Quant à la France, elle dispose, comme on l'a déjà fait observer, d'abondantes réserves de main-d'œuvre dans le secteur tertiaire, qui est pléthorique, et dans l'agriculture, secteur où une politique gouvernementale de modernisation contribuerait sans aucun doute à améliorer de façon appréciable la production totale et, du même coup, à libérer de la main-d'œuvre au profit de l'expansion industrielle. Dans les autres pays du nord et de l'ouest de l'Europe, l'industrie pourrait aussi trouver dans d'autres branches de l'activité économique, quoique dans une mesure probablement plus faible qu'en France, la main-d'œuvre nécessaire ; en tout cas, dans presque tous ces pays, le niveau de la population en âge de travailler reste moins stationnaire qu'au Royaume-Uni et en France.

Si les gouvernements de l'Europe occidentale poursuivent au cours des dix prochaines années une politique d'expansion industrielle, la production de l'industrie pourra, malgré un plus faible accroissement de la population en âge de travailler, augmenter bien plus qu'en Europe méridionale où la pression démographique rend cependant cette augmentation beau-

[1] Toutefois, dans dix ans, les personnes appartenant aux groupes d'âge dans lesquels les pertes ont été le plus élevées au cours de la première guerre mondiale auront disparu du marché du travail. Au Royaume-Uni, comme dans tous les autres pays qui ont subi de lourdes pertes humaines pendant la première guerre mondiale, le nombre des hommes en âge de travailler augmentera un peu plus rapidement que celui des femmes, facteur qui a son importance étant donné la forte proportion de femmes qui n'ont pas d'emploi ou le quittent très jeunes.

Tableau 52

ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF DE LA MAIN-D'ŒUVRE AVANT ET APRÈS 1950 ET EXCÉDENT DE MAIN-D'ŒUVRE EN 1950

Pays	Accroissement de la population appartenant aux groupes d'âges de 15 à 64 ans		Accroissement naturel de 1950 à 1960	Nombre de chômeurs en 1950	Excédent de main-d'œuvre agricole en 1950
	1930 à 1950 [a]	1950 à 1960 [b]	*Hommes de 15 à 64 ans*	*Hommes et femmes*	*Main-d'œuvre masculine seulement*
	Pourcentage par décade		*En pourcentage de l'effectif de la main-d'œuvre industrielle (masculine et féminine)* [c]		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Luxembourg	0.0	−1.5	−3	—	10 à 20
Belgique	2.4	−1.2	−1	9	10 à 20
France	−0.7	0.1	3	2	10 à 20
Royaume-Uni	3.3	1.2	3	3	au-dessous de 5
Allemagne orientale	8.8	2.1	11	6	au-dessous de 5
Autriche	−1.6	3.1	7	9	10 à 20
Norvège	11.0	3.6	7	1	10 à 20
Suède	7.2	3.8	7	1	au-dessous de 5
Suisse	6.2	4.1	8	1	10 à 20
Grèce	12.0	4.4	26	12	40 à 75
Allemagne occidentale	10.3	5.6	13	16	10 à 20
Tchécoslovaquie	−6.0	5.7	11	..	10 à 20
Espagne	11.4	6.2	20	6	au-dessus de 100
Finlande	7.3	6.7	17	3	40 à 75
Hongrie	4.7	7.1	19	..	40 à 75
Danemark	9.5	7.2	13	6	au-dessous de 5
Italie	9.7	9.1	26	27	40 à 75
Irlande	−1.5	10.0	27	2	10 à 20
Bulgarie	16.2	10.3	41	..	au-dessus de 100
Pays-Bas	13.1	11.8	24	5	10 à 20
Pologne	−7.5	12.1	37	..	40 à 75
Roumanie	10.5	13.6	71	..	au-dessus de 100
Portugal	12.5	14.0	44	..	au-dessus de 100
Yougoslavie	7.5	14.8	65	..	au-dessus de 100
Turquie	16.5	20.4	145	..	au-dessus de 100

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Etant donné que, dans les pays où la population s'accroît, un certain nombre de femmes pourront sans doute être employées dans l'industrie et que dans de nombreux pays il existe un excédent de main-d'œuvre féminine dans l'agriculture, les pourcentages indiqués sous les colonnes 3 et 5 sont, en général, trop faibles.

a D'après les limites territoriales de 1950, sauf pour la Pologne, où il n'a pas été tenu compte des changements intervenus.

b Accroissement naturel seulement; il n'a pas été tenu compte des migrations éventuelles.

c De tous âges, travaillant dans les industries manufacturières, les industries extractives, la construction et le transport (non compris les chômeurs de l'industrie).

coup plus urgente. Si, du fait de l'absence de pression démographique ou du caractère inopérant de la politique des gouvernements, la production industrielle restait cependant stationnaire dans le nord et l'ouest de l'Europe, la situation de l'Europe méridionale en serait encore aggravée, puisque cette région est largement tributaire des exportations de matières premières et de denrées alimentaires non essentielles qu'elle effectue à destination des autres pays de l'Europe.

En Yougoslavie, où le mouvement d'accroissement de la population a été un peu retardé par les lourdes pertes subies au cours de la guerre, le chiffre de la population en âge de travailler augmentera au cours des dix prochaines années à un rythme beaucoup plus rapide que dans n'importe quel autre pays européen, sauf toutefois la Turquie. Il est donc essentiel pour la Yougoslavie de rattraper le retard apporté à l'exécution de son programme d'industrialisation à la suite de sa rupture avec les autres pays de l'Est et d'une série de très mauvaises récoltes. La population en âge de travailler augmentera également dans les pays de l'Est. C'est dans les pays méridionaux que l'accroissement sera le plus rapide, mais le chiffre de la population augmentera très vite aussi en Pologne et, malgré l'ambitieux programme de développement industriel envisagé, il se

peut que l'industrie ait de la peine à absorber entièrement la population occupée actuellement à des besognes très peu productives dans l'agriculture. La Tchécoslovaquie, très fortement industrialisée, constitue une exception du fait que la population s'y accroît à un rythme relativement lent. Il se peut que la pénurie de main-d'œuvre, rendue plus aiguë par l'expulsion des Allemands des Sudètes, s'atténue quelque peu. Cependant, si une transformation complète ne s'opère pas dans l'agriculture de ce pays où, malgré une certaine collectivisation, la règle générale est encore la petite exploitation et la production de récoltes exigeant une main-d'œuvre abondante, toute nouvelle expansion de l'industrie ne pourra se faire que grâce à une productivité accrue plutôt que grâce à l'emploi d'un plus grand nombre de bras.

4. Possibilités de migration entre les pays d'Europe

Jusqu'ici, on a étudié dans ce chapitre les questions de main-d'œuvre qui se posent aux pays d'Europe, comme si chaque pays devait résoudre ses propres problèmes à l'intérieur de ses frontières. Il reste à considérer les possibilités d'améliorer la répartition de la main-d'œuvre en Europe par la migration des travailleurs de pays ayant une forte densité de population vers les pays où cette densité est faible.

Le principal changement provoqué par la dernière guerre dans l'équilibre démographique de l'Europe occidentale a été le transfert de populations allemandes se trouvant à l'est de la ligne Oder-Neisse et de populations d'origine allemande venues des pays de l'Europe orientale. Cet énorme mouvement de population de l'Est vers l'Ouest ne s'est pas étendu à l'Europe occidentale, mais a été presque totalement dirigé vers l'Allemagne occidentale; celle-ci a, en effet, reçu 8 millions de personnes environ venues des territoires situés à l'extérieur des frontières actuelles de l'Allemagne et, en outre, 2 millions de migrants venus d'Allemagne orientale. Il en résulte donc que la France, plus encore qu'auparavant, apparaît aujourd'hui comme un région faiblement peuplée, entourée de pays ayant une densité de population beaucoup plus forte et, de prime abord, il semblerait qu'il puisse y avoir des migrations, de l'Italie et de l'Allemagne occidentale surtout, vers la France qui est peu peuplée[1].

Cependant, un examen plus serré révèle que les possibilités de compenser ce déséquilibre par des migrations de grande ampleur sont très limitées. Dans le cas de l'Allemagne occidentale, on a indiqué dans les pages précédentes de ce chapitre qu'il devrait être possible, à un peu plus longue échéance, d'employer toute la main-d'œuvre disponible à l'intérieur des frontières du pays. Cette conception semblerait aller dans le sens de la politique suivie par les autorités allemandes, qui ne voient pas une solution dans l'émigration en dépit des difficultés qu'elles rencontrent actuellement pour nourrir, loger et employer les réfugiés. En Italie également, il y a lieu, pour d'importantes raisons, de douter qu'une émigration de grande envergure soit un remède efficace. Enfin, des facteurs puissants empêchent la France de recevoir des immigrants en nombres réellement élevés. Le problème de l'émigration pour l'Italie et de l'immigration pour la France appelle certaines observations complémentaires mettant en lumière les obstacles qui s'opposent, dans les conditions de l'économie moderne, aux transferts de main-d'œuvre entre les divers pays.

Le problème de l'émigration en Italie

Depuis quelques dizaines d'années, l'accroissement de la population italienne a été plus rapide que le développement industriel et, depuis longtemps, l'émigration est considérée comme la principale soupape de sûreté. Toutefois, entre les deux guerres, le chiffre net de l'émigration s'est abaissé à un niveau assez faible [2] et, au cours des sept années qui ont immédiatement suivi la fin des hostilités, ce chiffre s'est élevé au total à 800.000 personnes environ.

Dans les débats consacrés au problème du chômage en Italie, on tient encore souvent pour acquis que la solution souhaitable réside dans une émigration de grande ampleur. Le taux élevé de la natalité, pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre, a été considéré comme un élément confirmant le bien-fondé de cette conclusion. Les porte-parole officiels italiens ont souvent insisté sur l'intérêt qu'il y a à accroître le nombre des émigrants italiens et, au cours des débats sur les problèmes que pose l'intégration économique en Europe, ils ont rarement manqué d'insister sur la nécessité de laisser une plus grande liberté aux mouvements de main-d'œuvre. Cependant,

[1] Dans l'exposé qui va suivre, on s'attachera à souligner les contrastes que présente la situation démographique de ces trois pays. Le déséquilibre démographique de l'Europe pose évidemment d'autres problèmes. Par exemple, les Pays-Bas, qui ont perdu leurs colonies et qui sont un pays à taux de natalité très élevé, cherchent à favoriser l'émigration. La Scandinavie, en revanche, semble être une région à population relativement clairsemée. Pour l'Europe orientale, on ne dispose d'aucun renseignement sur les transferts de main-d'œuvre projetés entre les pays de cette région.

[2] La moyenne annuelle du chiffre net de l'émigration, pour les années écoulées entre 1929 et 1938, ne dépasse pas 40.000.

Tableau 53

CHANGEMENTS PRÉVUS DANS LA POPULATION DE CERTAINS PAYS D'EUROPE, DE 1950 A 1980

Pays	Sources des évaluations	Augmentation prévue (en pourcentage) de 1950 à 1980					Pourcentage de la population totale représenté par le groupe d'âges de 20 à 39 ans	
		Population totale	Groupes d'âges					
			0 à 19	20 à 39	40 à 64	65 et au-dessus	1950	1980
Italie, ensemble du territoire	A	17	−9	7	41	95	30½	27½
	B	14	−6	2	35	72	..	..
Italie du nord	B	0	−22	−14	18	70	..	..
Italie du sud	B	35	13	27	70	76	..	..
Espagne	A	14	−11	2	51	69	32½	29
France	A	14	12	15	1	51	27½	28
Allemagne occidentale . . .	A	16	1	11	10	111	28	27
Angleterre et Pays de Galles .	A	2	−3	−11	−1	60	29½	25½

Sources : Les chiffres dont la source est indiquée par la lettre A ont été établis d'après les prévisions démographiques présentées dans un document miméographié par le démographe français, M. Bourgeois-Pichat (voir note 1 de cette page). Pour l'Italie, les chiffres correspondant à la lettre B ont trait aux années 1951 et 1981 ; ces chiffres sont extraits de *Popolazione e Forze di Lavoro*, publié par Svimez, Rome, 1952. Cette publication donne un certain nombre de prévisions démographiques établies d'après diverses combinaisons d'hypothèses concernant la fécondité et la mortalité. Les chiffres reproduits dans le présent tableau correspondent à une hypothèse « moyenne » de l'évolution future de ces deux facteurs. Tous les chiffres indiquent seulement les mouvements démographiques naturels que l'on prévoit, compte non tenu du taux possible de l'émigration ou de l'immigration.

pour deux raisons importantes, il y a lieu de bien réfléchir avant d'accepter cette conclusion. La première, c'est que l'immigration, là où elle est possible, tend à devenir de plus en plus soumise à des conditions d'âge et d'aptitudes professionnelles. La seconde raison est que le taux brut de natalité des années d'après guerre ne donne aucune indication tant soit peu valable de ce que sera dans l'avenir la population italienne.

En ce qui concerne le premier point, il est évident que, dans l'intérêt même de l'économie italienne, l'émigration doit porter avant tout sur l'excédent de main-d'œuvre des régions rurales et qu'elle ne doit pas peser uniquement et lourdement sur les jeunes générations de la population masculine. Or, ce sont précisément les jeunes ouvriers qualifiés, célibataires, qui ont le plus de chance d'être acceptés comme immigrants et de remplir les conditions nouvellement imposées.

Cette sélection des meilleurs est toujours un danger pour un pays obligé de recourir à l'émigration, mais ce danger revêt un caractère particulièrement grave dans le cas de l'Italie, si l'on tient compte de l'évolution démographique récente de ce pays. On constate maintenant que les taux élevés de la natalité, au cours des années d'après guerre, n'ont constitué qu'un relèvement temporaire, et les prévisions récentes relatives aux mouvements de population qui se produiront pendant 30 ans, de 1950 à 1980, révèlent des tendances assez différentes de ce que l'on croit souvent devoir se passer. Les faits principaux sont indiqués dans le Tableau 53 [1]. Aux fins de comparaison, on a indiqué les prévisions correspondantes pour quatre autres pays européens.

Il faut remarquer, en premier lieu, que l'accroissement prévu du chiffre total de la population italienne est très faible par rapport à l'évolution antérieure. En fait, d'après les tendances actuelles, l'augmentation de population à laquelle on peut s'attendre au cours des trente années à venir ne dépasse pas 17% (ou même 14% selon un autre mode de calcul). La même tendance se manifeste en Espagne, pays où, là aussi, la population avait augmenté très rapidement autrefois.

Cette évolution démographique de l'Europe méridionale, jointe à celle d'autres pays de l'Europe occidentale, aura évidemment des répercussions profondes sur la répartition par groupes d'âges de la population. On peut voir dans le tableau que, d'après ces prévisions, le groupe d'âges de 20 à 39 ans, groupe le plus productif, ne peut pas augmenter de plus de 7% en Italie et de 2% en Espagne, pour un accroissement de la population totale de 17 et 14% respectivement. La proportion de ce groupe d'âges par rapport au chiffre

[1] Ce tableau a été établi à partir des chiffres donnés par M. Bourgeois-Pichat, démographe français, dans une note où il applique une nouvelle méthode qu'il a mise au point et dont l'objet est de permettre l'établissement de prévisions démographiques qui ne soient pas faussées par l'accroissement apparent de la fécondité après la guerre. Voir Bourgeois-Pichat : *Les conditions de développement de population de l'Europe occidentale*, document miméographié présenté à la Session d'études internationales sur la fédération européenne et le problème de l'équilibre démographique (Saint-Vincent, sept.-oct. 1952).

total de la population peut, par là même, décliner très rapidement et atteindre un niveau (28% environ) comparable à celui de la plupart des pays de l'Europe occidentale.

Dans ces conditions, on peut dire, à tout le moins, qu'une émigration de grande ampleur est une arme à double tranchant dans la lutte contre le chômage en Italie. Il peut en résulter une détente immédiate sur le marché du travail, mais uniquement au prix de difficultés graves pour l'avenir, en ce sens qu'elle accentuera la diminution relative de la partie de la population disponible pour un travail productif. Ce problème n'est pas nouveau : au dix-neuvième siècle, au cours du processus d'industrialisation de plusieurs pays européens, l'émigration — vers les villes et les pays d'outre-mer — des éléments jeunes et vigoureux de la population rurale a souvent eu des conséquences très lourdes parce qu'elle a laissé les campagnes dans un état de stagnation et de pauvreté. La France, immédiatement avant la seconde guerre mondiale, fournit un exemple plus récent de la façon dont le renversement de la structure démographique d'un pays dans un sens régressif peut provoquer la stagnation économique.

Etant donné les problèmes qui se posent actuellement à l'Italie, cela signifie que si l'effectif des groupes d'âges composés de jeunes gens, plus dynamiques et plus adaptables, se trouve réduit tant par l'évolution démographique naturelle que par l'émigration vers des pays étrangers, les efforts faits pour favoriser l'industrialisation et le progrès économique seront presque inévitablement voués à l'échec. Cela est d'autant plus vrai depuis qu'une migration *intérieure* importante du sud vers le nord de l'Italie apparaît, en tout cas, nécessaire. Les chiffres indiqués dans le Tableau 53 font apparaître, pour l'Italie du Nord, une diminution très considérable, en valeur absolue, des groupes d'âges les plus productifs. Ce qui s'impose donc au premier chef, c'est de redresser la situation en Italie même, en faisant venir dans le nord la main-d'œuvre du sud et en transférant du nord vers le sud des capitaux et des entreprises.

L'immigration en France

L'un des changements importants récemment intervenus en Europe occidentale dans la situation démographique est le renversement du taux de natalité en France après la guerre, qui s'explique par un plus grand optimisme, dû à une situation de plein emploi et à une politique familiale plus active. D'après le Tableau 53, on peut prévoir qu'à long terme l'évolution démographique de la France, à en juger par le comportement familial actuel se fera — comme la nécessité s'en fait impérieusement sentir — dans le sens d'un accroissement de la partie de la population que constituent les âges productifs, c'est-à-dire à l'inverse des tendances qui se manifestent dans la plupart des autres pays. Le chiffre de la population totale pourrait, dans ces conditions, augmenter de 15% environ au cours des trente prochaines années [1]. Cependant, l'augmentation du taux de natalité ne commencera à avoir des répercussions sur l'effectif de la population active qu'après 1960 et même alors, l'accroissement naturel de la population active sera peu important. Il y a donc, à première vue, de puissantes raisons pour renforcer les groupes de la population en âge de travailler par l'immigration jusqu'à ce que les effets de ce récent accroissement naturel se fassent eux-mêmes sentir. Par exemple, même si l'on cherche simplement à éviter jusqu'en 1960 que la part de la population active diminue encore, il sera nécessaire de faire appel chaque année à 100.000 ou 200.000 immigrants.

Au cours des premières années qui ont suivi la guerre, l'opinion publique et les autorités inclinaient très vivement, en France, à accélérer l'accroissement de la population au moyen d'une politique d'immigration active, que le Gouvernement a tenté de favoriser de diverses manières, notamment en créant un Office national d'immigration. Mais, pendant les sept années qui ont suivi la guerre, le chiffre réel de l'immigration a été beaucoup plus faible qu'on ne l'avait espéré tout d'abord [2]. Il semble également qu'il y ait eu un revirement de l'opinion publique dû à l'affaiblissement de la croyance en un maintien permanent du plein emploi. Mais plus importants, sans doute, sont les obstacles réels qui s'opposaient à la poursuite de la politique en question : le niveau de la population est resté stationnaire pendant plusieurs dizaines d'années, et, en même temps, — peut-être même jusqu'à un certain point pour cette raison — il y a eu une période prolongée de stagnation économique caractérisée par l'insuffisance de l'exploitation des ressources naturelles du pays et une moins grande mobilité de la main-d'œuvre, tant sur le plan géogra-

[1] Au cours des trente-deux années qui se sont écoulées entre 1914 et 1946, la population française a diminué de 2%.

[2] Faute de statistiques suffisantes, il est très difficile d'évaluer le chiffre réel de l'immigration de main-d'œuvre en France au cours des années d'après guerre. Selon certaines estimations, le nombre total des immigrants (chiffre brut), au cours des sept années qui se sont écoulées de 1946 à 1952, a atteint 500.000 personnes environ dont 260.000 travailleurs recrutés, 70.000 membres de leurs familles, 40.000 Allemands prisonniers de guerre et 100.000 immigrants venus des possessions d'outre-mer de l'Union française, en particulier des Algériens. Parmi les travailleurs recrutés, plus de 150.000 étaient des Italiens et 32.000 des Allemands. (Voir *Bulletin d'information des migrations*, N° 30, section 67, Organisation des Nations Unies.)

phique que sur le plan professionnel. Les efforts tentés après la guerre pour élargir la structure de la production en développant les industries de base (ce qui est l'objectif du Plan Monnet) n'ont, jusqu'à présent, redressé qu'en partie cette situation. C'est pourquoi, même en supposant que le plein emploi soit maintenu et que toute la main-d'œuvre française soit occupée, le pays ne pourra absorber des travailleurs étrangers qu'à un rythme assez modéré, à mesure que les possibilités d'emploi seront accrues par l'investissement. En outre, la crise du logement — autre résultat de la stagnation antérieure — reste un obstacle important à l'immigration étrangère.

Les possibilités d'immigration étant limitées, il est d'autant plus nécessaire de remédier au déséquilibre de la répartition par professions de la population française. Certaines branches sont encombrées, en particulier le commerce et les services, mais en même temps d'autres secteurs de la production, notamment l'industrie du bâtiment, manquent de main-d'œuvre. La pénurie de travailleurs du bâtiment est, à son tour, la raison fondamentale du niveau extrêmement bas de la construction de logements et réduit donc encore la mobilité de la main-d'œuvre sur le plan géographique.

L'exposé qui précède, tout en mettant l'accent sur les problèmes qui se posent à deux pays en particulier, fait ressortir les obstacles qui s'opposent d'une façon générale à de grands transferts de main-d'œuvre des pays à forte densité de population vers les pays où cette densité est faible. Les temps sont révolus des vastes migrations inorganisées, et il n'y a peut-être pas lieu de le regretter. A l'heure actuelle, les gouvernements veulent, en tout cas, contrôler et canaliser les mouvements de main-d'œuvre tant à l'entrée qu'à la sortie de leurs frontières. Mais cela signifie aussi que les règles suivies en matière de migration deviennent de plus en plus strictes et la difficulté à laquelle on se heurte tient évidemment au fait que les pays d'immigration sont disposés à recevoir surtout ceux des travailleurs (qu'il s'agisse de l'âge, de la situation de famille, de la formation antérieure, etc.) que le pays d'émigration tient le moins à voir partir.

Mais, s'il est peu probable qu'il se produise de larges mouvements de main-d'œuvre entre les pays européens, il importe évidemment d'utiliser pleinement les possibilités limitées qui existent. Il devrait être possible, par voie de négociations intergouvernementales, d'arriver à des solutions de compromis qui permettraient au pays de départ, tout comme au pays d'accueil, d'accepter les transferts de main-d'œuvre.

5. Conclusions

Les problèmes économiques se poseront à l'avenir de façon très diverse dans chacun des pays européens, selon les différences qui existent dans le revenu par habitant, l'accroissement de la population et les réserves actuelles de main-d'œuvre.

Les pays les plus industrialisés, dont la population est le plus stationnaire, doivent avoir pour objectif d'élever la productivité de leur industrie. Comme l'élasticité de la demande de denrées alimentaires en fonction du revenu est relativement faible dans ces pays, il ne devrait pas être très difficile d'intensifier suffisamment la production agricole pour empêcher l'accroissement du revenu national d'exercer une pression sur l'offre de ces denrées.

Dans les pays européens qui sont le moins développés du point de vue économique et dont la population s'accroît le plus rapidement, il importe bien davantage de multiplier les possibilités d'emploi que d'augmenter le rendement des travailleurs qui ont déjà une occupation productive. Tant du point de vue social que du point de vue économique, ces pays pauvres ont beaucoup plus d'avantage à donner du travail aux éléments de la population qui, jusqu'ici, ne produisaient rien, soit qu'ils aient été chômeurs, soit qu'ils aient été en excédent dans l'agriculture ou le secteur tertiaire — qu'à se servir des maigres ressources en capitaux dont ils disposent pour augmenter la productivité des travailleurs déjà employés dans l'industrie. Mais la première condition pour que le niveau de l'emploi dans l'industrie puisse s'élever, c'est que la production totale de denrées alimentaires augmente dans ces pays plus rapidement que la population, car la demande de produits alimentaires y est beaucoup plus forte chez les ouvriers de l'industrie qui ont un emploi que chez ceux qui sont en chômage. Ainsi donc, alors que, dans les pays fortement industrialisés, le but recherché doit être une mécanisation plus poussée aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, les pays surpeuplés du sud et de l'est de l'Europe doivent s'efforcer de développer l'emploi dans l'industrie et, en même temps, d'accroître la production totale de denrées alimentaires. Les possibilités d'accroissement de cette production sont examinées au chapitre suivant.

Chapitre 9

L'AGRICULTURE

Les relations d'interdépendance qui existent entre l'accroissement de la population, le rythme de l'industrialisation et la densité de la population agricole ont fait l'objet d'une étude approfondie dans le chapitre précédent. Comme on a pu le constater, c'est dans quelques pays seulement du nord-ouest de l'Europe que l'emploi dans l'industrie s'est accru suffisamment pour empêcher l'apparition d'un excédent important de population agricole, dont l'existence fait obstacle à une productivité élevée et empêche toute augmentation sensible du surplus de produits alimentaires pouvant être mis sur le marché. Dans le présent chapitre, on se propose d'examiner dans quelle mesure il serait possible d'accroître la production de denrées alimentaires en Europe de façon à permettre une accélération de l'industrialisation sans rendre, pour autant, l'Europe davantage tributaire des importations de denrées alimentaires.

Différences constatées dans la structure de l'agriculture dans diverses régions [1] de l'Europe

Les conditions agricoles étant très différentes suivant les diverses régions de l'Europe, il faut se garder de généraliser. Le climat, le sol, la densité de la population agricole et les techniques agricoles varient beaucoup d'une région à l'autre. Il n'est pas étonnant, dès lors, qu'il existe des différences considérables aussi bien pour ce qui est du rendement à l'hectare — qu'il importe de connaître lorsque l'on examine la production [2] totale — que pour ce qui est du rendement par homme [3] — qu'il importe de connaître lorsque l'on examine les niveaux de vie dans les régions rurales et le surplus de produits alimentaires qui peut être mis sur le marché à la disposition des populations urbaines. On a constaté que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le rendement à l'hectare est, d'une manière générale, moins élevé

[1] Pour le classement des pays par régions, adopté dans le présent chapitre, voir les notes qui accompagnent le Tableau 54.

[2] L'expression « production agricole » s'entend dans cette phrase, ainsi que partout ailleurs dans le présent chapitre, de la production nette, c'est-à-dire qu'elle comprend la consommation familiale des producteurs agricoles, et les ventes de produits agricoles mis à la disposition de la population non agricole, mais ne comprend pas les importations de produits d'affouragement. Lorsqu'on utilise l'expression « production brute », les fourrages importés n'ont pas été déduits.

[3] L'expression « rendement par homme » s'entend dans cette phrase, ainsi que partout ailleurs dans le présent chapitre, du rendement par personne travaillant dans l'agriculture (les épouses des agriculteurs sont comprises dans la population active). L'expression « population agricole » est utilisée dans le même sens.

Tableau 54

RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE, DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA POPULATION EN EUROPE EN 1950 [a]

En pourcentages du total pour l'Europe

Pays ou région	Superficie totale	Terres labourables	Production agricole	Population active dans l'agriculture	Population totale
Royaume-Uni	4	4	9	2	12
Autres pays de l'Europe septentrionale [b]	24	8	8	4	5
France	10	13	17	8	10
Europe centrale [c]	8	8	19	11	20
Europe orientale [d]	18	28	21	28	22
Europe méridionale [e]	36	39	26	47	31
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	100	100	100	100	100

Sources : Voir Annexe B.

[a] Sauf pour la production agricole, au sujet de laquelle ces chiffres indiquent la moyenne des années 1949/50–1950/51.

[b] Danemark, Finlande, Islande, Irlande, Norvège et Suède.

[c] Autriche, Belgique, Allemagne occidentale, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse.

[d] Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Pologne et Roumanie.

[e] Grèce, Italie, Portugal, Espagne, Turquie et Yougoslavie.

dans les pays où l'on emploie le plus de main-d'œuvre par hectare.

En Europe méridionale, la densité de la population agricole est plus élevée et le rendement plus faible, non seulement par homme, mais encore par hectare de terres labourables [1] que dans n'importe quelle autre partie de l'Europe. Dans cette vaste région, près de la moitié de la population agricole de l'Europe cultive 40% des terres labourables de l'Europe, mais ne produit que 25% de la production agricole totale de l'Europe (Tableau 54). Etant donné que la plupart des pays de cette région exportent plus de produits agricoles qu'il n'en importent et que, dans les autres, l'excédent des importations par rapport à leurs exportations est très faible, le niveau de vie des agriculteurs est très bas et les quantités de denrées alimentaires disponibles pour les populations urbaines sont très réduites.

De même, en Europe orientale, la densité de la population agricole est forte et le rendement, par homme et par hectare, faible. Mais la situation est plus favorable qu'en Europe méridionale et elle continue à s'améliorer. La région, considérée dans son ensemble, n'est plus, en chiffres nets, exportatrice de produits agricoles; la population s'accroît moins vite qu'en Europe méridionale et l'industrialisation rapide, qui va de pair avec la collectivisation et la mécanisation de l'agriculture, commence à provoquer une diminution de l'excédent de la population agricole.

La densité de la population agricole est plus forte en Europe centrale qu'en Europe orientale, mais, en Europe centrale, le rendement à l'hectare est plus de trois fois plus grand qu'en Europe orientale et près de quatre fois plus élevé qu'en Europe méridionale. En fait, le rendement à l'hectare en Europe centrale est plus élevé que dans n'importe quelle autre partie de l'Europe. Cependant, en raison d'un haut degré d'urbanisation, la plupart des pays de cette région se trouvent dans l'obligation d'importer des denrées alimentaires et des produits d'affouragement.

Bien que les conditions naturelles et climatiques pour l'agriculture soient, en France, à maints égards, semblables à celles de l'Europe centrale, l'agriculture est, dans ce pays, beaucoup plus extensive. La population agricole et la production agricole sont, en France, presque aussi importantes du point de vue quantitatif que dans l'ensemble de l'Europe centrale, mais en France, pour obtenir la même production qu'en Europe centrale, on met en cultures une superficie labourable plus étendue de moitié. La France n'étant pas devenue, pour diverses raisons, un pays exportateur [2], la demande de produits agricoles s'est trouvée limitée du fait que, pendant de nombreuses années, la population n'a guère augmenté et que le degré d'urbanisation y est beaucoup plus faible qu'en Europe centrale, de sorte que l'accroissement de la production, qui devrait être relativement facile à obtenir, a néanmoins été peu rapide. Il y a là un contraste frappant avec la situation qui prévaut en Europe centrale, où le fait d'être obligé d'avoir recours aux importations de denrées alimentaires pousse les différents pays à développer la production agricole, mais où les possibilités d'accroissement futur sont limitées par la forte densité de la population agricole; c'est, en effet, à cause de cette densité élevée que les exploitations sont si petites et tant d'agriculteurs si pauvres et que, par voie de conséquence, l'emploi de machines agricoles et des méthodes modernes ne peut se faire sur une grande échelle dans certains secteurs de l'agriculture [3].

De toutes les régions d'Europe, c'est le Royaume-Uni qui, du point de vue agricole se trouve dans la situation la plus favorable [4]. La création, dès avant le XIX[e] siècle, d'exploitations relativement étendues, le développement important de l'industrie et l'absence de protection agricole jusqu'à ces vingt ou trente dernières années — autant de raisons qui expliquent que, dans ce pays, la densité de la population agricole soit la plus faible de l'Europe. Les efforts déployés pendant et après la guerre pour accroître la production afin de réduire les importations ne se sont pas heurtés aux difficultés rencontrées dans de nombreux pays où l'agriculture est encombrée d'une main-d'œuvre trop abondante. La production intérieure du Royaume-Uni de cultures vivrières et fourragères ne suffit encore qu'à assurer moins de la moitié de sa consommation de denrées alimentaires; cependant, le rendement à l'hectare de terres labourables y est presque aussi élevé qu'en Europe centrale et le rendement par homme, presque le double de ce qu'il est en Europe centrale ou en France. Avec une population agricole qui représente 2½% de celle de l'Europe et une

[1] L'expression « terres labourables » s'entend de toutes les terres labourées, y compris les prairies temporaires, les vergers et les vignobles, mais non compris les prairies permanentes et les forêts.

[2] En fait, la France est même, en chiffres nets, un pays importateur de céréales secondaires.

[3] Bien que le rendement des récoltes soit élevé en Europe centrale par rapport à celui de l'Europe orientale et de l'Europe méridionale, les rendements sont sensiblement plus faibles en Allemagne occidentale, en Suisse et en Autriche qu'aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark.

[4] A l'exception toutefois de deux petits pays, le Danemark et les Pays-Bas qui, dans le Tableau 54, figurent l'un parmi les pays de l'Europe septentrionale et l'autre parmi les pays de l'Europe centrale.

superficie labourable qui représente 4% des terres arables de l'Europe entière, le Royaume-Uni fournit à lui seul près du dixième de la production agricole européenne.

Dans les pays scandinaves, le rendement agricole est relativement élevé, tant à l'hectare que par homme[1]. Comme au Royaume-Uni, le remembrement des terres s'est fait il y a longtemps déjà au Danemark et dans la plus grande partie de la Suède; en outre, la densité de la population agricole est faible et diminue rapidement en raison du développement considérable de l'industrie.

Ces différences importantes, suivant les régions, dans le rendement à l'hectare et le rendement par homme, sont dues, d'une part aux grandes différences de rendement selon les cultures et, d'autre part, au fait que, dans les pays où le rendement des cultures est le meilleur, l'effectif du cheptel est beaucoup plus élevé. En Europe méridionale, en raison de la pauvreté des populations agricoles et urbaines, il est indispensable d'utiliser le sol en premier lieu pour produire des récoltes destinées directement à la consommation humaine[2]. Dans cette région, la proportion de la valeur des produits de l'élevage par rapport à la production brute totale varie de 40% en Italie à 25% au Portugal, alors qu'elle est de 40 à 50% dans l'ensemble de l'Europe orientale[3], de 55% environ en France, de 60 à 70% en Europe centrale et au Royaume-Uni, et de 70% à plus de 80% dans les pays scandinaves et en Irlande. L'importance plus grande de l'élevage dans les pays de l'Europe du Nord présente en outre l'avantage de faire moins dépendre les agriculteurs de quelques cultures principales et de leur procurer du travail et un revenu régulier pendant toute l'année.

[1] Au Danemark, où les conditions du climat et du sol sont meilleures que dans les autres pays scandinaves, le rendement par homme est le plus élevé de l'Europe, à l'exception du Royaume-Uni; par son rendement à l'hectare, le Danemark se classe au troisième rang après les Pays-Bas et la Belgique.

[2] Par exemple, un hectare consacré à la culture du blé fournit cinq fois plus de calories pour la consommation humaine que s'il était utilisé pour la production laitière.

[3] Avec de grands écarts cependant entre la Tchécoslovaquie et les pays de cette région situés plus au sud.

1. L'évolution de l'agriculture en Europe après la guerre[4]

Le relèvement de la production après la guerre

Dans de nombreux pays européens, les niveaux de la production agricole d'avant guerre ont été atteints en 1948/49, mais le relèvement de l'agriculture a exigé plus de temps dans les régions de l'Europe centrale et de l'Europe orientale, qui avaient le plus souffert de la guerre, ainsi que dans certains pays de l'Europe méridionale. Une fois atteints ou dépassés les niveaux de production d'avant guerre, l'augmentation de la production est devenue moins rapide. Entre la fin de la guerre et 1948/49, le taux annuel moyen d'augmentation avait été, pour les 18 pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale, de 10% ou davantage, mais, au cours des deux années suivantes, il n'a été que de 7% environ. Les renseignements dont on dispose jusqu'ici indiquent qu'entre 1950/51 et 1952/53, l'augmentation annuelle n'a pas dépassé 2%.

On estime que la production brute a été, en 1951/52, dans les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale considérés dans leur ensemble, supérieure d'un peu plus de 10% au niveau d'avant guerre (Diagramme 13). Par conséquent, la production agricole a augmenté à peu près dans les mêmes proportions que la population totale. Mais les progrès n'ont pas été aussi accusés dans tous les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale. Exception faite de la Turquie, où un accroissement de 40% de la superficie des terres cultivées a entraîné une augmentation de la production du même ordre de grandeur, c'est dans les pays où l'agriculture avait déjà le rendement le plus élevé avant la guerre que l'augmentation de la production a été la plus forte, à savoir : au Royaume-Uni, dans les pays du Bénélux et dans les pays scandinaves. En outre, la plupart de ces pays ont réduit leurs importations de fourrage, de sorte que l'augmentation de leur production nette est très importante (elle est de 50% environ au Royaume-Uni, où la superficie des terres cultivées s'est accrue de 40%, et de 25 à 30% au Danemark et dans les pays du Bénélux). Dans tous les autres pays d'Europe, l'augmentation de la production nette est, semble-t-il, inférieure à 10% et, en dehors de l'Italie et de la Turquie, la production dans les pays de l'Europe méridionale semble être restée plutôt au-dessous des niveaux d'avant guerre.

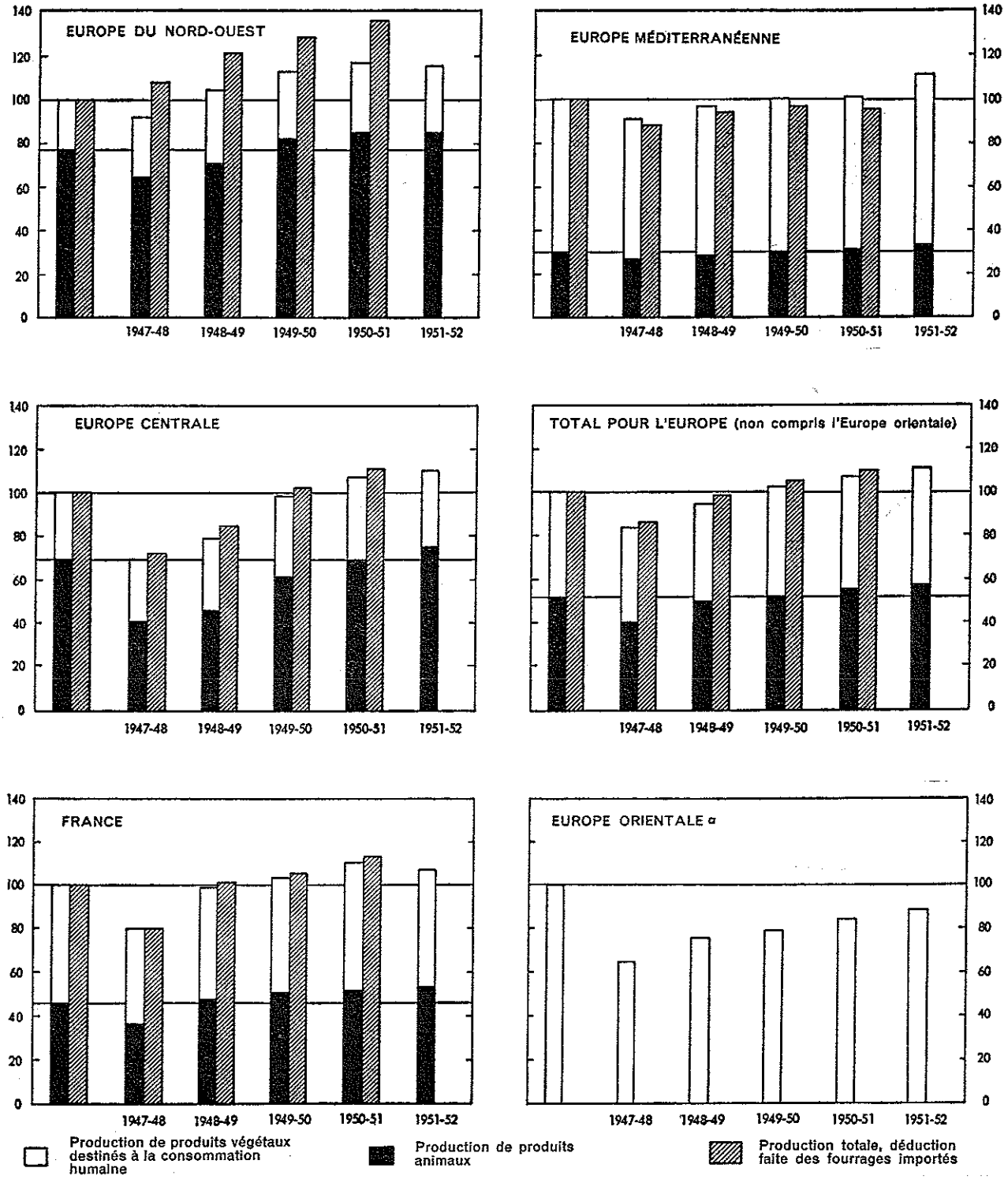
Dans tous les pays de l'Europe orientale, la production est encore égale ou inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. La production agricole paraît avoir diminué d'un cinquième environ en Pologne et

[4] Pour un exposé détaillé des tendances à long terme de l'agriculture européenne, voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2.

Diagramme 13

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Avant-guerre = 100



Sources : Indices de la FAO et de l'OECE; statistiques nationales de la production et du commerce.

NOTE. — Les pays sont groupés par régions de la même façon que dans le Tableau 54. Les chiffres portent sur les années agricoles, et l'expression « avant guerre » s'entend en général de la moyenne des années 1934-1938.

a Pour l'Europe orientale, il n'a pas été possible de faire une distinction entre la production de produits végétaux et celle de produits animaux; les indications fournies dans ce diagramme concernent la production totale de produits végétaux et animaux.

d'un dixième environ dans l'Europe orientale considérée dans son ensemble [1].

Dans presque tous les pays, pendant la guerre, la production animale a diminué davantage que la production végétale et il a fallu plus de temps pour rétablir la situation dans ce domaine. L'effectif du cheptel a cependant retrouvé maintenant, dans l'ensemble, son niveau d'avant guerre [2].

Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale, la superficie des terres consacrées à la production agricole a, depuis 1938, diminué de 2 à 3%, et cela, dans une certaine mesure, en raison du développement continuel des villes, de la construction d'entreprises industrielles, d'aérodromes, etc.[3]. Une proportion plus importante des terres labourables a été transformée en prairies temporaires, notamment en France, en Allemagne occidentale et en Belgique [4]. Ce changement a surtout été provoqué par la hausse des prix des produits animaux par rapport aux prix des récoltes, pendant les années qui ont suivi immédiatement la guerre. Bien que l'écart entre les deux catégories de prix ait diminué au cours des dernières années, les prix des produits de l'élevage sont, dans la plupart des cas, restés quelque peu supérieurs aux prix des récoltes.

La superficie ensemencée en céréales a diminué, sauf dans les pays où l'on a augmenté la superficie des terres cultivées précisément en vue de produire davantage de céréales. Dans les pays de l'Europe occidentale où la production de céréales et d'autres cultures est plus élevée qu'avant la guerre, cela est donc dû surtout à l'amélioration des rendements qui ont augmenté de 15 à 20% dans de nombreux pays [5].

Tableau 55

INDICES DE LA PRODUCTION [a] DE HUIT CULTURES PRINCIPALES

1934–1938 = 100

Pays ou région	1948–1952	1952
Royaume-Uni	162	152
Autres pays de l'Europe occidentale [b]	98	99
Turquie	134	174
Autres pays de l'Europe méridionale	87	90
Total	103	109
Europe orientale [c]	88 *	95 *

Sources : FAO et statistiques nationales.

[a] Indices calculés sur la base de la production brute en quantités équivalentes d'éléments nutritifs. Facteurs de conversion utilisés: froment 100; seigle 95,8; orge 64,8; avoine 58,4; maïs 106,3; riz 82,9; sucre (brut) 105,4; et pommes de terre 21,0.

[b] Non compris l'Islande.

[c] Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie et Pologne. On ne dispose d'aucun chiffre pour la Bulgarie et la Roumanie.

Mais en Europe méridionale et en Europe orientale, les rendements, qui ont toujours été beaucoup moins élevés qu'en Europe occidentale, sont encore, dans plusieurs pays, soit inférieurs, soit à peine supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre. D'une manière générale, la production laitière par vache a augmenté ; mais, là encore, c'est dans les pays où cette production était déjà élevée avant la guerre que l'on constate la plus forte augmentation. Seule l'Italie fait exception ; en effet, dans ce pays, le rendement de la production laitière, qui était faible avant la guerre, a sensiblement augmenté.

Toutefois, dans l'Europe occidentale considérée dans son ensemble, l'augmentation des rendements des

[1] Dans tout ce chapitre, la production courante est comparée à la production d'avant guerre dans les limites territoriales d'après guerre de l'Europe orientale. Dans cette région, la population totale est aujourd'hui inférieure de 5% environ à ce qu'elle était avant la guerre.

[2] Les principales exceptions sont : la Norvège, la Suède, l'Autriche, la Pologne, la Hongrie et probablement aussi la Bulgarie et la Roumanie; mais, pour ces deux derniers pays, l'on ne dispose pas de statistiques récentes sur l'effectif de leur cheptel. Pour de plus amples détails sur les effectifs du cheptel, voir le Tableau XXVIII de l'Annexe A.

[3] Il se pourrait cependant que cette diminution ne soit, en partie, qu'apparente et tienne à la façon dont sont établies les statistiques. Pendant et après la guerre, lorsque les quantités de produits agricoles à livrer étaient calculées d'après la superficie cultivée, on a commencé à mesurer l'étendue réelle du territoire agricole avec plus de précision et l'on n'a compté ni les routes ni les autres parties non productives du sol.

[4] Pour de plus amples détails sur les changements intervenus dans l'utilisation du sol, voir le Tableau XXVI de l'Annexe A.

[5] Lorsqu'on examine les changements intervenus dans la production agricole et dans les rendements en Europe, il ne faut pas oublier que, dans le domaine de l'agriculture, les statistiques sont loin d'être parfaites et que les méthodes statistiques n'ont pas toutes atteint le même degré de développement dans les différents pays. Dans certains cas, les données dont on dispose peuvent amener à croire qu'il y a eu des changements récents, alors que ces données sont tout simplement le résultat de statistiques mieux établies. Par exemple, on a pu constater, depuis que le système de l'évaluation des récoltes a été complété en Allemagne par des sondages opérés sur certaines récoltes, que les statistiques établies pour certaines cultures avant la guerre, donnaient des résultats inférieurs à la réalité. En outre, un accroissement des rendements ne signifie pas toujours une meilleure productivité; en effet, quand on réduit la superficie consacrée à une récolte déterminée, on peut facilement obtenir un rendement moyen supérieur à l'hectare, si l'on abandonne justement la partie du terrain qui convenait le moins bien à cette culture. Mais il n'en est pas toujours forcément ainsi; en Suède, par exemple, des prix plus élevés ont incité les agriculteurs à remplacer la culture des céréales par celle des graines oléagineuses sur des terres qui avaient cependant un fort rendement lorsqu'elles étaient ensemencées en céréales. Pour de plus amples détails sur les rendements, voir le Tableau XXVII de l'Annexe A.

Tableau 56

PRODUCTION DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES

En millions de tonnes

	Europe occidentale et méridionale			Quatre pays de l'Europe orientale [a]		
	1934–1938	1948–1952	1952 [b]	1934–1938	1948–1950	1950
Cultures :						
Froment et seigle	41.9	41.4	45.3	18.0	17.0	18.0
Céréales secondaires [c]	37.9	35.9	37.0	13.0	10.0	10.0
Pommes de terre	69.5	76.1	71.8	63.0	53.0	62.0
Sucre (brut)	4.0	5.3	5.8	2.4	2.3	2.7
Produits de l'élevage :						
Viande	10.4	10.3 [d]	10.7 [e]	..	..	..
Lait	83.6	86.7 [d]	90.6 [e]	20.0	13.0	16.0

Sources : FAO et statistiques nationales.

[a] Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie et Pologne.

[b] Chiffres provisoires.

[c] Orge, avoine et maïs.

[d] 1950/51.

[e] 1951/52.

cultures n'a fait que compenser la réduction des superficies ensemencées pour les huit cultures principales. La production n'a dépassé le niveau d'avant guerre qu'au Royaume-Uni, où la superficie des terres labourables dépasse de 40%, et la production, de 50 à 60% les chiffres d'avant guerre. En Europe méridionale — sauf en Turquie — la production de ces récoltes principales est inférieure au niveau d'avant guerre [1] (Tableau 55).

Les changements intervenus dans la répartition des cultures ont été peu importants; la production de betteraves à sucre a augmenté de 40%, mais la superficie consacrée à cette culture ne représente qu'un très faible pourcentage de l'ensemble des terres ensemencées (Tableau 56).

Dans les quatre pays du nord de l'Europe orientale, la production de céréales panifiables et de pommes de terre a atteint le niveau d'avant guerre en 1950 et celle des betteraves à sucre a dépassé ce niveau de 10%. En, revanche, la production de céréales secondaires, de viande et de lait, est restée très inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. En 1951, par suite d'une mauvaise récolte dans certains pays de l'Europe orientale et d'une augmentation trop forte, survenue antérieurement, de l'effectif du cheptel par rapport aux approvisionnements en produits d'affouragement, la production agricole a marqué un recul [2], mais il semble que la situation ait été rétablie en 1952, année pendant laquelle — du moins dans la mesure où l'on peut s'en rendre compte d'après les renseignements très incomplets dont on dispose — la production paraît avoir retrouvé le niveau de 1950.

Malgré la lenteur de ce redressement, l'agriculture n'est pas, semble-t-il (sauf en Bulgarie), très loin des objectifs fixés dans les plans à long terme. Contrairement aux objectifs établis pour l'industrie, ceux qui ont été fixés pour l'agriculture sont assez modestes; le plan polonais de production pour 1955 paraît prévoir une augmentation de 5% seulement par rapport à la production d'avant guerre dans les mêmes limites territoriales; en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale, les plans prévoient, semble-t-il, une augmentation de 15% environ par rapport à l'avant-guerre, pour la dernière année d'exécution des plans (1953 dans un cas et 1955 dans l'autre); par contre, en Bulgarie, l'on envisage d'augmenter la production de 50% environ par rapport au niveau d'avant guerre; mais c'est là, d'ailleurs, un objectif qui ne sera certainement pas atteint [3].

Le commerce des pays européens en produits agricoles

L'on ne possède pratiquement pas de renseignements provenant des pays de l'Europe orientale sur leur commerce extérieur de produits agricoles. On sait que

[1] Il ne faut pas oublier que la production des cultures industrielles et des graines oléagineuses a augmenté dans nombre de pays; mais, presque partout, ces récoltes n'occupent qu'une très faible partie des terres labourables.

[2] Pour de plus amples détails, voir l'ETUDE de 1951, pp. 28-30.

[3] Depuis 1949, pratiquement aucun renseignement n'a été publié sur la production agricole en Bulgarie et en Roumanie.

l'Union soviétique exporte régulièrement des céréales en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Hongrie, mais aucune statistique officielle n'est publiée indiquant les quantités. L'on sait aussi que la Pologne exporte du sucre en Union soviétique et que la Hongrie exporte diverses denrées alimentaires en Tchécoslovaquie.

Les exportations de denrées alimentaires et de produits d'affouragement en provenance de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale ne représentent plus que 40% environ de ce qu'elles étaient avant la guerre, cette régression étant surtout le fait des céréales (dont les exportations n'atteignent plus que 20% de leur niveau d'avant guerre), qui ne comptent plus maintenant que pour un cinquième dans le commerce Est-Ouest de denrées alimentaires et de produits d'affouragement, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous.

Commerce Est-Ouest [a] portant sur les denrées alimentaires, les produits d'affouragement et le tabac en 1951
(En millions de dollars)

Exportations en provenance de l'Est vers l'Ouest		*Exportations en provenance de l'Ouest vers l'Est*	
Céréales et farine	35	Beurre	15
Sucre	48	Poisson	10
Bétail vivant et viande	61	Divers	35
Divers	24		
Total	168	Total	60

[a] Le terme « Ouest » comprend aussi l'Europe méridionale.

Bien que l'Union soviétique ait livré à l'Europe occidentale environ 10% de plus de céréales qu'avant la guerre [1], les importations totales de céréales en provenance de l'ensemble de l'Europe orientale (y compris l'Union soviétique) ont diminué de moitié.

Il a été indiqué à la Conférence économique de Moscou que les exportations de céréales en provenance de l'Union soviétique pourraient être considérablement augmentées et que la Roumanie et la Bulgarie disposeraient peut-être d'excédents importants. Mais, dût-il même en être ainsi, il ne paraît pas probable que le commerce de céréales puisse retrouver son niveau d'avant guerre, alors que les chiffres donnés pour le sucre et pour les produits de l'élevage impliquent des augmentations importantes par rapport au niveau d'avant guerre [2]. Il semble donc qu'à l'avenir la tendance enregistrée depuis la fin de la guerre s'accentuera encore, selon laquelle les produits d'une agriculture plus intensive occupent de plus en plus de place, par rapport aux céréales, dans les exportations de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale.

Les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale considérés ensemble sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et de produits d'affouragement; en 1951, il leur a fallu consacrer plus de 40% des recettes globales qu'ils tiraient de leurs exportations au paiement des importations de denrées alimentaires, de produits d'affouragement, de boissons et de tabac. S'il est vrai que la plupart des pays sont tributaires, à des degrés divers, des importations de denrées alimentaires et de fourrages, la plus grande partie de ce déficit est imputable au Royaume-Uni et à certains pays de l'Europe centrale, notamment l'Allemagne occidentale. La moitié environ des importations de céréales effectuées par cette région et les deux tiers de ses importations de sucre servent à couvrir les besoins du Royaume-Uni [3] et de l'Allemagne occidentale, et c'est aussi le Royaume-Uni qui importe la quasi-totalité des produits animaux. Le Danemark, les Pays-Bas, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, la Turquie et certaines années, la Yougoslavie, sont des exportateurs nets de produits agricoles. L'Italie et la Grèce ne sont pas loin de pouvoir combler leur déficit en céréales au moyen d'exportations de produits agricoles dont la production exige de gros effectifs de main-d'œuvre; quant à la Suède, la Finlande et la France, leur déficit en denrées alimentaires est faible.

L'évolution de la situation extérieure, qui fait l'objet des Première et Troisième Parties de la présente ETUDE, a eu pour effet d'inciter fortement les différents pays de l'Europe occidentale et méridionale à produire sur place ce dont ils ont besoin et à réduire le plus possible leurs importations; en fait, malgré l'accroissement de la population, leurs importations de denrées alimentaires et de fourrages sont inférieures d'un cinquième environ à ce qu'elles étaient avant la guerre. Néanmoins, dans de nombreux cas, la lenteur avec laquelle la production agricole a augmenté — et dont il a été question plus haut — a fait obstacle, dans une certaine mesure, aux efforts tendant à assurer à ces pays une autarcie plus poussée. C'est ainsi, par exemple, comme le montre le Tableau 57, que les importations de céréales panifiables ont atteint en moyenne 13 millions de tonnes au cours des trois dernières années, alors qu'elles étaient de 12 millions

[1] 1 million et demi de tonnes en moyenne pendant les années 1949/50 à 1951/52, au lieu de 1,3 million de tonnes en moyenne pendant les années 1934 à 1938.

[2] Pour de plus amples renseignements sur le commerce de denrées alimentaires entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale, voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

[3] Les importations brutes de sucre effectuées par le Royaume-Uni sont beaucoup plus importantes en raison de son abondant commerce de réexportation.

Tableau 57

CONSOMMATION ET IMPORTATIONS NETTES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES EN EUROPE OCCIDENTALE ET MÉRIDIONALE

En millions de tonnes

Produits	1934–1938	1949/50–1951/52		
	Total	Total	Royaume-Uni	Allemagne occidentale
Céréales panifiables [a] :				
Consommation	41.7	43.7	5.9	6.0
Importations nettes	12.0	13.1	4.6	2.7
Importations en pourcentage de la consommation	*29*	*30*	*78*	*45*
Céréales secondaires [b] :				
Consommation	42.0	38.3	7.0	6.5
Importations nettes	11.0 [c]	7.9	2.2	1.7
Importations en pourcentage de la consommation	*26*	*21*	*31*	*26*
Sucre [d] :				
Consommation	7.4	7.8	2.0	1.5
Importations nettes	3.2	2.8	1.4	0.5
Importations en pourcentage de la consommation	*43*	*36*	*70*	*33*
Viande :				
Consommation	11.8	11.2	2.4	1.8
Importations nettes	1.4	1.0	1.25	0.13
Importations en pourcentage de la consommation	*11*	*9*	*52*	*7*
Lait et produits laitiers [e] :				
Consommation	80.1	82.4 *f*	17.1 *f*	15.6 *f*
Importations nettes	6.4	4.2	8.6	0.8
Importations en pourcentage de la consommation	*8*	*5*	*50*	*5*

Sources : FAO et Tableaux XXIX à XXXIII de l'Annexe A.

a Non compris les céréales servant à l'alimentation du bétail.

b Y compris les céréales panifiables servant à l'alimentation du bétail, mais non compris les céréales secondaires servant à la consommation humaine.

c Y compris 526.000 tonnes de riz non décortiqué utilisé pour l'alimentation du bétail.

d Sucre brut et sucre raffiné en quantités équivalentes de sucre brut.

e En quantités équivalentes de lait.

f En 1951/52 seulement.

de tonnes [1] pendant les années 1934 à 1938; ces importations couvrent, comme avant la guerre, presque 30 % de la consommation totale. En revanche, les importations de céréales secondaires sont passées de plus de 11 millions de tonnes à 8 millions, et cela en partie grâce au remplacement des chevaux par des tracteurs et à l'extension des pâturages et de leur utilisation.

Les pays qui ont besoin d'importer des céréales n'ont guère eu la possibilité de compléter les quantités qu'ils achètent outre-mer ou en Europe orientale par des approvisionnements venant d'autres pays de l'Europe occidentale ou méridionale, car, depuis la guerre, les excédents disponibles dans cette région pour les exportations n'ont jamais été considérables et ont toujours été assez irréguliers. Ainsi, la France a exporté 800.000 tonnes de blé en 1950/51, mais elle en a importé 300.000 tonnes l'année suivante et la Yougoslavie, qui exportait des céréales panifiables avant la guerre, a consacré, depuis, aux cultures industrielles une partie des terres précédemment emblavées [2]. En 1952/53, la Turquie a un gros excédent de céréales que l'on évalue à 1 million et demi de tonnes. Toutefois, ce pays s'est heurté à des difficultés, le prix demandé pour le blé turc au cours de l'automne 1952 ayant été plus élevé que le prix du blé vendu sur le marché libre en dehors de l'Accord international sur le blé.

[1] Ce chiffre comprend une évaluation du tonnage des importations de céréales effectuées par l'Allemagne occidentale en provenance des anciens territoires allemands, situés à l'est de la ligne Oder-Neisse.

[2] La Yougoslavie a exporté près de 600.000 tonnes de maïs en 1951/52, mais, en raison de conditions atmosphériques défavorables, elle avait été, en chiffres nets, importatrice de céréales de toute nature en 1950/51, et elle le sera à nouveau en 1952/53.

Tableau 58

EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES EN PROVENANCE DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET MÉRIDIONALE

En milliers de tonnes

Produits et pays exportateurs	1934–1938	1947–1952	1951/52	Destination principale des exportations en 1951/52, en pourcentage des exportations totales du produit indiqué
Céréales panifiables [a] :				
Turquie	101	—	292	France 36, Syrie 17
Céréales secondaires :				
Turquie	110	69	205	Allemagne occidentale 77, France 21
Yougoslavie	483	—	596	Allemagne 35, Royaume-Uni 25
Sucre [b] :				
Danemark	2	108	110	Norvège 44, Suède 34
France	—	—	108	Territoires français d'outre-mer 80
Viande [c] :				
Danemark	247	216	305	Royaume-Uni 70, Allemagne occidentale 5
Irlande	186	131	166	Royaume-Uni 60
Pays-Bas	52	38	68	Royaume-Uni 50, Allemagne occidentale 15
Beurre :				
Danemark	149	129	123	Royaume-Uni 71, France 5
Pays-Bas	50	43	50	Belgique-Luxembourg 42, Royaume-Uni 29
Suède	23	9	21	Allemagne occidentale 24, Tchécoslovaquie 21
Fromage :				
Danemark	8	31	52	Allemagne occidentale 44, Royaume-Uni 30
Pays-Bas	60	54	78	Belgique-Luxembourg 34, Allemagne occidentale 25
Suisse	19	14	25	Italie 29, Amérique du Nord 26
Fruits frais :				
Italie	501	..	678 [d]	Allemagne occidentale 33, Royaume-Uni 18
Pays-Bas	27	..	165 [d]	Allemagne occidentale 60, Royaume-Uni 17
Espagne	710	..	893 [d]	Royaume-Uni 27, France 25

Sources : FAO et statistiques nationales.

a Y compris la farine en quantités équivalentes de grain.

b Exportations nettes; sucre brut et sucre raffiné en quantités équivalentes de sucre brut.

c Viande de bœuf, de veau, de porc, lard et jambon, viande de mouton et d'agneau, viande de cheval, de chèvre, abats, conserves de viande et animaux sur pied destinés à l'alimentation en quantités équivalentes de viande. A la différence des chiffres indiqués dans le Tableau XXXIII, les statistiques données dans le présent tableau ne comprennent pas la viande de lapin, de volaille et de gibier.

d 1951.

Pour le commerce entre les pays de l'Europe occidentale, comme pour le commerce Est-Ouest, les approvisionnements en sucre et en produits animaux ont été plus facilement disponibles que les approvisionnements en céréales, et le commerce intra-régional, a, en partie — mais pas complètement, tant s'en faut — compensé l'insuffisance des importations de sucre et de produits animaux en provenance d'autres régions [1].

Toutefois, les efforts systématiques faits par les pays de l'Europe occidentale pour produire eux-mêmes le plus possible des produits agricoles [2] dont ils ont besoin, entravent le commerce intereuropéen de denrées alimentaires et de produits d'affouragement. Ces efforts rendent la production de produits agricoles

[1] Le Tableau 58 reflète cette situation, bien qu'il vise les exportations à destination de tous les pays; mais les exportations vers les régions extra-européennes sont d'une importance très faible pour les produits indiqués dans le tableau.

[2] Les Tableaux XXIX à XXXIII indiquent la part en pourcentage de l'approvisionnement total assuré par la production intérieure avant la guerre et pendant les années d'après guerre pour chaque pays de l'Europe occidentale et chaque pays de l'Europe méridionale en ce qui concerne les céréales panifiables et secondaires, le sucre, le lait (y compris les produits laitiers) et la viande.

destinés à l'exportation extrêmement aléatoire, puisque les pays importateurs n'acceptent d'acheter que lorsque leurs propres approvisionnements ne suffisent pas à satisfaire la demande et qu'ils arrêtent leurs importations (souvent sans préavis, ou presque) dès que la production intérieure augmente ou que la demande diminue. La situation des exportateurs agricoles est encore aggravée du fait que les pays qui sont loin de pouvoir se suffire à eux-mêmes et qui devraient donc constituer des marchés assez réguliers et assez sûrs, réduisent souvent brusquement leurs importations de denrées alimentaires lorsqu'ils sont en déficit à l'Union européenne de paiements.

En raison des gros risques que comporte la production de denrées alimentaires destinées à l'exportation, le développement de la production se trouve paralysé dans les pays exportateurs, même lorsque les prix des exportations peuvent pleinement soutenir la concurrence. Le caractère aléatoire des exportations fait évidemment davantage encore obstacle au développement de la production destinée à l'exportation, lorsqu'il s'agit de pays qui ne peuvent pas produire des denrées alimentaires à des prix avantageux du point de vue de la concurrence, parce qu'ils s'efforcent de stimuler leur production de denrées alimentaires et s'attachent à améliorer le niveau de vie des agriculteurs en fixant des prix artificiellement élevés.

Changements intervenus dans la structure de la consommation de denrées alimentaires

La diminution des importations, coïncidant avec un accroissement de la population, a entraîné une baisse de la consommation par habitant pour les principales denrées alimentaires que les pays de l'Europe occidentale et l'Europe méridionale sont obligés d'importer d'autres régions — le sucre et la viande (Tableau 59); pour la viande, la consommation totale est même plus faible qu'auparavant, faute d'approvisionnements suffisants ou en raison de prix trop élevés [1]. Néanmoins, la consommation par habitant de lait frais, de fromage, de poisson, de pommes de terre et d'autres légumes ayant augmenté, c'est seulement en Allemagne occidentale, en Autriche et en Grèce (et sans doute aussi en Espagne, si l'on prend pour base de comparaison les années antérieures à la guerre civile) que le niveau alimentaire

[1] La consommation de céréales panifiables par habitant a également diminué, mais la consommation de pain a diminué moins que la consommation de céréales panifiables, chaque tonne de céréales panifiables représentant davantage de farine qu'avant la guerre, étant donné que la qualité des céréales s'est améliorée et que le taux d'extraction a augmenté. Dans le même temps, la consommation de pain et de farine a effectivement diminué dans certains pays de l'Europe occidentale où le régime alimentaire est devenu plus diversifié.

Tableau 59

ÉVALUATION DE LA CONSOMMATION HUMAINE TOTALE DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET MÉRIDIONALE

En millions de tonnes

Denrées et pays	Avant guerre [a]	1951/52	Indices 1951/52 *(Avant guerre = 100)*
Froment et seigle :			
Total pour tous les pays	41.7	43.8	105
dont :			
Royaume-Uni . . .	6.0	6.0	100
Allemagne occid. . .	5.3	5.8	109
France	6.5	6.4	98
Italie	6.9	7.9	115
Pommes de terre :			
Total pour tous les pays	29.2	33.3	114
dont :			
Royaume-Uni . . .	3.7	5.3	143
Allemagne occid. . .	6.8	9.0	133
France	6.5	5.3	82
Italie	1.6	1.7	106
Sucre (raffiné) :			
Total pour tous les pays	6.7	7.4	109
dont :			
Royaume-Uni . . .	2.2	1.9	86
Allemagne occid. . .	1.0	1.5	147
France	1.0	1.1	110
Italie	0.3	0.5	176
Lait :			
(consommé liquide)			
Total pour tous les pays	27.6	34.2	124
dont :			
Royaume-Uni . . .	4.7	8.0	169
Allemagne occid. . .	4.7	5.7	121
France	3.5	4.2	120
Italie	1.6	2.3	148
Viande :			
Total pour tous les pays	11.6	11.4	98
dont :			
Royaume-Uni . . .	2.8	2.3	82
Allemagne occid. . .	2.0	1.9	97
France	2.2	2.5	114
Italie	0.8	0.8	98
Œufs :			
Total pour tous les pays	2.2	2.4	109
dont			
Royaume-Uni . . .	0.6	0.6	106
Allemagne occid. . .	0.3	0.4	141
France	0.4	0.5	128
Italie	0.3	0.3	93

Source : FAO.

NOTE. — Population des pays mentionnés dans le tableau, en 1951/52 :

	En pourcentage de la population de l'ensemble de la région	Indices 1951/52 *(Avant guerre = 100)*
Royaume-Uni	15,5	107
Allemagne occidentale .	15,6	131
France	13,4	104
Italie	14,5	109
Total pour la région . .	100	113

[a] En règle générale, moyenne des années 1934–1938.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

moyen reste sensiblement inférieur à ce qu'il était avant la guerre, car la valeur nutritive des aliments consommés est beaucoup plus pauvre en calories aussi bien qu'en protides d'origine animale [1]. Dans presque tous les pays, la plupart des denrées énumérées sont exclusivement produites sur place.

La situation varie d'un pays à l'autre. Au Royaume-Uni, la consommation de viande, de corps gras, d'œufs et de sucre est encore rationnée, mais la consommation de lait frais et de légumes a beaucoup augmenté. En Allemagne occidentale, la baisse du niveau de vie des travailleurs industriels et la présence des réfugiés ont entraîné une diminution de la consommation moyenne de viande plus accentuée qu'au Royaume-Uni (26% en Allemagne occidentale contre 23% au Royaume-Uni); la consommation moyenne de lait a baissé de 8% et la consommation totale de denrées alimentaires, mesurée en calories, a diminué, bien que la consommation de sucre et d'œufs ait augmenté. En France, le niveau alimentaire est plus élevé qu'avant la guerre. La consommation par habitant, de viande, de lait et d'œufs a beaucoup augmenté, tandis que la consommation de céréales panifiables et de pommes de terre a diminué.

On ne possède pas de statistiques sur la consommation de denrées alimentaires en Europe orientale; faute de renseignements quantitatifs sur le commerce extérieur des denrées alimentaires et faute également de renseignements complets sur la production de denrées alimentaires, il est impossible de déterminer, même par voie d'évaluation, si la consommation de denrées alimentaires par habitant a augmenté ou diminué par rapport à l'avant guerre. Comme on l'a indiqué plus haut, la production agricole de l'Europe orientale semble être inférieure de 10% environ à ce qu'elle était avant la guerre, alors que l'effectif de la population n'a diminué que de 5%. Mais, avant la guerre, en chiffres nets, l'Europe orientale était exportatrice de produits agricoles alors que maintenant, elle est sans doute importatrice. On ne peut tirer aucune conclusion valable du fait que le rationnement des denrées alimentaires a été maintenu, pas plus que des renseignements selon lesquels il existe une pénurie de viande et d'autres produits animaux, car cet état de choses peut être dû aussi bien à des changements survenus dans la demande, par suite de l'industrialisation rapide, qu'à des changements survenus dans l'état de l'offre.

[1] D'après les calculs de la consommation en calories effectués par la FAO. Voir l'*Annuaire des statistiques alimentaires et agricoles* de la FAO. L'observation faite ci-dessus dans le texte repose sur des calculs préliminaires effectués pour 1951/52, qui n'ont pas encore été publiés.

2. Les possibilités d'expansion de la production et les problèmes qu'elle soulève

Comme on l'a vu précédemment, malgré de bonnes récoltes dans la plupart des pays, le taux annuel d'accroissement de la production agricole, au cours des deux dernières années, a seulement été de 2% dans l'ensemble de l'Europe occidentale et méridionale, alors que les pays membres de l'OECE s'étaient fixé comme objectif pour la période 1950/51 à 1956/57 un taux d'accroissement annuel de 2½ à 3%. Ce résultat n'est pas très satisfaisant eu égard au fait que, dans la plupart des pays, le niveau de production ne dépasse pas de beaucoup ce qu'il était avant la guerre.

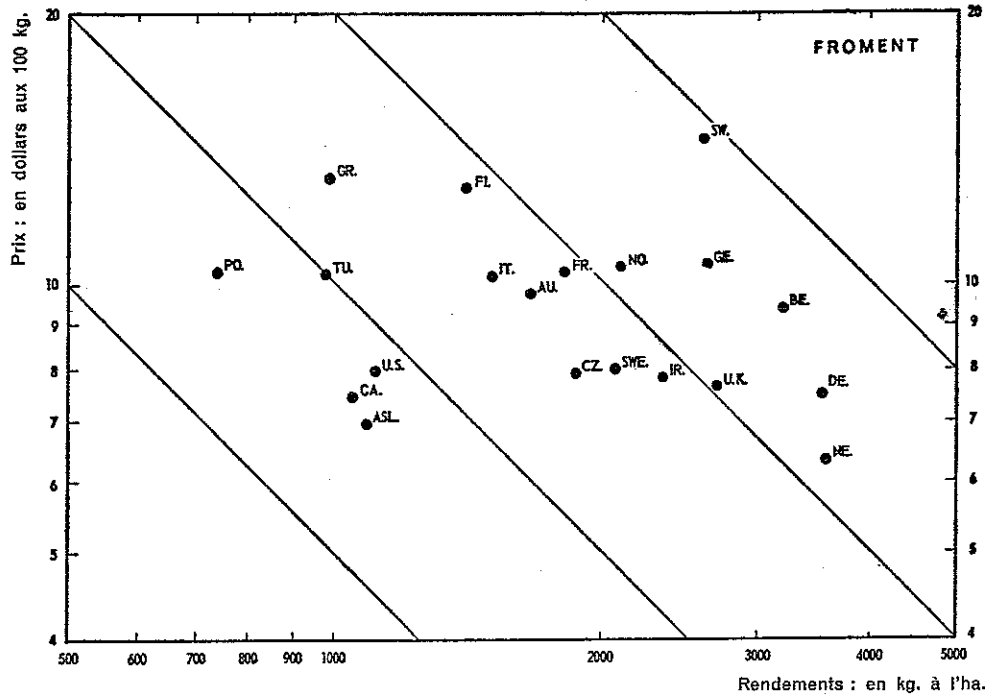
D'une façon générale, la méthode utilisée pour encourager la production agricole a consisté à soutenir les prix agricoles de différentes façons. Dans tous les pays de l'Europe occidentale et méridionale, la production agricole est protégée contre la concurrence étrangère par des tarifs douaniers ou par des restrictions frappant les importations, ou encore par les deux méthodes à la fois; dans certains pays, les prix payés aux agriculteurs ont été fixés en fonction du prix de revient, soit d'après une formule préétablie (comme en Suède, par exemple), soit à la suite de négociations politiques périodiques (comme en France, par exemple). La politique de soutien des prix vise deux objectifs. Pour une part, elle repose sur une conception exagérée des effets favorables que peuvent avoir des prix élevés sur le niveau et le rendement de la production agricole; mais cette politique constitue aussi une concession faite aux agriculteurs qui demandent à être placés — pour leurs revenus — sur un pied d'égalité avec les autres secteurs de l'économie. Dans plusieurs pays, surtout au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves, l'Etat a versé des subventions dans le dessein de maintenir aussi bas que possible les prix des denrées alimentaires payés par les consommateurs en dépit des prix relativement élevés exigés par les producteurs. Cependant, au cours de ces dernières années, on a eu tendance à réduire, voire à supprimer ces subventions, de sorte que les prix payés par les consommateurs ont monté davantage que les prix touchés par les cultivateurs.

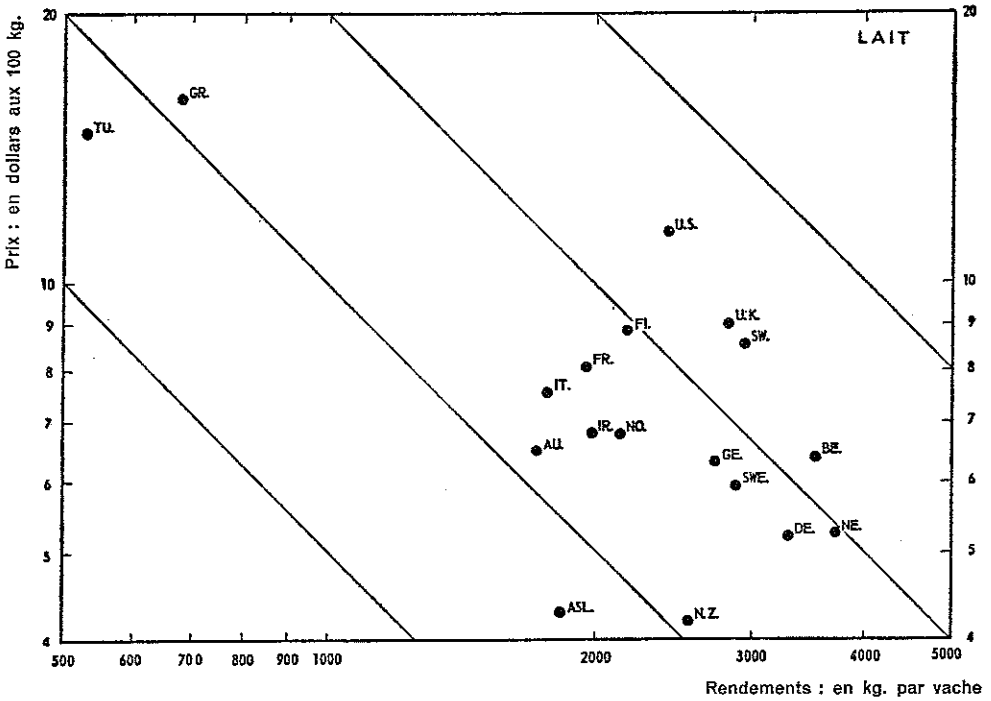
On peut expliquer, dans une large mesure, le niveau élevé des prix agricoles en Europe par la forte densité de la population rurale. Dans la plupart des pays, la majorité des agriculteurs doivent subvenir à leurs besoins grâce au revenu qu'ils tirent de quelques hectares de terre, alors que l'abondance de main-d'œuvre à bon marché, ainsi que l'insuffisance fréquente des facilités de crédit tendent à empêcher la rationalisation et les travaux d'équipement, à

Diagramme 14

PRIX ET RENDEMENTS DU FROMENT ET DU LAIT

Prix et rendements en 1951/52 [a]; échelles logarithmiques





Sources : Pour les prix : « *Prix des produits agricoles et des engrais en 1951/52* », Agri/41, Division de l'agriculture CEE/FAO, et statistiques nationales; pour les rendements, FAO.

Australie — ASL.
Autriche — AU.
Belgique — BE.
Canada — CA.
Tchécoslovaquie — CZ.
Danemark — DE.
Finlande — FI.
France — FR.
Allemagne occidentale — GE.
Grèce — GR.
Irlande — IR.
Italie — IT.
Pays-Bas — NE.
Nouvelle-Zélande — N.Z.
Norvège — NO.
Portugal — PO.
Suède — SWE.
Suisse — SW.
Turquie — TU.
Royaume-Uni — U.K.
Etats-Unis — U.S.

[a] Pour le froment : 1948/49-1951/52.

l'exception de ceux que l'agriculteur peut effectuer avec les moyens dont il dispose lui-même. Aussi les prix agricoles en Europe restent-ils plus élevés que ceux que touchent les agriculteurs dans les principaux pays exportateurs extra-européens, et cela malgré la hausse sensible des prix des produits agricoles sur le marché mondial. Au Canada, en Australie et aux Etats-Unis, les rendements à l'hectare sont extrêmement faibles. En Europe, ce n'est qu'au Portugal, en Grèce et en Turquie qu'il existe des rendements aussi bas (voir Diagramme 14). Mais la population agricole étant très peu dense dans ces pays extra-européens, c'est ce qui permet aux agriculteurs de ces régions d'obtenir des revenus élevés par rapport à ceux des agriculteurs européens, tout en vendant leurs récoltes à des prix inférieurs à ceux que touchent les agriculteurs dans presque tous les pays d'Europe. Il n'est pas impossible que d'ici quelques années les gains élevés obtenus dans l'agriculture, au lendemain de la guerre, dans les pays extra-européens exportateurs de produits agricoles, où la population est peu dense, diminuent quelque peu. En outre, le coût du fret, qui a contribué, pendant la période d'après guerre, à rapprocher les prix des produits importés des prix agricoles pratiqués en Europe et même, dans certains cas, à les rendre supérieurs à ces derniers, continuera peut-être à diminuer. Dans ces conditions, il se pourrait que les produits agricoles européens aient encore plus de mal à soutenir la concurrence avec les produits importés des pays extra-européens.

A longue échéance, on ne pourra résoudre les problèmes de l'agriculture européenne que si le surplus de population agricole diminue, ce qui permettrait d'organiser de façon rationnelle la production sur le plan national et d'utiliser ainsi tous les moyens techniques dont on dispose pour augmenter le rendement dans l'agriculture. Mais la marge d'accroissement de l'emploi dans l'industrie est assez limitée [1], et les possibilités d'émigration outre-mer sont plus restreintes encore. En raison de la forte densité de la population agricole dans la plupart des pays d'Europe, il faudra donc continuer pendant les dix ou vingt prochaines années au moins, à pratiquer une culture intensive, et il sera indispensable de payer des prix suffisants pour atténuer la misère des agriculteurs dans les pays les plus pauvres et pour assurer aux agriculteurs, dans les pays plus riches, des niveaux de vie à peu près comparables à ceux dont jouissent les autres éléments de la population.

Par conséquent, tant que la main-d'œuvre actuellement employée dans l'agriculture ne peut être transférée dans d'autres régions du monde ou dans d'autres secteurs de l'économie européenne [2], le fait que les produits agricoles européens — ou du moins la plupart d'entre eux — ne peuvent soutenir la concurrence avec les produits importés des pays extra-européens, ne constitue pas un argument suffisant contre les efforts tentés pour accroître davantage la production agricole [3].

Le niveau des prix agricoles dans les pays européens

Il est bien évident que la protection de l'agriculture contre la concurrence étrangère, dans les pays européens, risque en elle-même de compromettre toute amélioration du rendement agricole. C'est même là un danger très réel, comme le prouvent les écarts très grands qui existent entre les prix payés aux agriculteurs dans les pays européens qui sont des exportateurs de produits agricoles, et ceux payés aux agriculteurs dans les autres pays.

Le Diagramme 14 montre quelles sont les différences de prix pour les deux produits agricoles les plus importants : le blé et le lait; le Tableau 61 fournit des renseignements analogues pour un certain nombre d'autres produits dans quelques pays. On constate que, dans presque tous les pays européens, les prix payés aux agriculteurs pour le blé sont de 25 à 50% plus élevés (en Suisse, les prix sont deux fois plus élevés encore) qu'au Danemark, en Irlande et aux Pays-Bas; pour le lait, les écarts entre les prix sont même plus grands. Dans les principaux pays européens (à l'exception de l'Allemagne occidentale), le prix du lait est de 50 à 80% supérieur aux prix pratiqués dans les pays européens exportateurs de lait [4]. En Grèce et en Turquie, où la production laitière par vache est très faible, les prix atteignent le triple des prix en vigueur dans les pays européens exportateurs.

[1] Ce problème est étudié au Chapitre 8.

[2] Au Royaume-Uni, où le pourcentage de la population agricole est très faible et où la superficie moyenne des exploitations est beaucoup plus grande qu'en Europe continentale, seule la situation de sa balance de paiements justifie, du point de vue économique, les mesures de protection prises en faveur de l'agriculture.

[3] Si on se place à un point de vue plus général, on a beaucoup plus de raisons encore de se demander dans quelle mesure l'on peut légitimement protéger l'agriculture européenne contre la concurrence de pays extra-européens surpeuplés, tels que les Philippines, Cuba et l'Indonésie, qui exportent des graines oléagineuses et du sucre en Europe. Le fait que, dans ces pays, les salaires sont moins élevés ne constitue évidemment pas une excuse pour justifier des mesures discriminatoires à l'encontre de leurs produits. De telles mesures ne peuvent avoir pour conséquence que de faire baisser encore davantage les salaires et d'aggraver la pauvreté des travailleurs de ces pays.

[4] Dans les pays exportateurs, le prix du lait représente la moitié du prix payé aux fermiers des Etats-Unis, mais il est de 20% supérieur au prix payé en Nouvelle-Zélande et en Australie, où l'élevage du bétail est très extensif.

On peut se rendre compte de la mesure dans laquelle des rendements élevés (ou faibles) à l'hectare ou par vache sont compensés par des prix bas (ou élevés) d'après la position qu'occupe chaque pays par rapport aux diagonales du diagramme qui indiquent le revenu brut constant par hectare ou par vache. On constate que, dans certains cas, par exemple dans les pays méditerranéens, des prix plus élevés compensent des rendements plus faibles. Dans un autre groupe de pays (en Suisse, en Belgique et en Allemagne occidentale, pour le blé; en Suisse, en Belgique et au Royaume-Uni, pour le lait), les prix sont tels qu'ils fournissent aux agriculteurs un revenu brut beaucoup plus élevé par hectare ou par vache que celui procuré par des rendements analogues dans d'autres pays. Les pays où le revenu brut par hectare ou par vache est le plus élevé sont précisément ceux où la proportion de la population agricole par rapport à la population totale est la plus faible [1] (voir le Diagramme 12 au Chapitre 8); en revanche, les pays où ce revenu est le moins élevé sont ceux où la proportion de la population agricole par rapport à la population totale est la plus élevée et où la densité de la population agricole est la plus forte [2]. Le revenu brut très élevé par hectare ou par vache dans les pays les plus industrialisés ne résulte pas nécessairement d'une densité particulièrement forte de la population agricole; en fait, la densité de la population agricole de l'un d'entre eux, le Royaume-Uni, est la plus faible d'Europe. L'explication que l'on peut donner est la suivante : dans les pays où l'industrialisation est très poussée et où le revenu national par habitant est élevé, il est impossible d'admettre qu'un groupe peu nombreux, mais politiquement important, de la population conserve un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres éléments de la population, surtout lorsque la nécessité de lutter contre la concurrence d'autres pays sur les marchés étrangers n'entre pas en ligne de compte.

[1] Le chiffre peu élevé du revenu brut par hectare pour le blé au Royaume-Uni ne permet pas de se faire une idée tout à fait exacte de la situation, étant donné que, par ailleurs, le Gouvernement accorde des subventions destinées à réduite le coût de certains facteurs de production.

[2] Le revenu brut très faible que rapporte à l'hectare la production du blé dans les pays méditerranéens explique pourquoi la plupart de ces pays importent du blé qu'ils paient en exportant des denrées dont la production nécessite beaucoup plus de main-d'œuvre et d'heures de travail, telles que les légumes, les fruits, le tabac, le coton, le riz, le vin et les huiles comestibles ou essentielles, dont la culture permet d'obtenir un revenu beaucoup plus élevé par hectare. Le blé provient surtout de grandes exploitations où il faut beaucoup moins de main-d'œuvre par hectare que dans les petites exploitations; la production du blé tend donc à aggraver le problème du surpeuplement dans d'autres secteurs de l'agriculture. Lorsque les grands domaines sont morcelés à la suite de réformes agraires (voir le Chapitre 8), la culture du blé est souvent remplacée par des cultures qui exigent davantage de main-d'œuvre.

Tableau 60

COMPARAISON ENTRE LES PRIX (EN DOLLARS) PAYÉS AUX CULTIVATEURS EN 1951/52 ET AVANT LA GUERRE

Indices — 1934–1938 = 100

Produit	Danemark	Royaume-Uni	Allemagne occid. [a]	France [b]	Italie
Froment . .	204	128	127	195	168
Betteraves à sucre . . .	202	171	101	209	173
Lait	197	157	112	289	161
Bovins . . .	272	136	139	333	240
Porcins . . .	182	266	142	256	221
Œufs	219	175	132	210	232

Source : Prix des produits agricoles et des engrais en 1951/52, Agri/41 Division de l'Agriculture, CEE/FAO, août 1952.

[a] Prix calculés au taux de change officiel du Reichsmark

[b] 1938–1939 = 100.

Le Tableau 60 permet de comparer les augmentations des prix payés aux agriculteurs (en dollars des Etats-Unis), qui sont intervenues entre les années 1934 à 1938 et 1951/1952, au Royaume-Uni, en Allemagne occidentale, en France et en Italie, et les augmentations intervenues au Danemark, pays exportateur où les prix suivent davantage ceux qui sont pratiqués sur le marché mondial [3]. On peut constater que, pour la plupart des produits, les prix ont subi dans ces pays des hausses moins fortes qu'au Danemark. Cela est spécialement frappant dans le cas de l'Allemagne occidentale, même si l'on tient compte du fait que le Reichsmark était surévalué avant la guerre [4]. Le régime nazi en Allemagne, comme le régime fasciste en Italie, avait particulièrement protégé l'agriculture, et les agriculteurs n'ont pas pu conserver une situation aussi privilégiée dans les régions d'après guerre, ni en Allemagne occidentale, ni en Italie, où la crainte de l'inflation a amené les gouvernements à maintenir les prix agricoles à un niveau aussi peu

[3] Il n'en est pas ainsi, cependant, pour le sucre, dont le prix a augmenté au Danemark à peu près dans les mêmes proportions que dans presque tous les autres pays européens, mais beaucoup moins qu'à Cuba, où le prix du sucre a dépassé, en 1951/52, le quintuple de ce qu'il était avant la guerre (prix c.a.f. port européen). Les principales caractéristiques du commerce du sucre avant et après la guerre ont été examinées dans *A Study of Trade between Latin America and Europe*, Nations Unies, Genève, janvier 1953 (N° de vente : 1952.11.G.2).

[4] Cette surévaluation était de l'ordre de 25 à 30%. Au taux de change officiel du Reichsmark, les prix allemands des denrées alimentaires étaient, avant la guerre, deux ou trois fois supérieurs aux prix des denrées alimentaires importées d'Europe. Un impôt intérieur rétablissait la parité entre les prix des denrées importées et ceux des denrées produites dans le pays même.

Tableau 61

COMPARAISON ENTRE LES PRIX PAYÉS AUX CULTIVATEURS EN 1951/52 DANS QUATRE PAYS D'EUROPE ET LES PRIX PAYÉS AUX CULTIVATEURS AU DANEMARK

Prix payés aux cultivateurs danois = 100

Produit	Royaume-Uni	Allemagne occident.	France	Italie
Froment	102	139	137	135
Betteraves à sucre	152	142	139	143
Lait	174	121	154	144
Bovins	93	127	148	175
Porcins	122	108	130	128
Œufs	159	151	97	180

Source : Prix des produits agricoles et des engrais en 1951/52, Agri/41, Division de l'Agriculture, CEE/FAO, août 1952.

élevé que possible. Le système de subventions directes à la production, appliqué après la guerre au Royaume-Uni, a eu des résultats analogues.

En France, la situation a évolué dans le sens contraire. Avant la guerre, les prix des produits animaux étaient, dans ce pays, presque aussi bas que dans les pays européens exportateurs. Ainsi qu'on peut le voir au Tableau 61, ils sont maintenant de 40 à 50% plus élevés (sauf pour les œufs). Ces mouvements divergents ont eu pour résultat d'atténuer les écarts entre les niveaux des prix pratiqués pour les produits agricoles dans les quatre pays considérés, bien qu'en Allemagne occidentale les prix soient quelque peu inférieurs pour la plupart des produits animaux. D'une manière générale, les prix sont, dans ces pays, de 30 à 50% supérieurs à ceux des pays européens exportateurs.

Etant donné qu'il existe des différences aussi frappantes entre les prix pratiqués dans les pays qui se trouvaient tenus, de façon impérieuse, d'augmenter leur productivité, d'une part et, de l'autre, dans les pays où la protection de l'agriculture a eu tendance à diminuer le rendement, la question se pose de savoir ce que l'on pourrait faire pour améliorer le rendement dans les pays où la concurrence étrangère n'exerce pas une action stimulante.

Changements techniques propres à améliorer le rendement

La forte augmentation des rendements agricoles qui a été obtenue dans certains pays d'Europe est étroitement liée à un emploi accru d'engrais, de produits antiparasitaires et de semences sélectionnées ainsi qu'au développement de la mécanisation de l'agriculture. Au Royaume-Uni, par exemple, malgré un accroissement de la superficie cultivée, les rendements à l'hectare ont augmenté de façon très sensible, alors que le nombre des tracteurs devenait six fois plus important et que la consommation d'engrais commerciaux (mesurée d'après leur teneur en éléments nutritifs) augmentait de 175%.

Mais en Italie et en Grèce, la consommation d'engrais commerciaux à l'hectare, tout en étant respectivement de 23 à 73% supérieure à ce qu'elle était avant la guerre, n'est encore que de 24 et de 13 kg. à l'hectare, alors qu'elle varie de 50 à 200 kg. dans presque tous les pays de l'Europe septentrionale et occidentale, comme le montre le Tableau 62. De même, dans les pays de l'Europe orientale, à l'exception toutefois de l'Allemagne orientale, la consommation d'engrais, bien que beaucoup plus importante qu'avant la guerre, est encore très faible si on la compare à celle des pays de l'Europe occidentale. En outre, tous les pays, ou presque, où la consommation d'engrais est forte, ont

Tableau 62

CONSOMMATION D'ENGRAIS, EFFECTIF DU CHEPTEL [a] EN 1951, ET RENDEMENT DU FROMENT EN 1948–1952

En unités à l'hectare

Pays	Engrais *(En kg)* [b]	Effectif du cheptel [c]	Rendement du froment *(100 kg)*
Pays-Bas	189	1.28	36
Belgique	169	1.25	32
Allemagne orientale .	112 [d]	0.93	19
Allemagne occidentale .	105	0.96	26
Norvège	105	1.27	21
Danemark	83	1.16	36
Royaume-Uni	70	0.78	27
Suisse	51	1.03	26
Suède	49	0.60	21
France	40	0.51	18
Autriche	29	0.76	17
Tchécoslovaquie . . .	27 [d]	0.82	19
Portugal	26	0.50	7
Pologne	25 [d]	0.63	12
Italie	24	0.51	15
Hongrie	21 [d]	0.47	13
Irlande	19	0.86	24
Grèce	13	0.52	10
Yougoslavie	10	0.47	12
Turquie	0.5	0.44	10

Sources : FAO et statistiques nationales.

[a] Facteurs de conversion utilisés : bovins 0,8; porcins 0,2; ovins 0,1; chevaux 1,0.

[b] Par hectare de terres cultivables, pacages non compris.

[c] Par hectare de terres cultivables, y compris un tiers des pacages.

[d] 1950.

un cheptel plus important et disposent, par suite, de plus de fumier à l'hectare.

L'emploi accru des engrais est dû en partie à ce que, dans la plupart des pays, les prix des engrais ont, depuis la guerre, augmenté dans une proportion moindre que les prix des produits agricoles [1]. Il est intéressant de noter que c'est dans les pays qui, comme l'Allemagne et la Norvège, ont une industrie importante d'engrais, que la consommation d'engrais est la plus forte et que c'est au Royaume-Uni, où les engrais bénéficient de subventions, que cette consommation a le plus augmenté [2]. Puisque les rendements agricoles dépendent dans une très large mesure de la consommation d'engrais, un emploi accru de ceux-ci constitue donc l'un des éléments essentiels de tout programme visant à augmenter la production agricole dans les pays de l'Europe méridionale. Il ressort de ce qui précède que l'octroi de subventions destinées à maintenir à un niveau relativement bas le prix des engrais peut être un moyen d'obtenir un accroissement de la consommation d'engrais [3].

Un emploi accru de tracteurs et d'autres machines agricoles pourrait également contribuer à augmenter considérablement le rendement, notamment dans les régions où le sol est lourd et où le labourage avec des animaux de trait ne permet pas de retourner la terre assez profondément, ainsi que dans les régions où le climat est sec et où il importe que le sol soit ensemencé très vite après les chutes de pluie. Ceci s'applique tout particulièrement aux pays de l'Europe méridionale; mais, dans ces pays, les possibilités de développement de la mécanisation sont plus limitées encore que partout ailleurs en Europe, par suite d'une main-d'œuvre trop nombreuse dans l'agriculture, de la superficie restreinte des exploitations, et de la pauvreté des agriculteurs. Le nombre des tracteurs par rapport à la superficie des terres labourables varie grandement d'un pays à l'autre. En Europe occidentale, on note les chiffres extrêmes suivants : un tracteur pour 20 hectares de terres labourables au Royaume-Uni et en Suisse, mais un tracteur pour 140 hectares en France. En Europe orientale : un tracteur pour 150 hectares en Tchécoslovaquie, mais un tracteur pour 700 hectares environ en Bulgarie ; en Europe méridionale : un tracteur pour 210 hectares en Italie, mais un tracteur pour 800 hectares en Turquie.

Les efforts constants que font de nombreux agriculteurs pour parvenir à un certain degré d'autarcie dans le cadre de leur propre exploitation limitent davantage encore les possibilités d'utilisation rationnelle des machines agricoles, car ils sont amenés à consacrer très peu de place aux différentes cultures, ce qui rend l'emploi des machines difficile ou peu efficace. A l'heure actuelle, certaines exploitations n'ont pas un équipement mécanique suffisant, alors que d'autres sont suréquipées. Dans certains cas, l'équipement est insuffisant, parce que les agriculteurs ne disposent pas des capitaux nécessaires; dans d'autres cas, il est trop important, parce que les agriculteurs dont les exploitations sont, en fait, trop petites, achètent néanmoins des tracteurs et d'autres machines qu'ils ne peuvent utiliser à plein rendement [4]. Il est bien évident que, dans certains pays, le suréquipement ne fait qu'augmenter le prix de revient.

Dans de telles conditions, la meilleure solution consisterait à développer la coopération à l'intérieur des villages. Dans les pays de l'Europe méridionale, où la mécanisation de l'agriculture ne fait que commencer, la plupart des agriculteurs n'ont pas les moyens d'acheter des machines, et la cadence à laquelle se poursuivra la mécanisation dans cette région dépendra du concours qui sera apporté dans ce domaine par les gouvernements. Il est absolument indispensable de mettre au point, pour ces pays, un système qui permette d'utiliser au maximum toutes les machines agricoles disponibles. Il existe déjà, en fait, dans un certain nombre de pays d'Europe, des possibilités d'utilisation en commun des machines agricoles : il existe, par exemple, des coopératives ou des sociétés, des stations ou des entreprises qui mettent des machines à la disposition des agriculteurs qui, dans d'autres cas, s'entraident en se prêtant mutuellement les machines qu'ils possèdent [5].

[1] En Italie, cependant, les prix des engrais ont augmenté un peu plus que les prix des céréales, et les prix des insecticides, deux fois plus.

[2] Au Royaume-Uni, 6% du revenu brut de l'agriculture ont été consacrés à l'achat d'engrais, au lieu de 3% seulement avant la guerre. Dans les autres pays d'Europe où la consommation d'engrais est importante, les sommes consacrées à l'achat d'engrais ont augmenté, d'une manière générale, dans les mêmes proportions que les revenus bruts des agriculteurs; les dépenses en engrais ont représenté 5 à 8% des revenus, avant comme après la guerre.

[3] Dans les pays de l'Europe méridionale, les prix des engrais sont souvent beaucoup plus élevés que dans les pays industrialisés. Voir *Prix des produits agricoles et des engrais en 1951/52*, E/ECE/FAO (AGRI/41), 1952, Tableau 11.

[4] Alors qu'au Royaume-Uni et en Suisse, il y a un tracteur pour 20 hectares environ de terres labourables, il y a en Suisse — pays montagneux où les exploitations agricoles sont nombreuses, mais peu étendues — un cheval pour 3 hectares et demi, tandis qu'au Royaume-Uni — pays dont le relief est moins accidenté et où les exploitations sont beaucoup plus étendues — il n'y a qu'un cheval pour 16 hectares. En Suisse, le nombre des chevaux n'a diminué que de 7% depuis l'avant-guerre alors qu'il a diminué de 57% au Royaume-Uni.

[5] Au cours des dernières années, divers gouvernements ont facilité l'achat de machines agricoles destinées à être utilisées en commun de différentes façons. Aux Pays-Bas, par exemple, des subventions sont accordées à des coopératives pour l'achat de machines agricoles; ces coopératives ont vu passer le nombre de leurs membres de 3.400 en 1948 à 10.200 en 1950. Sur les 24.500 tracteurs utilisés en 1950, 5.400 appartenaient à des entreprises de location, à des coopératives ou à des centres.

Réformes de structure destinées à améliorer le rendement

Dans le Sud de l'Europe, la culture est très extensive dans certaines des grandes exploitations et, comme on l'a montré au Chapitre 8, les réformes agraires en cours d'exécution ou en préparation en Italie et en Grèce auront pour effet, dans de nombreux cas, notamment en Italie, de rendre la culture beaucoup plus intensive. En Espagne, les grandes propriétés représentent une proportion très importante de la superficie des terres labourables, et nombreuses sont celles qui ne sont pas suffisamment mises en valeur. Il ne semble toutefois pas que l'on envisage de morceler ces propriétés ou de prendre d'autres mesures destinées à accroître leur production [1]. Comme on l'a fait observer précédemment, le morcellement des grandes propriétés en très petites exploitations, dans les pays de l'Europe méridionale, a pour effet de réduire la production de blé dont manquent la plupart des pays de cette région, et d'accroître la production de récoltes exigeant une main-d'œuvre plus nombreuse, mais pour lesquelles les débouchés sont limités.

En dehors des pays de l'Europe méridionale mentionnés ci-dessus, les grandes exploitations privées n'occupent qu'une faible proportion des terres cultivées en Europe. Au contraire, la plupart des exploitations sont très petites [2]. Bien que certaines petites exploitations effectuent un travail aussi productif que celui de grands domaines, il n'en reste pas moins que, dans la plupart des cas, ainsi qu'il a déjà été dit, l'étendue est trop restreinte pour permettre un travail rationnel. Aussi serait-il nécessaire de remembrer les petites propriétés pour constituer des exploitations plus importantes. Mais jusqu'ici, la Suède est le seul pays en Europe occidentale où des mesures positives aient été prises pour réduire le nombre des exploitations de moins de 10 hectares [3].

Le morcellement très grand de la propriété foncière constitue, dans plusieurs pays, un obstacle plus grand encore à toute amélioration de la production agricole, contrairement à ce qui se passe au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves où, comme il a déjà été dit, le vaste remembrement qui s'est fait au cours des derniers siècles, a contribué aux progrès réalisés ultérieurement dans l'agriculture. Ainsi qu'on peut le constater d'après les chiffres ci-dessous, il serait nécessaire de procéder au remembrement d'une grande partie des terres en Europe centrale et en France :

	Evaluation de la superficie des terres qu'il serait nécessaire de remembrer			
	En milliers d'hectares	En pourcentage de la superficie totale du territoire agricole	*Nombre moyen de parcelles par exploitation*	*Superficie moyenne des parcelles, en hectares*
Belgique	500	28	3.2	1.1 *a*
France	9 000	23	..	0.35
Allemagne occid. . .	6 640	47	..	..
Pays-Bas	1 000	43	..	..
Suisse	510	24	11	0.5

a D'après un sondage opéré sur les exploitations de moins de 15 hectares, 28% des parcelles ont moins d'un demi-hectare et 59% ont moins d'un hectare.

En France, 800.000 hectares environ ont été remembrés entre 1947 et le début de 1952; pourtant, ce résultat est encore loin de ce que l'on avait prévu à l'origine. Aux Pays-Bas, on a remembré 36.000 hectares entre 1945 et 1951. En 1950, et en 1951, 238.000 hectares ont été remembrés en Allemagne occidentale et le nombre de parcelles s'est ainsi trouvé ramené de 846.000 à 263.000.

Les opérations de remembrement entraînent d'habitude des dépenses considérables : construction de routes, de clôtures et, parfois, de bâtiments nouveaux. C'est ainsi que la France a dépensé à cet effet 1 milliard 800 millions de francs chaque année, de 1949 à 1952, et l'on estime que le plan suisse de remembrement, dont l'exécution durera trente ans, coûtera

[1] Le projet de réforme agraire que l'on met au point en ce moment en Espagne n'est guère de nature, tant s'en faut, à apporter un changement fondamental à l'organisation et à la production de l'agriculture espagnole. Il s'agit surtout, en fait, d'un projet de remembrement en vertu duquel on envisage de regrouper les petites exploitations, si la majorité des propriétaires fonciers d'une région donnée le désire, mais ce projet ne contient aucune disposition rendant obligatoire la mise en culture ou le morcellement des grandes propriétés. On ne dispose pas de statistiques récentes et complètes indiquant la répartition des terres en Espagne, mais, d'après les renseignements que l'on a sur 27 des 51 provinces de l'Espagne, qui représentent 50% des terres, productives ou non, du pays, on constate que 96% des exploitations ont moins de 5 hectares et qu'un peu moins de 1% des propriétaires, dont les exploitations ont une superficie de plus de 240 hectares, possèdent 35% des terres.

[2] Dans l'Europe méridionale et dans l'Europe occidentale considérées dans leur ensemble, les trois quarts environ de toutes les exploitations, qui représentent à peu près le quart des terres cultivées, ont une superficie de moins de 10 hectares.

[3] En Suède, on a commencé, en 1947, la mise en œuvre d'un projet de réforme agraire qui prévoit le remembrement, au cours des vingt ou trente prochaines années, d'un grand nombre de propriétés de moins de 10 hectares (mais généralement de plus de 2 hectares) pour constituer des exploitations de 10 à 20 hectares; les mesures prévues dans ce projet n'ont pas un caractère obligatoire, et ce projet fait surtout appel à l'initiative privée. Le gouvernement a un droit de préemption sur les petites propriétés qui sont mises en vente et il les vend aux agriculteurs qui possèdent des exploitations adjacentes qu'ils désirent agrandir. Les agriculteurs possédant des propriétés de moins de 10 hectares reçoivent, en attendant qu'ils puissent acquérir d'autres terres, des subventions très importantes qui, à l'heure actuelle, leur sont surtout versées pour les livraisons de lait.

1 milliard de francs suisses. Mais le remembrement peut améliorer le rendement dans des proportions très importantes. L'on a calculé, par exemple, que si l'on regroupait toutes les propriétés morcelées en Suisse, le prix de revient des produits agricoles diminuerait de 15 à 20% [1]. Aux Pays-Bas, on espère obtenir un accroissement de 20% de la production dans les régions où l'on a effectué un remembrement des terres.

Alors que le partage des terres auquel on procède dans les pays de l'Europe méridionale a pour effet de réduire la superficie moyenne des propriétés [2] et que les plans de remembrement prévus dans les pays de l'Europe occidentale ne modifient pas, d'une manière générale, la superficie moyenne des exploitations, bien qu'ils aient pour objet de réduire le nombre de parcelles par exploitation, les pays de l'Europe orientale et la Yougoslavie cherchent à diminuer le nombre des exploitations par la collectivisation.

Avant la guerre, les exploitations de moins de 10 hectares étaient encore plus nombreuses en Europe orientale qu'en Europe occidentale ou méridionale. Dans tous les pays de l'Europe orientale, à l'exception de l'Allemagne orientale, ces exploitations représentaient 80 à 95% du nombre total des exploitations et elles couvraient entre le tiers et les deux tiers de la superficie cultivée. Le partage des terres auquel on a procédé immédiatement après la guerre n'a guère modifié le nombre des petites propriétés; toutefois, en augmentant la superficie des plus petites, on a accru la proportion de ces exploitations par rapport à la superficie totale, notamment en Hongrie et en Allemagne orientale. Mais la politique de collectivisation a commencé en Yougoslavie et en Bulgarie en 1947, en Roumanie et en Hongrie en 1949, en Tchécoslovaquie et en Pologne en 1950, et en Allemagne orientale en 1952. Les terres ayant fait l'objet d'une collectivisation représentent maintenant la moitié de la superficie labourable en Bulgarie, de 20 à 30% en Yougoslavie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, mais une très faible proportion seulement, jusqu'ici, en Pologne et en Allemagne orientale [3] (voir Tableau 63).

Les caractéristiques et les dimensions des exploitations collectives varient beaucoup d'un pays à l'autre, de même qu'à l'intérieur des pays. En Bulgarie, les exploitations collectives sont très grandes, puisque leur superficie moyenne est de 800 hectares et qu'elles comptent environ 200 familles; dans les autres pays, la superficie moyenne varie de 200 à 400 hectares et le nombre de familles par exploitation de 30 à 60. Il existe différents types d'exploitations collectives : dans certaines, les paysans sont encore propriétaires de leurs terres et ils peuvent disposer librement de leurs récoltes; la seule obligation qui leur soit faite est de mettre en commun leur équipement et leur main-d'œuvre pour les moissons, le labourage et les semailles; dans d'autres, l'élevage se fait dans des étables collectives, et les membres de l'exploitation sont rémunérés, d'une part, en fonction de leur apport en cheptel, en matériel et en terres et, d'autre part, en fonction du travail qu'ils fournissent. Enfin, il existe des exploitations collectives où tout le capital d'exploitation et les terres sont mis en commun et où les membres sont rémunérés exclusivement en fonction du travail qu'ils accomplissent. Mais, même dans les exploitations de cette catégorie, les membres ont le droit de conserver environ un hectare de terres labourables et quelques animaux domestiques pour leur usage personnel.

En dehors des exploitations collectives, des exploitations d'Etat ont été créées un peu partout en Europe orientale et leur superficie représente, dans la plupart des pays, de 10 à 20% des terres cultivées. En Pologne, les exploitations d'Etat occupent une superficie beaucoup plus importante que les exploitations collectives. Dans tous les pays de l'Europe orientale, les exploitations d'Etat servent d'exploitations modèles où sont expérimentées les méthodes nouvelles de production; ce sont elles aussi qui fournissent aux autres exploitations les semences sélectionnées et les animaux destinés à la reproduction. C'est la raison pour laquelle ces exploitations emploient les meilleurs experts agronomes et bénéficient de la priorité pour les livraisons de machines agricoles.

On ne dispose pas de statistiques permettant de procéder à une comparaison entre la production dans les exploitations d'Etat ou dans les exploitations collectives et la production dans les exploitations privées, mais il est souvent signalé que, dans les exploitations socialisées, les rendements sont plus élevés que dans le secteur privé de l'agriculture. Ce résultat est dû, en partie tout au moins, au fait que le secteur socialisé de l'agriculture bénéficie de la priorité pour les livraisons d'engrais et de machines agricoles, pour l'octroi de crédits à bon marché et pour obtenir le concours d'experts techniques. Les exploitations collectives jouissent aussi souvent d'une situation privilégiée par rapport aux exploitations privées, en ce sens que l'on exige d'elles des livraisons moins importantes par hectare.

[1] *Le remembrement des exploitations agricoles*, FAO, septembre 1950.

[2] Au Danemark, l'on procède encore au morcellement de grands domaines.

[3] En Allemagne orientale, la collectivisation de l'agriculture n'a commencé qu'au cours du second semestre de 1952. Le nombre des exploitations collectives s'est accru rapidement vers la fin de 1952, et leur superficie représente, à l'heure actuelle, 2% environ de la superficie totale des terres labourables du pays.

Tableau 63

COLLECTIVISATION EN EUROPE ORIENTALE ET EN YOUGOSLAVIE

Pays	Année [a]	Exploitations agricoles collectives					Exploitations d'Etat
		Nombre d'exploitations *(En milliers)*	Nombre d'exploitations privées collectivisées		Terres labourables [b]		Terres labourables [b]
			Par exploitation collective	*En pourcentage du total*	Par exploitation *(En hectares)*	*En pourcentage du total*	*En pourcentage du total*
Bulgarie	1948	0.5	80	4	330	4	1
	1949	1.1	72	7	270	6	..
	1950	1.6	100	14	350	11	2
	1951	2.6	206	49	840	44	..
	1952	2.7	212	53	840	48	2
	1953 (Plan)	..	..	60	..	..	3
Tchécoslovaquie	1951	3.3	40 [c]	..	310	14	9
	1952	..	..	..	..	16	14
	1952 [d]	..	..	..	..	29	..
Allemagne orientale	1952	—	—	—	—	—	5
Hongrie	1950	1.4	..	..	130	3	4
	1951	2.3	..	..	170	7	6
	1952	..	..	..	..	15	8
	1952 [d]	4.9	55	13	..	18	9
Pologne	1951	2.2	23	2	210	2	11 [e]
	1952	3.1 [f]	24	2	210	3	12
Roumanie	1951	1.0	66	2	240	3	9
	1952	1.1	71	3	..	..	13 [g]
	1952 [d]	1.4	..	4	..	..	16 [g]
Yougoslavie	1950	6.6	11	3	190	9	15
	1951	..	..	14	..	18	16
	1952	6.9	60	17	380	19	18

Sources : Voir Annexe B.

[a] Commencement de l'année.

[b] Superficie des terres cultivables en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale, en Pologne et en Yougoslavie.

[c] Nombre des familles d'agriculteurs.

[d] Milieu de l'année.

[e] Janvier 1949.

[f] 4.200 en septembre 1952.

[g] Exploitations collectives et exploitations d'Etat.

Enseignement technique et rendement

Il a déjà été fait état plus haut du rôle joué par les exploitations d'Etat dans les pays de l'Europe orientale comme centres agronomiques de recherche et de démonstration. Mais, l'on fait également de très grands efforts pour diffuser les connaissances techniques par l'intermédiaire des écoles, en publiant des livres et des brochures et en utilisant des cinémas itinérants et des services d'experts. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Même dans les pays de l'Europe occidentale où les méthodes pratiquées dans l'agriculture sont le plus perfectionnées, il y a un écart considérable entre les connaissances techniques et la pratique. Toutefois, les gouvernements, qui sont soucieux d'accroître la production, sont amenés à dépenser davantage pour l'enseignement professionnel et pour les services d'experts. Cependant, si les dépenses sont fort importantes dans certains pays, dans d'autres, elles sont très insuffisantes par rapport aux besoins. On constatera, d'après les chiffres indiqués dans le tableau ci-après, que les dépenses sont considérables dans les pays où les rendements sont, d'une manière générale, élevés, et que les pays où l'on aurait

Dépenses effectuées en 1951 par les gouvernements pour l'enseignement agricole et les services d'experts

Pays	*Total des dépenses* (En millions de dollars)	*Dépenses par exploitation de plus d'un hectare* (En dollars)
Pays-Bas	7.7	31.30
Danemark	2.3	10.90
Suède	3.6	8.70
Grèce	2.0	2.75
France	4.3	1.95
Italie	2.0	0.75

le plus besoin d'organiser l'enseignement agricole consacrent très peu d'argent à cet effet [1]. En outre, dans les pays où les gouvernements consacrent de grosses sommes à l'enseignement agricole et aux services d'experts, les agriculteurs et leurs organisations versent, de leur côté, des contributions très importantes, alors que dans les pays où les gouvernements dépensent peu, ces contributions sont également plus faibles.

[1] En Grèce, cependant, les crédits destinés à la formation professionnelle ont récemment été augmentés de façon sensible.

3. Conclusions

On a montré dans la section précédente qu'il existait, dans la plupart des pays d'Europe et notamment dans les plus pauvres, de très grandes possibilités matérielles d'accroître la production agricole. Dans tous les pays, les investissements consacrés à l'agriculture sont beaucoup moins importants que ceux dont bénéficient les autres secteurs de l'économie (Tableau 64). Dans plusieurs pays, une augmentation, même modeste, des investissements consacrés à l'agriculture pourrait donner des résultats extrêmement intéressants si ces investissements supplémentaires pouvaient servir à développer l'emploi des engrais, des semences améliorées, des machines agricoles, ainsi qu'à perfectionner la formation professionnelle des agriculteurs.

En Europe orientale, où la population s'accroît annuellement de près de 1% et où l'industrialisation rapide a pour effet d'augmenter beaucoup la demande de denrées alimentaires, les investissements consacrés à l'agriculture, par habitant, sont cependant moins importants par rapport au total des investissements, par habitant, que dans presque tous les pays de l'Europe occidentale. Il se pourrait fort bien qu'en consacrant à l'agriculture une proportion un peu plus forte du total des investissements, on parvienne à atténuer les sacrifices qu'entraîne l'industrialisation dans les niveaux de vie et à éviter certaines restrictions imposées à la consommation de denrées alimentaires et à réduire les livraisons obligatoires de produits agricoles.

Dans les pays de l'Europe méridionale, où la population s'accroît plus rapidement encore, et où le niveau de la consommation de denrées alimentaires est plus bas — de sorte qu'il est plus indispensable encore que dans les pays de l'Est d'augmenter la production de denrées alimentaires — le problème à résoudre à cet effet est plus complexe : le développement insuffisant de l'industrialisation fait obstacle à un déplacement de main-d'œuvre agricole vers l'industrie et la pauvreté qui résulte du surpeuplement des campagnes empêche toute augmentation des rendements. En outre, pour la même raison, les efforts faits en vue d'obtenir un accroissement de l'ensemble des approvisionnements de denrées alimentaires — sans quoi l'industrialisation ne saurait progresser — portent avant tout sur les approvisionnements en denrées dont la production exige une main-d'œuvre abondante, tels que les légumes et les fruits plus coûteux, le vin

Tableau 64

INVESTISSEMENTS CONSACRÉS A L'AGRICULTURE AUX ENVIRONS DE 1950

Pays	Investissements par tête de population agricole active [a] *(En dollars)*	Investissements [b] consacrés à l'agriculture, en pourcentage du total des investissements	Rapport entre les investissements par tête dans l'agriculture et le total des investissements [b] par tête
Royaume-Uni . .	136	6	0.75
Norvège	87	10	0.27
Allemagne occid.	80	10	0.42
Belgique	80	6	0.35
Suède	74	10	0.37
Danemark . . .	71	10	0.32
Pays-Bas	67	7	0.30
France	55	12	0.34
Grèce	16	15	0.27
Italie	13	7	0.13
Turquie	11	30	0.38
Allemagne orient.	..	6 [c]	0.26 [c]
Tchécoslovaquie .	..	9 [c]	0.34 [c]
Roumanie . . .	..	10 [c]	0.16 [c]
Pologne	..	13 [c]	0.23 [c]
Hongrie	..	14 [c]	0.28 [c]
Bulgarie	..	19 [c]	0.26 [c]

Sources : Voir Annexe B.

[a] Y compris les femmes des exploitants agricoles.

[b] Non compris les logements.

[c] Plans à long terme.

et le tabac. Or, ces denrées sont difficiles à écouler, soit sur le marché intérieur, soit à l'étranger. A moins que l'on ne puisse trouver de nouveaux marchés d'exportation pour ces produits, il sera donc nécessaire d'associer aux mesures destinées à accroître la production, des mesures de contrôle visant à empêcher une surproduction de certaines denrées. C'est seulement en agissant ainsi que l'on pourra tirer parti des grandes possibilités d'accroissement de la production et de la consommation de denrées alimentaires qui existent en Europe méridionale.

Dans un certain nombre de pays de l'Europe occidentale et notamment en France, les augmentations peu importantes du revenu national depuis 1951 et le fait que la consommation de denrées alimentaires a atteint ou dépassé les niveaux d'avant guerre, ont eu pour effet de ralentir le volume d'accroissement de la demande de denrées alimentaires dans une telle mesure qu'il y a danger de voir apparaître des excédents. Ces excédents, qui existent déjà ou qui risquent de se produire, affectent surtout les produits laitiers, la viande, les légumes, les fruits et le vin (et, en France, la betterave à sucre), denrées qui sont toutes le produit d'une agriculture intensive. Dans la plupart de ces pays, les agriculteurs ne se sont jamais préoccupés de travailler pour l'exportation; d'ailleurs, les prix sont trop élevés pour que ces denrées — qu'il est difficile de vendre à n'importe quel prix — puissent être exportées. En revanche, presque tous ces pays manquent de céréales, parfois dans des proportions très considérables.

Le rapport entre la demande et l'offre de denrées alimentaires pourrait évidemment changer si la production industrielle et le revenu national recommençaient à s'accroître plus rapidement. Mais en France, les possibilités d'augmenter la production sont telles, qu'il faudrait trouver des débouchés d'exportation plus importants pour écouler une grande partie de la production, même si la consommation devait augmenter beaucoup, ce qui n'est guère probable [1]. Un accroissement éventuel de la production de denrées alimentaires en France doit donc porter avant tout sur les denrées destinées à l'exportation.

Le Royaume-Uni, au contraire, est encore fortement tributaire de la zone dollar pour ses importations de denrées alimentaires et il pourrait absorber une augmentation considérable de sa production intérieure ou des importations en provenance d'Europe, pourvu qu'il s'agisse des denrées dont il a besoin et que leur prix en soit raisonnable. En Allemagne occidentale, eu égard aux niveaux alimentaires assez faibles et aux importations relativement élevées, la marge d'accroissement de la consommation de presque toutes les denrées alimentaires produites dans le pays même est assez considérable, surtout si la politique économique suivie dans ce pays tend à absorber les nombreux chômeurs et réfugiés, en suscitant une nouvelle expansion de la production industrielle.

Deux conclusions principales se dégagent de l'existence de tous ces écarts entre les niveaux de production et de consommation et les perspectives d'avenir. La première est que, dans une large mesure, on ne pourra vraiment tirer parti de toutes les possibilités existantes que si l'on développe le commerce intereuropéen de denrées alimentaires. Les différences importantes constatées dans la densité de la population agricole des divers pays d'Europe montrent bien qu'il est indispensable d'envisager, sur le plan international, une spécialisation plus poussée, de manière que chaque pays se consacre à la production des denrées exigeant une main-d'œuvre plus ou moins abondante selon que sa population agricole est plus ou moins nombreuse. Il ressort en outre de ce qui précède que les possibilités d'accroître la production sont particulièrement grandes dans certains pays où la demande de denrées alimentaires ne paraît pas devoir augmenter beaucoup à l'avenir, alors que, dans d'autres pays, la production intérieure est loin de pouvoir satisfaire la forte demande de denrées alimentaires produites en Europe qu'il serait nécessaire d'obtenir pour remplacer les denrées provenant de la zone dollar. Les difficultés que soulève ce développement indispensable du commerce intereuropéen de denrées alimentaires sont examinées dans le Chapitre 12 [2].

La seconde conclusion à laquelle on aboutit est celle-ci : c'est en dehors de l'agriculture, c'est-à-dire dans le développement de l'industrie, qu'il faudra rechercher, à longue échéance, la solution des problèmes de l'agriculture européenne. Seul un transfert massif dans l'industrie, non seulement des salariés, mais aussi de millions de petits propriétaires, peut conduire à la transformation radicale et à la rationalisation de l'agriculture européenne, qui sont nécessaires si l'on veut réduire les prix de revient dans l'industrie et élever les niveaux de vie de la population européenne. Une telle transformation est indispensable non seulement dans les pays de l'Europe méridionale, mais dans l'ensemble du continent européen.

[1] En France, les niveaux alimentaires se sont déjà sensiblement améliorés par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre et ils ne sont guère différents pour les travailleurs industriels et pour les éléments de la population qui pourraient être attirés par l'industrie si elle venait à se développer davantage.

[2] Voir Chapitre 12, Section 9.

Chapitre 10

LES INDUSTRIES TEXTILES

Les industries textiles européennes, après avoir bénéficié de l'augmentation générale de la production et des exportations après la guerre, ont été frappées les premières et le plus durement par la crise qui a atteint les biens de consommation. On montrera dans ce chapitre que la récession de 1951/52, bien qu'elle aille maintenant en s'atténuant, marque un tournant décisif pour les industries textiles; que la tendance qu'avaient avant la guerre les exportations de textiles à diminuer se manifeste à nouveau; et que, par suite de la baisse de la demande sur les marchés intérieur et extérieur, il est peu probable que les niveaux de production de 1951 soient atteints à nouveau avant quelques années; qu'en résumé, il faudra, une fois encore, admettre que les industries textiles sont en déclin. On passera successivement en revue la période de relèvement qui a suivi la guerre et la crise de 1951/52, et on examinera ensuite les perspectives d'avenir. L'exposé sera surtout consacré à l'Europe occidentale, car, dans les pays de l'Europe orientale, l'on est en présence non pas d'une capacité excédentaire, mais d'une production qui s'accroît en vue de permettre un relèvement du niveau de consommation des articles textiles.

1. La reprise d'après guerre

Relèvement de la production

On a déjà montré au Chapitre I qu'à la fin de la guerre, pour l'Europe en général, la capacité de production des industries textiles n'offrait guère de difficultés, quant à son volume, encore qu'une grande partie de l'équipement fût vieilli et démodé. Avant la guerre, les pays exportateurs d'articles textiles disposaient d'un gros excédent de capacité et, pendant les hostilités, dans la plupart de ces pays, les destructions furent relativement faibles dans ce secteur. Dans divers pays importateurs de textiles, la capacité de production augmenta pendant la guerre. Dans tous les pays, ou presque, il y eut un accroissement sensible de la capacité de production de rayonne. Soutenu par une demande active que garantissait pour plusieurs années le désir général de renouveler les trousseaux familiaux dégarnis pendant la guerre, le relèvement de la production dépendait donc essentiellement de la rapidité avec laquelle les industries textiles allaient pouvoir retrouver leurs effectifs de main-d'œuvre [1].

Pendant la guerre, un ralentissement prononcé de l'activité des filatures et des tissages dans la plupart des pays belligérants ou occupés, avait entraîné une diminution de la main-d'œuvre. Aussi, dans la période qui suivit immédiatement la guerre, nombre de pays eurent-ils à résoudre un problème de main-d'œuvre dans l'industrie textile. Comme le montre le Tableau 65 dans la plupart des pays qui y sont énumérés, ce problème a pu être résolu assez rapidement. En Italie, en Belgique, en Suisse et en Suède, l'emploi dépassait le niveau d'avant guerre dès la fin de 1946 et, à cette même époque, il était à peine inférieur à celui d'avant guerre aux Pays-Bas. Les deux pays où les difficultés de main-d'œuvre persistèrent le plus longtemps sont la France et le Royaume-Uni; dans ce dernier pays, l'emploi dans les textiles était encore inférieur de 10% au niveau d'avant guerre à la fin de la période de relèvement de l'industrie textile. La

Tableau 65

L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES TEXTILES

(Milliers de salariés)

Pays	1937–1939	Fin 1946	1950–1951
Autriche	56[a]	46	87
Belgique	162	170	192
France	602[b]	550	605
Grande-Bretagne	1 160	844	1 015
Allemagne occident.	522[b]	270	620
Italie	602	635	635
Pays-Bas	78	75	109
Suède	53[b]	55	62
Suisse	61	65	71

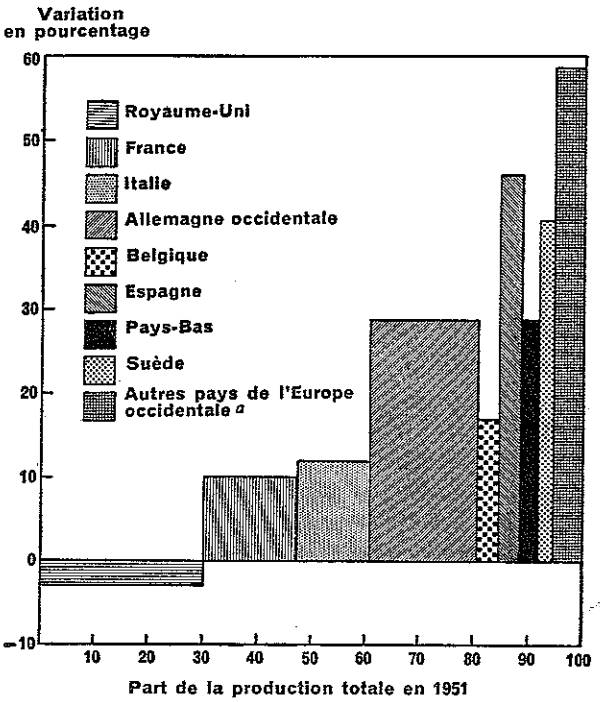
Sources : Voir Annexe B. *a* 1937. *b* 1938.

[1] Des difficultés d'approvisionnement en matières premières, en particulier pour le coton, ont parfois aussi gêné la production.

Diagramme 15

CHANGEMENTS SURVENUS ENTRE 1937 ET 1951 DANS LA PRODUCTION D'ARTICLES TEXTILES EN EUROPE OCCIDENTALE

Indices — 1937 = 100



Source : Les indices reproduits au Tableau V, ramenés à la base 1937=100.
a Autriche, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande et Norvège.

comparaison que l'on peut faire entre ces deux pays, d'une part, et la majorité des autres pays européens, d'autre part, reflète à des degrés divers, suivant le pays avec lequel on l'établit, premièrement, une contraction plus grande de la production et de l'emploi pendant la guerre; deuxièmement, un niveau généralement plus élevé de l'emploi et de la demande pendant toute la période d'après guerre; troisièmement, le fait que les grands pays exportateurs avaient souffert plus profondément de la crise des industries textiles dans les années qui avaient suivi 1930 et que la méfiance des travailleurs à l'égard de ces industries y était la plus prononcée.

Le Diagramme 15 compare la production des industries textiles en 1951, année d'après guerre où ces industries ont été le plus actives, avec celle de 1937, dernière année d'avant guerre relativement favorable. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les plus gros producteurs qui ont progressé le moins, tandis que les progrès ont été le plus marqués dans les petits pays importateurs nets de textiles, chez qui la difficulté d'équilibrer la balance des paiements dans la période d'après guerre a stimulé la tendance à l'autarcie qui avait commencé à se dessiner pour quelques-uns d'entre eux pendant la guerre ou dès avant celle-ci.

L'essor des fabrications de rayonne, stimulé pendant la guerre dans l'Europe continentale par une pénurie de fibres naturelles, a été encouragé encore, dans la période d'après guerre, par la nécessité de réduire les achats de coton payables en dollars, par une amélioration continue des propriétés techniques de la rayonne et — surtout — par une baisse du prix de la rayonne par rapport au prix du coton et de la laine. Cette évolution des prix relatifs en faveur de la rayonne avait été très marquée dès avant le grand mouvement de hausse des prix des fibres naturelles qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée. De 1937 au milieu de 1950, le prix de la laine crue a augmenté de 75% et celui du coton brut a presque triplé, tandis que le prix de la fibrane à la viscose n'a augmenté que de 30% et que celui de la fibrane à l'acétate a même baissé; on constate la même évolution pour les filés, une hausse de moins d'un quart pour les filés de rayonne faisant contraste avec une augmentation de 100% des filés de coton et de laine. Au milieu de l'année 1950, les filés de rayonne, brute ou après torsion, étaient meilleur marché que les filés de coton, alors qu'en 1937 ils étaient plus chers de plus d'un tiers [1].

L'ampleur de ce remplacement des fibres naturelles par les fibres artificielles est illustrée par le tableau suivant :

Répartition de la production de filés dans cinq pays européens [a]

	Pourcentage de la production totale en :	
	1938	*1951*
Coton	62	48
Laine	26	24
Rayonne	12	28
	100	100

a Royaume-Uni, Italie, France, Autriche et Belgique.

On constate que, parmi les trois principales fibres d'habillement, la production de rayonne a plus que doublé, principalement aux dépens du coton. Si la production italienne avait évolué de la même manière que celle d'autres pays européens, ce remplacement des fibres naturelles par la rayonne paraîtrait plus marqué encore. Or, la consommation de rayonne de l'Italie, par rapport à l'ensemble de sa consommation totale de fibres, a été inférieure à celle d'avant guerre et, même en 1951, elle était à peine supérieure à celle de 1938 et très en deçà du niveau record qu'elle avait

[1] La comparaison est établie en prix des Etats-Unis. Pour les pays européens, si l'on tient compte des dévaluations par rapport au dollar, le renversement des prix en faveur de la rayonne est encore plus frappant.

atteint pendant la guerre. Il n'est pas douteux que dans la période d'avant guerre, le remplacement des autres fibres par la rayonne avait été poussé bien au delà de ce qui eût été raisonnable alors, mais il n'est pas moins vrai que, dans la période d'après guerre, la possibilité de financer les importations de coton américain au titre de l'aide en dollars a amené l'Italie à devenir davantage tributaire de la zone dollar, et à se priver par là même de la possibilité d'occuper des effectifs supplémentaires de main-d'œuvre dont se serait accompagnée une pleine utilisation de sa capacité de production de rayonne [1].

Comme plusieurs pays [2] tiennent compte de leur production de rayonne dans les nombres-indices de leur production textile, le diagramme donne une idée exagérément favorable de la mesure dans laquelle la production de filés et de tissus a augmenté depuis 1937. En d'autres termes, l'augmentation d'activité des industries textiles depuis 1937 a consisté dans une large mesure en la fabrication de produits remplaçant les importations de matières premières (payables en dollars surtout) plutôt qu'en la fabrication de produits finis. Si l'on excluait systématiquement des nombres-indices la part de la fabrication qui vise à réduire les importations, ce qu'il n'est pas possible de faire rigoureusement faute de détails, l'augmentation se trouverait sans doute réduite de 5 à 10 points environ pour l'ensemble du groupe.

Relèvement des exportations

Dans le tableau ci-après, on compare la place occupée par les articles textiles dans le commerce extérieur de six pays exportateurs en 1938 et en 1951.

Exportations nettes [a] d'articles textiles en pourcentage des exportations totales, 1938 et 1951

	1938	*1951*
Belgique	7	11
France	13	13
Allemagne occidentale [b]	4	1
Italie	23	33
Pays-Bas	*c*	—
Royaume-Uni	17	15

a Exportations d'articles textiles manufacturés, moins les importations.
b Ensemble de l'Allemagne en 1938.
c En 1938, les exportations d'articles textiles étaient inférieures de 20 % environ aux importations.

On constate que l'évolution est différente suivant les pays; la part occupée par les textiles dans les recettes provenant des exportations a diminué pour le Royaume-Uni et pour l'Allemagne, et elle a augmenté pour la Belgique et l'Italie. Il y a une certaine interdépendance entre ces évolutions en sens contraire; la diminution en pourcentage que l'on enregistre au Royaume-Uni (et, à un moindre degré, en Allemagne), est, en partie, la conséquence de l'augmentation des importations d'articles textiles manufacturés dont l'Italie et la Belgique ont été de gros fournisseurs.

En ce qui concerne les exportations vers les pays extra-européens, les recettes provenant des exportations d'articles textiles ont représenté, en 1951, moins d'un cinquième du total des exportations visibles de l'ensemble des six pays. Toutefois, cette proportion diffère sensiblement d'un pays à l'autre. Ce sont la France et le Royaume-Uni (ainsi que l'Italie, à un degré moindre), qui ont fourni la plus grande partie des articles textiles fournis aux pays du monde autres que ceux de l'Europe occidentale. Les autres pays se sont surtout spécialisés dans le commerce européen, à tel point que leurs exportations totales à destination de l'Europe ont largement dépassé l'ensemble de celles de la France et du Royaume-Uni, et cela malgré l'importante supériorité absolue de ces deux pays en tant qu'exportateurs. On retrouve, à des degrés divers, cette même tendance générale si l'on examine séparément chacune des grandes fibres d'habillement.

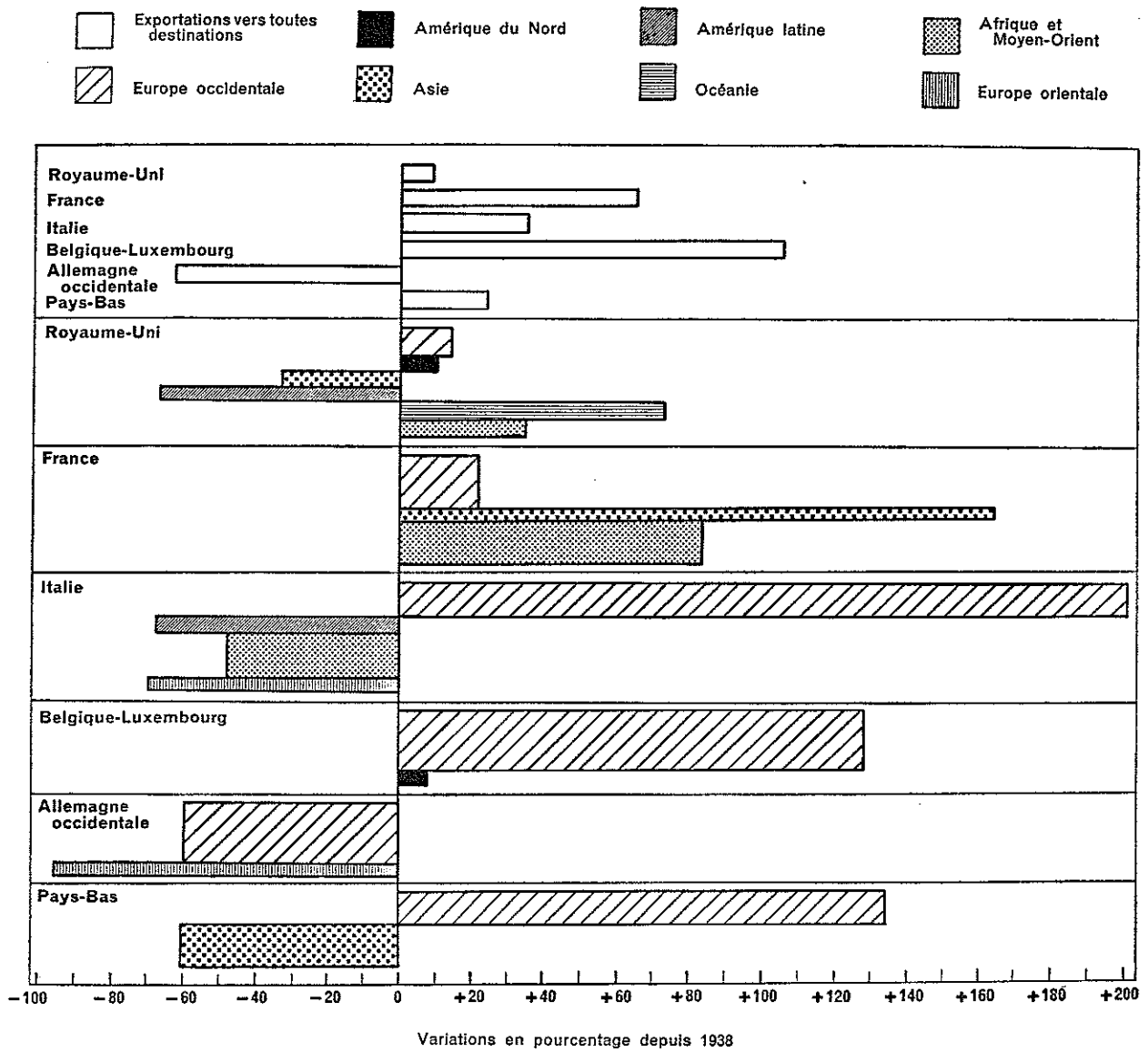
Le Diagramme 16, dans lequel on compare le volume des exportations de textiles en 1951 à celui de 1938 pour six pays exportateurs, indique les marchés sur lesquels se sont produits les principaux changements et l'importance relative des différents marchés pour chaque pays. Pour les six pays considérés ensemble, l'augmentation totale du volume du commerce — 12% environ — s'est produite dans les exportations à destination de l'Europe occidentale. C'est là, de façon générale, une conséquence de l'absence relative de restrictions aux importations en Europe à la suite de la libération des échanges entre les pays membres de l'OECE et, en particulier, de la formation du Bénélux. Les Pays-Bas ont absorbé plus d'un tiers de l'augmentation totale des exportations d'articles textiles de la Belgique, tandis que, dans les exportations néerlandaises, les exportations à destination de la Belgique représentent environ la moitié de l'augmentation. Pour le reste, l'augmentation des importations à destination du Royaume-Uni et de la France représente approximativement la moitié de l'augmentation totale du commerce européen d'articles textiles de 1938 à 1951. Considérées dans leur ensemble, les exportations vers le reste du monde n'ont subi à peu près aucun changement, les pertes dans les exportations à destination de l'Europe orientale et de l'Amérique latine ayant été sensible-

[1] Même en 1951, le tiers environ de la capacité de production de rayonne italienne semble n'avoir pas été utilisé. En Allemagne occidentale, au contraire, la capacité de production de rayonne semble avoir été pleinement utilisée en 1951.

[2] Autriche, Belgique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Royaume-Uni et Suède.

Diagramme 16

CHANGEMENTS SURVENUS ENTRE 1938 ET 1951 DANS LE VOLUME DES EXPORTATIONS D'ARTICLES TEXTILES EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS D'EUROPE VERS LEURS PRINCIPAUX MARCHÉS



Sources : Ce diagramme a été établi d'après les statistiques reproduites dans le Tableau LV.

NOTE. — Pour chaque pays, l'épaisseur relative de chaque bloc du diagramme est proportionnelle à l'importance relative de la place occupée par ce pays en 1938 sur les marchés correspondants.

ment compensées par des gains dans les fournitures à l'Océanie et par une augmentation substantielle des exportations vers l'Afrique, tandis que les exportations vers l'Asie sont restées assez stables. Les ventes à l'Amérique du Nord — en particulier les ventes du Royaume-Uni au Canada — ont été un peu supérieures à celles de 1938.

Le diagramme fait apparaître des différences prononcées dans le mouvement des exportations suivant les pays. Il n'est pas déraisonnable d'apercevoir un certain lien entre l'ampleur de l'augmentation des exportations et le niveau général de la demande et de l'emploi dans les différents pays. Si le Royaume-Uni n'a fait, à cet égard, que de faibles progrès, cela est certainement lié au relèvement très modéré de la production textile et au niveau élevé du revenu et de l'emploi dans ce pays; il n'est guère douteux que les ventes à l'Amérique latine auraient été plus

fortes si les délais de livraison avaient été plus réduits et, peut-être, si les prix avaient été plus avantageux vis-à-vis de la concurrence. A l'inverse, l'expansion considérable des exportations de la Belgique, particulièrement rapide entre 1948 et 1951, procède d'une plus grande souplesse de la production textile, laquelle résulte d'un niveau d'emploi généralement plus bas.

Il faut tenir compte, toutefois, des conditions différentes qui règnent sur les marchés à l'approvisionnement desquels se consacrent spécialement les divers pays. Les mesures de libération des échanges ont ouvert la voie aux exportations vers l'Europe tout en maintenant une protection contre la concurrence des pays extra-européens. Bien que tous les pays aient eu leur part de l'expansion des échanges intereuropéens qui en résulte, il n'est pas surprenant que les progrès les plus accentués aient été réalisés par les pays dont les exportations sont normalement orientées vers cette région [1]. Sur le marché latino-américain, d'autre part, la guerre et ses suites ont non seulement créé de nouveaux courants commerciaux pour l'industrie textile des Etats-Unis, mais encore ont favorisé les modes américaines que les producteurs européens ne semblent pas très enclins à imiter [2]. La large expansion des exportations françaises d'articles textiles s'est surtout orientée vers les territoires dépendants ou associés d'Afrique et d'Asie; elle est, dans une grande mesure, le résultat de l'augmentation considérable des dépenses militaires et des investissements de capitaux de la France dans ces régions. Les exportations à destination de l'Indochine résultent aussi de la faiblesse de la production locale du fait de la guerre. De même, c'est dans les territoires dépendants ou monétairement rattachés d'Afrique et d'Océanie que le Royaume-Uni a réalisé sa principale avance.

Investissement et productivité

Comme on l'a indiqué plus haut, la capacité de production des branches traditionnelles des industries textiles dépassait avant la guerre les besoins des principaux producteurs de l'Europe occidentale et la guerre n'a pas profondément modifié cet état de choses. En dehors d'investissements pour la fabrication de rayonne et (sur le plan national, mais non sur le plan européen) pour l'amélioration de la capacité de production traditionnelle dans les pays déficitaires en textiles, la seule raison d'être de ces investissements était d'accroître la productivité et ce motif lui-même ne s'imposait pas impérieusement. Il est vrai qu'une large part de la capacité de production existante était vieillie et démodée et que l'on aurait pu sensiblement améliorer la productivité de la main-d'œuvre par l'installation d'un nouvel outillage. Toutefois, eu égard à la nécessité urgente de rétablir ou d'accroître la capacité de production d'autres industries, telles que l'industrie charbonnière, l'industrie électrique ou l'industrie sidérurgique, il semble que l'on aurait dû restreindre énergiquement les investissements dans les industries textiles. D'autre part, le besoin se faisait nettement sentir d'une rationalisation par concentration de la main-d'œuvre disponible dans les entreprises dont le rendement est le meilleur.

En réalité, il semble que l'on ait fait assez peu de chose en matière de rationalisation dans les pays où elle était le plus nécessaire, alors que les investissements ont été fort abondants dans la plupart des pays.

On aurait pu penser que la pénurie de main-d'œuvre dont souffraient les industries textiles dans certains pays au cours des premières années d'après guerre — au Royaume-Uni notamment — pousserait elle-même à la rationalisation. Pourtant, en fait, il ne semble y avoir eu ni surenchère véritable pour les embauchages de la part des producteurs dont la fabrication est la plus rentable, ni initiative gouvernementale appropriée pour pallier l'absence de concurrence sur ce point. Au Royaume-Uni, l'adoption de conditions de rémunération identiques pour l'ensemble des industries textiles a sans aucun doute empêché la concentration de la main-d'œuvre, qui aurait pu se produire sous l'effet naturel des lois du marché, tandis que le Gouvernement, désireux d'obtenir des résultats immédiats, a préféré voir la production démarrer là où des travailleurs se trouvaient disponibles et a sacrifié à la campagne générale en faveur de la production l'occasion qu'offrait la concentration du temps de guerre.

Le tableau ci-après donne à penser que, parmi les pays pour lesquels on connaît les chiffres des investissements, nombreux sont ceux où les industries textiles, loin de souffrir d'une pénurie de capitaux, ont été au contraire favorisées à cet égard.

Comme la moyenne des capitaux investis, calculée par travailleur, dans les branches traditionnelles des industries textiles est inférieure à ce qu'elle est dans

[1] Toutefois, le cas de l'Italie, qui a compensé et au-delà la perte de ses débouchés en Europe orientale et dans ses anciennes colonies africaines par une expansion extrêmement forte de ses exportations vers l'Europe, souligne l'importance considérable que revêtent les disponibilités lorsque l'on cherche à apprécier le succès relatif des exportations.

[2] *Cf.* la déclaration ci-après de la délégation américaine à la Conférence internationale de l'industrie cotonnière à Buxton : « Plus des deux tiers des exportations américaines d'articles textiles se composent de produits finis et comprennent, dans une large mesure, des articles particulièrement demandés pour des raisons de mode ou de qualité ou encore, du fait des délais très rapides de livraison. »

Part des industries textiles dans le total des investissements et de la main-d'œuvre

	Investissements [a] (en %)	*Effectifs employés* [b] (en %)
Royaume-Uni . .	13	12
Italie	15	18
Belgique	18	19
Pays-Bas	17	11
Danemark . . .	16	12
Norvège	9	8
Suède	6	8

[a] Investissements dans les industries textiles en 1948–1951 en pourcentage des investissements dans les industries manufacturières. D'un pays à l'autre, les chiffres diffèrent quelque peu, à la fois par le contenu et par les années auxquelles ils se rapportent. On trouvera des précisions sur ce point dans l'Annexe A.

[b] Effectifs employés dans les industries textiles en 1950–1951, en pourcentage de l'emploi dans les industries manufacturières.

la plupart des autres industries manufacturières, l'examen des chiffres ci-dessus amène à cette conclusion que, pour les industries textiles, les investissements nouveaux ont été particulièrement élevés, comparés aux immobilisations antérieures. Il est vrai que pour la fabrication de la rayonne, dont la capacité a sensiblement augmenté, les capitaux engagés sont considérables. Toutefois, bien que l'on ne dispose pas de renseignements de détail sur la valeur des investissements dans l'industrie de la rayonne, une analyse sommaire ne permet pas de penser qu'en en faisant abstraction, les conclusions qui précèdent se trouveraient sensiblement modifiées.

Etant donné la faiblesse des investissements dans les industries textiles durant les années qui ont suivi 1930, les gros bénéfices réalisés pendant la vague de prospérité de l'après guerre, et une certaine hausse des salaires par rapport au prix de l'outillage, il n'est pas surprenant que les industriels du textile eux-mêmes aient voulu faire des investissements. Dans les pays où le gouvernement s'est efforcé d'exercer son influence sur l'orientation des investissements, s'il a accepté que l'on investisse des capitaux dans les industries textiles aux dépens d'investissements plus urgents dans d'autres industries, il semble qu'il faille en chercher la raison non seulement dans la difficulté d'exercer un contrôle en la matière, mais aussi dans la conviction qu'il était désirable de perfectionner l'équipement des industries textiles. A son tour, cette conviction semble être le fruit, en partie du manque de discrimination qu'il y avait dans l'enthousiasme des premiers temps pour la productivité en général et, pour une large part aussi, du refus de reconnaître qu'à la longue la concurrence la plus forte dans le domaine des textiles viendrait non pas d'Amérique mais du Japon.

Il y aurait lieu de penser que ces investissements et les autres mesures prises pour améliorer le rendement ont eu pour effet d'accroître la production. Les rapports limites des indices de production et d'emploi indiquent bien des accroissements sensibles de productivité, mais révèlent aussi des différences très surprenantes d'un pays à un autre.

Production textile par travailleur et par an en 1950-1951
(1937 = 100)

Belgique	97
France	112 [a]
Pays-Bas	91
Suède	119 [a]
Royaume-Uni	122

[a] 1938 = 100.

Les différences qui apparaissent de pays à pays s'expliquent en partie par le fait que la durée du travail n'est pas la même partout; en particulier, avant la guerre, l'industrie française était au régime de la semaine de quarante heures. Au surplus, l'évolution des taux indiqués traduit non seulement des changements dans la production annuelle moyenne par travailleur dans les différentes branches des industries textiles, mais encore un déplacement de la main-d'œuvre textile entre les différentes branches de ces industries. C'est là un élément particulièrement important, étant donné le développement rapide de la production de la rayonne au cours de la période considérée. Comme l'industrie de la rayonne est, ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, une industrie dans laquelle l'équipement et la production par travailleur sont beaucoup plus importants que dans les industries textiles traditionnelles, ce changement dans la répartition de la production a eu pour effet de relever le chiffre brut du rendement par travailleur dans l'ensemble des industries textiles. Il n'est malheureusement pas possible de corriger systématiquement les indices pour tenir compte de ce changement, mais un calcul sommaire pour le Royaume-Uni donne à penser qu'en laissant de côté la production de rayonne, on abaisserait d'environ 10 points l'indice de la production par travailleur, indiqué plus haut.

Toutes les réserves que l'on vient de faire souligneraient, s'il en était besoin, le danger qu'il y a à tirer des conclusions rigides sur l'évolution de la productivité de comparaisons faites, pour l'ensemble des industries textiles, entre la production globale et les indices de l'emploi. Pourtant, on est peut-être fondé à conclure que, dans la plupart des pays, il n'y a pas eu en fait d'amélioration très marquée de la productivité [1].

[1] S'il est vrai que les données limitées dont on dispose ne permettent pas d'étayer cette conclusion par une analyse méthodique de l'évolution de la productivité dans les différentes branches de l'industrie, on peut trouver une indication en ce sens dans les chiffres relatifs à l'industrie cotonnière britannique qui donnent à penser que, dans les filatures et les tissages, le rendement par travailleur et par an, en 1950–1951, n'était pas plus élevé qu'en 1937.

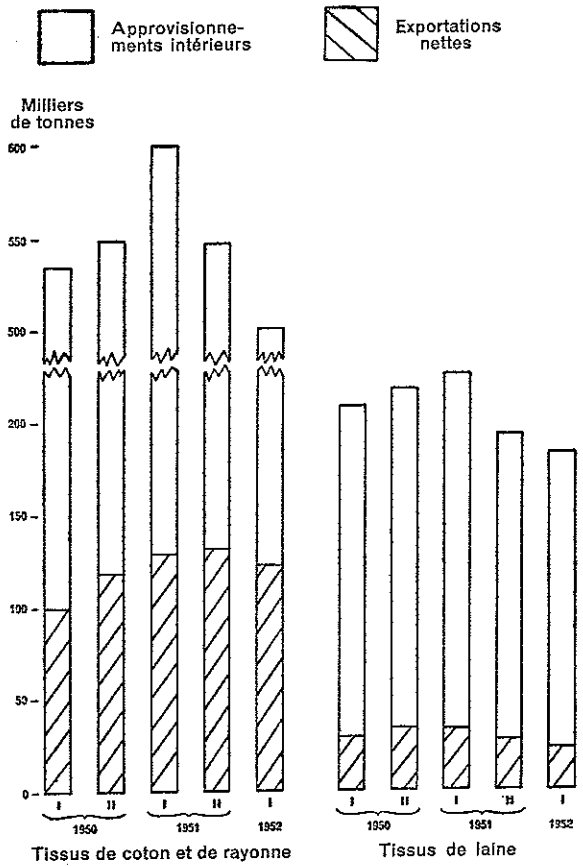
2. La crise des industries textiles

Les cinq années d'expansion presque ininterrompue de la production textile de l'Europe occidentale, dont on a rendu compte dans la section précédente, ont été suivies, en 1951/52, d'une brusque récession. L'allure de cette régression et celle du « boom » relativement peu accentué qui l'avait précédé sont retracés, pour l'ensemble de six pays européens, dans le Diagramme 17. Afin d'évaluer, pour l'ensemble du groupe, la part prise par les exportations vers des pays extra-européens, c'est le volume des exportations nettes qui compte, étant donné que la plus grande partie des importations d'articles textiles manufacturés provient d'autres membres du groupe [1]. On verra qu'aussi bien pendant la période de « boom » que pendant la crise, les variations de la production ont été très supérieures à celles des exportations nettes. Pendant le premier semestre de 1952, les exportations nettes de tissus de coton et de rayonne dépassaient encore celles du second semestre de 1950, tandis que la production avait diminué de près d'un dixième. Au surplus, l'augmentation des dépenses des consommateurs en articles textiles et en vêtements a été d'une ampleur relativement modeste, et il en est de même de la contraction qui a suivi. Par conséquent, des considérations de spéculation ont influé sur le comportement des fabricants et des commerçants durant les deux phases du cycle et elles ont été renforcées, pendant la phase de récession, par l'accumulation des stocks constitués en 1951.

Diagramme 17

PRODUCTION, EXPORTATIONS NETTES ET APPROVISIONNEMENTS INTÉRIEURS D'ARTICLES TEXTILES DANS SIX PAYS D'EUROPE [a]

En milliers de tonnes



Sources : Voir Annexe B.

[a] Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni.

Il ne faudrait pas, pour autant, sous-estimer l'importance des facteurs extérieurs à l'Europe. Les amples fluctuations des cours des fibres, certainement accentuées par une spéculation agissant dans le même sens dans les pays européens, a été pour eux plutôt une cause qu'un effet de l'évolution cyclique. Au surplus, il n'est pas douteux que les commandes d'exportation ont varié bien davantage que les exportations effectivement livrées, dont le diagramme précédent indique la courbe. D'une manière plus générale, le Diagramme 18, qui retrace le mouvement avec plus de détails pour trois grands producteurs, donne à penser que le rôle joué par les exportations est plus complexe qu'il ne semble à la lecture des chiffres globaux du Diagramme 17. Comme on peut le voir, si, pour les tissus de coton et les tissus de rayonne particulièrement, les exportations nettes du Royaume-Uni et de la France sont restées étonnamment stables pendant toute la période, les exportations elles-mêmes ont varié beaucoup plus. Les exportations britanniques d'articles en coton et en rayonne ont augmenté à vive allure jusqu'au deuxième trimestre de 1951 pour baisser rapidement par la suite. Les exportations françaises ont suivi une courbe analogue, mais d'amplitude beaucoup plus faible.

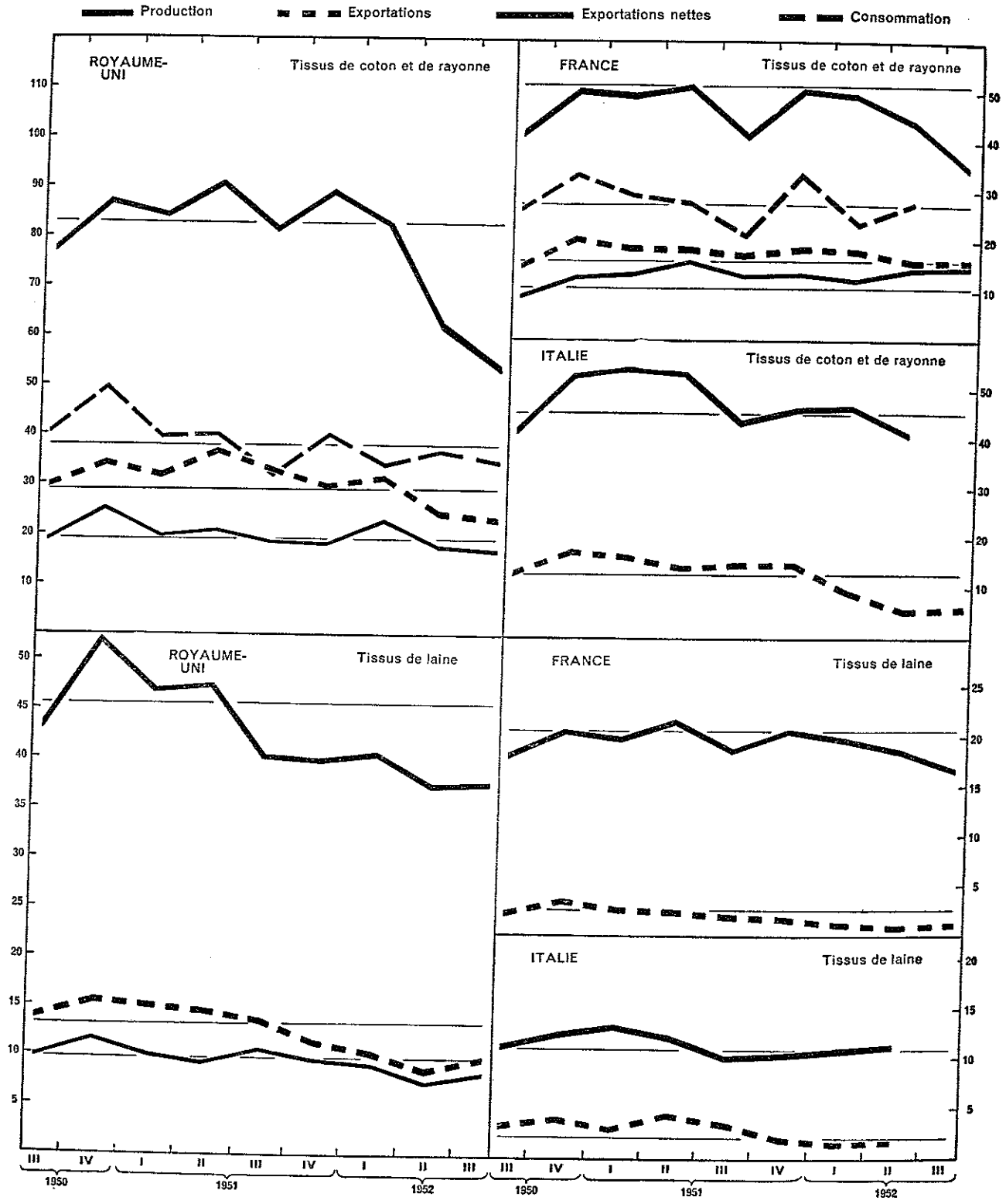
Les oscillations des importations contribuent à expliquer, au Royaume-Uni, la récente poussée de

[1] Les abondantes importations et réexportations de tissus bruts japonais ou indiens par le Royaume-Uni font exception. Dans ces conditions, les variations des exportations nettes ne reflètent pas intégralement les changements survenus dans les exportations de l'ensemble des six pays considérés vers les pays extra-européens. Mais les variations constatées dans ce secteur des exportations du Royaume-Uni intéressent seulement l'activité au stade de la finition.

Diagramme 18

PRODUCTION, EXPORTATIONS ET APPROVISIONNEMENTS INTÉRIEURS DE COTON ET DE RAYONNE ET DE TISSUS DE LAINE, DANS TROIS PAYS D'EUROPE

En milliers de tonnes



Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les lignes horizontales indiquent les moyennes trimestrielles pendant le premier semestre de 1950.

crise de l'industrie cotonnière et, en France, l'activité relativement forte des tissages de coton et de rayonne; il est même possible que la production pour l'exportation augmente à un moment où l'on réduit les importations pour finition et réexportation. Mais l'effet le plus important de la crise a été de répercuter sur les autres pays européens exportateurs la diminution initiale de la demande de textiles britanniques et français. Alors que, dans les débuts, l'incidence de la diminution des importations britanniques s'est fait, pour une bonne part, sentir dans l'Inde et au Japon, le Royaume-Uni et la France absorbent une part importante des exportations des autres producteurs européens de textiles. La possibilité qu'ont trouvée ces deux pays de mettre leurs industries textiles à l'abri des variations de la demande a entraîné, par contre-coup, des difficultés accrues pour d'autres producteurs européens qui ne possèdent pas eux-mêmes, pour amortir les variations, un volant d'importations d'une certaine importance. On examinera dans la section suivante la signification pour un avenir plus lointain de cette position centrale qu'occupent le Royaume-Uni et la France, principaux exportateurs vers les pays extra-européens et débouché principal pour les exportations du reste de l'Europe.

Les graphiques montrent que, dans les trois pays, l'évolution a été sensiblement différente. La contraction de la production s'est fait sentir le plus fortement au Royaume-Uni — particulièrement pour le coton et la rayonne — le moins fortement en France, l'Italie occupant une position intermédiaire. Au Royaume-Uni, en 1952, la crise de production a été hors de proportion avec la vague d'activité précédente, et avec la contraction des ventes intérieures et des exportations. En réalité, les exportations nettes de tissus de coton et de rayonne n'accusent qu'une très faible diminution, mais elles oscillent d'une saison à l'autre aux environs du niveau du premier semestre de 1950. Les dépenses des consommateurs [1] révèlent non point tellement une récession accentuée (sauf par rapport à la brève vague d'activité — en partie saisonnière d'ailleurs — du dernier trimestre de 1950) qu'une contraction systématique qui les a ramenées très vite à un niveau inférieur à celui du premier semestre de 1950, antérieur à l'ouverture des hostilités en Corée. Le trait le plus remarquable de la situation en France est la stabilité des principaux indices, ce qui s'explique surtout par la persistance de l'inflation et l'orientation des exportations vers les territoires de l'Union française. La vague d'activité et la récession ont été l'une et l'autre d'une ampleur très modérée et, pour caractériser cette période, on ne saurait, semble-t-il, mieux faire que de parler d'une stagnation au niveau atteint au début de 1950.

D'après les graphiques concernant le Royaume-Uni, on peut constater que la situation des industries textiles pendant les deuxième et troisième trimestres de 1952 contenait dans une large mesure les germes d'une reprise. Les approvisionnements intérieurs de tissus de laine, de tissus de coton et de rayonne pendant le deuxième trimestre étaient inférieurs respectivement d'un quart et d'un tiers à ce qu'ils étaient au moment où la vague d'activité était au plus haut, ce qui révèle une baisse beaucoup plus forte que celle de la consommation. L'arrêt de la baisse des exportations intervenant, une reprise au moins légère de la production devenait donc inévitable. Au surplus, la mise en harmonie des prix des articles textiles avec les cours plus faibles des matières premières s'opérait régulièrement. La reprise de la production a commencé en réalité dès la fin du troisième trimestre, au moment où les commerçants ont commencé à acheter et où les exportations ont cessé de se contracter.

[1] Pour indiquer sur les graphiques les fluctuations de la consommation de tissus de coton et de rayonne, on a admis qu'au troisième trimestre de 1950, les deux tiers des approvisionnements intérieurs qui paraissent normalement absorbés par les consommateurs privés (par opposition à la consommation industrielle) ont réellement été achetés et que les changements intervenus dans le volume de la consommation de vêtements et de chaussures (au Royaume-Uni) et de textiles et de chaussures (en France) permettent de mesurer de façon suffisamment approximative les fluctuations des dépenses personnelles en tissus de rayonne et de coton.

3. Perspectives d'avenir

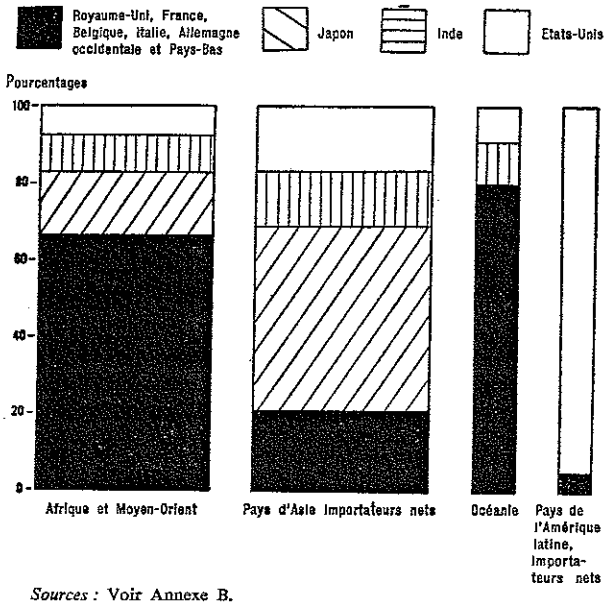
On a tenté, dans cette section, d'évaluer la demande future d'articles textiles d'Europe occidentale, aussi bien en Europe que dans les pays extra-européens. On examinera d'abord la demande d'importation des grandes régions déficitaires en textiles. On abordera ensuite l'étude de la concurrence que l'Europe est appelée à rencontrer de la part d'autres pays exportateurs. Enfin, on recherchera les possibilités d'équilibre entre l'offre et la demande à l'intérieur de l'Europe elle-même. Le cas de la laine, d'une part, celui du coton et de la rayonne, d'autre part, sont étudiés séparément.

Marchés mondiaux du coton et de la rayonne

Le Diagramme 19 montre quelle est, dans ses grandes lignes, la physionomie du marché mondial des cotonnades et des tissus de rayonne et indique, pou-

Diagramme 19

PRINCIPAUX MARCHÉS POUR LES TISSUS DE COTON ET DE RAYONNE ET PART DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS SUR CES MARCHÉS EN 1951



Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Ne sont indiqués sur ce diagramme que les pays d'Asie et de l'Amérique latine qui sont importateurs nets d'articles textiles.

l'année 1951 [1], comment se répartissent entre les principaux pays exportateurs les exportations à destination des quatre régions non européennes déficitaires en textiles, la largeur de chaque bloc étant proportionnelle à la part de chaque région dans le total [2].

Le principal débouché de l'Europe est l'Afrique et le Proche-Orient. La concurrence de l'Inde et du Japon y est fort active, bien que la part de ce dernier pays soit ici, comme sur les autres marchés, très inférieure au niveau d'avant guerre. L'Afrique du Sud absorbe la plus grande partie des exportations des Etats-Unis vers cette région. Les exportations européennes, britanniques principalement, dominent en Océanie; elles ne sont qu'accessoires dans les régions déficitaires d'Asie, à tel point qu'en 1951 [3] les deux régions occupaient un rang approximativement égal. La quasi-totalité des importations que l'Amérique latine reçoit du monde extérieur lui est fournie par les Etats-Unis.

L'Asie déficitaire. — Le trait le plus marquant de la situation des textiles dans les régions déficitaires d'Asie est la diminution de la consommation de coton et de rayonne par habitant par rapport à l'avant-guerre [4]. Pour l'ensemble de la région, la consommation par habitant semble, en 1950, avoir approximativement diminué d'un quart par rapport à celle de 1938, tandis qu'en Chine elle ne dépasse guère les deux tiers de 1938 (après l'invasion japonaise) et accuserait probablement une diminution plus forte encore si l'on prenait pour terme de comparaison une année plus normale. Il est improbable qu'il se crée dans l'avenir une demande d'importation abondante en Chine; il y existe une capacité de fabrication qui permettrait de relever la production bien au-dessus du niveau de 1950 s'il était possible à ce pays de s'approvisionner en coton et, même dans les années 1930 et suivantes, les importations chinoises étaient faibles. Toutefois, dans les autres pays déficitaires — Birmanie, Indonésie, Malaisie, et Pakistan notamment — qui absorbent la majeure partie des deux milliards et demi de yards carrés de tissus de coton et de rayonne qui sont importés dans l'ensemble de la région, des perspectives favorables à une expansion considérable des échanges mondiaux de coton et de rayonne semblent s'offrir à première vue. Pour y rétablir les niveaux de consommation d'articles textiles d'avant guerre, il faudrait accroître les approvisionnements dont ces pays disposaient en 1950 d'environ un milliard de yards carrés de tissus (un septième environ du commerce mondial), et dans la suite, il faudrait leur fournir 70 millions de yards carrés de plus par an si la population continue à s'accroître au taux de ces dernières années.

A y regarder de plus près, les perspectives d'un accroissement de la demande d'importation sont pourtant moins favorables. Il pourrait se révéler impossible dans la pratique que le revenu par habitant augmente de façon substantielle concurremment avec l'accroissement rapide de la population [5], étant donné surtout l'ampleur de l'augmentation de revenu nécessaire pour que se rétablisse le niveau d'avant guerre de la consommation d'articles textiles. D'ailleurs, même si cette augmentation de la demande se produi-

[1] Les chiffres de consommation utilisés dans les développements qui vont être consacrés aux perspectives de la demande dans chaque région sont ceux de 1950, année la plus récente pour laquelle on dispose de données complètes.

[2] Le diagramme laisse de côté le Canada; bien qu'une augmentation des exportations à destination du Canada soit importante pour la balance des paiements de l'Europe, les importations canadiennes de textiles sont faibles par rapport à celles des régions considérées dans le diagramme.

[3] Toutefois, de ce point de vue, les chiffres de l'année 1951 risquent de conduire à des conclusions inexactes parce que les importations australiennes d'articles de coton et de rayonne ont, par une augmentation exceptionnelle, atteint un niveau dépassant de plus de moitié celui de 1950.

[4] Les statistiques dont on dispose sont, à dire vrai, plutôt des statistiques d'approvisionnement que des statistiques de consommation. Mais l'écart entre les deux est sans doute beaucoup moins important dans les pays déficitaires en textiles que dans les pays exportateurs.

[5] La diminution de la consommation moyenne entre 1938 et 1950 est due plus à l'accroissement de la population qu'à une diminution des approvisionnements.

sait, il n'est pas certain qu'elle entraînerait une augmentation de la demande d'importation. Dans presque tous les pays de la région, on est déterminé à accélérer l'industrialisation, et la production d'articles textiles tient dans ses projets une grande place. Il est difficile d'établir une évaluation d'ensemble de l'augmentation de la production d'articles textiles qui résultera de l'exécution des différents plans nationaux de développement, mais la comparaison ci-après donne une idée de l'ordre de grandeur de cette augmentation.

Capacité de fabrication des tissus de coton et des tissus de rayonne nécessaire dans l'Asie déficitaire

	Millions de broches	Milliers de métiers
Broches et métiers mécaniques nécessaires : [a]		
i) Pour rétablir la consommation moyenne au niveau d'avant guerre par la production intérieure seule .	1.90	76.0
ii) Annuellement, pour suivre l'augmentation de la population	0.15	6.0
iii) Pour remplacer les importations de tissus par une production intérieure	5.10 [b]	205.0
Broches et métiers mécaniques installés en janvier 1952	1.10	..

a L'évaluation des besoins en broches et en métiers repose sur une évaluation approximative de la production japonaise annuelle par métier et par broche.

b Sans tenir compte de la suppression des importations actuelles de filés, qui ne sont pas négligeables.

Bien que les métiers et les broches comptent parmi les biens d'équipement les moins coûteux, il est très peu probable que des investissements de l'ampleur suggérée ci-dessus puissent être exécutés très rapidement [1]. Pourtant, le Pakistan, qui compte à lui seul pour un peu moins d'un cinquième dans les importations totales d'articles textiles de la région, s'est fixé pour objectif de se suffire à lui-même en 1955. Sa production de tissus et le nombre de ses broches à coton ont doublé au cours des quatre dernières années et ses programmes (qui comprennent l'installation d'un million de broches environ) prévoient, pour 1955, le triplement des résultats atteints en 1951. Des progrès analogues, moins spectaculaires il est vrai, pourront se produire dans d'autres pays de la région. Il semble donc improbable que l'on assiste dans les pays d'Asie déficitaires en textiles à une expansion nette des importations; à longue échéance, une tendance à la réduction de ces importations semble même devoir se dessiner.

L'Afrique et le Moyen-Orient. — Aucun accroissement substantiel des importations ne paraît devoir se produire dans cette région. En 1950, la consommation de coton et de rayonne par habitant, bien qu'elle ait été, dans divers pays, aussi faible que partout ailleurs dans le monde, était alors, dans l'ensemble, un peu plus forte qu'en 1938, principalement à cause d'une augmentation des importations, mais aussi, pour l'Egypte entièrement et pour l'Afrique du Sud en partie, en raison d'une production plus élevée. Les pays du Moyen-Orient et l'Afrique du Sud comptent pour près de la moitié dans la consommation totale de l'ensemble de la région Moyen-Orient-Afrique, mais pour 30% seulement dans le total des importations; à l'inverse, leurs importations ne représentent pas plus du quart de leur consommation. La production d'articles textiles a beaucoup augmenté, depuis les années 1930 et suivantes, surtout en Egypte et en Afrique du Sud, et la progression de la production intérieure permettra vraisemblablement d'assurer tout au moins la satisfaction de l'accroissement éventuel de la demande qui pourra naître d'une augmentation de la population ou du revenu. Dans le reste de l'Afrique, la production industrielle d'articles textiles est insignifiante [2]. L'augmentation de la production indigène ne paraît peut-être pas devoir constituer une menace imminente pour les importations [3], mais l'augmentation de la demande dépend avant tout de l'augmentation du revenu individuel. Bien que ce revenu se soit sensiblement accru au cours des dix dernières années, la population totale n'est pas considérable, et il suffirait de quinze à vingt millions de yards carrés par an pour maintenir la consommation moyenne à son niveau actuel si la population continue à s'accroître aux taux actuels.

L'Amérique latine et l'Océanie. — Les quantités de textiles importées par l'Amérique latine en 1950 ne représentaient que la moitié de leur volume d'avant guerre, et cela surtout parce que l'Argentine se suffit de plus en plus à elle-même. Dans l'ensemble du continent, la production a augmenté de plus de 60%. Il y existe déjà une capacité de fabrication inutilisée, et la production pourrait y être considérablement augmentée (avec des prix de revient abaissés) par l'application de méthodes modernes. La contraction de ces débouchés, qui sont déjà étroits, semble presque cer-

[1] Ces calculs ne tiennent compte ni de la possibilité d'accroître le tissage artisanal à domicile, ni de la mesure dans laquelle la capacité existante peut ne pas être pleinement utilisée. D'autre part, ils supposent atteints des niveaux d'utilisation de l'équipement et de productivité égaux à ceux du Japon.

[2] Il existe une certaine production industrielle, par exemple, au Maroc, en Afrique occidentale, au Congo et en Abyssinie. Toutefois, en dehors du Moyen-Orient et de l'Afrique du Sud, la production locale représente moins de 10% de la consommation totale.

[3] Quelques progrès se font, qui pourront s'accélérer avec le développement des services de base et l'émancipation des colonies, mais la plupart de ces progrès dépendent des investissements de capitaux étrangers, qui sont sensibles à la fois aux risques politiques et aux perspectives incertaines de la production des textiles.

taine. En Océanie, la production s'est aussi développée. Il se peut qu'à l'avenir on se préoccupe moins du développement des industries secondaires qu'au cours des dernières années; de toute manière, il est peu probable que le niveau record des importations de l'année 1951 puisse être rejoint dans un avenir proche.

Au total, l'exposé qui précède n'apporte aucune raison de supposer que la tendance à long terme vers une contraction du commerce mondial d'articles en coton et en rayonne soit interrompue dans l'avenir. Les échanges mondiaux de tissus de coton et de rayonne ont diminué de 10% entre 1910-1913 et 1926-1928; de 13% dans les dix années suivantes, et de 10% encore de 1936-1938 à 1951 [1]. Il n'est peut-être pas excessif d'escompter une diminution du même ordre au cours des prochaines dix années.

Les concurrents de l'Europe

La concurrence dont est l'objet le marché mondial d'exportation d'articles en coton et en rayonne, marché qui est en train de se contracter, prend surtout la forme d'une concurrence entre pays à faibles salaires (Japon et Inde) et pays à salaires élevés (Europe et Etats-Unis), encore que l'écart accentué entre les niveaux de vie aux Etats-Unis et en Europe rende possible une avance de l'Europe aux dépens de l'Amérique.

Il se peut que, dans un avenir point trop éloigné, les quantités d'articles textiles de l'Inde disponibles à l'exportation ne soient pas sensiblement plus abondantes que ces dernières années. En réalité, les importants excédents exportés en 1950 et en 1951 ont été réalisés aux dépens d'une baisse sensible en pourcentage des approvisionnements intérieurs; une augmentation relativement faible de la consommation pourrait transformer à nouveau l'Inde en importatrice nette. Si la population continue à s'accroître au taux de ces dernières années, il ne faudrait, annuellement, pas moins de 100 millions de yards carrés de tissus environ de plus pour empêcher simplement une diminution de la consommation intérieure. La part du marché mondial « revendiquée » par la délégation de l'Inde à la Conférence internationale de l'industrie cotonnière était de 1 milliard de yards de cotonnages par an, soit un tiers environ de plus qu'en 1951, mais 10% de moins que le maximum atteint en 1950.

Pourtant, l'on ne peut douter ni du besoin où se trouve le Japon d'accroître ses exportations de textiles bien au-delà du niveau actuel, ni de sa possibilité d'assurer la fourniture de ces articles. Il est vrai que l'exportation japonaise d'articles textiles s'est développée, jusqu'ici aux dépens d'un abaissement considérable de la consommation nationale par rapport au niveau de 1938, et qu'il est probable qu'une pression s'exercera avec quelque succès en faveur d'une amélioration de l'approvisionnement intérieur [2]. Toutefois, la cadence des installations des moyens de production depuis la guerre — 4 millions de broches et 150.000 métiers environ — témoigne de la rapidité avec laquelle la capacité des industries textiles peut être développée; de plus, il n'y a aucune pénurie de main-d'œuvre. Au Japon, le besoin d'une large expansion des exportations est pressant et se fera immédiatement sentir lorsque diminueront les recettes exceptionnelles en dollars dont profite actuellement le Japon du fait de la guerre de Corée. Ce sont donc les problèmes posés par la concurrence japonaise sur les marchés mondiaux d'exportation qui doivent surtout retenir l'attention.

Nul n'ignore combien il est difficile de comparer les possibilités de concurrence des différents pays. La comparaison des prix à l'exportation, déjà difficile en elle-même, risque de ne donner que peu d'indications quant aux différences de prix de revient. Au surplus, les prix de vente et les prix de revient ne sont pas les seuls éléments qui interviennent dans la concurrence. Quoi qu'il en soit, le tableau ci-après donne à penser que le Japon est très avantageusement placé du point de vue du prix de revient pour les cotonnades, et l'expérience des années 1930 à 1939 conduit à estimer

Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie cotonnière au Japon, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni

(*Coût de la main-d'œuvre au Royaume-Uni = 100*)

	Etats-Unis	*Royaume-Uni*	*Japon*
Production par travailleur et par heure [a]	212	100	66
Salaires horaires [b]	325	100	30 [c]
Frais de main-d'œuvre . .	153	100	45

a Moyenne dans les tissages et les filatures de coton en 1949 : Source : *International Cotton Bulletin*, Vol. XX, N° 77.

b En 1951/52, aux cours des changes en vigueur.

c Salaires en espèces seulement; si l'on tenait compte des paiements en nature, peut-être l'indice devrait-il être relevé de 10 points environ.

[1] Le partage des Indes a imposé certaines retouches aux statistiques du commerce extérieur. En conséquence, on a ajusté les chiffres de l'avant-guerre pour les rendre comparables à ceux de 1951. Source : *Rapport de la Conférence internationale de l'industrie cotonnière.*

[2] Dans le cas du Japon et d'autres exportateurs d'articles textiles, l'évaluation des disponibilités intérieures en 1938 — année mauvaise pour les exportations — comprend certaines augmentations involontaires de stocks, et par suite, surestime la consommation. En outre, dans la période qui a précédé la guerre, le Japon, comme la plupart des autres pays exportateurs, avait une consommation moyenne d'articles textiles anormalement élevée par rapport à son revenu national.

que cet avantage ne semble pas devoir être compromis par un manque de sens commercial [1].

La part des frais de main-d'œuvre dans le prix de revient total varie beaucoup d'un produit à un autre; elle varie également selon le degré plus ou moins poussé de mécanisation de la production. Toutefois, si l'on admet que cette part est d'un quart en moyenne, on voit que le Japon bénéficie, quant au prix de revient, du seul fait du niveau très bas de ses salaires, d'un avantage de près de 15% par rapport au Royaume-Uni et de plus de 20% par rapport aux Etats-Unis. Quant aux autres éléments du prix de revient, si les producteurs américains peuvent avoir un certain avantage grâce au prix du coton brut (principal élément du prix de revient), les pays européens ne peuvent pas, en général, acheter le coton meilleur marché que le Japon, et les frais afférents aux immobilisations sont presque certainement plus faibles au Japon, parce que la mécanisation y est moins développée. Si, pour des articles comparables, les prix de revient des différents concurrents n'ont assurément pas entre eux des écarts aussi accusés que le donnerait à penser le tableau ci-dessus, il n'y a pas, pour autant, de raison d'estimer que ce tableau déforme beaucoup, dans l'ensemble, leurs situations respectives, pour le type d'articles textiles dont s'approvisionnent les principaux marchés d'exportation du monde.

Si les prix de revient européens et américains sont donc défavorables lorsqu'on les compare à ceux du Japon, ce n'est pas en raison de la conjonction passagère de certains taux de change [2], des barèmes de salaires et de la productivité du moment, mais bien à cause de ce fait permanent que des pays relativement moins développés, où les salaires sont peu élevés et où il existe un excédent de main-d'œuvre, sont le mieux placés quand il s'agit de fabriquer des articles relativement simples demandant beaucoup de main-d'œuvre. C'est donc à une contraction progressive des débouchés de l'Europe en Asie et en Afrique qu'il faut s'attendre. Pendant une période assez courte, les contingentements ou les restrictions tarifaires pourront être utilisés — ils le seront certainement — pour freiner cette évolution sur les marchés coloniaux qui absorbent une si grande part des exportations extra-européennes de l'Europe [3]. Pourtant, plus l'évolution des territoires coloniaux vers l'autonomie sera rapide et plus cette arme perdra de son efficacité. Plus généralement, il résulte de ce qui vient d'être dit qu'une politique de cette nature serait, à proprement parler, une lutte contre un courant puissant et permanent. Si les restrictions commerciales peuvent imposer au Japon un taux de change moins élevé et un niveau de vie plus bas que ceux dont il pourrait jouir normalement, il est peu probable qu'elles parviennent à détourner en permanence de son cours naturel le développement de l'économie de ce pays. Il s'ensuit également qu'un rééquipement de l'industrie textile européenne destiné à la mettre au niveau de la mécanisation américaine ne saurait constituer un moyen durable de défense contre la concurrence japonaise. Les chiffres amènent à penser, d'autre part, qu'un tel rééquipement n'est pas nécessaire pour soutenir la concurrence des Etats-Unis en matière de prix, et que la possibilité d'écarter les exportations américaines pour leur substituer des articles européens dépendra davantage de la qualité des méthodes de vente et d'une adaptation de la production aux désirs des consommateurs, tels qu'ils existent ou peuvent être suscités.

En raison de l'importance de la politique commerciale des puissances coloniales européennes pour la répartition future du marché mondial d'exportation d'articles en coton et en rayonne, et des considérations politiques qui influent sur cette politique commerciale, il est impossible de donner une évaluation sérieuse de la vitesse ou de l'ampleur avec lesquelles se produiront les reculs devant le Japon. La délégation japonaise à la Conférence internationale de l'industrie cotonnière a estimé à 1.600 millions de yards carrés, en 1955, les exportations de cotonnades nécessaires pour que le Japon « parvienne à se suffire à lui-même », c'est-à-dire à plus de 500 millions de yards carrés de plus qu'en 1951. Aucun chiffre n'a été cité pour les articles en rayonne, mais si l'augmentation devait se faire dans des proportions similaires, elle serait de l'ordre de 150 millions de yards carrés. Si le commerce international d'articles en coton et en rayonne continue à se contracter à la cadence dont on a parlé plus haut, la demande mondiale d'importation en 1955 pourrait être inférieure de quelque 250 millions de yards carrés à celle de 1951. Si le Japon atteint ses objectifs sur ce marché mondial réduit, il en résultera donc, vers 1955, une diminution de l'ensemble des exportations des Etats-Unis et de l'Europe de près d'un milliard de yards carrés [4]. Encore qu'il soit possible que cette évaluation exagère l'importance du

[1] Il était courant de dire, avant la guerre, que les conquêtes des marchés d'exportation que réalisait le Japon étaient dues tout autant à la supériorité de ses techniques de vente qu'au prix très bas de ses produits.

[2] Pendant les années 1930 à 1939 le yen était sous-évalué.

[3] Cette politique est d'autant plus probable que le Japon cherchera à compenser son déficit en dollars par un excédent vis-à-vis des pays autres que ceux de la zone dollar.

[4] Il faut noter qu'à certains égards l'accroissement des exportations japonaises et la réduction des échanges mondiaux peuvent aller de pair; il est improbable, par exemple, que les dépenses françaises dans les territoires d'outre-mer restent au niveau actuel, si ces territoires en viennent au point où ils pourront choisir librement leurs importations.

terrain que perdront en réalité les pays occidentaux, il faut se rappeler que l'on n'a pas tenu compte, pour l'établir, de l'augmentation éventuelle des exportations de l'Inde.

La manière dont se répartira cette perte entre l'Europe et les Etats-Unis est très difficile à prévoir. Il se peut que les Etats-Unis éprouvent sur les marchés d'Asie des pertes égales à celles de l'Europe. En revanche, du fait de leurs contacts géographiques, culturels et techniques, les Etats-Unis semblent devoir conserver des avantages spéciaux en Amérique latine, si bien qu'il serait déraisonnable de penser que l'Europe trouvera sur ce marché, qui est d'ailleurs lui-même en voie de contraction, une compensation importante aux pertes qu'elle subira sur les grands marchés d'Asie et d'Afrique. A titre d'indication, on admet qu'en 1955, les exportations totales de l'Europe à destination des pays extra-européens seront inférieures de quelque 700 millions de yards carrés à celles de 1951.

Perspectives concernant les exportations d'articles en laine

Les perspectives d'exportation d'articles en laine paraissent moins défavorables pour l'Europe. Pour des raisons de climat et de prix, le commerce mondial des tissus de laine se concentre surtout en Europe, en Amérique du Nord et dans les autres régions qui comptent un peuplement européen important. Les principaux débouchés, en dehors de l'Europe elle-même (où se fait la moitié environ du commerce des grands producteurs européens), sont l'Afrique (Afrique du Sud et Egypte surtout), l'Amérique du Nord et l'Océanie, les deux premiers étant sensiblement d'égale ampleur et à peu près deux fois aussi importants que le dernier [1]. Le principal fournisseur est le Royaume-Uni, les seuls autres pays effectuant d'importantes exportations outre-mer étant la France et l'Italie [2].

Pour les exportations de lainage, la concurrence constitue un problème moindre que pour les exportations de cotonnades. Avant la guerre, le Japon était un gros exportateur, mais c'est principalement le marché chinois qu'il approvisionnait, marché sur lequel il essaie aujourd'hui de pénétrer à nouveau. Par suite, pour l'Europe, les perspectives d'exportation vers les pays d'outre-mer dépendent, dans une large mesure, de l'accroissement de la demande des produits en laine et du développement de la production locale dans les principales régions déficitaires.

La consommation de tissus de laine aux Etats-Unis et au Canada en 1950 — année pendant laquelle les importations ont été plus abondantes qu'en 1951 — n'a pas sensiblement dépassé les prévisions que l'on aurait pu faire en tenant compte de leur consommation d'avant guerre, de l'accroissement ultérieur du revenu, et des relations qui existaient avant la guerre entre les variations du revenu et de la consommation. Ces deux pays possèdent des industries textiles anciennes et, dans le cas des Etats-Unis en particulier, les importations représentent une faible proportion de la consommation intérieure et sont principalement constituées par des articles de qualité. Le danger de voir la production intérieure remplacer davantage les importations n'est donc peut-être pas très grand. L'incertitude la plus forte touche à la possibilité de voir les textiles artificiels prendre une place plus large. Plus les prix de la laine seront instables, plus ce remplacement sera stimulé. Il est impossible de dire quelle sera au juste l'importance de cet élément, mais il est peut-être prudent, pour en tenir compte, de penser que de nouvelles augmentations du revenu en Amérique du Nord ne se traduiront pas par une demande plus forte d'articles de laine importés. En Egypte et en Afrique du Sud, d'autre part, l'accroissement de la production intérieure constitue une menace sérieuse pour les exportations européennes. Une industrie sud-africaine de peignage, créée pendant la guerre, est aujourd'hui capable de couvrir jusqu'à 75% environ des besoins de l'Union. Des droits protecteurs ont été mis en vigueur en 1951 pour permettre à cette industrie de se développer davantage encore. Il est peu probable que l'Australie importe à brève échéance des quantités aussi grandes que ces dernières années. Sur le petit marché d'Asie, les plans d'industrialisation portent sur la laine aussi bien que sur le coton. Tout compte fait, on peut, semble-t-il considérer les exportations effectuées par l'Europe en 1951 comme un maximum qui ne paraît pas devoir être dépassé dans un proche avenir.

La demande et l'offre en Europe

On a indiqué plus haut que les exportations d'articles de coton et de rayonne de l'Europe occidentale

[1] Les exportations d'articles en laine vers l'Amérique latine, bien qu'elles constituent une proportion importante des fournitures européennes de textiles à cette région, ne représentent qu'une faible proportion des exportations totales d'articles en laine de l'Europe, En 1950, par exemple, les exportations de tissus en laine du Royaume-Uni à destination du marché latino-américain dans son ensemble n'atteignaient pas même 3% des exportations totales de ce pays vers toutes destinations.

[2] On peut répartir approximativement comme suit les exportations de tissus de laine de l'Europe (et pratiquement du monde) durant la période 1948–1950 :

	Europe	*Pays extra-européens*	*Total*
	Pourcentages		
Exportations du Royaume-Uni vers .	9	38	47
Exportations des autres pays de l'Europe occidentale vers	45	8	53
Total	54	46	100

Tableau 66

DISPONIBILITÉS ET DEMANDE « NORMALE » D'ARTICLES TEXTILES [a] DANS CERTAINS PAYS EUROPÉENS EN 1950

En milliers de tonnes et en pourcentages

Pays	Approvisionnements pour la consommation intérieure en 1950	Demande « normale » en 1950	Excédent des approvisionnements par rapport à la demande « normale »	Excédent des approvisionnements en pourcentage des approvisionnements
Autriche	45	47	—2	—
Belgique-Luxembourg	70	84	—14	—
Danemark	43	40	3	*7*
Finlande	31	22	9	*29*
France	334	316	18	*5*
Irlande	17	16	1	*6*
Italie	222	186	36	*16*
Pays-Bas	130	97	33	*25*
Norvège	34	29	5	*15*
Suède	81	73	8	*10*
Royaume-Uni	633	530	103	*16*
Total pour les pays ci-dessus	1 640	1 440	200	*12*

Sources : Voir Annexe B.

[a] Coton, laine et rayonne.

pourraient diminuer de 700 millions de yards carrés (soit de plus de 70.000 tonnes) au cours des prochaines années et que, dans le cas des articles en laine, l'hypothèse qui semble la plus favorable est celle du maintien des exportations au niveau de 1951. Avant d'essayer de calculer les incidences de cette évolution pour les pays producteurs, il est nécessaire de rechercher comment, en Europe occidentale même, l'offre et la demande de textiles paraissent devoir s'équilibrer. On a donc essayé d'évaluer ce que semble devoir être la demande de l'Europe occidentale en textiles, en faisant abstraction des éléments anormaux qui ont agi au cours de la plupart des années d'après guerre [1]. Les évaluations ont été établies pour 1950, dernière année de prospérité ininterrompue pour les industries textiles, mais, comme de 1950 à 1951, les approvisionnements intérieurs de textiles ont augmenté beaucoup plus que les revenus réels, l'excédent de production par rapport à la demande « normale » a dû être sensiblement plus élevé au cours de cette dernière année. Les résultats des calculs sont reproduits au Tableau 66 [2].

Il est évident que l'inconnue de l'évolution de la demande intérieure est plus importante encore que la menace qui pèse sur les exportations. L'ordre de grandeur des erreurs possibles pour cette évaluation de la demande normale est, bien entendu, très élevé [3]. Si l'on tient compte du fait qu'un quart environ de la consommation totale indiquée ci-dessus est affecté à des utilisations industrielles et si l'on admet que cette demande est appelée à s'accroître au même rythme que la production industrielle, le surplus dégagé est réduit d'un chiffre variant entre 75.000 et 100.000 tonnes. Un écart important subsiste néanmoins et il est difficile d'échapper à cette conclusion qu'en 1950 la production pour le marché de l'Europe occidentale a dépassé les besoins normaux de près de 10% et que l'excédent était nettement plus élevé en 1951. Il est probable que l'excédent était un peu plus important pour la laine que pour le coton.

[1] A cet effet, on a supposé : premièrement, que la consommation par habitant pendant la période 1934–1938 était en rapport normal avec le revenu; deuxièmement, que les évaluations d'articles disponibles par habitant données dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1949* constituent une approximation raisonnable des changements survenus dans le revenu réel entre 1938 et 1949; et, finalement, que le rapport entre le revenu réel et la consommation de textiles est tel qu'un changement de 1% du revenu s'accompagne d'un changement du même ordre dans la consommation des trois principales fibres textiles, l'élasticité de la demande étant ainsi un peu plus grande que ne paraissent l'indiquer les chiffres concernant l'avant-guerre.

[2] L'on n'a pas tenu compte de l'Allemagne occidentale à cause de la rapidité avec laquelle les revenus et la consommation y ont augmenté pendant cette période.

[3] Non seulement les données utilisées sont imparfaites en elles-mêmes, mais encore elles impliquent un certain nombre d'autres hypothèses, en particulier la constance des goûts des consommateurs dans le temps, et l'inélasticité de la consommation d'articles textiles par rapport au changement des prix relatifs.

Deux facteurs seulement pourraient agir pour réduire l'écart entre les niveaux de production atteints par les industries textiles de l'Europe occidentale en 1951 et la demande dont elle semble devoir faire l'objet au cours des prochaines années. Premièrement, il y a la possibilité d'un accroissement éventuel des exportations de textiles vers l'Europe orientale; mais il ne faut pas perdre de vue qu'en dehors des circonstances d'ordre général qui entravent à l'heure actuelle le développement des échanges Est-Ouest pour tous les produits et du développement que donnent la Pologne et la Tchécoslovaquie à leurs fabrications d'exportation pour ce marché, il reste à se demander si les pays de l'Est augmenteront leurs excédents exportables de produits de base nécessaires pour financer de telles importations ou s'ils accepteront de consacrer une partie supplémentaire des recettes qu'ils se procureront ainsi, à l'achat d'articles manufacturés de consommation [1].

Deuxièmement, il y a l'accroissement naturel de la demande en Europe occidentale, si les revenus et la production continuent d'augmenter. Pourtant, même en admettant l'hypothèse très favorable où les revenus réels moyens augmenteraient d'un quart de 1950 à 1960 et où la population continuerait à s'accroître, la méthode d'évaluation utilisée ci-dessus amène à penser que c'est seulement aux environs de 1960 que l'accroissement de la demande de l'Europe occidentale suffira à absorber l'excédent actuel de la production et les fabrications de textiles supplémentaires qui seront jetées sur le marché si les exportations vers les pays extra-européens s'amenuisent.

[1] Voir « Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale de 1950 au milieu de 1952 », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

4. Conclusions

Si la demande intérieure et la demande d'exportation d'articles textiles suivent l'évolution envisagée dans ce chapitre, l'Europe occidentale se trouvera en présence d'une diminution substantielle de ses recettes d'exportation et devra résoudre les problèmes internes que pose une industrie en déclin. Ce sont surtout les principaux pays producteurs qui paraissent appelés à en subir les effets. La plupart des pays moins importants sont encore déficitaires en textiles. En l'absence de protection, leurs propres industries devront peut-être supporter en partie la charge d'une contraction de la demande intérieure. Mais, dans la pratique, ce sont les importations qui semblent devoir en faire surtout les frais. Dans le cas de pays comme la Grèce, la Turquie, par exemple, où la main-d'œuvre est abondante mais où les capitaux sont rares, une telle protection semble non seulement inévitable, mais aussi souhaitable [2]. Parmi les grands pays producteurs, la Belgique et l'Italie verront sans doute diminuer beaucoup leurs exportations. Bien que les effets immédiats d'une contraction des exportations vers les régions extra-européennes doivent se faire sentir en France et au Royaume-Uni, ces pays ont également été largement importateurs de textiles en provenance du reste de l'Europe et se trouvent donc en mesure de compenser une part considérable de leurs pertes sur les marchés d'outre-mer par une diminution de leurs achats en Europe.

On a estimé à quelque 700 millions de yards carrés les exportations vers les régions extra-européennes qui peuvent se trouver menacées dans un avenir prévisible. Aux prix actuels, ceci représente une perte de recettes d'exportation de quelque 350 à 400 millions de dollars. Cette perte serait compensée à concurrence d'un tiers peut-être par l'économie d'importation de matières premières qui en résulterait [3], et d'autres économies seront réalisées si la production pour la consommation intérieure ne retrouve pas les niveaux de 1951 et si le remplacement des fibres naturelles par les fibres artificielles s'accentue. Tout compte fait, l'aggravation du déséquilibre de la balance des paiements de l'Europe occidentale pourrait ne pas dépasser, en chiffres nets, 200 à 250 millions de dollars. De plus, dans la mesure où la baisse des exportations européennes sera le résultat d'un accroissement de la production dans la zone franc ou dans la zone sterling, les difficultés de paiement qui en résulteront se feront sentir dans le secteur avec lequel les relations financières de l'Europe sont le moins difficiles.

Les conséquences d'une chute des exportations risquent d'être particulièrement graves pour l'Italie, aussi bien du point de vue de sa balance des paiements — car les exportations d'articles textiles comptent pour un tiers environ dans le total des recettes que l'Italie tire de ses exportations — qu'au point de vue de sa situation intérieure, en raison de l'important chômage qui existe déjà dans ce pays et de la pénurie de capitaux qui seraient nécessaires pour augmenter la capacité de production industrielle. Les perspectives défavorables qui se dessinent dans les industries textiles

[2] Voir Chapitre 12.

[3] Dans le cas des cotonnades pour les marchés coloniaux, la majeure partie des économies s'effectuerait sur les paiements directement effectués en dollars, bien que ceci signifie seulement que d'autres producteurs dans les pays coloniaux et au Japon auront à verser les dollars nécessaires.

accentuent encore l'importance qui s'attache aux mesures envisagées dans les précédents chapitres de cette partie de l'ETUDE, ainsi qu'aux initiatives qui pourraient être prises pour atténuer autant que possible le protectionnisme en faveur des industries textiles dans les pays plus développés d'Europe.

Les perspectives d'une contraction des industries textiles de l'Europe occidentale ne peuvent manquer d'avoir des incidences sur la politique générale d'investissement. On a fait observer plus haut que l'abondance des investissements dans les industries textiles au cours des cinq dernières années a été, en elle-même, une erreur. A plus forte raison, faudra-t-il désormais borner les investissements nouveaux soit à l'augmentation de la capacité de production de rayonne nécessaire pour réduire les importations, soit à l'exploitation des possibilités qu'offrent des fibres artificielles plus nouvelles [1]. D'autre part, des initiatives gouvernementales s'imposeront de façon urgente dans certains pays en vue de concentrer la production et la main-d'œuvre dans les installations les plus rentables et d'assurer une utilisation intensive de cette capacité de production. Toute l'expérience des années 1930 à 1939 tend à indiquer que le jeu naturel des forces économiques ne conduit pas à la rationalisation des industries lorsque les entreprises sont petites et nombreuses.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue les problèmes de main-d'œuvre qui se posent lorsqu'une industrie se contracte, même dans les pays où l'on parvient à maintenir à un niveau élevé la demande, l'emploi et l'activité économique généraux. Les transferts de personnel à prévoir ne semblent pas devoir être importants, et il n'y a pas de raison intrinsèque de penser que ces changements dans la structure des industries textiles créeront des difficultés insurmontables. Mais des problèmes spéciaux se poseront du fait de la concentration géographique des industries textiles. Au surplus, une résistance aux plans de rationalisation et à l'accroissement du rendement pourra se manifester si ces plans ont pour effet immédiat de réduire davantage encore la demande de main-d'œuvre. Enfin, se posera le problème — que le plein emploi créera d'une manière générale par lui-même — d'assurer un recrutement continu de personnel jeune dans l'industrie, afin de maintenir à longue échéance des effectifs équilibrés. Il est douteux que des solutions satisfaisantes de certains de ces problèmes interviennent par le seul jeu des forces économiques.

[1] Si les investissements consacrés à l'augmentation de la capacité de production d'articles textiles traditionnels avaient été moindres, le Royaume-Uni aurait pu, mieux que les Etats-Unis, développer à l'échelle industrielle l'exploitation de l'invention britannique du Terylène (Dacron aux Etats-Unis) dans des délais raisonnables après sa mise au point.

Chapitre 11

LES INDUSTRIES LOURDES [1]

Abstraction faite des fluctuations cycliques, la production de charbon en Europe est restée au même niveau depuis une quarantaine d'années (voir Tableau 67); en revanche, la production d'acier, bien

Tableau 67

PRODUCTION DE CHARBON, D'ACIER ET D'ÉLECTRICITÉ

	1913	1929	1937	1951
Houille (en millions de tonnes):				
Europe occidentale	499	511	492	478
Europe orientale	79	97	88	105
U.R.S.S.	30	37	109	225 *
Etats-Unis d'Amérique . .	517	550	448	519 [a]
Acier (en millions de tonnes) :				
Europe occidentale	35	48	50	58
Europe orientale	5	6	6	10
U.R.S.S.	4	5	18	31
Etats-Unis d'Amérique . .	32	57	51	95
Electricité [b] (en milliards de kWh):				
Europe occidentale	..	89	132	274
Europe orientale	..	19	29	50
U.R.S.S.	..	6	36	103
Etats-Unis d'Amérique . .	..	92	119	370

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Tous les chiffres s'appliquent aux limites territoriales actuelles.

[a] Y compris une faible quantité de lignite.

[b] Y compris la production autre que celle des services publics, sauf dans le cas du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

que stationnaire entre 1930 et 1939, a augmenté de 70% depuis 1913, et la production d'électricité a presque doublé tous les dix ans, même si l'on comprend dans ce calcul la période de dépression des années 1930 à 1939.

Si on les compare à l'évolution de la production aux Etats-Unis et en Union soviétique depuis quarante ans, les résultats obtenus en Europe sont loin d'être impressionnants. En 1913, le charbon et l'acier produits en Europe représentaient respectivement 50 et 55% de la production d'ensemble des trois régions; en 1951, la part de l'Europe n'était plus que de 45% pour le charbon et de 35% pour l'acier; pour la production d'électricité, la proportion était tombée de 50% en 1929 à 40% en 1951.

A la différence de la longue période qui a précédé la guerre, pendant laquelle le marché était engorgé et où la capacité n'était pas totalement utilisée, la période d'après guerre a été en Europe une période de pénurie pour le charbon, l'acier et les produits des industries mécaniques. On a déjà montré dans la première partie de cette ETUDE que la capacité des industries mécaniques s'était sensiblement accrue dans la plupart des pays pendant la guerre, si bien qu'en dépit des dévastations causées par celle-ci, elle était considérablement plus grande à la fin des hostilités qu'au début. Certains pays d'Europe, notamment le Royaume-Uni, ont assez rapidement surmonté la désorganisation, séquelle de la guerre, et la production d'acier et de produits manufacturés en acier a largement dépassé le niveau d'avant guerre même au cours des premières années qui se sont écoulées après la fin de la guerre. Dans d'autres pays, en particulier l'Allemagne et l'Europe orientale [2], où les dévastations et les bouleversements avaient été beaucoup plus graves, la reconstruction et la réorganisation ont été plus lentes. Cependant, en 1951, la production des industries mécaniques et sidérurgiques était de beaucoup supérieure aux chiffres d'avant guerre dans tous les pays, exception faite de la production sidérurgique en Allemagne. La production européenne de charbon a évolué d'une façon beaucoup moins favorable et n'a atteint le niveau d'avant guerre qu'en 1951.

[1] Le terme « industries lourdes », tel qu'il est utilisé dans ce chapitre, s'applique aux industries du charbon et de l'acier, à la production d'électricité et aux industries mécaniques. Par « produits des industries mécaniques », on entend les machines, l'appareillage électrique et le matériel de transport, mais non pas la quincaillerie, les instruments, ni les services de réparation. Cette définition correspond aux groupes 4, 5 et 6 de la classification par groupes de produits qui est utilisée dans le Tableau LV de l'Annexe.

[2] Dans ce chapitre, l'Europe orientale s'entend de l'Allemagne orientale, de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie. Le terme « Europe occidentale » s'applique aux autres pays d'Europe, la Turquie comprise. La situation en U.R.S.S. n'est pas examinée dans ce chapitre-ci.

En Europe orientale [1], la production d'acier, qui était restée stationnaire pendant toute la période écoulée entre les deux guerres, a augmenté, après la seconde guerre mondiale, beaucoup plus rapidement qu'en Europe occidentale, si bien qu'à l'heure actuelle, comme en 1913, la production de l'Europe orientale représente un septième de la production européenne d'acier. Pour les produits des industries mécaniques, comme pour l'acier, l'accroissement de la production par rapport au niveau d'avant guerre [2] a été plus important en Europe orientale qu'en Europe occidentale (respectivement 90% [3] et 60% environ). Au contraire, la production d'énergie électrique a augmenté plus en Europe occidentale qu'en Europe orientale et, en 1951, la production de charbon de l'Europe orientale, bien que supérieure à celle d'avant guerre, n'avait pas atteint le chiffre de pointe enregistré pendant les hostilités.

Les pays de l'Europe orientale cherchent à développer beaucoup leurs industries lourdes : c'est là un des objectifs principaux de leur politique économique et ils n'épargnent aucun sacrifice pour donner à ces industries une impulsion aussi vigoureuse et aussi rapide que possible. Les expansions prévues dans les plans impliquent un accroissement annuel de 7% environ pour le charbon, de 20% pour l'acier, de 15% pour l'électricité et de 15 à 40% pour les industries mécaniques.

Les pays de l'Europe occidentale envisagent eux aussi de développer encore toutes ces industries, mais, dans la plupart des cas, les augmentations prévues sont beaucoup moins fortes. D'après les plans actuels [4], il semble qu'en cinq ans, la production de charbon devrait augmenter de 10 à 15% et la capacité de l'industrie sidérurgique, de 20% environ [5]. Ces objectifs, pour modestes qu'ils soient, ont provoqué une certaine nervosité dans les milieux industriels. Etant donné que la production a déjà été considérablement accrue et que les affaires ont été moins prospères en 1952 dans bon nombre de branches d'industries, en particulier dans celle des biens de consommation, les milieux industriels croient de moins en moins que la demande, tant intérieure qu'étrangère, puisse absorber un nouvel accroissement des approvisionnements et ils craignent un engorgement du marché du charbon et de l'acier.

En Europe occidentale, le marasme prolongé d'entre les deux guerres a eu des répercussions profondes sur l'état d'esprit et les vues des employeurs comme des travailleurs au sujet de l'avenir. Leur attitude a été dominée par la peur de l'expansion de la production et du risque qu'elle comporte et il n'est pas encore certain que le spectre du « malthusianisme » économique soit définitivement conjuré. L'exemple des Etats-Unis, où la consommation d'acier a maintenant presque doublé par rapport au chiffre d'avant guerre et où la consommation par habitant est trois fois et demie plus élevée qu'en Europe, devrait cependant les détourner d'envisager avec un pessimisme injustifié la possibilité d'un nouvel accroissement de la consommation des produits de l'industrie sidérurgique et des industries mécaniques, tant en Europe que dans les pays extra-européens.

Mais si, par une méfiance envers l'avenir que leur inspire la triste expérience de l'entre-deux-guerres, le monde des affaires de l'Europe occidentale est amené à ne plus procéder à des investissements dans les industries lourdes et dans les industries mécaniques, il créera précisément ce marasme qu'il redoute. Les industries sidérurgiques et mécaniques sont les branches les plus vulnérables de l'activité économique. Leurs produits consistent en partie en biens d'investissement soumis à de violentes fluctuations de la demande, qui découlent des changements du rythme de développement de l'économie, et en partie en biens de consommation durables dont la demande réagit aux moindres variations du revenu. Si les conditions économiques sont défavorables, les consommateurs peuvent attendre pendant des années pour acheter ces produits, mais en période d'expansion économique et d'accroissement du revenu national, la demande augmente dans ce domaine plus fortement que pour tous les autres produits ou presque. Bien que la demande de certains produits des industries sidérurgiques et mécaniques, par exemple l'acier de construction, l'équipement des centrales électriques et le matériel de chemins de fer, dépende, dans la plupart des pays européens, des décisions prises par les gouvernements ou d'autres pouvoirs publics au sujet des investissements, la plus grosse partie des ventes dans ces industries dépend essentiellement des prévisions, quant aux prix et aux revenus, des détenteurs de capitaux et consommateurs privés, tant dans le pays même qu'à l'étranger.

Les détenteurs de capitaux privés, notamment ceux

---

[1] Dans le cas de la Pologne, la comparaison entre la production de charbon, d'acier et d'électricité s'applique au territoire compris dans les limites d'après guerre, même dans le cas des chiffres relatifs à l'avant-guerre, alors que la comparaison entre les produits des industries mécaniques porte sur le territoire compris dans les limites d'avant guerre.

[2] Faute de renseignements complets sur l'année 1937, la comparaison entre les produits des industries mécaniques porte ici, comme dans le reste du chapitre, sur l'année 1938 (1937 dans le cas de la Tchécoslovaquie et de la Pologne).

[3] En supposant que la production de l'Allemagne orientale n'avait guère dépassé le niveau d'avant la guerre.

[4] On examinera plus loin la nature de ces plans.

[5] Il devrait donc être possible, théoriquement tout au moins, d'augmenter la production sidérurgique de 30% environ, puisque la capacité n'a pas été totalement utilisée en 1951.

qui procèdent à des investissements dans les industries lourdes et les industries mécaniques, décident pour une bonne part, non seulement de leur propre sort, mais de celui de l'économie tout entière. S'ils n'ont pas confiance dans l'avenir et s'ils réduisent leurs investissements, ils ferment le marché aux produits de leurs propres industries. En mettant les choses au pire, il peut s'ensuivre une dépression, et même dans l'hypothèse la plus favorable, le développement futur de l'économie s'en trouvera entravé, car il faut longtemps pour compenser un ralentissement des investissements dans les industries lourdes.

1. Les tendances de la production des industries mécaniques et sidérurgiques et de la production d'énergie après la guerre

Les industries mécaniques en Europe occidentale

Entre 1938 et 1951, les industries mécaniques de l'Europe occidentale ont vu leur production augmenter de 60% environ, du fait d'un accroissement de près de 50% de la demande dans la région même et d'une augmentation de près de 120% des exportations à destination d'autres régions (voir Tableau 68). Par cette forte augmentation des exportations, les industries mécaniques de l'Europe occidentale, et en particulier du Royaume-Uni, ont contribué, plus que toute autre branche de l'économie européenne, à atténuer les difficultés du problème des paiements en Europe occidentale. Les exportations en provenance de cette région représentent actuellement 20% environ de la production, contre à peu près 15% avant la guerre. Ce sont les pays extra-européens qui ont reçu la presque totalité de ce supplément d'exportations, alors que celles destinées à l'Europe orientale ont diminué.

Les échanges de produits des industries mécaniques entre les pays de l'Europe occidentale se sont développés plus encore que les exportations à destination d'autres régions, et ils représentent maintenant 15% de la production, contre 10% environ avant la guerre. En dépit de ce large accroissement des exportations, deux tiers des produits de la plus grosse industrie de l'Europe occidentale sont ainsi écoulés à l'intérieur du pays où ils sont fabriqués. La vente sur le marché intérieur des produits des industries mécaniques représente une proportion plus grande encore de la consommation totale (quatre cinquièmes). Les importations en provenance d'autres régions, malgré leur importance pour la balance des paiements de l'Europe occidentale puisqu'elles sont presque toutes payables en dollars, sont insignifiantes par rapport à la production européenne (environ 4%).

Rapport entre les importations et la consommation. Les grands pays de l'Europe occidentale, notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale, fabriquent la quasi-totalité des produits des industries mécaniques dont ils ont besoin, alors que les petits producteurs considérés dans le Tableau 69 et le Diagramme 20 [1]

[1] Faute de données relatives à la production, il n'a pas été possible de tenir compte de la Suisse dans ce tableau et ce diagramme, bien que sa production mécanique soit importante.

Tableau 68

PRODUCTION ET ÉCHANGES DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN EUROPE OCCIDENTALE

En milliards de dollars, aux prix de 1951

	1938	1948	1951 [a]		
			Total	Matériel de transport	Autre équipement
Production	11.4	13.0	18.0	7.3	10.7
dont production pour :					
les exportations à destination d'autres régions	1.5	2.0	3.3	1.4	2.0
la consommation à l'intérieur de la région	9.9	11.0	14.7	5.9	8.7
Importations en provenance d'autres régions	0.4	0.8	0.6	0.2	0.4
Total des approvisionnements	10.3	11.8	15.2	6.0	9.2
Echanges entre les pays de l'Europe occidentale	0.9	1.2	2.4	0.9	1.5

Sources : Voir Annexe B.

a Les chiffres ayant été arrondis, leur addition ne correspond pas toujours au total.

Tableau 69

IMPORTATIONS DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN 1951

En pourcentage du total des approvisionnements

Pays	Matériel de transport		Autre équipement	
	TOTAL	Dont : matériel en provenance des Etats-Unis	TOTAL	Dont : équipement en provenance des Etats-Unis
Royaume-Uni . . .	1	0	6	2
Allemagne occident.	3	0	5	1
France	8	1	19	7
Italie	8	1	28	14
Suède	52	8	35	4
Pays-Bas	37	3	47	5
Belgique	77	28	55	11
Danemark	60	4	40	3
Total pour l'Europe occidentale [a] . . .		3		5

Sources : Voir Annexe B.

[a] Y compris les autres pays de l'Europe occidentale qui ne sont pas énumérés dans le tableau.

doivent importer presque la moitié des produits de cette nature qu'ils consomment. Dans ces derniers pays, les industries nationales, même si elles fabriquent pour l'exportation, ne sont pas assez importantes pour être en mesure de fournir à bon compte toute la gamme des produits des industries mécaniques. Les pays moins industrialisés de l'Europe occidentale dépendent encore plus de l'importation. C'est donc la forte industrialisation de certains des petits pays de l'Europe occidentale, en particulier des pays scandinaves [1], qui a contribué de façon importante au grand développement des échanges entre les pays de la région après la guerre. Les restrictions imposées au commerce sont, d'une façon générale, assez peu sévères dans le cas des biens d'équipement, et, dans ces pays, la part que représentent les importations dans le total des approvisionnements est fonction directe de l'impossibilité où ils sont de diversifier suffisamment leurs industries mécaniques. Néanmoins, la libération des échanges après 1948 semble avoir joué un rôle dans l'important accroissement des importations qui, en Belgique, au Danemark et en Suède, a provoqué un arrêt de la consommation des produits des industries mécaniques fabriqués dans ces pays, malgré une augmentation de la consommation totale. Il est difficile cependant de dire dans quelle mesure l'augmentation des disponibilités des pays exportateurs, en particulier de l'Allemagne occidentale, depuis quelques années, a contribué à ce résultat.

La Belgique semble avoir une tendance exceptionnellement forte à importer, en particulier des Etats-Unis, et surtout des automobiles. Dans ce pays, les importations paraissent avoir compromis d'une façon appréciable le marché offert à l'industrie nationale ; bien que la demande des produits des industries mécaniques ait augmenté en Belgique à peu près autant que dans les autres petits pays et qu'au Royaume-Uni, les ventes de l'industrie belge sur le marché intérieur ne semblent pas être plus élevées qu'en 1938.

En dehors de la Belgique, seules la Grèce, l'Italie, la Suisse et la Turquie [2] doivent importer de la zone dollar de grosses quantités de produits des industries mécaniques. Depuis 1948, tous les autres pays ont pu réduire d'une façon appréciable leurs importations payables en dollars, en frappant de discrimination l'équipement américain. D'après les pourcentages indiqués dans le Tableau 69, on peut voir qu'il n'est guère de produits américains dont l'Europe ne puisse se passer : si le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale peuvent maintenir leur économie à un niveau élevé de développement sans importer, en quantités appréciables, des produits des industries mécaniques des Etats-Unis, les autres pays d'Europe peuvent en faire autant, en complétant leur production par des importations en provenance de l'un ou l'autre de ces deux pays. N'eût été, dans les cinq pays énumérés plus haut, la moindre rigueur des restrictions et les facilités de crédit accordées pour les importations payables en dollars, la part que représentent les importations américaines dans le total des approvisionnements de l'Europe occidentale aurait diminué au lieu d'accuser un léger accroissement.

Tout compte fait, l'Europe occidentale n'est donc pratiquement pas tenue d'importer des produits des industries mécaniques de l'extérieur, et en ce qui concerne l'ensemble de ses industries mécaniques, ainsi que pour chacune des grandes industries nationales, la demande intérieure dépend avant tout du rythme des investissements et non pas de la concurrence avec les fournisseurs étrangers.

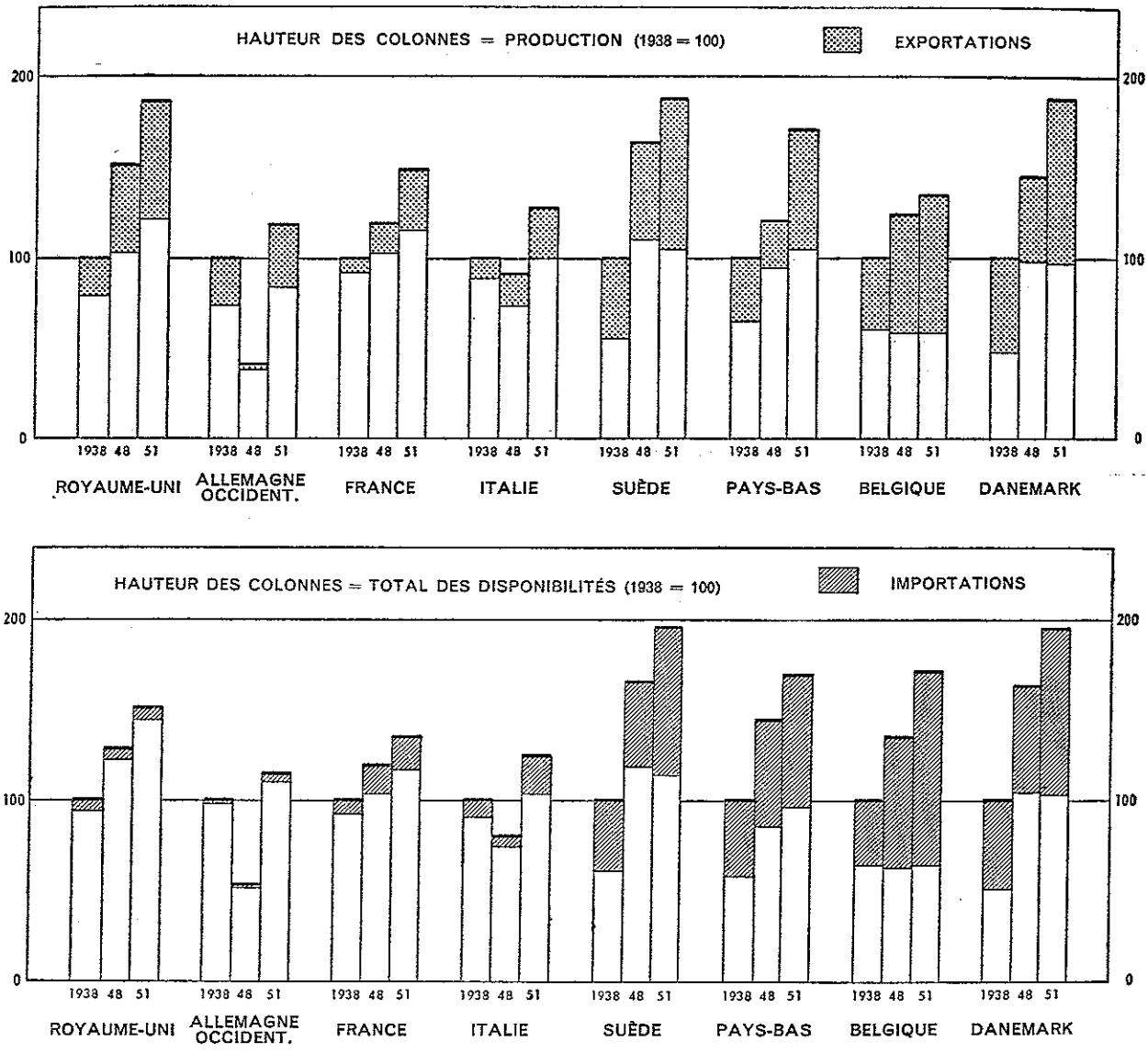
Rapport entre les ventes intérieures et les exportations. Au Royaume-Uni, l'accroissement très important de la production a permis de tripler les exportations, malgré des investissements considérables dans le pays

[1] Si l'on compare l'évolution de la consommation intérieure dans les pays scandinaves et dans les pays du Bénélux, il faut se rappeler que 1938 fut, pour la Scandinavie, une année de forte production, mais, pour les Pays-Bas et la Belgique, une année de dépression.

[2] Pour les importations de produits des industries mécaniques dans tous les pays d'Europe, voir le Tableau LV de l'Annexe A.

Diagramme 20

PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES: PRODUCTION, ÉCHANGES ET DISPONIBILITÉS



Sources : Voir Annexe B.

a Le total des disponibilités représente la somme de la production et de l'excédent d'importations.

même et malgré les importants besoins du réarmement pendant ces dernières années [1]. Les pays du Bénélux, les pays scandinaves et la Suisse ont également beaucoup augmenté leurs exportations, bien que la demande intérieure ait été très active dans la plupart de ces pays jusqu'à la fin de 1951 ou jusqu'en 1952. En France, malgré l'inflation, les investissements importants dans les industries de base nationalisées et le réarmement, les ventes sur le marché intérieur n'ont augmenté que modérément et les exportations, qui étaient assez faibles avant la guerre, ont quadruplé. En Italie, en raison de l'insuffisance de la demande intérieure et de la concurrence des produits importés sur le marché national, les industries mécaniques ont dû chercher des débouchés à l'étranger. Avant la guerre, les expor-

[1] Au Royaume-Uni, les dépenses engagées, aux fins du réarmement, pour les produits des industries mécaniques, représentaient en 1951 10% environ de leur production, et cette proportion devait encore augmenter en 1952 (*Economic Survey for 1952*, pages 20 et 31). En France également, la proportion, en 1951, semble avoir été d'environ 10% et les commandes pour 1952 devaient représenter plus du double de celles de 1951 (*Journal Officiel* — Avis et rapports du Conseil économique, 1952, page 232).

tations de produits mécaniques étaient insignifiantes en Italie comme en France; la presque totalité de la production était écoulée sur le marché intérieur qui était fortement protégé sous le régime fasciste, ou bien elle était livrée à l'Etat italien ou aux insurgés espagnols pour ce qui est du matériel militaire [1]. Après la guerre, les exportations ont été gênées par le coût élevé des matières premières (l'industrie sidérurgique italienne produit de l'acier à un prix double de celui des autres pays de l'Europe occidentale) [2] et par la faible productivité de la main-d'œuvre [3]. En outre, dans les industries mécaniques italiennes, on préfère produire à faible capacité pour un marché intérieur limité, avec une grosse marge de bénéfice, plutôt que d'abaisser les prix en vue de conquérir de nouveaux marchés étrangers. Néanmoins, les exportations italiennes de produits des industries mécaniques ont doublé par rapport au chiffre d'avant guerre, au cours de 1951, année d'activité exceptionnelle. Même ainsi, toute la capacité de production était loin d'être utilisée [4].

Contrairement à ce qui s'est passé dans tous les autres pays mentionnés ci-dessus, les exportations de l'Allemagne occidentale n'ont augmenté que faiblement par rapport à l'avant-guerre. En 1951, l'Allemagne occidentale a exporté moins du tiers de sa production. Evidemment, il était indispensable de consacrer la quasi-totalité de la production à des investissements intérieurs [5] étant donné la reprise tardive de son activité économique après la guerre, ainsi que la nécessité de développer la capacité de production afin de résorber un chômage important et de remplacer des produits fournis jusque-là par l'Allemagne orientale. Toutefois, cela implique que la production de l'Allemagne occidentale, et, en particulier, ses possibilités d'exportation, pourraient fort bien augmenter très sensiblement dans les années à venir, et que la concurrence allemande sur les marchés européens ou extra-européens pourrait encore se faire très lourdement sentir.

Part du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale dans les exportations européennes de produits des industries mécaniques

(En pourcentages)

	1938 [a]	*1948*	*1951*
Part dans les exportations à destination de l'Europe occidentale :			
Royaume-Uni	17	48	33
Allemagne occidentale . . .	47	4	25
Part dans les exportations de l'Europe occidentale à destination d'autres régions :			
Royaume-Uni	41	68	57
Allemagne occidentale . . .	27	—	9

Source : Tableau LV de l'Annexe A.

a Exportations en provenance de l'ensemble du territoire allemand.

Les industries mécaniques en Europe orientale

Dans les pays de l'Europe orientale, les efforts déployés pour développer les industries mécaniques ne le cèdent qu'à l'importance accordée aux industries du charbon et de l'acier.

On a signalé plus haut que la production des industries mécaniques avait en moyenne presque doublé en 1951 par rapport au chiffre d'avant guerre [6]. D'après des évaluations approximatives, on peut indiquer l'ordre de grandeur de la production brute des quatre grands pays en 1951 de la façon suivante :

Production des industries mécaniques, en 1951, en Europe orientale

	En millions de dollars	*1937=100*	*Accroissement annuel prévu au cours de l'exécution des plans à long terme* [a] *(en pourcentages)*
Tchécoslovaquie . . .	1 600	190	20
Allemagne orientale .	1 200	..	15
Hongrie	900	455 [b]	35
Pologne	1 100	350 [c]	25

a Voir Tableau 73.

b 1938 = 100.

c Production dans le territoire d'avant guerre = 100.

[1] Ces livraisons n'apparaissaient pas dans les statistiques d'exportations.

[2] Voir Chapitre 12, Tableau 79.

[3] Cela s'explique dans une certaine mesure par le fait que, pour des raisons d'ordre social principalement, on garde dans les usines plus d'ouvriers qu'il n'en est réellement besoin; mais cela tient aussi à un manque de coordination et de normalisation qui est probablement plus marqué que dans d'autres pays d'Europe. C'est ainsi qu'on a signalé qu'en 1951, 22 usines ont produit ensemble 8.000 tracteurs environ de plus de 42 modèles différents. Il n'y a pas lieu de s'étonner que les tracteurs importés puissent facilement concurrencer cette production dispersée. Dans d'autres branches (véhicules automobiles, machines de bureau), la situation semble un peu plus favorable ou tout au moins en voie d'amélioration (*Review of Economic Conditions in Italy*, Banco di Roma, Vol. VII, janvier 1953).

[4] L'utilisation varie entre 10% pour l'industrie aéronautique et 30 à 40% pour les constructions navales et la fabrication de machines-outils, et va jusqu'au plein emploi ou peu s'en faut pour les véhicules automobiles légers et pour certaines catégories d'équipement électrique.

[5] Lorsque l'on compare l'augmentation des ventes sur le marché intérieur en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni, il faut se rappeler que 1938 a été une année de grande activité économique en Allemagne occidentale, mais une année de dépression au Royaume-Uni. De 1937 à 1938, la production des industries mécaniques a augmenté de 20% en Allemagne occidentale, alors qu'elle a diminué au Royaume-Uni.

[6] En supposant que la production en Allemagne orientale n'avait guère dépassé le niveau d'avant guerre.

Il ressort de ces chiffres que la production par habitant de l'ensemble des quatre pays est déjà du même ordre de grandeur qu'en Allemagne occidentale, par exemple.

Jusqu'ici, l'augmentation très considérable de la production des industries mécaniques en Hongrie a été due, dans une large mesure, à une utilisation plus complète de l'équipement installé. Avant la guerre, une partie de la capacité des industries mécaniques restait inemployée; pendant la guerre, cette capacité a été sensiblement augmentée, et depuis, les industriels sont constamment poussés à l'utiliser en faisant travailler deux ou trois équipes, lorsque cela leur est possible. En Tchécoslovaquie également, la capacité est relativement ample, mais faute de main-d'œuvre, ce pays déjà fortement industrialisé ne peut augmenter sa production d'une façon analogue. Il a réorganisé ses usines et normalisé les produits en vue d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre qui est disponible; ces mesures ont probablement permis aussi de pallier la pénurie particulièrement grave d'ouvriers spécialisés en adjoignant à ceux-ci une main-d'œuvre non qualifiée. Aucune immigration de Pologne ou de Hongrie n'est signalée, bien que les salaires soient plus bas et la main-d'œuvre beaucoup moins rare dans ces deux pays. Les dommages causés par la guerre en Pologne et en Allemagne orientale ont été considérables, un grand nombre d'usines ont été démontées, et il a fallu que la Pologne augmente sensiblement sa capacité depuis la guerre pour pouvoir donner à son industrie le développement rapide qu'elle a marqué.

Comme la proportion du revenu national consacrée aux investissements s'accroîtra à mesure qu'augmentera ce revenu, la demande de produits des industries mécaniques continuera à progresser très rapidement, et les nouveaux objectifs fixés pour la période qui reste à courir jusqu'à l'achèvement des plans à long terme sont très élevés. La production des industries mécaniques est déjà beaucoup plus importante qu'il n'en serait besoin pour fournir uniquement l'équipement mécanique nécessaire aux ouvriers nouvellement recrutés dans l'industrie. Si l'on suppose qu'il faut compter par ouvrier l'équivalent de 3.000 dollars d'équipement mécanique, ladite production, déduction faite approximativement des quantités de pièces de rechange et de pièces détachées qu'elle comprend, serait suffisante pour équiper plus d'un million de nouveaux travailleurs par an. Ce chiffre représente au moins le double du chiffre réel de la main-d'œuvre embauchée dans l'industrie, ce qui semble indiquer qu'une forte proportion de la production des industries mécaniques de cette région, et en particulier de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne orientale, est destinée en partie à remplacer l'équipement qui date d'avant la guerre, ce qui contribuera à accroître la productivité, en partie à satisfaire les besoins militaires [1] et en partie à être exportée en Union soviétique et en Chine [2].

L'acier et l'énergie en Europe occidentale

Avant la guerre, l'encombrement prolongé du marché du charbon et du marché de l'acier — objets l'un et l'autre d'une concurrence acharnée par suite de l'inélasticité de la demande et à cause du chiffre élevé des frais généraux — avait favorisé la création de cartels nationaux ou même internationaux vus d'un bon œil et aidés activement par les gouvernements. On en était venu à considérer que le charbon et l'acier produits dans le pays devaient normalement suffire à alimenter l'industrie et ne devaient être complétés par des importations qu'en cas de nette pénurie. Les exportations, de leur côté, étaient soumises à des contingents fixés d'avance.

Après la guerre, les pénuries ont eu des conséquences inverses. Le charbon et l'acier déterminaient des « goulots d'étranglement » dont dépendaient les niveaux de l'emploi et de la production dans l'industrie et, dans les pays exportateurs, on faisait passer les besoins intérieurs avant les exportations tant en ce qui concerne l'approvisionnement que les prix.

Au cours de ces deux périodes, les pays ont donc cherché à se suffire à eux-mêmes dans une mesure beaucoup plus grande que ne pouvait l'expliquer à lui seul le coût du transport [3]. Les pays qui, à cause de la composition de leur sous-sol, ne pouvaient couvrir, par leurs seules ressources, leurs besoins en charbon, ont augmenté leur production d'électricité (énergie hydraulique) dans de plus fortes proportions que les grands pays producteurs de charbon [4], et les pays n'ayant ni charbon ni minerai de fer ont créé une industrie de l'acier ou développé leur production en important des matières premières. Depuis la guerre, les investissements consacrés à la production

[1] On ignore si la production d'armements est comprise dans les chiffres qui ont été indiqués.

[2] On sait de source officielle que les produits des industries mécaniques représentent presque la moitié des exportations totales de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne orientale (Voir ETUDE pour 1951, page 71), mais on ne dispose d'aucun renseignement sur la destination de ces exportations ni sur leur répartition entre les autres pays de l'Europe orientale, l'Union soviétique et la Chine. Les exportations vers l'Europe occidentale ou les autres régions sont insignifiantes.

[3] Voir Tableau LVI de l'Annexe A.

[4] A l'exception toutefois du Royaume-Uni qui a augmenté sa production d'électricité (presque uniquement thermique) de 150% entre 1938 et 1951. Le Tableau VII de l'Annexe indique la production d'énergie électrique dans les pays d'Europe.

Tableau 70

INVESTISSEMENTS BRUTS CONSACRÉS A LA PRODUCTION DE CHARBON, D'ACIER ET D'ÉLECTRICITÉ

Par unité de production, aux prix de 1951

	1947	1948	1949	1950	1951
Extraction de houille :	*Nombre de dollars par tonne extraite*				
Belgique	0.50 [a]	0.80 [a]	0.50	0.50	0.80
France	1.70	2.30	2.80	2.40	1.70
Allemagne occidentale	..	..	..	1.00	1.00
Pays-Bas	..	1.70	1.80	..	..
Royaume-Uni	0.30	0.40	0.50	0.50	0.40
Production d'acier :	*Nombre de dollars par tonne d'acier brut produite*				
Belgique	..	4.30	7.40	8.20	3.90
France	..	..	14.00	17.30	13.80
Royaume-Uni	..	..	10.50	11.40	..
Production et distribution d'électricité :	*Nombre de dollars par 1.000 kWh produits*				
Belgique	4.00	4.70	4.90 [a]	4.90 [a]	4.10 [a]
France	12.50 [a]	12.50 [a]	18.70 [a]	16.80 [a]	11.70 [a]
Allemagne occidentale	..	..	..	..	3.60
Italie	..	..	13.00	12.40	..
Suède	7.00	7.90	7.20	6.40	5.00
Royaume-Uni	..	8.30	9.40	9.70	8.00

Sources : Voir Annexe B. [a] Y compris les centrales minières.

de charbon ont été, par tonne extraite, beaucoup plus considérables dans les pays importateurs nets que dans les pays exportateurs nets (voir Tableau 70). La France et l'Italie qui, l'une et l'autre, sont tenues d'importer du charbon, ont consacré d'importants investissements à la construction de centrales hydro-électriques et à la production de gaz naturel. La production d'acier des pays importateurs nets de l'Europe occidentale a presque doublé entre 1937 et 1951, alors que dans les pays exportateurs nets, elle n'a augmenté que de 10% [1].

Acier. — On ne dispose d'aucun chiffre sur les investissements consacrés à la production d'acier dans les pays importateurs nets. Cependant, d'après les objectifs assez vagues [2] indiqués pour 1956, qui sont rassemblés dans le Tableau 71, on peut voir que la tendance est la même et que les investissements seront plus élevés dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs. L'Italie et les Pays-Bas indiquent des pourcentages d'accroissement élevés; en revanche, le Luxembourg, qui produit presque exclusivement pour l'exportation, ne prévoit aucun accroissement; en Belgique, pays qui produit principalement pour l'exportation, l'augmentation envisagée est de 4% seulement, et au Royaume-Uni, elle n'est que de 9%. Mais, deux grands pays exportateurs, la France et l'Allemagne occidentale, projettent de porter leur production bien au-dessus du niveau de 1951 ; cependant, en comparant leurs plans à ceux des autres pays, il ne faut pas perdre de vue l'évolution antérieure. En Allemagne occidentale, l'accroissement prévu de 34% ne portera la capacité qu'à 28% au-dessus du chiffre de 1937 [3] et, pour la France (Sarre comprise), il faut considérer l'augmentation de 27% envisagée en tenant compte du fait que la production de pointe de 1951 n'était supérieure que de 13% à la moyenne de 1929, alors que la production de pointe de 1951 au Royaume-Uni dépassait déjà de 40% la moyenne de 1937 et était presque le double de la moyenne de 1929.

Ces taux d'accroissement très différents prévus dans les trois principaux pays producteurs d'acier semblent indiquer que les gouvernements pensent encore en termes de besoins de leurs économies nationales. L'Allemagne occidentale, dont la population augmente rapidement et où le chômage est très important, prévoit une forte production sidérurgique pour

[1] Si l'on exclut l'Allemagne occidentale, l'augmentation est de 23%.

[2] Pour les sources, voir Annexe B.

[3] Le chiffre indiqué ici est, comme dans le Tableau 71, celui du dernier objectif publié pour l'Allemagne occidentale. Il semble cependant que cet objectif ait récemment été relevé, mais aucun nouveau chiffre n'a été publié.

Tableau 71

PRODUCTION RÉELLE D'ACIER BRUT ET OBJECTIFS PRÉVUS EN EUROPE OCCIDENTALE

En millions de tonnes

Pays	1913	1929	1937	1951 Production maxima [a]	1956 Capacité prévue
Royaume-Uni	7.8	9.8	13.2	18.4	*20.5*
Allemagne occidentale	11.1	14.7	15.6	14.9	*20.0*
France	7.0	9.7	7.9	10.6	*17.0*
Sarre	2.1	2.2	2.3	2.8	
Belgique	2.5	4.1	3.9	5.5	*5.7*
Luxembourg	1.3	2.7	2.5	3.4	*3.4*
Italie	0.9	2.1	2.1	3.2	*4.0*
Suède	0.6	0.7	1.1	1.9	..
Autriche	0.6	0.6	0.7	1.1	*1.3*
Espagne	0.4	1.0	0.2	0.9	..
Pays-Bas	—	—	—	0.6	*0.8*
Autres pays de l'Europe occidentale	0.3	0.1	0.4	1.2	..
Total pour l'Europe occidentale	34.6	47.7	49.9	64.5	*77.0* [b]

Sources : Voir Annexe B.

[a] Production mensuelle la plus forte, au taux annuel.

[b] En supposant un accroissement moyen de 20% dans les pays pour lesquels on ne dispose pas de prévisions (accroissement identique à l'augmentation moyenne dans les autres pays).

approvisionner en acier un marché intérieur qui se développe et une industrie mécanique qui a toujours puisé le plus largement dans les réserves de main-d'œuvre et est aussi la principale source de devises étrangères. La France, qui cherche à sortir de l'état de stagnation où elle se trouve en pratiquant une politique d'expansion industrielle, fixe un objectif élevé pour la production d'acier, en vue d'assurer les conditions nécessaires à l'essor d'une industrie manufacturière alimentée par ses propres matières premières.

En revanche, le Royaume-Uni, où la population ne s'accroît pas et où toutes les réserves de main-d'œuvre sont déjà employées, prévoit un accroissement modeste de 9% en cinq ans, ce qui pourrait assez bien correspondre aux besoins de son marché intérieur de l'acier si la production des industries mécaniques ne devait pas augmenter encore sensiblement. Mais ce chiffre paraît extrêmement bas si l'on tient compte de la nécessité de développer encore considérablement les exportations de produits des industries mécaniques et d'autres produits manufacturés en acier pour aider à résoudre le problème que pose la balance des paiements au Royaume-Uni.

Energie. — Les objectifs d'extraction du charbon ont été examinés en détail dans l'ETUDE [1] de l'année dernière où il était dit que, d'après les plans et les tendances existant alors, la production de houille en Europe occidentale augmenterait de 10 à 15% entre 1951 et 1956. Depuis, le chiffre de l'objectif assigné à l'industrie charbonnière britannique a été relevé de 20 millions de tonnes et représente maintenant une augmentation de 17% environ par rapport à la production de 1951. Cependant, il n'a été prévu aucune augmentation dans les plans, très modestes, d'investissements, et, pour atteindre l'accroissement prévu, il va falloir abandonner les projets visant à fermer un grand nombre de puits à très faible rendement. C'est là, semble-t-il, un gaspillage de personnel pour un pays où, non seulement les ouvriers mineurs, mais la main-d'œuvre en général, vont, selon toute attente, être rares dans les années à venir.

Si la plupart des objectifs d'extraction sont modestes, c'est sous l'influence de la tendance à long terme vers la stabilité ou même la contraction de la demande de charbon, qui s'explique à la fois par l'augmentation de la consommation de pétrole [2], de gaz naturel et d'énergie hydraulique et par l'accroissement régulier du rendement de combustion. Par contre, pour l'électricité, les objectifs sont beaucoup plus ambitieux, parce que la consommation a eu fortement tendance à augmenter, ce qui a même conduit à croire que dans tous les pays et à tous les stades de l'électrification elle présentait cette particularité de doubler tous les dix ans.

[1] Voir l'ETUDE pour 1951, page 174.

[2] Comme on l'a expliqué dans le Chapitre 6, il n'y a aucune raison de laisser cette tendance se développer.

Dans tous les pays de l'Europe méridionale (exception faite de l'Italie) ainsi que dans la plupart des pays de l'Europe orientale où l'électrification rurale en est à peine à ses débuts et où seule une faible fraction de la population travaille dans l'industrie, il y a de grandes possibilités d'accroître la consommation d'électricité. Dans les pays très industrialisés de l'Europe occidentale, en revanche, il se pourrait fort bien que le taux d'accroissement de la demande d'électricité s'abaisse, puisque l'électricité est maintenant installée dans presque toutes les maisons et que la quasi-totalité des usines est équipée avec des moteurs électriques.

L'augmentation rapide de la consommation industrielle d'électricité depuis quelques dizaines d'années est due en partie à l'expansion de l'industrie et en partie à l'abandon de méthodes périmées de production et de transmission d'énergie au profit de techniques nouvelles. On peut dire, sans risque d'erreur, que depuis 1930, il n'a guère été construit d'équipement fixe destiné à être actionné autrement que par des moteurs électriques. Mais cela signifie qu'à l'heure actuelle l'emploi de l'électricité comme force motrice dans l'industrie doit presque avoir atteint son maximum et que la quantité d'électricité consommée à cette fin tendra à augmenter uniquement au même rythme que l'équipement.

Les données réunies dans le Tableau 72 semblent confirmer cette thèse. On peut voir d'après ce tableau qu'aux environs de 1930, la consommation normale d'électricité dans l'industrie était approximativement de 800 kWh par CV installé ; au cours des années qui ont immédiatement précédé la guerre, le chiffre de 1.500 à 2.000 kWh était plus fréquent. Bien que l'industrie utilise de plus en plus l'électricité à d'autres fins que la seule production de force motrice [1], la consommation d'électricité par unité de force motrice installée a diminué depuis l'avant-guerre dans presque tous les pays pour lesquels on dispose de chiffres comparables. La cause réelle de ce déclin pourrait bien être la faible utilisation de la capacité industrielle en 1949; mais, l'augmentation rapide enregistrée entre 1930 et 1939 ayant cessé, il y a lieu de penser que l'emploi de l'électricité en tant que force motrice dans l'industrie pourrait fort bien ne plus se développer.

Dans la plupart des pays très industrialisés, la consommation d'électricité pour les usages domestiques atteint 150 à 200 kWh par habitant et par an. Ce chiffre augmentera encore, surtout en raison du plus

Tableau 72

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DANS L'INDUSTRIE, PAR UNITÉ DE FORCE MOTRICE INSTALLÉE

En kilowatts-heure par cheval-vapeur

Pays	1930	1937	1949
Autriche	1 150	..	..
Belgique	..	1 800	..
Bulgarie	300 [a]	..	..
Tchécoslovaquie	760	..	..
Danemark	..	1 290 [b]	1 230
Finlande	..	2 490	1 920
France	890 [c]	..	..
Allemagne	820 [d]	..	..
Hongrie	..	1 160 [e]	890 [f]
Italie	..	1 940 [g]	..
Pays-Bas	780	..	..
Norvège	6 660	5 990	6 700
Pologne	..	1 310 [h]	..
Roumanie	..	870 [e]	800 [f]
Suède	1 890	2 120	2 060
Suisse	..	2 940	2 240
Royaume-Uni	660	..	..
Etats-Unis	..	1 400 [i]	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Il a été tenu compte de l'électricité produite et consommée dans l'industrie manufacturière.

[a] 1934.
[b] 1939.
[c] 1931.
[d] 1933.
[e] 1938.
[f] 1947.
[g] 1937-1940.
[h] A l'exclusion de l'industrie minière; 1936
[i] A l'exclusion de l'industrie minière; 1939

grand nombre des appareils électriques et de l'emploi de l'électricité comme mode de chauffage. Dans quelques pays ayant des ressources hydrauliques — la Norvège, la Suède, la Suisse — le prix peu élevé du courant et la cherté du charbon (ainsi que son rationnement pendant et après la guerre) ont incité la population à utiliser très largement le chauffage à l'électricité, qui consomme beaucoup de courant [2]. Au Royaume-Uni, où le rationnement du charbon s'est prolongé et où l'électricité et les appareils électriques étaient fournis sans restrictions, les conséquences ont été les mêmes. Cependant, il n'est pas probable que l'emploi de l'électricité comme mode de chauffage se généralise, sauf dans les pays où l'énergie hydro-électrique est très bon marché. Néanmoins, les appareils mis au point jusqu'ici ne répondent certainement pas encore à tous les travaux ménagers que l'on peut exécuter en employant l'électricité et, avec l'accroissement du revenu réel, le nombre des parti-

[1] En Norvège, une proportion importante de l'électricité consommée par l'industrie est utilisée pour la production d'aluminium, d'engrais azotés et de carbure de calcium, et pour fournir de la chaleur.

[2] On consomme environ 3.000 à 4.000 kWh pour obtenir la chaleur que fournirait une tonne de charbon brûlant dans un poêle normalement utilisé dans une habitation.

Tableau 73

PRODUCTION DE CHARBON, DE LIGNITE, D'ACIER, D'ÉLECTRICITÉ ET DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES, PRÉVUE DANS LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

Produits	Unités	Bulgarie (1953)		Tchécoslovaquie (1953)		Allemagne orientale (1955)		Hongrie (1954)		Pologne (1955)		Roumanie (1955)	
		Quantités	*1948 = 100*	Quantités	*1948 = 100*	Quantités	*1950 = 100*	Quantités	*1949 = 100*	Quantités	*1949 = 100*	Quantités	*1950 = 100*
Houille	Million de tonnes	..	..	20.8 [a]	*117 [a]*	3.5	*106*	..	..	100.0	*135*	..	..
Lignite	Million de tonnes (*équivalent de houille*)	2.2 [b]	*160*	18.9 [a]	*135 [a]*	75.0	*169*	14.5 [b]	*220*	2.8	*194*	2.8 [b]	*290*
Acier brut	Million de tonnes	0.0	..	4.3	*162*	3.1	*313*	2.2	*256*	5.0	*217*	1.3	*224*
Energie électrique	Milliard de kWh	1.8	*221*	11.2 [c]	*149 [c]*	33.4	*187*	6.1	*275*	19.3	*230*	4.7	*217*
Produits des industries mécaniques		..	*580*	..	*231*	..	*211*	..	*490*	..	*364*	..	*216*

Sources : Voir Annexe B.

Note. — Il a été tenu compte, dans toute la mesure du possible, des modifications apportées aux plans primitifs.

a Les chiffres des objectifs primitifs (indiqués ci-dessus) fixés pour la production globale de charbon et de lignite ont été relevés de 20%.

b Y compris une certaine quantité de houille.

c L'objectif revisé fixé pour la production d'énergie électrique représente le triple de la production « d'avant guerre ». Comme la production était de 4,1 milliards de kWh en 1937, le nouvel objectif serait de 12,3 milliards de kWh.

culiers qui pourront utiliser ces appareils augmentera de façon continue.

En dehors de l'industrie et des particuliers, les chemins de fer entrent pour une part toujours plus forte dans la consommation d'électricité, mais comme leur consommation n'a jamais représenté plus de 10% de la consommation totale, même dans les pays disposant de ressources hydrauliques abondantes, il est peu vraisemblable que l'électrification des chemins de fer modifie sensiblement l'évolution de la production d'énergie.

Il se pourrait que l'électricité soit utilisée à d'autres fins encore, par exemple, pour le chauffage industriel à grande échelle, en particulier dans les pays où l'énergie hydraulique est peu onéreuse. Mais il semble que la consommation d'électricité ne puisse guère continuer à doubler tous les dix ans dans les pays fortement industrialisés d'Europe, encore qu'elle puisse, comme par le passé, augmenter dans des proportions plus importantes que la production industrielle.

L'acier et l'énergie en Europe orientale

On a déjà signalé les rythmes très rapides de l'accroissement de la production d'acier, de charbon et d'électricité en Europe orientale. Ils s'expliquent par les importants investissements effectués pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par les plans à long terme et les objectifs revisés encore plus ambitieux de ces plans, qui tendent presque tous à relever encore le niveau de la production prévue pour l'industrie lourde.

Les investissements étant, dans ces pays, déterminés par des plans nationaux coordonnés et un Conseil d'assistance économique mutuelle ayant été créé pour assurer la coopération entre ces Etats, on pourrait supposer qu'une spécialisation sera établie entre eux de façon que l'acier et le charbon soient produits là où ils peuvent l'être à meilleur compte. Les augmentations prévues dans la production de charbon et d'acier (Tableau 73) indiquent cependant que les pays de l'Europe orientale ont visiblement tendance, comme ceux de l'Europe occidentale, lorsqu'ils fixent les objectifs d'investissement et de production, à prendre en considération les besoins du marché intérieur plutôt que les exportations.

Dans le cas de l'acier, c'est seulement pour l'Albanie et la Bulgarie qu'il n'est pas prévu d'industrie nationale. Les deux plus grands pays producteurs, la Tchécoslovaquie et la Pologne, ont prévu une expansion un peu moins marquée que les autres, et l'Allemagne orientale essaie, en fixant à un chiffre élevé son objectif de production, de s'affranchir de la nécessité d'importer de l'acier. En 1950, la production d'acier était d'un million de tonnes, mais la consommation s'élevait à 1,4 million de tonnes au moins [1]. La production prévue pour 1955 permettra de porter la consommation à 220% de ce dernier chiffre.

[1] C'est-à-dire que le plan national annuel fait état d'une importation de 400.000 tonnes.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

Les augmentations prévues pour la production sont, dans tous les cas, beaucoup moins importantes pour le charbon que pour l'acier, et les pays qui n'ont que peu ou point de charbon ont envisagé d'accroître leur production de lignite plus largement que les pays producteurs de charbon. Bien qu'elle augmente à un rythme relativement lent, la production de la Pologne va rester la plus importante avec 100 millions de tonnes de houille en 1955, et l'Allemagne orientale viendra ensuite avec 75 millions de tonnes de lignite, exprimées en équivalent de charbon. En Pologne, la production a probablement atteint 85 millions de tonnes en 1952, mais c'est en 1954 seulement que le chiffre record de 1943 [1], soit 92 millions de tonnes, sera dépassé. Il sera besoin d'un petit nombre de puits nouveaux pour atteindre la production envisagée; deux nouvelles mines viennent d'être mises en exploitation et quelques autres le seront ensuite. Les investissements sont consacrés en grande partie à la mécanisation des puits en exploitation; on dépensera en moyenne, par tonne produite annuellement, l'équivalent de 1,50 dollar chaque année entre 1950 et 1955 [2]. Cela suffira, paraît-il, pour atteindre l'objectif fixé sans que le nombre des travailleurs soit augmenté, fait important puisque la pénurie d'ouvriers mineurs a limité la production au cours des dernières années [3].

Dans le bassin d'Ostrava, le principal bassin minier tchèque, qui est situé à 50 km. seulement du bassin polonais de Katowice, la pénurie de main-d'œuvre est beaucoup plus grave qu'en Pologne. Le charbon tchèque, contrairement à la plupart des charbons polonais, se prête bien à la cokéfaction, et la pénurie de coke métallurgique, qui se fait vivement sentir dans toute l'Europe orientale, devient de plus en plus grave à mesure que s'accroît la production d'acier [4]. Jusqu'ici cependant, rien ne laisse penser qu'il existe des plans prévoyant le transfert de mineurs polonais dans le bassin minier d'Ostrava. Les conditions de travail y sont moins favorables qu'en Pologne où, dans la plupart des mines, les veines sont singulièrement épaisses et où le charbon peut être facilement extrait par des procédés mécaniques.

C'est surtout en raison de la pénurie de main-d'œuvre que la production houillère de la Tchécoslovaquie n'atteint pas les chiffres prévus. Dans ce pays, comme en Pologne, la production actuelle (20,1 millions de tonnes) est inférieure au chiffre record du temps de guerre (23,2 millions de tonnes en 1944). Le nouvel objectif que devrait atteindre en 1953 la production de charbon et de lignite semble impliquer une augmentation de 20% au moins de la production de houille [5]. Compte tenu des résultats obtenus précédemment, il ne semble guère probable que cet objectif soit atteint.

La production d'électricité doit, dans la plupart des cas, doubler pendant la période d'exécution des plans; ces objectifs ne sont toutefois pas très élevés si l'on tient compte du faible niveau de l'électrification dans le plus grand nombre de ces pays. Les plans de la Tchécoslovaquie ne semblent envisager qu'une augmentation de 50%, bien que l'électricité soit à l'heure actuelle sévèrement rationnée et que la consommation privée par habitant (85 kWh par an) soit très faible pour un pays fortement industrialisé.

[1] Ce chiffre s'explique évidemment par les conditions de la production en temps de guerre, lorsque les travaux de mise en valeur étaient négligés et que le charbon extrait était de moins bonne qualité.

[2] On peut comparer ce chiffre aux données indiquées dans le Tableau 70.

[3] Il est également prévu d'utiliser davantage les abondantes ressources en lignite du pays, en particulier dans les régions les plus éloignées des bassins miniers de la Silésie. Ce lignite peut être exploité à ciel ouvert, comme en Allemagne orientale.

[4] Plusieurs améliorations techniques ont été apportées tant à la cokéfaction qu'à la fusion du minerai, pour qu'il soit possible de moins dépendre des meilleurs charbons à coke.

[5] Aucun chiffre nouveau n'a été publié pour la houille, mais étant donné que les objectifs de la production totale de houille et de lignite ont été relevés de 20%, alors que le nouveau chiffre prévu pour le lignite correspondrait, dit-on, au double de la production « d'avant guerre », ce qui représente une modification n'atteignant pas 20%, l'objectif de la production houillère elle-même paraît avoir été relevé d'au moins 20%.

2. Les possibilités d'expansion de la production et les problèmes qu'elle pose

L'étude de la production d'acier et d'énergie après la guerre, à laquelle on vient de procéder, montre qu'en Europe orientale comme en Europe occidentale, les objectifs visent à une nouvelle augmentation de la production de ces produits de base, encore qu'ils soient moins ambitieux en Europe occidentale qu'en Europe orientale. On a vu également que les investissements antérieurs, comme les plans d'avenir, révèlent une forte tendance à l'autarcie dans les industries de base tant en Europe occidentale qu'en Europe orientale. Pour l'Europe occidentale, il reste à voir dans quelle mesure la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui groupe maintenant tous les grands pays producteurs d'acier du continent, pourra avoir pour effet de renverser cette tendance [6].

[6] La Communauté européenne du charbon et de l'acier est étudiée dans le Chapitre 12.

On a vu plus haut (Tableau 71) que les objectifs de la production d'acier dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, semblent impliquer une augmentation de la capacité de 20% en cinq ans. Comme l'acier est utilisé principalement pour des biens d'investissement et comme les investissements augmentent en général plus rapidement que le revenu, la consommation d'acier s'accroîtra plus vite que le revenu national pendant une période d'expansion. Etant donné que presque tous les biens d'investissement, constructions comprises, contiennent de l'acier dont le prix représente de 10 à 30% du coût total, il existe un rapport assez constant entre la valeur des investissements (à un niveau de prix donné) et la consommation d'acier, comme on peut le voir d'après les chiffres ci-dessous.

Consommation d'acier [a] par 1.000 dollars de formation de capital fixe [b] en 1951

(En tonnes)

Belgique et Luxembourg	1.6
Danemark	1.0
France et Sarre	1.0
Allemagne occidentale	1.3
Italie	1.1
Pays-Bas	1.3
Suède	1.1
Royaume-Uni	1.7
Etats-Unis	1.3

Sources : Voir Annexe B.

a Consommation apparente d'acier fini, compte tenu du commerce des produits manufacturés en acier.

b Formation totale de capital fixe, y compris les logements.

A supposer que la consommation intérieure et les exportations d'acier sous forme d'acier brut ou de produits des industries mécaniques augmentent dans les mêmes proportions, un accroissement de 20% de la capacité des industries de l'acier [1] correspondrait probablement à une augmentation semblable des investissements consacrés à la construction et à l'équipement, et à une augmentation de peut-être 12 à 15% du produit national brut. Ce taux est très inférieur à l'augmentation de 25% en cinq ans, fixée comme objectif par l'OECE, mais est beaucoup plus conforme à l'attitude prudente prise par les milieux gouvernementaux, l'année dernière, en ce qui concerne les investissements et le développement industriel.

La consommation d'énergie augmentera sans doute avec le produit national brut, mais peut-être de 1% de moins par an, à cause de l'amélioration constante du rendement de combustion. Cela signifie que, si le produit national brut augmente de 15% en cinq ans, la consommation d'énergie s'accroîtra de 10%. La consommation de charbon pourrait augmenter dans des proportions moindres en raison des disponibilités plus grandes en fuel-oil, sous-produit de l'essence dont la consommation augmente rapidement, et du développement plus ample de la production d'énergie hydraulique. En revanche, en 1951, la production de charbon était insuffisante et les importations en provenance des Etats-Unis ont été considérables.

Les renseignements dont on dispose au sujet des objectifs de la production charbonnière sur le continent sont trop vagues pour qu'il soit possible de savoir s'ils sont compatibles avec les objectifs de la production d'acier. Toutefois, les chiffres cités pour le Royaume-Uni, dans la section précédente, donnent à penser qu'il n'y a pas une coordination suffisamment étroite entre les plans relatifs au charbon et ceux qui concernent l'acier. La production charbonnière doit augmenter de 17% entre 1951 et environ 1960, mais la production d'acier n'augmenterait que de 9% entre 1951 et 1956. Il est possible que le Royaume-Uni envisage un plus grand accroissement de ses exportations de charbon que de celles d'acier. Mais les chiffres relatifs au charbon semblent impliquer une augmentation du revenu national plus forte que ne le permettra l'expansion de l'industrie de l'acier.

Il faut également signaler que l'augmentation de 12 à 15% du produit national brut, mentionnée plus haut pour l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, a été calculée d'après l'ensemble des objectifs de la production d'acier, sur la base de l'hypothèse assez peu vraisemblable que les exportations d'acier (acier brut ou produits manufacturés en acier) n'augmenteront pas plus rapidement que la consommation intérieure. Or, il est évident que les exportations d'acier et de produits manufacturés en acier de l'Europe en général et du Royaume-Uni en particulier, devront augmenter beaucoup plus que la consommation intérieure, puisque les exportations de textiles et d'autres biens de consommation tendent à diminuer, comme on l'a vu dans les chapitres précédents de cette ETUDE — et cela, même s'il n'y a pas d'accroissement de la production en vue de supplanter les produits américains sur les marchés d'outre-mer. Sans mouvements importants de capitaux des Etats-Unis ou de l'Europe vers les autres pays du monde, la demande totale d'importations dans les pays extra-européens autres que les Etats-Unis tendra à suivre les fluctuations des importations des Etats-Unis et de l'Europe en provenance de ces pays, à moins que des forces inflationnistes ou une dépression grave dans l'une ou l'autre de ces régions ne provoquent des changements sensibles dans le rapport d'échange entre les produits industriels manufacturés, d'une part, et les denrées alimentaires et matières premières, de l'autre.

[1] A supposer que l'utilisation de la capacité de l'industrie de l'acier soit la même en 1956 qu'en 1951.

Même si les exportations de capitaux n'augmentent pas, on peut donc prévoir que, l'activité économique se développant en Europe, la demande d'exportations d'acier [1] et de produits sidérurgiques dans les pays extra-européens augmentera plus que la demande intérieure en Europe (à moins qu'elle ne soit contrariée par un fléchissement de la demande d'importations des Etats-Unis). Si les exportations de capitaux augmentaient concurremment, les exportations d'acier auraient évidemment encore davantage tendance à augmenter plus que la consommation intérieure.

Les plans, quels qu'ils soient, visant au développement de l'économie de l'Europe occidentale doivent donc tenir compte du fait que la production des industries mécaniques et de l'industrie sidérurgique devra augmenter plus rapidement que la demande intérieure qui, à son tour, doit s'accroître à un rythme plus accéléré que celui qui est envisagé pour le revenu national. D'ailleurs, puisque les pays de l'Europe occidentale dépendent, dans une mesure relativement importante, de leur commerce extérieur, assigner un objectif trop faible à la production d'acier et d'énergie revient à prévoir un recul ou, tout au moins, une stagnation de la production européenne, à moins toutefois que l'Europe n'accepte une fois encore d'être obligée d'importer de la zone dollar des produits qu'elle pourrait assez aisément produire elle-même.

Les possibilités matérielles d'accroissement de la production d'acier

Après la guerre, la production d'acier tant en Europe occidentale qu'en Europe orientale a été entravée par la pénurie de matières premières [2]. La pénurie de coke a amené l'industrie à modifier sa consommation de

[1] On trouvera un exposé détaillé sur les possibilités qu'a l'Europe d'exporter de l'acier brut dans une étude préparée par la Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat, Divisions de l'industrie, Secrétariat de la CEE : *Exportations européennes d'acier et demande d'acier dans les pays non européens*, Steel/WP/96. Cette étude qui, pour l'instant, est encore réservée aux gouvernements, sera publiée dans le courant du printemps.

[2] Les matières premières essentielles à la fabrication de l'acier sont le minerai de fer, riche ou pauvre, la ferraille et le coke. Par tonne de métal produit, l'emploi du minerai exige plus de coke que celui de la ferraille et, d'autre part, l'emploi de minerais pauvres demande également plus de coke que celui des minerais riches. Pour les données relatives aux quantités employées dans les différents pays, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, Volume 2, N° 2.

Tableau 74

PRODUCTION DE MINERAI DE FER (TENEUR EN MÉTAL)

En millions de tonnes

Pays	Teneur en métal (*En pourcentage*)	1913	1929	1937	1951
France	32–34	14.2	16.8	12.6	11.7
Suède	61	4.6	6.7	9.1	9.8
Royaume-Uni	30	4.9	4.0	4.3	4.5
Allemagne occidentale	27–30	2.1	1.9	2.8	3.5
Luxembourg	30	2.2	2.3	2.3	1.7
Espagne	48	4.7	3.1	0.6	1.1
Autres pays de l'Europe occidentale [a]		1.5	1.8	2.3	1.7
Total pour l'Europe occidentale		34.2	36.6	34.0	34.0
Tchécoslovaquie	34	0.7	0.7	0.6	0.6
Autres pays de l'Europe orientale [b]		0.7	0.4	0.6	0.9
Total pour l'Europe orientale		1.4	1.1	1.2	1.5
Total pour l'Europe		35.6	37.7	35.2	35.5
U.R.S.S.	50-65	4.9	4.3	15.1*	25.4*
Etats-Unis d'Amérique	50	31.5	37.1	36.6	59.2

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres ci-dessus ont été calculés d'après la production de minerai brut et le pourcentage de la teneur en métal de ce minerai. Dans certains cas, on a pris des valeurs différentes pour la teneur en métal dans un même pays, selon les gisements d'origine (France et U.R.S.S.), ou selon les années (Allemagne occidentale).

a Y compris l'Autriche, la Belgique, la Grèce, l'Italie, la Norvège, la Suisse, la Turquie et la Yougoslavie.

b Y compris l'Allemagne orientale, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

matières premières et, à l'heure actuelle, celle-ci utilise, par tonne d'acier, plus de ferraille et moins de coke et de minerai qu'avant la guerre. Cette pénurie s'est accentuée du fait que l'Allemagne occidentale a utilisé plus de minerais pauvres après la mise en exploitation des gisements de fer de Salzgitter aussitôt après la guerre, ce qui a fait diminuer les quantités de coke disponibles pour l'exportation. Un certain nombre de pays qui ne produisent ni minerai de fer ni charbon à coke ont, comme on l'a déjà dit, créé une industrie de l'acier ou développé celle qui existait déjà et, de ce fait, ils ont cessé d'être exportateurs de ferraille et sont même devenus importateurs [1].

Cependant, on ne pouvait continuer à utiliser davantage cette matière qu'aussi longtemps qu'il restait des stocks de ferraille de guerre importants dans lesquels il était possible de puiser. Mais à l'avenir, les approvisionnements seront limités à la ferraille provenant normalement du traitement de l'acier dans les industries mécaniques et de la mise au rebut du matériel superflu ou vieilli [2]. A longue échéance, l'accroissement de la production d'acier reposera totalement sur le minerai de fer, de sorte que les besoins de coke seront plus importants.

Minerai de fer. — L'Europe possède de grandes réserves de minerai de fer réparties entre bon nombre de pays, mais, comme on peut le voir dans le Tableau 74, la production européenne de minerai, évaluée en teneur en métal, est restée à peu près stationnaire depuis quarante ans. La production des riches minerais suédois augmente, il est vrai, bien qu'assez lentement d'ailleurs, et il en est de même pour les minerais très pauvres de l'Allemagne occidentale. Mais partout ailleurs, sauf dans quelques très petits pays, la production est de beaucoup inférieure à ce qu'elle était en 1913. Le fléchissement a été particulièrement marqué pour les riches minerais espagnols; l'épuisement des gisements situés à proximité de la côte a provoqué une chute de la production qui n'atteint même plus le quart du chiffre de 1913. C'est — avec la diminution sensible de la production de la minette en France et au Luxembourg — ce qui explique pourquoi l'insuffisance des approvisionnements en minerai menace actuellement d'entraver la fabrication de l'acier (voir Tableau 75) [3]. La pénurie de minerai se fait particulièrement sentir dans l'Europe orientale qui, étant donné l'épuisement de la ferraille de guerre, est essentiellement tributaire des importations en provenance de l'Ukraine et de la Suède.

Tableau 75

PRODUCTION DE MINERAI DE FER (TENEUR EN MÉTAL) EN POURCENTAGE DE LA PRODUCTION D'ACIER BRUT

	1913	1929	1937	1951
Europe occidentale	99	77	68	59
Europe orientale	30	19	19	16
U.R.S.S.	117	88	85	81
Etats-Unis d'Amérique . . .	99	65	71	62

Sources : Tableaux 67 et 74.

L'accroissement de la production de minerai ne nécessiterait pas de grosses dépenses d'équipement; il semble que le chiffre de 15 dollars par tonne de métal contenu extraite annuellement soit une estimation raisonnable. Ce chiffre est relativement faible par rapport au coût des investissements de la production d'acier. Dans nombre de pays, les frais d'équipement des chemins de fer nécessaires pour transporter le minerai jusqu'à la mer ou un fleuve doivent constituer un obstacle plus grave que le coût des investissements dans les mines elles-mêmes, en particulier dans des pays comme l'Espagne ou la Yougoslavie, où les transports sont relativement peu développés. Il semble toutefois que le principal obstacle à l'accroissement de la production de minerai de fer soit la tendance à l'autarcie qui se manifeste dans les industries de base et dont il a été question plus haut : il est plus difficile de trouver des capitaux pour les mines de fer dont la production est destinée à l'exportation que pour les mines alimentant les hauts fourneaux du pays. C'est ce qui explique en partie pourquoi la production allemande a augmenté en dépit du coût élevé et de la mauvaise qualité du minerai, distançant ainsi celle des gisements français de minette cependant tout proches.

Coke. — Il est possible de remédier à la pénurie de coke métallurgique soit en réduisant la quantité de coke de four employée ailleurs que dans les hauts

[1] En outre, les Etats-Unis ont, de temps en temps, importé d'Europe des quantités considérables de ferraille. Pour les approvisionnements européens en ferraille après la guerre, voir l'ETUDE pour 1951, pages 66 et 67.

[2] La Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat, Divisions de l'industrie, Secrétariat de la CEE, étudie actuellement le problème des approvisionnements futurs en « vieille » ferraille.

[3] Il faut se rappeler qu'en 1913, une grande partie du métal contenu dans le minerai était utilisée par les fonderies, dont la part dans la consommation finale a diminué régulièrement. Pour examiner ce problème plus en détail, il faudrait étudier la part que représentent le minerai et la ferraille dans la fabrication de la fonte, et la proportion de fonte et de ferraille entrant dans la fabrication de l'acier, mais comme la fonte est très peu utilisée actuellement sauf pour la fabrication de l'acier, et comme le commerce dont elle fait l'objet est très peu important, la méthode assez approximative employée dans le Tableau 75 semble justifiée.

fourneaux, soit en augmentant les investissements dans les cokeries [1]. Plus de 40% du coke de four disponible sont brûlés ailleurs que dans les hauts fourneaux, pour la plus grande partie en Allemagne occidentale. Puisqu'il y a très peu de fabrications pour lesquelles on ne puisse pas remplacer le coke métallurgique par d'autres combustibles [2], on pourrait remédier à toute pénurie temporaire de coke dans les aciéries en se servant d'une partie du coke utilisé ailleurs, mais cela pourrait nécessiter certains investissements, car dans bien des cas il faudrait modifier les appareils de combustion pour les adapter à l'emploi de combustibles autres que le coke.

A longue échéance, cependant, il serait probablement plus indiqué d'augmenter les investissements dans les cokeries, car avec l'expansion de l'industrie chimique, la demande des sous-produits — benzol et autres produits chimiques provenant de la distillation du charbon, et gaz de cokerie — augmente constamment [3].

Le coût de l'expansion

On peut conclure de ce qui précède que la possibilité d'accroître encore la production d'acier en Europe, ou tout au moins en Europe occidentale, se trouve limitée non pas tant par une pénurie de matières premières obligeant l'Europe à importer de l'étranger, que par le montant des sommes qui pourraient être investies. Cela est vrai également de la production de charbon et d'électricité. Il existe d'importantes réserves de charbon de bonne qualité en Europe, et l'on peut remédier à l'insuffisance de l'effectif de la main-d'œuvre en augmentant encore l'équipement mécanique des mines, même s'il faut abandonner certaines d'entre elles qui se prêtent moins à la mécanisation et en exploiter d'autres qui s'y prêtent mieux. A l'heure actuelle, 20% seulement des ressources hydrauliques disponibles dans l'ensemble de l'Europe sont utilisés [4]; il y a donc encore de grandes possibilités dans le domaine de l'électrification si les investissements peuvent être entrepris.

Cependant, les frais d'équipement des industries en question sont énormes et ces investissements doivent être organisés à beaucoup plus longue échéance que les autres. Il faut normalement près de deux ans pour construire une usine d'importance moyenne et les sommes à investir représentent environ une fois et demie la valeur de sa production annuelle. Pour creuser une mine de charbon, il faut compter, par contre, de cinq à quinze ans et le coût des investissements représente à peu près deux fois et demie la production annuelle. Les travaux de construction d'une aciérie intégrée et d'une centrale thermique (y compris un réseau de distribution) peuvent demander cinq ans et les sommes à investir peuvent représenter respectivement trois fois et demie et deux fois et demie environ la production annuelle. Pour construire une grande centrale hydraulique, il faut parfois dix ans et le coût des investissements peut représenter huit fois la production annuelle [5].

En outre, la mise de fonds totale est beaucoup plus élevée pour ces entreprises que pour une usine d'importance moyenne. Une usine employant par exemple cent ouvriers coûterait un demi-million de dollars, alors que pour creuser une mine de charbon ayant une production annuelle d'un million de tonnes, il faut compter environ 30 millions de dollars et qu'une aciérie complètement intégrée — comprenant des fours à coke, des hauts fourneaux et une section de laminage — d'une capacité d'un million de tonnes de lingots, coûtera près de 300 millions de dollars. Dans le cas de la production d'électricité, les centrales peuvent être d'importance assez diverse, mais le coût des projets de centrales thermiques se monte à l'heure actuelle jusqu'à 80 millions de dollars, et certains projets d'installations hydrauliques représentent encore beaucoup plus.

Le coût extrêmement élevé des investissements effectués dans ces industries, ainsi que les tendances à l'autarcie qui se font jour dans les pays les plus industrialisés et, par conséquent, les plus riches, expliquent que les ressources en matières premières

[1] En augmentant les investissements dans les cokeries, il est également possible d'utiliser en plus grande quantité des charbons se prêtant moins à la production de coke métallurgique et, par là même, de résoudre en partie le problème de la pénurie de charbons à coke. Le coût de ces investissements représente environ 40 dollars par tonne de coke produite annuellement.

[2] On cite souvent le cas de la production d'acide carbonique destiné aux sucreries, mais elle n'entre que pour une part insignifiante dans la consommation totale de combustibles; une autre fabrication, représentant une consommation plus importante mais plus facile à éviter, est la fonte des métaux non ferreux.

[3] On fait valoir bien souvent, en particulier au Royaume-Uni, que tout le charbon qui s'y prête devrait être « carbonisé » et non pas brûlé « brut ». Les partisans de cette thèse se fondent, d'une part, sur le rendement des combustibles — le rendement de combustion du coke et du gaz est tellement supérieur à celui du charbon brut que cela compense, et au-delà, les pertes de chaleur dans les fours à coke — et, d'autre part, sur l'utilisation des sous-produits dans l'industrie chimique. Il faudrait se livrer à des calculs très précis pour savoir si les frais d'équipement des cokeries sont compensés par les gains nets en calories à quoi s'ajoute la valeur des approvisionnements marginaux en produits chimiques dérivés du charbon.

[4] Voir « Aspects du transport d'énergie électrique à longue distance en Europe », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

[5] Dans le cas des chemins de fer, le coût des investissements, par rapport au rendement, et est également extrêmement élevé.

et en main-d'œuvre de l'Europe soient exploitées de façon aussi inégale et aussi que le charbon, l'acier et l'électricité soient souvent produits à un coût beaucoup trop élevé, et avec des matières premières convenant moins à la production que celles qu'on pourrait utiliser si les capitaux avaient librement circulé d'un pays à l'autre et si l'exploitation des ressources du continent n'avait pas été influencée par les frontières nationales. Il est donc d'autant plus nécessaire et urgent que les pays collaborent à la mise en valeur des ressources naturelles de l'Europe plus largement qu'ils ne commencent à le faire au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui, exception faite de l'Italie, ne groupe que des pays déjà fortement industrialisés et dont les ressources naturelles sont relativement bien exploitées.

Même dans les pays les plus riches de l'Europe occidentale, le coût élevé des investissements limite le rythme auquel la production d'acier et d'énergie pourrait être développée sans que la stabilité monétaire soit compromise. La France, qui a déjà engagé des investissements particulièrement importants dans son industrie sidérurgique et pour sa production d'énergie depuis la guerre (Tableau 70), a récemment restreint les plans visant à accroître la production d'énergie hydraulique, afin de diminuer la pression inflationniste. L'Italie, dont le revenu national est très inférieur à celui de la France, mais qui a investi des capitaux importants dans la construction de centrales hydrauliques et la production d'acier a, en partie pour la même raison, essayé de limiter les autres investissements en appliquant une politique de restriction du crédit [1]. En Belgique, le faible taux des investissements consacrés à la production d'acier et d'énergie est souvent justifié par la nécessité de défendre la stabilité monétaire.

Il est possible qu'on se préoccupe souvent trop de la stabilité monétaire, ou qu'elle serve de prétexte à des groupes monopolisateurs plus soucieux de conserver les bénéfices élevés que leur permet de réaliser la pénurie que d'accroître la production. Il se peut également qu'on puisse lutter au moyen de contrôles directs contre les pressions inflationnistes créées par le développement de ces industries de base, comme cela se fait avec plus ou moins de succès dans les pays du nord et de l'est de l'Europe. Il n'en reste pas moins vrai que les capitaux sont si rares dans tous les pays d'Europe qu'il faut choisir avec grand soin entre les divers secteurs pour procéder à des investissements.

On pourrait faire valoir beaucoup d'arguments pour montrer que les investissements dans la production d'acier et d'énergie doivent avoir la priorité sur la plupart des autres. Un certain surinvestissement dans les industries de base a beaucoup moins d'inconvénients qu'un sous-investissement du même ordre de grandeur. Si la capacité de l'énergie sidérurgique reste inférieure d'un million de tonnes à ce qu'elle devrait être, cela peut signifier que des produits des industries mécaniques représentant au moins 400 millions de dollars ne pourront être fabriqués chaque année; un excédent de même importance signifie simplement que 300 millions de dollars ont été investis un peu prématurément. Cela peut n'être pas de l'intérêt des actionnaires, mais cela est loin d'être aussi désastreux pour l'économie nationale qu'une production insuffisante. Pour le charbon ou l'électricité, le rapport entre la perte de production annuelle résultant d'une pénurie et le coût du supplément de capacité nécessaire pour éviter cette pénurie est beaucoup plus élevé encore.

Etant donné qu'il faut beaucoup de temps pour que ces investissements donnent des résultats, un retard dans les décisions à prendre en ce domaine est extrêmement préjudiciable à l'ensemble de l'économie [2].

Développement ou modernisation des moyens de production

Outre que l'on peut engager des investissements dans une branche de l'industrie plutôt que dans une autre, il est également souvent possible, dans une même industrie, de choisir entre des investissements qui augmenteront la capacité et permettront à un plus grand nombre d'ouvriers de produire plus de charbon, d'acier ou de produits mécaniques (ou plus de combustibles pour fournir de l'électricité) et d'autres investissements qui abaisseront le prix de revient — c'est-à-dire qui augmenteront la productivité de la main-d'œuvre ou le rendement des combustibles.

Dans la plupart des cas, le choix entre la modernisation et l'expansion ne correspond pas à une notion très précise, parce que tout investissement augmente toujours la capacité, et que des installations supplémentaires ont, en général, une productivité supérieure à celle qu'a en moyenne l'usine existant déjà. Souvent, un investissement destiné à accroître la productivité, et reposant sur l'hypothèse que l'équipement moins productif serait mis au rebut, a contribué à augmenter la production, les anciennes installations ayant été maintenues en service. Par exemple, dans le cas de la production d'électricité, le rendement des combustibles est beaucoup plus élevé dans une nouvelle

[1] Voir Chapitre 5.

[2] On peut évidemment faire appel aux importations pour pallier une pénurie temporaire, mais l'expérience a prouvé que ces importations sont, en général, très onéreuses et souvent difficiles à obtenir, en particulier évidemment dans le cas de l'électricité.

centrale que dans l'installation vieillie qu'elle pouvait remplacer, mais l'ancienne usine a souvent été maintenue en activité parce que la demande a augmenté plus vite que la capacité totale de production.

Les estimations de la demande future jouent un très grand rôle quand il s'agit de décider si la modernisation et la rationalisation sont préférables à l'expansion. Dans les périodes de pénurie, c'est la production qui compte; lorsqu'on s'attend à un engorgement du marché, c'est la lutte contre les concurrents qui devient l'objectif de l'industrie.

En France, on a le choix entre deux solutions : ou bien moderniser les charbonnages du Nord, ce qui permettra d'augmenter ou tout au moins de maintenir la production avec un effectif ouvrier qui reste inchangé ou même diminue, ou bien développer l'industrie minière en Lorraine, où la productivité est plus élevée et où il y a plus de main-d'œuvre disponible, mais où le nombre des puits en exploitation est insuffisant.

Pour le laminage de l'acier, certains pays installent des trains continus à bandes [1], en vue d'augmenter leur capacité de laminage; d'autres pays agissent de même, bien que leurs laminoirs de type ancien ne soient pas tous utilisés faute d'acier. Ces derniers pays ont pour but, en procédant aux nouveaux investissements, d'être en mesure de fabriquer, avec la même quantité de lingots, plus de produits laminés de meilleure qualité, à moindres frais de main-d'œuvre (et de combustibles), et de pouvoir ainsi soutenir la concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur, ou lutter avec d'autres pays exportateurs d'acier sur les marchés d'exportation. Par suite, principalement, de ces investissements considérables dans les trains continus, la capacité de production de produits plats [2] en Europe occidentale doublerait presque dans les dix ans à venir si aucune autre installation n'était mise hors service. A condition qu'il existe des débouchés, il se pourrait fort bien que la production de 1956 soit supérieure de plus de 50% à celle de 1951 [3].

Il est vraisemblable que ces investissements abaisseront très sensiblement le prix de revient de l'acier; s'il est possible d'utiliser toute la capacité des nouveaux laminoirs, les prix de revient diminueront de plus de 20%. Ces réductions sont évidemment très importantes pour l'Europe, dans la mesure où les produits plats qu'elle exporte se trouvent, directement ou indirectement (sous forme de produits des industries mécaniques), en concurrence avec les produits en acier des Etats-Unis, qui pour la plupart sont, depuis 15 ans, fabriqués dans des trains continus du modèle de ceux que l'on installe actuellement en Europe.

Comme la formation de capital par habitant est beaucoup plus faible en Europe qu'aux Etats-Unis, il n'est pas possible de moderniser l'ensemble de l'industrie européenne à l'aide d'un équipement demandant énormément de capitaux et permettant d'économiser de la main-d'œuvre, du genre de celui qui convient en Amérique, et qui permettrait le mieux de faire face à la concurrence des produits américains sur les marchés mondiaux. La modernisation opérée avec un équipement exigeant beaucoup de capitaux doit donc se faire, avant tout, dans les branches les plus exposées à la concurrence américaine et non pas dans les branches relativement protégées où elles n'aurait d'autre effet que d'abaisser les prix demandés aux consommateurs européens — résultat que l'on pourrait tout aussi bien atteindre par des investissements moins coûteux dans d'autres secteurs de l'économie, par exemple l'agriculture. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas lieu de procéder à des investissements considérables, en vue d'abaisser le prix de l'acier européen qui est la principale matière première utilisée par l'industrie mécanique, la plus importante en Europe et l'industrie d'exportation du plus grand avenir.

En revanche, il ne faut pas oublier que, dans le cas de la plupart des produits des industries mécaniques, l'acier n'entre que pour une part peu importante dans le prix de revient total [4]. Les gros investissements consacrés au laminage de l'acier perdront à peu près leur effet sur la position de l'industrie européenne par rapport à ses concurrents, s'ils ne vont pas de pair avec un développement et une modernisation de l'industrie mécanique elle-même qui lui permettent de

---

[1] Le développement de la capacité de production des produits plats d'acier est examiné en détail dans une étude préparée par la Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat, Divisions de l'industrie, Secrétariat de la CEE, intitulée : *Les produits plats d'acier: Etude des tendances de la production et de la consommation*, STEEL/WP/94. Cette étude qui, pour l'instant, est encore réservée aux gouvernements, sera publiée dans le courant du printemps.

[2] Les produits plats sont : les tôles épaisses ou minces (avec ou sans revêtement), les feuillards et bandes à tube, le fer blanc, le fer noir et la tôle plombée.

[3] L'accroissement de la capacité de production prévu est donc beaucoup plus important pour les produits plats d'acier que pour l'acier brut. Cependant, à long terme, la demande semble s'orienter davantage vers les produits plats d'acier que vers les autres catégories de produits sidérurgiques, tendance qui pourrait s'accentuer si, avec la modernisation de la fabrication, le prix de revient des produits plats d'acier baissait. En outre, comme on l'a expliqué précédemment, les objectifs de production de l'acier brut sont assez modestes, en particulier au Royaume-Uni.

[4] Le coût de l'acier représente 10% environ du prix de revient total pour les automobiles, 20% pour les constructions navales et moins encore pour les produits de l'industrie mécanique légère.

tirer pleinement parti de l'accroissement de la production et de l'amélioration de la qualité de l'acier [1].

On a indiqué, dans le chapitre précédent, que la modernisation de l'industrie textile européenne offrait des avantages douteux. L'utilisation, pour la modernisation d'industries alimentant uniquement le marché national, des rares ressources d'investissement dont on dispose, est assurément d'un intérêt beaucoup plus contestable encore et constitue certainement une erreur si les frais d'équipement sont élevés. On est, de ce fait, amené directement à se demander dans quelle mesure il importe de moderniser la production d'énergie en Europe. S'il est vrai que la part de l'acier dans le prix de revient total des produits manufacturés en acier n'est pas très élevée, celle du charbon et de l'électricité est certainement beaucoup plus faible encore et, malgré leur importance pour des productions comme celles du ciment et de l'aluminium, on exagère souvent leur influence sur le niveau général des prix.

Valeur de la consommation de charbon, d'acier et d'électricité, en pourcentage de la dépense nationale en 1951 [a]

Pays	*Charbon*	*Acier*	*Electricité*
Royaume-Uni	4	2	2
France	3	1	2
Allemagne occidentale . . .	4 [b]	2	3
Italie	1	2	2
Belgique	6	2	..
Suisse	1	1	3
Etats-Unis	1	2	..

Sources : Voir Annexe B.

a Les écarts de chiffres entre les pays ne s'expliquent évidemment pas seulement par des différences dans la structure de l'industrie, mais aussi par les variations du rapport qui existe entre le prix de ces trois produits et celui d'autres marchandises.

b Y compris le lignite.

Les raisons sérieuses qui militent en faveur des investissements destinés à accroître la production d'énergie ne justifient pas les dépenses importantes que représente la modernisation de cette production (pour autant, toutefois, qu'on ait le choix entre ces deux solutions). Au contraire, du point de vue de la concurrence, il peut être préférable de disposer toujours d'amples approvisionnements en énergie (et même en acier) qui, malgré un coût de production assez élevé, pourront être vendus avec un faible bénéfice, plutôt que d'avoir une moins grande quantité d'énergie (ou d'acier) produite à bas prix qui, en raison d'une pénurie relativement constante et de l'absence de produits de remplacement [2], pourra être vendue avec des bénéfices excessifs.

Les moyens de développer l'industrie lourde

Dans tout ce qui précède, on a supposé implicitement que les gouvernements décidaient du niveau et de la répartition des investissements comme si l'industrie était nationalisée dans tous les pays. Tel n'est pas le cas en Europe occidentale. Presque partout, les industries manufacturières sont entièrement dans le secteur privé. Les charbonnages du Royaume-Uni, de la France, de la Sarre et la majeure partie des mines néerlandaises sont nationalisés, mais celles de l'Allemagne occidentale, de la Belgique et de l'Espagne ne le sont pas. En ce qui concerne les industries sidérurgiques, la seule qui soit totalement nationalisée est celle du Royaume-Uni, et encore n'est-ce là qu'une exception apparente puisqu'il a été décidé de la dénationaliser après une très brève expérience; en Italie et aux Pays-Bas, le gouvernement possède une part importante de l'industrie sidérurgique et celle de la Sarre est, en partie, exploitée par le Gouvernement français. Les réseaux de production et de distribution d'électricité du Royaume-Uni et de la France appartiennent à des entreprises de l'Etat, mais ce sont là les deux seuls pays de l'Europe occidentale où il en soit ainsi [3]. Cependant, même s'il s'agit d'entreprises privées, les industries du charbon, de l'acier et de l'électricité ne sont en aucune façon soustraites à l'action de l'Etat. Dans presque tous les pays, les prix sont réglementés par le gouvernement et les investissements sont, dans une large mesure, financés ou garantis par les pouvoirs publics. C'est donc, en grande partie, aux gouvernements qu'il appartient de prendre les décisions essentielles quant au développement de ces industries et d'en assumer les risques financiers. Il est presque inévitable qu'il en soit ainsi. Il est si important pour le pays que ces industries-clés soient développées dans la mesure voulue qu'il n'est pas possible de laisser aux entreprises privées le soin de décider seules de cette expansion, d'autant que la tendance au cartel dans la plupart des industries charbonnières et sidérurgiques

[1] Cela est particulièrement important, car, en raison des énormes frais généraux des nouveaux laminoirs, il est nécessaire d'utiliser toute la capacité pour abaisser autant que possible le prix de revient à l'unité.

[2] Pour le charbon et l'électricité, il n'existe guère de produits de remplacement. Les carburants sont évidemment les premiers qui viennent à l'esprit; mais le fuel-oil étant essentiellement un sous-produit de la préparation de l'essence, les approvisionnements dépendent, dans une large mesure, de la demande de celle-ci. Pour l'acier, il y a un certain nombre de produits de remplacement : le bois, l'aluminium, le ciment « rivalisent » tous, dans une certaine mesure, avec l'acier; mais pour aucun il n'est possible d'augmenter la production assez rapidement pour faire face à une pénurie d'acier.

[3] Dans cet exposé, aucune différence n'est faite entre les compagnies privées et les entreprises appartenant à des autorités locales.

Tableau 76

RÉPARTITION, PAR MARCHÉS, DES VENTES DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN 1951

En pourcentages

Destination	Royaume-Uni	France	Autres pays de l'Europe occid.	Total pour l'Europe occid.
Marché intérieur . . .	65	78	70	69
Pays extra-européens rattachés à des pays d'Europe[a]	19	11	1	10
Pays d'Europe[b] . . .	10	6	20	14
Autres pays extra-européens	6	5	9	7
Total	100	100	100	100

Sources : Voir Annexe B.
a Commonwealth britannique, Union française, et colonies
b Y compris le Congo belge.

de l'Europe risque d'avoir pour effet de maintenir en permanence la production à un niveau insuffisant.

On a soutenu, en particulier en France, que s'il fournit suffisamment de produits de base, l'Etat assure la seule condition indispensable à l'expansion économique et qu'on peut, pour le reste, s'en remettre à l'initiative privée. Cette conception peut être vraie pour des périodes où l'industrie privée envisage sous un jour favorable les possibilités futures du marché. A ce moment-là, le rôle de l'Etat peut se borner à contribuer au financement des investissements. Mais, lorsque les détenteurs de capitaux privés considèrent l'avenir avec pessimisme, cela n'est pas suffisant. Si les investissements privés fléchissent, les gouvernements peuvent intervenir, par des investissements publics et par des mesures fiscales correctives, en vue de maintenir le plein emploi; cependant, dans une économie à régime d'entreprise privée, cette intervention ne s'opère pas aussi facilement ni de façon aussi automatique qu'on le croit parfois. Il est donc essentiel de provoquer un revirement d'opinion dans les milieux d'affaires avant que leurs prévisions pessimistes n'entraînent un ralentissement des investissements. En d'autres termes, il faut faire en sorte que l'entreprise privée soit absolument certaine que les gouvernements se chargent de maintenir la demande totale à un niveau élevé.

On peut objecter que cela ne suffirait pas dans le cas des industries sidérurgiques et mécaniques, puisqu'elles dépendent des commandes d'exportation. Mais on a montré plus haut qu'en Europe occidentale, les deux tiers, en moyenne, des produits des industries mécaniques sont vendus dans le pays où ils sont fabriqués. En outre, la plus grande partie des produits exportés est vendue sur d'autres marchés européens ou dans des pays d'outre-mer qui ont des liens économiques étroits avec les pays d'Europe (Tableau 76). Le Royaume-Uni et la France vendent 85 à 90% des produits des industries mécaniques qu'ils fabriquent dans des pays sur la politique économique desquels ils peuvent agir directement, ou tout au moins avec lesquels ils ont des attaches si étroites qu'ils peuvent, s'il en est besoin, maintenir une certaine stabilité de leurs exportations au moyen de crédits consentis aux gouvernements, sans pour autant encourir de risques excessifs.

Les autres pays de l'Europe occidentale, en particulier les petits pays, sont moins en mesure que le Royaume-Uni et la France d'agir sur leurs marchés puisqu'ils écoulent la plupart de leurs exportations en Europe. Dans le cas de ces pays, une régression des échanges intereuropéens, et par là même de la production, ne peut donc être évitée que par des politiques coordonnées destinées à faire régulièrement progresser l'économie dans toute l'Europe.

BIBLIOTECA

Chapitre 12

LES PROBLÈMES DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

1. Données historiques

Le processus de désagrégation de l'économie internationale

Les quatre dernières décades furent, pour l'économie internationale en Europe, une période de désagrégation à peu près continue. Entre les deux guerres, des projets destinés à réagir contre cette tendance et à réaliser en Europe un degré d'unification économique plus poussé retinrent l'attention à maintes reprises, mais les propositions faites en ce sens restèrent, à peu de choses près, sans résultats pratiques.

Il est difficile de mesurer l'ampleur de la désagrégation économique de l'Europe, mais quelques chiffres permettent du moins de se faire une idée très approximative du phénomène : de 1913 à 1951, la production totale de l'Europe (non compris l'Union soviétique) paraît avoir augmenté de 70% environ, tandis que, pendant cette même quarantaine d'années, le volume du commerce intereuropéen ne s'est guère accru.

	Estimations en pourcentage des variations	
	du volume du commerce entre pays européens [a]	*du volume de la production en Europe*
1913 à 1928 . . .	± 0	+15
1928 à 1938 . . .	−10	+15
1938 à 1951 . . .	+12	+30
1913 à 1951 . . .	+ 2	+70

[a] Non compris l'Union soviétique.

Les principales phases du processus de désagrégation ont été, en résumé, les suivantes.

Après la première guerre mondiale, plusieurs Etats nouveaux furent créés qui cherchèrent tous à se constituer une économie équilibrée, ce qui ajouta encore aux effets des quatre années d'interruption des échanges commerciaux intereuropéens. De plus, entre les grands pays très industrialisés de l'Europe occidentale, le commerce avait, depuis fort longtemps, tendance à diminuer en importance relative, alors qu'il progressait rapidement entre la France et le Royaume-Uni, d'une part, et leurs territoires d'outremer dépendants ou rattachés, d'autre part. L'Allemagne, qui n'avait pas de colonies, chercha, pour s'assurer d'autres débouchés, à développer ses relations commerciales avec l'Europe du Sud-Est, mais elle n'y réussit que dans une mesure limitée, ses tentatives s'étant heurtées aux efforts faits par les nouveaux Etats de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est pour édifier leur économie en s'abritant derrière une politique de protection douanière. Vint ensuite la grande crise économique qui suscita dans les pays européens une nouvelle vague de protectionnisme et d'autarcie.

Les restrictions de plus en plus rigoureuses au commerce international allèrent nécessairement de pair avec une réduction croissante de la liberté des mouvements de main-d'œuvre et des mouvements de capitaux. Avant la première guerre mondiale, les travailleurs pouvaient se déplacer librement en Europe d'un pays à l'autre. Toutefois, au total, les mouvements de main-d'œuvre n'étaient pas très considérables (et n'avaient d'ailleurs pas à l'être), parce que les différences de pression démographique entre les pays européens se trouvaient compensées surtout par les différences d'intensité de l'émigration vers les Etats-Unis ou d'autres pays extra-européens. Après la guerre, les Etats-Unis soumirent l'immigration à des restrictions rigoureuses dont l'effet fut accentué par les barrières que l'on en vint de plus en plus à opposer aussi aux mouvements de main-d'œuvre entre pays européens. Au cours de la grande crise économique, le chômage massif sévissant pratiquement dans tous les pays, l'on adopta presque partout, contre l'immigration de main-d'œuvre, des dispositions restrictives que les syndicats eux-mêmes appuyèrent avec vigueur.

Le marché international des capitaux, élément essentiel de l'équilibre économique international avant la première guerre mondiale, put fonctionner à nouveau après 1920 et l'étalon-or fut rétabli pour les règlements internationaux; mais, en 1931, lorsque l'effondrement se produisit, il n'en fut que plus complet. L'absence, en Europe, d'un marché des

capitaux véritable à partir de 1931, explique en partie la politique commerciale de plus en plus restrictive pratiquée jusqu'à la veille de la guerre. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'arrêt ou la désorganisation du commerce international renforça davantage encore dans chaque pays la volonté de développer la production en vue de réaliser l'autarcie partout où c'était matériellement possible. Les plans ambitieux qui avaient été minutieusement élaborés par l'Allemagne nazie dans le dessein de créer une « Europe nouvelle », unifiée sous la domination allemande, furent entravés par les difficultés nées de la guerre; avec la défaite militaire, il n'en fut plus question.

Dans l'après-guerre, on assista à une lente reprise du commerce intereuropéen dans le cadre d'échanges bilatéraux, et c'est seulement en 1950 que le volume des échanges d'avant guerre fut retrouvé [1]. En outre, les fabrications de produits de remplacement destinés à se substituer à certains articles importés, lancées pendant la guerre, furent poursuivies et souvent même développées après la guerre, car elles étaient à la fois stimulées par l'inflation intérieure et protégées par les restrictions imposées aux importations et, jusqu'en 1949, par l'absence complète de livraisons par l'industrie allemande.

Aux effets de ces perturbations s'ajoutèrent les conséquences de l'érection de barrières politiques entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale dont les productions sont largement complémentaires, ainsi que de la division politique de l'Allemagne qui sépara cette économie industrialisée en deux parties naguère étroitement interdépendantes [2].

On n'aperçoit pas encore les signes avant-coureurs d'un renversement de ces tendances. En laissant même de côté les effets de la coupure entre l'Est et l'Ouest et à ne considérer que l'Europe occidentale, c'est la tendance à la désagrégation continue de l'économie internationale qui domine.

Le rappel sommaire de cet ensemble de circonstances met surtout l'accent sur les effets des deux guerres mondiales et de la grande crise économique. Mais ce serait une erreur de penser que ces grands bouleversements sont seuls à l'origine de la désagrégation de l'économie européenne. D'un point de vue plus large, ces événements paraissent n'avoir fait qu'accélérer, avec une force impressionnante, la tendance fondamentale à l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique. Des facteurs d'ordre technique, social ou politique, qu'il n'est pas nécessaire de préciser ici, ont contribué à donner plus de cohésion à la politique économique et amené les gouvernements à assumer des responsabilités plus étendues dans le fonctionnement de l'économie. Il s'agit là d'une tendance très générale, quand bien même elle s'est manifestée sous des formes profondément différentes selon les pays. Comme il est naturel, à mesure que l'Etat intervenait davantage dans la vie économique, les frontières politiques revêtaient une signification économique de plus en plus grande. Lorsqu'il cherche à relever ou à maintenir le niveau de l'emploi à l'intérieur, tout gouvernement est inévitablement conduit à trouver plus facile et moins dangereux de prendre des mesures protectionnistes contre les importations que d'encourager les exportations; lorsque la tendance à la contraction de l'activité économique est générale, comme ce fut le cas entre les deux guerres, ce protectionnisme devient même un moyen de défense indispensable. Dans ces conditions, la tendance à la désagrégation internationale de l'économie européenne, loin d'être l'effet pur et simple de bouleversements extérieurs, semble liée intrinsèquement à une évolution inexorable vers l'interventionnisme économique sur le plan national. Désagrégation et intervention ont été concomitantes et n'ont cessé de s'accentuer par le jeu complexe de phénomènes d'action et de réaction.

On pourrait estimer que cet état de choses est presque trop évident pour qu'il soit besoin de le mentionner; pourtant, il exerce sur les problèmes abordés dans ce chapitre une influence importante qui n'est pas toujours reconnue. « Ré-intégrer » l'économie européenne ne consiste pas simplement à remédier aux bouleversements causés par la dernière guerre, à revenir en quelque sorte à un fonctionnement « normal » de l'économie internationale — que l'on qualifie de normal soit l'état de choses de 1928, soit celui de 1913. Les progrès dans la voie de l'unification économique de l'Europe supposent découverte une solution nouvelle de synthèse réservant à l'Etat le pouvoir de direction éclairée, aujourd'hui considéré comme indispensable, tout en conciliant l'exercice de ce pouvoir avec une division internationale du travail plus poussée. Autrement dit, pour diminuer ou supprimer l'autarcie des nations, il faut nécessairement recourir à une coordination plus poussée des politiques économiques nationales suivies dans chaque pays. Il s'ensuit qu'il ne saurait y avoir, pour resserrer l'intégration de l'économie européenne, de panacée, qu'elle soit d'ordre politique ou économique. Le problème se présente plutôt sous la forme d'une série de questions particulières dont chacune est à résoudre par une technique appropriée.

[1] Il s'agit ici du volume total du commerce entre pays européens en y comprenant les échanges Est-Ouest.

[2] On trouvera dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 1, N° 3, une étude approfondie des conséquences économiques de la division de l'Allemagne parue sous le titre : « L'interdépendance régionale de l'Allemagne ».

La division de l'Europe

Le relâchement progressif des relations commerciales auquel on assiste d'année en année entre l'Est et l'Ouest de l'Europe est, de part et d'autre, d'origine politique [1]. Les effets économiques de cette scission n'en sont pas moins profonds, ainsi qu'en témoignent les difficultés qu'éprouve l'Europe occidentale à financer ses importations de denrées alimentaires en provenance de pays extra-européens et, dans l'Est, l'effort qu'exige l'industrialisation, alors que les importations de marchandises (sans parler des importations de capitaux) en provenance du reste du monde sont si faibles. Il est impossible de mesurer la perte que cette cassure politique entraîne pour l'économie. En particulier, la comparaison habituelle entre le niveau des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest à l'époque actuelle [2] et pendant l'avant-guerre, bien qu'elle soit par elle-même impressionnante, ne tient pas suffisamment compte du caractère anormal de la situation présente. Entre les deux guerres, l'Est et l'Ouest de l'Europe étaient loin de constituer un espace économique bien intégré. Entre l'Union soviétique et le reste de l'Europe, les relations commerciales étaient très limitées, assez irrégulières, et influencées, même alors, par des facteurs politiques, tandis que, entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale (en dehors de l'Union soviétique), les échanges étaient gênés soit par la stagnation économique des pays de ce deuxième groupe, soit par le protectionnisme extrême de ceux qui essayaient de sortir de cette stagnation. Si, donc, avant la guerre, les échanges entre l'Est et l'Ouest étaient anormalement bas, l'effort d'industrialisation de l'après-guerre en Europe orientale et les besoins d'importation de denrées alimentaires et de matières premières en Europe occidentale auraient dû amener entre les deux régions une intensification du commerce si les facteurs économiques avaient été seuls à jouer.

Dans les développements qui vont suivre et qui sont consacrés à quelques-uns des grands problèmes et des principaux plans d'intégration économique en Europe, la cassure entre l'Est et l'Ouest est considérée comme une donnée politique que seule pourrait modifier une action politique. On examinera donc séparément, pour chacun des deux groupes, les possibilités d'une intégration plus poussée, sans tenter d'aborder les problèmes plus larges qui se poseraient si un retour à des relations économiques plus étroites entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale [3] devenait possible. En outre, il ne s'agit ici que de problèmes économiques et on laissera donc de côté les considérations d'ordre politique ou stratégique qui, dans l'un comme dans l'autre groupe, fournissent, en faveur des tentatives d'intégration économique, des arguments importants.

[1] Dans un article récent, M. Staline décrit dans les termes suivants les facteurs politiques qui, de part et d'autre, contribuent à rompre les relations d'ordre économique entre l'Est et l'Ouest : « Le résultat économique le plus important de la deuxième guerre mondiale et de ses conséquences pour l'économie, a été la désagrégation du marché mondial unique, universel... Les Etats-Unis et l'Angleterre, avec la France, ont contribué eux-mêmes, bien entendu indépendamment de leur volonté, à former et à consolider le nouveau marché mondial parallèle. Ils ont soumis au blocus économique l'U.R.S.S., la Chine et les pays européens de démocratie populaire... Cependant, l'essentiel dans cette affaire ne réside évidemment pas dans le blocus économique, mais dans le fait que dans l'après-guerre, ces pays se sont associés économiquement et ont mis au point la coopération et l'entr'aide économiques... »

Voir J. V. Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Moscou, 1952.

[2] On trouvera de plus amples détails à ce sujet dans « Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale de 1950 au milieu de 1952 », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

[3] On donne ici aux expressions Europe « orientale » et Europe « occidentale » le sens politique qui est devenu courant. C'est ainsi que l'Europe « orientale » comprend la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie et l'Allemagne orientale (mais pas l'Union soviétique). L'Europe « occidentale » comprend tous les autres pays européens (à l'exception de la Yougoslavie) depuis la Finlande, au nord-est, jusqu'à la Grèce et la Turquie au sud-est. La Yougoslavie constitue un cas particulier en tant que pays socialiste isolé des autres pays du groupe « oriental ». Les problèmes assez particuliers des relations de la Yougoslavie avec le monde extérieur ne sont pas abordés ici.

2. Problèmes d'intégration en Europe orientale

En Europe orientale, le problème de la coordination internationale des économies se présente sous des aspects très différents de ceux qu'il revêt en Europe occidentale. Il en est ainsi non seulement parce qu'il s'agit d'économies soumises à une planification centralisée et où le commerce extérieur est placé sous une direction unique, mais encore parce que les tentatives de coordination coïncident avec un processus d'industrialisation au cours duquel, à un rythme rapide, apparaissent des industries nouvelles et se développent des industries anciennes. Il semblerait que ces conditions ouvrent largement la voie à une planification de la production et du commerce permettant de tirer de la spécialisation internationale les plus larges avantages possibles.

Commerce extérieur

Entre les deux guerres, le commerce des pays de l'Europe orientale entre eux était très faible et celui de ces pays avec l'Union soviétique était à peu près inexistant. Ainsi qu'on l'a déjà signalé, les facteurs politiques comptaient pour beaucoup dans cet état de choses. On peut voir, d'après le Tableau 77, qu'en 1937, la part de l'Union soviétique dans l'ensemble du commerce extérieur des pays de l'Europe orientale (en exceptant, bien entendu, l'Allemagne orientale) ne dépassait pas 1%. Depuis la guerre, les échanges commerciaux entre les différents pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique ont beaucoup augmenté. Entre les pays de l'Europe orientale eux-mêmes, le commerce s'est aussi accru sensiblement par rapport au niveau de l'avant-guerre, encore que l'accroissement soit ici moins spectaculaire que dans les relations avec l'Union soviétique. En dépit de cette augmentation récente, le commerce des pays de l'Europe orientale entre eux semble encore assez faible si on le compare aux échanges commerciaux de la plupart des pays de l'Europe occidentale entre eux, qui sont bien plus intenses [1].

Pour développer le commerce en Europe orientale, l'une des méthodes adoptées a consisté à améliorer les réseaux de transport, en particulier pour les communications entre l'Union soviétique et les autres pays du groupe. Après la guerre, des plans furent élaborés en vue de la construction d'un vaste réseau de voies navigables. C'est ainsi que la Vistule doit être reliée au Dniepr et l'Oder au Danube. En Roumanie, un canal du Danube à la mer Noire est en construction, avec du matériel soviétique et une assistance technique fournie par l'Union soviétique. En Pologne, deux lignes de chemins de fer qui atteindront la frontière soviétique sont en construction avec le même écartement que les voies de l'Union soviétique. La Hongrie et la Roumanie ont entrepris, de concert, la construction d'un pipe-line destiné à les approvisionner toutes deux en gaz naturel roumain.

Un autre moyen visant à faciliter le commerce intra-régional est l'adoption, par tous les pays de l'Europe orientale, des spécifications et dimensions industrielles de l'Union soviétique pour rendre les pièces détachées interchangeables à l'intérieur de tout le groupe. En outre, l'Union soviétique prête une assistance technique aux pays de l'Europe orientale en mettant à leur disposition des dessins industriels, des plans de production et des experts. Souvent, les accords commerciaux et économiques bilatéraux prévoient l'octroi d'une assistance technique mutuelle.

Au cours des dernières années, on s'est efforcé de coordonner, à l'intérieur de chaque pays, le programme du commerce extérieur avec le plan de production. Il semble que cette forme de coordination ait compté parmi les principales activités du Conseil d'assistance économique mutuelle (*Comecon*), créé au début de 1949. De nombreux accords commerciaux bilatéraux à long terme ont été conclus dont la période d'exécution coïncide avec celle des plans quinquennaux de production. Ces dispositions devraient contribuer à faire disparaître le point faible des accords à court terme antérieurs dont les conditions d'exécution étaient telles que la production était souvent interrompue dans les pays importateurs par suite de retards dans la livraison de marchandises commandées à l'extérieur.

Tableau 77

RÉPARTITION EN POURCENTAGE, PAR GRANDES RÉGIONS, DE L'ENSEMBLE DU COMMERCE (IMPORTATIONS *PLUS* EXPORTATIONS) DES SEPT PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE ET DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Pays	Part en pourcentage de l'ensemble du commerce avec					
	l'Union soviétique		les pays de l'Europe orientale [a]		le reste du monde	
	1937	1951	1937	1951	1937	1951
Union soviétique.	..	..	11 [b]	83	89 [b]	17
Allemagne orient.	..	..	17 [c d]	79 [c]	83 [d]	21
Pologne.	1	25	6	33	93	42
Tchécoslovaquie .	1	28	10	32	89	40
Hongrie.	—	29	13	38	87	33
Roumanie. . . .	1	51	17	28	82	21
Bulgarie	1	58	9	34	90	8
Albanie.	—	57	5	43	95	—

Sources : Pour l'Union soviétique, *Le réseau du commerce mondial*, Société des Nations, Genève, 1942, et *Pravda*, 6 et 9 avril 1952. Pour l'Allemagne orientale, *Statistische Praxis*, Berlin, mai 1952. Pour les autres pays, « Développement économique et tendance du commerce extérieur des pays européens de démocratie populaire en 1951 », dans *Probleme Economice*, Bucarest, septembre 1952.

a Les chiffres relatifs à l'Union soviétique et à l'Allemagne orientale comprennent le commerce avec la Chine continentale. Il en est probablement de même des chiffres relatifs aux autres pays.

b 1938.

c Y compris le commerce avec l'Union soviétique.

d 1936.

[1] Par exemple, en 1951, les échanges commerciaux entre cinq pays de l'Europe orientale (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie et Bulgarie) ont été probablement de l'ordre de 600 millions de dollars, ce qui ne dépasse guère le montant des échanges commerciaux annuels entre les quatre pays scandinaves (beaucoup plus petits) qui, étant assez peu complémentaires les uns des autres, n'ont pas entre eux des relations commerciales très actives, au regard de l'ampleur des échanges commerciaux en Europe occidentale.

Spécialisation dans l'industrie et dans l'agriculture

On ne dispose que de renseignements insuffisants pour apprécier exactement les buts, les méthodes et les résultats de la spécialisation industrielle entre les pays de l'Europe orientale. Il est clair, toutefois, que la spécialisation visée trouve une limite importante : en vertu d'un principe qui semble généralement admis, chaque pays doit disposer d'un ensemble bien constitué d'industries de base. On a vu au Chapitre 11 que l'accroissement de la production de charbon, d'acier et d'énergie électrique prévu dans les plans présente de frappantes analogies dans tous ces pays, en dépit du fait que leurs disponibilités en ressources naturelles nécessaires à ces industries soient très différentes. La spécialisation industrielle comporte une autre limitation : pour autant qu'on puisse en juger, des mouvements internationaux de travailleurs ne sont pas envisagés, bien que la situation en matière de main-d'œuvre soit loin d'être la même dans les différents pays [1].

C'est donc dans l'agriculture et dans les industries fabriquant des produits plus finis qu'il faut chercher la marque des efforts entrepris pour favoriser la division internationale du travail entre les pays de l'Europe orientale. En ce qui concerne l'agriculture, un certain degré de spécialisation a été réalisé sous forme de fournitures de céréales par l'agriculture soviétique, relativement extensive, aux pays les plus industrialisés de l'Europe orientale (Tchécoslovaquie et Allemagne orientale) dont l'approvisionnement en céréales panifiables, pour les populations des grands centres urbains, et en céréales secondaires, pour leur agriculture relativement intensive, ne peut être assuré que par des importations.

Dans les industries manufacturières, les informations limitées dont on dispose font apparaître une situation composite. On signale des efforts en vue de spécialiser les laminoirs pour certains types de production, mais, d'autre part, beaucoup de renseignements témoignent des efforts faits par chaque pays pour développer ses industries mécaniques dans tous les domaines. Les plans de production publiés font apparaître des accroissements très similaires pour les productions de tracteurs, d'automobiles de tourisme, d'autobus, de machines-outils ou de moteurs électriques. Il se peut qu'à l'intérieur de ces grands groupes d'articles, une certaine spécialisation se soit établie, tel pays se consacrant spécialement, par exemple, à la production des petits tracteurs, tel autre à celle des tracteurs lourds. S'il en est bien ainsi, cela serait conforme aux efforts entrepris pour normaliser et spécialiser la production à l'intérieur de chaque pays.

Il est un facteur qui, à l'heure actuelle, limite les possibilités de spécialisation entre pays : c'est la pénurie de main-d'œuvre en Tchécoslovaquie, qui a amené ce pays à donner plus d'ampleur aux fabrications de produits lourds des industries mécaniques qu'il ne l'aurait fait si les conditions de l'offre de main-d'œuvre étaient normales. En partie par suite de cet état de choses, d'autres pays de l'Europe orientale en sont venus à pousser la production d'articles manufacturés nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et qui auraient pu être fournis par la Tchécoslovaquie en d'autres circonstances. La Pologne, par exemple, fabrique maintenant des machines textiles, bien qu'il s'agisse là d'une production assurée dans le passé par la Tchécoslovaquie. D'une manière générale, la spécialisation entre les pays semble, pour le moment, prévue surtout pour les branches d'industrie qui n'existaient pas autrefois dans la région.

* * *

Dans un chapitre précédent, en examinant la politique économique intérieure des pays de l'Europe orientale, on a montré que la transformation des institutions et des méthodes est loin d'être achevée. Il en va de même, davantage encore, du processus de coordination économique entre ces pays, d'une part et, de l'autre, entre eux et l'Union soviétique, cet effort de coordination n'ayant commencé sérieusement que depuis deux ans environ. Il est donc très prématuré de porter un jugement sur les résultats obtenus. Néanmoins, la tournure que prendront ultérieurement les choses apparaît clairement dès maintenant : dans chacun de ces pays, la planification de l'économie est centralisée sous la direction de l'Etat, et le processus de coordination se déroule sous l'influence prédominante d'un grand pays en plein essor, l'Union soviétique. Les conditions préalables d'une solide intégration économique de l'Europe orientale sont donc réunies, tant sur le plan national que sur le plan international.

[1] Voir Chapitre 8, section 4.

3. Le problème général de l'intégration économique en Europe occidentale

Du point de vue économique, l'avantage que présenterait une plus grande intégration économique entre les pays de l'Europe occidentale est l'amélioration de la productivité. Si la concurrence était plus vive, elle contribuerait à vaincre dans les industries qui s'abritent encore derrière des ententes et des pratiques restrictives, la résistance opposée aux innovations dans les méthodes de production. En s'orientant vers l'établissement d'un « marché unique », on rendrait possible une répartition plus rationnelle du travail, chaque pays se spécialisant pour les catégories de production auxquelles le prédisposent les conditions favorables dont il jouit. Cette redistribution des industries apporterait également avec elle les avantages de la production de masse.

Pour que cette opération d'intégration soit pleinement efficace, il faudrait une libre circulation, sur le marché que constituerait la totalité du territoire de la zone intégrée, non seulement des marchandises mais aussi de la main-d'œuvre et des capitaux. De plus, une redistribution de la production suppose l'investissement de capitaux très importants. Or, comme on le notera plus loin dans ce chapitre, en Europe les marchés de capitaux et les marchés de main-d'œuvre sont restés strictement nationaux. En outre, l'Europe occidentale tout entière manque de capitaux.

Si la main-d'œuvre et les capitaux ne circulent pas, la redistribution de la production et, par voie de conséquence, l'amélioration de la productivité seront contrariées. Dans ces conditions, la libération des échanges commerciaux n'aura le plus souvent créé que des bouleversements. En pareille éventualité, il est donc peu probable que les restrictions aux échanges commerciaux soient effectivement levées, puisque les pays ne seront pas disposés à accepter les charges que cette réforme entraînerait pour la collectivité. Lorsqu'il en vient à considérer le maintien du plein emploi comme un objectif essentiel de sa politique économique, aucun pays n'accepte, pour prix de son intégration économique avec d'autres pays, que se produise sur son territoire une augmentation tant soit peu importante du chômage.

Ces observations d'ordre général aident à comprendre pourquoi, en ce domaine, les réalisations pratiques ont été relativement minimes. Lorsque les mouvements de main-d'œuvre et de capitaux sont rendus difficiles et que les capitaux sont rares, les obstacles au progrès de l'intégration économique internationale sont immenses si l'on compte sur la seule action automatique des libres échanges commerciaux. Il faut compléter le jeu naturel de l'offre et de la demande par une coordination consciente et minutieuse des politiques et des plans économiques et par une action concertée des gouvernements en vue de favoriser graduellement les changements nécessaires. Ces efforts rencontreront plus probablement un succès croissant s'ils peuvent être poursuivis dans le climat général d'une économie en expansion. La stagnation économique serait fatale aux tentatives faites pour briser la tendance historique vers l'autarcie, fussent-elles des plus modestes.

Le problème international des régions pauvres

On a souligné que l'intégration économique consiste essentiellement en une spécialisation internationale plus poussée. A cette observation, il convient d'ajouter cette réserve que la spécialisation recherchée doit être telle qu'elle réalise une égalité suffisante entre les niveaux de développement et les niveaux de vie des différents pays.

Par là, on ne fait que transposer sur le plan international un principe depuis longtemps considéré comme valable à l'échelon national. Tant que subsistent des écarts frappants entre les niveaux de développement et les niveaux de vie de ses différentes régions, aucun pays ne peut être considéré comme possédant une économie bien intégrée. En fait, ces écarts prouvent, par leur existence même, que la répartition des ressources est défectueuse et témoignent de la présence d'obstacles à la libre circulation de la main-d'œuvre et des capitaux, ainsi qu'à la liberté de mouvement des entreprises à l'intérieur du pays. En outre, l'histoire montre qu'il n'est guère possible de résoudre le problème des régions pauvres à l'intérieur d'un pays en s'en remettant seulement au libre jeu des mécanismes du marché, ou, du moins, qu'une solution de cette espèce agissant sur la population non pas « par appel » mais « par refoulement » est extrêmement coûteuse par la misère qu'elle engendre. Faute d'intervention active, ces écarts entre les niveaux des revenus ont, dès lors qu'ils existent, une fâcheuse tendance à s'amplifier.

Un exemple frappant en est fourni par l'évolution intérieure de l'Italie depuis un siècle. Avant l'unification du pays, le développement industriel dans l'Italie du Sud n'était pas, dans l'ensemble, inférieur à celui des autres parties de la péninsule. L'unification exposa le Sud, jusque-là protégé par ses barrières douanières, à la fois à la concurrence du reste de l'Italie et à celle de l'étranger, sous le régime relativement libre-échangiste des années 1860-1880. Il en résulta un déclin rapide de l'industrie dans l'Italie du Sud. Plus tard, vers 1880, lorsque l'Italie adopta une politique protectionniste en faveur de son industrie, la production industrielle avait déjà pris une nette avance dans le Nord et, depuis, l'écart entre les deux régions du pays n'a cessé de s'accentuer [1].

Ce que l'on vient de dire de l'écart entre le niveau des revenus à l'intérieur d'un même pays reste valable à plus forte raison s'il s'agit de pays différents entre lesquels, dans l'hypothèse la plus favorable, la main-d'œuvre et les capitaux circulent beaucoup moins facilement. Dans d'autres chapitres, on a souligné qu'entre l'Europe méridionale et les autres pays de l'Europe occidentale il y a de grandes différences dans le niveau des revenus. Dans le chapitre sur la main-d'œuvre, on a montré que l'existence d'énormes excédents de main-d'œuvre rurale était une caractéristique commune à tous les pays méditerranéens et l'on a fait observer qu'il n'était ni possible ni souhaitable de réduire fortement cet excédent par voie d'émigration. Dans le chapitre sur l'agriculture, on a montré qu'il y avait là un cercle vicieux, l'existence même de cet excédent tendant à empêcher l'accroissement des rendements agricoles. Le fait essentiel suivant mérite d'être souligné une fois de plus tant il est significatif : l'Europe méridionale, avec près de la moitié de la population agricole de l'Europe, n'assure qu'un quart de la production agricole de l'Europe.

Mais il y a plus. Dans le même chapitre, on a fait ressortir également que, si l'agriculture a beaucoup progressé dans l'Europe du Nord-Ouest, au cours des quinze dernières années, elle a eu tendance à rester stationnaire dans l'Europe méridionale [2]. Dans ces conditions, l'écart entre le paupérisme rural de l'Europe méridionale, d'une part, et, de l'autre, le progrès industriel et les niveaux de vie supérieurs du reste de l'Europe occidentale, a continué de s'accentuer au cours de ces dernières années.

Il semble que, pour l'Europe occidentale, le principal problème économique à résoudre, véritable pierre de touche permettant de juger des avantages ou des inconvénients des divers plans ou initiatives qui visent à l'intégration économique, soit le renversement de cette tendance par l'encouragement donné à l'industrialisation dans les pays méditerranéens.

Nécessité de mesures protectionnistes en Europe méridionale

Lorsque l'on parle de l'intégration de l'Europe occidentale, on invoque presque toujours la nécessité de faire disparaître les obstacles aux échanges commerciaux — qu'il s'agisse de droits de douane ou de restrictions quantitatives. Or, si l'on admet que le principal objectif à atteindre par les mesures visant à réaliser une intégration plus poussée du groupe occidental doit être l'atténuation de l'écart entre les régions pauvres et les régions plus riches, la question se pose immédiatement de savoir si la suppression générale des barrières douanières n'aboutirait pas au résultat contraire.

Il y a, en fait, d'impérieuses raisons qui rendent indispensable une certaine protection contre les produits des pays plus développés pour que puisse s'effectuer l'industrialisation des pays moins développés.

La protection de l'industrie dans les pays relativement retardés de l'Europe méridionale ne se justifie pas seulement par l'argument classique invoqué dans le cas d'une industrie naissante, mais davantage encore par le déséquilibre fondamental existant dans ces pays entre l'industrie et l'agriculture. Du fait qu'il existe de larges excédents de main-d'œuvre dans l'agriculture, les coûts en monnaie de la production dans l'industrie sont, par rapport aux coûts en monnaie dans l'agriculture, plus élevés que ne le justifie la comparaison entre les coûts réels dans les deux sec-

[1] En 75 ans, de 1861 à 1936, la population de l'Italie du Sud a augmenté de près de 60%, tandis que le nombre des travailleurs de l'industrie et des transports a légèrement diminué. Le pourcentage de ces travailleurs par rapport à la population totale est ainsi tombé de 17,3% en 1861 à 10,4% seulement en 1936. Pour l'époque récente, les renseignements comparables font défaut, mais cet écart semble s'être encore aggravé, si l'on considère le tableau ci-dessous qui indique les pourcentages respectifs de l'Italie du Nord et de l'Italie du Sud dans l'ensemble de la population industrielle du pays :

	Pourcentages	
	1938	*1951*
Italie du Nord	81.6	82.9
Italie du Sud	18.4	17.1
Total	100.0	100.0

Sources : A. Molinari, « *Southern Italy* », Banca Nazionale del Lavoro, *Quarterly Review*, N° 8, 1949, page 27, et *Relazione del Consiglio di Amministrazione al Bilancio 1951*, publiée par SVIMEZ, Rome, 1952, page 24.

[2] La Turquie, avec une population de faible densité, fait exception à cette règle générale.

teurs de l'économie [1]. Dans ces conditions, le cours du change auquel la balance des comptes tendrait vers l'équilibre serait tel que les coûts dans l'industrie dépasseraient ceux des produits étrangers au point de rendre impossible toute concurrence avec eux; pour l'agriculture, au contraire, la situation serait inversée, en ce sens que les coûts seraient particulièrement faibles par rapport à ce qu'ils sont à l'étranger.

S'il en est ainsi, la suppression des barrières douanières entre pays pauvres et pays plus riches ne contribuerait à la spécialisation à l'intérieur de l'Europe que de la manière la plus fâcheuse en confirmant les pays méridionaux dans leur rôle d'exportateurs de produits agricoles et d'importateurs d'articles manufacturés. Cela revient à dire que l'écart entre les niveaux de développement économique des régions européennes à revenu élevé et des régions à revenu faible continuerait de s'accentuer, ce qui, en matière d'intégration économique, ne saurait être considéré comme une réussite [2].

Nécessité d'une rationalisation des tarifs douaniers

Il ne faudrait pas commettre l'erreur d'interpréter la conclusion selon laquelle les pays de l'Europe méridionale, moins développés, ont besoin de protection, comme signifiant que les barrières douanières, telles qu'elles existent à l'heure actuelle, ne constituent pas un obstacle grave à la spécialisation de la production entre les pays. Ce que l'on a voulu préconiser dans l'exposé qui précède, c'est un régime de protection qui corrigerait, dans ces pays, le déséquilibre général entre l'industrie et l'agriculture. Or, les régimes tarifaires en vigueur dans les pays européens sont le plus souvent conçus de manière à rendre apte à la concurrence chaque industrie, voire chaque produit. On a montré au Chapitre 6 que c'est là le principe directeur sur lequel repose le tarif douanier des Etats-Unis et on a donné à entendre que cet état de choses visait en fait à empêcher la division internationale du travail.

Le problème consiste donc à modifier les niveaux et les structures des tarifs douaniers pour que, sans faire obstacle à la spécialisation internationale, ils soutiennent, dans les pays relativement retardés, les initiatives prises en faveur du développement industriel. Pour atteindre ces objectifs jumeaux, il semblerait rationnel de recourir à un droit unique *ad valorem*, appliqué uniformément à tous les produits industriels dont la production paraîtrait logiquement possible dans les pays moins développés. Le taux du droit devrait varier d'un pays à l'autre et être inversement proportionnel au degré de développement. Le critère le plus sain de la nécessité d'un développement économique et, par suite, d'une protection, serait fourni par l'ampleur de l'excédent de population rurale.

Sous un tel régime, la barrière douanière aurait pour seul effet de compenser l'infériorité où se trouve, de façon générale, l'industrie dans les pays moins développés et, comme le tarif appliqué n'accorderait de traitement préférentiel à aucune industrie en particulier, chaque pays garderait toute latitude de se spécialiser dans celles des branches de la production industrielle pour lesquelles il est le plus apte.

[1] Dire qu'il y a un excédent de main-d'œuvre dans l'agriculture revient à dire que d'autres secteurs de l'économie pourraient absorber de la main-d'œuvre venant de l'agriculture, sans que cela n'entraîne de sacrifices relativement grands pour la production agricole, si tant est qu'il y ait vraiment sacrifice, ou encore que le coût réel, pour la collectivité, d'un accroissement de la production industrielle serait relativement faible.

[2] Il est significatif de voir que certains auteurs qui ont étudié le problème du développement économique de l'Italie du Sud ne sont pas loin de préconiser l'établissement d'une barrière douanière entre les deux parties du pays. Voir, par exemple, F. Vœchting : « Industrialization or ' Pre-Industrialization ' in Southern Italy? » Banca Nazionale del Lavoro, *Quarterly Review*, N° 21, 1952, page 74.

4. Mouvements internationaux de main-d'œuvre en Europe occidentale

Entre les deux guerres, le chômage devint l'argument décisif et sans réplique que l'on invoquait pour élever des barrières au libre franchissement des frontières européennes par les travailleurs. Même en France, où l'immigration en provenance d'autres pays européens avait été considérable après 1920, le courant s'arrêta complètement à partir de 1930 [3].

On a montré au Chapitre 8 qu'un changement important s'est produit depuis lors dans la situation de l'emploi en Europe occidentale. Le nombre total des chômeurs n'a diminué que modérément par rapport aux années 1937-1939, mais aujourd'hui le chômage sévit surtout dans les pays méridionaux et en Allemagne occidentale; en revanche, dans plusieurs pays du nord et du nord-ouest de l'Europe, le chômage de l'avant-guerre a fait place au plein emploi parfois accompagné d'une grave pénurie de main-d'œuvre dans certaines branches d'activité.

[3] Entre 1925 et 1930, l'immigration annuelle nette vers la France en provenance de pays européens a été de l'ordre de 100.000 personnes. Pendant les années 1934 à 1939, la moyenne annuelle n'était plus que de 15.000 (*Annuaire des statistiques du travail, 1941*, B.I.T., Montréal, 1942).

Il semble donc que les circonstances étaient devenues favorables à une reprise des mouvements de main-d'œuvre d'un pays à l'autre. Tout d'abord, un transfert de travailleurs des régions excédentaires vers les régions déficitaires offrait des avantages particulièrement grands et l'on pouvait penser que l'existence du plein emploi amoindrirait les résistances opposées à l'arrivée des travailleurs venant de pays où le chômage est abondant. En second lieu, le moment semblait venu de tenter d'établir des marchés communs du travail avec liberté de mouvement pour les travailleurs entre les pays où existe le plein emploi et qui sont décidés à le maintenir [1].

Sur ces deux plans, les réalisations ont été minces, bien que la résistance des syndicats à l'embauche de travailleurs étrangers semble avoir fléchi, surtout en Suède, à un moindre degré en Grande-Bretagne. Ce qu'il y eut de plus frappant, ce fut l'impossibilité de procurer une main-d'œuvre suffisante aux charbonnages britanniques.

Migrations d'ouvriers mineurs

Les lenteurs du relèvement de la production charbonnière après la guerre s'expliquent surtout par les difficultés de recrutement des mineurs. En France et en Belgique, la solution du problème fut trouvée pour une large part dans l'emploi de travailleurs étrangers, Italiens le plus souvent [2]. Au Royaume-Uni, au contraire, on ne put recourir à cette solution que dans une mesure très limitée. De la fin de 1945 à la fin de 1948, le nombre total des mineurs est passé de 700.000 à 730.000, grâce surtout à l'incorporation d'anciens combattants polonais ou de personnes déplacées bénéficiant d'un permis de travail en Grande-Bretagne. De 1948 à 1950, ce nombre est tombé à 690.000. Le plein emploi étant réalisé, il n'est pas surprenant que les travailleurs britanniques répugnent à aller à la mine, car le travail y est très pénible et une expérience encore récente fait considérer les charbonnages comme un secteur tout spécialement exposé à la crise. Il est donc regrettable que l'engagement, même temporaire, de mineurs italiens se heurte à une opposition aussi tenace [3].

Il y a là un exemple extrême des obstacles auxquels se heurtent en général les transferts de main-d'œuvre. La politique restrictive pratiquée pendant de longues années a fait naître, envers la concurrence étrangère sur le marché du travail, un parti pris qu'il n'est pas facile de modifier, et la réalisation du plein emploi, depuis quelques années, n'a pas encore fait oublier aux travailleurs le danger du chômage.

L'une des difficultés particulières de ces transferts de main-d'œuvre en provenance de pays où sévit le chômage, tient à ce que les immigrants ne sont en général admis qu'à titre temporaire. En règle générale, ils sont les derniers recrutés mais les premiers licenciés. En Suisse, par exemple, de nombreux travailleurs étrangers (Italiens pour la plupart), ont été admis à titre temporaire pour assurer la soudure en période de pénurie de main-d'œuvre, mais, dès que le niveau de l'emploi fléchit, leurs permis de travail ne sont pas renouvelés. Le recours à ce genre d'immigration temporaire de main-d'œuvre de renfort est un procédé qu'il convient de proscrire, parce qu'il empêche les immigrants de s'établir définitivement dans leur nouveau milieu. Toutefois, il est difficile d'imaginer comment, en période de chômage, les travailleurs immigrants pourraient vraiment être garantis contre un traitement discriminatoire.

Bien que l'on puisse aboutir, dans certains domaines déterminés, à d'utiles résultats par des migrations de travailleurs en provenance de pays où sévit un chômage étendu afin de remédier à des pénuries durables de main-d'œuvre, l'on ne saurait évidemment attendre des migrations qu'elles fournissent une solution complète aux problèmes du chômage. Dans l'état actuel des choses, ce n'est pas la liberté de mouvement des travailleurs qui peut amener la suppression du chômage, mais bien plutôt la suppression du chômage dans les pays intéressés qui conditionne cette liberté de mouvement. C'est pourquoi il faut envisager la possibilité d'établir des marchés communs du travail entre les pays où la situation de l'emploi est stable.

Possibilités d'établir des marchés communs du travail

On considère d'habitude l'établissement d'un marché commun du travail comme devant s'insérer dans le cadre plus général d'une « fédération » groupant un nombre plus ou moins grand de pays de l'Europe occidentale. Pourtant, il ne paraît pas y avoir de

[1] On a examiné dans la section 4 du Chapitre 8 le problème à plus longue échéance de la compensation des différences de pression démographique par des migrations de grande ampleur.

[2] En Belgique, il y avait, en 1952, dans les charbonnages 160.000 travailleurs au total, dont 71.000 étrangers (Italiens pour la plupart). En France, l'immigration brute de mineurs entre 1946 et 1951 a porté sur 50.000 personnes environ, dont 30.000 Italiens.

[3] En 1951, un plan prévoyant le recrutement de 6.000 travailleurs italiens fut approuvé de part et d'autre; mais pour modeste qu'il fût, il échoua totalement. 1.500 Italiens seulement arrivèrent au Royaume-Uni, mais à peine eurent-ils terminé les cours d'anglais organisés à leur intention, pour se mettre au travail dans les mines, que des difficultés surgirent avec les syndicats locaux. L'expérience fut abandonnée et les mineurs retournèrent en Italie.

raison valable d'attendre que des réformes plus vastes deviennent politiquement mûres. La question de l'ouverture des frontières aux travailleurs pourrait fort bien être réglée par étapes au moyen d'arrangements bilatéraux chaque fois que les circonstances le permettent. Il n'y a pas grand progrès à signaler en ce domaine et l'on peut considérer qu'ici une belle occasion de récolter les bénéfices du plein emploi a été perdue.

En Scandinavie, certaines tentatives ont été faites, sinon pour créer un marché commun du travail, du moins pour faciliter les mouvements de travailleurs d'un pays à l'autre. Une convention à cet effet a été élaborée en 1945 lors d'une réunion des ministres des affaires sociales. Ratifiée, jusqu'ici, par le Danemark et par la Suède seulement, cette convention donne aux travailleurs le droit de passer du territoire de l'une des parties sur celui d'une autre sans posséder un permis spécial de résidence ou un permis de travail. De plus, les services de placement s'emploient à faciliter les transferts de travailleurs appropriés vers un pays manquant de main-d'œuvre, dans la mesure toutefois où cela ne risque pas d'entraîner une pénurie sur le marché de la main-d'œuvre du pays de départ. Une autre convention prévoit que les primes d'assurance-chômage versées dans un pays donneront droit aux prestations dans les autres.

Ces dispositions n'ont eu jusqu'ici que des résultats modestes. A la fin de l'année 1952, on comptait en Suède 126.000 travailleurs étrangers, dont 23.000 Danois. Parmi ceux-ci, les ouvriers recrutés par l'intermédiaire de l'Office danois du travail en vertu des dispositions de la convention étaient très peu nombreux [1]. Le recrutement direct des travailleurs sans passer par l'intermédiaire d'un Office public est autorisé, mais le Gouvernement danois et le Gouvernement suédois n'encouragent pas cette pratique.

Par conséquent, en Scandinavie, comme d'ailleurs au Bénélux [2], les mesures de libération des mouvements de travailleurs n'ont pas produit de résultats spectaculaires et il semblerait qu'en dehors de la levée pure et simple des obstacles administratifs, il faille, pour les jeunes travailleurs en particulier, des stimulants plus positifs pour encourager les déplacements. Bien entendu, si l'on retient cette conclusion, c'est que l'on juge désirable les échanges de main-d'œuvre entre nations, et cela pour des raisons qui ne sont pas toutes d'ordre purement économique : il existe entre les mouvements internationaux de marchandises et les mouvements internationaux de main-d'œuvre une différence importante qui tient à ce que ceux-ci peuvent fort bien être considérés comme une fin en soi.

[1] Pas plus de 9 et de 524, respectivement en 1949/50 et en 1950/51.

[2] Entre les pays du Bénélux, les travailleurs peuvent circuler librement, mais jusqu'ici les mouvements ont été faibles ou nuls, en partie à cause du chômage persistant en Belgique.

5. Mouvements de capitaux en Europe occidentale

Diminution des prêts intereuropéens

Depuis qu'il s'est effondré en 1931, le marché international des capitaux n'existe plus en Europe qu'à l'état de vestige. Les opérations de prêts à long terme sont devenues très faibles et très irrégulières; le marché monétaire international, dans la mesure où l'on peut dire qu'il y en ait un, subit aujourd'hui l'influence de mouvements à caractère spéculatif qui ont souvent pour effet, non pas de corriger les déséquilibres temporaires, mais de les accentuer fâcheusement [3].

L'instabilité politique et l'instabilité monétaire ont, par leurs effets conjugués, fait apparaître comme des entreprises hasardeuses les placements à l'étranger; plus récemment, les mesures de contrôle des changes les ont exposés à un risque supplémentaire, celui des interdictions de rapatriement qui peuvent frapper aussi bien les capitaux que les revenus [4]. Enfin, le rôle croissant des impôts a accentué l'importance qui s'attache aux différences entre régimes fiscaux et rendu plus sensible le risque de modifications éventuelles. Tandis qu'augmentent ainsi les dangers auxquels sont exposés les capitaux placés à l'étranger, sur le marché intérieur, ils bénéficient au contraire, en fait, de garanties de plus en plus fortes grâce à des mesures de protection et à des situations de monopole.

Mais il y a plus. Une politique de plein emploi, surtout lorsqu'elle revêt une forme plus élaborée par l'établissement d'un « budget économique de la nation », oriente nécessairement les pays qui la poursuivent activement vers ce que l'on pourrait appeler une « autarcie de capitaux ». Lorsque, d'une part, la répartition des ressources financières entre l'investissement et la consommation et, d'autre part, le

[3] Tel est bien, en effet, le rôle qu'a joué la spéculation dans les récentes crises de la livre sterling.

[4] Cette considération paraît décourager même les mouvements de capitaux entre pays de l'Europe occidentale, bien que, jusqu'ici, la réalité ne semblerait pas justifier cette crainte.

niveau des salaires et les revenus agricoles deviennent l'objet de négociations d'un caractère politique entre les grands groupements nationaux d'intérêts, la tendance générale est naturellement de prévoir la pleine utilisation, à l'intérieur du pays, de la totalité des capitaux disponibles. Il en résulte, pour les prêts internationaux, des conséquences évidentes si l'on songe que les pays qui établissent sous une forme ou sous une autre un « budget économique de la nation » sont souvent aussi les pays plus riches qui pourraient disposer d'un excédent de capitaux pour l'exportation [1].

Dans les premières années de l'après-guerre et jusque vers 1947, des transferts de capitaux assez importants eurent lieu entre pays de l'Europe occidentale, souvent sous la forme de prêts consentis par les gouvernements. Ces emprunts, destinés, en partie, à répondre aux besoins extraordinaires de la reconstruction, étaient souvent liés à des arrangements commerciaux bilatéraux. Les pays prêteurs ont été la Belgique, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni, et les pays débiteurs : la France, les Pays-Bas et — pour les prêts de la Suède — la Norvège et la Finlande [2]. Depuis 1947, les mouvements de capitaux entre pays de l'Europe occidentale sont peu nombreux et de faible importance [3].

Nécessité de transferts de capitaux à l'intérieur de l'Europe occidentale

Jusqu'à une date récente, l'absence d'un mouvement intense de capitaux entre les pays de l'Europe occidentale était moins gênante pour ces pays, parce que la plupart d'entre eux bénéficiaient d'un apport continu et très substantiel de capitaux américains sous forme de prêts ou de dons. Cet apport était, de propos délibéré, réparti entre ces pays en fonction de leurs besoins en capitaux étrangers. Or, du fait de la récente et forte réduction du montant de l'aide des Etats-Unis, chacun de ces pays va se trouver dans la nécessité de financer la totalité de ses investissements par l'épargne intérieure à moins que ne se dessine une reprise des prêts intereuropéens.

Cet état de choses est lourd de conséquences lorsqu'il s'agit d'empêcher l'aggravation du retard des pays les plus pauvres de l'Europe occidentale. On a vu dans une section précédente du présent chapitre que, pour développer leur industrie, ces pays ont besoin de protection contre la concurrence étrangère. Mais ce n'est là, bien entendu, que l'une des conditions de leur mise en valeur. Pour eux, le problème essentiel est celui qui est posé par la pauvreté. Les efforts tendant à développer les investissements et à augmenter le revenu individuel, postulent un accroissement assez rapide des approvisionnements en biens de consommation (denrées alimentaires surtout) pour satisfaire la demande supplémentaire qui en résultera. Ces pays se heurtent alors aux difficultés inhérentes à l'inflation et au déficit de la balance des paiements. Pour que leur développement économique puisse néanmoins se poursuivre, une seule alternative semble s'ouvrir à eux : importer des capitaux ou mettre en vigueur la réglementation nécessaire pour faire concorder la structure des dépenses avec celle de la production.

Il serait donc très utile que les pays riches du nord et du nord-ouest de l'Europe transfèrent des capitaux vers les pays plus pauvres, de l'Europe méridionale surtout. Il est à peine nécessaire d'ajouter que cet apport de capitaux ne semble guère pouvoir être fourni sous forme de placements privés. Une caution de l'Etat, donnée sous une forme ou sous une autre, serait nécessaire. Il ne faudrait pas sous-estimer, d'ailleurs, les difficultés qu'il y aurait à créer un pareil courant de capitaux. Dans les pays comparativement riches de l'Europe occidentale, comme dans les pays pauvres, l'épargne est faible au regard de l'ampleur des investissements intérieurs considérée comme souhaitable. Pourtant, à long terme, le développement des pays insuffisamment industrialisés répond à l'intérêt de l'Europe tout entière; ceci ressort de façon particulièrement évidente des possibilités qui existent d'augmenter la production agricole et, partant, d'éviter un nouvel accroissement des importations de produits agricoles en provenance des pays extra-européens. Pour bien montrer combien cet intérêt

---

[1] On constate une analogie assez frappante entre le déclin du marché international des capitaux et le déclin du marché national des capitaux. L'extension du rôle assumé par l'Etat dans les opérations de prêts internationaux va de pair avec le rôle de plus en plus grand que joue l'épargne publique à l'échelon national, et la tendance à « l'autarcie de capitaux » a son pendant dans l'importance croissante de l'autofinancement dans l'industrie.

[2] Le montant total de ces emprunts s'est élevé à la contre-valeur de 900 millions de dollars environ (aux cours de change antérieurs aux dévaluations). L'emprunt accordé par le Royaume-Uni à la France dans le cadre de l'Accord monétaire de décembre 1946 entre pour 400 millions de dollars dans ce total.

[3] Pour ce qui est des investissements de portefeuille, la Suisse a été le seul bailleur de fonds important. Parmi les emprunteurs, figurent des organismes publics et privés belges, néerlandais, français, danois et italiens. Le seul emprunt lancé sur le marché du Royaume-Uni par un pays situé en dehors de la zone sterling est l'emprunt norvégien de 5 millions de livres sterling. Pour ce qui est des investissements privés autres que les investissements de portefeuille, il ressort des renseignements limités dont on dispose, que leur montant total est assez modeste (certainement pas plus de quelques centaines de millions de dollars). Ils ont porté en majeure partie sur les opérations de raffinage et sur les opérations commerciales des compagnies pétrolières. (Voir *Les investissements intra-européens*, publication de l'OECE, Paris, 1951.)

est général, l'aide financière pourrait prendre la forme de prêts pour le développement de l'agriculture dans certains pays qui seraient ainsi en mesure de consacrer leurs propres ressources en capital aux investissements industriels.

Coordination internationale des investissements

L'absence d'un marché international des capitaux fausse la répartition des investissements. Tout d'abord, dans chaque pays, le montant des capitaux disponibles dépend étroitement du volume de l'épargne, et il s'ensuit une mauvaise répartition internationale du montant total des ressources financières disponibles pour l'investissement. En second lieu, et pour la même raison, les considérations qui font décider de l'affectation de capitaux à telle ou telle industrie, ne débordent pas le cadre purement national. Par des efforts dans la voie d'une coordination internationale des programmes d'investissement, on pourrait, dans une certaine mesure, atténuer ces causes additionnelles de déséquilibre sans d'ailleurs faire disparaître, pour autant, le dérèglement fondamental qui tient à « l'autarcie de capitaux ».

Dans les débuts de l'OECE, on considérait l'élaboration de plans d'investissements coordonnés entre les pays, comme l'un des principaux éléments du « programme de relèvement commun » dont l'établissement et l'exécution étaient préconisés par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis. On s'efforça d'aboutir à un accord sur l'affectation à donner aux capitaux : raffinage des pétroles et industrie sidérurgique notamment. A l'époque, le climat était particulièrement favorable pour des tentatives de cette nature, étant donné que les accords sur l'affectation à donner aux capitaux à investir auraient pu être mis en harmonie avec l'important apport de capitaux fournis par les Etats-Unis dans le cadre de leur programme d'aide à l'Europe et s'en seraient trouvés renforcés. Néanmoins, les résultats pratiques furent à peu près inexistants et l'on renonça presque entièrement à persévérer dans cette voie. On mit alors l'accent sur la libération des échanges commerciaux, dans l'espoir qu'à la faveur de la suppression des restrictions quantitatives frappant la circulation des marchandises, la répartition géographique des industries qui en résulterait répondrait à l'intérêt général.

Le besoin d'une planification internationale des investissements se fait le plus impérieusement sentir dans les secteurs de base de l'économie comme les charbonnages, l'électricité, la sidérurgie [1], où les immobilisations sont coûteuses et ne donnent des résultats qu'après de longs délais et où toute erreur d'orientation des investissements entraîne des pertes d'autant plus importantes. Dans ces branches d'activité, le recours à des consultations internationales pourrait se révéler utile pour contrecarrer la tendance à l'autarcie dont il a été question assez longuement au Chapitre 11. Avec la Communauté du charbon et de l'acier, on s'est engagé dans cette voie en donnant à la Haute Autorité le pouvoir d'agir sur les investissements [2], et son importance pourrait se trouver accrue par le fait qu'elle fournira aussi des capitaux. Toutefois, il a été indiqué dans le chapitre précédent qu'un nombre plus grand de pays européens devraient y participer pour que cette coordination des plans d'investissements devienne pleinement efficace.

Dans l'industrie manufacturière en général, les possibilités d'établir une planification internationale des investissements sont, bien entendu, beaucoup plus réduites [3]. Il devrait, tout au moins, être possible de parvenir à un accord permettant d'éviter un éparpillement non rentable des investissements destinés à accroître la capacité de production de nouveaux articles ou à faciliter l'exploitation de nouveaux procédés industriels. Dans le passé, trop de pays ont souvent cherché à mettre sur pied de nouveaux moyens de production auxquels ils imprimaient une impulsion vigoureuse, et, une fois les situations établies, ils donnaient souvent à l'industrie ainsi créée le degré de protection nécessaire dans chaque cas. Il y aurait beaucoup à gagner d'un accord international en vertu duquel les pays s'engageraient à ne pas accorder de protection spéciale aux industries nouvelles.

L'espoir d'aboutir, en matière de planification des investissements, à des décisions internationales concertées, semble faible. Néanmoins, même en l'absence de décisions formelles, le seul fait que les problèmes d'investissement des différentes industries seraient évoqués au sein d'organisations internationales pourrait être d'une importance considérable pour les décisions que prendraient les différents pays en ce qui concerne leurs investissements. De même, des études internationales des tendances de l'offre et de la demande pour des industries-clés ou des produits-clés seraient d'une utilité certaine, car elles fourniraient des données de caractère international pouvant servir de base pour les études que les différents pays poursuivent, chacun de leur côté, au sujet

[1] Les transports auraient aussi de grands avantages à tirer d'une coordination internationale des politiques d'investissement. Voir page 271.

[2] Voir page 269.

[3] Même au Bénélux où la coordination des investissements semble particulièrement nécessaire, aucune mesure n'a été prise en ce sens. Voir page 265.

du développement industriel; en outre, elles permettraient d'orienter les décisions que doivent prendre les milieux d'affaires et les gouvernements en matière d'investissements à long terme. Pour que ces études soient vraiment utiles, il faut surtout qu'elles soient élaborées en pleine indépendance vis-à-vis des intérêts industriels ou nationaux particuliers, mais, en même temps, en contact étroit avec ces mêmes groupes d'intérêts [1].

* * *

Après avoir examiné certains des problèmes généraux de l'intégration économique en Europe occidentale, on aborde dans les sections suivantes de ce chapitre des questions plus précises. C'est ainsi que l'on étudiera les tentatives faites en vue d'éliminer les obstacles aux échanges commerciaux, soit par la création d'unions douanières, soit par la suppression des restrictions quantitatives, soit encore par l'établissement de « marchés communs » pour les produits de certains secteurs déterminés.

[1] Le Secrétariat de la CEE a préparé plusieurs monographies de ce genre. En 1949, il a publié une étude intitulée « Evolution et perspective de la sidérurgie européenne dans le cadre du marché mondial de l'acier ». Plus récemment, la Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat du Secrétariat de la CEE a préparé deux études intitulées respectivement « Les produits plats d'acier — Etude des tendances de la production et de la consommation » (Steel/Document de travail/94) et « Exportations européennes d'acier et demande d'acier dans les pays non européens » (Steel/Document de travail/96). Dans la première de ces deux études, on a examiné pour le passé les tendances de la production et de la consommation de produits plats en acier par utilisations finales et celles de la production future telle qu'elle peut être prévue d'après les plans d'augmentation de l'appareil de production. Cette étude traite également des moyens d'assurer la pleine utilisation de cet appareil de production — lorsqu'il aura été développé — en vue d'une production de qualité. Dans la seconde, on examine les tendances de la consommation et de la production d'acier dans les pays extra-européens pour évaluer les possibilités d'exportation d'acier fini de l'Europe dans l'avenir. La publication de ces études est prévue pour le printemps de 1953.

Une autre étude importante dans le domaine industriel est celle qui a pour titre « Evolution et perspectives de la consommation, de la production et du commerce du bois », et qui a été entreprise conjointement par la CEE et la FAO. Dans cette étude, on examine la consommation de bois pour chacune de ses utilisations finales et on donne des évaluations de la consommation en 1960, sur la base d'hypothèses différentes. On tente également d'évaluer, d'après les programmes actuels, ce que pourraient être les approvisionnements en bois en 1960, et on préconise diverses mesures que pourraient prendre les gouvernements et les producteurs pour accroître l'offre de façon qu'elle corresponde plus exactement aux besoins futurs. La publication de cette étude est prévue pour le mois de mars 1953.

6. Tentatives en vue d'éliminer les obstacles aux échanges commerciaux en Europe occidentale

La solution de l'union douanière

Dans les premières années de l'après-guerre, on considérait assez communément que la création d'unions douanières pourrait apporter sur bien des points un commencement de solution à la question du développement des échanges intereuropéens. En un sens, on ne faisait que reprendre le débat au point où il avait été interrompu dans les années qui avaient précédé la guerre. L'idée d'une union douanière européenne avait la faveur de l'opinion américaine et c'est en grande partie pour donner suite à des suggestions des Etats-Unis que fut créé, en automne 1947, un Groupe d'études pour l'union douanière européenne. Les dispositions favorables aux unions douanières s'exprimaient également dans l'approbation expresse que leur donne la Charte instituant l'Organisation internationale du commerce, — approbation assez paradoxale, comme on l'a souvent souligné, puisque, en même temps, la Charte rejette tous les arrangements régionaux préférentiels qui n'auraient pas tous les caractères d'une union douanière complète.

La formule d'union douanière que l'on envisageait pour donner aux échanges commerciaux une plus grande liberté revêtait soit la forme d'une seule vaste union comprenant toute l'Europe occidentale [2] ou une grande partie de cette région, soit celle de plusieurs unions restreintes groupant deux ou trois pays limitrophes. Parfois, faisant preuve d'optimisme, on formulait l'espoir que les unions restreintes ainsi créées pourraient, ultérieurement, fusionner en une union plus large.

L'idée d'une vaste union douanière groupant toute l'Europe occidentale ne tarda pas à se révéler utopique et jamais les travaux du Groupe d'études pour l'union douanière européenne ne parvinrent jusqu'au stade des négociations véritables [3]. Cet échec tient essentiellement à deux causes. Tout d'abord, à l'époque, c'étaient les restrictions quantitatives aux importations, et non les tarifs douaniers, qui constituaient les principales entraves au commerce intereuropéen. En second lieu, les mouvements de main-d'œuvre et de capitaux n'étant pas libres, les tentatives visant

[2] Pourtant, il a toujours été clair que le régime préférentiel en vigueur entre les pays de la zone sterling excluait la possibilité d'une participation du Royaume-Uni à une union douanière européenne.

[3] Un travail utile s'accomplit néanmoins en matière d'unification des nomenclatures douanières.

à modifier la distribution géographique de la production par le seul jeu du commerce des marchandises, ne peuvent manquer de provoquer des perturbations que les gouvernements n'accepteront pas.

Pour ce qui est des unions douanières restreintes également, les tentatives poursuivies jusqu'ici ont été assez décevantes, essentiellement pour les mêmes raisons. Chaque fois qu'il fallait passer des déclarations politiques générales aux négociations effectives, les obstacles se révélaient énormes, et le Bénélux fournit le seul exemple de négociations en vue d'instituer une union douanière ayant abouti dans l'Europe d'après guerre à des résultats pratiques. L'échec du plan scandinave s'explique surtout par les appréhensions des négociateurs norvégiens qui craignaient que leur pays ne fasse les frais de l'opération. Déjà avant la guerre, l'industrie norvégienne était moins développée que celle des autres pays scandinaves et la guerre a encore accentué cet écart, surtout par rapport à la Suède [1]. Entre la France et l'Italie, comme entre la Turquie et la Grèce, les négociations ont abouti à une impasse.

L'expérience de l'Union du Bénélux

C'est en 1943 que remonte la décision prise par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg d'instituer entre eux une union économique étroite, sans barrières douanières, avec liberté de mouvement pour la main-d'œuvre et pour les capitaux. A certains égards, le moment était favorable pour une telle décision, puisque les trois pays voyaient s'ouvrir devant eux une période de reconstruction avec la nécessité de procéder, dans presque tous les domaines, à d'importants investissements. Dans un climat général d'expansion, comme celui où l'on allait se trouver, l'adaptation des plans d'investissement à la situation nouvelle aurait pu être moins pénible que dans d'autres circonstances.

En fait, quatre années s'écoulèrent après la fin de la guerre avant que les plans d'unification ne commencent à se traduire par des décisions pratiques. A cause de ce retard, les délicats problèmes à résoudre se posèrent un à un, et les groupements d'intérêts attachés au maintien du *statu quo* purent s'organiser.

La première étape importante ne fut franchie qu'en 1948, avec l'abolition des droits de douane entre les Pays-Bas et l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'adoption d'un tarif commun à l'égard des pays tiers. Mais en l'occurrence, la réforme n'avait guère qu'une portée symbolique, car les échanges restaient soumis à des restrictions quantitatives, beaucoup plus importantes pour l'orientation même du commerce.

La mesure suivante, intervenue au milieu de l'année 1949, fut ce que l'on a appelé la « Pré-Union », en vertu de laquelle furent abolies entre les deux territoires les restrictions commerciales quantitatives, sous réserve, toutefois, de certaines exceptions très importantes. Pendant toute la période d'après guerre, les mouvements de main-d'œuvre entre les trois pays ont été libres, en principe, mais il n'y a guère eu de transferts de travailleurs en raison de la pénurie de logements en Belgique comme aux Pays-Bas et parce que la Belgique, où sévissait un chômage considérable, était aussi le pays où les salaires réels étaient le plus élevés.

Jusqu'en 1952, la balance des paiements courants des Pays-Bas avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise a été largement déficitaire. Au début, le déficit a été compensé par des prêts de l'Etat belge. Par la suite, on se servit, pour assurer l'équilibre, de l'aide Marshall « conditionnelle » et, plus tard encore, du quota des Pays-Bas à l'UEP. Peu de capitalistes belges ont choisi de placer des capitaux aux Pays-Bas; en sens contraire, le contrôle des changes néerlandais n'a autorisé presque aucun transfert.

La création de l'Union du Bénélux s'est accompagnée, jusqu'ici, d'une certaine augmentation de la part relative de chacun de ses membres dans le commerce extérieur de l'autre (Tableau 78). Toutefois, le très fort accroissement des importations des Pays-Bas en provenance de la Belgique, pendant l'année 1950, fut, jusqu'à un certain point, un phénomène passager dû à la libération des importations de textiles (dans le cadre du « programme de libération » de l'OECE) à une époque où, aux Pays-Bas, les stocks des détaillants et les trousseaux des particuliers étaient encore dégarnis. Depuis lors, l'importance de la Belgique en tant que fournisseur des Pays-Bas a recommencé à diminuer, tout en demeurant largement supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. Les importations de la Belgique en provenance des Pays-Bas ont accusé une augmentation sensible en 1951 et en 1952. Dans l'ensemble, les échanges commerciaux entre les pays du Bénélux ont donc nettement tendance à s'intensifier, bien qu'il soit encore prématuré de se prononcer sur l'ampleur des modifications apportées aux courants commerciaux et plus encore sur les effets possibles de la création de l'Union sur la spécialisation des économies.

Les principales difficultés qui ont empêché jusqu'ici de donner une liberté plus complète aux échanges commerciaux tiennent aux différences entre l'agriculture belge et l'agriculture hollandaise et, d'une façon

[1] Au contraire, dans les pays du Bénélux, la guerre a eu plutôt pour effet d'atténuer les différences entre les niveaux des revenus.

Tableau 78

IMPORTANCE RELATIVE DU COMMERCE ENTRE L'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LES PAYS-BAS [a]

En pourcentages des importations ou des exportations totales

	1936-1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952 *(neuf mois)*
Union belgo-luxembourgeoise							
Importations des Pays-Bas[a]	8.7	5.9	8.2	9.4	10.0	10.9	12.9
Exportations vers les Pays-Bas	11.6	12.7	15.5	14.7	22.4	17.9	14.9
Pays-Bas							
Exportations vers l'Union belgo-luxembourgeoise	10.8	15.7	15.8	13.4	13.7	14.6	14.9
Importations de l'Union belgo-luxembourgeoise	11.6	12.3	14.8	14.3	18.4	18.3	16.9

Sources : Statistiques nationales du commerce extérieur. *a* Non compris les réexportations et les importations destinées à être réexportées.

plus générale, aux différences entre les politiques monétaires et financières de ces deux pays, qui ont fait obstacle à un alignement des salaires et des prix.

La plupart des produits agricoles ne sont pas admis au bénéfice de la liberté de circulation entre les pays du Bénélux. Les exportations néerlandaises de produits agricoles à destination de la Belgique ne sont autorisées qu'en quantités limitées et moyennant paiement d'une taxe qui en aligne leurs prix sur les prix belges. La difficulté ne provient pas du fait que, dans l'ensemble, le rendement de l'agriculture belge est inférieur [1]. Elle tient plutôt à des différences dans les politiques agricoles qui résultent elles-mêmes du rôle différent joué par l'agriculture dans l'économie des deux pays : la Belgique a développé son agriculture pour faire face aux besoins alimentaires d'un pays hautement industrialisé et n'a pu le faire qu'en assurant aux agriculteurs belges un niveau de revenu qui ne soit pas trop sensiblement inférieur à celui des travailleurs urbains. Aussi les prix des produits agricoles belges sont-ils relativement élevés. Au contraire, aux Pays-Bas, la production agricole est orientée vers l'exportation, et la politique suivie consiste à soutenir l'agriculture par des subventions plutôt qu'à lui garantir des prix élevés.

Pour les articles manufacturés, les échanges commerciaux entre les pays du Bénélux sont presque totalement libres, si l'on excepte certaines restrictions particulières destinées à empêcher que les importations belges payées en dollars ne prennent le chemin des Pays-Bas. En 1952, les exportations de produits industriels en provenance des Pays-Bas soulevèrent de sérieuses difficultés. Chaque fois que la demande belge pour certains produits s'est orientée plus largement vers les fournisseurs néerlandais, l'industrie belge s'est émue et elle est même allée jusqu'à reprocher aux exportateurs néerlandais de faire du « dumping social » en profitant des bas salaires en vigueur dans leur pays. Dans plusieurs cas où les intérêts de l'industrie belge étaient gravement menacés par la concurrence hollandaise, des mesures spéciales ont été prises d'un commun accord. Parfois, des dispositions ont été arrêtées par des comités mixtes des groupements privés intéressés et, pour certains produits (poêles et papier, par exemple) il a été interdit aux consommateurs d'importer directement, de manière à permettre aux fabricants néerlandais, d'une part, aux négociants néerlandais et belges, d'autre part, d'élaborer d'un commun accord la formule selon laquelle ils partageront entre eux la différence de prix. Reste à savoir si ces arrangements ne serviront qu'à ménager une transition plus souple vers une plus libre concurrence ou s'ils annoncent la conclusion d'ententes plus nombreuses et plus vastes, analogues à des cartels, cristallisant les situations acquises et compromettant ainsi la réalisation du principe économique essentiel qui constitue l'objectif même de l'Union du Bénélux [2].

[1] Il ne semblerait en être ainsi que pour le lait et les produits laitiers. Il se pourrait également qu'en Belgique la distribution des denrées agricoles fût moins bien organisée qu'aux Pays-Bas.

[2] Les disparités entre les prix tiennent également à des différences profondes entre les systèmes d'impôts indirects. Quelques progrès ont été accomplis dans la voie de l'unification des taux des droits d'accise. Dans le cas, plus important, des taxes sur le chiffre d'affaires, l'alignement des taux et des méthodes de recouvrement prévu par un accord n'est pas encore entré en application.

Une autre manière de s'acheminer sans heurts, par une transition graduelle, vers le nouvel état de choses et de tirer tout le parti possible de l'élargissement des marchés, consisterait, pour les pays membres de l'Union, à entreprendre une politique concertée d'expansion industrielle dont l'élément essentiel serait la coordination des programmes d'investissement. Cela avait d'ailleurs été effectivement envisagé dans le cadre du plan d'unification. Une conférence du Bénélux, tenue en 1948, a expressément décidé de dresser la liste des industries dans lesquelles la création d'installations nouvelles, l'expansion ou la transformation des installations existantes ne devraient pas être effectuées sans consultations intergouvernementales préalables [1]. Bien que la volonté de poursuivre cette coordination des investissements ait été, depuis lors, officiellement réaffirmée, elle ne semble guère avoir été suivie de réalisations pratiques.

L'unification des pays du Bénélux a progressé lentement, selon un programme dont il a fallu allonger, maintes fois, les étapes, sans d'ailleurs en renvoyer la réalisation jusqu'aux calendes grecques, et, huit ans après sa mise en train, elle paraît encore en être à ses débuts. L'Union du Bénélux est assurément une réussite, au moins si on la rapproche des nombreuses tentatives faites en vain dans d'autres régions, mais c'est une réussite relative et elle illustre également les difficultés inhérentes à toute tentative d'établir une union économique étroite entre des pays devenus depuis longtemps des entités nationales indépendantes.

De la libération des échanges commerciaux à l'intégration par secteurs

L'absence de tout progrès dans les plans européens d'union douanière est due, non seulement aux obstacles généraux mentionnés plus haut, mais aussi au fait que la conception même dont procédaient les efforts accomplis dans cette voie — quels qu'en puissent être les avantages dans un avenir lointain — ne pouvait guère apporter de solution aux problèmes pressants qui se posaient dans la période de l'après-guerre; à ce moment, en effet, le commerce intereuropéen était entravé par un bilatéralisme commercial rigoureux et des restrictions quantitatives qui réduisaient souvent à néant les effets des droits de douane. Ou bien la protection de l'industrie était inutile, là où régnait la pénurie, ou bien elle était assurée au moyen de restrictions directes à l'importation.

Le « programme de libération des échanges » de l'OECE a donc eu beaucoup plus d'importance pour la reprise effective des échanges intereuropéens, et, à un moment donné — de 1949 à 1950 — on en vint à considérer cette initiative comme l'élément essentiel des efforts d'intégration poursuivis en Europe occidentale. L'expérience devait réussir jusqu'à un certain point, mais elle se heurta bientôt à certaines limites.

D'une part, il se révéla extrêmement difficile de réaliser des progrès véritables dans la voie de l'abolition des contingentements de produits agricoles. En ce domaine, les politiques d'importation touchent à des problèmes si importants de la politique économique nationale que les pays qui acceptèrent de s'exposer aux effets imprévisibles du jeu des lois économiques sur le marché international furent peu nombreux.

D'autre part, les problèmes du commerce des produits des industries lourdes, charbon et acier principalement, ne se prêtent pas à des solutions automatiques d'ensemble analogues aux mesures de libération des échanges. Ici, les politiques d'importation et d'exportation sont liées aux efforts des pays producteurs pour assurer leur approvisionnement et conserver des avantages spéciaux en matière de prix de revient. De toute évidence, il est indispensable de recourir en ce domaine à des mesures plus directes et plus positives que la simple suppression des restrictions.

L'agriculture et les industries de base soulevant ainsi des difficultés particulières, les produits des industries mécaniques et des industries manufacturières légères (l'industrie textile en particulier) représentent le seul domaine où la suppression concertée des restrictions quantitatives a favorisé dans une certaine mesure la concurrence et a contribué par là même à accentuer quelque peu la spécialisation internationale.

Mais, même dans le domaine des articles manufacturés, la résistance a été vive chaque fois que les mesures de libération des échanges ont paru menacer des intérêts industriels, mêmes secondaires, et l'expérience acquise jusqu'ici n'autorise pas l'optimisme quant aux possibilités ultérieures de progrès [2]. Les résultats les plus favorables pourraient être réalisés

[1] On envisageait de faire figurer dans cette liste les industries suivantes : verre à vitre, acide carbonique, sulfate de cuivre, explosifs, cellophane, charbonnages, cokeries, carbonate de sodium, sidérurgie, billes et roulement à billes, chaînes de transmission pour bicyclettes, contreplaqué, ameublement, panneaux de paille, ciment, ciment d'amiante, caoutchouc, sucreries et raffineries de sucre, décortiquage du riz, huiles comestibles, minoteries, brasseries, azote.

[2] Les « pourcentages de libération » par lesquels on exprime habituellement les résultats obtenus dans les différents pays tendent à exagérer ceux-ci, à la fois parce qu'ils se rapportent uniquement au commerce privé, et parce qu'on a eu tendance à libérer les produits dont les importations étaient relativement abondantes durant l'année de référence (1948), tandis qu'on a maintenu les contingentements pour les articles qui, en 1948, faisaient l'objet d'un commerce très restreint et pour lesquels les mesures de libération n'ajouteraient par conséquent pas grand-chose au « pourcentage de libération ».

BIBL... UNI...

dans le commerce entre pays dont les exportations se composent presque exclusivement de produits industriels, parce que, dans de tels cas, les avantages résultant de l'accroissement des exportations des produits libérés tendent alors à compenser les inconvénients de l'augmentation des importations. Il semblerait que les petits pays fortement industrialisés, comme la Suisse ou l'Autriche, qui ont besoin d'exporter des produits industriels assez spécialisés, bénéficieraient particulièrement d'une plus large ouverture de très grands marchés, tels que ceux du Royaume-Uni ou de la France, offrant des débouchés aux produits des industries mécaniques.

Par le moyen de la libération des échanges, il est plus difficile de développer le commerce entre pays exportant surtout des produits manufacturés et pays ayant surtout besoin d'exporter des produits agricoles. Ainsi, en Grèce et en Turquie, l'industrie textile a éprouvé des difficultés à la suite de l'application des mesures de libération, mais la compensation, sous forme d'élargissement des débouchés pour les produits agricoles d'exportation, a été faible. De même, l'Italie, qui a presque totalement libéré ses importations en provenance des pays de l'OECE, voit encore des restrictions quantitatives gêner ses exportations de produits agricoles, que les pays importateurs ont tendance à considérer, dans certains cas, comme non essentiels [1].

En résumé, le programme de libération des échanges (joint aux dispositions prises dans le cadre de l'Union européenne de paiements) a réussi, dans un domaine limité, à accroître les échanges commerciaux à l'intérieur de l'Europe et, aujourd'hui, les articles manufacturés circulent beaucoup plus librement entre les pays européens que pendant les cinq années qui ont suivi la guerre. Mais, en 1951, l'application de ce programme a subi une régression sérieuse par suite du rétablissement de restrictions à l'importation au Royaume-Uni et en France; et dans les autres pays, la libération n'a fait que de faibles progrès. Devant les progrès assez maigres de la circulation des marchandises dus aux mesures de libération, on fut conduit à rechercher d'autres méthodes. La formule nouvelle à l'ordre du jour est maintenant celle de « l'intégration par secteurs », et ce n'est point un fait fortuit que l'on se soit tout d'abord attaché aux industries du charbon et de l'acier, d'une part, et à l'agriculture, d'autre part, deux secteurs où la libération du commerce n'avait pas abouti à des résultats tangibles. On examinera maintenant la seule mesure importante qui ait déjà été prise dans cet ordre d'idées : la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

[1] Une difficulté supplémentaire provient de ce que l'incidence de la libération du commerce varie selon le niveau de protection tarifaire. Dans plusieurs cas, la libération s'est accompagnée d'une hausse des droits de douane.

7. La communauté du charbon et de l'acier

La création de la Communauté du charbon et de l'acier a, bien entendu, été inspirée par certaines considérations politiques que l'on n'envisagera pas ici. Néanmoins, même d'un point de vue purement économique, les charbonnages et l'industrie sidérurgique de l'Europe occidentale offraient un terrain tout indiqué pour une expérience d'unification par secteurs, parce qu'en ce domaine l'intégration semblait à la fois particulièrement nécessaire et possible à établir. Sa nécessité tient à des conditions de géographie économique qui ont un caractère évident. Pendant plusieurs décades, les industries françaises, allemandes, belges et luxembourgeoises du charbon et de l'acier ont fourni l'un des meilleurs exemples des entraves que les frontières peuvent imposer à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles [2]. L'intégration est réalisable dans ce domaine particulier, parce que, d'une part, l'industrie du charbon et l'industrie de l'acier de ces pays sont groupées sur un territoire relativement restreint et comprenant un nombre d'établissements comparativement faible, et, d'autre part, parce que les industries du charbon et de l'acier, en dépit de leur importance prédominante en tant qu'industries-clés, n'occupent au total que 2 à 3% de la population active totale des pays participants. On a donc pensé qu'il était possible d'établir dans ce domaine déterminé un marché commun sans soulever les problèmes plus vastes d'une unification générale des politiques économiques.

Le Traité tente d'apporter une solution au dilemme de la concurrence et de la planification dans des industries qui exigent des capitaux considérables et qui sont groupés en vastes établissements. D'une part, il essaie de ménager une certaine liberté de concurrence; d'autre part, il reconnaît que l'ouverture d'un marché où la concurrence serait totale est impossible à réaliser, ou — en admettant même qu'elle soit possible — conduirait à des résultats fâcheux. C'est pourquoi il comprend un certain nombre de mesures de sauvegarde destinées à éviter des perturbations soudaines et pénibles partout où on peut les prévoir.

[2] Pour de plus amples détails, voir « L'industrie du charbon et l'industrie de l'acier en Europe occidentale », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 2.

La sidérurgie italienne restera protégée par des droits de douane pendant une période transitoire de cinq ans (sept ans même, dans certaines conditions). Les charbonnages belges et français seront protégés contre une réduction de production trop rapide. Des mesures protectrices du même ordre sont prévues en faveur des cokeries et des mines de charbon italiennes. De plus, les délais prévus pour l'harmonisation complète des tarifs de transport permettront le maintien d'une certaine protection [1].

Indépendamment de ces dispositions de sauvegarde pour les industries exposées à souffrir de la concurrence, le Traité, par les pouvoirs qu'il donne à la Haute Autorité en vue de réglementer le marché, reconnaît clairement que la suppression des barrières douanières et des restrictions quantitatives au commerce extérieur, ainsi que la prohibition des ententes à caractère de monopoles doivent avoir pour contrepartie la création d'un nouvel organe d'autorité assurant dans la mesure nécessaire l'organisation et le contrôle du marché. Ainsi, les problèmes qui se posent pour la Communauté du charbon et de l'acier se présentent-ils de la façon suivante : tout d'abord apparaît-il possible d'introduire la concurrence dans un domaine traditionnellement dominé par des monopoles et des ententes, ainsi que par diverses formes de protection de l'Etat [2] ? En second lieu, sera-t-il possible d'instituer, en vue du contrôle et de l'organisation du marché, une autorité qui pourra user efficacement de ses pouvoirs dans l'intérêt général, et non en faveur des intérêts particuliers de certains pays ou de certaines industries ?

Pour étudier les grands aspects de la Communauté du charbon et de l'acier, on examinera tout d'abord les économies directes plus ou moins immédiates à attendre de l'ouverture d'un marché commun; en deuxième lieu, le problème de la coordination des investissements. La troisième question, la plus essentielle, sera celle des politiques à suivre en période de surabondance ou de pénurie.

Différences des coûts de production

Le Tableau LVI de l'Annexe A montre comment se répartissent, dans les six pays membres de la Communauté, la production et le commerce du charbon, des matières premières servant à la fabrication de l'acier, et de l'acier lui-même. Dans les dernières années, les restrictions frappant le commerce entre ces pays empêchaient de plusieurs manières l'utilisation rationnelle des ressources en matières premières. Les principaux problèmes provenaient de l'insuffisance des disponibilités en fines à coke et en ferraille et d'un recours fréquent à la pratique des doubles prix avantageant le marché intérieur et désavantageant les marchés d'exportation.

Le Tableau 79 montre, pour quatre pays de la Communauté et pour le Royaume-Uni, quelles étaient en 1951 les différences essentielles de structure entre les prix de revient. Bien que la marge d'erreur de certaines de ces évaluations soit considérable, les indications données restent assez valables pour faire apparaître les principaux problèmes.

On doit observer tout d'abord, pour la production de la fonte et de l'acier brut, que le coût en main-d'œuvre par heure-ouvrier est très sensiblement le même dans les cinq pays, contrairement à ce que l'on imagine souvent. En revanche, le coût en main-d'œuvre varie beaucoup de l'un à l'autre si on le calcule par unité produite. L'Italie, avec une productivité inférieure de moitié à celle du Royaume-Uni, de l'Allemagne occidentale ou de la Belgique, semble très désavantagée à cet égard.

Pour ce qui est des coûts en matières premières, les effets des doubles prix et des politiques autarciques apparaissent très clairement. Le minerai importé est beaucoup plus cher [3] que le minerai indigène, sauf en Allemagne occidentale où, parce que l'on cherchait à se soustraire à une dépendance vis-à-vis de l'étranger, on a développé l'extraction du minerai de Salzgitter dont le prix de revient est élevé. Le Royaume-Uni et l'Allemagne, indépendamment de la productivité élevée de leur main-d'œuvre, ont l'avantage de disposer de coke produit sur place et à bon marché. Le coût total des principales matières premières et de la main-d'œuvre par tonne d'acier est donc sensiblement plus bas dans ces deux pays que dans les trois autres qui figurent dans le tableau. La France, la Belgique et l'Italie sont défavorisées chacune à leur manière. La France est tributaire de l'étranger pour son approvisionnement en bon coke, la Belgique, également tributaire de l'étranger pour son approvisionnement en coke et en minerai, doit de plus payer ses importations de ferraille au prix fort [4]. Enfin,

[1] Les tarifs de transport discriminatoires doivent être supprimés immédiatement, mais la suppression des ruptures de charge fictives lors du franchissement des frontières ne s'effectuera qu'après un délai qui pourra dépasser deux ans.

[2] A cet égard, on donne souvent comme exemple de l'avantage de la concurrence s'exerçant à l'intérieur d'un grand marché unique, la supériorité technique de l'industrie de l'acier aux Etats-Unis. Or, tout ne se ramène pas à cette seule observation. Aux Etats-Unis, une société (la United Steel Corporation) assure à elle seule une production presque égale à celle de l'ensemble des six pays membres de la Communauté du charbon et de l'acier et plus de 30% de la production totale d'acier des Etats-Unis.

[3] Toutefois, le tableau exagère quelque peu le prix du minerai importé, puisque la mise au mille du minerai riche d'importation est moindre et que l'économie de coke qui en résulte donne ainsi à ce minerai une valeur accrue.

[4] Depuis 1951, année à laquelle se rapporte le tableau, le prix de la ferraille et les autres prix ont changé.

Tableau 79

COÛTS APPROXIMATIFS DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES POUR LA FABRICATION DE L'ACIER EN 1951

En dollars des Etats-Unis

	Royaume-Uni		Allemagne occidentale		France		Belgique		Italie	
	Par heure ou par tonne de matière première	Par tonne d'acier	Par heure ou par tonne de matière première	Par tonne d'acier	Par heure ou par tonne de matière première	Par tonne d'acier	Par heure ou par tonne de matière première	Par tonne d'acier	Par heure ou par tonne de matière première	Par tonne d'acier
A. Acier										
Coût de la main-d'œuvre (y compris l'entretien et les services de l'entreprise)	0.59	14	0.62	16	0.63	21	0.65	16	0.58	31
Minerai : importé (teneur en Fe)	23	5	20	5	—	—	17	11	19	4
indigène (teneur en Fe)	7	1	19	4	11	7	—	—	.. [a]	.. [a]
Ferraille autre que les chutes de transformation	13	5	20	5	24	4	60	7	70	47
Coke	11	6	10	6	16	12	21	17	17	4
Coût des principales matières premières et de la main-d'œuvre par tonne d'acier		31		36		44		51		86
Coût des principales matières premières et de la main-d'œuvre pour la production de la quantité d'acier nécessaire à la fabrication d'une tonne d'acier marchand		38		42		52		59		101
Prix de l'acier marchand		68		70		73		77		152
	Par poste	Par tonne de charbon	Par poste	Par tonne de charbon	Par poste	Par tonne de charbon	Par poste	Par tonne de charbon	Par poste	Par tonne de charbon
B. Charbon										
Coût de la main-d'œuvre	5.43	3.33	5.05	3.47	6.17	4.75	6.53	6.17	..	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Coût inconnu, mais il s'agit de faibles quantités.

en Italie, les coûts sont très élevés par rapport à ceux des autres pays, à la fois du fait de la faiblesse de la productivité et du fait que l'industrie de l'acier consomme presque exclusivement de la ferraille qu'elle doit payer un prix très élevé, qu'il s'agisse de ferraille importée ou collectée dans le pays même.

Economies résultant d'un marché commun

On serait dans l'erreur si on attendait de l'établissement du marché commun la réalisation rapide de grands progrès dans la voie de l'uniformisation des coûts. Les matières premières devraient néanmoins avoir, jusqu'à un certain point, tendance à circuler en suivant des courants plus naturels et, en particulier, on peut prévoir que la répartition de la ferraille sera plus rationnelle. En tout cas, l'abandon des pratiques discriminatoires créant une différence de prix entre le marché intérieur et les marchés d'exportation doit être accueilli favorablement. Dans le cas du minerai, l'établissement du marché commun pourra, dans l'immédiat tout au moins, n'avoir qu'un effet réduit ou n'aura même aucun effet sur le commerce extérieur. Appliquées aux matières premières, les politiques d'autarcie avaient notamment conduit à adapter les méthodes de production aux caractéristiques techniques du minerai disponible localement [1]. Une fois créées, de telles conditions ne peuvent être aisément modifiées.

Dans le domaine des transports — élément important du coût du charbon et de l'acier — de larges

[1] Par exemple, le minerai à forte teneur en phosphore utilisé en Lorraine, ainsi qu'en Belgique et au Luxembourg, convient particulièrement bien à l'emploi du procédé Thomas, dont l'usage est surtout répandu dans cette région.

économies devraient être possibles. On peut prévoir que la suppression des restrictions commerciales et des tarifs préférentiels fera disparaître à l'intérieur de la Communauté certains mouvements irrationnels [1]. Il est possible également qu'une rationalisation des transports de charbon en provenance de régions ne faisant pas partie de la Communauté se produise à la suite de l'établissement du marché commun. Par exemple, à l'heure actuelle, l'Allemagne livre à l'Italie des tonnages importants de fines à coke et en reçoit également des Etats-Unis.

Le commerce de l'acier entre les pays de la Communauté ne représente que des tonnages très faibles (Tableau LVI de l'Annexe A). Les seules opérations régulières d'une certaine importance sont les exportations d'acier de la Belgique vers les Pays-Bas (qui sont importateurs nets d'acier) [2]. Ceci indique la possibilité d'une spécialisation plus poussée de la fabrication d'acier entre les pays de la communauté. Dans les laminoirs modernes, l'abaissement des coûts unitaires est étroitement lié à la continuité de la production. Si les entreprises de laminage pouvaient s'assurer des commandes plus importantes pour un nombre d'articles plus réduit, les frais dus aux interruptions fréquentes des opérations de production pourraient être supprimés. La suppression des restrictions au commerce de l'acier entre les six pays permettra peut-être une telle spécialisation.

Coordination des investissements

Les pouvoirs soigneusement équilibrés qui ont été donnés à la Haute Autorité en matière d'investissements ouvrent la voie à une expérience intéressante de planification internationale dans un régime de libre entreprise. La Haute Autorité peut influer sur les décisions relatives aux investissements de trois façons : par ses avis, par l'interdiction d'investissements indésirables, enfin par des prêts ou des garanties accordés à des projets d'investissements particulièrement souhaitables.

En ce qui concerne la première méthode, le Traité oblige tous les charbonnages et toutes les entreprises sidérurgiques à communiquer, pour avis, leurs programmes d'investissements à la Haute Autorité. Le rôle de conseiller obligatoire ainsi donné à la Haute Autorité pourrait en faire un centre d'information sur les développements qui interviennent sur les marchés du charbon et de l'acier. Cette procédure peut aussi avoir une certaine importance pour l'orientation des investissements.

En plus de son rôle de conseiller en matière d'investissements, la Haute Autorité a le pouvoir d'interdire les investissements dont elle reconnaîtrait qu'ils présentent un caractère économiquement malsain en ce sens qu'ils sont d'inspiration autarcique ou que les installations ainsi créées ne pourraient être exploitées de façon rentable sans subventions ou mesures de protection et de discrimination. Toutefois, ce pouvoir ne joue que pour les investissements dont le financement doit être réalisé par des ressources autres que les fonds propres de l'entreprise intéressée. Il pourra, dans certains cas, suffire à empêcher la création de nouvelles installations qui seraient « anti-économiques ». Toutefois, dans certains pays membres au moins, les industries de base font de plus en plus appel à leurs ressources financières propres pour leurs dépenses d'extension ou de modernisation, et la limite apportée aux interdictions que peut donner la Haute Autorité, uniquement applicables aux investissements qui ne peuvent pas être financés par les ressources propres de l'entreprise, réduit donc fortement les possibilités d'intervention [3].

D'autre part, la Haute Autorité ne peut interdire des investissements que, d'après leurs propres calculs, les intéressés estiment rentables, même si d'un point de vue plus large on peut les juger fâcheux en raison des charges qu'entraînerait pour la collectivité le remplacement d'installations plus anciennes et moins productives. Pour ceux qui souhaiteraient que le contrôle des investissements soit intégral, il peut paraître illogique que la Haute Autorité n'ait pas pouvoir de faire obstacle à l'affectation excessive de ressources à la modernisation des industries. Toutefois, deux bonnes raisons au moins justifient cet état de choses. Tout d'abord, si l'action de la Communauté doit avoir une certaine orientation, il est souhaitable que celle-ci soit inspirée par un souci d'expansion plutôt que par des préoccupations malthusianistes. Si la Haute Autorité avait pouvoir d'interdire les opérations de modernisation, elle risquerait d'être soumise à l'action d'une partie des producteurs cherchant à imposer aux autres une politique de restriction

[1] Par exemple, il deviendrait possible d'acheminer par mer d'importantes quantités de charbon de la Ruhr sur la Bretagne et sur d'autres points de la côte Atlantique française au lieu de les transporter à grands frais par fer depuis les charbonnages français; l'Allemagne du Sud pourrait également s'approvisionner en partie en Lorraine et dans la Sarre (voir *La Communauté européenne du charbon et de l'acier, Rapport de la délégation française*, Paris 1952, page 74).

[2] Toutefois, durant les derniers mois, l'Allemagne occidentale a acheté d'importants tonnages d'acier à la Belgique et à la France.

[3] La proportion d'autofinancement varie d'un pays à l'autre. Pour l'ensemble des pays de la Communauté, l'autofinancement des entreprises représentait, en 1952, 44 et 40% respectivement des investissements bruts dans les industries du charbon et de l'acier (chiffres provisoires donnés dans le *Rapport de la Haute Autorité sur la situation de la Communauté*, janvier 1953, page 134).

des investissements. D'autre part, comme la compétence de la Haute Autorité est limitée à un seul secteur de l'économie des pays membres, elle n'est pas en mesure de juger de l'intérêt que présentent des investissements consacrés à ces industries par rapport à ceux des autres branches.

Enfin, la Haute Autorité disposera de ressources (fonds propres ou provenant d'emprunts) lui permettant de financer (ou de garantir) les investissements jugés par elle particulièrement souhaitables. Elle en aura d'autant plus besoin qu'il est fort possible que l'établissement du marché commun amène les gouvernements à adopter en matière d'investissements une attitude nouvelle : redoutant les conséquences de la concurrence étrangère pour les entreprises les plus menacées, les gouvernements auront peut-être tendance à orienter les investissements de manière à empêcher ces entreprises moins productives de disparaître, plutôt que de tenter d'améliorer la productivité de celles qui survivraient de toute façon à une ouverture des frontières. En tant qu'instrument de financement, la Haute Autorité pourra peut-être exercer à cet égard un rôle compensateur salutaire. Au surplus, sa position de prêteur pourra amener les producteurs à se montrer plus disposés à se conformer aux avis qu'elle donnera sur leurs projets d'investissements.

Organisation du marché

Les mouvements cycliques extrêmement brutaux auxquels ont été exposées, dans le passé, ces industries essentielles que sont les charbonnages et la sidérurgie, rendaient inévitable la création d'une autorité chargée d'organiser le marché. Les attributions étendues confiées à cet effet à la Haute Autorité comprennent à la fois les pouvoirs exercés normalement par les gouvernements et les fonctions habituellement remplies par les ententes professionnelles nationales ou internationales.

Comme on l'a signalé plus haut, les gouvernements ont constamment cherché, durant les années de pénurie de l'après-guerre, à réserver les matières premières à l'industrie nationale par des mesures de répartition et de contrôle des prix. A l'inverse, en période de surabondance, les Etats ont eu généralement pour politique de réserver le marché intérieur aux producteurs nationaux. Si, en matière de charbon et d'acier, les gouvernements se sont ainsi fortement inspirés de considérations autarciques, les ententes nationales et internationales, qui dominaient entre les deux guerres le marché de l'acier, ont eu pour objectif de restreindre la production. Les ententes nationales (dont l'existence remonte à la fin du XIXe siècle) géraient des fonds de péréquation, versaient des subventions aux producteurs marginaux et, souvent, leur action avait pour effet d'arrêter l'augmentation de la capacité de production. La première entente internationale de l'acier, conclue en 1926, avait même prévu un contingentement de la production qui avait pour effet de limiter les approvisionnements à une époque où la demande allait croissant. La dislocation de cette entente, au moment de la grande crise économique, a conduit à une lutte entre concurrents sur les marchés d'exportation se traduisant par des baisses constantes de prix, tandis que les ententes nationales maintenaient, dans une large mesure, le niveau des prix sur le marché intérieur [1].

Avec la création de la Haute Autorité, le pouvoir des gouvernements se trouve remplacé par un pouvoir international et un pouvoir public se substitue au pouvoir des ententes professionnelles privées.

En matière d'organisation du marché, le rôle de la Haute Autorité est double : il consiste à empêcher la formation d'ententes professionnelles ou autres accords à caractère de monopole, d'une part, et à prendre des mesures en cas de crise ou de pénurie, d'autre part.

Le respect rigoureux de l'interdiction des accords à caractère de monopole est, bien entendu, essentiel pour le bon fonctionnement de l'institution tout entière. Les pouvoirs donnés à la Haute Autorité en cette matière sont considérables, mais considérables aussi sont les difficultés qui peuvent se produire. Il peut être facile de frapper d'amendes un petit nombre d'entreprises qui auraient conclu entre elles une entente d'importance purement locale, mais il est plus difficile d'imaginer la Haute Autorité attaquant la majorité des entreprises si elles ont constitué entre elles une entente secrète et officieuse. Tout dépendra de la fermeté que montrera la Haute Autorité dès le début et de la volonté qu'elle aura d'empêcher que les dispositions du Traité, entièrement dépourvues d'équivoque, ne perdent de leur force.

En présence d'une « période de crise manifeste », ou d'une « pénurie sérieuse », la Haute Autorité a le pouvoir d'agir comme le ferait sans doute un cartel, fixant des prix minima, des quotas de production et limitant l'importation en provenance de pays tiers ou bien — en période de pénurie — appliquant un système de répartition et de priorités de production s'accompagnant de prix maxima. Pendant la période transitoire de cinq ans, ces mêmes mesures, y compris la fixation de prix limites, peuvent être prises même sans qu'une « crise manifeste » soit constatée, par

[1] Pendant la légère récession de 1949, des échanges de vues eurent lieu à l'effet de renouer l'entente internationale de l'acier, mais le « boom » qui accompagna la guerre de Corée rendit ces tentatives moins urgentes.

exemple en vue d'éliminer des perturbations excessives qui seraient causées par la suppression des barrières douanières [1].

Reste à se demander quel usage on fera de ces pouvoirs dans la pratique. Ce qu'il importe de noter, c'est que ces pouvoirs sont confiés maintenant à une organisation de droit public dont la mission est moins de satisfaire les aspirations des producteurs de charbon ou d'acier que de favoriser un heureux équilibre des conditions économiques en général. Il faut pourtant se rappeler également que la Communauté du charbon et de l'acier est une union qui groupe essentiellement des pays producteurs et exportateurs. Il faut espérer qu'elle ne s'engagera pas dans une voie contraire aux intérêts des pays consommateurs qui n'en font pas partie. Aussi longtemps que, sous une forme ou sous une autre, les pays importateurs ne participent pas en plus grand nombre sur un pied d'égalité, il n'y a peut-être pas lieu de regretter qu'un grand producteur de l'Europe occidentale au moins, le Royaume-Uni, se tienne en dehors de la Communauté.

[1] La Haute Autorité peut d'ailleurs fixer à tout moment des prix maxima (Article 61, a) du Traité).

8. Intégration dans le domaine des transports en Europe occidentale

Dans le domaine des transports, le but visé par l'intégration internationale n'est pas tellement de rendre la concurrence plus vive que de doter de la coordination centralisée dont elle a besoin cette branche d'activité et, ainsi, d'étendre au plan international les progrès qui s'accomplissent depuis des dizaines d'années dans divers pays. Si la concurrence sans réglementation n'apporte pas de solution au problème de l'organisation des transports, c'est surtout parce qu'en ce domaine, l'exploitation en grand permet des économies particulièrement importantes. C'est ainsi qu'à l'échelon national, des branches importantes de l'industrie des transports sont presque partout placées sous le contrôle plus ou moins direct de l'Etat. La concurrence, dans les branches où elle existe, provoque souvent le suréquipement.

Il est donc naturel que les discussions qui ont lieu depuis quelques années sur les moyens de renforcer l'intégration internationale dans le domaine des transports, aient porté essentiellement sur la question de savoir s'il serait possible d'instituer — et dans quelles conditions — un organisme international central chargé de coordonner les réseaux de transport d'un nombre plus ou moins grand de pays de l'Europe occidentale. Jusqu'ici, il est vrai, ces efforts n'ont pas dépassé le stade de la discussion préliminaire de plans d'ensemble.

Sans aucun doute, l'industrie du transport est, par excellence, un secteur qui se prête aux tentatives de planification et de coordination internationales. Il convient toutefois de ne pas sous-estimer les difficultés qu'il y aurait à établir cette coordination entre des pays exerçant, par ailleurs, des pouvoirs souverains en matière de politique économique. Le cas est tout différent de celui du charbon et de l'acier. Tout d'abord, l'Etat exerçant habituellement un contrôle plus accentué sur les transports que sur la plupart des autres industries, une haute autorité dans le domaine des transports devrait disposer de pouvoirs plus étendus que ceux qui ont été accordés à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. En particulier, si un tel organisme était chargé de la coordination des investissements, il aurait besoin de ressources financières très importantes. S'il est permis de dire que le rôle de la Haute Autorité de la Communauté du charbon et de l'acier est d'assurer la libre concurrence et de n'exercer une direction ou un contrôle que dans des cas particuliers, une autorité des transports aurait, en revanche, pour principale mission d'établir des programmes et d'assurer la coordination, ne laissant jouer la concurrence sans la réglementer que dans les domaines limités où il semble souhaitable de lui laisser libre cours.

Il est un second facteur qui rend difficile l'établissement d'une parfaite coordination internationale pour les transports : c'est le fait que les transports commandent l'économie tout entière davantage encore que ne le font les industries du charbon et de l'acier. Ici, l'unification poserait des problèmes particulièrement ardus, en raison du double aspect que revêt nécessairement toute opération d'intégration par secteurs : tout secteur de l'économie soumis à une autorité internationale subit néanmoins l'influence de la politique économique générale des gouvernements de chacun des Etats, et il influence lui-même cette politique.

Quoi qu'il en soit, s'ils voulaient vraiment recourir à ce moyen pour renforcer l'intégration économique des transports en Europe occidentale, les gouvernements devraient se résoudre à abandonner en faveur d'un organisme international une part importante de leurs pouvoirs en matière de transports, tant pour la tarification que pour les investissements. Faute d'une décision de cette nature, pour obtenir une intégration internationale plus poussée des transports, il faudra s'orienter vers une coordination plus soutenue s'exerçant, non pas par l'action d'un organisme

international indépendant, mais par voie de collaboration intergouvernementale. Il devrait être d'autant plus facile d'y parvenir que les transports — déjà placés, pour une grande part, sous le contrôle direct de l'Etat — sont un secteur où l'on peut fort bien procéder par progrès graduels. Il n'y a nullement nécessité de choisir entre l'intégration pleine et entière et l'absence complète d'intégration. Des mesures en vue d'améliorer la coordination, modestes ou importantes, peuvent être prises selon les circonstances [1].

Il semble qu'un resserrement de l'intégration internationale des transports pourrait contribuer à améliorer la productivité dans son ensemble, et cela de trois façons principales.

Il convient de mentionner tout d'abord les économies directes à attendre d'une planification s'étendant à un domaine plus vaste. Les itinéraires pourront être exploités plus économiquement si l'on n'a plus à tenir compte des frontières; il y aura possibilité d'éviter les doubles emplois entre les voie de communication; les parcours à vide pourront être réduits, ce qui permettra de diminuer l'importance des flottes marchandes, des parcs de véhicules routiers et de wagons.

Une politique internationale des transports aura aussi pour avantage essentiel la rationalisation et l'unification de la tarification. Cette tarification est actuellement tout à fait irrationnelle et il en résulte une distorsion de la structure des prix des marchandises. La pratique des ruptures de charge fictives au franchissement des frontières a, en général, des effets protectionnistes, puisqu'elle rend le coût du transport plus élevé que si le transport s'effectuait en totalité à l'intérieur d'un même pays. De plus, tout un système compliqué de dispositions tarifaires discriminatoires et d'avantages accordés à certaines industries ou à certaines transactions commerciales par le moyen d'avantages de transport, s'est constitué pour favoriser tantôt certains produits par rapport à d'autres, tantôt les produits nationaux par rapport aux produits étrangers. Le barème actuel des prix des transports pour les différentes distances et les différentes marchandises est donc loin de correspondre réellement aux rapports qui existent effectivement entre les prix de revient. Aussi comprend-on que le Traité instituant la Haute Autorité du charbon et de l'acier attache tant d'importance à l'abolition des tarifs de transport discriminatoires à l'intérieur de la Communauté.

Le troisième avantage — le plus important peut-être — à retirer d'une coordination des transports se manifesterait dans la politique des investissements. On a fait remarquer plus haut qu'il y a souvent tendance à suréquiper les transports. Si le programme des investissements est établi d'après des prévisions internationales de besoins en moyens de transport, il est probable que l'on pourra réduire de beaucoup les risques d'investissements inutiles. On ne saurait mieux faire apparaître l'ampleur des intérêts en jeu qu'en indiquant que dans beaucoup de pays, les transports comptent pour 15 à 20% de l'investissement total, voire davantage. Le défaut de coordination dans les décisions relatives aux investissements concernant les ports maritimes et les aéroports les plus importants de l'Europe n'est que l'un des exemples qui témoignent de la nécessité d'une collaboration internationale.

[1] Cette méthode pragmatique, qui ne perd pas de vue, pour autant, les problèmes généraux de coordination, caractérise les activités du Comité des transports intérieurs de la CEE. Dans un grand nombre de résolutions, le Comité a énoncé les principaux facteurs dont une politique générale de transports doit tenir compte. Conformément à ces principes généraux, le Comité s'est efforcé de résoudre les grands problèmes qui se posent quotidiennement dans le domaine des transports. En voici quelques exemples entre beaucoup d'autres : la détermination des prix de revient de transport, l'organisation de services internationaux réguliers d'autocars, l'élaboration de tarifs internationaux, la définition de la responsabilité du transporteur, la coordination des investissements, la sécurité des transports routiers, etc.

9. Le problème de l'intégration de l'agriculture en Europe occidentale

Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, la politique agricole est traditionnellement marquée par une forte tendance à l'autarcie, tendance soutenue d'ailleurs par l'influence considérable que détiennent les organisations professionnelles ou politiques d'agriculteurs. Il faut voir essentiellement dans cet état de choses une conséquence de ce fait, exposé en détail dans de précédents chapitres [2], que la population rurale de l'Europe est dénuée de toute mobilité, soit parce qu'elle se compose surtout de paysans propriétaires et non de salariés, soit parce que, dans l'hypothèse la plus favorable, la cadence des créations d'emplois dans les villes dues à l'expansion industrielle ne peut être que modérée. La nécessité d'assurer à cette vaste population rurale statique un revenu suffisamment stable rend les gouvernements les plus libre-échangistes eux-mêmes peu enclins à exposer l'agriculture aux perturbations soudaines d'une concurrence internationale.

Il n'est donc pas surprenant qu'en ce domaine, le programme de libération des échanges de l'OECE se soit heurté à des obstacles particulièrement grands.

[2] Voir Chapitres 8 et 9.

Les différents projets de « pool vert », élaborés au cours de ces dernières années, visent à sortir de l'impasse par une unification graduelle des marchés agricoles de l'Europe occidentale. On ne peut examiner ici de façon approfondie les problèmes vastes et complexes que soulèvent ces projets. On se contentera d'exposer très largement, dans les développements qui vont suivre, les points qui paraissent essentiels.

Tous les projets de « pool vert » ont ceci de commun qu'ils envisagent la création d'un organisme international — constitué à peu près sur le modèle de la Communauté du charbon et de l'acier — qui supprimerait progressivement les obstacles aux échanges commerciaux pour un nombre plus ou moins grand de produits agricoles et prendrait, en même temps, les mesures appropriées pour éviter des perturbations sociales et économiques ou pour les atténuer.

On peut se demander, toutefois, si ces programmes, qui s'inspirent dans l'ensemble du précédent fourni par la Communauté du charbon et de l'acier, ne poussent pas trop loin le souci de la perfection pour avoir des chances de réussir. La Communauté du charbon et de l'acier a été instituée en dépit d'une forte opposition de la part de l'industrie sidérurgique de quelques-uns des pays membres. Dans le cas d'un « pool vert », il est peu probable qu'un accord politique puisse intervenir en vue de créer une « haute autorité », si ce n'est dans des conditions assurant une influence prédominante aux intérêts des producteurs. Il est à peu près inévitable que ceux-ci cherchent alors à assurer le maintien des structures agricoles nationales actuelles et des mécanismes qui, dans tous les pays, assurent des prix de vente liés aux prix de revient. L'objectif essentiel, qui doit être de promouvoir l'amélioration du rendement et la spécialisation internationale, serait, alors, perdu de vue. L'importance énorme de l'agriculture dans les pays les moins industrialisés et l'influence des prix des denrées alimentaires sur le coût de la main-d'œuvre industrielle dans les pays plus développés, confèrent une importance vitale, pour tous les pays intéressés, à l'amélioration de la productivité en agriculture. Il est donc difficile d'imaginer comment, dans la pratique, les gouvernements pourraient déléguer à un organisme international une partie de leurs pouvoirs dans ce domaine essentiel. Si un tel organisme était créé, ou bien il serait inopérant, ou bien il deviendrait le foyer d'un « corporatisme » international d'un caractère contestable.

Il semble donc nécessaire de tenir davantage compte des réalités et de procéder de façon plus empirique. Les efforts actuellement poursuivis pour libérer le commerce des produits agricoles pourront peut-être donner encore quelques résultats, bien que l'expérience acquise jusqu'ici soit décevante. Il semble, en outre, nécessaire de faire une étude plus précise des disponibilités pour l'exportation et des besoins futurs d'importation, en vue d'envisager la possibilité de conclure des accords à long terme dans le cadre desquels puisse être poursuivie une politique de développement de la production. Ces questions devront être abordées sans idée préconçue quant au nombre des produits à comprendre dans les futurs accords ou au nombre des pays participants. Suivant les circonstances, il faudra peut-être que le pays exportateur accorde des subventions temporaires à l'exportation, ou bien, à l'inverse, que le pays importateur consente à payer un prix un peu supérieur à celui du marché mondial, par exemple dans l'éventualité où il lui serait possible de réduire ainsi les importations payables en dollars. Enfin, une réduction progressive des tarifs douaniers intereuropéens applicables aux produits agricoles, telle qu'elle est envisagée dans les divers projets de « pool vert », pourrait donner au commerce international un puissant stimulant.

Quelles que soient les solutions techniques les mieux adaptées aux problèmes à résoudre, les avantages à retirer éventuellement d'une plus grande intégration internationale de l'agriculture en Europe occidentale sont très considérables. Ils sont de deux ordres.

Tout d'abord, se pose le problème d'une utilisation plus efficace du sol et de la main-d'œuvre en France, principal pays producteur de l'Europe occidentale. Si des débouchés lui étaient garantis dans d'autres pays européens, la France pourrait produire des quantités de céréales et de produits animaux beaucoup plus fortes qu'à l'heure actuelle et réduire d'autant l'obligation où se trouvent d'autres pays d'effectuer des importations payables en dollars.

Le deuxième problème à résoudre, beaucoup plus délicat, consiste à tirer meilleur parti des vastes excédents de main-d'œuvre agricole existant en Europe méridionale [1]. Pour ce qui est des cultures exigeant beaucoup de main-d'œuvre — les légumes et les fruits par exemple — il faudrait se proposer pour objectif l'accroissement des exportations des pays de l'Europe méridionale à destination des pays de l'Europe septentrionale surtout, où la main-d'œuvre est déjà rare ou deviendra rare si le développement industriel se poursuit. Des exportations de denrées dont le coût en main-d'œuvre est élevé, qui s'effectueraient de l'Europe méridionale à destination de l'Europe septentrionale, amélioreraient la productivité de la main-d'œuvre, non seulement dans l'agriculture de l'Europe méridionale — ce qui réduirait le sous-

[1] Voir Tableau 52.

emploi des travailleurs — mais aussi dans les pays importateurs où il deviendrait possible de transférer à l'industrie des effectifs plus nombreux.

Bien entendu, pour que l'on puisse progresser dans cette voie, il faut que les pays septentrionaux modifient leur politique économique traditionnelle qui consiste à chercher à se suffire à soi-même pour un nombre de denrées agricoles aussi élevé que possible. Leurs marchés devraient s'ouvrir aux produits des pays méridionaux. Ce qui est essentiel, c'est que ces débouchés nouveaux soient suffisamment stables pour que les exploitants et les gouvernements aient les assurances dont ils ont besoin pour développer la production. Il n'est pas possible d'y parvenir sans toucher aux situations acquises dans les pays importateurs, mais les avantages que retireraient à la longue les deux groupes de pays devraient être assez importants pour que cela vaille la peine de chercher les moyens de dédommager les intéressés de la perte temporaire qui résulterait pour eux d'un changement apporté à la structure traditionnelle de la production.

Il y a un autre avantage à assurer des débouchés nouveaux aux produits agricoles dont la production exige beaucoup de main-d'œuvre dans des pays où la production agricole est excédentaire : ces pays pourraient être amenés à renoncer aux efforts qu'ils poursuivent, au moyen d'une politique de soutien des prix, en vue d'accroître la superficie ensemencée en céréales; or, dans l'hypothèse la plus favorable, ces efforts ne peuvent donner que de faibles résultats dans les pays où la population est largement excédentaire. Il vaudrait mieux, pour eux, faire plus largement appel à des importations de céréales en provenance de pays européens à population moins dense.

L'idée qu'il est nécessaire d'introduire une spécialisation mieux conçue entre les productions agricoles des différents pays de l'Europe occidentale peut donc s'énoncer comme suit : eu égard aux possibilités très limitées de transfert vers d'autres pays de la main-d'œuvre rurale excédentaire, et étant donné que des mouvements de capitaux d'un pays à l'autre sont improbables, il faudra modifier la structure de la production et, par suite, les courants du commerce international des produits agricoles, en fonction de la répartition géographique présente de la main-d'œuvre agricole.

10. Conclusions

Pendant l'après-guerre, les progrès accomplis en matière d'intégration économique internationale en Europe occidentale ont été fort limités, et l'on ne peut constater aucun renversement de la tendance historique à l'autarcie nationale. Chaque fois que l'on s'est engagé sur la voie des créations pratiques, les obstacles qui tenaient à l'ensemble des structures existantes se sont révélés immenses. Pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux entre les pays — problème d'une importance primordiale — presque rien n'a été fait. Quant au commerce, on a pu faire disparaître les conditions tout à fait anormales des premières années de l'après-guerre, en partie grâce au relèvement de la production et en partie grâce au programme de libération de l'OECE et à la création de l'Union européenne de paiements. Mais la liberté toute limitée, obtenue jusqu'ici en matière de commerce international entre les pays de l'Europe occidentale, repose encore sur des bases précaires et, comme l'ont montré les événements de l'an dernier, cette liberté est exposée, par intermittence, à des reculs tant que des solutions plus radicales et plus permanentes n'auront pas été apportées aux problèmes du commerce et des paiements extérieurs de la région.

La faiblesse des résultats acquis contraste d'une façon frappante avec l'abondance des plans prévoyant des mesures décisives en vue de l'intégration de l'Europe occidentale. On a eu tendance à croire en la vertu de solutions globales qui retiennent l'imagination, mais qui bientôt apparaissent trop ambitieuses pour avoir la moindre chance de succès [1]. Si l'on avait étudié de près le projet d'« union douanière européenne » qui avait connu une grande vogue à l'époque, on aurait constaté qu'il postulait l'élimination rapide et générale des conséquences de plusieurs décades de politique autarcique. A un autre moment, on a cru trouver la solution dans la coordination internationale des investissements, et l'on a fait preuve d'un certain enthousiasme pour cette formule; mais l'idée ambitieuse de provoquer une redistribution géographique de la production par voie de planification concertée a été abandonnée par la suite en faveur d'une conception diamétralement opposée, celle qui consiste à laisser les investissements s'orienter automatiquement sous l'action du jeu des mécanismes du marché, les échanges commerciaux étant libérés. Lorsque l'on se rendit compte des limites que comporte la politique de « libération », on s'aiguilla, une fois de

[1] Dans un article récent, M. Fanfani, Ministre italien de l'agriculture, faisait observer : « Il y a peut-être un certain intérêt publicitaire à régler quantité de questions sur le papier, quitte à ne pas appliquer les décisions prises, mais la méthode n'est pas constructive. Il est peut-être moins spectaculaire mais certainement beaucoup plus efficace de conclure des accords en nombre plus limité, mais qui puissent tous être appliqués et qui le soient vraiment. » *Review of Economic Conditions in Italy* (Banca di Roma), Rome, janvier 1953.

plus, dans une autre direction, celle de l'intégration complète, secteur par secteur, impliquant non seulement la liberté entière des échanges, mais aussi une limitation des pouvoirs des gouvernements dans chacun des secteurs considérés. Un concours de circonstances dans l'ordre politique et dans l'ordre économique rendit cette solution possible pour le charbon et pour l'acier; l'établissement d'un marché commun pour ces produits contribuera peut-être à améliorer la productivité et à réduire les prix de revient. Mais les développements qui précèdent montrent combien sont réduites les possibilités d'établir vraiment un marché commun dans d'autres grands secteurs où les intérêts des producteurs sont moins concentrés, notamment pour l'agriculture et pour les industries manufacturières.

Cette expérience prouve qu'il est nécessaire de bien comprendre qu'en Europe occidentale, dans l'état actuel des structures économiques, politiques et sociales, il faut aborder les problèmes concrets de l'intégration économique d'une façon tout empirique. S'agissant de pays dont les économies reposent sur le régime de l'entreprise privée et dans lesquels les attributions et l'intervention de l'Etat s'étendent sans cesse, il n'y a pas de principe général — que ce soit la libre concurrence ou la planification internationale — qui donne la clef du problème. A chaque problème particulier il faut trouver une solution particulière.

L'un des points faibles des efforts entrepris en Europe occidentale dans la voie de l'intégration tient également à ce que l'on n'a pas su se résigner à admettre que les pays en cause sont très loin d'avoir atteint le même degré de développement économique. On a montré plus haut qu'il était tout à fait improbable que le seul jeu des mécanismes du marché réduise cet écart entre les différents pays. Les pays les plus pauvres ont besoin de protéger leur industrie et de recevoir des autres pays une aide en capital. Au surplus, il convient de s'attacher délibérément à modifier la politique commerciale de manière à assurer, dans les pays moins industrialisés, une meilleure utilisation de la main-d'œuvre rurale excédentaire et statique.

Il y a lieu également de se demander si, en mettant l'accent, comme on le fait à l'heure actuelle, sur l'intégration économique en Europe occidentale, on ne risque pas de perdre de vue les profondes modifications de structure nécessaires sur le plan plus large de la production et du commerce mondiaux, pour que l'Europe occidentale retrouve un jour sa place dans un système d'échanges commerciaux et de paiements internationaux fonctionnant plus librement. Il y a, sans aucun doute, des raisons particulières de chercher à améliorer l'utilisation des ressources de l'Europe occidentale et l'on peut faire beaucoup, à l'intérieur même de cette région, pour réduire ses charges extérieures. Toutefois, il se pourrait que les mesures prises dans cet ordre d'idées aillent dans le sens d'une autarcie régionale et comportent une aggravation des restrictions frappant le commerce avec les autres régions, si des décisions de l'ordre de celles qui sont préconisées au Chapitre 7 n'interviennent pas en vue de l'intégration économique internationale au sens large. Plus précisément, il ne faut pas que l'intérêt porté à l'intégration économique de l'Europe occidentale fasse oublier la nécessité d'apporter des modifications beaucoup plus profondes encore à la structure des échanges et des paiements internationaux, ni que la recherche des solutions nécessaires fasse passer à l'arrière-plan les intérêts et les obligations d'autres pays.

Les modestes résultats acquis en matière d'intégration économique à l'intérieur de l'Europe occidentale n'autorisent guère l'optimisme pour l'avenir, surtout si l'on songe que dans l'après-guerre, la conjoncture était à certains égards favorable aux initiatives hardies dans cette voie. A ce moment, l'une, au moins, des conditions essentielles était remplie : on se trouvait dans un climat général d'essor économique. Lorsque l'expansion de la production est générale, lorsque, dans presque tous les domaines, on procède à des investissements importants, et lorsque le plein emploi est réalisé, il semble que l'adaptation de l'appareil de production aux exigences de la division internationale du travail doive être moins coûteuse et se heurter à moins de résistance. Dans les années qui viennent, les progrès de l'intégration internationale sont donc subordonnés à un essor continu. Si l'accroissement de la production restait faible, si, surtout, il devait y avoir stagnation, gouvernements, industriels, commerçants et ouvriers n'auraient alors d'autre souci que de conserver les situations acquises et les possibilités d'emploi existantes. En l'absence d'une expansion économique continue, les initiatives dans le sens de l'intégration internationale, fussent-elles des plus modestes, n'auraient guère de chance d'aboutir.

Annexe A

STATISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

Tableau I

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Pays	Pourcentage de la production totale en 1951 [a]	*1938 = 100*	*1948 = 100*																	
		1951	1947	1949	1950	1951	1949				1950				1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.[b]
Autriche	2.1	166 [c]	62	133	157	179	112	132	139	148	147	155	158	171	165	184	183	186	180	183	181
Belgique	3.6	143	93	100	102	118	104	105	94	98	98	100	98	113	116	122	114	119	116	115	107
Danemark	1.7	162	91	106	119	121	103	107	100	115	114	123	111	126	126	126	111	120	117	119	108
Finlande	0.8	177	88	105	113	133	104	105	98	113	118	119	102	114	129	139	128	136	132	123	109
France	13.5	134	85	109	112	124	112	116	101	112	109	112	102	121	124	129	115	131	137	134	120
Sarre	0.4	107	73	125	132	160	122	122	125	130	130	120	132	147	159	159	160	163	166	159	169
Allemagne occidentale	19.6	113	65	144	182	218	133	139	143	159	155	171	187	214	208	219	211	233	220	228	228
Berlin-Ouest	0.7	40	111	67	104	142	66	60	60	80	83	89	105	137	135	141	140	153	146	150	157
Grèce	0.7	130	91	118	149	172	107	115	121	130	127	140	158	172	161	171	174	181	174	169	163
Irlande	0.6	176	91	114	129	132	106	113	112	125	122	132	127	134	127	138	127	134	126	125	120
Italie	7.9	138	96	110	127	144	105	112	109	116	119	126	123	138	143	148	140	146	143	147	141
Luxembourg	0.3	175	75	96	101	121	113	104	88	80	92	97	102	111	118	122	122	123	125	119	115
Pays-Bas	3.1	145	83	112	123	129	106	111	108	121	116	119	124	135	133	130	121	132	127	127	127
Norvège	1.1	158	90	109	118	123	113	112	95	115	123	121	104	125	129	128	111	125	131	128	109
Portugal	0.4	125	96	94	104	105	94	91	95	98	93	94	115	113	96	96	110	118	98	96	..
Espagne	3.6	147 [d]	100	102	113	115	95	104	98	109	110	116	113	113	111	117	113	120	127	131	..
Suède	4.1	171	94	104	109	114	106	108	94	109	109	112	98	116	115	118	103	119	116	118	98
Turquie	0.8	178	97	104	108	112	95	112	104	106	105	107	105	114	105	114	107	122	122	..	..
Yougoslavie	1.9	348	66	117	124	127	..	..	..	..	..	..	..	..	119	127	123	138	114	126	126
Total p. les pays ci-dessus	66.9	132	84	115	129	145	111 [e]	117 [e]	110 [e]	122 [e]	121 [e]	127 [e]	126 [e]	143 [e]	142	148	139	152	149	151	144
Royaume-Uni	33.1	155	89	107	115	120	106 [f]	108 [f]	101	112	114 [f]	115 [f]	109	121	122 [f]	122 [f]	113	122	120 [f]	117 [f]	104

			1948 = 100				*Période correspondante de l'année précédente = 100*														
			1947	1949	1950	1951	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Bulgarie	..	345 [g]	70	128	157	187	143		138	128	122	123	114	123	125	115	115	119	122	119	117
Tchécoslovaquie	..	168 [c]	84	116	134	154	121	115	111	116	114	115	118	115	113		111	115	118		121
Allemagne orientale	..	115	79	120	151	184	..	..	..	120	134	..	123	126	122	125	121	122	119	113	118
Hongrie	..	267	69	142	192	250	127		142	142	147	134	136	135	133	134	125	130	131	124	124
Pologne	..	270 [h]	73	123	155	193	..	..	..	123	..	122	118	126	126	129	120	124	119	120	121
Roumanie	..	206	77	141	194	249	..	..	..	141	..	..	..	137	131	135	128	129	120	121	125

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Dans la plupart des cas, ces indices comprennent les industries manufacturières et extractives et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité, mais non le bâtiment. Cependant, dans certains cas, les indices ne comprennent pas les industries alimentaires, les industries du travail du bois, de l'habillement et de l'imprimerie. Il peut se faire que le champ des indices trimestriels soit moins étendu que celui des indices annuels.

Dans le présent tableau, on s'est efforcé de ranger les pays d'après les méthodes qu'ils utilisent pour calculer et exprimer les indices de production. Le premier groupe comprend ceux qui partent des valeurs nettes de la production; les pays du second groupe se servent des valeurs brutes sans les corriger pour tenir compte de l'augmentation progressive de la mesure dans laquelle les indices comportent des éléments qui sont comptés plusieurs fois. On a groupé les pays de la même façon dans les Tableaux III, IV et V.

[a] On a calculé les chiffres de cette colonne en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1951 *(1938 = 100)* les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

[b] Chiffres provisoires.

[c] 1937 = 100.

[d] 1940 = 100.

[e] Non compris la Yougoslavie.

[f] Moyenne de quatre mois pour tenir compte des variations de la date de Pâques.

[g] 1939 = 100.

[h] La production courante est comparée à la production de 1938 dans les limites territoriales d'avant guerre.

Tableau II

INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Pays	Nombre d'ouvriers et d'employés au milieu de 1951 *(En millions)*	*1938 = 100* 1951	*1948 = 100* 1947	1949	1950	1951	1949 1er trim.	1949 2e trim.	1949 3e trim.	1949 4e trim.	1950 1er trim.	1950 2e trim.	1950 3e trim.	1950 4e trim.	1951 1er trim.	1951 2e trim.	1951 3e trim.	1951 4e trim.	1952 1er trim.	1952 2e trim.	1952 3e trim.[a]
Autriche	0.8	169 [b]	87	111	116	122	106	109	113	114	114	116	117	118	117	121	124	126	122	120	120
Belgique	1.2	120 [b]	97	96	96	100	98	96	96	95	95	95	96	98	99	101	100	99	98	96	95
Danemark [c]	0.4	155	95	104	112	114	100	104	104	107	107	113	109	117	115	117	109	114	106	108	103
Finlande	0.4	140	96	101	99	107	100	101	98	101	102	105	83	105	106	109	109	107	105	103	101
France	4.5	114	97	101	102	105	101	101	101	102	102	102	102	103	104	104	105	106	105	105	104
Allemagne occidentale	7.1	124	89	108	114	124	108	108	108	110	109	111	118	119	121	123	125	126	126	127	130
Berlin-Ouest	0.3	49	119	93	98	114	98	89	87	99	93	94	101	107	110	114	118	118	117	116	119
Irlande [d]	0.2	132	97	106	106	107	104	105	106	106	105	105	106	108	108	107	106	106	104	101	..
Italie	2.8	104	100	99	97	99	98	99	100	97	96	97	99	98	97	99	101	98	97	..	..
Pays-Bas	1.2	162	89	105	109	112	104	104	105	107	107	108	110	112	112	113	112	110	109	109	110
Norvège	0.4	157	94	104	107	109	103	104	104	105	106	106	107	108	108	110	110	108	108	108	107
Sarre	0.2	141	87	108	113	118	106	107	107	110	112	112	113	115	116	117	118	120	120	120	121
Suède	0.9	135	98	100	101	103	100	100	100	101	101	101	100	102	102	103	102	103	101	100	99
Suisse	0.9	150	97	95	92	100	97	95	93	92	91	90	91	94	96	99	102	103	103	103	103
Total p. les pays ci-dessus	21.3	122	95	103	105	111	103	103	103	104	103	104	106	108	108	110	111	111	111	111	112
Royaume-Uni [d]	9.7	120	96	102	104	106	101	101	102	103	103	104	104	105	106	106	107	107	106	105	105

Pays	*1948 = 100* 1947	1949	1950	1951	*Période correspondante de l'année précédente = 100* 1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Bulgarie	..	116	123	129	..	..	..	116	104		102	106	110	106	..	105	104	106	..
Tchécoslovaquie	95	104	112	118	105	105	105	104	104	105	108	107	108	108	107	105	103	106	..
Allemagne orientale	99	99	108	117	..	..	..	99	106	..	111	109	104	113	109	108	104	106	105
Hongrie	96	114	129	147	..	..	111	114	102	115	114	113	113	111	114	114	111	111	111
Pologne	89	116	135	143	114	115	117	116	117		..	116	106	107	103	106	106	104	106
Roumanie	..	118	140	164	..	..	..	118	..	..	..	119	118	..	113	117	108	107	112

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — D'une manière générale, les indices comprennent les ouvriers et les employés des industries manufacturières (à l'exclusion du bâtiment) et extractives, et des services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité. Dans certains cas, cependant, les indices s'appliquent à des catégories d'emplois légèrement différentes, ou sont établis d'après les indices de la productivité et de la production.

Pour faciliter la comparaison, les pays sont groupés ici de la même façon que dans les Tableaux I, III, IV et V.

a Chiffres provisoires.

b 1937 = 100.

c Les indices trimestriels sont établis d'après le nombre total des heures-ouvrier effectuées, mais les chiffres du troisième trimestre sont artificiellement relevés pour éliminer l'incidence des congés payés.

d Les indices tiennent compte du nombre des employeurs comme de celui des employés.

Tableau III

INDICES DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Pays	Pourcentage de la production totale en 1951 [a]	*1938 = 100*	*1948 = 100*										
		1951	1947	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim. [b]
Autriche	1.8	222 [c]	57	155	191	226	207	223	220	255	245	244	235
Belgique	2.6	135	93	96	91	107	103	110	107	107	103	107	98
Danemark	1.8	188	90	107	119	130	133	136	118	133	130	129	110
Finlande	0.6	266	83	106	96	126	128	132	114	131	128	119	105
France	16.1	149	82	118	109	124	122	128	116	131	146	150	136
Allemagne occidentale	23.4	119	46	161	223	297	282	303	288	314	319	340	326
Berlin-Ouest	1.3	36	81	83	118	172	159	174	173	183	176	176	185
Grèce	0.1	49	68	115	152	180	160	174	189	197	189	181	176
Irlande	0.2	223	75	115	126	118	111	131	113	115	112	122	96
Italie	4.9	128	108	113	129	139	144	144	133	133	140	152	142
Pays-Bas [d]	3.1	171	76	117	130	140	145	147	133	140	140	147	146
Norvège	0.9	182	88	108	120	123	127	131	105	129	131	131	103
Suède	5.3	188	94	106	110	115	119	119	98	123	123	122	95
Suisse	1.9	139	100	84	87	100	..	..	..	..	..	..	..
Total pour les pays ci-dessus	64.0	132	79	121	135	161	161 [e]	169 [e]	155 [e]	172 [e]	177 [e]	185 [e]	171 [e]
Royaume-Uni	36.0	187	88	106	116	124	123 [f]	125 [f]	119	129	130 [f]	128 [f]	112
			1948 = 100				*Période correspondante de l'année précédente = 100*						
			1947	1949	1950	1951	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim	2e trim.	3e trim.
Bulgarie	..	765 [g]	136	157	243	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	..	156 [g]	81	109	130	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	455	69	144	205	310	147	149	149	151	143	137	134
Pologne [d]	..	350 [c]	67	124	154	181	..	..	..	..	..	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les indices comprennent, dans toute la mesure du possible, les constructions mécaniques et électriques, le matériel de transport (y compris les navires et les avions) et les articles en métal, mais non pas la mécanique de précision, ni l'industrie horlogère.

a On a calculé les chiffres de cette colonne en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1951 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

b Chiffres provisoires.

c 1937 = 100; pour la Pologne, la production courante est comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

d Y compris la production métallurgique.

e Non compris la Suisse.

f Moyenne de quatre mois pour tenir compte des variations de la date de Pâques.

g 1950; Bulgarie, 1939 = 100; Tchécoslovaquie, 1937 = 100.

BIBLIOTEK UNIVERSITETA

Tableau IV

INDICES DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Pays	*1938 = 100*	*1948 = 100*										
	1951	1947	1949	1950	1951	1951				1952		
						1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim. *a*
Autriche	213 *b*	53	116	143	147	160	159	146	124	131	137	137
Belgique	181 *c*	88	106	102	122	118	123	120	127	127	130	115
Danemark	149	89	108	125	127	136	134	122	116	114	124	114
Finlande	258	87	105	132	145	144	158	142	135	131	134	127
France	139	85	100	108	121	121	127	111	123	124	118	104
Allemagne occidentale	128	70	141	183	219	214	226	216	220	216	210	214
Grèce	114	94	129	150	183	175	184	174	193	171	161	153
Irlande	134	96	121	131	130	139	141	112	129	137	125	111
Italie	172	91	117	141	185	175	189	192	184	174	175	168
Pays-Bas	237	79	107	198	226	229	220	229	224	227	236	233
Norvège	162	93	115	134	136	147	146	139	145	149	160	145
Suède	249	88	105	121	131	..	..	..	..	..	..	..
Suisse *d*	210	98	91	97	121	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	247	88	109	124	134	133 *e*	134 *e*	130	138	137 *e*	131 *e*	119
		1948 = 100				*Période correspondante de l'année précédente = 100*						
		1947	1949	1950	1951	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Bulgarie	467 *f*	51	158	210	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	140 *f*	82	108	113	..	112		..	..	..	..	..
Allemagne orientale	161	..	149	197	237	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	174 *g*	82	163	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	600 *b*	50	131	152	197	124	128	128	129	..	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Chiffres provisoires.

b 1937 = 100; pour la Pologne, la production courante est comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

c 1936–1938 = 100.

d Indice approximatif, calculé d'après les exportations et le nombre d'heures-ouvrier.

e Moyenne de quatre mois pour tenir compte des variations de la date de Pâques.

f 1950; Bulgarie, 1939 = 100; Tchécoslovaquie, 1937 = 100.

g 1949.

Tableau V

INDICES DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES TEXTILES

Pays	Pourcentage de la production totale en 1951 [a]	*1938 = 100*	*1948 = 100*										
		1951	1947	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim. [b]
Autriche	1.2	110 [c]	61	152	186	218	212	211	210	238	228	175	152
Belgique	4.8	146	112	103	123	125	140	138	107	116	101	95	94
Danemark	0.6	166	82	114	139	125	152	130	103	115	115	109	98
Finlande [d]	0.7	160	88	113	132	144	145	158	129	147	140	144	123
France	17.2	115	88	99	107	113	116	121	99	116	114	106	80
Allemagne occidentale	19.9	118	57	175	235	258	271	261	238	264	240	211	239
Grèce	2.0	158	101	114	154	178	164	176	183	191	181	151	143
Irlande	0.5	192	94	108	128	130	130	149	121	118	121	96	98
Italie	12.4	115	104	106	111	120	131	125	106	116	113	104	103
Pays-Bas	3.4	135	83	116	130	129	142	136	115	122	116	104	113
Norvège	0.7	193	86	115	123	135	144	149	113	134	138	133	101
Espagne	3.8	146 [e]	99	95	103	96	97	98	87	102	118	126	101
Suède	2.8	140	90	101	102	104	112	111	95	100	96	96	79
Total pour les pays ci-dessus	70.0	122 [f]	89	115	133	141	148	147	126	141	135	124	117
Royaume-Uni	30.0	113	85	108	118	119	124 [g]	124 [g]	113	113	102 [g]	90 [g]	84
			1948 = 100				*Période correspondante de l'année précédente = 100*						
			1947	1949	1950	1951	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim. [b]
Bulgarie	..	180 [h]	95	125	141	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie [d]	..	88 [h]	78	105	114	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	154	77	126	147	175	..	125	114	120	119	110	107
Pologne	..	167 [c]	75	117	134	146	..	..	..	..	..	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] On a calculé les chiffres de cette colonne en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1951 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

[b] Chiffres provisoires.

[c] 1937 = 100; pour la Pologne, la production courante est comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

[d] Y compris les vêtements de confection.

[e] 1940 = 100.

[f] Non compris l'Espagne.

[g] Moyenne de quatre mois pour tenir compte des variations de la date de Pâques.

[h] 1950; Bulgarie, 1939 = 100; Tchécoslovaquie, 1937 = 100.

Tableau VI

PRODUCTION DE HOUILLE [a]

En millions de tonnes

Pays	1938 [b]	1947	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Autriche	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0
Belgique-Luxembourg	29.6	24.4	26.7	27.9	27.3	29.7	7.3	7.7	6.9	7.8	8.0	7.5	7.0
Tchécoslovaquie	16.8 [c]	16.3	17.7	17.0	18.5	17.9	..	..	..	..	..	..	..
France	46.5	45.2	43.3	51.2	50.8	53.0	13.5	13.2	12.5	13.7	14.5	13.3	13.2
Sarre	14.4	10.4	12.6	14.3	15.1	16.3	4.2	4.1	4.0	4.0	4.2	3.8	4.2
Allemagne occidentale [d]	138.5	72.5	88.4	104.8	112.3	120.7	30.1	29.9	29.7	31.0	32.6	29.4	31.4
Allemagne orientale	3.5	2.8	2.9	3.0	2.8	3.2	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	1.0	1.1	1.2	1.4	1.6	1.8	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0.1	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0
Italie	1.5	1.2	1.0	1.1	1.0	1.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Pays-Bas	13.5	10.1	11.0	11.7	12.2	12.4	3.2	3.0	3.1	3.1	3.2	3.0	3.2
Norvège [e]	0.3	0.3	0.4	0.5	0.4	0.5	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1
Pologne	69.4	59.1	70.3	74.1	78.0	82.0	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Roumanie	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	5.7	10.5	10.4	10.6	11.0	11.3	2.6	2.9	2.9	2.9	3.0	3.0	3.0
Suède [f]	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0
Turquie	2.6	3.9	4.0	4.2	4.4	4.7	1.2	1.2	1.1	1.3	1.2	1.2	1.1
Royaume-Uni [g]	230.7	200.6	212.8	218.6	219.8	226.5	57.0	57.6	52.6	59.2	59.6	56.8	54.1
Yougoslavie	0.5	1.1	1.0	1.3	1.2	1.0	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2
Etats-Unis [h]	358.0	613.2	583.1	428.3	499.0	518.8	132.7	122.7	121.4	142.0	131.2	105.9	106.1

Sources : Voir Annexe B.

[a] Non compris le lignite.

[b] Dans les limites territoriales d'après guerre.

[c] 1937.

[d] Y compris la production de jais *(pitch coal)*.

[e] Mines norvégiennes du Spitzberg.

[f] Combustible de qualité inférieure en quantités équivalentes de houille.

[g] Y compris les quantités de charbon extraites à ciel ouvert.

[h] Y compris de faibles quantités de lignite.

Tableau VII

PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

En milliards de kilowatt-heures

Pays	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Autriche [a]	3.0	3.9	5.3	5.5	6.4	7.3	1.6	1.9	2.1	1.7	1.8	2.1	2.2
Belgique [b]	5.3	7.2	7.9	8.2	8.5	9.5	2.4	2.3	2.2	2.6	2.6	2.2	2.2
Luxembourg	0.5	0.4	0.6	0.6	0.7	0.8	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Bulgarie	0.2	0.5	0.5	0.7	0.8	1.0	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	4.1 [c]	6.7	7.5	8.3	9.3	10.3	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	1.1 [d]	1.7	1.8	1.9	2.0	2.3	0.6	0.5	0.5	0.7	0.7	0.5	0.6
Finlande	3.1	2.9	3.0	3.6	4.1	4.6	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.1
France [e]	18.8	26.7	29.4	30.3	33.6	38.0	9.1	9.0	8.4	9.7	10.0	9.3	8.8
Sarre	1.3	1.1	1.2	1.5	1.5	1.7	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4
Allemagne occidentale	31.1	25.4	31.5	37.2	42.2	51.4	12.6	12.1	12.5	14.1	14.3	12.7	13.7
Allemagne orientale	17.2	13.7	14.9	17.2	19.0	20.8	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	0.7	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Hongrie	1.4	1.6*	2.0	2.4	2.8	3.3	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0.4	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2
Italie	15.5	20.6	22.7	20.8	24.7	28.8	6.6	7.4	7.5	7.4	7.3	7.8	7.7
Pays-Bas	3.5	4.4	5.3	6.0	7.0	7.5	1.9	1.7	1.7	2.2	2.1	1.8	1.8
Norvège [f]	9.9	11.6	12.8	15.6	17.7	17.7	4.5	4.1	4.1	4.6	5.0	4.4	4.1
Pologne [f]	7.0	6.6	7.5	8.1	9.4	11.1	2.5	..	2.5	..	2.9	..	..
Portugal	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
Roumanie	1.1	1.4*	1.5	1.9	2.2	2.5	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	2.7	6.0	6.1	5.6	6.9	7.9	1.9	1.9	1.9	2.2	2.4	2.5	2.4
Suède	8.2	13.5	14.1	16.2	18.4	19.4	5.0	4.7	4.6	5.1	5.3	4.9	4.7
Suisse [g]	7.0	9.8	10.4	9.7	10.5	12.2	2.2	2.7	3.0	2.3	2.3	2.9	3.0
Turquie	0.3	0.6	0.7	0.7	0.8	0.9	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Royaume-Uni [h]	24.4	42.6	46.5	49.1	55.0	60.0	16.8	14.0	12.6	16.5	17.7	13.6	13.0
Yougoslavie	1.1	1.5	2.0	2.2	2.4	2.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6
Etats-Unis	113.8 [h]	307.4	336.8	345.1	387.9	432.3	106.0	104.5	108.2	113.5	115.0	109.9	115.5

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Sauf indication contraire, les chiffres se rapportent à la production totale d'énergie électrique. Dans certains cas, les statistiques annuelles sont plus complètes que les chiffres trimestriels.

[a] Production totale des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 200 kilowatts.

[b] Production totale des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 100 kilowatts.

[c] 1937.

[d] 1er avril 1938 — 31 mars 1939.

[e] Production des centrales hydro-électriques d'une puissance supérieure à 1.000 kilowatts, et des centrales thermiques d'une puissance supérieure à 5.000 kilowatts.

[f] Production des services publics et autres centrales d'une puissance installée égale ou supérieure à 1.000 kilowatts. Le chiffre d'avant guerre pour la Pologne s'entend dans les limites territoriales d'après guerre.

[g] Production des services publics, augmentée des achats d'énergie à des compagnies de chemin de fer et à des établissements industriels, destinée au réseau public. Les chiffres annuels portent sur la production totale de 12 mois s'achevant le 30 septembre de l'année indiquée.

[h] Production des services publics seulement. Les chiffres relatifs au Royaume-Uni ne comprennent pas l'Irlande du Nord. Aux Etats-Unis, la production totale en 1939 était de 161,3 milliards de kWh, dont 127,6 milliards pour les services publics.

Tableau VIII

PRODUCTION D'ACIER BRUT

En millions de tonnes

Pays	1938 [a]	1947	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Autriche	0.67	0.36	0.65	0.84	0.94	1.03	0.25	0.25	0.27	0.26	0.28	0.26	0.26
Belgique	2.30	2.90	3.94	3.87	3.79	5.09	1.23	1.29	1.24	1.33	1.36	1.27	1.13
Luxembourg	1.44	1.71	2.45	2.27	2.45	3.08	0.75	0.77	0.78	0.78	0.79	0.72	0.73
Tchécoslovaquie	2.22 [b]	2.29	2.65*	2.76	3.01*	3.31*	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	0.03	0.06	0.07	0.08	0.12	0.16	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.05
Finlande	0.08	0.08	0.10	0.11	0.10	0.13	0.03	0.04	0.03	0.03	0.04	0.04	0.03
France	6.22	5.73	7.24	9.15	8.65	9.83	2.40	2.48	2.34	2.62	2.67	2.73	2.58
Sarre	2.56	0.71	1.23	1.76	1.90	2.60	0.62	0.64	0.66	0.68	0.69	0.68	0.72
Allemagne occidentale	17.90	3.06	5.56	9.16	12.12	13.51	3.01	3.43	3.48	3.58	3.81	3.73	4.11
Allemagne orientale	1.70	0.25*	0.33	0.60	1.00	1.55	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	0.02	0.01	0.02*	0.02*	0.03*	0.03*	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Hongrie	0.65	0.60	0.76	0.85	1.02	1.23*	..	..	..	..	..	..	..
Italie [c]	2.32	1.69	2.13	2.06	2.36	3.06	0.69	0.78	0.76	0.83	0.87	0.90	0.86
Pays-Bas	0.05	0.20	0.33	0.43	0.49	0.55	0.13	0.14	0.14	0.14	0.15	0.14	0.20
Norvège	0.07	0.07	0.07	0.08	0.08	0.09	0.02	0.02	0.02	0.02	0.03	0.03	0.02
Pologne	1.90	1.58	1.96	2.30	2.52	2.79	0.64	..	..	..	..	..	..
Roumanie	0.28	0.18	0.34	0.46	0.56	0.65	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	0.57	0.61	0.62	0.72	0.82	0.81	0.19	0.22	0.20	0.20	0.21	0.22	0.23
Suède	0.99	1.21	1.28	1.39	1.46	1.53	0.37	0.39	0.33	0.44	0.42	0.43	0.36
Suisse	0.02	0.10	0.12	0.12	0.13	0.14*	0.04*	0.04*	0.04*	0.04*	0.04*	0.04*	0.04*
Turquie	—	0.09	0.10	0.10	0.09	0.14	0.03	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04
Royaume-Uni	10.57	12.93	15.12	15.80	16.55	15.89	4.17	4.11	3.63	3.98	4.06	4.09	3.87
Yougoslavie	0.23	0.31	0.37	0.40	0.43	0.43	0.11	0.11	0.10	0.11	0.11	0.11	0.11
Etats-Unis	28.80	77.00	80.40	70.73	87.83	95.42	23.31	24.13	23.66	24.32	24.67	16.18	17.38

Sources : Voir Annexe B.

[a] Production dans les limites territoriales d'après guerre.

[b] 1937.

[c] Y compris Trieste.

Tableau IX. — CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DONNÉES SUR L'ACTIVITÉ D'ENSEMBLE DU BÂTIMENT *(En milliers de logements)*

		1949	1950	1951	1949	1950			1951				1952		
					Moyenne trimestr.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim. *a*
Belgique :	Logements autorisés	57.0	62.7	50.7	14.2	19.6	16.8	13.4	13.6	15.8	11.1	10.2	13.4	15.0	10.3
	Logements terminés	28.7	35.5	28.2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*108*	*106*	*100*	*113*	*112*	*106*	*103*	*112*	*108*	*103*	*97*	*113*	*109*
Danemark :	Logements commencés	21.7	21.5▪	16.8▪	4.7	5.3	5.3	3.1	2.7	4.3	2.7	3.9	4.1	6.1	6.9
	Logements en construction *b*	21.1	22.3▪	17.5▪	20.4	21.9	22.0	21.2	19.3	20.4	17.8	16.7	17.5	19.3	22.3
	Logements terminés	24.1	20.4▪	21.5▪	5.2	3.8	5.2	3.9	4.6	3.2	5.3	5.0	3.4	3.8	4.3
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*115▪*	*115▪*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande c :	Logements autorisés	..	..	..	3.4	4.3	3.1	2.7	2.4	4.1	2.7	3.1	1.5	3.3▪	2.8
	Logements terminés	..	..	..	1.3	1.0	1.4	2.8	1.9	2.1	1.6	3.2	3.2	1.9▪	2.7
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*136*	*131*	*100*	*158*	*156*	*120*	*119*	*124*	*135*	*147*	*130*	*147*	*115*
France :	Logements commencés	80.9	109.4	149.4	20.2	28.6	22.9	30.3	28.4	42.7	41.5	36.8	32.4	35.1	31.8
	Logements en construction	104.0	145.4	219.9	104.0	129.0	136.8	145.4	157.6	180.1	204.2	219.9	233.8	248.0	260.3
	Logements terminés	62.6	72.1	76.2	15.6	14.7	15.8	22.2	16.4	20.6	17.7	21.5	18.5	21.0	19 6
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*98*	*105*	*100*	*102*	*98*	*100*	*99*	*106*	*104*	*111*	*104*	*116*	*109*
Allemagne occidentale :	Logements autorisés	315.5	551.5	468.7	78.9	157.5	164.7	129.6	107.0	126.3	126.9	108.5	101.0	130.1	137.0
	Logements terminés *d*	137.0	291.0	374.8	34.0	..	..	..	..	..	..	..	42.4	54.1	78.4
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*125*	*146*	*100*	*125*	*145*	*146*	*113*	*154*	*164*	*156*	*109*	*165*	*180*
Italie :	Logements autorisés	121.3	164.8	..	19.9	30.4	25.7	26.0	27.4	36.3	32.9	33.4	33.3	39.7	34.6
	Logements terminés	45.7	73.4	95.1	5.7	10.7	10.3	14.4	11.4	14.0	13.7	17.0	15.5	17.7	17.9
Luxembourg :	Logements autorisés	1.1	1.2	1.1	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
Pays-Bas :	Logements commencés	41.3	61.2	42.9	10.3	17.2	19.0	14.1	13.3	7.8	9.6	12.2	17.8	19.2	18.5
	Logements en construction *b*	39.2	52.7	36.7	39.2	45.5	51.9	52.7	54.1	47.3	41.3	36.7	42.5	49.4	53.0
	Logements terminés	42.8	47.3	58.7	10.7	11.1	12.6	13.1	11.9	14.6	15.6	16.6	11.9	12.2	14.9
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*105*	*105*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Norvège :	Logements en construction *b*	17.4	14.3	25.5	17.4	17.7	17.4	14.3	12.1	16.7	25.2	25.5	22.0	23.3	..
	Logements terminés	17.7	22.4	21.0	4.4	4.8	4.7	7.7	3.8	4.0	3.9	9.3	7.4	7.9	..
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*103*	*98*	*100*	*103*	*115*	*104*	*86*	*95*	*108*	*103*	*91*	*101*	*116*
Espagne :	Logements autorisés	..	..	..	8.5	13.4	9.2	8.4	6.4	6.7	5.2	6.2	6.0	6.8	6.8
	Logements terminés	..	..	..	4.3	4.2	3.6	4.4	4.0	4.5	3.9	5.1	4.7	4.7	4.5
Suède :	Logements commencés	..	..	..	6.7	5.6	8.0	9.3	4.2	3.9	7.2	8.3	6.3	6.0▪	7.5
	Logements en construction *b*	..	..	..	23.7	25.5	26.4	27.5	26.8	25.3	27.1	28.8▪	28.7▪	28.6	30.3
	Logements terminés	42.5	44.9	40.8	5.7	4.5	7.0	8.2	4.9	5.4	5.4	6.9	6.4	6.0▪	5.9
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*105*	*109*	*100*	*106*	*110*	*107*	*104*	*110*	*112*	*110*	*110*	*114▪*	*113*
Suisse e :	Logements autorisés	21.7	26.5	24.6	3.8	4.8	4.0	4.3	4.8	4.5	4.2	2.4	3.8	3.7	3.4
	Logements en construction *b*	10.6	13.6	15.3	10.6	13.7	..	13.6	..	18.3	..	15.3	..	14.6	..
	Logements terminés	20.0	25.0	29.0	2.5	2.8	3.5	3.7	2.9	4.2	4.2	4.3	3.3	3.6	4.0
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*105*	*120*	*100*	*108*	*118*	*103*	*100*	*126*	*138*	*116*	*103*	*122*	*133*
Royaume-Unif:	Logements commencés	201.9	204.1	219.1	50.5	53.7	54.4	48.2	44.5	60.2	60.3	54.1	59.6	77.4	84.5
	Logements en construction	195.4	201.4	225.7	195.4	199.2	204.2	201.4	202.1	214.1	226.5	225.7	231.7	251.7	276.1
	Logements terminés	197.6	198.2	194.8	49.4	50.0	49.4	51.0	43.9	48.2	47.9	54.8	53.6	57.4	60.1
	Indice de la construction (1949 = 100)	*100*	*100*	*97*	*100*	*101*	*100*	*100*	*96*	*94*	*100*	*97*	*96*	*97▪*	*99*

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Tous les chiffres, sauf l'indice de la construction, se rapportent aux logements nouveaux ou reconstruits, y compris les logements provisoires. En règle générale, les réparations sont exclues.

Dans le cas de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, les indices de la construction portent sur l'emploi dans l'industrie du bâtiment (pour la Suisse, nombre d'heures-ouvrier effectuées); pour les autres pays, on a reproduit les indices relatifs à l'ensemble de l'activité du bâtiment qui ont été publiés (sauf dans le cas du Danemark et des Pays-Bas; pour ces deux pays, voir l'Annexe B).

Les chiffres trimestriels et la moyenne trimestrielle pour 1949 ne portent pas toujours sur le pays tout entier. Les chiffres annuels ne sont indiqués que si les statistiques portent sur l'ensemble du pays.

a Chiffres provisoires.

b Fin de la période.

c Les chiffres trimestriels pour les logements en 1949 et 1950 portent sur 28 districts urbains; les chiffres pour 1951 et 1952 portent sur 39 de ces districts.

d Les statistiques trimestrielles officiellement publiées au sujet des logements terminés en 1950 et 1951 ne sont pas établies sur la même base que celles qui ont trait à 1952; en outre, les statistiques trimestrielles relatives à 1952 sont incomplètes et ne représentent pas le taux annuel de construction.

e Les chiffres annuels portent sur l'ensemble du pays, à l'exception des communes les plus petites, où l'on a supposé que l'activité du bâtiment était négligeable. Pour 1949 et 1950, les chiffres trimestriels des logements autorisés et terminés portent sur 33 villes; pour 1951 et 1952, ils portent sur 42 villes.

f Les chiffres absolus des logements ne comprennent pas l'Irlande du Nord.

Tableau X

PRODUCTION DE VÉHICULES AUTOMOBILES

En milliers

Pays	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Voitures de tourisme													
France	182.4 [a]	66.3	100.1	187.7	257.3	313.9	77.1	81.2	67.8	87.8	92.7	94.8	84.6
Allemagne occidentale	174.2 [b]	9.5	30.0	104.1	216.1	267.4	67.2	68.0	64.0	68.2	68.4	74.8	78.1
Italie	59.0	25.4	44.4	65.4	101.3	119.4	32.2	32.3	30.0	24.9	22.7	30.8	29.9
Royaume-Uni	341.0	287.0	328.6	412.3	522.5	475.9	123.2	121.3	108.9	122.5	113.5	114.6	96.2
Total pour les pays ci-dessus	756.6	388.2	503.1	769.5	1 097.2	1 176.6	299.7	302.8	270.7	303.4	297.3	315.0	288.8
Etats-Unis [c]	2 001.0 [d]	3 558.2	3 909.3	5 119.5	6 665.9	5 336.9	1 601.9	1 497.0	1 174.3	1 063.8	980.9	1 222.3	825.3
Véhicules utilitaires													
Autriche	1.2 [e]	1.5	0.9	2.2	2.7	2.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.9	1.0	1.1
France	45.0 [a]	71.1	98.3	98.0	100.3	132.6	31.2	34.2	29.4	37.1	38.2	34.2	26.9
Allemagne occidentale	42.7 [b]	13.4	29.6	57.8	81.7	92.7	25.0	24.0	20.8	23.0	23.9	26.5	28.1
Italie	11.8	18.4	18.5	20.7	26.5	26.6	7.4	6.8	6.3	6.2	6.3	6.1	5.9
Royaume-Uni	104.0	154.7	170.0	216.4	261.2	258.0	68.3	65.7	58.8	65.2	63.9	60.6	53.1
Total pour les pays ci-dessus	204.7	259.1	317.3	395.1	472.4	512.0	132.6	131.4	116.0	132.2	133.2	128.4	115.1
Etats-Unis [c]	488.1 [d]	1 239.8	1 376.2	1 134.2	1 337.2	1 428.5	378.3	412.7	343.8	293.7	312.7	329.1	208.6

Sources : Voir Annexe B.

[a] Octobre 1937–septembre 1938.

[b] 1936.

[c] Ventes des usines.

[d] La production de voitures de tourisme s'élevait en 1937 à 3.915.800 unités, et celle des véhicules utilitaires à 893.100.

[e] 1937.

Tableau XI. — BALANCE COURANTE DES PAIEMENTS DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

En millions de dollars

Pays	Année	Commerce aux prix de 1948			Effet des variations de prix sur le commerce [a]	Revenu net provenant des transactions invisibles [b]	Solde total de la balance courante des paiements
		Importations c.a.f.	Exportations f.o.b.	Solde de la balance commerciale aux prix de 1948			
Royaume-Uni	1947	7 950	4 990	−2 960	350	1 100	−1 510
	1948	8 280	6 320	−1 960	—	2 010	50
	1949	9 030	6 950	−2 080	300	2 090	310
	1950	9 030	8 030	−1 000	− 200	1 970	770
	1951	10 180	8 150	−2 030	−1 680	2 280	−1 430
France [c]	1947	3 030	1 040	−1 990	550	− 80	−1 520
	1948	2 370	1 110	−1 260	—	−180	−1 440
	1949	2 420	1 730	− 690	− 150	310	− 530
	1950	2 490	2 600	110	− 400	200	− 90
	1951	3 080	3 070	− 10	− 970	30	− 950
Italie	1947	1 580	720	− 860	120	− 30	− 770
	1948	1 500	1 070	− 430	—	120	− 310
	1949	1 650	1 210	− 440	40	180	− 220
	1950	1 770	1 490	− 280	30	170	− 80
	1951	2 020	1 570	− 450	− 40	220	− 270
Allemagne occidentale [d]	1947	900	270	− 630	100	−120	− 650
	1948	1 560	700	− 860	—	−260	−1 120
	1949	2 390	1 320	−1 070	− 60	70	−1 060
	1950	3 180	3 050	− 130	− 630	120	− 640
	1951	3 240	4 350	1 110	−1 140	160	130
Suisse	1947	1 160	730	− 430	70	..	..
	1948	1 160	800	− 360	—	..	..
	1949	940	790	− 150	70	..	..
	1950	1 160	900	− 260	110	..	..
	1951	1 370	1 090	− 280	—	..	..
Belgique-Luxembourg	1947	2 190	1 350	− 840	300	160	− 380
	1948	1 990	1 670	− 320	—	170	− 150
	1949	1 950	1 800	− 150	110	90	50
	1950	2 230	2 050	− 180	− 120	50	− 250
	1951	2 430	2 490	60	30	120	210
Pays-Bas	1947	1 710	700	−1 010	110	270	− 630
	1948	1 860	1 020	− 840	—	410	− 430
	1949	2 060	1 540	− 520	− 30	450	− 100
	1950	2 730	2 080	− 650	− 10	380	− 280
	1951	2 790	2 470	− 320	− 300	560	− 60
Suède	1947	1 510	1 000	− 510	− 40	150	− 400
	1948	1 360	1 100	− 260	—	150	− 110
	1949	1 180	1 270	90	− 120	140	110
	1950	1 470	1 580	110	− 180	100	30
	1951	1 740	1 620	− 120	120	180	180
Norvège	1947	880	410	− 470	70	140	− 260
	1948	740	410	− 330	—	170	− 160
	1949	870	430	− 440	60	140	− 240
	1950	900	560	− 340	60	160	− 120
	1951	1 040	660	− 380	120	270	10
Danemark	1947	680	520	− 160	—	100	− 60
	1948	710	560	− 150	—	90	− 60
	1949	920	730	− 190	50	80	− 60
	1950	1 160	960	− 200	—	80	− 120
	1951	1 090	1 090	—	− 180	130	− 50
Finlande [d]	1947	380	400	20	− 30	− 20	− 30
	1948	490	420	− 70	—	—	− 70
	1949	460	500	40	− 40	—	− 10
	1950	490	550	60	− 90	—	− 30
	1951	610	690	80	60	—	140
Irlande	1947	530	190	− 340	− 30	180	− 190
	1948	550	200	− 350	—	200	− 150
	1949	540	240	− 300	40	160	− 100
	1950	620	270	− 350	110	110	− 130
	1951	640	270	− 370	30	120	− 220

Sources : Voir Annexe B.

Différence entre le déficit de la balance commerciale évalué aux prix de 1948 et le déficit évalué aux prix courants.

b Compte tenu des ajustements apportés, pour calculer la balance des paiements, aux chiffres indiqués dans les statistiques commerciales.

c Non compris les transactions avec les territoires français d'outre-mer.

d Non compris les réparations de guerre.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau XII

BALANCE DES PAIEMENTS DE L'EUROPE ET D'AUTRES RÉGIONS VIS-A-VIS DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants

Rubrique	Année	Europe			Territoires d'outre-mer dépendant de pays européens [a]	Zone sterling d'outre-mer [b]	Canada	Républiques de l'Amérique latine	Tous les autres pays [c]	Institutions internationales	Total pour le monde
		Royaume-Uni	Autres pays d'Europe	Total pour l'Europe							
A. Marchandises et services (total)	1948	− 233	−3 138	−3 371	−104	−465	−448	−1 138	− 769	+ 16	−6 279
	1949	− 332	−2 707	−3 039	−150	−397	−585	− 725	−1 206	− 67	−6 169
	1950	+ 33	−1 219	−1 186	+ 25	+368	−293	− 357	− 230	− 50	−1 723
	1951	− 373	−1 633	−2 006	− 2	+272	−698	− 970	− 292	− 6	−3 702
	1952 [d]	+ 111	− 964	− 853	+101	− 48	−905	− 679	− 348	− 25	−2 757
Exportations à destination des Etats-Unis	1948	+424	+ 970	+1 394	+309	+1 024	+1 612	+2 651	+ 758	+ 74	+ 7 822
	1949	+320	+ 857	+1 177	+325	+ 865	+1 561	+2 507	+ 621	+ 10	+ 7 066
	1950	+348	+1 157	+1 505	+281	+1 262	+1 951	+3 090	+1 207	+ 19	+ 9 315
	1951	+483	+1 768	+2 251	+317	+1 726	+2 296	+3 533	+1 528	+ 17	+11 668
	1952 [d]	+581	+1 617	+2 198	+395	+1 371	+2 342	+3 538	+1 473	+ 8	+11 325
Importations en provenance des Etats-Unis [e]	1948	−661	−3 923	−4 584	−385	−1 313	−1 935	−3 162	−1 517	− 30	−12 926
	1949	−726	−3 601	−4 327	−426	−1 107	−1 925	−2 712	−1 618	− 20	−12 135
	1950	−517	−2 568	−3 085	−228	− 728	−2 010	−2 717	−1 302	− 14	−10 084
	1951	−911	−3 326	−4 237	−294	−1 246	−2 682	−3 739	−1 824	− 1	−14 023
	1952 [d]	−690	−2 778	−3 468	−348	−1 250	−2 949	−3 557	−1 849	− 5	−13 426
Services (chiffre net)	1948	+ 4	− 185	− 181	− 28	− 176	− 125	− 627	− 10	− 28	− 1 175
	1949	+ 74	+ 37	+ 111	− 49	− 155	− 221	− 520	− 209	− 57	− 1 100
	1950	+202	+ 192	+ 394	− 28	− 166	− 234	− 730	− 135	− 55	− 954
	1951	+ 55	− 75	− 20	− 25	− 208	− 312	− 764	+ 4	− 22	− 1 347
	1952 [d]	+220	+ 197	+ 417	+ 54	− 169	− 298	− 660	+ 28	− 28	− 656
B. Dons privés et mouvements de capitaux appartenant à des ressortissants des Etats-Unis (total)	1948	+ 69	+ 490	+ 559	+ 16	+ 85	+189	+ 366	+ 314	+ 13	+1 542
	1949	+ 80	+ 178	+ 258	+ 9	+ 62	+146	+ 337	+ 298	+ 21	+1 131
	1950	+ 164	+ 385	+ 549	+ 18	+109	+701	+ 197	+ 213	+ 11	+1 798
	1951	− 16	+ 212	+ 196	+ 15	+ 64	+448	+ 338	+ 263	+154	+1 478
	1952 [d]	+ 5	+ 235	+ 240	− 3	+ 31	+353	+ 513	+ 182	+ 77	+1 393
Dons privés	1948	+ 42	+ 395	+ 437	+ 1	+ 20	+ 4	+ 38	+ 173	+ 5	+ 678
	1949	+ 33	+ 270	+ 303	—	+ 29	+ 11	+ 37	+ 140	+ 2	+ 522
	1950	+ 35	+ 243	+ 278	+ 3	+ 26	+ 10	+ 36	+ 119	+ 9	+ 481
	1951	+ 32	+ 178	+ 210	+ 2	+ 26	+ 10	+ 41	+ 122	+ 1	+ 412
	1952 [d]	+ 28	+ 156	+ 184	+ 4	+ 24	+ 4	+ 36	+ 116	—	+ 368
Capitaux appartenant à des ressortissants des Etats-Unis	1948	+ 27	+ 95	+ 122	+ 15	+ 65	+ 185	+ 328	+ 141	+ 8	+ 864
	1949	+ 47	− 92	− 45	+ 9	+ 33	+ 135	+ 300	+ 158	+ 19	+ 609
	1950	+129	+ 142	+ 271	+ 15	+ 83	+ 691	+ 161	+ 94	+ 2	+ 1 317
	1951	− 48	+ 34	− 14	+ 13	+ 38	+ 438	+ 297	+ 141	+153	+ 1 066
	1952 [d]	− 23	+ 79	+ 56	− 7	+ 7	+ 349	+ 477	+ 66	+ 77	+ 1 025

C. Excédent ou déficit du compte marchandises et services, des dons privés et des capitaux appartenant à des ressortissants des Etats-Unis (A + B)	1948	− 164	−2 648	−2 812	− 88	−380	−259	− 772	− 455	+ 29	−4 737
	1949	− 252	−2 529	−2 781	−141	−335	−439	− 388	− 908	− 46	−5 038
	1950	+ 197	− 834	− 637	+ 43	+477	+408	− 160	− 17	− 39	+ 75
	1951	− 389	−4 121	−1 810	+ 13	+336	−250	− 632	− 29	+148	−2 224
	1952 *d*	+ 116	− 729	− 613	+ 98	− 17	−552	− 166	− 166	+ 52	−1 364
D. Subventions accordées par le Gouvernement des Etats-Unis (à l'exclusion de l'aide militaire)	1948	+ 444	+2 320	+2 764	+ 14	− 5	+ 5	+ 21	+ 822	+116	+3 737
	1949	+ 783	+3 209	+3 992	+ 31	+ 1	+ 10	+ 35	+ 946	+104	+5 119
	1950	+ 663	+2 100	+2 763	—	+ 4	+ 6	+ 25	+ 657	+ 91	+3 546
	1951	+ 222	+1 959	+2 181	+ 1	+ 15	+ 6	+ 22	+ 574	+240	+3 039
	1952 *d*	+ 412	+1 173	+1 585	—	+ 25	+ 8	+ 31	+ 484	+ 53	+2 186
Prêts octroyés par le Gouvernement des Etats-Unis	1948	+ 494	+ 467	+ 961	− 2	− 1	—	− 54	− 21	+ 3	+ 886
	1949	+ 68	+ 495	+ 563	+ 1	+ 2	+ 1	+ 40	+ 20	+ 20	+ 647
	1950	− 20	+ 149	+ 129	+ 5	− 3	+ 3	—	+ 8	+ 22	+ 164
	1951	− 89	− 21	− 110	+ 8	+105	+ 6	+ 86	+ 56	+ 12	+ 163
	1952 *d*	+ 52	+ 275	+ 327	+ 3	+137	+ 7	+ 67	+ 181	+ 7	+ 729
E. Changements survenus dans le montant des avoirs étrangers en or ou en dollars (total)	1948	+ 463	+ 282	+ 745	− 6	+548	−383	+ 76	− 140	+311	+1 151
	1949	+ 291	− 173	+ 118	+ 13	+147	− 42	− 351	+ 92	+ 80	+ 57
	1950	− 980	− 864	−1 844	− 48	− 29	−637	− 346	− 563	−162	−3 629
	1951	+ 419	− 308	+ 111	− 25	− 21	+ 25	− 34	− 504	+ 6	− 442
	1952 *d*	+ 357	− 657	− 300	− 51	+ 22	−339	− 43	− 158	−124	− 993
Augmentation nette (−) ou diminution nette (+) de capitaux à long terme *f*	1948	− 24	+ 209	+ 185	− 1	+ 9	− 24	− 10	+ 18	− 7	+ 170
	1949	− 69	− 18	− 87	− 1	− 1	+ 33	− 4	+ 3	− 87	− 144
	1950	− 63	− 286	− 349	+ 1	− 3	− 485	− 31	+ 14	−121	− 974
	1951	− 50	+ 33	− 17	− 3	− 7	+ 562	− 9	+ 1	+ 16	+ 543
	1952 *d*	− 31	− 29	− 60	—	− 5	− 63	− 2	+ 24	− 3	− 109
Augmentation nette (−) ou diminution nette (+) de soldes à court terme *f*	1948	− 253	− 115	− 368	+ 9	+ 22	− 365	− 93	− 122	+368	− 549
	1949	− 86	+ 63	− 23	+ 35	− 46	− 85	− 216	+ 181	+191	+ 37
	1950	+ 103	− 253	− 150	− 43	− 38	− 53	− 153	− 477	+ 2	− 912
	1951	+ 5	− 172	− 167	− 14	− 64	− 535	+ 99	− 371	+ 14	− 1 038
	1952 *d*	− 305	− 663	− 968	− 51	+ 15	− 291	− 172	− 165	−121	− 1 753
Achats (−) ou ventes (+) d'or (chiffre net)	1948	+ 740	+ 188	+ 928	− 14	+ 517	+ 6	+ 179	− 36	− 50	+ 1 530
	1949	+ 446	− 218	+ 228	− 21	+ 194	+ 10	− 131	− 92	− 24	+ 164
	1950	−1 020	− 325	−1 345	− 6	+ 12	− 99	− 162	− 100	− 43	− 1 743
	1951	+ 464	− 169	+ 295	− 8	+ 50	− 2	− 124	− 34	− 24	+ 53
	1952 *d*	+ 693	+ 35	+ 728	—	+ 12	+ 15	+ 131	− 17	—	+ 869
F. Erreurs, omissions et transferts interrégionaux de dollars	1948	−1 247	− 411	−1 658	+ 82	−162	+637	+ 729	− 206	−459	−1 037
	1949	−1 090	− 802	−1 892	+ 96	+185	−470	+ 664	− 150	−158	− 785
	1950	+ 140	− 551	− 411	—	−449	+220	+ 481	− 85	+ 88	− 156
	1951	− 163	− 209	− 372	+ 3	−435	+213	+ 558	− 97	−406	− 356
	1952 *d*	− 937	− 62	− 999	− 50	−167	+876	+ 111	− 341	+ 12	− 558

Sources : Chiffres établis d'après les Tableaux 1 et 2 figurant en annexe à *Balance of Payments of the United States 1949–1951* (Supplément au *Survey of Current Business*) et d'après le numéro de décembre 1952 du *Survey of Current Business*, Département du commerce des Etats-Unis. Pour 1952, les chiffres portent sur les trois premiers trimestres, mais sont calculés au taux annuel. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

a A l'exclusion des territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni et, pour la période 1948–1951, de l'Espagne.

b Y compris les territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni.

c Y compris, pour la période 1948–1951, les territoires d'outre-mer dépendant de l'Espagne.

d Pour la période janvier-septembre, au taux annuel.

e Les données originales ont été ajustées de manière à exclure, des chiffres indiqués pour les importations en provenance des Etats-Unis, l'assistance accordée au titre de l'aide militaire. Cet ajustement tend à sous-estimer le montant réel des importations en provenance des Etats-Unis et à surestimer le montant des sommes versées au titre des services, dans la mesure où l'aide militaire est accordée sous forme de services et non de marchandises. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

f Publics et privés.

Tableau XIII

FINANCEMENT PUBLIC DESTINÉ A REMÉDIER AU DÉSÉQUILIBRE DES BALANCES DES PAIEMENTS [a]

En millions de dollars

Pays	1946	1947	1948	1949	1950	1951
Royaume-Uni	789	3 550	923	755	−714	2 117[b]
France (Zone franc)	2 585	1 559	1 555	737	217	1 096
Italie	669	521	76	−61	289	..
Allemagne occidentale	..	559	974	1 035	664	−53[c]
Belgique	156	115	105	37	301	−145
Pays-Bas	617	767	554	355	358	119[d]
Suède	131	338	17	−134	41	−225
Norvège	167	184	164	194	143	19
Danemark	165	42	52	88	108	43
Finlande	58	52	52	40	1	−133
Irlande	− 40	64	24	− 28	49	113
Islande	39	26	1	7	7	7
Autriche	..	182	254	286	173	195
Grèce	323	211	404	356	272	266
Turquie	..	50	63	45	134	..
Portugal	..	..	118	78	− 16	..
Yougoslavie	201	92	28	96	86	177

Source : International Financial Statistics, Fonds monétaire international, janvier 1953.

a Selon la définition du Fonds monétaire international.

b Premier semestre de 1952 = −46.

c Premier semestre de 1952 = −213.

d Premier semestre de 1952 = −200.

Tableau XIV

BALANCE DES PAIEMENTS DES PAYS MEMBRES DE L'O.E.C.E. VIS-A-VIS DES AUTRES PAYS DU MONDE, DE 1948 A 1951

En milliards de dollars

Rubrique	1948			1949			1950			1951 [a]		
	Etats-Unis	Autres pays	Total	Etats-Unis	Autres pays	Total	Etats-Unis	Autres pays	Total	Etats-Unis	Autres pays	Total
A. Compte marchandises et services												
Exportations, f.o.b.	1.2	8.2	9.4	1.0	9.2	10.2	1.3	8.6	9.9	2.0	12.0	14.0
Importations, f.o.b. (à l'exclusion de l'aide militaire)	−4.5	−10.8	−15.3	−4.2	−9.1	−13.3	−2.9[b]	−9.4	−12.3[b]	−3.9[b]	−13.2	−17.1[b]
Balance commerciale	−3.3	−2.6	−5.9	−3.2	0.1	−3.1	−1.6	−0.8	−2.4	−1.9	−1.2	−3.1
Services	−0.1	0.8	0.7	0.1	0.4	0.5	0.4	0.5	0.9	0.1	0.1	0.2
Total	−3.4	−1.8	−5.2	−3.1	0.5	−2.6	−1.2	−0.3	−1.5	−1.8	−1.1	−2.9
B. Dons privés	0.4	−0.1	0.3	0.3	−0.1	0.2	0.3	−0.1	0.2	0.2	—	0.2
C. Mouvements de capitaux privés	0.2	−0.1	0.1	−0.1	−0.4	−0.5	—	−0.2	−0.2	—	−0.6	−0.6
D. Financement public à des fins spéciales (à l'exclusion de l'aide militaire)	−0.2	−0.3	−0.5	0.2	−0.4	−0.2	−0.2	−0.2	−0.4	−0.2	−0.2	−0.4
E. Erreurs et omissions (chiffre net)	—	—	—	—	−0.6	−0.6	0.1	−0.2	−0.1	—	0.3	0.3
F. Déficit total (−) (A à E inclus)	−3.0	−2.3	−5.3	−2.7	−1.0	−3.7	−1.0	−1.0	−2.0	−1.8	−1.6	−3.4
G. Financement public destiné à remédier au déséquilibre de la balance des paiements :												
Règlements multilatéraux en dollars	−2.2	2.2	—	−2.0	2.0	—	−0.3	0.3	—	−0.6	0.6	—
Subventions et crédits reçus	4.6	0.6	5.2	4.6	−0.1	4.5	3.0	—	3.0	2.2	—	2.2
Soldes en sterling	—	−0.1	−0.1	—	−0.5	−0.5	—	0.9	0.9	—	0.3	0.3
Soldes en dollar (augmentation −)	−0.4	—	−0.4	−0.1	—	−0.1	−0.3	—	−0.3	−0.1	—	−0.1
Autres capitaux à court terme	0.1	−0.1	—	—	−0.1	−0.1	—	—	—	—	0.5	0.5
Or monétaire (augmentation −)	0.9	−0.3	0.6	0.2	−0.3	−0.1	−1.4	−0.2	−1.6	0.3	0.2	0.5
Total	3.0	2.3	5.3	2.7	1.0	3.7	1.0	1.0	2.0	1.8	1.6	3.4

Sources : Balance of Payments Yearbook 1950–1951, Fonds monétaire international, Washington, D.C. Les données concernant 1948 ont été communiquées directement par le Fonds.

NOTE. — S'il n'y a aucun signe, il s'agit d'opérations de crédit. Le signe — indique une opération de débit. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

[a] Chiffres préliminaires.

[b] Les importations et le financement public à des fins spéciales ne comprennent pas l'équipement militaire importé au titre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle, ni son financement assuré par des subventions des Etats-Unis (un demi milliard de dollars en 1950 et 1,2 milliard en 1951).

Tableau XV

VARIATIONS DE LA VALEUR, DU VOLUME ET DES PRIX DÉRIVÉS DU COMMERCE DE 19 PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En millions de dollars f.o.b.

	Commerce avec l'Europe occidentale [a]		Commerce avec 6 pays de l'Europe orientale [b]		Commerce avec les pays extra-européens		Commerce avec le monde	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
Valeurs courantes								
1938	5 203		1 013	705	5 575	3 502	11 791	9 410
1948	8 533		1 098	798	13 517	8 304	23 148	17 635
1949 [c]	9 906		983	797	13 766	9 418	24 655	20 121
1950	10 640		708	608	11 789	9 105	23 137	20 353
1951	14 667		879	683	16 861	12 895	32 407	28 245
Valeurs constantes aux prix de 1948								
1938	11 600		3 000	1 500	14 200	8 500	28 800	21 600
1948	8 500		1 100	800	13 500	8 300	23 100	17 600
1949 [c]	10 000		1 000	800	13 800	9 300	24 800	20 100
1950	13 100		900	800	13 300	12 000	27 300	25 900
1951	15 200		800	700	14 500	13 500	30 500	29 400
Indices des prix dérivés, *1948 = 100*								
1938	45		33	46	39	41	41	44
1948	100		100	100	100	100	100	100
1949 [c]	99		97	106	100	101	100	100
1950	81		76	80	88	76	85	79
1951	96		107	97	116	96	106	96
Indices du volume, *1948 = 100*								
1938	135		277	193	105	102	124	122
1948	100		100	100	100	100	100	100
1949 [c]	117		92	94	102	112	107	114
1950	154		85	95	99	144	118	147
1951	178		75	88	107	162	132	167
Rapport d'échange [d], *1948 = 100*								
1938			73		95		94	
1948			100		100		100	
1949 [c]			92		99		99	
1950			95		117		107	
1951			110		121		110	

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a L'expression « pays de l'Europe occidentale » est employée pour plus de commodité pour désigner le groupe suivant de pays : Allemagne occidentale (pour 1938, ensemble du territoire allemand), Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie.

b Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Union soviétique.

c Chiffres des neuf premiers mois au taux annuel.

d Rapport du prix dérivé des importations au prix dérivé des exportations.

Tableau XVI

INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DE QUATORZE PAYS D'EUROPE

1948 = 100

Pays	1948 *En millions de dollars c. a.f.*	1937	1938	1947	1949	1950	1951	1950 1er trim.	1950 2e trim.	1950 3e trim.	1950 4e trim.	1951 1er trim.	1951 2e trim.	1951 3e trim.	1951 4e trim.	1952 1er trim.	1952 2e trim.	1952 3e trim.
IMPORTATIONS																		
Royaume-Uni	8 014	130	123	96	109	109	123	106	117	106	106	114	123	129	125	118	115	102
Irlande	542	82	79	97	99	112	117	110	114	102	121	119	135	95	120	112	96	79
France	3 365	114	102	119	103	108	127	115	111	94	112	116	130	122	138	146	131	114
Pays-Bas	1 864	..	118	92	111	147	150	137	153	145	153	161	165	145	129	136	129	124
Belgique–Luxemb. [a]	1 989	..	93	110	98	112	122	100	98	95	121	123	111	98	119	121	110	111
Suisse	1 159	..	68	100	81	100	118	81	86	109	125	127	126	106	116	110	105	97
Italie [a]	1 499	..	90	105	110	118	..	118	120	113	113	135	150	137	..	149	159	149
Turquie	273	71	91	93	113	133	157	104	136	142	149	136	142	161	191	186	216	234
Danemark	709	116	118	96	129	164	154	161	148	147	174	163	162	142	147	153	138	139
Suède	1 355	..	94	111	87	108	128	94	106	110	120	126	140	125	120	127	114	112
Norvège [b]	741	109	100	119	118	121	140	133	130	102	123	132	143	135	147	131	130	120
Finlande [c]	488	119	114	77	93	99	125	92	109	90	102	87	123	136	157	152	212	159
Allemagne occident.	1 543	186	222	58	153	204	208	186	164	208	259	231	178	211	214	235	201	229
Autriche [d]	218	213	..	51	163	165	184	172	164	140	185	176	183	174	202	202	200	179
Total pour les pays ci-dessus [a]	23 759	..	116	99	109	121	134	116	120	115	128	132	136	132	135	137	130	122

Pays	1948 *En millions de dollars f.o.b.*	1937	1938	1947	1949	1950	1951	1950 1er trim.	1950 2e trim.	1950 3e trim.	1950 4e trim.	1951 1er trim.	1951 2e trim.	1951 3e trim.	1951 4e trim.	1952 1er trim.	1952 2e trim.	1952 3e trim.
EXPORTATIONS																		
Royaume-Uni	6 316	83	73	79	110	127	129	124	121	127	138	124	134	127	130	135	118	109
Irlande	187	146	136	95	121	136	135	116	122	144	162	109	117	136	178	152	166	176
France	2 013	116	125	87	147	200	237	174	182	182	262	249	246	218	235	213	207	188
Pays-Bas	1 016	..	156	69	151	204	242	167	180	220	248	230	230	240	267	259	244	258
Belgique–Luxemb. [a]	1 670	..	110	81	108	123	149	118	109	94	139	141	145	132	138	146	135	126
Suisse	795	..	79	91	99	113	136	91	99	113	149	125	138	134	146	127	122	132
Italie [a]	1 067	..	124	67	113	140	..	113	123	136	155	152	150	153	..	143	128	127
Turquie	195	93	107	95	128	126	129	121	101	100	179	146	99	87	184	143	148	104
Danemark	563	144	139	92	130	172	195	143	157	177	197	190	199	183	200	188	171	190
Suède	1 101	..	111	91	115	144	147	127	142	145	162	121	163	144	161	129	118	122
Norvège [b]	411	131	124	100	104	137	161	137	133	139	143	153	153	157	183	154	129	125
Finlande [c]	416	175	152	96	119	131	164	87	151	165	117	104	172	205	167	115	158	143
Allemagne occident.	702	531	481	38	188	435	622	314	370	458	597	567	620	660	647	626	642	675
Autriche	195	185	..	58	125	186	204	147	172	180	246	206	207	206	198	191	178	191
Total pour les pays ci-dessus [a]	16 647	..	119	80	121	157	180	138	144	154	186	171	182	176	186	176	166	162

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Les revisions ont été incorporées aux totaux annuels. Comme l'on ne connaît pas ces chiffres par trimestres, les chiffres annuels ne coïncident pas dans tous les cas avec la moyenne des indices trimestriels.

b Y compris les navires.

c Pour qu'il soit possible de comparer ces indices à ceux des autres pays, on a supprimé la correction saisonnière apportée en Finlande à l'indice trimestriel. — Non compris les exportations effectuées au titre des réparations de guerre.

d Importations commerciales uniquement.

Tableau XVII

PRIX DÉRIVÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Indices sur une base dollar — Janvier-septembre 1949 = 100

Groupe de produits	Pays	Type d'indice[a]	1948	1950	1951	1950				1951				1952		
						1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Importations																
Denrées alimentaires, boissons et tabac	Royaume-Uni	P_3	101	78	89	75	78	79	81	84	90	91	93	93	95	93
	France	P_1	103	82	93	80	83	83	83	83	93	96	100	97	101	96
	Suisse	P_2	124	90	102	90	88	89	95	98	105	105	104	105	103	100
	Allemagne occidentale	P_1	..	98	109	97	98	95	100	100	110	118	109	114	119	101
	Etats-Unis	P_4	106	128	143	119	121	134	137	143	143	142	143	143	137	138
Matières premières	Royaume-Uni	P_3	98	89	141	78	83	89	105	130	150	146	137	141	133	122
	France	P_1	99	92	125	87	90	90	100	118	131	129	121	129	123	111
	Suisse	P_2	101	85	114	84	82	83	90	106	117	119	114	114	111	107
	Allemagne occidentale	P_1	..	93	138	85	88	92	108	124	146	146	135	139	132	127
	Etats-Unis	P_4	102	107	157	94	97	108	128	152	171	159	145	145	133	120
Articles manufacturés	Royaume-Uni	P_3	105	79	94	77	77	79	85	83	93	98	101	101	99	95
	France	P_1	76	92	106	100	83	88	99	104	108	108	104	98	97	100
	Suisse	P_2	100	86	99	88	87	84	87	96	98	101	102	101	100	99
	Italie	P_4	106	84	111	83	83	82	86	98	114	114	121	..	..	..
	Allemagne occidentale	P_1	..	85	99	85	85	82	88	97	95	103	101	94	89	87
	Etats-Unis	P_4	104	95	116	89	90	96	104	111	114	121	119	120	116	115
Exportations																
Textiles	Royaume-Uni	P_3	97	75	100	70	73	75	80	88	99	107	107	102	94	85
	France	P_1	101	76	96	75	76	77	77	89	98	101	98	98	93	86
	Suisse	P_1	123	87	102	85	88	85	89	95	100	105	108	107	98	95
	Italie	P_4	106	84	105	98	73	81	83	97	105	112	105	..	..	..
Produits finis des industries mécaniques	Royaume-Uni	P_1	104	72	79	71	71	73	73	75	78	81	83	86	88	90
	France	P_1	95	83	94	81	83	84	86	86	91	96	102	107	112	110
	Suisse	P_1	94	100	98	102	102	98	100	99	98	98	97	94	98	101
	Italie	P_4	99	87	88	91	90	87	80	79	83	91	99	..	..	..
	Suède	P_3	96	70	81	72	70	69	69	75	77	85	88	89	91	99
Tous articles manufacturés	Royaume-Uni	P_3	97	73	87	71	72	73	76	79	85	90	93	93	93	92
	France	P_1	99	81	94	79	81	80	82	86	93	98	100	104	106	103
	Belgique-Luxembourg	P_1	98	76	101	74	73	75	81	91	99	105	107	110	108	..
	Suisse	P_2	103	95	103	94	96	93	96	98	100	104	107	105	104	106
	Italie	P_4	102	83	98	85	80	84	84	88	96	102	105	..	..	..
	Suède	P_3	101	69	99	69	67	69	72	86	96	106	109	112	109	100
	Allemagne occidentale	P_1	..	79	97	79	80	78	80	87	95	101	104	106	106	106
	Etats-Unis	P_4	104	97	109	96	94	95	101	106	110	109	109	110	109	109

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Le type et le champ des indices étant très différents pour les divers groupes de produits, il y a lieu de faire preuve de circonspection lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays.

[a] P_1 = Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables de la période envisagée.

P_2 = Indice des prix dérivés à coefficients de pondération fixes.

P_3 = Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables d'une période antérieure.

P_4 = Indice des prix dérivés à coefficients mixtes.

Tableau XVIII. — INDICES DES PRIX DÉRIVÉS DES IMPORTATIONS (I) ET DES EXPORTATIONS (E) ET RAPPORT D'ÉCHANGE [a] (TT) POUR LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET LES ÉTATS-UNIS

1948 = 100, indices sur une base « dollar »

Pays et type de l'indice [b]		Année de base de la série primitive	1938	1947	1949	Juillet 1950–juin 1951	Juillet 1951–juin 1952	1950				1951				1952		
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Royaume-Uni	I	1938	42	90	93	92	106	76	78	79	87	98	105	106	104	107	109	105
	E	1947	50	92	95	80	91	73	74	76	77	81	85	89	90	92	93	92
P_1	TT	1950	84	98	99	116	117	104	105	104	113	121	123	119	115	116	117	114
France	I	1938	37	81	88	94	106	79	80	81	87	97	107	108	104	107	105	96
P_1	E	1949	36	110	94	82	97	79	77	76	78	83	90	93	96	99	100	99
	TT		105	74	93	114	109	100	103	106	112	117	119	116	108	108	104	98
Pays-Bas	I	1938	35	95	89	83	94	71	74	75	79	85	93	94	94	95	93	89
P_1 [c]	E		36	100	84	72	83	70	68	63	70	75	80	81	83	85	84	78
	TT		96	95	105	115	113	101	109	117	113	114	116	116	112	112	110	114
Belgique-Luxembourg	I	1938	41	89	92	98	105	81	83	85	93	103	107	106	106	106	104	100
	E	1948	39	103	97	93	110	76	76	79	84	98	104	109	111	113	108	100
P_1	TT	1951	106	86	95	106	96	106	110	108	111	105	103	98	95	94	96	100
Suisse	I	1938	39	98	90	88	98	81	79	78	84	92	99	100	98	98	96	93
P_2	E		39	104	97	95	103	92	93	91	94	97	99	103	104	103	101	102
	TT		101	94	93	93	96	88	85	87	89	95	99	97	94	96	95	91
Italie	I	1938	43	..	92	89	..	79	78	78	83	93	103	105	..	102	98	95
P_4	E	1948	41	..	94	89	..	84	81	80	83	91	100	102	..	98	95	90
	TT		104	..	98	101	..	94	96	98	99	101	103	102	..	104	103	106
Turquie	I	1938	47	103	94	84	92	77	78	75	78	84	97	91	93	92	93	89
P_1	E		54	112	100	121	121	101	92	91	124	145	112	109	120	130	119	118
	TT		87	93	94	69	76	77	85	82	63	58	87	83	78	70	78	75
Danemark	I	1935	45	93	89	83	97	74	73	77	76	82	98	99	96	98	95	89
P_1	E	1947	43	92	91	71	80	70	68	68	70	73	73	75	84	82	79	78
	TT	1949	105	102	98	117	121	105	109	113	109	112	133	132	113	119	120	114
Suède	I	1935	41	95	93	90	107	76	78	79	84	91	101	106	106	109	108	105
P_3 [c]	E	1948	38	90	85	85	120	65	66	68	76	88	106	118	122	126	115	102
	TT		107	106	109	105	89	116	118	115	111	103	95	90	86	87	94	103
Norvège	I	1938	39	93	89	84	99	73	76	76	78	85	94	97	101	98	98	95
P_1	E	1949	40	90	89	82	101	66	68	73	76	83	96	101	104	100	98	93
	TT		100	103	99	103	98	111	112	105	103	102	99	96	97	98	101	102
Finlande [d]	I	1935	32	92	98	97	112	73	78	81	90	100	114	117	113	111	109	104
P_2	E		27	85	85	96	140	60	62	66	74	109	127	149	159	149	113	91
	TT		120	108	116	101	80	122	126	124	121	92	89	78	71	75	97	115
Allemagne occidentale [e]	I	1936	..	..	96	102	119	88	89	89	97	105	118	123	116	120	115	105
	E	1950	..	..	94	82	99	75	75	75	77	83	90	97	98	100	101	100
P_1	TT		..	..	103	124	120	117	118	119	127	127	130	127	118	120	114	105
Autriche	I	1937	50 *f*	91	115	97	119	75	81	79	81	110	115	116	116	122	120	116
P_1	E		61 *f*	79	127	92	127	79	80	83	84	95	106	116	126	132	134	126
	TT		82 *f*	116	90	106	94	95	102	95	96	117	109	99	93	93	89	92
Etats-Unis	I	1923–1925	41	91	95	120	128	95	97	106	115	126	133	133	127	128	124	121
P_4	E	1936–1938	48	94	93	98	103	89	88	90	96	101	106	103	102	104	104	103
	TT		85	96	102	122	124	107	111	117	120	124	126	129	125	123	120	118

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Etant donné que, pour un grand nombre de pays, il a fallu calculer les indices en les reliant à des séries primitives différentes, ces indices comportent une certaine marge d'erreur.

a Rapport de l'indice des prix à l'importation à l'indice des prix à l'exportation. Tout accroissement de l'indice correspond à une altération du rapport d'échange.

b P_1 Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables de la période envisagée;
P_2 Indice des prix dérivés à coefficients de pondération fixes;
P_3 Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables d'une période antérieure;
P_4 Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables mixtes.

c P_4 pour 1938 et 1947.

d Indice des prix de gros des importations et des exportations.

e Janvier-septembre 1949 = 100.

f 1937.

Table XIX. — IMPORTS AND EXPORTS OF EIGHTEEN EUROPEAN COUNTRIES AND THE UNITED STATES ACCORDING TO AREAS OF ORIGIN AND DESTINATION

Millions of current dollars ; imports c.i.f. ; exports f.o.b.

Tableau XIX. — IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS ET DES ÉTATS-UNIS, PAR RÉGIONS D'ORIGINE ET DE DESTINATION

En millions de dollars courants ; importations c.a.f. ; exportations f.o.b.

Area of origin for imports and area of destination for exports ↓	Year and quarter	United Kingdom Royaume-Uni		Ireland Irlande		Iceland Islande		France		Netherlands Pays-Bas		Belgium-Luxembourg Belgique-Luxembourg		Switzerland Suisse		Italy Italie		Portugal	
		Imp.[a]	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
I. United Kingdom, Ireland and Iceland	1951- I	45.1	66.5	63.0	37.8	2.0	2.4	40.6	96.8	61.0	76.5	55.7	59.2	27.5	9.8	19.8	40.2	11.1	12.6
	II	46.2	81.1	77.9	39.6	6.3	1.2	35.6	123.3	65.4	87.6	63.0	69.8	26.2	12.7	21.5	55.3	12.9	14.6
	III	52.8	71.9	60.1	48.2	3.7	2.9	43.9	89.6	43.9	76.2	43.3	67.8	20.1	14.5	17.6	69.5	13.1	11.9
	IV	69.6	68.6	66.1	63.8	4.5	4.2	46.1	81.5	47.4	81.5	52.7	83.3	20.1	17.3	25.0	59.2	14.6	14.4
	1952- I	57.0	69.2	67.3	50.6	3.1	2.4	49.1	71.9	49.6	87.5	50.9	87.0	20.5	15.2	30.3	37.7	12.0	8.4
	II	59.1	68.9	61.3	55.0	4.1	0.7	38.3	61.0	51.2	80.4	51.6	74.7	20.6	12.3	36.8	25.2	14.9	8.5
	III	71.2	57.4	54.1	65.7	2.5	1.6	41.4	51.0	50.2	64.0	50.5	61.4	19.6	13.1	29.2	25.1	14.6	7.1
II. Western European industrial countries (France, Netherlands, Belgium-Luxembourg, Switzerland)	1951- I	254.5	168.6	8.4	2.5	0.6	0.5	76.5	156.7	164.0	101.1	163.1	188.5	79.8	43.7	70.3	68.1	14.5	7.4
	II	286.6	162.2	11.3	1.6	1.3	1.3	93.9	169.4	177.1	95.8	146.4	218.0	78.6	53.8	61.0	83.3	17.4	7.2
	III	251.2	127.3	8.7	2.4	1.1	1.9	106.4	130.3	138.9	99.3	135.4	202.8	70.4	46.9	53.6	71.5	16.5	6.7
	IV	264.3	148.2	10.2	3.9	1.4	2.3	129.7	164.9	134.7	136.7	161.5	209.7	74.3	55.0	62.7	88.3	19.8	9.2
	1952- I	262.3	156.8	11.5	5.5	1.1	0.6	110.2	141.2	134.3	125.9	153.7	175.5	66.0	42.4	61.5	68.2	14.8	5.6
	II	220.9	142.5	10.2	2.4	1.2	0.2	82.6	150.0	128.9	111.9	150.2	159.2	64.5	42.6	62.7	60.1	25.3	4.7
	III	195.5	148.1	7.2	3.2	0.8	1.1	83.6	145.0	110.0	112.1	156.2	138.6	62.7	42.0	66.9	53.2	16.8	7.0
III. Mediterranean and Iberian countries (Italy, Greece, Spain, Portugal, Yugoslavia, Turkey and miscellaneous continental and non-continental European countries and territories)	1951- I	107.4	69.7	4.0	0.6	1.1	1.5	51.0	58.2	19.3	18.4	21.6	33.9	30.5	32.1	12.4	25.8	1.5	2.6
	II	126.1	86.9	5.7	0.3	1.0	1.4	64.8	58.3	18.1	19.0	23.3	40.8	28.9	33.7	11.3	27.9	2.4	3.3
	III	114.5	84.9	3.7	0.3	0.6	2.0	50.0	49.0	12.1	18.0	13.4	40.4	26.7	26.4	11.4	29.1	4.6	3.0
	IV	132.9	93.3	5.5	2.4	1.6	1.7	58.9	59.3	13.3	25.5	19.8	40.3	35.0	33.5	11.4	31.2	3.5	2.3
	1952- I	122.0	119.1	3.0	1.6	0.7	1.1	77.2	62.1	18.4	27.0	20.3	59.3	29.6	34.7	14.2	32.6	2.1	2.0
	II	85.3	108.6	2.6	1.4	0.6	1.4	77.2	66.0	11.3	26.0	18.0	48.9	30.6	35.3	20.1	41.1	2.2	1.4
	III	53.6	102.6	2.0	0.2	0.4	1.9	39.3	72.7	8.4	23.1	15.6	42.7	25.5	39.4	21.3	38.4	2.1	3.4
IV. Scandinavian countries (Denmark, Sweden, Norway, Finland)	1951- I	200.9	164.7	6.4	0.4	1.3	1.2	36.6	55.9	36.3	40.9	25.9	42.7	10.8	14.5	17.9	22.0	2.8	2.7
	II	265.7	190.9	8.4	0.4	3.4	0.5	52.2	57.0	43.0	46.5	31.6	60.8	11.9	16.8	25.7	23.7	3.5	2.2
	III	329.4	171.0	7.5	0.4	1.1	1.5	61.7	49.3	53.8	48.8	35.7	64.3	15.6	15.2	32.6	21.6	3.5	2.3
	IV	330.0	176.2	9.0	0.4	2.9	2.4	80.0	45.4	50.2	51.6	43.1	65.3	19.7	18.3	36.5	22.3	6.6	3.1
	1952- I	278.1	178.5	6.6	0.5	1.6	0.3	74.3	44.9	37.8	56.2	27.8	72.9	16.8	18.6	37.3	19.2	3.6	1.7
	II	241.2	177.4	4.1	0.3	2.2	0.6	50.0	52.8	26.7	51.5	33.9	61.1	12.9	17.5	22.4	15.1	2.6	2.4
	III	229.8	157.5	3.4	0.3	1.7	2.0	48.5	47.1	34.5	47.7	34.9	41.9	12.6	16.9	19.4	13.2	2.8	1.5
V. Germany and Austria	1951- I	40.1	43.9	2.8	0.7	0.4	0.3	51.9	81.8	81.7	69.1	57.1	56.7	49.5	31.6	45.8	46.1	3.7	3.1
	II	60.4	36.4	4.0	0.5	1.3	0.3	70.2	45.3	95.8	53.6	59.8	36.6	60.8	24.3	52.6	30.3	5.1	1.8
	III	76.0	43.1	3.1	0.4	0.6	0.5	84.8	46.3	85.8	84.9	56.7	45.4	61.1	40.4	49.8	43.0	4.9	2.5
	IV	78.7	40.9	4.3	1.9	0.9	0.8	99.5	57.7	81.0	89.1	63.4	53.2	64.0	30.7	58.4	40.9	5.9	5.3
	1952- I	80.2	38.9	4.8	0.8	0.8	0.2	104.2	53.5	85.0	83.1	65.1	56.0	63.2	28.7	66.6	43.0	5.6	3.2
	II	66.4	35.5	4.0	0.4	1.2	0.1	85.4	53.5	78.2	69.9	67.7	48.6	61.6	33.2	66.5	42.9	5.9	3.5
	III	75.3	35.2	3.0	0.5	0.6	1.0	83.0	62.3	84.3	77.3	67.1	63.8	58.1	34.0	66.7	42.1	7.1	4.3
VI. Eastern European countries (Czechoslovakia, Poland, Rumania, Hungary, Bulgaria)	1951- I	23.2	10.9	2.5	—	1.2	0.5	10.3	7.6	10.3	7.3	6.1	13.5	12.2	11.5	13.9	10.0	0.3	0.5
	II	25.4	9.5	2.8	—	0.7	0.8	7.6	10.1	6.5	5.3	4.0	10.9	8.4	12.7	12.9	10.0	0.4	0.7
	III	23.2	6.4	0.4	—	0.6	0.7	7.5	6.5	3.2	7.2	2.7	8.0	3.7	13.7	9.9	8.9	0.4	0.3
	IV	17.8	6.8	0.5	—	1.4	1.5	11.5	8.9	5.3	5.2	7.0	5.9	9.0	12.4	12.4	11.4	0.2	0.2
	1952- I	17.6	7.1	0.8	—	1.1	0.8	8.6	7.8	3.8	7.0	5.2	7.4	8.1	7.7	11.3	8.1	0.1	0.2
	II	15.2	8.6	0.4	—	0.5	0.5	10.4	7.2	3.5	3.6	3.6	10.3	7.8	8.4	12.0	8.6	0.1	0.3
	III	15.8	5.3	0.1	—	0.6	0.2	6.2	6.9	4.2	3.0	3.3	10.3	5.8	8.6	10.0	5.2	0.3	0.2
VII. Union of Soviet Socialist Republics	1951- I	35.9	3.3	—	—	—	—	1.8	0.2	3.6	0.6	4.7	2.8	1.6	1.3	10.0	5.2	—	0.7
	II	35.5	3.3	—	—	—	—	2.1	0.7	1.2	0.3	4.3	2.3	1.7	2.1	6.3	3.6	—	0.4
	III	39.2	2.0	—	—	—	—	3.6	0.5	5.9	0.5	4.3	3.4	1.4	1.0	2.7	4.2	—	0.7
	IV	57.9	1.7	—	—	—	—	4.2	3.4	3.3	0.2	3.5	4.8	0.7	0.7	3.1	10.8	—	1.4
	1952- I	65.8	4.1	—	—	—	—	6.3	1.4	8.0	0.6	1.7	5.4	0.9	1.0	6.9	3.6	—	1.4
	II	42.2	2.1	—	—	—	—	6.2	2.0	6.3	2.5	1.4	6.3	0.7	0.8	10.3	5.4	—	1.4
	III	25.8	2.1	—	—	—	—	2.8	1.5	4.7	0.8	3.6	1.4	0.7	0.3	8.7	4.5	—	1.1
VIII. Total Europe (including U.S.S.R.)	1951- I	707.1	527.6	87.1	42.0	6.6	6.4	268.7	457.2	376.2	313.9	334.2	397.3	211.9	144.5	190.1	217.4	33.9	29.6
	II	845.9	570.3	110.1	42.4	14.0	5.5	326.4	464.1	407.1	308.1	332.4	439.2	216.5	156.1	191.3	234.1	41.7	30.2
	III	886.3	506.6	83.5	51.7	7.7	9.5	357.9	371.5	343.6	334.9	291.5	432.1	199.0	158.1	177.6	247.8	43.0	27.4
	IV	951.2	535.7	95.6	72.4	12.7	12.9	429.9	421.1	335.2	389.8	351.0	462.5	222.8	167.9	209.5	264.1	50.6	35.9
	1952- I	883.0	573.7	94.0	59.0	8.4	5.4	429.9	382.8	336.9	387.3	324.7	463.5	205.1	148.3	228.1	212.4	38.2	22.5
	II	730.3	543.6	82.6	59.5	9.8	3.5	350.1	392.5	306.1	345.8	326.4	409.1	198.7	150.1	230.8	198.4	51.0	22.2
	III	667.0	508.2	69.8	69.9	6.6	7.8	304.8	386.3	296.3	328.0	331.2	360.1	185.0	154.3	222.2	181.7	43.7	24.6

Greece, Spain and Turkey Grèce, Espagne et Turquie		Denmark Danemark		Sweden Suède		Norway Norvège		Finland Finlande		Western Germany Allemagne occid.		Austria Autriche		Total of eighteen countries Total pour dix-huit pays		United States Etats-Unis		Année et trimestre	Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓
Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.[b]	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.[c]	Exp.[d]		
32.9*	33.4*	70.4	79.1	67.1	48.1	47.0	27.8	14.5	23.7	38.1	33.9	16.8	5.6	612.6*	653.4*	117.0	172.3	I-1951	I. Royaume-Uni, Irlande et Islande
35.2	33.3*	73.5	91.5	81.3	96.2	47.7	29.0	25.9	48.8	23.9	50.7	21.2	11.6	663.7	846.3*	122.3	206.1	II	
32.2	20.7	63.5	76.3	74.1	101.1	53.1	32.2	25.9	85.6	36.3	67.4	18.8	12.2	602.4	848.0	115.2	255.6*	III	
38.7*	37.5*	54.3	79.0	69.2	109.4	54.9	35.9	32.7	87.1	24.9	71.8	20.0	11.5	640.8*	906.0*	118.5*	318.5*	IV	
41.5	35.0	63.5	84.0	64.9	74.4	40.6	37.7	35.2	49.6	28.7	62.8	18.6	6.4	632.8	779.8	116.7	259.1	I-1952	
49.1*	23.3*	65.8	79.7	61.2	76.4	45.3	29.1	39.3	40.6	29.3	64.7	17.2	8.9	645.1*	709.4*	131.7	159.6	II	
50.6	14.2	63.3	97.2	60.8	52.4	40.2	24.0	26.2	39.5	27.1	59.8	13.8	10.3	615.3	643.8	121.4	124.8	III	
37.4	37.1*	36.4	16.3	65.5	48.2	28.9	16.9	21.9	13.0	209.4	236.5	25.8	17.8	1 257.0	1 122.9*	204.6	260.6	I-1951	II. Pays industriels de l'Europe occidentale (France, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Suisse)
44.7	50.2*	48.8	20.1	83.3	80.9	34.4	23.0	33.0	28.2	111.7	262.3	32.4	23.1	1 261.9	1 280.4*	185.5	330.2	II	
46.8	19.7	43.3	17.1	86.7	78.1	29.5	21.2	34.3	41.1	182.6	283.6	24.9	20.0	1 230.3	1 169.9	172.8*	292.9*	III	
55.9*	43.9	38.0	27.0	78.5	91.4	38.1	24.6	39.9	37.1	166.3	301.8	32.6	20.5	1 307.9*	1 364.5	160.5*	377.5*	IV	
51.3	56.4	47.9	19.5	79.4	77.7	35.1	23.0	40.6	20.4	171.2	287.6	28.9	22.8	1 269.8	1 229.1	165.2	331.2	I-1952	
57.2*	52.7*	42.2	18.9	78.0	55.6	33.6	15.2	43.2	22.2	173.3	276.1	27.0	19.9	1 201.0*	1 134.2*	153.7	280.2	II	
62.1	18.3	42.6	15.1	69.3	58.3	27.3	15.4	32.8	35.1	206.3	295.0	21.0	16.5	1 161.1	1 104.0	162.1	192.0	III	
18.2*	13.1*	11.7	9.4	22.5	14.2	6.3	8.8	5.2	4.4	94.8	85.1	15.8	24.5	423.3*	402.3*	90.2	215.0	I-1951	III. Europe Méditerranéenne et Péninsule ibérique (Italie, Grèce, Espagne, Portugal, Yougoslavie, Turquie et divers pays et territoires européens faisant ou non partie du continent)
20.3*	10.5*	10.1	13.1	22.7	30.6	7.3	7.4	7.9	6.3	54.9	91.2	16.3	24.8	421.1*	455.5*	80.5	311.0	II	
24.6*	11.0*	6.8	10.0	16.7	24.6	7.9	16.2	10.1	9.7	74.4	99.6	19.0	23.6	396.5*	447.8*	77.8*	160.2*	III	
22.6*	14.8*	7.3	14.6	17.1	29.2	9.1	15.3	9.5	9.0	95.1	107.1	21.5	25.9	464.1*	505.4*	82.2*	214.6*	IV	
20.7	11.5	7.5	10.3	26.6	26.0	8.8	9.3	7.1	5.8	111.8	118.9	25.3	25.4	495.3	546.7	89.9	219.3	I-1952	
28.1*	11.3*	7.1	11.1	15.9	21.1	6.0	6.7	7.6	5.0	116.6	140.4	24.3	28.5	453.5*	554.2*	90.8	216.8	II	
30.3	17.4	6.9	11.0	10.5	20.5	4.3	8.7	4.8	5.4	75.6	155.1	21.9	31.2	322.5	573.7	91.3	116.0	III	
16.8	11.4*	29.8	22.6	23.1	40.3	33.8	19.5	10.9	8.6	101.4	96.0	5.2	3.8	559.9	547.2*	58.0	65.6	I-1951	IV. Pays scandinaves (Danemark, Suède, Norvège, Finlande)
16.4	11.9*	41.7	27.5	31.0	58.0	39.9	21.5	18.0	16.2	72.1	118.8	4.0	4.5	668.5	657.2*	67.9	82.5	II	
17.6	7.2*	45.0	25.0	31.4	52.8	32.2	24.1	18.7	27.3	124.8	134.7	6.5	5.5	817.1	651.0*	52.8	80.6*	III	
20.4	17.4	46.8	39.2	38.5	67.2	49.7	29.0	29.4	19.6	113.2	134.2	7.3	5.8	883.3	697.4	50.1*	91.7*	IV	
22.6	15.1	39.2	30.4	30.1	56.6	39.1	24.1	22.7	10.4	110.1	154.0	6.4	4.7	754.3	688.1	55.1	97.5	I-1952	
23.1*	10.7*	33.3	25.0	30.7	60.6	37.1	27.3	26.3	14.9	92.2	157.2	6.3	4.6	645.0*	679.0*	45.0	66.4	II	
23.0	6.2	32.5	24.8	30.5	58.0	41.4	25.0	18.3	16.3	125.7	156.7	6.2	5.5	665.2	620.6	46.0	50.0	III	
37.7	45.9	30.7	39.1	56.4	39.8	12.8	14.5	6.3	6.0	14.7	27.7	28.3	15.9	519.9	522.2	57.2	145.4	I-1951	V. Allemagne et Autriche
39.3	14.6*	38.3	21.7	64.3	38.1	16.1	13.7	19.5	11.0	10.2	29.7	28.5	13.3	626.2	371.2*	68.1	162.6	II	
40.4	21.3	40.8	33.6	67.2	56.9	18.2	15.2	23.4	22.2	15.6	30.3	27.4	19.9	655.8	505.9	69.3*	136.1*	III	
48.4	58.2	40.3	40.8	75.5	65.5	21.7	14.0	25.2	21.5	15.9	31.4	32.6	19.5	715.7	571.4	57.4*	173.6*	IV	
52.0	50.9	45.5	37.7	84.6	49.8	25.3	19.4	28.1	12.4	19.6	34.6	34.9	25.3	765.5	537.5	58.1	174.0	I-1952	
61.1*	36.9*	39.2	24.3	77.7	43.4	30.6	13.0	31.4	13.8	20.5	36.9	37.3	24.0	734.7*	479.9*	52.0	101.6	II	
66.9	25.2	40.4	29.8	79.1	57.1	24.2	11.7	29.2	24.4	20.6	39.0	37.2	24.2	742.8	531.9	59.7	103.5	III	
4.6*	6.6	11.8	5.4	21.8	10.4	4.4	3.4	9.4	4.4	10.3	17.7	15.4	11.0	157.7*	120.7	11.2	1.2	I-1951	VI. Europe orientale (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie)
5.8	7.5*	9.6	7.5	25.4	22.2	2.1	3.2	15.6	6.5	7.4	14.8	15.3	11.6	149.9	133.3*	11.4	1.1	II	
5.7	4.7*	10.5	3.8	29.1	24.0	1.6	2.4	17.2	6.5	16.2	16.1	15.3	14.6	147.2	123.8*	8.9	0.3*	III	
4.7	4.4	8.1	6.3	21.7	23.0	2.1	1.1	18.4	6.9	19.1	15.2	18.3	18.3	157.5	127.5	7.7	0.1	IV	
3.8	4.5	1.1	2.3	25.6	15.6	2.4	1.5	14.2	4.1	12.5	12.5	16.4	14.7	132.6	101.3	3.9	0.2	I-1952	
4.0	4.8	2.7	1.1	13.6	16.4	2.9	2.0	15.4	6.0	11.9	10.6	19.8	14.4	123.8	102.8	3.6	—	II	
6.5	3.9	4.0	2.2	19.2	15.1	2.4	3.1	18.1	5.9	16.6	12.1	13.1	13.5	126.2	95.5	4.3	0.1	III	
—	—	2.9	—	3.4	5.6	2.6	2.5	8.5	14.6	0.2	—	—	—	75.2	36.8	6.3	—	I-1951	VII. Union des Républiques socialistes soviétiques
—	—	1.5	0.1	2.6	5.6	2.1	3.9	11.8	15.7	—	—	—	—	69.1	38.0	7.0	—	II	
—	0.3	0.4	0.1	4.1	8.4	3.0	2.3	9.1	15.5	0.2	—	—	—	73.9	38.9	7.6*	—	III	
—	1.7	4.2	—	3.0	13.8	2.6	3.4	12.0	21.7	—	—	—	—	94.5	63.6	11.3	—	IV	
—	0.2	7.2	7.0	1.0	9.8	1.2	1.0	14.8	24.1	—	—	0.1	0.2	113.9	59.8	4.8	—	I-1952	
—	1.6	0.8	1.3	7.0	12.2	2.6	3.5	25.9	25.4	—	—	—	0.1	103.4	64.6	4.7	—	II	
—	0.6	1.3	2.6	8.8	8.1	4.3	2.9	14.0	21.3	0.6	0.1	—	—	75.3	47.3	4.3	—	III	
147.6*	147.5*	193.7	171.9	259.8	206.6	135.8	93.4	76.7	74.7	468.9	496.9	107.3	78.6	3 605.6*	3 405.5*	544.5	860.1	I-1951	VIII. Total pour l'Europe (y compris l'U.R.S.S.)
161.7*	128.0*	223.5	181.5	310.6	331.6	149.6	101.7	131.7	132.7	280.2	567.5	117.7	88.9	3 860.4	3 781.9*	542.7	1093.5	II	
167.3*	84.9*	210.3	165.9	309.3	345.9	145.5	113.6	138.7	207.9	450.1	631.7	111.9	95.8	3 923.2*	3 785.3*	504.4*	925.7*	III	
190.7*	177.9*	199.0	206.9	303.5	399.5	178.2	123.3	167.1	202.9	434.5	661.5	132.3	101.5	4 263.8*	4 235.8*	487.7*	1 176.0*	IV	
191.9	173.6	211.9	191.2	312.4	309.9	152.5	116.0	162.7	126.8	453.9	670.4	130.6	99.5	4 164.2	3 942.3	493.7	1 081.3	I-1952	
222.6*	141.3*	191.1	161.4	284.1	285.7	158.1	96.8	189.1	127.9	443.8	685.9	131.9	100.4	3 906.5*	3 734.1*	481.5	824.6	II	
239.4	85.8	191.0	182.7	278.2	269.5	144.1	90.8	143.4	147.9	472.5	717.8	113.2	101.2	3 708.4	3 616.8	489.1	586.4	III	

Table XIX *(continued)*

IMPORTS AND EXPORTS OF EIGHTEEN EUROPEAN COUNTRIES AND THE UNITED STATES ACCORDING TO AREAS OF ORIGIN AND DESTINATION

Millions of current dollars ; imports c.i.f. ; exports f.o.b.

Tableau XIX *(suite)*

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS ET DES ÉTATS-UNIS, PAR RÉGIONS D'ORIGINE ET DE DESTINATION

En millions de dollars courants ; importations c.a.f. ; exportations f.o.b.

Area of origin for imports and area of destination for exports ↓	Year and quarter	United Kingdom Royaume-Uni		Ireland Irlande		Iceland Islande		France		Netherlands Pays-Bas		Belgium-Luxembourg Belgique-Luxembourg		Switzerland Suisse		Italy Italie		Portugal	
		Imp.[a]	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
IX. United States and dependencies	1951- I	191.1	93.9	17.0	1.2	1.4	2.1	109.4	67.7	62.1	23.4	98.0	62.2	51.8	33.3	70.3	26.2	10.3	7.4
	II	246.8	105.2	17.4	1.5	2.1	1.7	127.1	63.9	81.3	32.1	101.3	56.6	64.2	32.9	124.4	26.8	10.6	8.2
	III	287.4	96.2	15.3	1.6	1.5	1.4	142.1	62.7	78.1	24.5	90.6	48.6	51.6	32.1	145.8	28.7	17.2	9.2
	IV	341.7	87.5	22.0	4.7	2.4	2.9	141.7	56.1	61.5	31.7	119.7	45.9	52.3	40.2	101.4	30.9	11.7	10.5
	1952- I	326.7	97.8	20.7	2.9	2.3	3.2	158.4	44.1	95.1	28.4	126.2	45.1	60.1	34.3	126.4	31.0	14.1	7.7
	II	237.4	101.6	12.2	2.1	3.2	2.0	140.3	37.9	80.2	37.5	94.0	40.6	52.6	34.2	159.2	30.2	12.5	8.7
	III	150.6	96.4	7.7	1.4	2.6	2.9	81.6	35.9	57.1	37.1	70.8	50.9	43.1	42.6	122.6	32.9	8.9	7.0
X. Canada and Newfoundland	1951- I	115.6	79.7	3.9	0.3	0.1	—	6.1	3.9	1.8	1.4	13.6	5.8	8.6	3.7	5.1	2.2	2.1	0.3
	II	168.3	114.4	5.9	0.2	0.1	—	7.6	6.0	3.1	2.1	16.6	11.0	5.4	4.4	3.8	2.8	1.6	0.7
	III	227.1	109.2	6.0	0.1	0.1	—	18.8	7.7	12.6	1.7	20.9	9.7	9.0	4.3	25.4	2.4	1.3	0.5
	IV	219.2	80.8	9.1	0.3	0.2	—	18.8	4.5	7.8	3.4	30.9	9.3	12.4	5.0	13.9	2.2	2.2	0.5
	1952- I	199.4	70.3	6.6	0.3	0.2	—	31.1	3.6	6.6	1.7	16.9	7.8	11.7	4.2	9.9	1.9	1.0	0.6
	II	269.8	84.5	7.6	0.2	0.2	—	17.6	6.0	6.9	2.1	19.5	7.8	11.1	3.7	16.0	2.0	1.4	0.4
	III	244.0	99.0	8.0	0.1	0.1	—	16.2	4.0	13.7	3.0	24.2	8.4	13.3	4.9	15.4	2.5	1.9	0.5
XI. Latin American republics	1951- I	136.0	103.0	2.9	—	0.4	0.4	65.1	60.7	37.2	14.9	45.5	38.0	27.3	26.3	43.7	35.2	3.4	2.0
	II	268.5	113.6	6.5	—	0.5	0.1	84.6	71.4	48.7	28.8	44.5	46.2	34.3	32.9	66.0	33.4	6.0	3.0
	III	350.9	118.2	3.9	0.1	0.4	0.3	86.3	71.9	49.2	27.4	27.5	43.5	20.7	32.2	49.3	32.6	7.5	4.5
	IV	179.0	114.8	0.7	0.1	0.3	0.2	101.4	75.2	25.2	27.6	37.3	45.4	17.5	35.5	40.2	40.1	1.7	7.9
	1952- I	146.9	119.2	3.8	—	0.4	0.4	100.1	48.5	27.2	22.0	42.4	45.1	16.9	32.2	41.0	26.9	5.6	5.4
	II	145.5	117.8	4.6	—	0.2	—	72.7	48.7	37.6	26.2	25.9	42.4	18.5	29.9	29.3	26.1	2.7	6.0
	III	98.4	94.9	1.0	0.1	0.4	0.1	69.5	40.0	23.4	22.8	30.5	29.4	15.0	22.2	31.8	19.9	3.6	3.3
XII. Overseas sterling area (including British colonies)	1951- I	936.2	685.0	15.4	0.5	—	0.2	217.8	41.9	49.1	27.8	72.4	38.3	17.2	16.1	86.8	55.8	2.8	1.3
	II	947.4	782.0	17.3	0.6	0.1	0.1	286.5	45.9	56.8	36.0	67.9	48.4	20.0	22.5	116.9	66.7	3.5	1.7
	III	913.4	862.5	5.4	0.7	0.1	—	228.3	45.6	69.1	37.4	51.1	57.6	7.5	18.0	79.8	68.7	1.7	3.1
	IV	852.3	957.7	19.5	1.1	—	0.1	195.0	44.0	54.7	45.5	48.7	64.2	6.0	20.6	99.2	62.1	3.7	2.3
	1952- I	938.1	995.2	14.4	0.8	—	—	263.4	43.2	58.3	47.0	63.3	55.3	8.4	19.9	104.4	44.3	3.4	2.0
	II	908.2	746.9	9.3	0.8	—	0.1	234.2	35.9	69.8	38.0	59.2	35.0	7.8	16.4	103.1	34.0	4.8	1.9
	III	880.3	658.2	5.2	0.7	—	0.3	189.6	23.6	67.5	41.0	44.3	24.4	6.7	15.9	90.1	37.5	2.1	1.5
XIII. Dependent overseas territories[c] (excluding British colonies)	1951- I	91.8[e]	19.8[e]	2.9	0.1	0.5	—	230.4[e]	339.3[e]	28.0	13.0	66.7	30.7	9.8[e]	5.9	11.3[e]	3.4[e]	13.5	14.8
	II	124.8[e]	26.6[e]	2.9	—	1.2	—	279.4[e]	379.2[e]	25.6	13.6	64.7	34.3	11.3	6.3	13.1[e]	6.5[e]	12.1	19.2
	III	92.1[e]	30.0[e]	2.5	—	1.5	—	240.3[e]	394.2[e]	15.2	14.5[e]	57.1[e]	41.2	7.9	5.8	13.1[e]	9.6[e]	10.2	19.4
	IV	81.8[e]	31.6[e]	2.8	0.3	2.4	—	281.8[e]	463.3[e]	13.9	17.3[e]	62.0	38.8[e]	7.3	5.8	11.3[e]	7.6[e]	17.9	20.0
	1952- I	98.5[e]	38.5[e]	1.6	—	1.4	—	279.6[e]	473.9[e]	20.2	17.5[e]	58.8	44.4[e]	6.5	5.8	14.0[e]	6.8[e]	17.9	16.4
	II	92.4[e]	35.3[e]	2.9	—	2.3	—	283.2[e]	452.5[e]	18.2	17.5[e]	64.4	52.4[e]	7.1	7.1	14.2[e]	6.1[e]	14.4	17.5
	III	53.3	39.2	1.7	—	2.2	—	231.2	368.0	16.0	22.6	62.9	46.2	6.9	7.1	17.5	6.6	16.4	17.4
XIV. Other overseas countries[c]	1951- I	183.5[e]	103.7[e]	3.1	0.2	0.1	0.2	85.6[e]	47.9[e]	86.7	36.3	34.3	39.0	29.2[e]	16.4	55.8[e]	24.5[e]	4.2	1.2
	II	183.9[e]	125.2[e]	2.8	0.2	0.1	0.9	102.6[e]	53.1[e]	94.8	43.0	26.7	36.1	20.7	19.3	67.1[e]	27.6[e]	4.8	0.6
	III	207.4[e]	103.6[e]	3.8	0.3	0.2	—	74.7[e]	44.1[e]	68.0	41.6[e]	19.9[e]	27.8	12.2	19.5	54.3[e]	28.8[e]	4.8	0.7
	IV	156.8[e]	94.7[e]	1.8	0.4	0.1	—	82.4[e]	44.4[e]	65.7	41.1[e]	17.2	26.4[e]	17.6	22.0	51.0[e]	36.2[e]	4.7	0.6
	1952- I	153.7[e]	106.6[e]	2.3	0.2	—	0.3	101.1[e]	46.9[e]	63.5	52.6[e]	13.2	25.4[e]	12.4	16.6	58.5[e]	47.6[e]	4.7	1.0
	II	145.8[e]	118.2[e]	1.4	0.1	0.1	0.1	91.0[e]	43.8[e]	45.0	49.5[e]	11.3	26.7[e]	10.8	14.8	51.0[e]	33.8[e]	5.3	0.6
	III	100.5	100.6	0.7	0.1	—	—	68.1	46.5	43.8	48.9	10.4	22.1	12.1	18.3	48.5	25.4	4.5	4.0
XV. Total overseas countries	1951- I	1 654.2	1 085.1	45.2	2.3	2.5	2.9	714.4	561.4	264.9	116.8	330.5	214.0	143.9	101.7	273.0	147.3	36.3	27.0
	II	1 939.7	1 267.0	52.8	2.5	4.1	2.8	887.8	619.5	310.3	155.6	321.7	232.6	155.9	118.3	391.3	163.8	38.6	33.4
	III	2 078.3	1 319.7	36.9	2.8	3.8	1.7	790.5	626.2	292.2	147.1	267.1	228.4	108.9	111.9	367.7	170.8	42.7	37.4
	IV	1 830.8	1 367.1	55.9	6.9	5.4	3.2	821.1	687.5	228.8	166.6	315.8	230.0	113.1	129.1	317.0	179.1	41.9	41.8
	1952- I	1 863.3	1 427.6	49.4	4.2	4.3	3.9	933.7	660.2	270.9	169.2	320.8	223.1	116.0	113.0	354.2	158.5	46.7	33.1
	II	1 799.1	1 204.3	38.0	3.2	6.0	2.2	839.0	624.8	257.7	170.8	274.3	204.9	107.9	106.1	372.8	132.2	41.1	35.1
	III	1 527.1	1 088.3	24.3	2.4	5.3	3.3	656.2	518.0	223.5	175.4	243.1	181.4	97.1	111.0	325.9	124.8	37.4	33.7
XVI. TOTAL WORLD	1951- I	2 361.3	1 612.7	132.3	44.3	9.1	9.3	983.1	1 018.6	641.1	430.7	664.7	611.3	355.8	246.2	463.1	364.7	70.2	56.6
	II	2 785.6	1 837.3	162.9	44.9	18.1	8.3	1 214.2	1 083.6	717.4	463.7	654.1	671.8	372.4	274.4	582.6	397.9	80.3	63.6
	III	2 964.6	1 826.3	120.4	54.5	11.5	11.2	1 148.4	997.7	635.8	482.0	558.6	660.5	307.9	270.0	545.3	418.6	85.7	64.8
	IV	2 782.0	1 902.8	151.5	79.3	18.1	16.1	1 251.0	1 108.6	564.0	556.4	666.8	692.5	335.9	297.0	526.5	443.2	92.5	77.7
	1952- I	2 746.3	2 001.3	143.4	63.2	12.7	9.3	1 363.6	1 043.0	607.8	556.5	645.5	686.6	321.1	261.3	582.3	370.9	84.9	55.6
	II	2 529.4	1 747.9	120.6	62.7	15.8	5.7	1 189.1	1 017.3	563.8	516.6	600.7	614.0	306.6	256.2	603.6	330.6	92.1	57.3
	III	2 194.1	1 596.5	94.1	72.3	11.9	11.1	961.0	904.5	519.8	503.4	574.3	541.5	282.1	265.3	548.1	306.5	81.1	58.3

Area of origin for imports and area of destination for exports ↓	Year and quarter	Greece, Spain and Turkey Grèce, Espagne et Turquie		Denmark Danemark		Sweden Suède		Norway Norvège		Finland Finlande		Western Germany Allemagne occid.		Austria Autriche		Total of eighteen countries Total pour dix-huit pays		United States Etats-Unis		Année et trimestre	Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓
		Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.[b]	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.[c]	Exp.[d]		
IX. United States and dependencies	1951- I	55.2	49.3	18.6	4.1	31.5	19.3	19.9	13.2	4.1	10.1	131.0	48.6	30.8	6.3	902.5	468.3			I-1951	IX. Etats-Unis et territoires dépendants
	II	71.2	33.8[e]	34.2	4.3	50.1	36.2	32.0	12.5	9.2	19.9	168.6	61.6	44.4	5.9	1 184.9	503.1[e]			II	
	III	46.7	28.6	40.6	4.4	41.3	18.8	27.1	8.7	9.5	13.7	159.0	67.8	39.7	7.2	1 173.5	454.2			III	
	IV	55.7[e]	35.1[e]	34.0	6.0	44.1	18.7	30.9	10.1	18.1	12.0	188.8	58.6	50.1	7.7	1 256.1[e]	458.6[e]			IV	
	1952- I	50.0	27.0	32.1	6.1[e]	55.5	19.7	29.5	11.8	18.1	9.3	222.0	56.5	48.1	7.3	1 385.3	432.2[e]			I-1952	
	II	52.1[e]	27.9[e]	21.5	6.1	38.8	21.0	27.9	10.8	21.4	8.0	126.2	54.0	32.2	5.7	1 111.7[e]	428.3[e]			II	
	III	55.0	25.2	14.3	7.3	34.8	20.9	17.4	11.4	11.9	8.2	106.4	61.3	21.6	7.2	806.4	448.6			III	
X. Canada and Newfoundland	1951- I	0.6	3.1	0.3	0.3	1.0	1.5	5.6	0.3	—	—	3.4	4.0	0.5	0.6	168.3	107.1	527.4	598.5	I-1951	X. Canada et Terre-Neuve
	II	0.9	2.6	0.1	0.8	1.5	2.3	6.7	0.5	0.7	0.1	8.3	7.5	0.4	0.8	231.0	156.2	582.1	736.0	II	
	III	1.6	1.8	0.1	0.4	2.2	1.7	8.0	1.4	1.2	—	13.6	8.2	0.4	0.2	348.3	149.3	552.6[e]	592.6[e]	III	
	IV	1.1	1.3	1.4	1.6	6.7	4.1	11.6	0.8	0.6	—	26.1	5.0	0.4	0.3	362.4	119.1	602.6[e]	589.1[e]	IV	
	1952- I	1.1	0.6	0.6	0.2	4.7	2.1	7.8	0.4	0.3	—	10.1	4.9	0.5	0.3	308.5	98.9	560.8	605.5	I-1952	
	II	1.6[e]	0.8	3.3	0.5	3.2	1.9	10.8	1.0	1.7	—	15.5	4.3	1.2	0.3	387.4[e]	115.5	590.1	733.4	II	
	III	0.6	0.4	0.4	0.6	3.9	1.9	9.7	1.3	1.2	—	52.7	6.6	3.7	0.3	409.0	133.5	575.0	654.4	III	
XI. Latin American republics	1951- I	9.2[e]	10.5[e]	8.6	4.8	28.3	29.7	5.6	9.5	9.2	6.9	58.7	69.4	2.6	5.2	483.7[e]	416.5[e]	979.9	827.5	I-1951	XI. Républiques de l'Amérique latine
	II	14.8[e]	10.9	11.9	6.4	38.7	56.2	10.8	14.1	11.3	14.0	97.2	92.3	4.9	5.0	749.2[e]	528.3	820.1	923.1	II	
	III	17.2[e]	9.1	6.4	9.5	37.7	48.2	8.6	14.1	21.8	18.7	100.5	108.1	4.3	6.7	792.2[e]	545.1	725.2[e]	939.3[e]	III	
	IV	19.7[e]	9.0	8.5	11.6	30.8	62.7	6.8	19.8	15.0	29.0	76.2	100.3	8.9	7.6	569.2[e]	586.8	786.3[e]	924.4[e]	IV	
	1952- I	12.9	5.3	11.7	9.4	43.8	49.1	10.0	15.8	11.4	20.9	105.3	86.3	10.3	9.1	589.7	495.6	906.0	939.2	I-1952	
	II	23.5[e]	5.7[e]	9.1	9.5	40.2	31.5	7.9	10.0	14.1	16.2	85.4	109.1	6.0	8.1	523.2[e]	487.2[e]	808.9	880.4	II	
	III	18.8	4.8	6.9	7.6	33.2	16.9	8.5	7.1	9.2	10.3	67.5	101.7	6.6	5.7	424.3	386.8	846.4	750.2	III	
XII. Overseas sterling area (including British colonies)	1951- I	12.9[e]	3.5[e]	5.3	4.4	34.5	22.0	10.0	9.9	5.3	4.6	131.5	51.7	2.0	2.6	1 599.2[e]	965.6[e]	454.2	218.0	I-1951	XII. Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques)
	II	17.3[e]	3.7[e]	3.8	5.5	43.3	31.7	11.6	12.2	12.2	6.7	119.6	65.4	1.1	4.1	1 725.3[e]	1 133.2[e]	475.3	288.2	II	
	III	15.3[e]	3.8[e]	3.1	6.1	33.1	33.9	9.2	13.9	9.9	12.9	127.4	87.4	2.1	4.4	1 556.5[e]	1 256.0[e]	416.0[e]	316.4[e]	III	
	IV	16.2[e]	3.4[e]	0.5	4.8	27.7	41.9	6.2	19.0	7.9	13.8	94.6	77.9	0.8	3.2	1 433.0[e]	1 361.6[e]	303.1[e]	409.3[e]	IV	
	1952- I	17.3	4.6	1.1	4.2	28.8	39.0	8.4	16.8	7.1	8.4	125.9	73.3	0.8	3.1	1 643.1	1 357.1	414.0	419.2	I-1952	
	II	20.9[e]	2.1	1.3	3.9	30.3	19.8	5.5	9.0	4.3	3.5	102.3	60.5	0.6	2.0	1 561.6[e]	1 009.8	374.6	291.5	II	
	III	17.7	8.3	1.9	4.8	26.7	15.9	5.0	7.1	4.8	3.2	100.0	57.9	1.0	1.8	1 442.9	902.1	287.4	184.0	III	
XIII. Dependent overseas territories[c] (excluding British colonies)	1951- I	22.1[e]	21.8[e]	0.9	3.0	16.0	2.6	5.8	0.6	2.6	0.5	39.6	6.5	1.4	0.5	543.3[e]	462.5[e]	91.5[e]	60.5[e]	I-1951	XIII. Territoires d'outre-mer dépendant de pays européens (à l'exclusion des colonies britanniques)[c]
	II	30.3[e]	27.8[e]	1.4	4.1	19.4	3.7	8.6	0.9	3.9	0.5	33.6	8.5	0.7	0.4	633.0[e]	531.6[e]	80.4[e]	70.3[e]	II	
	III	23.1[e]	22.4[e]	2.4	4.1	18.3[e]	4.2	5.7	1.0	4.5	1.7	23.7	12.9	0.2	1.1	517.8[e]	562.1[e]	67.5[e]	85.1[e]	III	
	IV	19.0[e]	19.0[e]	2.2	3.2	17.3	4.8	5.4	1.1	4.6	1.7	25.5[e]	12.4[e]	0.3	0.6	555.5[e]	627.5[e]	93.5[e]	71.7[e]	IV	
	1952- I	21.6	19.2	3.2	4.1	20.1	5.4	5.5	1.2	3.0	0.8	46.6[e]	13.8[e]	0.4	1.0	599.2[e]	648.8[e]	119.3[e]	93.1[e]	I-1952	
	II	23.3[e]	19.2[e]	2.6	5.0	17.5	5.3	6.6	1.0	5.0	0.7	37.0[e]	14.0[e]	0.8	0.7	591.9[e]	634.3[e]	101.6[e]	96.6[e]	II	
	III	19.1	11.2	3.8	3.8	20.7	4.5	7.2	0.7	5.0	0.7	29.2	16.4[e]	0.2	0.6	493.3	545.0	72.4	69.8	III	
XIV. Other overseas countries[c]	1951- I	18.3[e]	14.3[e]	9.3	3.9	22.5	10.2	9.6	3.5	2.8	4.1	51.9	31.4	3.1	3.6	600.0[e]	340.4[e]	359.8[e]	382.1[e]	I-1951	XIV. Autres pays extra-européens[c]
	II	18.0[e]	10.3[e]	4.2	3.8	22.5	14.2	8.3	6.5[e]	2.3	6.6	53.9	42.0	1.8	5.4	614.5[e]	394.8[e]	319.5[e]	419.9[e]	II	
	III	15.3[e]	10.8[e]	5.2	2.9	15.9[e]	13.5	9.0	5.4[e]	3.1	7.5	72.0	45.2	1.2	4.4	567.0[e]	356.1[e]	263.5[e]	387.3[e]	III	
	IV	18.5[e]	18.3[e]	0.8	4.7	7.7	13.1	4.9	8.9	2.6	9.0	64.6[e]	43.2[e]	1.2	5.0	497.6[e]	368.0[e]	233.3[e]	420.7[e]	IV	
	1952- I	14.8	15.2	3.9	4.6	11.8	14.9	3.5	5.9	2.9	4.9	64.5[e]	41.6[e]	1.6	5.4	512.4[e]	389.7[e]	293.7[e]	418.5[e]	I-1952	
	II	17.6[e]	14.9[e]	1.5	4.5	12.3	13.5	6.0	6.8	3.5	3.4	39.6[e]	49.1[e]	1.9	3.7	444.1[e]	383.5[e]	278.9[e]	440.5[e]	II	
	III	30.0	12.2	1.4	3.9	7.4	10.6	4.9	5.6	2.2	4.8	50.5	55.8	0.6	4.0	387.6	362.8	262.6	342.7	III	
XV. Total overseas countries	1951- I	118.3[e]	102.5[e]	43.0	20.5	133.8	85.3	56.5	37.0	24.0	26.2	416.1	211.6	40.4	18.8	4 297.0[e]	2 760.4[e]	2 412.8	2 086.6	I-1951	XV. Total pour les pays extra-européens
	II	152.5[e]	89.1[e]	55.6	24.9	175.5	144.3	78.0	46.7	39.6	47.8	481.2	277.3	53.3	21.6	5 137.9[e]	3 247.2[e]	2 277.4	2 437.5	II	
	III	119.2[e]	76.5[e]	37.8	27.4	148.5	120.3	67.6	44.5	50.0	54.5	496.2	329.6	47.9	24.0	4 955.3[e]	3 322.8[e]	2 024.8[e]	2 320.7[e]	III	
	IV	130.2[e]	86.1[e]	47.4	31.9	134.3	145.3	65.8	59.7	48.8	65.5	475.8	297.4	41.7	24.4	4 673.8[e]	3 521.6[e]	2 018.8[e]	2 415.2[e]	IV	
	1952- I	117.7	71.9	52.6	28.6[e]	164.7	130.2	64.7	51.9	42.8	44.3	574.7	276.4	61.7	26.2	5 038.2	3 422.3[e]	2 293.8	2 475.5	I-1952	
	II	139.0[e]	70.6[e]	39.3	29.5	142.3	93.0	64.7	38.6	50.0	31.8	406.0	291.0	42.7	20.5	4 619.9[e]	3 058.6[e]	2 154.1	2 442.4	II	
	III	141.2	62.1	28.7	28.0	126.7	70.7	52.7	33.2	34.3	27.2	406.3	299.7	33.7	19.6	3 963.5	2 778.8	2 043.8	2 001.1	III	
XVI. TOTAL WORLD	1951- I	265.9[e]	250.0[e]	236.7	192.4	393.6	291.9	192.3	130.4	100.7	100.9	885.0	708.5	147.7	97.4	7 902.6[e]	6 165.9[e]	2 957.3	2 946.7	I-1951	XVI. TOTAL POUR LE MONDE ENTIER
	II	314.2	217.1[e]	279.1	206.4	486.1	475.9	227.6	148.4	171.3	180.5	761.4	844.8	171.0	110.5	8 998.3	7 029.1[e]	2 820.1	3 531.0	II	
	III	286.5	161.4	248.1	193.3	457.8	466.2	213.1	158.1	188.7	262.4	946.3	961.3	159.8	119.8	8 878.5	7 108.1	2 529.2[e]	3 246.4[e]	III	
	IV	320.9[e]	264.0[e]	246.4	238.8	437.8	544.8	244.0	183.0	215.9	268.4	910.3	958.9	174.0	125.9	8 937.6[e]	7 757.4[e]	2 506.5[e]	3 591.2[e]	IV	
	1952- I	309.6	245.5	264.5	219.8[e]	477.1	440.1	217.2	167.9	205.5	171.1	1028.6	946.8	192.3	125.7	9 202.4	7 364.6[e]	2 787.5	3 556.8	I-1952	
	II	361.6[e]	211.9[e]	230.4	190.9	426.4	378.7	222.8	135.4	239.1	159.7	849.8	976.9	174.6	120.9	8 526.4[e]	6 782.7[e]	2 635.6	3 267.0	II	
	III	380.6	147.9	219.7	210.7	404.9	340.2	196.8	124.0	177.7	175.1	878.8	1017.5	146.9	120.8	7 671.9	6 395.6	2 532.9	2 587.5	III	

[a] General imports. [b] Excluding exports for war reparations. [c] Imports f.o.b. [d] Exports excluding special categories.
[e] Starting with this SURVEY, the figures for the former Italian colonies in Africa have been changed from Group XIII to Group XIV. The figures in these Groups, therefore, are not strictly comparable with those in previous issues of the *Economic Bulletin for Europe*. For details, see Appendix B.

[a] Importations générales. [b] Livraisons au titre des réparations de guerre exclues. [c] Importations f.o.b. [d] Les catégories spéciales ne sont pas comprises dans les exportations.
[e] Dans la présente ÉTUDE, les anciennes colonies italiennes en Afrique sont comprises dans le Groupe XIV et non plus dans le Groupe XIII ; il en sera de même dans les publications ultérieures. Par suite, les chiffres de ces deux groupes ne sont pas directement comparables avec ceux des éditions précédentes du *Bulletin économique pour l'Europe*. Pour les détails voir l'Annexe B.

Tableau XX

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE PRODUITS D'AFFOURAGEMENT

En milliers de tonnes

NOTE. — Ces statistiques portent sur les importations de toute provenance et les exportations vers toute destination, européenne ou extra-européenne, faites par les pays énumérés dans la note [b] ci-dessous. Le commerce des pays de l'Europe orientale n'y est pas compris, faute de données existant sur une base suffisamment régulière et détaillée. Les chiffres pour 1938 sont donnés à la fois pour l'ensemble de l'Europe (y compris l'U.R.S.S. et les pays baltes) et, pour permettre la comparaison, pour les pays sur lesquels portent les chiffres d'après guerre.

Groupe d'articles [a]	TOTAL POUR L'EUROPE	DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS [b]										
	1938	1938	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
	Moyenne trimestrielle	Moyenne trimestrielle					Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre [c]
Céréales panifiables													
Importations européennes	3 381	3 243	4 437	3 960	2 911	3 819	2 933	4 577	4 055	3 710	3 226	3 843*	3 687
dont Royaume-Uni		1 413	1 333	1 403	965	1 197	851	1 355	1 486	1 097	981	1 363	1 261
Allemagne [b]		349	952	828	487	799	620	986	750	838	727	321	778
Italie		85	608	496	278	397	251	394	479	462	316	513	336
Belgique-Luxembourg		311	234	191	184	251	302	305	174	222	192	166	217
Exportations européennes	1 125	213	79	160	314	275	423	303	205	169	254	307	439
Céréales secondaires													
Importations européennes	3 060	3 041	1 812	2 042	1 926	2 011	2 228	2 013	1 956	1 846	2 884	2 590	1 320
dont Royaume-Uni		1 038	629	329	482	624	754	740	506	495	1 007	771	381
Allemagne [b]		640	229	551	273	356	359	227	381	457	611	746	202
Belgique-Luxembourg		284	153	221	231	211	219	185	198	242	221	210	194
France [b]		199	148	243	205	197	177	140	242	229	292	203	97
Exportations européennes	582	104	102	64	88	70	65	78	57	79	162	123	118
Sucre (en quantités équivalentes de sucre brut)													
Importations européennes	1 166	1 155	1 151	1 071	1 290	1 278	965	1 599	1 598	948	1 087	1 491*	1 004
dont Royaume-Uni		761	590	651	683	733	504	965	944	519	519	835	523
Allemagne [b]		4	138	68	153	154	111	123	236	145	161	135	64
Pays-Bas		50	60	63	72	91	50	157	115	43	54	162	92
France [b]		80	82	67	85	53	54	51	49	57	67	101	110
Exportations européennes	363	236	283	304	452	463	595	377	431	448	501	352*	385
dont Royaume-Uni		115	166	159	211	204	228	213	218	156	204	181	217
Viande													
Importations européennes	530	522	345	359	409	338	323	320	413	295	305	287*	452
dont Royaume-Uni		421	273	288	317	246	214	218	318	235	250	204	359
Exportations européennes	201	138	51	85	142	165	164	164	151	180	154	127*	162
dont Danemark		62	18	39	71	86	97	95	67	86	85	66	88
Irlande		49	22	29	37	35	27	20	37	57	44	28	50
Beurre													
Importations européennes	144	144	84	98	110	100	124	108	90	78	83	82	78
dont Royaume-Uni		119	68	80	85	78	95	89	71	58	65	73	60
Exportations européennes	88	70	34	50	61	57	48	63	58	57	38	48	57
dont Danemark		39	26	35	39	35	30	46	36	27	24	36	32
Pays-Bas		13	6	13	16	13	13	10	13	17	12	8	18
Fromage													
Importations européennes	58	58	51	74	67	75	93	52	97	58	69	68	61
dont Royaume-Uni		37	40	54	39	49	71	28	62	36	46	38	29
Exportations européennes	37	35	16	36	45	47	40	42	54	51	47	55	54
dont Pays-Bas		15	6	16	17	18	15	17	21	20	17	21	22
Danemark		2	3	8	10	12	8	10	17	11	12	13	17
Italie		6	2	3	5	4	4	3	3	5	5	5	4
Suisse		6	2	3	4	5	4	5	6	6	5	5	6
Œufs													
Importations européennes	102	102	58	63	94	82	83	101	70	75	67	55*	50
dont Royaume-Uni		65	43	51	55	45	37	63	45	34	30	20	19
Exportations européennes	84	60	22	38	57	52	60	54	40	53	63	51	42
dont Danemark		24	10	20	24	21	27	13	18	27	29	14	19
Irlande		5	4	6	6	3	3	9	1	—	4	8	2
Pays-Bas		22	5	7	17	20	22	21	16	20	24	21	16
Poisson													
Importations européennes	249	215	240	226	159	181	239	135	128	223	229	127*	145
dont Allemagne [b]		57	76	72	28	28	61	18	13	19	43	18	13
Royaume-Uni		47	63	61	35	47	64	49	28	47	60	39	28
Italie		25	25	23	27	28	24	18	20	49	29	20	30
France [b]		19	19	20	19	22	24	18	16	31	25	14	17
Exportations européennes	240	234	250	250	188	218	291	179	166	237	305	175	180
dont Norvège		65	97	92	65	70	123	69	51	35	124	74	56
Islande		24	45	46	25	36	41	24	26	52	35	18	29
Danemark		14	25	32	31	30	37	24	26	34	39	24	24
Pays-Bas		36	28	31	22	30	28	15	25	53	37	13	26
Graines oléagineuses													
Importations européennes	1 814	1 747	607	855	812	1 008	1 107	870	1 091	962	923	837*	732
dont Royaume-Uni		414	256	325	301	277	249	215	336	309	326	320	273
France [b]		337	133	169	107	192	193	257	188	130	150	172	110
Allemagne [b]		462	35	106	95	180	209	93	240	177	130	80	117
Pays-Bas		183	53	81	105	116	133	106	102	124	108	65	42
Belgique-Luxembourg		70	33	47	48	73	73	41	66	110	67	48	65
Exportations européennes	64	17	25	20	25	33	34	38	15	43	71	13*	34
dont Turquie		2	17	13	15	16	13	17	10	24	45	3	8
Huiles et graisses animales et végétales													
Importations européennes	427	394	328	429	563	594	533	643	624	575	559	540*	463
dont Royaume-Uni		102	161	175	185	221	159	267	225	233	222	234	122
Allemagne [b]		100	30	64	151	116	135	96	138	96	124	90	133
Italie		24	11	35	39	38	40	39	33	39	42	41	50
France [b]		22	31	31	43	62	45	71	74	56	37	37	42
Belgique-Luxembourg		20	30	28	34	33	35	32	31	35	33	27	32
Exportations européennes	249	237	94	110	153	166	145	149	185	186	160*	120*	136
dont Norvège		27	28	38	36	37	33	40	39	36	26	21	21
Pays-Bas		74	12	20	31	33	26	19	43	45	54	31	31
Belgique-Luxembourg		12	4	13	15	27	17	17	32	40	38	28	27
Café													
Importations européennes	188	180	105	112	119	123	123	132	109	128	152	128	131
dont France [b]		47	18	22	37	38	39	39	34	39	49	36	35
Belgique-Luxembourg		13	21	23	15	14	15	13	9	18	18	10	13
Italie		9	10	12	12	12	13	11	10	12	16	14	15
Royaume-Uni		4	13	10	10	11	10	15	10	7	14	13	8
Thé													
Importations européennes	66	61	52	60	48	59	71	49	37	80	78	44	53
dont Royaume-Uni		52	46	53	40	52	61	42	34	69	72	37	48
Tabac													
Importations européennes	92	86	61	77	79	86	65	60	91	128	73	57*	72
dont Royaume-Uni		34	29	31	31	36	15	14	39	74	26	14	23
Allemagne [b]		23	1	10	10	11	10	11	11	12	10	12	12
France [b]		6	3	8	5	8	5	7	11	7	9	6	8
Pays-Bas		7	4	7	7	7	9	6	6	5	5	6	7
Exportations européennes	41	29	22	31	27	30	38	24	18	41	36	30*	10
dont Turquie		10	11	16	12	13	19	10	3	20	14	13*	2
Grèce		11	4	7	6	7	11	4	2	11	13	8	1

[a] Pour la composition par groupe d'articles et pour les renseignements concernant les facteurs de conversion employés, voir Annexe B.

[b] Les pays dont le commerce est compris dans ce tableau sont : le Royaume-Uni, l'Islande, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, la Suisse, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne et l'Autriche. Les chiffres qui se rapportent à la Suède sont incomplets, les statistiques publiées chaque mois ne donnant, pour chaque groupe, que les articles les plus importants qui, toutefois, représentent généralement de 80 à 90% de son commerce total. Pour l'Allemagne, les données de 1938 portent sur l'ensemble du territoire d'avant guerre; les chiffres d'après guerre se rapportent aux trois zones occidentales, y compris Berlin-Ouest. Le commerce de la Sarre faisait partie de celui de l'Allemagne en 1938, mais, à partir du premier trimestre de 1948, il est compris dans celui de la France.

[c] Chiffres provisoires.

En milliers de tonnes

NOTE. — Ces statistiques portent sur les importations de toute provenance et les exportations vers toute destination, européenne ou extra-européenne, faites par les pays énumérés dans la note *b* ci-dessous. Le commerce des pays de l'Europe orientale n'y est pas compris, faute de données existant sur une base suffisamment régulière et détaillée. Les chiffres pour 1938 sont donnés à la fois pour l'ensemble de l'Europe (y compris l'U.R.S.S. et les pays baltes) et, pour permettre la comparaison, pour les pays sur lesquels portent les chiffres d'après guerre.

Groupe d'articles *a*	TOTAL POUR L'EUROPE	DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS *b*										
	1938	1938	1948	1949	1950	1951	1951				1952		
	Moyenne trimestrielle	Moyenne trimestrielle					Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre *c*
Charbon, coke et agglomérés													
Importations européennes	21 560	20 667	16 037	16 053	15 534	19 916	15 763	19 309	20 997	23 594	22 385	19 105 *	18 919
dont France *b*		5 525	4 281	4 664	2 632	3 528	2 407	3 121	3 951	4 632	4 227	4 130	3 459
Italie		3 041	2 101	2 188	2 089	2 700	2 203	2 912	2 978	2 705	2 607	2 265	2 233
Autriche		575	1 417	1 558	1 374	1 458	1 494	1 212	1 252	1 872	1 738	* 1 160	1 084
Suède *b*		1 933	1 809	1 491	1 797	2 112	1 878	2 145	2 348	2 075	2 066	1 552	2 068
Exportations européennes *d*	25 833	21 639	9 724	12 173	13 524	11 492	11 105	11 322	11 565	11 974	11 612	13 059 *	13 351
dont Allemagne *b*		8 202	4 496	5 669	6 432	6 289	6 253	6 380	6 221	6 301	6 135	6 241	6 329
Royaume-Uni		9 699	3 228	4 316	4 323	2 574	2 197	2 244	2 793	3 063	3 035	3 767	4 147
France *b*		300	1 317	1 445	1 653	1 569	1 652	1 709	1 466	1 450	1 309	1 536	1 439
Pétrole, brut et raffiné e													
Importations européennes	9 825	9 528	12 111	13 618	16 573	21 451	18 809	21 648	22 213	23 134	23 541	23 648 *	24 433
dont Royaume-Uni		3 179	4 751	4 674	5 042	6 952	5 622	7 018	7 445	7 724	7 345	7 765	7 216
France *b*		2 071	2 158	3 113	3 661	4 665	3 999	4 591	4 858	5 212	5 150	5 242	5 446
Pays-Bas		461	675	920	1 567	1 848	1 847	1 777	1 819	1 949	2 038	1 923	2 179
Italie		691	690	835	1 448	1 957	1 696	2 154	1 949	2 028	2 497	2 526	2 776
Allemagne *b*		1 347	414	589	713	943	963	998	885	927	1 108	955	1 132
Exportations européennes	2 130	532	586	1 332	2 466	3 923	2 579	3 127	4 635	5 352	5 647	6 238	6 120
dont France *b*		147	253	650	907	1 315	742	1 139	1 619	1 758	1 785	2 020	2 068
Pays-Bas		20	75	341	906	1 061	1 117	963	1 143	1 019	1 320	1 295	1 260
Acier, brut et fini													
Importations européennes	1 243	1 072	1 157	1 271	1 326	1 445	1 485	1 493	1 370	1 432	1 658	1 964 *	1 808
dont Royaume-Uni		208	104	224	117	113	85	99	100	168	249	511	443
Pays-Bas		199	255	239	287	316	349	333	308	272	284	285	228
Exportations européennes	1 999	1 803	1 557	2 130	2 943	3 413	3 510	3 624	3 329	3 188	3 254	3 032	2 700
dont Belgique-Luxembourg		550	811	891	843	1 221	1 155	1 295	1 197	1 236	1 286	1 217	1 076
France *b*		289	208	497	858	974	1 135	1 049	903	808	720	686	592
Royaume-Uni		325	393	473	631	517	562	590	460	457	511	505	442
Allemagne *b*		534	41	135	448	515	468	503	603	484	547	459	435
Cuivre													
Importations européennes	339	314	202	204	212	229	241	227	236	212	252	258 *	246
dont Royaume-Uni		90	91	79	81	90	94	95	91	81	92	97	106
France *b*		28	26	36	28	29	38	24	27	26	36	37	36
Belgique-Luxembourg		56	39	40	44	42	45	45	42	36	38	58	44
Exportations européennes	55	46	40	57	64	49	53	48	53	43	48	51	60
dont Belgique-Luxembourg		30	24	34	32	27	28	26	30	25	25	28	32
Bois (en milliers de m³)													
Importations européennes	8 431	8 075	5 350	5 532	5 341	6 875	4 367	5 352	9 326	8 453	4 712	5 305 *	8 280
dont Royaume-Uni		3 373	2 128	2 270	1 912	2 998	1 775	2 453	4 146	3 619	1 951	2 170	3 221
France *b*		361	1 133	857	265	320	173	119	456	531	281	316	670
Pays-Bas		668	640	606	717	774	571	637	979	907	328	341	646
Exportations européennes	7 188	3 768	3 894	3 934	4 312	5 240	3 008	4 499	7 800	5 653	2 732	4 131 *	6 359
dont Finlande		1 704	1 048	1 272	1 614	2 353	754	1 568	4 457	2 632	794	1 838	3 447
Suède *b*		1 030	648	901	978	1 096	431	865	1 614	1 472	632	890	1 465
Pâte de bois													
Importations européennes	752	732	565	680	780	874	769	873	920	932	868	727 *	488
dont Royaume-Uni		431	295	335	364	427	354	443	442	467	428	409	221
France *b*		93	72	99	125	138	123	126	142	161	156	79	81
Italie		67	24	50	59	58	53	57	70	50	62	42	38
Exportations européennes	1 296	1 231	719	838	978	1 004	812	1 223	940	1 041	850	692	575
dont Suède *b*		573	421	473	523	502	372	682	436	519	404	343	289
Finlande		405	200	230	264	298	233	342	309	307	236	201	143
Norvège		195	87	113	137	141	140	134	133	158	164	116	108
Papier-journal													
Importations européennes	169	159	62	91	81	87	68	95	83	100	121	120 *	125
dont Royaume-Uni		113	32	46	35	44	29	53	44	48	57	70	62
Exportations européennes	249	247	165	210	236	227	206	238	223	240	225	232	214
dont Finlande		89	72	87	95	96	80	108	99	95	89	105 *	98
Suède *b*		40	44	50	51	50	43	59	47	49	50	50 *	52
Norvège		38	30	38	36	35	37	31	35	35	33	30 *	32
Laine crue													
Importations européennes	255	231	180	213	211	152	217	164	120	107	181	195	161
dont Royaume-Uni		76	63	81	73	56	89	52	40	41	66	86	58
France *b*		60	47	45	40	34	41	44	33	17	44	40	33
Belgique-Luxembourg		29	22	26	31	18	27	18	14	12	15	17	14
Coton brut													
Importations européennes	506	438	293	381	421	390	418	378	370	394	483	333 *	293
dont Royaume-Uni		139	99	120	125	122	118	107	143	120	103	69	50
France *b*		73	49	67	73	66	61	69	54	78	101	66	66
Allemagne *b*		83	30	47	63	59	75	56	38	65	86	47	47
Belgique-Luxembourg		34	20	25	32	29	38	20	17	39	40	13	14
Filés de laine													
Importations européennes	9.8	8.2	6.7	7.7	12.0	8.0	11.8	8.9	5.3	6.1	4.8	4.3	6.0
dont Pays-Bas		1.9	2.0	2.3	3.1	1.7	2.8	2.1	0.9	0.9	0.9	1.0	1.3
Exportations européennes	10.2	8.3	9.4	10.9	15.1	11.1	15.2	12.5	7.8	8.8	6.7	6.5	9.1
dont Royaume-Uni		3.9	2.4	3.3	4.0	3.0	4.1	3.3	2.3	2.4	2.4	2.4	3.0
France *b*		0.3	2.9	3.7	5.4	4.1	5.8	4.8	2.6	3.0	1.9	1.6	2.4
Belgique-Luxembourg		2.0	2.1	2.6	3.0	2.1	2.6	2.5	1.4	1.8	1.3	1.2	1.8
Filés de coton													
Importations européennes	25.0	16.2	10.5	13.1	19.3	20.3	20.3	22.7	23.2	14.9	12.2	8.8	6.8
dont Allemagne *b*		5.5	0.1	2.7	2.4	2.1	2.3	1.9	3.1	1.2	1.3	1.1	0.8
Exportations européennes	34.4	30.3	20.8	27.2	24.1	27.9	24.6	28.0	28.7	30.2	25.7	16.5	16.9
dont Royaume-Uni		14.0	6.7	9.3	8.1	7.4	8.9	8.2	6.8	5.8	5.5	3.4	3.1
Italie		4.8	8.7	8.9	7.1	8.8	5.9	9.6	9.1	10.7	7.0	3.0	5.2
Belgique-Luxembourg		3.2	2.8	5.7	4.5	6.5	4.6	5.6	7.1	8.6	7.1	5.4	4.8
Filés et fibres artificiels													
Importations européennes	10.9	8.1	6.8	10.0	13.4	17.2	18.4	18.9	17.6	13.9	13.2	9.1	9.1
dont Allemagne *b*		3.8	0.6	2.3	3.6	4.4	5.2	4.1	5.4	3.0	3.9	2.3	2.4
Royaume-Uni		—	1.4	1.3	1.0	2.5	1.5	3.4	2.5	2.6	0.9	0.2	0.2
Exportations européennes	20.4	20.2	30.1	28.1	46.3	54.6	60.1	61.2	51.6	45.6	45.3	35.7	37.3
dont Italie		9.8	8.9	6.6	10.4	11.6	13.4	15.2	11.2	6.7	5.9	5.3	6.6
Royaume-Uni		3.2	5.2	4.9	7.2	5.6	6.7	5.5	5.3	4.9	6.2	3.9	5.4
Pays-Bas		1.6	4.0	4.4	5.2	4.8	5.0	4.5	4.9	4.8	5.6	4.0	4.6
Tissus de coton													
Importations européennes *f*	..	6.5	12.8	17.8	24.2	23.7	27.2	25.0	22.0	20.4	18.1	12.3	10.9
Exportations européennes	..	74.1	45.4	60.1	62.2	68.8	66.3	69.0	69.3	70.2	69.3	56.2	50.1
dont Royaume-Uni		39.8	21.1	25.9	23.6	24.9	24.3	28.3	24.6	22.2	24.3	18.8	17.1
France *b*		6.8	7.8	13.2	14.0	14.7	15.2	14.7	13.5	15.3	14.7	13.1	12.8
Pays-Bas		5.3	3.2	4.1	4.2	5.0	4.8	5.0	4.8	5.5	7.5	6.8	6.2
Belgique-Luxembourg		4.7	4.0	5.1	7.1	7.7	7.7	7.5	7.2	8.4	7.9	5.4	4.0
Suisse		1.1	0.4	1.0	1.2	0.9	1.1	0.9	0.9	0.7	0.7	0.8	0.7
Italie		10.5	3.9	6.0	8.7	9.3	8.5	7.5	10.0	11.2	6.2	3.1	3.4
Allemagne *b*		5.9	5.0	4.8	3.4	6.3	4.7	5.1	8.3	6.9	8.0	8.2	5.9
Cuirs et peaux													
Importations européennes	148	118	87	102	109	92	119	109	73	66	87	81 *	104
dont Royaume-Uni		23	32	36	35	27	31	37	25	15	18	16	18
France *b*		11	17	14	17	15	17	18	11	13	14	15	17
Allemagne *b*		34	5	14	20	14	21	13	10	12	21	15	25
Caoutchouc													
Importations européennes	112	103	124	124	148	187	186	173	170	219	139	165	156
dont Royaume-Uni		35	48	40	57	78	72	70	71	100	22	67	59
France *b*		17	26	27	29	37	39	36	35	38	44	33	31
Allemagne *b*		27	19	24	26	26	32	20	26	25	29	20	26

NOTE. — Toutes les données concernant l'année 1938 pour l'Autriche et l'Allemagne sont tirées de leurs publications statistiques ; les chiffres ne comprennent pas le commerce entre ces deux pays.

a Pour la composition par groupe d'articles et pour les renseignements concernant les facteurs de conversion employés, voir Annexe B.

b Les pays dont le commerce est compris dans ce tableau sont : le Royaume-Uni, l'Islande, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, la Suisse, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne et l'Autriche. Pour les exportations totales de charbon, on trouvera les chiffres et les évaluations dans le *Bulletin mensuel de statistiques du charbon*, publié par la Division du charbon de la Commission économique pour l'Europe. Les chiffres qui se rapportent à la Suède sont incomplets, les statistiques publiées chaque mois ne donnant, pour chaque groupe, que les articles les plus importants qui, toutefois, représentent généralement 80 à 90% de son commerce total. Pour l'Allemagne, les données de 1938 portent sur l'ensemble du territoire d'avant guerre; les chiffres d'après guerre se rapportent aux trois zones occidentales, y compris Berlin-Ouest. Le commerce de la Sarre faisait partie de celui de l'Allemagne en 1938, mais, à partir du premier trimestre de 1948, il est compris dans celui de la France.

c Chiffres provisoires.

d Y compris les charbons de soute.

e En quantités équivalentes de pétrole brut.

f Les totaux portent seulement sur les pays pour lesquels les chiffres des exportations sont indiqués séparément, plus la Suède.

Tableau XXII

PRODUIT NATIONAL BRUT ET IMPÔTS

en pourcentages du produit national brut

Pays et monnaie	Année	Produit national brut aux prix du marché	Impôts perçus par le gouvernement central				Impôts perçus par les collectivités locales	Contributions perçues au titre de la sécurité sociale	Total	Subventions	Impôts nets, subventions déduites
			Contributions directes		Contributions indirectes	Total					
			Personnes physiques	Personnes morales							
Autriche	1937	8 500	3.8	0.8	12.4	16.5	..	..	..	1.4	..
Millions de schillings	1948	30 000	5.7	0.4	8.0	14.1	..	6.3	..	2.9	..
	1949	36 800	8.1	0.9	9.2	18.2	..	6.8	..	1.0	..
	1950	41 200	9.4	1.1	11.0	21.5	..	8.0	..	1.0	..
Belgique	1938	76	3.4		8.9	12.3	1.5	1.5	15.3	—	15.3
Milliards de francs	1947	267	4.4		11.3	15.7	1.2	4.6	21.5	2.8	18.7
	1948	500	7.7		10.9	18.6	1.8	5.6	26.0	2.3	23.7
	1949	306	8.6		10.4	19.0	1.2	5.5	25.7	1.8	23.9
	1950	317	6.9		10.3	17.2	0.8	5.7	23.7	0.9	22.8
Danemark	1938	7 200	2.8	0.8	5.7	9.3	4.6	1.6	15.5	—	15.5
Millions de couronnes	1947	16 000	6.2	1.0	8.1	15.3	5.1	1.3	21.7	1.6	20.1
	1948	18 100	6.8	0.9	8.5	16.2	5.3	1.3	22.8	2.0	20.8
	1949	19 200	5.9	0.8	8.2	14.9	5.2	1.3	21.4	1.6	19.8
	1950	21 800	5.6	0.9	7.8	14.3	4.7	1.3	20.3	0.5	19.8
	1951	23 800	6.1	1.1	7.7	14.9	..	..	..	0.7	..
Finlande	1938	33	1.5	1.4	8.7	11.6	4.1	0.3	16.0	0.5	15.5
Milliards de marks finlandais	1947	260	7.4		15.5	22.9	4.5	1.2	28.6	..	..
	1948	367	3.8	2.9	16.8	23.5	6.1	1.7	31.3	2.2	29.1
	1949	390	3.1	1.8	17.7	22.6	7.1	3.2	32.9	1.3	31.6
	1950	490	3.1	3.4	15.0	21.5	..	3.1	..	0.8	..
	1951	717	2.8	3.1	15.1	21.0	..	..	..	2.2	..
France	1938	435	3.4		8.6	12.0	2.4	3.2	17.6	..	..
Milliards de francs	1947	3 070	4.3		10.1	14.4	1.9	7.2	23.5	2.2	21.3
	1948	6 650	4.2		10.0	14.2	2.1	7.4	23.7	1.5	22.2
	1949	8 220	4.5		12.0	16.5	2.5	7.9	26.9	1.6	25.3
	1950	9 310	6.2		12.7	18.9	2.9	7.8	29.6	1.3	28.3
	1951	11 580	5.8		13.1	18.9	2.9	7.8	29.6	..	..
Allemagne occidentale	1937 [a]	92	5.9	1.7	8.5	16.1	4.0	4.3	24.4	—	24.4
Milliards de marks	1948/49	74	8.1	1.5	8.0	18.5	2.9	5.4	26.8	0.7	26.1
	1949/50	83	5.7	1.8	10.8	18.3	2.9	6.8	28.0	0.4	27.6
	1950/51	102	3.7	1.5	10.2	15.4	2.6	7.2	25.2	0.5	24.7
	1951/52	120	4.8	2.1	11.4	18.3	2.9	7.2	28.4	0.5	27.9
Grèce	1938	91	2.0		10.2	12.2	3.4	1.8	17.4	—	17.4
Milliards de drachmes	1947	11 000	2.1		6.9	9.0	2.0	2.9	13.9	0.2	13.7
	1948	18 100	2.9		10.3	13.2	1.8	3.0	18.0	0.3	17.7
	1949	25 100	2.3		9.3	11.6	1.9	2.9	16.4	1.2	15.2
	1950	29 600	2.8		9.8	12.6	1.8	3.2	17.6	2.4	15.2
	1951	34 700	3.9		9.5	13.4	1.3	3.3	18.0	0.9	17.1
Irlande	1938	183	3.1	0.4	9.7	13.2	3.7	1.8	18.2	0.9	17.3
Millions de livres sterling	1947	340	3.9	1.4	10.7	16.0	2.9	0.8	19.7	4.0	15.7
	1948	366	4.4	1.0	11.1	16.5	3.0	0.8	20.3	4.6	15.7
	1949	390	4.4	0.6	10.8	15.8	3.4	1.0	20.2	3.8	16.4
	1950	400	4.5	0.6	11.2	16.3	3.5	1.0	20.8	3.7	17.1
	1951	421	4.9	0.6	11.3	16.8	..	..	..	4.3	..
Italie	1938	164	3.7		9.0	12.7	3.2	1.6	17.5	..	..
Milliards de lires	1947	6 300	1.3		8.4	9.7	1.7	3.6	15.0	5.0	10.0
	1948	7 300	1.5		10.1	11.6	2.6	4.6	18.8	1.5	17.3
	1949	7 600	1.8		11.2	13.0	2.9	5.8	21.7	0.9	20.8
	1950	8 300	1.8		12.2	14.0	..	5.5	..	0.7	..
	1951	9 800	1.9		11.6	13.5	..	..	..	..	..
Pays-Bas	1938	6 090	4.5	0.4	6.4	11.3	2.8	1.5	15.6	..	..
Millions de florins	1947	13 900	9.5	0.9	7.1	17.5	2.0	3.8	23.3	3.6	19.7
	1948	16 200	10.5	2.0	9.2	21.7	1.9	3.7	27.3	2.9	24.4
	1949	18 000	10.5	1.8	9.3	21.6	1.9	3.5	27.0	1.5	25.5
	1950	19 900	10.0	2.4	10.0	22.4	..	3.6	..	1.2	..
	1951	22 000	9.8	3.0	10.7	23.5	..	..	..	0.9	..
Norvège	1938	5 400	2.1		6.4	8.5	5.3	1.5	15.3	—	15.3
Millions de couronnes	1947	11 900	8.4		11.5	19.9	6.6	2.1	28.6	5.9	22.7
	1948	12 000	8.3		10.4	18.7	7.3	2.0	28.0	5.8	22.2
	1949	13 500	5.6		11.3	16.9	8.0	2.1	27.0	5.8	21.2
	1950	15 200	6.2		11.1	17.3	..	2.0	..	3.3	..
	1951	18 700	..		..	..	..	1.7	..	..	..
Portugal	1938	14 700	3.8		7.8	11.6	..	..	..	..	..
Millions d'escudos	1947	36 700	3.1		5.6	8.7	1.3	..	..	..	..
	1948	37 900	3.3		5.3	8.6	1.4	..	..	..	..
	1949	39 500	3.4		5.5	8.9	1.4	..	..	..	..
	1950	44 400	3.1		5.1	8.2	1.3	2.4	11.9	..	..
	1951	47 600	3.1		5.4	8.5	..	..	..	..	..
Espagne [b]	1935	25 000	4.7		9.1	13.8	..	..	..	..	..
Millions de pesetas	1947	108 000	4.4		6.6	11.0	0.9	..	..	..	..
	1948	114 000	4.4		6.8	11.2	1.0	1.9	14.1	..	..
	1949	119 000	4.6		6.8	11.4	1.1	1.9	14.4	..	..
	1950	152 000	4.2		6.8	10.5	..	1.7	..	..	..
Suède	1938	11 200	2.2		5.3	7.5	4.5	1.1	13.1	0.4	12.7
Millions de couronnes	1947	23 200	8.3		8.2	16.5	5.9	1.1	23.5	1.6	21.9
	1948	26 100	7.6		8.4	16.0	6.8	1.3	24.1	1.1	23.0
	1949	27 200	7.1		7.8	14.9	7.3	1.4	23.6	1.6	22.0
	1950	29 100	9.1		8.0	17.1	6.8	1.4	25.3	1.4	23.9
	1951	36 400	12.4		7.1	19.5	5.9	..	..	1.6	..
Suisse	1938	9 000	3.5		4.4	7.9	2.9	1.4	12.2	1.1	11.1
Millions de francs suisses	1947	19 400	4.5		5.7	10.2	3.0	1.6	14.8	1.5	13.3
	1948	20 800	5.7		5.7	11.4	3.1	3.6	18.1	1.9	16.2
	1949	20 100	4.9		5.3	10.2	3.4	3.6	17.2	1.2	16.0
	1950	21 000	5.9		5.6	11.5	3.3	3.7	18.5	1.0	17.5
	1951	22 500	4.6		5.5	10.1	3.2	..	..	..	..
Turquie	1938	1 900	4.7		8.0	12.7	1.8	..	..	..	..
Millions de livres turques	1948	8 900	5.0		7.9	12.9	0.8	..	..	..	..
	1949	8 100	5.4		9.3	14.7	0.9	..	..	..	..
	1950	9 400	4.8		8.4	13.2	0.7	..	..	..	..
Royaume-Uni	1938	5 700	5.2	1.1	6.9	13.2	3.5	1.9	18.6	0.2	18.4
Millions de livres sterling	1947	10 700	9.7	5.3	14.3	29.3	3.0	2.2	34.5	4.2	30.3
	1948	11 800	8.0	5.9	14.1	28.9	2.7	2.8	34.4	4.6	29.8
	1949	12 500	8.8	6.1	13.0	27.9	2.6	3.5	34.0	4.0	30.0
	1950	13 000	8.5	5.3	13.4	27.2	2.6	3.4	33.2	3.5	29.7
	1951	14 100	9.1	5.9	13.4	28.4	2.6	3.2	34.2	3.2	31.0

Sources : Voir Annexe B. [a] Ensemble de l'Allemagne. [b] Revenu national et pourcentages du revenu national.

Tableau XXIII

CAPACITÉ DE PRODUCTION DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE MONDIALE

En milliers de broches ou de métiers

Pays	1938		1951	
	Broches	Métiers	Broches	Métiers
Autriche	180	3.60	194	3.22
Belgique	756	7.50 *a*	824	12.60
Tchécoslovaquie	980 *a*	7.40		
France	2 956	45.00	2 758	42.76
Allemagne occidentale	5 457 *b*	92.70 *b*	1 130	23.83
Hongrie	100 *a*	2.20		
Italie	1 240	20.00	1 635	22.18
Pays-Bas	290	8.00	360	8.60
Norvège	93 *a*	1.44 *a*	123	2.26
Pologne	799 *c*	13.70 *a*		
Portugal	165	2.20	153	2.48
Espagne	445 *d*	11.90	532 *f*	11.66 *f*
Suède	277 *e*	3.90 *e*	255 *f*	4.72 *f*
Suisse	227	3.30	451	..
Royaume-Uni	5 493	77.60	5 273	68.22
Union soviétique *g*	290 *a*	10.40 *a*	530	17.80
Argentine	150 *d*	2.80 *d*	..	..
Canada	225	2.77	287 *f*	3.60 *f*
Etats-Unis	3 026	29.96	3 027	33.02
Egypte	..	..	31 *f*	0.65 *f*
Union Sud-Africaine	..	..	103 *f*	2.62 *f*
Inde	75	1.60	117 *f*	2.15 *f*
Pakistan			3 *h*	7.20 *h*
Japon	1 249 *a*	29.42 *a*	962 *b*	18.94
Australie	393	4.33	450	6.14
Nouvelle-Zélande	67	0.54	76	0.70

Sources : *First* et *Fifth Wool Questionnaires* (Comité économique du Commonwealth).

a 1937.

b Ensemble de l'Allemagne, dans les limites territoriales de 1936.

c Dans les limites territoriales d'avant guerre.

d 1936.

e 1935.

f 1950.

g Capacité en service seulement.

h 1949.

Tableau XXIV

ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE TEXTILE DANS DIVERS PAYS PENDANT LES ANNÉES-RECORDS D'APRÈS GUERRE

Indices — 1937–1938 = 100

Pays	Coton et rayonne		Laine	Rayonne
	Production de filés	Production de tissus	Production de filés	Capacité de production de fibrane et de filaments continus
Autriche	100	179	115	*a*
Belgique	148	155 *b*	152	356
France	104	105	112	377
Italie	107	118	152	166
Suède	103	137	..	772
Royaume-Uni	87	72 *c*	98	1 775
Argentine	298	263 *b*	..	1 073
Mexique	120	128 *b*	..	*d*
Canada	165	165	..	374
Etats-Unis	156	131	136	425
Inde	119	106 *b*	..	*d*
Japon	61	55	92	71

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a La production était de 2.350.000 lb. en 1937–1938, et la capacité de 99.240.000 lb. en 1951.

b Tissus de coton seulement.

c 1937 = 100.

d Pas de production avant la guerre. La capacité, en 1951, était de 25 millions de lb. au Mexique et de 2.800.000 lb. dans l'Inde.

Tableau XXV

CAPACITÉ DE PRODUCTION DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE MONDIALE

Pays	Broches [a] (Millions)			Métiers (Milliers)		
	1929	1938	1951	1930	1936	1951
Europe :						
Autriche	0.73	0.77	0.57	14	17	..
Belgique	2.02	1.90	1.83	54	52	35
Bulgarie	..	0.13	0.23	1	3	..
Tchécoslovaquie	3.10	2.92	2.25	125	104	..
Danemark	0.10	0.10	0.12	4	4	..
Finlande	0.25	0.30	0.33	7	8	..
France	8.74	9.03	7.71	200	194	190
Allemagne occidentale	9.70	7.39 [b]	6.17	206	170	..
Allemagne orientale		..	0.89		..	..
Grèce	..	0.32	0.35	3	5	..
Hongrie	0.16	0.30	0.37	12	14	16
Italie	3.75	5.14	5.71	146	..	140
Pays-Bas	1.08	1.15	1.12	55	51	..
Norvège	0.06	0.04	0.09	4	3	..
Pologne	1.36	1.63	1.06	41	36	..
Portugal	0.45	0.43	0.94	17	16	27
Roumanie	..	0.22	0.23	6	14	
Espagne	1.87	1.87	2.15	81	..	86
Suède	0.60	0.55	0.54	19	16	10
Suisse	1.24	1.13	1.15	24	21	..
Royaume-Uni	42.02	27.70	22.13	693	505	385
Union soviétique [c]	7.20	6.32 [d]	8.38	199	185 [d]	233
Yougoslavie	..	0.19	0.36	12	12	
TOTAL	84.43	69.53	64.68	1 883	1 430	..
Asie :						
Chine	3.70	4.45 [e]	4.35	30	60	..
Inde [f]	8.52	9.89	11.16	180	202	204 [g]
Japon	6.82	11.50	6.49	188	332	285
Autres pays	..	0.46	0.84	2	5	..
TOTAL	19.04	26.30	22.84	400	599	..
Afrique et Moyen-Orient :						
Egypte	..	0.25	0.51	1	3	62
Union Sud-Africaine	..	0.02	0.12	..	..	..
Autres pays	..	0.32	0.46	..	..	..
TOTAL	..	0.59	1.09	1	3	..
Amérique latine :						
Argentine	..	0.33	0.59	1	..	15
Brésil	2.77	2.76	3.23	78	81	100
Mexique	0.76	0.88	1.10	31	30	40
Autres pays	..	0.44	1.01	11	16	7
TOTAL	3.53	4.41	5.93	121	127	162
Amérique du Nord :						
Etats-Unis	34.03	25.84	23.12	699	573	493
Canada	1.22	1.15	1.12	22	25	20
TOTAL	35.25	26.99	24.24	721	598	513
Autres pays	1.49	1.61	0.40	14	9	..
TOTAL GÉNÉRAL	140.74	129.43	119.18	3 140	2 766	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Le nombre de broches est exprimé, pour chaque année, en « équivalent de broches à anneau » en comptant 2 broches à anneau pour 3 broches à renvideur.

[b] 1936.

[c] Sauf pour 1929, les chiffres se rapportent à la capacité en service et ne sont pas convertis en équivalent de broches à anneau.

[d] 1937.

[e] Non compris la Mandchourie.

[f] Y compris Ceylan et le Pakistan jusqu'en 1951.

[g] 1950.

Tableau XXVI

SUPERFICIE DES TERRES CULTIVABLES ET UTILISATION DU SOL, 1948/49–1951/52 ET POURCENTAGES PAR RAPPORT A L'AVANT-GUERRE[a]

En milliers d'hectares et en pourcentages

Pays	Froment et seigle		Autres céréales		Betteraves à sucre		Pommes de terre		Vignobles		Prairies temporaires [b]		Total des terres labourables		Prés permanents		Total des terres cultivables	
	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage	Superficie	Pourcentage
Belgique-Luxembourg	268	73	284	91	58	116	100	57	—	—	161	..	1 112	92	817	104	1 929	97
France	4 769	81	3 736	84	353	111	1 098	72	1 564	97	5 101	118	21 174	91	18 113	106	39 286	97
Irlande	157	199	341	118	25	119	141	104	—	—	1 698	105	2 476	110	3 012	92	5 488	99
Pays-Bas	267	74	215	118	62	144	182	135	—	—	70	..	1 060	108	1 284	97	2 344	101
Suisse	99	116	59	256	6	300	56	119	14	108	188	135	466	130	1 711	94	2 178	99
Royaume-Uni	921	121	2 360	168	170	118	520	176	—	—	2 296	136	7 425	140	12 096	85	19 520	100
Europe occidentale	6 481	86	6 995	105	674	117	2 097	91	1 578	97	9 514	..	33 713	101	37 033	96	70 745	98
Danemark	238	87	1 049	98	63	150	114	144	—	—	705	96	2 706	100	454	83	3 159	97
Finlande	323	111	570	104	9	225	95	128	—	—	..	..	2 463	..	486*	..	2 949	..
Norvège	31	91	124	82	—	—	60	118	—	—	528	98	812	99	230	79	1 041	93
Suède	453	90	902	89	52	100	136	103	—	—	1 644	103	3 728	100	942	92	4 669	98
Europe du nord	1 045	95	2 645	95	124	127	405	121	—	—	..	..	9 709	—	2 112*	..	11 818	..
Autriche	438	71	402	76	29	67	176	85	35	99	521	..	1 814	87	2 326	103	4 139	95
Allemagne occidentale	2 349	84	1 953	81	175	151	1 133	96	65	..	1 291	..	8 505	94	5 570	101	14 149	97
Europe centrale	2 787	82	2 355	80	204	128	1 309	94	100		1 812	..	10 319	92	7 896	101	18 288	96
Grèce	912	100	635	97	—	—	34	162	226	84	113	..	3 378	102	5 172	102	8 549	102
Italie	4 807	93	1 968	95	154	134	391	98	1 726[c]	102	3 027	126	15 437	102	6 699	90	22 136	98
Portugal	935	145	947	134	—	—	88	275	359	102	..	..	2 610[d]	100	2 334	100	4 944[d]	100
Espagne	4 698	91	2 489	79	99	111	362	82	1 421	91	..	..	19 175[e]	..	23 539[e]	..	42 714	101
Yougoslavie	2 071	86	3 043	95	95	352	224	83	231	102	..	..	7 900	..	6 200	..	14 100	..
Turquie	4 908	129	2 769	113	50	179	74	135	557	155	32	213	15 166	130	38 734	87	53 900	..
Europe méditerranéenne	18 331	102	11 851	94	398	154	1 173	96	4 520	99	..	..	63 666	..	82 678	..	146 343	..
Tchécoslovaquie	1 462	79	1 491	98	206	126	565	79	19	119	..	..	5 500	98	2 000	99	7 500	98
Allemagne orientale	1 804	98	970	75	208	112	812	103	—	—	..	..	5 075	95	1 298	94	6 373	95
Hongrie	2 003	89	1 841	99	111[f]	236	283[f]	97	240	112	..	..	5 990	101	1 560	97	7 550	100
Pologne	6 571[f]	98	2 851[f]	86	253[f]	112	2 540[f]	92	—	—	..	..	16 824	100	4 040	100	20 864	100
Europe orientale[g]	11 840	94	7 153	90	778	125	4 200	92	259	112	..	..	33 389	99	8 898	98	42 287	99
Total pour l'Europe[g]	40 484	95	30 999	94	2 178	127	9 184	94	6 457	..	..	..	150 796	..	138 617	..	289 481	..

Sources : Pour les pays de l'Europe occidentale : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation européenne de coopération économique; pour les pays de l'Europe orientale : voir Annexe B.

Note. — Les chiffres d'avant guerre pour les pays de l'Europe orientale se rapportent aux limites territoriales d'après guerre.

[a] En général, moyenne des années 1934–1938.

[b] Chiffres relatifs à une année seulement, si l'on ne possède pas de moyenne pour les quatre années.

[c] Y compris les vignes cultivées avec d'autres cultures.

[d] Non compris les prairies temporaires.

[e] 1948.

[f] 1948/49–1950/51.

[g] Total pour les pays énumérés.

Tableau XXVII

RENDEMENTS MOYENS DES CÉRÉALES, DES POMMES DE TERRE, DES BETTERAVES A SUCRE ET DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

Récoltes en quintaux – Production laitière en kilogrammes par vache

Pays	Froment		Orge		Avoine		Maïs		Pommes de terre		Betteraves a sucre		Lait		
	1934–1938	1948–1952	1934–1938	1948–1952	1934–1938	1948–1952	1934–1938	1948–1952	1934–1938	1948–1952	1934–1938	1948–1951	1934–1938	1948/49	1951/52
Belgique	27.3	31.9	26.3	30.9	26.8	28.1	—	—	201	234	290	394	3 145	3 295	3 530
Luxembourg	18.4	19.6	14.8	13.3	16.2	17.1	—	—	121	174	—	—	2 600	2 600	3 000
France	15.6	18.2	14.5	16.0	13.9	14.4	—	—	112	130	276	293	1 855	1 720	1 950
Irlande	22.9	23.5	24.8	24.9	24.5	22.4	—	—	192	208	245	254	1 755	1 855	1 980
Pays-Bas	30.3	35.8	27.9	33.4	25.5	28.7	—	—	201	248	381	411	3 480	3 550	3 710
Suisse	24.1	26.0	19.0	24.1	20.6	24.3	—	—	158	177	370	382	2 850	2 750	2 930
Royaume-Uni	23.1	27.0	20.9	25.1	20.4	23.0	—	—	169	189	221	269	2 535	2 650	2 820
Europe occidentale	17.3	20.5	17.6	21.2	16.7	18.6	—	—	137	166	271	306	2 260	2 265	2 450
Danemark	30.4	35.5	29.8	34.0	26.8	31.3	—	—	170	188	362	352	3 215	2 930	3 300
Finlande	18.2	14.1	15.1	15.6	15.7	16.2	—	—	149	161	255	256	1 900	1 880	2 160
Norvège	20.1	20.5	20.1	21.1	21.1	22.3	—	—	175	194	—	—	1 705	1 850	2 138
Suède	24.0	20.8	21.1	22.1	18.9	16.5	—	—	140	138	365	354	2 390	2 640	2 870
Europe du nord	24.5	20.6	24.9	28.6	20.1	20.0	—	—	154	165	354	346	2 405	2 450	2 735
Autriche	16.7	16.7	17.6	16.6	15.2	13.2	—	—	137	125	262	216	1 955	1 520	1 720
Allemagne occidentale	22.0	26.1	21.0	24.2	20.2	22.0	—	—	166	213	355	323	2 480	2 010	2 720
Europe centrale	21.1	24.6	20.4	22.8	20.0	20.7	—	—	161	201	330	308	2 390	1 930	2 550
Grèce	9.0	9.9	9.5	10.1	8.2	8.6	9.6	9.3	69	108	—	—	680	515	680
Italie	14.4	15.1	11.0	10.3	12.6	10.5	20.6	18.5	66	69	251	281	1 580	1 690	1 785
Portugal	9.5	7.4	6.1	7.9	4.2	4.3	7.2	7.3	175	114	—	—	950	..	..
Espagne	9.6	8.4	12.6	10.7	8.6	8.3	16.3	15.6	113	83	242	141	..	..	..
Yougoslavie	11.4	12.0	9.6	10.0	8.7	8.3	17.6	13.3	57	73	188	140	..	..	1 000
Turquie	9.9	9.8	11.0	11.3	9.8	10.2	12.6	12.3	31	73	154	186	500	..	530
Europe méditerranéenne	11.0	11.1	11.4	10.8	9.1	8.5	16.8	13.8	81	77	231	200	1 240 [a]	..	1 375 [a]
Bulgarie	12.5	..	13.0	..	8.1	..	11.3	..	61	..	164	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	17.2	18.6	17.0	15.9	16.2	13.9	21.1	21.4	135	127 [b]	286	246	1 900	1 210	1 430 *
Allemagne orientale [c]	24.5	18.9 [b]	23.4	14.6 [b]	21.5	12.9 [b]	25.9	..	172	142	291	228	2 580	1 640	2 130 [d]
Hongrie [c]	13.7	13.1 [b]	13.0	13.9	12.1	11.9	19.7	19.3	73	64 [b]	204	..	1 840	1 790	..
Pologne	14.6	12.2 [b]	15.7	12.2 [b]	14.5	13.1 [b]	..	..	138	124 [b]	265	206 [b]	1 470	1 320	..
Roumanie	10.3	..	7.1	..	7.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et statistiques nationales. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

Note. — Les chiffres d'avant guerre pour les pays de l'Europe orientale se rapportent aux limites territoriales d'après guerre.

[a] Non compris l'Espagne, le Portugal et la Yougoslavie.

[b] 1948/49–1950/51.

[c] Les rendements pour l'après-guerre se rapportent aux récoltes nettes estimées d'après les chiffres officiels relatifs aux récoltes brutes.

[d] 1950.

Tableau XXVIII

EFFECTIF DU CHEPTEL

En milliers de têtes et en pourcentages

Pays	Bovins			Porcins			Chevaux		
	1948	1952 ou l'année la plus récente	1952 ou l'année la plus récente, en pourcentage par rapport à l'avant-guerre	1948	1952 ou l'année la plus récente	1952 ou l'année la plus récente, en pourcentage par rapport à l'avant-guerre	1948	1952 ou l'année la plus récente	1952 ou l'année la plus récente, en pourcentage par rapport à l'avant-guerre
Europe occidentale									
Belgique-Luxembourg	1 914	2 307	*135*	736	1 387	*122*	298	235	*89*
France	15 434	16 193	*104*	6 288	7 154	*100*	2 418	2 333	*87*
Irlande	3 921	4 306	*106*	457	712	*76*	421	350	*79*
Pays-Bas	2 313	2 854	*101*	871	1 842	*119*	300	240	*75*
Suisse	1 424	1 682	*98*	770	1 007	*114*	142	131	*94*
Royaume-Uni	9 806	10 253	*116*	2 151	4 923	*112*	703	470	*43*
Europe du nord									
Danemark	2 826	3 057	*92*	1 448	3 632	*114*	573	423	*71*
Finlande	1 452	1 757[a]	*99*	304	449[a]	*95*	382	400[a]	*117*
Norvège	1 175	1 152	*79*	248	418	*116*	206	175	*86*
Suède	2 625	2 528	*85*	1 195	1 363	*93*	497	415[a]	*66*
Europe centrale									
Autriche	2 108	2 284[b]	*87*	1 618	2 589	*91*	284	276[b]	*119*
Allemagne occidentale	10 501	11 851	*98*	6 127	13 389	*104*	1 618	1 400	*89*
Europe méditerranéenne									
Grèce	693	798	*82*	480	590	*137*	240	261	*72*
Italie	7 772	8 376[b]	*106*	3 757	3 510[b]	*106*	793	805[b]	*103*
Yougoslavie	5 260	4 804	*111*	3 439	3 954	*111*	973	1 096	*86*
Turquie	10 279	10 325[b]	*111*	6	8	*265*	1 164	1 142	*118*
Europe orientale									
Bulgarie	1 700*	..	..	1 100	..	..	550	..	..
Tchécoslovaquie	3 663	4 300[b]	*98*	3 242	4 200*[b]	*133*	..	..	..
Allemagne orientale	2 879	3 870	*105*	2 616	8 950	*157*	665	723[a]	*89*
Hongrie	1 993	1 800*	*96*	5 200[c]	4 950	*95*	651	..	..
Pologne	5 748	7 400	*75*	4 626	9 000	*93*	2 307	2 880[b]	*91*
Roumanie	4 277	4 300[a]	*123*	1 823	3 200[a]	*139*	939	..	..

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et statistiques nationales. Pour plus amples détails, voir Annexe B.

NOTE. — Afin de donner les chiffres les plus récents, l'on s'est servi du dernier recensement connu et on en a comparé les chiffres avec ceux de la même période en 1948 et dans l'avant-guerre, sauf si le recensement a été effectué un autre mois. Les chiffres d'avant guerre se rapportent aux limites territoriales d'après guerre.

[a] 1950. [b] 1951. [c] 1949.

Tableau XXIX

CÉRÉALES PANIFIABLES [a] : PRODUCTION, COMMERCE ET DISPONIBILITÉS

En milliers de tonnes et en pourcentages

Pays	1934–1938			1951/52			Production en pourcentage des disponibilités				
	Production	Importations nettes	Disponibilités	Production	Importations nettes	Disponibilités	1934–1938	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
Belgique-Luxembourg	920	1 192	2 112	763	726	1 489	44	42	56	45	51
France (Sarre)	8 965	149	9 114	7 641	304	7 945	98	96	99	110	96
Irlande	180	427	607	255	280	535	30	69	72	57	48
Pays-Bas	926	635	1 561	728	899	1 627	59	47	63	49	45
Suisse	202	476	678	271	337	608	30	38	45	37	45
Royaume-Uni	1 752	5 503	7 255	2 401	4 912	7 313	24	30	33	40	33
Total pour l'Europe occidentale	12 945	8 382	21 327	12 059	7 458	19 517	61	61	68	69	62
Danemark	645	429	1 074	546	68	614	60	103	91	84	89
Finlande	482	150	632	457	419	876	76	69	87	62	52
Norvège	67	352	419	41	400	441	16	16	15	15	9
Suède	1 105	— 37	1 068	652	286	938	103	94	114	96	70
Total pour l'Europe septentrionale	2 299	894	3 193	1 696	1 173	2 869	72	77	84	72	59
Autriche	956	341	1 297	676	520	1 196	74	57	62	55	57
Allemagne occidentale	5 586	1 700	7 286	5 983	2 598	8 581	77	57 [b]	65 [b]	69	70
Total pour l'Europe centrale	6 542	2 041	8 583	6 659	3 118	9 777	76	57	65	67	68
Grèce	813	447	1 260	978	472	1 450	65	61	69	62	67
Italie	7 395	504	7 899	7 026	1 744	8 770	94	73	86	87	80
Portugal	583	13	596	742	162	904	98	55	63	79	82
Espagne	4 915	—	4 915	4 768	— 2	4 766	100	90	92	94	100
Turquie	3 748	— 101	3 647	6 200	— 234	5 966	103	100	89	99	104
Yougoslavie	2 663	— 180	2 483	2 554	215	2 769	107	..	..	95	92
Total pour l'Europe méditerranéenne	20 117	683	20 800	22 268	2 357	24 625	97	84	88	90	90
TOTAL pour les pays ci-dessus	41 903	12 000	53 903	42 682	14 106	56 788	78	70	76	77	75
Bulgarie	1 957 [c]	— 106 [d]	..	..	— 26 [e]	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	3 081 [c]	— 54 [d]	..	2 730	— [e]	..	..	..	..	..	..
Allemagne orientale	6 614 [c]	..	..	2 945 [f]	— [e]	..	..	..	..	..	..
Hongrie	2 917	— 562	2 355	2 880	— 109 [e]	..	124	..	..	..	..
Pologne	8 819 [c]	— 380 [d]	..	8 356 [f]	— 19 [e]	..	..	..	..	..	..
Roumanie	2 765 [c]	— 614 [d]	..	..	— 82 [e]	..	..	..	..	..	..
U.R.S.S.	63 590 [c]	— 760 [d]	..	..	— 755 [e]	..	..	..	..	..	..
Total pour l'Europe orientale	86 743 [c]	— 2 476 [d]	..	..	— 991 [e]	..	..	..	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Exportations nettes (—). Il n'a pas été tenu compte des variations des stocks Les chiffres du commerce d'avant guerre représentent des moyennes établies pour l'année civile; les chiffres relatifs à 1951/52 sont établis pour l'année agricole qui va du 1er juillet au 30 juin.

[a] Froment, seigle et farine de froment et de seigle en quantités équivalentes de grain. Facteur de conversion utilisé : pour la farine de froment et de seigle = 1,25.

[b] Zone anglo-américaine pour la période allant du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949.

[c] Dans les limites territoriales d'après guerre.

[d] Dans les limites territoriales d'avant guerre; le total pour l'Europe orientale ne comprend pas l'Allemagne orientale.

[e] Exportations à destination de l'Europe occidentale seulement.

[f] 1950/51.

Tableau XXX

CÉRÉALES SECONDAIRES [a] : PRODUCTION, COMMERCE ET DISPONIBILITÉS

En milliers de tonnes et en pourcentages

Pays	1934–1938			1951/52			Production en pourcentage des disponibilités				
	Production	Importations nettes	Disponibilités	Production	Importations nettes	Disponibilités	1934–1938	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
Belgique-Luxembourg	791	1 212	2 003	785	830	1 615	39	45	48	53	49
France (Sarre)	6 217	894	7 111	6 076	962	7 038	87	84	85	92	86
Irlande	706	317	1 023	764	187	951	69	81	68	68	80
Pays-Bas	471	1 209	1 680	773	967	1 740	28	44	39	40	44
Suisse	32	431	463	115	268	383	7	33	27	19	30
Royaume-Uni	2 801	4 202	7 003	4 628	2 780	7 408	40	70	74	68	62
Total pour l'Europe occidentale	11 018	8 265	19 283	13 141	5 994	19 135	57	72	78	71	69
Danemark	2 127	298	2 425	2 577	71	2 648	88	94	90	97	97
Finlande	829	83	912	935	—	935	91	90	93	97	100
Islande	—	1	1	—	7	7	—	—	—	—	—
Norvège	305	154	459	293	169	462	66	62	48	69	63
Suède	1 470	129	1 599	1 070	202	1 272	92	89	87	92	84
Total pour l'Europe septentrionale	4 731	665	5 396	4 875	449	5 324	88	89	86	94	92
Autriche	895	456	1 351	683	364	1 047	66	75	71	64	65
Allemagne occidentale	4 593	1 200	5 793	4 544	2 190	6 734	79	67 [b]	70 [b]	78	67
Total pour l'Europe centrale	5 488	1 656	7 144	5 227	2 554	7 781	77	68	70	76	67
Grèce	558	56	614	590	7	597	91	91	100	97	99
Italie	3 751	303	4 054	3 529	10	3 539	93	89	97	93	100
Portugal	432	39	471	706	37	743	92	89	74	94	95
Espagne	3 773	57	3 830	3 100	— 3	3 097	99	99	99	100	100
Turquie	2 734	— 108	2 626	3 904	— 197	3 707	104	102	100	101	105
Yougoslavie	5 432	— 483	4 949	4 685	— 573	4 112	110	..	..	93	114
Total pour l'Europe méditerranéenne	16 680	— 136	16 544	16 514	— 719	15 795	101	97	98	96	105
TOTAL pour les pays ci-dessus	37 917	10 450	48 367	39 757	8 278	48 035	78	82	81	82	83
Bulgarie	1 400 [c]	— 88 [d]	..	..	— 5 [e]	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	2 546 [c]	40 [d]	..	2 420	— [e]	..	..	..	..	..	..
Allemagne orientale	2 847 [c]	..	..	1 655 [f]	— [e]	..	..	..	..	..	..
Hongrie	3 184	15	3 199	3 520	— 24 [e]	..	100	..	..	..	..
Pologne	4 484 [c]	— 317 [d]	..	3 528 [f]	— 22 [e]	..	..	..	..	..	..
Roumanie	5 156 [c]	— 850 [d]	..	..	— 34 [e]	..	..	..	..	..	..
U.R.S.S.	34 928 [c]	— 400 [d]	..	..	— 1 029 [e]	..	..	..	..	..	..
Total pour l'Europe orientale [d]	54 545 [c]	— 1 600 [d]	..	..	— 1 114 [e]	..	..	..	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Exportations nettes (—). Il n'a pas été tenu compte des variations des stocks. Les chiffres du commerce d'avant guerre représentent des moyennes établies pour l'année civile; les chiffres relatifs à 1951/52 sont établis pour l'année agricole qui va du 1er juillet au 30 juin.

a Orge, avoine, maïs, et farine d'orge, d'avoine et de maïs en quantités équivalentes de grain. Facteurs de conversion utilisés : pour la farine d'avoine = 2,50; pour la farine d'orge = 1,82, et pour la farine de maïs = 1,43.

b Zone anglo-américaine pour la période allant du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949.

c Dans les limites territoriales d'après guerre.

d Dans les limites territoriales d'avant guerre; le total pour l'Europe orientale ne comprend pas l'Allemagne orientale.

e Exportations à destination de l'Europe occidentale seulement.

f 1950/51.

Tableau XXXI

SUCRE [a] : PRODUCTION, COMMERCE ET DISPONIBILITÉS

En milliers de tonnes et en pourcentages

Pays	1934–1938			1951/52			Production en pourcentage des disponibilités				
	Production	Importations nettes	Disponibilités	Production	Importations nettes	Disponibilités	1934–1938	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
Belgique-Luxembourg	237	19	256	267	—8	259	93	85	109	152	103
France	975	111	1 086	1 250	—108	1 142	90	82	79	109	110
Irlande	83	42	125	92	97	189	66	73	61	53	49
Pays-Bas	225	72	297	340	169	509	76	66	83	74	67
Suisse	10	164	174	30	123	153	6	21	12	8	20
Royaume-Uni	435	1 822	2 257	660	1 591	2 251	19	30	29	33	29
Total pour l'Europe occidentale	1 965	2 230	4 195	2 639	1 864	4 503	47	53	56	64	59
Danemark	191	—2	189	368	—110	258	101	143	178	177	143
Finlande	11	94	105	16 [b]	113 [b]	129 [b]	10	18	21	12	12
Islande	—	6	6	—	5	5	—	—	—	—	—
Norvège	—	90	90	—	89	89	—	—	—	—	—
Suède	300	9	309	286	70	356	97	80	87	70	80
Total pour l'Europe septentrionale	502	197	699	670	167	837	72	75	85	79	80
Autriche	183	3	186	159	62	221	98	42	43	57	72
Allemagne occidentale [c]	556	572	1 128	1 053	647	1 700	49	62 [c]	61 [c]	60	62
Total pour l'Europe centrale	739	575	1 314	1 212	709	1 921	56	60	59	60	63
Grèce	—	81	81	—	88	88	—	—	—	—	—
Italie	335	4	339	720	41	761	99	77	94	98	95
Portugal	—	69	69	—	125	125	—	—	—	—	—
Espagne	308 [d]	— [d]	308 [d]	305	19	324	100 [d]	102	107	95	94
Turquie	95	21	116	207	—3	204	82	70	89	—	102
Yougoslavie	75	—	75	172 [b]	—17 [b]	155 [b]	100	..	..	88	111
Total pour l'Europe méditerranéenne	813	175	988	1 404	253	1 657	82	70	80	82	85
TOTAL pour les pays ci-dessus	4 019	3 177	7 196	5 925	2 993	8 918	56	59	63	68	66
Bulgarie	18 [e]	—3 [f]	..	62	—[g]	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	633 [e]	—234 [f]	..	723	146 [g]	..	..	..	..	..	..
Allemagne orientale	1 024 [e]	..	..	748	8 [g]	..	..	..	..	..	..
Hongrie	124	—22	102	259	—[g]	..	122	..	..	..	..
Pologne	954 [e]	—89 [f]	..	950	81 [g]	..	..	..	..	..	..
Roumanie	66 [e]	2 [f]	..	130	—[g]	..	..	..	..	..	..
U.R.S.S.	2 300 [e]	—104 [f]	..	2 595	38 [g]	..	..	..	..	..	..
Total pour l'Europe orientale [e]	5 119 [e]	—450 [f]	..	5 467	273 [g]	..	..	..	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Exportations nettes (—). Il n'a pas été tenu compte des variations des stocks. Les chiffres du commerce d'avant guerre représentent des moyennes établies pour l'année civile ; sauf indication contraire, les chiffres relatifs à 1951/52 sont établis pour l'année agricole qui va du 1er juillet au 30 juin.

[a] Sucre brut et sucre raffiné (en quantités équivalentes de brut); non compris les mélasses et sirops.

[b] Années civiles 1948–1951.

[c] Zone anglo-américaine pour la période allant du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949.

[d] Années civiles 1931–1935.

[e] Dans les limites territoriales d'avant guerre.

[f] Dans les limites territoriales d'avant guerre; le total pour l'Europe orientale ne comprend pas l'Allemagne orientale.

[g] Exportations à destination de l'Europe occidentale.

Tableau XXXII

LAIT ET PRODUITS LAITIERS[a] : PRODUCTION, COMMERCE ET DISPONIBILITÉS

En milliers de tonnes (en quantités équivalentes de lait) et en pourcentages

Pays	1934–1938			1951/52			Production en pourcentage des disponibilités				
	Production	Importations nettes	Disponibilités	Production	Importations nettes	Disponibilités	1934–1938	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
Belgique-Luxembourg	3 300	355	3 655	3 350	791	4 141	90	73	82	79	81
France	14 830	— 30	14 800	17 360	— 272	17 088	100	99	96	98	102
Irlande	2 308	— 527	1 781	2 285	75	2 360	130	102	102	100	97
Pays-Bas	5 146	—1 598	3 548	5 620	—2 396	3 224	145	144	163	187	174
Suisse	2 654	— 154	2 500	2 658	— 148	2 510	106	93	97	101	106
Royaume-Uni	8 324	11 935	20 259	10 171	7 849	18 020	41	53	52	54	56
Total pour l'Europe occidentale	36 562	9 981	46 543	41 444	5 899	47 343	79	81	82	85	88
Danemark	5 270	—3 254	2 016	5 100	—3 319	1 781	261	284	338	344	286
Finlande	2 500	— 327	2 173	2 631	— 68 *b*	2 563	115	94	99 *b*	104 *b*	103 *b*
Norvège	1 390	— 23	1 367	1 632	— 74	1 558	102	101	102	107	105
Suède	4 596	— 473	4 123	4 597	— 430	4 167	111	100	106	109	110
Total pour l'Europe septentrionale	13 756	—4 077	9 679	13 960	—3 891	10 069	142	128	140	145	139
Autriche	2 538	— 90	2 448	2 096	10	2 106	104	98	100	99	100
Allemagne occidentale	15 647	754	16 401	16 525	650	17 175	95	97 *c*	94 *c*	94	96
Total pour l'Europe centrale	18 185	664	18 849	18 621	660	19 281	96	97	95	94	97
Grèce	772	28	800	661	57	718	97	70	91 *b*	90	92
Italie	6 453	— 201	6 252	7 600	240	7 840	103	98	99	97	97
Portugal	390	1	391	390 *	— 3	387	100	95 *d*	101	101	101
Espagne	2 235	12	2 247	2 000 *	— 1 *b*	1 999	99	100	100 *b*	100 *b*	100 *b*
Turquie	2 516	1 *d*	2 517	3 500	— 2	3 498	100 *d*	100 *d*	100	100	100
Yougoslavie	2 742	— 19	2 723	2 550	— 16	2 534	101	..	..	100	101
Total pour l'Europe méditerranéenne	15 108	— 178	14 930	16 701	275	16 976	101	98	99	98	98
TOTAL pour les pays ci-dessus	83 611	6 390	90 001	90 726	2 943	93 669	93	92	94	96	97
Tchécoslovaquie	4 430 *e*	..	..	3 181 *f*	..	..	..	..	..	..	..
Allemagne orientale	4 940 *g*	..	..	3 300 *h*	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	10 310 *g*	..	..	7 996 *h*	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Exportations nettes (—). Il n'a pas été tenu compte des variations des stocks. Les chiffres du commerce d'avant guerre représentent des moyennes établies pour l'année civile; les chiffres relatifs à 1951/52 sont établis pour l'année agricole qui va du 1er juillet au 30 juin.

a Y compris le lait entier de vache, de chèvre (sauf en Europe orientale) et de brebis, le lait condensé, évaporé et en poudre, le fromage et le beurre. Les facteurs de conversion utilisés pour obtenir les quantités équivalentes de lait sont les suivants : lait condensé et évaporé = 2,2 ; lait en poudre = 8 ; fromage = 10; beurre = 21.

b Pour le commerce, fromage et beurre seulement.

c Zone anglo-américaine pour la période allant du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949.

d Pour le commerce, lait et beurre seulement.

e 1936, dans les limites territoriales d'après guerre.

f 1952.

g 1938, dans les limites territoriales d'après guerre.

h 1950.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau XXXIII

VIANDE [a] : PRODUCTION, COMMERCE ET APPROVISIONNEMENT

En milliers de tonnes et en pourcentages

Pays	1934–1938			1951/52			Production en pourcentage des approvisionnements				
	Production	Importations nettes	Approvisionnements	Production	Importations nettes	Approvisionnements	1934–1938	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52
Belgique-Luxembourg	364	16	380	362	—	362	96	79	96	98	100
France	2 149	46	2 195	2 515	62	2 577	98	100	101	101	98
Irlande	379	— 199	180	338	— 180	158	211	168	174	190	214
Pays-Bas	348	— 46	302	391	— 73	318	115	89	106	108	123
Suisse	214	2	216	196	12	208	99	91	95	90	94
Royaume-Uni	1 392	1 629	3 021	1 412	1 127	2 539	46	48	44	53	56
Total pour l'Europe occidentale	4 846	1 448	6 294	5 214	948	6 162	77	80	78	85	85
Danemark	533	— 250	283	598	— 314	284	188	132	222	235	211
Finlande	124	— 3	121	120	—	120	102	97	101	100	100
Islande	9	— 3	6	11	—	11	150	100	100	100	100
Norvège	109	1	110	113	— 1	112	99	95	99	100	101
Suède	322	— 13	309	351	1	352	104	97	93	94	100
Total pour l'Europe septentrionale	1 097	— 268	829	1 193	— 314	879	132	109	126	139	136
Autriche	276	41	317	260	9	269	87	96	95	97	97
Allemagne occidentale	1 802	163	1 965	1 863	56	1 919	92	93 [b]	92 [b]	89	97
Total pour l'Europe centrale	2 078	204	2 282	2 123	65	2 188	91	93	92	90	97
Grèce	113	19	132	85	13	98	86	94	75	82	87
Italie	796	39	835	716	55	771	95	98	97	92	93
Portugal	160	1	161	116	—	116	99	102	106	97	100
Espagne	674	1	675	638	25	663	100	..	..	100	96
Turquie	284	— 26	258	319 *	— 8	311	110	..	103	105	103 *
Yougoslavie	377	— 52	325	348	— 8	340	116	..	..	103	102
Total Europe méditerranéenne	2 404	— 18	2 386	2 222	77	2 299	101	96	97	98	97
Total pour les pays ci-dessus	10 425	1 366	11 791	10 752	776	11 528	88	87	87	93	93

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Exportations nettes (—). Il n'a pas été tenu compte des variations des stocks. Les chiffres du commerce d'avant guerre représentent des moyennes établies pour l'année civile; les chiffres relatifs à 1951/52 sont établis pour l'année agricole qui va du 1er juillet au 30 juin.

[a] Les chiffres relatifs à la production comprennent la viande préparée pour la boucherie, c'est-à-dire viande de bœuf, de veau et de porc, lard et jambon, viande de mouton et d'agneau, viande de cheval, de chèvre, abats, conserves de viande, viande de lapin, de volaille et de gibier, et autres sortes de viande. Les chiffres relatifs au commerce comprennent le bétail vivant destiné à l'alimentation (en quantités équivalentes de viande) et la viande de boucherie. Les facteurs de conversion utilisés sont les suivants : pour les bovins, 1.000 têtes = 220 tonnes; pour les ovins, 1.000 têtes = 18,8 tonnes; pour les porcins, 1.000 têtes = 82 tonnes; pour la volaille vivante, 380 têtes par tonne; et quantités équivalentes de viande = 75%.

[b] Zone anglo-américaine pour la période allant du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949.

Tableau XXXIV. — COMPOSITION, PAR CATÉGORIES DE MARCHANDISES, DES EXPORTATIONS DE L'EUROPE OCCIDENTALE A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants, f.o.b.

Catégorie de marchandises	Année	Royaume-Uni	France	Allemagne (ensemble de l')	Belgique-Luxembourg	Pays-Bas	Suisse	Danemark Norvège Suède Finlande	Yougoslavie Grèce Turquie	Portugal Espagne Italie	TOTAL POUR L'EUROPE OCCID. [a]
Denrées alimentaires	1928	30	17	15	3	11	7	12	8	68	172
	1938	4	4	2	2	3	2	9	5	25	57
	1948	9	4	—	2	6	4	16	15	64	128
	1950	14	9	2	2	13	7	18	16	72	157
	1951	14	15	6	8	30	8	28	14	69	204
Boissons	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	32	8	1	—	—	—	—	—	4	46
	1948	40	10	—	—	—	—	—	—	6	57
	1950	58	13	1	—	—	—	1	—	8	81
	1951	53	14	1	—	1	—	1	—	8	78
Tabac brut et manufacturé	1928	—	—	1	—	13	—	—	16	4	34
	1938	—	—	—	—	3	—	—	22	—	25
	1948	—	—	—	—	—	—	—	45	—	45
	1950	—	—	—	—	—	—	—	42	—	42
	1951	—	—	—	—	—	—	—	44	1	45
Métaux et articles manufacturés	1928	26	6	18	7	9	2	7	—	3	78
	1938	6	2	6	5	3	1	6	3	—	32
	1948	30	2	8	21	10	3	24	11	17	127
	1950	38	26	39	55	31	3	40	24	9	268
	1951	43	89	100	102	38	4	47	32	29	491
Bois, liège, papier et articles manufacturés	1928	8	10	13	3	1	—	47	1	11	95
	1938	2	5	4	—	—	—	57	—	4	72
	1948	4	6	—	1	1	—	115	—	16	143
	1950	5	2	1	1	1	—	76	—	15	103
	1951	6	3	2	2	1	—	115	—	22	152
Textiles et articles manufacturés	1928	112	46	39	14	5	13	—	4	30	268
	1938	30	10	2	9	2	3	—	—	13	70
	1948	75	22	4	20	6	15	1	—	20	164
	1950	100	30	9	34	7	20	3	5	27	241
	1951	120	37	22	35	9	20	6	11	40	308
Cuirs, fourrures et articles manufacturés	1928	45	23	33	9	3	3	6	3	10	138
	1938	7	7	1	2	1	—	1	—	1	20
	1948	10	6	—	3	—	1	4	2	4	30
	1950	16	10	3	2	3	1	6	2	6	49
	1951	18	10	4	2	2	2	6	2	6	53
Machines	1928	4	1	11	1	—	1	3	—	—	21
	1938	3	1	6	—	1	1	1	—	—	13
	1948	22	1	1	—	1	2	2	—	1	30
	1950	12	1	5	1	1	5	2	—	3	30
	1951	20	4	14	3	1	9	6	—	7	64
Véhicules et pièces de rechange	1928	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1938	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	1948	33	2	—	—	—	—	—	—	—	35
	1950	26	1	1	—	—	—	—	—	—	28
	1951	37	1	2	—	—	—	—	—	—	40
Produits chimiques et produits apparentés	1928	12	9	39	11	7	3	1	—	3	85
	1938	6	6	19	3	5	1	3	—	—	43
	1948	12	3	2	4	2	5	1	—	2	31
	1950	18	14	15	4	4	8	4	—	3	70
	1951	35	60	32	11	14	7	10	1	7	180
Montres et horloges	1928	—	—	1	—	—	12	—	—	—	13
	1938	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9
	1948	—	—	—	—	—	60	—	—	—	60
	1950	—	—	1	—	—	56	—	—	—	57
	1951	—	—	2	—	—	65	—	—	—	67
Pierres précieuses et métaux précieux (y compris diamants industriels)	1928	17	14	6	17	23	—	—	—	—	77
	1938	3	2	1	14	3	—	—	—	—	23
	1948	6	4	1	32	5	5	—	—	1	60
	1950	11	3	3	30	5	2	1	—	1	61
	1951	63	5	5	36	8	8	1	—	1	134
Tous autres articles	1928	95	33	44	10	12	2	6	3	13	222
	1938	25	9	20	7	9	6	7	4	9	97
	1948	39	14	13	8	13	9	6	2	15	122
	1950	40	20	23	10	19	9	8	1	29	162
	1951	48	21	36	14	16	8	9	4	31	190
TOTAL DES EXPORTATIONS	1928	349	159	222	75	84	43	82	35	142	1 205
	1938	118	54	63	42	30	23	84	34	56	508
	1948	280	74	29	91	44	104	169	75	146	1 027
	1950	338	129	103	139	84	111	159	90	173	1 349
	1951	457	259	226	213	120	131	229	108	221	2 006

Sources : Les chiffres relatifs aux années 1928 et 1938 sont tirés de *Foreign Commerce and Navigation of the United States.* Les chiffres relatifs à l'après-guerre sont extraits du *Report No. FT 120* du Département du commerce des Etats-Unis.

a Ce total comprend l'ensemble des pays énumérés ainsi que l'Autriche, l'Irlande et l'Islande. Pour la période allant de mai à décembre 1938, les chiffres du commerce extérieur de l'Autriche sont compris dans les données relatives à l'Allemagne.

Tableau XXXIV. — COMPOSITION, PAR CATÉGORIES DE MARCHANDISES,

DES EXPORTATIONS DE L'EUROPE OCCIDENTALE A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants, f.o.b.

Catégorie de marchandises	Année	Royaume-Uni	France	Allemagne (ensemble de l')	Belgique-Luxembourg	Pays-Bas	Suisse	Danemark Norvège Suède Finlande	Yougoslavie Grèce Turquie	Portugal Espagne Italie	TOTAL POUR L'EUROPE OCCID. [a]
Denrées alimentaires	1928	30	17	15	3	11	7	12	8	68	172
	1938	4	4	2	2	3	2	9	5	25	57
	1948	9	4	—	2	6	4	16	15	64	123
	1950	14	9	2	2	13	7	18	16	72	157
	1951	14	15	6	8	30	8	28	14	69	204
Boissons	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	32	8	1	—	—	—	—	—	4	46
	1948	40	10	—	—	—	—	—	—	6	57
	1950	58	13	1	—	—	—	1	—	8	81
	1951	53	14	1	—	1	—	1	—	8	78
Tabac brut et manufacturé	1928	—	—	1	—	13	—	—	16	4	34
	1938	—	—	—	—	3	—	—	22	—	25
	1948	—	—	—	—	—	—	—	45	—	45
	1950	—	—	—	—	—	—	—	42	—	42
	1951	—	—	—	—	—	—	—	44	1	45
Métaux et articles manufacturés	1928	26	6	18	7	9	2	7	—	3	78
	1938	6	2	6	5	3	1	6	3	—	32
	1948	30	2	8	21	10	3	24	11	17	127
	1950	38	26	39	55	31	3	40	24	9	268
	1951	43	89	100	102	38	4	47	32	29	491
Bois, liège, papier et articles manufacturés	1928	8	10	13	3	1	—	47	1	11	95
	1938	2	5	4	—	—	—	57	—	4	72
	1948	4	6	—	1	1	—	115	—	16	143
	1950	5	2	1	1	1	—	76	—	15	103
	1951	6	3	2	2	1	—	115	—	22	152
Textiles et articles manufacturés	1928	112	46	39	14	5	13	—	4	30	268
	1938	30	10	2	9	2	3	—	—	13	70
	1948	75	22	4	20	6	15	1	—	20	164
	1950	100	30	9	34	7	20	3	5	27	241
	1951	120	37	22	35	9	20	6	11	40	308
Cuirs, fourrures et articles manufacturés	1928	45	23	33	9	3	3	6	3	10	138
	1938	7	7	1	2	1	—	1	—	1	20
	1948	10	6	—	3	—	1	4	2	4	30
	1950	16	10	3	2	3	1	6	2	6	49
	1951	18	10	4	2	2	2	6	2	6	53
Machines	1928	4	1	11	1	—	1	3	—	—	21
	1938	3	1	6	—	1	1	1	—	—	13
	1948	22	1	1	—	1	2	2	—	1	30
	1950	12	1	5	1	1	5	2	—	3	30
	1951	20	4	14	3	1	9	6	—	7	64
Véhicules et pièces de rechange	1928	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1938	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	1948	33	2	—	—	—	—	—	—	—	35
	1950	26	1	1	—	—	—	—	—	—	28
	1951	37	1	2	—	—	—	—	—	—	40
Produits chimiques et produits apparentés	1928	12	9	39	11	7	3	1	—	3	85
	1938	6	6	19	3	5	1	3	—	—	43
	1948	12	3	2	4	2	5	1	—	2	31
	1950	18	14	15	4	4	8	4	—	3	70
	1951	35	60	32	11	14	7	10	1	7	180
Montres et horloges	1928	—	—	1	—	—	12	—	—	—	13
	1938	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9
	1948	—	—	—	—	—	60	—	—	—	60
	1950	—	—	1	—	—	56	—	—	—	57
	1951	—	—	2	—	—	65	—	—	—	67
Pierres précieuses et métaux précieux (y compris diamants industriels)	1928	17	14	6	17	23	—	—	—	—	77
	1938	3	2	1	14	3	—	—	—	—	23
	1948	6	4	1	32	5	5	—	—	1	60
	1950	11	3	3	30	5	2	1	—	1	61
	1951	63	5	5	36	8	8	1	—	1	134
Tous autres articles	1928	95	33	44	10	12	2	6	3	13	222
	1938	25	9	20	7	9	6	7	4	9	97
	1948	39	14	13	8	13	9	6	2	15	122
	1950	40	20	23	10	19	9	8	1	29	162
	1951	48	21	36	14	16	8	9	4	31	190
TOTAL DES EXPORTATIONS	1928	349	159	222	75	84	43	82	35	142	1 205
	1938	118	54	63	42	30	23	84	34	56	508
	1948	280	74	29	91	44	104	169	75	146	1 027
	1950	338	129	103	139	84	111	159	90	173	1 349
	1951	457	259	226	213	120	131	229	108	221	2 006

Sources : Les chiffres relatifs aux années 1928 et 1938 sont tirés de *Foreign Commerce and Navigation of the United States*. Les chiffres relatifs à l'après-guerre sont extraits du *Report No. FT 120* du Département du commerce

[a] Ce total comprend l'ensemble des pays énumérés ainsi que l'Autriche, l'Irlande et l'Islande. Pour la période allant de mai à décembre 1938, les chiffres du commerce extérieur de l'Autriche sont compris dans les données

Tableau XXV

COMMERCE DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE AVEC D'AUTRES RÉGIONS

En millions de dollars courants, importations, c.a.f. ; exportations, f.o.b.

Région d'origine pour les importations, et région de destination pour les exportations →	Europe orientale [a]				Pays d'outre-mer rattachés à l'Europe								Zone dollar												Pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar				Autres pays d'outre-mer				Total			
					Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques)				Territoires dépendants d'outre-mer (non compris les colonies britanniques)				Etats-Unis et territoires dépendants				Canada et Terre-Neuve				Autres pays de la zone dollar															
	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951
A. Importations																																				
Royaume-Uni [b]	257	209	177	258	1 256	2 734	2 532	3 650	118	429	270	391	578	743	593	1 067	397	898	502	730	76	227	249	375	302	679	457	572	256	550	457	720	3 240	6 469	5 237	7 763
Allemagne occidentale [c]	287	24	69	53	200	105	316	473	88	26	132	123	163	758	431	647	37	20	10	51	86	54	66	124	243	69	121	218	182	33	140	233	1 286	1 089	1 285	1 922
France	53	64	33	49	136	449	433	833	354	1 014	828	1 031	152	541	377	520	18	47	23	51	29	118	72	110	71	155	177	222	91	154	196	337	904	2 542	2 139	3 153
Italie	59	44	57	71	44	156	181	383	25	27	39	49	70	540	337	442	2	30	7	48	5	35	35	46	34	239	126	158	37	108	136	224	276	1 179	918	1 421
Pays-Bas	54	77	41	39	36	79	172	206	22	60	70	83	84	325	237	283	13	51	9	25	14	48	58	81	49	148	75	91	77	147	207	303	349	935	869	1 111
Belgique-Luxembourg	54	79	34	37	70	114	173	240	65	172	168	237	85	357	306	410	11	31	59	82	17	35	48	75	48	158	99	99	16	37	59	78	366	983	946	1 258
Suisse	40	63	44	38	13	34	32	51	3	32	28	36	28	221	145	219	6	23	31	35	3	34	46	39	19	131	63	68	16	49	66	72	128	587	455	558
Danemark [d]	16	69	39	49	3	10	14	13	3	4	9	7	29	102	79	108	—	4	1	2	1	10	1	5	9	34	24	31	6	3	21	19	67	236	188	234
Suède	42	129	69	111	17	83	73	139	12	58	50	71	85	191	104	167	5	9	4	11	10	32	19	45	31	68	80	96	21	53	62	64	223	623	461	704
Norvège	18	60	32	20	9	25	27	37	5	25	26	26	29	100	83	110	11	26	12	32	4	17	10	12	8	31	24	25	16	23	27	27	100	307	241	289
Finlande	16	93	64	102	4	7	15	35	3	16	9	16	19	50	23	41	2	2	1	3	2	7	5	7	8	32	30	50	4	5	8	11	58	212	155	265
Autres pays de l'Europe occidentale [e]	170	245	86	97	49	131	126	172	29	172	199	169	100	449	519	650	13	36	37	43	8	51	45	48	37	261	95	89	34	87	99	105	440	1 432	1 206	1 373
Total Europe occident.	1 066	1 156	745	924	1 837	3 927	4 094	6 232	727	2 035	1 828	2 239	1 422	4 377	3 234	4 664	515	1 177	696	1 113	255	668	654	967	859	2 005	1 371	1 719	756	1 249	1 478	2 193	7 437	16 594	14 100	20 051
B. Exportations																																				
Royaume-Uni	102	87	72	44	895	2 744	2 572	3 288	30	96	89	109	101	267	318	383	116	290	352	384	37	129	118	139	144	367	314	314	141	430	381	420	1 566	4 410	4 216	5 081
Allemagne occidentale [c]	284	9	75	64	124	28	112	282	21	2	18	40	60	29	103	237	10	1	10	25	78	3	68	116	179	4	89	257	168	8	75	151	924	84	550	1 172
France	43	32	35	38	23	49	101	177	235	904	1 112	1 570	49	63	125	250	5	9	14	22	13	24	36	63	34	59	166	218	29	65	111	180	431	1 205	1 700	2 518
Italie	33	43	61	64	21	123	155	253	7	8	17	28	41	90	77	113	2	5	6	10	7	35	45	42	36	188	91	102	148	113	87	114	295	605	539	726
Pays-Bas	33	47	27	27	30	75	80	147	14	27	44	59	20	32	61	112	4	5	6	9	9	11	16	29	14	22	39	74	66	103	112	153	190	322	385	610
Belgique-Luxembourg	40	58	58	52	38	123	72	209	29	103	85	145	52	102	141	213	7	15	21	36	7	30	42	63	36	129	73	114	32	65	84	125	241	625	576	957
Suisse	28	58	57	55	16	48	33	77	2	16	21	24	21	106	119	138	3	8	16	17	6	42	38	41	15	69	61	87	22	31	53	75	113	378	398	514
Danemark [d]	8	44	15	23	2	11	12	21	1	8	10	15	5	7	12	19	—	8	1	3	1	5	6	10	6	3	13	23	4	9	13	15	27	95	82	129
Suède	30	90	75	113	18	80	69	129	2	9	11	16	42	82	67	93	2	3	5	10	5	31	26	30	16	75	79	168	15	37	38	50	130	407	370	609
Norvège	9	42	22	22	7	41	24	55	1	2	2	4	15	32	39	45	1	1	1	3	2	5	7	27	5	12	18	32	9	15	14	23	49	150	127	211
Finlande [f]	5	72	42	92	6	15	15	36	1	2	3	4	17	40	33	56	—	—	—	—	1	2	3	5	5	17	17	62	4	12	13	26	39	160	126	281
Autres pays de l'Europe occidentale [e]	90	216	70	89	8	22	30	43	17	149	154	167	51	132	192	253	2	6	9	14	4	20	25	31	11	40	56	57	19	76	70	84	202	661	606	738
Total Europe occident.	705	798	609	683	1 188	3 359	3 275	4 717	360	1 326	1 566	2 181	474	982	1 287	1 912	152	351	441	533	170	337	430	596	501	985	1 016	1 508	657	964	1 051	1 416	4 207	9 102	9 675	13 546

Sources : Pour 1938 : *Le réseau du commerce mondial*, Société des Nations, Genève, 1942. Pour 1948, 1950 et 1951 : les statistiques établies par les pays de l'Europe occidentale.

Note. — Les importations et exportations d'or industriel ne sont pas comprises dans les chiffres. Pour une définition complète des groupes de pays indiqués dans les têtes de colonnes, voir Annexe B.

[a] Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et U.R.S.S., y compris l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.
[b] Importations générales.
[c] Pour 1938, l'ensemble du territoire de l'Allemagne.
[d] Pays d'achat pour les importations, et pays de vente pour les exportations.
[e] Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Portugal, Turquie et Yougoslavie.
[f] A l'exclusion des exportations effectuées au titre des réparations de guerre.

Table XXVI

EXPORTATIONS DE CERTAINS ARTICLES [a] EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS ET A DESTINATION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

En millions de dollars aux prix courants, f.o.b.

Articles	N° du sous-groupe des statistiques d'exportation des Etats-Unis	Total pour dix-neuf pays				Royaume-Uni et Irlande				France				Allemagne [b]				Italie				Belgique et Suisse				Pays-Bas				Suède				Danemark, Finlande, Islande et Norvège				Autriche, Grèce, Portugal, Espagne, Turquie et Yougoslavie			
		1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951	1938	1948	1950	1951
Machines et véhicules																																									
Machines et appareillage électriques [c]	701–707	21.9	68.0	69.1	80.6	10.1	6.8	3.2	3.4	2.4	6.7	16.1	17.9	0.1	0.4	0.8	0.9	0.9	1.7	6.8	17.2	2.0	17.4	15.6	15.1	1.4	3.6	2.1	2.7	2.1	4.3	2.9	3.6	1.4	4.6	4.6	3.6	1.5	22.4	16.9	16.3
Moteurs, machines employées pour la construction, le transport et l'extraction minière	710–730	9.3	92.5	96.9	97.4	3.2	23.4	11.9	10.5	1.6	20.5	21.6	18.9	0.6	—	1.7	2.3	0.3	1.1	9.9	18.8	0.3	5.9	8.5	8.9	0.6	3.8	5.7	4.6	1.0	3.6	5.1	3.9	0.8	6.3	7.8	7.6	0.9	27.7	24.7	21.9
Machines-outils et machines pour le travail des métaux [c]	742–745	27.4	70.9	135.2	110.6	15.7	19.4	17.4	27.0	5.9	19.2	35.2	30.9	1.1	0.3	2.5	3.7	1.2	3.5	30.0	26.4	1.0	11.2	19.3	6.6	1.0	6.4	2.0	5.4	0.9	4.8	6.4	2.4	0.3	2.3	1.7	1.3	0.4	3.9	20.7	6.8
Machines textiles	750	4.9	34.5	56.3	45.1	3.1	17.2	10.8	10.5	0.4	4.8	9.3	9.3	0.1	0.1	5.1	2.8	—	0.5	10.3	6.9	0.2	4.1	4.7	4.3	0.1	2.4	4.7	3.4	0.2	1.2	2.7	2.2	0.4	1.8	4.7	3.0	0.4	2.3	4.1	2.8
Autre équipement industriel	760	10.3	70.7	68.7	62.0	6.1	20.5	8.3	9.1	1.2	8.2	10.2	8.9	0.2	0.1	0.8	1.6	0.1	1.5	15.2	12.8	0.5	14.5	10.0	9.3	0.4	6.4	4.1	2.5	0.9	5.2	2.9	3.9	0.5	9.3	9.0	3.7	0.4	5.0	8.3	10.1
Matériel de bureau, machines servant à l'imprimerie et à la reliure	770, 780	17.9	40.6	48.0	50.7	6.5	12.8	9.9	11.0	3.2	3.9	6.7	7.6	0.1	0.1	3.2	3.4	0.8	2.2	8.0	7.3	1.7	13.4	7.8	10.0	1.1	1.9	3.0	2.2	2.3	1.7	4.1	4.7	1.4	2.0	3.3	2.0	0.7	2.7	1.9	2.5
Machines et instruments agricoles, tracteurs et pièces de rechange [c]	790, 803	11.1	74.3	45.0	35.9	4.0	23.3	7.5	6.2	1.4	20.4	5.6	7.2	0.3	—	0.1	0.2	0.6	0.1	1.7	2.2	0.3	5.5	2.5	3.4	0.4	7.8	1.9	1.4	2.3	4.2	2.7	2.8	0.8	6.1	3.6	2.4	1.0	6.7	19.6	10.1
Voitures de tourisme et châssis	813	27.2	57.9	44.5	62.9	3.5	2.1	1.0	0.9	0.9	2.7	3.0	4.2	0.2	0.2	0.2	0.5	0.1	0.8	0.4	0.6	7.9	38.0	29.0	39.9	1.3	3.7	3.6	3.3	8.3	3.2	3.3	6.8	3.5	1.6	2.3	3.1	1.5	5.5	1.9	3.6
Autres véhicules automobiles, pièces de rechange et accessoires [c]	813	46.9	88.4	45.1	65.0	6.8	6.6	1.2	2.5	6.6	2.0	1.4	2.2	1.0	0.2	0.3	0.3	0.2	0.5	1.4	0.9	8.3	22.9	15.0	22.2	4.0	8.3	3.8	2.7	5.3	6.9	6.9	11.7	9.0	5.5	4.9	10.0	5.6	35.6	10.1	12.5
Aéronefs, pièces de rechange et accessoires [c]	825	13.8	58.2	26.7	8.0	3.9	5.7	8.1	0.2	0.9	11.6	6.9	4.1	0.6	0.2	—	—	0.2	0.4	3.8	0.3	0.4	3.5	2.1	2.3	3.3	17.4	5.5	1.0	1.0	9.1	—	—	0.2	4.6	—	—	3.4	5.7	0.4	0.2
Autres véhicules, pièces de rechange et accessoires	833	3.8	162.2	8.0	4.4	2.1	10.9	0.1	0.1	0.2	36.9	0.2	0.3	0.1	—	0.6	0.1	0.3	33.5	3.9	0.2	0.2	3.6	0.6	0.7	0.3	28.9	0.2	0.1	0.2	1.6	0.7	1.0	0.3	13.0	0.1	0.4	0.2	33.7	1.6	1.4
Total des machines et véhicules		194.6	818.1	643.6	622.6	65.1	148.8	79.4	81.6	24.6	136.9	116.3	111.5	4.5	1.7	15.3	15.7	4.8	45.9	91.3	93.6	22.9	140.0	115.0	122.7	13.9	90.8	36.6	29.3	24.4	45.7	37.6	43.0	18.5	57.1	41.9	37.2	15.9	151.3	110.0	88.0
Métaux et articles manufacturés																																									
Produits des aciéries	580	39.7	139.3	100.2	88.4	13.1	12.6	10.6	8.8	1.1	25.1	9.5	10.0	3.3	0.1	0.8	0.4	6.5	9.2	16.0	13.9	0.9	14.3	10.0	10.9	8.2	22.9	13.6	13.6	1.9	11.9	5.5	5.5	1.4	21.4	12.4	10.0	3.4	21.7	21.8	15.4
Articles sidérurg. manufacturés	590	6.8	19.4	11.1	14.4	2.9	3.4	1.4	2.2	0.6	1.7	1.0	1.4	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.6	1.0	1.7	0.5	4.5	2.9	3.7	0.4	2.0	0.7	0.5	0.9	1.2	0.7	1.0	0.8	2.3	1.0	1.0	0.3	3.7	2.5	2.7
Autres métaux et articles en métal	600–690	67.0	112.2	79.8	105.5	12.8	47.0	38.5	53.3	9.1	11.3	8.7	12.8	21.4	9.1	6.2	15.0	4.9	5.4	8.3	6.4	4.0	17.9	5.2	7.6	4.9	10.0	5.4	4.9	4.9	1.9	1.3	0.9	2.9	3.3	4.3	2.1	2.1	6.4	1.9	2.7
Total métaux et art. manufact.		113.5	270.9	191.1	208.3	28.8	63.0	50.5	64.3	10.8	38.1	19.2	24.2	24.8	9.3	7.1	15.5	11.5	15.2	25.3	22.0	5.4	36.7	18.1	22.2	13.5	34.9	19.7	19.0	7.7	15.0	7.5	7.4	5.1	27.0	17.7	13.1	5.8	31.8	26.2	20.8
Articles textiles manufacturés																																									
Articles manufacturés en coton	340, 350	9.9	44.7	17.9	50.2	2.9	17.5	1.9	13.3	0.5	2.4	1.5	3.5	2.6	4.2	1.6	3.0	0.5	0.8	3.0	8.2	0.6	5.7	3.4	8.3	0.5	1.9	1.2	3.2	0.5	2.5	1.5	3.2	0.4	5.1	2.7	5.6	1.4	4.7	1.2	1.8
Fibres artificielles et art. manuf.	420	2.0	18.7	42.5	48.7	1.6	1.7	1.2	1.7	—	0.2	2.0	4.4	—	0.2	4.2	4.5	—	0.1	2.1	3.1	0.1	13.7	18.4	15.1	0.2	0.4	3.3	5.7	—	0.9	3.8	5.7	—	0.6	3.1	3.4	—	0.9	4.5	5.1
Autres textiles et art. manuf.	380, 390, 400, 410	4.0	18.9	13.2	15.7	1.9	1.9	1.0	1.4	0.4	0.3	0.4	0.4	0.5	1.0	1.6	0.6	0.1	2.5	6.0	6.7	0.4	1.2	1.2	0.9	0.2	1.0	0.6	0.4	0.3	0.1	—	1.0	0.1	0.6	0.1	0.1	0.1	10.4	2.3	5.0
Total art. textiles manufacturés		15.9	82.3	73.6	114.6	6.4	21.1	4.1	16.4	0.9	2.9	3.9	8.3	3.1	5.4	7.4	8.1	0.6	3.4	11.1	18.0	1.1	20.6	23.0	24.3	0.9	3.3	5.1	9.3	0.8	3.5	5.3	9.0	0.5	6.3	5.9	9.1	1.5	16.0	8.0	11.9
Autres articles manufacturés																																									
Préparations médicinales et pharmaceutiques	850	2.7	38.4	32.9	52.5	1.9	1.7	1.6	3.9	0.1	6.3	3.7	5.1	0.1	0.4	2.7	1.7	—	5.1	8.5	11.4	0.1	8.5	6.0	12.4	0.1	1.6	0.3	1.4	0.1	1.5	1.3	2.2	0.1	2.0	1.2	2.2	0.1	11.5	7.6	12.3
Autres produits chimiques [c]	845, 865–910	38.3	160.5	111.1	167.1	13.2	42.0	32.2	47.4	5.1	18.7	12.5	25.8	5.9	13.8	6.5	9.6	1.1	10.6	16.1	15.0	4.4	31.0	18.9	31.1	3.2	15.2	5.4	11.6	2.4	7.8	5.0	7.3	1.6	7.6	3.9	6.1	1.5	13.9	10.5	13.1
Articles manufacturés en bois et en papier	460, 490	10.2	21.2	14.1	37.7	6.1	12.4	6.6	20.3	0.7	1.3	0.7	4.1	0.6	0.7	0.9	2.7	0.2	0.2	0.5	1.0	0.5	2.2	2.2	3.9	0.7	1.9	0.8	1.2	0.3	0.3	0.4	0.7	0.6	0.8	0.5	1.1	0.5	1.4	1.5	2.8
Caoutchouc et art. manufacturés [c]	233	7.5	41.2	13.8	17.7	1.6	9.2	2.3	3.2	0.8	2.9	2.0	2.7	0.3	6.5	1.3	1.9	0.1	0.4	0.7	0.9	1.0	6.5	3.1	3.7	0.8	3.0	0.7	0.6	1.2	3.1	0.9	1.4	0.8	2.4	0.6	0.9	0.8	7.2	2.3	2.3
Fourrures, cuirs et leurs articles manufacturés	100, 090	13.3	26.4	16.9	22.8	10.7	8.2	5.9	9.7	1.6	2.6	2.0	2.1	0.2	0.1	0.6	0.8	0.1	1.1	1.5	1.6	0.3	5.2	4.3	6.1	0.1	0.6	0.1	0.1	0.1	1.1	0.6	0.5	0.1	0.4	0.6	0.5	0.1	7.2	1.4	1.4
Articles manufacturés divers	923–993	25.7	189.9	80.1	87.2	14.5	19.2	10.2	12.0	2.8	11.2	5.2	4.9	1.2	55.2	21.7	11.8	0.6	12.5	11.0	9.9	1.7	18.5	13.5	14.7	1.1	8.7	2.2	3.0	1.6	3.7	2.4	3.1	1.4	6.8	2.9	3.5	1.0	54.1	10.9	24.4
Total autres art. manufacturés		97.7	477.6	268.9	385.0	48.0	92.7	58.8	96.5	11.1	43.0	26.1	44.7	8.3	76.7	33.7	28.5	2.1	29.9	38.3	39.8	8.0	71.9	48.0	71.9	6.0	31.0	9.5	17.9	5.7	17.5	10.6	15.2	4.6	20.0	9.7	14.3	4.0	95.3	34.2	56.3
Total p. les groupes ci-dessus		421.8	1649.0	1177.2	1330.3	148.3	325.6	192.6	258.9	47.4	220.9	165.3	188.6	40.6	93.0	63.5	67.7	19.0	94.3	165.9	173.4	37.5	269.1	204.3	241.2	34.4	159.8	70.8	75.4	38.5	81.6	61.0	74.6	28.7	110.4	75.2	73.6	27.4	294.4	178.6	177.0
Total des exportations de tous les articles (y compris les denrées alimentaires et les matières premières) en provenance des Etats-Unis		1189.1	4208.6	2855.4	4030.9	541.2	673.8	548.8	945.7	132.1	586.6	331.1	424.8	104.3	861.9	423.0	511.5	57.8	412.1	337.2	452.5	86.9	473.2	380.0	553.8	96.0	309.1	220.6	282.6	63.8	117.5	96.5	133.8	59.3	184.1	149.5	193.4	47.6	590.2	368.9	532.8

Sources : Pour 1938 : *Foreign Commerce and Navigation of the United States ;* pour les années 1948 à 1951 : *Report No. F.T. 420*, Département du commerce des Etats-Unis.

[a] Le tableau vise à indiquer l'évolution des exportations de certains articles semi-manufacturés et de certains articles manufacturés finis ; cependant, en raison de la composition des sous-groupes des statistiques d'exportations des Etats-Unis, certaines matières premières d'importance relativement faible sont comprises dans les articles considérés.

[b] Ensemble de l'Allemagne; pour la période allant de mai à décembre 1938, les chiffres relatifs à l'Autriche sont compris dans les chiffres du commerce extérieur de l'Allemagne.

[c] A l'exclusion des « catégories spéciales », qui ne sont pas indiquées par pays de destination dans les statistiques des Etats-Unis pour 1950 et 1951. Les exportations, à destination des pays membres de l'OECE, de toutes les marchandises appartenant aux catégories spéciales se sont élevées à 447 millions de dollars en 1950 et à 1.076 millions de dollars en 1951 ; la quasi-totalité de ces exportations a vraisemblablement été expédiée au titre du programme d'aide militaire.

Tableau XXXVII

IMPORTATIONS DE FROMENT DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer [a]		Territoires dépendants d'outre-mer [a]		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	2 170	84	814	24	1 338	49	..	—	..	—	291	8	475	16	28	—	5 116	181
	1948	3 389	261	107	15	783	95	..	..	..	..	..	..	..	..	20	14	4 299	385
	1949	4 002	374	..	..	829	80	..	..	..	..	..	..	..	..	32	3	4 863	457
	1950	2 955	235	..	..	304	22	..	..	..	..	..	..	..	..	60	3	3 319	260
	1951	3 374	301	..	..	585	49	..	..	..	..	..	..	..	..	176	21	4 135	371
Allemagne [b]	1934–1938	170	7	156	7	37	2	..	..	..	..	40	2	112	6	158	7	673	31
	1948	2 997	303 *	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 997	303*
	1949	2 423	45	1	—	..	—	..	—	..	—	..	—	7	1	3	—	2 434	46
	1950	1 097	95	192	17	27	2	..	—	..	—	258	22	148	13	2	—	1 724	149
	1951	2 101	187	149	16	225	21	..	—	..	—	248	22	29	4	3	—	2 755	250
Italie	1934–1938	114	2	191	8	90	4	15	1	..	..	53	2	208	8	79	3	750	28
	1948	1 066	175	730	153	30	6	..	..	..	..	..	..	6	1	54	11	1 886	346
	1949	1 013	113	356	53	30	7	..	..	5	1	..	..	144	16	107	12	1 655	202
	1950	275	22	488	49	..	..	..	..	63	5	46	6	132	12	24	2	1 028	96
	1951	648	58	418	42	264	24	..	..	..	..	10	1	160	16	32	4	1 532	145
Belgique-Luxembourg	1934–1938	483	18	372	11	19	1	..	..	..	..	..	..	191	8	95	3	1 160	41
	1948	402	43	83	7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	291	32	776	82
	1949	581	52	6	..	10	..	..	..	..	..	..	..	..	..	47	5	644	57
	1950	594	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43	3	637	45
	1951	906	70	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	53	5	959	75
Pays-Bas	1934–1938	243	9	167	5	4	—	..	..	..	..	5	—	84	3	38	2	541	19
	1948	595	71	—	—	20	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	615	74
	1949	312	32	..	—	..	—	..	—	..	—	8	1	105	11	7	—	432	44
	1950	508	39	..	..	45	4	..	..	..	..	35	2	..	..	36	3	624	48
	1951	710	61	..	..	47	4	..	..	..	..	..	..	..	..	5	1	762	66
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	3 180	120	1 700	55	1 488	56	15	1	..	..	389	12	1 070	41	398	15	8 240	300
	1948	8 449	853	920	175	833	104	..	..	..	..	..	..	6	1	365	57	10 573	1 190
	1949	8 331	616	363	53	869	87	..	..	5	1	8	1	256	28	196	20	10 028	806
	1950	5 429	433	680	66	376	28	..	..	63	5	339	30	280	25	165	11	7 332	598
	1951	7 739	677	567	58	1 121	98	..	..	..	..	258	23	189	20	269	31	10 143	907

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — La farine n'est pas comprise dans les chiffres indiqués.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada et Etats-Unis — Argentine — Australie — U.R.S.S.; *pour l'Allemagne :* Canada et Etats-Unis — Argentine — Australie — France, Turquie et Yougoslavie — Roumanie et U.R.S.S.; *pour l'Italie :* Canada et Etats-Unis — Argentine — Australie — Hongrie; *pour la Belgique et le Luxembourg :* Canada et Etats-Unis — Argentine — Australie — Roumanie et U.R.S.S.; *pour les Pays-Bas :* Canada et Etats-Unis — Argentine — Australie — France — Roumanie et U.R.S.S.

a Dans les Tableaux XXXVII à LII, les importations en provenance des colonies britanniques sont comprises non pas dans la colonne « Territoires dépendants d'outre-mer », mais dans la colonne « Zone sterling d'outre-mer ».

b Dans les Tableaux XXXVII à LII, les chiffres indiqués pour l'Allemagne se rapportent respectivement aux territoires suivants : 1934–1938 : ensemble du territoire d'avant guerre; 1948 et 1949 : zone anglo-américaine; 1950 et 1951 : Allemagne occidentale.

Tableau XXXVIII

IMPORTATIONS D'ORGE DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	272	9	82	2	195	6	..	..	36	1	66	2	232	6	20	1	903	27
	1948	—	—	298	33	58	10	—	—	—	—	—	—	437	56	—	—	793	99
	1949	..	..	..	..	138	10	118	9	32	2	..	..	145	10	36	2	469	33
	1950	..	..	..	..	244	15	130	8	14	1	..	..	330	19	59	3	777	46
	1951	135	10	..	..	342	31	226	20	9	1	..	..	510	45	11	1	1 233	108
France	1934–1938	..	—	1	—	..	—	140	5	..	—	6	—	24	1	1	—	172	6
	1948	..	..	71	6	63	6	58	6	..	..	13	1	..	..	22	2	227	21
	1949	26	2	..	..	17	2	266	20	..	..	..	..	..	..	19	1	328	25
	1950	..	—	9	1	..	—	44	3	..	—	13	1	..	—	3	—	69	5
	1951	37	3	—	—	—	—	151	11	—	—	—	—	—	—	—	—	188	14
Allemagne	1934–1938	16	—	66	2	..	—	16	1	2	—	46	2	144	5	3	—	293	10
	1948	99	10*	—	—	—	—	—	—	—	—	75	13*	7	1*	—	—	181	24*
	1949	73	6	45	3	—	—	96	7	—	—	15	1	—	—	—	—	229	17
	1950	—	—	14	1	—	—	227	15	3	—	23	2	3	—	—	—	270	18
	1951	30	3	109	11	43	4	48	4	1	—	93	10	—	—	—	—	324	32
Italie	1934–1938	..	—	5	—	..	—	6	—	..	—	24	1	20	1	1	—	56	2
	1948	9	2	50	8	74	11	..	..	5	1	54	10	2	—	11	2	205	34
	1949	3	1	—	—	1	—	..	—	3	1	10	1	3	—	1	—	21	3
	1950	..	—	..	—	7	—	8	1	..	—	2	—	7	1	1	—	25	2
	1951	..	—	1	—	10	1	..	—	..	—	1	—	3	—	1	—	16	1
Belgique-Luxembourg	1934–1938	12	..	60	1	22	1	..	..	..	..	65	2	249	7	21	1	429	12
	1948	..	..	80	6	8	1	..	..	..	..	5	1	52	4	19	3	164	15
	1949	70	5	73	5	10	1	31	2	21	1	55	5	12	1	48	2	320	22
	1950	71	4	5	1	54	3	43	2	66	4	79	6	..	..	61	4	379	24
	1951	241	17	7	1	5	—	7	—	10	1	19	2	19	2	5	—	313	23
Pays-Bas	1934–1938	39	1	118	3	8	—	—	—	3	—	6	—	98	3	—	—	272	7
	1948	67	6	106	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	173	21
	1949	38	3	47	3	42	3	20	2	3	—	17	1	5	1	—	—	172	13
	1950	19	1	14	1	253	18	37	2	—	—	2	—	—	—	—	—	325	22
	1951	2	—	6	—	191	16	71	7	13	2	14	2	..	—	2	—	299	27
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	339	10	332	8	225	7	162	6	41	1	213	7	767	23	46	2	2 125	64
	1948	175	18	605	68	203	28	58	6	5	1	147	25	498	61	52	7	1 743	214
	1949	210	17	165	11	208	16	531	40	59	4	97	8	165	12	104	5	1 539	113
	1950	90	5	42	4	558	36	489	31	83	5	119	9	340	20	124	7	1 845	117
	1951	445	33	123	12	591	52	503	42	33	4	127	14	532	47	19	1	2 373	205

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada et Etats-Unis — Argentine et Chili — Australie, Birmanie, Inde et Irak — Iran — Belgique, Danemark, Pays-Bas, Turquie et Yougoslavie — Pologne, Roumanie et U.R.S.S.; *pour la France :* Canada et Etats-Unis — Argentine et Chili — Australie — Afrique du Nord française — Danemark — Tchécoslovaquie, Pologne et Roumanie; *pour l'Allemagne :* Canada et Etats-Unis — Argentine et Chili — Irak — Afrique du Nord française — Iran et Syrie — Danemark et Turquie — Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et U.R.S.S.; *pour l'Italie :* Argentine et Chili — Australie et Irak — Afrique du Nord française et Lybie — Syrie — Danemark et Turquie — Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et U.R.S.S.; *pour la Belgique et le Luxembourg :* Canada et Etats-Unis — Argentine et Chili — Australie et Irak — Danemark — Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et U.R.S.S.

Tableau XXXIX

IMPORTATIONS DE MAÏS DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	281	8	2 603	61	171	5	1	—	..	..	122	3	100	2	7	1	3 285	80
	1948	..	—	1 159	126	..	—	..	—	..	—	..	—	190	25	2	—	1 351	151
	1949	94	7	424	51	..	—	..	—	..	—	78	6	112	9	4	—	712	73
	1950	242	16	310	21	11	1	..	..	..	..	61	4	286	16	81	6	991	64
	1951	560	48	4	—	5	1	..	..	..	..	7	1	264	22	200	20	1 040	92
France	1934–1938	3	—	72	3	14	—	551	20	..	—	..	—	42	2	6	—	688	25
	1948	..	—	150	13	34	3	21	2	..	—	..	—	..	—	7	—	212	18
	1949	205	14	77	8	..	..	155	14	..	..	..	..	20	2	12	1	469	39
	1950	270	18	375	27	..	..	73	5	..	..	..	..	..	..	27	1	745	51
	1951	368	28	149	14	..	..	21	2	..	..	..	..	..	..	32	3	570	47
Allemagne	1934–1938	219	6	540	16	..	..	..	..	..	..	56	2	109	4	55	2	979	30
	1948	300	24*	219	23*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	100	17*	619	64*
	1949	1 380	107	—	—	35	2	1	—	—	—	23	2	—	—	—	—	1 439	111
	1950	190	14	—	—	15	1	20	2	1	—	46	3	—	—	—	—	272	20
	1951	101	10	52	5	61	6	25	2	10	1	22	2	10	1	5	1	286	28
Italie	1934–1938	..	—	97	2	..	—	..	—	..	—	12	—	24	1	6	—	139	3
	1948	2	—	59	7	..	—	..	—	..	—	40	4	..	—	1	—	102	11
	1949	2	—	34	3	—	—	—	—	—	—	37	3	19	1	—	—	92	7
	1950	59	5	29	1	..	—	..	—	..	—	..	—	3	—	1	—	92	6
	1951	158	13	..	—	..	—	..	—	..	—	..	—	11	1	5	—	174	14
Belgique-Luxembourg	1934–1938	22	1	709	16	..	..	..	..	..	..	2	—	11	—	55	2	799	19
	1948	..	..	212	17	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	149	12	361	29
	1949	71	4	299	20	3	—	11	1	..	..	10	1	..	..	15	1	409	27
	1950	140	4	101	6	..	..	..	..	..	..	27	2	27	2	86	10	381	24
	1951	217	17	44	3	..	..	..	..	..	..	12	1	28	2	54	4	355	27
Pays-Bas	1934–1938	101	3	686	16	35	1	18	—	18	1	30	—	38	1	8	—	934	22
	1948	20	2	341	39	..	..	..	..	..	..	30	4	22	3	40	4	453	52
	1949	115	8	196	16	7	1	..	—	..	—	36	3	68	5	2	—	424	33
	1950	204	13	105	7	9	1	3	—	45	3	10	1	54	3	—	—	430	28
	1951	253	23	12	1	..	—	10	1	54	5	..	—	11	1	4	—	344	31
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	626	18	4 707	114	220	6	570	20	18	1	222	5	324	10	137	5	6 824	179
	1948	322	26	2 140	225	34	3	21	2	..	..	70	8	212	28	299	33	3 098	325
	1949	1 867	140	1 030	98	45	3	167	15	..	..	184	15	219	17	33	2	3 545	290
	1950	1 105	70	920	62	35	3	96	7	46	3	144	10	370	21	195	17	2 911	193
	1951	1 657	139	261	23	66	7	56	5	64	6	41	4	324	27	300	28	2 769	239

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada et Etats-Unis — Argentine et Brésil — Afrique orientale britannique, Rhodésie et Union Sud-Africaine — Belgique, Pays-Bas, Portugal et Yougoslavie — Bulgarie, Hongrie, Roumanie et U.R.S.S.; *pour la France :* Etats-Unis — Argentine et Brésil — Australie et Union Sud-Africaine — Indochine et Afrique du Nord française — Bulgarie, Roumanie et U.R.S.S.; *pour l'Allemagne :* Etats-Unis — Argentine, Brésil et Paraguay — Australie — Territoires portugais d'Afrique et Indochine — Chine — Italie et Yougoslavie — Bulgarie, Hongrie, Roumanie et U.R.S.S.; *pour l'Italie :* Etats-Unis — Argentine — Yougoslavie — Bulgarie et Roumanie ; *pour Belgique-Luxembourg :* Etats-Unis — Argentine — Nigéria — Congo belge et Afrique du Nord française — Yougoslavie — Bulgarie, Hongrie et Roumanie; *pour les Pays-Bas :* Etats-Unis — Argentine — Australie, Hong-kong et Jamaïque — Algérie, Angola et Congo belge — Indonésie — Yougoslavie — Bulgarie, Hongrie et Roumanie.

Tableau XL

IMPORTATIONS DE SUCRE DE CANNE [a] DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [b]													
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	850	21	141	4	1 081	51	..	..	..	..	54	2	2 126	78
	1948	1 119	133	58	6	713	94	..	..	..	..	10	2	1 900	235
	1949	1 104	115	12	1	1 013	120	..	..	..	..	108	10	2 237	246
	1950	1 271	140	..	..	807	78	..	..	..	..	47	5	2 125	223
	1951	1 344	184	..	..	862	94	..	..	..	..	85	12	2 291	290
France	1934–1938	146	11	..	..	..	..	159	12	..	..	30	2	335	25
	1948	171	31	72	13	—	—	5	1	7	2	—	—	255	47
	1949	106	21	16	3	..	..	58	11	..	..	9	2	189	37
	1950	118	21	—	—	—	—	141	26	—	—	—	—	259	47
	1951	71	12	..	—	..	—	131	23	..	—	1	—	203	35
Allemagne	1934–1938	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	5	—
	1948	551	71 *	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	551	71 *
	1949	206	22	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	209	22
	1950	399	47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	401	48
	1951	220	33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	224	34
Belgique-Luxembourg	1934–1938	54	1	15	—	..	—	8	1	4	—	2	—	83	2
	1948	120	10	..	—	..	—	5	1	..	—	5	—	130	11
	1949	53	4	17	1	—	—	5	1	—	—	—	—	75	6
	1950	55	4	9	1	..	—	1	—	..	—	1	—	66	5
	1951	99	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	99	7
Pays-Bas	1934–1938	52	1	4	—	—	—	32	1	32	1	—	—	120	3
	1948	170	19	37	4	—	—	—	—	14	2	—	—	221	25
	1949	226	23	13	1	—	—	—	—	2	—	—	—	241	24
	1950	267	29	4	—	—	—	—	—	9	1	—	—	280	30
	1951	294	41	32	5	—	—	—	—	—	—	—	—	326	46
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	1 102	34	163	4	1 081	51	199	14	37	1	87	4	2 669	108
	1948	2 131	264	167	23	713	94	10	2	21	4	15	2	3 057	389
	1949	1 695	185	60	6	1 013	120	63	12	2	—	117	12	2 951	335
	1950	2 110	241	13	1	807	78	142	26	9	1	48	5	3 131	353
	1951	2 028	277	33	5	862	94	131	23	..	..	86	12	3 143	412

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Cuba et République Dominicaine — Pérou — Australie, Afrique orientale britannique et Afrique occidentale britannique, Guyane britannique, Antilles britanniques et île Maurice ; *pour la France :* Cuba, République Dominicaine et Etats-Unis — Brésil — Guadeloupe, Martinique, autres Antilles françaises et Territoires français d'Afrique — Egypte; *pour l'Allemagne :* Cuba et Etats-Unis — Brésil et Pérou — Antilles néerlandaises — Belgique-Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni; *pour Belgique-Luxembourg :* Cuba et République Dominicaine — Brésil et Pérou — Congo belge et Guyane hollandaise — Egypte; *pour les Pays-Bas :* Cuba — Pérou — Antilles néerlandaises — Indonésie.

[a] Sucre brut et sucre raffiné en quantités équivalentes de sucre brut (1 tonne de sucre raffiné = 1,1 tonne de sucre brut).

[b] L'Europe occidentale et l'Europe orientale ne sont pas indiquées séparément, les importations de sucre de canne en provenance de ces régions n'étant pas précisées ou étant négligeables.

Tableau XLI

IMPORTATIONS DE CAFÉ DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]													
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	10	4	..	—	10	4	..	—	..	—	2	—	22	8
	1948	..	..	12	6	25	12	10	4	..	..	6	2	53	24
	1949	..	..	16	8	21	9	6	2	..	..	2	2	45	21
	1950	..	..	14	12	18	12	5	4	..	..	4	3	41	31
	1951	..	..	13	14	22	16	5	5	..	..	3	4	43	39
France	1934–1938	29	6	83	17	3	1	53	11	16	4	—	—	184	39
	1948	—	—	2	1	—	—	69	30	—	—	—	—	71	31
	1949	—	—	25	16	..	—	61	38	..	—	2	—	88	54
	1950	1	1	35	33	1	1	111	100	..	..	1	2	149	137
	1951	5	6	36	40	4	5	103	111	..	..	3	5	151	167
Allemagne [a]	1934–1938	89	32	69	19	1	1	2	1	4	1	1	—	166	54
	1948	—	—	8	3*	..	..	..	..	..	..	2	1*	10	4*
	1949	1	1	22	9	..	..	..	..	2	2	1	1	26	13
	1950	4	5	10	9	3	5	..	..	6	9	4	3	27	31
	1951	14	18	16	19	4	6	..	..	2	3	4	7	40	53
Italie	1934–1938	7	2	21	5	..	..	2	1	3	1	2	2	35	11
	1948	10	5	24	10	..	..	..	..	..	..	7	2	41	17
	1949	14	8	28	15	..	..	..	..	..	..	6	4	48	27
	1950	12	10	26	21	..	..	..	..	1	1	7	7	46	39
	1951	10	10	20	20	..	..	..	..	9	9	7	8	46	47
Belgique-Luxembourg	1934–1938	4	1	22	4	..	..	16	2	1	—	7	2	50	9
	1948	6	3	61	24	..	..	8	3	..	..	11	5	86	35
	1949	12	8	68	31	..	..	9	3	..	..	1	1	90	43
	1950	6	6	36	33	..	..	9	7	..	..	9	8	60	54
	1951	7	8	26	28	..	..	12	11	..	..	10	11	55	58
Pays-Bas	1934–1938	9	2	15	3	..	—	..	—	14	3	2	—	40	8
	1948	1	—	9	6	..	..	9	4	1	1	1	1	21	12
	1949	1	1	12	8	..	..	8	4	1	1	2	1	24	15
	1950	3	4	7	5	..	—	10	11	1	1	1	—	22	21
	1951	1	1	8	10	..	—	6	7	1	1	1	—	17	19
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	148	47	210	48	14	6	73	15	38	9	14	4	497	129
	1948	17	8	116	50	25	12	96	41	1	1	27	11	282	123
	1949	28	18	171	87	21	9	84	47	3	3	14	9	321	173
	1950	26	26	128	113	22	18	135	122	8	11	26	23	345	313
	1951	37	43	119	131	30	27	126	134	12	13	38	35	352	383

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Colombie et Costa-Rica — Brésil — Afrique orientale britannique, Birmanie et Inde; *pour la France :* Colombie, Haïti, Nicaragua, Salvador et Venezuela — Brésil — Afrique orientale britannique — Inde et Pakistan — Madagascar, Afrique-Equatoriale française et Territoires portugais d'Afrique — Indonésie ; *pour l'Allemagne :* Costa-Rica, Colombie, Guatemala et Salvador — Brésil — Afrique orientale britannique, Inde et Pakistan — Indonésie; *pour l'Italie :* Colombie, République Dominicaine, Haïti, Salvador et Venezuela — Brésil — Erythrée — Indonésie; *pour Belgique-Luxembourg :* Colombie et Haïti — Brésil — Congo belge et Territoires portugais d'Afrique — Indonésie ; *pour les Pays-Bas :* Amérique centrale — Brésil — Congo belge et Territoires portugais d'Afrique — Indonésie.

a L'Europe occidentale et l'Europe orientale ne sont pas indiquées séparément, les importations de café en provenance de ces régions étant négligeables.

Tableau XLII

IMPORTATIONS DE FÈVES DE CACAO DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]											
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	2	..	1	..	100	14	..	..	1	1	104	15
	1948	..	—	3	2	106	86	..	—	1	—	110	88
	1949	—	—	4	2	143	73	2	2	—	—	149	77
	1950	..	..	24	12	99	57	8	5	1	1	132	75
	1951	..	..	2	2	104	82	1	1	2	1	109	86
France	1934–1938	..	..	..	..	..	..	38	6	5	1	43	7
	1948	—	—	—	—	—	—	51	23	—	—	51	23
	1949	—	—	—	—	—	—	66	37	—	—	66	37
	1950	—	—	—	—	—	—	66	39	—	—	66	39
	1951	—	—	—	—	—	—	48	40	—	—	48	40
Allemagne	1934–1938	6	2	6	1	55	8	7	1	7	2	81	14
	1948	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1949	..	—	..	—	13	7	4	3	1	—	18	10
	1950	2	1	2	1	41	28	10	9	—	—	55	39
	1951	3	3	7	5	35	30	11	10	—	—	56	48
Italie	1934–1938	..	.	3	..	3	..	1	..	2	1	9	1
	1948	1	1	1	1	..	—	1	1	2	—	5	3
	1949	1	1	3	2	1	1	2	1	2	—	9	5
	1950	1	1	7	4	..	—	3	2	2	—	13	7
	1951	1	1	5	4	2	2	2	2	2	1	12	10
Pays-Bas	1934–1938	..	..	3	..	51	6	6	1	5	1	65	8
	1948	1	1	2	1	7	6	8	8	4	3	22	19
	1949	1	—	6	4	23	13	8	4	1	—	39	21
	1950	1	..	7	6	32	18	22	14	4	2	66	40
	1951	1	1	7	5	19	15	27	20	1	1	55	42
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	8	2	13	1	209	28	52	8	20	6	302	45
	1948	2	2	6	4	113	92	60	32	7	3	188	133
	1949	2	1	13	8	180	94	82	47	4	—	281	150
	1950	4	2	40	23	172	103	109	69	7	3	332	200
	1951	5	5	21	16	160	129	89	73	5	3	280	226

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Equateur et Venezuela — Brésil — Antilles britanniques, Côte-de-l'Or, Nigéria et Sierra Leone — Afrique-Equatoriale française et Afrique-Occidentale française; *pour la France :* Afrique-Equatoriale française, Cameroun et Togo français; *pour l'Allemagne :* Costa-Rica et Equateur — Brésil — Cameroun et Côte-de-l'Or — Afrique-Occidentale française et Territoires portugais d'Afrique; *pour l'Italie :* Equateur — Brésil — Afrique orientale et Afrique occidentale britanniques — Territoires portugais et espagnols d'Afrique; *pour les Pays-Bas :* Equateur et Etats-Unis — Brésil — Afrique occidentale britannique — Afrique-Equatoriale française et Afrique-Occidentale française et Territoires portugais d'Afrique.

[a] Les autres pays d'outre-mer, l'Europe occidentale et l'Europe orientale ne sont pas indiqués séparément, les importations de fèves de cacao en provenance de ces régions n'étant pas spécifiées ou étant négligeables.

Tableau XLIII

IMPORTATIONS DE VIANDE [a] AU ROYAUME-UNI ET EN ALLEMAGNE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [b]													
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni . . .	1934–1938	49	19	569	111	365	94	485	169	43	17	4	1	1 515	411
	1948	118	88	332	105	510	175	103	79	12	11	51	26	1 126	484
	1949	30	25	368	148	471	170	205	161	22	19	64	30	1 160	553
	1950	37	26	335	137	546	173	294	138	39	20	61	33	1 312	527
	1951	1	1	137	67	359	120	329	215	39	27	115	128	980	558
Allemagne	1934–1938	—	—	28	5	—	—	66	22	35	14	—	—	129	41
	1948	38	30*	4	2*	—	—	1	1*	—	—	—	—	43	33*
	1949	29	15	22	13	—	—	27	16	4	2	—	—	82	46
	1950	14	4	5	2	1	—	149	87	26	15	—	—	196	109
	1951	9	4	15	6	—	—	73	50	9	6	—	—	106	66
Royaume-Uni et Allemagne . . .	1934–1938	49	19	597	116	365	94	551	191	78	31	4	1	1 644	452
	1948	156	118	336	107	510	175	104	80	12	11	51	26	1 169	517
	1949	59	40	390	161	471	170	232	177	26	21	64	30	1 242	599
	1950	51	30	340	139	547	173	443	225	65	35	61	33	1 508	636
	1951	10	5	152	73	359	120	402	265	48	33	115	128	1 086	624

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada et Etats-Unis — Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay — Australie, Nouvelle-Zélande, Rhodésie du Sud et Union Sud-Africaine — Autriche, Danemark, France, Allemagne, Irlande et Pays-Bas — Hongrie, Pologne, et, pour la période 1934–1938, les pays baltes; *pour l'Allemagne :* Canada, Mexique et Etats-Unis — Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay — Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine — Madagascar et Maroc français — Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Finlande, France, Irlande, Pays-Bas, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie — Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, et, pour la période 1934–1938, les pays baltes.

[a] Ce terme comprend les animaux sur pied destinés à l'alimentation (en quantités équivalentes de viande abattue) ainsi que la viande de bœuf, de veau, de mouton, d'agneau et de porc, le lard, le jambon et les conserves de viande. Les facteurs de conversion utilisés (en tonnes par millier de bêtes) sont : pour les bovins, 220; pour les ovins, 18,8; et pour les porcins, 82.

[b] Les territoires dépendants d'outre-mer et les autres pays extra-européens ne sont pas indiqués séparément, les importations de viande en provenance de ces régions étant négligeables ou n'étant pas connues.

Tableau XLIV

IMPORTATIONS DE BEURRE AU ROYAUME-UNI PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]											
		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	6	2	236	106	155	70	53	21	37	14	487	213
	1948	3	6	212	185	58	76	..	..	4	6	277	273
	1949	—	—	210	195	113	136	..	..	1	1	324	332
	1950	..	..	197	145	143	110	..	..	1	1	341	256
	1951	..	..	190	152	121	100	..	..	2	1	313	253

Source : Accounts relating to Trade and Navigation of the United Kingdom, Board of Trade.

Pays considérés : Argentine — Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine — Danemark, Finlande et Pays-Bas — Hongrie, Pologne et U.R.S.S. (y compris l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie).

[a] La zone dollar, les territoires dépendants d'outre-mer et les autres pays d'outre-mer ne sont pas indiqués séparément, les importations de beurre en provenance de ces régions étant négligeables.

Tableau XLV

IMPORTATIONS DE GRAISSES ET PRODUITS OLÉAGINEUX DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en millions de tonnes (en équivalent d'huile) ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Année	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni [a]	1938	56	12	29	8	701	75	5	—	106	17	109	10	..	..	64	8	1 070	130
	1948	1	1	204	131	839	304	1	1	21	14	5	4	4	3	23	11	1 098	469
	1949	36	11	101	48	866	329	8	3	54	23	3	2	1	—	34	16	1 103	432
	1950	..	..	226	77	840	229	7	2	75	26	2	1	..	..	54	13	1 204	348
	1951	91	46	218	110	748	231	18	8	96	48	13	5	..	..	80	31	1 264	479
France	1938	20	2	67	11	110	13	334	44	1	—	2	—	2	—	44	5	580	75
	1948	79	47	15	11	11	4	163	102	7	4	14	15	..	..	16	4	305	187
	1949	57	28	3	2	10	5	259	150	1	1	11	9	..	..	2	1	343	196
	1950	—	1	16	6	6	3	280	131	3	2	10	3	—	—	—	—	315	146
	1951	36	20	57	33	30	19	277	166	36	23	34	19	1	—	2	2	473	282
Allemagne	1938	38	3	62	10	283	33	42	4	165	44	198	21	31	10	—	—	819	125
	1948	79	43*	3	2*	4	2*	2	1*	15	7*	44	25*	—	—	—	—	147	80*
	1949	160	74	5	1	23	10	65	17	32	15	59	25	—	—	—	—	344	142
	1950	126	42	32	12	58	22	96	31	63	23	310	114	8	3	—	—	693	247
	1951	107	46	56	23	48	21	78	33	111	69	234	106	2	1	—	—	636	299
Belgique-Luxembourg	1938	..	..	..	..	38	4	33	3	14	2	37	4	..	..	8	1	130	14
	1948	6	2	4	2	1	—	100	19	3	—	7	3	..	..	27	9	148	35
	1949	65	23	..	..	..	..	63	13	5	1	4	2	2	1	19	6	158	46
	1950	64	27	3	1	2	1	54	12	15	5	5	1	2	—	38	8	183	55
	1951	130	52	5	3	8	4	38	11	26	14	1	1	..	..	18	6	226	91
Pays-Bas	1938	5	1	6	1	79	9	20	2	100	12	60	4	..	—	7	—	277	29
	1948	24	17	6	4	10	6	1	1	121	59	16	8	..	—	7	—	185	95
	1949	50	26	1	—	14	6	2	1	188	69	6	3	..	—	2	—	263	105
	1950	47	16	18	7	41	14	24	7	180	67	18	5	..	..	1	2	329	118
	1951	62	24	25	10	21	10	1	1	235	105	28	12	..	..	7	3	379	165
Danemark	1938	—	—	—	—	4	—	1	—	22	2	79	7	—	—	—	—	106	9
	1948	19	10	—	—	3	2	1	—	1	1	33	19	—	—	—	—	57	32
	1949	21	11	2	1	5	2	1	—	—	—	37	15	—	—	—	—	66	29
	1950	8	4	1	—	7	3	1	—	3	2	59	20	—	—	—	—	79	29
	1951	7	3	—	—	4	2	1	—	11	9	62	30	2	1	—	—	87	45
Total pour les pays ci-dessus	1938	119	18	164	30	1 215	134	435	53	408	77	485	46	33	10	123	14	2 982	382
	1948	208	120	232	150	868	318	268	124	168	85	119	74	4	3	73	24	1 940	898
	1949	389	173	112	52	918	352	398	184	280	109	120	56	3	1	57	23	2 277	950
	1950	245	90	296	103	954	272	462	183	339	125	404	144	10	3	93	23	2 803	943
	1951	433	191	361	179	859	287	413	219	515	268	372	173	5	2	107	42	3 065	1 361

Sources et pays considérés : Voir Annexe B.

NOTE. — Les graisses et produits oléagineux comprennent : 1) les graines oléagineuses (en équivalent d'huile) : les arachides, le coprah, les noix de palme, les graines de soya, le ricin, les graines de lin, les graines de colza, les graines de coton et, lorsqu'elles présentent de l'importance, les graines de pavot. (Pour les facteurs de conversion utilisés, voir Annexe B.) 2) les huiles végétales : huiles d'arachide, de noix de coco, de palme et noix de palme, de ricin, de lin, de colza, de coton, d'olive, et, lorsqu'elles présentent de l'importance, de soya, de thé et d'abrasin. 3) les graisses animales : huile de baleine et de poisson (non raffinée), saindoux et suif (comestible et à usage industriel).

[a] Les valeurs sont des estimations établies à partir des prix dérivés *(unit values)* des importations totales effectuées par le Royaume-Uni pour chaque produit considéré dans ce tableau et ne tiennent pas compte des différences de prix par région d'origine.

Tableau XLVI

IMPORTATIONS DE TABAC NON MANUFACTURÉ DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occi-dentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	101	76	—	—	21	11	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	124	88
	1948	84	106	—	—	38	57	—	—	—	—	5	6	—	—	—	—	127	169
	1949	76	106	..	..	48	68	..	..	..	..	9	12	..	..	4	7	137	193
	1950	72	101	..	..	59	68	..	..	..	..	5	6	..	..	3	4	139	179
	1951	106	157	—	—	50	61	—	—	—	—	5	8	—	—	—	—	161	226
France	1934–1938	11	3	1	—	—	—	12	4	1	—	1	1	3	1	—	—	29	9
	1948	2	1	1	—	—	—	6	2	—	—	3	3	1	1	—	—	13	7
	1949	7	9	1	3	..	..	12	5	4	1	7	4	..	..	3	1	34	23
	1950	3	2	..	—	..	—	10	6	..	—	7	6	..	..	1	—	21	14
	1951	5	4	..	..	..	..	14	10	..	..	11	9	..	..	2	2	32	25
Allemagne	1934–1938	9	3	12	4	—	—	—	—	23	14	31	23	14	9	—	—	89	53
	1948	3	3*	2	1*	—	—	—	—	—	—	1	1*	—	—	—	—	6	5*
	1949	30	25	2	1	—	—	—	—	—	—	11	13	2	2	—	—	45	41
	1950	27	24	4	3	—	—	—	—	2	7	11	11	1	—	—	—	45	45
	1951	27	29	5	4	—	—	—	—	2	6	12	13	—	—	—	—	46	52
Belgique-Luxembourg	1934–1938	7	2	1	—	—	—	—	—	6	2	2	1	1	—	2	—	19	5
	1948	13	11	1	—	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5	4	19	15
	1949	13	10	3	2	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	19	14
	1950	13	10	1	1	..	..	..	..	..	..	2	1	..	..	5	3	21	15
	1951	17	15	3	1	1	1	—	—	1	1	3	2	—	—	—	—	25	20
Pays-Bas	1934–1938	8	5	4	2	1	—	—	—	12	10	3	2	1	1	—	—	29	20
	1948	9	8	3	2	1	1	—	—	2	6	—	—	—	—	—	—	15	17
	1949	13	11	3	2	2	1	..	..	3	11	7	8	..	..	1	1	29	34
	1950	13	9	3	2	4	1	..	..	2	9	4	4	..	..	2	2	28	27
	1951	12	13	3	2	4	2	—	—	3	7	7	7	—	—	—	—	29	31
Danemark	1934–1938	3	1	2	1	—	—	—	—	2	1	1	1	1	1	—	—	9	5
	1948	4	6	1	1	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	8	10
	1949	5	7	2	2	—	—	—	—	—	—	5	8	—	—	—	—	12	17
	1950	5	6	2	2	1	1	—	—	—	—	6	13	—	—	—	—	14	22
	1951	4	6	1	1	1	1	—	—	—	—	4	8	—	—	—	—	10	16
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	139	90	20	7	22	11	12	4	44	27	40	29	20	12	2	—	299	180
	1948	115	135	8	4	39	58	6	2	2	6	12	13	1	1	5	4	188	223
	1949	144	168	11	10	51	69	12	5	7	12	41	47	2	2	8	9	276	322
	1950	133	152	10	8	64	70	10	6	4	16	35	41	1	—	11	9	268	302
	1951	171	224	12	8	56	65	14	10	6	14	42	47	—	—	2	2	303	370

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada, Cuba et Etats-Unis — Inde, Nyassaland et Rhodésie du Sud — Syrie — Belgique-Luxembourg, Allemagne, Grèce, Pays-Bas et Turquie; *pour la France :* Colombie et Etats-Unis — Brésil — Algérie et Madagascar — Indonésie et Corée — Grèce, Turquie et Yougoslavie — Hongrie; *pour l'Allemagne :* Canada, Colombie, Cuba, République Dominicaine, Haïti, Mexique et Etats-Unis — Brésil et Paraguay — Chine, Indonésie et Japon — Italie, Grèce, Turquie et Yougoslavie — Bulgarie et U.R.S.S. ; *pour Belgique-Luxembourg :* Colombie, Mexique et Etats-Unis — Brésil et Paraguay — Afrique orientale britannique — Indonésie — Grèce, Turquie et Yougoslavie — Bulgarie; *pour les Pays-Bas :* Canada, Colombie, Cuba, République Dominicaine et Etats-Unis — Brésil et Paraguay — Inde, Rhodésie du Sud et Union Sud-Africaine — Chine et Indonésie — Grèce, Italie et Turquie — Bulgarie, Hongrie et U.R.S.S.; *pour le Danemark :* Cuba et Etats-Unis — Brésil — Afrique orientale britannique — Chine et Indonésie — Belgique-Luxembourg, Grèce, Pays-Bas, Turquie et Royaume-Uni — Bulgarie et U.R.S.S.

Tableau XLVII

IMPORTATIONS DE LAINE CRUE DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]											
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	1	—	53	23	309	169	17	11	2	1	382	204
	1948	..	..	1	1	210	233	..	..	6	7	217	241
	1949	..	..	1	1	267	332	..	..	5	8	273	341
	1950	..	..	1	1	283	461	..	..	35	56	319	518
	1951	..	..	3	9	200	586	..	..	27	73	230	668
France	1934–1938	..	..	29	12	118	47	..	..	23	9	170	68
	1948	..	..	29	23	144	171	..	..	2	2	175	196
	1949	..	..	7	6	156	179	..	..	4	3	167	188
	1950	..	..	28	28	112	144	..	..	4	2	144	174
	1951	..	..	11	25	101	254	..	..	2	6	114	285
Allemagne	1934–1938	1	—	41	26	59	40	16	13	5	4	122	83
	1948	—	—	3	4*	36	44*	2	2	—	—	41	50*
	1949	4	5	9	13	44	63	5	6	1	—	63	87
	1950	2	4	10	16	59	98	11	24	1	—	83	142
	1951	—	—	6	16	35	100	8	26	—	—	49	142
Italie	1934–1938	..	..	16	8	21	12	2	2	5	2	44	24
	1948	—	1	7	7	40	46	3	4	8	7	58	65
	1949	..	..	9	10	54	85	2	3	7	9	72	107
	1950	..	..	8	10	40	55	..	..	8	7	56	72
	1951	..	..	5	17	38	109	..	..	5	6	48	132
Belgique-Luxembourg	1934–1938	..	..	10	4	60	22	..	..	19	8	89	34
	1948	..	..	10	7	48	43	..	..	14	13	72	63
	1949	..	..	4	6	59	62	..	..	17	12	80	80
	1950	..	..	..	..	67	81	..	..	25	30	92	111
	1951	..	..	..	..	40	88	..	..	12	28	52	116
Pays-Bas	1934–1938	—	—	2	1	1	—	3	3	—	—	6	4
	1948	..	—	2	3	4	5	1	1	1	—	8	9
	1949	—	—	2	3	6	7	2	3	—	—	10	13
	1950	..	—	—	1	5	9	2	3	1	—	8	13
	1951	..	—	—	1	3	7	1	3	1	—	5	11
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	2	—	151	74	568	290	38	29	54	24	813	417
	1948	—	1	52	45	482	542	6	7	31	29	571	624
	1949	4	5	32	39	586	728	9	12	34	32	665	816
	1950	2	4	47	56	566	848	13	27	74	95	702	1 030
	1951	..	..	25	68	417	1 144	9	29	47	113	498	1 354

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Argentine, Chili, Pérou et Uruguay — Australie, Birmanie, Inde, Kenya, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Union Sud-Africaine et Sud-Ouest Africain; *pour la France :* Argentine et Uruguay — Australie, Inde, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine; *pour l'Allemagne :* Argentine, Brésil, Chili, Pérou et Uruguay — Australie, Inde, Kenya, Nouvelle-Zélande, Pakistan et Union Sud-Africaine; *pour l'Italie :* Argentine et Uruguay — Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine; *pour Belgique–Luxembourg :* Argentine et Uruguay — Australie, Inde, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine; *pour les Pays-Bas :* Argentine et Uruguay — Australie, Inde, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Sud-Ouest Africain et Union Sud-Africaine.

[a] Les territoires dépendants d'outre-mer, les autres pays extra-européens et l'Europe orientale ne sont pas indiqués séparément, les importations de laine en provenance de ces régions n'étant pas spécifiées ou étant négligeables.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

Tableau XLVIII

IMPORTATIONS DE COTON [a] BRUT DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [b]															
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	263	74	102	31	99	24	2	1	157	57	..	..	7	2	630	189
	1948	83	71	74	64	42	26	17	13	155	235	..	..	5	5	376	414
	1949	189	153	74	63	54	39	15	12	133	173	..	..	2	3	467	443
	1950	135	114	98	80	54	40	14	11	135	158	8	7	15	13	459	423
	1951	105	102	96	150	65	82	8	9	143	286	2	3	40	50	459	682
France	1934–1938	142	41	17	5	22	13	7	2	48	13	..	..	31	2	267	76
	1948	56	60	17	15	27	18	29	22	46	60	..	..	6	7	181	182
	1949	177	142	8	7	..	..	27	19	27	39	5	5	14	12	258	224
	1950	151	119	15	13	31	24	26	20	41	46	..	..	16	14	280	236
	1951	121	129	20	32	17	25	33	36	39	71	..	..	16	21	246	314
Allemagne	1934–1938	96	33	71	28	28	7	..	..	39	15	10	4	28	6	272	93
	1948	79	71*	2	1*	—	—	—	—	6	7*	7	6*	—	—	94	85*
	1949	119	98	3	3	5	4	..	..	11	15	5	5	8	4	151	129
	1950	148	121	4	4	8	5	..	..	16	19	29	29	11	14	216	192
	1951	108	112	16	20	21	31	2	2	20	37	34	49	3	8	204	259
Italie	1934–1938	94	29	5	1	19	5	..	..	27	10	..	..	7	3	152	48
	1948	57	49	28	21	21	13	..	..	28	23	..	..	5	4	139	110
	1949	154	123	2	1	6	4	..	..	24	30	..	..	5	3	191	161
	1950	141	107	—	—	6	5	..	..	28	31	7	6	21	14	203	163
	1951	118	128	10	9	15	19	..	..	30	50	..	..	13	15	186	221
Belgique-Luxembourg	1934–1938	27	6	6	1	30	6	23	6	3	1	..	..	7	2	96	22
	1948	18	15	..	..	9	5	23	14	..	..	..	..	23	18	73	52
	1949	50	38	6	5	6	3	17	10	2	3	..	..	5	3	86	62
	1950	71	54	6	6	2	1	25	16	4	4	..	..	7	6	115	87
	1951	56	57	6	8	..	..	27	28	4	7	..	..	10	12	103	112
Pays-Bas	1934–1938	23	7	7	2	10	2	2	1	1	—	5	1	2	1	50	14
	1948	17	14	9	8	7	3	6	5	2	2	1	1	1	1	43	34
	1949	46	38	1	1	7	4	..	..	2	3	..	..	4	2	60	48
	1950	45	37	1	1	4	3	1	1	3	4	9	8	7	2	70	56
	1951	37	40	8	10	3	3	1	1	4	6	..	..	5	6	58	66
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	645	190	208	68	208	57	34	10	275	96	15	5	82	16	1 467	442
	1948	310	280	130	109	106	65	75	54	237	327	8	7	40	35	906	877
	1949	735	592	94	80	78	54	59	41	199	263	10	10	38	27	1 213	1 067
	1950	691	552	124	104	105	78	66	48	227	262	53	50	77	63	1 343	1 157
	1951	545	568	156	229	121	160	71	76	240	457	36	52	87	112	1 256	1 654

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Mexique et Etats-Unis — Brésil et Pérou — Inde et Pakistan — Congo Belge — Egypte et Soudan; *pour la France :* Mexique et Etats-Unis — Argentine, Brésil et Pérou — Inde et Pakistan — Afrique-Equatoriale française et Afrique-Occidentale française — Egypte et Syrie — Turquie; *pour l'Allemagne :* Haïti, Mexique et Etats-Unis — Brésil et Pérou — Inde et Pakistan — Egypte — Turquie; *pour l'Italie :* Mexique et Etats-Unis — Argentine, Brésil et Pérou — Inde — Afrique-Equatoriale française et Afrique-Occidentale française — Egypte et Syrie — Turquie ; *pour Belgique–Luxembourg :* Etats-Unis — Argentine, Brésil et Pérou — Inde et Pakistan — Congo Belge — Egypte; *pour les Pays-Bas :* Mexique et Etats-Unis — Argentine et Brésil — Inde — Congo Belge — Egypte.

a « Linters » exclus.

b Les pays de l'Europe orientale ne sont pas indiqués séparément, les importations de coton en provenance de cette région n'étant pas spécifiées ou étant négligeables.

Tableau XLIX

IMPORTATIONS DE CAOUTCHOUC BRUT DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine															
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1935–1938	—		2		102		1		21		—		—		126	
	1948	2		—		214		1		13		1		—		231	
	1949	2		1		168		3		18		1		—		193	
	1950	2	2	..	..	232	147	..	..	26	17	..	..	2	2	262	168
	1951	3	3	..	..	330	400	..	..	33	40	..	..	9	9	375	452
France	1935–1938	—		—		42		13		6		..		3		64	
	1948	8		—		47		43		5		3		—		106	
	1949	11		—		59		34		4		1		1		110	
	1950	..	..	..	..	64	33	27	17	10	5	..	..	13	5	114	60
	1951	13	7	..	..	78	91	35	42	15	18	..	..	6	3	147	161
Allemagne	1935–1938	1		6		48		4		23		..		2		84	
	1948	6		—		56		1		4		8		—		75	
	1949	6		—		67		1		12		11		—		97	
	1950	—	—	—	—	67	39	—	—	25	14	—	—	—	—	92	53
	1951	10	5	..	—	65	71	1	2	23	25	8	2	2	—	109	105
Autriche	1935–1938	—		—		2		—		2		..		1		5	
	1948	1		—		4		—		—		1		—		6	
	1949	1		—		7		—		—		1		—		9	
	1950	—	—	—	—	5	2	—	—	1	—	2	1	—	—	8	3
	1951	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	11	—	—	10	12
Italie	1935–1938	2		..		19		—		3		..		1		25	
	1948	5		..		20		—		—		6		1		32	
	1949	1		..		40		—		3		1		2		47	
	1950	3	1	..	..	34	17	..	..	1	1	..	..	3	1	41	20
	1951	—	—	—	—	50	61	—	—	2	2	—	—	—	—	52	63
Belgique-Luxembourg	1935–1938	—		—		8		3		3		—		—		14	
	1948	1		—		11		3		1		1		—		17	
	1949	1		—		9		4		1		1		—		16	
	1950	—	—	—	—	9	5	4	2	3	2	—	—	—	—	16	9
	1951	2	1	—	—	8	10	6	6	7	8	2	1	—	—	25	26
Pays-Bas	1935–1938	—		—		1		—		4		—		—		5	
	1948	—		—		1		—		13		1		—		15	
	1949	—		—		1		—		10		1		—		12	
	1950	—	—	—	—	1	1	—	—	10	7	1	—	—	—	12	8
	1951	..	—	..	—	2	3	..	—	11	12	5	2	1	—	19	17
Suisse	1935–1938	—		—		2		—		—		—		—		2	
	1948	..		..		5		..		..		..		1		6	
	1949	—		—		3		1		1		—		—		5	
	1950	1	—	—	—	2	1	—	—	3	1	—	—	—	—	6	2
	1951	1	3	—	—	4	19	—	—	4	19	2	2	—	—	11	43
Suède	1935–1938	—		—		5		—		1		—		—		6	
	1948	—		—		15		—		1		—		—		16	
	1949	1		..		16		..		2		3		1		23	
	1950	—	—	—	—	11	5	—	—	1	1	—	—	—	—	12	6
	1951	1	1	—	—	17	20	—	—	1	2	4	1	—	—	23	24
Danemark	1935–1938	..		..		2		..		..		..		1		3	
	1948	—		—		—		—		—		6		—		6	
	1949	—		—		—		—		—		6		—		6	
	1950	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3	—	—	6	3
	1951	..	—	..	—	..	—	..	—	..	—	7	8	1	—	8	8
Norvège	1935–1938	—		—		1		—		1		—		—		2	
	1948	—		—		3		—		1		—		—		4	
	1949	—		—		4		—		—		—		—		4	
	1950	..	—	..	—	3	2	..	—	..	—	..	—	1	—	4	2
	1951	—	—	—	—	5	7	—	—	—	—	—	—	—	—	5	7
Total pour les pays ci-dessus	1935–1938	3		8		232		21		64		—		8		336	
	1948	23		—		376		48		38		27		2		514	
	1949	23		1		374		43		51		26		4		522	
	1950	6	3	—	—	429	252	31	19	80	48	8	4	19	8	573	334
	1951	31	21	—	—	559	682	42	50	96	126	37	27	19	12	784	918

Sources et pays de production : Voir Annexe B.

NOTE. — Les sources utilisées n'indiquent pas les valeurs pour les années 1935–1938, 1948 et 1949.

Tableau L

IMPORTATIONS DE CUIVRE BRUT DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]															
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	127	27	101	21	85	18	1	—	..	..	1	—	7	1	322	67
	1948	115	59	34	17	160	77	..	..	..	..	..	..	54	26	363	179
	1949	79	39	24	11	152	69	..	..	..	..	..	..	60	28	315	147
	1950	120	57	2	1	152	61	..	..	..	..	..	..	48	23	322	142
	1951	112	68	9	5	208	110	..	..	..	..	..	..	33	20	362	203
France	1934–1938	39	8	25	6	..	..	..	..	..	..	40	8	6	1	110	23
	1948	20	11	25	15	5	3	..	..	..	..	23	14	9	7	82	50
	1949	26	12	36	18	10	5	..	..	..	..	44	20	7	3	123	58
	1950	22	11	23	11	8	4	7	4	..	..	40	20	6	2	106	52
	1951	24	16	16	10	10	6	27	17	..	..	28	18	4	2	109	69
Allemagne	1934–1938	40	9	27	5	52	10	29	6	..	..	30	7	3	1	181	38
	1948	9	5 *	1	1 *	1	1 *	—	—	—	—	4	2 *	—	—	15	9 *
	1949	9	5	3	2	1	1	2	1	—	—	27	11	—	—	42	20
	1950	5	2	8	3	17	8	..	..	..	..	29	13	1	1	60	27
	1951	14	11	9	5	14	9	—	—	5	4	21	16	—	—	63	45
Italie	1934–1938	24	5	21	4	5	1	19	4	..	..	..	..	9	2	78	16
	1948	12	6	20	10	5	2	12	7	..	..	..	..	11	5	60	30
	1949	15	7	16	8	3	1	4	2	..	..	..	..	12	5	50	23
	1950	19	9	19	8	9	4	4	2	..	..	..	..	17	6	68	29
	1951	16	10	17	10	9	5	3	2	..	..	..	..	19	13	64	40
Belgique-Luxembourg	1934–1938	3	1	..	..	3	—	111	17	..	..	30	4	14	1	161	23
	1948	..	..	..	..	..	..	112	53	..	..	..	..	34	15	146	68
	1949	1	—	..	..	7	3	112	52	..	..	26	10	5	1	151	66
	1950	..	..	..	..	..	..	116	58	..	..	16	6	23	9	155	73
	1951	..	..	..	..	..	..	122	76	..	..	1	1	24	12	147	89
Pays-Bas	1934–1938	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	10	2
	1948	13	7	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—	17	10
	1949	18	8	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	—	—	23	11
	1950	12	6	—	—	—	—	—	—	1	—	8	4	—	—	21	10
	1951	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	10	8	—	—	14	10
Suède	1934–1938	24	5	11	3	—	—	—	—	—	—	6	1	—	—	41	9
	1948	2	1	..	—	15	8	6	3	..	—	11	5	1	—	35	17
	1949	1	1	1	1	16	7	7	3	..	—	13	6	1	—	39	18
	1950	3	1	1	1	15	7	5	2	—	—	14	6	—	—	38	17
	1951	3	3	3	3	16	9	2	1	—	—	19	13	—	—	43	29
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	261	56	186	39	145	29	160	27	..	..	112	21	39	6	903	178
	1948	171	89	80	43	186	91	130	63	..	..	42	24	109	53	718	363
	1949	149	72	80	40	189	86	125	58	..	..	115	50	85	37	743	343
	1950	181	86	53	24	201	84	132	66	1	..	107	49	95	41	770	350
	1951	172	110	55	33	257	139	154	96	5	4	79	56	80	47	802	485

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada et Etats-Unis — Chili — Rhodésie du Nord; *pour la France :* Etats-Unis et Canada — Chili — Union Sud-Africaine — Tunisie et Congo Belge — Royaume-Uni, Belgique-Luxembourg, Norvège et Espagne; *pour l'Allemagne :* Canada et Etats-Unis — Chili — Rhodésie et Union Sud-Africaine — Congo belge — Japon — Autriche, Belgique, Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni et Yougoslavie; *pour l'Italie :* Canada et Etats-Unis — Territoires britanniques de l'Afrique du Sud et Union Sud-Africaine — Congo Belge et Territoires portugais d'Afrique; *pour Belgique-Luxembourg :* Etats-Unis — Chili — Rhodésie et Sud-Ouest africain — Congo belge — France, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni et Yougoslavie; *pour les Pays-Bas :* Canada et Etats-Unis — Chili — Union Sud-Africaine — Congo Belge et Territoires portugais d'Afrique — Belgique-Luxembourg, France, Allemagne, Suède, Suisse et Royaume-Uni — Hongrie.

a L'Europe orientale n'est pas indiquée séparément, les importations de cuivre brut en provenance de cette région n'étant pas précisées ou étant négligeables.

Tableau LI. — IMPORTATIONS DE PLOMB DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]													
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	126	10	2	—	230	19	—	—	—	—	—	—	358	29
	1948	61	23	1	—	98	32	..	—	2	1	1	—	163	56
	1949	46	20	..	..	126	50	..	..	1	—	17	6	190	76
	1950	13	4	..	..	140	32	..	..	8	2	14	3	175	41
	1951	30	12	..	..	109	41	..	..	3	2	36	18	178	73
France	1934–1938	19	1	..	—	..	—	20	2	31	3	2	—	72	6
	1948	11	6	3	2	3	2	8	4	5	2	4	2	34	18
	1949	3	1	1	—	1	1	11	5	—	—	—	—	16	7
	1950	4	1	..	—	..	—	10	3	2	1	1	—	17	5
	1951	1	1	1	1	..	—	30	12	2	1	2	—	36	15
Allemagne	1934–1938	35	3	3	—	7	1	..	..	..	..	19	1	64	5
	1948	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
	1949	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2	1	2	1
	1950	1	—	..	..	..	..	..	..	1	—	2	2	4	2
	1951	—	—	—	—	4	2	—	—	3	1	—	—	7	3
Belgique-Luxembourg	1934–1938	19	1	..	..	..	..	..	..	..	..	8	4	27	5
	1948	10	4	..	..	..	..	..	..	..	..	10	4	20	8
	1949	15	5	..	..	..	..	..	..	..	..	7	3	22	8
	1950	28	8	..	..	..	..	..	..	..	..	6	1	34	9
	1951	24	11	..	..	..	..	..	..	..	..	4	2	28	13
Suède	1934–1938	11	1	1	—	—	—	—	—	7	1	—	—	19	2
	1948	2	1	1	—	..	—	..	—	10	4	1	—	14	5
	1949	—	—	—	—	1	—	—	—	10	4	—	—	11	4
	1950	—	—	1	—	—	—	1	—	10	3	—	—	12	3
	1951	3	2	1	—	1	1	..	—	15	7	1	—	21	10
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	210	16	6	—	237	20	20	2	38	4	29	5	540	47
	1948	84	34	5	2	101	34	8	4	18	7	16	6	232	87
	1949	64	26	1	—	128	51	11	5	11	4	26	10	241	96
	1950	46	13	1	—	140	32	11	3	21	6	23	6	242	60
	1951	58	26	2	1	114	44	30	12	23	11	43	20	270	114

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Canada, Mexique et Etats-Unis — Pérou — Australie, Birmanie et Inde — Belgique-Luxembourg; *pour la France :* Canada, Mexique et Etats-Unis — Pérou — Union Sud-Africaine, Maroc et Tunisie — Belgique-Luxembourg, Allemagne, Italie et Espagne; *pour l'Allemagne :* Mexique et Etats-Unis — Pérou — Australie, Sud-Ouest africain et Inde — Danemark ; *pour Belgique-Luxembourg :* Mexique et Etats-Unis; *pour la Suède :* Bolivie, Canada, Mexique et Etats-Unis — Pérou — Australie et Union Sud-Africaine — Tunisie — Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Espagne et Yougoslavie.

a Les autres pays d'outre-mer et l'Europe orientale ne sont pas indiqués séparément, les importations de plomb en provenance de ces régions n'étant pas spécifiées ou étant négligeables.

Tableau LII

IMPORTATIONS D'ALUMINIUM AU ROYAUME-UNI PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine [a]							
		Zone dollar		Europe occidentale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	1	—	3	1	1	—	5	1
	1948	140	42	..	—	1	—	141	42
	1949	162	53	5	2	1	—	168	55
	1950	123	38	14	3	6	4	143	45
	1951	173	58	5	2	2	—	180	60

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Etats-Unis et Canada — Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Allemagne, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Suède et Suisse.

a Les pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar, la zone sterling d'outre-mer, les territoires dépendants d'outre-mer, les autres pays d'outre-mer et l'Europe orientale ne sont pas indiqués séparément, les importations d'aluminium en provenance de ces régions étant nulles ou négligeables.

Tableau LIII

IMPORTATIONS DE PÉTROLE BRUT DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Période	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1934–1938	521	5	289	3	433	5	351	4	400	4	..	..	..	..	13	1	2 007	22
	1948	289	8	156	5	1 389	38	1 088	30	1 654	44	..	—	..	—	7	—	4 583	125
	1949	297	7	145	4	2 555	62	855	17	2 178	55	..	—	..	—	10	—	6 040	145
	1950	368	8	148	4	4 130	91	1 089	21	3 455	80	..	..	..	..	57	4	9 247	208
	1951	520	15	141	4	9 283	247	1 105	26	5 747	152	..	..	..	..	162	5	16 958	449
France	1934–1938	2 444	32	396	5	2483	30	..	..	204	2	..	..	186	2	103	2	5 816	73
	1948	1 651	55	..	..	3 225	105	..	..	2 079	74	..	..	..	..	665	22	7 620	256
	1949	1 537	39	..	..	5 331	127	373	7	4 089	108	..	..	..	..	494	14	11 824	295
	1950	1 468	32	..	..	6 571	139	..	..	4 756	101	..	..	..	..	1 339	27	14 134	299
	1951	1 152	29	..	..	11 179	279	..	..	5 058	133	..	..	..	..	668	18	18 057	459
Allemagne	1934–1938	561	7	..	—	..	—	..	—	..	—	..	—	..	—	15	—	576	7
	1948	171	5*	—	—	43	1*	—	—	38	1*	—	—	—	—	—	—	252	7*
	1949	327	8	..	—	698	19	..	—	58	2	..	—	..	—	3	—	1 086	29
	1950	356	7	—	—	881	19	—	—	695	15	1	—	—	—	—	—	1 933	41
	1951	501	13	—	—	1 475	38	—	—	1 230	33	—	—	—	—	—	—	3 206	84
Italie	1934–1938	380	6	5	—	122	2	18	—	8	—	32	—	50	1	—	—	615	9
	1948	..	..	..	..	340	9	..	..	1 358	36	..	..	..	..	76	2	1 774	47
	1949	36	1	..	..	637	15	..	..	1 624	39	..	..	..	..	184	4	2 481	59
	1950	241	5	..	..	1 222	26	..	..	2 794	57	..	..	..	..	298	6	4 555	94
	1951	391	9	..	..	1 894	42	..	..	4 461	100	..	..	..	..	60	2	6 806	153
Belgique-Luxembourg	1934–1938	132	2	..	—	79	1	..	—	4	—	..	—	..	—	31	—	246	3
	1948	74	2	..	..	..	..	85	2	..	..	..	..	..	..	79	2	238	6
	1949	88	2	..	..	84	2	65	1	93	2	..	..	..	..	13	1	343	8
	1950	109	2	..	..	135	3	91	2	48	1	..	..	..	..	59	2	442	10
	1951	120	3	..	..	712	19	..	..	6	—	..	..	..	..	96	2	934	24
Pays-Bas	1934–1938	44	..	..	..	..	..	5	—	..	..	..	..	..	..	270	3	319	3
	1948	648	15	..	—	331	9	98	2	74	3	..	—	..	—	40	—	1 191	29
	1949	628	12	..	—	1 178	27	..	—	307	7	..	—	..	—	1	—	2 114	46
	1950	887	16	—	—	2 990	59	1	—	922	20	—	—	—	—	—	—	4 800	95
	1951	751	18	—	—	3 693	94	—	—	1 724	44	—	—	—	—	—	—	6 168	156
Suède	1934–1938	66	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	4	—	—	—	79	1
	1948	337	8	—	—	10	—	34	1	194	5	—	—	—	—	—	—	575	14
	1949	165	4	—	—	—	—	—	—	302	7	—	—	—	—	—	—	467	11
	1950	248	5	—	—	—	—	—	—	655	14	—	—	—	—	—	—	903	19
	1951	173	5	—	—	461	11	—	—	421	9	—	—	—	—	—	—	1 055	25
Danemark	1934–1938	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	10	—
	1948	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	1	—	—	—	—	20	1
	1949	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	1	—	—	—	—	41	1
	1950	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	1	—	—	—	—	34	1
	1951	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	1	—	—	—	—	21	1
Total pour les pays ci-dessus	1934–1938	4 151	53	690	8	3 117	38	374	4	616	6	48	—	240	3	432	6	9 668	118
	1948	3 173	93	156	5	5 338	162	1 305	35	5 397	163	17	1	..	..	867	26	16 253	485
	1949	3 093	73	145	4	10 483	252	1 293	25	8 651	220	26	1	..	..	705	19	24 396	594
	1950	3 677	75	148	4	15 929	337	1 181	23	13 325	288	35	1	..	..	1 753	39	36 048	767
	1951	3 608	92	141	4	28 697	730	1 105	26	18 647	471	21	1	..	..	986	27	53 205	1 351

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Pérou — Bahrein, Irak, Koveit, Katar et Oman sous régime de traité — Antilles néerlandaises — Iran et Arabie Saoudite; *pour la France :* Venezuela — Bahrein, Chypre, Irak et Koveit — Territoires néerlandais en Amérique — Iran, Arabie Saoudite et autres pays arabes; *pour l'Allemagne :* Amérique centrale, Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Bahrein et Irak — Arabie Saoudite et Yemen; *pour l'Italie :* Mexique et Venezuela — Bahrein, Irak, Koveit et Katar — Iran, Liban, Palestine, Arabie Saoudite, Syrie et Yemen; *pour Belgique-Luxembourg :* Colombie, Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Irak et Koveit — Antilles néerlandaises — Iran; *pour les Pays-Bas :* Colombie, Mexique et Venezuela — Bornéo britannique, Koveit, Katar et Oman sous régime de traité et Sarawak — Antilles néerlandaises — Indonésie, Iran, Palestine, Arabie Saoudite et Syrie; *pour la Suède :* Colombie, Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Bahrein, Antilles britanniques, Irak, Koveit et Katar — Antilles néerlandaises — Iran et Arabie Saoudite; *pour le Danemark :* Etats-Unis — Royaume-Uni.

Tableau LIV

IMPORTATIONS DE PÉTROLE RAFFINÉ DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGION D'ORIGINE

Quantités en milliers de tonnes ; valeurs en millions de dollars aux prix courants c.a.f.

Pays importateur	Année	Région d'origine																	
		Zone dollar		Amérique latine hors de la zone dollar		Zone sterling d'outre-mer		Territoires dépendants d'outre-mer		Autres pays d'outre-mer		Europe occidentale		Europe orientale		Non spécifié		Total	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Royaume-Uni	1938	2 305	56	1	—	868	17	3 271	65	2 226	41	152	6	677	14	65	1	9 565	200
	1948	2 238	114	..	..	1 100	43	5 901	209	3 514	119	125	5	125	6	99	3	13 102	499
	1951	2 793	137	..	..	1 137	42	3 507	132	985	30	748	27	..	..	719	27	9 889	395
France	1938	493	12	..	..	..	..	146	2	110	1	—	—	293	5	117	1	1 159	21
	1948	317	21	..	..	199	6	94	2	271	8	—	—	—	—	155	4	1 036	41
	1951	331	23	..	..	14	—	53	2	108	3	—	—	—	—	29	2	535	30
Allemagne	1938	1 216	35	130	3	1	—	1 359	25	346	9	52	1	538	17	—	—	3 642	90
	1948	835	34 *	..	..	..	..	3	—	36	1 *	14	1 *	..	..	376	27 *	1 264	63 *
	1951	148	7	—	—	—	—	5	—	88	4	226	10	—	—	—	—	467	21
Italie	1938	477	9	—	—	3	—	—	—	206	3	11	—	462	7	—	—	1 159	19
	1948	159	13	..	—	11	—	141	3	562	14	1	—	6	—	10	—	890	30
	1951	136	12	..	—	43	1	120	2	433	9	156	5	4	1	27	—	919	30
Pays-Bas	1938	357	7	1	—	1	—	705	8	58	1	138	4	12	—	—	—	1 272	20
	1948	117	9	—	—	194	6	665	21	225	7	10	1	—	—	—	—	1 211	44
	1951	170	10	—	—	29	1	506	16	286	9	70	3	—	—	—	—	1 061	39
Suisse	1938	154	5	8	—	..	—	54	1	68	2	33	1	110	3	1	—	428	12
	1948	141	9	—	—	—	—	325	15	293	14	31	2	10	—	—	—	800	40
	1951	128	11	—	—	2	—	357	16	328	14	340	16	—	—	—	—	1 155	57
Total pour les pays ci-dessus	1938	5 002	124	140	3	873	17	5 535	101	3 014	57	386	12	2 092	46	183	2	17 225	362
	1948	3 807	200	..	..	1 504	55	7 129	250	4 901	163	181	9	141	6	640	34	18 303	717
	1951	3 706	200	..	..	1 225	44	4 548	168	2 228	69	1 540	61	4	1	775	29	14 026	572

Sources : Voir Annexe B.

Pays considérés : pour le Royaume-Uni : Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Pérou — Bahrein, Katar et Oman sous régime de traité, Antilles britanniques et Koweit — Antilles néerlandaises — Indonésie et Iran — Belgique-Luxembourg, France, Allemagne et Pays-Bas — Pologne, Roumanie et U.R.S.S. ; *pour la France :* Etats-Unis et Venezuela — Koweit — Antilles néerlandaises — Indonésie, Iran et Arabie Saoudite — Roumanie et U.R.S.S. ; *pour l'Allemagne :* Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Pérou — Irak et Malaisie — Antilles néerlandaises — Chine, Indonésie, Iran et Arabie Saoudite — Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie — Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et U.R.S.S. ; *pour l'Italie :* Colombie, Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Inde, Irak et Union Sud-Africaine — Curaçao et Antilles néerlandaises — Indonésie, Iran et Arabie Saoudite — Belgique-Luxembourg, France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni — Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie et U.R.S.S. ; *pour les Pays-Bas :* Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Pérou — Aden, Bahrein, Trinité et Tobago — Curaçao et Antilles néerlandaises — Indonésie, Iran et Arabie Saoudite — Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Allemagne, Suède et Royaume-Uni — Roumanie et U.R.S.S. ; *pour la Suisse :* Canada, Mexique, Etats-Unis et Venezuela — Argentine et Pérou — Aden, Antilles britanniques et Malaisie — Guinée hollandaise et Antilles néerlandaises — Indonésie, Iran et Arabie Saoudite — Autriche, Belgique-Luxembourg, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni — Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et U.R.S.S.

Tableau V

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ÉTATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année / Pays ou région d'importation	Total pour le monde 1938	Total pour le monde 1948	Total pour le monde 1951	Europe occidentale: Total pour l'Europe occidentale 1938	1948	1951	Royaume-Uni 1938	Royaume-Uni 1948	Royaume-Uni 1951	France 1938	France 1948	France 1951	Allemagne [a] 1938	Allemagne [a] 1948	Allemagne [a] 1951	Italie 1938	Italie 1948	Italie 1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	369.7	395.8	506.7	56.4	92.8	95.3				0.2	1.4	3.7	13.3	27.6	42.9	2.5	2.0	1.5
	2. Matières premières	927.0	361.4	499.4	531.1	181.8	222.6				110.4	21.3	16.7	70.8	8.5	26.3	43.1	17.7	15.8
	3. Métaux et manufacturés	546.0	817.8	929.3	103.2	240.6	228.1				10.2	13.0	13.1	0.6	1.0	8.9	2.0	4.9	12.3
	4. Machines	653.5	1314.6	1569.0	127.8	350.6	418.7				14.8	35.6	43.0	8.5	1.5	10.9	6.1	3.8	24.9
	5. Voitures de tourisme	51.8	224.5	358.9	9.7	52.1	68.4				0.1	0.8	2.8	0.7	1.2	3.2	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	290.3	714.6	1122.9	70.0	261.2	394.4				4.8	35.5	35.0	1.6	2.2	2.4	0.4	1.9	12.5
	7. Produits chimiques	216.2	337.0	572.3	51.7	96.0	136.9				7.1	10.5	13.2	2.3	5.5	4.5	1.3	2.2	7.2
	8. Textiles	1476.5	1308.3	1513.0	309.8	217.8	376.7				11.6	4.2	10.1	31.6	5.6	25.4	2.5	2.7	6.8
	9. Autres manufacturés	533.0	743.4	1093.0	129.9	195.7	270.7				10.4	6.3	24.1	14.8	4.7	8.1	1.2	2.5	10.5
	10. Non spécifié	119.6	159.5	145.0	228.1	181.5	138.2				13.4	8.9	14.3	84.8	43.4	18.3	10.7	14.5	10.2
	Total pour les groupes 1 à 10	5183.6	6376.9	8309.5	1617.7	1870.1	2350.0				183.0	137.5	176.0	229.0	101.2	150.9	69.8	52.2	101.7
France	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	363.2	259.7	757.7	166.3	90.5	291.3	51.5	46.8	118.4				17.1	4.0	69.3	3.4	1.3	10.9
	2. Matières premières	469.7	299.3	559.2	327.4	194.7	366.1	59.2	23.1	82.9				77.6	64.8	63.4	9.8	9.4	27.3
	3. Métaux et manufacturés	305.6	277.3	786.6	154.5	89.0	227.0	34.0	5.1	27.3				12.1	24.9	14.9	9.1	1.7	30.4
	4. Machines	82.3	196.3	341.7	29.6	42.4	81.4	6.9	1.0	10.2				1.1	2.0	4.4	1.2	0.8	5.0
	5. Voitures de tourisme	29.5	73.1	116.4	13.6	29.2	39.3	1.9	2.1	2.9				0.5	—	2.4	—	—	0.3
	6. Autre matériel de transport	50.5	84.6	202.5	17.9	13.9	44.3	2.9	—	2.6				0.1	0.5	0.9	0.3	0.5	7.9
	7. Produits chimiques	139.5	142.0	292.5	73.1	66.4	101.7	8.7	6.6	21.9				4.7	3.0	6.2	1.1	2.5	5.8
	8. Textiles	448.5	425.5	704.0	176.9	136.5	214.5	54.4	39.9	59.0				15.2	0.8	25.8	3.0	1.4	6.6
	9. Autres manufacturés	265.0	274.2	469.1	128.4	70.3	136.1	51.0	14.6	37.2				5.7	4.0	17.2	4.2	2.6	6.0
	10. Non spécifié	125.7	38.9	125.0	69.1	78.3	89.6	4.3	15.3	7.6				6.1	8.4	6.9	4.0	2.2	6.3
	Total pour les groupes 1 à 10	2279.5	2070.9	4354.7	1156.8	811.2	1591.3	274.8	154.5	370.0				140.2	112.4	211.4	36.1	22.4	106.5
Allemagne occidentale [b]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	50.5	17.6	136.3	29.0	13.3	109.0	5.7	0.3	37.8	1.3	6.0	8.4				1.7	0.2	3.9
	2. Matières premières	803.7	387.1	616.5	666.2	379.2	554.8	12.7	29.7	21.5	120.0	125.9	131.8				134.6	23.6	60.0
	3. Métaux et manufacturés	853.7	82.6	1203.2	438.4	60.9	614.6	48.9	12.9	46.8	16.5	5.3	27.1				32.3	0.7	39.2
	4. Machines	788.8	48.7	730.8	430.2	42.8	479.3	49.3	3.3	30.4	34.1	9.0	57.4				50.5	1.1	40.7
	5. Voitures de tourisme	53.1	4.6	100.1	34.4	4.4	77.6	2.0	—	—	0.3	—	8.0				0.1	—	0.7
	6. Autre matériel de transport	249.8	9.8	179.6	116.1	7.7	106.0	1.6	0.2	0.8	4.2	0.2	8.9				3.7	—	2.4
	7. Produits chimiques	607.9	49.1	580.7	323.0	37.3	345.7	45.6	3.7	49.1	17.0	9.4	40.5				28.7	0.9	17.9
	8. Textiles	517.0	71.8	191.0	353.1	47.3	133.6	64.8	20.4	24.9	4.2	6.5	13.3				7.4	0.8	2.7
	9. Autres manufacturés	481.6	29.4	294.1	289.8	21.4	187.4	64.4	1.2	24.3	12.2	7.0	25.1				21.0	0.1	13.2
	10. Non spécifié	2.8	0.4	—	0.6	1.1	—	—	—	—	0.2	0.2	—				—	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	4408.9	701.1	4032.3	2680.8	615.4	2608.0	295.0	71.7	235.6	210.0	169.5	320.5				280.0	27.4	180.7
Italie	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	403.8	199.5	399.6	228.5	131.5	298.6	27.8	45.1	86.5	17.0	13.1	32.0	113.8	9.7	74.0			
	2. Matières premières	201.1	94.5	151.8	118.3	49.7	95.5	13.6	7.4	18.5	13.4	9.5	16.9	66.0	8.9	16.9			
	3. Métaux et manufacturés	43.6	86.7	80.4	8.3	29.7	31.8	0.2	0.6	5.5	0.7	3.0	5.4	4.1	3.9	1.3			
	4. Machines	46.3	131.1	186.4	9.5	37.4	63.5	1.1	1.2	8.5	0.8	3.3	13.7	2.9	0.1	2.7			
	5. Voitures de tourisme	19.2	19.5	37.1	5.2	7.3	18.2	0.6	—	0.1	—	—	0.5	4.8	0.9	3.2			
	6. Autre matériel de transport	62.9	59.5	95.6	14.9	20.2	40.8	0.2	0.3	1.3	0.1	2.7	3.6		0.1	4.3			
	7. Produits chimiques	39.3	49.2	55.2	19.0	21.0	29.5	3.2	2.8	8.5	1.2	0.9	4.0	5.2	3.6	2.2			
	8. Textiles	433.3	350.5	587.5	120.2	115.7	303.8	20.6	22.4	90.1	2.1	8.9	64.2	23.8	1.9	32.0			
	9. Autres manufacturés	103.7	71.2	114.4	23.9	25.0	49.0	6.1	4.4	13.1	3.3	1.4	10.7	3.4	1.7	2.5			
	10. Non spécifié	5.2	6.1	11.4	26.3	6.1	10.8	1.5	0.9	2.3	0.8	0.4	1.3	9.6	0.2	2.2			
	Total pour les groupes 1 à 10	1358.4	1067.8	1719.4	574.1	443.6	941.5	74.9	85.1	234.4	39.4	43.2	152.3	233.6	31.0	141.3			
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	98.6	63.5	136.5	81.4	57.6	106.4	19.6	13.0	35.7	8.7	9.2	23.3	15.2	18.4	25.1	1.3	0.2	1.0
	2. Matières premières	398.0	228.3	226.3	327.0	160.5	160.3	63.0	31.6	27.1	135.7	48.2	42.2	44.1	11.3	26.4	6.3	7.9	11.3
	3. Métaux et manufacturés	543.5	659.2	955.5	355.7	372.4	524.0	70.0	45.0	55.4	56.0	34.0	50.0	82.3	7.0	22.1	8.1	7.7	16.9
	4. Machines	92.5	125.2	176.3	52.4	77.6	99.9	8.5	3.4	8.5	14.0	19.9	18.5	3.5	1.5	5.0	0.9	1.3	3.0
	5. Voitures de tourisme	11.1	3.4	18.3	—	3.4	13.5	—	—	—	—	—	3.7	—	—	1.6	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	25.3	68.5	53.4	17.6	47.0	13.2	0.6	1.3	0.6	4.1	17.9	1.2	0.9	14.1	1.3	—	—	—
	7. Produits chimiques	134.8	155.8	218.6	73.9	106.7	131.9	12.6	13.6	24.5	12.4	7.2	11.8	13.8	19.0	17.2	1.4	1.8	1.5
	8. Textiles	201.4	213.2	399.1	130.8	134.9	306.5	31.6	22.2	60.3	8.4	9.2	35.4	21.7	3.2	24.4	1.0	6.9	3.6
	9. Autres manufacturés	350.9	166.9	272.9	163.2	78.5	149.6	51.3	21.4	31.9	26.5	10.3	25.4	25.2	2.7	20.2	2.7	2.2	2.3
	10. Non spécifié	—	—	0.8	—	0.6	31.0	—	0.1	0.1	—	0.4	0.1	—	0.1	0.4	—	—	7.1
	Total pour les groupes 1 à 10	1856.1	1684.0	2457.7	1202.0	1039.2	1536.3	257.2	151.6	244.1	265.8	156.3	211.6	206.7	77.3	143.7	21.7	28.0	46.7

Pays exportateur	Groupe de produits et année	Belgique-Luxembourg 1938	Belgique-Luxembourg 1948	Belgique-Luxembourg 1951	Suisse 1938	Suisse 1948	Suisse 1951	Pays-Bas 1938	Pays-Bas 1948	Pays-Bas 1951	Suède 1938	Suède 1948	Suède 1951	Danemark 1938	Danemark 1948	Danemark 1951	Norvège 1938	Norvège 1948	Norvège 1951	Finlande 1938	Finlande 1948	Finlande 1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	3.6	6.7	4.3	3.2	10.8	14.5	1.8	0.7	2.1	—	—	3.1	1.6	1.4	1.9	7.1	0.5	—	4.1	8.9	—
	2. Matières premières	30.9	10.6	18.2	0.9	0.5	2.3	21.8	12.8	13.4	46.5	25.6	26.1	73.9	17.6	24.0	31.2	8.0	17.2	19.8	11.1	7.2
	3. Métaux et manufacturés	7.2	21.3	13.1	3.4	9.6	12.2	13.7	36.1	30.4	9.8	30.4	31.3	14.1	24.4	22.4	6.1	25.8	18.5	5.2	18.9	13.5
	4. Machines	9.4	33.2	35.1	3.0	11.5	10.8	20.5	50.0	55.3	11.0	50.3	49.9	6.8	22.3	17.9	5.1	24.0	24.7	5.7	13.4	17.1
	5. Voitures de tourisme	0.5	16.7	12.0	0.4	6.3	4.6	0.4	5.8	7.8	1.4	3.7	18.3	3.2	1.0	2.7	0.6	0.2	1.3	—	—	2.5
	6. Autre matériel de transport	4.6	13.8	31.3	1.5	6.5	9.3	9.3	28.0	39.7	5.3	23.9	53.0	5.3	10.9	26.9	3.5	36.5	81.9	3.8	6.2	15.7
	7. Produits chimiques	2.8	5.7	9.8	0.8	2.5	6.6	4.5	9.1	16.3	5.3	13.5	15.4	3.8	7.8	10.7	3.5	4.2	7.3	1.8	4.1	6.8
	8. Textiles	15.3	18.1	18.5	13.3	15.9	21.4	36.6	13.9	29.9	34.8	37.2	65.7	61.9	23.6	52.5	24.8	15.1	36.5	6.9	7.1	24.9
	9. Autres manufacturés	8.7	20.9	35.6	4.3	10.8	19.5	19.4	20.6	30.5	12.0	20.2	33.9	14.5	13.4	19.4	5.7	11.3	16.2	3.3	4.6	7.9
	10. Non spécifié	7.6	3.9	4.9	6.4	8.7	5.1	12.5	5.3	6.0	10.4	16.6	5.0	7.2	7.0	4.9	3.0	1.8	5.7	9.6	5.3	4.3
	Total pour les groupes 1 à 10	90.6	150.9	182.8	37.2	83.1	106.3	140.5	182.3	231.4	136.5	221.4	301.7	192.3	129.4	183.3	90.6	127.4	209.3	60.2	79.6	99.9
France	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	28.3	10.9	21.4	28.0	14.3	27.9	8.9	3.2	4.2	7.2	4.1	4.9	3.7	1.1	2.8	3.5	1.1	1.2	2.9	0.8	5.3
	2. Matières premières	118.4	50.1	81.2	30.9	25.3	33.6	16.9	10.3	18.4	1.7	3.0	14.6	1.1	0.6	11.0	2.5	1.3	1.8	0.9	0.5	6.7
	3. Métaux et manufacturés	30.3	8.3	26.5	23.4	16.9	35.3	13.1	9.0	15.3	7.2	6.5	16.6	1.5	1.9	12.8	4.2	5.6	12.8	2.2	3.3	10.9
	4. Machines	8.6	12.0	18.3	2.6	4.8	5.3	2.9	7.9	9.6	0.7	2.7	3.3	0.1	1.2	1.9	0.3	2.4	2.0	0.2	1.7	1.3
	5. Voitures de tourisme	2.8	11.6	11.4	1.7	4.8	4.8	2.2	4.8	3.3	1.1	3.3	7.4	1.3	0.6	0.5	0.7	—	0.2	—	0.1	1.3
	6. Autre matériel de transport	5.3	3.2	8.4	1.8	1.5	1.7	1.2	2.4	7.1	0.2	1.0	1.8	0.4	1.2	1.7	0.2	0.7	0.3	0.1	0.1	1.3
	7. Produits chimiques	31.0	11.7	12.6	6.9	9.0	9.5	12.1	9.7	13.2	1.9	7.2	6.0	0.2	2.2	3.5	1.3	5.4	2.6	0.2	1.8	2.0
	8. Textiles	31.7	13.2	25.1	19.3	7.0	13.4	26.7	24.4	19.8	10.5	26.3	20.8	2.6	2.2	8.8	2.3	9.2	10.7	1.0	3.7	8.0
	9. Autres manufacturés	33.1	14.9	27.2	13.8	10.2	16.5	11.1	7.6	9.9	4.1	5.5	7.1	0.4	1.9	2.6	0.9	3.6	3.0	0.4	0.6	1.2
	10. Non spécifié	13.7	15.1	13.2	15.3	11.1	13.3	6.3	8.5	9.6	4.3	3.9	7.1	1.8	2.0	4.5	1.7	3.5	3.8	1.4	2.0	3.7
	Total pour les groupes 1 à 10	303.2	151.0	245.3	143.7	104.9	161.3	101.4	87.8	110.4	38.9	63.5	89.6	13.1	14.9	50.1	17.6	32.8	38.4	9.3	14.6	41.7
Allemagne occidentale [b]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	2.3	2.6	7.7	2.5	1.5	8.5	5.1	0.4	11.9	2.0	0.1	6.7	1.5	1.3	6.9	0.7	0.2	0.3	0.6	—	1.4
	2. Matières premières	101.1	67.6	86.8	51.9	10.5	28.3	108.5	33.9	71.2	31.4	15.7	45.9	38.0	13.1	24.9	6.3	5.1	4.5	6.5	4.9	5.4
	3. Métaux et manufacturés	22.1	5.4	50.3	31.9	9.6	76.1	77.9	19.1	119.8	37.2	2.4	74.3	35.8	1.4	40.4	15.2	0.8	20.6	14.1	0.8	29.9
	4. Machines	27.1	6.2	40.6	20.2	6.2	34.1	54.8	7.7	72.4	41.7	2.4	50.2	17.7	2.4	19.1	16.5	1.3	18.6	19.3	0.6	12.4
	5. Voitures de tourisme	4.2	1.3	15.1	3.0	1.5	11.9	3.0	1.6	8.6	9.4	—	17.7	4.1	—	2.3	2.4	—	1.8	0.5	—	4.2
	6. Autre matériel de transport	6.0	1.7	12.3	2.4	1.5	9.6	18.1	2.2	13.5	7.5	0.5	13.8	4.4	0.5	7.7	16.5	0.2	6.0	2.3	0.3	5.4
	7. Produits chimiques	17.2	4.8	26.0	27.8	7.5	35.6	39.5	3.1	61.3	30.0	2.9	23.1	21.9	0.8	21.0	11.8	1.8	7.8	9.3	0.3	14.6
	8. Textiles	13.5	3.8	7.0	17.0	4.4	14.2	47.4	5.7	15.4	46.1	1.8	16.5	34.2	0.8	14.5	22.3	1.4	4.5	9.7	0.2	2.1
	9. Autres manufacturés	18.5	3.1	20.9	25.0	6.8	25.4	36.4	2.0	29.8	22.7	0.6	15.9	19.6	0.3	7.8	9.2	—	3.2	5.0	0.1	2.4
	10. Non spécifié	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	—
	Total pour les groupes 1 à 10	212.0	96.6	266.7	181.7	49.6	243.7	390.7	75.8	403.9	228.0	26.5	264.1	177.2	20.6	144.6	100.9	10.8	67.3	67.3	7.3	77.8
Italie	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	6.7	12.8	11.8	31.6	33.0	49.1	5.0	0.9	9.0	7.8	5.0	11.2	4.1	2.1	2.3	2.4	0.8	1.3	0.8	0.1	1.3
	2. Matières premières	2.4	3.0	4.5	8.5	12.2	9.7	2.0	0.6	3.0	1.9	0.6	1.7	0.3	0.6	1.0	0.7	1.1	0.9	1.3	0.1	1.9
	3. Métaux et manufacturés	0.1	1.2	2.3	0.3	6.7	3.6	0.6	7.1	2.8	—	1.2	0.5	—	0.1	0.2	—	0.2	0.1	..	0.2	0.2
	4. Machines	0.6	2.9	2.9	0.8	5.8	4.4	0.5	2.8	3.2	0.1	6.0	3.8	—	0.9	0.6	—	1.0	0.7	..	0.5	2.3
	5. Voitures de tourisme	0.6	0.9	1.9	1.7	3.6	4.8	0.4	0.2	—	0.5	—	4.2	0.1	0.1	—	0.3	—	—	..	—	—
	6. Autre matériel de transport	0.7	0.5	2.1	0.4	2.0	7.0	0.8	1.2	2.0	0.2	1.1	1.0	—	0.1	0.9	5.2	6.5	0.2	..	—	0.6
	7. Produits chimiques	0.5	0.9	1.4	3.6	2.6	4.4	0.6	0.4	1.8	0.1	0.6	0.6	0.1	0.4	0.3	0.1	1.5	0.1	..	—	0.1
	8. Textiles	3.1	3.9	9.5	8.0	8.6	12.0	7.6	3.6	10.0	5.8	20.7	21.1	2.1	9.0	9.4	2.8	9.7	10.8	..	0.7	10.6
	9. Autres manufacturés	0.7	3.2	3.9	2.6	5.8	5.7	1.1	2.5	2.1	0.4	1.6	2.6	0.4	0.4	0.9	—	0.1	0.2	..	0.1	0.2
	10. Non spécifié	1.0	0.3	0.6	2.2	1.5	1.4	1.2	0.2	0.5	0.8	0.3	0.3	0.5	0.3	0.3	0.4	0.1	0.2	1.7	—	0.2
	Total pour les groupes 1 à 10	16.4	29.6	40.9	59.7	81.8	102.1	19.8	19.5	34.4	17.6	37.1	47.0	7.6	14.0	15.9	11.9	21.0	14.5	3.8	1.7	17.4
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs				6.7	4.3	3.6	7.8	9.3	14.5	1.9	0.4	0.6	2.4	1.2	0.2	1.1	0.2	—	1.1	—	—
	2. Matières premières				10.7	19.6	10.7	47.1	25.7	27.1	8.5	4.8	2.7	1.5	0.5	1.1	3.4	2.7	2.8	1.7	2.1	1.8
	3. Métaux et manufacturés				16.0	49.7	46.4	60.5	96.2	162.1	19.9	43.8	53.9	5.7	24.1	30.7	9.3	13.9	22.9	8.7	12.8	17.4
	4. Machines				2.2	4.6	3.6	15.6	30.0	41.8	1.6	4.6	4.1	0.3	2.0	1.0	1.4	1.6	—	0.7	1.6	1.2
	5. Voitures de tourisme				—	2.1	1.1	—	1.3	3.2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport				2.0	3.2	1.1	8.9	4.0	4.2	0.1	1.2	1.7	—	0.9	—	0.1	0.1	—	—	0.2	—
	7. Produits chimiques				1.5	4.9	5.9	15.5	24.6	25.2	5.2	11.4	10.4	0.6	6.2	1.7	3.0	2.0	1.3	2.3	1.7	2.8
	8. Textiles				4.3	8.3	12.3	37.0	44.0	114.9	7.7	19.5	21.7	2.5	8.1	4.8	4.6	2.2	8.4	3.6	1.8	2.7
	9. Autres manufacturés				6.2	4.7	6.6	30.5	25.3	53.8	6.3	4.2	5.3	1.3	2.5	0.1	1.8	0.7	0.5	1.5	0.6	—
	10. Non spécifié				—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5.0	—	—	7.9	—	—	5.1
	Total pour les groupes 1 à 10				49.6	101.4	91.3	222.9	260.4	446.8	51.2	89.9	100.4	14.3	45.5	44.6	24.7	23.4	43.8	19.6	20.8	31.0

Sources et méthodes : Voir Annexe B. *a* Ensemble du territoire allemand.

b Ensemble du territoire allemand pour 1938. On a évalué, en se fondant sur le recensement de 1936, la part que représentaient les exportations de l'Allemagne occidentale dans l'ensemble des exportations allemandes en 1938, et l'on a obtenu pour chacun des dix groupes de produits les chiffres suivants *(en millions de dollars aux prix de 1948)*:

Groupe	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
	40	680	680	510	40	190	420	230	310	—	3 100

Tableau V *(suite)*

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année	Pays ou région d'importation	Europe occidentale																					Europe orientale									
			Irlande			Islande			Portugal			Espagne			Grèce			Turquie			Autriche			Yougoslavie			U.R.S.S. [a]			Tchécoslovaquie			Pologne			Bulgarie, Hongrie et Roumanie		
			1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs		15.0	28.2	20.3	—	—	0.2	—	—	0.2	1.5	0.2	—	2.5	4.4	0.6	—	—	—	..	..	—	..	..	—	—	—	0.7	—	—	—	6.2	0.6	0.2	..	..	—
	2. Matières premières		46.8	30.8	41.2	2.5	0.7	—	11.7	6.9	3.1	18.1	8.8	6.2	—	—	0.4	—	—	—	2.7	0.9	4.5	..	..	—	6.2	1.3	0.1	3.2	0.8	1.3	10.1	1.5	2.7	..	..	1.7
	3. Métaux et manufacturés		19.3	29.8	32.8	0.1	1.3	0.8	2.4	8.8	5.2	3.2	4.6	2.4	1.1	2.8	1.9	4.5	7.3	3.8	..	..	2.5	0.3	0.6	3.0	15.8	2.5	0.9	4.1	4.0	0.6	3.9	4.0	1.0	..	0.4	0.1
	4. Machines		18.9	43.3	50.6	0.3	2.6	2.6	3.5	20.2	17.8	1.7	10.0	12.7	1.8	7.0	11.6	6.4	17.4	20.3	..	..	4.8	4.3	4.5	8.7	34.6	16.1	10.2	3.0	7.2	2.8	10.4	6.0	10.7	..	..	0.7
	5. Voitures de tourisme		1.7	5.7	9.6	—	0.1	—	0.7	7.7	2.4	—	1.8	—	—	—	—	—	1.1	—	..	..	1.2	..	..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	..	..	—
	6. Autre matériel de transport		10.0	29.5	22.5	—	5.4	5.3	3.7	36.9	16.0	0.3	7.2	9.6	12.2	2.4	3.1	2.9	12.1	24.6	..	..	1.4	0.8	2.3	4.2	1.0	0.1	—	0.7	1.1	0.3	5.1	4.4	2.4	..	..	0.3
	7. Produits chimiques		11.2	12.7	19.1	—	—	—	2.3	3.8	4.4	2.3	4.8	2.8	1.4	2.2	3.6	0.8	4.7	5.3	0.2	1.7	1.6	0.3	1.0	2.3	1.0	0.3	0.2	0.4	3.4	1.4	1.0	0.5	0.9	..	..	—
	8. Textiles		53.1	56.5	53.1	0.4	1.6	3.0	1.9	2.7	0.8	—	—	—	8.3	6.4	9.2	6.8	7.2	11.3	..	..	3.4	..	..	3.7	0.1	0.1	—	6.2	1.6	0.5	0.1	0.4	—	..	..	0.8
	9. Autres manufacturés		29.8	40.7	40.6	0.1	1.3	1.6	2.8	6.1	2.4	0.7	1.0	0.9	0.7	25.8	9.5	1.5	5.5	5.0	..	..	2.2	..	..	2.8	0.2	0.1	—	0.7	1.0	0.7	0.7	0.6	0.3	..	..	—
	10. Non spécifié		16.8	27.7	22.6	2.0	3.1	5.4	5.4	5.5	7.2	11.6	3.7	4.2	8.0	3.2	2.4	2.1	9.3	2.2	10.6	11.0	4.1	6.0	2.6	11.4	48.1	0.9	0.5	5.0	3.3	1.1	15.5	11.1	3.9	22.5	13.3	4.4
	Total pour les groupes 1 à 10		222.6	304.9	312.4	5.4	16.1	18.9	34.4	98.6	59.5	39.4	42.1	38.8	36.0	54.2	42.8	25.0	64.6	72.5	13.5	13.6	25.7	11.7	11.0	36.1	107.0	21.4	12.6	23.3	22.4	8.7	53.0	29.1	22.1	22.5	13.7	8.0
France	1. Denrées aliment., boissons, tabacs		1.3	1.0	1.6				0.7	—	0.7	9.0	1.3	7.1	0.3	—	0.2	0.1	—	—	0.4	0.6	13.8	—	—	1.6	0.4	—	—	0.4	0.2	0.5	1.1	—	—	0.1	0.2	—
	2. Matières premières		0.2	0.1	1.4				2.5	1.1	1.1	1.0	—	7.8	0.3	2.7	7.3	0.9	—	2.5	2.4	1.1	4.0	1.1	1.3	1.1	2.3	—	0.9	13.9	6.6	2.7	5.6	3.6	0.8	5.2	0.8	1.9
	3. Métaux et manufacturés		1.2	0.1	0.9				5.0	3.4	6.2	8.1	—	3.4	1.1	0.4	4.0	0.5	1.1	3.9	1.0	0.3	3.0	0.5	0.5	2.8	6.3	—	0.4	4.3	2.3	1.9	4.9	0.2	0.8	6.8	0.2	0.9
	4. Machines		0.1	0.1	0.3				0.7	2.2	3.2	2.6	0.7	8.0	0.2	0.1	1.0	0.5	2.1	2.8	0.2	0.3	0.5	0.7	0.4	4.3	3.1	—	—	0.6	0.9	1.8	3.3	1.7	10.1	1.5	0.4	1.3
	5. Voitures de tourisme		—	—	—				1.0	1.4	1.2	0.4	0.3	2.3	—	—	0.2	—	—	0.4	—	0.2	0.6	—	—	0.1	—	—	—	—	0.4	—	0.3	1.1	—	5.2	1.3	—
	6. Autre matériel de transport		—	—	0.1				0.4	1.0	1.1	1.5	0.5	6.7	0.7	0.3	1.2	0.5	0.2	1.1	0.1	0.2	0.1	2.2	0.6	0.3	0.4	—	—	0.7	1.5	0.3	2.7	2.2	1.1			0.1
	7. Produits chimiques		—	0.1	0.2				1.0	0.6	0.9	1.3	0.7	2.6	0.4	1.1	4.0	0.4	1.0	2.4	0.7	3.6	7.9	1.2	0.2	0.4	1.8	—	1.1	1.7	1.4	1.1	0.8	0.5	1.5	1.2	0.4	1.0
	8. Textiles		1.0	0.4	2.0				1.2	0.3	0.8	1.6	—	0.2	0.8	1.9	2.0	1.4	4.1	7.9	2.8	0.3	2.2	1.4	1.4	1.4	1.2	—	0.4	3.3	0.1	0.4	2.3	—	0.7	3.2	0.6	0.5
	9. Autres manufacturés		0.2	0.6	0.8				1.0	1.0	1.1	1.6	—	1.0	0.2	0.5	1.0	0.3	2.0	2.6	0.3	0.5	1.3	0.1	0.2	0.4	0.4	—	0.7	0.8	1.6	0.7	0.9	0.4	0.3	0.5	0.4	0.2
	10. Non spécifié		0.5	0.5	0.9				2.4	1.8	2.8	1.7	0.5	3.3	2.0	0.6	1.9	0.7	1.3	2.0	1.5	1.0	1.9	1.4	0.6	0.8	3.0	0.1	0.9	4.1	1.9	0.9	3.6	1.2	1.2	8.8	0.5	0.8
	Total pour les groupes 1 à 10		4.5	2.9	8.2				15.9	12.8	19.1	28.8	4.0	42.4	6.0	7.6	22.8	5.3	11.8	25.6	9.4	8.1	35.3	8.6	5.2	13.2	18.9	0.1	4.4	29.8	16.9	10.3	25.5	10.9	16.5	32.5	4.8	6.7
Allemagne occidentale [b]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs		0.2	—	0.1	0.1	—	—	0.2	—	0.2	0.8	—	1.8	0.1	—	0.3	0.2	0.1	0.7	3.8	0.6	3.6	0.2	—	8.8	0.7	—	—	4.3	—	3.4	1.1	—	1.9	1.2	—	0.1
	2. Matières premières		0.6	—	0.8	0.5	—	—	4.4	1.2	1.7	3.0	—	1.3	11.0	3.2	5.2	3.5	0.1	2.4	21.9	44.7	54.9	10.3	—	8.2	8.7	—	—	33.9	1.5	1.9	10.9	—	1.9	19.8	1.8	1.6
	3. Métaux et manufacturés		2.1	0.2	5.5	0.9	—	0.8	6.0	—	5.9	10.8	—	4.6	28.3	0.4	8.3	32.9	0.1	33.4	11.8	1.3	18.1	13.7	0.5	13.5	26.2	—	—	12.1	1.6	7.0	18.5	0.1	7.4	53.0	0.1	9.6
	4. Machines		4.4	0.1	2.5	0.9	—	0.7	5.1	0.1	4.9	13.5	—	6.3	18.2	0.3	11.9	18.2	0.1	38.3	16.9	1.7	26.7	21.8	0.3	12.1	23.4	—	—	21.6	1.4	5.5	41.5	—	5.3	58.9	0.1	6.8
	5. Voitures de tourisme		0.1	—	0.5	—	—	—	0.7	—	2.1	1.6	—	1.1	0.2	—	—	0.3	—	1.8	0.4	—	1.7	2.1	—	0.1	1.0	—	—	0.7	—	—	3.4	—	—	4.4	—	—
	6. Autre matériel de transport		10.5	—	0.2	—	—	—	2.1	—	1.4	5.9	—	2.4	2.2	0.2	2.2	16.3	—	14.7	3.5	0.1	3.3	8.9	0.1	1.4	5.3	—	—	2.5	—	0.7	4.7	—	1.4	19.5	—	1.2
	7. Produits chimiques		0.7	0.1	1.3	0.7	—	1.3	5.1	0.1	3.1	16.3	—	6.9	11.1	0.7	5.7	9.6	0.3	9.7	18.9	0.7	16.5	11.8	0.2	4.3	13.6	—	—	18.1	1.2	4.8	12.0	—	4.8	41.7	0.2	4.0
	8. Textiles		1.1	—	1.1	1.0	—	0.4	1.2	—	0.4	5.4	—	—	13.9	—	2.1	34.0	1.5	10.7	9.6	—	2.9	20.3	—	0.9	7.0	—	—	12.5	—	0.5	4.1	—	—	26.5	—	1.3
	9. Autres manufacturés		1.7	—	1.4	0.8	—	0.4	6.1	—	1.3	4.3	—	0.5	5.7	—	2.4	8.7	—	7.1	18.6	0.2	5.2	9.9	—	1.1	6.8	—	—	14.9	0.3	0.4	9.1	—	0.5	25.8	—	1.3
	10. Non spécifié		—	—	—	0.1	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	0.1	—	0.2	0.2	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10		21.4	0.4	13.4	5.0	0.1	3.6	30.9	1.4	21.0	61.6	—	24.9	90.7	4.8	38.1	123.8	2.3	118.8	105.6	49.5	132.9	99.0	1.1	50.4	92.8	—	—	120.6	6.0	24.2	105.3	0.1	23.2	250.9	2.2	25.9
Italie	1. Denrées aliment., boissons, tabacs		0.1	0.2	0.6	0.2	0.2	0.1	0.7	0.2	0.2	0.5	—	—	—	—	5.2	0.2	0.3	1.1	5.3	6.6	10.2	4.5	1.4	2.7	—	—	6.4	10.8	2.7	3.0	8.7	0.2	0.2	10.5	0.3	0.5
	2. Matières premières		0.1	0.1	0.1	0.3	0.1	—	0.8	0.3	0.3	1.0	0.3	0.7	1.7	0.2	7.4	0.3	0.2	5.2	2.7	4.0	6.4	1.3	0.5	0.4	—	0.9	0.4	1.6	3.1	1.3	1.8	2.7	3.3	3.7	0.9	1.0
	3. Métaux et manufacturés		..	—	—	..	0.1	—	0.4	0.5	0.4	0.5	0.3	0.1	0.7	1.1	1.4	0.1	1.7	2.8	0.1	1.0	2.3	0.5	0.8	2.9	—	—	0.6	—	0.2	1.2	—	0.3	0.6	0.2	0.5	0.4
	4. Machines		..	—	0.1	..	0.2	0.1	0.3	1.7	1.7	1.1	2.1	1.7	0.4	1.1	3.6	0.4	1.6	2.9	0.1	1.6	2.2	0.4	4.6	8.4	—	2.2	12.6	0.4	3.2	4.5	0.3	3.9	7.1	1.0	0.8	5.0
	5. Voitures de tourisme		..	—	—	..	—	—	0.3	0.2	—	0.3	0.7	—	—	—	—	—	0.1	—	—	0.5	3.3	0.4	0.1	0.2	—	—	—	—	0.1	—	0.3	3.2	—				
	6. Autre matériel de transport		..	0.1	0.1	..	—	—	0.3	0.7	1.8	0.6	0.9	0.6	—	0.1	5.8	—	0.1	1.7	—	0.6	1.0	1.6	3.2	6.8	—	0.5	3.8	0.3	0.5	0.5	1.0	6.8	3.7	6.0	0.9	—
	7. Produits chimiques		..	—	0.1	..	—	—	0.3	1.1	0.6	2.0	0.7	0.3	1.1	1.8	1.4	0.2	1.2	1.0	0.4	1.5	2.0	0.4	1.0	0.7	—	—	0.2	0.2	0.6	0.3	—	1.2	0.5			0.8
	8. Textiles		..	0.2	2.6	..	0.2	0.4	0.9	0.6	1.5	2.5	0.1	—	6.4	5.6	5.9	12.0	7.0	14.7	2.0	1.8	5.0	20.5	10.8	4.0	—	—	2.8	2.3	2.5	2.6	0.4	—	0.5	2.8	0.6	0.7
	9. Autres manufacturés		..	—	—	..	—	0.2	0.1	0.3	0.3	3.2	0.3	0.2	1.7	0.9	1.5	0.5	0.8	2.5	0.1	0.5	0.9	0.3	1.0	1.5	—	—	—	0.1	0.1	0.1	0.2	0.4	—	20.0	4.7	3.3
	10. Non spécifié		0.5	0.2	0.1	0.9	0.1	0.1	1.1	0.2	0.1	0.9	0.2	0.1	0.6	0.3	0.4	0.9	0.3	0.3	—	0.5	0.3	1.7	0.1	0.1	—	0.1	0.1	0.8	0.2	0.1	0.7	0.3	—	1.1	0.7	0.1
	Total pour les groupes 1 à 10		0.7	0.8	3.7	1.4	0.9	0.9	5.2	5.8	6.9	12.6	5.6	3.7	12.6	11.1	32.6	14.6	13.3	32.2	10.7	18.6	33.6	31.6	23.5	27.7	—	3.7	26.9	16.5	13.2	13.6	13.4	19.0	15.9	48.3	9.5	12.1
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs		0.9	—	0.3				1.1	0.2	—	11.7	0.2	0.3	0.3	—	0.1	0.8	—	—	0.5	0.1	1.4	0.3	0.9	0.3	0.9	—	—	1.0	1.4	—	0.9	0.7	—	1.8	—	—
	2. Matières premières		1.9	0.4	0.4				0.6	0.4	0.9	0.5	0.6	1.2	0.2	0.3	0.2	0.4	—	0.3	1.1	0.5	3.6	0.3	3.9	0.5	0.5	5.8	1.0	7.7	7.4	5.3	11.4	5.4	3.0	0.3	0.1	0.1
	3. Métaux et manufacturés		4.8	5.0	5.8				6.8	19.3	13.6	2.3	3.6	1.9	1.7	1.7	8.7	0.9	2.3	6.2	0.7	1.5	9.1	2.0	4.8	0.9	42.3	10.6	1.7	1.7	6.3	3.2	3.8	1.9	0.3	4.5	0.9	0.3
	4. Machines		1.0	0.7	0.9				1.8	3.3	2.0	0.3	0.9	4.1	0.3	0.6	1.6	0.1	0.4	1.4	0.1	0.2	1.1	0.1	1.0	2.1	2.5	2.6	3.4	0.8	1.6	2.3	0.7	0.4	0.6	1.8	0.4	0.3
	5. Voitures de tourisme		—	—	—				—	—	0.9	—	—	—	—	—	—	—	—	3.0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport		—	0.4	—				0.2	2.4	2.1	0.3	0.4	0.2	—	0.1	0.1	—	0.3	0.1	0.1	—	0.1	0.3	0.5	0.5	0.1	—	4.6	0.4	0.2	—	0.4	0.1	0.1	0.5	—	—
	7. Produits chimiques		0.5	0.9	1.5				2.7	4.4	4.6	2.0	3.8	8.5	0.1	2.4	6.9	0.1	0.2	1.3	0.1	1.9	4.0	0.1	0.7	2.8	1.6	0.3	—	0.2	1.2	0.4	2.1	2.6	3.8	0.3	—	0.4
	8. Textiles		1.7	1.9	1.9				1.8	1.7	0.4	2.1	0.2	0.3	0.3	1.5	3.6	1.1	1.0	3.3	0.5	1.2	4.2	0.9	2.0	4.3	1.2	—	1.7	0.9	0.7	—	2.0	0.2	0.6	0.3	0.1	1.4
	9. Autres manufacturés		1.2	0.5	0.8				1.8	1.0	—	0.3	0.4	0.2	2.7	0.3	0.5	1.1	0.2	0.9	1.9	0.5	0.8	0.9	1.0	0.3	0.8	0.9	—	1.9	2.7	0.4	2.6	0.8	0.3	4.1	0.1	0.2
	10. Non spécifié		—	—	—				—	—	5.3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.7	—	0.1	2.2	—	—	—	—	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10		12.0	9.8	11.6				16.8	32.7	29.8	19.5	10.1	16.7	5.6	6.9	21.7	4.5	4.4	16.5	5.0	5.9	24.3	4.9	14.8	11.7	49.9	20.2	13.1	14.6	21.6	13.8	23.9	12.1	8.7	13.6	1.6	2.7

[a] Y compris l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.
[b] Pour 1938, ensemble du territoire allemand. Les chiffres des exportations vers l'Autriche pour l'avant-guerre sont ceux de 1937

Tableau V *(suite)*

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année / Pays ou région d'importation	Total pour le monde			Europe occidentale																																			
					Total pour l'Europe occidentale			Royaume-Uni			France			Allemagne [a]			Italie			Belgique-Luxembourg			Suisse			Pays-Bas			Suède			Danemark			Norvège			Finlande		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Pays-Bas	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	511.7	381.2	969.9	401.4	290.4	736.7	188.3	92.5	278.3	16.2	31.4	33.3	87.9	33.0	203.2	5.6	12.4	22.4	64.9	74.3	143.8	7.6	17.9	20.9				5.5	6.6	6.8	4.1	2.6	3.4	3.9	1.5	3.6	1.7	7.7	3.9
	2. Matières premières	504.9	154.1	387.5	424.8	115.3	306.1	122.5	18.5	54.0	53.2	14.8	22.5	105.0	10.1	67.9	6.4	2.6	4.5	71.9	24.0	67.8	16.7	7.8	17.2				27.2	16.5	25.4	2.7	2.3	14.5	5.1	2.6	10.9	4.9	3.5	9.6
	3. Métaux et manufacturés	114.5	93.8	234.6	65.6	59.4	114.1	10.8	3.4	10.0	8.3	11.7	9.9	23.1	3.7	22.5	2.3	2.2	1.1	7.6	10.4	30.9	1.7	6.9	6.0				6.0	8.1	15.0	0.9	1.8	2.9	0.8	1.6	2.3	1.2	5.0	8.1
	4. Machines	103.4	97.5	194.7	18.3	59.3	113.7	4.5	2.5	14.1	1.6	12.2	12.0	3.5	1.2	12.2	0.6	1.1	2.8	2.8	13.7	26.8	0.9	3.7	4.6				1.2	6.9	12.0	0.6	3.1	4.3	0.4	4.2	5.6	0.5	1.8	3.8
	5. Voitures de tourisme	0.3	1.6	3.8	—	—	3.0	—	—	0.1	—	—	0.2	—	—	0.2	—	—	—	—	—	1.6	—	—	0.1				—	—	0.8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	57.6	21.6	103.6	13.6	14.9	53.1	7.1	0.4	0.6	1.6	3.4	21.5	0.6	1.4	1.0	0.1	—	0.5	0.7	2.8	6.7	0.1	0.6	0.4				0.2	0.2	0.8	0.2	0.2	0.4	2.7	1.8	7.7	—	0.5	5.9
	7. Produits chimiques	95.5	49.6	137.0	27.3	19.8	48.6	5.6	0.8	6.1	1.1	2.4	3.4	4.8	0.7	6.2	2.8	0.7	3.3	4.1	3.3	10.1	1.3	1.3	2.4				2.4	3.0	3.7	0.3	1.0	2.3	0.7	0.7	0.8	0.6	2.3	4.9
	8. Textiles	148.6	132.7	263.7	47.3	68.3	156.5	10.1	8.4	18.4	2.6	3.5	3.5	10.9	2.7	38.6	0.3	0.4	1.7	6.3	16.9	34.1	1.2	1.7	3.2				5.6	17.6	23.6	0.6	1.3	5.1	4.4	6.4	8.4	1.3	2.6	8.5
	9. Autres manufacturés	117.8	68.3	162.2	73.0	40.0	93.3	33.9	13.5	23.6	3.4	1.4	3.1	8.3	2.4	12.3	0.9	0.8	5.4	14.6	11.6	25.4	2.4	1.6	13.0				3.3	1.8	2.2	1.0	0.7	1.5	1.8	0.9	1.0	0.6	1.5	1.6
	10. Non spécifié	4.0	3.2	8.7	65.2	18.4	49.6	6.9	3.7	5.4	11.9	0.5	1.1	9.8	4.8	4.6	0.9	0.4	0.8	4.8	1.6	9.1	2.8	0.5	1.4				7.4	1.0	3.9	2.1	0.1	1.9	5.1	2.9	2.9	4.3	1.3	5.3
	Total pour les groupes 1 à 10	1658.3	1003.6	2465.7	1136.5	685.8	1674.7	389.7	143.7	410.6	99.9	81.3	110.5	253.9	60.0	368.7	19.9	20.6	42.5	177.7	158.6	356.3	34.7	42.0	69.2				58.8	61.7	94.2	12.5	13.1	36.3	24.9	22.6	43.2	15.1	26.2	51.6
Suisse	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	45.3	50.0	57.1	31.6	41.0	44.7	2.0	2.8	4.5	9.6	6.7	9.4	8.4	4.4	4.4	7.5	15.9	21.5	1.8	6.5	2.5				1.2	1.2	0.5	0.2	0.1	0.3	0.1	0.1	0.1	—	—	—	—	0.1	0.5
	2. Matières premières	25.8	23.5	34.8	22.4	13.2	27.2	1.4	0.9	1.8	3.0	2.5	3.4	9.8	1.6	8.2	2.3	2.4	2.7	0.5	1.7	2.5				0.5	0.6	1.1	0.1	0.1	0.6	0.7	0.5	0.7	0.1	—	—	—	—	—
	3. Métaux et manufacturés	49.2	58.5	49.9	34.6	38.9	33.0	11.0	1.5	2.6	5.0	5.2	4.6	5.9	3.8	4.9	3.5	2.4	4.0	2.8	7.3	6.2				2.7	7.2	4.1	1.0	2.4	1.8	0.4	2.9	1.2	0.2	0.7	0.4	0.4	0.5	0.2
	4. Machines	142.1	195.8	253.6	85.8	122.7	144.3	13.2	9.0	14.3	15.3	31.1	28.4	13.4	0.9	18.6	10.1	7.4	15.6	5.9	21.0	16.9				9.9	16.7	16.1	4.9	7.3	6.5	1.3	3.8	2.7	2.6	2.7	3.1	2.3	2.2	1.8
	5. Voitures de tourisme	0.1	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	17.2	14.2	7.8	12.4	9.5	4.3	0.4	0.2	0.2	1.2	1.9	0.8	4.1	0.2	0.4	0.9	0.5	0.9	0.3	2.0	0.7				4.9	2.3	0.5	0.1	0.4	0.2	—	0.3	0.2	—	—	—	0.1	0.1	—
	7. Produits chimiques	70.6	127.4	165.9	40.9	64.4	88.9	6.4	3.6	8.5	6.8	12.2	16.0	9.8	3.1	15.4	4.3	9.4	10.8	1.9	5.8	7.2				2.8	7.8	6.6	2.6	2.9	3.8	1.2	3.3	3.1	0.4	1.0	0.7	0.6	0.7	0.7
	8. Textiles	134.2	94.1	174.9	96.2	47.4	108.4	13.7	4.2	7.7	7.0	3.7	10.4	41.2	0.8	30.2	6.0	2.0	6.7	3.6	17.2	16.2				4.8	5.2	6.2	5.6	3.4	12.5	3.4	4.4	6.4	1.5	1.4	1.8	0.8	0.4	1.0
	9. Autres manufacturés	188.8	232.5	333.9	92.6	80.6	111.5	24.2	10.2	11.9	12.7	13.0	17.4	15.6	1.2	16.3	12.1	12.6	17.0	3.7	19.4	11.0				4.1	5.8	6.3	6.7	4.2	11.3	2.6	1.4	1.6	2.4	1.6	1.0	2.3	0.3	1.1
	10. Non spécifié	—	—	5.1	—	—	5.8	—	—	—	—	—	—	—	—	4.8	—	—	—	—	—	—				—	—	—	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1
	Total pour les groupes 1 à 10	673.3	796.0	1083.1	416.5	417.7	568.1	72.3	32.4	51.5	60.6	76.3	90.4	108.2	16.0	103.2	46.7	52.6	79.2	20.5	80.9	63.2				30.9	46.8	41.4	21.2	20.8	37.1	9.7	16.7	16.1	7.2	7.4	7.1	6.5	4.3	5.4
Suède	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	86.1	33.2	126.5	81.6	19.4	107.1	38.5	6.6	22.4	0.3	0.9	3.1	32.9	4.6	60.2	0.1	2.4	0.4	0.4	0.2	0.4	0.1	0.6	2.9	0.5	0.2	0.9				5.2	0.9	6.9	1.6	1.6	1.3	1.7	0.8	6.2
	2. Matières premières	634.4	545.4	645.7	435.3	343.5	474.5	183.5	138.1	174.5	26.8	32.1	45.8	100.4	31.3	88.8	24.6	10.9	27.5	19.9	45.1	38.8	2.7	9.5	7.5	26.4	34.9	45.2				28.1	15.9	22.2	12.4	9.6	11.7	5.2	4.6	4.1
	3. Métaux et manufacturés	161.5	142.5	225.0	115.8	81.7	117.2	27.6	8.0	13.2	8.4	8.3	9.3	24.2	0.7	13.5	2.7	4.5	6.4	4.9	6.7	6.2	3.0	9.3	8.5	7.1	8.3	10.0				12.8	10.5	15.5	11.5	12.0	18.2	11.9	6.0	6.6
	4. Machines	130.6	127.2	213.6	60.5	68.3	97.2	6.8	2.8	6.4	4.4	9.2	11.8	6.4	0.2	3.7	2.4	1.0	2.8	2.9	3.9	4.9	1.5	3.7	3.5	3.2	9.3	8.1				3.1	6.8	8.8	11.5	14.9	23.7	14.3	5.2	12.5
	5. Voitures de tourisme	3.7	0.7	2.3	46.4	68.0	66.8	—	—	—	—	—	—	—	—	0.9	—	—	—	0.2	0.2	1.1	—	—	—	0.2	0.1	1.5				0.4	—	7.2	1.1	—	49.0	7.5	0.3	5.1
	6. Autre matériel de transport	48.2	76.0	106.9				4.1	0.3	0.2	1.4	0.2	0.3	0.7	—		—	—	—	0.1	0.4		—	0.1	0.1	0.1	1.8				1.5	1.7		26.2	56.8		2.8	2.5	
	7. Produits chimiques	38.7	29.3	39.2	19.9	14.8	19.6	6.8	2.7	4.4	0.3	0.7	1.3	2.7	0.9	2.3	0.2	0.2	0.5	1.5	0.9	0.9	0.2	0.7	0.7	1.7	1.9	1.5				1.2	2.4	3.0	2.1	2.6	2.1	2.8	1.1	1.5
	8. Textiles	12.2	8.4	24.0	11.3	4.0	16.5	0.3	0.1	1.9	0.1	0.7	0.4	—	0.6	2.6	0.1	0.1	0.9	0.2	0.3	0.5	0.4	0.1	0.3	0.2	0.2	1.1				1.5	0.3	3.6	6.1	0.8	4.2	2.3	0.5	0.6
	9. Autres manufacturés	127.5	138.4	261.1	68.7	72.6	143.4	41.9	28.2	65.9	1.0	4.2	9.1	2.0	2.5	9.3	0.2	1.3	1.4	4.5	8.9	10.9	0.3	3.8	2.2	4.8	10.8	18.5				5.2	5.5	12.5	3.8	3.3	4.6	3.6	1.1	1.4
	10. Non spécifié	—	—	—	—	0.4	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	0.2	—				—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	1242.9	1101.1	1644.3	839.5	672.7	1042.3	309.5	186.9	288.9	42.7	56.3	81.1	169.3	40.8	181.3	30.3	20.5	39.9	34.6	66.6	63.7	8.2	27.8	25.7	44.2	67.7	86.8				59.0	44.0	79.7	76.3	101.6	114.8	52.1	22.1	38.0
Etats-Unis	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	1660.0	2861.9	3189.5	1115.0	1695.8	1532.1	691.4	125.7	430.8	38.5	157.1	46.7	46.8	674.5	296.2	5.2	204.8	69.4	72.3	82.4	112.1	5.5	40.1	47.0	107.0	96.8	118.8	21.5	10.5	20.5	22.8	10.2	22.7	16.2	22.9	28.1	6.1	1.3	5.9
	2. Matières premières	1925.9	2062.4	2802.3	839.4	846.8	1254.7	257.5	204.2	227.7	170.6	205.2	177.1	112.5	93.7	184.5	88.4	120.2	203.5	43.1	54.9	108.3	4.7	18.7	40.8	51.0	49.0	98.3	42.6	24.6	35.9	17.4	16.0	23.1	6.7	8.0	30.4	8.2	8.9	10.0
	3. Métaux et manufacturés	596.8	1241.6	987.2	194.0	295.6	203.1	48.7	64.9	58.6	18.5	39.5	23.1	42.6	9.5	14.8	19.8	17.0	21.6	7.5	22.1	12.3	1.5	20.5	11.8	23.1	37.3	17.2	13.2	17.0	7.8	1.2	6.9	5.2	4.6	17.2	5.8	2.7	4.6	1.2
	4. Machines	829.3	2253.1	1958.9	171.4	451.3	409.1	79.4	116.5	63.5	26.1	83.6	86.2	4.3	1.0	13.2	7.2	10.7	81.4	6.9	43.8	30.7	3.5	28.2	18.5	8.6	32.4	19.0	15.8	24.9	18.8	0.8	7.8	4.9	5.8	11.5	7.5	3.0	11.4	5.5
	5. Voitures de tourisme	176.3	288.9	332.2	47.3	58.3	61.0	5.8	0.6	0.5	1.6	2.8	4.0	0.4	0.2	0.5	0.2	0.9	0.8	12.0	29.1	30.0	1.9	9.0	8.0	2.3	3.7	3.2	14.6	3.2	6.6	1.2	0.6	0.5	2.8	0.4	0.9	1.6	0.4	2.0
	6. Autre matériel de transport	390.9	1136.0	1174.2	106.0	310.2	128.6	18.3	19.4	5.2	13.0	50.5	10.7	2.8	0.5	0.4	0.4	35.9	3.1	14.1	22.9	49.0	1.1	7.0	7.8	12.7	54.7	4.6	10.9	17.6	14.5	9.9	5.2	3.6	4.0	13.6	4.6	1.8	2.4	2.8
	7. Produits chimiques	202.2	751.5	967.6	70.8	199.7	217.5	26.1	42.8	48.3	9.0	25.1	30.4	10.4	14.2	11.1	1.9	16.3	27.4	7.3	20.8	21.1	0.7	18.7	20.9	5.7	16.8	12.7	4.4	9.3	9.5	1.0	3.7	2.1	1.0	3.9	3.7	0.7	1.6	2.1
	8. Textiles	199.9	847.6	841.3	49.1	90.7	128.0	19.1	18.8	14.9	4.0	5.4	9.0	7.8	5.6	8.9	2.4	3.6	19.2	2.9	13.2	14.7	0.2	9.7	14.4	3.6	3.4	10.8	2.7	3.5	9.9	0.2	0.7	2.8	2.7	3.8	5.8	0.7	2.3	1.9
	9. Autres manufacturés	338.9	699.0	578.6	142.0	160.4	93.6	83.5	35.8	33.0	13.8	9.4	9.6	6.1	8.3	5.5	3.4	3.3	6.1	6.3	10.1	10.2	2.5	14.0	11.0	8.0	9.5	2.6	6.3	6.1	3.3	1.5	1.7	0.6	3.2	2.2	1.4	0.8	1.8	0.7
	10. Non spécifié	223.3	352.0	278.6	2.0	111.1	51.2	0.2	8.2	4.0	—	8.0	2.1	—	54.4	9.5	—	10.7	6.9	—	4.8	2.4	—	3.3	3.1	0.2	5.5	1.7	—	0.8	0.9	0.4	0.7	0.2	0.4	0.8	0.5	—	1.5	0.3
	Total pour les groupes 1 à 10	6543.5	12494.0	13110.4	2737.0	4219.9	4078.9	1230.0	636.9	886.5	295.1	586.6	398.9	233.7	861.9	544.6	128.9	423.4	439.4	172.4	304.1	390.8	21.6	169.2	183.3	222.2	309.1	288.9	132.0	117.5	127.7	56.4	53.5	65.7	47.4	84.3	88.7	25.6	36.2	32.4
Japon	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	220.6	12.1	75.0	36.8	0.3	10.3	31.1	0.2	3.0	1.3	—	0.4	1.8	—	4.3	..	..	0.1	1.8	0.1	0.3	..	..	0.8	0.8	..	0.2	..	..	0.3	..	—	—	..	..	—	..	—	—
	2. Matières premières	447.4	45.5	112.7	59.5	12.9	33.2	29.6	5.0	14.5	23.4	2.5	10.1	4.1	2.9	2.3	1.0	0.7	0.7	0.6	0.4	1.6	0.2	1.1	2.3	0.6	0.3	0.9	..	..	0.4	..	—	—	..	..	0.1	..	—	—
	3. Métaux et manufacturés	196.7	11.8	206.3	..	..	20.7	..	..	2.0	..	—	2.5	..	—	7.7	..	..	2.0	..	..	0.6	..	..	2.4	..	..	0.8	..	..	2.0	..	—	—	..	..	—	..	—	0.5
	4. Machines	191.1	12.9	75.7	..	..	0.6	..	..	0.2	..	—	—	..	—	0.2	..	..	—	..	..	0.2	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	—	—	..	..	—	..	—	—
	5. Voitures de tourisme	0.2	—	29.7	..	..	3.7	..	..	—	..	—	1.6	..	—	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	—	2.1	..	..	—	..	—	—
	6. Autre matériel de transport	60.3	—		..	..		..	..	—	..	—		..	—	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	—		..	..	—	..	—	—
	7. Produits chimiques	79.0	11.2	43.7	0.6	..	4.1	..	..	1.6	0.6	—	0.3	..	—	0.5	..	..	0.4	..	..	0.1	..	..	0.2	..	..	0.3	..	..	0.4	..	—	0.1	..	..	—	..	—	0.1
	8. Textiles	1353.0	137.1	425.8	48.5	12.9	39.6	24.0	11.1	22.4	3.0	—	1.3	7.0	—	1.7	0.4	0.1	0.2	2.0	0.1	0.5	..	0.1	1.3	1.0	0.3	4.7	3.9	0.3	5.7	..	—	0.3	1.6	..	0.1	2.6	—	0.8
	9. Autres manufacturés	279.0	11.4	154.8	16.0	..	11.1	11.1	..	2.8	0.9	—	1.0	1.5	—	0.9	0.1	..	0.6	0.6	..	1.8	..	..	1.1	1.8	..	0.8	..	..	1.5	..	—	0.1	..	..	—	..	—	—
	10. Non spécifié	25.8	16.6	—	70.1	1.9	—	24.0	0.3	—	4.2	—	—	16.2	—	—	1.5	0.1	—	4.2	0.4	—	0.8	0.1	—	6.0	0.3	—	4.7	0.1	—	1.1	—	—	2.9	0.6	—	1.6	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	2853.1	258.6	1123.7	231.5	27.1	123.3	119.8	16.6	46.5	33.4	2.5	17.2	30.6	2.9	17.6	3.0	0.9	4.0	9.2	1.0	5.2	1.0	1.3	8.1	10.2	0.9	7.7	8.6	0.4	10.3	1.1	—	2.6	4.5	0.6	0.2	4.2	—	1.4

[a] Ensemble du territoire allemand.

Tableau *(suite)*

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année \ Pays ou région d'importation	Europe occidentale																						Europe orientale											
		Irlande			Islande			Portugal			Espagne			Grèce			Turquie			Autriche			Yougoslavie			U.R.S.S. [a]			Tchécoslovaquie			Pologne			Bulgarie, Hongrie et Roumanie		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Pays-Bas	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	1.8	3.3	3.3	0.2	0.8	0.8	1.0	0.3	0.8	7.6	1.2	3.2	2.3	2.4	3.0	0.5	0.3	0.6	1.8	1.5	2.3	0.5	0.7	3.1	1.4	1.5	0.7	4.2	8.0	2.0	3.3	1.1	1.3	1.2	1.2	0.6
	2. Matières premières	1.6	0.6	1.0	0.1	0.7	0.1	0.7	0.4	2.0	1.0	2.5	1.7	0.7	0.5	0.3	0.6	0.1	0.5	3.8	5.8	3.8	0.7	2.0	2.4	1.9	0.8	—	4.9	7.3	3.2	6.6	0.5	0.8	2.4	1.5	1.7
	3. Métaux et manufacturés	0.2	0.4	0.6	—	—	0.1	0.6	0.8	1.1	0.6	0.3	0.7	0.3	0.4	0.5	0.2	0.8	1.0	0.8	0.6	1.1	0.2	1.3	0.3	13.9	0.8	—	2.0	3.0	0.9	3.4	1.8	0.2	0.7	1.0	0.2
	4. Machines	0.1	0.9	0.9	—	0.3	0.3	0.1	1.4	2.9	0.2	1.5	3.1	—	0.6	0.7	0.1	1.6	4.3	0.1	1.0	2.7	1.1	1.6	0.6	1.5	—	0.4	0.4	3.3	1.0	0.4	1.3	1.1	0.2	0.5	0.8
	5. Voitures de tourisme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—	0.4	0.1	—	—	—	0.3	2.1	1.0	—	0.1	0.4	—	—	0.5	—	1.0	0.7	—	—	—	—	—	4.9	9.1	—	—	—	1.0	0.2	1.3	0.4	1.2	—	0.1	—
	7. Produits chimiques	—	0.1	0.1	—	—	0.1	0.4	0.3	0.8	—	1.0	1.2	1.8	0.1	0.4	1.1	0.8	1.3	0.1	0.2	1.3	0.2	1.1	0.2	2.8	1.0	0.5	0.9	2.2	2.6	0.9	0.1	0.5	0.1	0.3	0.4
	8. Textiles	0.4	1.4	3.0	—	—	0.9	0.6	0.1	0.3	1.1	0.5	0.2	0.4	0.1	0.4	0.1	1.5	2.4	0.8	0.9	4.2	0.6	2.3	—	1.2	—	0.6	3.1	2.3	2.2	0.5	0.3	2.6	0.6	0.9	2.3
	9. Autres manufacturés	0.8	0.8	1.8	—	1.0	0.1	0.5	0.2	0.4	0.1	0.5	0.6	0.3	0.1	0.1	0.1	0.3	0.6	0.8	0.4	0.5	0.2	0.5	0.1	1.2	—	—	1.0	1.0	0.7	2.1	0.1	—	0.6	0.1	—
	10. Non spécifié	0.7	0.4	3.7	0.1	0.1	0.2	3.3	—	2.4	2.0	0.4	3.6	0.3	—	1.4	0.9	0.1	0.3	0.6	0.1	1.4	1.3	0.5	0.2	4.1	0.1	—	3.0	1.4	2.7	1.9	0.2	0.5	1.7	0.7	1.3
	Total pour les groupes 1 à 10	5.6	8.3	14.5	0.4	2.9	2.6	7.5	5.6	11.7	12.6	8.0	14.7	6.1	4.2	7.3	3.6	6.5	11.7	8.8	10.5	17.3	4.8	10.0	11.8	37.1	4.2	2.2	19.5	29.5	15.5	20.4	5.8	8.2	7.5	6.3	7.3
Suisse	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	0.3	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.3	2.9	0.9	—	0.3	—	—	0.4	—	1.5	1.6	0.1	0.7	—	—	0.3	1.2	0.1
	2. Matières premières	—	—	—	—	—	—	—	0.1	0.1	—	0.1	0.2	0.1	—	—	—	—	—	3.7	2.4	5.9	0.2	0.3	—	—	—	—	0.5	0.5	0.5	0.1	0.5	0.9	1.4	0.7	0.7
	3. Métaux et manufacturés	0.1	—	0.1	—	0.1	—	0.1	0.9	0.3	0.1	1.0	0.4	0.3	0.2	—	—	0.4	0.5	0.8	1.4	1.3	0.3	1.0	0.4	0.7	1.3	0.1	1.5	2.2	1.2	0.3	0.7	0.1	0.8	0.5	0.7
	4. Machines	0.2	0.7	0.6	—	—	—	0.8	4.6	2.9	0.6	5.5	4.6	0.2	0.1	0.5	0.6	2.8	1.6	2.5	2.7	6.2	2.0	4.2	3.9	4.8	1.9	3.5	3.5	10.7	9.1	3.2	2.7	4.7	4.0	4.6	8.9
	5. Voitures de tourisme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—	—	—	—	—	—	—	0.8	—	0.1	0.1	0.1	—	—	—	—	0.2	0.1	0.2	0.4	0.2	0.1	0.1	—	0.9	—	—	1.2	1.9	0.5	0.5	—	—	0.8	0.3	0.3
	7. Produits chimiques	—	0.1	0.1	—	—	—	0.9	2.7	2.8	0.6	3.5	4.2	0.2	0.4	0.5	0.3	2.7	3.2	1.4	3.8	4.9	0.7	1.4	0.4	0.5	1.7	0.2	2.1	9.6	6.0	1.8	2.0	2.2	2.6	3.1	2.1
	8. Textiles	0.2	0.2	0.2	—	—	—	1.1	1.3	1.1	0.2	0.2	0.8	0.4	0.2	0.6	0.5	1.2	1.0	4.6	1.1	5.3	1.6	0.5	0.3	0.4	1.9	—	3.2	0.9	1.9	1.4	0.1	0.3	4.4	0.7	1.4
	9. Autres manufacturés	0.3	0.4	1.0	—	0.1	0.1	1.1	1.6	1.6	0.7	3.8	5.0	0.7	0.8	0.4	0.4	1.0	2.9	2.1	2.2	3.5	0.9	1.0	2.1	4.2	0.4	0.9	8.2	2.3	2.2	3.7	1.9	1.2	3.0	1.4	3.0
	10. Non spécifié	—	—	0.1	—	—	—	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	0.1	—	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.2
	Total pour les groupes 1 à 10	0.8	1.4	2.1	—	0.2	0.1	4.0	12.0	9.0	2.6	14.2	15.4	2.0	1.7	2.1	1.9	8.3	9.4	15.6	16.9	28.2	5.8	8.8	7.2	11.5	7.6	4.7	21.7	29.7	21.5	11.7	7.9	9.4	17.3	12.5	17.4
Suède	1. Denrées aliment., boissons, tabacs							—	—	—	0.3	0.1	—				—	—	—	..	0.5	2.2	—	—	0.2	—	1.3	0.1	0.3	5.5	8.2	1.1	3.5	0.7	—	0.8	—
	2. Matières premières							2.2	3.6	2.5	2.2	6.7	3.9				0.8	0.8	1.1	..	0.3	0.9	0.1	0.1	—	—	0.3	—	11.1	10.3	8.1	5.8	14.3	15.8	0.9	1.6	0.9
	3. Métaux et manufacturés							0.5	2.0	1.3	0.4	2.2	2.2				0.6	1.4	2.3	..	1.1	3.2	0.2	0.7	0.8	—	4.3	5.3	6.1	4.0	3.7	5.6	8.1	3.3	1.0	0.8	0.8
	4. Machines							0.8	2.6	1.6	0.1	3.3	2.2				2.1	2.2	3.5	..	0.9	2.1	1.0	2.3	1.6	3.5	10.7	24.9	3.8	4.4	5.1	3.4	10.4	19.2	2.0	1.7	0.4
	5. Voitures de tourisme							—	—	—	—	—	—				—	} 1.7	0.6	..	—	—	—	—	—	—	} 8.6	—	—	—	—	—	} 10.1	—	—	—
	6. Autre matériel de transport							0.1	1.8	0.7	—	0.1	0.1				—		—	..	—	—	—	—	—	—	0.2		—	—	—	0.1	0.2		—	—	—
	7. Produits chimiques							0.2	0.1	0.2	—	0.2	0.2				0.2	—	0.1	..	0.3	0.7	—	0.1	0.2	0.1	—	—	0.8	2.4	1.6	0.2	1.3	1.1	0.3	0.2	0.3
	8. Textiles							—	—	—	—	—	0.3				0.1	—	—	..	0.2	0.1	—	0.1	—	0.1	—	—	0.1	0.5	0.4	0.5	1.2	0.7	—	—	0.4
	9. Autres manufacturés							0.1	0.9	1.5	0.2	0.3	1.3				0.5	0.8	1.9	..	0.6	2.6	0.6	0.4	0.3	—	0.2	0.2	0.3	1.2	1.3	3.1	0.8	0.2	0.4	0.4	—
	10. Non spécifié							—	—	—	—	—	—				—	—	—	..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.2	—	—	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10							3.9	11.0	7.8	3.2	12.9	10.2				4.3	6.9	9.5	..	3.9	11.8	1.9	3.7	3.1	3.7	17.0	39.1	22.5	28.4	28.4	19.8	40.0	51.1	4.6	5.5	2.8
Etats-Unis	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	65.2	14.1	32.9	—	2.5	3.0	8.3	30.0	16.6	0.8	0.4	51.9	7.4	100.6	78.7	—	1.0	7.6	—	118.5	71.2	—	2.4	72.0	0.6	0.8	—	4.4	4.0	0.2	1.1	5.7	0.1	—	6.2	0.1
	2. Matières premières	2.2	2.4	9.8	—	1.3	0.3	7.7	8.1	6.2	16.4	8.4	42.4	2.7	10.0	3.4	4.5	3.4	4.4	0.2	7.7	24.0	3.0	2.1	24.6	11.2	1.0	—	32.6	5.4	0.3	26.6	19.4	—	1.9	0.8	0.4
	3. Métaux et manufacturés	0.5	2.7	1.7	—	0.7	0.5	0.7	9.2	4.1	2.4	1.6	1.0	1.0	12.9	4.2	5.6	8.7	5.5	0.2	3.2	2.6	0.2	0.1	4.1	20.9	0.5	—	12.0	1.6	—	8.9	1.3	—	1.7	0.2	—
	4. Machines	1.1	7.0	2.4	—	1.8	1.4	2.6	11.1	5.1	0.5	7.3	6.3	2.2	16.9	11.7	2.6	32.4	16.2	0.2	2.7	10.8	0.8	0.3	6.0	71.2	23.0	—	3.4	5.5	—	4.0	19.7	0.1	4.2	1.9	0.2
	5. Voitures de tourisme	0.4	1.5	0.5	—	0.2	—	1.2	2.4	0.2	—	1.3	0.3	0.4	0.2	0.2	0.7	1.6	2.4	—	—	0.3	0.2	0.2	0.1	0.4	—	—	0.4	0.1	—	2.1	—	—	1.4	0.2	—
	6. Autre matériel de transport	1.2	3.9	1.7	—	1.9	0.5	2.6	6.1	1.5	4.0	2.4	2.2	1.9	31.5	3.8	6.7	34.5	11.2	0.2	0.2	0.6	0.4	—	0.8	11.1	0.3	—	0.5	—	—	4.0	0.4	0.1	6.7	0.3	—
	7. Produits chimiques	0.2	0.9	1.5	—	0.3	0.3	—	5.2	5.1	1.0	2.7	5.8	0.5	6.9	4.7	0.5	3.5	4.6	0.2	6.0	2.4	0.2	1.0	3.8	1.6	0.1	—	0.7	1.6	0.2	0.7	0.8	—	0.4	1.3	—
	8. Textiles	0.2	2.7	2.1	—	0.4	0.2	—	0.7	0.6	0.4	—	1.6	0.2	13.7	2.0	2.0	1.2	4.0	—	1.6	3.5	—	0.4	1.7	—	0.5	—	0.4	0.1	—	0.9	1.4	0.1	—	—	—
	9. Autres manufacturés	0.6	1.4	1.6	0.2	0.5	0.7	0.8	2.1	1.2	1.1	0.8	1.3	1.0	37.2	1.8	1.9	14.3	1.8	0.4	1.5	0.5	0.6	0.4	0.7	8.4	0.5	—	2.9	1.3	0.1	2.9	0.7	—	0.8	0.4	—
	10. Non spécifié	—	0.3	0.4	—	0.5	0.1	0.4	0.9	0.5	—	0.6	0.1	0.2	4.4	1.5	0.2	0.7	0.6	—	3.9	1.9	—	1.1	14.5	—	1.1	—	—	0.9	—	—	5.5	0.3	—	5.4	0.1
	Total pour les groupes 1 à 10	71.6	36.9	54.6	0.2	10.1	7.0	24.3	75.8	41.1	26.6	25.5	112.9	17.5	234.3	112.0	24.7	101.3	58.3	1.4	145.3	117.8	5.4	8.0	128.3	125.4	27.8	—	57.3	20.5	0.8	51.2	54.9	0.7	17.1	16.7	0.8
Japon	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	..	—	0.9							—	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	2. Matières premières	..	—	0.3							—	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	3. Métaux et manufacturés	..	—	—							—	—	0.1	..	—	—	—	—	—	..	—	0.1				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	4. Machines	..	—	—							—	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	5. Voitures de tourisme	..	—	—							—	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	6. Autre matériel de transport	..	—	—							—	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	7. Produits chimiques	..	—	—							—	—	0.1	..	—	—	—	—	—	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	8. Textiles	..	—	0.2							—	—	0.1	..	—	—	3.0	—	0.1	..	—	0.1				1.8	..	—	..	—	—	..	—	—			
	9. Autres manufacturés	..	—	0.1							—	—	—	..	—	0.1	..	—	0.3	..	—	—				..	..	—	..	—	—	..	—	—			
	10. Non spécifié	1.6	—	—							—	—	—	0.4	—	—	0.5	—	—	0.4	—	—				2.9	0.4	—	0.4	—	—	0.8	—	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	1.6	—	1.5							—	—	0.3	0.4	—	0.1	3.5	—	0.4	0.4	—	0.2				4.7	0.4	—	0.4	—	—	0.8	—	—			

[a] Y compris l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Tableau V *(suite)*

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars, prix de 1948, f.o.b.

Pays exportateur	Pays ou région d'importation / Groupe de produits et année	Total pour les pays extra-européens			Zone dollar									Principaux pays d'Amérique latine hors de la zone dollar									Zone sterling																	
					Etats-Unis			Canada			Autres pays de la zone dollar [a]			Argentine			Brésil			Uruguay, Pérou et Chili			Australie			Nouvelle-Zélande			Union Sud-Africaine			Inde anglaise			Inde		Pakistan	Ceylan, Birmanie et Irak			Colonies britanniques [b]		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	307.1	302.4	410.5	62.6	43.4	67.5	13.9	11.7	17.6	1.9	1.8	2.5	4.6	1.7	0.3	2.4	2.4	3.7	—	—	0.8	11.5	17.2	27.6	11.3	2.8	7.2	13.2	13.3	3.5	16.7	8.2	9.7	10.3	5.8	9.0	15.7	42.7	58.4	94.6
	2. Matières premières	376.4	176.0	271.0	24.7	27.6	34.9	28.1	7.4	13.8	—	1.1	0.5	34.9	15.9	5.7	8.9	4.6	3.0	4.5	1.3	0.3	1.1	0.9	9.0	0.6	0.2	3.7	3.4	2.5	5.1	7.0	3.4	6.3	2.7	2.5	6.1	4.9	13.2	14.1	31.4
	3. Métaux et manufacturés	419.0	566.3	698.6	9.1	24.6	45.9	26.8	17.4	73.0	2.8	20.1	17.5	19.0	33.0	16.3	6.5	13.4	21.9	3.8	4.7	11.6	55.1	52.2	104.9	30.9	30.8	42.7	58.7	61.1	57.5	43.0	50.0	43.0	17.6	15.3	28.3	22.1	59.5	95.5	130.9
	4. Machines	477.7	934.7	1125.9	6.4	26.3	29.4	15.6	23.6	53.4	4.5	26.8	24.1	17.2	47.3	19.0	12.4	30.3	36.0	4.9	13.5	21.6	65.6	108.4	199.2	26.0	44.1	53.7	86.4	123.6	140.2	85.2	174.8	144.2	36.3	13.1	37.5	27.9	58.7	102.1	151.9
	5. Voitures de tourisme	42.1	172.4	290.5	0.1	22.5	24.6	0.6	14.5	27.9	—	1.0	9.7	0.5	1.4	—	—	8.3	12.0	0.2	1.2	2.6	2.2	33.3	76.4	13.3	8.6	34.9	3.8	18.3	20.0	3.3	15.4	10.8	2.0	1.5	4.0	5.1	4.7	23.0	41.2
	6. Autre matériel de transport	213.5	447.8	725.5	1.3	8.3	16.0	5.2	19.7	42.2	0.9	8.5	16.1	32.3	51.1	30.2	3.5	12.1	31.7	3.0	6.3	18.4	42.5	63.4	179.2	15.1	21.9	43.0	32.4	53.1	51.2	20.7	43.7	64.9	16.8	7.6	22.2	19.3	26.4	79.4	127.2
	7. Produits chimiques	162.1	236.8	432.9	9.1	10.6	45.4	11.2	6.6	19.4	2.1	4.1	6.3	6.8	14.7	11.9	4.2	6.6	20.4	2.6	3.4	7.0	20.2	20.7	41.3	8.0	7.5	14.9	17.1	15.6	27.5	27.6	42.7	46.3	12.5	5.1	10.9	16.8	22.8	38.2	81.4
	8. Textiles	1160.3	1088.4	1135.0	61.1	56.9	88.4	99.2	130.0	103.7	18.1	13.0	16.9	83.9	21.8	1.7	8.6	16.4	13.7	11.5	6.0	12.6	137.7	192.9	250.5	48.4	61.2	98.9	121.4	124.7	146.5	93.9	59.9	23.3	21.6	23.0	37.9	23.7	101.9	135.9	193.3
	9. Autres manufacturés	401.5	546.0	821.3	30.3	37.4	63.0	29.6	39.7	59.3	2.1	8.0	1.3	13.2	21.4	6.3	2.7	6.6	14.5	2.0	3.3	10.0	56.9	84.2	150.8	30.7	29.0	45.5	52.8	63.0	66.1	37.3	46.0	33.0	25.7	7.5	15.5	26.4	35.8	70.2	134.8
	10. Non spécifié	−199.6	−50.6	−3.1	17.6	8.9	12.3	20.0	9.5	10.6	20.8	11.7	25.4	7.8	3.3	3.2	4.7	3.5	4.7	19.1	7.7	7.6	8.6	10.7	11.9	6.0	5.6	7.1	15.2	10.7	15.1	17.8	18.1	4.9	4.4	10.5	7.1	10.8	41.3	42.0	47.8
	Total pour les groupes 1 à 10	3360.1	4420.2	5908.1	222.3	266.5	427.4	250.2	280.1	420.9	53.2	96.1	120.3	220.2	211.6	94.6	53.9	104.2	181.6	51.6	47.4	92.5	401.4	583.9	1050.8	190.3	211.7	351.6	404.4	485.9	532.7	352.5	462.2	386.4	149.9	91.9	178.5	172.7	407.0	658.8	1034.5
France [c]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	194.9	168.8	463.9	23.4	9.3	24.4	2.7	1.9	3.2	5.1	7.0	6.6	2.6	0.1	1.1	0.8	0.7	8.3	0.7	0.5	1.2	0.7	0.7	1.9	0.6	0.1	2.3	0.8	0.5	0.1	2.7	0.6	0.5	0.1	0.1	0.1	0.2			
	2. Matières premières	115.3	93.6	186.8	23.2	8.0	17.2	1.0	0.4	0.8	1.5	0.4	1.2	4.3	0.2	4.1	1.5	0.4	1.9	0.3	0.1	—	1.5	—	1.6	0.1	—	—	0.2	0.7	1.7	0.7	—	1.4	—	—	0.1	0.3			
	3. Métaux et manufacturés	128.8	185.6	555.6	8.5	5.9	89.0	0.7	0.4	5.9	3.3	2.3	25.8	16.4	9.1	54.4	3.2	1.8	17.7	1.0	0.8	5.6	0.2	0.1	17.1	—	—	2.5	4.0	0.3	8.9	3.6	1.1	5.7	7.4	0.2	6.0	0.2			
	4. Machines	44.2	150.9	247.1	0.8	0.6	3.1	0.2	0.8	0.2	0.9	1.1	2.8	2.0	5.3	8.1	1.7	4.1	14.4	0.5	1.3	3.5	0.1	—	0.5	—	—	0.1	0.2	0.8	1.0	0.4	0.4	1.2	0.2	—	—	—			
	5. Voitures de tourisme				—	2.4	1.6	—	—	0.1	—	0.3	1.1	0.7	0.2	3.9	—	5.1	3.6	—	—	6.3	—	—	1.1	1.9	—	0.2	—	—	—								
	6. Autre matériel de transport	39.2	108.1	233.8	—	—	0.2	—	0.2	2.3	0.2	—	3.5	1.8	1.8	4.9	0.6	0.1	8.0	0.3	1.4	5.0	—	—	—	0.2	0.2	0.1	0.5	0.1	—	2.3	2.6	—	—	0.1			
	7. Produits chimiques	60.9	73.3	186.1	6.2	2.9	55.9	1.0	1.3	0.9	6.3	1.4	3.4	3.2	1.5	10.4	4.8	1.1	7.9	0.8	0.5	1.7	1.1	0.8	2.2	—	0.2	0.4	1.2	0.1	0.7	1.7	2.6	4.6	0.6	0.1	0.2	0.3			
	8. Textiles	261.6	288.3	487.5	29.6	16.2	25.4	2.7	2.7	4.7	4.5	4.3	4.7	14.4	6.3	10.9	3.3	6.1	15.0	3.6	1.5	4.2	3.6	4.3	11.4	0.4	0.1	0.7	2.0	1.3	7.6	1.1	0.3	4.4	0.9	0.2	0.4	0.4			
	9. Autres manufacturés	134.0	201.5	331.1	29.1	14.2	27.0	3.4	1.9	3.7	3.4	3.6	4.3	4.4	3.0	12.0	1.8	1.6	11.8	2.5	1.3	3.4	0.9	1.4	3.4	0.1	0.2	0.4	1.4	0.7	1.9	1.2	2.0	2.9	0.8	0.1	0.3	0.5			
	10. Non spécifié	37.1	−43.1	31.6	7.0	6.9	7.1	1.0	1.4	2.8	4.3	1.8	5.6	6.1	2.9	3.9	2.8	2.5	4.5	0.8	0.3	3.0	1.1	1.2	3.6	0.2	0.1	1.1	1.6	1.4	3.7	1.4	0.8	3.2	2.8	0.1	0.3	0.5			
	Total pour les groupes 1 à 10	1016.0	1227.0	2725.5	127.8	66.4	250.9	12.7	11.0	24.6	29.5	22.2	59.0	55.9	30.4	113.7	20.5	23.5	93.1	10.5	7.7	27.6	9.2	8.8	52.1	1.4	0.7	7.7	11.6	7.0	28.0	12.9	8.0	26.2	15.4	0.8	7.4	2.5			
Allemagne occidentale [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	14.2	4.3	21.9	5.1	3.9	9.6	0.2	0.1	0.3	1.2	—	0.4	0.7	—	0.4	1.1	—	1.7	0.8	—	0.3	0.2	—	0.4	0.1	—	—	0.3	—	0.1	0.9	—	0.1	0.1	0.4	—	0.2			
	2. Matières premières	64.2	4.6	56.3	11.5	0.6	20.6	8.1	—	2.4	3.5	0.5	3.1	6.7	0.3	5.0	17.6	0.2	7.2	2.3	—	1.0	1.2	—	0.6	0.5	—	—	0.6	0.1	1.2	1.4	—	1.0	0.2	0.8	—	0.3			
	3. Métaux et manufacturés	305.5	19.9	564.6	22.9	10.3	154.8	3.0	0.2	16.6	27.2	1.2	56.4	30.4	0.3	35.5	31.3	0.8	35.2	24.2	0.1	23.8	5.0	0.1	32.6	1.2	0.2	2.0	15.7	1.5	19.9	23.8	1.9	18.4	8.7	4.2	0.2	3.8			
	4. Machines	213.2	4.4	233.9	10.4	0.9	18.2	1.6	0.2	2.3	14.4	0.3	16.3	26.2	0.3	18.7	28.6	0.4	41.8	20.4	0.3	19.9	6.9	0.4	9.7	1.2	0.1	1.3	11.9	0.5	10.7	18.3	0.4	16.3	2.8	2.0	—	1.0			
	5. Voitures de tourisme	9.2	0.2	22.5	0.1	—	0.6	—	—	—	0.6	—	0.7	2.5	—	2.5	1.4	—	4.1	1.5	—	1.6	0.3	—	0.8	0.1	—	—	2.5	—	3.7	1.0	—	—	0.5	0.5	—	0.2			
	6. Autre matériel de transport	101.7	2.1	70.3	8.4	—	2.3	0.3	—	0.2	2.9	0.1	3.2	8.1	—	12.7	10.4	—	20.4	8.7	—	7.5	1.7	0.3	2.9	0.2	—	—	13.2	0.7	2.5	1.3	0.4	3.8	1.1						
	7. Produits chimiques	199.5	10.4	221.4	35.7	5.4	41.5	4.2	0.1	2.7	22.4	0.1	10.8	14.7	0.2	15.4	19.5	0.3	18.3	12.6	0.1	7.6	4.7	0.8	8.2	1.0	—	0.4	5.6	0.2	3.3	20.4	1.6	17.6	3.5	1.7	0.1	1.5			
	8. Textiles	113.8	24.5	55.6	4.5	3.1	9.9	2.2	—	0.8	18.3	0.1	3.0	9.0	—	0.4	6.5	—	0.3	19.5	—	2.0	6.2	0.8	5.4	1.5	—	1.2	4.3	1.2	4.1	3.5	0.5	1.5	0.8	0.8	2.2	0.6			
	9. Autres manufacturés	135.2	7.7	104.5	20.5	5.1	24.6	3.8	0.5	4.0	19.9	0.2	11.2	16.4	0.2	7.1	11.8	0.1	5.0	11.8	0.1	6.6	6.3	0.1	10.3	1.0	—	0.8	7.0	0.1	4.0	10.7	0.3	2.0	1.0	1.6	0.1	1.1			
	10. Non spécifié	2.0	−0.7	—	—	0.1	—	—	—	—	0.1	0.1	—	—	—	—	—	—	—	0.2	—	—	0.2	—	—	—	0.1	—	—	0.1	—	0.1	0.1	—	—	—	—	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	1158.5	77.4	1351.0	119.1	29.4	282.1	23.4	1.1	29.3	110.5	2.6	105.1	114.7	1.3	97.7	128.2	1.8	134.0	102.0	0.6	70.3	32.7	2.5	70.9	6.8	0.4	5.7	61.1	4.4	49.5	81.4	5.2	60.7	18.7	12.0	2.6	8.7			
Italie [e]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	145.3	64.8	90.9	37.1	30.9	34.3	2.2	2.6	2.1	1.3	2.0	5.2	5.8	2.6	0.2	1.4	6.0	5.1	1.4	0.1	1.5	0.7	0.3	2.0	0.1	—	0.2	0.2	0.1	0.3	2.0	6.4	0.5	0.5	—	0.7	1.4			
	2. Matières premières	75.7	37.2	50.3	20.9	13.0	8.7	0.4	0.2	0.6	1.6	3.6	1.5	2.7	3.0	0.7	2.5	1.7	1.6	0.9	0.4	0.4	2.1	0.1	2.0	0.3	—	—	0.3	0.7	0.4	2.5	4.8	1.2	0.3	—	—	0.4			
	3. Métaux et manufacturés	35.1	56.0	45.8	0.1	15.0	16.1	0.1	—	0.2	—	1.6	3.2	1.1	28.3	2.8	0.4	0.9	2.2	0.2	0.6	0.2	0.1	0.1	2.1	—	—	0.1	0.2	0.2	0.3	1.1	0.9	3.2	0.4	0.1	0.2	0.4			
	4. Machines	35.1	83.6	93.7	0.5	2.3	9.1	—	—	0.8	0.8	3.3	5.4	3.5	54.7	20.8	1.6	5.4	19.7	1.0	6.0	3.8	0.2	0.3	1.9	—	—	0.1	0.2	0.7	2.0	1.2	1.2	1.1	0.4	0.1	0.2	0.5			
	5. Voitures de tourisme				—	0.1	0.1	—	—	—	—	—	0.2	0.3	3.9	1.1	0.1	0.6	—				—	—	3.6	—	—	—	0.1	0.4	—	0.1	—	—	—						
	6. Autre matériel de transport	54.4	39.5	64.9	—	0.6	1.2	—	0.1	—	—	0.2	1.3	1.7	18.8	14.7	0.7	0.6	9.9	2.9	0.5	0.9	—	—	0.2	7.5	0.1	—	—	—	0.2	0.5	0.1	1.0	3.0	0.1	3.5	0.1	0.6			
	7. Produits chimiques	17.3	25.8	24.0	1.6	2.5	6.0	0.2	—	0.1	0.2	0.4	0.7	0.6	3.6	1.0	0.9	2.1	1.8	0.2	0.2	0.5	1.0	0.4	0.9	0.1	—	0.1	0.1	0.2	0.6	0.8	8.4	1.8	0.4	—	0.5	0.2			
	8. Textiles	290.4	227.6	274.5	27.3	18.8	23.7	2.0	0.9	4.5	4.1	15.0	6.8	38.4	45.2	4.9	2.2	2.7	2.5	14.5	2.5	2.8	4.0	5.8	30.7	0.2	—	1.7	11.9	9.1	32.5	13.8	32.4	21.6	27.2	2.4	6.0	10.6			
	9. Autres manufacturés	78.4	45.0	65.2	7.4	11.6	17.5	0.4	1.2	1.4	4.4	2.1	2.1	1.2	8.4	0.3	1.3	1.0	1.6	1.5	0.7	0.4	0.9	0.6	6.9	0.1	0.2	0.1	0.5	1.1	1.8	0.7	5.4	1.6	0.7	0.1	0.4	0.6			
	10. Non spécifié	−25.6	−0.7	0.1	4.9	1.3	1.6	0.1	0.3	0.3	—	0.3	0.7	2.7	0.3	0.1	0.9	0.3	0.3	—	—	0.4	—	0.2	1.2	—	0.1	0.2	0.6	0.1	0.4	0.7	0.1	0.2	0.4	—	0.3	2.3			
	Total pour les groupes 1 à 10	706.1	578.8	709.4	99.8	96.1	118.3	5.4	5.3	10.0	12.4	28.5	27.1	58.5	168.8	46.6	12.0	21.3	44.7	22.6	11.0	10.9	9.0	8.0	58.8	0.9	0.3	2.5	14.1	12.8	38.8	23.0	60.6	34.2	30.4	6.2	8.4	17.0			
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	12.6	3.8	30.1	3.7	1.9	1.8	1.6	0.1	—	0.3	—	—	0.4	0.1	—	0.3	—	—	0.3	—	—	0.1	0.1	—	—	—	—	0.8	0.1	..	0.4	0.1	—	0.1	1.1	0.1	0.1			
	2. Matières premières	51.1	49.1	56.6	20.9	5.7	10.1	0.8	0.4	0.5	0.9	0.9	0.1	2.0	0.5	0.2	1.8	2.7	1.9	—	0.1	0.1	0.4	0.1	—	2.0	—	0.3	0.4	2.8	..	1.8	0.1	1.3	—	0.1	0.4	—			
	3. Métaux et manufacturés	135.5	267.1	426.0	13.0	35.7	91.6	2.0	3.8	21.1	4.1	10.4	25.6	33.7	63.7	29.1	5.8	5.9	22.9	2.1	5.7	8.3	1.2	0.7	28.1	0.1	3.3	7.3	17.6	19.0	19.7	10.1	16.3	5.7	11.3	1.5	2.2	2.6			
	4. Machines	34.3	42.6	69.8	0.6	0.4	4.2	0.1	—	0.5	3.0	1.8	2.2	8.3	8.3	2.4	4.8	4.1	8.3	0.6	0.9	1.6	0.6	0.2	—	0.5	0.1	0.3	2.9	2.2	..	2.6	1.4	1.7	0.3	0.1	—	—			
	5. Voitures de tourisme			4.8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	..	—	—	—	—	—	—			
	6. Autre matériel de transport	17.4	21.2	35.5	—	0.1	7.5	—	—	—	—	0.5	2.8	0.2	1.4	0.2	3.3	0.7	—	—	0.1	0.5	—	—	—	—	—	—	4.5	0.4	..	—	0.3	—	—	—	0.1	—			
	7. Produits chimiques	56.7	45.0	82.1	15.5	5.0	9.4	1.6	2.1	0.7	0.7	0.9	4.7	1.3	1.8	1.2	1.1	1.5	3.6	0.4	0.4	0.7	0.4	1.3	1.3	0.7	0.7	2.1	0.6	1.1	..	2.2	4.8	2.1	0.4	1.2	1.7	3.4			
	8. Textiles	66.2	77.3	88.9	22.8	16.2	23.5	2.8	2.8	3.0	2.7	3.5	4.6	11.8	5.9	1.4	1.7	7.3	8.0	1.4	1.8	3.6	4.7	10.2	12.4	0.8	0.4	1.2	6.1	11.4	9.0	0.6	0.7	0.9	0.9	1.0	0.1	—			
	9. Autres manufacturés	178.3	83.9	122.4	49.3	36.3	50.8	7.8	5.5	5.2	2.8	2.8	5.0	7.0	6.3	1.5	2.8	2.2	—	0.7	0.6	1.0	3.6	2.8	3.0	0.7	0.4	0.5	2.7	2.1	..	15.3	2.5	1.9	1.1	0.5	0.2	0.2			
	10. Non spécifié	—	−0.7	−33.1	—	—	—	—	—	3.4	0.1	0.2	—	—	—	—	—	—	7.3	3.7	5.3	5.8	—	—	10.4	—	—	—	—	—	6.2	—	—	2.8	—	0.6	3.6	5.2			
	Total pour les groupes 1 à 10	552.1	589.3	883.1	125.8	101.3	198.9	16.7	14.7	34.4	14.6	21.0	45.0	64.7	88.2	36.0	21.6	24.4	52.0	9.2	14.9	21.6	11.0	15.4	55.2	4.8	4.9	11.7	35.6	39.1	34.9	33.0	26.2	16.4	14.1	6.1	8.3	11.5			

[a] Colombie, Cuba, Mexique et Venezuela. Singapour, Hong-kong et Antilles anglaises. Les exportations françaises à destination de l'Inde; les exportations à destination de Ceylan ne sont pas comprises dans le total.

[b] Afrique orientale britannique, Afrique occidentale britannique, Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, Malaisie.

[c] Le chiffre des exportations françaises à destination de la Birmanie en 1938 et 1948 est compris dans celui des exportations françaises à destination de l'Inde.

[d] Pour 1938, ensemble du territoire allemand.

[e] Pour 1938, le chiffre des exportations italiennes à destination de la Birmanie est compris dans celui des exportations italiennes à destination de l'Inde.

Tableau V (suite)

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année	France d'outre-mer: Indochine			France d'outre-mer: Maroc, Tunisie et Algérie			France d'outre-mer: Autres territoires de la France d'outre-mer			Japon			Chine [a]		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.1	..	..							0.1	..	..	—	—	—
	2. Matières premières	—	..	..							2.4	0.7	4.3	—	—	—
	3. Métaux et manufacturés	0.6	..	..							3.2	..	..	4.5	4.9	1.3
	4. Machines	1.7	..	..							7.1	..	..	9.7	13.1	3.5
	5. Voitures de tourisme	—	1.5	0.5							—	..	..	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—									0.2	..	..	3.6	0.9	0.6
	7. Produits chimiques	0.1	..	..							1.0	..	..	1.5	2.8	1.4
	8. Textiles	0.2	..	..							1.6	..	..	6.6	4.1	0.9
	9. Autres manufacturés	—	..	..							1.5	..	..	12.8	8.2	0.2
	10. Non spécifié	0.5	2.4	2.0							0.3	0.7	25.3	3.3	0.8	0.9
	Total pour les groupes 1 à 10	3.2	3.9	2.5							17.4	1.4	29.6	42.0	34.8	8.8
France	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	4.0	11.6	58.5	89.6	79.2	134.8	18.9	38.4	107.3	0.6	0.2	1.0	0.5	0.1	—
	2. Matières premières	1.0	—	3.7	37.5	54.5	97.8	9.8	21.1	21.3	0.3	—	12.1	0.1	—	—
	3. Métaux et manufacturés	11.4	9.8	24.4	41.6	67.9	127.1	12.4	40.0	85.4	1.9	—	0.2	4.0	1.0	0.7
	4. Machines	3.8	9.9	16.0	21.0	75.5	113.1	8.5	27.7	48.1	0.6	—	—	0.2	0.6	0.1
	5. Voitures de tourisme	1.5	2.5	5.2	9.7	17.4	31.0	4.6	6.3	63.1	—	—	—	—	0.1	—
	6. Autre matériel de transport	2.9	8.9	14.8	10.3	25.0	48.9	3.1	25.2		0.1	—	0.2	0.3	—	—
	7. Produits chimiques	3.7	9.2	15.5	21.7	28.7	40.1	3.3	10.2	16.9	1.1	0.5	1.3	0.7	0.6	0.7
	8. Textiles	34.4	25.7	90.5	89.7	133.2	135.0	54.1	52.8	120.2	—	—	0.7	0.4	0.4	—
	9. Autres manufacturés	6.7	19.4	28.5	39.7	95.4	90.9	13.1	4.9	66.1	0.9	—	0.9	0.6	0.9	0.3
	10. Non spécifié	6.1	10.5	14.6	59.9	16.7	78.6	16.4	1.3	2.4	1.2	—	0.5	7.2	0.5	0.2
	Total pour les groupes 1 à 10	75.5	107.5	271.7	420.7	593.5	897.3	144.2	227.9	530.8	6.7	0.7	16.9	14.0	4.2	2.0
Allemagne occidentale [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	—	—	—							1.4	—	0.7	0.2	—	—
	2. Matières premières	—	—	—							1.2	0.1	1.0	0.5	0.1	—
	3. Métaux et manufacturés	0.4	—	0.1							15.1	—	3.1	36.9	0.1	2.3
	4. Machines	0.3	—	0.4							27.8	—	1.8	13.8	—	0.9
	5. Voitures de tourisme	—	—	—										0.1	—	—
	6. Autre matériel de transport	0.1	—	—							7.7	—	0.2	14.7	—	0.2
	7. Produits chimiques	0.2	—	0.1							13.8	—	9.9	16.3	0.6	1.6
	8. Textiles	—	—	—							0.1	—	0.1	1.6	—	—
	9. Autres manufacturés	0.2	—	0.2							2.2	—	0.4	8.6	—	—
	10. Non spécifié	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	1.2	—	0.8							59.3	0.1	17.2	92.7	0.8	5.0
Italie	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	..	—	..							—	1.9	0.2	0.1	0.2	0.5
	2. Matières premières	..	—	..							0.1	—	1.0	0.1	0.1	0.1
	3. Métaux et manufacturés	..	—	..							0.8	—	—	0.3	0.1	—
	4. Machines	..	0.2	..							0.4	—	—	0.1	0.2	0.1
	5. Voitures de tourisme	..	—	..							—	—	0.1	2.7	—	—
	6. Autre matériel de transport	..	—	..							0.1	—			—	—
	7. Produits chimiques	..	—	..							0.3	0.4	0.4	0.2	0.3	—
	8. Textiles	..	0.1	..							—	—	0.6	1.1	4.4	0.3
	9. Autres manufacturés	..	—	..							—	—	—	0.1	—	0.1
	10. Non spécifié	0.1	—	0.4							0.1	—	0.1	0.2	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	0.1	0.3	0.4							1.8	2.3	2.4	4.9	5.3	1.1
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	..	..	..							0.2	—	0.1	0.1	—	—
	2. Matières premières	..	..	..							0.2	0.1	13.8	—	0.1	—
	3. Métaux et manufacturés	..	..	..							6.8	0.3	2.0	7.0	3.2	5.2
	4. Machines	..	..	..							—	—	0.5	0.5	0.7	5.2
	5. Voitures de tourisme	..	..	..							—	—	—	—	0.6	—
	6. Autre matériel de transport	..	..	..							—	—	—	—		
	7. Produits chimiques	..	..	..							3.1	0.8	3.6	0.7	1.8	2.6
	8. Textiles	..	..	..							—	—	6.8	0.4	0.8	—
	9. Autres manufacturés	..	..	..							1.2	—	0.5	10.3	2.0	—
	10. Non spécifié	1.7	2.2	1.3							0.2	—	—	3.6	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	1.7	2.2	1.3							11.7	1.2	27.3	22.6	9.2	13.0

Pays exportateur	Groupe de produits et année	Autres grands marchés d'outre-mer: Indonésie			Thaïlande			Egypte			Iran			Israël [b]			Syrie et Liban			Anciennes colonies italiennes d'Afrique [c]		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Royaume-Uni	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	4.3	—	—	—	—	—	5.1	6.9	8.7	0.2	14.8	14.7	1.3	3.5	3.2	0.2	1.6	5.1			
	2. Matières premières	0.8	—	—	—	—	—	27.1	5.0	12.3	2.3	3.3	1.9	0.3	0.1	—	0.6	—	—			
	3. Métaux et manufacturés	6.2	7.1	5.3	1.2	0.7	5.4	8.1	16.2	11.9	20.6	24.5	11.2	2.4	5.7	7.1	0.6	4.9	4.9			
	4. Machines	3.2	11.7	9.1	—	—	9.0	8.7	36.6	28.8	12.4	20.1	15.5	2.6	7.7	8.6	0.7	8.8	12.1			
	5. Voitures de tourisme				—	—	1.4	0.5	4.1	1.8	0.1	1.4	0.9	0.1	0.3	0.3	—	—	—			
	6. Autre matériel de transport	1.8	6.0	6.7	0.6	1.9	5.8	8.4	15.2	14.0	6.8	8.7	3.8	0.8	1.8	4.8	—	2.5	4.1			
	7. Produits chimiques	1.2	2.0	5.6	0.7	1.4	3.9	4.4	12.3	14.2	1.3	8.6	4.6	0.9	1.8	4.6	0.4	—	2.4			
	8. Textiles	18.3	3.3	5.1	0.7	0.4	1.3	22.6	23.3	20.8	1.7	8.3	5.6	2.6	4.7	5.7	4.3	4.0	3.1			
	9. Autres manufacturés	4.0	2.0	8.1	—	—	5.8	9.2	13.1	15.8	3.3	7.1	4.2	2.0	3.0	5.5	1.0	0.1	2.8			
	10. Non spécifié	2.0	2.2	3.7	8.6	6.7	5.8	4.3	4.7	3.9	0.8	2.0	0.8	2.3	1.1	12.0	0.1	8.2	6.1			
	Total pour les groupes 1 à 10	41.8	34.3	43.6	11.8	11.1	38.4	98.4	137.4	132.2	49.5	98.8	63.2	15.3	29.7	51.8	7.9	30.1	40.6			
France	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	1.1	0.2	0.9	0.1	0.1	0.2	2.7	0.6	7.3	—	—	0.6	—	—	3.0	0.8	0.7	3.8			
	2. Matières premières	—	—	0.1	—	—	—	0.8	2.5	14.9	—	0.1	—	—	—	2.0	0.7	0.6	4.4			
	3. Métaux et manufacturés	4.6	0.8	3.8	0.6	0.3	1.8	5.7	3.2	13.5	0.6	0.1	1.9	0.5	0.2	7.6	1.8	3.6	5.6			
	4. Machines	0.2	—	0.6	—	—	0.1	1.6	5.3	6.9	—	0.2	0.3	0.1	0.2	1.8	0.9	3.1	4.2			
	5. Voitures de tourisme	—	—	—	—	—	—	0.3	2.3	0.7	—	0.2	0.1	—	0.1	0.6	0.6	0.7	0.7			
	6. Autre matériel de transport	0.2	0.1	0.2	0.1	—	0.3	0.4	0.5	1.9	—	0.1	0.1	0.1	0.2	1.0	0.2	—	0.3			
	7. Produits chimiques	0.5	0.4	1.4	—	0.1	0.3	1.8	2.0	4.1	0.1	0.8	1.4	0.3	0.2	0.5	0.9	1.4	1.5			
	8. Textiles	1.6	0.1	1.9	0.1	—	0.1	5.5	6.8	8.5	0.2	0.8	1.3	0.3	0.5	1.3	3.1	7.1	9.4			
	9. Autres manufacturés	1.4	0.6	2.2	0.2	0.3	0.6	2.3	3.8	6.3	0.8	0.6	0.9	0.4	0.6	1.0	1.0	2.9	3.2			
	10. Non spécifié	0.6	0.2	0.8	0.1	0.2	0.4	3.4	3.6	7.9	0.8	0.3	0.9	0.7	0.3	3.1	2.6	2.7	6.2			
	Total pour les groupes 1 à 10	10.2	2.4	11.9	1.2	1.0	3.8	24.5	30.6	72.0	2.5	3.2	7.5	2.4	2.3	21.9	12.6	22.8	39.3			
Allemagne occidentale [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.4	—	0.1	—	—	0.5	0.1	—	0.1	—	—	—	0.1	—	—	—	—	0.2			
	2. Matières premières	0.6	0.2	0.4	—	—	—	5.4	—	0.2	0.2	0.2	0.1	0.4	—	—	0.5	—	0.1			
	3. Métaux et manufacturés	13.5	0.2	25.7	1.9	0.1	4.4	6.9	—	10.0	0.2	0.2	7.9	3.4	—	3.8	1.4	0.1	3.8			
	4. Machines	9.3	0.1	5.0	1.8	—	1.5	4.4	—	8.4	0.1	0.1	6.6	2.2	—	0.6	0.7	—	4.0			
	5. Voitures de tourisme							0.6	—	1.8	—	—	0.1	0.4	—	—	—	—				
	6. Autre matériel de transport	1.9	—	4.9	0.6	—	0.6	1.1	0.1	2.7	—	—	1.1	0.2	—	0.1	—	—	0.8			
	7. Produits chimiques	9.2	—	13.6	1.5	0.3	2.2	11.1	—	10.1	0.1	0.1	3.1	1.1	—	0.3	0.7	0.1	1.4			
	8. Textiles	2.3	0.3	1.4	0.3	—	—	4.4	1.5	0.1	1.0	1.0	1.9	3.4	—	0.1	1.0	0.5	1.8			
	9. Autres manufacturés	3.8	—	4.1	1.3	0.1	1.1	3.8	—	2.0	0.1	0.1	2.3	2.4	—	0.2	0.5	—	1.1			
	10. Non spécifié	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	41.0	0.8	55.2	7.4	0.5	10.3	37.8	1.6	35.4	1.7	1.7	23.1	13.6	—	5.1	4.8	0.7	13.2			
Italie	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.2	—	..	—	—	..	1.9	2.3	4.0	—	0.1	0.1	0.1	0.9	1.1	0.1	0.5	1.4	64.0	0.3	4.3
	2. Matières premières	0.2	0.1	..	—	—	..	1.0	2.4	5.2	0.1	0.4	0.1	0.5	0.3	2.1	0.1	0.4	1.3	18.5	0.1	1.0
	3. Métaux et manufacturés	0.3	—	..	0.2	—	..	0.7	2.4	3.4	—	0.4	0.2	0.2	0.6	0.9	0.2	0.7	0.7	19.0	0.1	1.0
	4. Machines	0.1	0.3	..	—	—	..	0.6	4.2	4.2	0.1	0.5	0.3	0.1	0.3	0.6	0.2	0.8	0.9	19.2	0.1	1.7
	5. Voitures de tourisme	0.6	0.7	..	—	—	..	0.3	0.9	1.1	—	—	—	—	—	0.2	—	0.2	—	4.3	—	—
	6. Autre matériel de transport	0.1		..	—	0.1	..	0.1	5.9	1.3	—	—	—	—	0.1		—	0.2	1.7	14.9	—	1.5
	7. Produits chimiques	0.4	0.9	..	—	0.1	..	0.4	2.8	2.0	—	0.6	0.1	0.1	0.1	0.3	0.1	0.4	0.2	5.0	0.1	0.5
	8. Textiles	3.6	5.0	..	0.4	0.3	..	34.3	28.3	13.8	0.4	7.5	4.9	1.6	2.6	0.8	6.4	11.1	3.7	74.9	2.0	3.6
	9. Autres manufacturés	0.2	—	..	—	—	..	0.7	2.9	4.6	—	0.3	0.1	0.2	0.2	0.7	0.2	1.2	1.2	29.8	0.2	1.4
	10. Non spécifié	—	0.1	13.5	0.1	—	5.4	1.1	0.2	0.5	—	0.2	0.2	—	0.3	0.2	—	0.2	0.5	4.0	0.6	0.8
	Total pour les groupes 1 à 10	5.7	7.1	13.5	0.7	0.5	5.4	41.1	52.3	40.1	0.6	10.0	6.0	2.8	5.4	6.9	7.3	15.7	11.6	253.6	3.5	15.8
Belgique-Luxembourg	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.2	—	—	—	—	—	0.5	—	—	1.7	..	—	0.4	..	..	0.4	..	..			
	2. Matières premières	0.1	1.0	0.4	—	—	—	0.6	0.4	—	0.1	..	0.1	0.1	..	..	0.1	..	..			
	3. Métaux et manufacturés	7.8	5.4	11.0	3.6	0.3	2.5	11.4	10.1	5.1	0.5	..	2.5	1.3	..	..	1.7	..	..			
	4. Machines	0.6	0.7	1.9	0.2	0.1	0.2	2.1	2.1	2.6	0.2	..	—	0.1	..	..	0.3	..	..			
	5. Voitures de tourisme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	..	—	—	..	..	—	..	..			
	6. Autre matériel de transport	0.1	0.3	0.4	—	—	—	0.1	1.5	0.5	—	..	—	—	..	..	—	..	..			
	7. Produits chimiques	1.1	1.2	2.2	0.1	—	0.4	1.7	5.7	2.1	—	..	0.2	0.2	..	..	0.2	..	..			
	8. Textiles	1.1	0.2	1.5	0.1	0.2	0.2	3.9	0.7	0.6	—	..	0.6	0.3	..	..	1.0	..	..			
	9. Autres manufacturés	4.6	0.5	2.9	0.3	0.1	0.8	3.5	0.6	1.8	0.1	..	2.2	0.3	..	..	0.6	..	..			
	10. Non spécifié	0.5	—	—	—	—	—	—	—	2.7	—	5.9	1.1	—	6.2	12.0	0.1	6.0	10.5			
	Total pour les groupes 1 à 10	16.1	9.3	20.3	4.3	0.7	4.1	23.8	21.1	15.4	2.6	5.9	6.7	2.7	6.2	12.0	4.4	6.0	10.5			

[a] Y compris la Mandchourie et le Kouan-Toung en 1938. [b] Afin de permettre la comparaison avec l'avant-guerre, les chiffres comprennent également, pour toutes les années, les exportations à destination d'Israël et du Royaume de Jordanie. [c] Erythrée, Libye et Somalie italienne. [d] Pour 1938, ensemble du territoire allemand.

Table LV *(suite)*

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année / Pays ou région d'importation	Total pour les pays extra-européens			Zone dollar									Principaux pays de l'Amérique latine hors de zone dollar						Zone sterling											
					Etats-Unis			Canada			Autres pays de la zone dollar [a]			Argentine			Brésil			Uruguay, Pérou et Chili			Australie			Nouvelle-Zélande			Union Sud-Africaine			Inde anglaise		Inde	Pakistan	Ceylan, Birmanie et Irak			Colonies britanniques [b]		
		1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951	1951	1938	1948	1951	1938	1948	1951
Pays-Bas	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	100.2	79.0	228.6	9.1	4.1	35.9	0.8	0.3	4.0	3.4	2.6	11.6	1.2	0.4	0.6	0.4	2.9	4.2	2.9	0.7	2.1	0.5	0.3	6.8	0.3	0.3	0.9	1.4	1.3	1.1	4.6	3.8	7.6	1.3	5.7	4.0	9.0			
	2. Matières premières	64.3	28.7	75.7	22.0	12.5	22.0	4.7	1.5	2.5	2.1	0.5	2.3	3.5	1.1	2.3	0.2	0.2	1.7	1.1	0.3	0.5	1.2	0.1	1.3	2.1	0.1	0.3	2.9	0.7	0.7	0.4	0.2	0.9	0.6	0.1	0.1	0.1			
	3. Métaux et manufacturés	28.9	27.8	119.2	6.3	4.7	58.0	0.2	0.4	0.6	1.6	0.9	2.5	1.1	3.8	4.9	0.7	1.3	11.9	0.2	0.6	0.8	0.2	0.1	4.3	—	—	0.8	1.1	0.5	2.8	0.3	0.5	1.0	0.2	0.1	0.3	—			
	4. Machines	82.6	33.1	77.7	0.7	0.7	2.7	—	0.1	0.8	2.5	1.6	5.3	1.6	4.2	4.2	0.1	1.9	7.9	0.1	0.3	3.1	0.3	1.0	3.2	—	0.2	1.0	0.6	1.1	1.6	0.6	1.7	2.1	0.6	—	0.3	0.5			
	5. Voitures de tourisme	33.9	6.8	49.9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	—	—	0.4	—	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	6. Autre matériel de transport				—	—	1.1	—	0.2	—	1.1	—	0.3	1.0	0.2	26.6	4.3	—	1.4	—	—		—	—	0.1	—	—	—	6.3	—	0.1	0.1	0.2	2.8	—	0.4	—	0.1			
	7. Produits chimiques	63.5	26.2	84.4	5.7	1.3	5.8	1.1	0.1	0.3	0.8	1.0	2.3	0.8	0.9	2.6	0.4	0.3	3.0	0.3	—	0.5	0.5	0.3	1.1	0.1	0.1	0.1	1.0	0.1	0.6	1.8	0.9	1.3	0.4	0.1	0.1	0.4			
	8. Textiles	95.9	60.9	99.5	6.5	2.1	6.2	3.4	1.5	2.3	1.5	1.6	1.4	4.2	0.5	0.8	0.1	0.2	0.5	1.4	0.4	1.1	3.3	9.3	11.4	0.3	0.1	0.9	1.7	3.3	8.6	0.9	2.3	2.2	0.5	0.4	2.4	0.7			
	9. Autres manufacturés	39.9	27.1	68.2	7.3	1.9	2.9	0.2	0.1	0.3	0.9	0.5	0.8	2.4	0.6	0.7	0.3	0.1	0.5	0.3	0.1	0.5	1.1	0.7	2.5	0.4	—	0.3	4.4	0.9	1.4	1.7	1.6	1.0	0.5	0.2	0.3	0.6			
	10. Non spécifié	−71.9	−17.6	−45.4	3.1	0.3	4.8	1.0	0.1	0.2	1.9	0.5	1.7	2.2	0.3	1.2	3.2	0.3	6.7	1.5	0.1	1.5	1.2	0.1	0.6	0.1	0.1	0.3	6.5	1.1	1.2	2.3	1.1	4.8	0.3	0.6	0.4	2.1			
	Total pour les groupes 1 à 10	437.3	272.0	757.8	60.7	27.6	139.4	11.4	4.3	11.0	15.8	9.2	28.2	18.0	12.0	43.9	9.7	7.2	37.9	7.8	2.5	10.5	8.3	11.9	31.3	3.3	0.9	4.6	25.9	9.0	18.1	12.7	12.3	23.7	4.4	7.6	7.9	13.5			
Suisse [c]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	11.2	5.8	12.2	6.1	3.1	6.2	0.2	0.1	1.8	0.5	0.6	0.5	0.1	—	—	—	0.2	0.2	—	—	—	0.2	—	0.3	—	—	—	0.1	0.1	—	0.1	0.1	0.1	—	—	—	—			
	2. Matières premières	1.4	8.6	5.5	0.7	2.8	2.6	—	—	0.1	—	0.1	0.1	0.2	—	—	0.1	0.2	0.1	—	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	0.1	0.1	0.2	—	—	—	—			
	3. Métaux et manufacturés	11.3	14.9	14.8	2.2	4.1	3.4	0.1	0.2	0.2	0.3	1.2	1.1	0.8	2.0	1.0	0.3	1.3	1.5	0.1	0.6	0.6	0.2	0.1	0.4	—	0.1	0.1	0.2	1.8	0.5	0.4	1.7	1.5	—	—	0.1	0.1			
	4. Machines	40.8	53.2	83.1	2.4	3.3	9.9	1.4	0.9	2.8	1.9	6.0	5.0	3.2	9.2	6.5	2.9	9.3	20.6	1.1	3.9	4.7	2.0	1.3	3.2	0.2	0.3	0.4	2.5	1.7	2.3	3.0	3.3	4.2	0.4	—	0.1	0.3			
	5. Voitures de tourisme	0.1	2.5	2.8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	6. Autre matériel de transport	1.4			0.1	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	7. Produits chimiques	22.7	46.6	66.5	5.1	6.5	7.5	1.1	0.9	2.1	1.7	6.0	7.5	1.9	5.2	5.5	1.6	5.4	9.6	0.4	1.9	4.4	0.3	0.8	1.5	—	0.1	0.1	0.1	0.5	0.9	2.2	5.6	5.8	1.9	—	0.3	0.7			
	8. Textiles	28.6	43.1	62.9	6.0	11.0	16.8	1.3	1.3	2.1	1.9	5.2	5.9	3.5	2.5	6.5	0.5	2.7	2.0	0.5	0.9	1.5	2.9	1.5	5.8	0.5	—	0.6	1.5	6.9	3.2	2.0	1.9	3.5	1.4	0.3	0.9	0.2			
	9. Autres manufacturés	77.1	145.9	215.1	24.9	74.9	96.2	3.5	4.6	8.6	4.1	11.8	11.2	8.5	7.8	4.6	3.1	12.8	11.3	1.9	2.4	4.1	4.2	2.2	6.7	1.0	0.6	1.8	3.5	1.0	3.2	4.4	6.1	5.7	1.3	0.6	0.5	1.4			
	10. Non spécifié	—	—	−0.9	—	—	—	0.2	—	0.1	—	—	0.4	—	—	0.1	—	—	0.1	0.2	0.1	0.3	—	—	—	—	—	—	—	5.3	0.1	—	—	0.1	—	—	—	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	194.6	320.6	462.0	47.5	105.7	142.7	7.8	8.0	17.8	10.6	31.1	31.8	18.3	26.9	24.2	8.6	32.0	45.5	4.2	9.8	15.7	9.8	5.9	18.0	1.7	1.1	3.0	7.9	17.4	10.2	12.4	18.8	21.3	5.0	0.9	1.9	2.7			
Suède [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	3.1	2.7	10.4	1.5	0.6	3.2	—	—	2.8	—	—	—	—	—	0.4	—	—	0.1	—	—	—	—	—	0.2	—	—	..	0.1	—	—	—	—	0.1	—	—	—	—			
	2. Matières premières	181.3	175.4	146.4	117.4	72.3	43.0	1.4	0.1	0.1	6.6	8.2	6.5	8.0	17.5	15.5	6.1	7.5	17.2	3.8	5.6	8.0	4.6	11.0	17.5	0.8	1.6	..	5.3	18.6	3.8	2.2	3.0	0.9	0.3	—	0.8	0.2			
	3. Métaux et manufacturés	33.0	43.6	94.7	8.9	5.2	18.0	1.5	0.8	5.2	1.2	3.2	4.1	2.3	4.2	16.1	1.1	4.9	15.7	1.0	1.6	3.3	1.2	1.4	4.8	0.4	0.2	..	4.8	3.4	4.4	2.9	2.1	3.9	0.5	0.1	0.1	0.1			
	4. Machines	57.4	31.7	66.8	1.8	0.6	2.8	2.6	1.7	2.6	3.4	6.5	8.6	3.3	5.2	7.9	3.6	6.3	13.9	1.2	1.9	4.4	3.3	1.6	3.3	1.6	0.7	..	3.1	3.2	3.4	2.3	2.2	1.7	0.5	—	—	0.1			
	5. Voitures de tourisme	5.4	8.2	23.7	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—		—	—		—	—		—	—	—	—	—	..	—	—	—			—	—	—	—			
	6. Autre matériel de transport				0.1	—	0.2	—	—	—	—	—	—	—	—	9.2	—	—	1.2	0.8	—	1.2	—	—	—	—	—	..	—	—	—	0.2	0.3	—	—	—	—	—			
	7. Produits chimiques	17.4	10.6	16.6	1.0	0.3	1.1	0.3	—	0.1	0.4	0.4	—	0.3	2.3		0.6	1.5		0.8	0.7	0.2	—	—	—	—	—	..	0.3	0.1	—				—	—	—	—			
	8. Textiles	0.2	2.7	6.0	0.1	0.1	2.4	—	—	—	—	0.7	0.6	1.6	0.9	2.0	0.3	0.5	0.8	0.6	0.7	0.2	0.1	0.4	0.7	—	—	..	0.4	0.2	0.3	0.3	0.3	0.9	—	0.3	0.2	—			
	9. Autres manufacturés	55.0	63.2	116.0	3.3	2.6	8.4	0.3	0.2	0.5	0.8	2.9	7.2	0.1	0.2	0.2	—	0.1		0.1	—	0.4	—	—	0.1	—	—	..	—	—	0.4	—	—	0.3	—	—	—	—			
	10. Non spécifié	—	−0.6	—	0.1	0.2	—	—	—	—	—	—	—	5.4	12.3	21.0	0.4	0.2	5.2	0.9	0.6	4.8	3.1	11.5	23.5	0.5	2.6	..	4.3	2.3	12.9	3.8	7.3	3.7	0.9	0.1	0.2	0.5			
	Total pour les groupes 1 à 10	352.8	337.5	480.6	134.2	81.9	79.1	6.1	2.8	11.3	12.4	22.5	27.2	21.0	42.6	72.3	12.2	21.5	61.8	8.3	10.4	22.3	12.3	25.9	50.1	3.3	5.1	6.5	18.3	28.0	25.2	11.8	15.3	11.5	2.5	0.5	1.3	3.1			
Etats-Unis	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	538.9	1149.4	1657.0				201.3	90.4	205.4	95.0	260.4	393.9	5.5	3.3	0.9	3.9	58.1	46.1	3.4	13.0	37.3	26.1	13.2	13.8	6.1	3.2	5.8	2.2	16.5	1.6	6.3	77.7	276.2	5.4	1.4	2.2	6.4	17.9	32.8	45.1
	2. Matières premières	1014.2	1189.0	1546.9				309.3	604.3	608.5	45.0	108.5	128.5	18.2	26.5	31.6	25.6	37.3	45.5	20.1	17.6	39.1	32.1	23.8	38.0	9.5	7.7	9.0	13.2	27.3	31.6	16.2	32.8	127.9	6.0	1.2	3.1	3.8	15.9	18.1	16.6
	3. Métaux et manufacturés	359.3	942.4	784.1				73.0	221.4	282.5	62.7	233.1	184.6	12.7	66.3	26.8	16.1	52.5	53.4	14.6	39.3	32.9	9.9	12.9	19.0	2.0	3.8	4.1	10.9	46.1	19.2	6.5	35.2	13.4	2.1	1.7	1.6	16.3	13.3	20.5	10.6
	4. Machines	575.1	1751.7	1549.5				157.0	445.9	473.4	84.0	405.0	368.5	60.6	134.6	51.4	35.8	139.1	174.0	20.6	75.0	84.2	28.0	25.8	35.5	12.8	11.2	9.9	40.3	113.7	36.5	13.6	63.3	32.5	8.9	3.2	7.9	5.1	20.6	38.5	24.4
	5. Voitures de tourisme	124.7	230.3	271.2				15.3	5.3	26.6	14.2	62.8	87.0	17.8	6.0	17.9	6.9	28.6	44.3	4.0	5.0	19.3	11.8	1.7	1.5	2.6	—	1.5	25.0	61.7	10.6	3.2	41.4	2.8	1.2	0.7	1.1	1.6	2.2	3.7	2.5
	6. Autre matériel de transport	262.6	824.8	1045.5				19.7	146.6	303.6	23.7	150.6	209.0	18.3	72.5	32.8	11.4	110.2	179.6	6.0	27.3	58.5	8.4	16.2	30.1	2.1	1.8	9.2	7.9	55.3	28.3	4.6		21.4	6.4	0.7	3.6	3.2	10.7	9.9	9.8
	7. Produits chimiques	128.0	548.0	749.9				38.8	104.3	150.4	24.6	108.6	182.0	7.0	30.7	45.5	4.0	45.7	99.1	5.0	21.8	32.4	5.2	5.6	8.9	1.2	1.9	3.1	4.4	17.8	13.8	6.3	38.2	23.2	3.8	0.8	1.7	3.5	6.5	24.3	7.5
	8. Textiles	149.5	754.9	713.2				24.0	73.9	101.7	41.0	150.1	135.0	2.0	16.8	5.9	1.3	6.2	4.9	4.7	16.5	20.3	2.2	10.4	7.3	0.9	1.7	4.3	10.7	103.0	66.5	1.8	12.8	1.4	1.5	—	12.3	8.4	4.9	68.6	22.5
	9. Autres manufacturés	181.9	535.7	484.9				67.8	114.3	147.4	38.2	123.0	124.8	6.8	17.7	6.5	7.1	13.6	15.4	4.7	9.8	15.3	6.7	3.3	5.3	4.0	2.1	6.0	9.6	37.0	19.6	3.3	9.9	3.0	1.2	1.0	1.4	1.1	9.3	20.0	11.4
	10. Non spécifié	221.3	228.0	227.0				55.0	52.1	72.4	24.8	57.7	57.0	6.1	3.9	0.8	2.5	5.1	3.2	4.6	5.5	5.9	8.7	0.9	0.6	4.8	0.5	0.7	2.7	12.3	4.1	3.8	3.1	1.4	0.4	1.0	0.4	0.5	10.2	11.2	7.7
	Total pour les groupes 1 à 10	3555.5	8154.2	9029.2				961.2	1858.5	2371.9	453.2	1659.8	1870.3	155.0	378.3	220.1	114.6	496.4	665.5	87.7	230.8	345.2	139.1	113.8	160.0	46.0	33.9	53.6	126.9	490.7	231.8	65.6	314.4	503.2	36.9	11.7	35.3	49.9	111.5	247.6	158.1
Japon [e]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	183.8	11.8	64.7	14.3	6.9	22.2	..	0.6	2.7	..	..	—	..	—	—	..	—	0.1	..	..	0.2	1.8	..	0.2	..	..	1.5	..	..	—	1.0	..	0.1	—	..	..	1.7			
	2. Matières premières	387.9	32.6	79.5	277.7	15.8	35.5	..	0.1	0.6	..	0.3	0.1	..	—	0.8	..	—	0.4	..	0.1	0.1	6.6	1.7	0.8	..	..	0.5	..	0.3	0.8	2.0	0.5	14.6	2.2	..	0.1	0.8			
	3. Métaux et manufacturés	196.7	11.8	185.6	—	..	23.2	..	..	1.3	..	..	1.3	..	—	29.0	..	—	2.5	0.4	..	0.5	—	..	35.6	..	..	3.3	..	..	2.5	3.0	..	3.7	7.4	..	..	2.4			
	4. Machines	191.1	12.9	75.1	—	..	8.3	..	..	0.2	..	..	2.4	..	—	2.7	0.2	—	9.3	..	..	1.0	—	..	0.9	..	..	—	..	..	0.4	6.0	..	13.5	8.7	..	..	0.8			
	5. Voitures de tourisme	0.2	—	—	—	..		..	..	—	..	..	—	..	—	—	..	—	4.6	..	..	—	—	..	—	—	..	—	..	..	—	—	..			..	..	—			
	6. Autre matériel de transport	60.3	—	26.0	—	..	0.2	..	..	—	..	..	—	..	—	—	..	—		..	..	—	—	..	—	..	..	—	..	..	—	—	..	0.7	0.2	..	..	—			
	7. Produits chimiques	78.4	11.2	39.6	3.5	..	2.8	..	..	0.2	..	..	0.4	..	—	0.4	..	—	0.9	..	..	0.2	—	..	3.0	9.0	..	0.3	..	..	0.3	2.0	..	1.7	0.5	..	..	0.1			
	8. Textiles	1302.7	125.1	386.2	22.5	19.4	25.8	0.5	0.4	3.6	6.0	0.6	1.7	20.0	—	0.1	1.2	—	1.0	12.5	..	1.1	52.5	0.4	16.9	1.2	0.5	1.2	23.0	0.7	16.4	226.3	5.9	10.6	69.1	20.5	2.3	25.3			
	9. Autres manufacturés	263.0	11.4	143.7	22.2	..	50.5	2.7	..	4.9	..	..	3.7	1.2	—	0.1	1.2	—	1.3	..	..	0.5	7.5	..	10.3	..	..	1.3	2.1	..	2.6	14.0	..	1.9	2.1	..	..	6.8			
	10. Non spécifié	−48.4	14.3	—	40.2	23.7	—	10.2	0.8	—	7.2	0.2	—	3.6	—	—	7.5	—	—	6.0	0.1	—	11.7	0.2	—	6.3	0.2	—	13.5	0.1	—	11.4	2.7	—	—	14.2	0.4	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	2615.7	231.1	1000.4	380.4	65.8	168.5	13.4	1.9	13.5	13.2	1.1	9.6	24.8	—	33.1	8.9	—	20.1	18.5	0.2	3.6	80.1	2.3	67.7	16.5	0.7	8.1	38.6	1.1	23.0	265.7	9.1	46.8	90.2	34.7	2.8	38.2			

[a] Colombie, Cuba, Mexique et Venezuela.
[b] Afrique orientale britannique, Afrique occidentale britannique, Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, Malaisie, Singapour, Hong-kong et Antilles anglaises.
[c] Pour 1938, le chiffre des exportations de la Suisse à destination de Ceylan est compris dans celui des exportations suisses à destination de l'Inde.
[d] On ne dispose pas de statistiques pour les exportations de la Suède à destination de la Birmanie en 1938.
[e] Pour 1938, le chiffre des exportations du Japon à destination de la Birmanie est compris dans celui des exportations japonaises à destination de l'Inde.

Tableau V (fin)

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DES ETATS-UNIS ET DU JAPON, PAR GROUPES DE PRODUITS ET DESTINATIONS

En millions de dollars, aux prix de 1948, f. o. b.

Pays exportateur	Groupe de produits et année	France d'outre-mer: Indochine 1938	1948	1951	Maroc, Tunisie et Algérie 1938	1948	1951	Autres territoires de la France d'outre-mer 1938	1948	1951	Japon 1938	1948	1951	Chine [a] 1938	1948	1951
Pays-Bas	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	1.8	—	2.0							0.1	—	1.0	0.5	—	—
	2. Matières premières	—	0.3	—							0.4	—	1.3	0.4	—	—
	3. Métaux et manufacturés	—	—	—							0.3	0.5	0.6	—	—	—
	4. Machines	—	0.1	0.1							—	—	—	0.2	0.2	—
	5. Voitures de tourisme	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	7. Produits chimiques	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	8. Textiles	—	—	—							0.2	—	0.1	0.5	0.2	0.5
	9. Autres manufacturés	—	0.1	0.1							—	—	0.5	—	0.1	—
	10. Non spécifié	0.1	—	0.3							0.1	—	0.2	0.3	—	—
	Total pour les groupes 1 à 10	1.9	0.5	2.5							3.1	—	1.1	0.2	0.2	0.1
											4.2	0.5	4.8	2.1	0.7	0.6
Suisse [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.9	—	—							—	—	0.1	—	0.1	0.1
	2. Matières premières	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	3. Métaux et manufacturés	—	0.1	0.1							4.0	—	0.1	1.3	0.2	1.0
	4. Machines	0.3	0.2	0.4							4.1	—	0.4	1.1	1.6	3.7
	5. Voitures de tourisme	—	0.2	—							—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—	—	—							—	—	—	—	—	—
	7. Produits chimiques	—	0.1	0.1							—	—	—	—	—	—
	8. Textiles	—	—	—							0.7	0.1	1.4	1.4	2.7	4.6
	9. Autres manufacturés	0.2	0.1	0.1							—	—	—	0.6	0.8	0.6
	10. Non spécifié	0.1	—	0.1							5.1	—	1.3	8.5	6.7	16.1
	Total pour les groupes 1 à 10	1.5	0.7	0.8							0.3	—	0.1	—	0.1	0.1
											14.2	0.1	3.4	12.9	12.2	26.2
Suède [e]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	—	—	..							—	—	0.2	—	—	—
	2. Matières premières	—	—	..							4.5	3.2	3.4	0.3	2.0	—
	3. Métaux et manufacturés	—	—	..							5.0	—	2.4	0.4	0.4	0.3
	4. Machines	—	0.1	..							6.7	—	0.6	0.4	0.2	0.7
	5. Voitures de tourisme	—	—	..							—	—	—	—	—	—
	6. Autre matériel de transport	—	—	..							—	—	—	—	—	—
	7. Produits chimiques	—	—	..							—	—	—	—	—	—
	8. Textiles	—	—	..							0.1	0.2	0.2	3.8	0.2	—
	9. Autres manufacturés	0.1	0.1	..							—	—	—	—	—	0.2
	10. Non spécifié	—	—	0.5							0.3	—	—	1.0	6.5	0.3
	Total pour les groupes 1 à 10	0.1	0.2	0.5							—	—	—	—	—	—
											16.6	3.4	6.8	5.9	9.3	1.5
Etats-Unis	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.6	1.4	1.1	1.5	20.2	10.4	2.8	7.1	1.7	1.1	197.7	241.3	22.6	46.4	—
	2. Matières premières	1.2	2.6	4.8	2.2	14.0	14.4	4.5	5.0	4.1	284.4	74.1	259.7	27.2	81.7	—
	3. Métaux et manufacturés	0.3	1.4	2.1	0.5	5.1	2.3	0.2	3.1	0.5	110.0	2.4	6.9	14.9	15.4	—
	4. Machines	0.5	3.5	8.4	6.0	20.9	14.0	0.6	10.4	6.1	55.2	1.1	14.6	6.5	24.9	—
	5. Voitures de tourisme	0.4	0.2	0.2	0.5	1.8	2.5	—	0.3	0.3	1.2	0.5	6.4	1.4	1.1	—
	6. Autre matériel de transport	0.5	2.3	3.5	0.7	2.5	10.0	1.3	4.0	5.4	23.6	0.4	2.8	20.4	19.0	—
	7. Produits chimiques	—	0.4	2.2	—	0.6	0.8	—	0.2	0.3	9.9	28.7	23.3	3.1	15.3	—
	8. Textiles	2.9	0.5	1.0	0.2	4.4	2.7	—	7.2	1.0	0.7	4.2	29.6	0.2	1.9	—
	9. Autres manufacturés	0.2	1.8	0.8	1.0	2.6	0.5	—	0.3	0.3	1.7	2.8	7.9	7.3	31.2	—
	10. Non spécifié	—	0.2	0.1	1.2	0.3	0.2	0.6	0.4	0.5	9.2	11.0	6.2	2.9	2.9	—
	Total pour les groupes 1 à 10	6.6	14.3	24.2	13.8	72.4	57.8	10.0	38.0	20.2	497.0	322.9	598.7	106.5	239.8	—
Japon	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	..	..	0.4										130.0	..	0.4
	2. Matières premières	0.2	..	2.2										59.0	0.4	0.2
	3. Métaux et manufacturés	..	..	1.6										177.0	..	—
	4. Machines	..	..	0.2										152.0	..	0.4
	5. Voitures de tourisme	..	..	—										39.0	..	2.7
	6. Autre matériel de transport	..	..	—											..	
	7. Produits chimiques	..	..	0.5										47.0	..	0.1
	8. Textiles	0.4	..	2.9										348.7	1.7	0.8
	9. Autres manufacturés	0.2	..	1.0										129.0	..	0.2
	10. Non spécifié	1.8	0.3	—										66.0	2.0	—
	Total pour les groupes 1 à 10	2.6	0.3	7.9										1147.7	4.1	4.8

Pays exportateur	Groupe de produits et année	Autres grands marchés d'outre-mer: Indonésie 1938	1948	1951	Thaïlande 1938	1948	1951	Egypte 1938	1948	1951	Iran 1938	1948	1951	Israël [b] 1938	1948	1951	Syrie et Liban 1938	1948	1951	Anciennes colonies italiennes d'Afrique [c] 1938	1948	1951
Pays-Bas	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	17.1	24.4	20.4	3.0	1.7	6.8	1.9	2.5	5.1	1.9	—	0.1	1.8	2.5	1.6	0.2	0.2	1.5			
	2. Matières premières	2.5	2.7	1.8	—	—	—	1.5	0.6	4.6	0.6	—	0.3	0.4	1.1	1.1	0.2	0.1	1.0			
	3. Métaux et manufacturés	9.2	7.4	12.7	0.1	—	0.1	0.6	1.0	0.8	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	1.0	—	0.3	0.1			
	4. Machines	10.8	10.5	21.5	—	0.1	1.0	0.4	1.9	3.4	0.1	0.1	0.3	—	0.3	1.1	—	0.2	1.1			
	5. Voitures de tourisme	—	—	0.1	—	—	—			0.5	—	—	—									
	6. Autre matériel de transport	18.2	2.6	6.5	—	—	—	0.1	—		—	—	—	0.1	—	—	—	—	—			
	7. Produits chimiques	6.1	2.2	7.6	0.1	0.1	0.4	0.5	0.5	1.2	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.6	0.1	0.1	0.2			
	8. Textiles	62.2	16.3	34.0	1.5	0.6	0.8	1.0	1.2	1.2	—	0.2	0.2	0.1	0.2	0.5	0.2	0.1	0.3			
	9. Autres manufacturés	14.4	7.2	16.9	0.1	0.1	0.1	0.9	1.1	5.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.1	0.1	0.1			
	10. Non spécifié	11.0	2.0	7.1	0.2	0.2	0.5	2.8	0.4	1.4	0.1	0.1	0.1	0.4	0.3	3.5	0.4	—	0.2			
	Total pour les groupes 1 à 10	151.5	75.3	128.6	5.0	2.8	9.7	9.7	9.2	23.4	3.1	0.7	1.4	3.1	4.7	9.7	1.2	1.1	4.5			
Suisse [d]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	0.8	—	—	0.2	0.1	0.2	0.3	—	0.1	—	—	—	—	0.2	0.1	0.1	—	—			
	2. Matières premières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.3			
	3. Métaux et manufacturés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0.1	0.1			
	4. Machines	0.2	0.5	1.6	—	—	0.2	—	0.1	0.2	—	—	0.2	—	—	0.9	—	0.1	0.1			
	5. Voitures de tourisme	2.2	0.7	1.0	0.2	—	0.1	2.7	2.3	2.8	0.5	0.5	0.1	0.3	0.4	3.2	0.1	0.6	1.1			
	6. Autre matériel de transport	—	—	—	—	—	0.3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	7. Produits chimiques	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	8. Textiles	0.9	0.7	1.8	0.1	0.5	0.6	1.4	2.1	2.4	—	—	1.1	0.1	0.1	0.5	0.1	0.5	0.6			
	9. Autres manufacturés	1.2	0.1	0.5	0.2	0.1	1.2	1.6	—	0.6	—	—	0.6	0.1	0.2	1.3	0.2	0.8	1.5			
	10. Non spécifié	1.5	0.2	4.7	0.5	1.6	3.1	1.2	0.6	2.7	0.2	0.2	1.2	0.2	0.4	3.2	0.1	1.1	3.9			
	Total pour les groupes 1 à 10	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.4	—	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	—	0.1	0.2	0.1	0.2			
		6.9	2.3	9.7	1.3	2.4	5.9	7.6	5.1	8.9	0.8	0.8	3.3	1.0	1.3	9.3	0.8	3.2	7.7			
Suède [e]	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	—	—	0.1	—	—	..	—	—	..	—	—	—	—	—	..	—	—	..			
	2. Matières premières	0.2	0.5	0.2	—	0.1	..	3.1	8.6	..	0.1	0.8	0.2	0.4	0.4	..	0.1	0.2	..			
	3. Métaux et manufacturés	0.7	0.6	1.1	0.2	0.1	..	0.9	1.0	..	—	0.7	0.5	0.2	0.3	..	0.1	0.2	..			
	4. Machines	1.0	0.3	1.5	0.2	0.1	..	0.3	0.4	..	0.4	0.3	0.6	0.1	0.1	..	—	0.1	..			
	5. Voitures de tourisme	—	—	0.6	—	—	..			..						..			..			
	6. Autre matériel de transport	—	—		—	—	..	0.2	—	..	0.1	—	—	0.2	—	..	—	—	..			
	7. Produits chimiques	—	—	—	—	—	..		0.1	..						..			..			
	8. Textiles	1.2	1.4	2.4	—	—	..	0.2	0.1	..	0.1	—	—	—	0.1	..	—	—	..			
	9. Autres manufacturés	—	—	—	—	—	..			..						..			..			
	10. Non spécifié	1.5	1.9	2.2	1.1	0.5	..	0.7	0.4	..	—	0.8	0.7	0.3	1.2	..	0.2	0.3	..			
	Total pour les groupes 1 à 10	—	—	—	—	—	2.2	—	—	13.9	—	—	—	—	—	4.4	—	—	2.3			
		4.6	4.7	8.1	1.5	0.8	2.2	5.4	10.6	13.9	0.7	2.6	2.0	1.2	2.1	4.4	0.4	0.8	2.3			
Etats-Unis	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	3.6	20.2	32.2	2.5	1.7	5.2	5.8	7.7	35.8	—	1.2	0.5	2.5	4.6	25.9	0.3	3.5	13.3	..	—	—
	2. Matières premières	4.7	6.5	8.4	0.5	0.9	2.4	2.5	6.5	11.9	—	0.5	0.5	—	2.2	7.7	0.2	1.3	2.0	..	0.2	0.1
	3. Métaux et manufacturés	3.7	13.2	8.4	0.3	0.9	2.8	2.0	2.5	1.5	0.9	3.5	1.0	0.2	3.6	14.0	0.9	2.4	3.6	..	—	0.1
	4. Machines	11.7	17.1	16.2	1.0	2.5	7.6	4.8	8.6	7.5	9.3	7.5	3.8	1.4	6.5	23.3	1.1	7.9	5.5	0.3	—	—
	5. Voitures de tourisme	1.9	3.0	3.9	—	0.2	0.9	3.7	1.6	5.0	0.5	2.0	2.7	0.4	0.5	2.9	0.5	1.8	3.2	..	—	0.1
	6. Autre matériel de transport	16.5	12.0	21.7	1.6	1.4	6.0	2.3	4.3	10.3	2.6	4.3	4.2	0.5	3.3	3.4	0.2	3.1	6.2	..	—	—
	7. Produits chimiques	3.8	4.1	10.9	0.2	2.1	6.4	2.4	2.4	6.3	0.7	3.2	5.3	0.2	1.0	3.2	0.2	1.4	2.5	..	—	—
	8. Textiles	1.3	9.8	47.2	—	3.8	11.6	0.7	0.8	2.2	—	15.4	11.8	—	1.6	4.1	0.2	7.9	9.9	..	0.1	—
	9. Autres manufacturés	2.5	4.5	8.3	0.4	1.9	2.8	0.7	1.2	1.2	1.0	4.8	3.1	0.6	1.9	3.8	0.6	2.7	1.8	..	—	—
	10. Non spécifié	0.4	1.1	2.3	0.8	0.9	1.5	1.0	0.7	2.1	0.2	1.0	0.5	0.8	3.4	13.1	0.8	1.8	2.3	0.2	0.1	—
	Total pour les groupes 1 à 10	50.1	91.5	159.5	7.3	16.3	47.2	25.9	36.3	83.8	15.2	43.4	33.4	6.6	28.6	103.4	5.0	33.8	50.3	0.5	0.4	0.3
Japon	1. Denrées aliment., boissons, tabacs	—	0.1	1.9	—	0.1	0.6	..	0.1	0.2	..	..	—	..	..	—	..	..	—			
	2. Matières premières	3.0	0.9	1.1	—	0.1	0.2	..	0.3	0.4	..	1.5	0.7	..	..	—	..	..	0.1			
	3. Métaux et manufacturés	3.0	..	11.7	1.0	..	8.3	..	..	0.1	..	..	0.3	..	..	0.2	..	..	—			
	4. Machines	1.0	..	1.7	—	..	3.7	..	..	0.2	..	..	0.3	..	..	—	..	..	0.2			
	5. Voitures de tourisme	—	..	5.5	—	..	2.1	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—			
	6. Autre matériel de transport	—	..		—	..		..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—			
	7. Produits chimiques	—	..	2.0	—	..	1.0	..	..	—	..	..	—	..	..	—	..	..	—			
	8. Textiles	117.1	51.6	64.0	33.3	4.1	14.3	10.0	2.1	0.5	6.0	0.6	1.5	2.5	0.1	—	14.0	0.1	0.2			
	9. Autres manufacturés	8.0	..	14.1	1.0	..	6.4	0.6	..	0.9	..	..	0.9	..	..	—	..	..	0.5			
	10. Non spécifié	5.5	4.2	—	12.0	1.1	—	5.4	0.7	—	0.3	0.4	—	1.2	0.1	—	2.4	0.1	—			
	Total pour les groupes 1 à 10	137.6	56.8	102.0	47.3	5.4	36.6	16.0	3.2	2.3	6.3	2.5	3.7	3.7	0.2	0.2	16.4	0.2	1.0			

[a] Y compris la Mandchoukouo et le Kouan-Toung en 1938.

[b] Afin de permettre la comparaison avec l'avant-guerre, les chiffres comprennent également, pour toutes les années, les exportations à destination d'Israël et du Royaume de Jordanie.

[c] Erythrée, Libye et Somalie italiennes.

[d] Exportations de la Suisse vers la Chine, y compris Hong-kong.

[e] Exportations de la Suède vers la Chine en 1951, y compris Formose.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau LVI

PRODUCTION ET COMMERCE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

En millions de tonnes

	Charbon		Coke		Minerai de fer (teneur en métal)		Ferraille		Produits finis en acier [a]	
	1951	1952 [b]	1951	1952 [b]	1951	1952 [b]	1951	1952 [b]	1951	1952 [b]
Allemagne occidentale										
Production	105.7	109.1	32.1	34.5	3.5	3.8	10.6	10.6	10.2	11.0
Importations totales	9.6	12.2	0.2	0.2	4.1	4.5	—	—	0.1	0.2
dont, en provenance des pays membres	3.5	3.8	0.2	0.2	0.3	0.3	—	—	0.1	0.2
Exportations totales	13.4	12.0	9.9	10.6	—	—	0.8	0.4	1.5	1.4
dont, à destination des pays membres	9.5	8.6	6.1	6.6	—	—	0.2	—	0.3	0.2
Consommation apparente	101.8	109.2	22.3	24.2	7.6	8.3	9.8	10.2	8.8	9.8
France et Sarre										
Production	60.6	63.2	11.8	12.8	11.7	13.4	5.8	6.0	10.0	10.8
Importations totales	10.4	11.6	3.6	4.2	0.1	0.2	—	—	—	—
dont, en provenance des pays membres	4.0	4.6	3.5	4.2	—	—	—	—	—	—
Exportations totales	5.8	5.4	0.2	0.2	3.4	3.3	0.4	0.2	3.1	2.0
dont, à destination des pays membres	4.5	4.4	0.2	0.2	3.2	3.1	0.4	0.2	0.4	0.2
Consommation apparente	66.3	67.0	15.3	16.8	8.4	10.3	5.4	5.8	6.9	8.8
Union belgo-luxembourgeoise										
Production	26.3	27.8	5.8	6.2	1.7	2.1	2.9	3.2	6.9	7.0
Importations totales	2.5	2.3	3.1	3.2	4.2	4.2	0.3	0.2	0.1	—
dont, en provenance des pays membres	0.7	0.6	3.1	3.2	2.9	2.8	0.2	—	—	—
Exportations totales	1.7	2.4	0.3	0.6	0.1	0.1	—	—	4.6	4.6
dont, à destination des pays membres	1.2	2.2	0.1	0.2	0.1	0.1	—	—	0.9	0.6
Consommation apparente	27.9	25.4	8.5	8.6	5.8	6.2	3.2	3.4	2.4	2.4
Pays-Bas										
Production	11.2	11.2	2.7	2.9	—	—	0.7	0.8	0.4	0.4
Importations totales	5.2	6.0	0.2	0.2	0.5	0.6	—	—	1.1	1.0
dont, en provenance des pays membres	2.8	2.8	0.2	0.2	0.1	0.1	—	—	1.1	0.8
Exportations totales	—	—	1.2	1.4	—	—	—	0.1	0.1	0.1
dont, à destination des pays membres	—	—	0.6	0.6	—	—	—	—	—	—
Consommation apparente	16.4	17.2	1.8	1.8	0.5	0.6	0.7	0.7	1.4	1.3
Italie										
Production	1.1	1.0	2.0	2.2	0.2	0.3	2.5	2.9	2.6	2.8
Importations totales	10.5	8.6	—	—	0.2	0.4	0.7	0.6	0.3	0.2
dont, en provenance des pays membres	4.2	3.4	—	—	—	—	0.4	0.2	0.2	—
Exportations totales	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—
dont, à destination des pays membres	—	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—
Consommation apparente	11.6	9.7	2.0	2.0	0.4	0.7	3.2	3.5	2.8	3.0
Total										
Production	204.9	212.3	54.4	58.6	17.1	19.6	22.5	23.5	30.1	32.0
Importations totales	38.2	40.7	7.1	7.8	9.1	9.9	1.0	0.8	1.6	1.4
dont, en provenance des pays tiers	23.0	25.5	0.1	—	5.8	6.7	0.4	0.6	0.2	0.4
Exportations totales	20.9	19.8	11.6	12.9	3.5	3.4	1.2	0.7	9.3	8.1
dont, à destination des pays tiers	5.7	4.6	4.6	5.2	0.2	0.2	0.6	0.5	7.7	7.1
Consommation apparente	224.0	228.5	49.9	53.4	22.7	26.1	22.3	23.6	22.3	25.3

Sources : Voir Annexe B.

Note. — Pour le charbon, les chiffres de la production sont donnés nets après déduction de la consommation dans les mines et des livraisons aux mineurs ; pour le coke, ils sont donnés nets après déduction de l'auto-consommation dans les cokeries.

Pour le charbon et le coke, la consommation apparente tient compte des variations de stocks à la mine et chez les importateurs. Pour les autres produits, la consommation apparente est la somme de la production et des importations nettes. Pour de plus amples détails, voir Annexe B.

a Il ne s'agit ici que des produits sur lesquels s'exerce l'action de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui sont désignés à l'Annexe I au Traité instituant la Communauté ; ainsi, par exemple, les tubes et raccords, les tuyaux en fonte moulée et les fils tréfilés sont exclus. On a ramené les exportations d'acier brut et de produits semi-finis à leur équivalent d'acier fini (coefficient de conversion : 0,9) et on a ajouté le résultat aux chiffres de la production et des exportations donnés ici pour les produits finis en acier.

b Six premiers mois au taux annuel.

Annexe B

NOTES RELATIVES AUX SOURCES ET MÉTHODES

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les statistiques fournies doivent être considérées essentiellement comme la documentation de base sur laquelle s'appuie l'analyse de la situation économique exposée dans l'ETUDE. Aussi, diffèrent-elles quelque peu dans leur nature des statistiques que publient d'ordinaire les annuaires et autres publications de caractère purement statistique. En premier lieu, lorsqu'on ne dispose pas de chiffres officiels, il vaut souvent mieux procéder à une évaluation que de se passer complètement de chiffres. C'est pourquoi les tableaux contiennent parfois des chiffres estimés qui comportent une marge d'erreur plus grande que celle que tolèrent d'ordinaire les publications statistiques. En second lieu, il a souvent fallu aménager les statistiques fournies par les divers pays selon des définitions plus uniformes, afin que les divers chiffres pussent être comparés de pays à pays. Pour cette raison, les chiffres figurant dans cette ETUDE diffèrent dans bien des cas de ceux que donnent les publications des divers pays ou telles autres publications de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Enfin, les méthodes d'établissement des chiffres ont été choisies en vue de l'usage particulier que l'on se proposait de faire de ces données. Il ne s'ensuit pas forcément que d'autres méthodes n'eussent pas été préférables si l'on s'était proposé d'autres fins.

Lorsqu'un tableau fournit des totaux valables pour un certain nombre de pays, ces totaux s'entendent toujours du même groupe de pays pour chaque période envisagée. Lorsque, pour une ou plusieurs de ces périodes, l'on ne dispose pas de chiffres concernant un pays donné, on fait figurer dans les totaux des évaluations qui remplacent les chiffres manquants. Sauf indication contraire, les totaux régionaux comprennent des évaluations relatives aux pays pour lesquels l'on ne dispose pas de données numériques ou ont été établis en partant de l'hypothèse que la série statistique relative au pays dont les chiffres font défaut a varié dans la même proportion que la moyenne indiquée pour les autres pays.

Lorsqu'il existe un léger écart entre la somme des divers éléments constitutifs d'un total inscrit dans le tableau et ce total lui-même, c'est parce que les chiffres ont été arrondis.

Pour l'établissement des tableaux, on a utilisé tous les renseignements reçus jusqu'au 31 décembre 1952. D'une manière générale, les chiffres les plus récents doivent être considérés comme provisoires et sujets à revision.

En règle générale, les revues officielles (c'est-à-dire publiées par les gouvernements ou sous les auspices des gouvernements) sont indiquées par leur titre seulement. Pour les autres revues, on a indiqué également l'organisme qui les publie, à moins que celui-ci ne ressorte manifestement du titre (par exemple, *Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung*). Pour ce qui est des publications ou des livres ne paraissant pas régulièrement, qu'il s'agisse de publications officielles ou autres, on a fourni les renseignements bibliographiques habituels.

Lorsque, pour une publication donnée, il n'est pas indiqué de livraison particulière, il faut comprendre que divers numéros ont été utilisés pour l'établissement des statistiques. Lorsqu'il s'agit de publications annuelles (d'annuaires statistiques, par exemple), si une ou plusieurs années sont citées en italique, c'est que celles-ci font partie du titre de la publication ; lorsque la période de temps indiquée n'est pas en italique, c'est que l'on a utilisé les publications relatives aux années spécifiées. Exemple :

National Income and Expenditure, 1946-1951

Industriel Produktionsstatistik, 1937, 1948, 1950.

Si, pour un pays donné, le titre d'une publication est indiqué dans une langue autre que la langue nationale de ce pays, il est sous-entendu qu'une traduction de la publication en question existe dans la langue indiquée.

II. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Tableaux I, III, IV et V et Diagrammes 1, 9 et 15)

1. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les indices de la production industrielle, qu'ils expriment la production totale ou la production d'une industrie particulière, sont, en règle générale, tirés de sources officielles et semi-officielles énumérées plus loin. Dans certains cas, ces indices ont été tirés de publications qui ne présentent pas de caractère officiel. La plupart du temps, toutefois, les indices primitifs ont été ajustés de manière que les données sur lesquelles ils portent permettent la comparaison entre les divers pays et nombreux sont les cas où l'on a substitué l'année 1948 à l'année de base primitive de l'indice.

Cependant, malgré ces ajustements, on n'a pas réussi à rendre les chiffres entièrement comparables d'un pays à l'autre. Il sied notamment de signaler les divergences suivantes :

Coefficients de pondération pour l'avant-guerre et pour l'après-guerre

Certains pays européens publient aujourd'hui des indices de production calculés à l'aide de coefficients de pondération d'après guerre et en partant d'une année de base d'après guerre (Danemark, Finlande, Italie et Royaume-Uni) ; en outre, d'autres pays (Luxembourg, Suède) tout en employant une année de base d'avant guerre utilisent maintenant des coefficients d'après guerre, et enfin il semble que la plupart des autres pays se préparent à publier des indices basés sur des renseignements se rapportant uniquement à l'après-guerre. En conséquence, les indices fournis dans tous les tableaux ont été établis en prenant 1948 pour année de base.

Indices de la production nette et de la production brute

On peut utiliser diverses méthodes pour le calcul des indices de la production, selon la manière dont on mesure cette production. Les pays de l'Europe orientale font la somme des valeurs définitives de la production finale (valeur brute) tandis que les autres pays européens font la somme des valeurs nettes de la production (c'est-à-dire déduction faite des produits comptés deux fois et des facteurs de production qui proviennent de secteurs autres que le secteur industriel). D'une manière générale, le mouvement de ces deux catégories d'indices, l'une par rapport à l'autre, ne diffère que lorsque sont ajoutées de nouvelles unités de production dont le rapport entre la production nette et la production brute est supérieur (ou inférieur) à la moyenne.

Dans les pays de l'Europe orientale, les indices ont, en réalité, accusé une distorsion par excès due en grande partie au fait que la production des industries artisanales et agricoles a été assimilée en partie à la production industrielle, et peut-être à des doubles emplois plus nombreux provenant de la multiplication des contrôles institués.

Ainsi donc, pour obtenir un total valable pour l'Europe, il faudrait combiner des indices appartenant à ces deux catégories distinctes. Pour cette raison les pays indiqués ont été subdivisés en deux groupes selon le mode de calcul adopté par eux. Les indices officiels des pays de l'Europe orientale, en règle générale, à partir de 1949, comparent la production d'une période avec la période correspondante de l'année précédente : ces indices ont été publiés sous leur forme originale.

Correction destinée à tenir compte du nombre variable des jours de travail que compte chaque mois, ainsi que des fluctuations saisonnières

Bien que l'on ait fait usage, toutes les fois qu'on l'a pu, d'indices corrigés de manière que chaque mois comporte le même nombre de jours de travail, on a dû, pour certains pays (l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, la Sarre et la Turquie), faute de séries statistiques corrigées, se servir d'indices non corrigés. Cependant, on peut admettre que, si l'on disposait d'indices corrigés et qu'on les utilisât pour tous les pays, le total pour l'ensemble des pays énumérés ne serait probablement pas modifié de plus d'un point.

Pour ce qui est des variations saisonnières, aucun des indices relatifs aux pays européens n'est, semble-t-il, complètement corrigé à cet égard, bien qu'il y ait des pays (par exemple, la Belgique ; la Suède jusqu'en 1948) où des corrections partielles ont été opérées. Dans le cas du Royaume-Uni, les congés de Pâques ont une telle répercussion sur les indices trimestriels de la production que l'on a estimé bon d'opérer une correction approximative. Celle-ci consiste essentiellement à prendre les moyennes de janvier à avril et de mars à juin comme représentant respectivement le premier et le deuxième trimestres.

Sous réserve de cette modification, tous les indices doivent être regardés comme ne comportant aucune correction destinée à tenir compte des fluctuations saisonnières.

Territoires d'avant guerre et territoires d'après guerre

Sauf dans le Diagramme 1, il n'a pas été tenu compte des modifications territoriales survenues entre l'avant-guerre et l'après-guerre (si ce n'est pour l'Allemagne occidentale et orientale) lorsqu'on a utilisé ou lorsqu'on a indiqué une série statistique établie d'après une année de base d'avant guerre. En général, l'erreur commise apparaîtrait peu importante, sauf dans le cas de la Pologne où les modifications territoriales intéressent une région importante du point de vue industriel. Toutefois, au Diagramme 1, des rectifications ont été opérées pour la Finlande et la Pologne : elles sont exposées aux pages 363 et 364.

Les deux séries d'indices relatifs aux pays de l'Europe orientale

Il n'y a pas comparabilité entre les indices relatifs aux pays de l'Europe occidentale et les indices relatifs aux pays de l'Europe orientale, du fait des méthodes différentes de calcul; mais indépendamment de cela, on rencontre une autre difficulté tenant à ce que dans plusieurs pays de l'Europe orientale les indices officiels de la production industrielle, qui ont trait aux premières années d'après guerre, ont été remplacés par de nouveaux indices qui accusent des différences assez considérables en ce qui concerne non seulement l'évolution de la production, mais le niveau de celle-ci.

2. Champ des indices généraux

Les indices généraux portent sur les industries manufacturières, les industries extractives et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité, mais non pas sur le bâtiment. Le Tableau A, qui figure à la page suivante, indique le champ des indices et comprend certaines industries qui ont été ajoutées par la Division des Etudes et des Programmes.

Tableau A

CHAMP DES INDICES GÉNÉRAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Pays	Industries alimentaires	Industries du bois	Habillement	Imprimerie	Industrie mécanique	Industrie chimique	Autres industries manufacturières	Industries extractives	Gaz	Eau	Electricité
Autriche	o				o	o	o	o			o
Belgique	o				o	o	o	o	o		o
Bulgarie	o	o	..	..	o	o	o	o	..		o
Tchécoslovaquie	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o
Danemark	o	o	o	o	o	o	o		o		o
Finlande	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
France	a	a	a	o	o	o	o	o	o		o
Sarre							o	o			
Allemagne occidentale	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o
Zone occid. de Berlin	..	o	o	o	o	o	..		a		a
Allemagne orientale	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Grèce	o	o	o		o	o	o	aq	..		o
Hongrie	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o
Irlande	o	o	o	o	o	o	o	o	a	a	aq
Italie	o	o	o		o	o	o	o	o		o
Luxembourg	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Pays-Bas	o		o		o	o	o	o	o	o	o
Norvège	o	o	..		o	o	o	o	o		aq
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Portugal	o				o	o	o	o			o
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Espagne	o				o	o	o	o	o		o
Suède	o	o	o	o	o	o	o	o	a		aq
Turquie	o					o	o	o			o
Royaume-Uni	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Yougoslavie	o	o	..		o	o	o	o	..	..	o

NOTE. — Les signes ci-après ont été employés :

o : compris dans le champ de l'indice original.

a : ajoutés à l'indice primitif en chiffres annuels (pour la Suède, on ne dispose de l'indice relatif au gaz que pour les années 1947–1950).

aq : ajoutés à l'indice primitif en chiffres trimestriels ainsi qu'en chiffres annuels.

.. : on ne sait pas si cette industrie est ou non comprise dans le champ de l'indice.

L'absence de tout signe signifie que l'industrie en question n'est pas comprise dans le champ de l'indice.

3. INDICES COMBINÉS VALABLES POUR TOUS LES PAYS ÉNUMÉRÉS

Les indices valables pour l'ensemble des pays énumérés ont été obtenus en affectant les indices relatifs aux divers pays de coefficients de pondération proportionnels, en principe, à la production nette de 1938, mesurée en dollars au pouvoir d'achat de 1938, de l'ensemble de l'industrie ou de l'industrie particulière envisagée. Du fait que, pour tous les indices, l'année 1948 a été substituée à l'année de base primitive, les coefficients de pondération définitifs utilisés ont été obtenus en multipliant les coefficients de pondération de 1938 par les indices correspondants de la production pour 1948, 1938 = 100. Ces coefficients de pondération expriment donc la production de 1948 en prix de 1938 et ne tiennent pas compte des modifications survenues de 1938 à 1948, dans la structure du rapport entre les coûts et les prix.

Afin de transposer en unités comparables les données relatives à la production en 1938 exprimées en monnaie des divers pays, les chiffres ont été convertis en dollars au pouvoir d'achat de 1938. Les taux de change ont été calculés en partant de l'hypothèse qu'en 1929 le cours du change du dollar dans les pays européens exprimait, en général, avec exactitude le pouvoir d'achat de la monnaie de chacun des divers pays en produits industriels. Des exceptions ont été faites pour le Royaume-Uni où la surévaluation de la livre sterling a été estimée à 15% environ et pour les pays scandinaves et la Finlande dont on a présumé que les monnaies respectives étaient en équilibre avec la livre et non pas avec le dollar. Il a été tenu compte, pour le calcul des taux de parité entre les pouvoirs d'achat, de l'évolution des prix des articles manufacturés dans les pays européens et aux Etats-Unis entre 1929 et 1938.

On s'est servi des données ainsi obtenues concernant la production nette de l'industrie pour calculer le rendement par personne employée en 1938 et le résultat de ce calcul a servi de base aux évaluations du niveau probable de la production par per-

sonne employée dans les pays pour lesquels on ne disposait pas de données concernant la valeur de la production. Pour établir ces évaluations, on a tenu compte de l'analogie de la structure industrielle et de certains autres facteurs appropriés entre les pays pour lesquels il a été possible d'obtenir le chiffre net de la production industrielle et ceux pour lesquels on a dû procéder par évaluation.

Toutefois, pour ce qui est des coefficients de pondération relatifs à l'industrie mécanique, l'importance de cette industrie par rapport à l'ensemble de la production industrielle a été évaluée selon le système de pondération adopté par les divers pays pour le calcul de l'indice national et les pourcentages ainsi obtenus ont été appliqués à la valeur nette de la production industrielle générale, mesurée en dollars au pouvoir d'achat de 1938.

En outre, la définition de l'industrie textile donnée dans les recensements industriels des divers pays varie sensiblement; aussi a-t-on employé une autre méthode pour cette industrie afin d'obtenir une série de coefficients de pondération exprimant la production nette dans les divers pays. Pour chacun d'eux, la production de filés et de tissus de coton, de laine et de rayonne a été exprimée en valeur ajoutée par tonne de chacun de ces articles, en livres sterling aux prix de 1935, telle qu'elle ressort du recensement de la production du Royaume-Uni. Les chiffres de la valeur ajoutée par tonne pour le Royaume-Uni concordent assez exactement avec les données de même ordre dont on dispose pour la France (1938) et pour l'Allemagne (1936). Les coefficients de pondération utilisés pour l'industrie textile sont proportionnels à la valeur ainsi obtenue pour chaque pays.

On trouvera dans l'ETUDE relative à 1948, pages 268 à 271, des explications plus détaillées sur les évaluations de la production nette, dans chaque pays, de l'ensemble de l'industrie et des trois branches d'activité envisagées.

4. SOURCES DES INDICES GÉNÉRAUX (Tableau I et Diagrammes 1 et 9)

Les notes qui suivent indiquent les sources auxquelles on a puisé les indices pour chaque pays ainsi que les principales corrections opérées :

Allemagne occidentale : 1) *Die Industrie der Bundesrepublik Deutschland,* Partie II; 2) *Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany,* 1948.

Base primitive : 1936. L'indice de 1947 relatif à la zone anglo-américaine et qui figure dans 2) a été relié aux indices que donne 1) pour les années 1948 à 1951 concernant l'Allemagne occidentale. Les indices trimestriels sont également extraits de 1).

Secteurs occidentaux de Berlin : 1) *Wochenbericht,* Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin; 2) *Jahresbericht des Magistrats,* Berlin, 1949.

Les indices fournis dans 1) et 2) ne comprennent ni les services publics ni l'industrie des denrées alimentaires. Le niveau de cet indice a été ajusté de manière à porter sur ces activités, grâce aux renseignements que fournit un article paru dans 1) (N° 45, 1950). La base primitive (1936) a été transposée en 1948.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung, Vienne.

Base primitive : 1937. L'indice de 1947 a été calculé en comparant le chiffre de la production industrielle de 1948 et celui de 1947 à l'aide de trois méthodes différentes de calcul : *a*) calcul direct reposant sur les chiffres de divers secteurs particuliers de la production combinée conformément au système de pondération employé pour l'établissement des indices courants; *b*) indice antérieurement publié dans les *Monatsberichte;* et *c*) indice établi par le Commissaire des Etats-Unis en Autriche. Le chiffre indiqué pour 1947 est la moyenne des indices obtenus par ces trois méthodes de calcul, lesquelles ont donné des résultats très sensiblement analogues.

Belgique : Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales, Université catholique de Louvain.

Base primitive : 1936-1938.

Danemark : 1) *Statistiske Efterretninger;* 2) *Industriel Produktionsstatistik,* 1949, 1950; 3) *Elektricitetsvaerkerne* 1948/1949, 1949/1950.

Tous les indices relatifs aux années 1947 à 1950 sont établis sur la base 1949 et ont été extraits de 1). Ils se rapportent uniquement à l'industrie manufacturière et ont été combinés avec les indices de la production d'électricité et de gaz (base primitive : 1935) extraits également de 1). Les coefficients de pondération utilisés ont été extraits de 2) et de 3) respectivement et sont les suivants : 92,1 et 7,9. A partir de 1951, tous les indices se rapportent à la production industrielle totale et ont été extraits de 1) sans subir de correction.

Espagne : Un indice officiel de la production industrielle est maintenant publié. Etant donné que l'année de base pour l'établissement du système de pondération est 1929, on ne peut guère considérer que cet indice est comparable à ceux des autres pays. Aussi a-t-on continué à faire figurer dans les tableaux l'indice calculé par la Division des études et des programmes. Cet indice repose sur les renseignements concernant le volume de la production de quarante-deux marchandises, publiés dans le *Boletín de Estadística.* Les secteurs économiques entrant dans le champ de cet indice sont: les mines, la métallurgie, l'industrie mécanique, l'industrie chimique, les matériaux de construction, les textiles, le papier, le cuir, le gaz et l'électricité ainsi que, pour l'indice annuel, les industries des denrées alimentaires. Les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces séries reposent sur les chiffres de l'emploi en 1940, année qui a également été prise pour base de l'indice.

Finlande : 1) *Tilastokatsauksia;* 2) *Economic Review,* Kansallis-Osake-Pankki, Helsinki. Base primitive : 1948 = 100.

Les indices annuels définitifs relatifs aux années 1947 à 1950 et l'indice annuel de 1951 sont tirés de 1). Les indices trimestriels de 1949 sont tirés de 2) et ajustés au niveau de l'indice annuel définitif indiqué dans 1). Tous les autres indices trimestriels sont fournis dans 1).

France : Bulletin mensuel de Statistique.

Les indices annuels englobent l'habillement, les industries du bois et les industries alimentaires. Base primitive : 1938 = 100.

Sarre : La Division des études et des programmes a établi un indice qui repose sur les renseignements concernant le volume de la production que l'on trouve dans les *Saarländische Bevölkerungs- und Wirtschaftszahlen* et qui porte sur le charbon, le coke, la fonte, l'acier et l'acier laminé. Les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces séries sont fonction de la valeur relative nette à la tonne que l'on connaît pour la France en 1938.

Grèce : Monthly Indicators of Industrial Production in Greece, publiés par la Fédération des industries grecques, Athènes.

Base primitive : 1939. Les indices relatifs à l'extraction de minerai, à la production de lignite et aux industries manufacturières ont été combinés. Coefficients de pondération : 49, 2 et 949.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

Base primitive : 1936. Les indices relatifs aux années 1947 à 1950 ont été obtenus en combinant les indices définitifs des industries manufacturières avec ceux de la production d'électricité et de gaz. Les indices trimestriels ont été établis en combinant l'indice normalement publié de la production des marchandises transportables et celui de la production d'électricité. Coefficients de pondération de 1948 : 94,3 et 5,7 respectivement. Les rectifications définitives ont été fournies directement par l'Office central de statistique.

Italie : Tous les indices (base primitive : 1948) sont tirés du *Bollettino mensile di Statistica* qui indique en outre le lien avec 1938. L'indice des industries mécaniques, et par voie de conséquence l'indice général de la production, ont été rectifiés pour tenir compte de la production d'armements en 1938. Pour plus amples détails, voir sources de l'indice de la production des industries mécaniques, page 364.

Luxembourg : Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation économiques et de l'Office de la Statistique générale.

On a pris les « indices mensuels corrigés » sur la base 1937-1938.

Norvège : 1) *Statistiske Meldinger;* 2) *Norges Industri.*

La production d'électricité a été ajoutée à l'indice calculé par le Bureau central norvégien de statistique. Coefficients de pondération (1938) : industries minières et manufacturières 89,4, électricité 10,6. Les indices annuels des industries manufacturières pour les années 1947 à 1950 sont les indices définitifs fournis dans 2). Les indices trimestriels pour 1949 et 1950 ont été ajustés au niveau des indices annuels définitifs. Tous les indices relatifs à 1951 et 1952 ont été reliés à l'indice annuel définitif de 1950.

Pays-Bas : L'indice de la production par jour de travail a été communiqué directement par le Bureau central néerlandais de statistique.

Portugal : L'indice a été calculé par la Division des études et des programmes sur la base de renseignements relatifs au volume de la production de quarante marchandises, publié par le *Boletim Mensal,* Institut national de statistique (mines, denrées alimentaires, cuir, liège, produits chimiques, matériaux de construction, textiles, papier et électricité). Les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces séries reposent sur les statistiques de l'emploi fournies par le recensement de 1940 et sur des renseignements concernant l'emploi, les heures de travail effectuées et les quantités de combustibles et carburants consommées en 1948. Le champ de l'indice trimestriel est légèrement moins étendu que celui de l'indice annuel.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Pour 1947, base primitive : 1946; pour les autres années : 1948. La relation avec 1938 a été établie au moyen de l'indice provisoire établi sur la base de 1946, en utilisant les coefficients de pondération d'avant guerre (après élimination du bâtiment).

Suède : L'indice relatif aux industries manufacturières a été fourni directement par le Sveriges Industriförbundet, année de base 1935. Les indices annuels de la production de gaz et d'électricité pour les années 1947 à 1950 établis sur la base de 1938 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Pour les années 1951 et 1952, seule la production d'électricité a été comprise. Coefficients de pondération : industries manufacturières 1000, services publics 71.

Turquie : L'indice a été calculé par la Division des études et des programmes sur la base des renseignements relatifs au volume de la production publié dans *Konjonktür.* Les coefficients de pondération sont ceux qui avaient paru antérieurement dans cette revue.

Yougoslavie : Indeks.

Les indices annuels relatifs à 1947 et 1948 sont établis sur la base de renseignements fournis par l'Office de statistique et ceux qui ont trait à 1949 et à 1950 sur les rapports concernant l'exécution du Plan. Tous les indices relatifs à 1951 et 1952 sont tirés de la revue sus-mentionnée.

Indices généraux relatifs aux pays de l'Europe orientale

Etant donné qu'à partir de 1950, la plupart des indices de la production sont calculés d'après les pourcentages d'augmentation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, pourcentages qui sont tirés des divers rapports concernant l'exécution des plans publiés par ces pays, on a jugé bon de donner la liste détaillée des sources où l'on peut trouver le texte de ces rapports. Toutefois, on ne saurait dire que cette liste soit exhaustive. Le tableau suivant indique, pour chaque pays, les sources utilisées pour l'établissement du rapport sur l'exécution du Plan.

DOCUMENTATION UTILISÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS SUR L'ÉTAT D'EXÉCUTION DES PLANS DANS LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

Années et trimestres	Bulgarie	Tchéco-slovaquie	Allemagne orientale	Hongrie	Pologne	Roumanie
1950 I	*Bulgarian Bulletin* 20 avril 1950	*Hospodář* 21 sept. 1950	*Die Wirtschaft* 18 mai 1950	*Statisztikai Szemle* mai 1950	..	*Probleme Economice* avril 1950
II	*Otechestven Front* 26 juil. 1950		..	*Statisztikai Szemle* août 1950	*Wiadomości Statystyczne* juillet-août 1950	*Probleme Economice* juillet 1950
III	*Otechestven Front* 29 oct. 1950	*Hospodář* 2 nov. 1950	*Die Wirtschaft* 10 nov. 1950	*Statisztikai Szemle* octobre 1950	*Wiadomości Statystyczne* octobre 1950	*Roumanie Nouvelle* 16-30 nov. 1950
Année	*Otechestven Front* 30 janv. 1951	*Hospodář* 1 fév. 1951	*Die Wirtschaft* 16 fév. 1951	*Statisztikai Szemle* janvier 1951	*Wiadomości Statystyczne* janvier 1951	*Probleme Economice* janvier 1951
1951 I	*Rabotnichesko Delo* 24 avr. 1951	*Hospodář* 2 août 1951	*Die Wirtschaft* 4 mai 1951	*Statisztikai Szemle* avril 1951	*Wiadomości Statystyczne* avril 1951	*Probleme Economice* avril/mai 1951
II	*Rabotnichesko Delo* 28 juil. 1951		*Die Wirtschaft* 3 août 1951	*Statisztikai Szemle* juillet 1951	*Trybuna Ludu* 18 juillet 1951	*Probleme Economice* août 1951
III	*Rabotnichesko Delo* 28 oct. 1951	*Rudé Právo* 3 nov. 1951	*Die Wirtschaft* 26 oct. 1951	*Statisztikai Szemle* octobre 1951	*Trybuna Ludu* 24 octobre 1951	*Viata Sindicalá* 30 octobre 1951
Année	*Rabotnichesko Delo* 2 fév. 1952	*Rudé Právo* 27 janv. 1952	*Die Wirtschaft* 22 fév. 1951	*Statisztikai Szemle* janvier 1952	*Trybuna Ludu* 26 janvier 1952	*Probleme Economice* février 1952
1952 I	*Rabotnichesko Delo* 30 avr. 1952	*Rudé Právo* 23 avr. 1952	*Die Wirtschaft* mai 1952	*Statisztikai Szemle* avril 1952	*Trybuna Ludu* 23 avril 1952	*Probleme Economice* avril 1952
II	*Rabotnichesko Delo* 26 juil. 1952	*Rudé Právo* 24 juil. 1952	*Die Wirtschaft* 1 août 1952	*Statisztikai Szemle* juillet 1952	*Trybuna Ludu* 17 juillet 1952	*Probleme Economice* juin/juillet 1952
III	*Rabotnichesko Delo* 31 oct. 1952	*Rudé Právo* 26 oct. 1952	*Die Wirtschaft* 7 nov. 1952	*Statisztikai Szemle* octobre 1952	*Trybuna Ludu* 5 novembre 1952	*Probleme Economice* novembre 1952

Allemagne orientale : 1) *Die Wirtschaft*; 2) *Neues Deutschland*; 3) *Die Deutsche Industrie*, Schriftenreihe des Reichsamts für Weltwirtschaftliche Planung, Heft 1, Berlin, 1939; 4) *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, N° 3, 1938/39, page 265, Institut für Konjunkturforschung.

Les indices relatifs aux années 1947 à 1949 sont tirés de 1), N° du 19 janvier 1950. La relation avec l'avant-guerre a été établie en deux étapes. Le *Neues Deutschland* du 21 février 1952 donne un indice pour 1951 établi sur la base 1936. L'indice relatif à 1938 (1936 = 100) a été obtenu de 3) et de 4). A partir de 1950, les indices annuels et tous les indices trimestriels sont établis d'après les pourcentages d'augmentation tirés des rapports sur l'exécution des plans publiés dans 1).

Bulgarie : 1) *Gospodarka Planowa*, N° 8, 1951, Varsovie; 2) *Planovo Stopanstvo*, N° 7, 1949; 3) *Free Bulgaria*, 1er novembre 1949; 4) *Bulgarian Bulletin*, 20 avril 1950; 5) *Otechestven Front*; 6) *Rabotnichesko Delo.*

Les indices annuels établis d'après la base primitive 1939 sont tirés de 1). Les indices trimestriels ont été obtenus à partir des pourcentages d'augmentation indiqués dans les rapports sur l'état d'exécution des plans fournis dans les autres sources.

Hongrie : 1) *Statisztikai Szemle*, 2) Z. Vas, *A Hároméves terv befejezése* (Etat d'exécution du Plan triennal), Budapest 1950.

Les indices annuels de 1947 et 1949 établis sur la base 1938 sont tirés de 1), numéro de janvier-juin 1948 et de 2) respectivement. Pour établir la relation avec l'avant-guerre, on s'est servi de l'indice de 1949. Pour substituer 1948 à la base primitive, on a tiré de 1), numéro de janvier-février 1950, un nombre-indice relatif à 1949 (1948 = 100). L'indice du troisième trimestre de 1949 est indiqué dans 1), numéro d'octobre-novembre 1949. A partir de 1950, tous les indices ont été obtenus à l'aide de pourcentages d'augmentation tirés des rapports sur l'état d'exécution des plans publiés dans 1).

Pologne : 1) *Statistical Tables of the Polish Institute of Economic Research*, Varsovie, N° 3, mars 1949; 2) *Wiadomości Statystyczne*; 3) *Trybuna Ludu.*

Les indices de 1947 et 1951 (base 1938) sont tirés de 1) et de 3), 26 janvier 1952. Pour établir la relation avec l'avant-guerre, on s'est servi de l'indice relatif à 1951. L'indice annuel de 1949, établi sur la base 1948, est tiré de 2), numéro de janvier 1950. A partir de 1950, tous les indices ont été obtenus à l'aide de pourcentages d'augmentation tirés des rapports sur l'état d'exécution du plan publiés dans 2) et 3).

Roumanie : 1) *For a Lasting Peace, For a People's Democracy*, Belgrade, 1er janvier 1948 et 1er mars 1948; 2) *Vneshnyaya Torgovlya* N° 2, 1951, Moscou; 3) *Informations Roumaines*, Légation de Roumanie, Paris; 4) *Roumanie Nouvelle*; 5) *Viata Sindicală*; 6) *Probleme Economice.*

L'indice annuel de 1947 a été établi par évaluation à partir des renseignements fournis dans 1). La relation avec l'avant-guerre a été établie à l'aide de l'indice de 1950 (base 1938) fourni dans 2). L'indice annuel de 1949, établi sur la base 1948, est tiré de 3), numéro du 22 février 1950. A partir de 1950, tous les autres indices ont été établis sur la base de pourcentages d'augmentation tirés des rapports sur l'exécution des plans parus dans les revues 4 à 6.

Tchécoslovaquie : 1) *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er décembre 1951, 2) *Statistický Zpravodaj*, N° 2, 1950; 3) *Hospodář*; 4) *Rudé Právo.*

Les indices annuels des années 1947 à 1950 (base primitive 1937) sont tirés de 1). Les indices trimestriels de 1948 (base 1937) sont tirés de 2) et ajustés au niveau de l'indice annuel fourni dans 1). Les indices trimestriels de 1949 ont été fournis par l'Office central tchécoslovaque de statistique. Les indices trimestriels indiqués pour 1949 et établis sur la base des trimestres correspondants de 1948 sont tirés de ces deux séries statistiques trimestrielles. Tous les indices trimestriels à partir de 1950, ainsi que l'indice annuel de 1951, ont été obtenus à l'aide des pourcentages d'augmentation tirés des rapports sur l'exécution du Plan publiés dans 3 et 4).

Indices de la production industrielle dans certains pays européens (Diagramme 1)

Pour le Diagramme 1, on s'est servi des sources et méthodes énumérées plus haut, à l'exception des cas suivants :

Allemagne occidentale : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany, 1948.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung, Vienne, 1948, N° 3 et N° 8, et 1951, N° 9.

Le premier cahier fournit les indices de 1946 et 1947 sur la base de 1937. Le deuxième cahier donne une série statistique revisée pour 1947 et 1948, établie sur la base 1937. Le troisième donne une nouvelle série revisée pour 1948.

Les fluctuations au cours d'une même année, telles qu'elles apparaissent d'après différentes séries, n'ont pas été constantes d'un trimestre à l'autre et tous les indices trimestriels de 1946 et 1947 ont été ajustés de manière à conserver les fluctuations d'un trimestre à l'autre chaque année, plutôt qu'entre trimestres correspondants des diverses années.

Bulgarie : Bulletin mensuel de la Direction générale de la Statistique.

Danemark : 1) *Statistik Årbog*, 1947, 1948, 1949; 2) *Bulletin mensuel de Statistique*, Nations Unies; 3) *Statistiske Efterretninger*, N° 10, mars 1952.

Les indices relatifs aux années 1945 à 1947 sont tirés de 1). Ils ne tiennent pas compte de la production de gaz et d'électricité dont le volume est tiré de 2) et pour laquelle des indices trimestriels établis sur la base 1938 ont été ensuite calculés. Ces indices trimestriels ont été ajustés au niveau des indices annuels de la production de gaz et d'électricité pour les années 1945 à 1947, tirés de 3). Enfin, les indices extraits de 1) et les indices de la production des services publics ont été combinés en utilisant les coefficients officiels de pondération de 1938.

Finlande : 1) *Bank of Finland Monthly Bulletin*, décembre 1949; 2) *Tilastokatsauksia.*

Les indices trimestriels établis sur la base 1938 sont tirés de 1) pour 1938 et pour les années 1945 à 1947 (indice *Unitas*). Ces indices ont été ajustés au niveau des indices annuels relatifs aux années 1945 à 1947, extraits de 2). Afin de tenir compte des modifications territoriales survenues entre 1938 et 1945, les indices officiels ont été affectés de 10% d'augmentation.

France : 1) *Etudes et conjoncture, Union française*, N° 1-2, 1946; 2) *Annuaire statistique abrégé*, Vol. II, 1949.

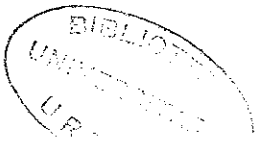
Les indices mensuels et annuels relatifs à 1945 sont tirés de 1). Un autre indice annuel pour 1945 et les indices annuels et mensuels de 1946 et 1947 sont tirés de 2). Les indices trimestriels de 1945 ont été ajustés au niveau de l'indice annuel de 1945 extrait de 2).

Italie : 1) *Notiziario della Confederazione Generale dell'Industria Italiana ;* 2) *Notiziario Istat.*

Les indices mensuels de 1946 et un indice annuel se rapportant à 1947, établi sur la base 1938, sont tirés de 1), les autres étant extraits de 2). Tous les indices trimestriels ont été ajustés au niveau des indices annuels correspondants.

Pays-Bas : Report by the Government of the Netherlands on the Operations under the European Recovery Programme, septembre 1948.

Base primitive : 1938.



Pologne : 1) *Annuaire statistique, 1948*, Nations Unies; 2) *Statistical Tables of the Polish Institute for Economic Research.*

Les indices relatifs à 1945 sont tirés de 1). Les indices relatifs au quatrième trimestre de 1945 et aux divers trimestres de 1946 et 1947 sont tirés de 2). Le chiffre concernant le troisième trimestre de 1945 a été ajusté proportionnellement aux indices du quatrième trimestre de 1945, tirés de 2) et de 1). Pour tenir compte des modifications territoriales survenues de 1938 à 1945, les indices officiels ont été réduits de 40 %. Ce coefficient de réduction a été établi à la suite de l'examen des résultats du recensement de la production d'avant guerre en Allemagne et en Pologne.

Tchécoslovaquie : 1) *Průmyslové Zprávy*, N° 44-46, 1947; 2) *Statistický Zpravodaj*; 3) *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er décembre 1951.

Les indices trimestriels de 1946 ont été calculés d'après les heures de travail effectuées dans l'industrie, telles qu'elles sont indiquées dans 1). Les indices trimestriels de 1947 sont tirés de 2). Tous les indices trimestriels ont été ajustés au niveau des indices annuels correspondants extraits de 3).

5. Sources des indices de production d'industries particulières (Tableaux III, IV et V et Diagramme 15)

Dans la plupart des cas, les sources sont les mêmes que celles des indices généraux. Lorsque l'indice a été tiré de sources différentes, celles-ci sont mentionnées dans les notes suivantes qui indiquent également le champ des indices et les coefficients de pondération appliqués à ceux des indices qui procèdent de la combinaison de deux ou plusieurs séries.

Les industries mécaniques (Tableau III)

Ces indices portent autant que possible sur l'industrie mécanique et l'industrie électrique, le matériel de transport (y compris les navires et aéronefs) et les articles métalliques.

Allemagne occidentale : Les indices relatifs aux constructions sidérurgiques, aux machines, aux véhicules, aux constructions navales, à l'outillage électrique et aux autres articles métalliques, ont été combinés à l'aide des coefficients officiels de pondération. L'indice de 1947, qui se rapporte à la zone anglo-américaine, a été relié aux indices ci-dessus. Les indices ne tiennent pas compte de la production d'armements.

Secteurs occidentaux de Berlin : Die Wirtschaftliche Lage in der Bundesrepublik Deutschland, Partie B.

Les indices ont été combinés en utilisant les coefficients de pondération suivants, tirés des chiffres de la production en 1936 publiés dans *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, N° 2, 1951, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung : outillage électrique 57, machines 24, articles métalliques 10, constructions d'acier 5, véhicules 4.

Autriche : Les coefficients utilisés sont : pour les véhicules 18, les machines 51, l'outillage électrotechnique 31. L'indice de 1947 a été établi par évaluation sur la base des divers renseignements concernant la production des industries mécaniques que publient les *Monatsberichte*.

Belgique : Les indices de la production des « fabrications métalliques » ont été calculés par l'Institut des recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain. Base primitive 1948-1950; l'indice a été relié à 1938 à l'aide de l'indice de 1948 (1938 = 100) publié par le Ministère des Affaires économiques.

Danemark : Les indices relatifs à l'industrie des métaux et à l'industrie du matériel du transport ont été combinés à l'aide des coefficients de pondération (base 1949) 75 et 25 respectivement, tirés de *Industriel Produktionsstatistik, 1949*. Pour établir la relation avec 1938, on s'est servi de l'indice de 1947 (1938 = 100) fourni directement par l'Office danois de statistique.

Finlande : Les indices annuels et mensuels ont été rectifiés de la même manière que l'indice général.

France : On s'est servi des indices concernant la « transformation des métaux ». Ils comprennent les chiffres englobant la production d'armements.

Grèce : Les indices mentionnés comprennent la fabrication de l'acier.

Hongrie : Jelentés a hároméves terv elsö évéröl (Rapport sur la première année d'exécution du Plan triennal), Budapest, 1948.

L'indice annuel de 1947 représente la moyenne des indices fournis pour 1946/47 et 1947/48 dans le rapport ci-dessus indiqué. Tous les autres indices sont tirés des mêmes sources que l'indice général.

Irlande : Les deux séries « constructions mécaniques et outillage » et « montage, construction, réparation de véhicules » ont été combinées à l'aide des coefficients de pondération suivants (1938) : 40 et 60. Les derniers renseignements revisés ont été communiqués par l'Office central de statistique.

Italie : Tous les indices sont tirés de la même source que l'indice général. Pour établir la relation avec l'avant-guerre, on s'est servi de l'indice de 1948 (1938 = 100). Cet indice compare la production civile d'avant guerre et la production civile actuelle; afin d'englober la production d'armements en 1938, l'indice de 1948 a été affecté d'un coefficient de réduction

de 12%, la production d'armements en 1948 étant considérée comme négligeable. Cet ajustement a été opéré d'après la publication *Censimento Industriale e Commerciale 1937-1939*, Volume III.

Norvège : Les indices mensuels pour la période 1947 à 1950 inclusivement ont été ajustés au niveau des indices annuels correspondants publiés dans *Norges Industri*. Tous les indices relatifs à 1951 et 1952 ont été reliés à l'indice annuel définitif de 1950.

Pays-Bas : Industrie des métaux. Les indices, ajustés pour tenir compte du nombre de jours de travail, ont été fournis par le Bureau central néerlandais de statistique.

Pologne : 1) *Wiadomości Statystyczne :* 2) *Statystyka Przemyslowa, 1947 ;* 3) *Trybuna Ludu*, 26 janvier 1952.

Des indices annuels approximatifs ont été calculés à partir des statistiques publiées dans 1) et combinés aux coefficients de pondération fondés sur les données relatives à l'emploi et aux salaires tirées de 2). Le champ de l'indice de la production englobe les secteurs suivants : cycles, clous, machines agricoles, machines-outils, câbles, accumulateurs électriques, lampes électriques, postes récepteurs de radio, appareillage téléphonique, moteurs électriques, transformateurs, fils d'acier. L'indice pour 1951 a été calculé d'après les pourcentages d'augmentation par rapport à 1950 indiqués dans 3).

Royaume-Uni : Industrie mécanique, constructions navales, et appareils électriques; véhicules; articles métalliques non compris ailleurs. Coefficients de pondération (1948) : 160, 80, 44. La production d'armements est comprise dans ces indices.

Suède : Les indices des années 1947 à 1950 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Les indices mensuels courants reposent sur le nombre d'heures-ouvriers effectuées et ont été reliés aux indices fournis par le Kommerskollegium.

Suisse : On s'est servi des chiffres relatifs à la valeur de la production pour la période 1947-1950, évalués par M. F. Kneschaurek, sous la direction de M. W. A. Johr, professeur à l'Université de St-Gall. Ces chiffres de valeur ont été réduits à l'aide des prix dérivés des exportations. La relation avec 1938 a été établie d'après le nombre d'heures-ouvrier effectuées, puis réduite de 6,5% afin de tenir compte des modifications de la productivité. Ce pourcentage de réduction a été établi par évaluation d'après *Fabrimétal*, Bruxelles, N° 64, 1947. L'indice relatif à 1951 a été calculé d'après le mouvement des heures-ouvrier effectuées depuis 1950.

Tchécoslovaquie : 1) *Hospodář*, 23 février 1950 ; 2) *Rudé Právo*, 21 février 1951.

Les indices annuels pour la période 1947-1949 (base 1937) ont été fournis directement par l'Office central de statistique. L'indice de 1949, fondé sur 1948, est tiré de 1). L'indice de 1950 a été calculé en combinant les pourcentages d'augmentation par rapport à 1949 pour les articles suivants : machines lourdes, véhicules à moteur et avions, appareils de précision, et industrie mécanique générale, extraits de 2). Coefficients de pondération : 4, 2, 1 et 1.

Industrie chimique (Tableau IV)

Comme le champ des indices varie de pays à pays, il a paru peu indiqué d'établir un indice d'ensemble pour les pays énumérés dans le tableau.

En principe, les indices englobent la production chimique de base (acides, bases et sels), les engrais, les graisses et huiles végétales et animales, et les produits chimiques divers (c'est-à-dire les groupes 311, 312 et 319 de la Classification internationale type par industrie, à l'exception, toutefois, de la production de rayonne souvent difficile à dissocier de l'industrie textile).

Autriche : L'indice de 1947 a été établi d'après des renseignements communiqués directement par le Haut Commissaire américain. Tous les autres indices ont été communiqués par le Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung. La production de caoutchouc n'est pas comprise.

Belgique : Indice communiqué par l'Institut de recherches économiques et sociales; il ne tient compte ni du savon, ni des produits sodiques.

Finlande : Les indices ont été revisés de la manière indiquée pour l'indice général.

France : La production de savon et d'oléagineux d'origine végétale a été ajoutée aux indices annuels alors qu'aux indices trimestriels on n'a pu ajouter que la production de savon.

Irlande : Savon et bougies; produits chimiques, médicaments, huiles, couleurs et vernis; engrais. Coefficients de pondération (1938) : 21, 61 et 18.

Italie : Les indices englobent la production de produits raffinés du charbon et du pétrole.

Norvège : Le niveau des indices mensuels pour 1951 et 1952 a été ajusté d'après le nouvel indice définitif de 1950 paru dans *Norges Industri, 1950*. On a ajouté la production des huiles industrielles aux indices annuels.

Pays-Bas : Les indices calculés sur l'année de base 1948 ont été ajustés pour tenir compte du nombre de jours de travail et ont été fournis par le Bureau central de statistiques.

Pologne : 1) *Gospodarka Planowa*, Avril 1949, page 263; 2) *Wiadomości Statystyczne*, N° 1, 1950.

Pour 1947 et 1948, on a calculé un indice d'après les renseignements relatifs à la production publiés dans 1) et 2) respectivement. On a compris dans le champ de l'indice les produits suivants : savon, engrais azotés, colorants, allumettes,

carbure de calcium, superphosphates, acide sulfurique et soude caustique. L'indice de 1949 a été calculé d'après le pourcentage d'augmentation par rapport à 1948 indiqué dans 1) pour les divers produits. De même, les indices de 1950 et 1951 ont été calculés d'après le pourcentage d'augmentation que donnent, pour les diverses marchandises, les rapports sur l'état d'exécution des plans. On s'est servi des indices trimestriels du Ministère des produits chimiques publiés dans les rapports sur l'état d'exécution des plans.

Suède : Les indices des années 1947 à 1950 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Le champ de ces indices n'englobe pas la distillation du bois. L'indice de 1951 (qui englobe la distillation du bois) a été établi par évaluation.

Suisse : La vie économique. Les indices ont été établis en prenant la moyenne de l'indice du volume des exportations et de l'indice des heures-ouvrier effectuées.

Textiles (Tableau V et Diagramme 15)

Les indices mentionnés sont ceux que les sources donnent comme concernant l'« industrie textile ». L'industrie de l'habillement n'est pas comprise dans le champ de l'indice, sauf lorsque cette industrie ne peut être dissociée de l'indice. La production de rayonne est comprise dans le champ de l'indice pour l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, le Royaume-Uni et la Suède.

Autriche : L'indice de 1947 a été évalué sur la base des anciens indices publiés dans les *Monatsberichte.*

Espagne : Boletín de Estadística. Les indices mentionnés procèdent de la combinaison des séries statistiques suivantes : peignés de laine, filés de laine, filés de coton, filés de rayonne et fibrane.

Finlande : Les indices ont été revisés de la même manière que les indices généraux.

Irlande : Toile, coton, jute, grosse toile et rayonne; lainages et peignés; bonneterie. Coefficients de pondération (1938) : 30, 29 et 41.

Pays-Bas : Les indices, ajustés pour tenir compte du nombre de jours de travail, ont été fournis par le Bureau central néerlandais de statistique.

Pologne : 1) *Wiadomości Statystyczne;* 2) *Trybuna Ludu,* 26 janvier 1952; 3) *Statystyka Przemyslowa, 1947.*

Les indices annuels pour les années 1947 à 1950 ont été calculés sur la base des renseignements relatifs à la production indiqués dans 1). Les produits compris dans le champ de l'indice sont les suivants : filés de coton, tissus de coton, filés de laine, tissus de laine, et tissus de rayonne. Les coefficients de pondération ont été établis par évaluation à partir des données relatives à l'emploi et aux salaires fournis dans 3). L'indice de 1951 a été établi à partir de renseignements analogues concernant la production et extraits de 2).

Suède : Les indices relatifs aux années 1947 à 1950 ont été communiqués par le Kommerskollegium et ne comprennent pas les vêtements de confection. Les indices trimestriels fournis par le Industriförbundet (base 1935) ont été ajustés au niveau des indices annuels. Les indices de 1951 et 1952, extraits de cette deuxième source, ont été reliés à l'indice définitif de 1950 indiqué dans la première.

Pour l'établissement du Diagramme 15, tous les indices de 1937 ont été extraits de l'*Annuaire Statistique de la Société des Nations, 1938/1939,* sauf pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, la Norvège et la Suède, pour lesquels on a utilisé les sources indiquées ci-dessus.

III. PRODUCTION ET CONSOMMATION DE PRODUITS INDUSTRIELS ET AGRICOLES

(Tableaux 17-19, 23, 54, 67-69, 71-76, VI-X, XXIV, XXVI-XXVII, XXIX-XXXIII et LVI, Diagrammes 3, 5, 17, 18 et 20, et tableaux dans le texte, pages 242 et 248)

1. Observations générales

Les chiffres de la production et de la consommation des principaux articles ont été surtout tirés de publications officielles, comme l'indiquent les notes des tableaux et les notes ci-après. Néanmoins, dans la plupart des cas, on a complété les chiffres originaux par des évaluations, dans les conditions qui sont exposées dans les paragraphes suivants.

Production d'avant guerre dans les limites territoriales d'après guerre

Dans de nombreux cas, la production d'avant guerre dans les limites territoriales d'après guerre a été indiquée pour l'Allemagne occidentale et la Pologne. Dans certains cas — pour le charbon et l'acier, par exemple — les évaluations proviennent des sources générales utilisées pour les tableaux; dans d'autres cas, les évaluations ont été faites par la Division des études et des programmes et les méthodes employées sont exposées dans les notes relatives à chaque tableau. Lorsque la production d'avant guerre de l'Allemagne occidentale est indiquée dans les limites territoriales d'après guerre, aucune évaluation n'a été faite pour la consommation en raison de la difficulté qu'il y a à évaluer le commerce entre les deux zones pendant cette période. Néanmoins, on s'est efforcé de faire une évaluation pour le Diagramme 3, afin d'obtenir un chiffre pour la consommation d'avant guerre en Europe occidentale; la méthode employée est exposée en détails dans les notes relatives à ce diagramme.

Importations et exportations nettes

Comme, pour un certain nombre d'articles et pour un certain nombre de pays, on ne dispose pas de statistiques directes de la consommation ni de renseignements sur les stocks, on a généralement calculé la consommation en ajoutant aux chiffres de la production les importations nettes ou en déduisant les exportations nettes. Les chiffres des échanges commerciaux utilisés pour ces calculs ont été tirés des statistiques officielles du commerce extérieur. Les chiffres des importations ou des exportations nettes des pays pour lesquels l'on ne dispose pas de statistiques officielles du commerce extérieur ont été tirés des statistiques commerciales des fournisseurs ou des clients de ces pays.

Les chiffres annuels concernant 1952 ont, dans certains cas, été établis par évaluation, d'après des données portant sur une période d'une durée inférieure à l'année entière. En outre, il n'est pas toujours certain que les statistiques des importations et des exportations portent sur les mêmes articles que les statistiques de la production. Les données concernant la consommation que l'on a obtenues de la sorte, en combinant des chiffres provenant de sources différentes, sont donc sujettes à de plus amples marges d'erreur que ne le sont les données relatives à la production.

2. Activité de l'industrie du batiment et principaux produits industriels (Tableaux 17, 18, 23, 67-69, 71-76, VI-X, XXIV et LVI, Diagrammes 17, 18 et 20, et tableaux dans le texte, pages 242 et 248)

Production de véhicules automobiles (Tableau X)

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik.

Autriche : Statistische Nachrichten.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Notiziario della Confederazione Generale dell'Industria Italiana.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Activité de l'industrie du bâtiment (Tableau IX)

Allemagne occidentale : 1) *Der Wohnungsbau in der Bundesrepublik Deutschland*; 2) *Wirtschaft und Statistik*, octobre 1952; 3) *Bundesbaublatt*, Ministère fédéral de la construction.

Pour la période 1949-1951, tous les renseignements concernant les logements dont la construction a été autorisée ont été tirés de 1), et les chiffres annuels concernant les logements terminés ont été tirés de 2). Pour 1952, tous les renseignements proviennent de 3). Il y a lieu de relever que la première source citée contient, pour 1950 et 1951, des chiffres mensuels sur les logements terminés. Toutefois, pour 1952, ces statistiques ont été établies sur une base différente, de sorte qu'elles ne sont plus comparables aux statistiques des années précédentes. En conséquence, les statistiques trimestrielles des logements terminés ont été indiquées pour 1952 seulement, encore que les chiffres indiqués ne portent pas sur le pays tout entier et ne correspondent pas au volume annuel effectif de construction. Il semble toutefois que le champ des statistiques s'étende progressivement.

Belgique : Pour les logements, *Bulletin de statistique*; pour l'indice de la construction, *Agence économique et financière*, Bruxelles.

Danemark : Pour les logements, les statistiques annuelles sont extraites de *Statistik Årbog*, 1951 et 1952. Les statistiques trimestrielles, tirées de *Statistike Efterretninger*, ne tiennent pas compte de la campagne. Les indices annuels de la construction ont été obtenus à partir des statistiques du revenu national aux prix courants et en prix constants, publiées dans *Statistik Årbog*, 1951 et 1952.

Espagne : Boletín de Estadística. Les statistiques portent exclusivement sur les capitales provinciales et les communes de plus de 20.000 habitants.

Finlande : Pour les logements, *Sosiaalinen Aikakauskirja.* Les statistiques portent sur trente-neuf districts urbains et ne sont donc pas comparables aux statistiques établies précédemment pour les années 1949 et 1950, qui portent sur vingt-huit districts urbains et ont été tirées de l'*Economic Review*, Kansallis-Osake-Pankki, Helsinki. Pour l'indice de la construction, on s'est servi de l'indice de l'emploi dans le bâtiment publié par la revue précitée.

France : Situation de la construction en France, Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, pour les statistiques relatives aux logements. L'indice de la construction est une composante de l'indice général de la production industrielle.

Italie : Bollettino mensile di Statistica. Les chiffres originaux concernant le nombre de pièces ont été convertis de manière à indiquer le nombre de logements; pour ce faire, on a utilisé des facteurs de conversion tirés des statistiques sur les pièces et sur les logements, parues dans l'*Annuario di Statistica*, 1949–1950 et 1951. Ces facteurs de conversion étaient : en 1949, 346 pièces pour 100 logements, et en 1950, 364 pièces pour 100 logements; pour 1951 et 1952, on s'est servi du facteur établi pour 1950. Les statistiques trimestrielles ne portent que sur les communes de plus de 20.000 habitants.

Luxembourg : Bulletin du Service d'études et de la Documentation économique et de l'Office de la statistique générale.

Norvège : Statistiske Meldinger. L'indice de la construction est établi d'après les chiffres de l'emploi dans le bâtiment, extraits de *Arbeidsmarkedet.*

Pays-Bas : Maandschrift CBS. L'indice de l'activité de l'industrie du bâtiment a été tiré de *Central Economic Plan, 1952.*

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. L'indice de la construction est une composante de l'indice général de la production industrielle.

Suède : Sociala Meddelanden, août 1950, juillet 1951 et juillet 1952 pour les statistiques annuelles relatives à 1949, 1950 et 1951 respectivement. Toutes les statistiques trimestrielles portent sur cinquante-trois villes seulement et sont extraites du *Konjunkturjournalen.* L'indice de la construction a été établi d'après le nombre d'ouvriers assurés, déduction faite du nombre des chômeurs dans l'industrie du bâtiment indiqué dans *Sociala Meddelanden.*

Suisse : La Vie économique. Toutes les statistiques annuelles, ainsi que les statistiques semestrielles relatives aux logements en cours de construction, portent sur l'ensemble du pays, à l'exception des communes les plus petites, où l'activité de l'industrie du bâtiment a été considérée comme négligeable. Avant 1951, les statistiques trimestrielles relatives aux logements autorisés et terminés portaient sur trente-trois villes, mais celles qui ont trait aux trimestres ultérieurs portent sur quarante-deux villes. L'indice de la construction est établi d'après le nombre de travailleurs employés et le nombre d'heures de travail hebdomadaire dans l'industrie du bâtiment, tirés de la même source.

Production de charbon, d'acier et d'électricité (Tableaux 67, 71, 74, 75, VI, VII et VIII)

Tous les renseignements concernant la production de charbon, d'acier et d'énergie électrique utilisés pour les Tableaux VI VII et VIII, ont été fournis par la Division du charbon, la Section de l'acier et la Section de l'énergie électrique des Divisions de l'industrie de la Commission économique pour l'Europe. En dehors des renseignements reçus directement des gouvernements, les chiffres utilisés figurent dans le *Bulletin trimestriel de statistiques du charbon pour l'Europe,* publié par la Division du charbon de la Commission économique pour l'Europe, et dans le *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe,* publié par la Section de l'acier de la Commission économique pour l'Europe.

Outre les sources susmentionnées, les diverses publications énumérées ci-après ont été utilisées pour les autres tableaux concernant le charbon, l'acier et l'énergie électrique :

Charbon

Statistische Übersicht über die Kohlenwirtschaft im Jahre 1937, Reichskohlenrat, Berlin. *Die Kohlenwirtschaft der Welt in Zahlen, Statistische Übersichten über die Kohlenwirtschaft Deutschlands und des Auslandes,* 1949 et 1952, Deutsche Kohlenbergbau-Leitung, Essen. *Annuaire statistique, 1951,* Nations Unies.

Acier et minerai de fer

Bulletin mensuel de statistique, Nations Unies. *Production minière et sidérurgique des principaux pays, 1864–1913,* Comité des forges de France, Paris, 1914. *Statistiques annuelles,* 1925, 1936, Comité des forges de France, Paris. *Statistisches Jahrbuch für die Eisen- und Stahlindustrie,* Stahlwerksverband A.G., Dusseldorf, 1931. *Statistical Report for 1916,* National Federation of Iron and Steel Manufacturers, Londres, 1917. *Annual Statistical Report,* 1931, 1946, 1951, American Iron and Steel Institute. *Sotsialistitcheskoe stroitelstvo S.S.S.R.,* 1935, 1938. *Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva Soyouza S.S.R.* Moscou, 1939. *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs,* 1916, 1930 et 1938 (utilisé également pour évaluer, pour les années d'avant guerre, les chiffres afférents respectivement à l'Allemagne orientale et à l'Allemagne occidentale).

Les chiffres concernant la capacité de production d'acier brut prévue pour 1956 dans les pays du Bénélux, en Italie et au Royaume-Uni, ont été tirés du *Monthly Statistical Bulletin,* British Iron and Steel Federation, Londres (respectivement novembre 1951, avril 1952 et novembre 1952) et, pour les autres pays, des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Continental Iron and Steel Trade Reports, La Haye, 1er juillet 1952.

Autriche : The Iron Age, Chilton Company, Inc., Philadelphie, 14 août 1952.

France-Sarre : Die Weltwirtschaft, Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, 1952, cahier 2, cette source cite le mémorandum adressé par le Gouvernement français à l'OECE.

Energie électrique

Annuaire statistique de la Société des Nations, 1936, 1937. *Annuaire statistique,* 1948, 1951, Nations Unies. *Bulletin mensuel de statistique,* Nations Unies. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich,* 1930, 1931, 1938 (utilisé également pour évaluer, pour les années d'avant guerre, les chiffres afférents respectivement à l'Allemagne orientale et à l'Allemagne occidentale). *Sotsialistitcheskoe stroitelstvo S.S.S.R., 1936, op. cit. Tretii piatiletnii plan, op. cit.*

Consommation d'électricité dans l'industrie par unité de force motrice installée (Tableau 72)

D'une manière générale, les industries intéressées sont les industries extractives, les industries manufacturières et l'industrie du bâtiment.

Consommation industrielle d'électricité

Les chiffres ont été fournis pas la Section de l'énergie électrique de la Commission économique pour l'Europe et ont été tirés des sources suivantes :

Allemagne : Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1934.

Bulgarie et Roumanie : Statistiques, Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique.

Etats-Unis : Census of Manufactures, 1939, Volume I.

Pologne : The Transactions of the Fourth World Power Conference, London, 1950, Lund & Humphries, Londres, 1952.

Pour les autres pays, les chiffres ont été communiqués directement par les gouvernements.

Force motrice installée

Allemagne : Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1936.

Autriche : Gewerbliche Betriebszählung vom 14. Juni 1930, Gesamtergebnisse für Österreich.

Belgique : Recensement économique et social, 1937.

Bulgarie : Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1942.

Danemark : Industriel Produktionsstatistik, 1939 et 1949.

Etats-Unis : Census of Manufactures, 1939, Volume I.

Finlande : Teollisuustilastoa, 1937 et 1951.

France : Statistique des forces motrices en 1931.

Hongrie : Annuaire statistique hongrois, 1938 et 1939; *Gazdaságstatisztikai Tájékoztató,* Vol. II, N° 8, 1948, et *Bulletin of the National Bank of Hungary,* mai-juin 1947, page 140.

Italie : Censimento Industriale e Commerciale, 1937-1940.

Norvège : Norges Industri.

Pays-Bas : Bedrijfstelling, 1930.

Pologne : Statystyka Przemyslowa, 1936.

Roumanie : Anuarul Statistic al României 1939 si 1940 et *Probleme Economice,* N° 2, mars 1948.

Royaume-Uni : Census of Production, 1930.

Suède : Industriberättelse, 1930, 1937, 1949.

Suisse : Statistique suisse des fabriques, 1937 et 1949.

Tchécoslovaquie : Zprávy Státního Úřadu Statistického, Vol. XV, 1934.

Consommation d'acier fini par 1.000 dollars de formation de capital fixe en 1951 (Tableau dans le texte, page 248)

En raison des difficultés rencontrées pour établir, pour ce tableau, des chiffres du commerce qui soient comparables entre eux, il convient de considérer les résultats obtenus comme des approximations.

Production et commerce de produits finis en acier

Toutes les statistiques pour les pays européens ont été extraites du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe,* publié par la Section de l'acier de la Commission économique pour l'Europe. Les produits finis en acier sur lesquels portent les statistiques, sont les suivants :

i) Production : matériel de voie, profilés lourds, profilés légers, fil machine, ronds pour tubes, feuillards, tôles de plus de 3 mm., tôles de moins de 3 mm., autres produits, demi-produits pour la vente, moulages d'acier parachevés, pièces de forge.

ii) Commerce : demi-produits, profilés, tôles fortes nues, tôles fines nues, feuillards, fer-blanc et tôles étamées, autres tôles revêtues, matériel de voie, fil machine, fils tréfilés, tubes et raccords, roues, bandages et essieux, moulages d'acier et pièces de forge n.d.a.

Importations et exportations indirectes

Pour tenir compte de l'acier utilisé dans la production de machines, de matériel de transport, etc., on a ajouté les chiffres relatifs au commerce de ces articles (compte tenu de certains ajustements) aux chiffres relatifs au commerce des produits finis susmentionnés. A l'exception des statistiques concernant le Royaume-Uni et les Etats-Unis, toutes les statistiques du commerce en poids ont été tirées du quatrième numéro de la série *Commodity Trade Statistics,* janvier-décembre 1951, publiée par l'Organisation des Nations Unies, Etudes statistiques, Série D, N° 10. D'après la Classification-type pour le commerce international, les articles visés sont les suivants : 699, 711 à 716 (inclus) et 731 à 735 (inclus).

Le poids des machines, etc., ainsi obtenu, a été converti en quantités équivalentes d'acier fini sur la base du coefficient 1,12.

Pour le Royaume-Uni, les chiffres relatifs au commerce indirect ont été tirés du *Monthly Statistical Bulletin,* juin 1952, British Iron and Steel Federation.

Dans le cas des Etats-Unis, on a estimé que le commerce indirect était négligeable par rapport au niveau de la consommation. On n'a donc tenu compte que des barres en acier fini et les chiffres ont été tirés du *Annual Statistical Report, 1951,* American Iron and Steel Institute.

Formation de capital fixe

Toutes les données, à l'exception de celles qui concernent les Etats-Unis, ont été extraites du Tableau 26. Toutes les fois que cela a été nécessaire, on a tenu compte de l'entretien et des réparations. Pour les Etats-Unis, les renseignements ont été tirés du *Survey of Current Business*, juillet 1952. Pour convertir les monnaies nationales en dollars des Etats-Unis, on s'est servi des taux de change courants.

Valeur de la consommation de charbon, d'acier et d'électricité en pourcentage de la dépense nationale en 1951
(Tableau dans le texte, page 248)

Dans ce tableau, les chiffres relatifs à la consommation ne tiennent pas compte des variations des stocks.

Charbon

Dans toute la mesure du possible, on a utilisé directement les valeurs de la production et du commerce pour calculer la consommation; dans les autres cas, on a multiplié les données en poids par des prix représentatifs.

Les chiffres de la production et du commerce en quantité ont été tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques du charbon pour l'Europe*, publié par la Division du charbon de la Commission économique pour l'Europe. Les prix unitaires ou les valeurs absolues pour les données relatives au commerce ont été tirés des statistiques nationales du commerce extérieur.

Allemagne occidentale : Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland, 1952 — prix départ mine de la houille et du lignite.

Belgique : Annales des Mines, mai 1952, Tableau 14 — valeur de la production.

Etats-Unis : Bulletin mensuel de statistique, Nations Unies — Prix du charbon bitumineux tout venant, f.o.b. sur wagon départ mine.

France : Rapport de gestion, 1951, Charbonnages de France — valeur de la production.

Italie : Bollettino mensile di Statistica — prix de gros moyen du charbon Sulcis, moins 33 % (évaluation de la marge de gros), appliqué aux chiffres de production.

Royaume-Uni : Report and Accounts, 1951, National Coal Board — valeur de la production.

Acier

Il se peut que les statistiques établies dans les divers pays pour la production et pour le commerce ne soient pas comparables entre elles; aussi a-t-on jugé opportun, dans le cas de l'acier, de calculer la consommation en quantité et de multiplier les chiffres de la consommation par les prix appropriés. A cet effet, tous les chiffres relatifs aux quantités ont été tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe, op. cit.*, excepté pour les Etats-Unis, pour lesquels les chiffres ont été extraits du *Annual Statistical Report, 1951*, American Iron and Steel Institute.

Les prix intérieurs de l'acier marchand par lesquels on a multiplié les chiffres indiquant les poids, pour calculer la consommation d'acier, ont été tirés des sources énumérées ci-après :

International Financial Statistics, Fonds monétaire international, Washington, D.C., *Bulletin mensuel de statistique*, Nations Unies. *Wirtschaft und Statistik*, Wiesbaden. *Metal Bulletin*, Londres. *Survey of Current Business*, Département du Commerce, Washington, D.C. *Bulletin mensuel de statistique*, I.N.S.E.E., Paris.

Electricité

Il convient de considérer les chiffres indiqués pour l'électricité comme étant des approximations, étant donné qu'il a fallu procéder à de nombreuses évaluations. Les sources et évaluations sont indiquées ci-après :

Allemagne occidentale : Elektrizitätswirtschaft, Zeitschrift der Vereinigung Deutscher Elektrizitätswerke, Francfort-sur-le-Main. Le prix de l'électricité consommée par les industries qui produisent leur propre énergie électrique, a été estimé à la moitié de celui de l'électricité produite par les services publics.

France : Comptes de gestion et Rapport d'activité, 1951. Electricité de France. Le prix de l'électricité consommée par les industries qui produisent leur propre énergie électrique, a été estimé à la moitié de celui de l'électricité fournie par l'Electricité de France.

Italie : Evaluations d'après les renseignements fournis au Secrétariat.

Royaume-Uni : Fourth Report and Accounts, 1951/52, British Electricity Authority. Le prix de l'électricité consommée par les industries qui produisent leur propre énergie électrique a été estimé à la moitié de celui de l'électricité produite par les services publics.

Suisse : Bulletin de l'Association suisse des Electriciens, N° 3, 1952, Zurich.

Dépense nationale en 1951

Toutes les données ont été tirées du Tableau XXII.

Produits des industries mécaniques : production, commerce et approvisionnement (Tableaux 68, 69 et 76 et Diagramme 20)

Les produits des industries mécaniques constituent le groupe 4 (machines, appareils électriques) et le groupe 5/6 (voitures de tourisme et matériel de transport) de la classification des produits en 10 groupes utilisée pour le Tableau LV.

La valeur de la production indiquée est, en principe, la valeur brute (non compris les réparations et l'entretien), nette de taxes à la production et déduction faite des produits qui pourraient être comptés deux fois — c'est-à-dire sans compter les fournitures de produits effectuées par une industrie à une autre. Sauf indication contraire, on a déduit 13% de la production brute pour tenir compte de ces doubles emplois éventuels. Les chiffres indiqués pour les importations, les exportations et les approvisionnements intérieurs, n'ont pas été ajustés pour tenir compte des marges de distribution.

On a converti les chiffres relatifs à la valeur brute de la production en 1951 en dollars en les multipliant par les taux de change officiels. Les publications statistiques nationales énumérées ci-après ont été utilisées. Lorsqu'on n'a pas pu obtenir les chiffres pour l'année 1951, on s'est servi des chiffres les plus récents et l'on a procédé à des évaluations pour 1951 en utilisant les indices de production (dans toute la mesure du possible, séparément pour le matériel de transport et les autres produits des industries mécaniques) et les indices des prix de gros pour les produits des industries mécaniques ou les métaux.

On a obtenu les chiffres de production pour 1938 et 1948 en appliquant aux chiffres relatifs à 1951 les indices de la production des industries mécaniques qui sont indiqués au Tableau III. Les données relatives au commerce extérieur indiquées en valeur courante dans les statistiques nationales du commerce extérieur ont été ajustées aux niveaux des prix de 1951 au moyen d'une méthode analogue à celle qui est décrite pour le Tableau LV.

Allemagne occidentale : Die Industrie der Bundesrepublik Deutschland, Partie 3, Vol. 2, N° 2. Les chiffres relatifs à la production ont été indiqués pour 1951. La valeur des produits comptés deux fois a été évaluée à 23% en moyenne du total, d'après un article intitulé : « Die Investitionen im Rahmen der Sozialproduktsberechnung », publié dans *Wirtschaft und Statistik*, janvier 1952.

Autriche : Les chiffres concernant la production en 1951 ont été fournis par l'Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Belgique : Fabrimétal, Rapport annuel du Conseil d'administration, 1951. Les chiffres donnés sont relatifs à la production en 1951 et s'appliquent aux « expéditions ».

Danemark : Dansk Industriberetning 1950, Industriforeningen i København, 1952. Chiffres relatifs à la production en 1950.

Finlande : Teollisuustilastoa, 1949. Chiffres relatifs à la production en 1949.

France : Bulletin mensuel de statistique, supplément juillet-septembre 1952, pages 31 à 43. Les chiffres pour 1950 sont indiqués sous la forme d'une évaluation du chiffre d'affaires, taxé et net de taxe. Ces statistiques comprennent les catégories suivantes d'articles : « moteurs mécaniques et pompes », « construction de machines et de matériel mécanique pour l'agriculture, l'industrie, les transports ferroviaires », « constructions navales », « constructions aéronautiques » et « constructions électriques ». On a procédé à des déductions pour tenir compte de la valeur des réparations — 7% en moyenne — sur la base des renseignements disponibles pour le Royaume-Uni, ainsi que pour tenir compte des produits comptés deux fois, — 20% en moyenne — sur la base des renseignements disponibles pour le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale. En outre, on a déduit 20%, ce qui représente l'évaluation faite de la taxe à la production, et les chiffres ont été ajustés de 4% en moyenne pour tenir compte de l'évasion fiscale. Il a fallu procéder à un calcul distinct pour les « automobiles et cycles », les statistiques françaises du chiffre d'affaires comprenant également les garages sous cette rubrique. On a évalué la valeur de la production d'après le chiffre correspondant du Royaume-Uni, compte tenu du nombre de voitures fabriquées dans les deux pays, ainsi que des différences qui existent entre eux pour ce qui est des prix dérivés des exportations. On s'est servi des indices de prix de détail pour les appareils ménagers et des indices des prix des véhicules, départ usine, publiés dans le *Bulletin hebdomadaire de statistique*, le 8 novembre et le 13 décembre 1952.

Irlande : Résultats du recensement de la production pour 1950, tels qu'ils ont été publiés dans divers numéros du *Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.*

Italie : Rilievi e Proposte sulla Industria Meccanica Italiana, Commissione Indagini e Studi sull'Industria Meccanica, Rome, 1952. Les chiffres relatifs à la production de 1950 ont été utilisés. La proportion des produits comptés deux fois, qui est évaluée à 14%, a été tirée des données concernant les relations interindustrielles publiées dans *L'industria*, N° 4, 1952, Milan.

Norvège : Norges Industri, 1950. Chiffres indiqués pour 1950.

Pays-Bas : Maandschrift CBS, juillet-octobre 1951 et janvier-avril 1952. Les chiffres pour 1951 ont été utilisés et la proportion des produits comptés deux fois, qui est évaluée à 13%, a été tirée des données concernant les relations interindustrielles publiées dans *National Accounts of the Netherlands, 1948-1949*, CBS, 1952.

Royaume-Uni : First Preliminary Results of the Census of Production for 1948 et *Final Report on the Census of Production in 1948*. Les chiffres relatifs à la production ont été fournis pour 1948; on a calculé la production en 1951 en utilisant des indices de production distincts pour les véhicules et pour les autres produits des industries mécaniques et les indices des prix de gros pour le fer et l'acier. La proportion des produits comptés deux fois, qui est évaluée à 17%, a été tirée des données concernant les relations interindustrielles en 1935, publiées dans un article intitulé « The Interdependence of the British Economy » dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, Series A (general), Vol. CXV, Part 1, 1952.

Suède : Industri, 1949. Chiffres indiqués pour 1949. On a utilisé l'indice des prix de gros pour les machines et le matériel de transport.

Production, commerce et consommation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Tableau LVI)

Pour le charbon et le coke, les chiffres ont été tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques du charbon pour l'Europe, op. cit.*, et des statistiques des pays intéressés; pour le minerai de fer, la ferraille et les produits finis en acier, du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe, op cit.*, septembre 1952, des statistiques des pays intéressés et du *Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française, série bleue*, Paris, N°s 90, 94, 95, 102 et 105 de 1952 (pour les données relatives à 1951).

Pour une définition exacte des termes « charbon » et « acier » tels qu'ils sont utilisés par la Communauté européenne du charbon et de l'acier, voir l'Annexe I au Traité. Dans la mesure du possible, seuls les produits finis mentionnés dans cette Annexe figurent dans le tableau.

Pour le commerce entre les pays membres de la Communauté, on a comparé dans chaque cas les chiffres fournis par les pays importateurs et par les pays exportateurs, et l'on n'a relevé que de légères différences entre les uns et les autres, sauf en ce qui concerne les exportations de ferraille en provenance de la France, à destination de la Belgique et de l'Italie. Il est apparu qu'une partie des exportations françaises de ferraille ne sont pas enregistrées comme telles dans les statistiques nationales du commerce extérieur, mais qu'elles figurent sous d'autres rubriques (matériel de voie, par exemple), et il a été décidé, en conséquence, d'adopter les chiffres fournis par l'Italie et la Belgique pour leurs importations, et non les chiffres indiqués par la France pour ses exportations. (Pour donner une idée de l'importance de la différence, les statistiques de la France indiquent qu'elle a exporté 88.000 tonnes de ferraille en Italie en 1951, alors que le chiffre indiqué dans les statistiques italiennes est de 300.000 tonnes.)

La production, le commerce et la consommation des divers produits sont définis comme suit :

Charbon

Production — production nette à la mine, après déduction de la consommation dans les mines et des livraisons aux mineurs.

Importations totales — importations auxquelles on ajoute (ou desquelles on déduit) les variations de stocks des importateurs dans les ports ou dans les principaux centres de distribution.

Exportations totales — chargements. Non compris le charbon de soute.

Consommation apparente — total de la production et des importations, déduction faite des exportations (telles qu'elles sont définies ici), compte tenu des variations de stocks à la mine.

Coke

Production — production nette des cokeries (c'est-à-dire déduction faite de leur propre consommation).

Importations et exportations totales — mêmes définitions que pour le charbon.

Consommation apparente — même définition que pour le charbon, en remplaçant les variations de stocks à la mine par les variations de stocks dans les cokeries.

Minerai de fer

Tous les chiffres ont été convertis en quantités de métal contenu.

Production — on a appliqué les pourcentages de teneur en fer indiqués dans le *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe, op. cit.*

Importations et exportations totales — on a converti les chiffres relatifs aux importations en quantités de métal contenu en appliquant des facteurs de conversion différents suivant les régions d'origine, ainsi qu'il est indiqué dans le *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe* et dans l'étude intitulée *Evolution et perspectives de la sidérurgie européenne dans le cadre du marché mondial de l'acier*, publiée par la Division de l'acier de la Commission économique pour l'Europe, Genève, 1949 (N° de vente : 1949.II.E.2.). Dans le cas des exportations françaises, il a été indispensable d'établir une distinction entre les minerais pauvres de Lorraine et les minerais plus riches extraits ailleurs. Dans ce but, on a eu recours à un tableau de *l'Usine nouvelle* du 9 octobre 1952, qui classe les exportations de minerai en 1951 selon les régions d'origine; la même répartition a été appliquée aux exportations totales effectuées en 1952.

Ferraille

Production — Consommation, déduction faite des importations nettes.

Consommation — quantité totale de la ferraille utilisée dans les hauts fourneaux, les aciéries, le raffinage de fer, les laminoirs à fer et les fonderies de fonte.

Produits finis en acier

Production — sont compris tous les produits indiqués dans le *Bulletin trimestriel de statistique de l'acier pour l'Europe* comme produits élaborés à chaud ou produits finaux, à l'exception des ronds pour tubes, des moulages d'acier parachevés, des pièces de forge, des tubes d'acier et des fils tréfilés.

Importations et exportations totales — sont compris tous les produits d'acier indiqués dans la même source, à l'exception des lingots et des demi-produits, des tubes et raccords, des roues, des bandages et essieux et des autres moulages et pièces de forge.

Commerce avec les autres membres de la Communauté — les chiffres ont été tirés du *Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française, op. cit.*, pour 1951, et des statistiques nationales pour 1952. On a ajusté ces chiffres pour les rendre conformes à la définition utilisée pour le commerce total; en particulier, il n'a pas été tenu compte des fils tréfilés, des feuillards laminés à froid, des tubes et raccords, des roues, des bandages et essieux, des moulages et des pièces de forge d'acier, et des ronds calibrés.

Production, commerce et consommation de tissus de coton, de rayonne et de laine (Diagrammes 17 et 18)

Les statistiques nationales du commerce extérieur, que l'on a utilisées pour obtenir les chiffres relatifs au commerce, sont généralement établies de façon suffisamment détaillée pour permettre de classer un produit dans tel ou tel groupe selon la définition adoptée. Par contre, les statistiques de la production sont d'habitude moins détaillées et moins nettement définies, de sorte que les chiffres utilisés pour la production peuvent ne pas porter exactement sur les mêmes articles que les statistiques utilisées pour le commerce. On trouvera ci-après l'indication des sources et des rubriques utilisées pour la production, et pour le commerce :

Royaume-Uni :

Tissus de coton : *Pour la production — Cotton Board Trade Letter*, The Cotton Board, Manchester, pour les tissus de coton à la pièce. *Pour le commerce* — Class III, Group I, cotton manufactures (except apparel, embroidery and cordage), total of woven piece goods of all kinds.

Tissus de laine : *Pour la production — Monthly Digest of Statistics*, woven woollen fabrics excluding blankets, blankets and carpets. *Pour le commerce* — Class III, Group J, woollen and worsted manufactures (except apparel and embroidery), tissues, felt, carpets, carpeting, etc., blankets.

Tissus de rayonne et de fibrane : *Pour la production — Cotton Board Trade Letter, op. cit.*, rayon fabrics and mixtures. *Pour le commerce* — Class III, Group K, manufactures of artificial silk, except apparel, either wholly of artificial silk or of artificial silk mixed with other materials except silk.

Belgique-Luxembourg :

Tissus de coton : *Pour la production — Bulletin de Statistique*, production des tissus écrus tombés des métiers. *Pour le commerce* — rubriques 527-534, 537, 538, 589b, 590d, et 597a.

Tissus de laine : *Pour la production — ibid.*, production de tissus écrus tombés des métiers. *Pour le commerce* — rubriques 507-511, 516 et 517.

Tissus de rayonne : *Pour la production — ibid.*, tissus de rayonne et de fibres de rayonne. *Pour le commerce* — rubriques 469 à 485, 489 et 490.

Allemagne occidentale :

Tissus de coton : *Pour la production — Die Industrie der Bundesrepublik Deutschland*, Teil 2, Baumwoll-Webereien. *Pour le commerce* — II Ca 4.

Tissus de laine : *Pour la production — ibid.*, Woll-Webereien. *Pour le commerce* — II Ca 3.

Tissus de rayonne et de fibrane : *Pour la production — ibid.*, Seiden- und Samt-Webereien. *Pour le commerce* — rubriques 401b, 402b, $403A_2$, A_5, B_2 et B_4, $406A_2$ et B_2, $407C_1$, C_2, C_3 et C_4, $407D_2$ et D_3, 408b.

France :

Tissus de coton : *Pour la production — Bulletin mensuel de Statistique industrielle*, tissus purs ou mélangés, à chaîne et à trame, à l'exclusion des articles de bonneterie, dentelles, filets de pêche. *Pour le commerce* — rubriques 12-47, 12-63-6, 12-93-5 et 12-93-6.

Tissus de laine : *Pour la production — ibid.*, tissus bruts à chaîne et à trame, à l'exclusion des articles de bonneterie, dentelles, filets de pêche. *Pour le commerce* — rubriques 12-45, 12-63-4, 12-82-2, 12-93-3 et 12-93-4.

Tissus de rayonne et de fibrane : *Pour la production — ibid.*, tissus de soie et de rayonne, à chaîne et à trame, à l'exclusion des articles de bonneterie, dentelles, filets de pêche. *Pour le commerce* — rubriques 12-44, 12-48, 12-49, 12-61-3, 12-61-8, 12-63-3, 12-63-7, 12-65-40, 12-93-70, 12-93-80.

Pays-Bas :

Tissus de coton : *Pour la production — Maandschrift CBS*, tissus de coton et de rayonne à la pièce (filés utilisés). *Pour le commerce* — rubriques 527.000 à 533.002 et 537.000 à 539.000.

Tissus de laine : *Pour la production — ibid.*, consommation de filés pour les tissus faits en filés de laine. *Pour le commerce* — rubriques 507.000 à 511.001, et 564.000, 564.001.

Tissus de rayonne et de fibrane : *Pour la production — Cotton Board Trade Letter, op. cit.*, consommation de filés (cf. tissus de rayonne). *Pour le commerce* — rubriques 469.000 à 485.000, 489.000 et 490.000.

Italie :

Tissus de coton : *Pour la production — Notiziario della Confederazione generale dell'Industria italiana*, tessuti di puro cotone, di fiocco, di raion, di altre fibre e misti. *Pour le commerce :* rubriques 2.507 à 2.534.

Tissus de laine : *Pour la production — Bollettino del Comitato Carboni*, tessuti, di cui di pura lana. *Pour le commerce* — rubriques 2.438 à 2.444, 2.447 à 2.448, 2.449 à 2.451, 2.618 à 2.620 et 2.666.

Tissus de rayonne et de fibrane : *Pour la production — Cotton Board Trade Letter, op. cit.*, tissus de rayonne et de fibrane à la pièce. *Pour le commerce* — rubriques 2.357 à 2.384, 2.393 à 2.407, 2.614, 2.628, 2.629, 2.647, 2.648, 2.723 et 2.726.

Activité dans l'industrie textile des divers pays (Tableau XXIV)

Pour le coton et la rayonne, les indices ont été calculés d'après les renseignements contenus dans la *Quarterly Statistical Review*, The Cotton Board, Manchester. Lorsque cette revue ne donne pas de chiffre pour la production de filés de rayonne, on a procédé à des évaluations à partir des chiffres indiqués pour la consommation de fibres de rayonne dans les filatures de coton, dans les *International Cotton Statistics*, Fédération internationale des associations de filateurs et fabricants de coton, Manchester. La rubrique « production de tissus » comprend les tissus de coton uniquement pour la Belgique, l'Inde et le Mexique. Les chiffres indiqués pour les filés de laine proviennent des *First and Fifth Wool Questionnaires*, Commonwealth Economic Committee, Londres; les indices ont pour base soit l'année 1937, soit l'année 1938. Les évaluations relatives à la capacité de production de rayonne ont été tirées de *Textile Organon*, Textile Economics Bureau, Inc., New-York, janvier 1952.

La production industrielle de l'Union Soviétique et les objectifs fixés pour 1955 (Tableau 17)

La plupart des chiffres relatifs à la production effective ont été publiés précédemment dans l'ETUDE pour 1951 (Tableau 58) et les sources et méthodes utilisées y sont décrites à la page 269. Pour 1951 et 1952, les chiffres relatifs à la production ont été calculés d'après les pourcentages d'augmentation cités respectivement dans les *Izvestia* du 29 janvier 1952 et du 23 janvier 1953. On trouve dans le rapport de M. G. M. Malenkov au XIX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (*Pravda*, 6 octobre 1952), certains détails concernant l'exécution du Plan en 1952, qui ont été utilisés dans le tableau lorsque l'on ne disposait pas des chiffres de la production effective en dehors des renseignements provenant des sources énumérées ci-après. Les augmentations prévues dans le Plan pour 1955 ont été publiées dans les « Directives du XIX[e] Congrès du Parti en ce qui concerne l'exécution du cinquième Plan quinquennal de développement de l'U.R.R.S. pour 1951–1955 » (*Pravda*, 12 octobre 1952). Pour les sciages, le chiffre de l'augmentation prévue a été indiqué par M. Z. Sabourov (*Pravda*, 10 octobre 1952), pour la toile et les vêtements en tricot par M. A. N. Kossyguine (*Pravda*, 13 octobre 1952) et pour le sucre par M. A. I. Mikoyan (*Pravda*, 12 octobre 1952).

Les autres chiffres proviennent des sources énumérées ci-après :

Aluminium : Pour 1937, *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 55; pour 1940 : N. Voznessensky, *Economic Results of the U.S.S.R. in 1940*, Moscou, 1941, page 37 (augmentation de 59% par rapport à 1937). En 1945, la production s'est élevée à 144% par rapport à celle d'avant guerre (*Izvestia*, 2 avril 1946). Le chiffre prévu dans le Plan pour 1950 représentait 200% de la production de 1945.

Gaz naturel : En 1937, la production de gaz naturel était insignifiante (*Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 202).

Tourbe : Pour 1937, le chiffre de production a été tiré de *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 202; pour 1940, de Notkine, *Otcherki teorii sotsialistitcheskogo vosproïzvodstva*, Moscou, 1948, page 224. L'objectif prévu dans le Plan pour 1950 (*Izvestia*, 9 avril 1948) a été atteint à concurrence de 95,8% (*Torfyanya Promychlennost*, n° 1, 1951). Pour 1946, le chiffre de production a été calculé d'après celui de la production en 1947 (indiqué dans la *Pravda* du 27 mars 1948, comme ayant atteint le niveau d'avant guerre, et comme dépassant de vingt fois le niveau antérieur à la Révolution qui était de 1,6 million de tonnes); or, la production de 1947 était supérieure de 14% à celle de 1946 (*Izvestia*, 12 mars 1948).

Chaudières à vapeur : Pour 1937 : *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 206; pour 1938 de *Bolchaya Sovetskaya Entsiklopedia, Tom S.S.S.R.*, page 816.

Batteuses mécaniques : Pour 1935 : *Sotsialistitcheskoe stroitelstvo S.S.S.R.*, Moscou, 1936, page 162.

Briques : pour 1937 : *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 205.

Soieries : M. G. M. Malenkov (*Pravda*, 6 octobre 1952) a déclaré que le chiffre de 218 millions de mètres prévu dans le Plan pour 1952 était de 2,8 fois plus élevé que celui de 1940; de son côté, M. A. N. Kossyguine (*Pravda*, 13 octobre 1952), après avoir répété cette déclaration, a indiqué qu'en 1952 la production représentait plus du triple de celle de 1940 et qu'en 1953 elle serait le quintuple de cette production. Ces deux déclarations paraissent contradictoires : M. Malenkov

donne le chiffre de 77,9 millions de mètres pour la production d'avant guerre (le chiffre minimum étant au plus de 75 millions de mètres) alors que d'après la deuxième déclaration de M. Kossyguine, la production d'avant guerre correspondrait au chiffre de 69,5 millions de mètres, calculé d'après les renseignements contenus dans *Tekstilnaia Promychlennost*, nº 10, 1947 (l'objectif prévu pour 1950 — 141 millions de mètres — représentait 203% de la production de 1940). Si l'on se fonde sur une déclaration parue dans un communiqué de l'agence Tass du 3 décembre 1951, et d'après laquelle la production en 1951 aurait été de 150% supérieure à celle de 1940, on peut en déduire qu'en 1940 la production était de 72 millions de mètres. Il se peut que le chiffre de 77 millions cité par M. Malenkov comprenne aussi la production artisanale, tandis que celui cité par M. Kossyguine, en sa qualité de ministre des industries légères, porte seulement sur la production relevant de son ministère. Pour 1951, les chiffres ont été calculés d'après la déclaration (Radio Moscou, 28 janvier 1952) selon laquelle l'objectif prévu dans le Plan pour 1952 était de 40% supérieur à celui de 1951, et l'on a poursuivi les calculs de la même manière en remontant jusqu'en 1948, à partir des résultats indiqués dans les rapports annuels sur l'état d'exécution du Plan. Pour 1947, on a calculé le chiffre de production d'après les renseignements contenus dans la *Pravda* du 11 janvier 1949 (la production ayant été, en 1948, supérieure de 44% à celle de 1947); pour 1946, on s'est servi des renseignements contenus dans *Tekstilnaia Promychlennost*, nº 5, 1948 (la production ayant été en 1947 supérieure de 36% à celle de 1946). En 1946, la production a été supérieure de 35,2% à celle de 1945 (*ibid.*, nº 1, 1947), ce qui donne un chiffre de 33 millions de mètres, qui correspond à la déclaration d'après laquelle l'objectif prévu dans le Plan pour 1950 représentait le quadruple de la production de 1945 (*ibid.*, nº 11, 1947).

Toile : Pour 1937 : *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, page 209 ; pour 1938 : *Sotsialistitcheskoe stroitelstvo Soiouza S.S.R.*, Moscou, 1938, page 73 ; pour le chiffre prévu dans le Plan pour 1950 : *Tekstilnaia Promychlennost*, Nº 11–12, 1945.

Vêtements en tricot : Pour 1937 : *Tretti piatiletnii plan, loc. cit.*

Chaussures en caoutchouc : On a calculé le chiffre de la production en 1951 en se fondant sur la déclaration d'après laquelle le Plan prévoyait pour 1952 la création d'usines nouvelles permettant de fabriquer 17,6 millions de paires de chaussures (*Izvestia*, 5 février 1952). M. Malenkov ayant indiqué que le Plan prévoyait pour 1952 la fabrication de 10 millions de paires de chaussures de cuir de plus qu'en 1951, il est probable que le reste, c'est-à-dire 125 millions de paires, s'applique aux chaussures de caoutchouc. *Statisztikai Tájékoztató*, le bulletin du Bureau de statistique hongrois, cite également le chiffre de 125 millions de paires (Nº 4, 1952, page 55). On a calculé les chiffres pour chaque année en remontant jusqu'en 1946, à partir des augmentations annuelles indiquées dans les rapports sur l'exécution du Plan.

Margarine : D'après M. Mikoyan (*Pravda*, 12 octobre 1952), l'objectif prévu pour 1955 représente le triple de la production de 1940 (d'après le numéro de *Soviet News* du 24 mars 1948, cette production avait été de 118.000 tonnes). La *Pravda* du 11 mars 1951 indiquait qu'en 1950, la production avait été supérieure de 61% à celle de 1940 et la revue *Bolchevik*, (Nº 4, 1952, page 49), que l'objectif prévu pour 1952 était supérieur de 110% à la production de 1940. La margarine n'a jamais figuré dans les rapports annuels sur l'exécution du Plan ; on ne dispose donc d'aucun chiffre pour les années précédentes.

Beurre : D'après M. Mikoyan (*Pravda*, 12 octobre 1952), en 1951, la production a dépassé de 132.000 tonnes celle de 1940 et la revue *Bolchevik* (Nº 4, 1952) a signalé que l'objectif prévu pour 1952, indiqué par M. Malenkov comme devant dépasser 380.000 tonnes, était supérieur de 88% à la production de 1940. Ceci donne pour 1952 un objectif de 387.000 tonnes, si l'on considère qu'en 1940 la production a été de 206.000 tonnes — c'est-à-dire sur la base de l'arrondissement maximum des chiffres publiés des augmentations. Une autre déclaration de M. Mikoyan indiquant qu'en 1955 la production serait de 2,7 fois supérieure à celle d'avant guerre et les *Directives du Plan* (d'après lesquelles la production serait en 1955 supérieure de 172% à celle de 1950) confirment ce chiffre.

Huiles végétales : L'objectif prévu pour 1952 est supérieur de 34% à la production de 1940 (*Bolchevik*, Nº 4, 1952).

Poisson : D'après M. Mikoyan (*Pravda*, 12 octobre 1952), le produit de la pêche doit être en 1952 supérieur de 70% à ce qu'il était en 1940.

Viande : On peut considérer que le chiffre de 709.000 tonnes, cité par M. Mikoyan (*Pravda*, 12 octobre 1952) comme représentant l'augmentation de la production de viande pendant les années 1946 à 1951, équivaut au total des augmentations calculé d'après les rapports annuels sur l'exécution du Plan (en partant de l'hypothèse que, par suite d'une forte sécheresse, il n'y a pas eu d'augmentation de 1946 à 1947, année pour laquelle aucun chiffre n'a été publié). Le total des augmentations étant de 100%, on peut en déduire que la production s'est élevée, en 1947, à 709.000 tonnes, et l'on peut calculer les résultats des années suivantes à partir des données indiquées dans les rapports annuels sur l'exécution du Plan. En 1950, la production a dépassé de 7% celle de 1940 (*Izvestia*, 17 avril 1951) et l'objectif prévu pour 1955 est supérieur de 92% à la production de 1950 (*Directives du Plan*), soit le double de celle de 1940 (Mikoyan, *loc. cit.*). Il a été indiqué que l'objectif prévu dans le Plan pour 1952 était supérieur de 17% à la production de 1951 (Radio Moscou, 15 février 1952).

Sucre : D'après M. Mikoyan, l'augmentation de la production a été de 454.000 tonnes de 1950 à 1951 (*Pravda*, 12 octobre 1952), soit 18% (*Izvestia*, 29 janvier 1952). L'objectif prévu pour 1955 représente le double de la production d'avant guerre, d'après M. Mikoyan (*loc. cit.*) et, en 1952, la production a dépassé de 50% celle de 1940. M. Malenkov a indiqué que l'objectif fixé pour 1952 était 3.300.000 tonnes.

Conserves alimentaires : En 1940, la production a été de 1 milliard de boîtes (*Pichtchevaia promychlennost v novoy piatiletke*, Moscou, 1948) ; en 1950, la production a dépassé de 48 % celle de 1940 (*Planovoe Khoziaistvo*, N° 5, 1951) ; d'après le Plan, elle devait être, en 1952, supérieure de 78 % à celle de 1940 (*Bolchevik*, N° 4, 1952) et elle devait être, en 1955, trois fois plus élevée qu'en 1940 (Mikoyan, *loc. cit.*), soit, plus exactement, 2,1 fois celle de 1950 (*Directives du Plan*). Pour les années antérieures à 1952, en remontant jusqu'en 1948, on a calculé le chiffre de la production à partir des données indiquées dans les rapports annuels sur l'exécution du Plan. En 1946, la production avait été la moitié de celle de 1949 (*Pravda*, 22 août 1950); en 1947, elle a dépassé de 25 % celle de 1946 (*Soviet Monitor*, Agence Tass, Londres, 17 janvier 1948) et, en 1948, de 41 % celle de 1947 (*Izvestia*, 18 février 1949).

Production d'énergie électrique en Union soviétique (Tableau 18)

Pour la production totale d'énergie électrique, voir les notes relatives au Tableau 17. En 1940, les centrales hydro-électriques produisaient 10,5 % de la production totale d'énergie électrique (*Izvestia*, 16 mars 1946), soit 5,07 milliards de kWh. Pour 1950, le Plan prévoyait que l'énergie hydraulique représentait 15,2 % (*ibid.*), soit 12,46 milliards de kWh. D'après *Elektritchestvo*, N° 1, 1952, page 1, qui indique qu'en 1950 la production d'énergie hydraulique a été de 12,7 milliards de kWh environ, cette production a augmenté de 2,5 fois entre 1940 et 1950. D'après les *Directives du Plan*, de nouvelles centrales hydro-électriques ayant une puissance installée de 4.016.000 kW seront construites de 1951 à 1955, ce qui implique une augmentation annuelle de la production de 19 à 20 milliards de kWh, d'après les chiffres publiés sur la production et la puissance des différentes centrales prises séparément. Cela donne un chiffre de 33 milliards de kWh environ pour la production totale d'énergie hydraulique en 1955, chiffre qui correspond aux *Directives du Plan*, d'après lesquelles la capacité de production d'énergie hydro-électrique doit être triplée. Compte tenu d'un meilleur débit résultant des améliorations apportées aux installations existantes sur les cours d'eau et d'autres perfectionnements du fonctionnement, la production pourra être au maximum de 35 milliards de kWh en 1955.

Production prévue de charbon, d'acier, de lignite, d'énergie électrique et de produits des industries mécaniques en Europe orientale (Tableau 73)

Allemagne orientale : Gesetz über den Fünfjahrplan, Schriftenreihe der D.D.R., N° 8, 1951, et *Die Wirtschaft*, 27 juillet 1951. Tous les chiffres relatifs aux objectifs ont été tirés du premier document cité. On a calculé l'indice de la production des industries mécaniques pour 1955 (1950=100) en combinant les indices de production de machines, de constructions électrotechniques, d'instruments d'optique et de précision, les coefficients de pondération étant fixés d'après la production prévue pour 1950 dans chacun de ces secteurs. Ces coefficients ont été empruntés à la deuxième source susmentionnée.

Bulgarie : Planovo Stopanstvo, N° 10, décembre 1948. Rapport sur le plan quinquennal.

Hongrie : Statisztikai Szemle, N° 5, mai 1951 et *Magyar Technika*, N°s 1 et 2, 1952.

Tous les chiffres relatifs aux objectifs proviennent de la première source citée, dans laquelle sont indiquées les revisions qui ont été apportées au plan initial. Afin d'exprimer l'objectif fixé pour la production de charbon y compris le lignite en quantités équivalentes de houille, des coefficients ont été calculés d'après les renseignements tirés de la deuxième source susmentionnée.

Pologne : Dziennik Ustaw, N° 37, 1950 — Rapport sur le plan sexennal; *Gospodarka Planowa*, N° 6, 1952, — modifications apportées au plan initial; *Mechanik* N° 1, 1951 — objectif revisé pour la production des industries mécaniques.

Roumanie : La Roumanie nouvelle, 1er janvier 1951 — Rapport sur le plan quinquennal.

Tchécoslovaquie : The First Czechoslovak Economic Five-year Plan, Ministère de l'information et de la culture, Prague, juillet 1949; *Hospodář*, 1er mars 1951 — modifications apportées au plan initial; *Pour une Paix durable, pour une Démocratie populaire*, organe du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, Bucarest, 12 janvier 1951 — objectif revisé pour la production des industries mécaniques.

Population et production en Union soviétique et en Europe occidentale (Tableau 23)

Pour l'Union soviétique, les sources sont les mêmes que celles qui ont été utilisées pour les Tableaux 15 et 17. Pour l'Europe occidentale, on s'est servi des sources énumérées ci-après :

Population : Bulletin mensuel de statistique, Nations Unies.

Charbon et lignite : Bulletin trimestriel de statistiques du charbon pour l'Europe, op. cit.

Electricité : Chiffres extraits du Tableau VII.

Consommation de pétrole : Les chiffres relatifs aux importations de pétrole ont été tirés des Tableaux LIII et LIV et des statistiques nationales du commerce extérieur; on a trouvé les chiffres relatifs à la production de pétrole brut dans les publications suivantes: Allemagne occidentale : *Statistische Berichte* Arb. Nr. IV; France : *Bulletin mensuel de Statistique industrielle*; Italie : *Bollettino mensile di Statistica*; Pays-Bas: *Maandschrift CBS*; Royaume-Uni : *Annual Abstract of Statistics, 1952.*

Acier brut : Chiffres extraits du Tableau VIII.

Ciment : Bulletin mensuel de statistique, Nations Unies.

Tissus de coton : Bulletin de statistique de l'OECE.

Sucre : Annuaire des statistiques agricoles et alimentaires, 1951, FAO, Rome, 1952. Moyenne des années 1950/51 et 1951/52 (4,3 millions de tonnes dans les deux cas).

3. Superficie ensemencée, rendement, production et consommation de produits agricoles (Tableaux 19, 54, XXVI, XXVII, XXIX-XXXIII, et Diagrammes 3 et 5)

Production, commerce et disponibilités en produits agricoles (Tableaux XXIX-XXXIII)

Pays de l'Europe occidentale

Production : Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, op. cit., questionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et *Statistiques agricoles et alimentaires*, Bulletin mensuel de cette Organisation. Les statistiques relatives à la viande sont extraites de *Bilans alimentaires*, FAO, 1952.

Commerce : Céréales panifiables et secondaires; pour 1934-1938 : les données sont extraites du bulletin : *Céréales, Monographies de produits*, Bulletin N° 10, FAO, janvier 1949 ; pour les autres années, elles sont tirées des statistiques commerciales des divers pays. Lait et produits laitiers, sucre et viande; pour 1934-1938 : données extraites de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, op. cit.*, 1948; pour les autres années, des *Bilans alimentaires*, FAO, 1952, pour le lait, et des statistiques commerciales des divers pays pour le fromage, le beurre, le sucre et la viande.

Pays de l'Europe orientale

Pour la production des pays autres que l'U.R.S.S. en produits de tous genres, sucre excepté, voir les notes au Tableau XXVII. Les chiffres de la production d'avant guerre de céréales panifiables et secondaires en U.R.S.S. sont tirés de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.* Les données relatives au commerce avant la guerre se rapportent au territoire d'avant guerre et elles sont tirées de *Commerce mondial des produits agricoles*, Institut international d'agriculture, Rome 1940.

Les chiffres de la production de sucre dans les années d'avant guerre, dans les limites territoriales d'après guerre, sont tirés de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*, et ceux de la production dans les années d'après guerre de la revue *Sugar*, New-York, novembre 1952.

Modifications de la production et du commerce de certains produits (Diagramme 3)

Généralités

Comme on l'a expliqué dans la note se rapportant à ce diagramme, la graduation est proportionnelle à la valeur à des prix représentatifs, des importations européennes des quatre produits considérés. On a admis, à cet effet, qu'un milliard de dollars représente 9 millions de tonnes de céréales panifiables, 10 millions de tonnes de céréales secondaires, 1 million de tonnes de coton et 1.700.000 tonnes d'huiles d'origine végétale et de graines oléagineuses (en quantité équivalente d'huile).

Céréales panifiables et secondaires

Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951 et *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, décembre 1952.

Le froment et le seigle sont tous deux compris dans les céréales panifiables et l'on a ajouté aux données relatives au commerce la farine exprimée en quantité équivalente de grains. Les céréales secondaires comprennent l'orge, l'avoine et le maïs. Pour la période d'après guerre, les données relatives à la production se rapportent aux années civiles 1949, 1950 et 1951 auxquelles ont été ajoutées les statistiques du commerce pour les campagnes agricoles 1949/50, 1950/51 et 1951/52. (Les chiffres de la production d'après guerre relatifs à l'Europe orientale et à l'U.R.S.S. sont des évaluations approximatives établies à partir de renseignements fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture d'une part, et des statistiques nationales, d'autre part.) Pour calculer le chiffre du commerce d'avant guerre entre les territoires constituant l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale actuelles, on a utilisé les données relatives aux importations totales de l'Allemagne occidentale en 1935-1938, fournies par le Ministère fédéral du ravitaillement, de l'agriculture et des forêts. Pour l'Europe orientale et l'U.R.S.S., les chiffres du commerce d'après guerre se rapportent aux importations en provenance de ces régions indiquées dans les statistiques des pays de l'Europe occidentale et sont extraites du *Bulletin économique pour l'Europe*, Volume 4, N° 3, page 51.

Coton

Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit., et numéros de mai et septembre 1952 du Bulletin dont on s'est servi pour les céréales.

Les données primitives concernant la production et le commerce se rapportent aux années civiles.

Aucune correction n'a été faite pour tenir compte du commerce d'avant guerre entre les territoires constituant l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale actuelles. De toute façon, le volume de ce commerce est insignifiant par rapport à la consommation de l'Europe occidentale.

Huiles d'origine végétale et graines oléagineuses

Vegetable Oils and Oilseeds, Commonwealth Economic Committee, Londres, 1952, page xi.

Les chiffres de la production d'après guerre sont ceux des campagnes agricoles 1948/49, 1949/50 et 1950/51, auxquels ont été ajoutées les données relatives au commerce pendant les années civiles correspondantes. Aucune correction n'a été faite pour tenir compte du commerce d'avant guerre entre les territoires constituant l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale actuelles. Comme pour le coton, ce commerce a été relativement peu important.

Récoltes, rendements et superficie ensemencée en Union Soviétique (Tableau 19)

Pour les données déjà fournies dans le Tableau 61 de l'ETUDE relative à 1951, voir page 270 de ce document. Les données concernant 1937 et 1942 (Plan) sont tirées de *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, et les prévisions pour 1955 de la *Pravda* du 12 octobre 1952.

Céréales : Pour la récolte de 1950, un chiffre rectifié a été fourni dans Lifshits, *Sovetskaya Torgovlya*, Moscou, 1951, page 41; pour la récolte de 1951, il a été extrait des *Izvestia* du 29 janvier 1952; et pour celle de 1952 de la *Pravda* du 6 octobre 1952. On a calculé les rendements en 1955 à partir d'une déclaration indiquant que 90% de l'accroissement obtenu de 1950 à 1955 serait dû à des rendements plus élevés (*Pravda* du 10 octobre 1952). En 1952, la superficie ensemencée était supérieure de 5% à celle de 1913 (*ibid*, 6 octobre 1952). Le chiffre du rendement obtenu par déduction pour l'année 1950 concorde avec une déclaration contenue dans les *Izvestia* du 17 avril 1951, d'après laquelle il est supérieur de 13% au chiffre de 1940.

Betterave sucrière : La récolte de 1951 a été supérieure de 31% à celle de 1940 (*Pravda* du 6 octobre 1952). L'étendue de la superficie ensemencée en 1940 est indiquée par Anisimov dans *Selskokhozyaistvo v novoi stalinskoi pyatiletke*, Moscou, 1946, page 42, ainsi que dans le Plan de 1950 (page 43); la superficie ensemencée en 1950 était supérieure de 47% à celle de 1945 (*Planovoe Khozyaistvo*, N° 5, 1951) qui était de 828.000 hectares puisque le chiffre du Plan de 1950 devait dépasser de 63% celui de 1945 (Anisimov, *op. cit.*, page 287). Pour calculer le rendement en 1955, on est parti d'une déclaration indiquant que 50% de l'accroissement prévu de 1950 à 1955 serait dû à des rendements plus élevés (*Pravda* du 10 octobre 1952).

Coton : La récolte de 1951 a dépassé de 46% le chiffre d'avant guerre (*Pravda* du 6 octobre 1952). Le rendement prévu dans le Plan de 1950 est tiré de la *Loi relative au Plan quinquennal* et la récolte prévue pour 1955 a été calculée d'après une déclaration selon laquelle 60% de l'accroissement à obtenir de 1950 à 1955 serait dû à un rendement plus élevé (*Pravda* du 10 octobre 1952). Les rendements moyens obtenus à partir de ces données ne concordent ni avec la déclaration de Beria (*Pravda* du 9 octobre 1952), selon laquelle le rendement de 1951 en Asie centrale était de 21 quintaux à l'hectare, ni avec les Directives du Plan indiquant un rendement de 25 à 27 quintaux en Asie centrale et en Transcaucasie, de 11 à 13 quintaux en terrains irrigués et de 5 à 7 quintaux en terrains non irrigués dans les districts sud des territoires soviétiques d'Europe. Cette dernière région (Ukraine) a produit moins de 1/2% de la récolte soviétique totale (*Voprosy Ekonomiki*, N° 9, 1951), et la seule explication pouvant concorder avec les chiffres indiqués serait que la superficie ensemencée en coton dans les régions les moins productives a été augmentée dans des proportions considérables aussi bien en 1951 que dans le Plan relatif à 1955. Le chiffre de la superficie ensemencée en 1940 est tiré de Anisimov, *op. cit.*, page 41; la superficie ensemencée en 1950 avait augmenté de 91% par rapport à 1945 (*Izvestia*, du 17 avril 1951) qui était de 1.200.000 hectares, puisque le Plan de 1950 prévoyait un chiffre de 40% supérieur par rapport à 1945 (Notkine, *Ocherki teorii sotsialisticheskogo vosproizvodstva*, Moscou, 1948, page 287); la superficie ensemencée en 1951 dépasse de 500.000 hectares celle de 1950 (*Tass*, 26 février 1952); cet accroissement avait été antérieurement chiffré à « près de 400.000 hectares » (*Soviet News*, Ambassade de l'Union soviétique à Londres, 7 août 1951).

Lin : Chiffre de la récolte de 1940 tiré de Notkine, *op. cit.* page 287 (le chiffre prévu dans le plan pour 1950 devait être supérieur de 39 % à celui de 1940) ; on a considéré que la récolte de 1950 atteindrait le même chiffre que celle de 1949, qui elle-même atteignait le niveau d'avant la guerre (*Izvestia*, 28 février 1952). Le rendement en 1955 a été calculé d'après les renseignements régionaux contenus dans les Directives du Plan ; la zone de culture située hors des Terres noires fournit 75 % de la récolte totale (*Pravda*, 12 octobre 1952). La superficie ensemencée en 1940 a été calculée par interpolation à l'aide des chiffres relatifs à 1937 et aux chiffres prévus dans les plans pour 1942 ; les chiffres du Plan de 1950 sont calculés à partir des objectifs fixés pour le rendement et la récolte dans la *Loi sur le Plan quinquennal* ; les chiffres réels de 1950 sont tirés de Anisimov, *op. cit.* page 47 (d'après le Plan, la superficie ensemencée en 1950 devait être supérieure de 965.000 hectares à celle de 1945) et des *Izvestia*, 17 avril 1951 (superficie ensemencée en 1950 supérieure de 90 % à celle de 1945).

Graines de tournesol : Chiffre de la récolte de 1940 tiré de Notkine, *op. cit.* page 287 ; celui de la récolte de 1950 est établi d'après le rendement et la superficie ensemencée (le chiffre prévu dans le Plan de 1950 a été supérieur de 59 % pour le rendement et de 28 % pour la superficie ensemencée aux chiffres de 1945, Notkine, *loc. cit.* et la superficie effectivement ensemencée en 1950 a été supérieure de 23 % à celle de 1945, *Izvestia*, 17 avril 1951) ; ainsi donc en 1945 la superficie ensemencée était de 2.890.000 hectares, le rendement de 6,29 quintaux et la récolte de 1.820.000 tonnes ; d'où l'on a calculé la

récolte pour 1950, supérieure de 70 % à celle de 1945, *ibid.* Le rendement en 1955 a été calculé d'après les rendements prévus par régions en tenant compte du fait que l'Ukraine, les territoires de Krasnodar et Stavropol et les régions de Rostov et Stalingrad (*Pravda*, 12 octobre 1952) doivent fournir 70 % de la récolte totale.

Autres cultures industrielles (superficie ensemencée)

Chanvre : Chiffre de la superficie en 1940 tiré de Anisimov, *op. cit.* page 48; on a admis que le Plan de 1950 pour le réaménagement de la région de culture du chanvre (objectif prévu : 600.000 hectares) a été réalisé et que le développement envisagé dans le Troisième Plan quinquennal aura été exécuté en 1955. Le chanvre pour semences est compris dans la rubrique « autres cultures ».

Tabac et makhorka (tabac rustique) : Chiffre de 1937 tiré de *Itogi vypolneniya vtorogo pyatiletnogo plana*, Moscou, 1939, pages 93 et 98; le Plan pour 1942 n'a pas été publié et l'on a admis que l'accroissement de la superficie consacrée à la culture du tabac suivait le même rythme que l'accroissement prévu pour la production de cigarettes (38 %) et que la superficie consacrée à la culture de la makhorka dépassait de 10 % celle du tabac (comme c'était le cas les autres années); les chiffres de 1940 et du Plan pour 1950 (makhorka seulement) sont tirés de Anisimov, *op. cit.*, page 51; on a évalué que la superficie prévue en 1950 pour la culture du tabac serait inférieure de 10 % à celle qui est prévue pour la makhorka; on a également établi par évaluation la superficie effectivement consacrée à la culture du tabac en 1950 à partir de la production de cigarettes (24 % de plus qu'en 1940), *Pravda*, 11 mars 1951, et l'on a admis que la superficie des cultures de makhorka dépasserait de 10 % celle des cultures de tabac; la superficie prévue pour 1955 a été calculée d'après l'accroissement de production prévu (pour le tabac : 65 à 70 % de plus qu'en 1950) en présumant que le rendement de makhorka serait le même qu'en 1937 (*Itogi, loc. cit.*) puisque l'on sait, d'après le discours adressé par Ponomarenko au XIX[e] Congrès du Parti (*Pravda*, 12 octobre 1952) que « L'Ukraine est le principal fournisseur de makhorka. Mais les organisations ukrainiennes ne portent plus la même attention à la culture et à la fourniture de makhorka. Alors qu'en 1940 l'Ukraine livrait 25 quintaux par hectare cultivé, elle ne fournissait plus en 1951 que 8 quintaux à l'hectare. » On a admis que le rendement prévu pour le tabac en 1955 représenterait par rapport au rendement de makhorka la même proportion qu'en 1932 (*Itogi, loc. cit.*) et qu'en 1951 (11 quintaux à l'hectare d'après Radio Tbilissi, en Géorgie, 16 septembre 1952).

Cultures industrielles diverses : Pour les années 1937 à 1950 (Plan), on a procédé par soustraction pour calculer la superficie ensemencée en ces diverses récoltes, et l'on n'a pu les subdiviser que de la façon suivante (en milliers d'hectares) : 1938, soya — 194 (*Posevnie ploshchadi SSSR*, Moscou 1939, page 5) ; 1940, graines oléagineuses — 1,596 et caoutchouc — 128 ; 1945, soya — 187, et 306 d'après le Plan de 1950 (*Anisimov, op. cit.* page 49) ; 1940, jute, rami et chanvre méridional — 154 ; ce dernier chiffre a été obtenu par interpolation à partir des données du *Tretii pyatiletni plan, op. cit.*, le chiffre de 165 étant prévu pour les autres récoltes. Les *Directives du Plan* indiquent qu'en 1955 la récolte de soya, d'arachides et d'autres oléagineux dépassera celle de 1950 et que la proportion de la superficie totale consacrée aux cultures industrielles sera plus élevée qu'en 1950. On estimerait normal que l'accroissement soit de l'ordre de 300.000 hectares au total.

Pommes de terre : La superficie ensemencée en 1940 a été calculée à partir de la superficie totale consacrée aux cultures de légumes (Voznesensky, *Economic Results of the U.S.S.R. in 1940*, Moscou 1941, page 20) ; la superficie consacrée à d'autres légumes que les pommes de terre étant obtenue par interpolation ; le rendement est tiré de *Sotsialisticheskoe Selskoe Khozyaistvo* N° 12, 1947, page 29. La récolte de 1950 a dépassé de 21 % celle de 1940 (*Izvestia*, 17 avril 1951). La superficie ensemencée en 1950 a été calculée en prenant la proportion (78 %) de la superficie totale ensemencée en légumes. Pour la superficie ensemencée en 1955, on a procédé par évaluation à partir d'une indication donnée dans les *Directives du Plan* selon laquelle la proportion des terres consacrées à la culture des pommes de terre sera plus élevée qu'en 1950.

Autres légumes et melons : Données relatives à 1937 et à 1942 tirées de *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, pages 79-80 ; les chiffres de 1940 ont été obtenus par interpolation ; pour calculer les chiffres réels et les chiffres du plan en 1950, on a présumé que la part qu'ils représentent dans la récolte totale en légumes a été la même qu'avant la guerre et l'on a tenu compte de ce que l'on pouvait déduire du discours de Malenkov (*Pravda*, 6 octobre 1952) que la récolte n'avait pas retrouvé son niveau d'avant guerre (voir également *Sad i Ogorod*, N° 9, 1952). En 1955, la superficie ensemencée en légumes de toutes sortes doit représenter une plus forte proportion de la superficie totale qu'en 1950 (Directives du Plan). En 1950, la superficie totale ensemencée en pommes de terre, légumes et melons dépassait de 5 % celle de 1940 (*Izvestia*, 17 avril 1951).

Cultures fourragères : Le chiffre de la superficie ensemencée en 1940 est tiré de Voznesensky, *Economic results of the USSR in 1940*; le chiffre de 1950 était supérieur de 15 % à celui de 1940 (*Izvestia*, 17 avril 1951); en 1952, la superficie ensemencée était onze fois celle de 1913 (*Pravda*, 6 octobre 1952) qui était alors de 2.050.000 hectares (*Sotsialistitcheskoe stroitelstvo, op. cit.*, 1939, page 95) d'où l'on a déduit le chiffre pour 1951 puisque, d'après le plan de 1952, il devait y avoir 1.500.000 hectares de plus qu'en 1951 (Radio Moscou, 6 février 1952); d'après le Plan, en 1955, la superficie ensemencée dépassera de 70 % celle de 1950 (*Pravda*, 10 octobre 1952).

Superficie totale ensemencée (Non compris les récoltes des plantations et vergers) : En 1951, cette superficie a été supérieure de 6.700.000 hectares à celle de 1950 (*Izvestia* du 29 janvier 1952) et celle de 1952 a été indiquée primitivement comme dépassant de 5.300.000 hectares la superficie ensemencée avant guerre (*Pravda* du 6 octobre 1952); mais par la suite,

on indiqua qu'elle dépassait de 2.765.000 hectares le chiffre de 1951 (*Izvestia* du 23 janvier 1953). On a calculé la superficie prévue pour 1955 d'après l'augmentation de la puissance de traction (en CV) dans les fermes collectives pour 100 hectares de superficie ensemencée (1955 supérieure de 70% à 1940 et de 30% à 1950 : *Izvestia* du 19 décembre 1952), et en appliquant ce taux d'accroissement aux données relatives aux tracteurs fournies dans le Tableau 20; le résultat se trouve confirmé par le calcul de la somme des évaluations ci-dessus.

Plantations et vergers (superficie en culture) : Vergers et plantations arborescentes : le chiffre pour 1940 est tiré de Anisimov, *op. cit.*, page 53; la superficie de 1950 était supérieure de 150.000 hectares à celle de 1945 (considérée comme approximativement égale à celle de 1940, *Tass*, 7 décembre 1951); on a admis que le chiffre du Plan pour 1950 était à peu près égal et celui prévu dans le Plan pour 1955 supérieur de 70%. Agrumes : le chiffre de la superficie en 1939 est tiré de Anisimov, *op. cit.*, page 50, où on lit également que le chiffre prévu dans le Plan pour 1950 comportait 29.000 hectares en Géorgie et 14.000 hectares de plantations nouvelles dans d'autres régions. On a ajouté 2.000 hectares (évaluation), pour tenir compte de la superficie des plantations d'agrumes, hors de Géorgie, avant la guerre; toutefois, le Plan pour la Géorgie a été réduit par la suite puisque *Bakinski Rabochi* (10 février 1951) indique que le Plan pour 1950 prévoyait 27.000 hectares et qu'en réalité, 27.331 hectares ont été exploités; le niveau d'exécution du Plan a donc été réduit de la différence entre le chiffre primitif et ce dernier; le Plan prévoit qu'en 1955, la superficie sera quatre fois et demie celle de 1950. Plantations de thé : Anisimov, *op. cit.*, page 50, indique la superficie en 1940 ainsi que le chiffre prévu dans le Plan de 1950, ce dernier portant, en Géorgie, sur 57.000 hectares (*Loi relative au Plan*, page 83 du texte anglais), mais en 1952, la superficie n'était encore que de 57.000 hectares seulement dont 14.500 hectares plantés au cours des trois dernières années (*Tass*, 14 octobre 1952) : ainsi donc, la superficie effectivement cultivée en 1950 atteignait environ 52.000 hectares, et l'on a prévu un écart de même ordre pour la superficie totale; le chiffre prévu dans le Plan pour 1955 est supérieur de 60% à celui de 1950. Vignobles : le chiffre pour 1940 a été obtenu par interpolation à partir des données relatives à 1937 et de celles indiquées dans le Plan de 1942, — l'on a admis que la superficie des vignobles dans les territoires nouvellement acquis (Moldavie) n'atteignait pas 500 hectares; on a considéré qu'en 1950 la superficie s'est accrue de 40% étant donné qu'en 1951 la production de vin mis en bouteilles a été supérieure de 50% à celle de 1940 (*Bolshevik*, N° 4, 1952) : le chiffre indiqué dans le Plan de 1950 est le chiffre réel arrondi : d'après le Plan, en 1955, le chiffre sera de 50% supérieur à ce qu'il a été en 1950.

On trouvera ci-dessous les renseignements détaillés concernant la superficie ensemencée d'après lesquels le Tableau 19 a été établi :

Superficie ensemencée (en milliers d'hectares)

	1937	*1942 Plan*	*1940*	*1950 Plan*	*1950*	*1955 Moyenne prévue dans le Plan*
Céréales						
Total	104 400	102 000	111 100	105 800	102 500	107 100
Cultures industrielles						
Coton	2 090	2 120	2 080	1 680	2 280	2 970
Lin — Dolgounetz	2 126	1 840	1 900	2 000	1 960	2 380
Tournesol	3 250	3 150	3 540	3 700	3 550	3 500
Chanvre	483	600	598	600	600 *	750 *
Betterave sucrière	1 190	1 200	1 230	1 350	1 220	1 550
Tabac	92	125	100	138	124	151 *
Makhorka	103	138 *	109	141	136	112 *
Autres cultures	1 866	2 327	2 243	2 201	2 200 *	2 500 *
Total	11 200	11 500	11 800	11 800	12 100	13 900
Légumes						
Légumes	1 400	1 600	1 450	1 900 **	1 500	2 000
Melons	739	770	750	900 **	800	1 000
Pommes de terre	6 900	8 000	7 900	9 800	8 300	10 000
Total	9 000	10 300	10 100	12 600	10 600	13 000
Cultures fourragères						
Total	10 600	23 600	18 100	28 300	20 800	35 000
Total général (moins les vergers et plantations)	135 300	147 400	151 100	158 500	146 000	169 000
Produits des vergers et plantations						
Vergers et plantations arborescentes	1 292	1 875	1 535	1 800	1 790	3 040
Agrumes	6	27	17	45	43	190
Thé	45	70	50	62	57	90
Vignobles	217	325	283	400	396	590
Total	1 560	2 297	1 885	2 307	2 286	3 910
Total général	136 900	149 700	153 000	160 800	148 300	172 900

Superficies ensemencées et rendements moyens (Tableaux XXVI et XXVII)

On n'a examiné en détail que quatre pays de l'Europe orientale, à savoir : Allemagne orientale, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Dans les autres pays, les renseignements relatifs à la période d'après guerre se rapportent presque exclusivement aux exploitations d'Etat et aux fermes d'Etat et peuvent ne pas représenter toujours l'agriculture dans son ensemble.

Superficie des terres cultivables et utilisation du sol (Tableau XXVI)

Allemagne orientale : 1) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 2) Dr. M. Kramer, *Die Landwirtschaft in der Sowjetischen Besatzungszone*, Bonner Berichte aus Mittel und Ostdeutschland, Bundesministerium für gesamtdeutsche Fragen, Bonn, 1951 ; 3) *Statistische Praxis*, octobre 1952.

Le chiffre de la superficie ensemencée a été tiré de 1) pour toutes les années, sauf 1951. Le chiffre total des terres cultivables et le chiffre total des terres labourables pour la période d'avant guerre et pour 1949 ont été calculés à partir de 2), et pour 1948 à partir de 1). On a évalué la superficie ensemencée en 1951 d'après l'augmentation de l'étendue consacrée à la culture des céréales secondaires réalisée de 1949 à 1951 et d'après la superficie totale consacrée à la culture des céréales obtenue par déduction à partir des récoltes et des rendements, tous chiffres extraits de 3). Pour la subdivision des récoltes, on s'est fondé sur les résultats de l'année précédente. Les superficies ensemencées en betteraves sucrières et en pommes de terre ont été évaluées à partir des récoltes, en admettant un rendement égal à celui de l'année précédente.

Le chiffre de la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables pendant la période d'après guerre a été calculé d'après les renseignements relatifs à 1948 et 1949.

Hongrie : 1) *Jelentés a hároméves terv elsö évéröl, op. cit.*; 2) *The Hungarian Economic Yearbook 1941*, G. Gratz (rédacteur), Budapest et New-York ; 3) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.* ; 4) *Statisztikai Tájékoztató*, N° 1, 1950 ; 5) *Magyar-Szovjet Közgazdasági Szemle*, N° 3, 1951, page 249; 6) *Szabad Nép*, 22 juillet 1951.

Les renseignements relatifs aux superficies ensemencées pendant la période d'avant guerre ont été tirés de 1) et on s'est servi de 2) pour calculer la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables avant la guerre. Les données relatives à 1948 sont tirées de 3) et la répartition des superficies en 1949 de 4). Pour le calcul de la superficie ensemencée en 1950, on s'est servi des rendements et des chiffres de la récolte indiqués dans 5) et, pour l'année 1951, des pourcentages d'accroissement prévus, étant donné que, d'après 6), l'objectif fixé pour le plan d'ensemencement a été atteint.

Le chiffre de la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables, indiqué dans le tableau pour la période d'après guerre, est calculé d'après les données relatives aux années 1948 et 1949.

Pologne : Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, op. cit.

Tous les renseignements concernant l'après-guerre se rapportent à la période 1948/49-1950/51. On a présumé que la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables, après la guerre, correspondait au chiffre d'avant guerre, ajusté pour tenir compte des modifications territoriales. Les plans à long terme ne prévoient aucun changement dans ces superficies.

Pour la Bulgarie et la Roumanie, les renseignements relatifs à l'avant-guerre sont également tirés de cette source.

Tchécoslovaquie : 1) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 2) *Dvouletý Zemědělský Plán, 1947-1948*, Prague, 1947; 3) *Statistický Zpravodaj*, N° 1, 1949; 4) *Hospodář*, N° 4, 1950; 5) *Czechoslovak Economic Bulletin*, N° 176, 15 mai 1949; 6) *Czechoslovak Economic Bulletin*, N° 192, 1er octobre 1950.

Les renseignements relatifs aux superficies ensemencées avant la guerre sont tirés de 1). Les données concernant la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables se rapportent à l'année 1937 et sont tirées de 2).

Le chiffre de la superficie ensemencée est tiré de 3) pour 1948 et de 4) pour 1949; quant au chiffre de la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables en 1948, il est tiré de 1). Les chiffres de la superficie prévue en 1950 pour les céréales panifiables, les céréales secondaires, les pommes de terre et les betteraves à sucre ont été établis d'après 5), et la superficie effectivement ensemencée a été calculée d'après des renseignements fournis dans le rapport sur l'exécution du Plan pour le premier semestre de 1950, qui a paru dans 6). On a évalué la répartition des terres entre les différentes cultures d'après la répartition connue pour les années précédentes. La superficie totale des emblavures en 1951 a été calculée d'après le pourcentage d'augmentation par rapport à 1950; pour évaluer la proportion de céréales panifiables et de céréales secondaires, on a appliqué à la superficie totale ensemencée en céréales secondaires en 1950 le pourcentage d'augmentation par rapport à 1950 de la superficie ensemencée en avoine (pourcentage indiqué dans le rapport sur l'exécution du Plan pour 1951). La répartition définitive a été évaluée d'après la répartition connue pour de précédentes années. Le rapport sur l'état d'exécution du Plan pour le premier semestre de 1951 indique la superficie ensemencée en betteraves sucrières en 1951, sous forme de pourcentage d'augmentation par rapport à l'année précédente.

Afin d'établir, pour les années 1948/49-1951/52, une moyenne de la superficie totale des terres cultivables et des terres labourables, on a utilisé les données obtenues pour les années 1948 et 1949, en tenant compte des objectifs indiqués dans le rapports sur le Plan quinquennal.

BIBLIOTEK UNIVERSI

Rendements moyens des céréales, des pommes de terre, des betteraves à sucre et de la production laitière
(Tableau XXVII)

Pour obtenir les rendements, on a divisé le produit de la récolte par la superficie totale ensemencée (pour le lait, on a divisé le chiffre de la production par le nombre de vaches). On trouvera dans les notes aux Tableaux XXVI et XXVII, l'indication des sources de ces renseignements. Pour les récoltes et la production de lait, on a utilisé les sources suivantes :

Allemagne orientale : 1) *Die Wirtschaft*, 2 novembre 1951; 2) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 3) *Statistische Praxis*, octobre 1952; 4) *Statistische Praxis*, octobre 1948; 5) *Annuaire statistique, 1950/1951*, Organisation des Nations Unies; 6) *Die Landwirtschaft in der Sowjetischen Besatzungszone, op. cit.*; 7) *Tägliche Rundschau*, 21 novembre 1951.

Les récoltes de froment, de seigle, de pommes de terre et de betteraves sucrières dans les années d'avant guerre sont tirées de 1) et de 2) pour l'orge et l'avoine.

L'ETUDE relative à 1951 (pages 249 à 253) explique de façon assez détaillée que les statistiques courantes relatives aux récoltes se rapportent à la récolte brute, les données sur la récolte nette étant parfois publiées beaucoup plus tardivement. En conséquence, on a indiqué, toutes les fois qu'on l'a pu, le chiffre net connu de la récolte; lorsque seuls les chiffres bruts étaient connus, ils ont été ramenés à des chiffres nets par l'application de facteurs établis d'après des renseignements relatifs à des années antérieures indiquant le rapport entre chiffres nets et chiffres bruts. Pour les années 1948 à 1950, le chiffre net de la récolte de blé et de seigle est extrait de 5). Les récoltes brutes d'orge et d'avoine étaient indiquées dans 2); on les a réduites de 18%, proportion qui représente la différence entre les récoltes des années 1934-1938, telles qu'elles sont publiées dans 1) d'une part, et établies d'après 7) d'autre part, dont on a admis qu'elles représentaient respectivement le chiffre net et le chiffre brut. Pour les pommes de terre et les betteraves sucrières, la récolte nette est tirée de 4) pour 1948 et de 5) pour 1949 et 1950. La récolte de pommes de terre et de betteraves sucrières de 1951 était indiquée dans 3); on a admis que ces chiffres étaient des évaluations approximatives et on les a réduits de 12 et de 6% respectivement (facteurs obtenus pour 1950). Il a été impossible de se procurer des renseignements détaillés sur la récolte de céréales de 1951.

Pour l'avant-guerre (1938) et pour 1948, le chiffre de la production laitière est tiré de 6). Le rendement annuel par vache en 1950 avait paru dans 7).

Hongrie : 1) *Jelentés a hároméves terv elsö évéröl, op. cit.*; 2) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 3) *Statisztikai Tájékoztato*, N° 1, 1950; 4) *Le Plan triennal hongrois*, Budapest, 1947; 5) Z. Vas, *A hároméves terv befejezése, op. cit.*; 6) *Magyar-Szoviet Közgazdasági Szemle*, N° 3, 1951; 7) *Szabad Nép*, 10 septembre 1950.

Tous les renseignements relatifs à l'avant-guerre se trouvent dans 1). Pour 1948, les données sont tirées de 2) et les récoltes de 1949 ont été calculées d'après 3), 4) et 5) qui indiquent respectivement les superficies ensemencées, les rendements prévus et les résultats effectifs par rapport au plan ; 6) indique l'accroissement total de la récolte de céréales panifiables en 1950 par rapport à 1949. Pour déterminer la proportion de froment et de seigle, on s'est fondé sur la répartition connue pour de précédentes années. On a évalué que la récolte de céréales secondaires et de betteraves sucrières atteignait le même niveau que l'année précédente. Pour évaluer la récolte de pommes de terre, on a admis que la superficie ensemencée était la même que l'année précédente, et l'on a appliqué les coefficients de rendement indiqués dans 6).

4) indique le programme des emblavures pour 1951/52 et les résultats ont été calculés à l'aide des rapports sur l'état d'exécution des plans pour le deuxième et le troisième trimestre de 1951. C'est à l'aide de ces renseignements et des pourcentages d'augmentation soit du rendement soit de la récolte, que l'on a évalué les récoltes de la campagne 1951/52. Le chiffre de la production de lait pour la période d'avant guerre est tiré de 4) et celui de la production de 1948 a été évalué à partir des renseignements relatifs à 1947 et 1949, les premiers tirés de 1), et les seconds calculés d'après le rapport sur l'état d'exécution du plan de 1949.

Pologne : Tous les renseignements sur les récoltes dans la période d'avant guerre et la période 1948/49-1950/51 sont tirés de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*

Le chiffre de la production laitière avant la guerre et pour l'année 1948 est tiré du *Plan économique national de la Pologne, 1946-1949*, Varsovie, 1949, et de *Osiągniecia i Plany Gospodarcze*, Varsovie, 1949.

Tchécoslovaquie : 1) *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 2) *Czechoslovak Economic Bulletin*, 15 juin 1949; 3) *Lidová Demokracie*, 19 février 1950; 4) *Rudé Právo*, 25 février 1951; 5) *Rudé Právo*, 3 novembre 1951; 6) *Statistický Zpravodaj*, N° 2, 1950; 7) *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er janvier 1953.

Tous les renseignements sur l'avant-guerre sont tirés de 1). Les récoltes de 1948 ont été données dans 2) (derniers chiffres absolus qui aient été indiqués en détail). Le rapport sur l'état d'exécution du plan pour 1949 publié dans 3) donne l'augmentation en pourcentage des récoltes des différentes céréales pour l'année 1949. La récolte de pommes de terre est tirée de 1) et celle de betteraves sucrières a été évaluée en tenant compte des modifications constatées dans les récoltes de pommes de terre. Les augmentations en pourcentage de la production de 1950 par rapport à 1949 qui figurent dans 4) ont été utilisées pour calculer la récolte de 1950 et de la même manière on s'est servi des augmentations en pourcentage

signalées dans 5) (rapport sur l'état d'exécution du plan pour le troisième trimestre de 1951) pour calculer les récoltes de blé, d'orge, d'avoine et de maïs en 1951. L'augmentation de la production de seigle a été estimée à 4% (accroissement légèrement supérieur à celui du blé). On ne dispose d'aucun chiffre pour les récoltes de pommes de terre et de betteraves sucrières pour la campagne 1951/52.

Les chiffres de production de lait sont tirés de 6) pour l'avant-guerre, 1948 et 1949. La production de 1950 a été calculée d'après l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente qui est indiquée dans 4). La production de lait pour 1952, a été calculée d'après l'augmentation en pourcentage par rapport à 1948 qui est indiquée dans 7).

Pour la Bulgarie et la Roumanie, les renseignements relatifs à l'avant-guerre sont tirés de l'*Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*

Répartition de la superficie, de la production agricole et de la population (Tableau 54 et Diagramme 5)

Production : On a pris la moyenne des indices des campagnes 1949/50 et 1950/51 ajustés pour tenir compte des importations nettes de produits d'affouragement, qui ont été utilisés dans le Diagramme 5. Les indices ainsi obtenus (base 1934–38 = 100) ont été appliqués au pourcentage du total de la production agricole nette de l'Europe avant la guerre indiqué dans le tableau VI de l'ETUDE relative à 1951.

Superficie : Le chiffre de la superficie totale est tiré de l'*Annuaire démographique, 1951*, Organisation des Nations Unies, et celui des terres labourables des sources utilisées pour l'établissement du Tableau XXVI.

Population : Le chiffre de la population totale a été calculé d'après l'*Annuaire démographique 1951, op. cit.* Pour le chiffre de la population active dans l'agriculture, voir notes au Tableau 50.

IV. CAPACITÉ INDUSTRIELLE, EFFECTIF DU CHEPTEL ET PUISSANCE DE TRACTION DANS L'AGRICULTURE (Tableaux 1, 2, 20, XXV et XXVIII)

Force motrice installée dans l'industrie (Tableau 1)

Danemark : Industriel Produktionsstatistik, 1939, 1945, 1946.

Finlande : Teollisuustilastoa, 1938, 1945, 1946.

Hongrie : Les données relatives aux industries manufacturières, à l'exception de la fourniture d'électricité, sont tirées du *Monthly Bulletin of the National Bank of Hungary*, 1947, N° 5-6, page 140, et pour les industries extractives de *Magyar Statisztikai Zsebkönyv*, 1948, page 140.

Norvège : Norges Industri, 1949, page 27.

Pays-Bas : Jaarcijfers voor Nederland, 1947–1950, pages 128-131.

Suède : Industri, 1938, 1945, 1946.

Suisse : Statistiques suisses des fabriques, 1937, 1944, 1949.

Nombre de machines-outils (Tableau 2)

Allemagne : Machines à découper et à former les métaux : *The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy*, United States Strategic Bombing Survey, 31 octobre 1945, page 230. Le nombre de machines à découper les métaux en 1938 a été évalué sur la base de renseignements indiqués dans le Tableau 35, page 229 du document susmentionné. Toutes machines servant au travail des métaux : *Structures démographiques, économiques, énergétiques de la France et de l'Allemagne occidentale, troisième partie, Machines-outils*, Haut-Commissariat de la République française en Allemagne, 1er janvier 1950, pages 96 et 97. Ce document donne également toutes les évaluations minimums indiquées dans la colonne relative à 1945.

Etats-Unis : The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy, op. cit., page 230.

France : Structures démographiques, économiques, énergétiques de la France et de l'Allemagne occidentale, troisième partie, Machines-outils, page 103.

Italie : A. Jacoboni, *L'Industria Meccanica Italiana*, Centre d'études et de planification économiques et techniques, Rome 1949, pages 50 et 53. Ce document indique qu'après la guerre, l'équipement de l'industrie mécanique était supérieur de 40 % à ce qu'il était avant la guerre.

Royaume-Uni : The Machine Tool Industry, Political and Economic Planning, Londres, décembre 1948, page 185.

U.R.S.S. : Machines à découper les métaux, 1940 : D'après Voznesensky, *Economic Results of the U.S.S.R. in 1940, op. cit.*, page 15, en 1940, le nombre de machines atteignait 250 % de celui de 1932 qui était indiqué dans le *Deuxième Plan quinquennal*, traduction officielle anglaise, Moscou 1936, page XXIII. Machines à découper les métaux, 1945 : nombre de machines établi par évaluations sur la base de renseignements relatifs à la production du temps de guerre, aux livraisons prêt-bail et aux chiffres officiels des pertes subies du fait de la guerre. Total des machines servant au travail des métaux : Voznesensky, *Voennaya Ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 72.

Capacité de production de l'industrie cotonnière mondiale (Tableau XXV)

Sous réserve des exceptions indiquées ci-dessous, le nombre des broches et celui des métiers (ceux-ci pour les années d'avant guerre seulement) sont tirés de *International Cotton Statistics* et de *International Cotton Loom Statistics*, International Federation of Master Cotton Spinners' and Manufacturers' Associations, Manchester, juillet 1937.

Pour le nombre de métiers en 1951, on s'est servi de *Textile World*, Vol. 102, N° 3, mars 1952, McGraw Hill, New-York.

Hongrie : Les chiffres relatifs à 1951 sont tirés de rapports concernant les nouvelles usines mises en marche, rapports que l'on trouve dans *Szabad Nép*, 4 mai 1949 et 20 mars 1952 et dans *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1951, page 14, et N° 1, 1952, page 9.

U.R.S.S. : Le nombre des broches en 1929 et celui des métiers en 1930 est tiré de *Sotsialistitcheskoe Stroitelstvo S.S.S.R., 1936*, page 197. Pour 1937, le nombre des broches et celui des métiers sont tirés de *Tretii piatiletnii plan, op. cit.*, pages 215-216. Pour 1951, le nombre des broches et le nombre des métiers ont été obtenus par extrapolation à partir du chiffre de 1937, sur la base des accroissements prévus dans le Troisième et le Quatrième Plan quinquennal, en tenant compte des pertes causées du fait de la guerre (indiquées dans Voznesensky : *Voennaya Ekonomika S.S.S.R.*, 1947, page 160), et de l'amortissement.

Puissance de traction dans l'agriculture soviétique (Tableau 20)

En 1952, le parc de tracteurs atteignait (en puissance à la barre en CV) un chiffre supérieur de 59% à celui de 1940 (*Pravda*, 6 octobre 1952), qui était de 523.000 exprimé en unités (Voznesensky, *Economic Results of the U.S.S.R. in 1940, op. cit.*, page 21) converties à la moyenne de 19,9 CV par tracteur (la moyenne de 1938 étant 19,2 — voir l'*Industrie européenne des tracteurs dans le cadre du marché mondial*, Commission économique pour l'Europe (E/ECE/139), Genève, février 1952, que l'on peut se procurer à la Section des ventes de l'Office européen des Nations Unies à Genève. Ce même document donne également l'effectif du parc de tracteurs en 1928). Le nombre de tracteurs livrés, exprimé en unités de 15 CV, a été de 137.000 en 1951 et de 131.000 en 1952 (voir Tableau 17), ce qui, après déduction pour tenir compte de l'amortissement, permet de calculer le parc en 1950.

D'après les *Directives du Plan*, en 1955, le nombre de tracteurs doit dépasser de 50% le chiffre de 1950. Le nombre de bœufs et de chevaux est tiré du Tableau 21 (on a évalué que, comme en 1938, les bœufs représentaient 4% du total des bovins), sauf en 1928, année pour laquelle le nombre est tiré de *Jivotnovodstvo S.S.S.R. za 1916–38 gg.*, Moscou, 1940, et les superficies ensemencées sont extraites de *Sotsialistitcheskoe Stroitelstvo S.S.S.R.*, Moscou, 1936, et du Tableau 19. Pour la conversion en CV, on s'est servi des coefficients suivants : 1 cheval = 0,75 CV et un bœuf = 0,5 CV.

Effectif du cheptel (Tableau XXVIII)

Allemagne orientale : 1) *Die Landwirtschaft in der Sowjetischen Besatzungszone, op. cit.*; 2) *Statistische Praxis*, N° 8, 1952; 3) *Die Wirtschaft*, 7 novembre 1952.

Tous les renseignements relatifs à la période d'avant guerre et à 1948 sont indiqués dans 1). L'effectif du cheptel bovin, le nombre de vaches et le cheptel porcin en 1951 sont publiés dans 2); pour 1952, les chiffres sont indiqués dans 3) sous forme de pourcentages d'augmentation par rapport à 1951, — on trouve également dans 3) le rapport sur l'état d'exécution des plans pour le troisième trimestre de 1952.

Bulgarie : Planovo Stopanstvo N° 8, octobre 1948 et décembre 1948.

L'effectif total des bovins et des chevaux a été calculé par déduction à partir des données du numéro d'octobre qui fournissait les renseignements pertinents par tête. L'effectif du cheptel porcin en 1948 est tiré du numéro de décembre où il était indiqué que, d'après le plan, le cheptel porcin devait atteindre, en 1953, le double du chiffre de 1948. Il n'a pas été possible d'obtenir de renseignements plus récents.

Hongrie : 1) *The Hungarian Three-year Plan*, Budapest, 1947; 2) *Annuaire des Statistiques agricoles et alimentaires, 1951, op. cit.*; 3) *Statisztikai Szemle*, N° 5, 1951; 4) *Szabad Nép*, 1er juillet 1951; 5) *Statisztikai Szemle*, N° 4, 1952.

Toutes les données relatives à l'avant-guerre sont tirées de 1). L'effectif du cheptel en 1948 a été publié dans 2), et 3) indiquait l'augmentation de l'effectif des bovins et des porcins en 1950 par rapport à 1938. Dans 4), a été publiée la diminution en chiffres absolus du cheptel porcin entre les divers recensements annuels et les pourcentages de diminution du cheptel bovin dans diverses régions; sur la base de ces renseignements, on a évalué que, dans l'ensemble, le cheptel a diminué de 17%. Le pourcentage annuel d'augmentation, en 1952 par rapport à 1951, est indiqué dans 5) pour le cheptel porcin et l'on y trouve également l'indication d'un léger accroissement du cheptel bovin.

Pologne : 1) *Rocznik Statystyczny, 1947*; 2) *Zycie Gospodarcze*, N° 20, octobre 1949; 3) *Gospodarka Planowa*, septembre 1952.

Pour l'avant-guerre et pour 1948 et 1952, l'effectif du cheptel est tiré de 1), 2) et 3) respectivement.

Roumanie : Pour la période d'avant guerre et pour 1948, tous les chiffres relatifs à l'effectif du cheptel sont tirés de l'*Annuaire statistique 1950/51*, Organisation des Nations Unies, et de *Recensământul Agricol din Republica Populară Română*, 25 janvier 1948, respectivement. Les renseignements relatifs à 1950 sont tirés de *L'édification nouvelle de la République populaire de Roumanie*, Bucarest, 1951, où l'on trouve également les objectifs du plan pour 1955 en chiffres absolus, ainsi qu'en pourcentages d'augmentation par rapport à 1950.

Tchécoslovaquie : 1) *Statistical Digest of the Czechoslovak Republic, 1948* ; 2) *Bulletin of the National Bank of Czechoslovakia,* N° 9, 1949; 3) *Hospodář*, 21 septembre 1950; 4) *Rudé Právo*, 25 février 1951; 5) *Rudé Právo*, 27 janvier 1952.

Pour l'avant-guerre, tous les renseignements sont tirés de 1) et pour 1948 et 1949, l'effectif du cheptel est tiré de 2). L'effectif du cheptel bovin et porcin en 1950 a été calculé d'après les renseignements parus dans 3) et 4) respectivement, le premier donnant un pourcentage d'augmentation du cheptel bovin et le second indiquant que le cheptel porcin avait augmenté par rapport à l'avant-guerre. 5) indique le pourcentage d'augmentation du cheptel bovin et porcin en 1951 par rapport à 1950. Pour évaluer le nombre de vaches en 1951, on a repris le rapport entre le nombre de vaches et le nombre total de bovins en 1948.

V. POPULATION, MAIN-D'ŒUVRE ET EMPLOI
(Tableaux 12, 49, 50, 52, 65 et II et Diagrammes 9 à 12)

1. Population totale et population active et leur distribution
(Tableaux 12, 50, 52, 53 et Diagrammes 11 et 12)

Les chiffres ont été pris, chaque fois que c'était possible, dans les recensements de population. Lorsque les résultats complets des recensements de population les plus récents n'étaient pas disponibles, on a eu recours à des estimations. Les chiffres relatifs aux pays de l'Europe de l'Est ainsi qu'à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne, à la Turquie et à la Yougoslavie sont généralement d'une précision moindre que ceux relatifs aux autres pays, en raison des modifications territoriales ou de l'absence d'un recensement pour la période d'après guerre, ou encore des déficiences des statistiques. Comme source d'information pour la répartition par âge de la population de ces pays, on s'est servi de l'*Annuaire démographique*, 1948 et 1951, des Nations Unies, ainsi que, pour la Bulgarie, la Grèce et l'Espagne, des *Estimates of Future Population by Sex and Age, 1950–1960,* (étude préliminaire préparée par le Département des Affaires sociales). Pour tous les pays, à l'exception de la Pologne, les chiffres se rapportent aux territoires d'après guerre.

En principe, les industries sont groupées selon la Classification Internationale Type des Industries, et il a fallu adapter les statistiques nationales à l'aide d'approximations diverses. Ce problème est spécialement aigu pour l'industrie mécanique (qui comprend les travailleurs occupés dans les garages), les transports et les communications (qui comprennent les travailleurs des postes, télégraphes et téléphones) et les services (qui comprennent les hôtels, les travailleurs occupés dans les services d'assurance sociale, et les militaires stationnés sur le territoire métropolitain).

Les épouses des agriculteurs ont été ajoutées à la population active agricole lorsque cela n'était pas le cas dans les statistiques originales de façon à améliorer la comparabilité entre pays. Dans le cas des pays énumérés plus haut, il a été nécessaire cependant d'adopter une méthode quelque peu différente (qui donne toutefois des résultats très similaires) et de compter comme actifs tous les hommes et les femmes âgés de 15 à 64 ans dépendant de l'agriculture. Lorsque cela a été nécessaire, les estimations de la structure par âge de la population agricole ont été faites sur la base de renseignements relatifs à la distribution par âge de la population totale.

Allemagne occidentale : 1) *Volks-, Berufs- und Betriebszählung, 1933* ; 2) *Statistische Berichte,* Arb. Nr. VIII/8/18.

1) donne des chiffres pour 1933 relatifs aux provinces qui forment le territoire actuel de l'Allemagne occidentale : Schleswig-Holstein, Hanovre, Westphalie, Rhénanie, Hambourg, Oldenburg, Brunswick, Brême, Lippe, Lübeck, Schaumburg-Lippe, Hesse-Nassau, Hohenzollern, Bavière, Wurtemberg et Bade. On a fait un ajustement (peu important d'ailleurs) pour les portions des provinces de Brunswick et Hesse-Nassau (enclave de Schmalkalden) qui sont englobées dans l'Allemagne orientale. Afin de se conformer à la nomenclature d'après guerre, 40.000 personnes ont été exclues du commerce et transférées aux services afin de tenir compte du fait que les assurances sociales sont désormais comptées parmi les services. Les chiffres originaux relatifs à l'agriculture n'ont pas été ajustés ; 2) donne des chiffres pour septembre 1950.

Allemagne orientale : 1) *Volks-, Berufs- und Betriebszählung,* 1933 ; 2) *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung, op. cit.*

On a pris dans 1) les chiffres relatifs aux provinces suivantes : Province de Saxe, « Land » de Saxe, Thuringe, Anhalt, Mecklenbourg, Brandebourg, Poméranie, Basse-Silésie. Outre l'ajustement déjà indiqué pour les deux provinces qui ont été partagées entre l'Allemagne occidentale et l'Allemagne orientale, on a admis comme appartenant à la zone orientale seulement 80 %, 26 %, et 10 % respectivement des trois provinces citées en dernier, puisque le reste fait maintenant partie de la Pologne. 2) a servi à estimer les chiffres relatifs à l'après-guerre.

Berlin-Ouest : Berliner Statistik, septembre 1952.

Cette source a permis de compléter les renseignements donnés par la source 1) indiquée pour l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale.

Autriche : 1) *Statistische Nachrichten,* novembre 1952 ; 2) *Statistisches Handbuch für den Bundesstaat Österreich,* Vol. VII, Vienne, 1937 ; 3) *Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung,* mai 1951, page 257.

La comparaison entre 1934 et 1951 donnée dans 1) est limitée aux grands secteurs d'activité. Pour l'année 1951, on a estimé les mines sur la base des rapports de l'assurance-maladie, la construction d'après le dénombrement des salariés en 1948 publié dans 1). On a estimé les hôtels d'après 3). Ces trois branches ont été exclues de l'industrie. Les trans-

ports ont été estimés sur la base de l'emploi dans les chemins de fer et les postes, télégraphes et téléphones, et exclus du groupe « Commerce et transport ». Les chiffres relatifs à l'agriculture n'ont subi aucun ajustement. Les données détaillées relatives à 1934 ont été prises dans 2).

Belgique : 1) *L'Economie belge en 1950*, page 10 ; 2) *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales, op. cit.*, Louvain, décembre 1952, page 775. Pour le Diagramme 12, les renseignements sur la population active civile ont été pris dans 1). Les effectifs des forces armées ont été pris dans 2).

Danemark : 1) *Folketaellingen den 5. November 1940* ; 2) *Statistiske Efterretninger*, 15 février 1952.

Des chiffres pour 1930 et 1940 ont été pris dans 1), et 2) a donné une comparaison entre 1940 et les résultats d'un sondage relatif à la main-d'œuvre effectué en mai 1951. Les femmes mariées travaillant au dehors ont été classées dans les diverses branches d'activité. Les chiffres relatifs à l'agriculture dans la source originale n'ont subi aucun ajustement.

Espagne : 1) *Anuario Estadístico de España, a)* 1948, *b)* 1952 ; 2) *La Renta Nacional de España en 1950.*

Selon le recensement de 1930, on ne connaît que la population totale qui est publiée dans 1 *a)*. On est arrivé à des chiffres approximatifs pour la population d'âges actifs et pour la population active en comparant les recensements de 1920 et de 1940, en se servant de la population active en 1930 calculée d'après 2) et des changements qu'a subis le groupe d'âges 15 à 64 ans. Les chiffres officiels relatifs aux femmes actives dans le commerce semblent trop faibles et on les a augmentés. La population totale en 1950 est tirée de 1 *b)* et sa distribution par âges d'une étude préparée par M. Bourgeois-Pichat, *Les conditions de développement des populations de l'Europe occidentale.* La population active totale en 1950 a été estimée d'après 2) et l'évolution du groupe d'âges 15 à 64 ans. Les accroissements des effectifs des différents métiers par rapport à 1940 sont des estimations très incertaines basées entre autres informations sur des chiffres de production contenus dans 1) et 2).

Finlande : 1) *Mercator*, 6 juin 1952.

Les données du Diagramme 12 ont été prises à cette source.

France : L'adaptation des chiffres de 1931 à la nomenclature utilisée en 1946 a été faite d'après des informations directes. Dans le recensement de 1946, le groupe « Activités non spécifiées » est très grand. Les chiffres pour 1951 ont été estimés d'après ceux de 1946 après que le groupe cité ci-dessus eut été réparti entre les activités autres qu'agricoles.

Grèce : 1) *Résultats statistiques du recensement de la population de la Grèce 1928* ; 2) *Annuario Statistico Italiano, 1936* ; 3) *Memorandum of the Greek Government for the O.E.E.C. Annual Report*, août 1952.

Aux chiffres pour 1928 tirés de 1), on a ajouté les données relatives aux îles du Dodécanèse tirées de 2). Le groupe « Métiers non spécifiés » a été réparti entre les autres groupes. On a fait de même en ce qui concerne les chômeurs en 1950, toutes les données relatives à cette année étant tirées de 3).

Hongrie : 1) *Recensement général de la population de 1930* ; 2) *Statisztikai Szemle, a)* Nos 11-12, 1947 et No 3, 1951, *b)* No 4, 1951, *c)* No 6, 1951 ; 3) *Gazdaságstatisztikai Tajékoztató, a)* No 8, 1948, Nos 1 et 7, 1949 ; *b)* No 3, 1949 ; 4) *Magyar Statisztikai Zsebkönyv*, 1948.

Les chiffres pour 1930 ont été pris dans 1). La population d'âge actif en 1948 a été tirée de 2 *a)*, 3 *b)* et 4), l'agriculture de 2 *c)*. Les mines, l'industrie manufacturière et la construction ont été obtenues par combinaison des données tirées de 3 *a)*, 3 *b)* et 2 *c)*. 2 *c)* donne aussi des chiffres pour les effectifs dans les transports. Le commerce et les services ont été aussi estimés d'après la même source, mais on a dû les laisser groupés. La population totale en 1950 a été estimée d'après le taux d'accroissement des années antérieures ; la distribution par âges a été supposée identique à celle de 1948. Les effectifs de l'agriculture ont été calculés d'après 2 *b)* et 2 *c)*. Le nombre des travailleurs des mines, de l'industrie manufacturière et de la construction en 1950 est donné dans 2 *c)* et l'augmentation de leur effectif depuis 1948 a été appliquée à la population active totale de ces mêmes groupes. Les effectifs du commerce et des services ont été déduits par différence.

Irlande : 1) *Census 1936, Volume VI, industrial status*; 2) *Third Interim Report on Population Census, 1946, Supplement to Irish Trade Journal and Statistical Bulletin*, septembre 1950; 3) *Statistical Abstract* et *Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.*

Les Tableaux 5 dans 1) et 6 dans 2) ont servi à établir des chiffres comparables pour 1936 et 1946. Les chiffres pour 1951 ont été estimés d'après l'emploi des hommes dans l'agriculture, l'emploi dans les industries produisant des biens transportables, dans les secteurs du bâtiment que couvrent les recensements annuels de production et dans les chemins de fer, les transports routiers, les offices de postes, ainsi que d'après les effectifs des syndicats pour les autres activités, tous renseignements pris dans 3). La main-d'œuvre agricole a été accrue d'un montant égal à la différence entre les effectifs masculins et les effectifs féminins parmi les travailleurs indépendants.

Italie : 1) *Annuario Statistico*, 1934; 2) *Informazioni Svimez*, Rome, *a)* 15 mars 1950, *b)* 25 avril 1951.

La distribution par âges en 1931 est tirée de 1). Celle de 1950 a été prise d'une communication du Professeur Somogyi au « Convegno di studi statistici sulla disoccupazione », 1952. 2*a)* donne des indices comparant la population active en 1936 et en 1949, ainsi que des chiffres absolus pour 1949. Cela a permis de recalculer des chiffres absolus pour 1936 (année de recensement), comparables à ceux de 1949. Les chiffres originaux pour 1936 et ceux ainsi calculés ont permis

d'apporter aux données de 1931 un ajustement les rendant comparables à 1949. Les chiffres pour 1950 ont été extrapolés d'après ceux de 1949 sur la base de 2*b*). La différence des effectifs hommes et femmes parmi les travailleurs indépendants de l'agriculture a été calculée pour 1936 et on l'a ajoutée au total de la population active.

Norvège : 1) *Folketellingen i Norge, 1 December 1930, Sjette hefte*; 2) *Folketellingen i Norge, 3 December 1946, Tredje hefte*; 3) *Statistik Årbok for Norge, 1951*; 4) *Annuaire des Statistiques du travail, 1951/52,* BIT.

Les détails pour 1930 sont tous tirés de 1). 2) donne une comparaison entre 1930 et 1946. Aux effectifs indiqués pour la main-d'œuvre agricole, on a ajouté les effectifs des ménagères dépendant de l'agriculture (qu'elles soient actives dans un autre métier ou non) ainsi que ceux des domestiques (*Hushjelper o a faste hustjenre, Husarbeid hjemme*). Les travailleurs des hôtels ont été enlevés au commerce pour être ajoutés aux services. Les conducteurs occupés dans l'industrie dénombrés au recensement de 1930 sous « transports » ont été regroupés avec l'industrie. Les services comprennent les professions libérales, les domestiques employés dans des établissements, les domestiques privés occupés dans des branches non agricoles et les hôtels : Les chiffres obtenus pour 1946 qui sont comparables à ceux de 1930 ne sont pas en accord avec ceux indiqués dans 4) et on a fait les corrections nécessaires.

Pays-Bas : 1) *Third Memorandum on the Industrialization of the Netherlands, 1951*; 2) *Mededelingen,* Centraal Bureau voor de Statistiek, mars 1951; 3) *Maandschrift CBS.*

1) donne des chiffres pour 1930 et 1950 comparables en ce qui concerne l'agriculture, l'industrie et les services. L'emploi dans les mines, la construction et les transports a été tiré de 2). 3) donne les chiffres du chômage. On n'a pas fait d'ajustement relatif aux épouses des agriculteurs pour l'établissement du Tableau 52. Pour les Diagrammes 11 et 12, en revanche, la main-d'œuvre agricole a été augmentée de 225.000 personnes; ce qui représente le nombre des épouses des agriculteurs selon le recensement de 1947.

Pologne : 1) *Concise Statistical Yearbook of Poland, 1938*; 2) *Bulletin mensuel de Statistiques,* Nations Unies; 3) *Wiadomości Statystyczne,* mai 1950; 4) *Statistical News,* 1949 à 1951; 5) *Plan Odbudowy Gospodarczej,* Varsovie, 1947; 6) *Trybuna Ludu, a*) 7 avril 1951; *b*) 20 juillet 1952; 7) *Dzjennik Ustaw,* N° 26, 1949.

Les chiffres pour 1931 sont tirés de 1); ils se rapportent aux territoires d'avant guerre. La population totale en 1947 et en 1950 a été tirée de 2), sa répartition par âges de 3). La population active en 1947 a été tirée de 4) et 5). Les chômeurs ont été répartis selon leur métier antérieur. L'agriculture en 1950 a été estimée d'après 6*a*). La population active totale, agriculture exclue, a été tirée des données pour 1947 et des augmentations annuelles indiquées dans 6*b*). Les chiffres relatifs aux mines et à l'industrie sont des estimations déduites des renseignements pour 1949 dans 7) et des prévisions du plan pour les années ultérieures. Les estimations relatives aux autres métiers sont basées sur des informations extraites de diverses publications polonaises.

Portugal : 1) *Anuário Estatistico,* 1939; 2) *Anuário Demográfico,* 1949.

Les chiffres pour 1930 ont été tirés de 1). Comme pour l'Espagne, on a dû corriger les chiffres du commerce. Le groupe « activités inconnues » a été réparti entre les autres groupes. Les chiffres pour la population totale et sa répartition par âges en 1950 résultent d'informations directes. On a dû estimer tous les autres en partant du recensement de 1940 donné dans 2), de l'évolution du groupe d'âges 15 à 64 ans, en tenant compte des renseignements disponibles sur l'évolution économique générale. Ces estimations sont très approximatives.

Roumanie : 1) *Annuaire démographique 1951,* Nations Unies ; 2) *Recensământul general al populatiei României 1930*; 3) *Probleme Economice, a*) N°s 3 et 4, 1948; *b*) N° 2, 1950; 4) *Intreprinderile particulare industriale, commerciale si de transport,* 1947; 5) *La Roumanie nouvelle,* 1er-15 janvier 1951; 6) *Rumanian News, op. cit.,* 27 mai 1951 et 28 septembre 1952.

La population totale en 1930 sur le territoire d'après guerre a été tirée de 1). Tous les autres chiffres relatifs à cette année sont pris dans 2). L'agriculture en 1948 est tirée de 3). Pour la population non agricole, on a supposé que la proportion des actifs dans le total est la même qu'avant la guerre. Les mines, la grande industrie et la construction en 1948 sont données dans 4). Les effectifs de l'industrie d'Etat et de l'artisanat ont dû être estimés d'après les données des années antérieures. Les transports, le commerce et les services ont été déduits par différence et il n'a pas été possible de les disjoindre. La population totale en 1950 est publiée dans 1); sa répartition par âges est basée sur des informations de même source relatives à l'année 1948. La population active en 1950 a été estimée à partir des chiffres pour 1948 en tenant compte des informations données dans 3*b*), 5 et 6).

Royaume-Uni : 1) *Abstract of Labour Statistics, 1922-1936*; 2) *1951 Census, One per cent sample,* première partie ; 3) *Records and Statistics, supplement to The Economist,* 19 juillet 1952.

La plupart des chiffres et des proportions indiqués se rapportent à la seule Grande-Bretagne (c'est-à-dire à l'exclusion de l'Irlande du Nord). Le commerce, les transports et les services ainsi que le total de toutes les activités en 1931 ont été tirés de 1). Le groupe « transports » couvre les transports et les communications plus les P.T.T., moins les garages. Les services couvrent les groupes XVIII, XIX, XX et XXI, à l'exception des P.T.T. Le commerce a été gonflé d'une estimation pour la « photographie ». Les mines et la construction ont été prises dans 3). La main-d'œuvre agricole est tirée de 3); mais les chiffres ont subi l'ajustement suivant : au nombre des personnes actives en 1951, on a ajouté les effectifs des hommes retraités d'âge actif, plus ceux des femmes dont les maris occupés dans l'agriculture étaient d'âge actif. On a calculé les chiffres comparables pour 1931 d'une manière analogue. Pour le Diagramme 12, on a tenu compte de l'Irlande du Nord.

Suède : 1) *Folkräkningen den 31 December 1930*, Vol. III ; 2) *Folkräkningen den 31 December 1940*, Vol. III ; 3) *Kommersiella Meddelanden*, février 1943 ; 4) *Statistisk Tidskrift*, juillet 1952 ; 5) *Konjunkturläget., Hösten 1947.*

La comparaison entre 1930 et 1950 a dû être établie en trois étapes : les changements entre 1930 et 1940 ont été mis en évidence en recalculant les chiffres absolus correspondant aux pourcentages donnés dans 3), et en les comparant avec les données publiées dans 1) et 2) ; les changements entre 1940 et 1945 ont été pris dans 5) ; ceux entre 1945 et 1950 ont été tirés des résultats préliminaires du recensement de 1950 publiés dans 4). Les aides familiales du sexe féminin ont été exclues des données originelles sur la main-d'œuvre agricole et aux résultats de ce calcul on a ajouté un effectif égal à celui des employeurs pour tenir compte des femmes des agriculteurs. Les chiffres relatifs aux mines couvrent l'extraction des minerais et du charbon. La construction ne forme pas un groupe indiqué séparément dans les résultats de 1950 et il a fallu l'estimer d'après une information parue dans *Konjunkturläget, Våren 1952.*

Suisse : 1) *La vie économique*, août 1952 ; 2) *Annuaire statistique de la Suisse.*

La comparaison entre 1930 et 1950 est basée sur les résultats provisoires du recensement de 1950 publiés dans 1). Le forestage, le jardinage et la pêche, qui sont groupés dans la rubrique « autres groupes économiques », ont été supposés occuper 9.000 personnes en 1950 comme en 1930, et cet effectif a été ajouté à celui de l'agriculture. 7.000 mineurs, comme en 1930, ont été ajoutés à l'industrie. Le groupe « commerce, hôtels, transport » (426.000) en 1950 n'est pas détaillé dans 1). Ce total a été réparti de la même manière qu'en 1930 (190.000, 97.000, et 85.000) à ceci près que la part du commerce a été accrue aux dépens de l'hôtellerie. Le chiffre pour l'agriculture a été obtenu en doublant celui des travailleurs indépendants hommes occupés dans l'agriculture.

Tchécoslovaquie : 1) *Scitani Lidu*, 1930 ; 2) *Zpravy Staniho uradu statistického*, N°s 1–3 1949 ; 3) *Statisticky zpravodaj*, septembre 1949 ; 4) *The Czechoslovak Economic Five-year Plan*, Prague, juillet 1949.
Les chiffres pour 1930 sont tirés de 1). On a exclu la Russie subcarpathique. Des données pour 1947 ont été tirées de 2, celles relatives aux mines de 3). On a estimé les chiffres pour 1950 à partir de ceux de 1947 et des prévisions du Plan, prises dans 4).

Turquie : 1) *Annuaire statistique 1951* ; 2) *Bulletin mensuel de Statistique*, Nations Unies ; 3) *O.E.E.C. General Memorandum on the 1950–1951 and 1951–1952 Programme for Turkey*, Paris, 1950.

Les chiffres pour 1935 sont tirés de 1). La répartition par âges de la population totale en 1950 prise dans 2) a été faite comme indiqué dans 1) pour 1945. La population active en 1950 a été estimée à partir des résultats du recensement de 1945, de l'accroissement des effectifs d'âges actifs entre 1945 et 1950 et des modifications de structure du revenu national au cours de cette période selon 3). Les chiffres pour 1950 sont très approximatifs.

Yougoslavie : 1) *Annuaire démographique, 1948*, Nations Unies ; 2) *Statistički Godišnjak*, 1940 ; 3) *Annuario Statistico Italiano 1934* ; 4) *Statisticki Bilten, a)* juillet 1950, *b)* juin 1951 ; 5) *Indeks*, septembre 1952 ; 6) *Statisticka Revija*, novembre 1951 ; 7) *Borba*, 22 mars 1950 et 16 décembre 1951.

La répartition par âges indiquée par le recensement de 1931 a été appliquée à la population totale, dans le territoire d'après guerre, donnée pour 1931 dans 1). La population active a été déduite de 2). Les chiffres relatifs aux territoires acquis après la guerre sont basés sur 3). La répartition par âges de la population totale en 1948 est donnée dans 4*b*). Les effectifs de l'agriculture dans cette même année ont été tirés de 4*a*) et 4*b*). La population active non agricole est donnée dans 4*a*) ainsi que les détails de la distribution par classe sociale. La répartition selon les différents métiers a été faite sur la base de données pour 1950 publiées dans 5) et elle n'est qu'approchée. La population totale pour 1950 a été prise dans 6). La diminution des effectifs de l'agriculture entre 1948 et 1950 a été estimée d'après 7). On est arrivé à la population active non agricole en combinant les données de 4*a*) et 5).

Les excédents de main-d'œuvre dans l'agriculture indiqués au Tableau 52 ont été calculés en faisant la différence entre les effectifs des hommes réellement employés dans l'agriculture (forêts et pêches exclues), et les effectifs nécessaires pour labourer la terre et soigner le bétail, en supposant qu'il faut un homme pour 2,5 hectares de vigne, 5 hectares de plantes à tubercules, de cultures industrielles ou de légumes, 15 hectares de céréales, 30 hectares de prairies temporaires, 20 bovins ou chevaux, 80 porcs.

2. Emploi et durée du travail (Tableaux 49, 51, 65, II, et Diagramme 9)

Les chiffres de l'emploi dans l'industrie se rapportent en général aux ouvriers et employés occupés et couvrent les groupes 20 à 39 de la classification internationale type par industrie. Cependant, dans les Tableaux 51 et II, on a ajouté les groupes 1 et 5 (mines et eau, gaz, électricité).

Etant donné qu'il est impossible de trouver des séries statistiques homogènes sur une si longue période, on a dû combiner diverses sources : recensements de population, recensements de production, statistiques établies par les services de sécurité sociale, ou enquêtes relatives au niveau de l'emploi. Dans les Tableaux 49 et 51, les chiffres indiqués se rapportent la plupart du temps au milieu de l'année.

Dans le tableau du texte de la page 174, les chiffres couvrent les groupes suivants :

	Groupes		*Groupes*
Métaux	34	Industrie du vêtement . . .	24
Constructions mécaniques . . .	35, 36, 37, 38	Bois, papier et impression .	25, 26, 27, 28
Industrie chimique	31, 32	Industries alimentaires . . .	20, 21, 22
Textiles	23	Autres	29, 30, 33, 39

Les totaux de ce tableau diffèrent quelque peu de ceux indiqués dans la première colonne du Tableau II; ces derniers sont plus complets car on ne peut estimer la part des petites entreprises que pour le total de l'industrie.

Voici le détail des sources pour les différents pays :

Autriche : 1) *Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung*; 2) *Statistische Nachrichten.*

Pour le Tableau II, on s'est servi de 1). Comme cette source ne fait état que des grandes entreprises, on a calculé le lien avec l'avant-guerre d'après les résultats des dénombrements complets de salariés effectués en mars 1934 et mars 1948 publiés dans 2). L'indice de l'emploi dans l'agriculture est calculé d'après les effectifs couverts par l'assurance maladie donnés dans 2); la comparaison est faite entre le milieu de 1951 et la moyenne de 1937.

Allemagne occidentale : 1) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*; 2) *Arbeits- und Sozialstatistische Mitteilungen.*

Le Tableau 51 dérive de 2) au même titre que le Tableau II, à l'exception de l'année 1948 pour laquelle on a reçu des informations directes. Pour le Tableau 49, on est arrivé aux chiffres pour 1929 par ajustement des totaux de l'emploi en 1938 sur le territoire actuel (donnés dans 2)), en tenant compte de l'évolution des effectifs occupés dans les diverses industries de l'ensemble de l'Allemagne entre 1929 et 1938 à l'intérieur des seules entreprises employant cinq salariés et plus (de 1)).

Belgique : 1) *Revue du travail*; 2) *Bulletin de Statistique*; 3) *Recensement économique et social du 27 février 1937*, tome II.

Pour le Tableau II, on s'est servi des chiffres semestriels des effectifs couverts par la sécurité sociale publiés dans 1). Le lien avec l'avant-guerre résulte d'une information directe. Les chiffres trimestriels sont une interpolation sur la base de statistiques données dans 2) relatives au nombre d'ouvriers occupés dans une large sélection d'industries. Pour le Tableau 49, les totaux relatifs à la fin de 1930 et à février 1937 sont tirés de 3) après élimination des membres de la famille participant au travail sans rémunération. Pour les années ultérieures, on s'est servi de 1).

Danemark : 1) *Industriel Produktionsstatistik*; 2) *Statistiske Efterretninger.*

Les totaux annuels indiqués au Tableau II sont des moyennes annuelles tirées des recensements de la production dont les résultats sont publiés dans 1), de même que les totaux mensuels pour l'année 1949. A partir de 1950, les indices trimestriels ont été estimés à partir des totaux annuels en se servant de l'indice des heures-ouvrier effectuées (corrigé pour tenir compte des variations saisonnières comme en 1949) tiré de 2). Comme les effectifs des employés n'étaient pas publiés avant 1939, le lien avec l'avant-guerre fait état des variations de l'emploi des seuls ouvriers entre 1938 et 1939. Les chiffres des années récentes ont été ajustés pour tenir compte d'un accroissement de la couverture à partir de 1949.

Tous les totaux du Tableau 49 sont tirés de 1) et se réfèrent aux ouvriers seulement. Pour 1929, on a inséré des estimations relatives aux industries du vêtement et de l'impression. Les chiffres pour 1952 sont des estimations. Pour l'agriculture, l'emploi a été tiré des données sur les dénombrements annuels publiés dans 2), 8 octobre 1952. Les données se rapportent aux campagnes 1951/52 et 1938/39.

Finlande : 1) *Teollisuustilastoa;* 2) *Sosiaalinen Aikakauskirja.*

Les indices annuels du Tableau II sont pris dans 1) et les indices trimestriels des chiffres de portée plus restreinte donnés dans 2). Les indices relatifs aux troisièmes trimestres de 1949 à 1950 ont subi une réduction en accord avec des informations directes pour tenir compte de l'influence des grandes grèves qui ont eu lieu à ces deux époques. 1) est la source de tous les chiffres du Tableau 49.

France : 1) *Résultats statistiques du recensement général de la population* ; 2) *Journal Officiel*, 1931 ; 3) *Revue française du travail*; 4) *Etudes et Conjoncture*, série rouge.

Tous les chiffres du Tableau II résultent d'informations directes. Pour le Tableau 49, les chiffres pour 1930 ont été estimés en utilisant 1) et l'évolution de l'emploi entre mars 1930 et mars 1931 indiquée dans 2). Les chiffres pour 1938 ont été fournis directement, les chiffres pour l'après-guerre sont tirés de 3). L'emploi dans l'agriculture au Tableau 51 a été estimé d'après 4).

Hongrie : 1) *Annuaire statistique hongrois*; 2) *Gazdasagstatisztikai Tajekoztato*; 3) *Statisztikai Tajekoztato*, 1951, N° 1; 4) Plans et rapports d'exécution des plans.

Au Tableau II, les chiffres pour 1938 sont tirés de 1), pour 1947 de 2), l'indice pour 1948 de 3) et les chiffres les plus récents de 4). Les totaux relatifs à 1929 et 1938 au Tableau 49 proviennent de 1) et les chiffres relatifs à l'après-guerre sont des estimations grossières sur la base des informations connues sur la production et la productivité tirées de 3) et 4).

BIBLIOTEQI UNIVERS

Irlande : 1) *Censuses of Industrial Production*; 2) *Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.*

Pour le Tableau II, le lien entre 1938 et 1949 a été calculé d'après 1). Les chiffres trimestriels pour 1949 ont été estimés d'après les chiffres pour « l'emploi dans certaines industries » donnés dans 2). A partir de 1950, ces chiffres ont été remplacés par d'autres plus complets dits « Emploi dans les industries produisant des biens transportables ». Pour le Tableau 49, les totaux pour les années 1929, 1938 et 1947 ont été tirés de 1); ils se rapportent en ce qui concerne les ouvriers au mois d'octobre et en ce qui concerne les employés à la moyenne de l'année. Les détails disponibles n'étaient pas suffisants pour obtenir l'accord complet avec la classification internationale. Les textiles et la bonneterie ont été groupés; l'industrie mécanique couvre « constructions mécaniques et industries accessoires », « métallurgie et articles en métaux », « construction et réparation des véhicules », et « chemins de fer et tramways ». Les chiffres pour l'après-guerre tirés de 2) se rapportent à la date du recensement industriel annuel. L'emploi dans l'agriculture donné dans 2) est relatif aux effectifs des hommes travailleurs permanents ou temporaires à l'exclusion des membres de la famille.

Italie : *Annuario di Statistiche del Lavoro*, 1949, C.G.I.I., Rome; 2) *Statistiche del Lavoro*; 3) *Rassegna di Statistiche del Lavoro*, C.G.I.I., Rome; 4) *Censimento industriale e commerciale.*

Les indices pour 1947 et 1948 ont été tirés de 1) et couvrent tous les salariés. Les chiffres pour les années ultérieures sont tirés de 2) et 3) et se rapportent aux seuls ouvriers.

Les totaux pour 1929 au Tableau 49 sont très approximatifs; ils résultent d'informations données sur 1927 dans 4) après adaptation à la classification nouvelle compte tenu de l'évolution de l'emploi total entre 1927 et 1929. Les chiffres pour 1952 se rapportent à mars, ceux de l'emploi dans les industries mécaniques sont une estimation à partir de l'emploi connu dans la métallurgie et la construction mécanique ensemble.

Norvège : 1) *Norges industri*; 2) *Arbeidsmarkedet*; 3) *Bedriftstelling*, 1936; 4) *Jordbrukstellingen i Norge, fierde hefte*; 5) *Om Nasjonalbudsjettet.*

Le lien avec l'avant-guerre du Tableau II est basé sur une comparaison de l'emploi dans l'industrie en 1938 et en 1948 donné dans 1) (année 1948). Les années ultérieures et les trimestres ont été raccordés à 1948 à l'aide des statistiques de l'assurance-maladie publiées dans 2). On a fait quelques corrections pour tenir compte de l'élargissement du champ de l'assurance. Au Tableau 49, les chiffres pour 1948 à 1952 (mois d'août de chacune de ces années) ont été tirés de 2), N° 8, 1952. Ceux de 1947 ont été estimés d'après 2), N° 11, 1951. Les résultats détaillés du recensement de 1936 (source 3) ont été utilisés conjointement avec les recensements de production 1) pour calculer des chiffres pour 1929, 1938 et 1939. Des chiffres pour 1939 ont été également calculés sur la base de 2) et ces résultats ont permis de recouper les précédents. Au Tableau 51, un lien entre 1939 et 1949 a été obtenu à partir de 4), 1951 est une extrapolation faite sur la base des budgets de main-d'œuvre tirés de 5).

Pays-Bas : 1) *Ongefallen Statistiek*; 2) *Jaarcijfers voor Nederland*; 3) *Maandschrift.*

Les chiffres du Tableau II résultent d'informations directes. Pour le Tableau 49, la source 1) a donné des chiffres pour 1932 à 1949 que l'on a extrapolés à 1929 en se servant de 2) et à 1952 en se servant des indices de l'emploi dans les diverses industries publiés dans 3).

Pologne : 1) *Poland of To-day*, Polish Research and Information Service, New-York; 2) *Concise Statistical Yearbook of Poland*, 1929, 1932; 3) *Polish Statistical Yearbook, 1939*; 4) *Plan Odbudowy Gospodarczej*, Varsovie, 1947; 5) *Dziennik Ustaw*, n° 26, 1949 et n° 37, 1950; *The Six-Year Plan of Economic Development*, Varsovie, 1950; 6) Plans et rapports d'exécution des plans.

Pour le Tableau II, le lien avec l'avant-guerre a été fait sur la base des chiffres pour 1938 et 1949 donnés dans 1). Les autres chiffres sont tirés de 6). Au Tableau 49, les chiffres pour 1929 et 1937 tirés de 2) et 3) respectivement sont relatifs au territoire d'avant guerre et aux ouvriers dans les établissements industriels employant plus de quatre personnes. Les chiffres de l'après-guerre tirés de 4) à 6) se rapportent à l'industrie d'Etat seulement (87,3 % de l'emploi total en 1947 et plus de 90 % en 1949) et couvrent les ouvriers, les contremaîtres et les techniciens. Les chiffres pour 1951 et 1952 sont des estimations grossières.

Sarre : L'indice de l'emploi résulte en partie des données publiées dans *Statistisches Handbuch für das Saarland* et en partie d'informations directes.

Suède : 1) *Industri*; 2) *Sociala Meddelanden*; 3) *Kommersiella Meddelanden*, février 1952, page 82; 4) *Konjunkturläget, Hösten 1947*; 5) *Göteborg Bank Review*, juin 1952; 6) *Jordbrukmeddelanden.*

Au Tableau II, le lien entre 1938 et 1948 résulte de 1), les autres chiffres de 2). Au Tableau 49, les chiffres pour les années jusqu'à 1947 ont été tirés de 1), ceux pour 1951 estimés d'après 3). 4) a donné le déclin de l'emploi dans l'agriculture entre 1940 et 1945 et 5) la continuation de ce mouvement entre 1945 et juin 1952. Le chiffre pour 1951 est une interpolation et le lien entre 1938 et 1940 a été tiré d'une information dans 6).

Suisse : 1) *La vie économique*; 2) *Annuaire agricole de la Suisse.*

Au Tableau II, le lien avec 1938 est basé sur les chiffres relatifs à l'emploi dans les fabriques, les chiffres pour l'après-guerre dérivent des résultats de l'enquête sur la situation de l'industrie, tout cela est tiré de 1). La même source a été utilisée pour le Tableau 49 et l'indice donné au Tableau 51 est une estimation grossière déduite de 2).

Tchécoslovaquie : 1) *Statistický Zpravodaj*; 2) *Annuaire Statistique de la République tchécoslovaque, 1936*; 3) *Prvni československý pétiltety plan 1948.*

Tableau II : Les indices pour 1947 et 1948 sur base 1937 sont ceux de 1). Les chiffres pour les années ultérieures ont été déduits des rapports d'exécution des plans. Au Tableau 49, le chiffre pour mai 1930 a été tiré du résultat du recensement de la population publié dans 2) après élimination des employeurs, des locataires, des apprentis et des membres de la famille participant à l'activité de leur chef. Les chiffres pour 1937 et 1947 sont tirés de 1) et se rapportent aux territoires d'avant guerre. Ceux pour 1951 et 1952 ont été interpolés sur des informations parues dans 3). Seule, cette source 3) donne les effectifs dans la métallurgie et dans la construction mécanique séparément et l'on s'est servi de cette indication pour estimer la part des constructions mécaniques dans l'industrie des métaux en 1937.

Royaume-Uni : 1) *Ministry of Labour Gazette*; 2) *Abstract of Labour Statistics*; 3) *Monthly Digest of Statistics.*

Les chiffres du Tableau II sont tirés de 3). Le lien entre 1938 et 1947 résulte d'une information directe mais on lui a apporté une correction pour tenir compte de la crise de l'énergie de février 1947. Les détails relatifs aux effectifs de travailleurs dans les différentes industries en 1931 ont été tirés des résultats du recensement de la population de cette année (source 2)). L'emploi en 1929 et en 1938 a été estimé par comparaison avec 1931 en se servant des indices de l'emploi des personnes assurées contre le chômage dans chacune des industries. On a ajusté la classification d'alors à celle utilisée présentement. Pour les années d'après guerre, 3) donne les effectifs occupés dans les différentes industries manufacturières mais l'accroissement du champ de l'assurance en 1948 a nécessité des ajustements. Les totaux pour 1947 ont été obtenus en se servant de la comparaison faite entre 1947 et 1948 dans 3), mars 1949. Le Tableau 51 est basé sur 3).

Emploi dans l'industrie textile (Tableau 65)

Sauf indication contraire donnée ci-après, les sources sont les mêmes qu'au Tableau 49.

Allemagne : Arbeits- und Sozialstatistische Mitteilungen.

France : Informations directes pour 1938 et 1950–51. Le chiffre de mars 1946 tiré du recensement de la population a été ajusté à la fin de l'année en se référant aux données du Ministère du travail.

Italie : Le chiffre de 1937/39 est une estimation faite par la Confindustria, et celui de 1951 est tiré du résultat provisoire du recensement industriel.

Suède : Les données originelles ont subi un ajustement qui correspond à l'inclusion de l'emploi dans les petites firmes selon les données des recensements de population.

Production par heure de travail et heures-ouvrier effectuées dans l'industrie (Diagramme 9)

A l'exception du Danemark et de la Suède, la production par heure de travail a été déduite des renseignements sur la production industrielle, l'emploi et la durée du travail par semaine et par ouvrier. Les sources utilisées pour avoir la durée du travail sont les suivantes :

Allemagne occidentale : Statistische Berichte, Arb. N. VI.

Autriche : Renseignements fournis par le Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Danemark : Industriel Produktionsstatistik 1935, 1950; *Statistiske Efterretninger.*

Finlande : Sosiaalinen Aikakauskirja.

France : Bulletin Mensuel de Statistique.

Norvège : Norges industri, 1950.

Pays-Bas : Statistisch Bulletin.

Royaume-Uni : Ministry of Labour Gazette.

Suède : Kommersiella Meddelanden.

Dans certains cas, le lien avec 1938 a été établi en se référant à l'*Annuaire des statistiques du travail, 1947-48,* B.I.T., Genève.

Les indices de l'emploi et de la production industrielle ont été pris aux Tableaux I et II respectivement.

3. Chômage (Tableau 52 et Diagramme 10)

Les chiffres du chômage ont été pris dans l'*Annuaire des statistiques du travail, 1951-52,* déjà cité, et dans les publications nationales indiquées ci-après. Le chômage dans l'industrie est défini comme comprenant les personnes en chômage qui travaillaient antérieurement dans les mines, l'industrie manufacturière, la construction, et les distributions d'eau, gaz, électricité. Dans les pays où les chômeurs sont classés selon le métier qu'ils occupaient antérieurement, le chômage industriel a été estimé en ajoutant au nombre des chômeurs qui exerçaient antérieurement un métier de caractère industriel les deux tiers des chômeurs qui étaient des manœuvres et la moitié de ceux qui étaient des employés de bureau.

Allemagne occidentale : Arbeits- und Sozialstatistische Mitteilungen. La proportion des chômeurs dans la main-d'œuvre pour l'Allemagne occidentale en 1938 a été estimée à partir des données détaillées pour les divers districts administratifs fournies dans *Reichsarbeitsblatt, Statistische Beilage zu Nr. 22, 1938.*

Autriche : Statistische Nachrichten, demandeurs d'emplois.

Belgique : Revue du Travail.

Danemark : Statistiske Efterretninger « Samtledige ledige ».

Finlande : Sosiaalinen Aikakauskirja.

France : Revue française du Travail. Demandeurs d'emplois restant en fin de mois.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

Italie : La référence dans le texte est basée sur *Annuario Statistico,* les autres données de *Statistische del Lavoro.* Tous les chômeurs manœuvres (« mano d'opera generica ») ont été considérés comme des travailleurs industriels possibles pour le Tableau 52.

Norvège : Arbeidsmarkedet.

Pays-Bas : Maandschrift CBS — chômeurs totaux plus travailleurs occupés dans les DUW plus les *wachtgelders.*

Royaume-Uni : Ministry of Labour Gazette.

Suède : Sociala Meddelanden — chômage parmi les membres des syndicats.

Suisse : La Vie économique.

VI. PRIX ET SALAIRES (Tableaux 12, 28, 49 et 51, Diagramme 7 et pages 41 et 42 du texte)

Indices du coût de la vie (Tableau 28 et Diagramme 7)

Les indices du coût de la vie proviennent des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik. Le numéro de novembre 1952 présente un indice revisé, calculé rétrospectivement jusqu'en 1948, séparément pour trois catégories de revenus. On a utilisé la série correspondant à la catégorie moyenne.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Belgique : Bulletin du Service des Etudes et de la Documentation générale, Université catholique de Louvain.

Danemark : Statistiske Efterretninger. Les indices ont été corrigés de façon à exclure les impôts directs et les assurances.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Finlande : Tilastokatsauksia. On a utilisé la série excluant les impôts et les allocations familiales.

France : Bulletin mensuel de Statistique et *Inventaire de la situation financière,* Ministère des finances, 1951.
La deuxième source a été employée pour les années précédant l'introduction du nouvel indice revisé du coût de la vie en 1949, et correspond à la variation de la valeur d'un budget minimum (« budget minimum vital Delépine »). L'indice tiré de ce budget pour les années ultérieures varie parallèlement à l'indice officiel, et les indices Delépine ont été employés pour 1947 et 1948 (comme c'est le cas dans l'*Inventaire*) dans la comparaison entre les salaires et le coût de la vie. Les indices annuels pour 1946 et 1947 ont été estimés en les reliant à l'indice officiel du coût de la vie précédent.

Grèce : Bank of Greece Monthly Bulletin.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

Islande : Hagtidindi.

Italie : Notiziario Istat.

Luxembourg : Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation économique et de l'Office de la Statistique générale. La série exclut les loyers.

Norvège : Statistiske Meldinger.

Pays-Bas : Statistisch Bulletin.

Portugal : Boletim mensal.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Suède : Sociala Meddelanden.

Suisse : La Vie économique.

Turquie : Konjonktür.

Données sur les prix et les salaires en Europe orientale (pages 41 et 42 du texte)

Bulgarie : Rabotnichesko Delo, 11 mai 1952. Les salaires moyens proviennent du Tableau 12 de cette source et de renseignements concernant les niveaux de salaire pour différentes activités dans *La Bulgarie d'aujourd'hui,* Sofia, 30 avril 1952.

Hongrie : Gazdaságstatisztikai Tájékoztató, n° 7, 1949, page 320; *Statisztikai Szemle,* N° 1, 1949, pages 34-35; *Szabad Nép,* 13 décembre 1949, 11 janvier, 23 avril et 1er août 1950 et 2 décembre 1951.

Pologne : La pondération est tirée de « Méthodes pour l'élaboration de l'indice du coût de la vie », *Wiadomości Statystyczne*, volume spécial III, Varsovie, août 1947. Les prix pour 1949 sont tirés de la même source, N° 3, 1950 et pour janvier 1953, de *Trybuna Ludu*, 4 janvier 1953. Les données concernant les gains proviennent de *Płace w poszczególnych przemyslach, Sprawozdanie, C.K. Zw. Zaw, 1945-1949*, Varsovie, 1949; *Dziennik Ustaw*, N° 13, 1951; *Górnik*, N° 19, 1950; et *Trybuna Ludu*, Varsovie, 4 janvier 1953.

Roumanie : Scânteia, 27 janvier 1952.

Gains et prix des importations (Diagramme 7)

Les données relatives aux gains concernent les salaires des hommes seulement, qu'ils soient ouvriers spécialisés ou non, excepté pour l'Autriche, la France et la Suède, où les femmes sont aussi comprises; elles se rapportent, autant que possible, uniquement à l'industrie manufacturière.

Sauf indication contraire ci-dessous, les sources sont les mêmes que celles utilisées pour les gains en 1951 dans les industries mécaniques et les textiles (Tableau 49). On doit aussi noter les remarques suivantes :

Autriche : Même source que pour le Tableau 51.

France : Le montant annuel des allocations familiales reçues par une mère de 2 enfants dans la région parisienne a été ajouté aux gains (source pour les allocations familiales : supplément, mai-juin 1952, *Bulletin mensuel de Statistique*).

Italie : Rassegna di Statistiche del Lavoro, Rome. Indices des gains, y compris les allocations familiales.

Pays-Bas : Gains d'une semaine en septembre, octobre ou novembre.

Suisse : Gains d'octobre.

Les prix moyens dérivés d'importation proviennent du *Bulletin mensuel de Statistique*, Nations Unies, et de l'*Annuaire des Statistiques du Commerce international*, Nations Unies, 1951.

Gains dans les industries mécaniques et les textiles (Tableau 49)

Pour obtenir un indice pour les industries textiles et mécaniques, on a dû, dans certains cas, combiner les données se rapportant à plusieurs branches industrielles et, dans ce cas, la pondération a été obtenue dans la mesure du possible à partir des chiffres de l'emploi dans une année d'avant guerre. Tous les travailleurs, spécialisés ou non, sont inclus, et là où les données originales distinguent les degrés de spécialisation, celles-ci ont été combinées en utilisant une pondération basée sur l'emploi avant guerre

Les sources employées sont les suivantes :

Allemagne occidentale : 1938 — *Statistisches Handbuch von Deutschland, 1928-1944.*
1951 — *Statistische Berichte*, Arb. Nr. VI. Combinaison des chiffres pour les travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Belgique : 1937 — *Recensement économique et social de 1937*, chiffres reproduits dans *L'Economie belge en 1947.*
1951 — *Septième Rapport annuel, Exercice 1951*, Office national de sécurité sociale, 1952. Les gains journaliers ont été obtenus en divisant la masse des salaires payés par le nombre de jours travaillés.

Danemark : Statistiske Efterretninger. Les gains dans diverses occupations ont été groupés et pondérés par l'emploi en 1936.

Finlande : Sosiaalinen Aikakauskirja.

France : Enquête sur l'activité économique et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre — enquête trimestrielle du Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

Italie : 1938 — *Bollettino mensile di Statistica*, 1938-1939. Les gains horaires ont été obtenus en divisant la masse des salaires payés par le nombre d'heures de travail effectuées.
1951 — *Statistiche del Lavoro.* Ministero del Lavoro.

Norvège : Statistiske Meldinger.

Pays-Bas : Statistiek der Lonen, mai-août 1952. Le Bureau central du Plan a fourni la pondération utilisée pour combiner des données concernant les travailleurs qualifiés, semi-qualifiés et les manœuvres.

Royaume-Uni : 1938- R. B. Ainsworth, « Earnings and Working-hours of Manual Wage-earners in the United Kingdom in October 1938 » ; *Journal of the Royal Statistical Society*, Vol. CXII, Part. I, 1949.
1951 — *Ministry of Labour Gazette*, mars 1952.

Suède : 1938 — *Lönestatistisk Årsbok för Sverige.*
1951 — *Meddelanden från Socialstyrelsens utredningsbyrå.*

Suisse : La Vie économique, mai 1952. Les chiffres pour les travailleurs spécialisés, demi-qualifiés et manœuvres ont été combinés à l'aide de la pondération tirée de l'emploi en 1939.

Salaires relatifs dans l'industrie et l'agriculture (Tableau 51)

Les indices utilisés pour l'agriculture concernent les gains en espèces d'un homme travaillant dans l'agriculture en été. On les a, en général, comparés aux gains dans l'industrie des hommes et femmes au troisième trimestre de chaque année. Sauf indication contraire, les gains en valeur absolue pour les manœuvres proviennent des sources utilisées pour le Tableau 49, en tenant compte, le cas échéant, du fait que les chiffres puisés dans ces sources comprenaient également les travailleurs qualifiés.

Les sources utilisées sont les suivantes :

Allemagne occidentale : Industrie — *Statistische Berichte*, Arb. Nr. VI. — Agriculture — *Statistischer Monatsbericht*, Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten, mai 1952.

Autriche : Renseignements fournis par l'« Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung ».

Belgique : Industrie — *Bulletin d'Information et de Documentation*, Banque nationale de Belgique. Moyenne de l'indice pour juin et septembre.

Agriculture — *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales*, Université catholique de Louvain.

Danemark : Industrie — *Statistiske Efterretninger* (moyenne horaire des gains au troisième trimestre).

Agriculture — *Statistiske Efterretninger* (salaires journaliers des hommes de 17 à 20 ans).

France : Industrie — *Bulletin mensuel de Statistique.* Les indices trimestriels basés sur janvier 1946 ont été liés aux données figurant dans le numéro d'avril 1947 tiré de la *Revue française du Travail.* Les chiffres sont les moyennes de ceux de juillet et octobre.

Agriculture — *Bulletin mensuel de Statistique*, supplément d'avril-juin.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin. Les indices des taux de salaires (1939 = 100) ont été rebasés sur 1938 = 100 à l'aide des indices correspondants de base plus ancienne figurant dans *Some Statistics on Wages and Earnings, 1946.* Un recensement complet des gains dans l'industrie a lieu normalement en octobre. Comme les résultats de 1951 n'étaient pas encore disponibles, les gains moyens pour les hommes cette année-là ont été calculés à l'aide de la moyenne pour les hommes et femmes en septembre 1951 donnée par le sondage trimestriel et ajustée à l'aide du rapport des gains des hommes à ceux des femmes tiré du recensement de 1950 (*cf.* numéro de juin 1952 du *Bulletin*).

Italie : Bollettino mensile di Statistica. Les chiffres pour l'agriculture concernent les hommes célibataires.

Norvège : Industrie — *Statistiske Meldinger.* Pondération des gains des hommes et des femmes : 78:22.

Agriculture — *Statistisk Årbok for Norge.* Salaires d'été pour les travailleurs, avantages en nature exclus.

Pays-Bas : Maandschrift, CBS. Indices mensuels des taux de salaires.

Royaume-Uni : Industrie — *Ministry of Labour Gazette.* L'enquête semestrielle sur les gains contient, dans son texte explicatif, une estimation du mouvement des taux de salaires depuis 1938. Agriculture — *National Farmers' Union Information Service*, National Farmers' Union, Londres, et *The Farm Economist*, Agricultural Economics Research Institute, Oxford. Indices des taux minima de salaires hebdomadaires en Angleterre et au Pays de Galles.

Suède : Industrie — *Lönestatistisk Årsbok* et *Meddelanden från socialstyrelsens utredningsbyrå.* Les indices annuels des gains horaires pour les hommes et les femmes ont été pondérés dans la proportion 4:1. Les indices ainsi obtenus ont été liés aux séries trimestrielles (février 1947 = 100) pour les hommes et femmes ensemble de façon à obtenir des indices pour le troisième trimestre sur la base 1938 = 100.

Agriculture — *Sociala Meddelanden.* Gains des travailleurs à la journée.

Suisse : La Vie économique et *Rapport annuel adressé par la Suisse à la F.A.O.*

Emploi, salaires moyens et masse des salaires distribués dans les secteurs non agricoles de cinq pays de l'Europe orientale (Tableau 12)

Bulgarie : 1949 : les chiffres d'emploi proviennent de *Rabotnichesko Delo*, 7 février 1950, et de *La Bulgarie nouvelle*, 9 avril 1949; les salaires moyens de *Free Bulgaria*, 10 avril 1951, où l'on a pris une moyenne non pondérée de six groupes de travailleurs. 1950 : Le salaire moyen provient de *Pour une paix durable*, Bucarest, 27 avril 1951, et la masse des salaires de *Otechestven Front*, 30 janvier 1951. 1951 : le salaire moyen et la masse des salaires sont tirés de *Rabotnichesko Delo*, 2 février 1952.

Hongrie : 1949 : salaires moyens tirés de *Szabad Nép*, 5 février 1950, et emploi, de *ibid.*, 26 février 1951. 1950 : emploi, de *ibid.*, 26 février 1951, et masse des salaires de *ibid.*, 23 janvier 1951. L'emploi en 1948, 1949 et 1950 a été calculé d'après les données concernant juillet 1947, décembre 1949 et décembre 1950, en supposant qu'entre ces dates l'évolution était continue. 1951 : masse des salaires de *ibid.*, 20 janvier 1952 et emploi de Z. Vas : *Az 5 éves terv Masodik evének feladatai* (Objectifs de la seconde année du Plan quinquennal), Budapest, 1951 ; et *Szabad Nép*, 20 janvier 1952. La première de ces sources précise l'augmentation de l'emploi prévue, et la seconde indique que le plan a été rempli, ce dont on a déduit une augmentation d'environ 150.000 travailleurs entre le 1er janvier et le 31 décembre 1951. Pour effectuer la comparaison avec l'année précédente, on a supposé un accroissement régulier durant cette année.

Pologne : 1949 : emploi et masse des salaires distribués sont tirés de *Rzeczpospolita*, 17 janvier 1950. 1950 : la moyenne des salaires en espèces se trouve dans *Trybuna Ludu*, 22 février 1951, et l'emploi (du secteur socialisé) de *Polish Facts and Figures*,

Ambassade polonaise, Londres, 27 janvier 1951. On a supposé que les modifications de l'emploi entre les secteurs privés et socialisés de l'économie ont été compensés par des modifications correspondantes des productions relatives de ces secteurs. La part du secteur socialisé dans le revenu national en 1949 et 1950 se trouve dans *Gospodarka Planowa*, N° 2, 1951, page 14. 1951 : l'emploi a été tiré de *Trybuna Ludu*, 26 janvier 1952.

Roumanie : 1949 : L'emploi (calculé à partir des chiffres de production et de productivité) et le salaire moyen dans l'industrie viennent des *Informations roumaines*, Paris, *op. cit.*, 22 février 1950. 1950 : l'emploi dans l'économie nationale et la moyenne des salaires dans l'industrie sont tirés de *La Roumanie nouvelle*, 16 février 1951. L'augmentation de l'emploi, en valeur absolue, a été divisée par la valeur totale de l'emploi en 1950, tirée du pourcentage de réalisation du plan pour 1955 indiqué dans *La Roumanie nouvelle*, 1er janvier 1951. L'emploi dans l'économie nationale en 1951 a été déduit d'un graphique de *Romanian News*, Légation de Roumanie, Washington, 28 septembre 1952.

Tchécoslovaquie : 1949 : Le salaire moyen en espèces est tiré de *Rudé Právo*, 30 janvier 1951, et la masse des salaires distribués de *ibid.*, 7 mars 1951. 1950 : salaire moyen de *ibid.*, 27 février 1951 et masse des salaires distribués de *ibid.*, 7 mars 1951. 1951 : emploi de *Prague News Letter*, 31 janvier 1952, et *Review of the Czechoslovak Trade Unions*, Prague, octobre 1951; salaires moyens de « *Pragopress* », *Bulletin tchécoslovaque d'information*, 2 novembre 1951 et *Rudé Právo*, 3 novembre 1951. Le salaire moyen concerne le deuxième trimestre de chaque année comparé au deuxième trimestre de l'année précédente ; les salaires industriels du troisième trimestre montrent un accroissement correspondant.

VII. LE PRODUIT NATIONAL ET SA RÉPARTITION

a) Europe occidentale (Tableaux 24-27, 29-30, 64, 70 et XXII, Diagrammes 6A et 6B et tableau du texte, page 86)

A. *Produit national brut aux prix courants du marché* (Tableaux 25, 29 et XXII)

Pour toutes les statistiques relatives au produit national et à la dépense nationale dont il est fait état au Chapitre 5, l'agrégat de base choisi est le produit national brut aux prix du marché. Le produit national brut est l'agrégat qui pose le moins de problèmes du point de vue des comparaisons à effectuer soit entre les pays, soit d'une année à l'autre pour un même pays; par exemple, il n'est pas nécessaire de déterminer les provisions d'amortissement, ni de classer les impôts directs et indirects. Le produit national brut est défini pratiquement de la même façon dans tous les pays de l'Europe occidentale, et les écarts par rapport aux définitions acceptées sur le plan international sont tous d'importance très secondaire, à une seule exception près. Celle-ci porte sur l'inclusion ou l'exclusion des dépenses ou des provisions afférentes aux réparations et à l'entretien. En principe, les chiffres du produit national brut, tels qu'ils sont utilisés dans l'ETUDE, ne comprennent pas les réparations et l'entretien, sauf en France et en Italie, car, pour ces deux pays, il n'a pas été possible d'évaluer, même de façon très approximative, les sommes correspondant à ce poste. Dans plusieurs autres cas (Tableau 25 et Tableau XXII de l'Annexe A, par exemple), l'on n'a pu procéder qu'à un ajustement global, tandis que pour les estimations plus détaillées qui figurent dans d'autres tableaux (par exemple, Tableaux 24, 26 et 29), il a fallu se servir de statistiques non ajustées.

Même dans les cas où l'on a procédé à un ajustement complet ou partiel pour tenir compte des réparations et de l'entretien, les chiffres ne sont pas absolument comparables de pays à pays, indépendamment des difficultés que soulève, par la force même des choses, toute comparaison entre pays dont la structure économique n'est pas la même. Cela tient en partie à d'autres différences (qui n'ont pas été corrigées) portant sur les définitions, en partie à des problèmes comme celui de l'évaluation de la consommation de produits agricoles à l'intérieur des exploitations — consommation qui, dans certains pays, atteint des proportions importantes ; cela tient aussi à la non moins grande difficulté d'effectuer des évaluations sérieuses du produit national et de ses composantes à partir des statistiques économiques de base, calculs qui, dans certains pays, introduisent une marge d'erreur sans doute considérable dans les comparaisons portant aussi bien sur le niveau que sur les variations du produit national.

Pour toutes ces raisons, on peut au mieux considérer les comparaisons internationales fondées sur des évaluations du produit national brut comme fournissant des indications approximatives; et, bien qu'elles soient comparables en apparence, les évaluations données dans les tableaux sont destinées essentiellement à permettre une analyse des variations dans le temps à l'intérieur d'un même pays et ne doivent être utilisées qu'avec la plus grande circonspection si l'on veut procéder à des comparaisons entre pays.

B. *Produit national aux prix constants* (Tableau 24, Diagrammes 6A et 6B)

Les réserves générales qui viennent d'être faites au sujet de l'emploi des statistiques du produit national aux prix courants s'appliquent tout autant aux évaluations du produit national aux prix constants. En outre la conversion des données aux prix courants en chiffres aux prix constants introduit un risque supplémentaire d'erreurs. L'élaboration d'évaluations valables soulève de grandes difficultés à la fois théoriques et techniques, même lorsqu'on dispose d'une quantité abondante de statistiques de base, ce qui, dans plusieurs pays, est loin d'être le cas.

Une possibilité supplémentaire d'erreur tient aux corrections apportées aux statistiques nationales en vue de l'élaboration des tableaux reproduits dans l'ETUDE. Ainsi, par exemple, il a souvent fallu relier les unes aux autres des séries originairement

fournies sur la base de niveaux de prix différents pour les diverses années, pour obtenir une série continue sur la base des prix d'une année déterminée; dans d'autres cas, les données existantes sur la base des prix d'une année déterminée ont été converties en prix d'une autre année au moyen d'un seul indice des prix. L'une et l'autre de ces méthodes ont pour effet d'introduire une certaine marge d'erreur lorsqu'on les applique à des ensembles aussi composites que le produit national.

C. *La répartition des ressources* (Tableau 24 et Diagrammes 6A et 6B)

Les observations générales contenues dans les paragraphes A et B ci-dessus s'appliquent, bien entendu, et souvent davantage encore, aux divers agrégats de la dépense nationale. Ainsi, des différences de définition et de classification, qui peuvent s'annuler ou n'avoir qu'une faible importance par rapport au produit national total, risquent parfois d'avoir plus d'importance pour les différentes composantes de ce produit national. Par exemple, le traitement des exportations et des importations au Tableau 24 est sensiblement différent selon les pays; dans certains cas, les importations sont évaluées en prix c.a.f. et, dans d'autres, en prix f.o.b.; de même, les services sont tantôt calculés en chiffres bruts et tantôt en chiffres nets [1]. Il est d'autres cas où l'erreur est de faible importance [2]. Sauf indication contraire dans les notes, les évaluations peuvent être considérées comme comparables d'une année à l'autre pour un même pays.

Les évaluations des différents postes de dépenses aux prix constants, notamment pour les variations des stocks et la consommation de l'Etat, comportent souvent, par la force même des choses, une marge d'erreur plus considérable.

Comme dans le cas du produit national, la conversion des évaluations de dépenses en prix de 1949 constitue une opération purement arithmétique visant exclusivement à éliminer les différences des variations de prix pour les divers agrégats et cette conversion ne ramène par conséquent les différentes composantes en prix de la période de base que d'une façon purement formelle. Pour cette raison, la réduction individuelle des divers agrégats donne parfois des résultats discordants, de sorte que, par exemple au Tableau 24, la somme des postes réduits diffère du total réduit davantage que ne le justifierait le seul fait que les chiffres ont été arrondis; dans le même tableau, certaines évaluations (notamment les variations des stocks) ont, pour la même raison, été rejetées, car les résultats ne cadraient manifestement pas avec les autres évaluations.

D. *La composition de l'investissement fixe* (Tableaux 26, 64 et 70)

Les statistiques relatives à la composition de l'investissement fixe sont encore très imparfaites, comme en témoignent les différences considérables constatées dans les pourcentages indiqués dans le Tableau 26 sous la rubrique « autres investissements ». Il faut donc faire preuve d'une grande circonspection lorsque l'on procède à des comparaisons entre les pays, d'autant plus que les classifications diffèrent probablement souvent dans les détails malgré les efforts faits pour les rendre uniformes. Toutefois, ces évaluations sont, dans l'ensemble, comparables d'une année à l'autre pour un même pays.

E. *Composition des dépenses des consommateurs* (Tableau 27)

Les évaluations des variations du volume de la consommation comptent parmi les données statistiques les plus sûres concernant les dépenses en prix constants.

Toutefois, lorsque l'on cherche à interpréter les résultats statistiques, il faut évidemment tenir compte d'autres facteurs, tels que les changements dans la répartition de la population par groupes d'âge et par catégories de revenus, ainsi que les effets du rationnement et des pénuries.

F. *Changements dans la répartition des revenus* (Tableau 30)

Deux méthodes différentes ont été utilisées pour les évaluations des changements survenus dans la répartition du revenu national; l'on a appliqué l'une ou l'autre en fonction des données statistiques dont on disposait.

Pour le Royaume-Uni et la Norvège, le total analysé est la somme des revenus des particuliers provenant de la production et de la propriété [3]. Pour le Royaume-Uni, on s'est servi du revenu brut, alors que pour la Norvège, où l'évaluation du revenu brut inclut les réparations et l'entretien, on a estimé que le revenu net constituait une base de calcul plus appropriée. Les sommes déduites au titre de l'amortissement ont été calculées sur la base du coût de remplacement. On peut classer le total des revenus des particuliers de la façon suivante : ensemble des salaires (à l'exclusion, bien entendu, des salaires payés par le Gouvernement), revenus agricoles et autres bénéfices (déduction faite dans les deux cas de l'intérêt et des dividendes, mais y compris les bénéfices non distribués des sociétés), et la somme des loyers, des dividendes et des intérêts perçus par les particuliers.

Dans le cas des autres pays, le total analysé est la contribution des entreprises au produit national, c'est-à-dire le produit national *moins* la contribution de l'Etat au produit national (produit brut dans tous les pays sauf pour l'Allemagne). En outre, dans ces pays, on a pu obtenir séparément des statistiques de l'ensemble des salaires, mais il a fallu classer les autres revenus

---

[1] Pour ces raisons, les Diagrammes 6A et 6B ont été établis exclusivement d'après les indices du commerce de marchandises.

[2] Par exemple, pour les honoraires et les commissions, les achats de voitures automobiles, etc.

[3] C'est-à-dire, produit national *moins* la contribution de l'Etat au produit national *moins* les revenus de l'Etat provenant de la propriété (déduction faite de l'intérêt de la dette publique).

d'après les branches d'activité dont ils procèdent et non pas d'après des catégories déterminées de revenus. Il s'ensuit que l'on ne peut obtenir une évaluation « réelle » des bénéfices, car aucune déduction ne peut être faite pour les intérêts. Toutefois, étant donné que « la propriété bâtie » est isolée dans une catégorie spéciale, une partie considérable du loyer et de l'intérêt se trouve, néanmoins, en fait traitée séparément.

Dans les deux cas, les résultats obtenus ne constituent qu'une approximation, notamment pour ce qui est du montant des bénéfices qui a été obtenu par élimination. La difficulté qu'il y a à déterminer les effets des bénéfices ou des pertes sur les stocks en périodes de fortes variations des prix augmente encore cette marge d'erreur.

G. *Budget de l'Etat et investissement public* (Tableau 29)

Pour un nombre limité de pays, la comptabilité nationale fournit une évaluation des transactions de tous les organismes publics. Ces évaluations conviennent mieux, tant au point de vue du champ couvert que de la classification, pour les calculs effectués que les statistiques ordinaires des recettes et des dépenses de l'Etat, et ce sont ces évaluations que l'on a utilisées dans ce tableau. Elles comprennent, en régle générale, l'ensemble des comptes de tous les organismes publics, ainsi que des services de sécurité sociale (ceux-ci sont, toutefois, exclus pour les Pays-Bas). Dans toute la mesure du possible, les impôts sur le capital et les transferts de capitaux ont été exclus des chiffres des recettes et des dépenses.

Ces évaluations ne sont pas absolument comparables aux statistiques fiscales données au Tableau XXII, dont certaines comprennent les soldes nets des recettes et des dépenses pour certains postes; en outre, il existe certaines différences dans les définitions et souvent aussi dans les dates auxquelles se rapportent ces statistiques.

On trouvera ci-après l'indication des sources et des méthodes utilisées pour les différents pays. Les divers agrégats sont désignés de la façon indiquée plus haut, à savoir :

A = Produit national brut aux prix courants.
B = Produit national brut aux prix constants.
C = Répartition des ressources.
D = Composition de l'investissement fixe brut.
E = Composition des dépenses des consommateurs en prix constants.
F = Répartition des revenus.
G = Budget de l'Etat et investissement public.

Allemagne occidentale : 1) *Wirtschaft und Statistik*, août 1952; 2) *Bericht der Bundesrepublik Deutschland über die Wirtschaftliche Lage und die Entwicklungsmöglichkeiten bis zum Jahre 1953/54, op. cit.*; 3) évaluations trimestrielles des données de la comptabilité nationale par F. Grünig, dans *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung, op. cit.*; 4) *Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland*, juillet 1951, première partie (pour l'année 1950); 5) *Wirtschaft und Statistik*, juillet 1949.

A. Toutes les données sont tirées de 1); on a obtenu les évaluations pour 1937 reproduites dans le Tableau XXII, en extrapolant les évaluations pour 1936 concernant l'Allemagne occidentale, d'après la valeur aux prix courants du revenu national de l'ensemble du territoire allemand.

B. Toutes les données sont tirées de 1).

C. 1) donne des évaluations de tous les agrégats de dépenses aux prix de 1936; elles ont été converties en prix de 1949 au moyen des évaluations relatives à 1949 fournies dans la même source. Les chiffres des importations et des exportations utilisés dans les Diagrammes 6A et 6B ne portent que sur le commerce extérieur du territoire actuel (non compris Berlin-ouest) et on les a obtenus en combinant les évaluations du commerce de 1936 indiquées dans 4) avec les évaluations du commerce aux prix de 1936 fournies dans 1) pour les années postérieures.

D. Toutes les données sont tirées de 2).

E. Toutes les données sont tirées de 1).

F. Les évaluations du produit national total, celles des services fournis par l'Etat (y compris les services rendus aux forces d'occupation) et celles des revenus provenant de la propriété bâtie sont tirés de 1); les chiffres relatifs à l'ensemble des salaires en 1936 ont été tirés de 5) et, pour les années postérieures, de 3); (ces deux séries de chiffres ne sont toutefois peut-être pas rigoureusement comparables); on a obtenu les revenus agricoles en déduisant l'ensemble des salaires payés dans l'agriculture du produit net de l'agriculture indiqué dans 1); les salaires agricoles sont indiqués dans *Mitteilungen des Wirtschaftswissenschaftlichen Instituts der Gewerkschaften*, Cologne, janvier 1952, pour toutes les périodes jusqu'en 1950/51; on a calculé les chiffres pour 1951/52 par extrapolation d'après les indices des salaires et de l'emploi. Les chiffres des bénéfices dans les autres secteurs ont été obtenus par solde.

Autriche : Toutes les données sont tirées de *Estimates of the National Income in Austria in 1937, 1948 and 1949*, Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, Vienne, 1951.

Belgique : 1) Un article de F. Baudhuin, « Prix, consommation, balance et revenus » publié chaque année dans le *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales*, Louvain; 2) P. van der Meiren, « National Income, Gross National Expenditure and Related Totals in Belgium, 1938 and 1946–1949 », *Economica Documentatie*, Université catholique de Louvain, Vol. 1, N° 1, 1950; 3) *Rapport relatif au problème des investissements* (diverses années); 4) *L'Economie belge en 1951.*

A. On a obtenu le produit national brut aux prix courants en ajustant les évaluations du revenu national fournies dans 1) au moyen des méthodes indiquées dans 2).

D. 3) et 4), avec un ajustement en 1948 et 1949 pour se conformer à la méthode revisée d'évaluation des investissements dans les transports en 1950 et en 1951.

Danemark : 1) *Nationalproduktet og Nationalindkomsten, 1946–1949* ; 2) articles annuels dans *Statistiske Efterretninger* sur le produit national et la dépenses nationale; 3) renseignements fournis par le Bureau de statistique; 4) *Økonomisk Årsoversigt*, 1951 et 1952; 5) *Etudes sur la comptabilité nationale : Danemark*, OECE, Paris, 1951; 6) *Statistiske Efterretninger*, N° 44, 1952.

A. Evaluations pour 1948–1951 tirées de 2); pour les années antérieures, tirées de 1). Les déductions faites pour tenir compte des réparations et de l'entretien dans le Tableau XXII sont tirées de 3).

B. On a obtenu cette série en reliant entre elles les différentes évaluations en prix constants indiquées dans 1) et dans 2).

C. Données obtenues de la même façon que B et complétées par des évaluations figurant dans 4) des variations de la consommation de l'Etat en valeur réelle.

D. Toutes les données sont tirées de 3).

F. Les évaluations pour 1947-1951 sont tirées de 6). Pour 1939, les chiffres du revenu de l'agriculture ont été tirés de *Landbrugsstatistik, 1949*; les chiffres des revenus des logements sont tirés de 1); quant aux chiffres concernant l'ensemble des salaires, on les a calculés par extrapolation à partir des évaluations relatives à 1947 fournies dans 6) au moyen du revenu imposable total des salariés tel qu'il est indiqué dans les statistiques annuelles des revenus imposables (*Indkomst- og Formueansaettelserne til Staten*).

G. 1949–1951, d'après 2), 1947 et 1948, d'après 4), 1946, d'après 1) et 5), et 1938, d'après 5).

Espagne : Les évaluations du revenu national sont indiquées dans le *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies.

Finlande : Economic Survey of Finland, 1950, 1951 et 1952.

A. Le montant afférent aux réparations et à l'entretien, utilisé pour le Tableau XXII, est indiqué pour 1951 dans le volume publié en 1952 et l'on a admis qu'il représentait une proportion constante du produit national brut.

B. On a admis que les variations des séries du revenu national en prix constants pouvaient s'appliquer au produit national brut.

C. Les évaluations de l'investissement brut et de la consommation totale ont été divisées par les indices des prix, fournis dans la même source, et l'on a évalué par extrapolation la consommation de l'Etat en supposant que le montant des paiements par l'Etat pour prestations de services pouvait être rectifié de la même façon que la contribution de l'Etat au revenu national et que le montant des achats de marchandises par l'Etat pouvait être rectifié par l'indice général des prix de biens de consommation indiqué dans la source susmentionnée.

France : 1) *Etudes sur la comptabilité nationale : France*, OECE, Paris 1951; 2) *Cinq ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française*, Paris, 1952 ; 3) *Inventaire de la situation financière*, Ministère des Finances, 1951 ; 4) *Les comptes économiques de la nation pour l'année 1949*, Ministère des Finances, 1952; 5) *Cinquième rapport de la Commission des Investissements*, 1952.

A. Pour les années antérieures à 1949, la source 1) a été utilisée, pour l'année 1949, la source 4), et pour les années 1950 et 1951, la source 3); les évaluations tirées de 1) ont été corrigées pour exclure la dépréciation des biens de l'Etat, de manière à se conformer aux dernières évaluations.

B. 2) indique les évaluations des variations du produit réel pour toutes les années, mais ne tient pas compte des variations de la contribution de l'Etat au produit national. Une évaluation pour ce poste a été ajoutée sur la base de la valeur courante des services fournis par l'Etat, telle qu'elle est indiquée dans les sources utilisées pour A, rectifiée par l'« indice des prix » déduit des données relatives au produit national.

C. Les données fournies dans 2) (la contribution de l'Etat au produit national étant prise en considération, comme pour B), comprennent des évaluations de tous les agrégats de dépenses aux prix de 1938; ces évaluations ont été converties en prix de 1949 au moyen des évaluations relatives à 1949 fournies dans 4).

D. Les chiffres de l'investissement dans les services publics et de l'investissement total ont été tirés de 3) et de 4); les données relatives aux autres secteurs indiqués ont été tirées de 5), tandis que la ventilation pour 1949 entre les bâtiments et l'équipement est tirée de 4).

E. Toutes les données sont tirées de 2).

Grèce : 1) Communiqué de presse N° 359 du 3 novembre 1952 de la Présidence du Conseil (tableaux communiqués à l'OECE); 2) Réponse de la Grèce au troisième rapport questionnaire de l'OECE.

A. Les évaluations pour 1938 et 1947 sont tirées de 2), pour les années postérieures, de 1).

B, C et D. Toutes les données sont tirées de 1).

Irlande : 1) *Irish Statistical Survey, 1950–51*; 2) Réponse de l'Irlande au troisième rapport-questionnaire de l'OECE.

A. Les données sont tirées de 1).

B. Toutes les données sont tirées de 2).

C. Les évaluations de l'investissement fixe et des dépenses des consommateurs en prix constants sont indiquées dans 1).

E. 1); on a obtenu le montant des dépenses de loyer en prix constants en divisant les dépenses aux prix courants par l'indice annuel des loyers (qui est l'une des composantes de l'indice du coût de la vie).

Italie : 1) *Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese,* Ministero del Tesoro, 1951 et 1952; 2) *Assemblea Generale Ordinaria dei Participanti,* Banca d'Italia (rapports annuels).

A. Les données tirées de 1) ont été ajustées pour tenir compte des évaluations des services rendus par l'Etat aux entreprises et qui ne figurent pas dans les évaluations italiennes du produit national.

B. On ne possède aucune évaluation corrigée et les indices utilisés pour les Diagrammes 6A et 6B ont été, de ce fait, obtenus en combinant les indices disponibles de la production agricole et de la production industrielle, compte tenu de leur importance relative dans le revenu national. Cette méthode donne à peu près le même résultat qu'une simple division du produit national aux prix courants par l'indice du coût de la vie, mais il ne s'agit évidemment que d'une évaluation extrêmement approximative des changements survenus.

D. Toutes les données sont tirées de 2).

Norvège : 1) *Nasjonalbudsjettet, 1952*; 2) *Tendenser i den økonomiske Utvikling, våren 1952*; 3) *Nasjonalregnskap, 1930-39 og 1946–1951,* Oslo, 1952.

A. Toutes les données sont tirées de 1); pour les besoins du Tableau XXII, on a déduit une certaine somme pour les réparations et l'entretien, évaluée à 25% de l'investissement fixe brut.

B, C et E. Toutes les données sont tirées de 2).

D. Toutes les données sont tirées de 1).

F. Les données sont tirées de 3) (mais cette publication a été reçue trop tard pour pouvoir être utilisée dans d'autres tableaux). La déduction opérée pour la part de l'Etat dans le produit national comprend seulement l'« administration publique et la défense nationale », de sorte que la part du produit national qui provient d'autres services publics (notamment l'enseignement et la santé publique) est comprise dans l'ensemble des salaires.

G. Les évaluations des recettes et des dépenses de l'Etat ont été établies d'après les pourcentages indiqués dans le Tableau 8 de 2) et doivent, de ce fait, être considérées comme approximatives.

Pays-Bas : 1) *The National Accounts of the Netherlands, 1948–49,* CBS, 1952; 2) *Statistische en econometrische Onderzoekingen*; 3) Renseignements fournis par le Centraal Planbureau; 4) *Etudes sur la comptabilité nationale : Pays-Bas,* OECE, Paris, 1951; 5) *Jaarcijfers voor Nederland, 1947–50* et *Statistisch Bulletin.*

A. Toutes les données sont tirées des divers numéros de 2).

B. 2) fournit des évaluations aux prix de 1948 pour les années 1948–1951 et indique aussi le raccord pour 1938; les évaluations de 1947 utilisées pour les Diagrammes 6A et 6B ont été obtenues en appliquant les indices des prix indiqués dans 4) aux évaluations aux prix courants utilisés pour A.

C. Les mêmes sources que pour B; les évaluations originales ont été ajustées en considérant les dépenses de l'Etat en capital (telles qu'elles sont indiquées dans 3) et dans 4), divisées par l'indice des prix des biens d'équipement) comme étant des investissements et non pas un élément de la consommation de l'Etat.

D. Les données sont tirées de 3); la ventilation entre les bâtiments et l'équipement a été établie d'après 2), 2e trimestre de 1952, page 95.

E. Toutes les données sont tirées de 5). Les chiffres relatifs à 1951 ne sont pas rigoureusement comparables à ceux des années antérieures.

F. Calculé d'après les tableaux des entrées et des sorties (« input-output ») pour 1938 et 1947–50, reproduits dans 1), 2) et 4).

G. Un état général de toutes les transactions de l'Etat en 1938 et en 1946–1949 est reproduit dans 2), N° 1, 1952. Pour 1950 et 1951, les totaux ont été tirés de la même publication, N° 3, 1952. Le secteur public, tel qu'il est défini dans ces sources, ne comprend pas les services de sécurité sociale qui, dans la comptabilité nationale néerlandaise, sont groupés avec les compagnies d'assurances sur la vie et ne peuvent, de ce fait, être ajoutés au secteur public.

Portugal : Les évaluations du produit national brut aux prix courants du marché ont été fournies par le Bureau de statistique portugais.

Royaume-Uni : 1) *National Income and Expenditure, 1946–1951*; 2) *National Income and Expenditure, 1946–1950*; 3) *Annual Abstract of Statistics,* 1952; 4) C. F. Carter, « Index Numbers of the Real Product of the United Kingdom », *Journal of the Royal Statistical Society,* Part 1, 1952, Series A; 5) *National Accounts Data Book,* 1951, E.C.A., Washington, 1952.

A. D'après 1) et 3).

B. Pour les années 1948–1951, on a utilisé les évaluations au coût constant des facteurs données dans 1); quant à l'évaluation pour 1947 utilisée dans les Diagrammes 6A et 6B, elle a été tirée de 4). Pour l'évaluation relative à 1938, voir C.

C. Pour les années 1948–1951, on a pu se servir des séries publiées dans 1) pour obtenir tous les agrégats de dépenses aux prix de 1949, et, pour 1947, la même source donne également les chiffres aux prix constants pour l'investissement fixe et la consommation privée.

On ne disposait d'aucun raccord avec l'avant-guerre, sauf en ce qui concerne la consommation privée indiquée dans 2); aussi a-t-il fallu convertir tous les autres agrégats de dépenses de 1938 en valeurs de 1949 sur la base des indices des prix disponibles (pour le commerce extérieur, les prix des importations et des exportations; dans les autres cas, on s'est servi des indices de prix donnés dans 5)). Le produit national brut a été obtenu par élimination et le chiffre obtenu a été vérifié d'après les autres évaluations disponibles des variations du produit réel. La marge d'erreur reste considérable.

D. Données tirées de 1).

E. Données tirées de 1) et de 2).

F. Données tirées de 1) et de 3).

G. Données tirées de 1) et de 3), avec des ajustements opérés pour exclure les impôts sur le capital et les transferts de capitaux.

Suède : 1) *Nationalbokföring, 1946–1950,* Konjunkturinstitutet, 1951; 2) *Konjunkturläget, våren 1952*; 3) *Konjunkturläget, hösten 1949*; 4) renseignements fournis par le Konjunkturinstitutet; 5) *National Accounts Data Book, 1951, op. cit.*

A. Les évaluations tirées de 2) ont été ajustées pour exclure les réparations et l'entretien sur la base des données figurant dans 1) pour la période allant jusqu'en 1949 et dans 4) pour les années 1950 et 1951.

B et C. 2) fournit des indices de quantité pour tous les principaux agrégats de dépenses pour les années 1946–1951 dont on a dérivé les « indices des prix » implicites. Les évaluations originales aux prix courants ont été ajustées pour exclure les dépenses effectuées au titre des réparations et de l'entretien, et les dépenses militaires en capital ont été transférées de l'investissement dans la consommation de l'Etat. Ces données ajustées ont été exprimées en prix de 1949 à l'aide des « indices des prix » implicites. L'on ne disposait d'aucun raccord avec l'avant-guerre en prix constants. Les évaluations originales pour 1938/39 (ajustées pour répondre à la nouvelle définition) ont donc dû être exprimées en prix de 1948 à l'aide des indices des prix disponibles publiés dans 2), 3) et 5). Cette méthode a donné des évaluations suffisamment homogènes du produit national et des agrégats de dépenses, mais il ne s'agit évidemment là que d'évaluations très approximatives.

D. Données tirées de 4).

E. Données tirées de 2).

F. La contribution brute totale des entreprises au produit national a été obtenue à partir de 1) et de 2); l'ensemble des salaires pour 1938/39 et pour 1949 a été tiré de 1) et reporté sur 1950 et sur 1951 d'après les chiffres indiqués dans le Tableau 41 publié dans 2); le chiffre du revenu agricole a été tiré de l'évaluation annuelle des revenus et des dépenses agricoles publiée dans *Jordbruksekonomiska Meddelanden* (ces chiffres étant ajustés pour s'appliquer à l'année civile); le chiffre des revenus provenant de l'industrie forestière a été tiré de 2) et de *Jordbruksekonomiska Meddelanden,* N° 1, 1952 (ces chiffres ayant également été ajustés pour s'appliquer à l'année civile); le revenu brut de la propriété bâtie a été supposé égal au chiffre du loyer brut figurant dans les évaluations des dépenses des consommateurs; quant aux chiffres des autres revenus des éléments de la population autres que les travailleurs ils ont été obtenus par élimination.

G. Données tirées de 1).

Suisse : 1) *Etudes sur la comptabilité nationale : Suisse,* OECE, Paris, 1951; 2) *La Vie économique,* novembre 1951 et novembre 1952.

A. On a calculé le chiffre du produit national net aux prix du marché d'après 1) pour les années allant jusqu'en 1948 et d'après 2) pour les années ultérieures; on a ajouté une certaine somme au titre de l'amortissement, (arbitrairement) évalué à 10% de ce total, pour obtenir des évaluations du produit national brut.

Turquie : Les évaluations du produit national brut aux prix du marché pour 1938 et 1948-1951 sont fournies dans le *National Income of Turkey — First Provisional Estimates,* Bureau de statistique, Ankara, 8 mars 1952.

Dépenses effectuées au titre de la défense nationale en Europe occidentale (Tableau 25)

Etant donné qu'on ne dispose d'aucune évaluation sûre en prix constants et dans une monnaie commune, l'on a indiqué les montants des sommes consacrées à la défense nationale en pourcentages du produit national brut. Ces chiffres doivent donc faire l'objet des mêmes réserves que celles qui ont été faites plus haut pour les évaluations du produit national. En outre, il convient de noter que le coût unitaire des dépenses militaires a très souvent accusé des variations différentes de celles du niveau général des prix.

Les évaluations des dépenses consacrées à la défense nationale n'ont pas la même portée dans les différents pays, certaines rubriques telles que les pensions militaires, la police, les forces de sécurité générale, la défense civile et les recherches militaires

étant souvent traitées de façon différente suivant les pays. Aussi convient-il de faire preuve de circonspection en procédant à des comparaisons de pourcentages entre les pays.

Dans les cas où les évaluations ne figurent pas telles quelles dans les comptes ou les budgets de l'Etat, on s'est servi des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik, août 1952.

Belgique : Budget de l'Etat et l'article annuel intitulé « Les finances publiques belges » qui paraît dans le *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales*, Louvain.

Espagne : Anuario Estadístico de España, 1951 et 1952.

France : Inventaire de la situation financière, op. cit.

Grèce : Communiqué de presse du 3 novembre 1952, *op. cit.*, Présidence du Conseil.

Italie : Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese, 1952, et rapports annuels de la *Banca d'Italia.*

Norvège : Nasjonalbudsjettet, 1952.

Royaume-Uni : National Income and Expenditure, 1946–1951.

Turquie : Annuaire statistique, 1951 ; Bulletin de la Banque centrale de Turquie, N° 82-83.

Produit national brut et impôts (Tableau XXII)

Les pourcentages indiquant dans ce tableau la part des impôts dans le produit national brut font l'objet des mêmes réserves que celles qui ont été indiquées plus haut dans les notes relatives au produit national et à la défense nationale. On a indiqué dans les notes précitées la relation qui existait entre ces évaluations et les chiffres du revenu empruntés aux statistiques de la comptabilité nationale; en outre, il convient de noter que les données relatives aux impôts figurant dans le Tableau XXII, portent généralement sur l'année financière (à la différence de la plupart des statistiques du produit national).

On a utilisé les sources suivantes :

Impôts (à l'exception des contributions perçues au titre de la sécurité sociale)

En règle générale, les évaluations et la classification des impôts utilisés dans l'article intitulé « Les modifications de la structure de la fiscalité en Europe », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 3, ont été reprises sans changement. Sauf pour les pays indiqués ci-dessous, les sources et méthodes utilisées pour cet article ont également servi à l'élaboration du présent tableau.

Les chiffres indiqués pour les impôts directs représentent le total des deux premiers groupes (impôts sur les biens immobiliers et impôts sur le revenu, le capital et les entreprises) du tableau publié en annexe à l'article susmentionné; mais les droits de succession, etc. (considérés ici comme un impôt sur le capital) ont été entièrement omis dans le chiffre des recettes fiscales et les droits de timbre, etc... ont été classés dans la catégorie des contributions indirectes.

Les sources supplémentaires suivantes ont été utilisées :

Allemagne : Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland, 1952.

Autriche : Jahrbuch der Arbeiterkammer in Wien, 1951. Les impôts perçus par l'Etat comprennent la part des communes et des *Länder*, laquelle représente la plus grande partie de leurs recettes fiscales.

Grèce : Evaluations du Ministère de la coordination.

Italie : Annuario Statistico Italiano, 1951.

Norvège : Stortings proposition N° 1, 1952/1953 et *Statsregnskapet.* La contribution pour les dommages de guerre et l'impôt de défense nationale ont été rangés dans la catégorie des impôts directs au lieu d'être considérés comme des impôts sur le capital.

Suède : Kommersiella Meddelanden, octobre 1952.

Contributions versées au titre de la sécurité sociale

Les chiffres indiqués représentent le montant total des contributions versées par les employeurs et par les employés au titre des assurances sociales obligatoires. Bien entendu, la portée de ces chiffres diffère d'une année à l'autre et selon les pays, en raison du degré variable de développement des systèmes d'assurances sociales. Dans certains cas, c'est par le fait d'une décision arbitraire que l'on est amené à ranger les contributions perçues au titre de ces plans de sécurité sociale soit dans la catégorie des impôts, soit dans la catégorie des transactions strictement privées; dans toute la mesure du possible, on a adopté le même classement que dans la comptabilité nationale des pays en cause.

Sauf exceptions indiquées ci-dessous, les chiffres ont été tirés de l'*Annuaire des statistiques du travail, op. cit.*, 1947/48, 1949/50 et 1951/52; les chiffres relatifs à 1938 sont souvent des évaluations et sont moins précis que les chiffres d'après guerre.

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik, décembre 1949, mars 1951, octobre et novembre 1952.

BIBLIOTECA UNIVERSI

Autriche : Les contributions pour les allocations familiales sont exclues.

Danemark : Statistiske Efterretninger, Nos 38 de 1949, 55 de 1951 et 66 de 1952.

Finlande : Suomen Tillastollinen Vuosikirja, 1951.

France : Inventaire de la situation financière, op. cit. Les chiffres concernent le « régime général », les « régimes spéciaux » et le « régime agricole ».

Grèce : Evaluations du Ministère de la coordination.

Irlande : Statistical Abstract, 1951.

Italie : Annuario di Statistiche del Lavoro, op. cit. 1949 et supplément; *Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese, op. cit.,* mars 1952.

Norvège : Nasjonalbudsjettet, 1950, 1951.

Pays-Bas : Statistisch Bulletin N° 77, 1952.

Royaume-Uni : National Income and Expenditure, 1946-1950 et 1946-1951.

Suède : Sociala Meddelanden, octobre 1949, mars 1951 et mai 1952.

Suisse : Etudes sur la comptabilité nationale : Suisse, op. cit., Annuaire des statistiques du travail, op. cit.

Subventions

Les évaluations afférentes aux subventions ont été, pour certains pays, tirées du budget de l'Etat et de sources analogues et dans ces cas, elles ne sont pas toujours comparables, du point de vue des définitions et de la portée, aux chiffres correspondants de la comptabilité nationale des autres pays.

On a utilisé les sources suivantes :

Allemagne : Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland, 1952.

Autriche : Bundesrechnungsabschluss (subventions aux prix et déficits des entreprises publiques).

Belgique : L'Economie belge, 1948, 1951 (subventions aux prix, y compris l'aide financière aux chemins de fer).

Danemark : Statsregnskabet et *Economic Survey of Denmark, 1952.*

Finlande : Economic Survey of Finland.

France : Inventaire de la situation financière, op. cit.

Grèce : Evaluations du Ministère de la coordination.

Irlande : Irish Statistical Survey, 1950–51.

Italie : Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese, op. cit., mars 1952 (comprend le déficit des entreprises publiques).

Norvège : Statistisk Årbok for Norge, 1949, 1951; *Statsregnskapet, 1950–51.*

Pays-Bas : Statistiek der Rijksfinancien, 1950, 1951; *Jaarcijfers voor Nederland, 1947–1950.*

Royaume-Uni : National Income and Expenditure, 1946–1950, 1946/1951.

Suède : Konjunkturläget våren 1952 et *Nationalbokföring, 1946–1950, op. cit.*

Suisse : Etudes sur la comptabilité nationale : Suisse, op. cit; La Vie économique, novembre 1952.

Investissements bruts consacrés à la production de charbon, d'acier et d'électricité, 1947–1951 (Tableau 70)

Les données originales aux prix courants et en monnaie nationale ont été tirées des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Renseignements fournis directement par la Deutsche Kohlenbergbau-Leitung, Essen.

Belgique : L'Economie belge, 1948, 1949, 1950 et 1951.

France : Etat des opérations et *Cinq ans d'exécution du Plan de modernisation et d'équipement de l'Union française,* Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement ; *Rapport de gestion, 1951,* Charbonnages de France.

Italie : Adunanza generale ordinaria dei Participanti, 1949 et 1950, Banca d'Italia.

Pays-Bas : Second Memorandum on the Industrialization of the Netherlands, 1950.

Royaume-Uni : Report and Accounts, National Coal Board; *Board of Trade Journal,* 5 janvier 1952; *National Income and Expenditure, 1946–1951.*

Suède : Kommersiella Meddelanden, N° de février pour la période 1949–1952.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars des Etats-Unis, d'après le pouvoir d'achat de 1951, les données originales fournies en monnaie nationale, sont les suivants (en cents des Etats-Unis par unité de monnaie nationale) :

	Taux de parité évalué pour 1938	Taux de parité dérivé pour				
		1947	1948	1949	1950	1951
Allemagne occid. . .	26.7				28.18	23.29
Belgique	3.21	2.005	1.891	1.839	1.770	1.543
France	2.87	0.7083	0.4118	0.3651	0.3405	0.2660
Italie	4.71	0.2173	0.1855	0.1923	0.1906	0.1678
Pays-Bas	52.9	39.58	38.05	37.69	34.72	31.00
Royaume-Uni	437.0	428.0	400.0	392.7	385.6	311.0
Suède	22.4	26.78	25.26	24.79	24.12	17.83

On trouvera dans les notes relatives au calcul des coefficients de pondération de 1938 utilisés pour l'établissement des indices généraux de la production, un bref exposé concernant le calcul des taux de change de 1938. On trouvera en outre dans les Sources et méthodes de l'ETUDE pour 1948, page 261, et de l'ETUDE pour 1950, pages 269 et 270, des détails complémentaires sur les principes appliqués.

La méthode utilisée pour convertir en dollars des Etats-Unis, d'après le pouvoir d'achat de 1951, les données originales relatives à l'investissement, consiste d'abord à diviser les données originales indiquées en monnaie nationale aux prix courants, par les indices nationaux du coût de l'investissement, dont les sources sont indiquées ci-après. Ensuite, on a converti en dollars aux prix de 1938 les chiffres en monnaie nationale aux prix de 1938, ainsi réduits, en les multipliant par les taux de parité de change pour les produits industriels indiqués plus haut. Enfin, les montants relatifs à chaque année particulière, ainsi chiffrés en dollars de 1938, ont été convertis en dollars de 1951 au moyen de l'indice des prix des biens d'investissement aux Etats-Unis en 1951 (1938 = 100).

Les indices nationaux du coût de l'investissement ont été calculés de la façon suivante :

Allemagne occidentale : Mitteilungen des wirtschaftswissenschaftlichen Instituts der Gewerkschaften, Cologne, février 1951. L'indice pour 1951 a été calculé en reliant le prix de gros officiel des articles fabriqués par l'industrie à la série donnée dans la source susmentionnée.

Belgique : Moyenne simple de : *a*) une moyenne de l'indice officiel des prix de gros des matériaux de construction et d'un indice des gains dans la construction, et de *b*) l'indice officiel des prix de gros des métaux et des articles en métal.

Etats-Unis : Survey of Current Business, juillet 1952.

France : Evaluations communiquées par le Commissariat général du Plan et le Ministère des finances et des affaires économiques pour les années 1947 à 1950 ; pour obtenir un indice analogue pour 1951, on s'est servi des variations de la composante de l'indice officiel des prix de gros qui comprend les articles fabriqués par l'industrie.

Italie : Moyenne *a*) du prix officiel de gros des produits des industries mécaniques et *b*) de l'indice des prix de revient de la construction de logements et des constructions industrielles, publié par *Index*, Centro per la Statistica aziendale, Florence.

Pays-Bas : Statistische en Econometrische Onderzoekingen, mars 1949. Les chiffres donnés dans cette publication ont été complétés par des évaluations communiquées par le Centraal Planbureau.

Royaume-Uni : L'indice est une moyenne : *a*) d'un indice des prix dérivés (*unit values*) moyens des exportations de « machines » et de « véhicules (y compris locomotives, bateaux et avions) » publié dans le *Board of Trade Journal*, et *b*) de l'indice du coût de la construction de 1938 à 1949, publié dans le *Working Party Report, Building*, H.M.S.O., 1950, cet indice étant, pour 1950 et 1951, calculé par extrapolation au moyen d'une comparaison entre les variations de la valeur totale des travaux de construction et de génie civil et l'indice officiel de l'activité du bâtiment (source : *Monthly Digest of Statistics*).

Suède : Oversikt över det Ekonomiska Läget, 1951, Konkunkturinstitutet, 1951.
On a obtenu l'indice du coût de l'investissement en reliant l'indice publié dans la source précitée pour les années 1946 à 1950 à l'indice officiel des prix de gros des articles fabriqués par l'industrie.

Investissements dans l'agriculture aux environs de 1950 (Tableau 64)

Les données relatives à l'Europe occidentale au sujet de l'investissement total et des investissements consacrés à l'agriculture ont été tirées des sources utilisées pour le Tableau 26; pour les pays de l'Europe orientale, les sources utilisées sont les mêmes que pour le Tableau 11.

Les chiffres de la population agricole active ont été tirés des sources utilisées pour le Tableau 50.

b) Europe orientale (Tableaux 7, 8, 10, 11 et tableaux du texte pages 29 et 36)

Production brute au cours de la dernière année des plans de reconstruction : objectifs et résultats (tableau du texte, page 29)

Pologne : Plan Odbudowy Gospodarczej, Liczby Podstowowe, Varsovie, 1947; *Rzeczpospolita*, 22 juillet 1949; *Wiadomości Statystyczne*, janvier 1950.

Tchécoslovaquie : Le plan économique biennal tchécoslovaque, Prague, 1947; *Statistický Zpravodaj*, avril 1949; *National Bank of Czechoslovakia Bulletin*, septembre 1949; *Czechoslovak Economic Bulletin*, 15 juin 1949; *Lidová Democracie*, 19 février 1950.

Allemagne orientale : Der Volkswirtschaftsplan, Berlin, 1950, page 105; *Die Wirtschaft*, N° 7, 1951, pages 1 et 2.

Hongrie : Magyarország háromévés terve (Plan triennal de la Hongrie), 1947, pages 73 et 82; Z. Vas, *A háromévés terv befejezése* (L'exécution du plan triennal), *op. cit.*, pages 11, 21-22.

Roumanie : Le Plan de la République populaire roumaine pour l'année 1949; production effective de l'industrie : en 1950, elle dépassait de 60% le niveau d'avant guerre (*Vnechniaia Torgovlia*, Moscou, février 1951) et de 37,3% le niveau de 1949 (*La Roumanie Nouvelle*, 16 février 1951); en 1949, la production dépassait de 40% le niveau de 1948 (*Rumanian News*, Légation de Roumanie, Londres, 5 février 1950), et elle avait ainsi atteint l'objectif fixé dans la loi du Plan; le chiffre de la production effective de l'agriculture a été calculé d'après la répartition du revenu national en 1951 (*cf.* Tableau 8) à l'aide de l'indice de la production industrielle pour les années antérieures et en supposant qu'aucun changement important n'est intervenu dans la part des autres marchandises et services.

Bulgarie : Le plan économique biennal, Sofia, 1948; *La Bulgarie nouvelle*, 15 janvier 1949.

Les chiffres de la production effective ont été tirés dans toute la mesure du possible des rapports susmentionnés sur l'état d'exécution du plan. D'autres chiffres sont indiqués dans les documents officiels ci-après :

Tchécoslovaquie : Czechoslovak Economic Bulletin, 1er décembre 1951, page 12.

Allemagne orientale : Un indice de la production de 1951 a été publié dans *Die Wirtschaft*, 22 février 1952, comme étant de 136 (1936 = 100) et de 121,9 (1950 = 100).

Bulgarie : Un indice de la production industrielle chiffré à 185 (1939 = 100) figure dans un article de I. Matev, Directeur du Bureau central bulgare de planification, paru dans *Gospodarka Planowa*, Varsovie, N° 8, 1951. Le journal *La Bulgarie*, Direction de la Presse, Sofia, N° 3-4, mai 1949, cite un indice de la production agricole égal à 99,7 pour 1948.

Production brute au cours de la dernière année du plan (tableau du texte, page 36)

Tchécoslovaquie : Le premier plan économique quinquennal tchécoslovaque, op. cit., Rudé Právo, 27 février 1951; *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er et 15 avril 1951.

Hongrie : Plan quinquennal de la Hongrie, op. cit.; Statisztikai Szemle N° 5, 1951, pages 383-394.

Le produit national dans les pays de l'Europe orientale, par secteur d'origine (Tableau 8)

Pologne : Produit national brut total : 1947 — *Dochód Narodowy Polski, 1947*, Varsovie, 1949, page 16; 1948 — renseignements officiellement communiqués au Secrétariat ; 1949 — *Dziennik Ustaw*, N° 21, 1950, page 232; 1950 — *Polish Facts and Figures*, 27 janvier 1951; 1951 — *Trybuna Ludu*, 26 janvier 1952. La répartition par secteur d'origine pour 1947 et 1948 est également indiquée dans ces sources; pour les autres années, elle figure dans les sources suivantes : Agriculture : 1949 — indice de la production fourni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; 1950 et 1951 — *Trybuna Ludu*, 21 juin 1952. L'industrie forestière est comprise dans les chiffres donnés pour 1949-1951 sur la base de l'hypothèse selon laquelle la production forestière s'accroît annuellement de 10%. Bâtiment : évaluation établie d'après les résultats indiqués dans les rapports annuels sur l'état d'exécution du plan. Transports : évaluation établie d'après les rapports annuels du plan sur le tonnage des marchandises transportées (pour 1949 — chemins de fer seulement). Commerce : chiffres tirés des statistiques annuelles du plan, en supposant que les plans ont été intégralement exécutés. Industrie et artisanat : ce poste résiduel (obtenu par solde) a été réparti entre les biens de consommation et les biens d'équipement en 1947 d'après les chiffres absolus de la production brute publiés dans *Dochód Narodowy Polski, 1947, op. cit.*, page 20; 1951 — *Dziennik Ustaw*, 29 avril 1952, indique la part des biens d'équipement dans le produit brut de la grande et moyenne industrie comme étant de 54%; on a tenu compte des petites entreprises et de l'artisanat, leur part étant évaluée à 20% d'après *Dochód Nazodowy Polski, 1947, loc. cit.*

Tchécoslovaquie : Les chiffres du produit national brut total de 1937 à 1951 et les données relatives à la répartition de ce produit national en 1937 et en 1948, ont été tirés du *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er janvier 1952 et de *Hospodář*, 23 décembre 1948. Le produit national en 1947 a été calculé à partir des chiffres publiés aux prix courants net d'amortissement dans les *National Income Statistics 1938-1948*, Organisation des Nations Unies, 1950, page 60, divisés par l'indice officiel des prix de gros. Pour les années postérieures, les chiffres par secteur d'origine ont été tirés des rapports annuels sur l'état d'exécution du plan, sauf pour l'agriculture en 1949 (chiffres calculés comme pour la Pologne), le bâtiment en 1949 (rectifiés pour tenir compte de la hausse des prix de 10%, les chiffres originaux étant indiqués aux prix courants), le

commerce et l'hôtellerie (une augmentation annuelle de 10% a été admise par hypothèse pour toutes les années) et l'industrie (chiffres obtenus par solde pour toutes les années). Les chiffres relatifs à l'industrie en 1948 et en 1951 ont été répartis entre l'industrie légère et l'industrie lourde selon les proportions respectives connues pour 1948 et 1953 (chiffres du plan) d'après les indications données dans *První československý pětiletý plán*, Prague, 1948, page 46. On a admis que la répartition primitivement prévue pour 1953 était la même que la répartition effective en 1952 (*cf. Rudé Právo*, 27 février 1951) et l'on a ensuite obtenu la répartition en 1951 par interpolation. On a réparti la production artisanale entre biens d'équipement et biens de consommation en appliquant les proportions prévues dans le plan pour 1953.

Allemagne orientale : Les chiffres ont été calculés à partir des statistiques détaillées officielles de la production brute jusqu'en 1948, et, pour les années ultérieures, d'après les évaluations établies sur la base des changements dans la production brute indiqués dans les documents du plan ou dans d'autres sources officielles. Pour le calcul du produit national net à partir de la production brute, on s'est servi du rapport évalué en pourcentage pour les années 1936 et 1946 à 1949 qui est indiqué par F. Grünig dans « Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung für die sowjetische Besatzungszone », *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, 1950, N° 1, pages 16–34. La revue *Statistische Praxis*, septembre 1949, page 131, indique le chiffre d'affaires total pour cinq groupes principaux : agriculture et industrie forestière; industrie et artisanat; bâtiment; commerce et transports; services et administration — c'est-à-dire sans indiquer de ventilation entre l'industrie et l'artisanat et entre le commerce et les transports. Le *Wochenbericht*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, 1950, N° 44, page 177, indique le chiffre d'affaires dans l'artisanat, ce qui permet de grouper séparément la production industrielle et la production artisanale. Le numéro spécial de *Die Wirtschaft*, juillet 1948, page 12, indique le chiffre des ventes de gros et de détail; quant au poste résiduel du commerce et des transports, on a admis qu'il représentait le chiffre d'affaires des transports.

1949–51 : les chiffres de la valeur brute de la production de l'industrie, de l'artisanat, de la construction et du chiffre d'affaires du commerce de détail en 1950 ont été tirés du *Gesetz über den Fünfjahrplan, op. cit.* N° 8, pages 216, 245, 236 et 244. La revue *Die Wirtschaft*, N° 7, 1951, pages 1–2 et le *Wochenbericht, op. cit.*, pages 176–178, indiquent, la première, les changements intervenus dans la production industrielle entre 1949 et 1950, et le second, les changements intervenus dans la production artisanale et la construction en 1949. Le chiffre d'affaires global du commerce a été calculé à partir du chiffre d'affaires du commerce de détail en appliquant le rapport connu pour les années antérieures existant entre le chiffre d'affaires des ventes de détail et le chiffre d'affaires des ventes de gros. Pour l'agriculture, les évaluations ont été établies sur la base des changements en pourcentage de la production de céréales panifiables, de céréales secondaires, de pommes de terre, de betteraves à sucre, de viande et de lait, évaluée aux prix officiels. Pour les transports, on a continué la série après 1948 en se servant de l'indice officiel représentant le chiffre global des opérations de transport effectuées par fer, eau et route (en tonnes-kilomètres). Les chiffres relatifs à Berlin-Est en 1949 ont été indiqués par F. Grünig et R. Krengel dans « Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung für eine zentralgelenkte Verwaltungswirtschaft erläutert am Beispiel Ostberlins », *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, 1950, N° 4, pages 247–265. Les évaluations pour 1951 ont été établies sur la base des changements en pourcentage indiqués dans *Die Wirtschaft*, N° 9, 1952, pages 1–2 et *Volkswirtschaftsplan, 1951*, Schriftenreihe der Deutschen Demokratischen Republik, N° 5, page 113; on a supposé que le plan avait été intégralement exécuté pour la production artisanale. Pour évaluer le produit national net d'après le chiffre d'affaires brut, on a appliqué les pourcentages suivants : agriculture 83,3 ; industrie 36,9 ; bâtiment 50,0; commerce et transports 12,5; services 100. Ces pourcentages sont un peu plus élevés que ceux qui sont indiqués pour l'agriculture et l'industrie dans la source mentionnée plus haut pour les statistiques officielles du chiffre d'affaires jusqu'au milieu de 1949.

Hongrie : Evaluations officielles pour 1938, 1946/47 et 1947/48 et augmentations en pourcentage pour 1949, 1950 et 1951, publiées dans *Jelentés a háromévés terv elsö évéröl* (Rapport sur la première année du plan triennal), Budapest, 1948, page 188; *A házomévés terv befejezése, op. cit.* (L'exécution du plan triennal), page 55; *Az 5 éves terv Második évének feladatai* (Les tâches de la deuxième année du plan quinquennal), Budapest, 1951, page 38; et *Statisztikai Szemle*, janvier 1952, page 11. Le produit national de 1938 aux prix fixés dans le plan pour 1947, a été porté de 21,6 à 22,9 milliards de forints, en appliquant la même proportion des contributions indirectes dans le produit national au coût des facteurs que celle qui est indiquée pour 1946/47 et en relevant la part de l'industrie du bâtiment qui avait été sous-évaluée. Les évaluations de 1949 pour l'agriculture ont été réduites de 10% pour éliminer la contradiction qui apparaît dans l'évaluation officielle de l'augmentation de la production nette en ce qui concerne le rapport existant entre la production nette et la production brute; pour l'industrie, les chiffres indiqués ont été réduits de 5,5% pour tenir compte du fait que le nombre des entreprises comprises dans les statistiques a augmenté, et pour tenir compte aussi du fait qu'une partie de la production est comptée deux fois dans l'industrie du vêtement et dans les industries alimentaires; pour les postes résiduels — transports, commerce et contributions indirectes — les chiffres indiqués ont été réduits de 8% de manière à obtenir pour ce groupe la même part du produit national qu'en 1947/48. Le chiffre net de la production de l'industrie du bâtiment en 1949 a été tiré de *Szabad Nép*, du 3 mars 1950; le chiffre net de la production au cours des années antérieures a été relié à cette évaluation au moyen d'un indice du volume de l'investissement brut consacré à l'industrie du bâtiment et à d'autres constructions. La production nette des industries artisanales (autres que le bâtiment), qui n'ont pas été transférées dans le secteur des industries manufacturières, a été évaluée d'après la production nette par ouvrier indiquée dans

les évaluations officielles pour 1947/48 et d'après le nombre des employeurs et des employés indiqué dans *Gazdaságstatisztikai Tájékoztató*, N° 4-5, 1949, page 210, pour la fin de 1948, et dans *Szabad Nép*, 26 février 1951, et dans *Statisztikai Szemle*, N° 6, 1951, page 535, pour la fin de 1950; on a supposé que le nombre des travailleurs indépendants n'avait pas changé. A la suite de ces ajustements, le produit national de 1949 a été évalué à 25 milliards de forints, au lieu du chiffre officiel de 26,8 milliards de forints. Des corrections du même ordre ont été apportées aux chiffres de 1950 et de 1951, les totaux étant ainsi ramenés respectivement de 31,6 à 28,5 milliards de forints et de 39 à 34,3 milliards de forints. Pour toutes les années, on a réparti le produit net de l'industrie entre biens d'équipement et biens de consommation dans les mêmes proportions que celles qui sont indiquées dans les chiffres de production brute.

Roumanie : La valeur de 1938 a été tirée de *Scânteia*, 7 novembre 1952. La valeur de 1948 a été tirée d'une déclaration publiée dans *La Roumanie nouvelle*, 10 septembre 1949, selon laquelle le chiffre de 1.200 milliards de lei prévu dans le plan de 1955 représente le double du chiffre du plan de 1950, ainsi que d'une autre déclaration publiée dans *Rumanian News*, Légation de Roumanie, Londres, février 1950, selon laquelle le chiffre prévu dans le plan de 1950 devait dépasser de 56% celui de 1948. Les chiffres relatifs à la répartition en 1938 et en 1951, ont été tirés de *Scânteia, loc. cit*; il convient de faire remarquer à ce propos que le chiffre en question, pour 1951, est indiqué dans cette source comme s'appliquant à « *astăzi* » (aujourd'hui) et qu'il vise par conséquent soit 1951, soit un chiffre prévu ou escompté pour 1952.

Bulgarie : La valeur de 1939 du produit national brut a été tirée de *La Bulgarie nouvelle*, 13 janvier 1949; l'accroissement au cours des années d'après guerre est indiqué sous forme d'un indice (1939 = 100) dans *Gospodarka Planowa*, Varsovie, octobre 1951, page 42. Sur la base des statistiques existantes, il n'est pas possible de déterminer la répartition du produit national par secteur d'origine. Etant donné la stabilité de la production agricole, et eu égard aux indices de la production industrielle brute, il y a lieu de penser que, ou bien les chiffres afférents aux secteurs résiduels ont subi une forte augmentation, ce qui paraît peu vraisemblable, ou bien que le rapport entre la production nette et la production brute de ces secteurs a augmenté très rapidement entre 1948 et 1951.

Le revenu national et l'investissement dans quatre pays de l'Europe orientale (Tableau 7)

Les données relatives au revenu national total ont été tirées du Tableau 8. On trouvera dans les notes ci-après, l'indication des sources et des méthodes utilisées pour les chiffres relatifs à l'investissement.

Tchécoslovaquie : On a recalculé les chiffres relatifs au revenu national aux prix de 1947 en appliquant l'indice officiel des prix de gros; l'investissement brut de 1947, global et par secteurs, a été tiré de *Průběh plnení hospodářského plánu, rok 1947*, Prague 1948, page 301; les évaluations pour 1948 ont été tirées de *Hospodář*, N° 52, 1948, et N° 7, 1949, ainsi que *Průběh plnení hospodářského plánu, II čtvrletí 1948*, Prague 1948, page 15; l'investissement brut en 1949–1951, exprimé en pourcentage du revenu national, est indiqué dans *Czechoslovak Economic Bulletin*, 1er janvier 1952.

Allemagne orientale : Les chiffres de l'investissement brut en 1949, total et par secteurs, ont été tirés de *Die Wirtschaft*, N° 8, 1949, page 250, et N° 7, page 2 et de *Der Volkswirtschaftsplan 1950*, pages 56–60. Certains chiffres ont été calculés à partir des augmentations en pourcentage entre 1949 et 1950. Les chiffres de l'investissement prévu pour 1950 ont été tirés de *Der Volkswirtschaftsplan 1950*, page 114, et les chiffres relatifs aux investissements effectués ont été tirés de *Die Wirtschaft*, N° 7, 1951, pages 1–2 et N° 8, 1952, page 3; les chiffres prévus dans le plan et les chiffres effectifs pour 1951 ont été tirés de *Der Volkswirtschaftsplan 1951*, page 103, et de *Die Wirtschaft*, N° 7, 1951, pages 1–2.

Hongrie : Les chiffres de l'investissement brut aux prix courants en 1938, 1946/47, 1947/48 et 1949 ont été tirés de : J. Judik and R. Nötel « Statistical Investigation of Capital Formation », *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, Berne 1949, N° 2, page 159; *Jelentés a háromévés terv elsö évéröl* (Rapport sur la première année du plan quinquennal), pages 141, 162–169, *Rapport à l'Assemblée générale*, Banque nationale de Hongrie, 1949, *op. cit.*, *Gazdaságstatisztikai Tájékoztató*, N° 2, 1949, pages 118–119, et de *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1950, page 77. Les rubriques qui ne sont pas comprises dans l'investissement après 1949, ont été déduites et la ventilation a été opérée d'après les plans, dans la mesure où l'on n'a pas pu trouver de renseignements ailleurs; des renseignements complémentaires en vue de l'établissement d'un indice du coût de l'investissement figurent dans l'*Annuaire statistique hongrois, 1939*, page 116, *Szabad Nép*, 14 mai 1949; Z. Vas, *A háromévés terv befejezése* (L'exécution du plan triennal), *op. cit.* page 55, et dans *Gazdaságstatisztikai Tájékoztató*. Les objectifs fixés pour l'investissement en 1950, ont été tirés de *Képes Figyelo*, 7 janvier 1950, et de *Szabad Nép*, 22 juin 1950, et les chiffres sur l'investissement effectué en 1950 sont tirés de *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1951, page 14 et de Z. Vas, *Az 5 éves terv Második évének feladatai* (Les tâches de la deuxième année du plan quinquennal), *op. cit.* page 46; cette dernière source permet de relier entre eux les chiffres des investissements exprimés aux prix courants et les chiffres exprimés en prix constants. Pour 1951, la source utilisée est *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1952, page 8, qui indique l'investissement total dans l'industrie et dans l'agriculture aux prix courants; cette publication donne aussi des renseignements sur l'accroissement du volume de la production dans les industries mécaniques et dans l'industrie du bâtiment, d'après lesquels on a procédé à une évaluation de l'accroissement du volume total de l'investissement.

Pologne : Pour 1947 et 1948 : *Bulletin of the Polish Institute for Economic Research*, N° 7, 1948, page 1; *Gospodarka Planowa*, janvier 1949, page 32; *Rzeczpospolita*, 3 décembre 1949. Pour 1949 et 1950 : *Rzeczpospolita*, 17 janvier 1950, *Trybuna Ludu*, 18 janvier 1951, et *Gospodarka Planowa*, février 1951, page 2, qui indique l'investissement total par rapport aux

années antérieures et la répartition de l'investissement entre les principaux secteurs. Pour 1951 : *Trybuna Ludu*, 26 janvier 1952, qui indique l'accroissement de l'investissement par principaux secteurs par rapport à 1950. On a obtenu les chiffres des investissements de l'Etat et des autres investissements par élimination. Le revenu national a été recalculé aux prix de 1947 au moyen des taux indiqués dans *Dochód Narodowy Polski, 1947*, Varsovie, 1949, page 16.

Programmes d'investissement prévus dans les plans à long terme de l'Europe orientale — versions initiale et révisée (Tableau 11)

Pologne : Loi du 21 juillet 1950 concernant le Plan sexennal de développement économique, publiée dans *Dziennik Ustaw*, 30 août 1950.

Tchécoslovaquie : The First Czechoslovak Economic Five-year Plan, Act and Government Memorandum, Prague, 1949, pages 242–243, 71–79, 129–139, 181, 242; *Rudé Právo*, 25 février 1951.

Allemagne orientale : Die Wirtschaft, 27 juillet 1950; *Gesetz über den Fünfjahrplan*, Schriftenreihe der Deutschen Demokratischen Republik, N° 8, page 235.

Hongrie : Hungary's Five-year Plan, Service hongrois d'information, Londres, 1949, page 3, Annexes 1 à 4; *Szabad Nép*, 16 mai 1951.

Roumanie : La Roumanie nouvelle, 1er janvier 1951.

Bulgarie : Zakon za petgodishniya drzhaven narodostopanski plan na Narodnata Republika Blgariya (1949–1953g) [Loi relative au plan quinquennal d'Etat de la République populaire de Bulgarie (1949–1953)], Première partie, paragraphe 21; Deuxième partie, Chapitre premier, paragraphe 3; Chapitre II, 27; Chapitre III, 34; Chapitre IV, 41; Troisième partie, paragraphes 3, 4, publié dans *Drzhaven Vestnik*, 18 janvier 1949; D. Terpechev, *Bulgaria's Five-year Plan, op. cit.* pages 33, 56–62.

Répartition des recettes et des dépenses dans les budgets d'Etat des pays de l'Europe orientale (Tableau 10)

Toutes les données relatives à 1952 comprennent non seulement le budget central de l'Etat, mais aussi les budgets des collectivités locales et de la sécurité sociale.

Pologne : Pour 1947 : *Dziennik Ustaw*, 19 avril 1949, *Wiadomości Statystyczne*, 5 mai et 5 juin 1949; pour 1952 : *Trybuna Ludu*, 1er mars 1952. Les chiffres relatifs à 1947 portent sur l'ensemble des budgets de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale.

Tchécoslovaquie : Pour 1947 : *Public Finance*, La Haye, N° 4, 1948; pour 1952 : *Rudé Právo*, 29 mars 1952. Les chiffres relatifs à 1947 comprennent les subventions aux collectivités locales et l'ensemble du budget de la sécurité sociale.

Allemagne orientale : Pour 1949 : *Deutsche Finanzwirtschaft*, N° 3, 1949, pages 97–101; N° 6, 1949, pages 238–244; et N° 4, 1950, page 146; et *Die Wirtschaft*, N° 11, 1949, pages 378–379; pour 1952 : *Deutsche Finanzwirtschaft*, N° 12, 1952, pages 617–635. Les chiffres relatifs à 1949 comprennent les budgets des collectivités locales et de la sécurité sociale.

Hongrie : Pour 1947/48 : *Jelentés a háromévés terv elsö évéröl, op. cit.*, pages 141 et 142; pour 1952 : *Szabad Nép*, 15-22 décembre 1951 et *Magyar-Szovjet Közgazdasági Szemle*, janvier 1952, pages 1–14. Les chiffres relatifs à 1947/48 ne comprennent pas les assurances sociales ni les budgets des collectivités locales.

Roumanie : Pour 1946/47 : *Bulletin d'information et de documentation*, Banque nationale de Roumanie, avril-juin 1946, page 61 et avril-juin 1947, pages 57-59. La répartition des crédits supplémentaires a été déterminée d'après le décret-loi 2766 du 13 septembre 1946 (*Monitorul Oficial*, N° 218, Partie IA, page 10245); pour 1952 : *Scânteia*, 28 mars 1952. Les chiffres relatifs à 1946/47 ne comprennent ni les budgets des collectivités locales ni la sécurité sociale.

Bulgarie : Pour 1946 : *Drzhaven Vestnik*, 21 mars 1946, pour la loi de finances et *Mesechni Izvestia na Glavata Direktsia na Statistikata*, février-mars 1947, page 56, pour l'exécution du budget (financement excédentaire et extra-budgétaire); pour 1952, *Rabotnichesko Delo*, 21 décembre 1951. Les chiffres relatifs à 1946 comprennent les sommes versées par le Ministère des affaires sociales au titre de l'assistance sociale, mais ne comprennent pas les budgets des collectivités locales; en outre: ils comprennent seulement les recettes nettes des Chemins de fer d'Etat et de l'Administration des ports.

VIII. LE COMMERCE INTERNATIONAL (Tableaux 6, 31, 32, 42, 43, XV-XXI, XXXV, XXXVII-LV, Diagrammes 2 et 19, et tableaux du texte pages 101, 102, 105, 117 et 118)

1. Le commerce des pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis aux prix courants (Tableaux XIX et XXXV)

a) *Observations générales*

Les données ont été empruntées aux statistiques officielles du commerce extérieur des pays européens et des Etats-Unis. Pour l'année 1938, elles ont été tirées du *Réseau du commerce mondial*, Société des Nations, Genève, 1942 (sauf pour la Finlande, la Norvège et la Suède dans le Tableau XXXV). L'on n'a pas essayé d'ajuster les chiffres officiels sauf dans les cas où ces ajustements sont expressément mentionnés ci-après. La valeur des importations est calculée sur la base des prix c.a.f. sauf pour les Etats-Unis qui indiquent des valeurs f.o.b.; celle des exportations est calculée sur la base des prix f.o.b. Chaque fois que la chose est possible, les chiffres portent sur le commerce spécial par pays d'origine et de consommation. Toutefois, pour le Royaume-Uni, il s'agit des importations générales, car on ne connaît pas la décomposition par pays d'origine des importations spéciales pour les années 1950 et 1951. Quant aux exportations des Etats-Unis depuis le 1er juillet 1950, sont exclues les marchandises portées sous la rubrique « Special Category Commodities 1 and 2 » (produits de la catégorie spéciale) dont on ne connaît pas la ventilation par pays de destination.

Pour les années d'après guerre, les chiffres relatifs à l'Allemagne se rapportent au commerce des trois zones occidentales et des secteurs occidentaux de Berlin. Mais lorsqu'elle est considérée comme pays d'origine ou de destination par rapport aux autres pays, l'Allemagne est traitée comme un tout. Le commerce intérieur entre l'Allemagne occidentale et l'Allemagne orientale a toujours été exclu.

b) *Principaux ajustements*

i) Le commerce entre le Royaume-Uni et les îles anglo-normandes, entre le Danemark et les îles Féroé, et entre la Norvège et le Spitzberg a été considéré comme du commerce intérieur et il n'en a donc pas été tenu compte. D'ailleurs, depuis le 1er janvier 1951, le Spitzberg fait partie du territoire douanier norvégien.

ii) Certains éléments qui ne peuvent être logiquement affectés à une région particulière (comme, par exemple, les provisions de bord des navires et les installations de pêche à la baleine du Royaume-Uni) n'ont pas été retenus.

iii) Dans la ventilation du commerce du Danemark, on a rectifié les chiffres pour tenir compte du fait que certaines importations qui ont été déclarées comme provenant du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'Union soviétique et certaines exportations déclarées comme étant destinées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis sont, en réalité, des importations provenant de la zone britannique, de la zone américaine et de la zone soviétique d'occupation en Allemagne ou des exportations destinées aux zones britannique ou américaine d'occupation.

iv) Dans les données concernant le commerce mensuel du Portugal et de la Finlande, une partie considérable du commerce n'est pas ventilée par pays. On a admis que la répartition géographique connue grâce aux statistiques annuelles pouvait s'appliquer à la partie non spécifiée de ce commerce. En outre, les exportations faites par la Finlande au titre des réparations ont été exclues.

v) Les chiffres relatifs à la valeur des importations de tous les pays (y compris l'Autriche), comprennent les importations effectuées au titre du Programme de relèvement européen (E.R.P.).

vi) Dans le cas des Pays-Bas, le commerce des diamants, dont on ne connaît pas la ventilation par pays depuis la fin de 1949, n'est plus compris dans le chiffre indiqué.

vii) Les chiffres relatifs à la Grèce, à l'Espagne et à la Turquie pour le troisième trimestre de 1952, sont des évaluations établies sur la base des chiffres mensuels déjà publiés.

viii) En dehors des légers ajustements opérés dans la présente ETUDE entre les groupes XIII et XIV du tableau XIX (les anciennes colonies italiennes passant du groupe XIII au groupe XIV), les chiffres portés en regard des groupes III, VI, XIII et XIV ne peuvent être comparés tels quels à ceux qui figurent dans de précédentes livraisons du *Bulletin économique pour l'Europe*, en raison des changements précédemment apportés à ces groupes. Les chiffres relatifs à la Yougoslavie ont été transférés du groupe VI au groupe III et les chiffres relatifs à l'Indonésie, du groupe XIII au groupe XIV. Pour de plus amples détails, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, volume 4, N° 2, « Notes sur les statistiques », pages 92 à 93.

ix) Dans le Tableau XXXV, le commerce d'or industriel avec les régions extra-européennes a été exclu. Pour les importations ce commerce représentait pour les années 1948, 1950 et 1951, respectivement, 10, 82 et 143 millions de dollars; pour les exportations, il représentait pour les années 1950 et 1951, respectivement, 5 et 21 millions de dollars. Dans le même tableau, on a modifié les chiffres relatifs aux divers groupes de pays pour l'année 1938, tels qu'ils figurent dans *Le réseau du commerce mondial*, *op. cit.* de manière à les rendre aussi comparables que possible aux chiffres indiqués dans le cadre du groupement des pays adopté pour les années 1948, 1950 et 1951 (voir ci-dessous d) « Groupes de pays »).

Les chiffres relatifs au commerce de la Finlande, de la Norvège et de la Suède pour l'année 1938, qui figurent dans le Tableau XXXV, ont été empruntés aux statistiques nationales du commerce extérieur de ces trois pays par pays d'origine et de destination. De ce fait, ces chiffres ne sont pas comparables à ceux qui sont indiqués dans *Le réseau du commerce mondial, op. cit.*

c) *Conversion en dollars des Etats-Unis*

On a utilisé les coefficients de conversion en dollars des Etats-Unis que donne, pour le commerce, l'ouvrage intitulé *Direction of International Trade*, Statistical papers, Series T, publié conjointement par le Bureau de statistique des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Dans le cas de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Grèce (ainsi que l'Italie jusqu'à la fin de 1951), les valeurs en dollars ont été empruntées directement aux publications officielles.

Pour le commerce de l'Allemagne occidentale (zone anglo-américaine) et pour le commerce de la France pour l'année 1948, les facteurs de conversion utilisés ont été tirés des sources officielles conformément aux indications données ci-après :

France

Source : Le commerce extérieur de la France métropolitaine en 1948, Tableau 23, Paris, 1949.

	Importations de :	Exportations vers :
Portugal	0.4585 cents par franc	0.4225 cents par franc
Suisse	0.4585 » » »	0.4440 » » »
Etats-Unis	0.4914 » » »	0.4225 » » »
Territoires français d'outre-mer et tous autres pays	0.5147 » » »	0.4854 » » »

Allemagne occidentale — Zone anglo-américaine

Source : Report of the Joint Export-Import Agency, janvier et février 1949 — Francfort-sur-le-Main.

Les taux de change ont été calculés d'après la valeur en dollars indiquée chaque mois pour l'année 1948 par la publication susmentionnée et d'après la valeur en monnaie nationale indiquée dans les statistiques officielles du commerce extérieur.

Importations	*Cents par RM/DM*
Premier trimestre 1948	48,8
Deuxième trimestre 1948	55,8
Troisième trimestre 1948	41,0
Quatrième trimestre 1948	35,2

Les importations à destination de la zone française sont enregistrées directement en dollars.

d) *Groupes de pays*

On trouvera, ci-après, la définition revisée des groupes de pays :

I. *Royaume-Uni, Islande et Irlande*
- Royaume-Uni :
  - Iles anglo-normandes comprises
- Irlande
- Islande

II. *Pays industriels de l'Europe occidentale*
- France :
  - Pour les années d'après guerre, territoire de la Sarre compris
- Pays-Bas
- Belgique-Luxembourg
- Suisse :
  - Liechtenstein compris

III. *Pays de la région méditerranéenne et de la péninsule ibérique*
- Italie
- Grèce :
  - Dodécanèse compris

III. *Pays de la région méditerranéenne et de la péninsule ibérique* (suite)
- Espagne
- Portugal
- Turquie
- Yougoslavie
- Autres pays de la région méditerranéenne et de la péninsule ibérique :
  - Malte et Gozzo, Gibraltar, Albanie, Andorre, Trieste compris

IV. *Pays scandinaves*
- Danemark :
  - Iles Féroé comprises
- Suède
- Norvège :
  - Spitzberg compris
- Finlande

V. *Allemagne et Autriche*
- Allemagne :
  - Territoire de la Sarre compris pour 1938
- Autriche

VI. *Pays de l'Europe orientale*
- Tchécoslovaquie
- Pologne
- Roumanie
- Hongrie
- Bulgarie

VII. *U.R.S.S.*
- Estonie, Lettonie et Lituanie comprises

VIII. *Total, Groupes I à VII*

IX. *Etats-Unis et territoires dépendants*
- Etats-Unis
- Alaska
- Iles Carolines

IX. *Etats-Unis et territoires dépendants* (suite)

Guam
Hawaï
Iles Mariannes
Iles Marshall
Zone du Canal de Panama [a]
Porto-Rico
Iles Riou-Kiou
Samoa américain
Iles Vierges y compris :
Saint-Thomas
Saint-Jean
Sainte-Croix

X. *Canada et Terre-Neuve*

Canada
Labrador
Terre-Neuve

XI. *Républiques de l'Amérique latine*

a) Pays de l'Amérique latine appartenant à la zone dollar

Bolivie
Colombie
Costa-Rica
Cuba
République Dominicaine
Equateur
Salvador
Iles Galapagos
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Nicaragua
Panama
Venezuela

b) Pays de l'Amérique latine n'appartenant pas à la zone dollar

Argentine
Brésil
Chili
Paraguay
Pérou
Uruguay

XII. *Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques)*

Aden (colonie et protectorat)
Afrique du Sud-Ouest
Antilles britanniques
Australie
Iles Bahama

[a] Etant donné que, pratiquement, aucune statistique commerciale européenne n'établit de distinction entre la République de Panama et la zone du Canal de Panama, il a été décidé, pour des raisons d'uniformité, d'inclure sous la rubrique « Amérique latine » les échanges commerciaux des Etats-Unis avec la zone du Canal de Panama (bien qu'il s'agisse là d'un territoire dépendant des Etats-Unis).

XII. *Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques* (suite)

Bahrein
Barbade
Basutoland
Bechuanaland
Bermudes
Birmanie
Bornéo britannique :
Bornéo septentrional
Brunéi
Sarawak
Cameroun (britannique)
Ceylan :
Iles Maldives comprises
Chypre
Côte-de-l'Or
Iles Falkland
Fidji
Gambie
Iles Gilbert et Ellice
Guyane britannique
Hadramaout
Sainte-Hélène
Ile de l'Ascension
Tristan da Cunha
Honduras britannique
Hong-kong
Inde
Irak
Jamaïque
El Kattar
Kenya
Koweït
Fédération des Etats Malais
Ile Maurice
Nauru
Nigéria
Ile Norfolk
Nouvelle-Guinée
Nouvelle-Zélande
Nyassaland
Oman sous régime de traité
Ouganda
Pakistan
Papouasie
Pitcairn
Rhodésie du Nord
Rhodésie du Sud
Iles Salomon britanniques
Samoa occidental
Iles Seychelles
Sierra-Leone
Singapour
Socotroa
Côte britannique des Somalis
Souaziland
Tanganyika
Togo

XII. *Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques* (suite)

Iles Tonga
Trinité et île de Tobago
Union Sud-Africaine
Iles du Vent :
Dominique
Grenade
Sainte-Lucie
Saint-Vincent
Iles sous le Vent
Zanzibar et Pemba

XIII. *Territoires dépendants d'outre-mer (à l'exclusion des colonies britanniques)*

Sous administration belge :
Congo belge
Ruanda-Urundi
Condominium (France et Royaume-Uni) :
Nouvelles-Hébrides
Sous administration danoise :
Groenland
Sous administration espagnole :
Protectorat du Maroc
Possessions en Afrique du Nord :
Alhucemas
Ceuta
Chafarinas
Melilla
Peñon de Velez-de-la-Gomera
Guinée espagnole :
Fernando-Po
Sahara espagnol :
Ifni
Rio-de-Oro
Iles Canaries
Sous administration française :
Saint-Pierre-et-Miquelon
Guadeloupe
Martinique
Guyane française
Etablissements français de l'Inde
Indochine :
Annam
Cambodge
Cochinchine
Laos
Tonkin
Océanie française
Nouvelle-Calédonie
Algérie
Afrique-Equatoriale française
Côte française des Somalis
Afrique-Occidentale française
Dahomey
Dakar
Guinée française
Soudan français

XIII. *Territoires dépendants d'outre-mer (à l'exclusion des colonies britanniques)* (suite)

- Côte-d'Ivoire
- Mauritanie
- Niger
- Sénégal
- Haute-Volta
- Madagascar
- Maroc
- Réunion
- Tunisie
- Cameroun (français)
- Togo (français)
- Kerguélen
- Sous administration néerlandaise :
  - Indes occidentales néerlandaises :
    - Antilles néerlandaises
    - Curaçao
  - Guyane néerlandaise (Surinam)
  - Nouvelle-Guinée néerlandaise
- Sous administration portugaise :
  - Macao
  - Inde portugaise :
    - Goa
  - Timor portugais
  - Angola

XIII. *Territoires dépendants d'outre-mer (à l'exclusion des colonies britanniques)* (suite)

- Sous administration portugaise (suite)
  - Iles du Cap Vert
  - Mozambique
  - Guinée portugaise
  - Saint-Thomas et île du Prince
  - Açores
  - Madère

XIV. *Autres pays d'outre-mer*

- Afghanistan
- Bhoutan
- Chine :
  - Formose
  - Mandchourie
  - Sin-Kiang
  - Thibet
- Egypte
- Ethiopie
- Indonésie, République d'
  - Bornéo (oriental, méridional, occidental)
  - Ile Célèbes
  - Java et Madura
  - Iles Moluques
  - Sumatra

XIV. *Autres pays d'outre-mer* (suite)

- Iran
- Israël
- Anciennes colonies italiennes :
  - Cyrénaïque
  - Erythrée
  - Libye
  - Somalie (sous tutelle de l'Italie)
  - Tripolitaine
- Japon
- Corée
- Liban
- Libéria
- Mongolie
- Mascate et Oman
- Népal
- Philippines (zone dollar)
- Arabie Séoudite :
  - Hedjaz et Nedjed
- Siam
- Soudan anglo-égyptien
- Syrie
- Tanger (territoire international)
- Transjordanie
- Yémen

2. Indices du volume des importations et des exportations de quatorze pays européens (Tableau XVI)

Les indices du volume des importations et des exportations globales des pays européens, établis sur la base 1948 = 100, ont été calculés d'après les sources indiquées ci-après. En raison des différences considérables qui existent entre les années de base originales des indices utilisés et en raison des erreurs qui peuvent intervenir lorsque l'on compare des années successives en se reportant à une année de base fort antérieure, les chiffres inscrits dans ce tableau sont forcément approximatifs. Cependant, les variations de ces chiffres au cours de brèves périodes sont probablement moins sujettes à ce genre d'erreur.

Les indices du volume du commerce peuvent être répartis entre quatre types généraux, dont trois seulement sont représentés parmi les nombres-indices du volume publiés par les pays européens. Les caractéristiques de ces quatre types généraux sont exposées de façon plus détaillée dans le *Bulletin mensuel de statistique, supplément 1950*, du Bureau de statistique des Nations Unies, page 71 du texte anglais.

Etant donné les symboles

- Q = indice du quantum,
- p = prix dérivé de chaque article,
- q = quantité de chaque article,
- o = période de base ou période autre que la période envisagée,
- n = période envisagée,

les formules caractéristiques de chaque type d'indice s'établissent comme suit :

Q_1 Indice de volume à coefficients de pondération fixes : $${}_oQ_n = \frac{\Sigma p_o\, q_n}{\Sigma p_o\, q_o}$$

Q_2 Indice de volume à coefficients de pondération variables de la période en cours : $${}_oQ_n = \frac{\Sigma p_n\, q_n}{\Sigma p_n\, q_o}$$

Q_3 Indice de volume à coefficients de pondération variables d'une période antérieure : $${}_{n-1}Q_n = \frac{\Sigma p_{n-1}\, q_n}{\Sigma p_{n-1}\, q_{n-1}}$$

Q_4 Indice de volume à coefficients de pondération variables mixtes : $${}_oQ_n = \sqrt{\frac{\Sigma p_n\, q_n}{\Sigma p_n\, q_o}\,\frac{\Sigma p_o\, q_n}{\Sigma p_o\, q_o}}$$

La liste suivante indique les sources, le type de l'indice et l'année de base initiale de tous les indices inscrits au Tableau XVI :

Pays	*Source*	*Type d'indice*	*Année de base indiquée dans la source*
Allemagne : Zones occidentales	*Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland*, Teil 1	Q_1	1936 et 1950
Autriche	*Statistische Nachrichten*	Q_1	1937
Belgique-Luxembourg	*Bulletin de statistique*	Q_1	1938, 1948 et 1951
Danemark	*Danmarks Varenindførsel og-udførsel* / *Statistiske Efterretninger*	Q_1	1935, 1947 et 1949
Finlande	*Utrikeshandel*	Q_1	1935
France	*Bulletin mensuel de Statistique*	Q_1	1928, 1938 et 1949
Irlande	*Irish Trade Journal*	Q_1	1930
Italie	*Statistica del Commercio con l'Estero*	Q_4	1938 et 1948
Norvège	*Statistiske Meldinger utgitt av Statistik Sentralbyrå*	Q_1	1938 et 1949
Pays-Bas	*Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek*	Q_1 (mensuel) / Q_4 (annuel)	1948
Royaume-Uni	*Board of Trade Journal*	Q_1	1935, 1938, 1947 et 1950
Suède	*Konjunkturläget et Konjunkturjournalen*	Q_3	1936–1938 et 1948
Suisse	*Bulletin mensuel*, Banque nationale suisse	Q_1	1938
Turquie	*Konjunktür*	Q_1	1938

Pour certains des pays énumérés dans le tableau ci-dessus, il convient de signaler en outre divers détails complémentaires :

Allemagne occidentale : Il existe deux séries de statistiques officielles pour l'Allemagne occidentale : l'une publie les indices pour 1950, avec l'année 1936 pour base, l'autre les indices pour 1950, 1951 et 1952, sur la base de 1950 = 100. Ces séries ont été reliées aux séries d'indices (évaluations du volume des importations et des exportations) qui ont été publiées dans l'ETUDE de 1950, et dont les sources sont indiquées aux pages 279 et 280 de ce document. Pour les années 1937 et 1938, les chiffres ont été calculés en partant de l'hypothèse que, pour les zones occidentales, les variations du volume du commerce ont été les mêmes pour ces années comparées à 1936 que pour l'ensemble de l'Allemagne. Enfin, tous les indices ont été mis sur la base de 1948 = 100.

Autriche : Les indices s'entendent des seules importations commerciales (c'est-à-dire à l'exclusion de celles qui s'effectuent au titre du Programme de relèvement européen).

Finlande : Les indices utilisés dans les sources citées sont à la fois ajustés pour tenir compte des fluctuations saisonnières et cumulatifs. Afin d'établir un indice qui soit comparable à ceux qui sont indiqués pour les autres pays, on a corrigé l'indice officiel de la façon suivante : en premier lieu, on a éliminé l'ajustement qui avait été opéré pour tenir compte des fluctuations saisonnières (cet ajustement repose sur la moyenne des années 1927–1936) ; en second lieu, les chiffres ainsi obtenus ont été décomposés par trimestre; en troisième lieu, les indices ainsi obtenus ont été calculés à nouveau en prenant 1948 pour année de base. L'indice auquel aboutissent ces diverses opérations est du type Q_1.

Norvège : Les indices comprennent les navires.

3. INDICES DES PRIX DÉRIVÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ET RAPPORT D'ÉCHANGE POUR LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ETATS-UNIS (Tableau XVIII)

Tous les indices utilisés dans ce tableau peuvent se ranger dans l'un des quatre types généraux d'indices exposés ci-après :

Etant donné les symboles :

P = indice des prix dérivés,
p = prix dérivé de chaque article,
q = quantité de chaque article,
o = période de base,
n = période envisagée,

les indices sont définis par les formules suivantes :

P_1 = indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables de la période envisagée : $${}_oP_n = \frac{\Sigma p_n q_n}{\Sigma p_o q_n}$$

P_2 = Indice des prix dérivés à coefficients de pondération fixes : $${}_oP_n = \frac{\Sigma p_n q_o}{\Sigma p_o q_o}$$

P_3 = Indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables d'une période antérieure : $_{n-1}P_n = \frac{\Sigma p_n\ q_{n-1}}{\Sigma p_{n-1}\ q_{n-1}}$

P_4 = Indice des prix dérivés à coefficients variables mixtes : $_oP_n = \sqrt{\frac{\Sigma p_n\ q_n\ \Sigma p_n\ q_o}{\Sigma p_o\ q_n\ \Sigma p_o\ q_o}}$

Pour calculer les chiffres trimestriels à partir des données mensuelles indiquées dans les sources nationales, on a utilisé les indices du volume comme coefficients de pondération.

D'une façon générale, les sources sont celles qui sont indiquées pour les indices de volume, excepté pour les cas particuliers énumérés ci-après :

Etats-Unis : Business Information Service, International Trade Statistics Series, United States Department of Commerce.

Finlande : Monthly Bulletin of the Bank of Finland. Indice des prix de gros des produits à l'importation et à l'exportation.

Pour convertir en dollars des Etats-Unis les indices obtenus en monnaie nationale, on s'est servi des taux de change publiés dans *Direction of International Trade, op. cit.*

4. Rapports d'échange des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de dix-neuf pays de l'Europe occidentale. (Diagramme 2)

Etats-Unis : 1923–1925 = 100. *Statistical Abstract of the United States.* 1936–1938 = 100. *Business Information Service,* International Trade Statistics Series, U.S. Department of Commerce.

Royaume-Uni : Annual Abstract of Statistics et *Board of Trade Journal.* Années de base utilisées dans les sources citées : 1924, 1930, 1935, 1938, 1947 et 1950.

Europe occidentale : Pour les années 1928 à 1938, les renseignements ont été tirés de l'étude *Industrialisation et Commerce extérieur* publiée par la Société des Nations. On s'est servi de deux séries statistiques établies sur la base 1913 = 100, l'une pour le commerce mondial des produits de base, considéré comme représentatif des importations de l'Europe occidentale en provenance des pays extra-européens, et l'autre pour le commerce mondial des produits manufacturés, considéré comme représentatif des exportations de l'Europe occidentale à destination des pays extra-européens.

Pour les années 1938 à 1951, tous les chiffres ont été tirés du Tableau XV.

Pour le premier semestre de 1952, les chiffres ont été tirés des *Bulletins statistiques, Commerce extérieur, série I* OECE.

5. Mouvements de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce international de dix-neuf pays d'Europe occidentale (Tableau XV)

L'expression « Pays de l'Europe occidentale » est utilisée, comme terme de référence, pour couvrir le groupe de pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie.

a) *Valeur en dollars des Etats-Unis, en prix courants*

Les chiffres ont été pris directement dans les statistiques nationales des divers pays. Les importations c.a.f. ont été mises sur une base f.o.b. en déduisant 5% des chiffres c.a.f. du commerce intereuropéen et 12,5% pour les importations en provenance des pays d'outre-mer. Deux séries d'estimations ont été obtenues pour le commerce entre les pays d'Europe occidentale, l'une à l'aide de leurs statistiques d'importations, l'autre par leurs statistiques d'exportations. Les chiffres d'exportations étant donnés originalement sur une base f.o.b. ont été retenus pour la valeur f.o.b. du commerce entre les pays d'Europe occidentale.

A cause des dévaluations de septembre 1949, les chiffres pour 1949 donnés dans le tableau portent sur janvier-septembre seulement, au taux annuel.

b) *Indices de volume et indices de prix dérivés* (c'est-à-dire, les valeurs en prix de 1948)

Les valeurs en prix courants ont été ramenées à des prix de 1948 à l'aide d'indices de prix dérivés calculés spécialement pour le commerce entre les pays de l'Europe occidentale, pour leur commerce avec l'Europe orientale et leur commerce avec les pays extra-européens. Ces indices sont les suivants :

A. *Indice spécial des exportations des pays de l'Europe occidentale à destination de ces mêmes pays*

Un indice spécial pour les exportations (importations) intereuropéennes a été dérivé des exportations à destination de l'Europe occidentale en provenance de dix des plus importants pays de cette région (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Belgique-Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Suède, Danemark et Norvège), réparties en dix groupes de produits de la manière indiquée plus

loin, auxquelles on a appliqué des indices de prix dérivés d'exportations à destination du monde pour chaque groupe d'articles; les sources en sont données dans les Notes du Tableau LV. Ainsi, dans la mesure où la spécification des indices de prix dérivés le permettait, les indices ont été pondérés pour chaque pays selon la composition des exportations de l'Europe occidentale durant les périodes correspondantes.

Ces indices par groupes de produits ont été ajustés proportionnellement de façon à obtenir le même indice de prix dérivés pour les exportations de l'Europe occidentale à destination du monde que celui impliqué par les indices de volume officiels d'exportation du Tableau XVI.

Au moyen de cet indice, la valeur en prix constants du commerce entre les pays d'Europe occidentale, pris du côté exportation, a été calculée.

B. *Indices spéciaux pour le commerce de l'Europe occidentale avec l'Europe orientale*

Ces indices ont été pris directement d'une étude spéciale sur « Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale de 1950 au milieu de 1952 », publiée dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3 (voir Tableau 1, page 39, et les notes correspondantes sur les sources et méthodes, à la page 81.)

La seule modification survenue dans les indices impliqués dans cette étude spéciale est que l'indice des prix dérivés des importations de l'Europe occidentale en provenance de l'Europe orientale en 1938 a été changé de 28,9 à 33,3 (1948 = 100), à la suite de calculs plus détaillés.

C. *Indices spéciaux pour le commerce total des pays de l'Europe occidentale (incluant le commerce entre eux)*

A l'aide des indices de volume publiés officiellement par les divers pays, mis sur la base 1948 = 100 (voir Tableau XVI), les valeurs du commerce total de l'Europe occidentale en prix de 1948 ont été calculées et des indices de prix dérivés pour les exportations totales et les importations totales en ont été tirés.

Il a été ensuite possible de dériver la valeur du commerce avec les pays extra-européens par différence entre la valeur du commerce total de l'Europe occidentale d'une part, et du commerce avec les pays de l'Europe orientale et de l'Europe occidentale d'autre part, toutes ces valeurs étant connues en prix de 1948.

La méthode indiquée ci-dessus a été strictement suivie pour 1938 et 1951. Cependant, pour les années 1949 et 1950, on a utilisé des tableaux publiés dans les précédentes *Etudes* ajustés pour la nouvelle définition de l'Europe orientale utilisée dans le présent tableau.

Le Tableau 1 de l'ETUDE de 1951 a fourni le lien entre 1950 et janvier-septembre 1949, et le Tableau 52 de l'ETUDE de 1949 le lien entre janvier-septembre 1949 et 1948.

6. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DIX-NEUF PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR RÉGIONS D'ORIGINE ET DE DESTINATION

a) *Importations dans dix-neuf pays d'Europe occidentale en provenance des pays d'outre-mer, par régions d'origine (évaluées aux prix de 1948)*

(tableau de texte page 101)

Les valeurs courantes sont celles données dans le Tableau XXXV.

Ces valeurs courantes ont été converties en prix de 1948 à l'aide d'indices de prix dérivés calculés pour chaque région d'origine, comme il est expliqué plus bas :

Importations en provenance des Etats-Unis. — En divisant les valeurs courantes des exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe occidentale par les valeurs en prix de 1948, données dans le Tableau LV de l'Annexe A, un indice de prix dérivés a été obtenu.

Importations en provenance du Canada. — 1938 : Un indice de prix dérivés a été élaboré à l'aide d'un échantillon de produits canadiens exportés à destination de l'Europe occidentale, qui couvre environ 50% de ce commerce.

1950 et 1951 : *The Review of Foreign Trade*, Gouvernement du Canada, donne des indices de prix dérivés d'exportations pour de nombreux groupes de produits, sur la base 1948 = 100. En les pondérant avec les valeurs correspondantes des exportations à destination d'Europe pour chacun des groupes de produits considérés, un indice général de prix dérivés a été obtenu.

Importations en provenance d'autres pays de la zone dollar. — Pour les importations en provenance des Philippines, l'indice total de prix dérivés d'exportations de ce pays a été pris.

Pour les importations en provenance de pays de la zone dollar en Amérique latine : *Trade Trends and Policies of Latin American Countries*, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine, E/CN.12/165, mai 1950, donne à la page 14 des indices de prix dérivés d'exportations par pays exportateurs. Ces indices ont été pondérés selon les valeurs des importations de l'Europe occidentale en provenance de chacun de ces pays.

Importations en provenance des pays d'Amérique latine ne faisant pas partie de la zone dollar. — Une série d'indices de prix dérivés des importations de l'Europe occidentale en provenance de l'ensemble de l'Amérique latine est publiée dans le Tableau 11 de *A Study of Trade between Latin America and Europe*, étude préparée par les Secrétariats de la CEPAL, de la CEE et de la FAO, Genève, janvier 1953 (Nations Unies, Numéro de vente : 1952.II.G.2). En déduisant le commerce avec les pays de la zone dollar, un indice pour les pays n'appartenant pas à cette zone a été dérivé.

Importations en provenance des pays de la zone sterling d'outre-mer. — Un calcul direct a été fait à partir des quantités et des valeurs pour les pays suivants, couvrant la proportion du commerce indiquée plus bas :

Royaume-Uni, au moins 80%;

France, environ 85%;

autres pays importateurs : calcul basé sur les produits des Tableaux XXXVII à LIV.

Les trois séries ont été ensuite combinées en prenant comme poids les valeurs courantes des importations totales en provenance de cette zone.

Importations en provenance des territoires dépendants d'outre-mer. — Pour les importations de la France en provenance des territoires français d'outre-mer, l'indice spécial de volume publié dans le *Bulletin mensuel de Statistique* a été utilisé.

Pour les autres pays importateurs, les calculs directs suivants ont été faits :

Royaume-Uni en provenance des territoires dépendants d'outre-mer, couverture d'environ 50%; Pays-Bas en provenance des Antilles néerlandaises, couverture d'environ 90%; autres pays importateurs, calcul basé sur les produits des Tableaux XXXVII à LIV.

Importations en provenance d'autres pays extra-européens. — Un calcul direct a été fait pour les pays importateurs suivants : Royaume-Uni et France, couverture de 70% environ; Pays-Bas en provenance d'Indonésie, couverture d'au moins 80%; autres pays importateurs, calcul basé sur les produits des Tableaux XXXVII à LIV.

Importations en provenance des pays de l'Europe orientale. — 1938 : Les prix dérivés ont été calculés directement à l'aide des quantités et valeurs pour les produits principaux importés en provenance de chacun des six pays de l'Europe orientale et un indice de prix dérivés pour chaque pays d'origine a ensuite été construit. L'indice total a été obtenu en pondérant ces indices avec les valeurs courantes correspondantes.

Pour 1950 et 1951, les indices de prix dérivés ont été pris du Tableau 1 dans « Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale, de 1950 au milieu de 1952 », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

Enfin, tous ces indices de prix dérivés d'importations par régions d'origine ont été ajustés de façon à coïncider avec l'indice total de prix dérivés d'importations en provenance de pays extra-européens, donné dans le Tableau XV.

b) *Exportations en provenance de dix-neuf pays d'Europe occidentale vers les pays d'outre-mer par régions de destination (valeurs en prix de 1948)*

(tableau de texte, page 101)

Le Tableau LV donne pour les principaux pays exportateurs de l'Europe occidentale, pour un ensemble de destinations principales, les valeurs des exportations en prix de 1948. En divisant les valeurs courantes correspondantes par ces valeurs en prix constants, des indices de prix dérivés ont été obtenus pour chaque pays exportateur et chaque région de destination. En pondérant ces indices selon les valeurs courantes des exportations totales en provenance de chaque pays donné dans le Tableau XXXV, une série d'indices de prix dérivés d'exportations par régions a été obtenu pour l'ensemble de l'Europe occidentale.

Ces séries ont subi un ajustement de manière à ce qu'elles coïncident avec l'indice de prix dérivés des exportations de l'Europe occidentale à destination des autres régions donné dans le Tableau XV.

Enfin, les séries ajustées ont été utilisées pour ramener à des prix constants les valeurs courantes des exportations de l'Europe occidentale à destination d'outre-mer par régions, données dans le Tableau XXXV.

7. Programmes de l'OECE et résultats

a) *Programmes de l'OECE* (tableaux de texte, pages 102 et 118)

Les programmes sont ceux publiés dans le *Rapport intérimaire sur le programme de relèvement européen*, OECE, Paris 1948.

Les valeurs courantes pour le commerce effectif ont été prises dans les *Bulletins statistiques, Commerce extérieur, Série I*, OECE (*Annuaire 1937–1951* et *Bulletin*, octobre 1952). Les valeurs c.a.f. ont été réduites à une base f.o.b. en déduisant 5% des chiffres d'importations en provenance de l'Europe orientale, 10% pour les importations en provenance des « autres pays non participants », et 12,5% pour les importations en provenance des autres régions. Les indices de prix dérivés utilisés pour le calcul en prix de 1948/49 ont été calculés par une méthode identique à celle employée pour les tableaux de texte des pages 101 et 118. Pour le commerce de la France avec les territoires français, l'indice officiel de volume a été utilisé.

Les régions, dans ces tableaux, sont définies d'une façon différente de celle utilisée dans le Tableau XXXV et les tableaux de texte pages 101 et 117. Les principaux changements sont les suivants :

L'Amérique du Nord et l'Amérique centrale, par comparaison avec la zone dollar, excluent la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, les Philippines, et le Venezuela.

L'Amérique du Sud, par comparaison avec l'Amérique latine non dollar, inclut la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela.

Les pays autonomes de la zone sterling, par comparaison avec la zone sterling, excluent les territoires dépendants britanniques d'outre-mer, mais incluent la Jordanie.

Les autres pays non participants, par comparaison avec les autres pays d'outre-mer, excluent l'Indonésie et la Jordanie, mais incluent les Philippines, l'Espagne et les territoires dépendants de l'Espagne.

L'Europe orientale dans ces tableaux OECE inclut l'Albanie, la Finlande, l'Allemagne orientale et la Yougoslavie, tandis que ces pays sont exclus des autres tableaux.

b) *Importations des pays de l'OECE en provenance des pays non participants* (tableau de texte, page 105)

Pour les définitions des régions, voir le paragraphe 7 a) ci-dessus.

Les chiffres des programmes ont été pris dans le *Rapport à l'Administration de coopération économique sur le premier programme annuel* et le *Rapport intérimaire sur le programme de relèvement européen*, OECE, Paris 1948.

Les chiffres effectifs pour 1951 des importations de céréales, graisses et huiles et du bois en prix courants ont été pris des *Bulletins statistiques de l'OECE, Commerce extérieur, Série II*, tandis que les valeurs des importations de coton ont été tirées du Tableau XLVIII.

Les indices de prix et les taux de fret et d'assurance utilisés pour calculer ces valeurs en prix f.o.b. de 1948 ont été établis pour chaque région d'origine, en partie à l'aide de prix dérivés directement calculés et en partie à l'aide de renseignements obtenus des divers pays par un questionnaire relatif aux taux de fret et d'assurance.

8. INDICES DE PRIX DÉRIVÉS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS (Tableau XVII)

Tous les nombres-indices utilisés dans ce tableau peuvent être classés sous l'un des quatre types généraux décrits pour les indices de prix dérivés pour les importations et les exportations totales (voir notes du Tableau XVIII).

En général, les sources sont celles données pour les indices de prix dérivés des importations et exportations totales.

Les nombres-indices des prix dérivés ont, dans de nombreux cas, été obtenus en divisant les indices des valeurs courantes par les indices de volume; les séries ainsi calculées ont été identifiées plus bas par le mot « dérivés ».

Quand plusieurs séries sont groupées sous une seule rubrique, elles ont été combinées en les pondérant par leurs valeurs. Dans certains cas indiqués plus bas, les séries employées pour quelques pays sont quelque peu différentes dans leur champ de celles pour le reste des pays. Les pays couverts et les séries employées sont les suivants :

Importations

Denrées alimentaires, boissons et tabac : série unique, à l'exception des Etats-Unis.

Royaume-Uni, France, Suisse, Allemagne occidentale.
Etats-Unis : denrées alimentaires brutes; denrées alimentaires manufacturées.

Matières premières : série unique pour tous les pays.

Royaume-Uni, Suisse, Allemagne occidentale et Etats-Unis.
France : incluant les produits semi-manufacturés.

Produits manufacturés : série unique à l'exception des Etats-Unis.

Royaume-Uni, France, Suisse.
Italie : incluant les denrées alimentaires manufacturées.
Allemagne occidentale : demi-produits et produits finis.
Etats-Unis : demi-produits; produits finis.

Exportations

Produits textiles :

Royaume-Uni : série unique.
France (dérivés) : filés; autres manufacturés textiles.
Suisse (dérivés) : tissus de coton; broderies; filés de soie artificielle; tissus de soie artificielle; rubans de soie; bonneterie.
Italie : série unique.

Produits des industries mécaniques :

Royaume-Uni : appareils et équipement électriques; machines.
France (dérivés) : constructions électriques; machines et instruments; tracteurs, voitures et cycles.
Suisse (dérivés) : instruments et appareils; machines.
Italie : machines et véhicules.
Suède : machines.

Ensemble des produits manufacturés :

Royaume-Uni : série unique.
France : série unique.
Belgique-Luxembourg : demi-produits; produits finis.
Suisse : série unique.
Italie : série unique : incluant les denrées alimentaires manufacturées.
Suède : produits du bois; papier et carton; métaux et produits des métaux; machines et instruments; autres produits manufacturés.
Allemagne occidentale : demi-produits et produits finis.
Etats-Unis : demi-produits; produits finis.

9. Exportations de pays choisis de l'Europe occidentale, des Etats-Unis et du Japon, par groupes de produits et pays de destination (Tableau LV)

a) *Plan général d'investigation*

Dans l'état actuel des statistiques commerciales internationales, il n'est pas possible de procéder à une étude complète des exportations des pays européens, des Etats-Unis et du Japon par pays de destination et par groupes de marchandises sur la base de définitions uniformes. Aussi a-t-il fallu dans certains cas, lorsqu'on ne disposait pas de statistiques plus détaillées, se contenter de groupes assez vastes de marchandises. Néanmoins, on peut considérer que les résultats obtenus donnent une indication assez exacte de l'ordre de grandeur des échanges.

Dans cette enquête, on s'est préoccupé surtout des exportations d'articles manufacturés. Les pays exportateurs considérés sont les principaux exportateurs européens d'articles manufacturés ainsi que les Etats-Unis et le Japon. Les pays de destination considérés pour chacun des pays exportateurs comprennent :

a) tous les pays d'Europe (quelle que soit la valeur du commerce);

b) tous les pays d'outre-mer, pour autant que les statistiques soient disponibles, pour lesquels les exportations sont d'un montant significatif. Les exportations en provenance des Etats-Unis à destination des mêmes pays et à destination d'Europe ont été incluses, quelle que soit leur valeur. En conséquence, la liste des pays de destination est différente pour chacun des pays exportateurs inclus dans l'étude.

Tous les chiffres se rapportent à l'année entière (sauf indication contraire) et ont été pris des statistiques nationales des pays exportateurs. Cependant, pour le Japon, les sources suivantes ont été utilisées : pour les exportations de 1948 : *Japanese Economic Statistics*, Bulletin N° 30, février 1949, et pour les exportations de 1951 : *Detailed Import and Export Statistics of Japan by Country and Commodity*, janvier-décembre 1951.

La colonne intitulée « Exportations à destination de l'ensemble des pays extra-européens » a été obtenue par différence entre les exportations à destination du monde et les exportations à destination de l'Europe occidentale et orientale, prises groupe par groupe.

Etant donné la classification incomplète des statistiques nationales d'exportations par pays de destination et par produits, une partie des exportations de chacun des autres groupes de produits a inévitablement été attribuée au groupe 10 (non spécifié) de cette analyse. Aussi les totaux du groupe 10 des exportations à destination de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale sont-ils souvent plus grands que les totaux pour le groupe 10 des exportations vers toutes destinations obtenus à partir d'une classification par produits plus complète des exportations vers toutes destinations. Ceci explique pourquoi un groupe 10 négatif est souvent trouvé dans la colonne résiduelle « exportations à destination des pays extra-européens ».

Par suite du manque d'informations suffisantes ou parce que les données avaient été calculées pour d'autres études, les approximations suivantes ont été adoptées. Pour toutes les relations bilatérales qui suivent, les chiffres de 1951 sont des taux annuels pour les neuf premiers mois :

exportations du Royaume-Uni à destination de l'Indochine;
exportations de la France vers l'Indonésie et la Thaïlande;
exportations de l'Allemagne occidentale vers l'Indochine, l'Indonésie, le Japon et le Siam;
exportations de l'Italie vers le Japon et la Chine;
exportations de la Belgique vers Ceylan, l'Indonésie, le Japon et le Siam;
exportations des Pays-Bas vers la Birmanie, la Chine, Ceylan, l'Indochine, le Japon et le Siam;
exportations de la Suède vers le Pakistan et Ceylan.

De plus, les exportations de la Belgique en 1951 à destination de l'Irlande, de l'Islande, de l'Autriche, de la Turquie, de l'Espagne, de la Grèce, de la Yougoslavie, du Pakistan et de la Nouvelle-Zélande ont été basées sur les chiffres du commerce pour les neuf premiers mois. Pour chacune de ces relations bilatérales, le rapport des exportations totales pour l'année entière aux exportations totales durant les neuf premiers mois a été appliqué à chacun des dix groupes de produits.

Pour 1938, les exportations en provenance d'Italie à destination de l'Autriche ont été tirées des statistiques autrichiennes.

Dans les exportations des Etats-Unis, les tracteurs ont été inclus dans le groupe 4 (« Machines ») en 1938 et en 1948, tandis qu'en 1951 ils ont été inclus dans le groupe 6 (« Autres moyens de transport »). Les exportations de tracteurs des Etats-Unis à destination du monde se sont élevées, en millions de dollars aux prix de 1948, respectivement à 82 millions en 1938, 268 millions en 1948 et 279 millions en 1951.

Pour le Japon, en 1948, par suite du manque de renseignements, seuls les groupes 1, 2 et 8 ont été spécifiés dans les relations bilatérales, les autres exportations étant incluses dans le groupe 10 (« Non spécifié »). Par contre, il a été possible de distribuer les exportations totales du Japon en dix groupes de produits.

b) *Pays de destination et d'origine considérés*

Pays exportateurs : Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Etats-Unis et Japon. Dans certains des tableaux du texte, des données similaires pour le Danemark, la Norvège et la Finlande, qui n'ont pas été publiées dans le Tableau LV mais avaient néanmoins été calculées, ont été utilisées.

Pays importateurs : Le Tableau LV montre en détail les relations couvertes. Quand cela est nécessaire des notes montrent les relations qui manquent ou qui sont, pour des raisons statistiques, groupées d'une façon erronée.

L'Allemagne a été traitée comme un tout lorsqu'elle était considérée comme pays de destination, tandis que dans son commerce d'après guerre les zones occidentales seulement ont été prises en considération pour l'Allemagne en tant qu'exportateur.

c) *Groupes de produits considérés*

Pour ce qui est des groupes de produits étudiés, la classification est essentiellement la même que celle qui est employée dans les statistiques du commerce extérieur du Royaume-Uni, à de légères modifications près. Il n'a, bien entendu, pas été possible de reprendre exactement la même classification dans tous les cas, en partie à cause de la diversité des nomenclatures employées par les différents exportateurs, et en partie parce que les classifications de produits utilisées pour les exportations à destination de pays particuliers sont souvent moins détaillées que les classifications employées pour le commerce total.

La liste ci-après indique la composition de chacun des dix groupes de produits d'après la nomenclature britannique :

Classification des produits

Groupe 1. Denrées alimentaires, boissons et tabac

Catégorie I : Denrées alimentaires, boissons et tabac.
Catégorie IV : Animaux non destinés à l'alimentation.

Groupe 2. Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés

Catégorie II : Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés.
Catégorie III A : Coke et combustibles fabriqués à partir du charbon ou du lignite.
Catégorie III P : Huiles, graisses et résines manufacturées.
Ciment (provenant de la catégorie III B).
Papier-journal (provenant de la catégorie III R).

Groupe 3. Métaux et articles manufacturés

Catégorie III C : Fer et acier et produits finis à base de fer et d'acier.
Catégorie III D : Métaux non ferreux et produits finis à base de métaux non ferreux (à l'exclusion de l'or partiellement ouvré, de l'or battu, etc.).
Catégorie III E : Coutellerie, quincaillerie, outils et instruments (à l'exclusion des montres).

Groupe 4. Machines

Catégorie III F : Appareils et machines électriques.
Catégorie III G : Machines.

Groupe 5/6. Voitures de tourisme et matériel de transport

Catégorie III S (à l'exclusion des pneumatiques et chambres à air en caoutchouc).

Groupe 7. Produits chimiques et produits apparentés

Catégorie III O : Produits chimiques, médicaments, teintures et colorants.

Groupe 8. Textiles et produits apparentés

Catégorie III I : Filés de coton et produits finis.
Catégorie III J : Filés et peignés de laine et produits finis.
Catégorie III K : Filés de soie naturelle et de soie artificielle et produits finis.
Catégorie III L : Produits finis à base d'autres matières textiles.
Catégorie III M : Vêtements.

Groupe 9. Tous autres articles manufacturés

Catégorie III B : Poterie, verrerie, abrasifs, etc. (à l'exclusion du ciment).
Catégorie III H : Produits finis à base de bois.
Catégorie III N : Chaussures.
Catégorie III Q : Cuirs et articles manufacturés à base de cuir.
Catégorie III R : Papier, carton, etc. (à l'exclusion du papier-journal).
Catégorie III T : Articles manufacturés à base de caoutchouc.
Catégorie III U : Articles divers.
Montres (provenant de la catégorie III E).
Pneumatiques et chambres à air en caoutchouc (provenant de la catégorie III S).

Groupe 10. Articles non désignés

Catégorie V : Expéditions par la poste.
Exportations non spécifiées.

Pour de nombreuses relations bilatérales, les groupes 5 et 6 ont été combinés par suite de la difficulté qu'il y a, pour certains pays, à séparer les voitures particulières des autres véhicules. Comme il est mentionné plus haut, le groupe 10 (« Non spécifié »), qui est essentiellement une rubrique résiduelle, inclut en plus des colis postaux des rubriques qui sont non spécifiées ou insuffisamment déterminées, mais qui, strictement parlant, devraient être contenues dans un autre groupe.

d) *Conversion en prix de 1948*

Les chiffres ainsi réunis, exprimés en monnaie des divers pays pour 1938 et 1951, ont été corrigés pour être exprimés en prix de 1948 à l'aide d'indices spéciaux de prix calculés pour chaque groupe de produits et pour chaque pays exportateur tels qu'ils sont donnés au Tableau B, ci-après pages 420 et 421. Les indices de prix employés sont en principe des indices de prix dérivés des exportations pour chaque groupe de produits pondérés d'après la valeur des exportations totales en 1938 et 1951. Lorsqu'on ne disposait pas d'indices de prix dérivés, on s'est servi d'indices de prix de gros ou de prix dérivés spécialement calculés pour les principaux articles compris dans chaque groupe de produits. Dans la plupart des cas, des distinctions parmi un groupe donné de produits ont été opérées avant d'appliquer les nombres-indices de prix.

Pour chaque pays exportateur, les indices détaillés de prix pour 1951 ont été ajustés de façon que la variation du volume des exportations totales coïncide avec les indices de volume publiés dans les sources officielles, en tenant compte de toutes les modifications mentionnées ci-dessus.

Les sources et types d'indices utilisés sont les suivants :

Allemagne occidentale : 1938 : L'hypothèse a été faite que les variations de prix entre 1938 et 1948 ont été, en termes de dollars des Etats-Unis, les mêmes que celles des exportations du Royaume-Uni.

1951 : Des indices de prix dérivés ont été calculés directement à l'aide des quantités et valeurs pour un échantillon de 104 groupes de produits de la nomenclature allemande dans *Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland,* Tome 1, pour les exportations vers toutes destinations.

Belgique-Luxembourg : Indices de prix dérivés, *Bulletin d'Information et de documentation,* Banque nationale de Belgique.

France : 1938 : Indices de prix de gros, *Bulletin mensuel de Statistique.*

1951 : Indices de prix dérivés des indices de volume et des valeurs courantes figurant dans la publication mentionnée ci-dessus.

Italie : Indices de prix dérivés de la *Statistica del Commercio con l'Estero.*

Pays-Bas : 1938 : Indices de prix dérivés publiés dans *Maandschrift CBS.*

1951 : Indices de prix dérivés des indices de volume et valeurs courantes figurant dans la publication ci-dessus.

Royaume-Uni : Indices de prix dérivés donnés dans le *Board of Trade Journal.*

Suède : Indices de prix dérivés.

1938 : Konjunkturläget, Hösten 1949.

1951 : Renseignements reçus directement du Konjunkturinstitutet.

Tableau B

INDICES DES PRIX D'EXPORTATION EXPRIMÉS EN MONNAIE NATIONALE

1948 = 100

Pays exportateur / Groupe de produits	Année	Denrées alimentaires, boissons et tabac (1)	Matières premières (2)	Métaux et articles manufacturés (3)	Machines (4)	Voitures de tourisme et matériel de transport (5 + 6)	Produits chimiques (7)	Produits textiles (8)	Autres articles manufacturés (9)	Non spécifiés (10)
Royaume-Uni	1938	39.8	Charbon 27.4 Autres 32.1	46.5	44.1	48.5	41.5	Coton 23.4 Autres 33.3	42.4	40.5
	1951	133	Classe II 142 Classe III A 142 Classe III P 103 Ciment 119 Papier-journal 134	Classe III C 120 Classe III D 160 Classe III E 114	Classe III F 122 Classe III G 118	Classe III S 121	Classe III O 100	Classe III I 140 Classe III J 176 Classe III K 113 Classe III L 123 Classe III M 129	Classe III B 119 Classe III H, Classe III N 124 Classe III Q 132 Classe III R 134 Classe III T 124 Classe III U 119 Montres 114 Pneumatiques 121	124
France	1938	5.88	6.67	6.42	8.0	7.69	9.35	4.59	7.14	6.67
	1951	134	191	Fer et acier 136 Métaux non ferreux 178 Produits métalliques 132 Instruments 184	Electriques 170 Non électriques 184	155	148	Filés 190 Autres 153	Parfums 148 Papiers 190 Autres 164	164
Allemagne occidentale [a]	1938	39.8	27.4	46.5	44.1	48.5	41.5	28.2	40.5	40.5
	1951	86	Laine brute et artificielle 142 Combustible solide 93 Ferraille 117 Autres 87	Métaux bruts 78 Produits métalliques 71	Pour le travail du métal 99 Textile 76 Agriculture 107 Papier 85 Electriques 98 Autres 97	83	Colorants dérivés du charbon 78 Autres produits chimiques 85	Filés 131 Autres 110	88	
Italie	1938	1.63	1.39	1.83	1.56	1.53	1.67	1.13	1.69	2.00
	1951	Fruits 113 Légumes 95 Boissons 67 Autres 86	153	120	106	89	144	Artificiels 122 Autres 112	124	109

	1938	32.2	30.5	22.7	26.5	41.2	27.9	25.6	24.3	24.3
Belgique-Luxembourg	1951	119	189	118	Electriques 103 Non électriques 93	123	111	Soie et rayonne 93 Laine 147 Coton 118 Autres textiles 122	110	119
	1938	22.9	20.0	33.0	33.0	33.0	23.0	21.0	23.3	24.6
Pays-Bas	1951	96	135	113	113	113	108	117	164	107
	1938	42.0	51.0	71.4	42.4	47.2	52.1	37.0	Montres 41.2 Autres 52.1	52.1
Suisse	1951	98	110	121	110	110	100	86	Montres 95.7 Autres 96.4	109
	1938	42.2	Bois 34.7 Pâte à papier 31.5 Minerais 83.3 Autres 43.5	48.5	48.5	43.1	36.6	45.5	Produits du bois 34.7 Papier 31.6 Autres 83.3	83.3
Suède	1951	108	Bois 153 Pâte à papier 217 Papier-journal 171 Autres 160	126	122	125	152	152	Papier 171 Autres 152	155
	1938	36.4	40.2	58.5	62.5	56.8	57.5	45.0	52.4	47.8
Etats-Unis	1951	Céréales 76 Tabac 122 Autres 81	Coton brut 116 Charbon 98 Pétrole et produits pétroliers 94 Autres 136	Manufacturés de : fer, acier, 115 métaux non ferreux 111 Autres métaux 115	Electriques 113 Construction et mines 113 Agriculture 111 Machines-outils 110	Voitures de tourisme 105 Tracteurs 111 Autres véhicules 105	Produits pharmaceutiques 88 Autres produits chimiques 104	Coton 100 Fibres synthétiques 89 Autres textiles 102	114	106
	1938	39.8	32.1	30.3	28.6	33.3	31.3	20.0	33.3	33.3
Japon [a]	1951	93	97	149	101	101	84	134	97	97

[a] En dollars des Etats-Unis.

Suisse : Indices de prix dérivés des indices de volume et des valeurs courantes publiés dans le *Bulletin mensuel,* Banque nationale suisse.

Etats-Unis : 1938 : Indices de prix de gros, *Survey of Current Business.*

1951 : Groupes 1 et 2 : Indices de prix dérivés directement calculés ou publiés dans *Business Information Service,* International Trade Statistics Series, Département du Commerce.

Autres groupes : Indices de prix de gros, *Survey of Current Business,* et *Monthly Labour Review.*

Japon : Indices de prix dérivés, *Economic Survey of Japan,* Economic Stabilization Board.

En appliquant ces indices aux chiffres en monnaies nationales, des données en volume aux prix de 1948 ont été obtenues et converties en dollars des Etats-Unis au moyen des taux de change donnés dans le tableau suivant.

Taux de change appliqués pour 1948

	Monnaie nationale	*Dollars des Etats-Unis par unité de monnaie nationale*
Royaume-Uni	Livre	4.0275
France	Franc	0.004854 (pour les Etats-Unis et le Portugal —0.004225. Pour la Suisse —0.00444)
Allemagne occidentale	1938—RM	0.332
	1951 — Donné en $ des Etats-Unis	—
Italie	Lira	0.001871
Belgique-Luxembourg .	Franc	0.02275
Pays-Bas	Florin	0.3759
Suisse	Franc	0.2317
Suède	Couronne	0.2778
Danemark	Couronne	0.2079
Etats-Unis	Dollar	—
Japon	Donné en dollars des Etats-Unis	—

On ne doit pas oublier que, bien que la méthode appliquée pour obtenir les chiffres en prix constants fournisse des résultats assez exacts pour les exportations d'un pays donné vers toutes destinations, une telle exactitude n'est pas conservée pour une relation bilatérale donnée. Dans ce dernier cas, les chiffres sont sujets à une importante marge d'erreur pour les principales raisons suivantes :

i) Il n'est pas tenu compte des différences possibles dans la politique des prix des exportateurs sur les différents marchés.

ii) La méthode employée suppose implicitement que la composition par produits à l'intérieur d'un groupe est la même pour chaque pays de destination, c'est-à-dire qu'elle est identique à celle des exportations totales du groupe.

iii) Les chiffres en volume sont basés sur des prix de 1948 et donnent des mouvements de volume qui peuvent être très différents de ceux qui seraient obtenus en utilisant les prix d'une autre année de base.

10. EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS EN PROVENANCE D'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ETATS-UNIS À DESTINATION DES PRINCIPAUX MARCHÉS D'AMÉRIQUE LATINE HORS DE LA ZONE DOLLAR (Tableau 42) ET À DESTINATION DE MARCHÉS CHOISIS EN ASIE ET AU MOYEN-ORIENT N'APPARTENANT PAS À LA ZONE DOLLAR (Tableau 43)

Les relations bilatérales suivantes *ne* sont *pas* couvertes dans le Tableau 42 :

France : Chili et Pérou en 1928; Italie : Pérou en 1928; Suisse : Pérou en 1928; Belgique-Luxembourg : Chili en 1948, Pérou pour toutes les années; Suède : Pérou en 1928 et 1950; Pays-Bas : Chili en 1928, Pérou en 1928 et 1950, et Uruguay en

1928; Portugal : Argentine, Chili, Pérou, Uruguay pour toutes les années; Finlande : Brésil, Chili, Pérou, Uruguay pour toutes les années; Norvège : Argentine, Chili, Pérou, Uruguay pour toutes les années.

Les relations bilatérales suivantes *ne* sont *pas* couvertes dans le Tableau 43.

Belgique-Luxembourg : Iran en 1948, et Syrie et Liban en 1948, 1950 et 1951; Italie : Indonésie en 1951, et Thaïlande en 1950 et 1951; Suède : Egypte, Syrie, Liban et Siam en 1950 et 1951.

11. Principaux marchés pour les tissus de coton et de rayonne et part des principaux pays exportateurs en 1951 (Diagramme 19)

Les données sont dérivées des statistiques d'exportation (en quantités) publiées dans la *Quarterly Statistical Review*, Cotton Board, Manchester. L'analyse des pays de destination n'est pas exhaustive et les résidus ont été, dans chaque cas, distribués proportionnellement entre les quatre régions données dans le diagramme.

12. Importations en Europe occidentale par produits et par régions d'origine (Tableaux 31, 32, et de XXXVII à LIV)

La couverture par pays diffère de produit à produit et une liste des pays inclus est donnée en note des Tableaux XXXVII à LIV.

Le tableau suivant donne les spécifications des produits couverts et indique les facteurs de conversion utilisés.

Produit	Produits inclus	Numéro de classification de la CTCI	Facteur de conversion	Prix typiques c.a.f. de 1948 *(dollars par tonne)*
Froment	Froment non moulu	041		110
Orge	Orge non moulue	043		120
Maïs	Maïs non moulu	044		105
Sucre de canne	Sucre brut et raffiné en équivalent de sucre brut	Partie de 061-01 et partie de 061-02	1 tonne raffiné = 1.1 tonne brut	130
Café	Café vert	071-01		420
Cacao en grains		072-01		800
Viande	Animaux vivants destinés à l'alimentation : viande de bœuf, mouton, agneau, porc, réfrigérée ou congelée; lard, jambon	001-01 à 001-03 011-01 à 011-03 012-01, 012-02 et 013-02	1 tête bovin = 0.22 tonne de viande; 1 tête porcin = 0.082 tonne de viande; 1 tête ovin = 0.0188 tonne de viande	Bovins 400 Porcins 850 Ovins 350
Beurre	Beurre frais, salé ou non, y compris le beurre fondu	023		900
Graisses et huiles	Tous les fruits et graines oléagineux en équivalent d'huile, huiles et graisses à l'exclusion du beurre et de la margarine	221-01 à 07 Partie de 221-09 412-01 à 12 Partie de 412-19 411-01 Partie de 411-02 Partie de 091-02	Equivalent d'huile pour 1 tonne de graisse : Arachides décortiquées 0.31 » non décortiquées 0.42 Graines de coton 0.18 Coprah 0.63 Pavot 0.41 Soya 0.15 Colza 0.35 Graines de lin 0.33 Graines de ricin 0.43 Palmistes 0.45	Palmistes, coprah 400 Autres végétales 600 Animales 500
Tabacs	Tabacs bruts	121		1 200
Laine brute	Laine de mouton ou d'agneau en suint ou lavée à dos, lavée à fond, blanchie ou non blanchie, teinte ou non teinte	262-01, 02		1 100
Coton brut	Coton brut à l'exception des linters	263-01		900
Caoutchouc brut	Caoutchouc brut y compris le caoutchouc synthétique et le caoutchouc régénéré	231		525
Cuivre brut	Cuivre non raffiné et cuivre raffiné non travaillés	682-01		520
Plomb	Plomb et alliages de plomb non travaillés	685-01		400
Aluminium	Aluminium et alliages d'aluminium non travaillés	684-01		300
Pétrole brut	Pétrole brut ou semi-raffiné	312		..
Pétrole raffiné	Carburants pour moteurs, pétrole lampant, et white spirit, gas oil, mazout et autres huiles lourdes, huiles et graisses lubrifiantes	313-01 à 04	1 tonne raffiné = 1.11 tonne brut [a]	..
Sciages de bois résineux	Bois résineux à l'exception des bois pour pâte à papier, bois de mines, poteaux et traverses de chemins de fer	Partie de 242 et de 243		Par mètre cube 30

[a] Les chiffres dans le Tableau LIV sont en poids « tel quel », tandis que ceux du Tableau 32 sont indiqués en équivalent de pétrole brut.

Les quantités et les valeurs ont été prises directement, ou après conversion en unités appropriées, des statistiques nationales du commerce avec les importantes exceptions suivantes :

Caoutchouc : pour les quantités, les sources suivantes ont été employées :

1935–1938 : *Le commerce international de certaines matières premières et denrées alimentaires par pays d'origine et de consommation, 1938*, Société des Nations, Genève 1939.

1948 et 1949 : ETUDE pour 1949, Tableau 79 (les importations en provenance d'Indonésie ont été transférées du groupe « Territoires dépendants d'outre-mer » au groupe « Autres pays d'outre-mer »).

1950 : *Rubber Statistical Bulletin*, Rubber Study Group, Londres.

1951 : *Commodity Trade Statistics* (Nations Unies), janvier-décembre, *Etudes statistiques*, Série D, N° 10.

Bois de sciages résineux : les quantités ont été prises des sources suivantes :

1936-1938 : *Le commerce international de certaines matières premières et denrées alimentaires par pays d'origine et de consommation, op. cit.*

Années d'après guerre : « Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale de 1950 au milieu de 1952 », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 4, N° 3.

Pour les importations du Royaume-Uni de graines et fruits oléagineux, d'huiles végétales et d'huile de baleine, les quantités ont été prises de *Vegetable Oils and Oilseeds*, Commonwealth Economic Committee 1952; les valeurs ont été estimées en appliquant à ces quantités des prix dérivés par produits tirés des statistiques commerciales du Royaume-Uni.

Pour 1951, *Commodity Trade Statistics*, Nations Unies, *op. cit.*, a été utilisé pour le Danemark (pétrole brut) et la Suède (pétrole brut, cuivre et plomb).

Les valeurs pour l'Allemagne en 1948 sont des estimations obtenues en appliquant aux quantités les prix dérivés moyens des importations des autres pays.

Les prix typiques de 1948 indiqués dans la dernière colonne du tableau ci-dessus et utilisés dans le Tableau 31 ont été dérivés des quantités et valeurs données dans les Tableaux XXXVII à LIV. Etant donné les grandes différences entre les prix dérivés pour un produit donné selon la région d'origine, il eût été plus correct de différencier les prix dérivés. Cependant, le but que se propose ce tableau étant plus de montrer les mouvements en volume que les niveaux absolus du commerce par régions, un prix typique uniforme pour chaque produit a été adopté qui, généralement, ne diffère pas beaucoup du prix dérivé obtenu pour les importations en provenance de la zone dollar.

Les pays importateurs couverts par le Tableau 31 pour chaque produit sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Produit \ Pays importateurs	Royaume-Uni	France	Allemagne occidentale	Italie	Belgique-Luxembourg	Pays-Bas	Autres pays d'Europe occidentale
Froment	×		×	×	×	×	
Orge	×	×	×	×	×	×	
Maïs	×	×	×	×	×	×	
Sucre de canne	×	×	×		×	×	
Huiles et graisses	×	×	×		×	×	Danemark
Beurre	×						
Viande	×		×				
Cacao en graines	×	×	×	×		×	
Café	×	×	×	×	×	×	
Tabacs bruts	×	×	×		×	×	Danemark
Coton brut à l'exception des linters	×	×	×	×	×	×	
Laine brute	×	×	×	×	×	×	
Caoutchouc brut	×	×	×	×	×	×	Autriche, Suisse, Suède, Danemark, Norvège
Cuivre brut	×	×	×	×	×	×	Suède
Plomb	×	×	×		×		Suède
Aluminium	×						
Sciages résineux	×	×	×	×	×	×	Tous les autres pays d'Europe occidentale

13. Importations de graisses et produits oléagineux dans certains pays de l'Europe occidentale par région d'origine (Tableau XLV)

En raison de la variété très grande des produits compris dans le groupe des graines oléagineuses, graisses et huiles, et de la diversité des pays d'origine, il n'est pas possible de donner la liste complète de ces pays pour toutes les années et tous les produits. La liste des pays reproduite ci-après comprend les pays d'origine les plus importants, soit pour les importations de graines oléagineuses, soit pour les importations de graisses et huiles en 1951.

Allemagne occidentale :

Canada, Etats-Unis, Mexique, Panama et Philippines — Argentine, Brésil et Uruguay — Australie, Ceylan, Inde, Kenya, Malaisie, Nigeria, Pakistan, Tanganyika et Union Sud-Africaine — Afrique-Equatoriale française, Afrique-Occidentale française, Angola, Cameroun français, Congo belge, Indochine, Maroc français et Mozambique — Chine, Indonésie, Iran, Japon et Soudan Anglo-Egyptien — Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, France Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie — Hongrie et Tchécoslovaquie

Belgique-Luxembourg :

Canada, Etats-Unis, Mexique et Philippines — Argentine, Brésil et Paraguay — Australie, Ceylan, Inde, Malaisie, et Union Sud-Africaine — Angola, Antilles néerlandaises et Congo belge — Chine, Ethiopie, Formose, Indonésie. Syrie et Thaïlande — Danemark, France, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni — Hongrie et Tchécoslovaquie.

Danemark :

Etats-Unis et Panama — Ceylan et Malaisie — Maroc français — Chine et Indonésie — Belgique-Luxembourg, France, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède — Tchécoslovaquie.

France :

Etats-Unis et Philippines — Argentine et Brésil — Ceylan et Inde — Afrique-Equatoriale française, Afrique-Occidentale française, Algérie, Cameroun français, Congo belge, Madagascar, Maroc français, Territoires français du Pacifique et Tunisie — Chine, Indonésie et Soudan anglo-égyptien — Belgique-Luxembourg, Norvège et Turquie.

Pays-Bas :

Canada, Etats-Unis et Philippines — Argentine — Australie, Ceylan, Hong-kong, Inde, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Territoires britanniques de l'Amérique du Sud et Union Sud-Africaine — Congo belge — Chine et Indonésie — Belgique-Luxembourg, Danemark, Islande, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Turquie — Hongrie et Tchécoslovaquie.

Royaume-Uni :

Canada et Etats-Unis — Argentine, Brésil et Uruguay — Australie, Ceylan, Chypre, Côte-de-l'Or, Hong-kong, Inde, Irak, Kenya, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Nigeria, Tanganyika, Territoires britanniques du Pacifique, Territoires britanniques de l'Amérique du Sud et Union Sud-Africaine — Algérie, Angola, Congo belge, Mozambique et Tunisie — Chine, Ethiopie, Indonésie, Japon, Soudan anglo-égyptien et Syrie — Allemagne, Belgique-Luxembourg, Espagne France, Grèce, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Turquie.

14. Importations et exportations de denrées alimentaires et de produits d'affouragement et de certaines matières industrielles (Tableaux XX et XXI)

Les chiffres ont été calculés à partir des statistiques nationales du commerce extérieur des dix-huit pays européens énumérés dans la note *b* des tableaux. Ces chiffres ont été ajustés pour les rendre comparables de pays à pays. On a procédé à un certain nombre de conversions, par exemple, pour exprimer les quantités de farine en quantités équivalentes de grains ou les animaux sur pied en quantités équivalentes de viande. Le groupe « denrées alimentaires et produits d'affouragement » et le groupe « matières industrielles » comprennent les produits énumérés ci-après :

Groupe *Denrées alimentaires et produits d'affouragement*	*Positions de la C.T.C.I.*
1. Céréales panifiables	041, 045-01, 046, 047-01
2. Céréales secondaires	043, 044, 045-02, 045-09, 047-02, 047-09
3. Sucre	061
4. Viande	001-01, -02, -03, 011-01, -02, -03, 012, 013-02
5. Beurre	023
6. Fromage	024
7. Œufs	025
8. Poisson	03
9. Graines oléagineuses	22
10. Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	091,41
11. Café	071
12. Thé	074-01
13. Tabac	12

Groupe *Matières industrielles*	*Positions de la C.T.C.I.*
1. Charbon, coke et agglomérés	311
2. Pétrole brut et raffiné	312, 313-01, -02, -03, -04
3. Acier brut et acier fini	681, non compris 681-01 et -02
4. Cuivre	682-01
5. Bois (en millier de m³)	241-01, 242, 243
6. Pâte de bois (pesée à sec)	251-02, -03, -04
7. Papier-journal	641-01
8. Laine crue	262, non compris 262-05
9. Coton brut	263, non compris 263-02
10. Filés de laine	651-02
11. Filés de coton	651-03, -04
12. Filés et fibres synthétiques	266-01, 651-06
13. Tissus de coton	652, ainsi que les couvertures, la gaze, le tulle et le velours de coton
14. Cuirs et peaux	211, non compris 211-05, 212
15. Caoutchouc	Division 23

Coefficients de conversion employés:

1 tonne de farine de blé ou de seigle	=	1,25 tonne de grains
1 tonne de farine de maïs	=	1,43 » »
1 tonne de farine d'avoine	=	2,50 tonnes de grains
1 tonne de farine d'orge	=	1,82 tonne de grains
1 tonne de farine de sarrasin	=	1,79 » »
1 tonne de farine non spécifiée	=	1,70 » »
1 tonne de sucre raffiné	=	1,1 tonne de sucre brut
1 bovin sur pied	=	0,22 tonne de viande
1 porc sur pied	=	0,082 » »
1 mouton sur pied	=	0,0188 » »
1 tonne d'œufs congelés	=	1,2 tonne d'œufs en coquille
1 tonne de poudre d'œuf	=	4,44 tonnes d'œufs en coquille
Tabacs bruts, moins 10% du poids pour l'emballage		
Tabacs manufacturés, moins 17% du poids pour l'emballage		
1 tonne de produits pétroliers raffinés	=	1,11 tonne de pétrole brut

Lorsque les chiffres fournis dans les statistiques commerciales pour le bois portent sur des unités autres que le mètre cube, on a converti en m³ les quantités indiquées à l'aide des facteurs de conversion indiqués dans le *Bulletin trimestriel des Statistiques du bois*, Vol. 1, N° 4, page 39, publié par la FAO et la CEE, à Genève.

IX. BALANCES DES PAIEMENTS (Tableaux 6 et XI-XIV, et Diagramme 8)

1. Balance des paiements courants des pays de l'Europe occidentale (Tableau XI)

Les évaluations des balances des paiements courants ont été extraites de *Balance of Payments Yearbook, 1950-1951*, publié par le Fonds monétaire international. Pour la Finlande et l'Allemagne, on a ajusté les chiffres fournis de manière à exclure du compte des paiements courants les livraisons effectuées au titre des réparations de guerre et qui sont indiquées dans le volume précité. Pour réduire dans les conditions voulues le montant des importations et des exportations de marchandises, il a fallu tirer des statistiques régulières du commerce extérieur les chiffres inscrits dans les quatre premières colonnes (voir Tableau XIX); or, les données des statistiques du commerce extérieur diffèrent des chiffres publiés pour le commerce de marchandises par le Fonds monétaire international, d'une part, parce que les statistiques du commerce extérieur donnent les importations à leur valeur c.a.f., d'autre part, en raison des dates différentes auxquelles les transactions sont enregistrées; en outre, pour l'établissement des balances des paiements, divers autres ajustements sont apportés aux statistiques commerciales, ainsi que cela est exposé dans la source susmentionnée. Dans le Tableau XI, on a ajouté au total net des transactions invisibles fournies par le *Yearbook* cet écart entre les soldes des balances commerciales du Tableau XI et les soldes indiqués dans les statistiques du Fonds monétaire international.

Les indices de volume utilisés pour obtenir les chiffres des deux dernières colonnes du Tableau XI ont été repris du Tableau XV.

2. Balance des paiements des pays membres de l'OECE vis-à-vis des autres pays du monde, de 1948 à 1951 (Tableau XIV)

On trouvera dans *Balance of Payments Yearbook, 1950–1951 op. cit.*, pages 20 à 22, tous les détails relatifs à la méthode suivie pour élaborer ce tableau.

Pour établir les évaluations nécessaires, on a d'abord additionné les chiffres fournis par chacun des pays membres de l'OECE, et l'on a rectifié ensuite les totaux ainsi obtenus pour tenir compte des divergences qui résultent de la diversité des méthodes d'élaboration des chiffres utilisés. Les chiffres relatifs aux transactions avec les Etats-Unis sont extraits des statistiques du Département du commerce des Etats-Unis; le Fonds a rectifié ces statistiques pour les rendre comparables aux données de l'OECE. On a retranché les chiffres ajustés des Etats-Unis des totaux ajustés de l'OECE pour obtenir une évaluation des transactions avec les autres pays qui ne font pas partie de l'OECE.

3. Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-à-vis des Etats-Unis (Tableau XII)

Pour les exportations de la « catégorie spéciale » (en dehors des livraisons effectuées au titre du programme d'aide militaire, lesquelles sont systématiquement exclues de ce tableau), les évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis n'indiquent pas dans le détail les pays de destination, mais donnent seulement la répartition de ces exportations par principales régions. Aussi dans ce tableau toutes les exportations de cette catégorie à destination de l'Europe (y compris le Royaume-Uni) figurent dans la colonne « Autres pays d'Europe ».

Les livraisons effectuées au titre de l'aide militaire ont été retranchées des « importations en provenance des Etats-Unis » telles qu'elles figurent dans la source d'origine. Le tableau ci-après indique la valeur de ces livraisons à destination des principales régions :

En millions de dollars courants

	Europe	Républiques de l'Amérique latine	Tous les autres pays	Total
1948	349	—	71	420
1949	158	—	44	202
1950	504	—	70	574
1951	1 098	63	301	1 462
1952 [a]	1 713	67	340	2 120

[a] Les trois premiers trimestres au taux annuel.

Dans la mesure où l'aide militaire a été accordée sous forme de services et non de marchandises, cet ajustement tend à sous-estimer le montant réel des importations de marchandises en provenance des Etats-Unis et à surestimer le montant des sommes versées au titre des services. Il ressort des renseignements publiés sur le montant total des sommes dépensées au titre de l'aide militaire (voir source originale, Tableau 23) qu'en 1950 et en 1951 l'assistance accordée sous forme de services ou de paiements en espèces n'a représenté en réalité que 6 à 7% du montant total de l'aide militaire.

4. Principaux facteurs ayant une influence sur le cours des rentrées d'or et de dollars des pays situés hors de l'Europe occidentale (Tableau 6)

Toutes les conversions en dollars aux prix de 1949–1951 des exportations américaines ont été opérées en utilisant le facteur de conversion 1,9.

Les données utilisées ont été empruntées aux sources suivantes :

Importations effectuées par les Etats-Unis : 1937–1938 — *Foreign Commerce and Navigation of the United States*; 1949–1951 — *Summary of Foreign Commerce of the United States.*

Exportations de capitaux privés en provenance des Etats-Unis : Les chiffres ont été surtout tirés du Tableau 1 de l'Annexe statistique de *Balance of Payments of the United States, 1949–1951*, supplément du *Survey of Current Business*, Département du commerce des Etats-Unis; ces chiffres représentent les mouvements nets de capitaux privés à long terme.

Pour établir la ventilation entre « le reste de la zone dollar » et « les pays de l'Amérique latine hors de la zone dollar », on s'est servi des chiffres pour les investissements directs donnés, pays par pays, au Tableau 37 de l'Annexe à la publication précitée. Il y a lieu de penser que l'erreur due à l'absence de chiffres analogues pour les investissements de portefeuille n'est pas d'une ampleur telle qu'elle puisse modifier beaucoup les chiffres figurant au Tableau 6 de la présente Etude.

Production d'or : chiffres tirés de *International Financial Statistics*, Fonds monétaire international.

5. Recettes et paiements en dollars des principales régions (Diagramme 8)

Les chiffres ont été tirés des Tableaux 1 à 3 de l'Annexe de l'ouvrage *Balance of Payments of the United States, 1949-1951, op. cit.*, et de *Survey of Current Business*, décembre 1952.

Les trois régions indiquées comprennent respectivement les pays suivants :

Europe et régions rattachées : Europe, territoires dépendant des pays membres de l'OECE et pays indépendants de la zone sterling.

Hémisphère occidental : Canada et Républiques de l'Amérique latine.

Reste du monde : tous les autres pays et institutions internationales.

Les données relatives aux pays indépendants de la zone sterling n'existent que sur une base annuelle pour 1948; la répartition trimestrielle a été évaluée d'après les statistiques financières et commerciales des Etats-Unis dont on dispose.

Les trois courbes du diagramme ont été établies de la manière suivante :

i) *Montant brut des recettes courantes provenant des Etats-Unis :* importations américaines de marchandises et de services.

ii) *Total des recettes provenant des Etats-Unis :* comprend 1) *plus :* transferts unilatéraux de fonds effectués par des particuliers; *plus :* mouvements de capitaux privés américains, *moins* achats et ventes (dans le reste du monde) d'obligations émises ou garanties par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.); *plus :* transferts unilatéraux de fonds publics et de crédits accordés par le Gouvernement des Etats-Unis, non compris l'aide militaire.

iii) *Total des paiements en dollars :* comprend 2) *plus :* liquidation ou accumulation d'or et d'avoirs en dollars à court et à long terme dans les transactions avec les Etats-Unis, ces chiffres étant ajustés pour tenir compte des achats et ventes d'obligations de la B.I.R.D. dans les conditions indiquées ci-dessus.

Pour obtenir une évaluation plus exacte des règlements effectués en dollars par les diverses régions, il faudrait ajouter à la liquidation des avoirs en or et en dollars de la région bénéficiaire, les dollars fournis par le Fonds et par la B.I.R.D. et retrancher ce montant des chiffres correspondants du « Reste du monde » qui comprennent les transactions effectuées par ces deux institutions. Mais on ne connaît pas de façon directe la ventilation par région des paiements nets en dollars effectués par elles. Aussi cette correction n'a-t-elle été apportée que pour les périodes (premier et deuxième trimestres de 1948 et quatrième trimestre de 1949) pendant lesquelles le montant de ces paiements a dépassé 50 millions de dollars. La marge d'erreur qui subsiste est négligeable; elle porte sur les paiements en dollars du « Reste du monde » et sur l'accumulation de réserves, le premier de ces deux chiffres étant trop élevé et le second trop faible à concurrence du montant de ces paiements. Il en est de même — mais en un sens opposé — en ce qui concerne la région bénéficiaire. Cette erreur a représenté en moyenne 23 millions de dollars par trimestre de 1948 à 1951.

Les chiffres relatifs au « total des paiements en dollars » comprennent donc non seulement les importations de marchandises et de services (autres qu'au titre de l'aide militaire) en provenance des Etats-Unis, mais aussi les transferts nets de dollars d'une région à l'autre, ainsi que les chiffres nets des erreurs et omissions dans les évaluations, tels qu'ils apparaissent dans le solde final des évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis vis-à-vis de telle ou telle région. Dans le cas de l'hémisphère occidental (seul groupe qui soit toujours bénéficiaire net de ces fonds « résiduels »), ce poste final a pour effet de réduire le montant indiqué en regard du « total des paiements en dollars », lequel apparaît donc inférieur au montant des dépenses effectives de la région au titre des marchandises et des services fournis par les Etats-Unis.

X. STATISTIQUES DIVERSES (Tableaux 13, 63, 66 et 79 et tableau dans le texte, page 44)

Collectivisation en Europe orientale et en Yougoslavie (Tableau 63) et *nombre d'exploitations agricoles collectives* (tableau dans le texte, page 44)

Bulgarie : Le chiffre de la superficie totale des terres labourables (1951 : 4.894.000 hectares) et le nombre total des exploitations agricoles privées dans le pays (1951 : 1.094.000 hectares) ont été tirés de *Sotsialistitcheskoe Selskoe Khoziaistvo*, Moscou, N° 3, 1952, page 56. Pour 1948–1951 : *Voprossy Ekonomiki*, Moscou, février 1951; pour 1952 : *Rabotnichesko Delo*, 2 février 1952, *Troud*, Moscou, 30 juillet 1952 et *Nouvelles Bulgares*, 9 septembre 1952; pour 1953 : texte du plan quinquennal.

Tchécoslovaquie : Le chiffre de la superficie totale des terres cultivables (1949 : 7.444.000 hectares) et le chiffre de la superficie totale des terres labourables (1949 : 5.480.000 hectares) ont été tirés du *Czechoslovak Economic Bulletin*, 15 février 1949. Pour 1951 : *Rudé Právo*, 25 février 1951; pour 1952 : *Rudé Právo*, 27 janvier 1952; pour 1952 (milieu de l'année) : *Rudé Právo*, 26 octobre 1952.

Allemagne orientale : Pour 1952 : *Neues Deutschland*, 11 juillet 1952.

Hongrie : Le chiffre de la superficie totale des terres labourables (1948/49 : 5.590.000 hectares) a été tiré de l'*Annuaire statistique des Nations Unies, 1951*, et le nombre total des exploitations individuelles (2.066.114) a été tiré de *Gasdaságstatisztikai Tájékoztató*, décembre 1947. Pour 1950 : Z. Vas, *Jelentés a hároméves terv elsö évéröl, op. cit.* ; pour 1951 : *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1951, pages 12-13; *Magyar-Szovjet Közgazdasági Szemle*, N° 3, 1951, page 257. La première des sources citées indique l'augmentation de la superficie des terres labourables des exploitations d'Etat et des exploitations collectives en pourcentage de la superficie totale des terres labourables. La deuxième source indique en chiffres absolus la superficie totale et la superficie des terres labourables des exploitations coopératives. Pour 1952 : *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1952, page 7 ; pour 1952 (milieu de l'année) : *Statisztikai Szemle, loc. cit.* et *Statistische Praxis*, Berlin, N° 11, 1952.

Pologne : Le chiffre de la superficie totale des terres cultivables (1946 : 20.864.000 hectares) a été extrait de *Plan Odbudowy Gospodarczej Liczby Podstawowe, op. cit.*, et le nombre total des exploitations agricoles privées (décembre 1950 : 2.930.211) a été tiré de *Trybuna Ludu*, 2 juillet 1952. Pour 1951 : *Interagra*, Institut tchécoslovaque pour la collaboration internationale dans l'agriculture et la sylviculture, Prague, N° 1, 1952, pages 53-54 (source également utilisée pour les chiffres relatifs à la fin de 1949 donnés dans le tableau reproduit dans le texte); pour 1952 : *Trybuna Ludu*, 26 janvier et 17 juillet 1952; *Kurier Codzienny*, 5 novembre 1952; *Statistische Praxis*, Berlin, *loc. cit.*, et *Zycie Gospodarcze*, N° 23, 1952, page 1328.

Roumanie : Le chiffre de la superficie totale des terres labourables (1947 : 9.300.000 hectares) a été extrait de l'*Annuaire statistique des Nations Unies, 1951*, et le nombre total des exploitations agricoles privées (3.007.000) a été tiré du *Bulletin I.A.I.*, Prague, N° 4, 1949, page 33; pour 1951, *Interagra, op. cit.*, N° 3-5, 1951; *Probleme Economice*, N° 6, 1951; pour 1952, *Informations Roumaines*, Légation de Roumanie, Paris, 3 et 9 mars 1952; pour 1952 (milieu de l'année) : *Statistische Praxis, loc. cit.*, et *Scânteia*, 7 novembre 1952. Les chiffres relatifs à la fin de 1949, qui figurent dans le tableau du texte, sont des évaluations approximatives établies d'après un discours prononcé par le représentant de la Roumanie à la première session du Comité des problèmes agricoles de la CEE le 29 mars 1950, dans lequel il indiquait que la collectivisation avait commencé en 1949 et que 100 exploitations collectives environ allaient être créées.

Yougoslavie : Tous les chiffres, y compris celui de la superficie totale des terres labourables, ont été tirés de *Ratarstvo, 1951*, juillet 1952, exception faite du nombre des exploitations collectives en 1950 (*Ekonomist*, N° 5-6, 1951) et en 1952 (*Ekonomska Politika*, 11 avril 1952).

Degré de socialisation de l'économie dans les pays de l'Europe orientale en 1952 (Tableau 13)

Pologne : Gospodarka Planowa, novembre 1952, pages 35 et suiv., sauf pour le commerce de détail pour lequel les renseignements ont été tirés de *Zycie Warszawy*, 1er octobre 1952, et pour l'agriculture, pour laquelle les renseignements ont été tirés de *Trybuna Ludu*, 26 janvier 1952.

Tchécoslovaquie : Les chiffres relatifs à l'industrie ont été tirés de *Probleme Economice*, Bucarest, septembre 1952, page 137; les chiffres relatifs au commerce et aux transports ont été tirés des *Nouvelles tchécoslovaques*, Légation de Tchécoslovaquie, Berne, 15 octobre 1952; les chiffres relatifs à l'agriculture ont été tirés de *Rudé Právo*, 27 janvier et 26 octobre 1952. La part des entreprises socialisées dans le revenu national constitue une moyenne pondérée des différents secteurs indiqués dans le tableau.

Allemagne orientale : Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung, op. cit., N° 3, 1952, pages 254 et 258, sauf pour l'agriculture, pour laquelle les renseignements ont été tirés de *Neues Deutschland*, 11 juillet 1952 et 5 janvier 1953.

Hongrie : Pour l'industrie, les renseignements ont été tirés de *Probleme Economice, loc. cit.*, Bucarest : pour le commerce, ils ont été tirés de *Statisztikai Szemle*, N° 1, 1952, page 8; pour l'agriculture, de *Társadelmi Szemle*, N° 4, 1952, pages 293 et 303; pour le revenu national, de *Planovoe Khoziaistvo*, Moscou, N° 4, 1952, page 70.

Roumanie : Pour l'industrie, les renseignements ont été tirés de *Pour une paix durable*, 26 septembre 1952; pour le commerce et les transports, ils ont été tirés de *Romanian News, op. cit.*, 22 juin 1952; pour l'agriculture, de *Scânteia*, 7 novembre 1952 (socialisée à concurrence de 16%, en supposant qu'aucun changement n'est intervenu dans la superficie totale des exploitations d'Etat indiquée pour la fin de 1950 dans *Probleme Economice*, janvier 1951).

Bulgarie : Les renseignements relatifs à l'industrie ont été tirés de *Gospodarka Planowa*, août 1951 (socialisée à concurrence de 99,9%); les chiffres relatifs aux entreprises industrielles de l'Etat ont été tirés de *Vnechnyaya Torgovlya*, Moscou, août 1951, page 39; pour le commerce, les renseignements ont été tirés de *Rabotnichesko Delo*, 29 mai 1952; pour l'agriculture, de *Voprossy Ekonomiki*, Moscou, février 1952 et des *Nouvelles Bulgares*, 9 septembre 1952; pour le revenu national, de *Troud*, Moscou, 30 juillet 1952.

Albanie : Pour l'industrie, les renseignements ont été tirés de *Despatch*, Agence télégraphique albanaise, 26 juin 1952; pour l'agriculture, de *Vnechnyaya Torgovlya*, Moscou, août 1949, qui indique la superficie totale des exploitations agricoles de l'Etat en 1948 comme ayant été de 5.294 hectares, soit 1,7% de la superficie totale, et d'*Interagra, op. cit.*, N° 1, 1952, où il est dit que la superficie occupée en 1951 par les exploitations collectives était de 21.492 hectares.

Coûts approximatifs de la main-d'œuvre et des principales matières premières pour la fabrication de l'acier en 1951
(Tableau 79)

Observations générales

Les chiffres reproduits dans ce tableau indiquent : *a)* le coût des principales matières premières servant à la fabrication de l'acier par tonne de ces matières premières (et le coût de la main-d'œuvre par heure de travail), et *b)* le coût par tonne d'acier brut de ces matières premières principales (et de la main-d'œuvre). Par conséquent, l'on a tenu compte, pour *b)*, des différences qui existent d'un pays à l'autre pour ce qui est de la quantité et de la nature des diverses matières premières utilisées par tonne d'acier, ainsi que des différences quant au nombre des ouvriers employés par unité de production. Il convient de noter en particulier que la quantité de ferraille utilisée par tonne de fonte et la quantité de fonte utilisée par tonne d'acier varient selon les pays, et bien entendu même d'une période à une autre, selon la qualité du minerai de fer utilisé et les prix relatifs du minerai et de la ferraille.

Coût de la main-d'œuvre

On a calculé le coût de la main-d'œuvre nécessaire à la fabrication de l'acier en additionnant le coût de la main-d'œuvre nécessaire à la production de la quantité de fonte utilisée pour produire une tonne d'acier, et le coût de la main-d'œuvre ultérieurement nécessaire pour fabriquer une tonne d'acier brut à partir de cette quantité de fonte.

Le coût de la main-d'œuvre par unité de fonte utilisée pour la fabrication d'une tonne d'acier a été calculé d'après les statistiques annuelles de l'emploi, de la production et des gains dans les hauts fourneaux. Comme on le précise plus loin, les gains de la main-d'œuvre comprennent toutes les charges sociales qui pèsent sur l'employeur et qui font partie du coût de l'emploi de main-d'œuvre. De même, le coût de la main-d'œuvre nécessaire à la production d'une tonne d'acier à partir de la fonte a été calculé d'après les statistiques annuelles de l'emploi, de la production et des gains dans les aciéries.

On a calculé le coût en main-d'œuvre du charbon en divisant les gains (définis comme pour l'acier) par poste, par la production par poste.

Coût des matières premières

En ce qui concerne le calcul du coût des principales matières premières, on a opéré de la même manière, c'est-à-dire que, pour chaque matière première, on a multiplié son prix unitaire par le poids nécessaire pour produire, en fin de transformation, une tonne d'acier brut. C'est ainsi que pour le minerai de fer, le prix unitaire a été calculé en multipliant respectivement le poids de minerai importé et le poids de minerai indigène utilisé pour la fabrication d'une tonne de fonte par le prix représentatif qui correspond à chacune des deux catégories — les minerais indigènes par le prix intérieur moyen et les minerais importés par le prix franco centre de consommation (on a admis que la tonne moyenne de fonte résulte de l'enfournement d'un poids de minerai importé et d'un poids de minerai indigène dans une proportion égale à celle qu'occupent ces deux catégories de minerais dans l'ensemble des disponibilités du pays considéré). Pour calculer le coût de la fonte par tonne d'acier, on a multiplié son prix unitaire par le poids de fonte nécessaire pour produire une tonne d'acier. De même, pour calculer le coût du coke nécessaire à la fabrication d'une tonne d'acier, on a tout d'abord évalué le coût du coke pour une tonne de fonte, puis on a multiplié le résultat par le rapport fonte sur acier. Enfin, pour calculer le coût de la ferraille, on a recherché le poids de ferraille nécessaire d'abord pour une tonne de fonte, puis pour une tonne d'acier, mais en tenant compte seulement de la ferraille autre que les chutes de transformation. Connaissant les chiffres de la consommation totale de ferraille, en vue d'isoler les quantités de ferraille achetées dans le commerce, on a estimé que les chutes de transformation représentent 10% de la production des hauts fourneaux et 22% de celle des aciéries.

Coût d'acier brut pour la fabrication d'acier marchand

On a calculé le coût des principales matières premières et de la main-d'œuvre nécessaires pour transformer l'acier brut en une tonne d'acier marchand en admettant qu'il faut 1,18 tonne d'acier brut pour fabriquer une tonne d'acier marchand.

On a utilisé les sources suivantes :

Quantités — Les chiffres relatifs à la production de fonte et d'acier et à la consommation de matières premières ont été empruntés au *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*, et les chiffres relatifs à la production de charbon par poste ont été extraits du *Bulletin trimestriel de statistiques du charbon pour l'Europe.*

Prix — Les prix du minerai de fer ont été indiqués par la Section de l'acier de la Commission économique pour l'Europe (sauf pour l'Italie, où ils ont été tirés des statistiques du commerce extérieur). Les prix du coke, de la ferraille et de l'acier marchand ont été tirés des mêmes sources que celles qui ont servi à l'élaboration du tableau sur les prix des produits de base publié dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951* et dans différents numéros du *Bulletin économique pour l'Europe.*

Coût de la main-d'œuvre — Les gains par poste dans les charbonnages (y compris les fournitures en nature et les contributions des employeurs) ont été tirés des rapports annuels et des comptes des charbonnages (par exemple, *Rapport de gestion, 1951*, Charbonnages de France) ou bien des sources utilisées pour l'élaboration du Tableau 51. Les gains des ouvriers dans l'industrie sidérurgique ont été tirés des sources utilisées pour les Tableaux 49 et 51. A ces gains proprement dits on a ajouté les charges sociales payées par les employeurs et qui sont normalement indiquées sous forme de pourcentages s'ajoutant aux gains (*cf. Etudes et Conjoncture, Economie mondiale*, I.N.S.E.E., Paris, mars-avril 1951). Lorsqu'on ne connaissait pas les pourcentages spécifiques à l'industrie sidérurgique, on a admis que le pourcentage connu pour l'ensemble de l'industrie était applicable. En outre, on a admis que le niveau moyen des gains dans l'industrie sidérurgique valait également pour les hauts fourneaux et les aciéries.

Emploi — Les chiffres de l'emploi dans les hauts fourneaux et les aciéries ont été empruntés au *Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française, op. cit.*, pour la Belgique, la France et l'Italie; au *Monthly Statistical Bulletin*, British Iron and Steel Federation, pour le Royaume-Uni; et à *Die Eisen- u. Stahlindustrie*, Aussenstelle Düsseldorf, Eisen- und Stahlstatistik, Dusseldorf, pour l'Allemagne occidentale.

Disponibilités et demande « normale » d'articles textiles (Tableau 66)

Les évaluations des approvisionnements disponibles pour la consommation intérieure en 1950 ont été empruntées à l'étude intitulée *Niveaux de consommation de fibres par habitant* (Monographies de produits, Bulletin N° 21, FAO, janvier 1952).

Les évaluations de la « demande normale » en 1950 ont été établies d'après les chiffres de la consommation moyenne, par habitant, de coton, de laine et de rayonne dans divers pays pendant les années 1934 à 1938, qui ont été publiés dans *Les fibres textiles dans le monde*, 1947, FAO, chiffres qui ont été ajustés pour tenir compte de l'augmentation du revenu. (On a considéré que la période 1934–1938 était plus représentative des niveaux de consommation avant la guerre que les chiffres pour la seule année 1938 indiqués dans la source susmentionnée.) Pour tenir compte de l'augmentation du revenu, on s'est servi des évaluations des produits disponibles par habitant en 1938 et en 1949, reproduites dans le Tableau IV de l'ETUDE pour 1949, ainsi que des évaluations du changement survenu dans le revenu réel entre 1949 et 1950 qui ont été utilisées dans la deuxième partie de la présente ETUDE. Enfin, on a multiplié les évaluations de la demande « normale » par habitant par les chiffres de population extraits de l'*Annuaire statistique des Nations Unies, 1951*.

7544 M
4245